

*Catalogus Communicantium par' Veteris
quar' Novi Territorij S. Galli Helveticis
Religionis. A. 1669.*

	Cath.	Acath.
In Ecclesia S. Galli.	3000	
In Broy.	717.	
In Bernoldi-ella	461.	
In Hagenwila.	552.	56.
In Sommeri.	205.	2000
	5095.	2056
In tractu Wilensi.	Cath.	Acath.
In Ecclesia Wilensi.	1500.	
In Rikenbach.	200.	
In Ecclesia S. Quis.	150.	150.
In Halpenschwil et Ringenschwil.	612.	
In Oberbüren.	224.	
In Niederbüren.	520.	
In Wuppena.	254.	160.
	3442.	510
In Comitatu Argj.	Cath.	Acath.
In Fichtenstain.	200.	155.
In Walthail.	220.	1158.
In Cappel.	100.	368.
In Kromenaw et Nyslaw	70.	899.
Zürichstein.	55.	150.
In Veteri S. Joanni.	280.	259.
Wildenhau.	60.	275.
Herberg et Petri.	140.	458.
In Gelfberg.	134.	356.
In Gandereschwil et Rüdenburg.	500.	277.
In Büschwil.	150.	85.
In Jonschwil.	550.	212.
In Kirchberg.	91.	
	410.	

Recenser la population en Suisse avant 1850

Les effectifs de la population au niveau local

Martin Schuler



Recenser la population en Suisse avant 1850

Publications sur des thèmes apparentés

Compter et conter la Suisse – Recensements de la population à partir de 1850: Site web animé de l'Office fédéral de la statistique et jeu de données numériques sur les données historiques du recensement depuis 1850, Online: www.census1850.bfs.admin.ch.

Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800: eine Auswertung der helvetischen Volkszählung von 1798 und anderer zeitnahe Erhebungen, mit Einbezug der Bevölkerungsentwicklung bis 1980, OFS, Berne, 1988.

Schuler Martin, Dessemontet Pierre, Jemlin Christophe, et al., Atlas des mutations spatiales de la Suisse, NZZ, Zurich, 2007.

Busset Thomas, Recensement fédéral de la population 1990, Pour une histoire du recensement fédéral suisse, OFS, Berne, 1993.

Schuler Martin, Haug Werner, et al., Recensement fédéral de la population 2000, Evolution de la population des communes 1850–2000, OFS, Neuchâtel, 2002.

Bérard Bourban Christelle, Freire Kathrin, Freymond Christoph, et al., Les cantons à travers les recensements fédéraux de la population, de 2012 à 2016, OFS, Neuchâtel, 2018.

Freire Kathrin, Freymond Christoph, et al., Portrait de la Suisse, Résultats tirés des recensements de la population 2010–2014, OFS, Neuchâtel, 2016.

Portraits régionaux et chiffres-clés: Site web de l'Office fédéral de la statistique avec des portraits des cantons, des communes, des villes et des pays, Online: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/statistique-regions/portraits-regionaux-chiffres-cles.html>.

Haug Werner, «Recensements» sous: Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), traduit de l'allemand, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/007984/2013-07-30/>, version du 30.7.2013

Jost Hans-Ulrich, Von Zahlen, Politik und Macht. Geschichte der schweizerischen Statistik, Chronos, Zurich, 2016.

Recenser la population en Suisse avant 1850

Les effectifs de la population au niveau local

Auteur Martin Schuler
Éditeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel 2023

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Centre d'information, Section Démographie et migration,
OFS, tél. +41 58 463 67 11, info.dem@bfs.admin.ch

Auteur: Martin Schuler, martin.schuler@epfl.ch

Série: Statistique des recensements fédéraux de la population

Domaine: 01 Population

Langue du texte original: allemand et français

Traduction: Marie-Claude Brulhardt, services linguistiques de l'OFS

Mise en page: Publishing et diffusion PUB, OFS

Graphiques: Publishing et diffusion PUB, OFS

Cartes: Publishing et diffusion PUB, OFS, MICROGIS

En ligne: www.statistique.ch

Imprimés: www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
order@bfs.admin.ch, tél. +41 58 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2023
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 2224-2300

ISBN: 978-3-303-01303-8

Table des matières

Préface	5	2.7 Digression: Les villes dans les recensements d'antan	63
Introduction	7	2.8 Histoire de l'accueil réservé aux données de la statistique démographique	64
1 Aspects du développement territorial de la Suisse	13	2.9 Sur la portée et la place occupée par notre travail	69
1.1 À propos de la période d'observation	13	3 Les cantons	89
1.2 La territorialisation de l'Église catholique au Moyen-Âge	16	Kanton Zürich	93
1.3 Histoire territoriale de l'ancienne Confédération	17	Kanton Bern	107
1.4 La République helvétique et ses répercussions à long terme	22	Kanton Luzern	128
1.5 La commune en tant qu'organisation économique, politique et ecclésiastique au niveau local	29	Kanton Uri	138
1.6 République helvétique: paroisses, agences, bourgeoisies et municipalités	33	Kanton Schwyz	143
1.7 Les voies menant à la commune politique moderne au XIX ^e siècle	37	Kantone Obwalden und Nidwalden	148
1.8 Synthèse	39	Kanton Glarus	156
2 Recueils des effectifs de la population	43	Kanton Zug	162
2.1 Le projet: les dénombrements de la population des cantons de 1600 à 1850	43	Canton de Fribourg	167
2.2 Les recensements: termes, concepts, méthodes, organisation	45	Kanton Solothurn	181
2.3 Les enquêtes ecclésiastiques et étatiques sur la population avant 1798	51	Kanton Basel, Basel-Stadt, Basel-Landschaft	192
2.4 Le Recensement helvétique de 1798/99	54	Kanton Schaffhausen	202
2.5 Modèles cantonaux des recensements de la population entre 1803 et 1850	60	Kanton Appenzell, Appenzell Ausserrhodon, Appenzell Innerrhodon	208
2.6 Les deux étapes du recensement de 1836/37 de la Diète fédérale	60	Kanton St. Gallen	215
		Kanton Graubünden	226
		Kanton Aargau	242
		Kanton Thurgau	257
		Cantone Ticino	269
		Canton de Vaud	283
		Canton du Valais	300
		Canton de Neuchâtel	314
		Canton de Genève	322
		Canton du Jura, Jura bernois; Évêché de Bâle	331
		Ville de Mulhouse	344
		Rottweil	348
		Territorio della Valtellina	352
		4 Évolution de la population	359
		Glossaire explicatif	379
		Répertoires	389

Préface

À l'occasion de recensements antérieurs de la population, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a publié des résultats sur l'évolution dans le temps du nombre d'habitants des communes suisses depuis le premier Recensement fédéral de la population de 1850. Chacun de ces volumes contenait aussi des indications sur les changements d'effectifs des communes. Depuis son entrée en activité, le «Bureau statistique fédéral», fondé en 1860 et prédécesseur de l'actuel OFS, a récolté, traité et analysé des informations quantitatives jusqu'à l'échelon local et a ainsi établi des bases importantes pour la jeune Confédération. Contrairement à la France ou aux États scandinaves, par exemple, des séries de données plus anciennes, datant d'avant 1850, sont cependant plutôt rares et lacunaires en Suisse.

Toujours est-il que, dans le domaine de la statistique démographique, certains travaux de recherche ont tout de même été dédiés à des rétrospectives sur l'évolution de la population avant 1850. En 1988, l'OFS a confié à André Schluchter le mandat de recueillir les données du premier dénombrement de la population réalisé sur l'ensemble du territoire suisse, à savoir le «Recensement helvétique» de 1798, et d'en publier les résultats par district. L'historien zurichois de l'économie Wilhelm Bickel avait déjà fait de même en 1947 au niveau des cantons.

Il y a quelques années, le géographe Martin Schuler a proposé à l'OFS de publier les résultats détaillés du Recensement helvétique au niveau des communes. Au fur et à mesure du repérage d'autres sources de données non exploitées jusqu'ici, le projet a pris de l'ampleur et comprend aujourd'hui non seulement la série de données de 1798 mais aussi tous les recueils des effectifs de la population qui ont été effectués dans les territoires de l'ancienne Confédération et dans les cantons actuels. Cette approche globale a donc aussi exigé de retracer les modifications territoriales intervenues dans les cantons, les districts et les communes, respectivement dans les territoires d'avant 1798. Le présent ouvrage contient ainsi pour la première fois un répertoire de toutes les séparations et fusions de communes de même que les transferts de communes entre districts ou cantons.

La vaste publication montre les chiffres des habitants par paroisse ou commune. De nouvelles cartes récemment mises au point illustrent les structures territoriales jusqu'au niveau local de l'époque de la fin de l'Ancien Régime, de la République helvétique ainsi que de la période après 1803/15. Des textes explicatifs rassemblent, dans une vision historique, une présentation des développements territoriaux, une analyse des dénombremments de la population ainsi que des indications sur l'évolution de la population, pour la Suisse dans son ensemble et pour chaque canton (ainsi que pour les territoires rattachés à la Confédération

jusqu'en 1798). Sur son site web, l'OFS met à disposition à cet effet un accès en ligne à la banque des données collectées par Martin Schuler.

L'OFS est très heureux de pouvoir livrer aujourd'hui pour la première fois une vue d'ensemble approfondie sur l'histoire de la statistique démographique suisse au niveau local.

Nos remerciements s'adressent en premier lieu à Martin Schuler pour sa collaboration étroite, amicale et très stimulante, pour son intense travail de recherche qui, dans le cas présent, s'est étalé sur de longues années et a rendu cette œuvre possible ainsi que pour les résultats intéressants auxquels il aboutit.

La collaboration de Martin Schuler avec l'OFS a une longue tradition. Il a participé étroitement à de nombreux projets statistiques de l'OFS depuis les années 1980 déjà. Parmi bien d'autres travaux, citons ici uniquement «Les niveaux géographiques de la Suisse» des Recensements fédéraux de la population 1990 et 2000 ou l'«Atlas des mutations spatiales de la Suisse» de l'année 2006.

Dans le cadre de la nouvelle étude, Martin Schuler a à nouveau pu faire valoir toute une série de compétences et de qualités qui lui ont permis de réaliser cette œuvre de longue haleine et aux multiples facettes. Sans parler de sa persévérance notoire, il a apporté sa maîtrise des langues et des écritures, ses excellentes connaissances géographiques, l'expérience dans la gestion des sources historiques et le savoir qu'il a pu acquérir par la publication d'ouvrages statistiques en Suisse et à l'étranger.

L'OFS adresse également ses vifs remerciements aux innombrables spécialistes dans les cantons pour leur relecture avisée ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs de l'OFS, actuels et anciens, pour leur travail d'accompagnement et leur contribution à la réussite de l'ouvrage.

Neuchâtel, en mars 2023

Markus Schwyn,

Directeur suppléant de l'Office fédéral de la statistique

Introduction

La France comptait, jusqu'à récemment, quelque 36 000 communes. Pour chaque commune, on peut trouver sur Wikipédia l'indication de leurs nombres d'habitants à environ 35 dates différentes à partir de 1801. Une telle densité d'informations demeure une utopie pour la Suisse. Nous ne partageons cependant pas entièrement le point de vue de François Bergier (1974) qui a qualifié la Suisse d'avant 1848 de «véritable désert statistique» en expliquant cette situation par le libéralisme économique dans une confédération d'États décentralisée.

Ce travail vise à démontrer qu'en y regardant de plus près, quelques cactus ont tout de même fleuri dans ce désert. Il est vrai que la critique de l'hétérogénéité des anciens relevés statistiques démographiques est pertinente, car chaque canton appliquait son propre modèle de dénombrement de la population – allant d'une cadence annuelle à Neuchâtel jusqu'à l'absence presque totale de tout décompte avant 1780, comme à Glaris ou dans les Grisons. Des disparités qualitatives tout aussi importantes ont caractérisé les recueils de données aux XVII^e et XVIII^e siècles, par exemple entre les diocèses catholiques ou encore entre les cantons-villes réformés.

Mais la relative grande stabilité des structures territoriales, aussi bien sous l'Ancien Régime qu'après 1803 et 1815, constitue un atout pour la recherche dans le domaine de la statistique démographique en Suisse. Entretemps, la République helvétique avait créé une double hiérarchie communale – avec les municipalités et les communes bourgeoises – qui fut toutefois abandonnée à nouveau durant la Médiation.

Jusqu'à ce jour, la Suisse ne dispose d'aucun panorama à l'échelle nationale des dénombrements et recensements de la population effectués au niveau local qui remonterait avant le premier Recensement fédéral de la population de 1850. Et étonnamment, même le premier recueil des effectifs couvrant l'ensemble du territoire suisse, à savoir le Recensement helvétique de 1798/99, n'avait encore jamais été exploité jusqu'à l'échelon des communes. Certes, Wilhelm Bickel (1947) en a publié les résultats par canton et André Schluchter (1988) par district. Le Recensement helvétique de 1798 se trouve donc au cœur de cette publication. Il représente le recueil le plus important des effectifs de la population suisse avant 1850 qui soit aussi comparable sur le plan spatial. En raison de son caractère inaugurateur et de sa richesse géographique, il occupe une position charnière dans l'histoire de la statistique démographique du pays.

Le Recensement helvétique fut aussi à l'origine de ce travail et en constitué le moteur à plusieurs titres. Dans l'introduction de sa publication de 1988 évoquée ci-dessus, André Schluchter souligna avoir renoncé à une présentation des données sur la population au niveau des communes, car «la recombinaison des

communes politiques actuelles sur de vastes territoires, pour autant que le matériau le permette (...), serait extrêmement difficile et fastidieuse.» À la parution de son travail, les déclarations de Schluchter m'avaient d'abord découragé. Mais des décennies plus tard, une nouvelle lecture de cette affirmation m'a plutôt incité à relever le défi – une forme de motivation qui sous-tend sans doute bon nombre de travaux de recherche.

Lorsque je pris la décision d'entreprendre la démarche, j'avais déjà accompli, vers la fin des années 1980, un travail similaire de démographie historique dans un autre contexte (en Islande). En outre, à l'occasion des travaux de l'Office fédéral de la statistique (OFS) destinés à la publication des séries de données communales des recensements fédéraux de la population de 1850 à 1990, auxquels j'avais été associé, il apparut évident aux yeux des intéressés que l'évolution de la population dans de nombreuses régions de la Suisse faisait état d'un exode rural très prononcé et de longue durée. Ma curiosité scientifique de tout temps et le désir de comprendre également la dynamique ayant précédé cette tendance lourde a guidé mon travail dont le résultat fut éloquent: contrairement aux années postérieures à 1850, la croissance de la population fut particulièrement forte dans les régions rurales du pays au cours du dernier tiers du XVIII^e siècle et durant la période de 1820 à 1845 environ.

La présente publication, qui a connu quelques élargissements au cours des sept années de sa genèse, comble au moins partiellement les lacunes de la recherche dans trois domaines. Afin de ne pas susciter de faux espoirs, il convient de souligner d'emblée que, sur le plan des connaissances en matière d'évolution démographique générale, ce travail ne peut guère fournir de nouveaux enseignements. Les recherches précédentes, basées sur des données agrégées et surtout sur l'exploitation des variables relatives aux naissances, aux décès et aux migrations, ont déjà donné les réponses essentielles.

Le **premier axe** de ce travail consiste dans la **saisie systématique de tous les dénombrements de la population** ayant été réalisés sur le territoire de la Suisse actuelle ainsi que sur les territoires ayant fait partie de la Confédération sous l'Ancien Régime. Les questions contextuelles et méthodologiques occupent ici une place prépondérante; la présentation de l'évolution en soi des effectifs n'intervient qu'en second lieu. La fine analyse des données récoltées aux niveaux régional et local peut néanmoins apporter des connaissances nouvelles en procédant à des regroupements typologiques.

Ont été répertoriés les effectifs de la population des communes résultant de tous les relevés démographiques connus (et parfois inconnus) jusqu'ici et ayant été organisés de manière

exhaustive et selon des directives relativement claires. Dans la mesure du possible, les dénombrements déjà analysés par des chercheurs ont également été pris en compte et réexaminés à la lumière des documents originaux. Cette démarche a permis un traitement cohérent de l'ensemble des résultats et un contrôle de la couverture géographique des entités territoriales concernées. A ainsi pu s'ensuivre une discussion détaillée de l'exhaustivité, de la qualité et des limites de la significativité des données, notamment en ce qui concerne la comparabilité des résultats. Mis à part les ouvrages de synthèse de Christian Pfister (2007) et de Josef Ehmer (2013), de nombreux travaux de prédécesseurs furent aussi de précieuses références.

Deuxièmement, ce travail fournit une **contribution à l'histoire de la statistique et de la recherche démographiques** en Suisse, y compris des conditions politiques et sociales qui ont présidé à la mise en œuvre d'un recensement. Un autre intérêt réside dans le crédit accordé dans l'histoire aux nombreuses sources de données.

La présente publication a pu profiter d'avancées décisives en matière organisationnelle, technique et méthodologique dont les générations précédentes de chercheurs ne bénéficiaient pas encore, même de celles qui ont révolutionné la démographie régionale dans les années 1980: un accès simplifié aux données d'archives (bien que celles-ci ne soient que partiellement digitalisées jusqu'à aujourd'hui), l'utilisation de tableaux Excel après 1990, de nouvelles méthodes d'exploitation statistique, un accès aux informations considérablement facilité via l'internet, une meilleure documentation scientifique grâce à une nouvelle génération de travaux encyclopédiques, en particulier le «Dictionnaire historique de la Suisse» en ligne (2002), le recours possible à de nombreux ouvrages et périodiques anciens par le biais, par exemple, de la bibliothèque historique de l'École Polytechnique fédérale à Zurich et, enfin, l'accès direct à l'ensemble des travaux cartographiques suisses réalisés par Swisstopo depuis l'époque de la carte Dufour.

La thématique du présent travail se situe à la croisée de l'histoire, de la géographie et de la démographie historique mais est également alimentée par des contributions issues de l'histoire économique, de l'histoire juridique et de la théologie. En Suisse, l'intérêt porté à l'histoire de la population à l'échelle locale s'est déroulé de manière cyclique. Sa dernière apogée fut atteinte dans les années 1980 avec une orientation accrue vers l'espace rural, l'intérêt pour les minorités culturelles et l'âge d'or des sciences régionales. Les écoles de Fribourg (Roland Ruffieux), Bâle (Markus Mattmüller), Genève (Alfred Perrenoud), Zurich (Rudolf Braun) et – un peu plus tard – Berne (Christian Pfister) furent à la pointe de la démographie historique et de l'histoire de la population en Suisse entre 1974 et 1990. L'impulsion donnée ici par les travaux de recherche des «Annales» en France fut déterminante, de même que la richesse des informations de la démographie allemande.

Le professeur d'histoire bâlois Markus Mattmüller et ses collègues ont élaboré une documentation détaillée sur l'état des sources démographiques pour la période allant de 1500 à 1700 (Mattmüller 1987), mais malheureusement la suite prévue pour le XVIII^e siècle n'a jamais été terminée. Après 1990, l'intérêt pour l'histoire locale de la population s'est fortement amenuisé et ne semble trouver un regain que depuis peu.

Le **troisième axe** du travail porte sur **l'histoire des modifications territoriales aux niveaux régional et local**. Cette rétrospective géographique n'était pas prévue au départ mais s'est avérée indispensable pour le traitement minutieux des unités locales et de leur changement au cours du temps. Les informations nécessaires ont pu être récoltées, entre autres, à partir des descriptions de communes contenues dans le Dictionnaire historique de la Suisse ainsi que des travaux récents des archives d'État et des offices cantonaux de statistique (LU, AG, TG, TI). La cartographie a été réalisée par la numérisation des anciens réseaux hydrographiques et des limites des communes disparues. La collaboration avec différentes instances fut particulièrement intense dans ce domaine, d'une part avec l'OFS et, d'autre part, avec d'anciennes collaboratrices et d'anciens collaborateurs de l'EPFL ainsi qu'avec les collègues d'aujourd'hui au Bureau MICROGIS à St-Sulpice. Pour les cartes historiques, j'ai pu disposer – outre de mes sources propres – du «*Historischer Atlas der Schweiz*» de Hektor Ammann et Karl Schib (1951) avant que ne paraisse, fin 2020, le nouvel «Atlas historique de la Suisse» de Marco Zanoli et François Walter qui reprend le thème de façon éclatante septante ans plus tard.

La présente publication est subdivisée en **quatre chapitres**. Le premier chapitre fournit un aperçu de l'histoire territoriale de la Suisse et de ses cantons ainsi que des indications sur l'évolution des structures communales. Le deuxième chapitre contient une analyse en neuf sous-chapitres des différents recueils des effectifs de la population, de leurs spécificités et de leur traitement dans la littérature. Le troisième chapitre, organisé canton par canton, constitue la clé de voûte du travail. On y trouve les tableaux avec les résultats communaux, jusqu'à trois cartes chaque fois des découpages territoriaux administratifs ainsi que les textes explicatifs. Enfin, les huit cartes des communes du quatrième chapitre illustrent l'évolution de la population par période historique.

Cet ouvrage contient un grand nombre de tableaux, de cartes et d'illustrations. La plupart de ces dernières ont été réalisées en collaboration avec Benoit Le Bocey au bureau MICROGIS à St-Sulpice (VD) puis apprêtées pour la publication dans le cadre de l'OFS par Olaf König et Joël Gasche. Un même procédé a été adopté pour les tableaux que j'ai transmis à l'OFS sous forme de fichiers Excel, regroupant les données recueillies, et qui ont été transposés et formatés par Dominik Ullmann et Valérie Béguelin. La publication comprend aussi des reproductions historiques, des cartes d'époque ainsi que des copies de différents tableaux originaux de dénombrements de la population. Les pages de titre des quatre chapitres principaux sont ornées chacune d'images extraites des collections de Matthäus Merian respectivement de Hans Conrad Escher von der Linth. Trois cartes contemporaines de la Suisse, intégrées au chapitre 1, illustrent le territoire du pays au temps de l'ancienne Confédération, de la République helvétique et de la Confédération de la première moitié du XIX^e siècle. Dans le chapitre 2 se trouvent cinq cartes de régions partielles du pays, correspondant aux différentes époques et aux thèmes traités. Ce même chapitre est complété à la fin par une série d'illustrations sélectionnées d'anciens tableaux de dénombrements. Les deux recensements couvrant l'ensemble du territoire de la Suisse, ceux de 1798 et de 1837, sont analysés dans le chapitre 2, les autres dénombrements sont abordés dans le chapitre 3 dans les textes des cantons respectifs.

Les données de base collectées dans le cadre de ce travail (Collection Martin Schuler) proviennent d'archives fédérales, cantonales et ecclésiastiques et peuvent être consultées sur le site de l'Office fédéral de la statistique: www.statistique.ch

Remerciements

Mes remerciements s'adressent en premier lieu à MICROGIS, le bureau qui – après mon passage au statut de professeur honoraire – m'a offert un poste de travail et de recherche en 2015 et, partant, des conditions de travail idéales et des possibilités de création commune. Un grand merci tout d'abord à Benoit Le Bocey qui a conçu et réalisé les cartes de cet ouvrage. La collaboration fructueuse et de longue date avec Pierre Dessemontet a couvert les domaines les plus divers du traitement et de l'analyse des données. D'autres collaborateurs de cette petite entreprise m'ont ponctuellement apporté leur aide en matière informatique ainsi que pour l'examen des textes et le calcul d'indicateurs: Joël Chételat, Solange Gaillard, Lena Fragnière, Estelle Rochat et Abram Pointet. En outre, sur mandat spécial de l'OFS, MICROGIS a également procédé à l'adaptation du réseau hydrographique tel qu'il existait autour de 1800 et à la digitalisation des frontières communales jusqu'aux environs de 1850. De ma longue et fructueuse collaboration à l'EPF-Lausanne, il m'est aussi resté un réseau d'amis avec lesquels j'ai pu poursuivre de vastes échanges, notamment pour le présent travail, dont François Golay, Alain Jarne, Vincent Kaufmann, Michel Rey et Monique Ruzicka-Rossier. Qu'ils soient mentionnés ici avec reconnaissance, ainsi que Ernst Brugger, Thomas Gross et Martin Frölich.

Le collage-photos de toutes les archives visitées vaut comme expression de ma gratitude envers les spécialistes de ces institutions, des offices de statistique et des universités. Elles et ils, de même que quelques historiennes et historiens indépendants, ont relu les textes sur les cantons et proposé des corrections et des compléments. Grâce à leur travail, le contenu a pu être précisé, notamment dans les chapitres ayant trait à l'histoire et au développement territorial. La responsabilité d'éventuelles erreurs ou imprécisions subsistantes reste bien entendu du ressort de l'auteur.

Du côté de l'OFS, je remercie tout d'abord la Direction qui a pris la décision de publier ce travail sous forme de livre. Je suis particulièrement reconnaissant envers le groupe d'accompagnement sous la direction de Markus Schwyn. J'aimerais introduire dans mes remerciements très cordiaux Thomas Schulz, Olaf König, Dominic Thomas et Dominik Ullmann, pour leur engagement en faveur de la parution de cette publication et pour leur soutien en matière de contenu, d'organisation et de technique, pour l'obtention des droits de reproduction des illustrations ainsi que pour la transposition cartographique. Un grand merci aussi à Kathrin Freire et Christoph Freymond pour la relecture attentive et minutieuse des textes en phase finale du travail, ainsi qu'à Joël Gasche et Valérie Béguelin pour les travaux de layout des cartes, tableaux et textes.

L'accompagnement rédactionnel a été assuré par Marie-Claude Brulhardt, Marco Buscher et Werner Haug, trois personnes avec lesquelles j'entretiens des liens depuis bientôt 40 ans au

travers de divers travaux scientifiques aboutis. Marco Buscher, lui aussi membre du groupe d'accompagnement, a soigneusement relu tous les textes et contribué ainsi de manière décisive à la qualité et à l'harmonisation de la présentation. Marie-Claude Brulhardt a assumé cette même tâche en révisant les textes cantonaux francophones sur le plan linguistique et rédactionnel et a, en particulier, réalisé la traduction française des grands chapitres et autres textes introductifs et explicatifs. Le glossaire en langue allemande a été réalisé en collaboration avec le Dictionnaire historique de la Suisse. La collaboration avec tous les participants fut très collégiale et amicale et m'a littéralement porté, surtout durant les dernières phases du projet. Enfin, un merci tout particulier à Annemarie Nicod qui m'accompagne et me soutient depuis toujours dans mon travail par ses remarques de fond, son écoute, ses réactions et sa compréhension.

Bossière, en mars 2023
Martin Schuler

Archives fédérales, Archives cantonales, Archives de l'État



Archives fédérales (BAR/ASF), à Berne
© Laetitia Gessler



Zurich (StAZH)
Photo: Staatsarchiv des Kantons Zürich



Berne (StABE/AEB)
Photo: Andreas Frutig, Berne



Lucerne (StALU)
Photo: Nadja Laager



Uri (StAUR), à Altdorf
Photo: Staatsarchiv Uri



Schwyz (StASZ)
Photo: Staatsarchiv des Kantons Schwyz



Obwald (StAOW), à Sarnen
Photo: Staatsarchiv Obwalden



Nidwald (StANW), à Stans
Photo: Staatsarchiv Nidwalden



Glaris (LAG)
Photo: Samuel Trümpy



Zoug (StAZG)
Photo: Gabriela Acklin



Fribourg (AEF)
Photo: Etienne Francey



Soleure (StASO)
Photo: Tobias Krüger



Bâle-Ville (StABS), à Bâle
Photo: Staatsarchiv Basel-Stadt



Bâle-Campagne (StABL), à Liestal
Photo: Staatsarchiv Baselland



Schaffhouse (StASH)
Photo: Staatsarchiv Schaffhausen



Appenzell Rhodes-Extérieures (StAAR),
à Herisau
Photo: Martina Bašista, Rapperswil



Appenzell Rhodes-Intérieures (LAA),
à Appenzell
Photo: Martin Schuler



St-Gall (StASG)
Photo: Claudia Privitera



Grisons (StAGR), à Coire
Photo: Brigitte Aregger



Argovie (StAAG), à Aarau
Photo: Staatsarchiv Aargau



Thurgovie (StATG), à Frauenfeld
Photo: Andreas Sommer



Tessin (ASTI), à Bellinzona
Photo: Archivio di Stato del Cantone Ticino



Vaud (ACV), à Chavannes-près-Renens
Photo: Archives cantonales vaudoises



Valais (AEV), à Sion
Photo: Michel Bonvin, Lausanne



Neuchâtel (AEN)
Photo : Christophe d'Épagnier



Genève (AEG)
Photo: Archives d'État de Genève



Jura (ArCJ), à Porrentruy
Photo: Archives cantonales jurassiennes

Archives des évêchés



Archives de l'ancien Évêché de Bâle (AAEB), à Porrentruy
Photo: Archives de l'ancien Évêché de Bâle



Archives de l'Évêché de Lausanne, Genève et Fribourg (AEvF), à Fribourg
Photo: Archives de l'Évêché de Lausanne, Genève et Fribourg



Stiftsarchiv St. Gallen (StiASG), à St-Gall
Photo: Stiftsarchiv St. Gallen



Bischöfliches Archiv des Bistums Basel (BiASo), à Soleure
Photo: Bistum Basel, Photo: baderpartner ag, architekten, Solothurn



Bischöfliches Archiv Chur (BAC)
Photo: O. Steimann, burgenwelt.org



Archives de l'Évêché de Sion (AES)
Photo: Pierre-Yves Maillard



Archivio diocesano di Lugano (ADL)
Photo: Diocesi di Lugano

Archives à l'étranger



Archives Départementales du Haut-Rhin, à Colmar
Photo: Archives Départementales du Haut-Rhin – Site de Colmar



Archives Départementales de la Haute-Savoie, à Annecy
Photo: Archives Départementales de la Haute-Savoie



Archives Départementales de la Savoie, à Chambéry
Photo: Département de la Savoie, Archives départementales



Archives Municipales de Mulhouse
Photo: Archives de Mulhouse



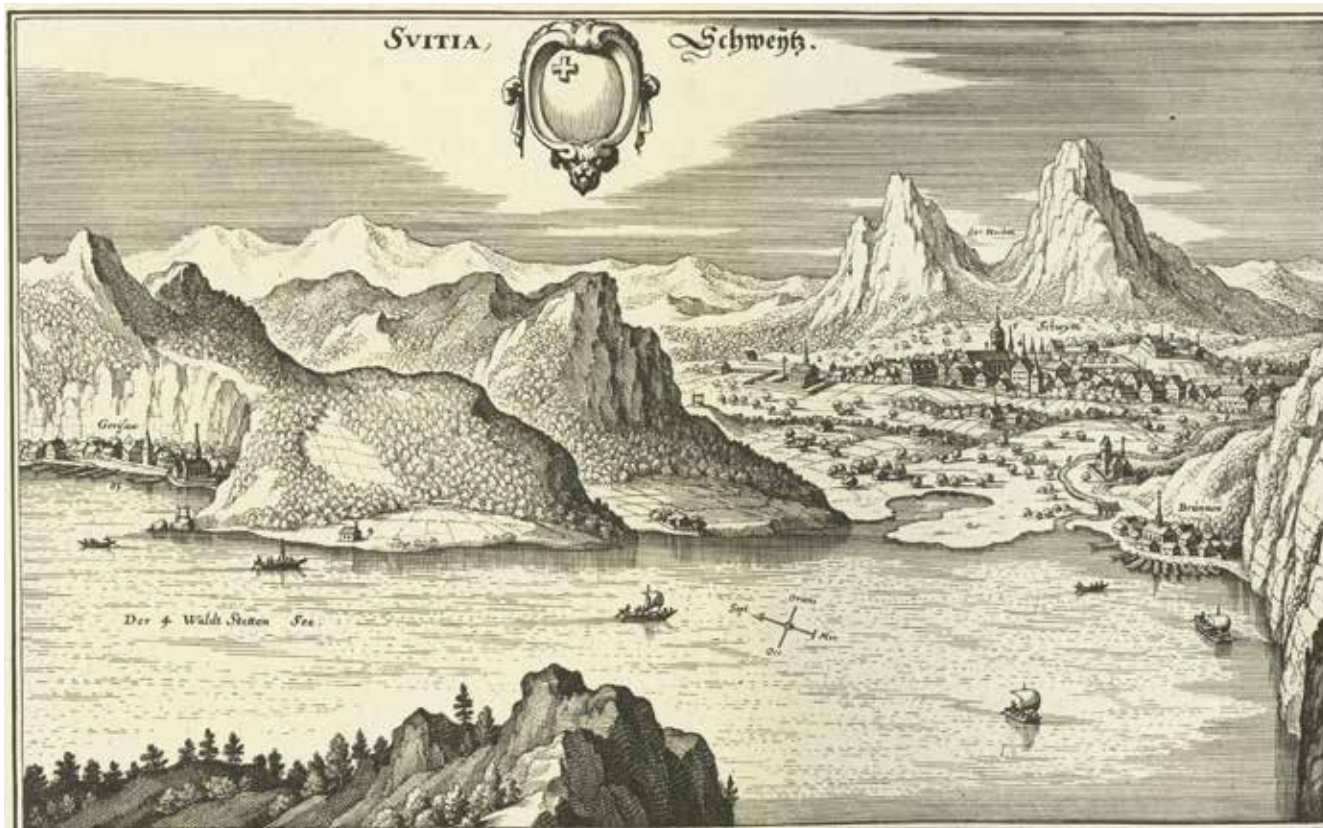
Stadtarchiv Rottweil
Photo: Stadtverwaltung Rottweil, Abteilung Stadtarchiv



Biblioteca Rajna, a Sondrio
Photo: Comune di Sondrio, Biblioteca Rajna

1 Aspects du développement territorial de la Suisse

Matthäus Merian, *Topographia Helvetiae*, Schwyz: «Svitia/Schweytz»



© MATTHÄUS MERIAN, 1642, Reprint Bärenreiter 1960.

1.1 À propos de la période d'observation

Les recueils des effectifs de la population présentés dans cette publication se rapportent à une période allant du début du XVII^e siècle jusqu'au premier Recensement fédéral de la population de 1850, peu après la création de l'État fédéral en 1848. Dans la logique de l'histoire de la statistique, nos sources s'inscrivent en partie dans la «période préstatistique», c'est-à-dire le temps des collectes de données non systématiques et destinées à des fins déterminées, et en partie dans la «période protostatistique» à partir de 1740 environ, lorsque les questions démographiques commencèrent à susciter de l'intérêt, mais que les méthodes de saisie de la «période statistique» à proprement parler des recensements étatiques de la population, basés sur un concept clair et une mise en œuvre uniforme, étaient encore peu élaborées en Suisse (voir les chapitres 2.1 et 2.3).

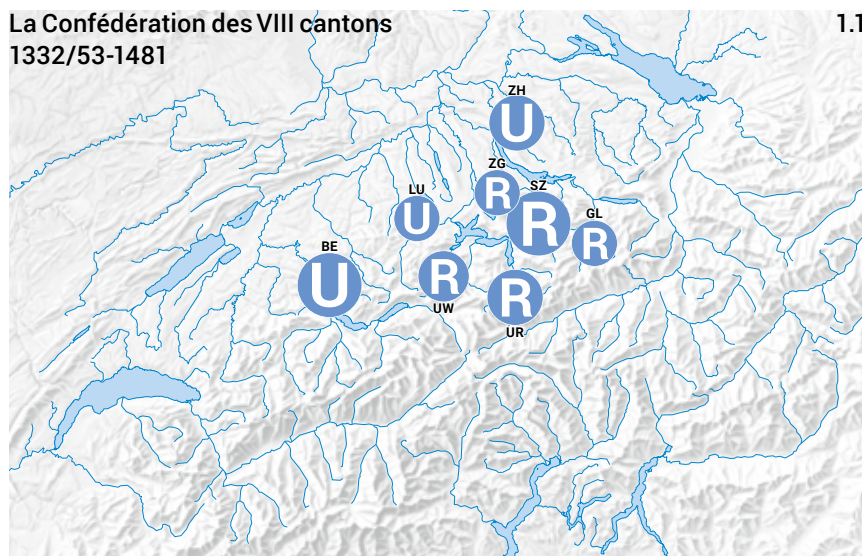
La période d'environ 1740 à 1850 a été qualifiée par Reinhart Koselleck de «*Sattelzeit*», une notion qu'il a utilisée pour désigner le basculement vers les temps modernes (Koselleck 1970). Ce terme allemand (au sens de *Bergsattel* = creux de montagnes) renvoie à une transition graduelle avec, pour point culminant, la Révolution française qui vit la société, les conditions de vie et la mentalité des Européens évoluer vers la modernité. Le rationalisme des Lumières s'affirma vers la fin du XVIII^e siècle dans le **classicisme** et dans son complément et contre-mouvement, le **romantisme**. La mutation des idées toucha tous les champs d'action des sociétés occidentales : musique et littérature, arts et culture, technique et architecture, philosophie et droit, politique et économie – qui se traduit ici par le conflit entre mercantilistes, partisans de l'interventionnisme étatique, et physiocrates confiants en l'autorégulation des forces du marché. L'aspect le plus marquant fut la remise en question de la primauté de

Trois périodes de différenciation culturelle des cantons

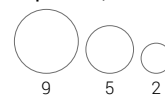
Illustrations 1.1-1.3

La Confédération des VIII cantons
1332/53-1481

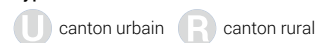
1.1



Population, en milliers¹

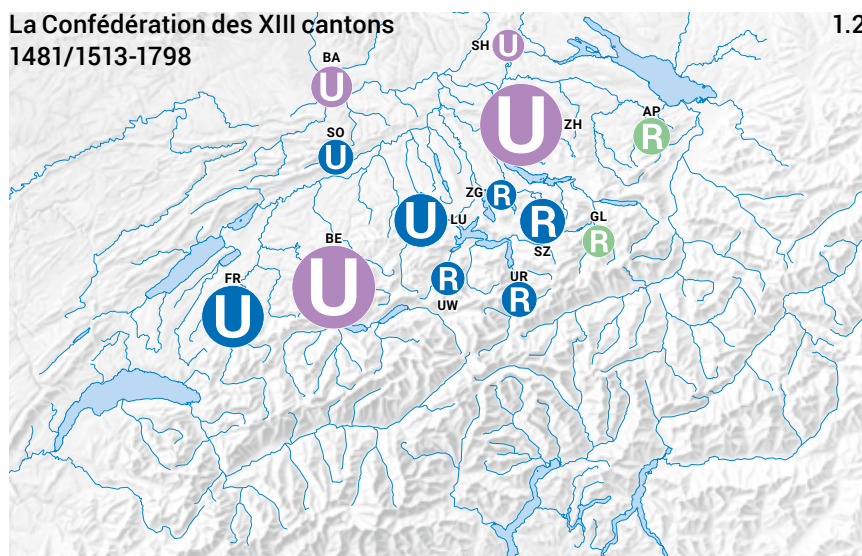


Type de canton

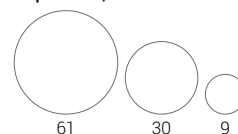


La Confédération des XIII cantons
1481/1513-1798

1.2



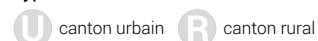
Population, en milliers¹



Appartenance confessionnelle

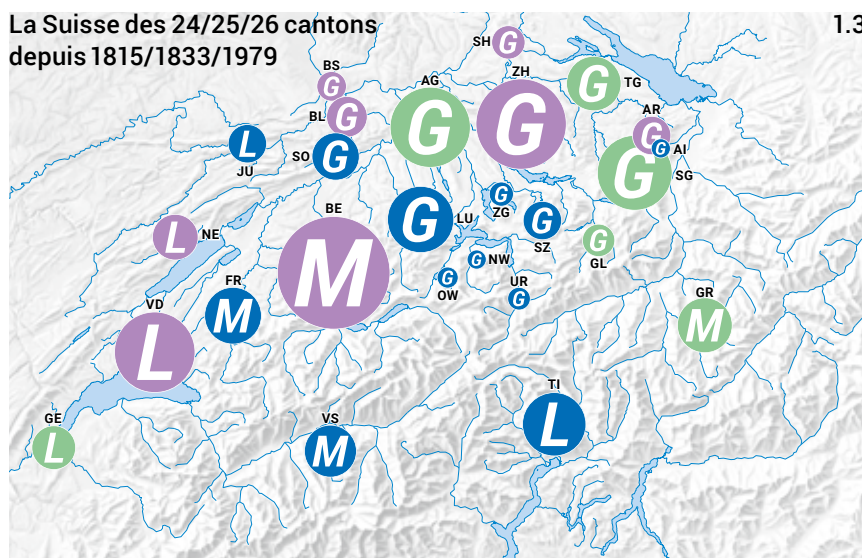


Type de canton

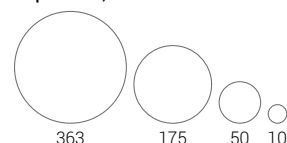


La Suisse des 24/25/26 cantons
depuis 1815/1833/1979

1.3



Population, en milliers¹



Appartenance confessionnelle



Langue



¹ La taille des symboles est proportionnelle à l'état de la population des cantons, mais l'échelle varie selon les trois périodes.

0 25 50 km

Niveau géographique: cantons

la religion et de son corollaire, l'interprétation ecclésiastique de la vérité, et leur substitution par une vision profane et rationnelle du monde. Vers le milieu du XVIII^e siècle, la démographie et la statistique, fortement interdépendantes, parvinrent à s'ériger en disciplines scientifiques, une évolution à laquelle les hommes d'église contribuèrent pour une large part.

Les moments politiques forts de cette époque furent indéniablement la Constitution des États-Unis de 1776 et la Révolution française de 1789. Pour la Suisse, l'effondrement de l'ancienne Confédération et l'instauration de la République helvétique en 1798 représentèrent un tournant décisif. Ce bouleversement eut une importance particulière pour l'histoire de la population de la Suisse, ceci à plusieurs titres. Avec la mise à égalité des citoyens (suisse), le postulat égalitaire de la Révolution française effaça formellement, et pour quelques années, les principales disparités sociales et d'origine. L'État centralisateur brisa la prérogative territoriale des villes sur les campagnes et supprima la domination des anciens cantons sur les bailliages communs. Enfin, la création de 19 cantons égaux en droits, subdivisés en districts et, à partir de 1799, en municipalités et communes bourgeoises, remédia également à la complexité des anciennes structures territoriales. La gouvernance de la République helvétique poursuivait des buts ambitieux et tenait par conséquent à obtenir rapidement une vision globale du pays. La première des grandes enquêtes des nouveaux ministères fut le «Recensement helvétique» d'octobre/novembre 1798.

À partir du pacte d'alliance des trois cantons primitifs, l'élargissement du territoire de la Confédération se déroula sur un peu plus de deux siècles et prit fin en 1536 avec la conquête du Pays de Vaud et du Chablais par Berne, Fribourg et le Valais. Par la suite, les frontières extérieures tout comme les structures territoriales internes restèrent pratiquement inchangées jusqu'à l'effondrement de l'ancienne Confédération en 1798. À la réorganisation hiérarchique du territoire en cantons, villes et communes ayant les mêmes droits sous la République helvétique succéda la restauration partielle des anciennes structures, durant la Médiation et une extension considérable du territoire à partir du Congrès de Vienne de 1815. Depuis lors, la structure spatiale des cantons suisses resta stable, exception faite de la séparation des deux Bâle en 1833, de la création du canton du Jura en 1979 et du passage du Lauffonais de Berne à Bâle-Campagne en 1994.

La Suisse put jouir des longues phases de stabilité territoriale malgré – ou peut-être aussi à cause des fortes différenciations internes auxquelles sont venues s'ajouter d'autres composantes au cours des XIV^e, XVI^e et XIX^e siècles: les premières alliances entre cantons campagnards et cantons-villes en 1334/53, la Réforme à partir de 1523/36 qui entraîna une bipartition de la Confédération en cantons catholiques et réformés et, finalement, la formation de nouveaux cantons dans les aires francophone et italophone dès 1798/1803/1815.

Les antagonismes entre cantons campagnards et cantons-villes depuis le pacte d'alliance des «*Waldstätten*» avec Lucerne en 1332 et la division en cantons catholiques et protestants après 1523/36 ont marqué de leur empreinte toute la période de l'Ancien Régime. Les deux clivages suivaient en partie le même tracé, ce qui amplifia encore les tensions internes. Avec la République helvétique de 1798 et l'Acte de Médiation de 1803, la politique menée par la France inaugura officiellement

une Suisse plurilingue, ce qui transforma aussi la perception que cette dernière avait d'elle-même. Ce critère supplémentaire de différenciation favorisa paradoxalement la cohésion du pays, vu qu'il s'agissait d'un aspect qui transcendait les lignes de démarcation antérieures.

L'histoire suisse partage la première moitié du XIX^e siècle en quatre périodes: la Médiation (1803–1814), la Restauration (1815–1830), la révolution libérale (1830–1842) et la phase radicale (1842–1848), aboutissant à l'État fédéral de 1848. À chaque période, le statut des communes était révoquant, c'est-à-dire les droits de telles ou telles catégories de la population susceptibles de disposer (ou non) du droit de cité, du droit de vote et du droit d'établissement dans un territoire et un lieu donnés. Ce n'est qu'avec la révision de la Constitution fédérale de 1874 que des solutions contraignantes furent apportées et imposées à tous les cantons: la liberté d'établissement pour tous, y compris pour la population juive pour la première fois, le droit de vote et le droit d'élection et d'éligibilité pour tous les citoyens suisses de sexe masculin dans la commune d'habitants (ou commune politique), le droit de bourgeoisie au niveau de la commune.

Une présentation succincte de l'histoire suisse qui met exclusivement l'accent sur le développement territorial comporte le risque de donner une fausse idée de la territorialité. En réalité, le concept n'a de validité que dans les États-nations émergents avec leurs structures hiérarchiques. Auparavant, les droits étaient définis «*ad personam*» et non territorialement. Dans une région ou un village pouvaient coexister les statuts de dépendance juridique les plus divers. Ce sont les dispositions de haute juridiction qui régissaient l'appartenance territoriale et celles de basse juridiction la configuration des structures locales.

Les propos du chapitre 1 se focalisent sur les aspects géographiques et politico-administratifs de l'histoire de la Confédération. Ils sont organisés, d'une part, en sous-chapitres ayant trait à l'histoire générale et à la territorialisation à l'échelon des cantons et des régions (1.3 et 1.4) et, d'autre part, en sous-chapitres relatant la genèse et le développement des différents types de communes (1.5 à 1.7). Trois périodes caractérisées par des changements dynamiques occupent le devant de la scène: la phase de la rapide expansion territoriale des anciens cantons de la Confédération de 1332 à 1536, le bouleversement intervenu sous la République helvétique de 1798 ainsi que la première moitié du XIX^e siècle jusqu'à la création de l'État fédéral en 1848. Les transformations durant ces trois périodes eurent également un fort impact au niveau local.

Une présentation de la constitution des diocèses épiscopaux au cours du haut Moyen-Âge s'impose au préalable (1.2), car celle-ci a déterminé les pratiques administratives et ecclésiastiques en Suisse, et ce jusqu'au début du XIX^e siècle.

Le texte contient aussi quelques indications générales sur l'histoire suisse qui servent avant tout à une meilleure compréhension et une meilleure insertion des textes cantonaux du troisième chapitre. Pour des éclaircissements complémentaires, nous renvoyons le lecteur aux travaux scientifiques récents sur l'histoire suisse (notamment Reinhardt 2006, Sablonier 2008, Walter 2009/10, Maissen 2010, Kreis 2014) ainsi qu'aux atlas historiques (Pfister et Egli 1998, Fritzsche, Frey et Rey 2001, Zanolli et Walter 2020).

1.2 La territorialisation de l'Église catholique au Moyen-Âge

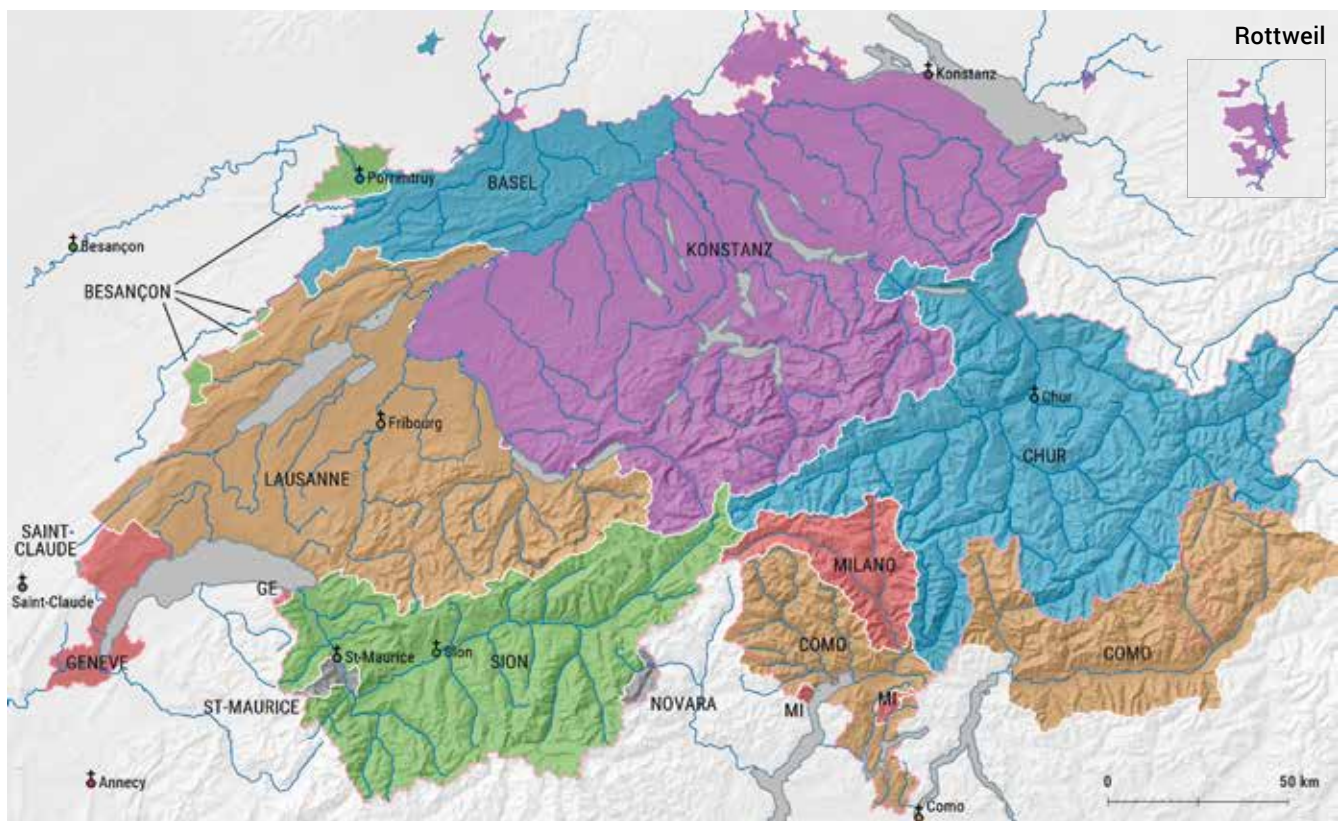
L'organisation spatiale des diocèses de l'Église catholique en Europe méridionale et centrale présentait, au début du Moyen-Âge déjà, toutes les caractéristiques d'une couverture territoriale intégrale. Les sièges épiscopaux les plus anciens au nord des Alpes remontent aux quatrième et cinquième siècles et s'établirent d'abord dans les anciennes villes romaines : *Octodurum* (Martigny), plus tard Sion ; *Augusta Raurica* (Augst et Kaiseraugst), plus tard Bâle ; Genève ; *Curia* (Coire) ; (probablement) *Aventicum* (Avenches), plus tard Lausanne ; enfin – au début du VII^e siècle – Constance, partant éventuellement de *Vindonissa* (Windisch) (Früh 1928). L'Église visait une couverture complète du territoire au-travers des circonscriptions administratives des évêques, les diocèses. Dans l'aire géographique de la future Suisse, ce sont l'Aar et le Rhin ainsi que les Alpes et le Jura qui furent retenus pour la délimitation des frontières entre diocèses. Jusqu'à la Révolution française, le nombre de ceux-ci ne fut plus modifié et même leurs étendues respectives demeurèrent inchangées à partir du X^e siècle. Quelques-unes des villes en voie de développement, comme Bâle, Soleure ou Berne, appartenaient ainsi à deux diocèses. De même, les territoires des niveaux hiérarchiques inférieurs, les archidiaconés et décanats, ne connurent guère de modifications. Constance, l'un des plus grands diocèses

allemands qui s'étendait au nord jusqu'à Stuttgart, englobait l'ensemble du Plateau sur la rive droite de l'Aar. Lui succédant à l'ouest, le diocèse de Lausanne allait de l'Aar à la rivière L'Aubonne à l'embouchure du Lac Léman – la frontière avec le diocèse de Genève. Au nord de l'Aar et du Jura s'étendait le diocèse de Bâle qui comprenait aussi de vastes territoires en Alsace. Les parties centrales et méridionales des Alpes faisaient partie des diocèses de Sion, Milan, Côme et Coire qui dépassaient en partie largement les territoires des futurs cantons du Valais, du Tessin et des Grisons (carte 1.1). La Réforme détacha de grandes régions de la Confédération de la tutelle administrative de l'Église catholique sans pour autant modifier l'étendue territoriale des diocèses. Trois sièges épiscopaux furent néanmoins transférés dans une ville restée catholique, à savoir de Genève à Annecy, de Lausanne à Fribourg et de Bâle à Porrentruy.

Les diocèses et les décanats constituaient les structures administratives de l'Église catholique et, partant, les unités et sous-unités des «décomptes des communiants», c'est-à-dire des relevés statistiques de la population effectués par les évêques dans les paroisses (cf. *Helvetia Sacra* 1972–2007). On trouve de nombreuses données démographiques des XVII^e et XVIII^e siècles pour les paroisses mais pas pour les communes «politiques» (voir chapitre 2.3.1). Dans les régions réformées, les découpages géographiques de l'Église catholique ont été repris dans une large mesure.

Les diocèses du XVI^e au XVIII^e siècle

carte 1.1



© MICROGIS, OFS 2023

Les structures politiques ultérieures se développèrent néanmoins de manière largement indépendante de l'administration ecclésiastique. Même si un évêché était investi d'une seigneurie territoriale, le territoire de sa souveraineté temporelle (l'évêché) ne devait pas coïncider avec celui de son pouvoir spirituel (le diocèse).

1.3 Histoire territoriale de l'ancienne Confédération

1.3.1 Deux cents ans d'expansion territoriale jusqu'en 1536

La société féodale connut une mutation à partir du XIII^e siècle, en ce sens que des familles nobles de moindre importance finirent par disparaître au profit de puissantes dynasties. Quatre grands territoires se formèrent dans les aires environnantes de la future Suisse qui, grâce à des privilèges impériaux, furent élevés du rang de comtés à celui de duchés autour de 1400. Il s'agissait de la maison des Habsbourg, archiducs et suzerains de l'Autriche antérieure dès 1368, du duché de Milan des Visconti (dès 1395), du duché de Savoie (depuis 1416) ainsi que du duché de Bourgogne qui comprit également la Franche-Comté à partir de 1368. En outre, certains évêchés et certaines abbayes parvinrent à se constituer des territoires temporels, ainsi Bâle, Lausanne, Sion, Engelberg, Coire et St-Gall.

Le processus de concentration à l'échelle supérieure eut pour effet, au niveau local, d'accroître le pouvoir des administrateurs locaux des ducs et des évêques et, en particulier, de concourir à l'émancipation des villes – des processus qui se mirent en place d'abord en Italie. Dans les villes, une nouvelle économie vit le jour dans l'artisanat et le commerce, des milieux qui jouèrent aussi un rôle grandissant dans l'administration territoriale. La petite noblesse – souvent elle-même à l'origine de la création de villes (Flückiger 1984) – perdit son rang et s'intégra en partie dans les villes. C'est ainsi que se développa une nouvelle géographie locale dans laquelle ce ne fut plus le château qui représentait un refuge sécurisé, sis à la périphérie, mais la ville protégée par des murailles et située le long des cours d'eau et des voies commerciales. Un mouvement semblable se produisit également dans le domaine ecclésiastique où de nombreuses anciennes «églises privées» en mains d'une seigneurie et à proximité du château furent remplacées par des églises urbaines et villageoises.

Les fragiles structures de ces villes, surtout sur le plan militaire, entraînèrent des systèmes d'alliances régionales auxquelles pouvaient aussi adhérer des communautés rurales, des couvents et des petites familles aristocratiques. La «Confédération bourguignonne» sur le Plateau occidental ou les grandes alliances urbaines, telles que la «Ligue des villes rhénanes» et la «Ligue des villes souabes», sont des exemples de tels réseaux d'alliances scellées sous serment.

Les origines de la Confédération – terme utilisé pour la première fois en 1351 en tant qu'autodénomination (Würgler DHS) – s'inscrivent dans cette mouvance, le but premier étant de se protéger contre les dangers extérieurs mais parfois aussi de régler des conflits internes entre nouveaux partenaires. L'originalité du

système d'alliances de la Confédération ne fut pas tant le lien entre cantons campagnards et cantons-villes mais le fait que ce lien ait perduré. Les alliances pouvaient être limitées dans le temps ou être présumées illimitées («perpétuelles»). Au pacte conclu par les trois Waldstätten Uri, Schwytz et Unterwald avec la ville de Lucerne en 1332 succédèrent assez rapidement, entre 1351 et 1353, les accords avec les quatre cantons de Zurich, Glaris, Zoug et Berne. Ce réseau d'alliances fut désigné plus tard comme la «Confédération des 8 cantons». Vers le milieu du XIV^e siècle, les huit cantons devaient compter chacun à peu près le même nombre d'habitants, mais les cantons-villes du Plateau parvinrent rapidement à étendre leurs territoires par l'acquisition de droits de juridiction sur des villages et des bailliages dans les environs proches et plus lointains (cf. tableau 1.1). Ce processus débuta d'abord à Berne, Lucerne et Soleure puis, avec un certain décalage dans le temps, à Zurich, Rottweil, Zoug, Bâle et Fribourg, nettement plus tard à Schaffhouse et jamais à St-Gall et Mulhouse. Plusieurs villes pouvaient être associées à ces acquisitions, par exemple Berne et Soleure ou Berne et la Principauté épiscopale de Bâle.

En 1415, le Comté de Baden et les «*Freie Ämter*» furent le premier territoire d'une certaine envergure acquis conjointement en tant que «bailliage commun». Ce modèle devait faire école (Gaster, Thurgovie, Sargans, Rheintal, bailliages transalpins au Tessin, pour ne citer que les plus importants – voir aussi la carte SZ 1 dans le texte relatif au canton de Schwytz). Tandis que le Valais avait déjà tissé un lien avec des cantons confédérés autour de 1400, l'Abbaye de St-Gall, la Ville de St-Gall, les Ligues Rhétiques, Mulhouse, Rottweil, Genève et la Principauté épiscopale de Bâle devinrent des «pays alliés de la Confédération» à partir de 1500 environ. Il existait aussi des protectorats communs sur de plus petits territoires (Gersau, Engelberg, Rapperswil, Toggenbourg).

Si, au moment de sa création, la Confédération des 8 cantons était une association de cantons urbains et campagnards démographiquement assez équilibrés, ce ne fut plus le cas vers la fin du XV^e siècle vu la nette suprématie établie par les cantons du Plateau désormais de grande taille. La Confédération, considérée par les puissances européennes comme une force militaire, s'est vue complétée de cinq autres partenaires de pleins droits entre 1481 et 1513. Cet élargissement résulta de deux conflits armés d'où elle sortit victorieuse, à savoir les guerres de Bourgogne (1474–1477) et ladite guerre de Souabe (1499). Les cinq nouveaux cantons – quatre cantons-villes et le pays d'Appenzell – avaient noué depuis un certain temps déjà des liens avec une partie de la Confédération des 8 cantons au travers d'alliances temporaires: Fribourg et Soleure 1481, Bâle et Schaffhouse 1501, Appenzell 1513. La Confédération des 13 cantons demeura inchangée jusqu'en 1798.

L'illustration 1.4 visualise le processus d'accroissement territorial de la Confédération. Elle montre la direction générale de ses expansions réalisées en commun entre 1415 et 1536. Les quatre élargissements territoriaux empruntèrent des routes différentes, ne se chevauchèrent que légèrement dans le temps, eurent des protagonistes variables et se firent principalement aux dépens des Habsbourg ainsi que des duchés de Milan, de Savoie et de Bourgogne.

Combourgeoisies, conquêtes, achats et prises en gage des cantons confédérés et de leurs alliés

8/13 cantons		1200–1320	1321–1350	1351–1380	1381–1400	1401–1420	1421–1440
UR	1291					1410 Urseren	1439 Léventine
SZ	1291	1217 Einsiedeln			1386 March		1424 Küsnacht, 1440 Höfe
OW	1291						
NW	1291			1378 Hergiswil			
LU	1332			1353 Meggen	1386 Entlebuch, Rothenburg, Kriens, Ruswil, Hochdorf, 1394 Merenschwand	1406 Neu-Habsburg, 1407 Willisau, Roggliswil, 1413 Hohenrain, 1420 Münster, Schongau	
ZH	1351			1358 Zollikon, 1365 Wiedikon, Wollishofen	1384 Küsnacht, Meilen 1385 Thalwil, 1393 (–1440) Höfe	1402/09 Greifensee, Horgen, Grüningen, Regensberg, 1415 Affoltern, Kelleramt	1424 Kyburg, Embrach, 1434 Andelfingen
GL	1352					1415 Bilten, Urnen, Kerenzen	
ZG	1352			1379 Walchwil		1406 Cham	1435 Steinhausen
BE	1353	1300 Bolligen, Stettlen, Vechigen, Muri	1324 Laupen, 1334 Hasli, Weissenburg	1379 Aarberg	1384/89 Thoun, Burgdorf, Langnau, Ligerz, Unterseen, 1391/99 Nidau, Büren, Signau, 1400 Frutigen	1407/08 Wangen, Trachselwald, Huttwil, 1413 Bipp, 1415 Argovie	
FR	1481	(dès le XIII ^e s.) Anciennes Terres				1418 possessions des Thierstein	
SO	1481		1344 St.Urs , Balm		1388/91 Grenchen, Altreu, Buchegg	1402 Falkenstein, 1410 Messen, 1415 Bechburg, Fridau	1426 Olten, Buchsgau
BA	1501				1392 Kleinbasel, 1400 Liestal, Waldenburg, Homberg		
SH	1501				Mundat am Randen (avec Fützen, Epfenhofen)		1438 Schleithelm
AP	1513						
Pays alliés et leurs extensions territoriales							
NE	1290/ 1301/ 1369	1242 Valangin, 1288 Val-de-Travers, Boudevilliers	1325 Le Landeron				
VS	1403			1378 Niedergesteln (avec Löttschen)			
GR	1497/98			<i>1367 Ligue de la Maison-Dieu</i>	<i>1395 Ligue grise</i>		<i>1436 Ligue des Dix- Juridictions</i>
ML	1515						1437 Illzach
RW	1519			1377 Sinkingen		1405 Zimmern	1436 Dunningen
GE	1526						
EB/JU	1579	1275/96 Bienna, Porrentruy, Delémont, Laufon	1312/36 La Neuveville, St-Ursanne				(1427 reconquête)

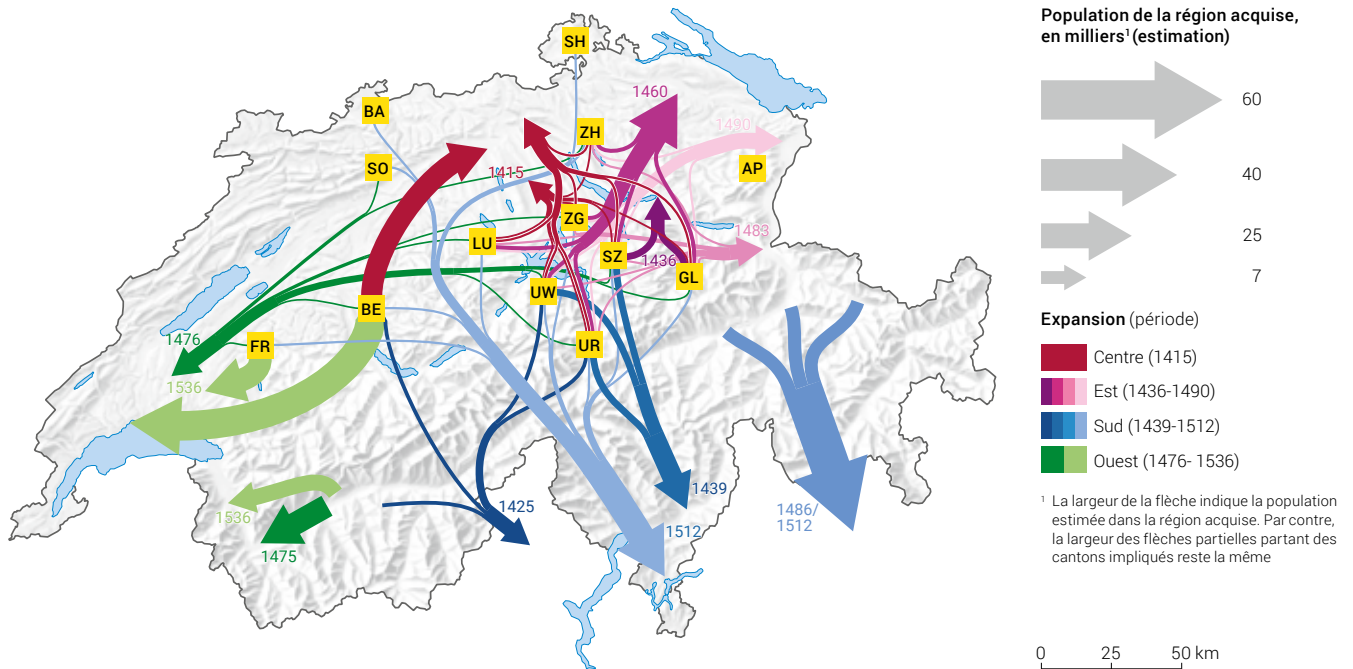
Les plus grands territoires sont indiqués en gras.

Abréviations des cantons et des régions voir introduction du chapitre 3.

1441–1460	1461–1480	1481–1500	1501–1520	1521–1540	1541–1560	>1561
1455 Büron	1472 Wikon, 1480 Malters					
1452 Flaach	1467 Winterthur	1496 Eglisau, Rafz				1615 Sax
			1517 Werdenberg			
		1486 Risch				
1445 Brienz	1467 Gümnenen, 1474 Erlach, (Aigle 1475)			1536 Vaud, Chablais (1536–1564)		
	1476 Arconciel, Plaffeien, 1478 Montagny	1483 Pont, 1488 Estavayer (1/3)	1502 Bellegarde, 1505 Wallenbuch, 1520 Font	1536 Estavayer, Romont, Rue, Châtel, Attalens, Vuippens, Vaulruz, 1537 La Roche, Bulle, Riaz, Albeuve	1555 Gruyère	
1458 Gösgen, Schönenwerd	1466 Halten	1482/1485 Dorneck, Seewen	1515, 1518 Rotberg, Thierstein	1527, 1535, 1539 Kleinlützel, Gilgen- berg, Lüsslingen		
	1461/65 Farnsburg, Sissach, 1470 Münchenstein, MuttENZ	1482/87 Diegten, Eptingen	1513 Bettingen, 1518 Bretzwil	1522/34 Riehen, Pratteln, Arisdorf, Binningen		1585 Füllinsdorf, 1640 Kleinhüningen
1460 Thayngen			1520 Rüdlingen	1521/25 Hallau, Neunkirch, 1524 Merishausen, 1529 Neuhausen, Löhningen, Reiat, Buch		
1445 (–1490) Rheintal						1564 Colombier, 1592 Valangin
	1475 Bas-Valais (après sa perte en 1392)			1536 Monthey, 1536–64 Chablais		
			1512 Valteline			
				1531 Horgen		1595/98 Seedorf, Herrenzimmern, Stetten, Niedereschach
				1534 Franchises, Mandements		
	1478 Damvant					

La conquête des bailliages en commun des XIII cantons

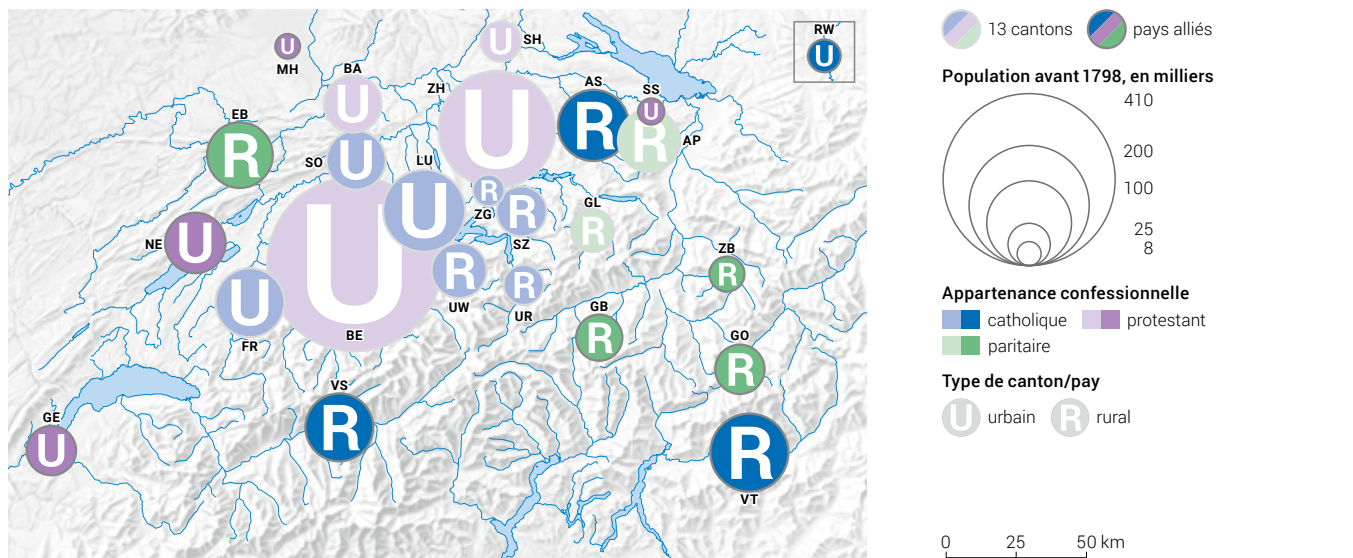
Illustration 1.4



© MICROGIS, OFS 2023

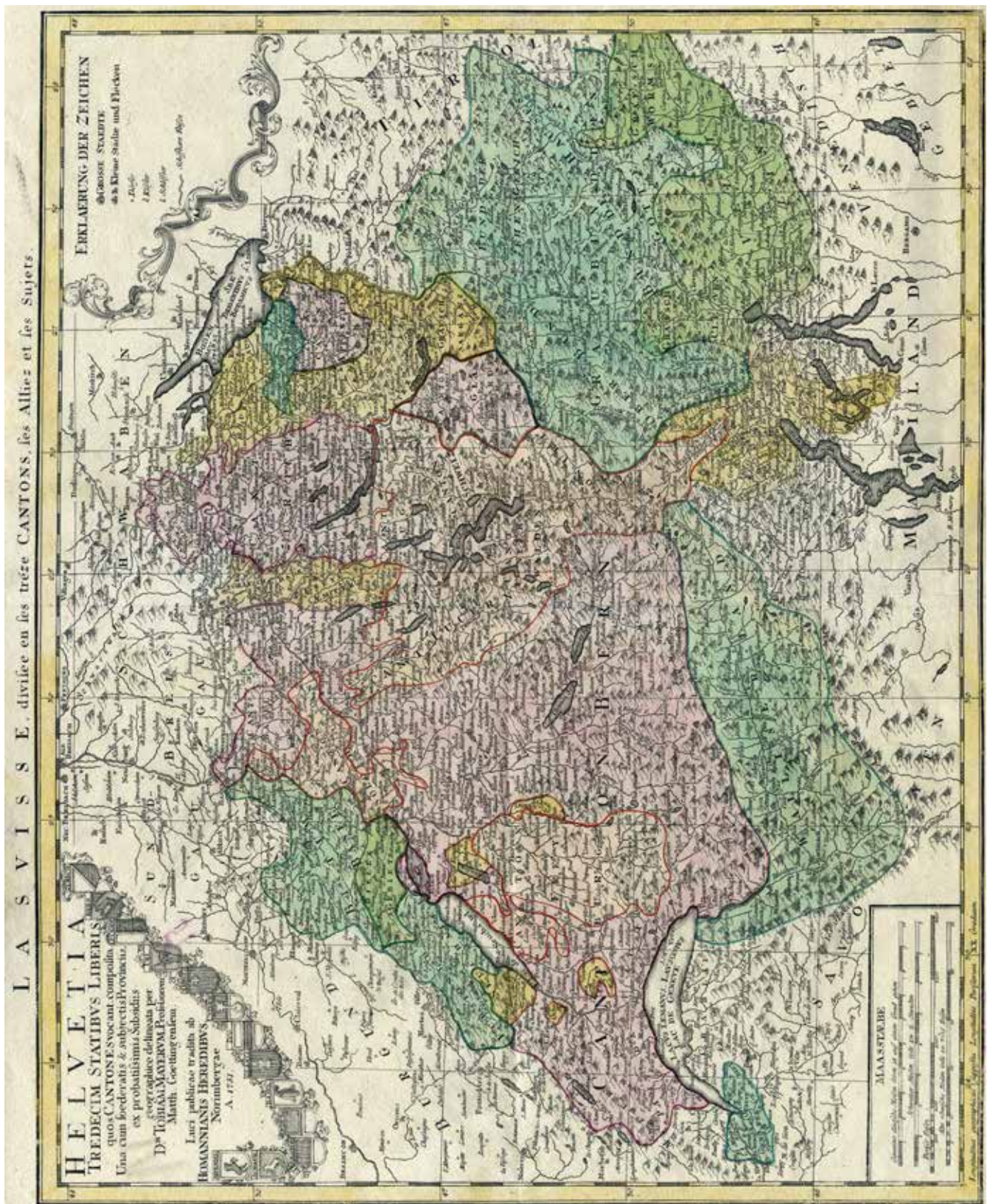
Les pays alliés des XIII cantons et leur confession

Illustration 1.5



© MICROGIS, OFS 2023

Illustration carte 1: Tobias Mayer, La Suisse, divisée en ses treize cantons, ses Alliez et ses Sujets, 1751



Le mathématicien Tobias Mayer (1723–1762), originaire du Wurtemberg, a utilisé une grille des coordonnées calculée par lui-même pour sa carte de la Suisse, éditée en 1751 chez les héritiers de Homann. La carte montre ainsi très précisément l'emplacement des localités sur l'axe Ouest-Est. Les territoires s'y distinguent par trois couleurs, le rouge pour les XIII cantons, le vert pour les pays alliés et le jaune pour les bailliages communs.

Johann Baptist Homann (1664–1724) avait créé une maison d'édition pour la cartographie à Nuremberg. Au XVIII^e siècle, cette entreprise, dénommée plus tard «Héritiers de Homann», est devenue le plus important éditeur de cartes et d'atlas en Allemagne.

Sources: https://fr.wikipedia.org/wiki/Tobias_Mayer ainsi que https://fr.wikipedia.org/wiki/Johann_Baptist_Homann

La première expédition, qui ne dura que quelques mois, permit en 1415 de combler l'interstice spatial sur le Plateau entre les grands cantons-villes de Zurich, Berne et Lucerne: la partie ouest de l'Argovie habsbourgeoise fut occupée par Berne, tandis que la moitié orientale revint aux autres cantons en gestion commune.

Le deuxième processus d'élargissement se déroula en plusieurs étapes de 1438 à 1495 et prit la direction du Nord-Est jusqu'au Lac de Constance et au Rhin. Sur cette trajectoire, Schwytz et Glaris occupèrent d'abord ensemble Uznach et Gaster, jusque-là possessions du comté de Toggenbourg. Puis, la poussée des six cantons de l'Est (sans Berne, en partie sans Uri) se solda par le gain de la Thurgovie en 1460, de Sargans en 1483 et du Rheintal en 1495 au détriment des Habsbourg.

La troisième offensive concerna la conquête du Tessin (des «vallées transalpines») en plusieurs interventions (1402/39, 1478, 1512), d'abord par les Uranais puis conjointement par les trois cantons primitifs et finalement par les 12 cantons. La Valle Antigorio (la partie supérieure du Val d'Ossola) fut occupée brièvement deux fois par le Valais, par Berne, Uri et Obwald; la Valteline tomba dans l'escarcelle des trois Liges Rhétiques. Toutes ces conquêtes se firent au détriment de Milan.

L'ultime campagne militaire, initiée par Berne, s'orienta vers l'ouest et fut plutôt freinée par les autres cantons. Une première conquête des territoires savoyards eut lieu durant les guerres de Bourgogne en 1476, une deuxième en 1536 par Berne, Fribourg et le Valais.

Les territoires plus restreints furent principalement acquis par achat ou prise en gage. Le gain des grandes seigneuries (Argovie, Thurgovie, plus tard le Pays de Vaud) s'opéra à la suite d'occupations militaires de territoires que les puissances résidant au loin n'étaient plus guère en mesure de tenir. Seule la mainmise sur les vallées tessinoises correspondait à une réelle conquête. L'administration des bailliages communs, des condominiums proprement dit, nécessita durant des siècles une réglementation permanente et une entente entre les cantons souvent divisés. Aux XIV^e et XV^e siècles, les cantons-villes du Plateau disposaient de meilleures options pour accroître leurs territoires que les cantons campagnards limités à leurs vallées dans les Alpes. Mais, pour ces cantons peu peuplés, la corégence des bailliages communs jouait un rôle important.

La phase expansionniste de la Confédération prit fin au début du XVI^e siècle. Le traité de paix avec la France après la défaite de Marignan en 1515 définit les relations en matière de politique extérieure. De plus, la Réforme introduite peu après entraîna un état de paralysie interne, de sorte que la conquête du Pays de Vaud par Berne, Fribourg et le Valais en 1536 ne fut plus suivie d'autres gains territoriaux. Les structures sociales elles-mêmes se figèrent à partir du XVII^e siècle. L'organisation interne des cantons-villes resta largement inchangée, si bien que les territoires des bailliages acquis depuis la fin du Moyen-Âge subsistèrent jusqu'en 1798.

Les frontières entre les cantons restèrent stables. Après la cession des Höfe (Pfäffikon) par Zurich à Schwytz (1440), plus jamais aucun territoire des Confédérés ne changea de canton suite à un conflit armé et après 1517, lorsque Werdenberg passa de Lucerne à Glaris, plus jamais non plus par le biais d'une vente. Fit exception à cette règle le désenchevêtrement de droits de souveraineté qui se chevauchaient dans certains villages (par exemple entre Soleure et ses voisins Berne et Bâle). Après 1564

(restitution du Chablais et du Pays de Gex à la Savoie), plus aucun des 13 cantons n'a dû céder une partie de son territoire à une autre puissance. Les territoires des pays alliés ne subirent également aucune modification, à quelques petites exceptions près.

1.3.2 Le temps de la consolidation territoriale jusqu'en 1798

Même si la construction territoriale et les structures de pouvoir de la Suisse se consolidèrent, les XVII^e et XVIII^e siècles ne furent pas pour autant une époque exempte de conflits politiques et sociaux. La recherche récente ancre les débuts de la mutation sociale, communément attribuée à la Révolution française, déjà après 1700. Dans notre contexte spécifique, cela s'est traduit par un changement de caractéristiques dans les dénombrements de la population (cf. chapitre 2.3). Le XVII^e siècle peut être considéré comme le temps de l'apogée de l'absolutisme. Au centre de l'Europe (mais pas en Suisse), cette période fut profondément marquée par les ravages de la guerre de Trente Ans, par le «petit âge glaciaire» sur le plan climatique et par les pertes massives de population dues aux épidémies de peste (avec des pics dans les années 1611, 1629, 1634 et 1669), même si celles-ci furent suivies par des phases de compensation. Les tensions s'accrurent entre les cantons catholiques et réformés. Peu après la révolte sociale de la guerre des Paysans de 1653, les oppositions confessionnelles éclatèrent lors de la première guerre de Villmergen en 1656. Les cantons catholiques l'emportèrent dans un premier temps, mais ce sont les protestants qui sortirent vainqueurs de la seconde guerre de Villmergen de 1712 et qui purent dorénavant faire valoir leur prépondérance politique et économique.

Les épidémies disparurent au XVIII^e siècle, et le développement économique reprit ses droits. Des méthodes d'exploitation agricole novatrices et des progrès technologiques contribuèrent à l'émergence de nouvelles branches économiques et de nouveaux modes de vie. Dans les régions réformées, des entrepreneurs urbains organisèrent un système de production décentralisée fondé sur le travail à domicile (*Verlagswesen*), principalement dans les zones peu cultivables (Jura, Appenzell, Toggenbourg, Oberland zurichois, Baselbiet).

L'ordre établi – notamment le pouvoir ecclésiastique – fut de plus en plus remis en cause. Mais les multiples tentatives de la population rurale visant à obtenir des concessions de la part des élites urbaines dominantes échouèrent. Tous les soulèvements de la population des campagnes à un endroit donné furent écrasés, souvent avec l'appui d'autres cantons confédérés.

1.4 La République helvétique et ses répercussions à long terme

1.4.1 L'Helvétique (1798–1803)

La **République helvétique** entraîna une rupture radicale avec le passé. La nouvelle République française occupa militairement la Confédération en mars 1798 et imposa la création d'un État national unitaire conforme au modèle révolutionnaire. La Constitution

helvétique abrogea les inégalités individuelles et territoriales de l'ancienne Confédération. Tous les citoyens de sexe masculin obtinrent le droit de cité suisse, les pays sujets furent mis sur un pied d'égalité avec les cantons existants et la suprématie des villes sur les campagnes fut abolie. Une nouvelle organisation spatiale, de conception hiérarchique, subdivisa les cantons en districts de taille démographique comparable et ceux-ci à nouveau en municipalités. Ces processus n'eurent pas lieu partout en même temps et présentèrent de nombreuses particularités régionales. Hans-Peter Höhener (1988) a répertorié les appartenances de tous les territoires aux différents cantons, selon six étapes entre janvier 1798 et février 1803, et les a cartographiées.

Début 1798, lorsque le mouvement révolutionnaire s'était déjà propagé dans différentes parties du pays, le Pays de Vaud déclara, le 24 janvier, son indépendance vis-à-vis de Berne et se proclama «République lémanique». Différents bailliages communs en Suisse orientale formèrent temporairement un canton de Sargans, et les Freie Ämter furent attribués au canton de Zoug.

La période de la première Constitution helvétique dura d'avril 1798 à mai 1801. Elle nous intéresse tout particulièrement ici, car elle a donné lieu au premier recensement de la population sur l'ensemble du territoire de l'époque, à savoir sur 18 cantons (la Rhétie – les Grisons – ne fut rattachée qu'en avril 1799; le Fricktal fut incorporé en 1802, tandis que le Valais s'en sépara la même année). Les 19 cantons de l'Helvétique se composaient de six des sept vieux cantons-villes (ZH, LU, FR, SO, BA, SH) aux

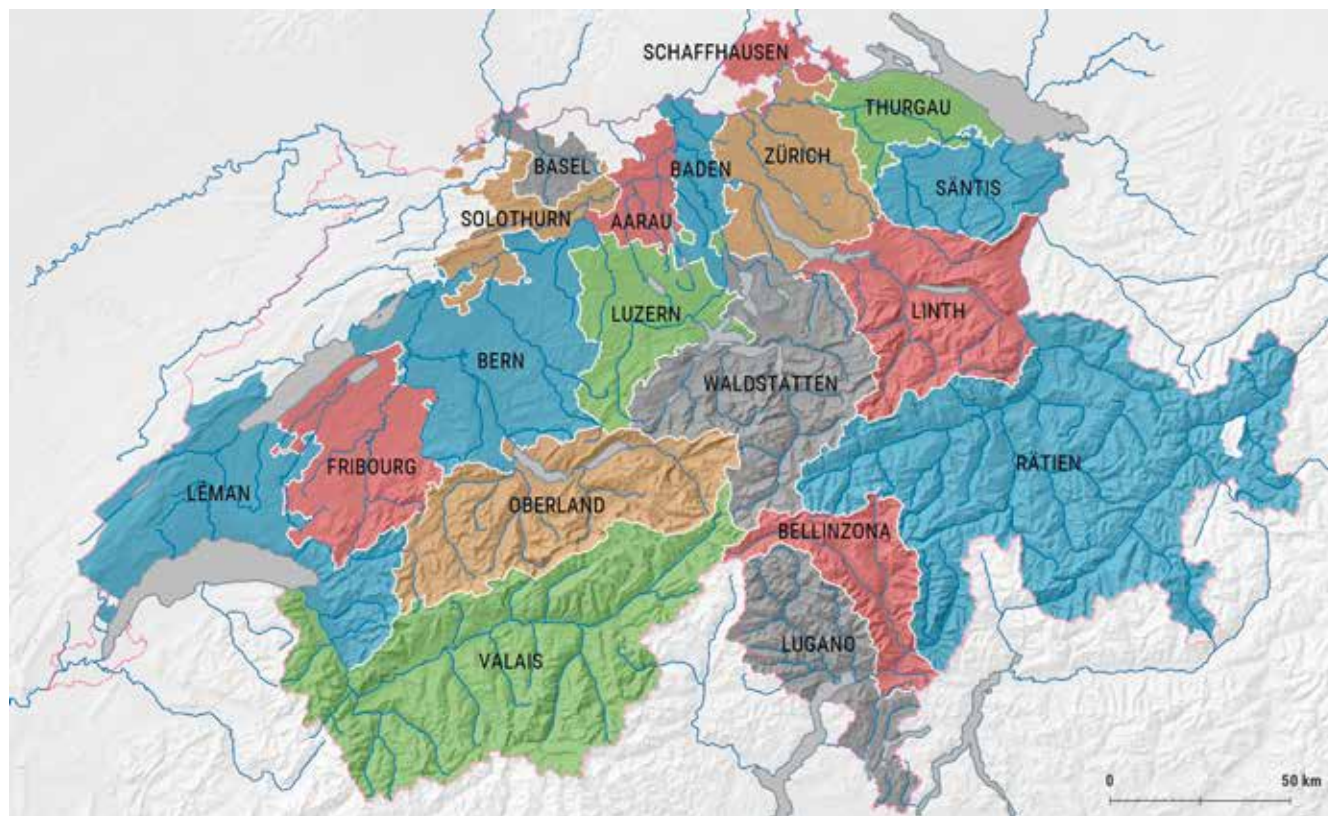
territoires plus ou moins inchangés, des six nouveaux cantons d'Argovie, Baden, Bellinzone, Léman, Lugano et Thurgovie, tous d'anciens pays sujets, de deux anciens alliés (GR, VS) ainsi que, à partir de mai 1798, des cantons de Waldstätten, Linth et Sântis qui regroupaient les anciens cantons campagnards et quelques bailliages communs. Enfin, outre l'Argovie et le Pays de Vaud, le canton de Berne – jusque-là dominant – perdit provisoirement aussi l'Oberland qui fut institué en canton à part entière.

Le territoire de la principauté de Bâle fut annexé par la France en deux temps (1792 et 1797) sous l'appellation de Département du Mont-Terrible, Genève devint en 1798 capitale du Département du Léman et le Valais composa le Département du Simplon en 1810. Les anciens pays alliés de Mulhouse et de Rottweil furent définitivement perdus en 1798, tandis que la Valteline grisonne fut rattachée à la République cisalpine, car l'option d'une quatrième Ligue rhétienne n'était pas réalisable.

Les nouveaux cantons et districts de la République helvétique furent conçus comme des entités administratives et des circonscriptions électorales uniformes. Dans cette optique, les fondateurs visèrent des ordres de grandeurs comparables pour les districts et une orientation vers un chef-lieu de district. Mais des considérations politiques entrèrent également en ligne de compte (Walter 1990), notamment pour ce qui est du démembrement du canton de Berne ou du regroupement des cantons campagnards (cf. les cartes 1.2 et 1.3).

Les cantons de la République helvétique, de 1798 à 1803

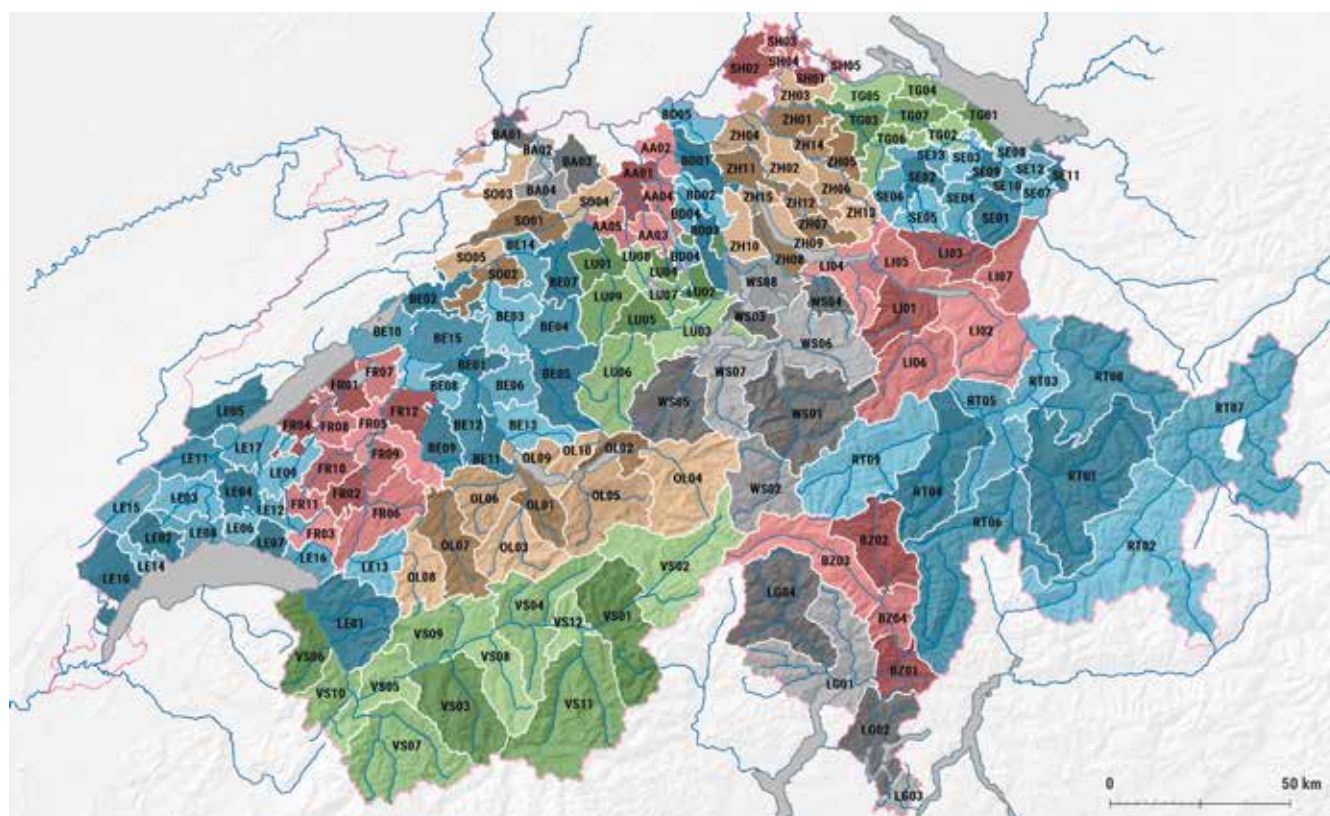
carte 1.2



© MICROGIS, OFS 2023

Les districts de la République helvétique, de 1798 à 1803

carte 1.3

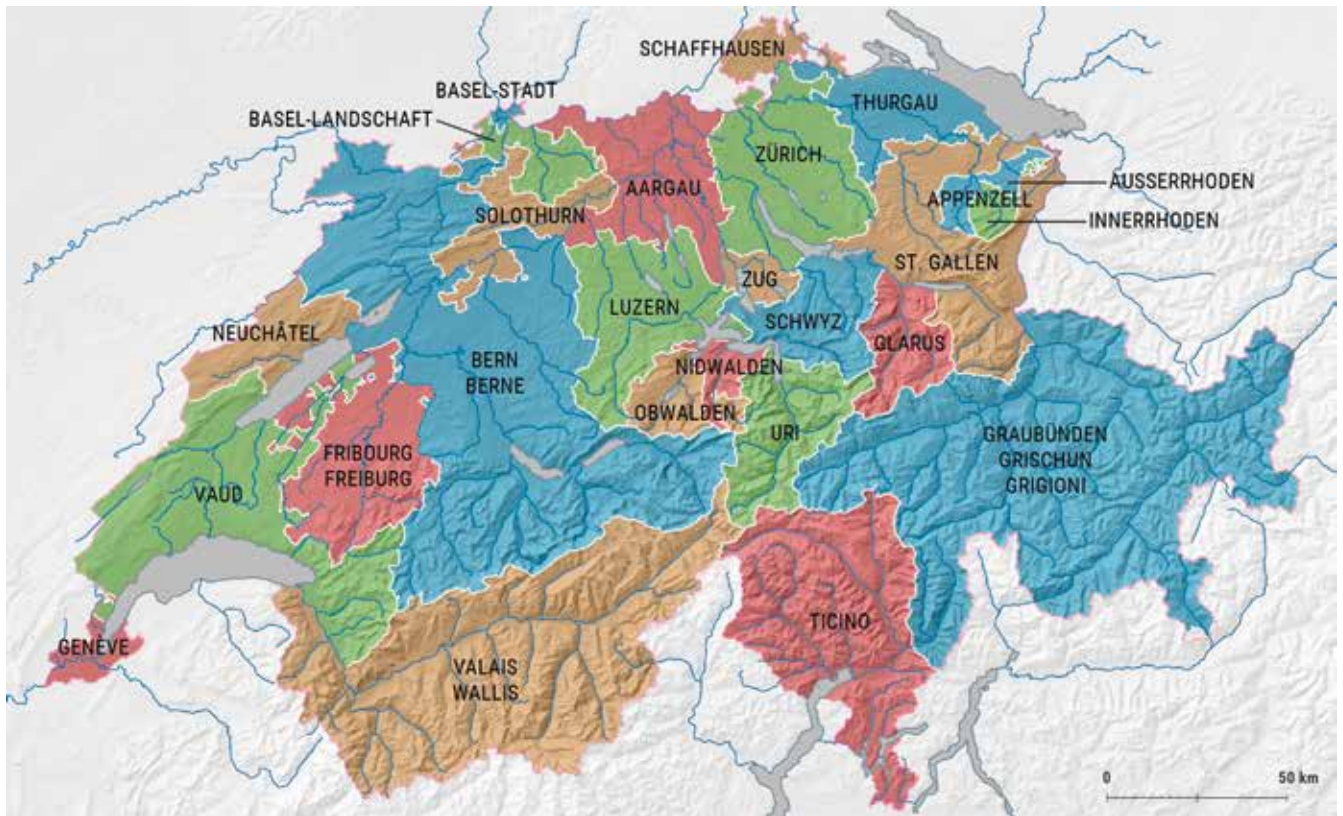
Noms des districts¹

AA01 Aarau	FR12 Schmitten	OL06 Nidersedimental	VS01 Brig
AA02 Brugg	LE01 Aigle	OL07 Obersedimental	VS02 Ernen
AA03 Kulm	LE02 Aubonne	OL08 Saanen	VS03 Hérémence
AA04 Lenzburg	LE03 Cossonay	OL09 Thun	VS04 Leuk
AA05 Zofingen	LE04 Echallens	OL10 Unterseen	VS05 Martigny
BA01 Basel	LE05 Grandson	RT01 Albula	VS06 Monthey
BA02 Liestal	LE06 Lausanne	RT02 Bernina	VS07 Sernbrancher
BA03 Gelterkinden	LE07 Lavaux	RT03 Calanda	VS08 Sierre
BA04 Waldenburg	LE08 Morges	RT04 Glenner	VS09 Sion
BD01 Baden	LE09 Moudon	RT05 Heizenberg	VS10 St-Maurice
BD02 Bremgarten	LE10 Nyon	RT06 Hinterrhein	VS11 Stalden
BD03 Muri	LE11 Orbe	RT07 Inn	VS12 Visp
BD04 Sarmentorf	LE12 Oron	RT08 Landquart	WS01 Altdorf
BD05 Zuzzach	LE13 Pays d'en Haut	RT09 Vorderrhein	WS02 Andermatt
BE01 Bern	Romand	SE01 Appenzell	WS03 Arth
BE02 Büren	LE14 Rolle	SE02 Flawil	WS04 Einsiedeln
BE03 Burgdorf	LE15 Vallée du Lac de Joux	SE03 Gossau	WS05 Sarnen
BE04 Niederemmental	LE16 Vevey	SE04 Herisau	WS06 Schwyz
BE05 Oberemmental	LE17 Yverdon	SE05 Lichtensteig	WS07 Stans
BE06 Höchstetten	LG01 Locarno	SE06 Mosnang	WS08 Zug
BE07 Langenthal	LG02 Lugano	SE07 Oberrheintal	ZH01 Andelfingen
BE08 Laupen	LG03 Mendrisio	SE08 Rorschach	ZH02 Bassersdorf
BE09 Schwarzenburg	LG04 Vallemaggia	SE09 St. Gallen	ZH03 Benken
BE10 Seeland	LI01 Glarus	SE10 Teufen	ZH04 Bülach
BE11 Oberseftigen	LI02 Mels	SE11 Unterrheintal	ZH05 Elgg
BE12 Unterseftigen	LI03 Neu St. Johann	SE12 Wald SE	ZH06 Fehraltorf
BE13 Steffisburg	LI04 Rapperswil	SE13 Wil	ZH07 Grüningen
BE14 Wangen	LI05 Schänis	SH01 Diessenhofen	ZH08 Horgen
BE15 Zollikofen	LI06 Schwanden	SH02 Klettgau	ZH09 Meilen
BZ01 Bellinzona	LI07 Werdenberg	SH03 Reiat	ZH10 Mettmenstetten
BZ02 Blenio	LU01 Altishofen	SH04 Schaffhausen	ZH11 Regensdorf
BZ03 Leventina	LU02 Hochdorf	SH05 Stein	ZH12 Uster
BZ04 Riviera	LU03 Luzern	SO01 Balsthal	ZH13 Wald ZH
FR01 Avenches	LU04 Münster	SO02 Biberist	ZH14 Winterthur
FR02 Bulle	LU05 Ruswil	SO03 Dornach	ZH15 Zürich
FR03 Châtel St. Denis	LU06 Schüpheim	SO04 Olten	
FR04 Estavayer	LU07 Sempach	SO05 Solothurn	
FR05 Fribourg	LU08 Sursee	TG01 Arbon	
FR06 Gruyère	LU09 Willisau	TG02 Bischofszell	
FR07 Morat	OL01 Aeschi	TG03 Frauenfeld	
FR08 Payerne	OL02 Brienz	TG04 Gottlieben	
FR09 La Roche	OL03 Frutigen	TG05 Steckborn	
FR10 Romont	OL04 Hasli	TG06 Tobel	
FR11 Rue	OL05 Interlaken	TG07 Weinfelden	

¹ Cantons classés par ordre alphabétique ("plaques d'immatriculation", ainsi que selon la liste de l'introduction au chap. 3) dans lesquels les districts sont numérotés selon l'alphabet. Orthographe actuelle des districts. La Rhétie, qui n'a pas participé à la RH, est néanmoins représentée sur la carte.

Les cantons de la Confédération, 1803/15/32

carte 1.4



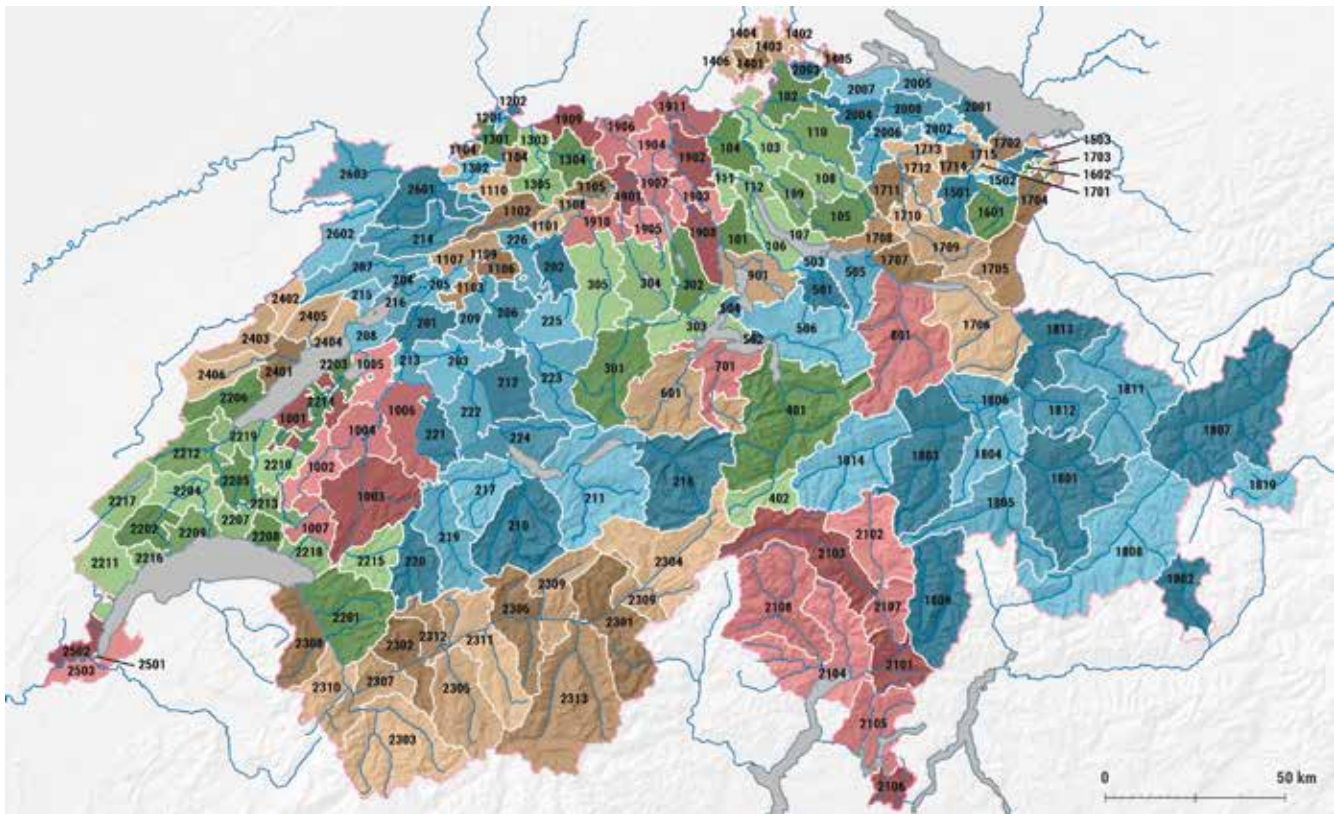
© MICROGIS, OFS 2023

Au début de la République helvétique, les nouveautés furent en partie bien accueillies, au premier chef dans les nouveaux cantons mais évidemment aussi par les élites rurales, en position défavorable dans les vieux cantons-villes, ainsi que par une certaine couche de la bourgeoisie urbaine plutôt critique vis-à-vis de l'ordre ancien. Les réticences et oppositions vinrent des trois nouveaux cantons ruraux «fabriqués» (en particulier des cantons de Waldstätten et de Linth) et des villes qui occupaient auparavant une position dominante, notamment Berne. Un profond vent de modernisme pénétra de nombreux domaines, tels que le système fiscal, l'économie, le système éducatif et le système judiciaire ainsi qu'en matière de droit de cité. En revanche, la suppression des redevances féodales, espérée par les paysans, ne put aboutir. Les pillages du trésor public, les réquisitions pour les armées étrangères et les dévastations durant la deuxième guerre de coalition en automne 1799 représentèrent un fardeau pour les cantons et créèrent des conditions de vie de plus en plus difficiles pour la population (Fankhauser DHS).

La République helvétique s'effondra progressivement après 1800. Elle pâtit des luttes constitutionnelles et des coups d'État des forces ennemies des unitaires, à savoir les fédéralistes et les conservateurs. Des soulèvements éclatèrent après le retrait des troupes françaises en juillet 1802 que Napoléon exploita dans la proclamation de St-Cloud pour inviter les représentants des cantons à la Constituante («Consulta») à Paris. L'empereur français s'avéra être un excellent connaisseur de la Suisse, joua les délégués désunis les uns contre les autres et ordonna le retour à une construction fédéraliste de l'État.

Les districts depuis 1848

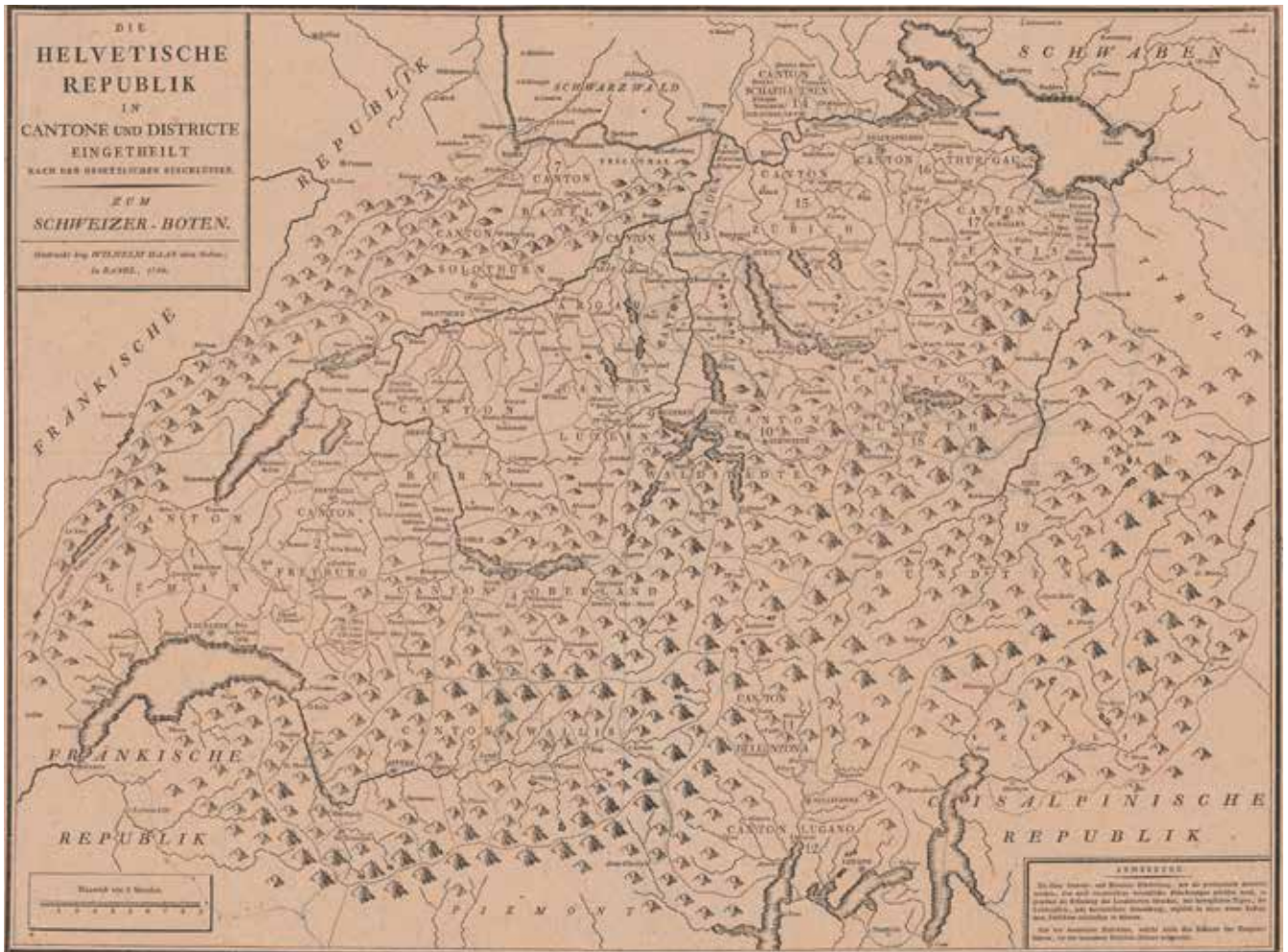
carte 1.5

Noms des districts¹

101	Affoltern	301	Entlebuch	1403	Schaffhausen	1905	Kulm	2301	Brig
102	Andelfingen	302	Hochdorf	1404	Schleitheim	1906	Laufenburg	2302	Conthey
103	Bülach	303	Luzern	1405	Stein	1907	Lenzburg	2303	Entremont
104	Dielsdorf	304	Sursee	1406	Unterklettgau	1908	Muri	2304	Goms
105	Hinwil	305	Willisau	1501	Hinterland	1909	Rheinfelden	2305	Hérens
106	Horgen	401	Uri	1502	Mittelland	1910	Zofingen	2306	Leuk
107	Meilen	402	Urseren	1503	Vorderland	1911	Zurzach	2307	Martigny
108	Pfäffikon	501	Einsiedeln	1601	Innerer Landesteil	2001	Arbon	2308	Monthey
109	Uster	502	Gersau	1602	Aeusserer Landesteil	2002	Bischofszell	2309	Raron
110	Winterthur	503	Höfe	1701	St.Gallen	2003	Diessenhofen	2310	St-Maurice
111	Zürich	504	Küssnacht	1702	Rorschach	2004	Frauenfeld	2311	Sierre
112	Dietikon	505	March	1703	Unterrheintal	2005	Gottlieben	2312	Sion
201	Aarberg	506	Schwyz	1704	Oberrheintal	2006	Tobel	2313	Visp
202	Aarwangen	601	Obwalden	1705	Werdenberg	2007	Steckborn	2401	Boudry
203	Bern	701	Nidwalden	1706	Sargans	2008	Weinfelden	2402	La Chaux-de-Fonds
204	Biel	801	Glarus	1707	Gaster	2101	Bellinzona	2403	Le Locle
205	Büren	901	Zug	1708	See (SG)	2102	Blenio	2404	Neuchâtel
206	Burgdorf	1001	La Broye	1709	Obertoggenburg	2103	Leventina	2405	Val-de-Ruz
207	Courtelary	1002	La Glâne	1710	Neutoggenburg	2104	Locarno	2406	Val-de-Travers
208	Delémont	1003	La Gruyère	1711	Altoggenburg	2105	Lugano	2501	Ville de Genève
209	Erlach	1004	La Sarine	1712	Untertoggenburg	2106	Mendrisio	2502	Rive droite
210	Franches-Montagnes	1005	See/Lac	1713	Wil	2107	Riviera	2503	Rive gauche
211	Fraubrunnen	1006	Sense	1714	Gossau	2108	Vallemaggia		
212	Frutigen	1007	La Veveyse	1715	Tablat	2201	Aigle		
213	Interlaken	1101	Gäu	1801	Albula	2202	Aubonne		
214	Konolfingen	1102	Thal	1802	Bernina	2203	Avenches		
215	Laufen	1103	Bucheggberg	1803	Glenner	2204	Cossonay		
216	Laupen	1104	Dorneck	1804	Heinzenberg	2205	Echallens		
217	Moutier	1105	Gösgen	1805	Hinterrhein	2206	Grandson		
218	La Neuveville	1106	Wasseramt	1806	Imboden	2207	Lausanne		
219	Nidau	1107	Lebern	1807	Inn	2208	Lavaux		
220	Niedersimmental	1108	Olten	1808	Maloja	2209	Morges		
221	Oberhasli	1109	Solothurn	1809	Moësa	2210	Moudon		
222	Obersimmental	1110	Thierstein	1810	Val Müstair	2211	Nyon		
223	Porrentruy	1201	Stadtbezirk	1811	Oberlandquart	2212	Orbe		
224	Saanen	1202	Landbezirk	1812	Plessur	2213	Oron		
225	Schwarzenburg	1301	Arllesheim	1813	Unterlandquart	2214	Payerne		
226	Seftigen	1303	Liestal	1814	Vorderrhein	2215	Pays d'Enhaut		
227	Signau	1304	Sissach	1901	Aarau	2216	Rolle		
228	Thun	1305	Waldenburg	1902	Baden	2217	La Vallée		
229	Trachselwald	1401	Oberklettgau	1903	Bremgarten	2218	Vevey		
230	Wangen	1402	Reiat	1904	Brugg	2219	Yverdon		

¹ Division des districts dès 1848
Numérotation selon l'OFS.
Tous les districts ayant existé depuis 1848 sont mentionnés, y inclus les anciennes divisions des cantons d'UR, BS, GE et Tablat, mais aussi Dietikon.
Le canton du Jura n'apparaît pas, mais les anciens districts bernois portent les codes de l'actuel canton (Delémont 2601).
Numérotation à quatre chiffres, deux pour le canton, deux pour les districts dans un ordre alphabétique.

Illustration carte 2: Wilhelm Haas, Die Helvetische Republik in Cantone und Districte eingetheilt, 1798



Wilhelm Haas (1766–1838), imprimeur à Bâle, a révolutionné la production cartographique en coulant des éléments symboliques pour représenter des sections de rivières et de frontières, des collines et des localités et en les insérant comme des lettres sur la plaque d'impression. Les cartes ainsi conçues présentent un aspect quelque peu rigide, mais le grand avantage de ce procédé réside dans la rapidité de sa production. La carte de la République helvétique a pu être publiée en août 1798 déjà, quelques semaines à peine après la fixation des frontières des cantons et des districts.

Source: <https://kartografie.ch/59-2/>

© [HTTPS://WWW.OLDMAPSONLINE.ORG/MAP/ZB/990039150310205508](https://www.oldmapsonline.org/map/ZB/990039150310205508)

1.4.2 La Médiation (1803–1814)

L'Acte de Médiation, scellé le 19 février 1803, engagea sciemment la création de nouveaux grands cantons pour faire contrepoids à Berne et Zurich: l'Argovie par le regroupement des cantons d'Argovie, de Baden et du Fricktal, le canton de St-Gall composé de toutes les parties des cantons de Linth et de Sântis qui n'appartenaient pas aux anciens cantons campagnards de Schwytz, Glaris et Appenzell, le canton du Tessin par fusion des cantons de Bellinzzone et de Lugano. Le canton de Vaud (à nouveau avec la Broye) émana du précédent canton du Léman, les Grisons de la Rhétie (augmentée de Tarasp), tandis que le canton de Thurgovie récupéra Diessenhofen de Schaffhouse. Les anciens cantons campagnards avaient déjà regagné leur indépendance en 1801.

La Confédération au temps de la Médiation était une fédération faible et dépendante de la France. Les gouvernements conservateurs prirent les commandes dans la plupart des

anciens cantons. Dans les cantons-villes, les élites urbaines passées récupérèrent leur prédominance politique et, dans les cantons campagnards, les vieilles familles rétablirent la *Landsgemeinde*. Des gouvernements à caractère centralisateur arrivèrent au pouvoir dans les nouveaux cantons. Dans les Grisons, les communes purent empêcher la réalisation de réformes grâce au référendum communal obligatoire. La décennie de la Médiation fut un temps de consolidation politique et de modernisation sur le plan socio-économique, accompagné d'un développement des infrastructures (construction de routes, aménagement des cours d'eau). Les forces bourgeoises libérales restèrent dans l'opposition. Sur pression de la France, la liberté d'établissement comme héritage de la République helvétique fut sauvegardée.

L'organisation territoriale au sein des cantons connut des changements divers. Les cantons ruraux qui avaient recouvré leur indépendance réinstaurèrent les anciennes subdivisions (UR, SZ, AR). La plupart des vieux cantons-villes réduisirent le

nombre des districts tout en mettant particulièrement en exergue la région de la capitale. L'ancien découpage dans les limites des bailliages ne fut pas rétabli, seul Soleure resta inchangé. Les nouveaux cantons, par contre, conservèrent dans une large mesure l'organisation des districts de la République helvétique (AG, TG, TI, VD) et la complétèrent en fonction de leurs gains territoriaux.

1.4.3 La Restauration (1815–1830)

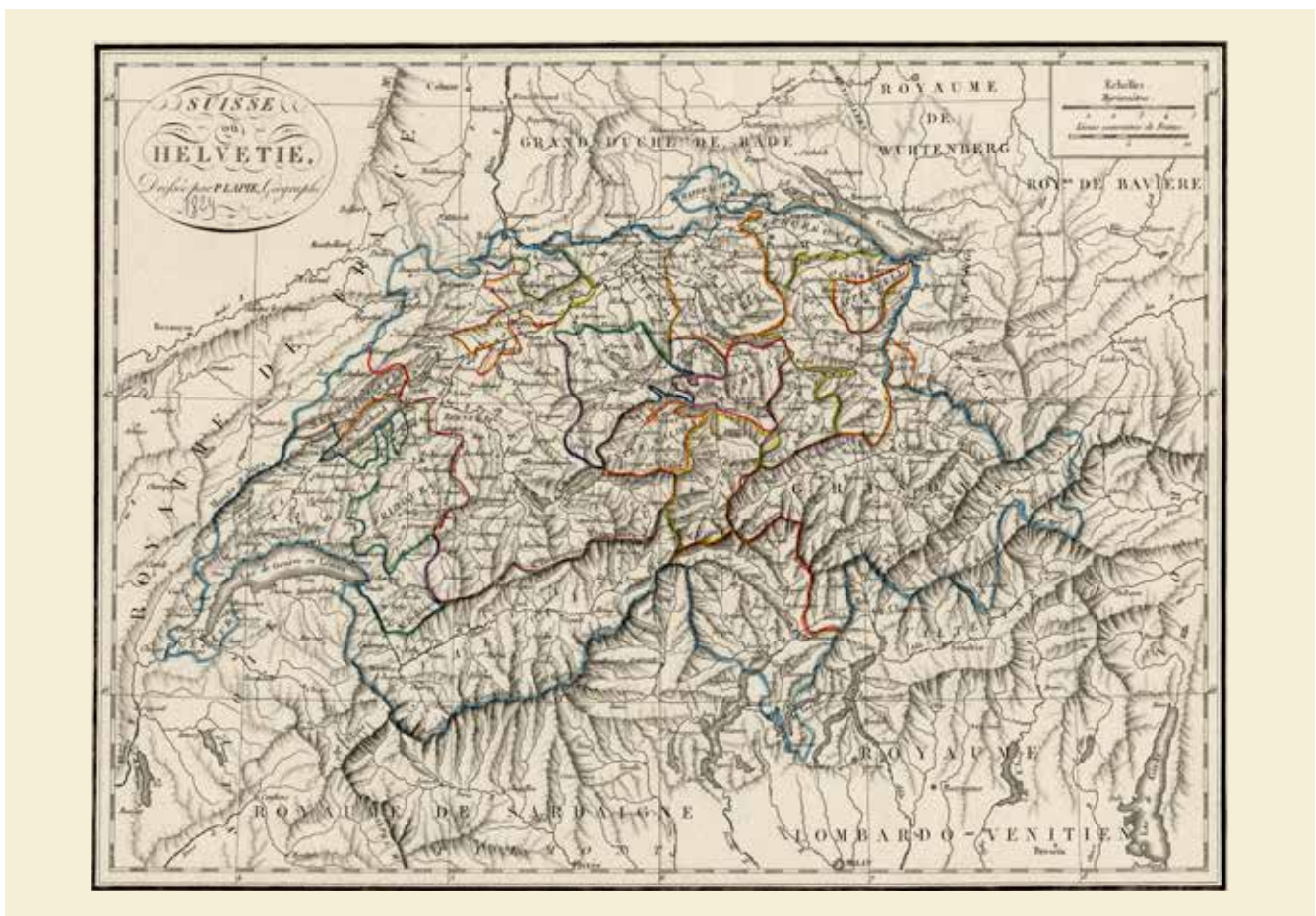
Après la fin du règne de Napoléon, la Confédération participa au Congrès de Vienne de 1814/15, avec cependant une délégation faible et en désaccord. Heureusement pour elle, les intérêts de la Suisse furent constamment défendus par l'Angleterre et la Russie. Le Valais, Neuchâtel et Genève rejoignirent la Suisse en tant que nouveaux cantons; l'ex-principauté épiscopale de Bâle en tant que telle n'obtint pas le statut de canton mais fut répartie entre les cantons de Berne et de Bâle. Grâce à d'habiles négociations, Genève parvint à établir une liaison terrestre avec le reste de la Suisse, alors que les tentatives d'autres cantons frontaliers visant à parfaire leur territoire vis-à-vis de l'extérieur échouèrent (SH, TI, GR). L'ambition

de certains cantons, notamment de Berne et de Suisse centrale, de restaurer les rapports de force et les dépendances territoriales antérieures se heurta à la résistance des nouveaux cantons.

La fédération d'États qui se constitua le 7 août 1815 par le «Pacte fédéral» conféra de très larges libertés et compétences aux cantons. La seule concession notable de la part des cantons concerna la création d'un État-major général pour la conduite de l'armée, formée de contingents cantonaux, et d'un Conseil de guerre fédéral en temps de guerre (1817). La Diète comme unique autorité centrale obligea l'ensemble des 22 cantons à élaborer des constitutions cantonales qui incluaient invariablement des articles sur l'organisation de leurs territoires (Peyer 1978). La notion de Restauration désigne le retour (partiel) à des formes juridiques et gouvernementales en vigueur avant 1798. À l'intérieur des cantons, la Restauration permit de recréer trois types d'inégalité spatiale:

- dans le rapport entre régions autrefois dominantes et leurs anciens pays sujets dans des cantons campagnards: Uri-Uriseren, Schwytz-Ausserschwytz;
- par le poids du chef-lieu cantonal, notamment dans les cantons-villes de ZH, BE, LU, FR, SO, BA, SH, exprimé aussi par le rôle et la taille du district de la capitale;

Illustration carte 3: Pierre Lapie, Suisse ou Helvétie, 1824



Pierre M. Lapie (1777–1850), cartographe de l'armée française, a dirigé les travaux de la Carte de la France. Dès 1829, il a été, en collaboration avec son fils, l'éditeur de l'«Atlas universel de géographie ancienne et moderne». La première parution de la carte politique de la Suisse date de 1816.
Source: https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Lapie

- dans la gestion des districts ayant des minorités confessionnelles ou linguistiques: BE, FR, AG, SG, VS.

En outre, des conflits régionaux classiques pour la domination territoriale étaient assez fréquents et parfois liés à la lutte pour le rang de la capitale (par exemple à SO, AR, SG, AG, TG, TI, NE). Par deux fois en 1833, ces tensions provoquèrent des séparations de cantons, à Bâle (définitivement) et à Schwytz (provisoirement).

Au niveau des districts, il n'y eut pas de modifications après 1815 qui n'étaient pas justifiées par des extensions territoriales du canton (BE, Bâle). Vers la fin de la Médiation, Zurich et le Valais (les deux en 1814) avaient toutefois déjà réorganisé leurs districts (cf. les cartes 1.4 et 1.5).

1.4.4 La Régénération (1830–1848) – libéralisme, radicalisme

Dans les années 1820, les efforts pour faire appliquer les principes de l'égalité des droits, de la séparation des pouvoirs et de la participation politique s'intensifièrent. Des associations et fédérations supracantonales, telles que les sociétés de tir, de chant, de gymnastique ou d'étudiants, s'employèrent à introduire des changements dans la société. Le mouvement libéral parvint, dès 1830, à imposer une révision des constitutions dans onze cantons dont les nouvelles dispositions brisèrent la prédominance des villes et garantirent des représentations proportionnelles de la population urbaine et rurale dans les parlements (Kölz DHS). En revanche, les découpages des districts ne furent pas remis en cause, à l'exception de la suppression du district de la ville de Fribourg.

Le projet des cantons «régénérés» de faire réviser le Pacte fédéral de 1815 échoua lors des votations populaires après 1832 face à la résistance des conservateurs catholiques et réformés, des fédéralistes et des radicaux (Kley DHS). Les fronts se durcirent des deux côtés et divisèrent de plus en plus le pays en deux blocs inconciliables. Tandis que des gouvernements libéraux dans certains cantons catholiques furent renversés, des cantons protestants se radicalisèrent, parmi eux l'Argovie paritaire. En réaction aux deux expéditions des Corps francs anticléricaux (1844/45), partis des cantons réformés vers Lucerne, les cantons de Suisse centrale, Fribourg et le Valais conclurent, en 1845, une alliance séparée, le *Sonderbund*. Avec le changement de gouvernement dans le canton de St-Gall, les cantons libéraux obtinrent en mai 1847 la majorité à la Diète fédérale. Cette dernière décida alors de dissoudre le *Sonderbund* et nomma général de l'armée fédérale le Genevois Guillaume Henri Dufour (1787–1875). L'armée fédérale l'emporta lors de deux affrontements, ce qui ouvrit la voie à la création de l'État fédéral. La Suisse fut ainsi le seul pays d'Europe qui réussit sa transition politique au cours de l'année révolutionnaire de 1848. En ces années troublées, la population souffrit de surcroît de l'apparition de la maladie de la pomme de terre en 1845.

La Constitution fédérale de la Confédération suisse du 12 septembre 1848 imposa le renforcement de l'armée, la suppression des droits de douane internes et l'uniformisation de la poste, de la monnaie et des unités de mesure. Elle invoqua la liberté de la presse, autorisa le libre établissement et projeta la création d'une université nationale et d'une École polytechnique fédérale. La Constitution fédéraliste concéda aux cantons la souveraineté en matière d'instruction et de cultes et renforça leur position avec le

système bicaméral du parlement et la majorité des États lors de votations populaires. La période de croissance économique vit une percée longtemps retardée dans le domaine de la construction des chemins de fer et la création d'établissements dans le secteur des banques et des assurances qui devinrent rapidement importants.

Sur le plan territorial, rien ne changea en 1848. Même les adaptations des constitutions cantonales à la Constitution fédérale dans les cantons conservateurs n'eurent aucune influence sur l'organisation des districts en tant qu'entités administratives. Notons néanmoins deux exceptions importantes: dans les cantons des Grisons et de Neuchâtel, les districts remplacèrent les circonscriptions administratives de haute juridiction (Hochgerichte) et les «*Juridictions*» utilisées sous l'Ancien Régime.

1.5 La commune en tant qu'organisation économique, politique et ecclésiastique au niveau local

L'importance que revêt la recherche historique au niveau local en Suisse transparaît au travers de la multitude des publications, dont la plupart ont été rédigées par des non-spécialistes. Mais, au XIX^e siècle, les sciences historiques accordèrent déjà une attention particulière à l'histoire locale. Au XX^e siècle, d'importants protagonistes ont enseigné cette spécialité dans les hautes écoles suisses. Citons-en un seul de chaque génération: Karl Meyer (1885–1950) à l'Université de Zurich et à l'EPFZ à partir de 1920/28, Adolf Gasser (1903–1985) à Bâle à partir de 1942, Karl Siegfried Bader (1905–1998) à Zurich à partir de 1953, Peter Blickle (1938–2017) à Berne à partir de 1980 et André Hohenstein (*1959) à Berne depuis 2002.

Outre l'intérêt porté aux origines de la Confédération, la recherche fut stimulée par le fait que, dans l'espace de la Haute-Allemagne, la création de communes urbaines et rurales s'est amorcée très tôt – à peine 100 ans après le mouvement autonomiste des villes italiennes – et que c'est ici qu'elle a le plus progressé en comparaison européenne. Les milieux de la recherche considèrent aujourd'hui le XIII^e siècle comme la période déterminante de la formation communautaire alors que, avant 1950, on pensait faire remonter ce processus jusqu'à la phase de colonisation germanique au haut Moyen-Âge. En Suisse occidentale, la forte présence étatique des Savoyards «n'a laissé que peu d'espace à l'expression des pouvoirs communaux» (Andenmatten DHS).

Les communes sont des institutions aussi bien personnelles que territoriales. À l'origine et pendant des siècles, les communes furent en premier lieu des groupements de personnes (communautés) liées entre elles par des rapports de dépendance religieuse, économique ou seigneuriale. En l'absence de liberté d'établissement, il en résulta aussi, pour la plupart de ces groupements, une certaine territorialisation, sans que celle-ci ne s'applique à l'ensemble des espaces. La dépendance seigneuriale, par exemple, pouvait signifier qu'un seul et même paysan (tenancier dans le droit ancien) pouvait être redevable du cens foncier à plusieurs propriétaires pour une seule et même parcelle. Ainsi, les droits seigneuriaux pouvaient se superposer sur le plan territorial. Certaines parcelles se trouvaient hors propriété seigneuriale et appartenaient de ce fait au paysan, sans obligation de redevance.

Pour la période qui précède 1800, Georges Grosjean (1973) a distingué trois formes de communes: les communautés économiques, les paroisses et les juridictions. Selon les cantons, et parfois selon les districts, les gouvernants de la République helvétique et les gouvernants subséquents ont retenu les communautés économiques ou les paroisses en tant qu'entités communales; à Neuchâtel et dans les Grisons, les juridictions ont perduré jusqu'en 1848.

Le développement des communes avant 1798, puis au temps de la République helvétique, ainsi qu'au cours du XIX^e siècle qui suivit, est traité plus en détails dans les chapitres 1.5, 1.6 et 1.7. Cette présentation est précédée ci-après de quelques considérations sémantiques.

Dans son ouvrage sur la communauté villageoise et la commune villageoise (1962), Karl Siegfried Bader a montré qu'une comparaison des deux notions de «communauté (d'usagers)» et de «commune» (en allemand ici *Genossenschaft* et *Gemeinde*) permet une discussion fertile mais n'est pas concluante du point de vue de l'usage des mots. Se référant à l'historien du droit germanique Otto Gierke (1868), Bader s'est penché sur les racines étymologiques des deux termes allemands. Les désignations équivalentes en français de «communiers» (*Genossen*) et de «communauté» (*Genossenschaft*) renvoient au sens de jouissance et d'utilisation en commun. On entend alors par «utilisation» la mission confiée à un groupe de personnes d'exploiter et d'entretenir en commun un territoire de manière à en conserver la valeur, voire à l'augmenter. Les «*Genossen*» (les corporatistes ou consorts) ne sont de prime abord pas propriétaires des terres, mais ils les exploitent par le biais de tenures héréditaires (voir les deux articles du DHS «Commune» de Peter Steiner et «Communauté» de Hans Stadler). Dans de nombreuses régions, les corporatistes sont néanmoins parvenus, dans un long processus, à acquérir les droits de dîmes et souvent aussi les droits juridictionnels.

Il n'y a pas toujours d'équivalences terminologiques ni même conceptuelles entre les langues. Ainsi, le terme «Confédération» ne possède pas les mêmes racines étymologiques en français et en allemand, la désignation *Eidgenossenschaft* ayant conservé la notion juridique abstraite de «communauté jurée». «Si le terme français vient du latin «*foedus*» (traité d'alliance), le mot allemand fait référence au serment (Eid), forme suprême d'engagement, juré devant Dieu par des *Genossen* (compagnons) égaux en droits, pour une période limitée ou à perpétuité» (Andreas Würzler DHS).

La notion de «commune» est vaste et complexe. Elle désigne, d'une part, l'organisation sociale d'individus défendant des intérêts communautaires sur un territoire déterminé et, d'autre part, l'organisation politique et juridique de ces structures locales. Il existe aussi, par conséquent, de nombreuses sortes de communes ayant des appellations spécifiques. En allemand, l'utilisation de la notion de commune est beaucoup plus fréquente, et elle est le plus souvent exprimée par des mots composés explicatifs (*Kirchgemeinde*, *Nutzungsgemeinde*, *Bürgergemeinde*, *Gerichtsgemeinde*, etc.), tandis qu'en français, le terme de commune n'est pas nécessairement associé à la spécification d'une entité locale (paroisse, bourgeoisie, juridiction, etc.). Les deux éléments «communauté» et «paroisse» y englobent la majeure partie de l'éventail, complété en France par la «seigneurie».

Quant à la notion de «commune», elle dérive aussi du mot «commun» mais plutôt au sens de collectif, de collectivité, et met davantage l'accent sur les échanges interpersonnels qui, chez Karl Siegfried Bader (1962), trouvent leur expression la plus tangible dans des fêtes, des assemblées, dans la recherche de protection à l'intérieur des enceintes des églises et des murailles de défense. La définition des biens communaux exploités collectivement par les ayants droit (en allemand *Allmend*) montre que la frontière de la paire communauté/collectivité reste floue. Mais, pour Bader, la dichotomie communauté villageoise – commune villageoise peut néanmoins être appréhendée par la distinction entre «association d'usagers versus organisation collective» ou encore entre «gestion d'éléments réels versus éléments personnels».

À partir des années 1980, l'historien Peter Blickle a forgé le concept de «*Kommunalismus*» dans un ouvrage exhaustif en deux volumes (2000) – un terme que l'on trouve déjà chez Adolf Gasser (1943). Dans un article de synthèse paru en 2011, Blickle souligne les trois principales caractéristiques du communalisme: 1) une notion générique pour désigner des organisations institutionnelles et fonctionnelles de même structure dans les villes et les villages, 2) une forme de socialisation des paysans et artisans par un mode de production individuel et coopératif lié au domicile, 3) les valeurs et normes inhérentes à la coexistence communautaire (paix, intérêt général, sécurité alimentaire, égalité des droits). L'établissement du communalisme nécessite une assemblée, un conseil et un tribunal (Blickle 2000).

D'un point de vue historique, le communalisme désigne aussi le processus de renforcement des communes et l'aboutissement de leurs efforts pour plus d'affranchissement et d'autonomie. Durant la période climatique favorable autour de 1250 – qui fut accompagnée de profondes réformes agraires –, la production de nourriture a pu être augmentée de manière substantielle, ce qui entraîna une nette croissance de la population. D'où notamment l'émigration des *Walser* du Haut-Valais vers les vallées du Piémont et des Grisons jusque dans le Vorarlberg (Zinsli 1968). La population commença à s'établir dans des zones plus élevées des Alpes et des Préalpes (Rizzi 1992), et le Plateau fut recouvert d'un réseau de petites villes. Parallèlement au développement des communes, les réserves seigneuriales de la petite noblesse (régime domanial) disparurent.

Comme déjà évoqué, le mouvement communal s'inscrit dans l'évolution économique et politique de l'Europe médiévale et n'est pas une singularité de l'Allemagne méridionale. Dans le deuxième volume de son ouvrage, Peter Blickle (2000) a examiné ce processus dans de nombreux pays. D'un autre côté, l'acceptation française du concept de communalisme est plus politique et institutionnelle et désigne des mouvements opposés au centralisme d'État, voire même au parlementarisme. Il fait alors essentiellement référence à l'organisation politique alternative proposée pour la France par les communes insurrectionnelles en 1870/71, notamment la Commune de Paris.

Le concept de Peter Blickle a été bien accueilli par les historiennes et les historiens. Il a révolutionné la manière de considérer les choses, notamment par la mise en parallèle des formes de développement urbain et rural. Il a convaincu par la contextualisation historique entre la disparition de la petite noblesse et le renforcement des espaces d'habitat voués à des activités spécialisées, y compris les formes d'organisation des nouveaux

métiers en corporations, confréries et guildes. L'activité administrative locale passa aussi progressivement des représentants de la noblesse en mains de responsables élus par la «commune», les deux ne s'excluant pas.

La naissance des «communes» en tant que «communauté des fidèles au sein d'une paroisse» ou en tant que «communauté paysanne dans un village ou hameau» (Huber 1999) peut être ancrée au XIII^e siècle. En revanche, la commune au sens moderne du terme n'a été créée qu'en 1799 en tant que municipalité regroupant tous les habitants (masculins), puis sous forme de commune des habitants en tant que collectivité de droit public à partir de 1830. Nous aimerions insister ici sur quelques aspects de l'émergence des communes depuis le Moyen-Âge et de leur évolution sous l'Ancien Régime en mettant l'accent sur la différenciation entre «communautés paroissiales» et «communautés d'intérêts» ou «communautés de biens» basées sur des principes économiques (selon Christian Pfister, 1995). Les différents types de communes peuvent être examinés en fonction de la taille et de la concentration spatiale, de la délimitation territoriale, des mécanismes de répartition, des caractéristiques sociales de la population et des critères régissant l'exclusion de certains groupes. Ces aspects sont d'une importance capitale pour notre recueil de données et pour l'évaluation de la couverture et de l'exhaustivité de l'observation statistique des territoires et des populations.

Différentes expressions pour les communes

Les expressions utilisées dans les relevés statistiques pour des entités locales sont très variées. Les décomptes de l'Église catholique ont longtemps employé exclusivement le terme latin médiéval de «*parochia*», correspondant en français à «*paroisse*», en italien à «*parrocchia*», en allemand à «*Pfarrei*» (SG 1796) et plus tard à «*Pfarrgemeinde*». Les Églises réformées adoptèrent dans leurs dénombremens les dénominations de «*Kirchhöri*» (AR) ou «*Kirchspiel*» (BE 1764) et plus tard «*Kirchgemeinde*», un terme qui est aujourd'hui souvent utilisé aussi en rétrospective historique. A noter que si en Suisse alémanique, on fait une distinction terminologique entre les paroisses catholiques et réformées, en Suisse romande, on appelle paroisses les circonscriptions ecclésiastiques des deux confessions.

Les désignations des «communes séculières» sont plus diversifiées encore. Les difficultés sémantiques apparaissent déjà dans les sources de l'époque. Dans le dénombrement de Schaffhouse de 1771, par exemple, il est question de «*Ortschaften*» (localités) dans un premier document original, de «*Dörfern*» (villages) dans un second, mais de «*Gemeinden*» (communes) dans l'analyse historique, sans qu'aucune notion juridiquement contraignante n'apparaisse quelque part. Le niveau des communautés s'intitule à Uri «*Genosssamen*», à Obwald «*Teilsamen*», à Nidwald «*Urten*», à Glaris «*Tagwen*», dans l'Oberland bernois «*Bäuerten*» ou «*Bergschaften*», dans des régions du Plateau «*Twinggemeinden*» ou «*Dorfgemeinden*» ou encore «*Dorfschaften*», dans la Singine «*Schrote*», à Bâle «*Dörfer*», dans l'Évêché de Bâle «villages», «communautés» ou «*Örter*», dans le Pays de Vaud «consortages» et à Neuchâtel «bourgeois». Pour les nombreuses désignations en italien, voir le chapitre correspondant sur le canton du Tessin.

Pour simplifier, on parle souvent aujourd'hui dans la littérature de «communautés» lorsqu'il s'agit d'entités du temps de l'Ancien Régime. Les catégories «communautés d'intérêts» (ou «corporations d'usagers») et «communautés de biens» servent alors de termes scientifiques génériques. Sous la République helvétique, les deux types de communes nouvellement constituées furent dénommés «municipalités» et «bourgeoisies».

Principes sociaux et spatiaux d'une paroisse

Dans une circonscription ecclésiastique (décanat), l'Église tend à établir des structures locales couvrant l'ensemble de son territoire. Les paroisses constituent donc le plus souvent des entités compactes sans enclaves ni exclaves. La délimitation de la paroisse repose sur des critères d'accessibilité de l'église et du cimetière. Les paroisses doivent en outre avoir une certaine taille et un nombre comparable d'habitants. Sur le plan territorial, les paroisses urbaines sont par conséquent restreintes et les paroisses rurales de grande surface. Les grandes villes sont subdivisées en plusieurs paroisses.

La division d'une paroisse se produit historiquement d'abord dans les villages les plus éloignés. Les grandes paroisses assistent fréquemment à l'émergence de communautés filiales, dont les curés ne peuvent cependant pas dispenser de sacrements et ne sont donc pas non plus habilités à enregistrer les baptêmes et les mariages. Les églises affiliées sont souvent les antichambres de la création d'une nouvelle paroisse.

Les entités ecclésiastiques remplissant des fonctions spéciales, telles que les lieux de pèlerinage ou les communautés monastiques ou abbatiales, sont généralement beaucoup plus petites que les paroisses. Appartiennent également à cette catégorie les rares sanctuaires privés des nobles qui ont subsisté durant des siècles.

Font partie d'une paroisse tous les croyants – indépendamment de leur statut – qui vivent sur son territoire, à l'exception des personnes excommuniées. Le Concile de Trente (1545–1563) instaura la «paroisse forcée», c'est-à-dire que les fidèles étaient tenus de pratiquer des activités pastorales et des rites religieux dans le cadre de leur propre paroisse; cela s'appliqua aussi aux églises évangéliques. Après la Réforme, les hétérodoxes furent incités à se convertir sous peine d'être bannis; plus tard, les convertis et ceux qui vivaient dans des mariages mixtes perdirent leurs droits de bourgeoisie. D'importantes exceptions à ces règles prévalaient dans les régions paritaires où les membres des deux confessions cohabitaient et se partageaient l'église. Quelques paroisses basées sur des critères linguistiques virent le jour après 1700, comme les «paroisses allemandes» réformées dans le Pays de Vaud ou des paroisses françaises dans des villes de Suisse alémanique.

Les activités pastorales mises à part, l'assistance aux pauvres fait généralement aussi partie des tâches paroissiales. Dans les deux confessions, les paroisses sont en outre responsables de l'enseignement, depuis l'époque de la Réforme d'abord en matière de catéchisme et, plus tard, aussi dans d'autres disciplines.

Principes sociaux et spatiaux d'une communauté d'intérêts/communauté de biens

Les communautés paysannes possédant et exploitant des terres ne doivent pas couvrir l'ensemble d'un territoire et, par conséquent, pas comprendre non plus toute la population qui y vit. Les fermes isolées ayant leur propre organisation économique font souvent défaut dans les relevés statistiques, de même que, plus tard, les hameaux ou quartiers de «*Tauner*» (petits paysans se louant souvent comme journaliers) ainsi que les châteaux et les couvents. Les membres des couches sociales inférieures (étrangers, mendiants) et des groupes marginaux (juifs, errants, itinérants), mais aussi les membres des couches sociales supérieures (clergé, bourgeois citadins), n'entrent souvent pas dans les décomptes de la population d'une commune.

La délimitation d'une communauté de biens ne s'impose pas tant qu'il existe suffisamment de terres à disposition. Les zones montagneuses, boisées et marécageuses n'ont longtemps pas été circonscrites mais exploitées collectivement comme biens communaux. Après la forte croissance démographique du XVII^e siècle, les biens communaux sont privatisés. Des espaces complémentaires peuvent subsister (alpages, vignobles, forêts), de sorte que les tracés de frontières sont disparates. Ce n'est pas l'accessibilité qui en constitue le principe mais les besoins économiques et les formes d'organisation. Différentes communautés de type économique peuvent coexister et se superposer; elles peuvent se relayer dans le temps avec des règles variables de regroupement et de séparation.

Appartiennent à une communauté d'intérêts toutes les personnes qui habitent dans un endroit donné et qui accomplissent des tâches et des travaux communs. La «commune» en tant qu'assemblée des communiens ne peut toutefois être constituée que par les propriétaires d'une maison (par ceux «qui tiennent feux»). L'accès au rang de communier ou de bourgeois est lié à des conditions plus ou moins strictes – plutôt généreuses au XVI^e siècle et après des épidémies de peste, plus restrictives par la suite et quasiment inaccessibles au XVIII^e siècle, surtout dans les villes. L'accès à l'usage des communaux n'est que conditionnel pour les habitants détenteurs d'un simple droit d'habitation et ne jouissant que de droits restreints par rapport aux bourgeois et communiens de longue date («*Beisassen*»), tandis que les étrangers ne sont que «tolérés» (Lüönd 1990, Pfister 1995).

En-dehors des travaux agricoles, les membres des communautés économiques sont responsables de l'aménagement et de l'entretien des chemins, de l'endiguement des ruisseaux, de la protection contre le feu et parfois aussi de tâches suprarégionales, telles que les services de transport sur les cours d'eau ou pour le passage des cols alpins (sommage). Nées du besoin de garantir la sécurité locale, ces communautés sont aussi amenées à assumer des fonctions de juridiction.

Juridictions

Les juridictions s'étaient constituées au bas Moyen-Âge à partir des seigneuries féodales, dont les sujets s'étaient affranchis. Responsables des questions relevant de la basse juridiction, leurs territoires comprenaient généralement plusieurs communautés de voisinage et correspondaient ainsi davantage aux bailliages qu'aux communes (Dubler DHS). Les pouvoirs de haute juridiction étaient dévolus au souverain. Les cantons les ont acquis ou conquis. Dans la République des III Liges, les juridictions furent les détentrices du pouvoir politique et judiciaire du XVI^e au XVIII^e siècle (Bundi DHS).

Les communautés de biens, et surtout les communautés de villages, sont en général nettement plus petites que les paroisses mais s'inscrivent souvent dans le périmètre de ces dernières. Les deux formes de communautés sont apparues indépendamment l'une de l'autre mais se sont fréquemment adaptées l'une à l'autre sur le plan organisationnel et spatial. Peter Blickle (2000) parle d'une parallélisation des institutions politiques et ecclésiastiques avec le choix des membres du clergé et la possibilité de les soumettre à un arbitrage indépendant. La «communalisation» de l'Église fit des sujets du clergé des membres d'une paroisse organisée sur une base coopérative (Saulle Hippenmeyer 2011). La grande paroisse médiévale se transforma en églises de villages avec une certaine autonomie communautaire des pratiques religieuses, ce qui favorisa l'émergence des «communes politiques».

Il serait laborieux de vouloir retracer ici le développement territorial de toutes les «communautés économiques». En ce qui concerne la sphère ecclésiastique, de nombreuses études ont néanmoins saisi les dates de construction des édifices religieux et de fondation des paroisses qui sont synthétisées dans les travaux du DHS. Pour l'Église catholique, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage scientifique de référence de Helvetia Sacra (1972–2007).

Il convient encore de signaler ici une évolution qui a eu lieu vers la fin de l'Ancien Régime. Compte tenu des structures peu claires et territorialement incomplètes, les administrations de certains cantons-villes se sont vues dans l'obligation de créer des découpages territoriaux inédits, destinés à certaines tâches gouvernementales. Cela concerna notamment le domaine fiscal, l'assistance aux pauvres et, plus tard, le système scolaire. Des exemples illustratifs en sont les règlements communaux zurichois (*Gemeindebriefe*) qui complétaient les paroisses ou les communes fiscales lucernoises (*Steuergemeinden*) qui, selon les régions, s'appuyaient sur les paroisses ou les villages, parfois sur les hameaux. Quant aux juridictions, elles constituaient aussi des collectivités juridiques, mais plus récentes.

Il faut également mentionner l'apparition de communes spéciales qui se limitaient aux zones bâties mais dépassaient le cadre local; ainsi, dans le village d'Appenzell, l'inspection du feu devint une sorte de commune à partir de 1600 (*Feuerschau-gemeinde*). On peut aussi inclure dans ce groupe les différents périmètres des villes dont la frontière la plus intérieure était constituée des murs d'enceinte et, hors de ceux-ci, des faubourgs délimités. Dans les aires géographiques adjacentes se trouvaient encore des territoires communaux dans le ressort de la ville ou des communes dites extérieures, par exemple le «*Stadtban*n» à Schaffhouse, les «franchises» à Genève, les «zones foraines» à Lausanne. La ou les paroisses urbaines pouvaient correspondre à chacun de ces espaces ou englober un territoire encore plus vaste. La plupart des villes étaient découpées en quartiers.

1.6 République helvétique: paroisses, agences, bourgeoisies et municipalités

Après la Révolution de 1789, la France a organisé son territoire en départements et cantons, ainsi qu'en municipalités et communes. Le terme de «commune», pour la commune révolutionnaire, remplaça les désignations utilisées jusqu'alors de «ville», «bourg» et «village» et signifia, par-là, la fin de la suprématie des villes sur les campagnes. La loi du 14 décembre 1789 laissa toutefois à l'échelon régional la possibilité de déterminer à quelles anciennes structures les communes devaient se référer. Il pouvait s'agir des «paroisses» ou des «communautés», des entités le plus souvent beaucoup plus petites de l'administration fiscale royale. La commune, en tant que plus petite unité administrative, fut chargée trois ans plus tard de reprendre les registres tenus jusque-là par les hommes d'Église. Dans la plupart des régions de France, les micro-structures communales ont été conservées jusqu'à aujourd'hui.

La première Constitution helvétique du 12 avril 1798 était basée sur un projet du Bâlois Peter Ochs et du Vaudois César de la Harpe qui pouvaient s'appuyer sur le modèle de la Constitution du Directoire français de 1795. La Constitution helvétique contenait trois articles ayant trait à l'organisation administrative et territoriale du pays:

§15. L'Helvétie est divisée en cantons, en districts, en communes et en sections ou quartiers des grandes communes. Ces divisions sont des divisions électives, judiciaires ou administratives, mais elles ne forment point de frontières.

§29. Chaque village ou bourg dans lequel se trouvent cent citoyens ayant droit de voter, forme une assemblée primaire.

§103. Il y a, dans le chef-lieu et dans chaque district, pour le maintien de la tranquillité publique et l'exécution des ordres qui émanent, soit du préfet, soit des tribunaux, soit de la chambre d'administration, un sous-préfet qui a sous lui, dans chaque section de ville et chaque village, un agent à sa nomination.

À vrai dire, ces articles ne spécifiaient pas ce qu'il fallait entendre par village, mais la mention d'un nombre de 100 citoyens (citoyens suisses masculins âgés de plus de 20 ans, y compris les résidents durablement installés mais qui disposaient auparavant de droits restreints) laisse supposer la formation d'unités de quelque 300 à 400 personnes, une taille qui correspondait à l'époque aux villages bâlois et vaudois. Il était laissé à l'appréciation des cantons et des districts de décider des localités qui devaient être dotées d'un agent. À cet égard, il est à noter qu'en maints endroits, il n'était pas facile de recruter des personnes compétentes et consentantes pour cette fonction ingrate (Huber 1999). Les décisions de ces quelques mois ont durablement marqué l'histoire des communes suisses et ce jusqu'à nos jours; des modes opératoires très différents ont, en effet, été adoptés au niveau régional pour la création des communes.

Le Recensement helvétique fut mis en œuvre en octobre et novembre 1798 par le ministre de l'Intérieur Albrecht Rengger, à un moment où les découpages des cantons et des districts étaient déjà finalisés mais où aucune loi sur les communes n'avait encore été adoptée. Le recensement de 1798 peut servir de documentation sur la situation administrative de l'époque, car il exigeait des préfets dans les cantons et les districts d'établir la liste de toutes les «localités» et leur appartenance aux paroisses et aux agences. Le Recensement helvétique de 1798, dont les résultats sont finement ventilés sur le plan spatial, permet d'additionner

des totaux d'habitants par paroisse et par agence et d'en répéter l'opération pour presque toutes les futures communes politiques qui sont à la base des tableaux figurant dans cette publication.

La législation sur les communes de mai 1799 entraîna la bipartition en municipalités, qui englobaient l'ensemble des citoyens suisses placés sur un pied d'égalité, et en bourgeoisies (ou communes bourgeoises), dans lesquelles seuls les ayants droit pouvaient jouir des biens de la bourgeoisie. Le dédoublement de la structure communale permettait ainsi de tenir compte des exigences de la propriété privée et collective.

Alors que l'état des sources relatives aux agences est propice à leur exploitation, ceci grâce au Recensement helvétique, on ne trouve aucune liste des municipalités de l'Helvétie après mai 1799 dans le recueil d'actes de l'époque de la République helvétique (*Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik*) (Strickler et Rufer, 1911). Même les trois autres enquêtes importantes – toutes lancées en 1799 par le ministre Philipp Albert Stapfer – furent initiées trop tôt pour qu'elles puissent déjà avoir été organisées par municipalité: l'enquête sur le clergé (Meyer-Lustenberger 1978) différencia les données récoltées selon les paroisses et filiales, l'enquête sur les routes (Holenstein et Schiedt 2019) tout comme l'enquête sur les écoles (Tröhler 2014) selon les agences et localités. Une réponse partielle est fournie par le document 1090I du Recensement helvétique qui contient, en annexe, une liste de localités sans titres ni indications de la nature des localités. Répartie par canton et district, cette liste correspond dans les cantons de Vaud et de Zurich au nombre ultérieur de communes, dans le canton de Berne aux paroisses. Dans les cantons de Baden, Oberland, Schaffhouse, Soleure et Valais, il s'agit toutefois de répertoires de toutes les localités; dans une série d'autres cantons, la logique de l'énumération des unités n'est pas pertinente ou la liste n'est pas complète.

Par conséquent, il n'a pas été possible, dans le cadre de ce travail, de clarifier de façon probante si, dans les cantons où les listes des agences de l'Helvétie ne concordent pas avec celles des communes de la Médiation, le réseau des agences a été affiné encore du temps de la République helvétique ou si les communes supplémentaires n'ont été créées qu'après 1803. Le Recensement helvétique fait état de 1539 paroisses et de 2078 agences dans les 18 cantons (sans la Rhétie), alors que le même territoire devait compter à peu près 2640 communes politiques après 1803.

Le tableau 1.2 fournit un aperçu statistique de l'évolution du nombre des paroisses et des agences ainsi que de leur taille dans tous les cantons de la République helvétique, sans la Rhétie qui ne la rejoignit qu'en 1800. L'indication du nombre de localités n'a d'intérêt que du point de vue de la qualité du Recensement helvétique (cf. la carte 2.1); des catalogues ultérieurs des localités affichent des effectifs nettement plus élevés.

À la question centrale de la **genèse des agences helvétiques et futures municipalités et bourgeoisies**, ainsi que de la diversité ultérieure des modèles cantonaux et régionaux de communes, nous allons tenter de répondre d'une double manière. Une première approche s'appuie sur une nomenclature des types d'habitat et de structure agraire que Georges Grosjean (1973) a élaborés dans l'Atlas de la Suisse. Une deuxième démarche a consisté à rédiger des notices descriptives sur l'évolution des structures communales dans les différents cantons.

Nombre et taille moyenne des paroisses, agences et communes sous la République helvétique

T1.2

Canton helvétique	Paroisses	Agences	Communes ultérieures	Localités dans le Recensement helvétique	Nombre moyen d'habitants par paroisse	Nombre moyen d'habitants par agence	Nombre moyen d'habitants par commune	Nombre moyen d'habitants par localité	Nombre d'habitants selon le RH 1798/99
Aargau	40	71	98	218	1 512	852	617	277	60 470
Baden	49	103	114	181	956	455	411	259	46 830
Basel	31	69	69	74	1 331	598	598	558	41 269
Bellinzona	65	70	70	169	411	382	382	158	26 721
Bern	128	182	308	1 690	1 420	998	590	108	181 718
Fribourg	120	199	311	666	623	376	240	112	75 049
Léman	181	356	368	497	761	387	374	277	137 667
Linth	80	94	78	182	981	835	1 006	431	78 481
Lugano	160	75	198	198	398	850	322	322	63 728
Luzern	64	99	100	329	1 379	891	882	268	88 229
Oberland	33	35	55	212	1 354	1 277	813	211	44 688
Schaffhausen	25	40	40	55	1 030	644	644	468	25 751
Säntis	92	105	88	103	1 417	1 242	1 482	1 266	130 397
Solothurn	69	98	129	183	656	462	351	247	45 284
Thurgau	81	126	190	295	851	547	363	234	68 779
Valais	101	119	178	725	598	508	340	83	60 444
Waldstätten	56	80	67	173	1 215	851	1 016	393	68 042
Zürich	141	168	181	1 155	1 281	1 075	998	156	180 696
Helvétique	1 516	2 089	2 642	7 105	939	682	539	200	1 424 243

Le cadre fixé par le Directoire helvétique fut appliqué différemment sur le plan régional; il fut accompagné parfois de directives précises de la part des cantons et laissé parfois à l'appréciation des préfets et agents. Au regard des conditions structurelles très inégales, les acteurs se sont le plus souvent inspirés des configurations communautaires existantes. Les cantons nouvellement créés étaient pleinement conscients des types de collectivités qui prévalaient sur leurs territoires et en connaissaient les forces et les faiblesses. En gros, dans les zones de hameaux et de fermes isolées, le «choix» s'est porté sur les paroisses et, en présence de structures villageoises, sur les communautés d'intérêts et les communautés de biens de type économique. Ce processus évoluant rapidement, il y eut toutefois de nombreuses exceptions à cette règle.

Une différenciation supplémentaire intervint en 1799 lors de la séparation entre communes municipales et communes bourgeoises. Les cantons adoptèrent de multiples modèles qui ont conduit plus tard à un dédoublement des structures sur un même territoire (SO), à la création de communes bourgeoises au niveau des districts (SZ) ou au niveau plus bas des communautés locales (*Ortsgemeinden*) (SG). Certains cantons n'envisagèrent pas de bourgeoises (VD) mais des organisations coopératives de droit privé, d'autres pas de municipalités proprement dites (Appenzell, Suisse centrale). Ici, les non-bourgeois pouvaient

participer à des assemblées de paroissiens mais ne pouvaient se prononcer que sur des questions qui ne concernaient pas les biens communaux.

L'analyse a posteriori des structures communales rurales à laquelle Georges Grosjean (1973) a procédé dans sa classification est construite à partir de quatre indicateurs centraux: les grandes régions naturelles de la Suisse (Jura, Plateau, Alpes – cette dernière étant subdivisée en versants nord des Alpes, zones intra-alpines et versants sud des Alpes), la qualité des sols, la structure de l'habitat (villages massés ou autres, hameaux, fermes isolées) et, enfin, les structures agraires traditionnelles (champs ouverts laniérés, terroirs à parcelles trapues et champs d'un seul tenant – voir les explications dans le glossaire). La description des types d'habitat intègre en outre la taille des communes au début du XIX^e siècle, l'affectation des terres, la topographie, l'altitude ainsi que les deux formes principales du droit successoral paysan (partage à parts égales entre tous les successibles resp. partage réel ou transmission préférentielle à un héritier principal resp. héritage fermé).

Les deux structures de base de l'habitat rural, selon Georges Grosjean, sont les types:

11/12 Villages compacts du Plateau, anciennement caractérisés par des champs ouverts laniérés et un régime successoral de partage réel, associés le plus souvent à une micro-structure communale;

Habitat rural et structure agraire

selon Georges Grosjean, Atlas de la Suisse, feuilles 38 et 38a, Swisstopo 1973

T 1.3

Typologie	Types selon Grosjean	Description selon Grosjean	Grande région	Type d'habitat	Type de terrain, pente moyenne	Altitude moyenne	Droit de succession	Type d'agriculture	Intensité du travail collectif	Taille de la commune	Paroisse	Type de commune repris dans la Rép. Helv.	Régions typiques
Champs ouverts lanifiés													
Asselement triennal communal													
11	1.1	Villages massés, petits finages réguliers	PL	Village	plat	400	Partage réel	Agriculture	intensif	petite	0/1	communauté	Broye, Arlesheim
12	1.2	Villages massés, finages irréguliers	PL	Village	plat	450	Partage réel	Agriculture	intensif	petite/moy.	0/1	communauté	Klettgau, Ajoie
13	1.3	Hameaux	PL	Hameau	plat	500	Partage réel	Agriculture	moyen	petite	aucune	communauté	Thurgau, Orbe
14	1.4	Villages, hameaux, fermes isolées	PL	Vill., ham., fermes	collines	600	Partage réel	mixte	moyen	grande	1	paroisse	Kulm, Kyburg
15	1.5	Communes du Jura plissé	JU	Village, fermes	incliné	700	mixte	mixte	moyen	grande	1	paroisse	Ergué, Thal
16	1.6	Communes du Jura plissé	JU	Village, fermes	plat	900	mixte	mixte	moyen	moyenne	0/1	paroisse	Franches-Montagnes
17	1.5.2, 1.6.2	Fermes isolées du Jura	JU	Fermes	collines	900	Héritage fermé	Elevage	faible	petite	aucune	communauté	Mont-Tramelan
Grandes parcelles trapues													
Asselement triennal ou biennal													
21	2.1	Villages, hameaux, fermes isolées	PL	Vill., ham., fermes	collines	600	Héritage fermé	Agriculture	moyen	grande	1	paroisse	Singine/Laupen
22	2.2	Fermes isolées d'un seul tenant	PL	Hameau	collines	700	Héritage fermé	mixte	faible	petite	aucune	communauté	Gürbe/Mouret
Domaines d'un seul tenant													
Villages linéaires du Haut-Jura													
31	3.1	Terroirs «en arêtes de poisson»	JU	mixte	plat	1000	mixte	Fourrage/ (agric.)	faible	grande	1	paroisse	La Brévine
Autre													
Régions élevées du Plateau													
41	4.1	Villages, hameaux, fermes isolées	PL sup.	Vill., ham., fermes	collines	700	Héritage fermé	Fourrage/ (agric.)	faible	grande	1	paroisse	Emmental, Oberl. ZH
42	4.2	Fermes isolées	PL sup.	Fermes	collines	800	Héritage fermé	Fourrage/ (agric.)	faible	moyenne	0/1	par./com.	Napf, Höri
Versant nord des Alpes													
51	5.1	Villages massés des vallées	ALP	Village	raide	600	mixte	Econ. herbagère	moyen	mixte	1	paroisse	Lac de Thoune, Stans
52	5.2	Habitat permanent dispersé	ALP	Fermes	raide	1 000	Héritage fermé	Econ. herbagère	faible	grande	0/1	par./com.	Simmental, Appenzell
Petites parcelles trapues dans les Alpes													
61	6.1	Habitat de vallée associé à la viticulture	ALP	Village	incliné	500	Partage réel	Agriculture/ vin	moyen	mixte	0/1	par./com.	V. du Rhône, Gambarogno
62	6.2	Habitat sur des terrasses avec agriculture	ALP	Village	raide	1 100	Partage réel	Agriculture	intensif	mixte	1	par./com.	Hérens, Surselva
65	6.5	Habitat sur des terrasses sans agriculture	ALP	Village ou fermes	raide	1 400	Partage réel	Elevage	moyen	mixte	0/1	par./com.	Useren, Rheinwald
67	6.7	Habitat viticole sans alpages	Sud du TI	Village	collines	600	Partage réel	Agriculture/ vin	moyen	petite	1	par./com.	Malcantone, Mendrisiotta
68	6.8	Régions viticoles en dehors des Alpes	PL	Village	collines	400	Partage réel	Viticulture	moyen	petite	0/1	par./com.	Lavaux, Lac de Bière
Grandes améliorations foncières													
71	7.1	Améliorations foncières (XIX ^e et XX ^e s.)	PL	mixte	mixte	400	mixte			mixte			Seeland, Rheintal SG

21/41 Zones d'habitat dispersé et de fermes isolées sur les hauteurs, caractérisées par des champs blocs et une agriculture réduite, associées – dans une grande partie de la Suisse – à une transmission en héritage fermé et à des communes de grande surface.

Tandis que le premier type de communes (11/12) a été fondé sous la République helvétique sur d'anciennes communautés villageoises, le deuxième type de communes (21/41) reposait sur les paroisses. La littérature (Christaller 1937, Pfister 1995) explique la genèse des deux formes communales par la différence d'intensité dans la coopération des membres de la communauté. La rotation triennale des cultures sur des parcelles laniérées (néanmoins abandonnée déjà largement à cette époque) demandait une étroite collaboration entre les habitants du village. À cela s'ajoutaient les exigences organisationnelles des services communautaires, tels que la protection contre le feu ou les inondations. En revanche, dans les zones d'habitat dispersé, c'est la paroisse qui était l'instance chargée des tâches communautaires qui comprenaient aussi l'assistance aux pauvres. Entre ces deux pôles, les transitions étaient multiples, comme le démontre le modèle de Georges Grosjean.

Georges Grosjean a tracé la frontière entre terroirs de champs ouverts laniérés au nord et terroirs de parcelles trapues au sud le long d'une ligne Lausanne – Romont – Fribourg – Laupen – Burgdorf – Zofingue – Hochdorf – Horgen – Hinwil – Turbenthal – Uzwil – Rorschach. Selon la carte de W. Pauli (1931), cette délimitation correspond dans une large mesure, à l'est de Fribourg jusqu'au Toggenbourg, à la division historique entre les régimes successoraux du partage réel dans les régions agricoles du Plateau et de l'héritage fermé dans les zones plus élevées du Plateau et les versants nord des Alpes. Malgré quelques dérogations à cette règle, il est intéressant de relever au passage que tous les espaces où se pratiquait la transmission de l'exploitation à un héritier principal faisaient partie de l'Évêché de Constance (lui-même n'étant cependant pas homogène), alors que cette transmission préférentielle était presque inexistante dans les espaces des autres évêchés.

En résumé, on peut constater que, sous la République helvétique ou les décennies qui suivirent, des petites entités communales furent créées dans les territoires d'habitat communautaire (Jura, Suisse occidentale, régions purement agricoles du Plateau central et oriental, régions intra-alpines, Tessin). En revanche, dans les territoires d'habitat dispersé et de fermes isolées, ce sont les grandes paroisses qui se muèrent en communes politiques. Les deux formes coexistèrent dans les aires de cultures spécialisées (viticulture), mais des adaptations eurent lieu au début du XIX^e siècle au profit du modèle cantonal dominant (en Lavaux, par exemple). Dans les grands espaces de transition entre les deux formes de base de l'habitat rural, et là où les conditions naturelles et culturelles étaient comparables, les municipalités pouvaient avoir pour fondement aussi bien des paroisses que des communautés villageoises issues de l'Ancien Régime.

Cette approche inspirée d'une typologie du milieu bâti est complétée, ci-après, par une démarche descriptive, à savoir des aperçus sur les 18 cantons de la République helvétique qui replacent le déroulement de la formation des communes sous la République helvétique et au début de la Médiation dans leur contexte respectif.

Compendiums des cantons

Aarau: 71 agences furent constituées dans les 40 grandes paroisses (protestantes), sur la base des anciennes communautés villageoises. Ce processus ne concerna d'abord que les districts d'Aarau, de Lenzbourg et de Zofingue, tandis qu'une agence fut créée dans chaque paroisse dans les districts de Brugg et de Kulm. Jusqu'en 1803, le modèle des communautés villageoises s'imposa également dans ces deux districts. Les désormais 98 communes comptèrent en moyenne 623 personnes, soit légèrement plus que la moyenne helvétique.

Baden: 103 agences furent créées en 1798 à l'intérieur des 49 paroisses catholiques de moyenne grandeur. Jusqu'en 1803, ce chiffre n'augmenta que de façon minime et passa à 114. Tous les districts présentèrent le même modèle de développement au cours des deux étapes. Dans le district de Muri, un certain nombre de petites agences furent toutefois supprimées après 1798 et réunies en grandes communes (Beinwil, Muri, Sins), pas nécessairement partout dans les périmètres des paroisses.

Bâle: Sous l'Ancien Régime, les 69 communautés villageoises de Bâle étaient déjà les unités administratives politiquement significatives de la Cité-État. Les communautés furent désignées comme agences au printemps 1798 déjà, et leur nombre n'a plus changé par la suite. Les 31 paroisses au total correspondaient chacune à un grand village dans l'Unterbaselbiet mais comprenaient deux à trois petits villages dans l'Oberbaselbiet.

Bellinzone: Un agent fut affecté à chacune des 65 paroisses majoritairement de petite taille, deux dans de rares cas. Ces 70 agences formèrent également le prototype des communes politiques après 1799, tandis que les communes bourgeoises (*patriziati*), beaucoup plus nombreuses, correspondaient aux corporations locales.

Berne: Au temps du Recensement helvétique de 1798, 182 agents furent institués dans les territoires des 128 paroisses du canton de Berne (fortement rétréci) de l'Helvétique. Le nombre de villages était nettement supérieur lors du recensement bernois de 1764 (de l'ordre de 400), et même le nombre de communes d'habitants après 1831 atteignait 308 dans ce même périmètre. La détermination des agences au moment du Recensement helvétique répondait à un état provisoire d'un processus différencié selon les régions. Dans les districts du Haut- et du Bas-Emmental, à Schwarzenbourg et en grande partie aussi à Berne et Laupen, les paroisses restèrent indivises durant les deux phases. Dans les autres régions, c'est-à-dire le Seeland, la Haute-Argovie, les districts de Burgdorf et de Zollikofen, ainsi que les vallées de l'Aar et de la Gürbe, les paroisses furent divisées en leurs localités, généralement en toutes leurs composantes. Mais, dans l'ensemble, peu de paroisses n'avaient encore été scindées en plusieurs agences à l'automne 1798. En 1803, les paroisses formèrent à nouveau la trame communale et, en 1831, à la fois les paroisses et les communes.

Fribourg: Sur les 120 paroisses (y compris Avenches et Payerne), 199 agences furent constituées au moment du recensement de 1798 (chiffre estimé pour les districts de Fribourg et de Schmitten). Seul dans le district de Schmitten, les structures des communes de grande surface ont perduré jusqu'à la fin des années 1830.

Léman: À l'exception du Pays-d'Enhaut et de la Vallée de Joux, ce sont les «communes» (356) qui ont partout été reprises en tant qu'agences et non pas les paroisses, moitié moins nombreuses (181). Par la suite et jusqu'en 1803, le modèle communal a été affiné encore davantage dans le district d'Oron et, plus tard, dans le district de Lavaux. Ailleurs, seules quelques autres nouvelles communes ont vu le jour, étalées sur tout le canton (375 en 1803, 387 en 1831).

Linth: Le développement des communes dans ce canton s'est déroulé, dans l'ensemble, de manière assez équilibrée (80 paroisses, 94 agences, 78 municipalités). Mais deux mouvements opposés se profilèrent à l'interne. Dans les districts catholiques, les agences coïncidèrent avec les paroisses, dans les districts réformés de Werdenberg et de Schwanden avec les villages. Des municipalités de grandes dimensions furent créées dans le nouveau canton de St-Gall d'après 1803; celles-ci pouvaient englober plusieurs communes bourgeoises (Sargans) et souvent aussi plusieurs paroisses.

Lugano: La plupart des petits villages formaient des paroisses distinctes (160), souvent apparues seulement par des scissions de paroisses intervenues à partir des XVII^e et XVIII^e siècles. Le canton de Lugano fut le seul canton de l'Helvétique à définir un maillage des agences nettement plus lâche (75) que celui des paroisses. Mais cette organisation spatiale des agences ne put se maintenir par la suite vu que, dans le périmètre du canton de Lugano, les communes ultérieures du Tessin furent organisées à plus petite échelle encore (198) que les paroisses.

Lucerne: Le Recensement helvétique distingua 64 paroisses et 99 agences basées sur les circonscriptions fiscales propres à l'administration lucernoise («*Steuerbriefe*») mais dont les limites ne coïncidaient que rarement. Tant les paroisses (déjà avant 1798) que plus tard aussi les communes bourgeoises (d'abord 96 en 1803) connurent de nombreuses modifications et complémentations de leurs territoires, sans que leurs surfaces ne se recourent toujours.

Oberland: Le canton helvétique d'Oberland établit une agence (35) dans chaque paroisse (33), à l'exception du district d'Oberhasli où, en raison des longs trajets à parcourir, Guttannen et Gadmen furent dotées d'une agence propre. Ces unités étaient de grande étendue et très peuplées. Le modèle des futures communes bernoises (55) révèle néanmoins une bipartition de ce territoire après 1831: alors que dans la partie Ouest de l'Oberland (Saanen, Simmental, Frutigen), la concordance entre paroisses et communes politiques fut maintenue, dans la partie Est (Brienz, Interlaken), les localités situées au bord des lacs et au fond des vallées acquirent le statut de communes politiques.

Schaffhouse: Alors que les plus grands villages constituaient en eux-mêmes des communes paroissiales avant 1798, les villages plus petits, surtout dans le district du Reiat, furent regroupés en paroisses (25). Les agences désignées en 1798 (40) s'en tinrent aux structures villageoises. Et rien ne changea à cela sous la Médiation.

Säntis: Tout comme dans le canton de Linth, le nombre d'agences (105) ne différa pas notablement de celui des paroisses (92). Plus tard, ce même espace dans les cantons de St-Gall et d'Appenzell compta 88 communes. La plupart des districts du canton de Säntis déterminèrent un agent par paroisse; dans le district d'Appenzell, cela s'appliqua aussi aux filiales paroissiales. Les futures municipalités st-galloises pouvaient toutefois comprendre plusieurs paroisses dans certains districts (Flawil, Wil, Mosnang). Les structures locales en Appenzell Rhodes-Extérieures ne connurent aucun changement.

Soleure: En 1798, il exista 98 agences à l'intérieur des 69 paroisses et, dès la Médiation, quelque 130 communes. La formation des agences et des communes politiques ultérieures s'appuya sur les communautés villageoises. Lors du Recensement helvétique de 1798, l'investiture des agents n'avait cependant pas encore beaucoup progressé. Le découpage en communes naines concerna en premier lieu le district de Biberist de l'époque (Bucheeggberg et Wasseramt).

Thurgovie: Au moment du recensement de 1798, le canton de Thurgovie nouvellement créé (sans Diessenhofen) compta 81 paroisses et 126 agences; sous l'Ancien Régime, il existait toutefois environ 230 à 250 communautés villageoises ainsi que de nombreuses fermes et plusieurs châteaux en-dehors de leurs territoires. Le dédoublement de la structure communale, décidé au temps de la Médiation, en municipalités et communes locales (*Ortsgemeinden*) fut réalisé en plusieurs étapes (1816: 71 respectivement 208) sur des territoires souvent modifiés. Les limites des paroisses et des municipalités ne se chevauchèrent que rarement, mais les communes locales – en tant que plus petites unités territoriales thurgoviennes – s'inscrivirent dans les territoires des municipalités.

Valais: Jusqu'au moment du Recensement helvétique, 119 agences furent établies dans le cadre des 101 paroisses. En premier lieu dans la grande paroisse de Loèche, des agents furent également installés dans les villages. Au temps de la république indépendante (1802), le nombre de communes augmenta à 153; le Département français du Simplon (1810) recourut cependant à nouveau à l'organisation par paroisse (96). Après 1816, les petits villages du Haut-Valais (et du district de Sierre) acquirent le statut de communes; dans le Valais central et le Bas-Valais, les paroisses demeurèrent les principales références spatiales pour les communes politiques.

Waldstätten: Ce canton, réunissant en huit districts à la fois Uri, Schwytz, Obwald, Nidwald et Zoug, compta 56 paroisses, le plus souvent de grande taille. Sous la République helvétique, plusieurs agences furent instaurées dans trois de ces paroisses, à savoir à Einsiedeln dans huit quartiers, sur la paroisse de Stans dans six «*Urten*» (corporations de droit public de la vallée), à Andermatt dans les trois villages d'Urseren. En outre, les localités reculées de Meien et Göschener Alp reçurent chacune un agent. Après 1803 et l'Acte de Médiation, les paroisses apparurent à nouveau dans les statistiques de la population. A Nidwald, la création des «*Bezirksgemeinden*» (communes d'habitants) à partir des paroisses et des *Urten* remonte à 1850, les villages d'Urseren ne furent élevés au rang de communes qu'en 1881.

Zurich: Malgré cinq districts manquants dans le Recensement helvétique, il est tout de même possible de tirer un bref bilan: la plupart des sous-préfets placèrent leurs agents dans les paroisses (141) ainsi que dans une quinzaine de villages qui avaient été dotés d'une charte communale au XVIII^e siècle. Des agents furent également nommés dans des communautés locales sans charte communale, mais uniquement dans le district de Bülach. Au temps de la Médiation, la structure communale fut dédoublée en communes d'habitants et communes civiles (bourgeoises). Le nombre de communes d'habitants augmenta dans les régions agricoles de l'Unterland et du Weinland zurichois après la Médiation.

Il s'ensuit que les administrations cantonales de la République helvétique adoptèrent différents modèles pour la constitution des communes, dont l'état au moment du Recensement helvétique ne représentait souvent qu'une étape intermédiaire d'un processus à plus long terme. Les préfets de districts disposaient d'une certaine marge discrétionnaire, ce qui se reflète encore aujourd'hui dans les structures communales. Les acteurs des cantons et des districts prenaient néanmoins en compte les conditions naturelles et socio-politiques existantes; cela vaut particulièrement pour les trois cantons composés à partir des anciens cantons campagnards et des bailliages communs. Ce n'est que dans certains anciens cantons-villes (Bâle, Schaffhouse) que les agences ayant emboité le pas aux anciennes communautés villageoises correspondaient à l'automne 1798 déjà à la future structuration politique des communes. D'un autre côté, le choix des paroisses

comme fondement des agences dans de nombreux districts des cantons d'Oberland, de Bellinzone, de Waldstätten et de Säntis marqua un point de non-retour de la future structure communale.

1.7 Les voies menant à la commune politique moderne au XIX^e siècle

Le système fédératif de l'Acte de Médiation de 1803 permit aux cantons de décider à nouveau eux-mêmes de leur organisation interne. Le principe d'égalité de la République helvétique fut abandonné à différents égards, ainsi entre communes urbaines et rurales tout comme entre bourgeois et non-bourgeois. La double structure communale devint ainsi également caduque. Rien ne changea dans le modèle communal pour les cantons dans lesquels les municipalités et les communes bourgeoises recouvraient le même périmètre au temps de l'Helvétique. Ce fut le cas pour de nombreux cantons campagnards où la République helvétique avait reconduit les anciennes (grandes) paroisses, ainsi que pour les cantons-villes où les communautés villageoises avaient déjà joué un rôle politique dominant sous l'Ancien Régime. En revanche, le retour aux anciennes structures territoriales ne fut pas réellement possible là où le large maillage précédent des paroisses avait été remplacé par des agences puis des municipalités plus petites ou là où la double structure communale était organisée de manière hiérarchique. Jusqu'en 1830, Berne transforma les anciennes paroisses en communes politiques et maintint les communautés paysannes (*Bäuerten*) à un niveau inférieur. Zurich conserva les municipalités et les communes bourgeoises (*Zivilgemeinden*) du temps de l'Helvétique (Sigg DHS) mais dota ces dernières de compétences élargies. Plusieurs formes de communes coexistèrent à Lucerne en se chevauchant, avant que le canton ne parvienne à imposer une structure unitaire jusqu'en 1820. Fribourg et Soleure conservèrent le modèle fragmenté des communes bourgeoises.

Les nouveaux cantons d'Argovie, de Vaud et du Tessin s'en tinrent aux petites structures communales de la République helvétique. Des doublons se produisirent dans les cantons de St-Gall, des Grisons et de Thurgovie: dans ce dernier canton, les municipalités de l'Helvétique furent maintenues mais complétées en 1812 par le système des communes locales issues des anciennes communes de bourgeois; à St-Gall, les municipalités demeurèrent plus grandes que les communes bourgeoises et les paroisses; les Grisons ne connaissaient constitutionnellement que les circonscriptions administratives et judiciaires jusqu'à ce que les communes soient reconnues en 1851.

Au final, l'organisation communale à petite échelle s'est largement imposée, même si cela ne correspondait pas forcément aux visions des gouvernements cantonaux. Le choix politique des bourgeois de l'endroit durant la Médiation eut pour conséquence de favoriser également leurs intérêts économiques locaux. Ainsi, jusqu'à la fin du XX^e siècle, une grande partie du paysage communal de la Suisse restera un reflet des propriétés terriennes de la paysannerie autour de 1800. Dans de nombreux cantons, les structures territoriales mises en place sous la Médiation

Nombre de communes par canton 1770–2020

En 1770 et en 1798: nombre de paroisses et de communes dans les territoires de l'époque et d'aujourd'hui; une seule paroisse par ville et par commune paritaire **T1.4**

Ct	Territoires de l'époque				Territoires 1815–1979																			OFS	OFS	
	Par.	Com.	Par.	Ag.	Par.	Com.	Par.	Ag.	propres calculs				selon les RF en décembre (pour 1850: le 10 mars)													
	1770	1770	1798	1798	1770	1770	1798	1798	1810	1820	1830	1840	1850	1860	1880	1900	1920	1941	1960	1980	1990	2000	2010			2020
CH	1826	1029		2613	1887		1913	2668	2892	2831	3129	3173	3207	3211	3188	3164	3136	3107	3095	3029	3021	2896	2584	2198		
ZH	145		143	171	144	165	147	171	189	186	186	193	197	197	200	189	186	171	171	171	171	171	171	171	171	162
BE	159	596	160	222	239	748	239	385	412	247	517	523	524	517	515	507	497	496	492	410	412	400	388	342		
LU	65		65	95	66		66	98	93	102	104	105	110	109	109	107	107	107	107	107	107	107	107	87	82	
UR	15		16	22	15		16	22	11	11	11	11	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	
SZ	26		30	39	26		30	39	29	29	29	29	30	29	29	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	
OW	6	11	6	6	7	12	7	7	6	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	
NW	7	18	7	13	6	17	6	12	13	12	12	12	12	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	
GL	15	22	16	26	15	22	16	26	28	28	28	28	26	25	26	28	28	29	29	29	29	29	29	25	3	
ZG	9		9	10	9		9	10	10	10	10	10	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	
FR	104		118	269	108		110	251	272	279	280	285	285	283	282	283	283	284	284	266	259	242	168	133		
SO	70		69	98	70		71	97	128	130	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	130	130	126	122	109	
BS	31	69	31	69	37	78	37	78	69	79	79	4	4	4	4	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	
BL												74	74	75	75	74	74	74	74	73	73	86	86	86		
SH	19	31	25	40	22	34	22	36	36	31	31	34	36	36	36	36	36	36	35	34	34	34	34	27	26	
AR	19	20	19	20	19	20	19	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	
AI	4	7	4	9	4	7	4	9	7	7	7	7	7	8	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	
SG	149		147	131	147		147	131	86	87	90	92	92	92	92	93	91	91	91	90	90	90	90	85	77	
GR	205		198	198	206		199	198	206	210	215	228	232	233	222	224	222	221	221	215	213	212	180	105		
AG	85		89	174	104		110	206	238	243	243	246	246	248	248	241	234	233	233	231	232	232	220	210		
TG	92		80	131	92		80	131	224	209	209	211	212	214	212	212	207	203	201	181	179	80	80	80		
TI	220		225	145	220		217	146	254	254	255	258	259	263	263	265	261	257	253	247	247	245	157	111		
VD	142		179	356	159		187	372	379	382	387	388	389	389	388	388	388	388	388	385	385	384	375	309		
VS	103		101	119	103		104	119	96	154	161	163	170	167	165	166	171	170	169	163	163	160	143	126		
NE	35	69	35	68	35	69	35	68	70	77	78	75	73	74	67	63	63	62	62	62	62	62	53	31		
GE	14	16	14	16	34		35	36	16	37	38	38	39	47	48	48	48	45	45	45	45	45	45	45		
JU																				82	82	83	64	53		
EB	87	170	82	166																						
VT	77		77	66	77		77	66																		
ML	2	2	2	2	2	2	2	2																		
RW	15	26	18	26	15	26	18	26																		

Légende

Par. (1770, 1798/99) = Paroisses (dans les villes une seule); Com. (1770) = Communautés, villages; Ag (1798/99) = Agences

Changements territoriaux du canton ayant des effets sur le nombre de communes

Changement du type de commune

devinrent «définitives» et ont perduré durant 200 ans sans grands changements – exception faite des fusions dans les centres urbains entre 1893 et 1934.

Par contre, un long combat s'instaura pour le rétablissement des droits des non-bourgeois dans les cantons et les communes. La phase d'adaptation devait durer jusqu'en 1874. Dans la plupart des cantons, les droits des personnes venues de l'extérieur se mirent en place progressivement, ce qui entraîna une nouvelle différenciation des structures en communes bourgeoises et communes d'habitants à partir de 1830. Au XIX^e siècle, l'échelon local eut en outre à faire face à de nouvelles charges publiques en rapide augmentation et relevant de la compétence de l'une ou l'autre des formes communales (éventuellement des paroisses). Des communes spéciales de droit public virent le jour dans certains cantons, en particulier de Suisse orientale (voir le texte sur le canton de Glaris), principalement dans les domaines de la scolarité et de l'assistance aux pauvres. Les communes politiques (communes d'habitants) assumèrent néanmoins de plus en plus de fonctions, de sorte que les bourgeoisies commencèrent à perdre du terrain et furent incorporées un peu partout dans les communes politiques au XX^e siècle.

Du point de vue du nombre de communes, il n'y eut pas de grands changements durant la Restauration, exception faite du processus non encore achevé au début dans le canton de Lucerne. Le mouvement libéral de la Régénération après 1830 toucha une douzaine de cantons mais n'entraîna un changement de système que dans le canton de Berne avec l'accession des communautés villageoises au rang de communes d'habitants. Les années 1820 et 1830 virent aussi la réorganisation territoriale des communautés dans le canton de Neuchâtel qui intégrèrent les nouveaux districts après la Révolution de 1848 qui, eux-mêmes, remplacèrent les anciennes juridictions.

Dans tous les recensements statistiques du XIX^e siècle, les communes politiques furent les seules unités locales retenues – à côté des communes paroissiales. Le nombre de communes par canton sur une période de 250 ans est inventorié dans le tableau 1.4. La liste, non exhaustive pour les premiers temps, débute ici avec le nombre de paroisses dans les décomptes des années 1770, montre l'effectif des agences de 1798, le nombre des communes par période décennale de 1810 à 1860, puis tous les vingt ans jusqu'en l'an 2000. Pour les années 1850 à 2000, les données proviennent de l'OFS (2002). Il ressort de cette mise en perspective que le nombre de communes en Suisse a légèrement augmenté de 1803 à 1860, est resté stable jusque vers 1900, puis a légèrement baissé jusqu'en 2000. Au cours des deux dernières décennies, on assiste à un recul significatif du nombre de communes.

1.8 Synthèse

Les recueils de données dans cette publication s'étendent sur les 250 années allant d'environ 1600 à 1850. Les données procèdent de quatre systèmes politiques, l'Ancien Régime jusqu'en 1798, la République helvétique, la confédération d'États de 1803 à 1848 et l'État fédéral moderne créé en 1848. L'évolution historique de ces deux siècles et demi est présentée dans le chapitre 1 sous un angle essentiellement territorial, car les dénombremens de la population furent organisés dans le cadre d'entités aussi bien ecclésiastiques que cantonales, régionales et locales, et c'est au niveau de celles-ci que les résultats furent établis.

Comparés aux ruptures intervenues dans la plupart des autres États européens, de nouveaux découpages territoriaux furent relativement limités en Suisse durant les quatre régimes politiques successifs. En outre, au cours de la longue période de l'Ancien Régime entre 1536 et 1798, et ensuite à partir de 1803, les modifications territoriales locales furent étonnamment rares, malgré ou à cause de la complexité des structures et malgré de nombreuses tentatives d'adaptations souhaitées depuis longtemps et qui ne purent pas toutes être réalisées. Ce n'est que durant la courte période de l'Helvétique que les divisions spatiales furent remaniées à un rythme accéléré.

Des adaptations s'imposèrent moins pour des raisons fonctionnelles et territoriales que pour des motifs socio-politiques. L'exclusion du pouvoir ou l'impossibilité de participer aux décisions locales fut le moteur du changement dans l'Ancien Régime inégalitaire et de plus en plus oligarchique. Ce même mouvement se reproduisit au cours de la première moitié du XIX^e siècle, aboutissant la première fois au prix d'une occupation militaire, la deuxième fois par la voie démocratique après la guerre du Sonderbund. La première fois avec de lourdes répercussions territoriales, la deuxième fois sans impact aucun.

Pour ce qui concerne les trois niveaux des anciens «Orte» et actuels cantons, respectivement des anciens bailliages et districts ultérieurs ainsi que des «communes» paroissiales et économiques locales, nous pouvons dégager les grandes lignes suivantes.

Le niveau des Orte et cantons

La structure territoriale invariable de l'ancienne Confédération entre 1536/64 et 1798, organisée en 13 cantons, pays alliés, bailliages communs et protectorats, était un ordre hiérarchique dirigé par les élites des cantons-villes et des cantons campagnards. L'équilibre des pouvoirs entre les cantons se déplaça en ce temps-là au profit des cantons-villes protestants qui sortirent vainqueurs de la seconde guerre de Villmergen de 1712 et purent politiquement se mettre au diapason avec les cantons catholiques. Grâce à des réformes agraires, à des interrelations commerciales à l'échelle mondiale et à une protoindustrie florissante, ils devinrent aussi dominants sur le plan économique (cf. chapitre 1.3).

La République helvétique instaura 19 cantons égaux en droits, un acquis important et durable pour la Suisse moderne. Contrairement à l'organisation de la France en départements, la République helvétique maintint les anciens cantons-villes dans leur périmètre géographique (cf. chapitre 1.4). Sous la Médiation, les cantons campagnards retrouvèrent également leur autonomie perdue entretemps. Les grandes différences entre les vieux cantons furent atténuées par la création des nouveaux cantons qui affichaient tous une dimension respectable et acquièrent par là un poids politique rapidement perceptible. Formellement depuis 1798, mais au plus tard après 1815, la nouvelle Confédération, forte désormais de 22 cantons, se présenta comme un État fédéral plurilingue.

Le niveau intermédiaire des bailliages et districts

La rapide extension des cantons de l'ancienne Confédération eut lieu par conquêtes, achats ou prises en gage de territoires jusque-là en mains des petites et grandes familles de la noblesse ou de l'Église. Ces processus infiniment complexes restèrent largement sans effets sur l'organisation interne de ces seigneuries, de sorte que les territoires du Moyen-Âge subsistèrent dans leur grande diversité et de manière inchangée jusqu'en 1798.

Sous la République helvétique, le niveau spatial intermédiaire fut réaménagé en districts dans tous les cantons selon des critères rationnels uniformes (taille, accessibilité, centralité), ne fût-ce qu'en raison de leur fonction de cercles électoraux. Après l'Acte de Médiation de 1803, les nouveaux cantons créés en 1798 ont reconduit leurs unités administratives sans les modifier. Dans les anciens cantons-villes, les districts helvétiques furent certes supprimés, sans pour autant être remplacés par les anciens bailliages mais par une structure d'arrondissement alternative avec une mise en valeur de la commune urbaine centrale.

Le niveau local

En tant qu'unités spatiales d'observation, les communes constituent le niveau administratif et politique le plus important dans cette publication. Dans les décomptes de la population d'avant 1798, il s'agissait avant tout des paroisses, tant catholiques que protestantes, et de leurs sous-structures – les communautés villageoises ou communautés de biens. Le chapitre 1.5 met l'accent sur des considérations générales ayant trait au contexte historique de la formation des communes ainsi que sur certains problèmes sémantiques. Les aspects territoriaux sont néanmoins importants pour la transition vers la République helvétique (cf. chapitre 1.6) et, plus tard, pour les adaptations au modèle communal de la Médiation, de la Restauration et de la révolution libérale de la Régénération. Les processus furent très évolutifs, car aussi bien les paroisses que les communautés de type économique étaient si bien ancrées spatialement et surtout socialement qu'il n'était guère possible de les ébranler. Ce qui a néanmoins changé, ce furent les hiérarchies entre les types de communes, le nombre de communes suite à des scissions (jusqu'en 1860) et en particulier leurs compétences politiques.

Bibliographie du chapitre 1

- Ammann Hektor et Schib Karl, *Historischer Atlas der Schweiz*, Verlag H. R. Sauerländer & Co., Aarau, 1951.
- Andenmatten Bernard, Vaud (canton), in: DHS, chap. 2, Histoire politique du Moyen Âge à 1798, version du 30 mai 2017. Online: <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007395/2017-05-30/>, consulté le 22 février 2022.
- Aubert Jean-François, *Petite Histoire constitutionnelle de la Suisse*, Monographies d'histoire suisse, Francke, Berne, 1974.
- Bader Karl Siegfried, *Dorfgenossenschaft und Dorfgemeinde*, Hermann Böhlau Nachf., Weimar, 1962.
- Bergier Jean-François, *Naissance et croissance de la Suisse industrielle*, Francke, Berne, 1974.
- Blickle Peter, *Kommunalismus und Republikanismus revisited*. Graubünden als paradigmatischer Fall, in: Hitz Florian et al. (éds.), *Gemeinden und Verfassung. Bündner Politik und Gebietsstruktur*, Buchverlag Südostschweiz, Coire, Glaris, 2011.
- Blickle Peter, *Kommunalismus. Skizzen einer gesellschaftlichen Ordnung*, 2 volumes, Oldenbourg, Munich, 2000.
- Blumer Walter, *Bibliographie der Gesamtkarten der Schweiz von Anfang bis 1802*, Bibliothèque Nationale Suisse, Berne, 1957.
- Braun Rudolf, *Das ausgehende Ancien Régime in der Schweiz*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen et Zurich, 1984.
- Bundi Martin, *Juridictions*, in: DHS, version du 1 octobre 2014, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/009819/2014-10-01/>, consulté le 22 février 2022.
- Christaller Walter, *Die ländliche Siedlungsweise im Deutschen Reich*, Kohlhammer, Stuttgart et Berlin, 1937.
- Commission nationale suisse de l'UNESCO, *Exode rural et dépeuplement de la montagne en Suisse*, Editions universitaires de Fribourg, Fribourg, 1968.
- Dubler Anne-Marie, *Droits territoriaux*, in: DHS, version du 9 septembre 2008, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/047691/2008-09-09/>, consulté le 11 janvier 2022.
- Dubuis François-Olivier et Lugon Antoine, *Les premiers siècles d'un diocèse alpin: Recherches, acquis et question sur l'évêché du Valais, 3^e partie*, Notes et documents pour servir à l'histoire des origines paroissiales, in: *Vallesia: Bulletin annuel de la Bibliothèque et des Archives cantonales du Valais*, Majoria, Sion, 1992, p. 1–195. https://doc.rero.ch/record/21890/files/I-N-268_1995_05_00.pdf, consulté le 7 août 2021.
- Escher von der Linth Hans Conrad, *Ansichten und Panoramen der Schweiz. Die Ansichten 1782–1822*, Atlantis Verlag Zürich und Freiburg im Breisgau (Hrsg. von Solar Gustav, reprint, 1974).
- Fankhauser Andreas, *République helvétique*, in: DHS, version du 27 janvier 2011. Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/009797/2011-01-27/>, consulté le 22 février 2022.
- Flückiger Roland, *Mittelalterliche Gründungsstädte zwischen Freiburg und Greyerz als Beispiel einer überfüllten Städtelandschaft im Hochmittelalter*, *Freiburger Geschichtsblätter*, vol. 63, 1983/84, Fribourg 1984.
- Fritzsche Bruno, Frey Thomas und Rey Urs, *Historischer Strukturatlas der Schweiz. Die Entstehung der modernen Schweiz, hier + jetzt*, Baden, 2001.
- Früh Johann Jakob, *Geographie der Schweiz*, vol. 2, Zollikofer, St-Gall, 1932.
- Gasser Adolf, *Die territoriale Entwicklung der Schweizerischen Eidgenossenschaft 1291–1797*, Sauerländer, Aarau, 1932.
- Gasser Adolf, *Gemeindefreiheit als Rettung Europas? Grundlinien einer ethischen Geschichtsauffassung*, Verlag «Bücherfreunde», Bâle, 1943, <https://www.e-periodica.ch/cntmng?pid=r0r-001:1943:23::516>, consulté le 28 décembre 2021.
- Gierke Otto, *Das deutsche Genossenschaftsrecht*, Weidmannsche Buchhandlung, Berlin, 1868.
- Grosjean Georges (dir.), *Canton de Berne. Bases historiques de l'aménagement*, Institut géographique de l'Université de Berne et Office cantonal du plan d'aménagement, Berne, 1972.
- Grosjean Georges, *Habitat rural et structure agraire / Bäuerliche Siedlungs- und Flurformen*, in: *Atlas de la Suisse / Atlas der Schweiz*, EPF-Zurich, feuilles 38 et 38a, 1973.
- Helvetia Sacra, *Histoire des institutions religieuses de Suisse*, Collection d'ouvrages scientifiques sur les institutions de l'église catholique en Suisse. Schwabe Verlag, Bâle, Berlin, 28 vol., 1972 à 2007, <https://www.helvetiasacra.ch/fr/detailed-search>, consulté le 28 décembre 2021.
- Henning Friedrich-Wilhelm, *Landwirtschaft und ländliche Gesellschaft in Deutschland*, 2 vol., UTB Schöningh, Paderborn, 1979.
- Höhener Hans-Peter, *Zentralistische oder föderalistische Schweiz? Die Gebietseinteilung in der Helvetik 1798 bis 1803 und ihre Darstellung in Karten*, in: *Geographica Helvetica*, Cahier 18, juillet 1988.

- Holenstein André et Schiedt Hans-Ulrich, *Die Helvetische Strassenenquête. Eine zentrale Quelle für die Verkehrsgeschichte*, Berne 2019. <https://www.strassenenquete.ch/> consulté le 8 septembre 2021.
- Hotzenköcherle Rudolf (éd.), *Sprachatlas der deutschen Schweiz, Volumes I–V, 1962–1976*. A. Francke Verlag, Berne, Bâle. <https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-5-fructidor-an-iii> (22.08.1795), consulté le 21 décembre 2021.
- Huber Max, *Das Gefüge der Gemeinden. Ein verwaltungsgeschichtlicher Beitrag zum Gemeinwesen im Kanton Luzern*, in: *Jahrbuch der Historischen Gesellschaft* 17, Lucerne, 1999, p. 2–24.
- Imhof Arthur E. (éd.), *Historische Demographie als Sozialgeschichte. Giessen und Umgebung vom 17. zum 19. Jahrhundert*, Selbstverlag, Darmstadt et Marbourg, 1975.
- Kley Andreas, *État fédéral*, in: DHS, version du 13 avril 2016, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/009801/2016-04-13/>, consulté le 29 septembre 2021.
- Kölz Alfred, *Constitutions cantonales*, in: DHS, version du 26 novembre 2014, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/010234/2014-11-26/>, consulté le 22 février 2022.
- Kopper Rudolf, *Fabrikbauten in der Schweiz vor der Mitte des 19. Jahrhunderts*, thèse Uni Zurich, Kupper, Stäfa, 1984.
- Koselleck Reinhart, *Einleitung*, in: Brunner Otto, Conze Werner et Koselleck Reinhart (éds.), *Geschichtliche Grundbegriffe*, Klett-Cotta, Stuttgart, 1979.
- Kreis Georg (éd.), *Die Geschichte der Schweiz*, Schwabe, Bâle, 2014.
- Kreisel Werner, *Zum Problem der Waldhufen-Siedlungen am Beispiel des Schweizer Juras*, in: *Geographica Helvetica* 1974, n° 2/3, p. 97–108.
- Leutenegger Albert, *Geschichte der thurgauischen Gebietseinteilung*, Huber & Co., Frauenfeld, 1930.
- Lüönd Werner, *Die Volkszählung des 19. Jahrhundert im Kanton Zug*, in: *Tugium*, 6/1990, p. 70–96, Zoug, 1990.
- Maissen Thomas, *Geschichte der Schweiz, hier+jetzt*, Baden, 2010.
- Masé Aline, *Reichesberg Naum (1867–1928). Sozialwissenschaftler im Dienste der Arbeiterklasse*, Chronos, Zurich, 2019.
- Merian Matthäus, *M.Z. Topographia Helvetiae, Rhaetiae et Valesiae. Das ist Beschreibung der vornehmsten Städte und Platz in der hochlöbl. Eydgenossenschaft, Grawbünden, Wallis und etlicher Zugewandten Orten*. In Druck gegeben und Verlegt durch Matthaeum Merian, M.DC.XLII. (nouvelle édition: Wüthrich Lucas Heinrich (Postface), Bärenreiter-Verlag Kassel et Bâle, 1960).
- Meyer Karl, *Geographische Voraussetzungen der eidgenössischen Territorialbildung*, in: *Mitteilungen des Historischen Vereins des Kantons Schwyz*, Cahier 34, 1926, p. 29–224, <https://www.e-periodica.ch/digbib/view?rid=mhv-001:1926:34::44&id=browse&id2=browse5&id3=3#64>, consulté le 18 décembre 2021.
- Meyer-Lustenberger Karl, *Die Volkszählungen der Helvetik. Eine quantitative Auswertung der sog. Stäpferschen Pfarrherren-Enquête*, travail de licence chez M. Mattmüller, Uni Bâle, décembre 1978.
- Monnier Victor, *Bonaparte et la Suisse. Travaux préparatoires de l'Acte de Médiation (1803)*, Helbing & Lichtenhahn, Genève, 2002.
- Niederberger Josef Martin, *Ausgrenzen, Assimilieren, Integrieren. Die Entwicklung einer schweizerischen Integrationspolitik. Sozialer Zusammenhang und kultureller Pluralismus*, Seismo, Zurich, 2004.
- Office fédéral de la statistique, *Recensement fédéral de la population 2000. Évolution de la population des communes 1850–1990*, Neuchâtel, 2002.
- Opitz Peter, *Ulrich Zwingli. Prophet, Ketzer, Pionier des Protestantismus*, Theologischer Verlag, Zurich, 2015.
- Pauli W., *Die Vererbung des bäuerlichen Grundbesitzes in der Schweiz*, Verein für Sozialpolitik, vol. 178, München-Leipzig, 1930.
- Peyer Hans Conrad, *Verfassungsgeschichte der alten Schweiz*, Schulthess, Zurich, 1978.
- Pfister Christian, *Geschichte des Kantons Bern seit 1798, Vol. IV, Historischer Verein des Kantons Bern*, Berne, 1995.
- Pfister Christian et Egli Hans-Rudolf, *Historisch-statistischer Atlas des Kantons Bern, Historischer Verein des Kantons Bern*, Berne, 1998.
- Reinhardt Volker, *Geschichte der Schweiz*, C.H.Beck, Munich, 2006 (6^e éd. 2019).
- Rickenbacher Martin, *Napoleons Karten der Schweiz. Landesvermessung als Machtfaktor 1798–1815, hier+jetzt*, Baden, 2011.
- Sablonier Roger, *Gründungszeit ohne Eidgenossen: Politik und Gesellschaft in der Innerschweiz um 1300, hier + jetzt*, Baden, 2008.
- Saulle Hippenmeyer Immacolata, *Von «Pfarreruntertanen» zu Kirchgenossen. Kommunale Organisationsformen des kirchlichen Alltags im Spätmittelalter*, in: Hitz Florian et al. (éds.), *Gemeinden und Verfassung, Südschweiz* Buchverlag Coire/Glaris, 2011, p. 51–62.
- Schelbert Leo, *Einführung in die schweizerische Auswanderungsgeschichte der Neuzeit*, Verlag Leemann, Zurich, 1976.
- Sée Henri, *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris 1921, Slatkine Reprints, Genève, 1980.
- Sigg Otto, *Zivilgemeinde (canton de Zurich)*, in: DHS, version du 25 janvier 2015, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/026444/2015-01-25/>, consulté le 22 février 2022.
- Stadler Hans, *Communauté*, in: DHS, version du 17 février 2015, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/008970/2015-02-17/>, consulté le 22 février 2022.
- Steiner Peter, *Commune*, in: DHS, version du 5 avril 2013, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/010261/2013-04-05/>, consulté le 22 février 2022.
- Strickler Johannes et Rufer Alfred, *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik*, 11 volumes, Buchdruckerei Stämpfli & Cie., Berne, 1886–1911.
- Tröhler Daniel (éd.), *Volksschule um 1800. Studien im Umfeld der Helvetischen Stapfer-Enquête 1799*, Klinkhardt, Bad Heilbrunn, 2014. <https://opendata.swiss/de/dataset/stapfer-enquete-schule-in-der-schweiz-1799>, consulté le 29 septembre 2021.
- Walter Emil J., *Soziologie der Alten Eidgenossenschaft. Eine Analyse ihrer Sozial- und Berufsstruktur von der Reformation bis zur Französischen Revolution*, Francke Verlag, Berne, 1966.
- Walter François, *Échec à la départementalisation: Les découpages administratifs de la République Helvétique*, in: *Revue Suisse d'Histoire* 40, 1990, p. 67–85.
- Walter François, *Histoire de la Suisse, Tome 3, Le temps des révolutions (1750–1830)*, Collection Focus, Alphil, Neuchâtel, 2010.
- Wartmann, Hermann, *Atlas über die Entwicklung von Industrie und Handel der Schweiz in den Zeiträumen von 1770–1870*, Winterthur, 1873.
- Weber Hans, *Die zürcherischen Landgemeinden in der Helvetik 1798–1803*, Stiftung Schnyder von Wartensee, Zurich, 1971.
- Weisz Leo, *Die Schweiz auf alten Karten*, Verlag NZZ, Zurich, 1945 (2^e édition 1969).
- Würgler Andreas, *Confédération*, in: DHS, version du 8 février 2012, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/026413/2012-02-08/>, consulté le 22 février 2022.
- Zanolli Marco et Walter François, *Atlas historique de la Suisse. L'histoire suisse en cartes*, Livreo, Alphil, Neuchâtel, 2020.
- Ziegler Andreas R. (2019), *Der völkerrechtliche Status der Schweiz: Verträge, Schiedssprüche, Urteile und Erklärungen zur Sicherung der (territorialen) Souveränität (und der Neutralität) der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, in: *Schweizerische Zeitschrift für internationales und europäisches Recht*, vol. 29 (2019), 4, Schulthess §, p. 549–579, www.sriel.ch, consulté le 29 septembre 2021.

2 Recueils des effectifs de la population

Matthäus Merian, *Topographia Helvetiae, Stein am Rhein*



© MATTHÄUS MERIAN, 1642, Reprint Bärenreiter 1960.

2.1 Le projet: les dénombrements de la population des cantons de 1600 à 1850

Cette publication a pour but de saisir les données de tous les relevés démographiques connus et ayant été effectués sur le territoire de l'ancienne Confédération et des cantons actuels de la Suisse jusqu'en 1850. Les conditions posées à la prise en considération dans l'analyse sont leur «exhaustivité», c'est-à-dire qu'ils doivent couvrir toutes les paroisses ou communes d'une région ainsi que l'ensemble de leur population. Dans les 29 régions concernées, cela touche ainsi environ 260 enquêtes particulières, dont une trentaine englobent plusieurs cantons actuels. Les tableaux par canton du chapitre 3 affichent les totaux de la population des communes pour un nombre choisi de ces dénombrements, mais tous les recueils de données sont décrits dans les textes des cantons respectifs.

Le tableau 2.1 présente une liste par canton des relevés démographiques qui ont été retenus. Il est organisé par période de 30 ans avant 1798 et par période de 15 ans entre 1803 et 1850; chacune de ces périodes est située historiquement, conformément aux intitulés figurant dans le chapitre 1. Y sont également intercalées les indications relatives aux deux seuls recensements ordonnés et réalisés par une autorité à l'échelon national – le Recensement helvétique de 1798/99 et le Recensement de la Diète fédérale de 1836/37.

Le tableau 2.1 fournit une image très hétérogène des relevés démographiques selon les cantons et les périodes. La fourchette va de tous juste quelques dénombrements (GL, SH, GR) à plus d'une douzaine (ZH, FR, BL, AR, TI, GE et Valtelline). Neuchâtel, avec ses près de cent recensements annuels jusqu'en 1850, surpasse tout classement.

Liste des recensements dans les cantons

T.2.1

Ct.	Com.	RT	Rel.	Absolutisme				Lumières		Pré-révol.	République helvétique			Médiation	Restauration	Régénération	Rec. Diète fédérale	Radicalisme	Confédération
				≈1600	≈1630	≈1670	≈1700	≈1740	≈1770		≈1790	RH 1798	Ct 1800						
ZH	197	13	prot	1634/46	1671/89	1710	1740	1771-74	1792	1801	1799	1799		1812	1833	1836		1850	
BE	422	8	prot						1764	1799	1799	1799		1818	1831	1836/37	1846	1850	
LU	110	6	cath				1743/49	1754/68	1780-84	1798		1799	1810	1816		1837		1850	
UR	20	6	cath				1743/49	1754/68		1799		1799		1811		1837		1850	
SZ	30	6	cath				1743/49	1754/68		1799/02		1799			1833	1837		1850	
OW	7	7	cath				1743/49	1754/68		1799		1799		1811		1836/37		1850	
NW	12	8	cath				1743/49	1754/68		1799	1799	1799		1820	1835	1836		1850	
GL	26	5	mixte					1777		1799	1801	1799				1837		1850	
ZG	11	9	cath				1743/49	1754/68	1771	1799	1799	1799		1817	1830	1836	1847	1850	
FR	285	13	cath		1666/75		1760		1785	1799	1799	x		1811/18	1831/34	1836	1839/45	1850	
SO	132	9	cath			1692	1739	1769	1795	1798/00	1800	1799	1808		1829	1837		1850	
BS	4	10	prot	1634				1779	1795	1798		1799	1811	1815	1835	1837	1847	1850	
BL	89	13	prot	1585	1668	1699/1709	1743	1770/74		1798		1799	1811	1815	1833	1837		1850	
SH	36	6	prot					1771		1798	1798	1799				1836		1850	
AR	20	14	prot		1667		1734		1794	1799		1799	1804/12	1816/26	1830/34	1837	1842	1850	
AI	7	7	cath				1743/49	1754/68		1799	1801	1799	1810	1812	1836	1837		1850	
SG	92	6	parité	1637	1671	1709	1742/43	1760/72	1796	1799		1799	1809		1831	1837		1850	
GR	232	4	mixte				1745	1781		x	1803	x	1808		1835	1838	1848	1850	
AG	246	8	mixte				1743	1764; 68	1780	1799		1799	1803	1815; 17	1831	1837		1850	
TG	213	6	parité	1637	1671	1709	1743	1768	1781	1799	1799	1799			1831	1836/37		1850	
TI	259	13	cath	1600	1643	1671/85	1700/20	1745/61	1769	1784	1799	1798	1801	1808		1824	1836	1850	
VD	389	9	prot			1709		1764		1798	1798	1800	1803		1831	1837	1841/49	1850	
VS	170	10	cath			1701				1799		1799	1802/11	1816/21	1829	1837	1846	1850	
NE	73	15	prot				52-70	71-90	91-00		1798/01		01--12	13-24	25-36	1837	38-48	1850	
GE	39	12	mixte			1698	1739	1781	1794		1801/03			1816/22	1828/34	1837	1843	1850	
JU	84	10	mixte				1729	1770	1793		97/01/04			1818	1831	1836/37	1846	1850	
MH	2	10	prot			1699	1750	1782			1798		01--12	1821	1831	1836	1846		
RO	26	7	cath				1749	1754/68			1803			1813	1826	1834	1846		
VT	82	13	cath	1589	1624	1696/10	1730/54	1765/80			1797		1805	1815				1861	
CH	3315	263		2	6	6	12	21	25		22	19	20	15	20	24	28	13	

Types de décompte:
Dénombrement militaire
Recensement des grains
Décompte des communiantes
Status animarum
Recensement helvétique
Relevé confessionnel
Relevé politique
Recensement de la Diète fédérale
Recensement fédéral de la population

Sources:
Archives fédérales
Archives cantonales,
départementales et urbaines
Archives épiscopales
Littérature
Site web

Couverture:
x = Enquête non exécutée

Légende:
xx-xy = enquête annuelle
xx/xy = «et», deux enquêtes à des dates
différentes
xx;xy = deux enquêtes dans des espaces
différents

Source: compilation et qualification de l'auteur

Pris en considération les recensements qui furent ordonnés et réalisés par une instance nationale, ecclésiastique, cantonale ou régionale.
Le recensement doit couvrir l'ensemble d'un territoire de référence ou des territoires partiels clairement définis de celui-ci (par ex. communes campagnardes).
Exhaustivité: Le recensement doit saisir la «totalité de la population», resp. identifier les catégories exclues.
Les décomptes de qualité insuffisantes sont écartés.

Les cantons se différencient aussi par la fréquence des comptages selon les grandes périodes historiques. Si la plupart des cantons francophones se distinguent par des dénombrements réguliers après 1803, les relevés ecclésiastiques avant 1798 au Tessin et dans la Valtelline étaient particulièrement fréquents ainsi que, jusqu'en 1710, dans le canton de Zurich et dans la partie

réformée de Thurgovie. Quatre visites d'évêques, effectuées après 1740 dans le cadre du grand Évêché de Constance et bien documentées, fournissent le nombre «d'âmes» dans les régions catholiques de Suisse centrale, des «Freien Ämter», de Baden, de Rottweil et de Suisse orientale; le même constat vaut également pour quatre décanats de l'Évêché de Coire. Hormis à Neuchâtel,

des enquêtes publiques en nombre suffisant et bien échelonnées dans le temps ont également eu lieu dans les cantons de Bâle-Campagne et d'Appenzell Rhodes-Extérieures, dans les villes de Genève et de Mulhouse de même que dans les cantons de Soleure et du Jura, bien que les données spatialisées de ces dernières n'aient été que partiellement conservées. Le joyau rare d'un véritable recensement de la population est celui du relevé bernois de 1764 qui comprend également l'Argovie bernoise et le Pays de Vaud. Les territoires de l'ancienne Confédération qui ont été les plus négligés par les relevés laïcs sont les bailliages communs. Même le recensement bernois de 1764, pourtant de grande envergure, n'a pas inclus la population des territoires administrés en commun avec Fribourg dans le Gros-de-Vaud et aux abords des lacs de Neuchâtel et de Morat.

La compilation de ces grandes quantités de données fait la richesse de notre projet, mais elle a aussi ses revers. Car la tentation est grande de vouloir établir des comparaisons chronologiques à partir des séries de données traitées, ceci sans autre considération. Le procédé n'est souvent ni possible ni acceptable, car la façon d'opérer lors des différentes enquêtes et surtout les définitions utilisées pour désigner la «population résidente» varient fortement. Tous les chercheurs en histoire de la population et en démographie historique sont confrontés à ce problème; la plupart y font allusion dans leurs travaux afin de mieux se préserver de la critique tout en affirmant que les comparaisons chronologiques peuvent malgré tout aboutir à des résultats assez plausibles. Pourtant, la démographie historique a besoin de rattacher de temps en temps les séries chronologiques des baptêmes, décès et flux migratoires à un système de référence – et cela seuls des recueils d'effectifs peuvent le faire, c'est-à-dire justement des recensements de la population. Les définitions de la «totalité» d'une population seront examinées en détail tout comme les difficultés inhérentes à la comparaison des données.

Les neuf sous-chapitres contiennent une discussion des termes, concepts et méthodes ainsi que des questions relatives à l'organisation des recensements (2.2), un aperçu de la période de l'Ancien Régime (2.3), de la République helvétique et de son «Recensement helvétique» de 1798/99 (2.4) puis des modèles cantonaux des recensements durant la Médiation, la Restauration et la Régénération (2.5). Un sous-chapitre spécial est consacré au recensement de la Diète fédérale de 1836/37 à l'échelle de la Suisse (2.6). Suit une brève digression sur les villes en tant que parents pauvres de la statistique historique (2.7). La problématique de l'accueil réservé dans l'histoire aux sources de la statistique démographique en Suisse (2.8) ainsi qu'un résumé de la portée de notre travail (2.9) parachèvent le tout.

2.2 Les recensements: termes, concepts, méthodes, organisation

2.2.1 Terminologie

L'histoire de la statistique de la population est généralement subdivisée en trois étapes successives, préstatistique, proto-statistique et statistique (par exemple Pfister 2007). La transition de la phase pré- à la phase protostatistique est à fixer au cours du XVIII^e siècle lorsqu'on commença à utiliser des formules de saisie

pré-imprimées pour le recueil des données et à les présenter sous forme de tableaux, alors qu'auparavant le système des listes établies à la main restait du ressort des agents chargés du comptage. Selon cette définition, la phase proprement statistique remplace la phase protostatistique par la réalisation de dénombrements de la population couvrant l'ensemble du territoire national et par un catalogue de questions prédéfinies. Entre les trois périodes, les appellations se modifient également: de «décompte» (par ex. décompte des communiants), on passe à celle de «relevé» (par ex. relevé cantonal ou relevé administratif) puis à celle de «recensement» (par ex. recensement de la Diète fédérale), selon le degré d'organisation et l'étendue territoriale. La terminologie peut cependant varier entre les langues française et allemande. Ainsi, dans la littérature francophone, on parle plus aisément de «recensement» pour désigner l'ensemble de ces opérations, comme par exemple le «recensement des grains» ou le «Recensement helvétique».

Dans la présente publication, il est tenu compte de cette logique dans la mesure où elle paraît nécessaire à la description et à la compréhension de l'évolution. En revanche, et aussi dans un souci de diversification dans l'écriture, le texte n'adopte pas de ligne stricte. Les termes «relevé» (ou son synonyme «collecte des données») et «décompte» (ou ses synonymes «dénombrement» et «comptage») sont souvent utilisés en alternance, éventuellement aussi les équivalents «saisie» ou plus rarement «enquête». La désignation «recueil des effectifs de la population» peut s'appliquer à l'ensemble des opérations décrites ici et est aussi utilisée dans ce sens comme terme générique du chapitre. Nous avons malgré tout décidé de choisir la notion usuelle de «recensement de la population» dans le titre de la publication, car elle est mieux à même d'exprimer notre conception de l'évolution historique vers un recueil de données clairement conçu et comprenant la totalité de la population d'un territoire étatique étendu. Le recensement de la population bernoise de 1764, par exemple, est intitulé dans l'original «État de la population», bien qu'il présente déjà de nombreux traits fondamentaux d'un vrai recensement. Sur d'autres documents de l'époque, et ce jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, ne figurent également jamais de désignations précises de l'opération de comptage mais des en-têtes tels que «répertoire», «registre», «liste du peuple», «tableau de la population» ou «nombre de personnes». Souvent, il n'y a même pas de titre du tout.

Quant à la notion même de «statistique» ou d'«histoire de la statistique», elle ne peut être commentée ici que par quelques références. Selon Hans-Ulrich Jost (2016) et après une consultation comparative sur Internet dans quatre cultures linguistiques, un consensus semble régner sur les origines néo-latine, italienne et allemande du terme et sur son contenu signifiant «ce qui concerne l'entité étatique». L'expression semble attestée pour la première fois chez Girolamo Ghilini qui publia en 1666/68 un ouvrage sous le titre «*Ristretto della civile, politica, statistica e militare scienza*». La statistique émergea en tant que science vers le milieu du XVIII^e siècle au travers de plusieurs œuvres de précurseurs. Tout d'abord celle du pasteur Johann Peter Süssmilch (1707–1767) qui, avec son livre «*Die göttliche Ordnung in den Veränderungen des menschlichen Geschlechts ...*» de 1741, jeta les bases de la statistique démographique sans toutefois en utiliser déjà le terme; en 1749, Gottfried Achenwall (1719–1772), un historien prussien, édita son «*Abriss der neuesten Staatswissenschaft der vornehmsten Europäischen Reiche und Republiken*»; le médecin et économiste

François Quesnay (1694–1774), cofondateur et chef de file de l'«école physiocratique», élabore une représentation schématique du fonctionnement de l'économie dans son célèbre «Tableau économique» de 1758. En matière de politique économique, les physiocrates exigèrent que l'on renonce aux interventions de l'État et adoptèrent par là une position opposée à celle du mercantilisme dominant qui revendiquait l'encouragement des forces productives dans le pays et les excédents commerciaux. Tant les travaux des pionniers de la statistique que les confrontations dans le domaine de la politique économique trouvèrent un écho important en Suisse, comme nous allons encore le montrer (chap. 2.3.4).

Pris entre les mercantilistes et les physiocrates, le débat sur l'évolution démographique à partir du milieu du XVIII^e siècle prit une tournure critique envers l'État, car une diminution de la population était interprétée comme une défaillance de l'action publique. La polémique au niveau européen fut particulièrement virulente en Suisse. Le texte du pasteur de Vevey Jean-Louis Muret (1715–1796) «Mémoire sur l'état de la population dans le Pays de Vaud» de 1766 déclencha indirectement la mise en œuvre du grand recensement de la population bernoise de 1764. En raison de ses enquêtes critiques, le pasteur et statisticien zurichois Johann Heinrich Waser (1742–1780) fut même exécuté. En 1798, l'économiste anglais Thomas Robert Malthus formulait sa vision pessimiste dans une «loi démographique» selon laquelle l'humanité irait vers un déséquilibre croissant entre les moyens de subsistance à disposition et une augmentation démographique non-contrôlée (Malthus 1798). Malgré de fortes oppositions sur les plans théorique et empirique, la théorie de Malthus marqua durablement les esprits.

2.2.2 Concepts

Dans sa vue d'ensemble des relevés statistiques de la population dans les cantons-villes de la Suisse au XVIII^e siècle, Christian Simon (1984) a adopté la position souvent défendue dans le contexte international que «le savoir démographique est un savoir du pouvoir, en fonction de son origine et de son application (...), et sert à des besoins concrets des administrations centrales: finances, impôts, militaire, assistance aux pauvres». Il a défini les recueils de données démographiques de cette époque comme étant «inséparables de l'absolutisme». Dans ses propos, Simon fait aussi référence à l'utilisation cruciale des connaissances démographiques dans le débat naissant autour de l'augmentation ou de la diminution de la population.

Cette référence préliminaire se rapporte à des États absolutistes dotés d'un appareil administratif bien développé. Or, il ressort de la synthèse du tableau 2.1 que, dans l'ancienne Confédération d'avant 1760 environ, très peu de collectes de données furent prises en main par des autorités séculières. Cette constatation vaut même encore si nous considérons les relevés incomplets, conformément à la définition des types de recensements du tableau 2.2 ci-dessous, qui ne sont pas prioritaires pour nous. Walter Letsch (2017) explique la faible fréquence des relevés démographiques dans l'Ancien Régime par la petitesse des cantons et, par conséquent, par les bonnes connaissances géographiques et économiques des élites dirigeantes. Il renvoie, en outre, à l'organisation financière autonome des cantons et à la législation militaire imparfaite pour laquelle des estimations suffisaient. Pendant

longtemps, les administrations des vieux cantons ne furent pas en mesure de reconnaître l'utilité des bases statistiques. Et dans les cantons-villes patriciens de l'ancienne Confédération, le lien entre «pouvoir» et «recours à l'instrument d'un dénombrement de la population» ne joua qu'un rôle secondaire, si ce n'est dans le domaine de l'aide aux pauvres et de la lutte contre la faim.

L'avènement de la statistique en tant que science ainsi que le questionnement démographique, par passion et engagement politique, ont créé une nouvelle génération de recensements de la population. Un grand nombre de ces dénombrements ne furent pas mis en œuvre par les gouvernements mais lancés ou même réalisés par des sociétés ou des individus, le plus souvent des hommes d'Église.

Christian Pfister (2007) a distingué les enquêtes sur les effectifs de la population selon **le type de recensement** et la finalité politique, Markus Mattmüller (1987) a parlé de **motivations**. Nous associons ces typologies et tentons d'identifier leurs forces et leurs faiblesses pour des études démographiques en tenant compte de différents aspects (tableau 2.2).

Le tableau 2.2 indique l'unité de décompte considérée pour chaque type de recensement et le degré d'exhaustivité qui en découle, ainsi que la possibilité d'extrapoler les informations recueillies sur un sous-groupe de la population à l'ensemble de cette dernière. Les groupes exclus (ou s'excluant) d'un type de recensement donné indiquent à quel point il est possible d'évaluer les totaux de la population. Les quatre dernières colonnes du tableau renvoient à des problèmes structurels inhérents à chaque type de recensement, à savoir une évocation du contexte dans lequel il s'est déroulé, suivie d'une estimation de la propension de la population à se laisser recenser, respectivement la propension d'un agent à indiquer trop ou trop peu de membres d'un ménage. Selon la finalité d'une enquête, le risque existe de sous-évaluer ou de surévaluer le nombre de personnes (ou les deux en même temps) et donc d'entraîner des distorsions structurelles. La rubrique «Insertion dans la tendance à long terme» positionne une année de décompte sur la courbe de la longue évolution de la population. En principe, il faudrait également tenir compte du moment et de la durée d'un dénombrement au cours de l'année en question, mais leur impact ne peut pas être jaugé de manière fiable sur la base des documents disponibles.

Tant les recensements des grains que les dénombrements à des fins militaires ont souvent eu lieu durant des années de crise et donc proches d'un relatif minimum de population. Les décomptes des communiants ne dépendent pas de fluctuations démographiques et conjoncturelles mais reposent souvent sur des estimations ou sur des comptages plus ou moins exacts des fidèles à la sortie de la messe de Pâques. Dans l'Église catholique, les filles recevaient la communion à l'âge de 12 ans, les garçons à l'âge de 14 ans. À défaut d'une indication, les «non-communiants» – et en premier lieu les enfants – ont souvent dû faire l'objet d'une estimation dans les études démographiques afin d'obtenir des comparaisons valables dans le temps. Notre travail n'a utilisé que les résultats des visites épiscopales se rapportant aux deux catégories, résultats qualifiés à l'époque de «décomptes des âmes».

Cette publication prend en considération tous les recueils de données démographiques, indépendamment de leur **finalité/motivation** et quelles que soient les institutions ou les personnes responsables de leur mise en œuvre (Église, État, sociétés, privés). Les relevés qui ne comprennent qu'une partie

Types de recensements

Type de décompte / finalité	Unité de décompte	Degré d'exhaustivité	Extrapolation à la population totale	Groupes saisis	Groupes exclus ou s'excluant	Période	Contexte, intérêts	Propension de la population à participer	Insertion dans la tendance à long terme	Précision atteignable dans l'idéal
dénombrement des feux	maisons, parties de maisons, ménages	exhaustivité des «feux»	possible	ménages avec foyers (cheminées)	ménages des pauvres	<1700	?	?	?	acceptable
serment de fidélité	sujets, censitaires	allégeance personnelle, non territoriale	difficile	hommes adultes	élites	<1500	accession au pouvoir du seigneur	faible	neutre	faible
dénombrement fiscal	contribuables	dénombrement partiel	difficile	hommes fortunés, veuves	âgées, étrangers, dispensés	<1700	état des ressources financières	faible	plutôt mauvaise (crises)	faible
dénombrement militaire	conscrits	dénombrement partiel	possible	hommes, souvent selon des classes d'âge	p. âgées, étrangers, exemptés	<1798, 1798, 1837	années de menace et de guerre	faible	plutôt mauvaise (crises)	acceptable
recensement des grains	personnes à nourrir	exhaustivité relative (enfants = 1/2)	pas nécessaire	«tous et toutes», diff. selon l'âge	ecclésiastiques, bourgeois citadins à la campagne	1630–1800	épidémies, années de crise et de famine	(trop) grande	mauvaise (proche du minimum)	assez bonne
décompte des communicants (diocèse)	âmes	exhaustivité relative par groupe confessionnel	pas nécessaire	communiquants, non-communicants	excommuniés, hérétiques, juifs, anabaptistes	1500–1830	visites régulières prescrites	neutre	neutre	souvent des estimations
registre ecclésiastique «status animarum»	âmes	registre «exhaustif»	pas nécessaire	tous les habitants de la confession concernée	groupes mobiles	dès 1640	contrôle ecclésial des croyants	relevé par le clergé	neutre	bonne (résidents)
relevé démographique administratif	habitants	exhaustivité relative	pas nécessaire	«tous et toutes», habitants établis, év. tolérés	souvent : groupes marginaux mobiles	dès 1750	contrôle administratif, intérêt scientifique	?	neutre	bonne
relevé politique de la démocratie	habitants	exhaustivité relative	pas nécessaire	«tous et toutes», résidents établis, résidents provisoires	souvent : groupes marginaux mobiles	dès 1798	arrondissements électoraux, intérêt scientifique	bonne, dépend du régime	neutre	bonne

de la population sont toutefois écartés. Cela exclut autant les dénombrements des feux ou des ménages que ceux concernant les contribuables ou les conscrits. La même logique s'applique aux décomptes des communicants sans l'incorporation simultanée des non-communicants. En règle générale, la recherche en démographie historique procède de manière inverse, en estimant et en extrapolant l'effectif hypothétique de la population totale à partir de tous les relevés partiels disponibles ou de l'analyse de certaines communes ou groupes de communes.

Nos critères restrictifs éliminent ainsi la plupart des relevés datant d'avant 1600 et, pour ce qui est des recensements plus tardifs, tous les décomptes ecclésiastiques sans saisies des non-communicants. Le fait de se limiter aux «recensements exhaustifs», c'est-à-dire qui comprennent toutes les personnes masculines et féminines vivant sur un territoire déterminé, donne la priorité à trois types de recensements : les «décomptes des âmes», les dénombrements des pauvres et les inventaires des récoltes céréalières ainsi que les recensements ultérieurs dont l'intérêt prépondérant est d'ordre «administratif et démographique», y compris la fonction politique du découpage des circonscriptions électorales avec détermination du nombre de

députés. Pour le XVIII^e siècle, il s'agit ainsi principalement de relevés privilégiant des aspects d'assistance et de prévention. À la préoccupation du «salut des âmes» dans l'au-delà s'ajoutèrent de plus en plus des mesures destinées à sauver également les gens dans la vie d'ici-bas, y compris les femmes et les enfants dont l'existence n'intéressait pas les dénombrements fiscaux ou militaires. Jusque dans le XIX^e siècle toutefois, même les relevés ecclésiastiques ne comptèrent souvent que les adultes (communicants).

2.2.3 Les caractéristiques saisies dans les enquêtes

Dans le présent ouvrage, les tableaux des communes par canton ne contiennent que les totaux de la population. Les documents originaux que nous avons consultés contiennent cependant souvent aussi certaines caractéristiques individuelles.

Une diversification progressive de la couverture statistique s'est installée au cours du temps en récoltant des variables supplémentaires, telles que le sexe, les classes d'âge, la position dans le ménage, le droit d'origine ou le droit de cité, la profession, la confession, parfois aussi des indications sur l'état de santé. Les membres

absents d'un ménage font fréquemment l'objet d'une analyse à part. Le catalogue des variables reflète l'intérêt politique porté à un type de questionnement, et certains relevés étaient beaucoup plus intéressés par des sous-groupes de population que par sa totalité, en particulier des minorités confessionnelles et d'origine. Dans de nombreux dénombrements, le degré d'exploitation de ces caractéristiques et la finesse des présentations y restent toutefois modestes, même lors de riches séries de questions.

Dans les dénombrements fiscaux, on trouve des indications sur la profession et la fortune des ménages soumis à taxation dont les chefs pouvaient être des hommes ou des veuves. Les dénombrements militaires ne comptent souvent que les hommes, la plupart du temps par la définition de trois classes d'âge. Les recensements des grains comptabilisent l'ensemble de la population, souvent en combinaison avec le sexe et l'âge. Enfin, dans les relevés «scientifico-administratifs» à partir de 1760 environ, les listes des variables s'amplifient.

La **prise en compte des femmes** dans les recueils de données démographiques s'est améliorée pas à pas, avec de grandes différences temporelles et spatiales. Dans les premiers recensements incluant des caractéristiques individuelles, seuls les chefs de famille étaient généralement mentionnés nominalement, tandis que les femmes (ainsi que les enfants) étaient marqués par des traits. Cela a tout de même permis de faire apparaître toutes les personnes individuellement. Si, en règle générale, toutes les personnes étaient caractérisées par leur âge, seuls les hommes l'étaient par leur profession. Dans le Département du Mont-Terrible, le Recensement helvétique de 1798/99 saisit en partie également les métiers exercés par les femmes. Ce fut le cas notamment dans les communes du Vallon de St-Imier qui connurent un développement industriel précoce. À partir de 1785, ces communes avaient également ouvert les métiers de l'horlogerie aux femmes (Donzé 2009), et on trouve dans le recensement français des qualifications telles que polisseuse, émailleuse, vuideuse ou encore couturière, pensionnaire, servante.

Tous les adeptes d'une **confession** représentaient l'ensemble de base lors des «décomptes des âmes» et pour les «*status animarum*», c'est-à-dire les registres des croyants tenus par le clergé. Lorsque les évêques étaient en même temps les seigneurs temporels du territoire d'un évêché, les décomptes comprenaient également les personnes de confessions différentes. La couverture de ce livre reproduit une page tirée d'un recensement de

1669 de la principauté abbatiale de Saint-Gall, sur laquelle figure la distinction «Cath.» et «Acath.» (non-catholiques). Après 1803, la caractéristique de l'appartenance confessionnelle devint surtout importante dans les cantons mixtes.

Sur toute la période de 1740 à 1850 (et jusqu'en 1990), la question du **droit d'origine, et plus tard, du droit de bourgeoisie**, fut un critère essentiel de différenciation dans les recensements, car elle touchait à des aspects juridiques fondamentaux. Après une phase de régime libéral jusqu'autour de 1600, l'accession à la bourgeoisie des villes (ou des villages) fut totalement prohibée en de nombreux endroits au temps de l'absolutisme. Pour justifier un nouvel assouplissement de ces restrictions, les recensements de la population de la fin du XVIII^e siècle avaient aussi des arguments à faire valoir (à propos des efforts en ce sens d'Isaak Iselin à Bâle, voir Gschwind 1977).

Après que la République helvétique eut abrogé la différenciation selon le statut de citoyenneté (pour la population suisse), l'Acte de Médiation de 1803 autorisa les cantons à régler à nouveau eux-mêmes leurs rapports internes. L'ancienne distinction de la population en fonction de son origine fut réintroduite, mais son poids politico-juridique s'amenuisa progressivement. Dans ce contexte, et mis à part le sexe, les catégories de droits de cité furent le type de question le plus souvent saisi dans les recensements. Les «sans patrie» étaient généralement des autochtones ayant perdu leur droit de bourgeoisie. La loi fédérale du 3 décembre 1850 sur les apatrides leur conféra un droit de cité communal.

2.2.4 Définition de la population résidente

La définition et la saisie correcte de l'ensemble de base d'une population à recenser sont les questions les plus difficiles à résoudre lors des relevés démographiques. Les décomptes des communiants sont basés sur la totalité des membres d'une paroisse, respectivement des personnes assistant aux services religieux, les dénombrements des bourgeois sur la totalité des ayants-droit. Mais qui appartient à la «population résidente»? Sur la base des sept recensements complets de 1817 à 1870 du canton de Zoug, Werner Lüönd (1990) a élaboré un modèle-type du recensement «idéal», en combinant le droit d'origine et le statut de séjour. Nous l'appelons le «modèle de Zoug» (tableau 2.3) dont l'application concrète est présentée dans le chapitre sur le canton de Zoug.

Les rubriques d'un recensement idéal

T.2.3

Droit d'origine	Statut de séjour							
	Bourgeois Résidents établis		Résidents provisoires		Personnes de passage		Apatrides	
	Présents	Absents	Présents	Absents	Présents	Présents	Présents	Absents
Commune	x	x			x			
Canton	x	x	x	x	x			
Suisse	x	x	x	x	x			
Étranger	x	x	x	x	x	x		
Apatride					x		x	x

Selon Werner Lüönd, Die Volkszählungen des 19. Jahrhunderts im Kanton Zug, Tugium, 6/1990.

Le tableau de Werner Lüönd distingue la population selon les cinq degrés du droit d'origine, comme cela fut fait dans de nombreux recensements de la première moitié du XIX^e siècle. Le statut de séjour spécifie d'abord le groupe des bourgeois et des résidents permanents puis le groupe des résidents provisoires. Les personnes ayant ces deux formes de statuts peuvent être présentes ou absentes lors d'un recensement. Les personnes de passage n'ont pas de domicile sur place mais peuvent appartenir à toutes les catégories d'origine, tandis que les réfugiés sont ou étaient toujours d'origine étrangère. Lors d'un comptage, ces deux groupes ne peuvent être que «présents». En revanche, les autochtones apatrides ayant perdu le droit de bourgeoisie ou les itinérants qui ne sont que «tolérés» peuvent être aussi bien présents qu'absents.

Le «recensement idéal» tient compte de toutes les situations juridiques et statutaires; un recensement qui se concentre sur la «population résidente» devrait exclure les absents. Grâce à cette nomenclature, Lüönd a pu montrer pour le canton de Zoug que ce sont principalement les personnes ayant un droit d'origine aléatoire (étrangères et étrangers, apatrides) ou celles effectuant un séjour de courte durée (personnes de passage et réfugiées) qui ne furent pas dénombrées ou alors de manière inégale. Leur saisie s'est toutefois nettement améliorée entre 1817 et 1870. Le recensement fédéral de 1860 fit pour la première fois la distinction entre «population résidente» et «population présente» et désigna en conséquence deux ensembles de base.

Dans son schéma, Lüönd dut en outre prendre en compte une difficulté à laquelle sont confrontés tous les recensements jusqu'à aujourd'hui: la différenciation des absents selon la nature et la durée de l'absence. Une personne que le recenseur ou l'agent n'a pas pu rencontrer lors d'un dénombrement pouvait s'être rendue au marché, se trouver en pèlerinage, en déplacement pour les vendanges, dans les mayens ou sur l'alpage pour ce qui est des communes alpines, enrôlée dans une armée étrangère, etc. – ou émigrée définitivement. Le comptage particulièrement épineux est celui des personnes pratiquant la migration saisonnière ou un mode de vie itinérant. Un certain nombre de recensements que nous avons étudiés ont noté les raisons des absences, beaucoup d'autres contiennent des instructions sur la manière de procéder dans ces cas-là. Il était ainsi possible de faire la différence entre les absents «provisoires» et les émigrés définitifs.

Il faut considérer, bien sûr, que la mise en pratique des instructions sur le terrain n'était pas toujours simple et que les communes pouvaient les interpréter de façon différente. Dans les collectes de données jusqu'au XVIII^e siècle, les groupes de personnes situés aux deux pôles de la stratification sociale furent souvent occultés, parce que les élites se soustrayaient au recensement et parce que les personnes mobiles, en particulier celles appartenant aux couches sociales inférieures, n'étaient pas saisies ou carrément exclues.

Les travaux de recherche en démographie usent de différentes approches pour inclure ou exclure les personnes absentes. Vu la diversité de nos sources, il n'était pas possible d'adopter une marche à suivre cohérente. Nous avons néanmoins écarté les «décomptes des bourgeois» à proprement parler, car ces derniers furent de plus en plus nombreux à émigrer définitivement. En principe, les relevés retenus sont des dénombrements de la «population résidente», c'est-à-dire des personnes présentes et domiciliées, y compris celles momentanément absentes. Lorsque cela était possible, nous avons adapté les résultats d'une enquête dans ce sens.

Le type de comptage est inscrit dans les en-têtes des tableaux cantonaux. Les comparaisons chronologiques qui sont méthodologiquement irrecevables, par exemple entre les décomptes des communiantes et le Recensement helvétique, sont en outre signalées par des chiffres en gras ou en italique. Pour la lecture, il est recommandé de se référer aux indications contenues dans les textes. Dans les tableaux par canton, les données communales adaptées – après corrections des erreurs – sont annotées par un exposant ^r, l'introduction des nouvelles valeurs estimées par un exposant ⁱ et les répartitions de données disponibles à un niveau supérieur aux communes par un exposant ^s.

2.2.5 Aspects méthodologiques et organisationnels des recensements retenus

Méthodes de relevé: Dans les recensements pris en considération, la saisie des effectifs et parfois des caractéristiques d'une population fut faite par estimation, dénombrement des personnes présentes, relevés auprès de personnes de référence (curé/pasteur, chef de l'exécutif, bailli), comptage des chefs de famille, des hommes adultes ou de «toutes» les personnes. Le cas échéant, il s'agissait aussi d'extraits de registres (par exemple des «*status animarum*» ou des «âmes») dont la qualité fut souvent douteuse et ne permit souvent pas non plus de faire la différence entre personnes présentes et absentes.

Enfin, il est possible d'évaluer un effectif antérieur ou postérieur par un calcul prévisionnel (ou rétrospectif) des chiffres de la population. Cette méthode – souvent utilisée dans la recherche en démographie – avait déjà été prévue par les responsables du recensement de la population bernoise de 1764. En-dehors d'un état des lieux immédiat, les pasteurs étaient tenus de rétablir des registres des naissances et des décès pour les 33 respectivement les 63 années précédentes, de même que pour les immigrations et les émigrations des 10 années précédentes. Par ce biais, Christian Pfister (1994) a déterminé les chiffres hypothétiques de la population pour les années 1700 et 1730. Nos séries démographiques ne contiennent toutefois qu'une seule fois des données rétropolées (BE 1730).

Instances et différences d'exécution: Le mandat et l'organisation d'un dénombrement de la population furent le fait de l'Eglise ainsi que des gouvernements des villes et des cantons. La prescription d'un recensement par une instance fédérale ne se produisit que deux fois avant 1848. Certains relevés furent aussi initiés et réalisés par des sociétés scientifiques ou par des individus. Sur toute la période considérée, un bon nombre de recueils de données mobilisèrent en même temps aussi bien des acteurs religieux que profanes. Les hommes d'Eglise avaient accès à leurs registres paroissiaux, car ils étaient responsables de la tenue de livres baptismaux, de listes des mariages et des décès. Pour ce faire, la République helvétique introduisit en 1799 les registres d'état civil. Après l'abrogation de cette disposition en 1801, les cantons commencèrent cependant à réinstaurer cet instrument à partir de 1815. Dans les cantons protestants, des officiers d'état civil remplacèrent les ecclésiastiques dès 1830. En 1876, la Confédération imposa cette procédure dans toute la Suisse (Perrenoud DHS).

L'état des sources entre régions catholiques et réformées fut considérablement différent jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Les enquêtes étatiques des 13 anciens cantons varièrent

énormément, et la population des «bailliages communs» ne fut jamais dénombrée par des instances séculières jusqu'en 1780. La qualité des recensements dans les territoires qui ne faisaient alors pas encore partie de la Confédération était foncièrement meilleure que celle dans la plupart des cantons suisses. Ainsi, les villes de Genève et de Mulhouse, par exemple, organisèrent des relevés exhaustifs. Les décomptes annuels de la population dans le Neuchâtel prussien n'eurent pas d'équivalents. Mais des comptages réguliers eurent également lieu dans le Fricktal autrichien, et les visites des évêques de Côme et de Milan furent plus nombreuses que celles dans les évêchés au nord des Alpes. La Principauté épiscopale de Bâle, elle aussi, organisa plusieurs dénombrements laïcs.

Qualité des données: Un recensement de la population implique de nombreuses étapes qui, additionnées, font sa qualité. Une préparation rigoureuse était certainement un facteur déterminant – question que les commanditaires, faute de temps, évaluaient le plus souvent (ou ne pouvaient pas prendre en compte). Certains aspects qualitatifs peuvent être jugés sur la base des sources transmises. Les décomptes des communiant·s livrent un chiffre unique, non vérifiable. Les documents des recensements contiennent, dans le meilleur des cas, des listes des ménages et de la population avec une ligne par personne et avec des colonnes de variables (sexe, statut dans le ménage, éventuellement âge, année de naissance, confession, droit de cité ou profession exercée). Fréquemment, mais pas toujours et de loin s'en faut, les indications figurant dans ces colonnes étaient additionnées à chaque page et les sommes des pages agrégées pour chaque commune. Chacun de ces pas pouvait entraîner des fautes, cela d'autant plus lorsqu'aucun total transversal des variables n'était calculé. Et il n'est pas toujours évident d'arriver à déceler si certaines caractéristiques sont partie intégrante d'autres variables ou non.

Exploitation des résultats: L'analyse des données recueillies autrefois se fit, en règle générale, directement dans la foulée du dénombrement lui-même, parfois leur traitement fut différé. Pour partie, les résultats ne furent exploités que plus tardivement par la science, et ce jusqu'à nos jours. Un examen approfondi des publications de l'époque révèle parfois des divergences notables, comme ce fut le cas à Soleure (1808) lorsque deux publications quasiment simultanées présentèrent des résultats forts différents. Mais «le pouvoir du chiffre imprimé» et le gros investissement qu'aurait exigé une vérification au rendement incertain ont fait que les résultats publiés initialement furent très souvent repris tels quels. Des chiffrages ultérieurs de données non additionnées dans les documents originaux furent, en revanche, assez nombreux. La thèse de doctorat de Alfred Perrenoud (1979) sur la ville de Genève, qui a englobé la population totale de la ville résultant de six recensements, est demeurée exemplaire jusqu'ici (Bardet et al. 1980). Les possibilités du traitement électronique des données ont rendu la saisie et l'exploitation de données individuelles avec leurs caractéristiques à nouveau gratifiantes (NW, Kraemer 2014; ZH, Letsch 2017; FR, Familysearch.org).

Conservation et transmission des résultats: La qualité maximale de la conservation est celle des dénombrements dont le matériau d'origine existe encore, suivis de ceux dont les totaux de l'époque par commune et par catégorie de population sont encore là et, enfin, ceux pour lesquels on dispose d'agrégations à un niveau supérieur, par exemple au niveau des districts. Un autre

groupe est constitué de relevés dont les originaux ont disparu mais dont on peut trouver les résultats dans la littérature secondaire. Il y a cependant aussi des dénombrements dont l'existence ne peut plus qu'être soupçonnée à partir de certains indices.

De tout temps, les archives furent confrontées au dilemme entre conservation et élimination. Comme les documents originaux de recensements de la population peuvent prendre beaucoup de place, on peut constater de grandes différences en matière de politique d'archivage entre les 26 archives cantonales. En comparaison internationale, peu d'archives de la Suisse ont été détruites par des actes de guerre ou des incendies (Sion 1788). La lacune actuelle de documents statistiques sur la population est donc plutôt due à des décisions des responsables de s'en débarrasser ou alors à leur détournement par des utilisatrices et utilisateurs. Cela s'applique à la documentation des 200 ans d'histoire des recensements et jusqu'à un passé récent.

Gestion des sources (voir aussi chap. 2.8): Les sources à disposition ont été abondamment consultées, tant par des scientifiques que par des personnes intéressées par l'histoire. La plus forte demande provient aujourd'hui encore de la généalogie. D'une part, le fait que les objets présentant un intérêt soient conservés aussi bien dans des archives cantonales, communales que paroissiales rend les choses difficiles pour la recherche. D'autre part, la longue stabilité territoriale des cantons et des communes sur 200 ans a favorisé la continuité institutionnelle et donc la cohérence géographique dans les archives.

La gestion des sources implique de relever certains défis pratiques. En font partie la diversité des langues utilisées (y compris le latin) ainsi que les différents types d'écriture, dont l'écriture cursive allemande. Il faut en outre prendre en considération que la plupart des documents sont des transcriptions et que, dans des documents majeurs, la calligraphie pouvait être plus importante que l'exactitude du contenu.

Modifications des frontières d'États et de diocèses: Les modifications et les transferts territoriaux posent un problème particulier à la recherche statistique et démographique. Par chance, ces changements furent relativement rares en Suisse. Après 1815, la séparation des deux Bâle (1833) et la sécession du Jura de Berne (1979) furent une gageure pour les archives concernées. Les plus grands problèmes après une réforme territoriale découlèrent de la réorganisation des diocèses après 1800, dans la mesure où presque tous étaient des territoires transfrontaliers. Lors du partage des fonds historiques entre les différentes archives, les documents furent répartis par bailliage ou par décanat, éventuellement par district, mais non par commune.

Modifications des frontières communales: En dépit de nombreuses séparations et fusions de communes, les structures institutionnelles à l'intérieur des cantons sont également restées comparativement stables, de même que les limites communales. Nous assistons aujourd'hui pour la première fois depuis 200 ans à une restructuration politique et administrative fondamentale dans de nombreux cantons avec des fusions communales à large échelle et la suppression des districts.

Le faible mouvement de fusions par le passé et surtout le besoin de disposer de chiffres comparables ont souvent amené les chercheurs et aussi les services de statistique à extrapoler des données démographiques historiques à l'état le plus récent des communes. La présente publication énumère cependant toutes les communes

ayant existé depuis 1803/15 avec leurs nombres d'habitants respectifs. Dans la mesure où les sources le permettaient, nous avons également indiqué les dates de création ou de dissolution d'une commune, ceci grâce aussi aux descriptions de communes contenues dans le Dictionnaire historique de la Suisse (DHS). En règle générale, la date indiquée est celle de l'entrée en vigueur d'une modification et non celle de la décision politique en la matière.

Principes de présentation dans les tableaux des communes :

Cette question apparemment secondaire est pourtant celle qui a demandé le plus de temps lors de la collecte et de la présentation des données. Dans un tableau, les communes pouvaient être ordonnées en fonction de différents critères, à savoir dans une logique géographique, alphabétique ou historico-hiérarchique. Des versions mixtes ont également été utilisées, comme notamment l'ordre officiel des cantons suisses selon l'année de leur entrée dans la Confédération, avec toutefois une position particulière pour les trois cantons-villes de Zurich, Berne et Lucerne. La succession des communes paroissiales dans un décompte est souvent conditionnée par des raisons organisationnelles, par exemple par l'itinéraire de déplacement lors d'une visite pastorale. Des difficultés supplémentaires découlent du plurilinguisme et des différences orthographiques des localités, pour la Suisse en particulier dans les Grisons, et en cas de noms composés (par ex. Haute-, Basse-). Des ruptures dans la classification des communes peuvent être dues à une réorganisation à l'échelon supérieur (districts, parfois aussi arrondissements). Le système de numérotation hiérarchique des communes, districts et cantons, introduit en 1964 par l'Office fédéral de la statistique à des fins de traitement électronique des données, est cependant encore valable aujourd'hui (voir l'introduction du chapitre 3 au sujet de la numérotation des communes supprimées avant 1964). Dans les tableaux par canton, l'ordre des communes correspond toujours aux territoires des cantons actuels (à l'exception de Berne/Jura) et aux districts dans leurs frontières officielles entre 1830/1850 et la fin du XX^e siècle.

Un autre aspect s'est avéré bénéfique pour notre travail : il n'y a que quelques douzaines de communes en Suisse qui ont changé de nom au cours des 300 à 400 dernières années, et il n'y a aussi que peu de localités qui sont apparues ou ont disparu durant cette longue période.

2.3 Les enquêtes ecclésiastiques et étatiques sur la population avant 1798

2.3.1 Décomptes des communiantes

Le Concile de Trente (1545–1563), qui est à l'origine du renouvellement de l'Eglise catholique après le choc de la Réforme, prit des décisions afin de renforcer l'accompagnement et le contrôle des évêques, des curés et des croyants : dans le domaine qui nous intéresse ici, il introduisit l'obligation de résidence de l'évêque dans l'évêché, stipula les visites à effectuer dans les paroisses et obligea le clergé à tenir des registres paroissiaux des baptêmes et des mariages ; les registres des décès suivirent plus tard. L'application des directives fut encouragée par une papauté favorable à des réformes et par des évêques engagés, parmi lesquels Charles Borromée (1538–1584), neveu du pape Pie IV et archevêque de Milan, qui fut considéré comme «un modèle d'évêque post-tridentin»

(voir l'article sur Charles Borromée dans DHS). Ne serait-ce que pour endiguer l'expansion du protestantisme, le «*Protector Helvetiae*» accorda une attention particulière aux cantons catholiques de la Confédération et à leurs bailliages tessinois qui étaient en partie soumis à sa juridiction ecclésiastique.

Les évêques de Milan et de Côme furent ainsi les premiers à effectuer des visites régulières dans la Confédération et à saisir tôt déjà, c'est-à-dire dès 1589, le nombre de fidèles de chaque paroisse (comptages réguliers au Tessin et en Valtelline). Les réformes tridentines mirent toutefois un certain temps avant de s'imposer également au nord des Alpes. Ici, des décomptes exhaustifs des âmes n'eurent lieu qu'à l'occasion de quelques visites seulement : dans l'Évêché de Lausanne en 1666 et 1675 ainsi que partiellement en 1760, dans l'Évêché de Bâle jamais complètement, bien que les communiantes aient souvent été sondés au cours du seul XVIII^e siècle. Pour l'Évêché de Coire, nous disposons de résultats pour les années 1735, 1749, 1761 et 1775, pour l'Évêché de Constance pour les années 1743, 1749, 1753/54 et 1768. Dans l'Évêché de Genève/Annecy, il y eut certes jusqu'à 17 visites épiscopales dans chaque paroisse entre le XIV^e et le XVIII^e siècle (Rebord 1921), mais aucune des dernières ne compta le nombre d'âmes. Des données démographiques régionales provenant des visites épiscopales dans l'Évêché de Sion ne sont pas connues, mis à part le décompte des croyants que le curé de Loèche entreprit dans sa grande paroisse en 1703. L'illustration de la page couverture de la présente publication montre une image extraite de la visite des abbés de Saint-Gall de 1669 (TA 2).

Enfin, il faut encore mentionner les documents imprimés de six visites épiscopales de Constance dont quatre contiennent des décomptes d'âmes (TA 3). Nous avons entièrement repris ces résultats en ce qui concerne les communiantes et les non-communiantes, et ils apparaissent dans les tableaux comme totaux des âmes. Ces livres comprennent aussi des chapitres spéciaux consacrés à chaque paroisse avec indication nominale du ou des curés ainsi que des registres des membres des couvents et congrégations.

2.3.2 Les «*status animarum*» zurichoises à partir de 1634

Au temps de l'absolutisme, au plus fort des tensions confessionnelles et politiques durant la guerre de Trente Ans, l'Eglise protestante du canton de Zurich se mit également à dénombrer ses fidèles. Dès 1634, les pasteurs eurent à énumérer nominativement toutes les personnes à intervalles réguliers (voir TA 1 et le texte sur le canton de Zurich), une consignation qui touchait non seulement les paroisses réformées de Zurich mais aussi celles de Thurgovie. Par ces «registres des âmes», l'Eglise réformée entendait s'imposer face aux catholiques et aux anabaptistes. Cela permettait aussi de vérifier le niveau de connaissance des candidats à la confirmation. Dans le contexte suisse et au-delà, les registres paroissiaux zurichoises constituent une documentation extrêmement précieuse et précise. Ces dénombrements, répétés tout d'abord tous les trois ans mais plus de manière systématique par la suite après 1710, permettent de retracer l'évolution de la population dans le détail, en particulier durant et après les épidémies de peste de 1635/36 et de 1667/69 ainsi qu'après la crise alimentaire autour de 1695 (Letsch 2017). Après 1710, la saisie et le contrôle des croyants perdirent de leur intérêt, sans doute

Illustration carte 4: H. C. Gyger, Carte du canton de Zurich, 1667 (extrait de Winterthur)



Mandaté par le gouvernement zurichois, Hans Conrad Gyger (1599–1671) a travaillé durant 38 ans à la réalisation de sa grande carte en relief du canton de Zurich, peinte à la main. Cette carte à l'échelle 1 : 32 000, terminée en 1667 et réalisée en deux versions – l'une sous forme de peinture à l'huile, l'autre sous forme de dessins à l'encre sur 56 feuilles –, est considérée comme un chef-d'œuvre de la représentation en relief du terrain. Sa précision est restée inégalée durant plus d'un siècle.
Source: <https://etheritage.ethz.ch/2016/01/15/die-schonste-blute-der-kartographie-die-gygerkarte-von-1667/>

© [HTTPS://MAPS.ZH.CH/LUBIS?GYGER](https://maps.zh.ch/lubis?gyger)

parce que la rivalité avec les catholiques s'amenuisa après la défaite de Villmergen en 1712 et que la question des anabaptistes fut moins d'actualité. Mais ce qui fut sans doute plus important encore, comme l'écrivit Emil Bloesch (1898, réimpression 2015), est la lente érosion des pouvoirs des Eglises d'État au cours du XVIII^e siècle.

2.3.3 Recensements des grains

La population d'Europe ne fut pas seulement frappée régulièrement par des épidémies, mais elle fut aussi victime de périodes de disettes et de famines. Des gouvernements prévoyants cherchèrent de plus en plus à éviter des pertes de population et commencèrent à stocker des céréales dans des «greniers à

blé» pour les périodes de crise. Pour la répartition des grains, on eut quelquefois recours à une comptabilisation des récoltes, puis à une inventurisation des réserves par ménage et à un dénombrement de l'ensemble de la population : hommes, femmes et enfants, ces derniers comptant pour moitié. En Suisse, de tels recensements des grains sont surtout connus pour le territoire de Bâle-Campagne (1585 et après 1668 pas moins de quatre fois vers 1694/99 et 1709 ainsi qu'en 1743), en outre pour Soleure (1739 et 1795), Zurich (1771–74) et Fribourg (1785). L'argument de la sécurité alimentaire fut aussi une évocation convaincante aux yeux de la population pour les collectes de données démographiques à Berne (1764, TA 4.1, 4.2) et dans la Principauté épiscopale de Bâle (1770, TA 5). La répartition spatiale des recensements des grains fait apparaître un centre de gravité patent dans les cantons-villes aristocratiques de la Suisse du Nord-Est et de la

Suisse occidentale, dont les élites étaient proches de la population des campagnes. Hors de ces territoires, il faut encore mentionner Appenzell Rhodes-Extérieures qui a chiffré deux fois sa population pour la distribution de l'aide aux pauvres (1667, 1734) et une troisième fois en 1794 en raison de la pénurie de céréales. Les dénombrements de la population dans l'ancienne Confédération n'ont donc pas seulement été réalisés par des élites urbaines auprès de leurs sujets mais pouvaient aussi être lancés et maîtrisés par des cantons campagnards dotés d'une «*Landsgemeinde*».

2.3.4 Relevés administratifs et démographiques

Au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, et dans le sillage des Lumières, les questions ayant trait à l'évolution de la population commencèrent à fasciner les érudits et les religieux. Les curés et les pasteurs, notamment, prirent lentement conscience que leurs propres registres représentaient une source intéressante de données. Leurs constats et conclusions trouvèrent un écho dans les sociétés savantes, parce que ces résultats pouvaient alimenter la controverse entre pensées mercantiliste et physiocratique et parce que la découverte de la statistique et de la démographie était susceptible d'accroître le sentiment d'une appartenance nationale. Il faut citer en premier lieu la **Société Helvétique**, fondée en 1761 à Schinznach – une association suisse supraconfessionnelle de partisans des Lumières et d'adeptes d'un esprit national supracantonal (cf. Société helvétique dans DHS). Mais des sociétés de sciences naturelles virent également le jour dans différents cantons (Zurich 1746, Berne 1786, Bâle 1817). Celles-ci abordèrent de façon ciblée d'assez vastes questions de démographie et organisèrent des dénombrements de la population de leur propre initiative. Elles suscitèrent de l'intérêt auprès de certains politiciens mais se heurtèrent souvent à des rejets, les responsables furent aussi exposés à des sanctions en raison de leurs observations critiques, voire encoururent même la peine de mort dans le cas du pasteur et statisticien zurichois Johann Heinrich Waser (Egli 1896). Au cours de cette période de mutation embryonnaire apparurent des travaux théoriques à la croisée d'intérêts contradictoires entre politique démographique de restriction et d'encouragement. La présomption que la population se serait réduite au cours du XVIII^e siècle et que cette tendance allait se poursuivre se trouvait alors au cœur du débat au niveau suisse. Les autorités (en particulier à Berne et Zurich) furent indirectement accusées de mauvaise prévoyance. Les auteurs, surtout des membres du clergé, se basèrent en cela sur des données de leur propre paroisse qu'ils avaient eux-mêmes dû récolter à la demande des gouvernements – mais il est probable qu'ils n'aient pas eu accès aux enquêtes qui existaient dans d'autres paroisses.

Parmi les relevés organisés dans l'ancienne Confédération par des sociétés savantes ou des privés, citons en premier lieu les recensements par ménage en ville de Zurich, réalisés en 1746 par la «Société de sciences naturelles de Zurich» et répétés dans les années 1756, 1762, 1769, 1780 et 1790 (Heim et Lang 1896). L'enquête bernoise de grande envergure de 1764 fut avant tout une réponse au problème du dépeuplement soulevé par Muret (1766) pour le canton de Vaud. Ce recensement bernois de 1764 occupe une place importante et est une référence au plan européen, tant en raison de la taille de la zone couverte que par la qualité de son

organisation et la précision des résultats (voir les textes sur les cantons de Berne, Argovie et Vaud, TA 4.1 et TA 4.2). À Bâle, Isaak Iselin (1728–1782) a œuvré de longues années durant pour que la politique restrictive d'obtention du droit de cité soit abandonnée et qu'un comptage soit effectué dans la ville à cet effet. Il a finalement réussi en 1779. Les relevés précis dans le comté de Baden, eux aussi, sont dus à l'initiative d'un pasteur (Fridolin Stamm), sans doute au nom de la «Société de physique de Zurich» (Steigmeier 1997). La Société de sciences naturelles réalisa en 1792 un comptage de la population dans le canton de Zurich, ordonné «avec le plus grand soin». Dans les Grisons, Ulysses von Salis-Marschlins en 1780 et son fils Carl Ulysses von Salis-Marschlins en 1803 entreprirent des collectes de données démographiques relativement complètes dans les communes grisonnes.

Même si les derniers de ces relevés furent l'œuvre de particuliers, les recensements de la population représentèrent en règle générale de vastes opérations menées par des sociétés en mesure de les réaliser grâce aux relations de leurs membres établis dans les campagnes. Et si leurs résultats restèrent inaccessibles au public, il était néanmoins notoire que les relevés avaient eu lieu. L'enquête bernoise de 1764 eut un écho direct dans la Principauté épiscopale de Bâle, mais d'autres acteurs étatiques et privés s'en inspirèrent aussi dans d'autres cantons. Au cours du dernier tiers du XVIII^e siècle, tous les cantons réformés procédèrent à des dénombrements, de même que les cantons-villes catholiques de Soleure en 1769 et 1795, de Lucerne en 1780–84 (TA7) ainsi que de Fribourg en 1785. Les dénombrements de la population à des fins statistiques et administratives se répandirent en relativement peu de temps.

Il n'est guère possible ici de faire le tour de l'histoire souvent abordée de l'intérêt européen naissant pour la statistique et les paradigmes de la politique démographique, pas plus que de présenter les grandes figures qui l'ont marquée (Dupâquier 1988, Ehmer 2013, Jost 2016). Avant 1764, la Suisse prit du retard sur ses voisins, non pas tant dans le débat théorique mais plutôt dans l'organisation d'enquêtes empiriques. Il est significatif que, dès 1750, l'organisation de dénombrements réguliers de la population ait débuté dans deux territoires non-confédéraux. Neuchâtel a repris le modèle prussien des décomptes annuels (TA6); dans le Fricktal autrichien également, l'instrument des relevés statistiques réguliers a été utilisé relativement tôt. Les deux séries s'inscrivent dans les traditions administratives étatiques de grandes puissances centralisées qui devaient répondre à des intérêts aussi bien fiscaux et militaires que d'approvisionnement (voir les chapitres sur Neuchâtel et Argovie). Le recensement neuchâtelois (de 1750 à 1870) est le seul exemple suisse d'une longue série de relevés annuels jusqu'aux niveaux des arrondissements judiciaires et des communes. D'autres territoires non-confédéraux se distinguèrent au XVIII^e siècle par des enquêtes de grande qualité: la ville de Genève plusieurs fois, l'Évêché de Bâle (entre autres en 1729 et 1770) ainsi que la ville de Mulhouse (1699, 1750, 1782).

Des innovations méthodologiques et techniques, en particulier l'impression de questionnaires pour les recensements, améliorèrent la qualité des relevés (voir TA7 avec le «*Verzeichniss der in Hochlöbl. Stand Luzern befindlichen Seelen*» de 1784). Les «tableaux» statistiques pour récapituler les résultats permirent d'obtenir une vision plus précise que jusqu'ici de la structure et de

la différenciation spatiale de la population ainsi que des possibilités de comparaison avec des relevés antérieurs ou avec d'autres caractéristiques recueillies, en particulier dans le domaine de la production agricole. Pour la statistique, les tableaux présentaient l'avantage de pouvoir former des totaux (ce qui ne s'est toutefois pas toujours produit) et, pour l'action de l'État, de pouvoir créer des interfaces entre les résultats démographiques et les conditions économiques. Les deux acquis comportaient des risques politiques si ces connaissances tombaient entre de mauvaises mains. Au XVIII^e siècle, les résultats des recensements de la population furent donc tenus secrets par les autorités séculières ou ecclésiastiques. À notre connaissance, il n'existe guère de documents démontrant les effets qu'auraient pu produire les résultats sur l'activité des gouvernements. En revanche, il existe de multiples instructions données aux agents chargés du recensement ainsi que des documents qui laissent apparaître les intentions des organisateurs pour un dénombrement donné.

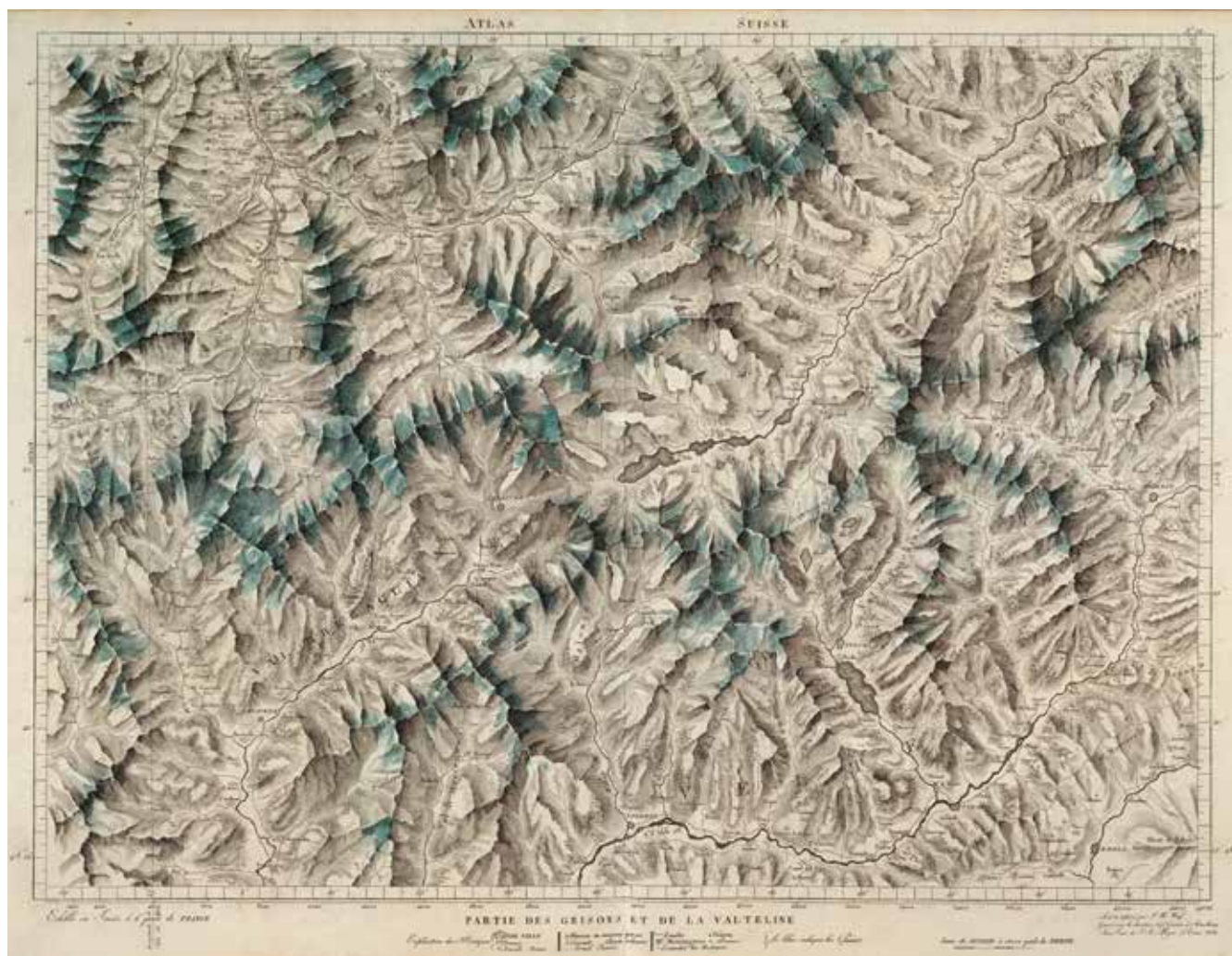
2.4 Le Recensement helvétique de 1798/99

2.4.1 Le recensement et sa réalisation

La période de la République helvétique (1798–1803) représenta pour la Suisse un temps d'expérimentation d'un État centralisé, dépendant de la France. Celui-ci fut certes bien accueilli dans certains milieux politiques mais rencontra aussi une vive résistance, notamment parmi les fédéralistes. Cette courte phase d'intervention administrative hiérarchique en Suisse vit la création de 19 cantons égaux en droits, subdivisés en districts ayant une taille de population de l'ordre de 10 000 ainsi qu'en municipalités (ou communes). L'une des premières actions à cet effet fut de planifier et de lancer un relevé statistique de la population.

La qualité du Recensement helvétique ne permet pas de parler d'un véritable recensement de la population, mais son existence à elle seule lui confère une importance particulière. Cette opinion fut

Illustration carte 5: J. H. Weiss, Atlas Suisse, feuille 15, 1803, Partie des Grisons et de la Valtelline



L'Atlas Meyer-Weiss, élaboré en 16 feuilles entre 1786 et 1802, est le plus ancien ouvrage cartographique basé sur la triangulation scientifique englobant tout le pays. L'industriel argovien Johann Rudolf Meyer (1739–1813) avait décidé de réaliser cet atlas à ses propres frais. Il a engagé pour ce faire le géomètre Heinrich Weiss (1758–1826) de Strasbourg.

Sources: <https://www.e-rara.ch/zut/content/titleinfo/7256203> ainsi que <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/003862/2006-04-20/>

© [HTTPS://WWW.E-RARA.CH/BES_1/CONTENT/ZOOM/12553502](https://www.e-rara.ch/BES_1/CONTENT/ZOOM/12553502)

partagée par une partie des acteurs contemporains et, plus tard, par des chercheurs. Mais de nombreux travaux du XIX^e siècle sur l'histoire de la population de la Suisse soit n'y firent délibérément pas allusion – car il fut considéré comme imposé de l'extérieur et comme emblème d'un temps détesté – soit l'ignorèrent, car ses résultats restaient inaccessibles. La critique du XX^e siècle en déplora plutôt les faiblesses méthodologiques, notamment le fait que ses résultats ne découlaient qu'en partie de relevés directs mais reposaient plutôt sur des extraits de registres voire même sur des estimations. Il demeure néanmoins surprenant que seul le présent travail soit parvenu jusqu'ici à saisir systématiquement les résultats du Recensement helvétique par localité et à les évaluer.

La mise en œuvre du Recensement helvétique d'octobre/novembre 1798 fut assurée par le ministre de l'Intérieur Albrecht Rengger (1764–1835). Les antécédents et le contexte de ce dénombrement ont été décrits en détails par Markus Mattmüller dans la préface de André Schluchter (1988), notamment aussi les nombreuses phases des découpages territoriaux au printemps 1798 (voir aussi Walter 1990 et Höhener 1998). Le fait décisif est que la réalisation de ce recensement ait été retardée et eut finalement lieu à un moment où les cantons et leurs districts étaient déjà délimités. Ceci fut néanmoins opéré parfois en toute méconnaissance des réalités locales, par exemple là où des cours d'eau servirent de lignes de démarcation qui coupèrent les paroisses en deux (cantons de Zurich et de Sântis). Seules les communes politiques, les municipalités, n'étaient pas encore constituées.

Comme le cadre administratif de l'enquête était déjà fixé au niveau régional, l'intérêt des agents chargés du recensement se focalisa sur la précision locale. Dans de nombreux cantons de l'époque (Argovie, Bellinzone, Berne, Fribourg, Oberland, Valais, Zurich ainsi que dans certains districts d'autres cantons), le Recensement helvétique devint un véritable répertoire des localités, différencié souvent jusqu'à la plus petite unité de la ferme ou du domaine agricole isolé. Le besoin de précision géographique se manifesta par la saisie du nombre de bâtiments d'habitation et des autres bâtiments par localité (TA8.1 à TA8.3). L'appartenance de chaque lieu à sa paroisse et à l'agence politique déterminée provisoirement est indiquée dans des colonnes spéciales; y figure partiellement aussi la présence de corporations d'ayants droit ou de communautés d'usagers. L'intérêt porté aux spécificités locales fut un trait dominant du recensement, ce qui a nécessité en maints endroits un recueil précis des données. La création des municipalités et parallèlement des communes bourgeoises ne fut entreprise qu'en 1799.

Le 21 octobre 1798, Albrecht Rengger adressa une circulaire aux préfets nationaux (Mattmüller, 1988). Ce décret mentionna quatre objectifs principaux que l'enquête devait atteindre: a) la saisie des communes politiques, b) l'adoption définitive des noms de lieux, c) le comptage du nombre d'habitants dans les communes, districts et cantons, ainsi que d) la distance de chaque localité jusqu'au siège de l'agent gouvernemental. Hormis le dénombrement de la population, Rengger était donc aussi intéressé par un relevé administratif et géographique (Mattmüller, 1988). Les cartes géographiques existantes jouèrent un rôle important dans ce contexte et suscitèrent beaucoup d'intérêt non seulement auprès de l'autorité centrale mais aussi auprès

des cantons (et des Français) (Rickenbacher 2011). À peine une demi-douzaine des futures communes avaient échappé au décompte, ce qui est révélateur de la grande précision spatiale du Recensement helvétique.

Préalablement à ce recensement, certains cantons avaient eux-mêmes organisé, au printemps 1798, des dénombrements de leur population à des fins de contingentements militaires et de réquisitions (Soleure, Bellinzone, Lugano, Léman), mais l'ensemble des 18 cantons (encore sans la Rhétie qui ne rejoignit la République helvétique qu'en 1800) durent procéder à cette enquête à partir de novembre 1798. Les résultats des premiers six cantons arrivèrent jusqu'en janvier 1799, suivis par la plupart des autres cantons dans le courant de la même année. Les cantons de Sântis et de Thurgovie ne terminèrent toutefois leur travail qu'en automne 1800 et, dans le canton de Zurich, la saisie resta définitivement incomplète.

Les Archives fédérales disposent de deux versions du Recensement helvétique pour plusieurs cantons. La première version, sous forme d'une collection de tableaux des districts, organisés par canton (document 1090k), comprend aussi l'échange de correspondance (Strickler 1911, Actes n°385a); la deuxième version marque le début de la transcription de toutes les données dans un ouvrage volumineux et joliment conçu (document 1090l). Ce dernier englobe les cantons d'Argovie, Baden, Bâle, Bellinzone, Berne, Fribourg (uniquement le district du chef-lieu), Linth et Oberland, complétés de deux registres des localités (Actes n°385b). Après la transcription dans 1090l, les originaux pour le canton de Berne disparurent de 1090k. Le document 1090l contient parfois de petites améliorations qui concernent la plupart du temps des fermes oubliées; dans de très rares cas, il s'agit néanmoins d'omissions de la part du copiste, des erreurs ayant entraîné de nouvelles additions des totaux. Cela sembla correspondre davantage à son éthique professionnelle qu'une correction visible dans un ouvrage calligraphique luxueux. Le copiste était Carl Rudolf Wiegand de Berne dont le travail a été interrompu après avoir dû prêter les documents à Escher (vraisemblablement Hans Conrad Escher von der Linth, ministre de la Guerre de la République helvétique) et à Koch (sans doute Karl Koch, député du canton d'Oberland à la Constituante), documents qu'il ne reçut plus en retour (Strickler 1911, Actes 11/385b).

De nombreuses archives cantonales possèdent des copies des documents envoyés au Ministère de l'Intérieur à Lucerne, parfois aussi des originaux spatialement plus détaillés du recensement lui-même (comme par exemple pour le canton de Sântis), susceptibles d'entraîner même des modifications des totaux cantonaux.

2.4.2 Les résultats du Recensement helvétique

Au cours de notre travail, nous avons dépouillé les effectifs de la population de tous les cantons jusqu'au niveau de chaque localité, après consultation de toutes les sources disponibles. L'indicateur «nombre d'habitants par bâtiment d'habitation» a servi d'élément de contrôle de la plausibilité. Dans les tableaux par canton du présent ouvrage, les chiffres de la population des localités ont été agrégés selon les communes à partir de 1803/15 dans leurs limites de 1850. Les corrections entreprises sur les

La population de la Suisse autour de 1800 selon les cantons et les territoires de l'époque

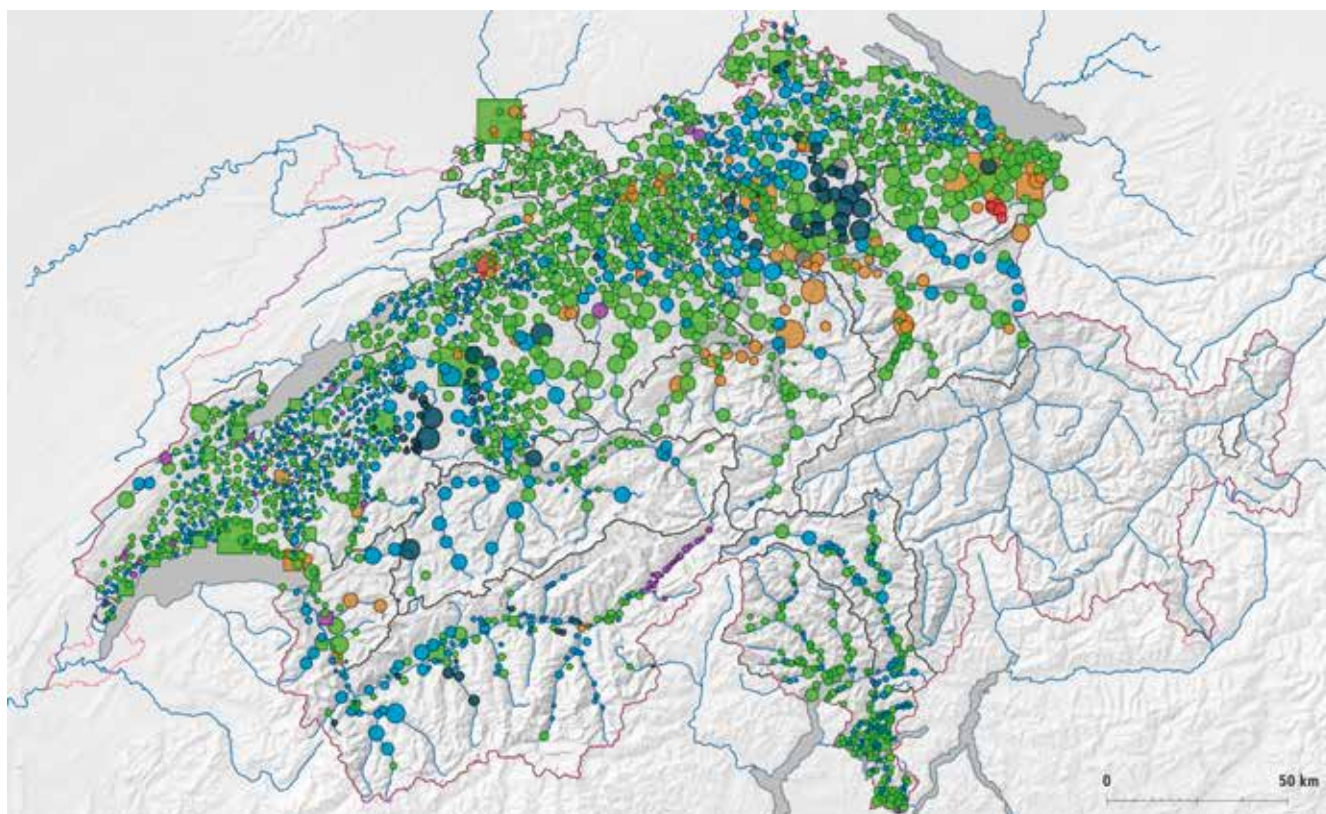
Comparaison des résultats dans les publications de Strickler 1911, Bickel 1947, Schluchter 1988 et Schuler 2021

T.2.4

Canton, territoire	Strickler 1911, ASHR \$388e	Bickel par rapport à ASHR \$388e (fautes d'addition et résultats arrivés plus tardivement pour SA, TG, WS, ZH)	Bickel 1947 corrections p. 276	Schluchter par rapport à Bickel	Schluchter 1988 corrections p. 18	Schuler par rapport à Schluchter	Schuler 2021 corrections	Remarques sur les corrections Schuler
1 Argovie	60 549	-79	60 470	550 Erlinsbach	61 020	-550	60 470	sans la correction pour Erlinsbach
2 Baden	44 982	1 000	45 982		45 982	848	46 830	population juive à Lengnau et Endingen
3 Bâle	40 900	0	40 900	678 Ville de Bâle, fermes isolées	41 578	-309	41 269	corr. Schluchter ok, autres additions
4 Bellinzzone	26 591	0	26 591	130 Chiggogna	26 721	0	26 721	(Chiggogna)
5 Berne	184 695	-2 987	181 708	663 – Messen, 10 district de Wängen	181 055	663	181 718	plus 663 à Messen
6 Fribourg	73 664	1 385	75 049	1001 – fermes isolées Tavel	74 048	1001	75 049	plus 1001 fermes isolées à Tavel
7 Léman	136 891	0	136 891	414 corrections d'addition	137 305	362	137 667	10 communes corrigées
8 Linth	78 136	0	78 136	1310 – Glaris, 1375 fermes, 280 St. Gallenkappel	78 481	0	78 481	corrections Schluchter ok
9 Lugano	63 588	100	63 688	100 – (correction Bickel incorrecte)	63 588	140	63 728	addition différente dans le district de Lugano
10 Lucerne	86 722	-100	86 622	2007 – Hergiswil	88 629	-400	88 229	Hergiswil seulement plus 1627
11 Oberland	44 544	-100	44 444		44 444	244	44 688	Därstetten plus 244
12 Schaffhouse	25 751	0	25 751		25 751	0	25 751	
13 Sântis	133 128	2 047	135 175	4645 – Appenzell, 845 Herisau, 118 district SG	131 493	-1 096	130 397	autre addition
14 Soleure	45 244	40	45 284	3255 – Ville de Soleure, Thal, Dornach (part.) Olten (part.)	45 840	-556	45 284	base modifiée: MS adoption des versions « officielles » 1798/1800
15 Thurgovie	81 076	-12 717	68 359	70 personnes	68 429	360	68 779	Frittschen, Lanterswil, Reuti complété
16 Valais	57 278	3 000	60 278	166 Martisberg, Hockmatten	60 444	0	60 444	corrections Schluchter ok
17 Waldstätten	60 336	6 197	66 533	1025 Einsiedeln, Iberg	67 558	484	68 042	corrections Schluchter ok; également Kirchhofen (Sarnen)
18 Zurich	192 884	-13 524	179 360	903 Richterswil, Hirzel, Wädenswil, Turbenthal	178 457	2 239	180 696	pour 10 districts: originaux des AF, corr. Schluchter pour Richt., Hirzel, Wäd. ok
République helvétique	1 436 959	-15 738	1 421 221	468 – différence	1 420 823	3 420	1 424 243	
19 Genève			44 000		46 436	738	47 174	avec parties de communes savoyardes et françaises
20 Mont-Terrible			61 000		60 295	-589	59 706	Bienne selon l'original, Montagne de Diesse estimé
21 Neuchâtel			46 615		46 615	300	46 915	300 pour Les Cerneux-Péguignot, attribué à la Suisse en 1819
22 Rhétie			75 000	Basse-Engadine sans les absents	72 903	150	73 053	Molinis, Pagig complété
23 Fricktal			17 760		17 760	68	17 828	autre addition
Territoires non-helvétiques			244 375		244 009	667	244 676	
Total Confédération			1 665 596		1 664 832	5 038	1 669 870	

La qualité du recensement helvétique par commune

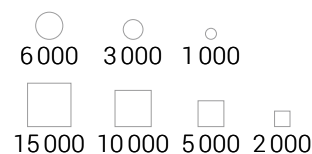
carte 2.1



Qualité du relevé

- Relevé manifestement exact par hameau et ferme isolée
- Relevé manifestement exact par petite localité (hameau, village <200)
- Relevé plausible pour les villages (>200) et les villes
- Estimation apparement approximative
- Indication volontairement erronée (correction)
- Probable erreur de transmission ou de copie (correction)
- Commune non saisie ou non enregistrée dans l'original (imputation)

Nombre d'habitants



Type de commune

- villes
- agences et communes ultérieures

© MICROGIS, OFS 2023

matériaux d'origine sont mentionnées et motivées dans les textes ayant trait aux différents cantons. Les écarts par rapport aux travaux précédents de Wilhelm Bickel (1947) et de André Schluchter (1988) sont commentés à chaque fois et inventoriés dans le tableau 2.4 pour les cantons. Comparé aux résultats livrés par Schluchter, le nombre d'habitants du territoire de la République helvétique s'accroît de 3420 personnes et atteint le chiffre de 1 424 243. En intégrant les territoires non-helvétiques de l'époque, le nombre de personnes vivant en 1798/99 dans les limites cantonales de 1815 équivalait à 1 668 919 .

La carte 2.1 illustre le nombre d'habitants de chaque commune selon le Recensement helvétique de 1798/99 et contient en outre une évaluation de la qualité selon sept classes. Cette classification repose sur les éléments suivants: rapport habitants/bâtiment d'habitation, comparaison avec des relevés antérieurs et postérieurs, indications en chiffres exacts ou arrondis, manière de procéder à la collecte des données dans le canton ou le district. Pour autant qu'ils soient connus, des événements extraordinaires qui ont pu avoir un impact sur des chiffres extrêmes de la population sont notés dans les textes, comme par exemple les dommages de guerre dans les villages nidwaldiens du bord du lac ou les répercussions de l'incendie d'Altdorf (Uri).

L'observation de l'image cartographique permet de repérer différents modèles spatiaux. On y distingue des cantons où le relevé statistique a manifestement été de grande qualité. À l'intérieur même des cantons, certains districts présentent souvent des niveaux qualitatifs différents. L'influence des différents agents, dont la plupart étaient généralement en fonction depuis peu, a joué un rôle essentiel. Albrecht Rengger avait exhorté à la prudence pour éviter de provoquer des troubles dans la population. Il plaïda plutôt pour une collecte indirecte des données, mais de nombreux cantons et de nombreux agents ne voyaient manifestement pas d'inconvénients à procéder à un comptage minutieux. Enfin, à l'intérieur de cantons ou de districts dont les dénombrements paraissent fiables, on trouve parfois aussi des communes pour lesquelles il n'était possible d'indiquer qu'un nombre approximatif d'habitants.

La qualité des relevés semble être meilleure dans les cantons «anciens» et «urbains» que dans les nouveaux cantons sans expérience politique et administrative. Il faut donc aussi tenir compte du fait que seuls les cantons-villes s'étaient plus ou moins maintenus dans leurs territoires traditionnels, alors que les cantons campagnards furent démantelés et reconstitués en les trois cantons improvisés de Waldstätten, Säntis et Linth, dont les relevés furent particulièrement hétérogènes. Parmi les jeunes cantons, Argovie, Bellinzone, Léman, Lugano et Oberland se démarquent par des décomptes corrects. Indépendamment de ces considérations, une autre explication possible de la qualité des relevés est celle de l'expérience en matière de recensements de la population: Zurich, Berne, Lucerne, Soleure, Fribourg, Bâle et Schaffhouse avaient tous entrepris et finalisé des dénombrements de leur population au cours des décennies précédentes; au Tessin également, la collecte de données démographiques avait une longue tradition. Pour les cantons d'Argovie, du Léman et d'Oberland, l'expérience de l'administration bernoise y a joué un rôle. Des problèmes survinrent dans de nombreuses villes pour lesquelles on ne dispose souvent d'indications que sous forme d'estimations, serait-ce parce que le temps manquait pour effectuer un relevé exact ou parce que certaines catégories de la population, dépouillées de leurs prérogatives, s'étaient montrées peu enclines à se faire recenser. Le Recensement helvétique de 1798/99 s'inscrit ainsi dans la longue série des dénombrements insatisfaisants de la population urbaine.

Les points forts du Recensement helvétique ne consistent pas uniquement dans le fait qu'il s'agissait du premier relevé statistique de l'ensemble de la population suisse. Ce recensement était aussi pratiquement exhaustif sur le plan géographique, reflétait clairement les structures administratives et incluait un inventaire des bâtiments – des aspects peu thématiques jusqu'à ce jour. L'abolition des privilèges selon l'origine, décrétée par la République helvétique, a simplifié la notion de domicile, car il s'agissait désormais de compter toutes les personnes présentes et de ne pas tenir compte des personnes absentes (bourgeois non domiciliés). Dans les villes présentant un relevé exact (comme Bâle, par exemple), le chiffre de la population semble être quelque peu sous-évalué; dans les régions rurales, en revanche, ce nombre s'inscrit correctement dans l'évolution à plus long terme. Il n'est toutefois pas possible de savoir quelles sont les catégories de la population qui ont été mieux saisies que d'autres lors de relevés plus précis et quelles sont les hypothèses sous-jacentes qui ont guidé les personnes de confiance lors de l'estimation des chiffres de la population.

Les résultats cantonaux du Recensement helvétique furent publiés, ce qui représenta une première dans l'histoire des dénombrements de la population de la Suisse (Strickler 1911, Actes n° 388^e). Dans le contexte politique du pays occupé par différentes armées et des structures internes en voie de démantèlement, les résultats de l'enquête n'eurent toutefois pas d'effets pratiques. Par ailleurs, certains cantons disposaient des résultats détaillés grâce à leur propre documentation.

Le Recensement helvétique avait été planifié au printemps 1798 en vue du découpage des districts et de la détermination des députés; chacun de ces districts devait comprendre environ 10 000 habitants. Mais étant donné que ces districts étaient déjà délimités au moment du recensement, l'objectif initial était

devenu caduc. Le nombre provisoire des habitants lors du découpage a dû être assez exact, vu que les résultats définitifs dans de nombreux districts furent finalement proches de la valeur indicative. L'héritage de l'Helvétique consistant en des districts et des arrondissements électoraux de taille comparable inspira les plus grands cantons lors de leur organisation territoriale au XIX^e siècle. De plus, la référence à un nombre donné d'habitants contribua beaucoup à l'avenir de la statistique. La taille de la population d'un canton ou d'une ville devint un critère de force et de pouvoir économique.

2.4.3 L'accueil réservé au Recensement helvétique

Durant tout le XIX^e siècle, la plupart des résultats du Recensement helvétique sont vraisemblablement restés inaccessibles aux statisticiens et chercheurs, car les répertoires et les actes de la République helvétique ne furent publiés qu'à partir de 1886 par Johannes Strickler, et à partir de 1911, par son successeur Alfred Rufer. Dans les 15 publications encyclopédiques cantonales des portraits «géographiques, statistiques et historiques» à partir de 1835, seule une minorité des cantons fait référence à cette source lorsque des données se trouvaient dans leurs propres archives. Même dans des tableaux rétrospectifs de l'évolution démographique, le relevé de 1798/99 fait le plus souvent défaut (ainsi à Berne dès 1831). Dans son travail de pionnier sur la statistique de la population en Suisse, Wilhelm Gisi (1868) ne mentionne le Recensement helvétique que par une phrase sibylline et péjorative: «En Suisse de toute évidence, les dénombrements complets de toute la population ne remontent pas en-deçà de la quatrième décennie de notre siècle, si l'on fait abstraction de la tentative ratée de Rengger de 1799.» Quelques pages plus loin, Gisi déplore cependant que le recensement n'ait pas été achevé et «qu'il n'en existe aujourd'hui plus que des fragments».

Ce n'est qu'avec l'édition du recueil d'actes de l'époque de la République helvétique «*Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik*» de Johannes Strickler (1835–1910) et, par la suite, d'Alfred Rufer (1885–1970) que la vaste documentation de l'époque 1798–1803 a été rendue accessible. Les fonds du Recensement helvétique ont sans doute encore été traités par Strickler lui-même dans le volume XI (1911). Dans son ouvrage «*Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz*» (1947), l'historien zurichois de l'économie Wilhelm Bickel (1903–1977) a été le premier à dépouiller cet ensemble de données et à publier un tableau avec les totaux cantonaux, y compris des indications sur la qualité. Pour compte de l'Office fédéral de la statistique (OFS), André Schluchter et Fridolin Kurmann ont saisi les données par district et les ont ensuite extrapolées au niveau des cantons et des districts de 1988 (Schluchter 1988). Dans certains cantons, ils ont pu s'appuyer en cela sur le travail préliminaire de démographes régionaux (ainsi à Zurich, Lucerne, Schwytz, Soleure ou Bâle, de même que pour les territoires non-helvétiques). De nombreux cantons ont exploité les données provenant des Archives fédérales à l'échelon des communes; ces publications sont abordées dans les textes sur les cantons.

Wilhelm Bickel a corrigé des fautes d'addition, André Schluchter en partie aussi des résultats peu vraisemblables pour certaines communes. Dans notre travail, nous avons réexaminé

ces corrections et en avons ajouté un certain nombre d'autres, notamment dans les cas de communes manquantes ou de communes mal attribuées au niveau spatial. Dans les tableaux, les résultats du Recensement helvétique sont imputés aux actuels cantons et districts de l'an 2000, mais ils sont disponibles sous forme de copies de la version originale dans la banque de données du projet (Collection Martin Schuler, www.statistique.ch).

2.4.4 L'enquête de Stapfer sur le clergé de 1799

Au cours de sa brève période d'activité, le ministre des Arts et des Sciences de la République helvétique Philipp Albert Stapfer (1766–1840) a lancé trois grandes enquêtes. La première, qui avait trait aux écoles, a été étudiée ces dernières années dans le cadre d'un grand projet de recherche (Schmidt et al. 2015); la troisième portait sur l'état des routes (Holenstein et Schiedt 2019). La deuxième, dite «enquête sur le clergé», s'adressait en 1799 aux membres du clergé dans les paroisses. Le vaste questionnaire de cette enquête contenait – bien que mal placée – une rubrique sur le nombre d'habitants (question 10). Cette source, peu facile à exploiter, a été analysée par Karl Meyer-Lustenberger dans son

mémoire de licence auprès de Mattmüller (1978). André Schluchter (1988) a utilisé le recueil de données de Meyer-Lustenberger comme outil de contrôle de la vraisemblance des résultats du Recensement helvétique. Nous avons procédé à la vérification d'à peu près 60% des sources originales. Les données correspondent en partie à celles du Recensement helvétique, sans doute parce que le clergé en avait connaissance ou qu'il les avait peut-être récoltées lui-même. Mais il s'agit souvent d'estimations assez approximatives avec des indications d'écarts ou alors les données font totalement défaut.

2.4.5 Les dénombrements de la population dans les territoires non-helvétiques autour de 1800

Dans les territoires qui n'étaient pas ou plus assujettis au régime de la République helvétique, nous nous sommes appuyés dans ce travail sur l'un des nombreux recensements effectués ou demandés par la France durant cette période. Ce fut le cas pour la Val-teline (1797), Mulhouse (1798), le Département du Mont-Terrible (1797/98), le Fricktal (1800) et Genève (1801). Les habitants des communes de l'ancien pays allié de Rottweil ne furent dénombrés

Illustration carte 6: J. F. Ostervald, Carte de la Principauté de Neuchâtel, 1846



Jean-Frédéric Ostervald (1773–1850), commissaire général de la Principauté de Neuchâtel, a dessiné, entre 1801 et 1806, une première carte de Neuchâtel à l'échelle 1 : 96 000. A la demande des autorités, il a réalisé beaucoup plus tard, entre 1838 et 1845, une nouvelle carte, belle et précise, à l'échelle 1 : 25 000 qui a aussi servi de base pour la carte Dufour.

Sources: https://www.ne.ch/autorites/DDTE/SGRF/SITN/catalogue/Documents/Cartes_historiques/CH01_carte_ostervald.pdf

© [HTTPS://SITN.NE.CH](https://sitn.ne.ch)

pour la première fois qu'en 1813. Dans les Grisons, le recueil des données démographiques de Carl Ulysses von Salis (1803), réalisé sur une base privée, constitua un point de repère important. Dans leurs publications, Wilhelm Bickel déjà (1947) puis André Schluchter (1988) ont chiffré l'effectif des habitants autour de 1800 pour les territoires n'ayant adhéré à la Confédération que plus tard.

2.5 Modèles cantonaux des recensements de la population entre 1803 et 1850

L'Acte de Médiation de 1803 entraîna le rétablissement des cantons campagnards de la Suisse centrale et orientale et institua ou confirma les nouveaux États comparativement les plus peuplés de St-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin et Vaud. Trois d'entre eux, tout comme les Grisons, étaient mixtes sur le plan confessionnel, ce qui apporta un nouvel éclairage dans le face-à-face habituel des cantons catholiques et protestants. La dimension supplémentaire du pluralisme linguistique, introduite par la République helvétique, subsista. Les jeunes gouvernements et administrations des nouveaux cantons aspiraient fortement à obtenir de meilleures informations sur leurs structures internes peu homogènes.

Les premiers recensements cantonaux du nouveau siècle eurent donc lieu dans les jeunes cantons de Vaud (1803), Argovie (1803), Tessin (1808, (TA9)), Grisons (1808) et St-Gall (1809), dans le but aussi de saisir les catégories confessionnelles. Dans le canton de Thurgovie, les membres du clergé furent tenus, à partir de 1805, de dénombrer la population chaque année, mais de ces comptages ne subsistent que les totaux cantonaux. Du temps de la Médiation nous sont également parvenus les recensements des «vieux» cantons de Soleure (1808) et de Zurich (1812): en Appenzell Rhodes-Extérieures, les pasteurs réformés eurent à établir, dès 1804, des listes d'habitants lors de leurs visites pastorales régulières (TA12). Dans les régions catholiques de Suisse alémanique, la répartition des possessions d'Eglise après la sécularisation de la Principauté épiscopale de Constance donna lieu à plusieurs dénombrements de la population dans les années 1810/11 et 1820.

Les décisions du Congrès de Vienne de 1815 entraînèrent une expansion territoriale substantielle de la Confédération avec les trois nouveaux cantons du Valais, de Neuchâtel et de Genève ainsi qu'avec le rattachement du Jura au canton de Berne. Le canton de Berne élargi procéda en 1818 à un dénombrement de sa population, tandis que les trois cantons romands (à l'instar de Fribourg) commencèrent à effectuer des recensements réguliers. Jusqu'en 1850, on a ainsi pu comptabiliser cinq dénombrements exhaustifs en Valais, six à Genève et huit à Fribourg (TA11). Quant à Neuchâtel, l'ancienne tradition des relevés annuels se perpétua (TA6). Seul le canton de Vaud resta à l'écart dans un premier temps et ne démarra qu'à partir de 1831 avec une série de quatre recensements jusqu'en 1850. Berne réitéra son relevé cantonal de 1818 dans les années 1831 et 1846.

Avec l'éclosion du libéralisme, la question de la participation des non-bourgeois à la vie politique se posa avec de plus en plus d'acuité. Cette évolution déclencha une série de dénombrements cantonaux de la population à partir de 1830 environ. De

tels relevés, introduisant une différenciation selon les catégories de droits de cité, eurent lieu dans presque tous les cantons, à l'exception des cinq petits cantons de Uri, Obwald, Glaris, Schaffhouse et Appenzell Rhodes-Intérieures. Pour nos besoins, l'intérêt de ceux-ci est limité en raison de la trop grande proximité temporelle avec le recensement de la Diète fédérale de 1836/37 mais surtout en raison d'une application disparate de la notion de domicile. Certains relevés ne saisirent que les personnes ayant le droit de cité communal (BL 1833), d'autres y inclurent aussi les absents (SG 1831, ZH 1833, GR 1835).

Durant la première moitié du XIX^e siècle, l'organisation de recensements de la population en Suisse demeura aussi hétérogène qu'avant 1798. Dans les cantons ruraux catholiques, il fallut des impulsions extérieures pour que de tels dénombrements aient lieu; dans les cantons majoritairement protestants de Glaris et de Schaffhouse, il n'y eut même pas de décomptes du tout. Tous les cantons-villes, en revanche, ordonnèrent au moins un ou deux recensements, l'instrument devint même un acte administratif régulier en Suisse romande.

Cette opacité explique pourquoi les deux recueils de données démographiques de 1798/99 et 1836/37 couvrant l'ensemble du territoire suisse restent des références pour l'époque d'avant 1850, ceci malgré leurs lacunes.

2.6 Les deux étapes du recensement de 1836/37 de la Diète fédérale

Le Pacte fédéral de 1815 et le Règlement militaire de 1817 prévoyaient une révision après 20 ans de l'échelle de recrutement des troupes, c'est-à-dire la détermination des contingents cantonaux pour la défense nationale. C'est en 1817 que furent fixés pour la première fois des contingents de deux hommes sur 100 âmes, sans toutefois qu'un dénombrement de la population ait eu lieu au préalable (TA10).

À l'instigation du canton directeur (Vorort) de Lucerne du 4 novembre 1835, les cantons furent invités – avec malencontreusement des directives insuffisantes – à établir des tables de données démographiques et à les soumettre l'année suivante. Selon Johann Jakob Kummer (1881), la moitié des cantons donnèrent suite à cette demande jusqu'à la Diète de l'automne 1836. Mais comme la présentation des résultats était hétérogène, la Diète fédérale ordonna le 7 septembre 1836 qu'un recensement soit effectué dans chaque commune en janvier/février 1837 selon un modèle uniforme. Le catalogue des variables se limita au sexe et à trois classes d'origine mais ne contient pas d'indications sur l'âge, comme l'avaient proposé les cantons de Zurich et du Valais (Anelli 2019). Toutes les personnes devaient être inscrites sur un formulaire pré-imprimé, avec indication du nom, à l'exclusion des personnes absentes. Les gouvernements cantonaux avaient jusqu'à fin mars 1837 pour transmettre ces compilations au Vorort (TA13).

Étaient dispensés de cette mission les cinq cantons de Zurich, Nidwald, Zoug, Fribourg et Schaffhouse dont les dénombrements effectués en 1836 répondaient aux exigences pour 1837. En revanche, les cantons de Berne et des Grisons, qui avaient également demandé à ce que leur recensement soit reconnu, n'ont

pas été entendus. Dans le cas de Berne, ce fut à cause de l'absence de distinction selon le sexe, dans le cas des Grisons parce que son dernier dénombrement avait eu lieu avant la date butoir du 5 novembre 1835. Finalement, Berne entreprit son deuxième recensement en novembre 1837, les Grisons en janvier 1838. Les autres cantons recueillirent leurs données entre janvier et avril 1837 et transmirent les tableaux, signés par les gouvernements cantonaux, entre mars et mai au canton directeur.

Les Archives fédérales possèdent un document de quarante pages contenant les résultats des relevés. Ceux-ci sont répartis en dix colonnes dans la combinaison des deux variables exigées et avec les totaux. La différenciation spatiale est inégale, vu que dix cantons fournirent les indications ventilées par commune (Berne et la plupart des petits cantons), neuf autres par district, et que six cantons ne présentèrent que des totaux cantonaux (BL, GR, VD, VS, NE et GE).

Dans une correspondance ultérieure, les autorités fédérales demandèrent à certains cantons des éclaircissements supplémentaires sur les catégories de domicile et la «population flottante» (SH, AI, GE). Il s'agissait de personnes «qu'un canton est tenu de reconnaître comme étant de ses ressortissants, à savoir les apatrides tolérés, les habitants ayant un droit d'établissement (*Landsassen*), les itinérants, les habitants perpétuels, etc.» (Kummer 1881).

Le recensement posa des problèmes dans le canton du Tessin dont les résultats arrivèrent tardivement. Le canton avait sans doute escompté pouvoir éviter un recensement proprement dit grâce à la mise à jour régulière des chiffres de la population demandée par les communes depuis 1824. Après une analyse approfondie des documents, Stefano Anelli (2019) a émis l'hypothèse qu'un comptage détaillé n'avait sans doute eu lieu que dans le district de Bellinzone.

Comparé aux ouvrages de référence sur la statistique démographique suisse, le recensement de la Diète fédérale de 1836/37 n'a pas très bonne presse, comme l'attestent les citations suivantes de la moitié du XIX^e siècle et de l'époque actuelle:

Dans l'**Arrêté fédéral sur l'organisation du recensement de la population de 1860**, il est noté: «Les dénombrements effectués suite à ladite décision ne satisfont en aucune manière aux exigences que la science est en droit d'attendre d'un tel travail. Les comptages dans les cantons se sont faits si peu simultanément qu'une période de presque deux ans s'est écoulée entre le premier et le dernier; des prescriptions susceptibles de garantir une application uniforme des principes faisaient défaut (...)» (traduit de l'allemand).

Dans son ouvrage **«Bevölkerungsstatistik der schweizerischen Eidgenossenschaft»** (1868), **Wilhelm Gisi** juge que «non seulement les résultats des différents cantons sont peu fiables car insuffisamment contrôlés et conçus selon des principes discordants, mais ils ne permettent pas non plus (...) d'établir le nombre total de tous les habitants présents en Suisse en même temps. S'ajoutent encore à cela un certain nombre d'inexactitudes (...)» (traduit de l'allemand).

Dans le volumineux ouvrage **«Statistique historique de la Suisse»**, publié en 1996 (Ritzmann-Blickenstorfer, éd.), le constat est lapidaire: «Le recensement de 1836/37 décidé par la Diète fédérale est lacunaire et entaché de graves insuffisances statistiques. Cela vaut partiellement encore aussi pour des recensements ultérieurs» (traduit de l'allemand).

L'appréciation est également réservée dans l'article **«Recensements» du DHS**: «La Diète ne tenta qu'en 1836 de déterminer l'effectif de la population suisse. (...) Le prélèvement [des données] dura presque deux ans; doubles comptages et lacunes furent donc inévitables». (Haug, version 2013).

Des investigations dans les cantons révèlent néanmoins souvent des avis plus favorables:

Bâle-Ville: Franz Gschwind (1977) estime que «die Volkszählung von 1837 ist ohne Zweifel die genaueste und vollständigste (sowohl in Bezug auf die Gesamtheit der Bevölkerung als auch die einzelne Person) in der Reihe der bisher vorgestellten Volkszählungen; sie dürfte sogar genauer sein als die heutigen.» Die Zählung steche aus verschiedenen Gründen hervor: Durchführung in 24 Stunden, Einsetzen von «Umgängern» (Zählpersonal), gedruckte Instruktionen, genaue Kontrolle durch die Behörden, Erfassung der Angaben in Worten und nicht mit Zahlen um Flüchtigkeitsfehler auszuschliessen. Das Urteil des Kleinen Rates lautete: «... dass nicht wohl eine Haushaltung bei dieser Zählung vergessen worden ist, und dass, wenn hie und da eine einzelne Person vergessen worden oder absichtlich der Aufnahme sich entzogen hat, dieses nur höchst selten hat stattfinden können.»

Soleure: «Die von der eidgenössischen Tagsatzung anfangs September angeordnete Volkszählung wurde im Kanton Solothurn im Februar 1837 durchgeführt. Für die Genauigkeit der Zählung spricht, dass die Staatskanzlei etliche Bogen zur Überprüfung zurückschickte. Ehrensam (1974) stellte bei der Kontrolle der Ergebnisse in den Bezirken Lebern und Kriegstetten fest, dass allem Anschein nach «sehr genau gerechnet» wurde. Die Zählung ist bevölkerungsstatistisch deshalb wertvoll, weil sich die Solothurner nicht allein mit den geforderten Angaben über die Anzahl der Kantonsbürger, Eidgenossen und Ausländer begnügten, sondern, wie aus den Rubriken von Tabelle 5 herausgeht, zusätzlich eine Reihe weiterer Angaben einforderten («Gesellen, Dienstboten, Kostgänger» sowie «auf eigene Rechnung angesessene.») (Schluchter 1990).

Glaris: Dans le rapport de Cosmus Heer, le responsable du recensement de 1837 à Glaris, ce dernier décrit avec précision le processus du relevé et ajoute: «Da es hingegen für unser Land von grossem Interesse ist, zu wissen, wie viel sich zur reformierten oder zur kathol. Religion bekennen und ebenso auch die Berufsart eines jeden Bewohners, so sollen (...) dem eidgenössischen Formular noch zwei Kolonnen beigefügt werden (...)»

Valais: Notice des Archives d'État à l'attention des généalogistes: «Les recensements de 1829 et de 1837 sont les premiers qui rendent de très précieux services aux généalogistes. Dans les listes alphabétiques, les gens se retrouvent groupés par familles, ainsi on obtient une excellente image de la structure des familles de chaque commune. Les listes de la population ont été remplies par l'administration communale; elles sont en général alphabétiques. En 1837, on ne demanda pas de dates de naissance, cela ne simplifie pas l'identification des personnes. (...) En ce qui concerne les bourgeois non domiciliés, les communes ne se sont guère donné beaucoup de peine.» (Archives de l'État du Valais).

Zoug: «Wie schon die kantonale Zählung von 1830, krankte auch die eidgenössische von 1836 an der langen Aufnahmezeit (...). Es wird zudem differenziert nach Männern und Frauen und «aussert dem Kanton Befindliche». Diese Einheit ist wenig hilfreich, da nicht erkennbar ist, ob es sich um dauernd oder vorübergehend Abwesende handelt. Immerhin ist es das erste Mal, dass Abwesende in irgendeiner Form aufgeführt werden. (...)» (Lüönd 1990).

La critique «du point de vue fédéral» met en cause à juste titre la longue durée du recueil des données, et le reproche de l'hétérogénéité est également pertinent. Les différents cantons pourraient rétorquer que presque tous les dénombrements ont eu lieu un jour J ou en l'espace de quelques jours, tout au plus dans les six semaines, et que «hétérogénéité» n'est pas synonyme de faiblesse générale mais désigne une large fourchette entre «excellent» et «insuffisant». Pour la recherche, le désavantage du recensement de 1836/37 réside dans les instructions peu claires, car la Diète n'a pas exigé la transmission de résultats au niveau des communes. De nombreux cantons, par contre, ont conservé les tableaux récapitulatifs par commune; dans d'autres, on ne trouve les effectifs communaux plus que dans des comptes-rendus ou des annuaires.

Le difficile accès aux sources au niveau de la Confédération a certainement terni l'image de ce recensement auprès de générations de chercheurs, et sans nul doute aussi la critique dépréciative formulée dans les recensements fédéraux de la population à partir de 1860 (voir plus haut). Il faut dire que, de ce point de vue, le recensement de 1836/37 appartenait à une époque considérée comme révolue et qui n'était guère en mesure de mener à bien des projets cohérents. Pourtant, dans sa publication du recensement de 1850, Stefano Franscini (1851) portait encore un jugement plus nuancé. En comparant l'évolution démographique des chefs-lieux cantonaux entre 1837 et 1850 (tableau XI), il constata: «On peut supposer avec raison que, lors de l'avant-dernier relevé,

un certain nombre de personnes établies ou de simples habitants ait été oublié ou ignoré, qu'il s'agisse de citoyens d'autres communes, de ressortissants d'autres cantons ou d'étrangers. D'où une croissance démographique apparemment importante mais peu vraisemblable.»

Une analyse plus équitable du recensement de la Diète fédérale de 1836/37 se doit de souligner aussi ses points forts. Tout d'abord, les directives de la Diète du 5 septembre 1837 exigeaient des cantons un dénombrement nominal de toute la population, ce qui constituait une nouveauté pour bon nombre d'entre eux. Ensuite, la définition du domicile – avec les trois catégories d'origine «Bourgeois ou habitant toléré du canton», «Origine suisse» et «Origine étrangère» en excluant les absents – avait au moins le mérite d'avoir fixé un cadre théorique précis pour la définition de la population résidente. Selon le modèle zougais de Werner Lüönd (1990) (cf. chap. 2.2.4), et par rapport à un «recensement idéal», il ne manque à cette catégorisation que le groupe des «personnes de passage». Troisièmement enfin, la disponibilité des données dans de nombreuses archives cantonales est un autre atout de

ce recensement. Ainsi, les archives d'État de nombreux cantons (UR, GL, ZG, FR, BS, AR, AI, GR, AG, VS et GE) ont intégralement sauvegardé les listes originales de la population (TA13), d'autres partiellement (ZH, SZ, TG), et cette énumération n'est peut-être pas définitive. Certains cantons ayant élargi le questionnaire pour leurs intérêts propres (outre GL, SO, BS, BL, AG, également tous les cantons qui organisaient par ailleurs régulièrement des dénombrements de leur population) et les années de naissance des habitants figurant de surcroît sur de nombreuses listes originales, le recensement de 1836/37 renferme de riches informations dont l'exploitation n'a jusqu'ici qu'à peine été amorcée. Aucun autre recensement de la population de la Suisse n'a fourni autant de listes de personnes avec leur nom.

Dans de nombreux cantons, les résultats du recensement de 1836/37 semblent donc se prêter tout à fait à des comparaisons chronologiques avec le premier recensement fédéral de la population de 1850. Ils pourraient aussi servir de source pertinente pour des analyses structurelles des mouvements migratoires intra- et intercantonaux (d'après le droit de cité), comme

Illustration carte 7: Matthäus Merian d. Ae., Basler Stadtansicht, 1642



Matthäus Merian, né en 1593 à Bâle, a dirigé, dès 1623, une maison d'édition à Francfort-sur-le-Main, dans le cadre de laquelle il publia notamment, à partir de 1642, la plus grande collection d'œuvres de son temps, à savoir les volumes de la «*Topographia Germaniae*». Celle-ci comprend également une présentation des villes de la Confédération. Les paysages urbains sont de grande qualité. Les vues qui y sont reproduites constituent souvent les représentations exactes les plus anciennes. En 1615 déjà, Merian avait publié une vue aérienne de sa ville natale.

Source: https://fr.wikipedia.org/wiki/Matth%C3%A4us_Merian

© DICKMANN AG, OFFSETDRUCK, BASEL 1960, collection Buscher

l'attestent des tableaux croisés contemporains par commune à Glaris ou par district à Berne. Les recensements dans les deux cantons qui ont dû réitérer leur collecte des données (BE, GR) sont foncièrement différents. Alors que les deux enquêtes bernoises ont été menées selon les mêmes principes et montrent une évolution démographique très plausible sur 21 mois, les deux dénombrements grisons divergent entre eux du point de vue de l'application de la notion de domicile.

Pour la présente publication, seuls les totaux des effectifs du recensement de 1836/37 ont été repris et non les caractéristiques structurelles. L'exploitation complète de la documentation resterait donc encore à faire. Le recensement de la Diète fédérale de 1836/37 mériterait indéniablement une étude scientifique approfondie.

2.7 Digression: Les villes dans les recensements d'antan

Même lors de décomptes précis, la détermination du chiffre «exact» des habitants des villes est un terrain miné de l'histoire de la population. Les recensements sont peu nombreux et souvent contradictoires, l'application des délimitations territoriales est peu claire, et les catégories mobiles de la population sont courantes. Le traitement des données prend beaucoup de temps et n'aboutit pas toujours à des résultats fiables. En raison même de ces difficultés, les études sur la démographie des villes font partie des travaux scientifiques les plus intéressants, et cela depuis la thèse zurichoise de Sophie Daszyńska en 1891.

Les villes sont longtemps aussi restées les parents pauvres de la statistique en Suisse. Compte tenu de nos exigences en matière d'exhaustivité des relevés et de clarté dans la définition des catégories, cette constatation acquiert encore plus de poids. Ces exigences furent relativement faciles à concrétiser dans les régions rurales. En revanche, jusqu'au XVIII^e siècle y compris, la recherche urbaine historique dut recourir à un ensemble de caractéristiques indirectes pour pouvoir en déduire des estimations sur l'état de la population des villes. En font notamment partie les découvertes archéologiques, les observations tirées de cartes et de registres ainsi que la combinaison de sources et d'indicateurs: surfaces construites, extension de fortifications, nombre de maisons et densités d'habitation, registres d'adresses ou listes de corporations, listes des propriétaires, statistiques fiscales, etc., combinés avec les données sur les mouvements de la population.

Des contingences politiques empêchèrent souvent de procéder à des relevés fiables. Dans les régions catholiques, les autorités et les congrégations religieuses locales des cantons-villes de Fribourg et de Soleure, par exemple, refusèrent de se soumettre aux visites épiscopales. Pour la ville de Lucerne, l'évêque de Constance reçut quatre fois en 25 ans les mêmes estimations surévaluées. Lors des recensements des grains, la population des villes ne fut souvent pas impliquée, parce que celle-ci ne produisait pas de céréales elle-même ou parce que les gouvernants pensaient connaître la situation alimentaire des villes. Cet argument pourrait aussi expliquer pourquoi différents relevés ne

concernèrent que les «bailliages extérieurs» (Soleure, Zoug) mais pas les «bailliages intérieurs» dont les baillis habitaient dans la ville même.

Il existe cependant aussi divers exemples positifs. Au Tessin et en Valtelline, depuis 1590, les décomptes des communiantes dans les villes semblent être de qualité comparable à celle des paroisses de campagne. Dans les registres réguliers du clergé zurichois également, la population des paroisses des villes de Zurich et de Winterthur a été saisie complètement au moins trois fois (1637/43, 1670 et 1682) et ce avec rues et adresses. Un chiffre des habitants de 1692 est connu pour Soleure et de 1699 pour Mulhouse. Une longue série de relevés démographiques précis dans la ville de Genève débuta en 1693, suivis par les relevés de 1698, 1711, 1721, 1739, 1755 puis encore par cinq autres dans les années 1780. La ville de Zurich lança des dénombrements réguliers dès 1715. Pour Lausanne, on connaît un total datant de 1709; pour Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds, les dénombrements annuels débutent en 1750. Dans les autres villes, les premiers recueils plus ou moins précis de données ne remontent pas plus loin qu'aux années 1760 et s'inscrivent un peu partout dans les premiers relevés cantonaux, ainsi à Berne 1764, Schaffhouse 1766, Bâle 1779, Lucerne 1780 et Fribourg 1785. Pour la ville de Saint-Gall, aucun comptage exact n'est connu avant 1809. Le volumineux ouvrage «Statistique historique de la Suisse» (Ritzmann-Blickenstorfer, éd. 1996) contient un tableau sur l'évolution à long terme de la population de toutes les grandes communes (d'aujourd'hui).

La **délimitation de la zone urbaine** posa un problème particulier lors de tous les recensements. Parfois, la différenciation fut clairement établie par les désignations «dans les murs» et «hors les murs» (Sigel 1999). D'autres dénombrements firent la distinction entre la «ville» (intra-muros), les «faubourgs» et le «*Stadtban*» – villages ou territoires communaux dans le ressort de la ville – (Schaffhouse), ou encore les «*Ausgemeinden*» – communes dites extérieures – (par ex. Zurich) et les «franchises» (Genève). Les paroisses des villes (plus d'une dans toutes les villes d'une certaine importance) englobèrent le plus souvent les faubourgs et parfois aussi certaines communes extérieures (Zurich, Lucerne). Ailleurs, une église paroissiale de campagne pouvait être constituée dans la banlieue de la ville (Lausanne, Les Râpes) ou des paroisses campagnardes pouvaient intégrer la population urbaine des faubourgs (Fribourg). Des décomptes géographiquement précis sont utiles lors de l'analyse de détail. C'est le cas pour les dénombrements zurichois de 1637 et 1670 ou pour le Recensement helvétique dans ceux des cantons qui livrèrent des résultats par localité. Mais même des relevés exacts et répétés n'assurèrent pas forcément la même cohérence de l'approche à chaque fois. Autant que l'on puisse savoir, il n'y eut que peu de modifications territoriales des communautés paroissiales ou de la commune urbaine, mais des églises affiliées à des paroisses de la ville situées dans les communes extérieures parvinrent assez fréquemment à se constituer en paroisses autonomes. À l'exception de Genève, les territoires des communes «politiques» urbaines n'ont également guère subi de modifications, bien que nos recherches à cet égard puissent être incomplètes.

2.8 Histoire de l'accueil réservé aux données de la statistique démographique

2.8.1 Considérations générales

De quelles connaissances dans le domaine des effectifs de la population la recherche disposait-elle au cours des différentes périodes historiques? Quand et par qui les sources des dénombrements d'autrefois ont-elles été cherchées et découvertes?

Les réponses à ces questions ne peuvent pas être complètes, et il est possible que nous ayons omis certains travaux importants ou que nous ne les ayons pas appréciés à leur juste valeur. Les influences de l'étranger, en particulier, peuvent tout au plus être esquissées ici, qu'il s'agisse de rapports de voyageurs étrangers datant d'époques anciennes et qui contiennent souvent des observations intéressantes, ou qu'il s'agisse plus tard des influences méthodologiques exercées sur la statistique ou encore des cultures différentes en matière de recherche dans les pays voisins avec leur impact sur le paysage diversifié de la recherche en Suisse.

Ce chapitre tente de retracer les grandes lignes de la découverte et de l'interprétation des sources de la statistique démographique, pour autant qu'elles concernent les effectifs des habitants des cantons, des districts et des communes. Cette contribution à l'histoire de la recherche s'entend comme une synthèse des travaux que nous avons consultés pour documenter nos tableaux de la population. Elle est structurée selon les grandes périodes historiques et mène jusqu'à nos jours, tout en restant centrée sur les travaux relatifs à l'histoire régionale et locale.

En comparaison internationale, la statistique suisse resta à la traîne jusqu'en 1860 environ mais rattrapa rapidement son retard par la suite pour atteindre un niveau comparativement élevé vers 1900, surtout pour ce qui est de la différenciation spatiale et culturelle. En ce qui concerne la mise en valeur des sources historiques et leur réception dans le monde scientifique, la périodisation est plus difficile à cerner. Sur un plan purement quantitatif, on peut constater que des travaux en histoire de la population ont été élaborés de tout temps. Nos analyses ont néanmoins identifié deux dépendances circonstancielles que nous esquissons sous forme d'hypothèses. La première hypothèse renvoie aux conditions structurelles et institutionnelles qui encouragent et soutiennent des travaux de recherche. La deuxième hypothèse fait référence au contexte sociétal et à l'émergence de nouvelles problématiques politiques pertinentes.

Parmi les conditions d'ordre structurel, on peut évoquer les avancées institutionnelles et organisationnelles, comme par exemple l'ouverture ou la réorganisation d'archives (Coutaz 2016) qui permit aux spécialistes de traiter un matériau inconnu jusque-là, un processus qui n'est pas encore tout à fait achevé à ce jour. Le lancement de revues et, plus tard, l'organisation de programmes de recherche et de congrès de spécialistes sont d'autres facteurs de stimulation pour des travaux de recherche. Dans un premier temps, les sociétés d'histoire (et d'archéologie) – à commencer par la Société suisse d'histoire créée en 1811 et suivie par la fondation de sociétés similaires dans tous les cantons (la première dans les Grisons en 1826) – intégrèrent des articles sur des questions de démographie dans leurs publications. Dans

la deuxième moitié du XIX^e siècle, ce fut toutefois le «Journal de statistique et revue économique suisse» qui devint le principal organe de diffusion de contributions sur la démographie historique (Mangold 1925).

La deuxième hypothèse postule un intérêt politique et social, à variation cyclique, porté aux problématiques démographiques. Aux XIX^e et XX^e siècles, la recherche et la découverte de sources statistiques coïncidèrent souvent avec certaines constellations politiques, telles que des épisodes d'intenses controverses autour de l'importance et du rôle de l'État central ou de questions de développement régional. Ces phases de mutation des idées et du politique engendrèrent différentes percées dans la recherche en amont des bouleversements mais qui eurent tendance à s'es-souffler par la suite.

De tout temps, des personnalités marquantes de la recherche ont joué un rôle prépondérant en abordant des thèmes relevant de la démographie, que ce soit pour elles-mêmes ou au niveau de leur chaire universitaire. Avant 1900 déjà, des études démographiques ont été menées dans certaines universités dans le cadre de différentes disciplines, comme vont le montrer les exemples ci-dessous. Par contre, la création d'une institution centrale de recherches en démographie ne fut jamais à l'ordre du jour dans la Suisse fédéraliste, comme ce fut le cas en France après 1945 avec l'Institut national d'études démographiques (INED) ou en République fédérale d'Allemagne en 1973 avec le «Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung (BiB)» (Brocke 1998).

2.8.2 Recherches et publications en matière de statistique démographique suisse 1760–1850

Comme l'a montré le tableau 2.1, peu de décomptes de la population furent organisés par des gouvernements au cours des deux premiers tiers du XVIII^e siècle dans le cadre de la Confédération. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime également, et cela malgré l'intérêt croissant pour la statistique, tous les cantons n'avaient de loin pas procédé à leur premier recensement de la population (il manquait notamment les cantons primitifs et Glaris, Appenzell Rhodes-Intérieures, Grisons, Valais ainsi que la plupart des bailliages communs). Comme, de surcroît, les résultats de la plupart des relevés effectués n'étaient pas connus, l'estimation du nombre d'habitants des cantons de la Confédération devint un défi pour la science au temps des Lumières. La carence des sources perdura même après 1798, vu que des relevés systématiques n'ont guère suivi dans les décennies suivantes jusqu'en 1830.

Différentes personnalités scientifiques ont cependant osé s'attaquer à la difficile tâche de rassembler ou d'évaluer les chiffres de la population des territoires suisses. Les auteurs de la période «préstatistique» provenaient des domaines de connaissances les plus divers, et leurs traités démographiques se trouvent insérés dans des ouvrages de type encyclopédique qui concernent l'ensemble du pays.

Il s'agit tout d'abord du pasteur zurichois Johann Conrad Fäsi de Uetikon (1727–1790) qui publia une œuvre en quatre volumes, la «*Staats- und Erbeschreibung der helvetischen Eidgenossenschaft*» (1765–68). Un autre ouvrage, également en quatre volumes, fut publié en 1795 par le professeur de théologie

lausannois François-Jacques Durand sous le titre «Statistique élémentaire ou Essai sur l'État géographique, physique et politique de la Suisse». La même année parut aussi un texte anonyme intitulé «Le Conservateur suisse, ou recueil complet des étreunes helvétiques», document dont nous n'avons pas pu établir la paternité.

Un autre écrit émana de l'historien genevois Jacques Picot. Dans sa «Statistique de la Suisse» (1819), il rendit un hommage critique à ses trois prédécesseurs et à leurs travaux et publia en outre l'échelle des populations cantonales que la Diète fédérale avait utilisée pour déterminer les contingents de troupes de 1817. Par contre, Picot ne se hasarda pas à présenter des estimations personnelles des effectifs de la population.

1827 fut une année charnière pour la publication d'ouvrages ayant trait à la statistique démographique. Le premier à paraître fut le volumineux «*Hand-Lexikon der Vollständigen Beschreibung des Schweizerlandes*» du pasteur bâlois Markus Lutz de Läufelfingen. De nombreuses descriptions de communes comprennent des totaux de population provenant des collectes de données des années 1810–1820, issues principalement des relevés catholiques. Une traduction française de cette œuvre parut neuf ans plus tard (1836–37) sous le titre «Dictionnaire géographique-statistique de la Suisse». Suivit le célèbre ouvrage de Stefano Franscini, «*Statistica della Svizzera*», édité d'abord en italien, qui est considéré comme le point de départ de la statistique officielle de la Suisse. Franscini, qui connaissait les travaux de Johann Conrad Fäsi et de François-Jacques Durand (Franscini, in: Ceschi 1991), publia des totaux de population pour les 22 cantons et aussi des tableaux sur les courbes des naissances et des décès dans de nombreux cantons. Deux ans plus tard (en 1829), le travail de Franscini parut en version allemande, sous le titre de «*Statistik der Schweiz*», édité par G. Hegnauer. En 1827 également, l'économiste bâlois Christoph Bernoulli publia le «*Schweizerisches Archiv für Statistik und Nationalökonomie*» qui contient les chiffres des habitants des cantons ainsi que des tableaux par district pour huit cantons. Tous ces ouvrages sont accessibles en ligne grâce à la plateforme e-rara.ch de la bibliothèque de l'EPF de Zurich et aux inventaires de l'OFS.

Le tableau 2.5 illustre les estimations des effectifs de la population faites par différents auteurs et contenues dans des publications; elles sont complétées par des données basées sur des estimations officielles. Les totaux ont été extrapolés à la situation territoriale des cantons de 1815.

L'écrit de Johann Conrad Fäsi (1765) ne contient pas de tableaux par canton, de sorte que nous n'avons pas pu vérifier les indications suivantes de Jacques Picot. Le tableau 2.5 montre que les estimations de François-Jacques Durand et du «Conservateur» de l'année 1795 sont nettement supérieures au résultat du Recensement helvétique. Les chiffres de la population ont été considérablement surestimés pour les cantons alpins des Grisons (y compris la Valtelline), du Valais, du Tessin et d'Uri, mais aussi ceux de Fribourg, Schaffhouse, Appenzell Rhodes-Extérieures/Appenzell Rhodes-Intérieures et Saint-Gall. En comparaison, «Le Conservateur» s'en sort en général un peu mieux que Durand, si on se réfère au Recensement helvétique: Durand oublia les quatre bailliages communs de Berne et de Fribourg, Le Conservateur négligea Genève, et les deux auteurs omirent Rottweil.

Dans le travail de Christoph Bernoulli (1827), on trouve aussi une estimation du nombre d'habitants faite par Usteri/Meyer, correspondant probablement à celle du «*Helvetischer Almanach*» (voir plus loin). Les totaux des habitants selon Franscini (1827) et Bernoulli (1827) illustrent la forte croissance depuis le tournant du siècle, même si les deux auteurs n'eurent pas accès au Recensement helvétique. Par rapport à Franscini, Bernoulli parvint à un total supérieur de quelque 60 000 personnes, surtout pour les cantons urbains. Franscini pourrait avoir extrapolé les excédents cantonaux des naissances, tandis que Bernoulli – qui, au vu de ses exemples, semble avoir disposé de meilleures sources contemporaines en provenance des cantons – a osé inclure le comportement migratoire. Dans la traduction allemande de 1829, Franscini ou son éditeur Hegnauer ont repris les données de Bernoulli. Enfin, dans sa «*Neue Statistik der Schweiz*» de 1848, Franscini a utilisé les résultats du recensement de la Diète fédérale de 1836/37 et a extrapolé ou récupéré des données cantonales plus récentes pour l'année 1844.

Pour l'appréciation des ouvrages au niveau suisse, il convient de se rappeler que, dans la France post-révolutionnaire, les conditions furent favorables pour la recherche scientifique. À signaler en particulier la Statistique du Département du Léman du Genevois J. C. J. de Sismondi de l'année 1804 et un travail similaire de Jean Picot (1817) pour le canton de Genève tout juste élargi.

En l'an 1799, la maison d'édition zurichoise Orell Füssli publia d'abord le «*Helvetischer Revolutionsalmanach*» puis, dès 1802, le «*Helvetischer Almanach*». Sous l'égide de Kuhn, Meisner et Wyss, ainsi qu'avec la collaboration artistique notamment de Johann Heinrich Meyer et de Johann Martin Usteri (Bierende 2010), chaque édition annuelle jusqu'en 1822 contient la description d'un canton avec un chapitre consacré à la population, dans certains cas jusqu'au niveau des communes (Nidwald 1805, Grisons 1806, Schwytz 1807, Soleure 1813 et Zurich 1814). Dans les almanachs suivants, les bases de données provenaient des premiers recensements du temps de la Médiation, avec quelquefois des critiques intéressantes sur les sources antérieures (Fribourg 1810, Tessin 1812, Berne 1819). Un article datant de cette époque vaut également la peine d'être mentionné, car il contient déjà une mise en valeur des données communales dans une approche rétrospective; il s'agit des «*Volkszählungen im Kanton Appenzell der äusseren Rhoden*» de J. C. Schäfer de 1810.

L'état des données s'améliora avec les recensements de la population de la Régénération après 1830 (ZH, BE, BL, SG, AG, TG, VD). Gerold Meyer von Knonau (1804–1858), géographe, historien et premier archiviste d'État du canton de Zurich, rédigea le volume sur Zurich en 1834 et posa ainsi les fondements de la collection du «*Historisch-geographisch-statistische Gemälde der Schweiz*». Ces descriptifs, regroupant toutes les branches de la science et rédigés par des théologiens, des médecins, des naturalistes et des juristes, furent réalisés dans seize cantons entre 1834 et 1849 (ZH, BE, UR, SZ, NW, GL, FR, SO, BS, SH, AR, GR, AG, TG, TI, VD). Suivit encore Lucerne en 1859. Les portraits des cantons comprennent des chapitres sur l'évolution de la population, dont les sources pour la Thurgovie sont aujourd'hui perdues. Seuls quelques tomes évoquent toutefois la source du Recensement helvétique (LU, FR, TG).

Nombre d'habitants (en milliers) des cantons dans les premières publications (Fäsi, Durand, «Conservateur», Almanach, Bernoulli, Frانسcini) T.2.5

Base: cantons de 1815; les résultats antérieurs sont adaptés

	Fäsi 1765	Durand 1795	Le Conservateur suisse 1795	Recensement helvétique 1798/99 MS	Helvetischer Almanach 1802-1822	Année de référence pour le Helv. Almanach	Diète fédérale 1817 (source: Picot 1819)	Usteri et Meyer (source: Bernoulli 1827)	Bernoulli 1827	Frانسcini 1827	Frانسcini, Hegnauer 1829 (identique à Bernoulli 1827)	Diète fédérale 1836/37 in: Frانسcini, Neue Statistik Schweiz 1848	Frانسcini 1848, Neue Statistik Schweiz, estimations pour 1844
ZH		175,0	181,4	178,7	182,1	1803	185,0	185,0	218,0	190,0	218,0	231,6	244,0
BE		374,0	437,2	235,8	227,4	1819	291,2	320,0	350,0	346,0	350,0	407,9	432,0
LU		100,0	90,0	91,1	100,0	1804	86,7	100,0	116,0	102,5	116,0	124,5	132,0
UR		13,0	14,0	11,8	11,8	1805	11,8	14,0	13,0	13,0	13,0	13,5	14,0
SZ		24,0	31,7	32,8	26,8	1807	30,1	28,9	32,0	35,0	32,0	40,7	43,0
UW		23,5	19,4	19,4	20,0	1805	19,1	21,0	24,0	22,4	24,0	22,5	23,0
GL		16,0	18,0	24,1	24,5	1809	24,1	27,0	28,0	31,4	28,0	29,3	31,0
ZG		20,0	14,0	12,5	14,0	1807	12,5	14,3	14,5	14,2	14,5	15,3	16,5
FR		73,0	72,8	67,4	67,8	1810	62,0	70,0	84,0	72,0	84,0	91,1	96,5
SO		45,0	46,0	45,8	48,0	1813	45,2	47,9	53,0	52,8	53,0	63,2	67,0
BA		40,0	39,0	45,9	21,0	1813	45,9	45,9	54,0	53,2	54,0	65,4	70,0
SH		30,0	30,0	23,9	30,0	1811	23,3	30,0	30,0	32,0	30,0	32,6	34,0
AR		51,0	52,0	46,1	55,0	1808	48,6	52,0	52,5	55,0	52,5	50,4	54,0
SG		136,1	149,2	128,8	130,3	1809	131,5	134,0	144,0	138,0	144,0	158,9	169,0
GR		250,0	210,0	73,5	72,2	1806	80,0	73,2	88,0	92,0	88,0	84,5	90,5
AG		44,0	41,4	126,0			120,5	145,9	150,0	150,0	150,0	182,8	194,0
TG		60,0	72,4	71,1			76,0	75,3	81,0	79,0	81,0	84,1	90,0
TI		169,0	159,2	94,9	88,7	1812	90,2	93,5	102,0	103,0	102,0	113,9	120,0
VD		²	²	143,9			148,2	150,0	170,0	162,0	170,0	183,6	194,5
VS		100,0	90,0	60,5	60,5		64,0	63,0	70,0	73,0	70,0	76,6	81,5
NE		40,4	44,5	46,5	46,5		48,0	50,8	51,5	53,5	51,5	58,6	62,0
GE		34,0	¹	45,9	40,0	1817	44,0	41,5	52,5	46,0	52,5	58,7	62,0
JU		29,0	23,1	32,5									
CH		1 847,5	1 847,0	1 835,3			1 687,9	1 783,3	1 978,0	1 916,0	1 978,0	2 190,3	2 320,0

¹ GE manque dans le tableau du «Conservateur suisse».

² Jusqu'en 1795, VD faisait partie de BE, d'où l'absence de valeurs dans les colonnes correspondantes.

Dans un rapport d'activité adressé au Grand Conseil bernois nouvellement élu, le relevé cantonal de 1831 servit de prétexte pour demander à ce qu'une rétrospective soit élaborée sur l'évolution démographique de toutes les paroisses et communes (1764, 1818, 1831). C'est précisément le plus grand des cantons suisses qui fut le premier à entreprendre une telle démarche et à analyser, à cette occasion, les données du vaste recensement de 1764.

2.8.3 Statistiques démographiques et études historiques régionales dans l'État fédéral

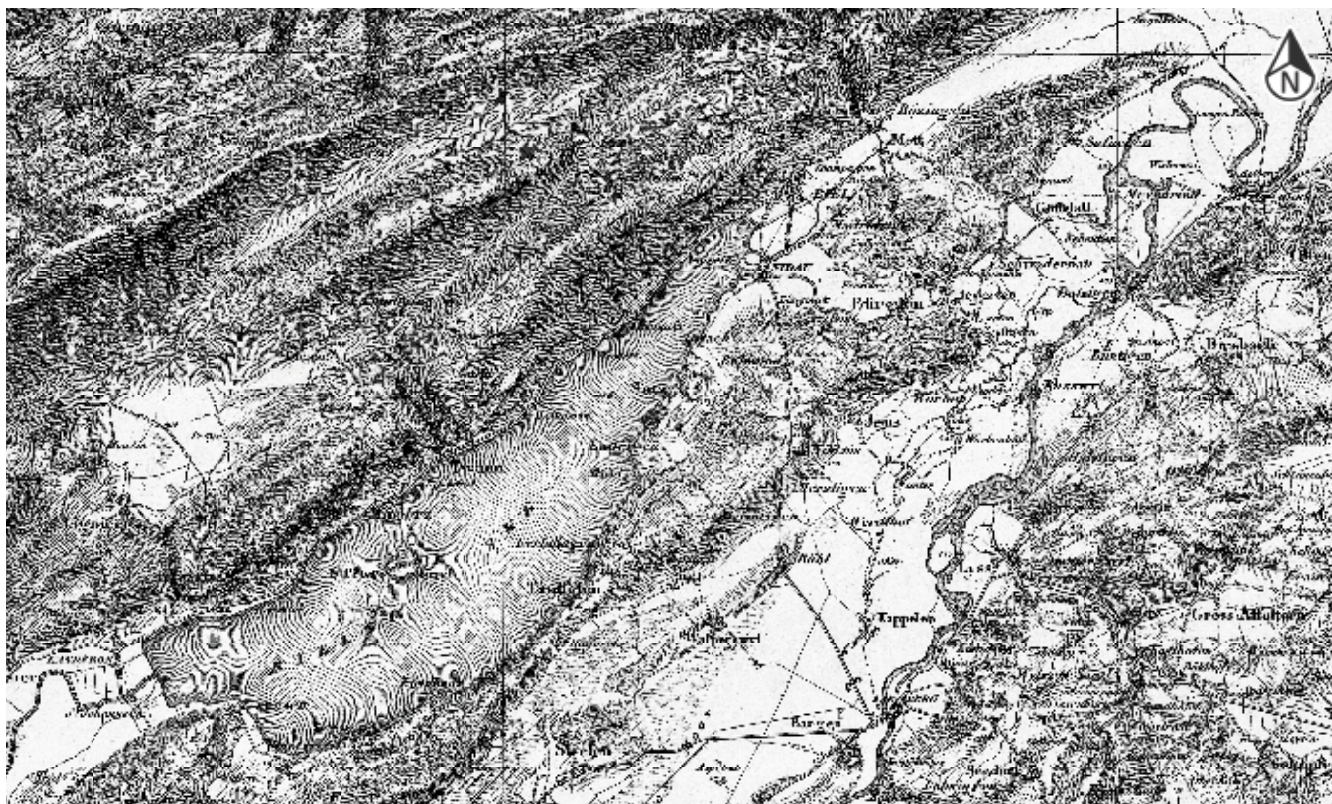
Avec le recensement fédéral de la population de 1860, la création du premier «Bureau statistique fédéral» la même année et les premiers services cantonaux de statistique, les conditions pour des comparaisons rétrospectives de la population changèrent radicalement. À partir de ce moment-là, les données du premier recensement fédéral de 1850 dans les cantons et la Confédération devinrent le point de départ de toutes les séries chronologiques sur l'évolution démographique de la Suisse (Bureau fédéral de statistique 1951, RFP 1950; OFS 1992, RFP 1990; Schuler, Ullmann, Haug 2002, RFP 2000). Des séries remontant plus loin dans le temps étaient difficiles à établir et, avec l'éloignement

de l'horizon temporel, leur utilité ne paraissait pas évidente. La détection de dénombrements plus anciens devint un pur travail de chercheur. Le futur directeur du Bureau statistique fédéral, le Neuchâtelois Louis Guillaume, qui disposait dans son canton de la plus riche série de données, fut le premier à publier en 1876 une analyse historico-démographique de son canton, précisée encore dans les six volumes de l'histoire neuchâteloise de Quartier-La Tente à partir de 1893. Dans le cadre du nouvel Office cantonal de la statistique de Genève, Emmanuel Kuhne édita en 1894 un récapitulatif des résultats communaux du canton depuis 1815.

La statistique et l'archivage (sans oublier la cartographie, voir Höhener et Klöti, 2020) connurent un important essor dès la moitié du XIX^e siècle. Au niveau international, les Congrès internationaux de statistique, lancés par le mathématicien belge Adolphe Quetelet à partir de 1855, entraînèrent une standardisation des relevés statistiques (Schuler 1999).

À cette même époque (1868) eut lieu la première enquête sur la statistique démographique en Suisse, avec la «*Bevölkerungstatistik der schweizerischen Eidgenossenschaft und ihrer Kantone*» de l'historien Wilhelm Gisi (1843–1893), actif à St-Gall et à Berne. Peu de temps après, Max Wirth, directeur du Bureau statistique fédéral de 1870 à 1873, lança l'«Encyclopédie statistique de la Suisse» qui ne contient certes pas de données démographiques

Illustration carte 8: Carte Dufour 1 : 50 000, extrait de Bienne-Seeland, 1845



Guillaume Henri Dufour (1787–1875), officier de la toute nouvelle armée fédérale de 1817, a été nommé chef de l'état-major général en 1832 et chargé, à ce titre, des travaux de triangulation et de l'établissement d'une carte de la Suisse. En 1838, Dufour a créé un bureau topographique à Genève qui imprima, entre 1845 et 1864, la première carte officielle de la Suisse à l'échelle 1 : 100 000. Dufour a été promu à quatre reprises au rang de général de l'armée suisse, la première fois en 1847 en vue de parvenir à la dissolution du Sonderbund.

Source: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/003862/2006-04-20/>

© [HTTPS://MAP.GEO.ADMIN.CH](https://map.geo.admin.ch)

mais en partie d'excellents articles sur l'histoire institutionnelle des cantons, rédigés par des personnes de confiance (voir chap. 1). Les six volumes représentèrent une étape supplémentaire dans les études lexicologiques en histoire et géographie au tournant du siècle. L'exploitation des données des recensements fédéraux de la population de ce temps-là fut de plus en plus détaillée (Busset 1993) et comprirent, dans les années 1888, 1900 et 1910, des répertoires des localités avec des décomptes des habitants jusqu'au niveau de la ferme isolée et adaptés à la Carte Siegfried qui couvrait désormais l'ensemble du territoire suisse.

La Société suisse de statistique donna de nouvelles impulsions à la recherche en démographie historique. Entre 1865 et la Deuxième Guerre mondiale, elle a tenu environ 60 assemblées annuelles, d'abord dans les grandes villes de Suisse, puis – au tournant du siècle – systématiquement dans tous les chefs-lieux des cantons. Ces assemblées fournirent l'occasion à des spécialistes cantonaux, pour la plupart des archivistes ou des hommes d'Eglise, de présenter une vue d'ensemble de l'histoire de la population de leur canton respectif. C'est ainsi que les sources cantonales de différents cantons furent découvertes et présentées, puis publiées aussi l'année suivante dans l'annuaire de la Société. Les deux premières contributions furent celles de Louis Guillaume (1876) et de Emmanuel Kuhne (1894). Il faut également mentionner des articles sur les villes de Zurich et de Bâle. Suivirent en 1899 Soleure (Kaufmann), en 1900 Coire (Jecklin), en 1901 Fribourg (Buomberger), en 1903 Schaffhouse (Grand Conseil), en 1907 Sion (Meyer), en 1908 Herisau (Kürsteiner), en 1910 Sarnen (Egger), en 1911 Schwyz (Ochsner) et en 1913 Stans (Wyrsh). Les références précises de ces publications figurent ici dans les textes sur les cantons. En-dehors de ce contexte, il faut aussi rappeler la thèse de Sophie Dascynska (1891) sur les dénombrements de la population de 1637 et 1670 dans la ville de Zurich, thèse dirigée par les professeurs Gerold Meyer von Knonau jr. et Julius Wolf.

On ne connaît que peu d'ouvrages datant de l'entre-deux-guerres qui se seraient penchés sur d'anciens recensements de la population. Citons parmi ceux-ci la thèse de Werner Schnyder sur le canton de Zurich (1925) et le travail de Otto Bartel et Adolf Jenny sur Glaris (1926). Ce n'est que dans les années 1940, entre l'affirmation de l'autonomie du pays et l'influence de la démographie national-populiste en Allemagne, que les questions de démographie historique revinrent sur le devant de la scène. Datent de cette époque les travaux d'Ammann (1945, 1947) ainsi que de Müller et Lüthi (1947) qui contribuèrent à l'histoire complexe de la statistique démographique en Argovie. D'autres articles concernant Winterthour (1940), le Toggenbourg (1941, 1948) et la ville de Berne (1944) parurent à ce moment-là.

Peu après la guerre, Wilhelm Bickel publia une œuvre encore passionnante aujourd'hui, la *«Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz»* (1947), qui inclut aussi pour la première fois le Recensement helvétique. Deux thèses de doctorat soutenues par des élèves de Bickel ont été consacrées aux cantons de Zurich (Raths 1949) et Lucerne (Gubler 1951). Puis, la thématique démographique disparut durant presque vingt ans du paysage suisse de la recherche. La revue *«Annales de Démographie Historique»*, créée en 1964 par des démographes français, eut un écho en Suisse mais avec un décalage dans le temps.

À partir de la fin des années 1960, les questions liées aux migrations et au développement territorial commencèrent à susciter un grand intérêt, souvent aussi dans une perspective historique. L'approche ne comprit pas seulement la géographie mais aussi l'économie régionale, les sciences juridiques et sociales et surtout l'histoire. Cette approche représenta à l'époque un vrai changement de paradigme en se préoccupant désormais davantage des conditions de vie de la population ordinaire et de l'instauration d'une «science sociale exacte». La démographie parvint à mieux s'ériger en discipline scientifique autonome. Cet intérêt s'inscrit dans la mouvance générale de la politique des régions de montagne, de la politique envers les étrangers, de la politique d'égalité des genres, de l'attention portée aux langues minoritaires non reconnues officiellement et même des mouvements régionaux et autonomistes, en Suisse en l'occurrence surtout dans le Jura. À compter de cette date, la démographie historique et l'histoire des populations furent systématiquement étudiées dans les différentes «provinces de la recherche» en Suisse, c'est-à-dire dans les secteurs non officiels à la marge du monde académique. Dans leurs recherches, Hanspeter Ruesch (1979), Lucienne Hubler (1984) et Markus Mattmüller (1987), pour n'en citer que trois, ont publié des panoramas de la littérature dans le domaine de la démographie suisse, en y citant également les nombreux mais peu accessibles mémoires de licence de cette époque. L'intérêt particulier de cette période de recherche portait sur la démographie classique avec une exploitation des registres des baptêmes, des mariages et des décès ainsi que sur une meilleure appréhension des problèmes de migration; les recensements de la population déjà connus furent analysés plus en profondeur, selon leurs caractéristiques structurelles, et souvent replacés dans le contexte du développement économique et social. Pour nos besoins historiques spécifiques, la plupart de ces travaux n'apportent pas d'éléments nouveaux, à quelques importantes exceptions près, comme les inventaires des récoltes céréalières trouvés dans les archives de Bâle par Franz Gschwind (1977) et les exploitations des décomptes de communiant au Tessin (Baratti 1992) et dans l'Évêché de Coire (Fischer 2000).

Les premiers mémoires de licence sous forme de monographies historiques locales ont été écrits à partir de 1969 à l'Université de Fribourg sous l'égide de Roland Ruffieux. Environ deux douzaines de travaux de licence et thèses de doctorat en démographie régionale, issus de «l'école» de l'historien Markus Mattmüller à l'Université de Bâle, ont été élaborés principalement dans le Nord-Ouest de la Suisse, en Suisse centrale, en Suisse orientale et au Tessin (Mattmüller 1975). Parmi les thèses effectuées sous la direction de Mattmüller, mentionnons: Bielmann (1972 Uri), Bucher (1974 Entlebuch), Kurmann (1974 Suhrental), Schürmann (1974 Appenzell), Burri (1975 ville de Lucerne), Gschwind (1977 canton de Bâle), Ruesch (1979 Rhodes-Extérieures), Menolfi (1980 Bürglen TG), Schelbert (1989 Höfe/Schwytz) et Schluchter (1990 Gösgeramt). Avec ses collaboratrices et collaborateurs, Mattmüller élaborera le volumineux ouvrage *«Bevölkerungsgeschichte der Schweiz»* (1987) dont malheureusement seule la première partie (1500–1700) a été publiée.

L'école genevoise de démographie, qui se développa à partir des années 1960, trouve son origine dans l'histoire économique ancrée dans le monde universitaire depuis le début du XIX^e siècle. Anne-Marie Piuze, entre autres, y a apporté une

contribution essentielle. La thèse d'Alfred Perrenoud (1979) sur la ville de Genève est considérée dans les «Annales» comme un travail de pionnier en matière de démographie d'une grande ville. L'Université de Genève est, jusqu'à aujourd'hui, la seule en Suisse à avoir institué des chaires de démographie. Parmi les très nombreux travaux scientifiques de démographes genevois dans le contexte qui nous intéresse, il convient de mentionner la banque de données «Population des Villes européennes» de Bairoch et al. (1988).

Dans les autres universités suisses, les travaux abordant des thèmes de démographie historique autour de 1980 représentaient plutôt des produits secondaires ou des produits de niche vu qu'étant essentiellement axés sur des aspects économiques. Il en fut ainsi auprès des historiens zurichois de l'économie Rudolf Braun et Hansjörg Siegenthaler, à Lausanne auprès d'Alain Dubois ou encore auprès du géographe Gerhard Furrer à l'Université de Zurich pour les Walser ainsi qu'auprès de François Höpflinger (2020). Les travaux du géographe et historien Christian Pfister à Berne, en particulier la banque de données «Bernhist», interviennent un peu plus tard (1994–2006) et purent tirer profit de la littérature rassemblée en Suisse et à l'étranger, surtout pour sa «*Bevölkerungsgeschichte und historische Demographie 1500–1800*» (1992, 2007), devenu un ouvrage de référence. Son prolongement pour la période 1800–2010 eut lieu sous la responsabilité de Josef Ehmer (2003, 2013). Il faut encore signaler, pour cette période, les travaux tessinois (Ceschi et al. 1980, Baratti 1992) ainsi que ceux effectués à Neuchâtel en économie et sociologie.

Deux études élaborées dans des universités étrangères dans les années 1960 sont aussi précieuses dans le cadre de nos opérations et marquent un temps d'avance sur la Suisse: le travail de Raymond Rousseau paru en 1960 «La population de la Savoie jusqu'en 1861», qui contient entre autres un gros chapitre sur la géographie administrative, et la thèse de Romano Bocca «*Popolazione e sedi umane nella Valtellina*» terminée en 1964 à Milan sous la direction de Cesare Saibene.

L'âge d'or de la démographie régionale dans les années 1970 et 1980 ne profita encore guère de la révolution émergeante du traitement électronique des données et encore moins de l'avènement de l'internet au début des années 1990. Les papiers de travail de la génération de chercheurs de l'époque risquent donc de disparaître. Ce n'est que pour les volumineuses banques de données dans les cantons de Berne (Pfister 1994–2006) et d'Argovie (Steigmeier 1998), ainsi que pour la «Statistique historique de la Suisse» (Ritzmann-Blickenstorfer 1998), que les nouveaux moyens technologiques ont pu être pleinement mobilisés.

Après l'an 2000, l'intérêt porté aux questions régionales en Suisse s'est en grande partie éteint et commença plutôt à s'orienter vers les ramifications internationales, notamment les migrations. Pourtant, une renaissance semble se profiler, comme le démontrent les travaux récents de Daniel Kraemer à Nidwald (2014), de Stefano Anelli au Tessin (2017) ou encore de Walter Letsch à Zurich (2017) qui inaugurent de nouvelles approches méthodologiques. Dans le domaine de la recherche à base de données individuelles, le terrain reste encore largement à défricher mais est partiellement déjà aménagé, notamment par les Archives de l'État de Fribourg qui ont rendu accessibles au public les données individuelles de tous les relevés cantonaux de la population du XIX^e siècle.

2.9 Sur la portée et la place occupée par notre travail

Dans l'ancienne Confédération, les dénombrements de la population furent comparativement rares. De plus, ils étaient non coordonnés au niveau spatial et méthodologiquement discordants; ils reflétaient l'exiguïté territoriale du pays, ses clivages confessionnels et le faible développement des administrations cantonales. Dans le cadre de notre travail, nous avons analysé quelque 260 différents relevés démographiques au niveau de la Confédération, des cantons, des villes, de pays alliés et d'autres territoires quant à leurs forces et leurs faiblesses. Toutes les données communales ont en outre été examinées quant à leur exhaustivité et leur plausibilité. La valeur ajoutée de la présente publication réside par conséquent surtout dans la fine répartition spatiale des données jusqu'au niveau local, ce qui a certes déjà été accompli par le passé dans de nombreux relevés cantonaux mais ici, pour la première fois, dans une synthèse à l'échelle de la Suisse.

Presque tous les relevés démographiques étudiés se sont avérés soigneusement exécutés sur le plan géographique. La relative stabilité territoriale au niveau local perdura longtemps, les changements de toponymes furent plutôt rares, et les structures de l'habitat en Suisse restèrent épargnées des graves bouleversements dus aux guerres ou aux catastrophes naturelles. Toutes ces circonstances ont eu une incidence favorable sur les collectes de données, leur comparabilité à long terme et les possibilités actuelles de la recherche.

La documentation présentée ici contient un nombre impressionnant de recueils de données démographiques effectués non seulement sur le territoire de l'ancienne Confédération mais aussi sur les territoires n'appartenant pas encore à la Suisse à l'époque. Il s'agissait de relevés ecclésiastiques et étatiques et, plus tard, de ceux réalisés par des sociétés ou des particuliers. Pour être pris en considération dans notre analyse, les recensements retenus devaient avoir tenté de saisir l'ensemble de la population des paroisses ou des communes politiques. Ces conditions furent principalement remplies par lesdits «décomptes d'âmes» dès la fin du XVI^e siècle, les «recensements des grains» plus ou moins concomitants ainsi que les relevés statistiques administratifs à partir de 1760.

Des instances nationales n'ont organisé que deux fois des recensements à l'échelle du pays tout entier, la première fois durant la République helvétique en 1798/99, la seconde fois grâce à un arrêté de la Diète fédérale de 1835 (recensement de 1836/37). Dans la littérature scientifique relative à l'histoire de la population en Suisse, les deux enquêtes ne bénéficient pas d'une très bonne réputation – quelque peu à tort, comme nous osons le prétendre sur la base de nos études détaillées.

L'hétérogénéité des structures territoriales et des situations politiques de l'ancienne Confédération a aussi généré différents exemples de relevés démographiques convaincants et de portée internationale. Parmi ceux-ci figurent les décomptes des communiants des évêques de Côme et de Milan au Tessin et en Valtellina dès la fin du XVI^e siècle, les comptes d'approvisionnement en blé de Bâle dès 1585, les «*status animarum*» de Zurich à partir de 1634, les dix dénombrements de la population de la ville de Genève après 1693, les relevés annuels neuchâtelois dès 1750/52 et le recensement d'envergure de la population bernoise

de 1764 qui englobait aussi le Pays de Vaud et l'Argovie bernoise. Le recensement de 1770 dans la Principauté épiscopale de Bâle, dont nous pouvons publier ici les résultats par commune pour la première fois, fut aussi de grande qualité.


Avec la formation de l'État fédéral, la Confédération a repris le flambeau et assumé la responsabilité de réaliser des recensements de la population réguliers et fondés scientifiquement et de développer une vaste statistique démographique et sociale. En cela, elle a profité au début du fait que le Tessinois Stefano Francini, l'un des premiers sept Conseillers fédéraux de la Suisse, disposait de solides connaissances dans le domaine de la statistique et se chargea personnellement du recensement de 1850.

Bibliographie du chapitre 2

- Anelli Stefano, La popolazione ticinese prima del 1850. Fonti, dati e osservazioni, in: *Dati – Statistiche e società*, Ustat, Bellinzona, juin 2019.
- Bairoch Paul, Batou Jean et Chèvre Pierre, La population des villes européennes. Banque de données et analyse sommaire des résultats 800–1850, Librairie Droz, Genève, 1988.
- Baratti Danilo, La popolazione nella Svizzera italiana dell'antico regime, in: *Archivio Storico Ticinese*, Vol. 111, anno XXIX, Bellinzona 1992, p. 53–96.
- Bardet Jean-Pierre et al., Débat sur la thèse d'Alfred Perrenoud: La population de Genève du XVI^e siècle au début du XIX^e siècle, in: *Annales de Démographie Historique*, Année 1980, p. 381–386. https://www.persee.fr/doc/adh_0066-2062_1980_num_1980_1_1479, consulté le 12 mars 2021.
- Bartel Otto et Jenny Adolf, Glarner Geschichte in Daten, 3 vol. et registre, Bartel Druck Glaris, 1926.
- Bernoulli Christoph, Schweizerisches Archiv für Statistik und Nationalökonomie oder Beiträge zur Kenntnis und Förderung unseres Nationalwohlstandes, Erstes Bändchen, J. G. Neukirch, 1827, Bâle.
- Bickel Wilhelm, Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik in der Schweiz, Gutenberg, Zurich, 1947.
- Bierende Edgar et al. (éds.), Helvetische Merkwürdigkeiten: Wahrnehmung und Gestaltung der Schweiz in der Kunst- und Kulturgeschichte seit dem 18. Jahrhundert, Neue Berner Schriften zur Kunst 11, Berne, 2010 (p. 173–189). <https://core.ac.uk/reader/32980870>, consulté le 5.4.2021.
- Bloesch Emil, Geschichte der schweizerisch-reformierten Kirchen, Vol II, Europäischer Geschichtsverlag, 2015 (l'original est paru chez Schmid & Franck 1898–1899, 2. vol, Berne).
- Botschaft des Bundesrathes an die h. gesetzgebenden Räte der Eidgenossenschaft, betreffend die eidgenössische Volkszählung vom 10. Dezember 1860, in: Bureau de statistique du Département fédéral de l'Intérieur, Population, Recensement fédéral du 10 décembre 1860, 1ère livraison, Berne 1862.
- Brocke Bernhard, Bevölkerungswissenschaft – Quo vadis. Möglichkeiten und Probleme einer Geschichte der Bevölkerungswissenschaft in Deutschland, Springer, 1998.
- Bureau fédéral de statistique, Population résidente des communes 1850, 230^e fascicule, Berne, 1951.
- Burke Peter, Die Geschichte der «Annales». Die Entstehung der neuen Geschichtsschreibung, Wagenbach, Berlin, 1991, 2004.
- Busset Thomas, Pour une histoire du recensement fédéral suisse, OFS, Berne, 1993.
- Busset Thomas, Müller Bertrand et Surdez Muriel, Quelques jalons bibliographiques autour de l'histoire des statistiques, in: Kreis Georg (éd.), *Histoire des statistiques*, Revue suisse d'Histoire, Vol. 45, 1995, Nr. 1, p. 131–142.
- Ceschi Raffaello (a cura di), Francini Stefano. *Statistica della Svizzera*, Armando Dadò Editore, Locarno, 1991 (réimpression de l'ouvrage de 1827 avec annotations).
- Conservateur Suisse Le, Recueil complet des étrennes helvétiques, Bâle, 1795.
- Coutaz Gilbert, Archives en Suisse. Conserver la mémoire à l'ère numérique, PPU, Le savoir suisse 113, Lausanne, 2016.
- Daszynska Sophie, Die Bevölkerung von Zürich im XVII. Jahrhundert. Ein Beitrag zur historischen Städtestatistik, Buchdruckerei K. J. Wyss, Berne, 1891.
- Donzé Pierre-Yves, Histoire de l'industrie horlogère suisse, Alphil – Presses universitaires suisses, Neuchâtel, 2009.
- Dupâquier Jacques, Histoire de la population française, Paris, PUF, 1988.
- Durand F., *Statistique élémentaire ou Essai sur l'État géographique, physique et politique de la Suisse*, Durand, Ravanel et Comp., Lausanne, 1795.
- Egli, Emil, «Waser, Heinrich» in: *Allgemeine Deutsche Biographie* 41 (1896), p. 220–228, Online: <https://www.deutsche-biographie.de/pnd120435659.html#adbcontent>
- Ehmer Josef, *Bevölkerungsgeschichte und historische Demographie 1800–2010*, Oldenbourg Verlag, München, 2013.
- Fäsi Johann Konrad, *Genau und vollständige Staats- und Erdbeschreibung der ganzen helvetischen Eidgenossenschaft, derselben gemeinen Herrschaften und zugewandten Orten*, Orell, Gessner und Compagnie, 1775–1768, Zurich.
- Fischer Albert, *Reformatio et Restitutio. Das Bistum Chur im Zeitalter der tridentinischen Glaubenserneuerung*, Chronos, Zurich, 2000.
- Francini Stefano, *Neue Statistik der Schweiz*, Berne, Haller'sche Buchdruckerei, Berne, 1848, <https://www.e-rara.ch/zuz/content/titleinfo/7882578>.
- Francini Stefano, *Statistica della Svizzera*, Armando Dadò Editore, 1991. Réimpression de l'édition de Francini Stefano, *Statistica della Svizzera. Con Carta geografica*, Giuseppe Ruggia e Comp., Lugano, 1827.
- Francini Stefano, *Statistik der Schweiz*, édité par G. Hegnauer, Sauerländer, Aarau, 1829.
- Gisi Wilhelm, *Die Bevölkerungsstatistik der schweizerischen Eidgenossenschaft und ihrer Kantone*, H. R. Sauerländer, Aarau, 1868.
- Guth Hans, Die Juden in der Schweiz im Spiegel der Bevölkerungsstatistik, in: *Festschrift zum 50jährigen Bestehen des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes (SIG) 1904–1954*, p. 85-106.
- Haug Werner, Recensements, in: *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*, version du 30.07.2013. Online: <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007984/2013-07-30/>, consulté le 18.09.2020.
- Höhener Hans-Peter et Klöti Thomas, *Geschichte der schweizerischen Kartographie* https://boris.unibe.ch/57737/1/2010_Hoehener_a.pdf, consulté le 19.09.2020.
- Höhener Hans-Peter, Zentralistische oder föderalistische Schweiz? Die Gebietsenteilung in der Helvetik 1798 bis 1803 und ihre Darstellung in Karten, in: *Cartographica Helvetica*, 18/1998, p. 21–31.
- Höpfinger François, *Bevölkerungswandel Schweiz. Soziodemographische und familiendemographische Entwicklungen im Langzeitvergleich*, Une version online de l'étude du 1^{er} mars 2021 est disponible sous www.hoepfinger.com DOI:10.13140/RG.2.2.35536.33288.
- Hubler Lucienne, *La population de Vallorbe du XVI^e au début du XIX^e siècle*, Bibliothèque historique vaudoise N°78, Lausanne, 1984.
- Jost Hans-Ulrich, *Von Zahlen, Politik und Macht. Geschichte der schweizerischen Statistik*, Chronos, Zurich, 2016.
- Kummer Johann Jakob, Die Hauptergebnisse der eidg. Volkszählung vom 1. Dezember 1880 mit einem Rückblick auf die früheren eidg. Volkszählungen, in: *Zeitschrift für Schweizerische Statistik*, 1.&2. Quartalheft, Berne, 1881.
- Kummer, Johann Jakob, *Geschichte der Statistik in der Schweiz*, in: *Journal de Statistique et Revue économique suisse*, 21^e année, 1885.
- Letsch Walter, *Demographic Aspects of the Early Modern Times. The Example of the Zurich Countryside in a European Perspective*, Peter Lang, Berne, 2017.
- Lüönd Werner, Die Volkszählung des 19. Jahrhundert im Kanton Zug, in: *Tugium*, 6/1990, p. 70–96.
- Lutz Markus, *Vollständige Beschreibung des Schweizerlandes, oder geographisch-statistisches Handlexikon*, Sauerländer, Aarau, 1827 (2^e édition) <https://www.e-rara.ch/zut/content/zoom/5816725>
- Malthus Thomas, *Das Bevölkerungsgesetz*, dtv-Bibliothek, Munich, 1977 (traduction de «An Essay on the Principle of Population as it Affects the Future Improvement of Society, London, 1798»).
- Mangold Fritz, *Systematisches Inhaltsverzeichnis der Zeitschrift für Schweizerische Statistik und Volkswirtschaft / Table systématique des matières du Journal de Statistique et Revue économique suisse 1864–1924*, Beilage zum Jahrgang 1925 / Annexe à l'année 1925. <https://www.sgvs.ch/journal/archive/>
- Mattmüller Markus, *Bevölkerungsgeschichte der Schweiz*, Partie I, Vol. 1 Die frühe Neuzeit 1500–1700 ainsi que Vol. 2 Wissenschaftlicher Anhang, Helbing & Lichtenhahn, Bâle et Francfort, 1987.
- Mattmüller Markus, *Demographische Studien am Historischen Seminar der Universität Basel*, in: Imhof Arthur E. (éd.), *Historische Demographie als Sozialgeschichte vom 17. zum 19. Jahrhundert*. Giessen und Umgebung, Selbstverlag, Darmstadt et Marburg, 1975.
- Menolfi Ernest, *Sanktgallische Untertanen im Thurgau. Eine sozialgeschichtliche Untersuchung über die Herrschaft Bürglen (TG) im 17. und 18. Jahrhundert*, these Bâle, Saint-Gall, 1980.
- Meyer von Konow Gerold, *Hist.-geogr.-statist. Gemälde der Schweiz*, Bände Kanton Zürich und Kanton Schwyz. Zurich, 1834/35.
- Meyer-Lustenberger Karl, *Die Volkszählungen der Helvetik. Eine quantitative Auswertung der sog. Stapferschen Pfarrherren-Enquête und ein teilweiser Vergleich mit der sog. Helvetischen Zählung, travail de licence Uni Bâle*, 1978.

- Muret Jean-Louis, Mémoire sur l'état de la population dans le Pays de Vaud, qui a obtenu le prix proposé par la Société Économique de Berne, Yverdon, 1766. Online: https://books.google.ch/books?id=OLAPAAAAQAAJ&pg=PA1&source=kp_read_button&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false, consulté le 10 juin 2021.
- Office fédéral de la statistique, Recensement fédéral de la population 1990, Évolution de la population 1850–1990. La population des communes, OFS, Berne, 1992.
- Office fédéral de la statistique, Création du bureau statistique fédéral, 1^{er} juin 1860 Online: <https://www.bar.admin.ch/bar/de/home/service-publicationen/publikationen/geschichte-aktuell/eroeffnung-des-eidgenoessischen-statistischen-bueiros-1--juni-18.html>
- Perrenoud Alfred, État civil, in: DHS, version du 21.01.2021
- Perrenoud Alfred, La population de Genève du 16^e au début du 19^e siècle, Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Genève, 1979.
- Pfister Christian (éd.), Historisch-statistische Datenbank des Kantons Bern, Berne 1994–2006. Online: <http://www.bernhist.ch/>, consulté le 19.01.2021.
- Pfister Christian, Bevölkerungsgeschichte und historische Demographie 1500–1800, Enzyklopädie deutscher Geschichte, Vol. 28, Oldenbourg Verlag Munich, 2007 (première édition 1994).
- Pfister Christian, Geschichte des Kantons Bern seit 1798, Vol. IV. Im Strom der Modernisierung. Bevölkerung, Wirtschaft und Umwelt 1700–1914, Historischer Verein des Kantons Bern, Berne, 1995 (1).
- Pfister Christian, «Uss gewüssen Ursachen». Hintergründe und Methoden statistischer Erhebungen im Kanton Bern 1528–1928, in: Kreis Georg und Müller Bertrand, Thema: Statistikgeschichte, Revue suisse d'histoire, Vol. 45, 1995 (2), n°1, p. 29–50.
- Picot Jean, Essai statistique sur le canton de Genève, Zurich, 1817.
- Picot Jean, Statistique de Suisse, J. J. Paschoud, Genève, 1819.
- Plätze in der Hochlöblichen Eydgenossenschaft/Graubünden/Wallis und etlicher zugewandten Orthen. Zum Truck verlegt von denen Marianschen Erben, Frankfurt am Main, im Jahr MDCLIV, nouvelle édition: Bärenreiter-Verlag, Kassel et Bâle, 1960.
- Revue Suisse d'Histoire, Thème: Histoire des statistiques, Vol. 45, 1995, N° 1.
- Rickenbacher Martin, Napoleons Karten der Schweiz. Landesvermessung als Machtfaktor 1798–1815, hier+jetzt, Baden, 2011.
- Ritzmann-Blickenstorfer Heiner (éd.), Historische Statistik der Schweiz – Statistique historique de la Suisse – Historical Statistics of Switzerland, Chronos, Berne, 1996.
- Ruesch Hanspeter, Die Demographie der Alpen zwischen 1650 und 1850. Bericht über den heutigen Wissensstand und Fragen an die künftige Forschung, in: Revue suisse d'histoire, vol. 29, n°1, Zurich, 1979, p. 159–180.
- Ruesch Hanspeter, Lebensverhältnisse in einem frühen schweizerischen Industriegebiet, thèse. Uni Bâle, Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Vol. 130, Bâle, 1979.
- Schluchter André, Das Gösgeramt im Ancien Régime, Helbing & Lichtenhahn, Bâle et Francfort, 1990.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, Office fédéral de la statistique, Berne, 1988.
- Schmidt Heinrich Richard, Messerli Alfred, Osterwalder Fritz und Tröhler Daniel (éds.), Die Stapfer-Enquête. Edition der helvetischen Schulumfrage von 1799, Berne, 2015.
- Schuler Martin, Ullmann Dominik et Haug Werner, Recensement fédéral 2000, Évolution de la population des communes 1850–2000, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, 2002.
- Schuler Martin, Régionalisation et urbanisation: des concepts convergents?, EPFL, Lausanne, 1999.
- Sigel Brigitt (éd.), Stadt- und Landmauern. Abgrenzungen – Ausgrenzungen in der Stadt und um die Stadt, vdf ETH Zürich, Zurich, 1999.
- Simon Christian, Hintergründe bevölkerungstatistischer Erhebungen in Schweizer Städteorten des 18. Jahrhunderts. Zur Geschichte des demographischen Interesses, in: Revue suisse d'histoire, vol. 2, p. 186–205.
- Sismondi, J. C. J., Statistique du Département du Léman (1804?), publié d'après le manuscrit original par Pappe H. O., Jullien A., Genève, 1971.
- Strickler Johannes (éd.), Das Volk und die Bevölkerungsklassen, in: Amtliche Sammlung der Acten aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798–1803), vol. XI, chap. III, Das Volk und die Bevölkerungsklassen, §371–395, p. 104–111, Stämpfli & Cie., 1911, Berne.
- Wirth Max (éd.), Allgemeine Beschreibung und Statistik der Schweiz, Verlag von Orell, Füssli & Co., Zurich, 1873.

Illustration tableau 1: Zurich, Status animarum 1640, Schwerzenbach


Verzeichnis Der Gemeind.
Schwerzenbach.
 Vom Jar
 1640.

	Eltern.	Jhr	alter	Kinder	Jhr	alter	wissenschaft	Dienst der selbten alter und wissen.
1	Andreas Bachmann Vid. d. d. d. d. d. d. Eheg. m. d. d. d. d. d. Anna Bachmann	49		Barthel	25		Commun. carit.	
				Heinrich	21		Com.	
				Gaß.	13		Cat. min. et in Maj. duo cap.	
2	Gaus Sürle Vid. Dorothea Winkler Lasser Sürle Eheg. Regula Blocher			Heinrich	27		Com.	
				Zesler	21		Com.	
				Rögeli	9		Orat. dom. symb. decal. 3 qrt. in cat. min.	
				Gaß	7 wöch.			
3	Vli. Dietrich viduar	38		Zesler	7		Orat. symb. decal. 3 qrt.	Orat. zum Dienst by Jun. sin. p. d. d. d. Anna Dietrich Vli. Blocher ist 20 Jährig. Com.
				Gaßli	6		Or. symb. decal. 3 qrt.	
				Dassler	5		Orat. symb.	
				Lauri	2			
4	Ludli Meyer d. d. Ludli Buehler d. d. Wittmann Gaus Buehler Eheg. Barthel Buehler			65				Barthel Buehler v. d. sin. S. d. d. d. d. d. ist 22 Jährig. in Cat. min. 10 p. d. d. d.
				27	Heinrich	2		
				25	Gaus Heinrich	1/2		
5	Gaus Bachmann viduar Vli. Bachmann sin. Eheg. Wlangret Bachmann Kämann Bachmann Lauri Bachmann			65				Orat. dominica.
				37				
				36				
				35	Lauri	4		
				23	Barthel	2		
6	Ludli Bachmann Ludli Bachmann Ludli Bachmann Ludli Bachmann			37			Cat. min. et in Maj. 13 qrt.	Ludli Bachmann Ludli Bachmann Ludli Bachmann Ludli Bachmann ist 22 Jährig. Com.
				36	Lauri	12		
				36	Gaus Heinrich	9		
				36	Vli.	8		
				2				

Illustration tableau 2: Abbaye de St-Gall, Décompte des communiants 1669, «Alte und Neue Landschaft»

1669.

Catalogus Communicantium par Veteris
 quae Novi Territorij S. Galli Vniuersae
 Religionis. A. 1669.

	Cath.	Acath.
In Ecclesia S. Galli. — — —	3000	
In Brogg. — — — —	717.	
In Bernardi-cella — — —	461.	
In Hagenwila. — — —	552.	36.
In Sommeri. — — —	505.	2000
	5035.	2036
In tractu Wilensi.	Cath.	Acath.
In Ecclesia Wilensi. — — —	1500.	
In Rikenbach. — — —	200.	
In Ecclesia S. Crucis. — — —	150.	150.
In Halpenschwil et Ringenschwil.	614.	
In Oberbüren. — — —	224.	
In Niderbüren. — — —	520.	
In Wuppenaw. — — —	234.	160.
	3442	510
In Comitatu Togij.	Cath.	Acath.
In Lichtenstaig. — — —	200.	155.
In Walthail. — — —	220.	1158.
In Cappel. — — —	100.	368.
In Kromenaw et Nyßlaw. —	270.	899.
Zürcher Thurm. — — —	55.	150.
In Veteri S. Joanni. — — —	280.	259.
In Wildenkau. — — —	60.	275.
In Harberg et Petricella. —	140.	458.
In Nogelberg. — — —	134.	356.

Illustration tableau 3: Évêché de Constance, Décompte des communiants 1749, Schwytz, Sarnen, Stans

●) 180 (●						
Rurale Capitulum Quatuor Cantonum.	Commu- nicant.	Non Comm.	Bapt.	Mort.	Nupt.	
Sextariatus Sui- tensis.						
Arth.	1601	685	75	61	19	
Gerfan.	664	289	31	38	6	
Iberg.	231	113	13	4	2	
Ugau.	66	22	3	2	-	
Ingelbobl.	970	580	30	56	17	
Küfnach.	1000	500	72	51	22	
Lauertz.	263	48	27	6	2	
Marsach.	301	110	16	19	3	
Muorhathal.	674	195	27	25	10	
Sattel.	732	213	36	16	3	
Schwytz.	3305	1423	126	144	29	
Steinen.	646	193	48	43	10	
Steinerberg.	208	96	12	3	-	
Sextariatus Under- vvalden Inferior sive Stantienlis.						
Beggennied.	602	218	30	30	3	
Buochs.	1072	345	41	41	12	
Emerten.	290	106	12	13	9	
Hergischvvil.	296	100	55	34	14	
Stans.	3092	891	115	144	21	
Wolfenschieffen.	801	160	32	70	18	
Sextariatus Under- vvalden Superior sive Sarnenlis.						
Altnach.	820	315	35	32	8	
Gisvvil.	800	330	50	37	3	
Kerns						

●) 181 (●						
Rurale Capitulum Quatuor Cantonum.	Commu- nicant.	Non Comm.	Bapt.	Mort.	Nupt.	
Sextariatus Under- vvalden sive Sar- nenlis.						
Kerns.	1350	520	66	41	9	
Lungeren.	706	253	36	22	12	
Sarnen.	2064	713	105	74	22	
Saxlen.	976	316	43	33	8	
Universim. 139451. 14496 1928 1527 459.						

**Capitulum Rurale
Rapperschvvil - Tigurinum.**

DD. Decan. Camerar. Secretar & Sextar.

D. Joseph. Anton. Custor Eschenbach. Ss. theol. Dr. Notar. Apost. Decan. atat. 54. Paroch. 21 an. in Uznach loc. Cathol. Filial. in Eremenschvvil, ad S. Anton. Abb. & ad S. Joseph.

D. Hentic. Anton. Büeler Suitens. Ss. theol. cand. Camerar. atat. 60. Paroch. 27 an. in Oberkirch. loc. Cathol. Filial. in Bonnerth, & Kaltenbrunnen.

D. Franc. Jos. Fuchs Rapperschvvil. theol. mor. cand. Secretar. & Senior atat. 74. Paroch. 45 in Schmercken loc. Cathol.

D. Jacob. Ioseph. Sidler Küfnach. Ss. theol. cand. Sextar. atat. 54. Paroch. 26 an. in Wolran loc. Cathol.

D. Joan. Jacob. Boss Neffell. Ss. theol. & Ss. can. cand. Secretar.

Illustration tableau 4.1: Recensement bernois 1764, Cerlier

CAHIER
von dem
Kirchspiel
Erlay
im
Landvogten = Amt
Erlay.
N^o

1 7 6 4.

3
Zustand
der
gegenwärtigen Bevölkerung.
Mannsbilder.

Namen der Dorf = Gemeinden.	unter 16. Jahren	von 16. zu 60. J.	über 60. Jahre	Summe
<i>Bath Erlay</i>	62	115	28	4
<i>Hofing</i>	21	46 47	14	4 3
<i>Müllan</i>	11	21	2	0
Summa	94	178	38	8

183 42 7

Illustration tableau 4.2: Recensement de la population de 1764, Nyon

3				
E T A T				
de la				
POPULATION ACTUELLE				
Hommes.				
N O M S des COMMUNAUTES.	au-delous de 16. ans.	de 16. à 60. ans.	Vents.	
			au delus de 60. ans.	
Nyon	263	415	83	19
Eyzin	26	44	1	4
Signy	12	14	point	1
Somme	301	473	84	24

Les Vents ont été sans la totalité cy contre.

4				
E T A T				
de la				
POPULATION ACTUELLE.				
Femmes.				
N O M S des COMMUNAUTES.	au-delous de 14. ans.	de 14 à 50. ans	Veuves,	
			au-delus de 50. ans.	
Nyon	208	482	183	81
Eyzin	23	38	4	5
Signy	9	9	3	3
Somme	240	529	190	89

Les Veuves ont été sans la totalité cy contre.

Illustration tableau 5: Évêché de Bâle, Recensement 1770/71, total pour l'Évêché, St-Ursanne

N° 9.

Dénombrément de quatre de ses paroisses selon l'ordonnance de l'an 1771.	Population 1770/71				Population 1770/71				Population 1770/71				Total							
	Paroisse	Prêtres	Prêtres	Prêtres	Paroisse	Prêtres	Prêtres	Prêtres	Paroisse	Prêtres	Prêtres	Prêtres								
St-Ursanne	1	1	4	166	204	219	37	44	94	109	737	4	5	0	0	1	1	11	748	
St-Brais	2	1	5	89	151	152	32	12	68	96	513	0	0	0	0	0	0	0	0	513
St-Ursanne	2	1	4	95	126	142	17	13	79	98	475	1	1	0	0	2	4	4	4	479
St-Ursanne	1	1	4	72	98	91	4	3	46	51	293	4	5	3	1	3	1	17	310	
St-Ursanne	1	1	2	32	47	44	6	22	29	32	180	2	2	0	0	4	3	11	191	
St-Ursanne	2	0	2	35	46	57	3	9	20	18	153	0	0	0	0	0	0	0	0	153
St-Ursanne	1	0	1	16	15	21	13	8	4	9	70	1	1	1	0	0	0	3	73	
Total	10	5	22	503	677	757	113	111	340	413	2421	12	14	4	1	8	7	46	2467	

Population en 1770/71	6
Population en 1771/72	7
Population en 1772/73	8
Population en 1773/74	9
Population en 1774/75	10
Population en 1775/76	11
Population en 1776/77	12
Population en 1777/78	13
Population en 1778/79	14
Population en 1779/80	15
Population en 1780/81	16
Population en 1781/82	17
Population en 1782/83	18
Population en 1783/84	19
Population en 1784/85	20
Population en 1785/86	21
Population en 1786/87	22
Population en 1787/88	23
Population en 1788/89	24
Population en 1789/90	25
Population en 1790/91	26
Population en 1791/92	27
Population en 1792/93	28
Population en 1793/94	29
Population en 1794/95	30
Population en 1795/96	31
Population en 1796/97	32
Population en 1797/98	33
Population en 1798/99	34
Population en 1799/00	35
Population en 1800/01	36
Population en 1801/02	37
Population en 1802/03	38
Population en 1803/04	39
Population en 1804/05	40
Population en 1805/06	41
Population en 1806/07	42
Population en 1807/08	43
Population en 1808/09	44
Population en 1809/10	45
Population en 1810/11	46
Population en 1811/12	47
Population en 1812/13	48
Population en 1813/14	49
Population en 1814/15	50
Population en 1815/16	51
Population en 1816/17	52
Population en 1817/18	53
Population en 1818/19	54
Population en 1819/20	55
Population en 1820/21	56
Population en 1821/22	57
Population en 1822/23	58
Population en 1823/24	59
Population en 1824/25	60
Population en 1825/26	61
Population en 1826/27	62
Population en 1827/28	63
Population en 1828/29	64
Population en 1829/30	65
Population en 1830/31	66
Population en 1831/32	67
Population en 1832/33	68
Population en 1833/34	69
Population en 1834/35	70
Population en 1835/36	71
Population en 1836/37	72
Population en 1837/38	73
Population en 1838/39	74
Population en 1839/40	75
Population en 1840/41	76
Population en 1841/42	77
Population en 1842/43	78
Population en 1843/44	79
Population en 1844/45	80
Population en 1845/46	81
Population en 1846/47	82
Population en 1847/48	83
Population en 1848/49	84
Population en 1849/50	85
Population en 1850/51	86
Population en 1851/52	87
Population en 1852/53	88
Population en 1853/54	89
Population en 1854/55	90
Population en 1855/56	91
Population en 1856/57	92
Population en 1857/58	93
Population en 1858/59	94
Population en 1859/60	95
Population en 1860/61	96
Population en 1861/62	97
Population en 1862/63	98
Population en 1863/64	99
Population en 1864/65	100

© ARCHIVES DE L'ANCIEN ÉVÊCHÉ DE BÂLE (AAEB)

Illustration tableau 6: Principauté de Neuchâtel, Recensement annuel (1783), jurisd. de Thielle, St-Blaise

TABELLE OU LISTE

Pour servir aux Villes & Communautés de cet Etat, à donner, conformément aux ordres du Roi, le dénombrement des maisons qui sont dans leurs districts, avec celui des personnes qui y habitent, & des professions, arts & métiers qu'on y exerce; en observant:

- I. De porter entre les deux files, & au-devant de chaque Article le nombre des personnes de ces choses qui y sont spécifiées, en faisant les chiffres la plus nettamente qu'il le pourra; & aussitôt au même temps peu d'escluse, des quelques articles des précédentes Tables, en ayant qu'il leur parait en général le nombre des hommes qu'il y a dans une Ville ou Village; vis-à-vis du nom d'hommes; & tout de ce nombre, ceux qui exercent des professions, & de ne porter le nombre vis-à-vis de ceux qu'ils exercent. Ce qu'on fera de même à l'égard des femmes, garçons de filles & de son ne pourra être fait, sous le nom de la personne que les maîtres ou il y en aura de en leur entendre, les autres devant être portés au nombre des maîtres de lieu, quelquefois qu'ils sont.
- II. Les serviles & ouvriers, soit qu'ils soient étrangers ou sujets de l'Etat, doivent être portés du nombre de ceux qui exercent le métier d'un de leur profession. Par exemple, dans le nombre des fabricans d'habillemens, doivent entrer ceux ou celles qui font occusés dans ces manufactures, comme graveurs de moules, empresseurs, seroueurs, &c. De en fait de même à l'égard des bûcherons, papeteriers, tailleurs, & autres professions.
- III. Les femmes qui, sans être mariées, font quelques métiers, ou exercent quelques métiers, doivent être comprises dans le nombre des hommes de la même profession, comme marchandes, maîtres d'école, &c.
- IV. Si dans quelques Communautés on exerce quelques professions de métier qui n'ont pas de rapport à ceux indiqués dans la présente, on les portera dans le nombre des laborieux & ignorans.
- V. Ces Listes étant remplies comme il est porté, doivent être archées & signées par les Secrétaires des Communautés, pour être renvoyées au Greffe de la Jurisdiction avec le 15 du mois de novembre de chaque année, d'où l'on fera de suite d'envoyer promptement la Liste générale à la Chancellerie.

Sujets de l'Etat	
151	Hommes
92	Maisons
116	Hommes
46	Femmes
63	Garçons qui ont communiqué
37	Filles qui ont communiqué
64	Petits garçons
54	Petites filles
Etrangers	
62	Hommes
58	Femmes
44	Garçons qui ont communiqué
51	Filles qui ont communiqué
42	Petits garçons
42	Petites filles

2	Apothicaires
2	Architectes
2	Armiers
1	Arpenteurs
1	Avocats
1	Bâchers
4	Bacheliers
2	Blanchisseurs
2	Bouilliers
2	Bouchers
2	Boulangers
2	Boutonniers en filage
5	Boutonniers en métal
5	Calabriers

3	Maçons de villages de pierres
2	Marchands
2	Médecins
2	Mégilliers
2	Messieurs
2	Mouliniers
2	Négocians & Marchands
4	Notaires
2	Officiers
2	Papeteriers
2	Pâtissiers
2	Peintres
2	Perruquiers
2	Pêcheurs
2	Polisseurs
2	Portiers d'édifices
2	Postillons
2	Raboteurs
2	Régisseurs d'école
2	Sculpteurs
2	Serruriers
2	Servans
2	Tailleurs
2	Tailleurs d'habits
2	Tanneurs
2	Tapissiers
2	Terrassiers
2	Tourneurs
2	Traiteurs de table
2	Tisserands
2	Tonneleurs
2	Tourtereaux
2	Tuilliers
2	Valets
2	Valeurs
2	Vignonniers, Laboureurs & Manouvriers
2	Viviers
2	Vetéraires

*Jes certifie la parfaite & exacte vérité de ce que dessus
à St-Blaise le 15. Novembre 1783.
Le Prince de l'Etat de Neuchâtel
L. B. de l'Etat de Neuchâtel*

Illustration tableau 8.1: Recensement helvétique 1798/99, Oberland, district d'Unterseen

Verzeichniß der Gemeinden und Agensschaften des Unterseen Canton Oberland.					
Ortschaften.	Anzahl der Wohnbaren Personen.	Anzahl der Unvollständigen unter 16 Jahren.	Kirchengemeinde, Agenschaften.	Namen der Agenten.	Entfernung von Dittikon.
I. Unterseen.					
1. Pöschgenriet und Pöschgenriedgraben	120	816	7 Kirchenparochien.	Sauvel, Duffler, Dufour, Schärer, Schärer, Schärer, Schärer, Schärer.	5 1/2 Meilen.
II. Substanz.					
1. Rind Schenck	24	112			
2. Substanz	22	61			
3. Mollers Einsel	42	182			
4. Einsel	18	107			
	106	462			
III. Beatenburg.					
1. Baum Biedegg	27	119			
2. Einsel	16	41			
3. Einsel	58	171			
4. Einsel	11	41			
	112	432			
IV. Leuzigen.					
1. Einsel	42	130			
2. Einsel	42	130			
	84	260			
Total.					
	417	1538			

Illustration tableau 8.2: Recensement helvétique 1798/99, Thurgovie, district d'Arbon

Canton Thurgovie		District Arbon						
Communes	Population	1	2	3	4	5	6	7
Arbon	137	15	87	1	12	1	1	1
Bonnen	60	58	268	2				
Langnau	32	2	240					
Reinach	19	1	90					
Reutigen	31	6	261					
St. Gallen	7	3	50					
St. Gallen	12	3	53					
St. Gallen	49	9	195					
St. Gallen	16	6	76					
St. Gallen	16	7	77					
St. Gallen	37	12	165					
St. Gallen	2	2	12					
St. Gallen	27	11	130					
St. Gallen	55	11	228					
St. Gallen	42	10	247					
St. Gallen	34	13	190					
St. Gallen	2	3	10					
St. Gallen	14	3	77					
St. Gallen	31	15	164					
St. Gallen	16	11	107					
St. Gallen	20	10	128					
St. Gallen	26	9	126					
St. Gallen	35	7	229					
St. Gallen	22	17	121					
St. Gallen	29	21	133					
St. Gallen	27	22	123					
St. Gallen	17	1	104					
St. Gallen	33	7	206					
Total		902	5506847					

Illustration tableau 8.3: Recensement helvétique 1798/99, Valais, district de Monthey

District de Monthey		Monthey		Monthey		Monthey		Monthey	
Noms des Bourgs Villages Hamlets	Nombre d'habitants	Nombre d'habitants par ordre de paroisses	Nombre d'habitants par ordre de communes	Paroisses	Agences	Noms des Agens	Longueurs des rues de l'Agence		
1. F. Gingoulph.	79	86	275	F. Gingoulph. 1.	F. Gingoulph. 1.	Jean Caspary	0.		
2. La Salais	10	29	12	La Salais 1.			1/2		
3. Cruttet	30	27	116				1/2		
4. Boyvet	34	24	105				1/2		
5. Porry	105	108	466	Porry 1.			1/2		
6. Fort de la Fontaine de la Roche	1	2	6				1/2		
7. Fort de la Fontaine de la Roche	24	27	172				1/2		
8. Rivieret	5	6	23				1/2		
9. Jorpon	16	18	92				1/2		
10. Mayen	12	15	55				1/2		
11. Cravat et de Lilar	4	6	16				1/2		
12. Viouval	60	75	297				1/2		
13. Vieillard	7	12	50				1/2		
14. Marce	42	47	202				1/2		
15. Marie	12	16	52				1/2		
16. Colombey le petit	44	54	209				1/2		
17. Colombey le grand	14	22	70				1/2		
18. Les Nysat	17	100	779				1/2		
19. Bourg de Monthey	125	169	779				1/2		
20. Pulverise	62	176	251				1/2		
21. Chaux	10	26	10				1/2		
22. Bas de haut Espins	18	20	59				1/2		
23. Gaudemines	15	28	57				1/2		
24. Egastiments	107	149	296				1/2		
25. Froisy	70	150	264				1/2		
26. Colland	26	198	266				1/2		
27. Quartier	50	150	200				1/2		
28. Vaud	45	172	255				1/2		
29. Vallée-Miel	25	27	155				1/2		
30. Cully	14	14	74				1/2		
31. Buchinval	17	15	68				1/2		
32. Mardival	12	12	94				1/2		
33. Pley et Liabit	42	46	222				1/2		
34. Champsey	65	49	405				1/2		
35. La Vallée-Miel & course	645	426	..				1/2		
Totalité	1957	2584	5589	11	10				

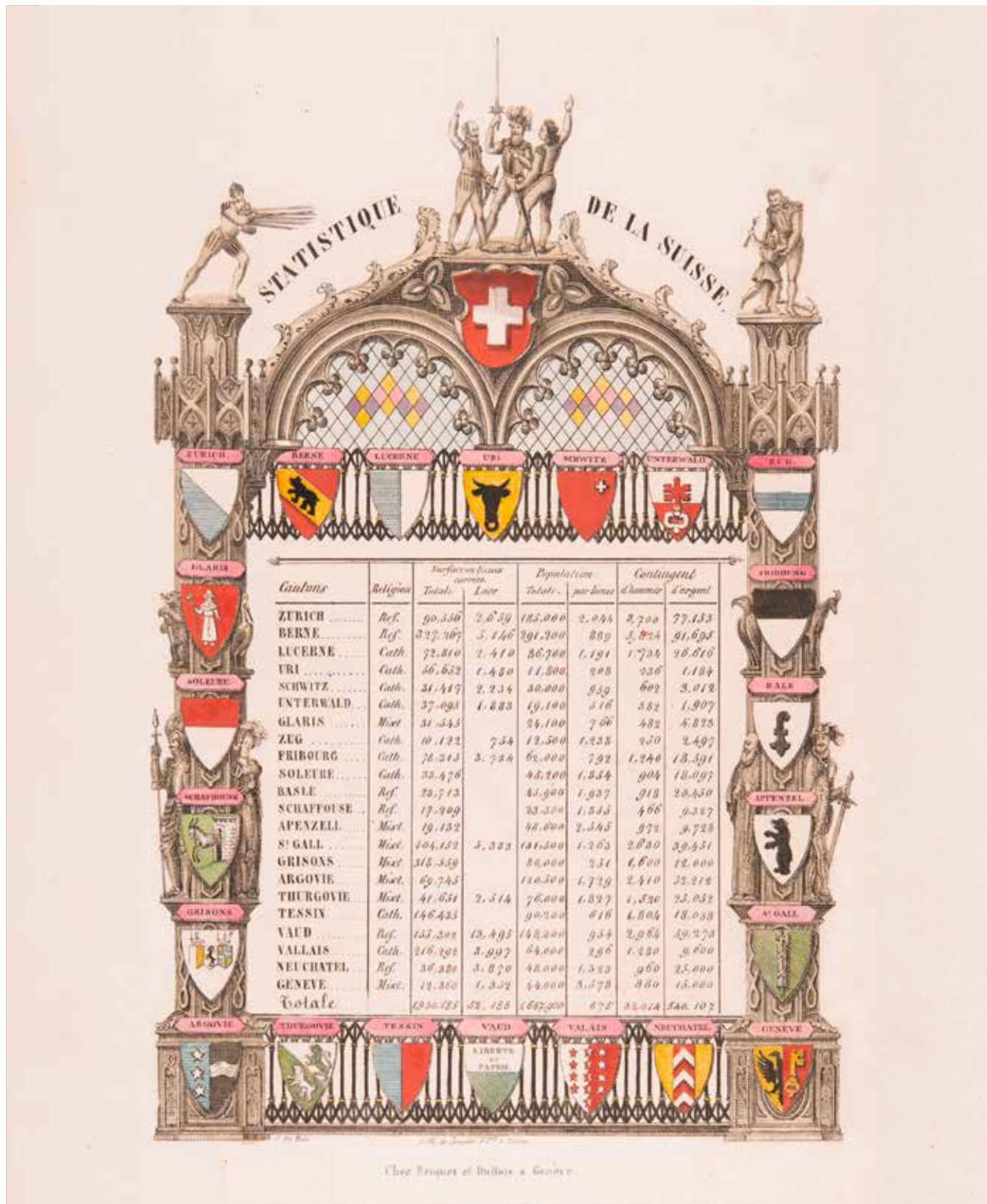
Illustration tableau 9: Cantone del Ticino, Tabella della popolazione 1808, Lottigna

*Tabella della popolazione della Comune di Lottigna
Circolo di Castro Distretto di Blenio*

Numero progressivo	Cognome della famiglia	Nome di battesimo	M A S C H I								Numero della femmine	OSSERVAZIONI	
			Età compiuta	Ammogliato	Vedovo	Nubile	Vicino	Domestico	Presente	Ausente			
1	Martina	Giuseppe	70	f.			f.						Milano
2	Bertone	Pietro	66	f.			f.						"
3	"	Stefano	63	f.			f.						"
4	Seri	Giuseppe	62	f.			f.						in Comune
5	Bertone	Ambrogio	60	f.			f.						Milano
6	"	Giuseppe	64	f.			f.		f.				"
7	"	Pietro	51	f.		f.							Milano
8	"	Giuseppe	50	f.			f.						"
9	Carria	Giuseppe	58	f.			f.						"
10	Bertone	Pietro Ant.	52	f.			f.		f.				"
11	Agnelli	Carlo	52	f.			f.		f.				"
12	Malingamba	Giuseppe		f.			f.		f.				"
13	Antognola	Pietro	43	f.		f.			f.				"
14	"	Giuseppe	59	f.			f.						"
15	"	Giovanni	29	f.			f.						Milano
16	Bertone	Giacomo	33	f.			f.						"
17	"	Giuseppe	31	f.			f.		f.				"
18	Gianelli	Giuseppe	38	f.			f.		f.				"
19	"	Luigi	30	f.			f.		f.				Milano
20	"	Martino	28	f.			f.		f.				"
21	Bertone	Federico	29	f.			f.		f.				"
22	"	Giuseppe	28	f.			f.		f.				"
23	"	Giuseppe	28	f.			f.		f.				"
24	Martina	Federico	27	f.			f.		f.				"
25	"	Giuseppe	24	f.			f.		f.				"
26	Bertone	Pio. Batt.	26	f.			f.		f.				"
27	Seri	Giuseppe	26	f.			f.		f.				"
28	Agnelli	Giuseppe	25	f.			f.		f.				"
29	"	Severino	24	f.			f.		f.				"
30	"	Carlo	22	f.			f.		f.				"
31	"	Giacomo	22	f.			f.		f.				"
32	Bertone	Pio. Ant.	22	f.			f.		f.				"
33	"	Andrea	23	f.			f.		f.				"
34	Agnelli	Paolario	20	f.			f.		f.				"
35	"	Giusep. Ant.	19	f.			f.		f.				Milano
36	"	Pietro Ant.	17	f.			f.		f.				"
37	"	Carlo	14	f.			f.		f.				"
38	Malingamba	Luigi	13	f.			f.		f.				"
39	Gianelli	Giuseppe	11	f.			f.		f.				"
40	Bertone	Pietro	10	f.			f.		f.				"
41	Malingamba	Vicenzo	7	f.			f.		f.				"
42	Bertone	Francesco	2	f.			f.		f.				"
43	Antognola	Giuseppe	10	f.			f.		f.				"
44	Bertone	Pio. Batt.	14	f.			f.		f.				"

Maschi 44
Femmine 57
Totale 101

Illustration tableau 10: Statistique de la Suisse, Estimation de la population en vue de déterminer les contingents militaires cantonaux de 1817



Chez Bousquet et Buisson à Genève.

Illustration tableau 11: Canton de Fribourg, Recensement de 1818, arrondissement de Rue

376.

Etat Sommaire de la Population de l'arrondissement de Rue d'après le Recensement de 1818.

Noms des communes	hommes mariés ou veufs	citoyens ou deshérités de 18 ans	garçons de 18 ans de la commune	Adultes de la commune	Total des Adultes	Étrangers de la commune	Filles ou jeunes femmes de 18 ans de la commune	Filles ou jeunes femmes de 18 ans de la commune	Total des habitants	Hommes de 18 ans de la commune	Total	Observations
Rue	62.	68.	49.	6.	173.	15.	72.	54.	6.	173.	21.	266.
Prémont	34.	29.	24.	5.	82.	8.	39.	29.	6.	98.	23.	130.
Subiens	17.	25.	10.	0.	52.	7.	19.	14.	0.	59.	11.	111.
Subingen	18.	15.	9.	0.	37.	6.	9.	7.	0.	44.	2.	58.
Villiers	19.	17.	30.	0.	65.	6.	20.	13.	0.	78.	5.	119.
Trappes	20.	20.	33.	0.	73.	4.	19.	13.	0.	87.	4.	124.
Wald	23.	25.	24.	2.	62.	1.	22.	21.	0.	63.	1.	122.
Walden	13.	21.	20.	4.	74.	3.	26.	22.	1.	77.	1.	151.
Waldmühle	5.	6.	8.	0.	19.	6.	16.	5.	1.	22.	2.	31.
Waldmühle	8.	11.	7.	0.	26.	7.	8.	6.	0.	31.	7.	47.
Waldmühle	32.	19.	46.	4.	93.	7.	35.	22.	4.	109.	1.	179.
Waldmühle	12.	8.	18.	0.	38.	1.	10.	13.	0.	49.	1.	74.
Waldmühle	14.	22.	18.	0.	54.	10.	17.	16.	0.	74.	10.	104.
Waldmühle	28.	19.	25.	3.	69.	5.	26.	18.	0.	84.	8.	128.
Waldmühle	19.	16.	15.	0.	50.	13.	22.	20.	6.	69.	11.	109.
Waldmühle	21.	22.	20.	6.	69.	13.	24.	14.	6.	88.	11.	111.
Waldmühle	44.	49.	37.	33.	163.	6.	38.	25.	6.	168.	10.	202.
Waldmühle	32.	25.	39.	8.	104.	7.	38.	25.	5.	139.	7.	188.
Waldmühle	60.	54.	62.	5.	171.	14.	51.	39.	0.	190.	5.	249.
Waldmühle	33.	41.	19.	3.	90.	6.	34.	40.	0.	92.	5.	110.
Waldmühle	22.	17.	27.	0.	66.	8.	21.	9.	2.	75.	6.	110.
Waldmühle	10.	14.	13.	6.	31.	2.	14.	11.	0.	39.	2.	70.
Waldmühle	12.	28.	11.	1.	50.	6.	22.	22.	0.	51.	5.	101.
Waldmühle	19.	19.	24.	0.	62.	8.	30.	22.	0.	70.	4.	122.
Waldmühle	62.	81.	65.	43.	165.	9.	70.	49.	38.	166.	6.	221.
Waldmühle	22.	14.	22.	0.	58.	11.	20.	19.	5.	58.	14.	73.
Waldmühle	64.	51.	47.	17.	145.	7.	72.	46.	5.	172.	9.	217.
Waldmühle	14.	21.	16.	28.	36.	11.	15.	18.	5.	36.	12.	73.
Waldmühle	43.	63.	48.	28.	126.	13.	49.	33.	26.	109.	16.	142.
				2251					Transpont		2178	6
									Total		2251	2
											4429	8
												6
												2
												2
												10

Illustration tableau 12: Canton d'Appenzell Rh.-Ext., Visites des ménages 1830, par commune

Commune	Statistik der Bevölkerung						Männliche Bevölkerung				Weibliche Bevölkerung				Gesamte Bevölkerung		Anmerkungen																																				
	Männlich	Weiblich	Kindern	Eheleute	Widweiber	Alleinstehende	Männlich	Weiblich	Kindern	Eheleute	Widweiber	Alleinstehende	Männlich	Weiblich	Gesamt	Differenz																																					
Altdorf	4018	4160	21580	15846	27	1568	361	3081	7397	502	3002	2291	3391	7686	6537	6631	13168	1053	538	1501	42	119	2017	3272	2353	2131	1183	446	857	3646	668	1357	1528	1659	1600	380	1776	1591	1667	1613	316	2042	3749	10209	20177	30381	22. 33	45. 63.	35 8167	15 2034	35 48	40 26	

© STAATSARCHIV APPENZELL AUSSERRHODEN (STAAR)

Illustration tableau 13: Recensement de la Diète fédérale de 1837, canton d'Argovie, Werd

Verzeichniß der Bevölkerung der Gemeinde <i>Werd</i> Bezirks <i>Seuzi</i>							
Aufgenommen im Jorenung 1837.							
Nr. der Haush.	Name der Personen.		Geschlecht.		Bürgerliche oder Dultbürgerliche Heimath im Kanton.	Schweizerische Heimath, Ort und Kanton.	Westliche Heimath, Ort und Land.
	Geschlecht-Nam.	Tauf-Nam.	männlich.	weiblich.			
			52.	61.			
26	Lichtpfeiler	Lenny	1	-	Werd		
-	Lichtpfeiler	Anna Maria	-	1	"		
-	Lichtpfeiler	Barbara	-	1	"		
-	Lichtpfeiler	Katharina	-	1	"		
6.22	Good	Lenny	1	-	"		
-	Good	Joh. Konrad	1	-	"		
-	Good	Katharina	1	-	"		
-	Widmann	Anna Maria	-	1	"		
-	Good	Katharina	-	1	"		
-	Good	Cecilia	-	1	"		
6.22	Good	Johann	1	-	"		
-	Widmann	Anna Maria	-	1	"		
-	Good	Katharina	-	1	"		
-	Good	Felix	1	-	"		
-	Good	Anna Maria	-	1	"		
-	Good	Elisabeth	-	1	"		
-	Good	Katharina	-	1	"		
-	Good	Luzia	-	1	"		
-	Good	Dominik	1	-	"		
26	Good	Barbara	1	-	"		
-	Good	Anna Maria	-	1	"		
-	Good	Katharina	1	-	"		
-	Good	Lenny	1	-	"		
-	Good	Anna Maria	-	1	"		
	Beihilfungslosgang		62.	75.			

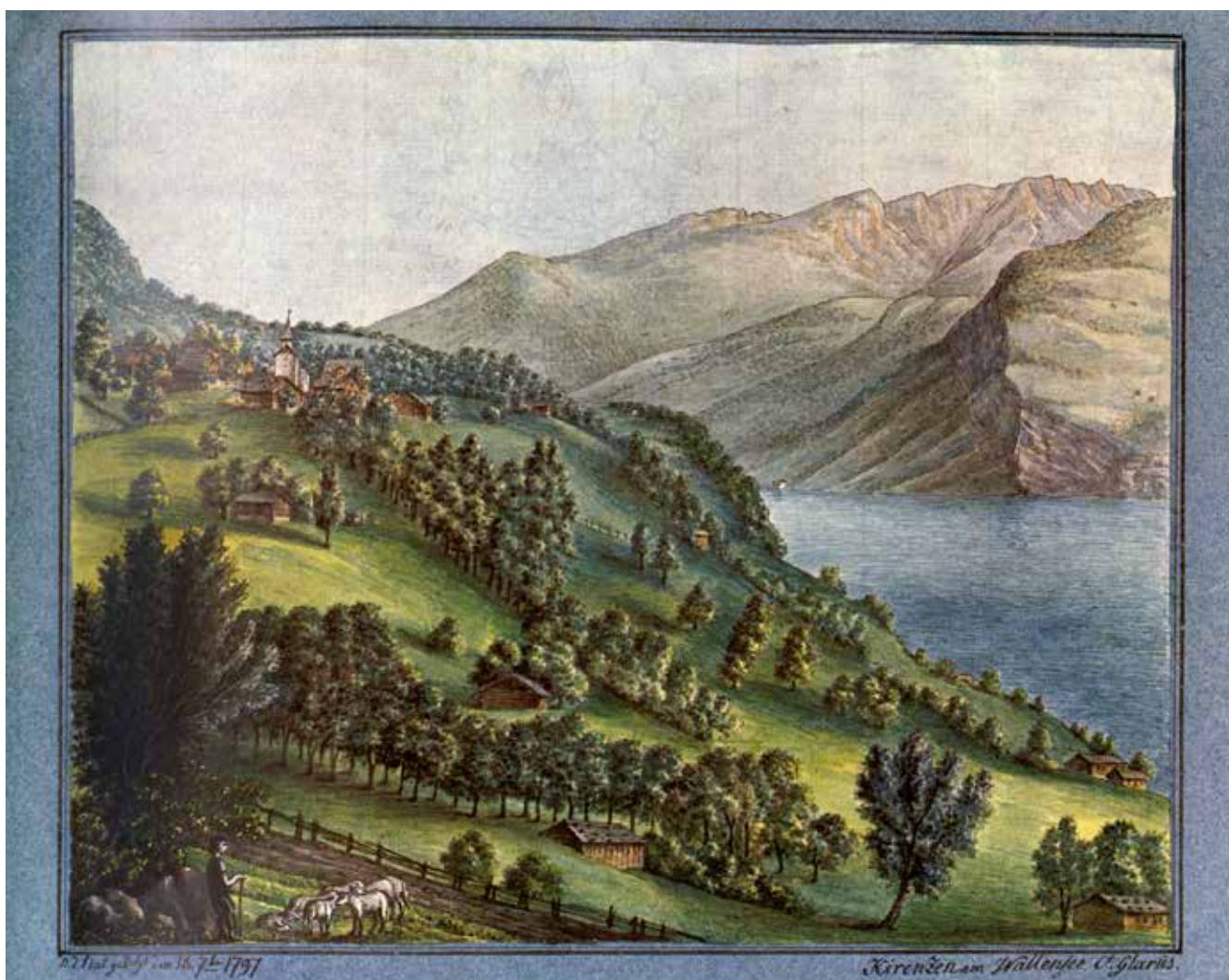
Die am 9. Febr. d. J. im Obigen
 Gemeindeführer sind in die
 Verzeichnisse in dieser Gemeinde
 aufgeführten Personen sind
 übergeben worden.

Der Gemeindeführer
 Jakob Kiechler

Der Gemeindeführer
 Joh. Wullen

3 Les cantons

Hans Conrad Escher von der Linth, vue sur le Kerenzerberg au bord du Walensee, 1797



© ESCHER VON DER LINTH, Reprint 1974

Ce chapitre central du livre contient les analyses des dénombrements de la population et de l'évolution démographique des cantons. Chaque canton fait l'objet d'un texte explicatif qui peut comprendre deux à dix pages et qui suit une structuration identique en quatre sous-chapitres (introduction, histoire et développement territorial, recensements et évolution de la population). Chacun de ces textes contient une à trois cartes illustrant l'état des territoires à la fin de l'Ancien Régime, durant la République helvétique ainsi qu'après 1803/15.

Les tableaux des effectifs de la population des communes à neuf dates différentes au maximum constituent la pierre angulaire de la présentation. Les cantons sont présentés dans l'ordre adopté par la Constitution fédérale, les communes sont classées selon les districts existant depuis 1803/1848. Dans le cas du canton du Jura, la couverture territoriale n'englobe pas seulement le canton actuel mais également le territoire de l'ancien Évêché de Bâle, de sorte que les communes appartenant aujourd'hui à Berne et Bâle-Campagne apparaissent deux fois.

Mis à part les 26 cantons, l'étude traite aussi de la Valteline, de Mulhouse et de Rottweil qui ont fait partie de la Confédération jusqu'en 1798.

Cet aperçu introductif fournit des explications générales sur les cartes et les tableaux qui ne figurent pas dans les légendes respectives.

Cartes

Les cartes des cantons affichent les territoires en surfaces colorées qui sont également lisibles pour des daltoniens. Le chromatisme est généré de façon aléatoire lorsqu'il ne sert qu'à une meilleure identification des territoires. Par contre, les couleurs sont significatives lorsqu'elles servent à spécifier les territoires et sont commentées dans les légendes placées au-dessous. Certaines cartes contiennent des symboles de proportionnalité des habitants par paroisse (ZH, TG, BE, VD).

Pour autant qu'il soit identifié, le niveau local est notifié par des symboles et en partie par les noms: un cercle représente une commune politique, un cercle avec croix une paroisse. Une distinction est opérée entre les confessions dans les cantons paritaires. Les cartes pour 1798 sont souvent les plus détaillées sur le plan spatial, comprennent les noms des paroisses et, selon l'échelle utilisée, également les noms des agences de la République helvétique. Dans les cartes de la période après 1803/15, plusieurs entités territoriales se trouvent fréquemment superposées. Les districts de plus grande dimension de la Médiation sont alors écrits en lettres majuscules apposées en-dehors du territoire cantonal.

Tableaux

Les tableaux sont structurés en fonction des territoires cantonaux actuels et, à l'intérieur de ceux-ci, en fonction des districts existant vers l'an 2000. À l'intérieur des districts, les communes suivent l'ordre alphabétique et portent les codes des communes de l'Office fédéral de la statistique (OFS) de 1964. Les communes dissoutes avant cette date reçoivent un code à l'intérieur de la structure du district.

Les 30 communes qui ont changé de district après 1850 se trouvent dans les nouveaux districts, parmi elles également les onze communes ayant été attribuées à un autre district dans la foulée de la création du canton du Jura (BE/JU/BL, 1979, 1996). Jusqu'en 2000, il y eut en outre une création de district (Dietikon séparé de Zurich en 1989), une dissolution de district (Tablat réuni à St-Gall en 1918) ainsi que trois cantons ayant aboli leurs districts, à savoir Uri (2, 1888), Bâle-Ville (2, 1875/1920) et Genève (3, 1920).

Les données des dénombrements de la population effectués avant 1803 ont donc dû être ventilées en fonction des nouveaux découpages territoriaux. Dans la «collection de données Martin Schuler», de nombreuses séries de données paraissent toutefois selon l'organisation spatiale originale.

Les tableaux imprimés des cantons comprennent 16 colonnes dont les neuf dernières sont consacrées aux séries de données.

La colonne 1 contient les **codes des communes** selon l'OFS de l'année 1964. Pour les communes qui existaient encore avant cette date, nous avons choisi des codes adaptés au système des districts mais qui, dans la nomenclature actuelle de l'OFS, sont utilisés en partie pour des communes fusionnées depuis l'an 2000.

La colonne 2 est réservée aux **noms des communes** qui sont classés par ordre alphabétique à l'intérieur des districts. Y sont répertoriées toutes les communes ayant existé entre 1803 et 2000. Pour des raisons d'économie d'espace, les noms de communes trop longs ont été limités à un maximum de 16 signes. Les spécifications des cantons et les attributions géographiques, provenant le plus souvent du XX^e siècle, ont été abandonnées, sauf s'il existe plusieurs communes recelant un même nom dans un canton. Les noms des communes correspondent ainsi dans une large mesure à ceux du Recensement de la population de 1850. Les modes d'orthographe ne sont toutefois pas d'époque mais d'aujourd'hui. Pour les communes de l'aire linguistique romanche, dont les noms sont le plus souvent orthographiés en allemand dans les tableaux historiques, c'est la toponymie actuelle – et parfois double – de Swisstopo qui fait autorité. Dans les cas relativement rares de changements de noms, il a fallu renoncer à indiquer les anciens noms. Dans le canton de Thurgovie avec son système dualiste des communes, les noms des communes sont précédés par les désignations EG (*Einheitsgemeinde*, commune unifiée) et OG (*Ortsgemeinde*, commune locale). À l'époque de la Médiation, les communes locales furent regroupées en municipalités (MG) qui n'apparaissent toutefois pas dans notre tableau. Les communes unifiées n'étaient pas subdivisées en communes locales.

La colonne 3 (terr ant) désigne le territoire auquel la commune en question était rattachée avant 1798/1803, sauf si la localité faisait déjà partie de l'actuel canton auparavant. Le modèle des abréviations officielles des cantons en deux lettres a été appliqué à tous les territoires de l'ancienne Confédération (voir tableau 3.1). Trois États étrangers sont également indiqués (A = Autriche, F = France, SV = Sardaigne-Savoie).

Les colonnes 4 à 7 indiquent l'année d'une séparation de commune (4, sép an) ou d'une fusion de commune (6, fus an) ainsi que le code de la commune cédante (5, sép de) ou de la commune intégrante (7, fus avec). Les remaniements territoriaux entre communes ne sont pas pris en considération. Les morcellements d'une commune entre plusieurs autres sont notés par un double code. Pour la période après 1800, les séparations et les fusions concernent exclusivement les communes politiques; les modifications des paroisses intervenues avant 1798 sont mentionnées pour certains cantons.

Les neuf colonnes 8 à 16 indiquent les nombres d'habitants des communes tels qu'issus des dénombrements et recensements de la population. Elles incluent au maximum neuf séries de données pour toute la période considérée, s'étalant depuis environ 1600 jusqu'en 1850, de sorte que certains autres décomptes existant dans différents cantons ont dû être supprimés. Les années des dénombrements figurent dans l'ordre chronologique, mais – selon le canton – une même colonne peut contenir différentes années de relevés. Seule la dernière colonne (16) comprend invariablement les chiffres des habitants du Recensement fédéral de la population de 1850. Dans chaque canton, le premier en-tête renseigne sur le type de dénombrement selon les chapitres 2.3 à 2.6 (voir tableau 3.2), le deuxième sur l'année de sa réalisation.

Les utilisatrices et utilisateurs de ces données devraient garder en mémoire qu'il s'agit d'un recueil étayé de résultats qui ne sont souvent que difficilement comparables entre eux.

Les chapitres 2.3 à 2.6 ainsi que les textes relatifs à chaque canton précisent les particularités, les forces et les faiblesses des différentes collectes de données. Dans certains cas (BE, GR), qui sont abordés dans le texte, la documentation repose sur des séries de données provenant de dénombrements de qualité discutable. D'autres comparaisons chronologiques sont inapplicables en raison des différences de structures communales, par exemple entre les paroisses et les communes politiques dans les cantons de Lucerne et de Thurgovie.

Diverses données, remontant particulièrement à l'époque de l'Ancien Régime, peuvent avoir été recueillies, transmises ou copiées de manière peu rigoureuse, reposer sur des estimations ou encore se référer à un territoire dont la délimitation variait d'un comptage à l'autre. Dans la présente compilation, les données ont été réexaminées autant que possible à la lumière des sources originales et comparées avec des publications et des résultats de recherches disponibles. Pour différents dénombrements, les sources initiales n'existent plus ou il n'a pas été possible de les trouver. Dans de tels cas, les résultats ont été repris de la littérature. Pour quelques rares régions qui disposent déjà d'études précises, les données ont été extraites des publications sans recherche personnelle des sources, ainsi pour les cantons de Bâle et du Tessin de même que pour la Valteline (avant 1800) et pour Fribourg et Genève (après 1800).

Abréviations des territoires

T3.1

Territoire	Code	Territoire	Code	Territoire	Code
VIII anciens cantons		Alliés proches		Bailliages entre deux cantons	
Uri	UR	Bienne	BI	Uznach	UZ
Schwytz	SZ	Ville de St-Gall	SS	Gaster/Hohensax	GA
<i>Unterwald</i>	UW	Abbaye de St-Gall	AS	Grasbourg	GU
Obwald	OW			Morat	MU
Nidwald	NW	Alliés protestants		Orbe/Echallens	OR
Lucerne	LU	Mulhouse	MH	Grandson	GN
Zurich	ZH	Genève	GE		
Glaris	GL			Bailliages transalpins	
Zoug	ZG	Autres alliés		Blenio	BO
Berne	BE	Comté de Neuchâtel	NE	Riviera	RI
		Ville de Rottweil	RW	Bellinzona (<1798)	BY
XIII anciens cantons		Évêché de Bâle	EB	Lugano (<1798)	LY
Fribourg	FR			Mendrisio	MD
Soleure	SO	Alliés perpétuels		Locarno	LO
Bâle	BA	Fédération des Trois Liges	DB	Vallemaggia	VM
Schaffhouse	SH	Ligue Grise	GB		
<i>Appenzell</i>	AP	Ligue de la Maison-Dieu	GO	Protectorats	
Appenzell Rhodes-Extérieures	AR	Ligue des Dix-Juridictions	ZB	Gersau	GS
Appenzell Rhodes-Intérieures	AI	Bormio	BR	Engelberg	EN
		Valtellina	VT	Rapperswil	RA
Cantons de la République helvétique		Chiavenna	CV	Abbaye de Pfäfers	FP
Oberland	OL	Sept Dizains du Valais	SD	Toggenbourg	TO
Waldstätten	WS	Bas-Valais	BV		
Linth	LI	Lötschental	LT	Bailliages des cantons ruraux	
Säntis	SE			Urseren/Leventina (UR)	UL
Rhétie	RT	Bailliages allemands		Ausserschwyz (SZ)	AZ
Aarau (Argovie)	AA	Baden (<1798)	BD	Zuger Vogteien (ZG)	ZV
Baden (1798–1803)	BN	Freie Ämter	FA	Werdenberg (GL)	WE
Thurgovie	TG	Sargans	SA		
Bellinzona (1798–1803)	BZ	Thurgovie	TG	États et territoires autres	
Lugano (1798–1803)	LG	Rheintal	RH	France	F
Léman	LE			Autriche	A
Valais	VS			Sardaigne-Savoie	SV
Fricktal	FT			Haldenstein	HA

Abréviations des types de dénombrements et de recensements

T3.2

Type de dénombrements	Code	Type de dénombrements	Code	Type de dénombrements	Code
Décompte des communicants	DC	Enquêtes de privés	EP	Relevé cantonal	RCP
Status animarum	SA	Relevé adm.-démogr.	RA	Recensement de la Diète	RDF
Dénombrement militaire	DM			Recensement fédéral	RFP
Recensement des grains	RG	Recensement helvétique	RH	Recensement d'un État tiers	RPV

Les totaux des cantons figurent deux fois. La première ligne indique le nombre additionné d'habitants de toutes les communes du canton, tandis que la deuxième ligne fait référence au total trouvé dans la littérature citée. Une absence d'indication dans la deuxième ligne signifie qu'aucun total n'a pu être repéré dans la littérature. Les deux totaux sont identiques lorsque les données ont été reprises d'autres études, et à condition qu'il n'y ait pas eu de fautes d'addition; une telle situation se présente surtout pour les recensements nationaux plus tardifs. Des différences peuvent aussi résulter de corrections et de compléments. Les sources sont indiquées en cas d'écarts. Il convient de souligner à nouveau que ces comparaisons de résultats ne s'entendent nullement comme critique des travaux antérieurs, car – avant 1990 – leurs auteur(e)s ne disposaient pas encore de fonctions d'addition automatiques. Il est relativement simple, pour des chercheurs suivants, de détecter une erreur en cas de non-concordance.

Pour conclure, nous tenons encore à apporter certaines précisions sur les **décomptes des communiant(e)s effectués par les évêques de Constance** pour les années 1743, 1749, 1753/54 et 1768 (années de publication 1744/45, 1750, 1755 et 1769). Ces sources très considérables concernent 14 cantons suisses alémaniques ainsi que Rottweil pour tout ou partie. Une observation d'ordre méthodologique s'impose ici déjà et non seulement dans les descriptifs des cantons concernés. Les quatre ouvrages imprimés, d'environ 400 pages chacun, contiennent un tableau par paroisse pour chaque décanat avec le chiffre des communiant(e)s (*communicantes*) et des non-communiant(e)s (*non-communicantes*), de même que le nombre des mariages, des baptêmes et des décès. Le total des âmes (*animae*) manque dans la plupart des éditions. Si la transposition de ces tableaux ne pose pas de problème, le dénombrement des membres du clergé s'avère fastidieux et sujet à erreurs. Dans les registres rédigés en latin, les hommes d'Église – répartis par catégorie – sont répertoriés nominativement et avec leur aire d'action. Il existe une liste pour chaque décanat mentionnant le nom du doyen (*decanus*), de l'intendant (*camerarius*), des secrétaires (*secretarii*), des suppléants (*deputati*) ainsi que des curés (*pastori*), des vicaires (*capellani*), des curés ne bénéficiant pas d'usufruit (*sacerdotes non beneficiati*) et des ermites (*eremitae*). Les listes des couvents, différenciés par ordre religieux, indiquent le nombre de moines et de nonnes. En 1768, la partie suisse de l'Évêché comptait ainsi quelque 3000 ecclésiastiques représentant 1,1% de la population catholique. Dans la littérature consultée, on ne trouve que peu d'exemples incluant un décompte du clergé.

Corrections de données communales dans les tableaux des cantons

Certaines données communales figurant dans la présente publication ont été insérées, corrigées, estimées ou dérivées. Les données originales peuvent cependant être consultées dans les documents de la «Collection Martin Schuler».

Les relevés présentant plus de 20% d'informations manquantes sur les communes n'ont pas été pris en compte. Pour d'autres dénombrements, également incomplets, les données communales manquantes ont parfois été supputées, mais souvent la case est laissée vide. Dans ces cas-là, nous avons toutefois estimé les totaux des districts.

Dans le tableau imprimé, toutes les corrections entreprises par l'auteur de cette publication sont caractérisées par une lettre minuscule en exposant, de la façon suivante:

(235i = imputé): Données manquantes pour des unités territoriales «oubliées» ou non considérées qui ne peuvent pas être contenues dans le total d'une commune voisine; estimation faite à partir de comptages antérieurs et/ou postérieurs ou à partir d'indications auxiliaires telles que le nombre de bâtiments.

(235c = corrigé): Données corrigées lors d'indications «manifestement» fausses (fautes d'addition, de copie, de transmission). Ces corrections ont fréquemment déjà été faites par des observateurs précédents ou sont marquées au crayon sur les originaux. Les fautes d'addition dans les totaux par district sont très nombreuses; ces corrections ne sont pas indiquées ici.

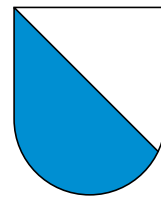
(235r = réparti): Un nombre d'habitants d'une paroisse est réparti entre les localités qui la composent. De telles ventilations ont parfois eu lieu pour combler des brèches dans une série de relevés similaires.

(235p = extrapolé): Extrapolation de sous-populations (par exemple des hommes) à la population totale. Cette forme de correction n'a que rarement été appliquée (GL 1777, seulement les hommes; SG 1737 et 1796, seulement les catholiques; BE 1730, rétropolation selon Pfister).

Les totaux de districts résultant de l'addition de données communales partiellement manquantes ou estimées sont également marqués d'un exposant.

Kanton Zürich

Lektorate durch Walter Letsch, Bevölkerungshistoriker und Otto Sigg, alt Staatsarchivar Zürich



Einleitung

Im Verlauf des 19. und 20. Jahrhunderts ist Zürich zum wirtschaftlich und demografisch bedeutendsten Zentrum der Schweiz geworden, doch war die Stadt 1798 und sogar bis zur ersten Eingemeindung 1893 nur die fünftgrösste des Landes. Selbst unter Einbezug der zahlreichen Vororte der flächenkleinen Stadt überflügelte Zürich die Agglomeration Genf erst 1880.

Die Stadt Zürich wurde 1218 reichsunmittelbar, ebenso die beiden im Stadtgebiet liegenden Stifte Grossmünster und Fraumünster. Während es den beiden Stiften nicht gelang, eine unabhängige politische Stellung zu erringen, vermochte die Stadt bäuerliche Ausbürger aufzunehmen und adelige Herrschaften zu erwerben (Suter HLS). Die von Zünften regierte Stadt unternahm ab der Mitte des 14. Jahrhunderts eine aktive Territorialpolitik, zunächst am See und im Oberland. Mit der Erwerbung der Kyburger Besitzungen inkl. der Stadt Winterthur erreichte Zürich um 1460 ungefähr seinen heutigen Gebietsumfang. Das 1351 abgeschlossene Bündnis zwischen Zürich, den Waldstätten und Luzern sowie die Einbindung Berns zwei Jahre später führte zur achtörtigen Eidgenossenschaft, doch behielt sich Zürich noch bis 1450 die Optionen zwischen Habsburg, dem Heiligen Römischen Reich und den Eidgenossen offen.

Die Reformation, von Huldreich Zwingli (1484–1531) angestossen, von der Regierung des Stadtstaates angenommen und von Heinrich Bullinger (1504–1575) konsolidiert, führte zur Glaubensspaltung der Eidgenossenschaft, die sich fortan bemühen musste, mit ihren internen Differenzen zurecht zu kommen. Doch Zürich erreichte eine wichtige Stellung im europäischen Netz der protestantischen Kirchen.

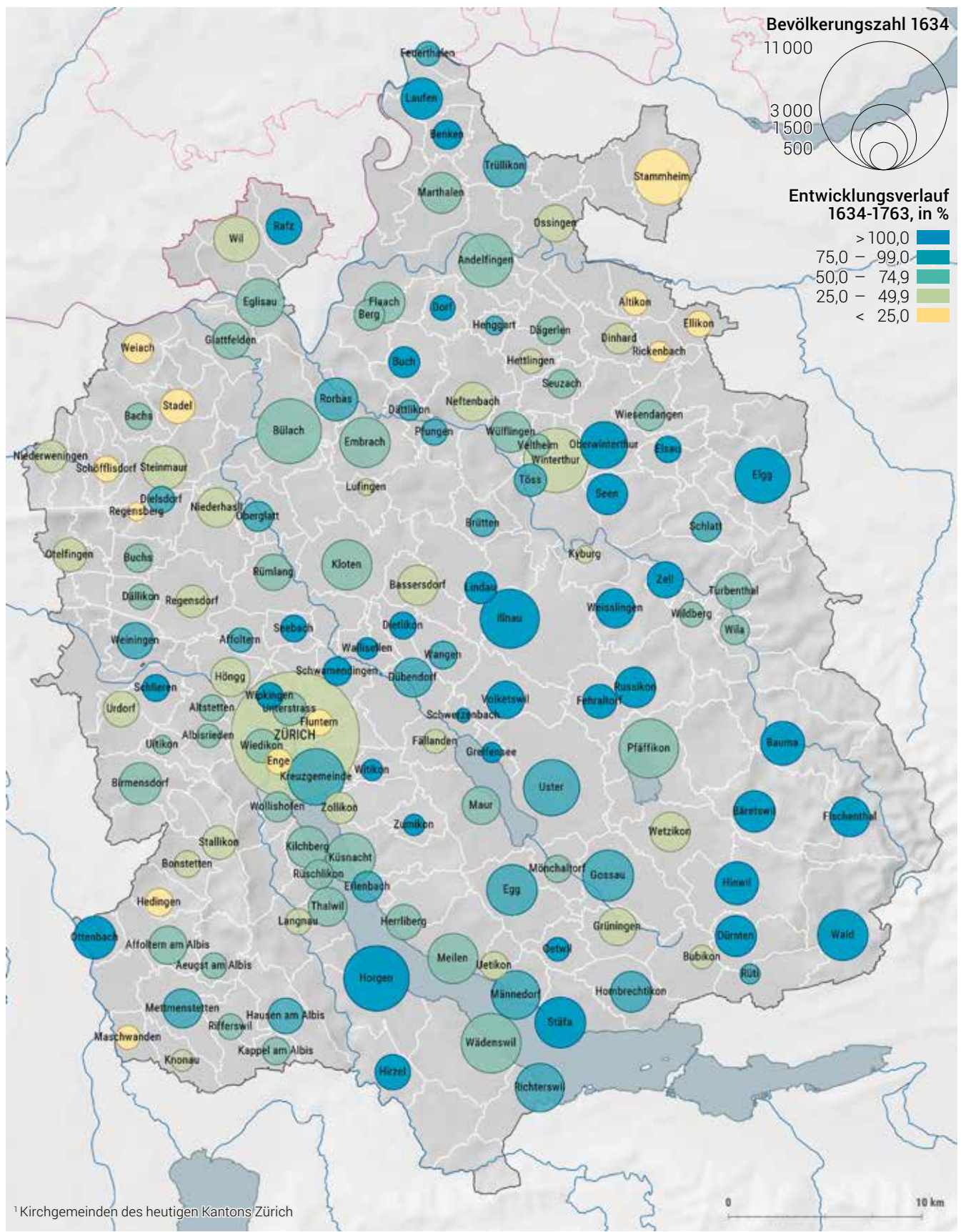
Der Kanton ist ein typischer Mittellandkanton, hat aber noch kleine Anteile an den Voralpen und an den letzten Ausläufern des Juras (Lägern, Rheinfaldfelsen). Er wird von allen Flüssen der Ost- und Innerschweiz durchflossen, deren Täler günstige Voraussetzungen für die Verkehrsverbindungen durchs Mittelland und zu den Alpen bilden. Das Kantonsgebiet ist in drei grosse Siedlungszonen gegliedert, die sich hinsichtlich der (früheren) ländlichen Erbgelien, der Landnutzung, der Siedlungsformen und letztlich auch der Gemeindemuster unterscheiden. Im nördlichen, niederschlagsärmeren Ackerbaugebiet mit Realteilung (Zürcher Unterland und Weinland) sind eher kleine Dorfgemeinden entstanden. In der breiten Übergangszone vom Knonauer Amt über das Zürichseegebiet, im oberen Glatttal bis in den Raum Winterthur herrschen grossflächige Gemeinden mit Dörfern, Weilern und Höfen vor, wobei der Ackerbau gegen Süden zunehmend vom Feldgrasbau abgelöst wird. Einzelhofgebiete finden

sich in höheren Lagen auf dem Hirzel am linken Seeufer sowie im Zürcher Oberland und im Tösstal. In diesen Räumen setzte sich der Siedlungsausbau bis ins 18. Jahrhundert fort. Hier hat sich die industrielle Heimarbeit besonders stark ausgebreitet. Im 19. Jahrhundert entwickelte sich die Maschinenindustrie zunächst entlang der Flussläufe und danach der Bahnlinien. Ausserdem gelang es dem Kanton früh, hochqualifizierte Dienstleistungen in Bildung und Forschung, im Ingenieurwesen, in der Finanz- und Verkehrswirtschaft sowie Logistik zu schaffen oder an sich zu ziehen (Universität Zürich 1833, Schweizerische Nordostbahn 1853, Polytechnikum 1855, Schweizerische Kreditanstalt 1856, Schweizer Rück 1863).

Das Zürich der Aufklärung zeichnete sich durch eine reiche kulturelle, schriftstellerische und wissenschaftliche Tradition aus (Johann Jakob Bodmer 1698–1783, Johann Jakob Breitinger 1701–1776, Johann Caspar Lavater 1741–1801, Johann Heinrich Pestalozzi 1746–1827). Auch in den uns hier interessierenden Wissenschaftsfeldern haben Zürcherinnen und Zürcher Pionierarbeiten geleistet: die von Hans Conrad Gyger (1599–1674) nach 38 Arbeitsjahren fertiggestellte Karte des Kanton Zürich (KA1) ist hinsichtlich Genauigkeit und Ästhetik für diese Zeit unerreicht. Auch die umfassenden Bevölkerungslisten, die die Pfarrer des Stadtstaates zwischen 1634 und 1710 bis zu einem Dutzend Mal erhoben, sind im europäischen Vergleich hinsichtlich ihres Detaillierungsgrades, ihrer Periodizität und geografischen Abdeckung (Letsch 2017) herausragend. Dieses Material ist bereits im 18. Jahrhundert durch den Pfarrer und Statistiker Johann Heinrich Waser (1742–1780) wissenschaftlich untersucht worden (1778). Seine Neugier und die Folgerungen, die er aus seinen Studien zog, wurden ihm zum Verhängnis. Doch ist seine Hinrichtung europaweit als grober Justizskandal gebrandmarkt worden. Im 19. Jahrhundert hat der Archivar Gerold Meyer von Knonau (1804–1858) in seiner «historisch-geografisch-statistischen Schilderung des Kantons Zürich» die Gemeindedaten publiziert (1834), sowie Sophie Daszynska in ihrer an der Universität Zürich zur Stadt Zürich verfassten Dissertation (1891). Nach der Arbeit von Werner Schnyder (1925) zur Stadtzürcher Demografie des 14. bis 17. Jahrhunderts hat Walter Letsch in seiner 2017 erschienenen Dissertation das umfangreiche Material erstmals in seinem vollen Umfang analysiert. Die fünf Arbeiten stecken den weiten Rahmen demografischer Forschung ab, zu der die besondere Quellenlage Zürichs animiert hat. Die Autorinnen und Autoren liegen jeweils Forschergenerationen auseinander, zudem zeitversoben zu den grossen Linien der Schweizer Demografie.

Kanton Zürich: Die Bevölkerungsverzeichnisse der Synode Zürich nach Kirchgemeinden¹ 1634-1763

ZH 1



Die Quellen aus dem 17. und 18. Jahrhundert, auf die noch im Detail eingegangen wird, weisen jedoch zahlreiche Lücken auf. Leider sind im Kanton Zürich auch viele der späteren Bevölkerungserhebungen geografisch unvollständig. Dies trifft besonders auf die helvetische Zählung zu, von der im Bundesarchiv nur die Gebäude- und Bevölkerungszahlen für die Gemeinden, Weiler und Höfe von zehn der damals fünfzehn Distrikte überliefert sind. Die bevölkerungsstatistische Situation ist im Kanton Zürich zwar besonders reichhaltig dokumentiert, aber ausgesprochen aufwändig für ihre Untersuchung. Der Zürcher Ökonom und Demograf Wilhelm Bickel war der erste Forscher, der die Dokumente der helvetischen Zählung in seiner «Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz» gesamtschweizerisch ausgewertet hat (1947), sein Doktorand Werner Rath (1949) hat seinen Überblick zur «Bevölkerung des Kantons Zürich» mit der Volkszählung von 1799 beginnen lassen.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Während gut 150 Jahren erweiterte die Stadt Zürich im 14. und 15. Jahrhundert ihr Gebiet durch Kauf und Pfandauslösung von Vogteien verarmender Adelsgeschlechter. Einzig die Gemeinen Herrschaften wurden durch Kampfhandlungen gewonnen. Von 1358 (Zollikon) bis 1400 erwarb Zürich die Mehrzahl der Vogteien am See, darunter auch die Höfe, die es jedoch nach dem verlorenen Alten Zürichkrieg 1450 an Schwyz abtreten musste. Mit dem Gewinn der grossen Ämter Greifensee (1402), Grüningen (1408), Regensberg (1409), Andelfingen (1434) sowie Kyburg (1452) ergab sich ein ansehnliches Gebiet, das später noch durch Eglisau (1496) sowie verschiedene kleinere Territorien abgerundet wurde. Die Städte Winterthur (1467) und Stein am Rhein (1484–1798) wurden zürcherisch unter Beibehaltung ihrer Privilegien.

Vogteien, Distrikte, Bezirke

Die Verwaltung des Stadtstaates war in neun Vogteien gegliedert, die sich weitgehend an die früheren Herrschaftsstrukturen anlehnten und damit von ungleicher Grösse waren. Dabei ergaben sich verschiedene Muster von hoch- und niedergerichtlichen Kompetenzen im Besitz der Stadt oder einzelner ihrer Bürger. Zu den «inneren Vogteien», geleitet durch in der Stadt wohnhafte Obervögte, gehörte die Umgebung von Zürich, das Zürichseegebiet, das Neuamt im unteren Glatttal sowie Grüningen. Zu den «äusseren Vogteien», geleitet durch Landvögte, die in Schlössern auf dem Land residierten, zählten die flächengrösste Vogtei Kyburg, Andelfingen, Eglisau, Regensberg, Knonau, Wädenswil und Greifensee. Räumlich als Exklaven vom Hauptgebiet getrennt, gehörten die Vogteien Pfyn, Wellenberg und Weinfeld im Thurgau sowie Sax-Forstegg im Rheintal ebenfalls zum zürcherischen Staatsgebiet.

Die Helvetik brachte einige territoriale Modifikationen, indem 1798 Urdorf aus der Grafschaft Baden zu Zürich kam sowie 1799 das Kloster und die Gemeinde Rheinau, die früher hochgerichtlich dem eidgenössischen Landvogt im Thurgau unterstellt waren. Andererseits musste Zürich die Gemeinden Stein am Rhein mit

Hemishofen, Ramsen und Dörflingen an Schaffhausen und die vier oben erwähnten Exklaven an die neuen Kantone Thurgau und St. Gallen abgeben. Weitere Bereinigungen im Sinne einer klaren territorialen Hierarchie fanden zwischen Zürich und dem Thurgau statt, die mit Ausnahme von Hüttwilen und Nussbaumen zugunsten Zürichs verliefen. Das Kelleramt im Reusstal (Lunkhofen) ging an den Kanton Baden.

Mit der Mediationsverfassung von 1803 wurden die Gemeinden Dietikon, Schlieren, Unter Oetwil und Hüttikon vom Kanton Baden übernommen. Dietikon und Rheinau, dessen Kloster 1862 aufgehoben wurde, waren im 19. Jahrhundert die einzigen mehrheitlich katholischen Gemeinden des Kantons.

In der Helvetik schuf der Kanton Zürich 15 Distrikte von einer Einwohnerzahl von je rund 10 000: Zürich, Mettmenstetten, Horgen, Meilen, Uster, Grüningen, Wald, Fehraltorf, Bassersdorf, Elgg, Winterthur, Andelfingen, Benken, Bülach und Regensberg (Karte ZH2). Vor der detaillierten Distriktabgrenzung wurden die grösseren Flüsse als Grenzlinien bestimmt.

Die Mediations-Verfassung von 1803 reduzierte die 15 Distrikte auf nur fünf Bezirke mit neuen Grenzziehungen. Während der Bezirk Zürich nur gerade den Perimeter der Kernstadt abdeckte, waren die anderen vier Bezirke Horgen, Uster, Bülach und Winterthur grossregional konzipiert: Horgen umfasste das Gebiet südwestlich der Limmat und des Pfannenstils, Winterthur dasjenige nordöstlich der Töss, Uster das obere Glatttal mit dem Greifensee und Bülach das untere Glatttal von Dübendorf zum Rhein (Karte ZH3).

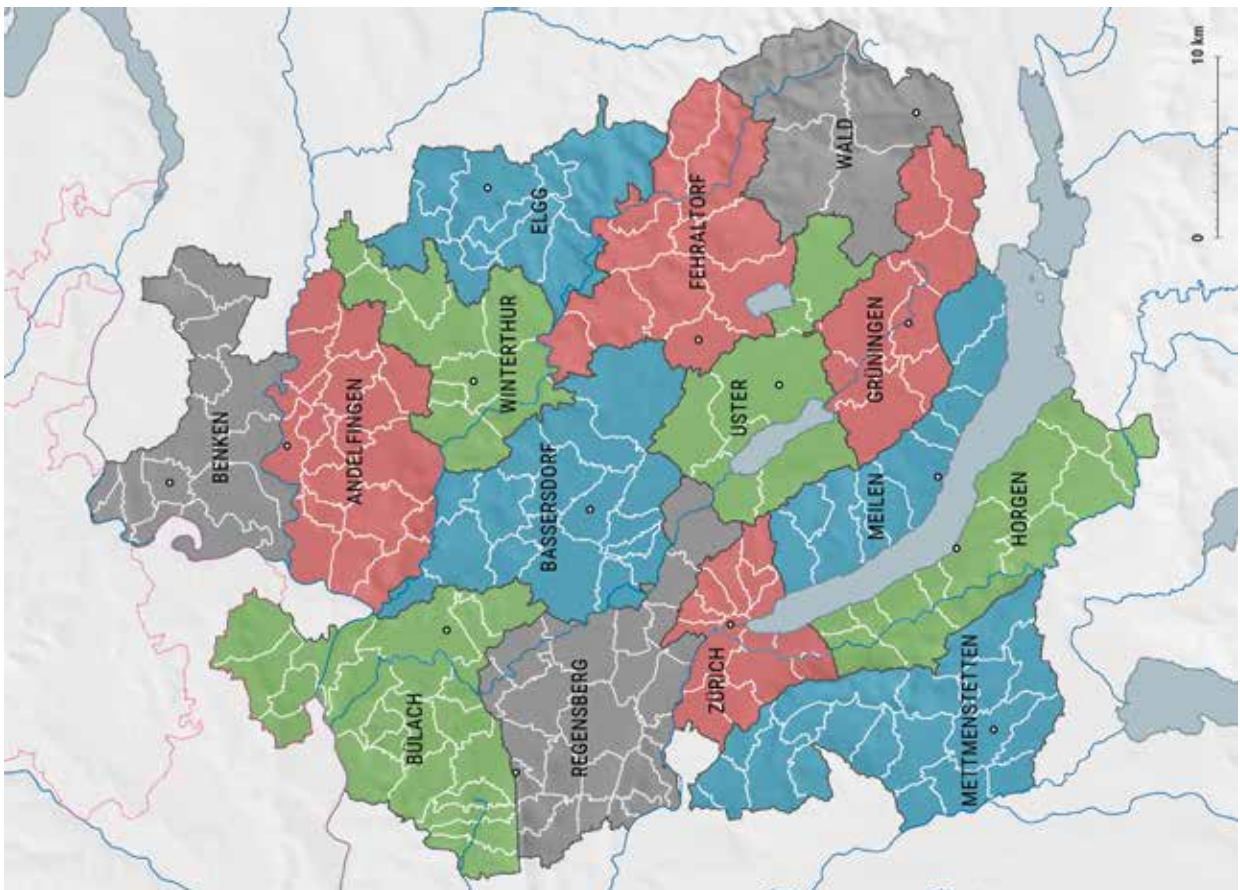
In allen späteren Kantonsverfassungen (1814, 1831, 1869 und 2005) wurde die Bezirksgliederung auf die Gesetzesebene verwiesen. Die 1814 geschaffene Gliederung in elf Oberämter wurde zwar territorial während 175 Jahren kaum mehr verändert, doch griff die liberale Regenerationsverfassung 1830 wieder auf die Bezeichnung «Bezirk» zurück und verlegte in sieben der elf Bezirke den Sitz der Verwaltung aus den historischen Kleinstädten in verkehrsgünstige Ortschaften. Damit wurden auch die Bezeichnungen geändert: Knonau – Affoltern, Wädenswil – Horgen, Greifensee – Uster, Grüningen – Hinwil, Kyburg – Pfäffikon, Embrach – Bülach und Regensberg – Dielsdorf. Nur die Bezirkshauptorte Zürich, Meilen, Winterthur und Andelfingen blieben unangetastet. Im Jahr 1989 erfolgte die Bildung des Bezirks Dietikon aus dem Bezirk Zürich sowie der Übertritt der Gemeinde Zollikon zum Bezirk Meilen. Zuvor, im Jahr 1934, war bereits die Gemeinde Affoltern bei Zürich anlässlich ihrer Eingemeindung in die Stadt Zürich aus dem Bezirk Dielsdorf ausgetreten.

Gemeinden

Sowohl die kirchliche Gliederung in Pfarrgemeinden wie auch die politische Gliederung in Dorfgemeinden gehen auf das Hochmittelalter zurück. Am Ende des Ancien Régime bestanden im Kanton Zürich 150 Kirchgemeinden, wovon 20 erst nach 1650 entstanden sind, sowie rund 400 Dorfgemeinden, die sich fast vollständig in die Kirchgemeinden einschrieben. Einzelne Dörfer, die keine eigene Kirchgemeinde bildeten, hatten schon früh vom Grossen Rat Gemeindebriefe erhalten, darunter seit dem 16. Jahrhundert die Wachten der Stadtzürcher Kirchgemeinden.

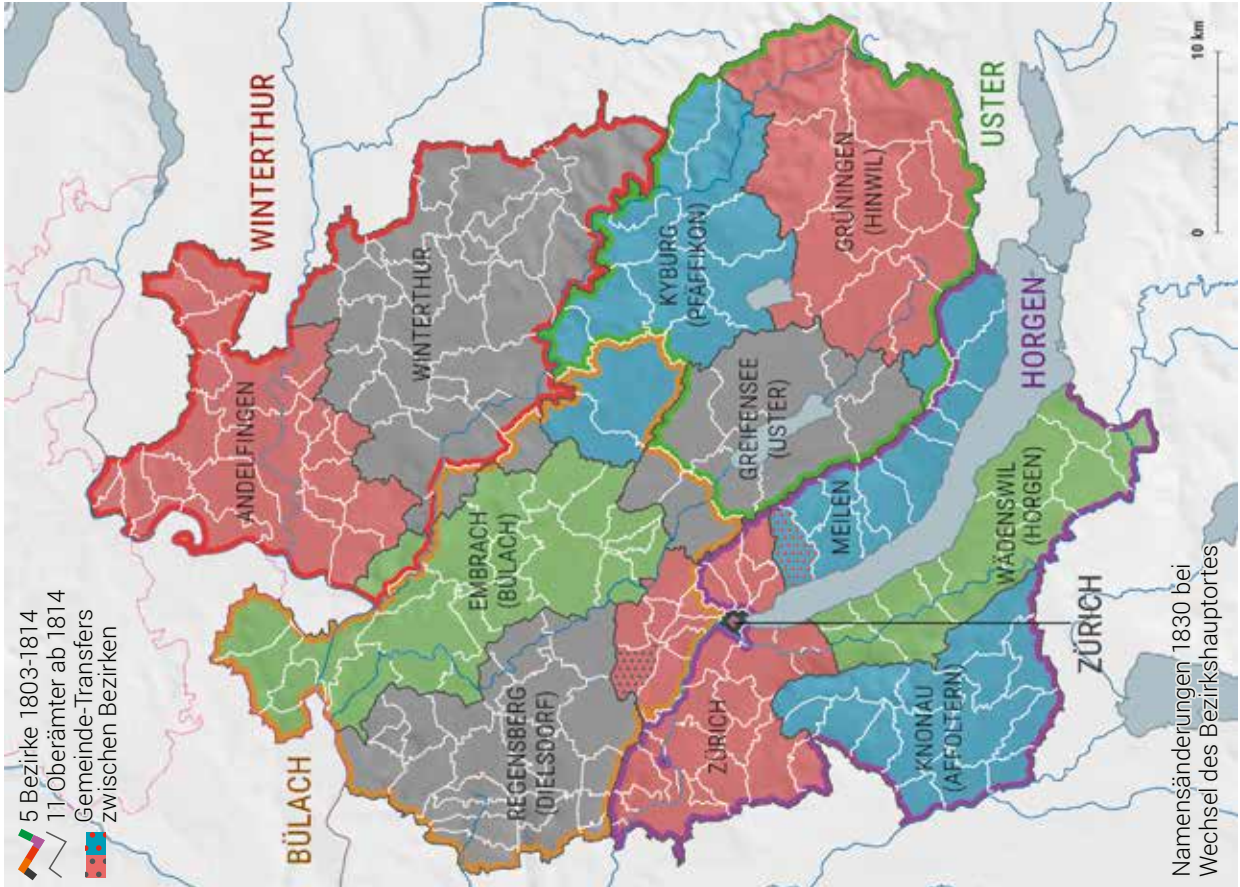
Kanton Zürich: 15 Distrikte der Helvetik 1798-1803

ZH2



Kanton Zürich: 5 Bezirke 1803-1814, 11 Oberämter/Bezirke ab 1814

ZH3



Namensänderungen 1830 bei Wechsel des Bezirkshauptortes

Oberrieden wurde im Jahre 1773 selbständig, 1787 Aussersihl, das hundert Jahre später, kurz vor seiner Eingemeindung in die Stadt Zürich, die zweitgrösste Gemeinde des Kantons war. So bestanden am Vorabend der Helvetik neben den Kirchgemeinden 15 weitere Ortschaften mit Gemeindecharakter, im Total 165.

Die in der Helvetik 1798 bestimmten Agentschaften hielten sich im Kanton Zürich weitgehend an die Pfarrgemeinden, ausser im Distrikt Bülach, wo viele Dorfgemeinden den Status einer Agentschaft zugesprochen erhielten (Weber 1971). Wie erwähnt kam 1798 Urdorf aus der Grafschaft Baden zum Kanton, danach Rheinau. 16 weitere Dorfgemeinden erhielten einen Agenten, weil sie entweder gemeinschaftliches Eigentum besaßen, durch die neuen Distriktgrenzen vom Pfarrdorf getrennt waren oder zu ausserkantonalen Kirchgemeinden gehörten (Adlikon, Adliswil, Aesch, Bertschikon, Dachsen, Dürnten, Flurlingen, Freiensteinteufen, Hagenbuch, Hofstetten, Höri, Hüntwangen, Seegräben sowie Winkel, Rüti und Eschenmosen), so dass der Gemeindestand auf 183 stieg.

Die früheren Dorfgenossenschaften spalteten sich in privatrechtliche Korporationen und öffentlich-rechtliche Zivilgemeinden (Bürgergemeinden). Den letzteren oblagen die materiellen Gemeindeaufgaben (Sigg HLS). In der Mediation mutierten die 1799 aus den Agentschaften gebildeten Munizipalgemeinden zu Einwohnergemeinden, deren Kompetenzen sich allerdings auf den Gesetzesvollzug beschränkten. Damit war – wie in anderen Ostschweizer Kantonen – die Zweiteilung des Gemeindewesens angelegt (Suter HLS). In der Restauration verloren die Niedergelassenen das Wahlrecht am Wohnort und sollten es erst 1866 wiedererlangen. 1836 bestanden in 80 politischen Gemeinden 314 Zivilgemeinden; zusammen mit den 110 nicht unterteilten Gemeinden ergab sich ein Total von 424 Einheiten (Meyer von Knonau 1837). Die liberale Verfassung von 1831 und vor allem die Gemeindegesetze von 1875 und 1926 stärkten die Einwohnergemeinden auf Kosten der Zivilgemeinden, deren Zahl in der Folge fortlaufend abnahm, bis im Jahre 2009 die letzten acht verbliebenen Einheiten in die politischen Gemeinden integriert wurden.

In der Mediation kamen zunächst die vier Gemeinden Dietikon, Schlieren, Hüttikon und Unter Oetwil aus dem Kanton Baden zu Zürich. Zeitgleich wurde Unter Oetwil mit Ober Oetwil vereinigt (186 Gemeinden). Danach blieb die Bilanz der Anzahl Gemeinden bis 1830 unverändert: Schottikon 1803, Kleinandelfingen 1804, Nürensdorf 1806 und Oberembrach 1809 erreichten die Selbständigkeit, Adlikon wurde 1803 in Andelfingen eingemeindet, doch bereits 1817 wieder als Gemeinde konstituiert, während Rüti und Eschenmosen 1811 definitiv und 1814 Flurlingen und Dachsen vorübergehend ihre Eigenständigkeit verloren. Die elf neuen Gemeinden Wettswil 1831, Dachsen 1831, Rieden 1831, Niederurdorf 1832, Niederglatt 1840, Raat-Schüpfheim 1840, Windlach 1840, Flurlingen 1841, Dänikon 1843, Obfelden 1847 und Bachenbülach 1849 liessen bis 1850 die Gemeindezahl des Kantons auf 197 steigen. In den 1870er-Jahren folgten noch Humlikon 1872, Oerlikon 1872 und Truttikon 1878.

In der Folge sollte es keine Gemeindegründungen mehr geben, hingegen 29 Eingemeindungen, davon 24 anlässlich der drei bedeutenden Stadtvergrößerungen von Zürich 1893 (11), Winterthur 1922 (5) und nochmals Zürich 1934 (8):

Zürich 1893: Aussersihl, Enge, Fluntern, Hirslanden, Hottingen, Oberstrass, Riesbach, Unterstrass, Wiedikon, Wipkingen, Wollishofen.

Winterthur 1922: Oberwinterthur, Seen, Töss, Veltheim, Wülflingen.

Zürich 1934: Affoltern, Albisrieden, Altstetten, Höngg, Oerlikon, Schwamendingen, Seebach, Witikon.

Im ländlichen Raum sind die Eingemeindungen von Raat-Schüpfheim und Windlach (1906 zu Stadel), Rieden (1916 zu Wallisellen), Schottikon (1922 zu Elsau) und Nieder Urdorf (1931 zu Urdorf) erfolgt. Nach 80 Jahren Stabilität mit 171 Gemeinden geriet ab 2014 die Zürcher Gemeindestruktur mit bisher neun Fusionen wieder in Bewegung.

Die zahlreichen Gebietsumteilungen zwischen Gemeinden, überwiegend in der Zone der Weiler und Einzelhöfe, sind hauptsächlich in zwei Perioden erfolgt: in den 1870er-Jahren auf dem Brüttner Plateau, im Raum Pfäffikon sowie am oberen Zürichsee (Wädenswil, Richterswil, Hirzel), zwischen 1922 und 1934 im Raum Embrach-Kloten sowie 1922, im Rahmen der Stadterweiterung, zwischen Winterthur und seinen Nachbargemeinden.

Bevölkerungserhebungen

Der Kanton Zürich verfügt über die einmalige Serie von Bevölkerungserhebungen, die im Jahre 1634 vom Antistes (Vorstand der reformierten Kirche) Johann Jakob Breitingen eingeführt wurde. Zwischen 1634 und 1763 haben die Zürcher Pfarrer in oft kurzen Abständen meist etwa 11–15 (maximal 18) Mal ihre Bevölkerung haushaltsweise vollständig erhoben, mit Namen, Geschlecht aller Familienmitglieder und weiterer in den Haushalt integrierter Verwandter. Ergänzend wurden auch Knechte und Mägde aufgeführt, allerdings oft ohne Angabe der Namen (TA1). Es ging bei den Verzeichnissen vor allem um die Erhebung des religiösen Bildungsstands der Bevölkerung. Daher wurde bei allen Kindern das Alter angegeben. Bis 1650 finden sich auch bei etwa einem Drittel der Erwachsenen Altersangaben, später steigt dieser Anteil deutlich. Wichtig waren Angaben zu Lese- und Schreibfähigkeit sowie zur Kenntnis des Katechismus bei den Kindern. Gelegentlich wurde auch die Zahl der im Haushalt vorhandenen Bücher vermerkt. Bei den Familienvätern wurden manchmal der Beruf, der militärische Rang und das allenfalls ausgeübte Amt aufgeführt. Die in rund 170 Pfarrgemeinden in den heutigen Kantonen Zürich und Thurgau sowie in einzelnen Orten im Kanton Schaffhausen, im St. Galler Rheintal, im Appenzeller Vorderland und in der Grafschaft Baden bei zwischen 140 000 und 220 000 Personen erhobenen Informationen sind auch in europäischem Massstab aussergewöhnlich reich (Karte ZH1). Zu Beginn der Serie wurde bei einem dreijährigen Rhythmus eine sehr hohe Beteiligungsquote der Pfarrgemeinden von über 90% erreicht, die 1646 auf 78% sank. Nach der kaum befolgten Erhebung von 1655 folgte eine Pause bis 1670/71. Diese Zählung erreichte eine Rekordbeteiligung von 96% der Pfarrgemeinden. Nach einem leichten Rückgang bis 1689 (81%) wurde 1709/10 letztmals mit 75% ein hoher Erfassungsgrad erreicht. In der Folge erlosch das Interesse der Regierung an den Erhebungen (1721 31%; 1763 16%), nicht zuletzt, weil die Täufer nicht mehr

als Gefahr betrachtet wurden. Die Qualität der Daten scheint überwiegend gut, bei grossen Unterschieden in der Sorgfalt der Darstellung und leider auch der Lesbarkeit. Die Bevölkerung umfasste wohl auch die Abwesenden, die vereinzelt in späteren Erfassungen speziell gekennzeichnet wurden, und um 1750 gegen 10% der Bevölkerung ausmachen konnten.

Im Staatsarchiv Zürich stehen seit 1972 die kopierten Unterlagen in grossformatigen Bänden den Interessierten zur Verfügung und werden für genealogische Studien intensiv genutzt. Am Ende der Personenlisten finden sich vielfach von den Pfarrern berechnete Einwohnertotale, die leider gelegentlich fehlerhaft sind; bei fehlenden Angaben sind häufig später handschriftliche Seitentotale angebracht worden. Bei einem Drittel der Erhebungen fehlen jedoch die Additionen der Bevölkerung.

Die Literatur hat sich auf die Darstellung der Jahre 1634/37 und 1670/71 konzentriert, nicht zuletzt, weil zu diesen Zeitpunkten auch die vier Pfarrgemeinden der Stadt Zürich erfasst waren. Wir ergänzen in unserer Tabelle diese beiden Jahre um den Zeitpunkt 1709/10, für den ein Viertel der Ergebnisse geschätzt werden musste.

Wie eingangs erwähnt, hat der statistische Reichtum der Quellen – und wohl auch die Schwierigkeiten ihrer Behandlung – die Wissenschaft in verschiedenen Perioden zu Untersuchungen angeregt. Bereits im 18. Jahrhundert haben Wissenschaftler, darunter Johann Heinrich Waser (1778), die Einzeldaten für die Stadt Zürich ausgezählt. Die Auswertung der Quellen für den ganzen Kanton für die beiden Jahre 1634 und 1671 durch Gerold Meyer von Knonau (1834) erwies sich als präzise. Sophie Daszynska (1891) hat die Ergebnisse für die Stadt Zürich (1637/1671) nach Strassen ausgewertet. Dabei musste sie die schwierige Ausscheidung der Bevölkerung «vor den Toren» vornehmen. Die meisten Vororte Zürichs gehörten als Pfarrfilialen zu Stadt-Zürcher Pfarreien und wurden teils dort, teils separat erfasst. Die Stadt selbst besass schmale Territorien ausserhalb der Stadtmauern (Selnau, Bleicherweg). Werner Schnyder (1925) hat einen Überblick zu den Bevölkerungserhebungen der Stadt Zürich vom 14. bis zum 17. Jahrhundert verfasst, Fridolin Kurmann (1987) für ausgewählte Gemeinden im 17. Jahrhundert.

Lag bei allen früheren Arbeiten der Fokus auf der Bestimmung der absoluten Einwohnerzahlen, so nahm Walter Letsch in seiner im Jahre 2017 publizierten Dissertation die Informationen auf der Ebene der Individuen als Basis. Dies erlaubte ihm, vitalstatistische, haushaltsbezogene und sozioökonomische Auswertungen in grosser Tiefenschärfe vorzunehmen, wie sie sonst bezogen auf die Schweiz des Ancien Régime nur für die Stadt Genf geleistet werden konnten (Perrenoud, 1979). Letsch hat Zürich, Winterthur und einzelne schlecht dokumentierte Vororte aus seinen Betrachtungen ausgeklammert. Für alle anderen Gemeinden hat er fehlende Angaben auf Grund des Entwicklungsverlaufs benachbarter Gemeinden ergänzt. Letsch ist der erste Forscher, der die Gesamtheit der rund vierzehn Erhebungen zwischen 1634 und 1708 publiziert hat. Unsere eigene Erfassung, die in Unkenntnis seiner Arbeit nur kurze Zeit später vorgenommen wurde, ist nach Erscheinen seines Werkes mit dem Autor abgestimmt worden. Während sich unsere Daten so weit als möglich auf die vorhandenen (und häufig fehlerhaften) Totale abstützen und nur für drei Stichdaten ausgezählt sind, hat Letsch teilweise Einzelrecords

aufgenommen. Sein Interesse lag weniger bei den Totalzahlen als in deren Entwicklung sowie in den Familienstrukturen. Weitere Unterschiede beruhen, abgesehen vom Fehlen der Städte bei Letsch, auf der unterschiedlichen Behandlung von kantonsübergreifenden Pfarrgemeinden (Thurgauer Pfarreien mit Zürcher Bevölkerung resp. das Ausgreifen der Pfarrgemeinden Otelfingen, Urdorf und Stammheim in nicht-zürcherische Gebiete).

Im ausgehenden 18. Jahrhundert sind verschiedene Erhebungen der Haushalte und Bevölkerung erfolgt. Für die Stadt Zürich hat die naturforschende Gesellschaft haushaltsweise Volkszählungen in den Jahren 1756, 1762, 1769, 1780 und 1790 veranstaltet (Heim und Lang 1896). Auf der Landschaft hat die Zürcher Regierung 1771, 1772 und 1773/74 Erhebungen zu Fruchtertrag, Grundzins, Eigenverbrauch und «Volksmenge» durchgeführt, veröffentlicht in vier Bänden für 157 Gemeinden. Erfassungsmethode und Genauigkeit sind schwer abzuschätzen; die Ergebnisse der drei aufeinanderfolgenden Zählungen variieren zum Teil deutlich. Wir betrachten die fast vollständige Erhebung von 1771 als die plausibelste.

Gerold Meyer von Knonau (1834) hat die Einwohnertotale der von der naturforschenden Gesellschaft «mit grösster Sorgfalt» angeordneten Zählung von 1792 (richtig 1790) nach 147 Kirchgemeinden publiziert. Unabhängig von diesen Zählungen sind über die Zeitspanne von 1762 bis 1789 verteilt in 87 Gemeinden sogenannte «Ökonomische Tabellen» mit Bevölkerungsangaben erstellt worden.

Aus den Jahren 1809 bis 1812 sind Volkszählungstabellen aus 155 Kirchgemeinden in den damals fünf Bezirken überliefert. Hierauf fand erst wieder 1833 eine vollständige Bevölkerungserhebung (leider die Abwesenden einschliessend) statt, deren Ergebnisse von Meyer von Knonau (1834) publiziert worden sind. Die im Herbst 1835 von der Tagsatzung angeordnete Volkszählung fand im Mai 1836 statt, vom selben Autor begleitet und nach Geschlecht, Altersgruppen und Heimatklassen ausgewertet (Meyer von Knonau 1837). Diese Zählung war von guter Qualität, denn die Tagsatzungsverantwortlichen entschieden, dass Zürich als einer von nur fünf Kantonen die Erhebung nicht zu wiederholen brauchte.

Helvetische Zählung

In keinem anderen Kanton sind die Quellen der helvetischen Zählung so verwirrend wie in Zürich. Im Bundesarchiv findet sich ein Heft mit grafisch sorgfältig gestalteten, räumlich fein aufgeschlüsselten Tabellen, die auf den 1. Oktober 1801 datiert sind. Leider sind diese Daten unvollständig, es fehlen die Angaben für die fünf Distrikte Horgen, Meilen, Uster, Elgg und Andelfingen sowie für die Gemeinden Bubikon und Mönchaldorf. Die zweite Quelle, gekennzeichnet als Zählung der kantonalen Verwaltungskammer von November 1799, wird im Staatsarchiv Zürich aufbewahrt. Auch in dieser Quelle sind die Ergebnisse räumlich recht fein differenziert. Es fehlen acht Gemeinden, darunter Richterswil und Turbenthal, die somit in keiner der beiden Zählungen vorkommen. Schliesslich enthält die Stapfersche Pfarrer-Enquête von 1799 Bevölkerungsangaben für alle Pfarrgemeinden.

Im Vergleich zu den 110 Pfarrrgemeinden weichen die Ergebnisse der beiden helvetischen Zählungen von 1799 und 1801 in einem Viertel der Fälle deutlich voneinander ab. Dazu kommen drei Fälle ungleicher Distriktzuteilungen (Brütten/Wülflingen, Illnau/Kyburg, Dübendorf/Wangen). In der Erhebung von 1799 scheinen recht häufig (vor allem in den Vororten Zürichs und im Distrikt Benken) die Angaben für Weiler und Höfe zu fehlen, entsprechen doch die Einwohnerzahlen des Hauptdorfes 1801 vielfach dem Gemeindetotal von 1799. Wir gehen davon aus, dass aus dem (wohl verloren gegangenen) Urmaterial von 1798 zunächst eine lückenhafte Gemeindetabelle 1799 erstellt worden sein muss, der zwei Jahre später eine detaillierte und in den Summen präzise Abschrift aller Dörfer, Weiler und Höfe zuhanden des Bildungsministeriums von Stapfer folgte – leider aber nur für zwei Drittel aller Gemeinden. Unsere Hypothese könnte gestützt werden durch die Ergebnisse der Pfarrer-Enquête von 1799, deren Ergebnisse öfters mit denjenigen der Zählung von 1801 übereinstimmen, aber nie mit denjenigen von 1799.

Unter der Leitung von Wilhelm Bickel schrieb Werner Rath 1949 seine Doktorarbeit zur «Bevölkerung des Kantons Zürich». Rath hat beide Quellen gekannt, sich aber auf das vollständigere Dokument der kantonalen Verwaltungskammer von 1799 bezogen, fehlende Daten anhand der Angaben von 1801 ergänzt und damals ausserkantonale Gebiete aus deren Quellen ergänzt. Seine Resultate sind auf den Gemeinstand von 1941 umgerechnet, inkl. aller Fusionen und Teilungsgemeindungen, eine aufwändige Methode, die jedoch den Vergleich mit dem Urmaterial verunmöglicht. André Schluchter (1988) hat die Totale von Rath übernommen und für die damaligen Distrikte und die heutigen Bezirke publiziert.

Wir haben entschieden, die eher vertrauenserweckenden Daten vom 1. Oktober 1801 zu verwenden, womit wir – wie überall – die Quelle des Bundesarchivs nutzen. Freilich müssen mit diesem Entscheid die Einwohnerzahlen von 57 Gemeinden aus dem Dokument von November 1799 übernommen und diejenigen von zwei weiteren geschätzt werden. Im Weiteren haben wir vier offensichtlich unrichtige Werte von 1801 ersetzt (die zu tiefen für Enge und Weiningen/Oberengstringen und die zu hohen für Hittnau und Buchs). Das hier berechnete Kantonstotal erhöht sich um rund 3300 Personen gegenüber den Ergebnissen, die Werner Rath (1949) und André Schluchter (1988) veröffentlicht haben.

Stadt Zürich

Die Städte sind Stiefkinder der Bevölkerungsstatistik der Alten Eidgenossenschaft. Für die Zürcher Städte stimmt dieser Befund nicht, denn in Zürich sind von den Pfarrer-Erhebungen von 1637 (8621 Personen), 1671 (9311–9871) und 1682 (10 797–11 421) alle Einwohnerinnen und Einwohner adressgenau bekannt, sieht man von Lücken in einzelnen Quartieren ab, in Winterthur für die Jahre 1670 und 1682 (Denzler 1940). Wie erwähnt sind dank der Arbeiten der naturforschenden Gesellschaft auch die Bevölkerungszahlen Zürichs für fünf Zeitpunkte zwischen 1756 und 1790 überliefert (1756: 11 012, 1762: 10 616, 1769: 10 574, 1780: 10 559, 1790: 10 734).

Hingegen müssen die 10 000 Einwohnerinnen und Einwohner der helvetischen Volkszählung von November 1799 und die 10 500 in den drei «Sectionen» in derjenigen von Oktober 1801 als Schätzungen verstanden werden. Die Pfarrer-Enquête 1799 kommt in den vier Pfarrrgemeinden und dem Spital nur auf 8949 Personen, verglichen mit den Einwohnerzahlen von 9715 im Jahr 1812 und 14 243 im Jahr 1836.

Die zahlreichen Arbeiten zur Stadt Zürich (Daszynska 1891, Schnyder 1925, Schnyder und Senti 1929, Senti 1931, Schellenberg 1951, Zwingli 1954) haben in ihren Forschungen zur demografischen Entwicklung der Stadt auch die Vorortsgemeinden des ersten Gürtels (Eingemeindung von 1893) berücksichtigt, am umfassendsten in der Publikation des Statistischen Amtes der Stadt Zürich.

Bevölkerungsentwicklung

Die ausgezeichnete statistische Basis im Kanton Zürich erlaubt es, die Bevölkerungsentwicklung nach Regionen über drei Jahrhunderte nach relativ gleichmässigen Perioden darzustellen. In unserer Tabelle nach Bezirksgruppen wird die eingangs erwähnte Dreiteilung nach dem Ackerbaugelände im Norden, dem zentralen Gürtel und Südteil am Zürichsee und im Oberland unterschieden, dazu die Stadt Zürich und deren Vororte.

Jährliche mittlere Bevölkerungsentwicklung nach Zürcher Regionen, neun Perioden von 1634 bis 1888

T 3.3

Periode	1634/1671	1671/1709	1709/1740	1740/1771	1771/1792	1792/1812	1812/1836	1836/1860	1860/1888
Anzahl Jahre	37	38	31	31	21	30	24	24	28
Andelfingen, Bülach, Dielsdorf	1,08	0,14	-0,04	-0,46	0,63	0,28	0,73	0,37	-0,09
Dietikon, Uster, Pfäffikon, Winterthur	1,07	0,55	0,27	-0,05	0,77	0,28	0,71	0,32	0,46
Affoltern, Horgen, Meilen, Hinwil	1,16	0,37	0,41	0,49	0,84	0,25	0,56	0,39	0,37
Landgemeinden Total	1,10	0,36	0,23	0,04	0,76	0,27	0,65	0,36	0,30
Stadt Zürich	0,75	0,06	-0,16	0,01	0,07	-0,08	1,29	1,37	1,21
Vororte	0,57	0,68	0,36	0,44	0,05	-0,22	2,87	1,73	3,16
Zürich und Vororte	0,68	0,32	0,08	0,22	0,06	-0,15	2,16	1,59	2,53
Kanton Zürich	1,04	0,35	0,21	0,07	0,67	0,22	0,85	0,57	0,85

Quelle: Martin Schuler

Für den Kanton insgesamt ist die Bevölkerung im 17. und im 19. Jahrhundert stark angestiegen, während im 18. Jahrhundert das Wachstum verhalten blieb, insbesondere in dessen ersten beiden Dritteln. Drei Perioden heben sich durch ein besonderes Wachstum hervor. In allen drei hat die Bevölkerung in den Landgebieten ähnlich zugenommen: im Zeitraum 1634 bis 1671, in der Periode 1771 bis 1792 und zwischen 1812 und 1836. In den ersten beiden konnten die Stadt Zürich und ihre Vororte nicht mitziehen, in der dritten überholten sie das Land bei Weitem. In den Abschwungphasen differenzierten sich die Landgebiete während des 18. Jahrhunderts zunehmend zugunsten des Südens und zulasten des Nordens, glichen sich hernach bis 1860 wieder an, bevor sich während der folgenden Jahrzehnte nochmals dasselbe Muster einstellte. Als Untereinheit des Südens hat das Einzelhofgebiet des Tössberglandes von 1634 bis 1812 weit überdurchschnittlich an Bevölkerung gewonnen.

Literatur

- Bickel Wilhelm, Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz, Büchergilde Gutenberg, Zürich, 1947.
- Daszynska Sophie, Die Bevölkerung von Zürich im XVII. Jahrhundert. Ein Beitrag zur historischen Städtestatistik, Buchdruckerei K. J. Wyss, Bern, 1891 (Diss. Meyer von Knonau/Wolf).
- Denzler Alice, Die Bevölkerungsbewegung der Stadt Winterthur von der Mitte des 16. Jahrhunderts bis zum Ende des 18. Jahrhunderts, Buchdruckerei Winterthur, Winterthur, 1940.
- Gyger Hans Conrad, Ein Loblich en Statt Zürich eigenthümlich zugehörige Graff und Herrschaften, Stett, Land und Gebieth, Zürich 1664/67 (Karte des Kantons Zürich).
- Heim Albert und A. Lang (Red.), Festschrift der Naturforschenden Gesellschaft in Zürich 1746–1896, Druck von Zürcher und Furrer, 41. Jhg., Zürich, 1896, Online: https://www.ngzh.ch/archiv/1896_41/41_1/41_0.pdf, abgerufen am 23.09.2020.
- Letsch Walter, Demographic Aspects of the Early Modern Times. The Example of the Zurich Countryside in a European Perspective, Population, Family, and Society, Vol. 26, Peter Lang, Bern, 2017.
- Kürmann Fridolin, Das Bevölkerungswachstum in ausgewählten Pfarreien des Kantons Zürich im 17. Jahrhundert, in: Mattmüller Markus, Bevölkerungsgeschichte der Schweiz. Teil I, Band 2, Helbing und Lichtenhahn, Basel, 1987, S. 683.
- Meyer von Knonau Gerold, Der Kanton Zürich, historisch-geographisch-statistisch geschildert, Huber und Company, St. Gallen und Bern, 1834.
- Meyer von Knonau Gerold, Die Volkszählung des Kantons Zürich am 9., 10. und 11. Mai 1836. Ein Nachtrag zu Gerold Meyer's von Knonau Gemälde des Kantons Zürich, und Friedrich Vogels Ortslexikon des Kantons Zürich, bey Orell Füssli und Company, Zürich, 1837, Online: <https://epub.ub.uni-muenchen.de/12389/1/W8H.aux.2543.pdf>, abgerufen am 18.09.2020.
- Perrenoud Alfred, La population de Genève du 16^e au début du 19^e siècle, Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Genève, 1979.
- Raths Werner, Die Bevölkerung des Kantons Zürich seit dem Ende des 18. Jahrhunderts, Genossenschaftsdruckerei Zürich, Zürich, 1949 (Diss. Bickel).
- Schellenberg Walter, Die Bevölkerung der Stadt Zürich um 1780. Zusammensetzung und regionale Verteilung, Affoltern am Albis, 1951.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, Bundesamt für Statistik, 1988.
- Schnyder Werner, Die Bevölkerung der Stadt und Landschaft Zürich vom 14. bis 17. Jahrhundert: eine methodologische Studie, Gebr. Leemann und Co., Zürich, 1925 (Diss. Meyer/Gagliardi).
- Schnyder Werner und Senti Alfred, Zürichs Bevölkerung seit 1400, Statistisches Amt der Stadt Zürich, Heft 35, 1929.
- Senti Alfred, Bevölkerung der Zürcher Vororte im Verlauf der Jahrhunderte, Statistische Nachrichten 1931, S. 109–114, Online: http://statistik.stadt-zuerich.ch/modules/StatNat/1931/1931_ZSN_Bevoelkerung-der-Zuercher-Vororte-im-Laufeder-Jahrhunderte.pdf, abgerufen am 18.09.2020.
- Sigg Otto, Zivilgemeinde, HLS, Version 25.01.2015.
- Sigg Otto, Archivführer der Zürcher Gemeinden und Kirchgemeinden. Zeugnisse zürcherischer Gemeinde-, Verwaltungs- und Rechtskultur im agrarischen und kirchlichen Zeitalter, in: Staatsarchiv des Kantons Zürich (Hrsg.), Zürich, 2006, Online: <https://www.zh.ch/content/dam/zhweb/bilder-dokumente/themen/politik-staat/archivierung/gemeindearchivfuehrer.pdf>, abgerufen am 29. 01.2021.
- Suter Meinrad, Zürich (Kanton), HLS, Version vom 24.08.2017.
- Waser Johann Heinrich, Betrachtungen über die zürcherischen Wohnhäuser, vornehmlich in Absicht auf die Brandkassen und Buergerprotokoll. Ohne Drucker und Ort, 1778, Online: [https://de.wikipedia.org/wiki/Johann_Heinrich_Waser_\(Statistiker\)](https://de.wikipedia.org/wiki/Johann_Heinrich_Waser_(Statistiker)), abgerufen am 29.01.2021.
- Weber Hans, Die zürcherischen Landgemeinden in der Helvetik 1798–1803, Stiftung von Schnyder von Wartensee, Zürich, 1971.
- Zwingli Ulrich, Zürichs Stadtquartiere, Zürcher Statistische Nachrichten, Heft 3, 1954.

Quellen

Schweizerisches Bundesarchiv (BAR)

Helvetische Zählung: B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; Tabellen der Kantone und ihrer Einteilung in Distrikte, 1799–1801, Kanton Zürich: Bevölkerungstabellen für den Kanton Zürich, 1. Okt. 1801, inkl. Korrespondenz mit dem Minister des Innern (es fehlen die Distrikte Meilen, Uster, Horgen, Elgg und Andelfingen sowie die Gemeinden Bubikon und Mönchaltorf aus dem Distrikt Grüningen).

Staatsarchiv Zürich (StAZH)

Register zu den Bevölkerungsverzeichnissen aus dem 17. und 18. Jahrhundert im Staatsarchiv Zürich (E. Alther). Ec556

1634–1761: E II 700.1 Aeugst bis E II 700.136 Zürich-Prediger, Bevölkerungsverzeichnisse 1634ff., Sonderkataloge, StAZH Kopien von 1972.

Zusammenfassende Tabellen

1771, B IX 2, Tabell von dem diesjährigen Zustand des Lands überhaupt und einer jeden Gemeind insbesondere in Absicht auf Ihre Producte worin denn auch zugleich 1° Ihre dermalige Bevölkerung, ..., verfertigt und ausgezogen aus den von der Geistlichkeit auf derm Landschaft eingesandten Tabellen, Okt., Nov, 1771.

1772: B IX 1, Bevölkerungs & Produkte Tabell von Anno 1772

1773/74, B IX 3, Diese Tabelle ist angefertigt auf Grund der Specialtabellen von der Volksmenge, dem Fruchtertrag und Weizehnten de annis 1773 und 1774 und enthält somit den Zehntenertrag der beiden angeführten Jahre zusammengerechnet (Erkl. H. Hardmeier).

Originaldaten

1762/89: B IX 86-91, Ökonomische Tabellen über Gemeinden (B IX 86 Kyburg 1764/85, 87 Grüningen 1772/79, 88 Andelfingen 1765–82, 89 Zürichsee 1771–1782, 90 Knonau 1766-89, 91 Regensberg 1762–75).

1772: C III 4, C II 5, Special Tabellen von der Population, Anno 1772.

1773/74: B IX 3, Tabellen über die Volksmenge, Fruchtertrag, Grundzins und Eigenverbrauch von 157 Zürcher Gemeinden 1773/74, 4 Bände.

1780: B IX 13, Stadtzürcher Volkszählung 1780, 275 S., (pro Zeile Wohnhaus mit Name des Haushaltes und 15 Kolonnen, neben zahlreichen Auswertungen auch Rückblicke auf die Zählungen von 1756, 1762, 1769).

1791: B IX 4, Neuamt 1791, 11 Kolonnen, davon 2 für die Abwesenden.

1795–1804: B IX 14a, Die Bevölkerung des Cantons Zürich in den Jahren 1795–1804 (aus den Synodaldaten ausgezogen und für die Oeconomische Gesellschaft bearbeitet von Archivar Dr. med. H. C. Hirzel).

1809–1812, B IX 236-240, Volkszählungstabellen 1809–1812 (total 133 Gemeinden), C IV 11 Uster, 12 Bülach, 13 Horgen, 14 Winterthur, 15 Zusammenzug.

Helvetische Zählung

K II 181, Kantonale Verwaltungskammer, Zählung November 1799 (es fehlen Aesch, Pfungen, Lufingen, Waltalingen, Russikon, Richterswil und Turbenthal).

K II 181, Statistische Gemeindetabellen (1799–1800).

K II 181.1 bis 181.7, Statistische Gemeindetabellen nach Distrikten (1799–1800).

K II 181 a, Bevölkerungstabellen des Kantons Zürich (1801).

Stadtarchiv Zürich (StArZH)

1744, 1748, B IX 9a, Bevölkerungstabelle für die Pfarrgemeinde Prediger 1744, sowie Grossmünster 1748.

1756, B IX 10, Volkszählung in der Stadt Zürich 1756, unternommen von der naturforschenden Gesellschaft im Merz 1756

1762, B IX 11, Volkszählung der Einwohner zu Zürich vorgenommen im Monat Merz MDCCLXII.

1790, B IX 14, Volkszählung in der Stadt Zürich aufgenommen im Januar 1790 und Uebersicht der beyden Stadt-Zählungen von 1780 und 1790.

1756 und 1762, 6 Bevölkerungsstatistiken: Zusammenfassungen für die gesamte Stadt Zürich der Zählungen 1756 und 1762 (Bearb. Otto Sigg).

Kanton Zürich

(ts-x-01-2223-ZH)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	PE	PE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Zürich						1634	1671	1710	1771	1792	1799	1812	1836	1850
1 Aeugst		1667	2			260	334	446 ^c	496	576	615	596	610	647
2 Affoltern						624	790	980 ^c	1 038	1 253	1 362	1 267	1 673	1 855
3 Bonstetten						380	535	478	632	612	680	680	843	887
4 Hausen						451	714	856	1 032	1 139	1 352	1 297	1 350	1 450
5 Hedingen						484	592	532	890	987	1 120	1 080	1 042	992
6 Kappel						313	492	505	374	512	575	518	578	743
7 Knonau						226	300	317	357	384	409	455	593	594
8 Maschwanden						326	450	394	400	493	549	505	510	578
9 Mettmenstetten						542	847	1 037	1 078	1 209	1 210	1 280	1 405	1 450
10 Obfelden		1847	11											896
11 Ottenbach						599	915	1 206	1 187	1 513	1 596	1 860	1 959	1 169
12 Rifferswil						263	339	442	352	408	420	381	409	464
13 Stallikon						554	698	771	926	1 038	725	1 077	891	879
14 Wettswil		1831	13								296		317	321
Bezirk Affoltern						5 022	7 006	7 964	8 762	10 124	10 909	10 996	12 180	12 925
21 Adlikon		1817	30	1803	30						698	740	849	915
22 Benken						256	541	564	514 ^e	460	450	595	591	590
23 Berg						397	564	627	504	489	371	550	483	468
24 Buch am Irchel						311	524	640	511	655	602	500	784	840
25 Dachsen		1831	34	1814	34					340 ^f	443	365 ^f	448	501
26 Dorf		1671	30			187	416	409	388	330	377	373	397	413
27 Feuerthalen		1675	34			203	457	405	467	525	498	496	665	769
28 Flaach						739	1 184	1 131	896	1 040	1 098	1 134	1 002	1 087
29 Flurlingen		1841	34	1814	34					320 ^f	453	345 ^f	352 ^f	400
30 Grossandelfingen						1 206	1 828	1 900 ^c	1 660	1 995	503	530 ^f	662	730
31 Henggart						126	202	241	202	246	255	283	279	279
32 Humlikon		1872	21											
33 Kleinandelfingen		1804	30								735	730 ^f	1 003	1 114
34 Laufen-Uhwiesen						513	1 118	1 142	1 043	540 ^f	684	590 ^f	700 ^f	794
35 Marthalen						671	1 132	1 130	847	1 120	1 187	1 070	1 286	1 401
36 Oberstammheim			42							720 ^f	775	750 ^f	874	989
37 Ossingen						676	999	953	988	1 040	903	1 013	1 177	1 198
38 Rheinau	TG										441	500 ^f	604	716
39 Thalheim (Dorl.)		1643	30				534	486			442	529 ^f	565	561
40 Trüllikon						694	1 135	1 222	1 034	1 292	1 057	1 350	1 253	1 393
41 Truttikon		1878	40											
42 Unterstammheim						1 193	1 759	1 518	1 570	610 ^f	601	610 ^f	693	756
43 Volken			28										359	385
44 Waltalingen			42							570 ^f	463	550 ^f	690	719
Bezirk Andelfingen						7 172	12 393	12 368	10 624	12 292	13 036	13 603 ^f	15 716	17 018
51 Bachenbülach		1849	53								222	240 ^f	400 ^f	569
52 Bassersdorf						742	1 157	1 100 ^c	1 620	1 868	766	1 221	825	959
53 Bülach						1 779	2 410	2 819	2 049	2 148	873	976 ^f	1 289 ^f	1 545
54 Dietlikon						215	355	479	500 ^f	598	399	423 ^f	397	445
55 Eglisau						998	1 274	1 525	1 470	1 410	1 406	1 520	1 608	1 612
56 Unterembrach						1 100	1 579	1 700	1 529	1 669	1 735	1 000 ^f	1 216	1 429
57 Freienstein		1798	68								671	700 ^f	788	835

Kanton Zürich

(ts-x-01-2223-ZH)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	PE	PE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Zürich						1634	1671	1710	1771	1792	1799	1812	1836	1850
58	Glattfelden					593	845	897	670	707	743	670	1 098	1 247
59	Hochfelden		53								287	300 ^e	456	563
60	Höri		53								352	400 ^e	527	574
61	Hüntwangen		71								439	460 ^e	588	639
62	Kloten					1 082	1 593	1 694	1 630	2 036	1 469	1 663 ^e	1 460	1 524
63	Lufingen					148	202	192	150	173	198	300	262	259
64	Nürensdorf	1806	52								657	700	967	1 114
65	Oberembrach	1809	56									708 ^e	796	843
66	Opfikon		62								513	450 ^e	608	611
67	Rafz					412	560	844	672	837	870	950	1 337	1 583
79	Rieden	1831	54	1916	69						225	220 ^e	307	337
68	Rorbas					688	985	1 230	1 120	1 258	480	553 ^e	636	916
74	Rüti		53	1811	72									
75	Seeb		53	1811	72									
69	Wallisellen	1704	62			149	262	309	432	380	421	400	553	574
70	Wasterkingen		71								295	280 ^e	386	437
71	Wil					1 056	1 274	1 385	1 037	1 269	590	641 ^e	829	932
72	Winkel		53								600	610 ^e	728	751
Bezirk Bülach						8 962	12 496	14 174	12 879	14 353	14 211	15 385	18 061	20 298
81	Bachs	1730	101			317	463	476	407	444	459	580	596	617
82	Boppelsen	1831	94										304	334
83	Buchs					326	539	541	493	533	562 ^e	523	584	649
84	Dällikon					281	445	439	438	431	276	489	567	364
85	Dänikon	1843	84								175			238
86	Dielsdorf					256	382	477	465	560	600	604	642	674
87	Hüttikon	BD/BN	1831	94							147		167	178
88	Neerach	1831	101								492		762	784
89	Niederglatt	1840	90								350			580
90	Niederhasli					732	1 136	1 057	1 001	998	643	1 298	1 473	1 046
91	Niederweningen					383	541	620	783	809	663	971	747	806
92	Oberglatt					320	455	617	491	615	648	682	773	750
93	Oberweningen	1831	99								251		352	419
94	Otelfingen					424	549	569	526	587	625	852	536	575
108	Raat-Schüpfheim	1840	100	1906	100									384
95	Regensberg	6158	86			209	174	235	212	240	230	256	289	343
96	Regensdorf					553	745	707	675	787	851	900	1 067	1 201
97	Rümlang					569 ^e	729	888	723	757	929	921	895	904
98	Schleinikon	1831	99								387		448	523
99	Schöfflisdorf	1710	91			545	733	804	568	709	304	806	403	446
100	Stadel					689	965	800	709	800	972	996	1 342	678
101	Steinmaur					954	1 283	1 302	970	1 039	619	1 244	838	925
102	Weiach					564	624	630 ^e	542	540	549	599	675	716
109	Windlach	1840	100	1906	100									390
Bezirk Dielsdorf						7 122	9 763	10 162	9 003	9 849	10 732	11 721	13 460	14 524
111	Bäretswil					494	932	1 150 ^e	2 259	2 757	3 079	2 961	3 462	3 237
112	Bubikon					262	367 ^e	380	691	965	940	1 534	1 583	1 591
113	Dürnten					550 ^e	977	1 111	1 258	1 382	1 370	1 165	1 503	1 663

Kanton Zürich

(ts-x-01-2223-ZH)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	PE	PE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Zürich						1634	1671	1710	1771	1792	1799	1812	1836	1850
114	Fiscenthal					466	707	1 058	1 828	2 828	2 832	2 843	2 814	2 394
115	Gossau					977	1 328	1 756	2 090	2 430	2 499	2 628	3 118	3 089
116	Grünigen					674	953	952	1 091	1 300	1 277	1 300	1 583	1 695
117	Hinwil					570'	878	1 245	1 704	2 328	2 327	2 534	2 729	2 697
118	Rüti					141	272	270	603	718	743	979	1 112	1 292
119	Seegräben	1798	121							278'	341'	350'	375	379
120	Wald					570	1 200	1 707	2 603	3 100	3 294	3 600	3 895	3 808
121	Wetzikon					712	1 012	1 053	1 596	2 000'	2 503'	2 596'	3 289	3 364
	Bezirk Hinwil					5 416	8 626	10 682	15 723	20 086	21 205	22 490	25 463	25 209
131	Adliswil		135								600	620'	941	1 221
132	Hirzel					359	788	842	1 032	1 080	1 240	1 300	1 150	1 219
133	Horgen					1 175	2 015	2 300°	2 944	3 200	2 984	3 125	3 869	4 844
134	Hütten	1752	140						506	650	598	670	648	718
135	Kilchberg					717	1 043	1 156	1 219	1 450	517	580'	958	1 141
136	Langnau					316	395	450°	594	604	657	734	1 108	1 197
137	Oberrieden					255	486	475°	690	744	800	783	762	832
138	Richterswil					903	1 431	1 585	1 773	2 500	2 423'	2 361	2 942	3 203
139	Rüschlikon	1721	135			362	519	568	555	713	700	725	825	909
140	Schönenberg	1702	142						961	1 163	1 238	1 260	1 432	1 468
141	Thalwil					601	852	1 000°	1 097	1 210	1 149	1 278	1 738	1 889
142	Wädenswil					1 520	2 379	2 391	3 224	3 500	3 918°	4 206	5 094	5 841
	Bezirk Horgen					6 208	9 908	10 767	14 595	16 814	16 824	17 642	21 467	24 482
151	Erlenbach	1703	154			331	570	635	662	760	720	800	915	978
152	Herrliberg					516	788	826	996	923	966	975	1 073	1 144
153	Hombrechtikon					617	927	1 131	1 487	2 300	2 106	1 803	2 475	2 649
154	Küsnacht					1 063	1 557	1 645	1 607	1 600	1 512	1 780	2 197	2 486
155	Männedorf					859	1 360	1 583	1 974	2 024	2 166	2 300	2 368	2 382
156	Meilen					1 106	1 657°	1 700°	2 341	2 600	2 103	2 899	2 954	3 065
157	Oetwil	1729	192			136	250	373	699	900	811	1 006	1 101	1 158
158	Stäfa					818	1 371	1 726	2 643	3 382	3 376	3 498	3 508	3 705
159	Uetikon	1682	156			382	415	521°	929	1 051	999	1 300	1 080	1 121
160	Zumikon					113	244	305	383	500	622	543	634	711
161	Zollikon					475	668	678	747	764	709	800	1 210	1 316
	Bezirk Meilen					6 416	9 807	11 123	14 468	16 804	16 090	17 704	19 515	20 715
171	Bauma	1651	117/177			457	977	1 293	2 530	3 221	3 116	3 361	3 217	2 993
172	Fehraltorf					341	548	774	835	840	903	991	971	1 014
173	Hittnau	1707	177						1 159	1 450	1 450°	1 820	1 983	1 817
174	Illnau					839	1 513	1 867	2 121	2 000	2 647	2 361	2 766	2 845
175	Kyburg					148	239	212	295	332	351	312	383	374
176	Lindau					347	542	698	793	900	865	991	1 019	1 051
177	Pfäffikon					1 394	1 781	2 370	1 832	2 218	2 034	2 568	3 011	2 896
178	Russikon					514	782	1 106	1 151	1 550	1 560	1 764	1 933	1 876
179	Sternenberg	1706	171/181					431	841	1 256	1 273	1 361	1 423	1 342
180	Weisslingen					433	684	1 012	1 295	1 497	1 471	1 605	1 495	1 528
181	Wila					313	697	547	815	1 092	911	1 183	1 161	1 131
182	Wildberg					270	343	418	633	810	954	870	1 046	990
	Bezirk Pfäffikon					5 056	8 106	10 728	14 300	17 166	17 535	19 187	20 408	19 857

Kanton Zürich

(ts-x-01-2223-ZH)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	PE	PE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Zürich						1634	1671	1710	1771	1792	1799	1812	1836	1850
191	Dübendorf					562	846	1 031	1 134	1 300	1 464	1 589	1 867	2 018
192	Egg					899	1 396	1 723	1 709	1 900	2 032	2 296	2 453	2 523
193	Fällanden					268	338	385	568	657	632	728	851	848
194	Greifensee					133	222	270	290	264	257	427	406	396
195	Maur					592	927	961	1 309	1 490	1 623	1 607	2 133	1 965
196	Mönchaltorf					308	504	500	727	794	1 044	868	1 184	1 148
197	Schwerzenbach					67	83	136	165	171	191	200	221	218
198	Uster					1 144	1 603	2 129	2 659	3 000	3 128	3 430	4 496	5 081
199	Volketswil					340	564	938	1 369	1 645	1 690	1 796	1 937	2 028
200	Wangen					268	461	519	506	546	591	700	812	780
	Bezirk Uster					4 581	6 944	8 592	10 436	11 767	12 652	13 641	16 360	17 005
211	Altikon	1641	216			373	434	430	409	868	402	450'	400	452
212	Bertschikon					221	353	379	392	500'	657	700'	823	949
213	Brütten					230	310	456	414	472	431	446	516	515
214	Dägerlen					314	493	523	393	475	380	500	534	524
215	Dättlikon					156	241	290°	252	327	330	353	327	396
216	Dinhard					438	577	649	624	575	651	595	734	738
217	Elgg					1 018	1 582	2 048	1 829	903'	981	1 030'	1 038	1 182
218	Ellikon					390	565	454	365	408	500	500	523	608
219	Elsau					188	272	463	476	495	480	545	662	674
220	Hagenbuch					135	207	234	218	500'	560	585'	597	636
221	Hettlingen					274	353	410°	420'	472	518	541	493	489
222	Hofstetten		217							470'	501	525'	563	587
223	Neftenbach					748	958	1 035	1 097	1 080	785	1 022	1 452	1 490
235	Oberwinterthur			1922	230	669	1 169	1 470	1 260	1 607	1 950	1 900	2 089	2 158
224	Pfungen					243	404	461	326	343	429	416	576	522
225	Rickenbach					270	315	305	276	330	339	319	366	385
226	Schlatt					317	553	591	592	722	700	718	642	700
234	Schottikon	1803	219	1922	219				230'	230'	255	267'	234	235
236	Seen	1649	235	1922	230	530	812	1 106	1 032	1 333	1 172	1 385	1 499	1 665
227	Seuzach					359	491	558	480	556	515	570	666	741
237	Töss			1922	230	365	586	707	575	812	700	912	1 446	1 732
228	Turbenthal					543	818	989	1 303	1 925	1 910'	2 049	2 249	2 336
238	Veltheim			1922	230	226	333	360	404	452	466	455	630	721
229	Wiesendangen					402	504	635	702	612	552	765	766	833
230	Winterthur					2 100'	2 447	2 800'	2 985'	3 280	3 100	2 901	4 612	5 341
239	Wülflingen			1922	230	709	868	1 100	941	1 153	979	1 150	1 950	2 034
231	Zell					316	564	880	832	1 050	1 206	1 186	1 685	1 855
	Bezirk Winterthur					11 534'	16 209	19 333'	18 827	21 950'	21 449	22 785'	28 072	30 498
241	Aesch		242							374'	379	383'	428	442
242	Birmensdorf					738	980	1 181	1 199	950'	1 146	960'	1 082	1 096
243	Dietikon	BD/BN									876	930'	1 025	1 291
244	Geroldswil		251								131	137'	171	194
259	Niederurdorf	BD	1832	250	1931	250					207	180'	174	212
245	Oberengstringen		275								242	203'	464	453
246	Oetwil a. d. L.		251								81	200'	231	250
247	Schlieren	BD				237	365	487	464	500	468	560	631	689
248	Uitikon					156	207	238	256	263	286	250	331	310

Kanton Zürich

(ts-x-01-2223-ZH)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	PE	PE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Zürich						1634	1671	1710	1771	1792	1799	1812	1836	1850
249 Unterengstringen			251								178	178'	218	255
257 Unter Oetwil	BD/BN		94	1803	246						103			
250 Urdorf (Oberurd.)	BD					581	715	859	547	1 562'	556	720'	523	558
251 Weiningen						506	744	887	902	869	528	532'	732	832
Bezirk Dietikon						2 218	3 011	3 652	3 368	4 518	5 181	5 233	6 010	6 582
107 Affoltern b. Z.		1683	261	1934	261	205	330	397	415	466	480	583	820	786
272 Albisrieden				1934	261	243	316	380°	340	315	330	282	496	575
273 Altstetten				1934	261	280	419	470	550	666	589	739	992	959
274 Aussersihl		1787	269	1893	261						702	520	1 448	1 881
262 Enge			261	1893	261	513	383'	450°	710		788°	760	1 657	2 277
263 Fluntern		1614	261	1893	261	473	426	460'	580		606	750	1 027	1 462
264 Hirslanden		1611	261	1893	261	1 190'	1 528	2 150°	2 876	3 000	959	1 118'	1 352	1 404
275 Höngg				1934	261	722	959	1 030°	992	1 197	1 225	1 290	1 531	1 505
265 Hottingen			264	1893	261						994	1 132'	2 085	2 548
266 Oberstrass			266	1893	261	228	345	400°	480		643	480	995	1 183
276 Oerlikon		1872	277	1934	261									
267 Riesbach			264	1893	261						868	1 100'	1 992	3 063
277 Schwamendingen				1934	261	209	311	530	742	650	660	706	1 044	1 160
278 Seebach		1703	107	1934	261	228°	317'	472°	497	538	538	512	801	806
268 Unterstrass		1614	261	1893	261	219	278	350°	478		502	490	1 236	1 324
269 Wiedikon				1893	261	492	756	850°	1 275	3 000	620	800'	1 341	1 409
270 Wipkingen				1893	261	230	304	470	476	600	475	550	959	887
279 Witikon				1934	261	120'	213	299	218	287	331	221	309	328
271 Wollishofen		1702	135	1893	261	389	593	609	669	704	656	592	1 047	988
261 Zürich						8 222	10 836	11 100'	10 574	10 734	10 500	10 476	14 243	17 040
Bezirk Zürich						13 963'	18 314'	20 417'	21 872	22 157	22 466	23 101'	35 375	41 585
Kanton Zürich						83 670	122 583	139 962	154 857	177 880	182 290	193 488	232 087	250 698
ZH, Referenzen						79 731	118 075		140 624	176 380	178 457	189 457	232 087	250 698

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 PE Erhebungen Privater
 SA Status animarum
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

BD Baden (<1798)
 BN Baden (1798–1803)
 TG Thurgau

Korrekturen an Gemeindedaten:

° korrigiert
 ' imputiert
 ' aufgeteilt

Bemerkungen:

1634–1771: ohne Dietikon und Rheinau, jedoch mit Urdorf und Schlieren; Hüttikon und Unter Oetwil sind in der KG Otelfingen erfasst
 1634, 1671: Referenztotal gemäss Meyer von Knonau (1834), für 1710 fehlt ein Referenzwert; Letsch (2017) gibt keine Totale für den ganzen Kanton an
 1634, 1671 und 1710: inkl. Zürcher Orte in Thurgauer Kirchgemeinden, abzüglich Orte aus Zürcher KG im Thurgau
 1634: für die Stadt Zürich und 10 weitere Gemeinden sind die Ergebnisse von 1637 eingesetzt; die Stadtzürcher KG «Prediger» ist unvollständig
 1634: Meyer von Knonau (1834) gibt ein Total 79371, ohne Dürnten, Hinwil, der Kreuzgemeinde (Hottingen) und Winterthur. Seine Zahlen sind in 18 KG leicht korrigiert
 1671 (Jahre 1670, 1671): Meyer von Knonau (1834) gibt ein Total von 118075 an; es fehlen Winterthur, Enge und Wiedikon; Korrekturen in Altikon, Egg und Illnau
 1710 (Jahre 1709, 1710): kein Referenztotal. Bei fehlenden Angaben Interpolation aus den Jahren 1700 und 1721; die Städte Winterthur und Zürich sind geschätzt
 1771: Aus den Erhebungen der Jahre 1771, 1772 und 1773 ist das erste Jahr ausgewählt worden; die Werte für die fehlenden Gemeinden Dietlikon, Hettlingen und Schottikon sind geschätzt. Für Winterthur wurden 2985 Einw. aus dem Jahre 1766 gemäss Denzler (1940) eingesetzt, für Zürich 10574 Einw. aus dem Jahr 1771 gemäss Senti (1931); der Wert für Benken ist korrigiert (514 statt 154)
 1792: Referenztotal bei Meyer von Knonau (1834) um Additionsfehler (–1000) in Winterthur korrigiert; das fehlende Bertschikon ist eingesetzt
 1798: heutiges Gebiet, d.h mit den im Kanton Baden erfassten Gemeinden Dietikon, Hüttikon, Schlieren und Unter Oetwil; ebenfalls mit Rheinau
 1798: im Gegensatz zu Raths (1949) und Schluchter (1988) sind die viel präziseren Daten der HZ verwendet worden, ergänzt um die fehlenden Distrikte Andelfingen, Elgg, Horgen, Meilen, Uster sowie Grüningen (teilweise) aus der Zählung der kantonalen Verwaltungskammer (Nov. 1799); hier mit Übernahme der geschätzten Daten für die fehlenden Gemeinden Richterswil und Turbenthal und der Korrektur für Wädenswil (3918 statt 3249) Schluchter (1988) kommt auf ein Total von 178457, Raths auf gerundete 179000, während Bickel (1947) sein Total von 179360 auf 181000 erhöht!
 1812: Schätzungen für die fehlenden Gemeinden Bertschikon, Riesbach und Wiedikon, sowie für Dietikon und Rheinau

Kanton Bern

Lektorat durch Hans-Rudolf Egli, Geograf, Meikirch



Einleitung

Der flächengrosse Stadtstaat Bern beherbergte vor 1798 drei Siebtel der Bevölkerung der dreizehnörtigen Eidgenossenschaft und war zudem an den meisten Gemeinen Herrschaften beteiligt. Räumlich erstreckte er sich im westlichen und zentralen Mittelland von Coppet vor den Toren Genfs bis nach Brugg in der Nähe von Zürich. In der Nord-Süd-Ausdehnung reichte das Territorium Berns vom Jurasüdfuss bis auf den Hauptkamm der Berner Alpen. Bern scheiterte jedoch im 15. Jahrhundert beim Versuch, die Übergänge über die Alpen unter Kontrolle zu bringen. Gemäss Georges Grosjean (1973) hat dieser Umstand die Berner Politik dazu bewogen, die West-Ost-Achse zu privilegieren und sein Territorium im 16. Jahrhundert bis an und über den Genfersee auszudehnen und damit sowohl die Route zum Gotthard wie auch zum Grossen St. Bernhard zu kontrollieren.

Das grosse Territorium Berns umfasst sehr verschiedene Naturräume und klimatische Zonen, mit unterschiedlichen Landnutzungs- und Siedlungsformen, wie auch ungleichen landwirtschaftlichen Erbregele. In diesem Landwirtschaftsgebiet par excellence zeichneten sich die aristokratische Elite und die führenden Bauernfamilien im 18. Jahrhundert durch Neuerungswillen aus: Umstellung von der Dreizegelwirtschaft zu Grünfütteranbau, Stallhaltung im Sommer mit Düngerproduktion, Schaffung von Käsereien im Talgebiet (Egli 1998), was zu einer deutlichen Steigerung der Produktion führte. Die Protoindustrialisierung konnte sich ab 1750 nur in einzelnen Regionen ausbreiten, so die Leinwandindustrie im Verlagssystem im Oberaargau und im Raum Burgdorf sowie die Uhrenindustrie im Vallon de St-Imier. André Holenstein (2008) wählte für seinen Sammelband von Artikeln zum 18. Jahrhundert den Titel «Berns goldene Zeit», was sich nicht allein auf die Revolution in der Landwirtschaft bezog, sondern auch auf den Reichtum an künstlerischen und wissenschaftlichen Leistungen. Ausdruck dieses Aufbruchs war die 1759 gegründete «Ökonomische Gemeinnützige Gesellschaft», die sich um die Entwicklung des ländlichen Raums kümmerte. Bern, das als einziger Stadtort der Alten Eidgenossenschaft Anteil an den Hochalpen besass, wurde Vorreiter der Alpenforschung. Seit etwa 1970 befasste sich die Berner Wissenschaft intensiv mit ihrem Territorium, in Geschichte, in Geografie und in zahlreichen verwandten Feldern, so etwa in Geomorphologie, Glaziologie, Klimatologie, in der Erforschung von Kulturlandschaften und Verkehrswegen, in Siedlungsgeografie und Raumplanung und auch in Demografie.

Trotz der für Schweizer Verhältnisse enormen Grösse des Gebietes stellt uns die historische Bevölkerungsstatistik vor weniger Probleme als anderswo, abgesehen natürlich von der grossen Anzahl der Beobachtungseinheiten. Zunächst sind die Volkszählungen, die das ganze Gebiet abdecken, von ausgezeichneter Qualität und vollständig erhalten. Die sechs vorhandenen Erhebungen bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts von 1764, 1798, 1818, 1831, 1836/37 und 1846 sind zeitlich gut gestaffelt. Weitere hilfreiche Umstände liegen in der konfessionellen Homogenität der Bevölkerung (bis 1815), in der beinahe vollständigen territorialen Einbettung der politischen Gemeinden in die Grenzen der Pfarrgemeinden sowie auch in der Stabilität der institutionellen Strukturen: komplex, doch starr im Ancien Régime, gefolgt von der Gliederung in fünfzehn Distrikte im Kanton Bern und in zehn Distrikte im Kanton Oberland während der Helvetik (1798–1803), und der über 200-jährigen Dauer der 1803 geschaffenen Ämter (Amtsbezirke). Seit der Schaffung der Einwohnergemeinden im Jahre 1833 sind bis 1979 weniger als zehn Prozent der Gemeinden zusammengelegt oder getrennt worden.

Neben dem Reichtum der statistischen Grundlagen ist die Qualität der Aufarbeitung dieser Quellen hervorzuheben. Der Kanton Bern hat 1856 als erster, noch vor der Eidgenossenschaft, ein statistisches Bureau geschaffen und ab 1883 Daten und Artikel in seinen «Mitteilungen» publiziert. Das Staatsarchiv des Kantons Bern (StABE) bewahrt die originalen Zusammenfassungen der wichtigsten Zählungen auf, die durchwegs sehr sorgfältig erstellt worden waren, kaum Additionsfehler und nahezu keine Auslassungen von Ortschaften enthalten. Die Berner Statistik hat bereits früh (1831, 1836 und 1901) historische Vergleiche der Bevölkerungsentwicklung nach Gemeinden publiziert, jeweils beginnend mit der Volkszählung 1764 – und jedes Mal die Helvetische Zählung von 1798 auslassend. Bern ist neben dem Aargau der einzige Kanton, der seine Quellen in jüngster Zeit in allen Bereichen der staatlichen Verwaltung systematisch auf der Ebene der Gemeinden erfasst hat. Christian Pfister und seine Equipe haben das grosse Projekt der «Historisch-statistischen Datenbank des Kantons Bern» (1994–2006) initiiert, geleitet und wissenschaftlich bearbeitet. Die Bevölkerungsdaten sind in der Datenbank BERNHIST abrufbar, die das Kantonsgebiet nach 1979 abdeckt.

In diesem Kapitel «Kanton Bern» ist die Optik auf den alten Kantonsteil ohne den heutigen Berner Jura beschränkt, denn die Volkszählung des Fürstbistums Basel von 1770/71 und auch die französischen Erhebungen beziehen sich auf den gesamten Jura (für den Berner Jura, siehe das Kapitel «Canton du Jura»).

Geschichte und territoriale Entwicklung

Als eine der zähringischen Stadtgründungen im 13. Jahrhundert profitierte Bern von seiner gut gesicherten Lage in der Aareschleife und seiner geostrategisch wichtigen Position im zentralen Mittelland sowie auf der Trennlinie zwischen den beiden grossen Bistümern Lausanne und Konstanz. Nach einer Latenzzeit von rund hundert Jahren begann Bern eine sehr aktive Territorialpolitik zu führen durch Kauf, Eroberungen und Bündnisse, darunter 1323 und 1353 mit den ebenfalls antihabsburgischen Waldstätten (Dubler, Flatt HLS, Zahnd HLS). Gemäss Peter Blickle (2000) verdankt Bern seine Grösse jedoch auch den Emanzipationsbestrebungen der Bauern von ihren feudalen Herren, die zu komplexen Burgrechten mit der Stadt Bern führten.

Bern hatte bis 1450 beinahe das gesamte deutschsprachige spätere Territorium inklusive des Aargaus (1415) gewonnen. In den Burgunderkriegen wurden mit Château d'Oex und Aigle erstmals französischsprachige Gebiete erworben, zudem Schwarzenburg, Murten, Echallens-Orbe und Grandson als Gemeine Herrschaften mit Freiburg. Die entscheidende Westausdehnung geschah jedoch wenige Jahre nach der Annahme der Reformation (1528), als Bern zusammen mit Freiburg im Jahre 1536 das savoyische Waadtland eroberte und sein Gebiet (bis 1569) sogar bis ins Pays de Gex und ins Chablais westlich der Dranse de Morzine erweiterte.

Territoriale Strukturen

Beim Zusammenbruch der Alten Eidgenossenschaft 1798 verlor Bern die Waadt und den Aargau, und es musste sogar die Bildung eines eigenen Kantons Oberland zugestehen. Im Weiteren wurden die beiden kleinen Enklaven Münchenwiler und Clavaleyres bei Murten dem Kanton Freiburg zugeteilt (bis 1808). Den einzigen Gebietsgewinn Berns betraf Schwarzenburg, bislang eine Gemeine Herrschaft mit Freiburg. In der Mediation kam 1803 das Oberland wieder zu Bern, doch das Gebiet der Agentschaften Riken (Murgenthal), Niederwil (Rothrist), Brittnau, Strengelbach und Vordemwald 1803 wurde dem neuen Kanton Aargau zugeschlagen (Junker 1990, Junker HLS).

Die Selbständigkeit der Waadt und des Aargaus wurden im Wiener Vertrag 1815 definitiv bestätigt, doch erhielt Bern den grössten Teil des einstigen Fürstbistums Basel zugeteilt, dessen Bevölkerung überwiegend französischsprachig und im nördlichen Teil katholischer Konfession war.

Die Gebietseinteilung im «Freistaat und Republik Bern» vor 1798 war vielschichtig. Stark zusammengefasst können als übergeordnete Verbände im Kerngebiet der Stadtbezirk Bern mit den «Vier Kirchspielen» Muri, Vechigen, Stettlen und Bolligen sowie die vier Landgerichte Konolfingen, Seftigen, Sternenberg (Neuenegg) und Zollikofen unterschieden werden. In den später erworbenen und verbundenen Regionen bestanden für die hohe Gerichtsbarkeit Landvogteien sowie Schultheissenämter und Kastlaneien (Oberland). Die Volkszählung 1764 war jedoch nach kirchlichen Einheiten organisiert und unterschied eine «deutsche Hauptsumme» mit acht (Kirchen-)Kapiteln: neben der Stadt Bern die Land-Kapitel Bern, Thun, Burgdorf, Nidau, Büren, Langenthal

sowie Aarau und Lenzburg, wobei die beiden letzteren zum heutigen Kanton Aargau gehören. Die welschen Kapitel hiessen Losanen, Morsee, Iferten und Peterlingen (Lausanne, Morges, Yverdon und Payerne) (Karte BE1).

Während der Helvetik bestanden im Kanton Bern fünfzehn Distrikte (Karte BE2) und zehn im Kanton Oberland (Karte OL1). Anstelle dieser 25 Distrikte trat 1803 eine Einteilung in Ämter (Amtsbezirke), die im alten Kantonsteil bis zur neuen Verwaltungsgliederung ab 2010 Bestand haben sollte (Karte BE3). Im Oberland lösten Thun, Oberhasli, Interlaken, Frutigen, Nidersimmental, Obersimmental sowie Saanen die zehn Distrikte der Helvetik ab (Brienz, Unterseen und Aeschi verschwanden), während anstelle der 15 Distrikte des helvetischen Berns neu ebenfalls 15 Ämter traten, wobei Nidau und Aarberg neu geschaffen wurden und Konolfingen und Seftigen je zwei frühere Distrikte ersetzten (Höchstetten und Steffisburg; Nieder- und Oberseftigen). In den Grenzziehungen ergaben sich allerdings zahlreiche Änderungen, wobei vor allem das neue Amt Bern deutlich grösser wurde als zuvor der gleichnamige Distrikt.

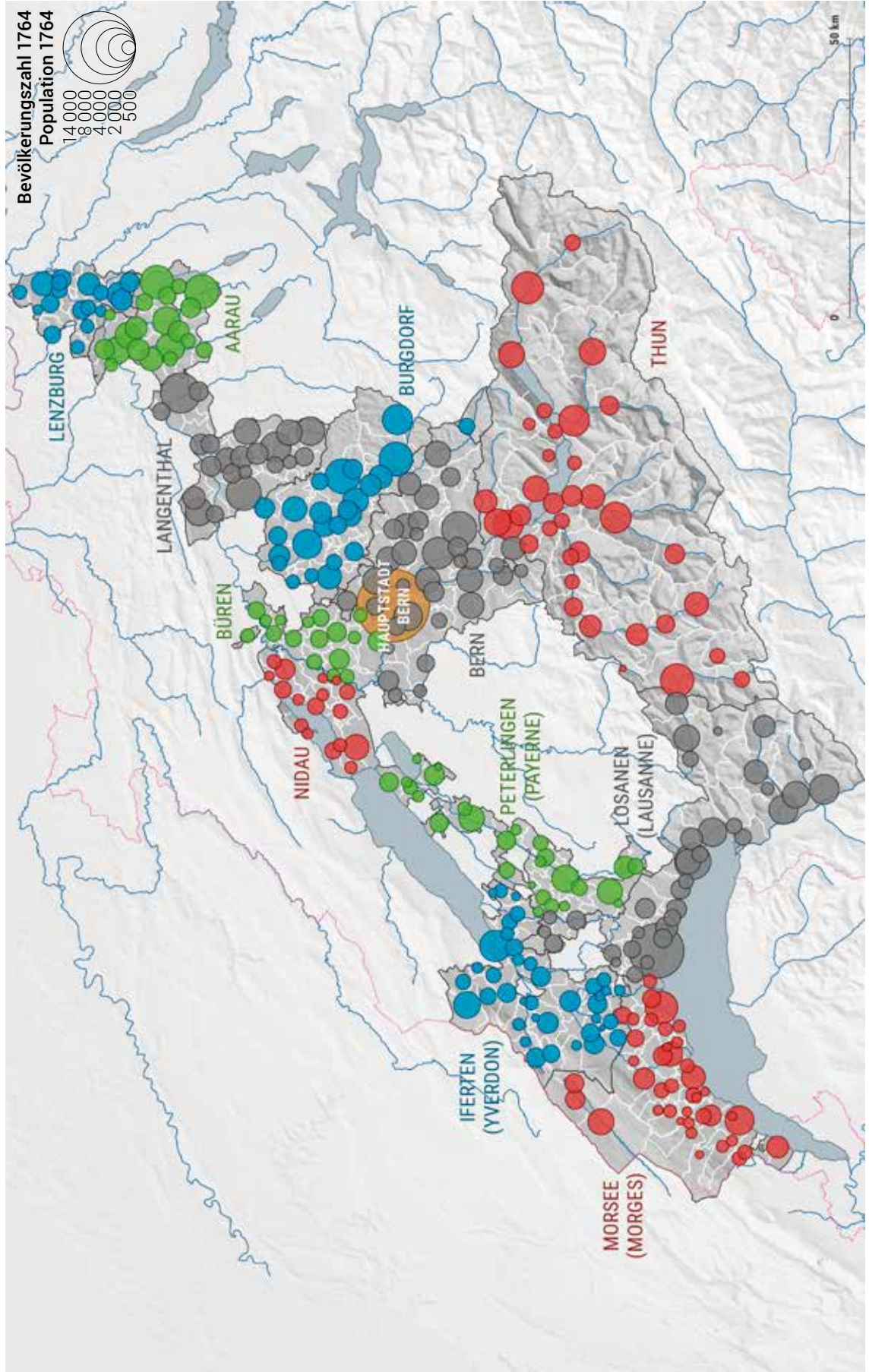
Im neuen Landesteil Jura von 1815 (von den Deutschbernern «Leberberg» genannt) traten an die Stelle der acht «Cantons» im Département Haut-Rhin die fünf Distrikte Courtelary, Delémont, Franches-Montagnes, Moutier und Porrentruy, während St-Ursanne unter Porrentruy und den Freibergen aufgeteilt, Laufen mit dem Distrikt Delsberg zusammengefasst und Biel mit dem Distrikt Nidau vereint wurden. Aus dem früheren Canton de Courtelary kamen La Neuveville zum Amt Erlach und die Ortschaften Pieterlen, Meinisberg, Romont und Reiben zum Amt Büren. Die meisten dieser Zusammenfassungen wurden nach 1831 wieder rückgängig gemacht: 1834 wurde das Amt Biel von Nidau abgetrennt, 1839 die Gemeinde Romont wieder dem Bezirk Courtelary zugeteilt und schliesslich 1846 die Ämter Laufen und La Neuveville neu geschaffen. Abgesehen von Biel fielen nun die institutionellen Grenzen durchwegs mit der Sprachgrenze zusammen.

Nach 1846 blieb die Zahl der Ämter bis 1979 unverändert, doch sind sechs Umteilungen von Gemeinden zwischen Ämtern erfolgt: 1863 Buchholterberg und Wachselhorn von Konolfingen zu Thun, 1871 Ursenbach sowie 1874 Schwarzhäusern von Wangen zu Aarwangen und 1919 Madretsch und Mett im Zuge der Eingemeindung von Nidau zu Biel. Zahlreiche Teilungsgemeindungen über Ämtergrenzen hinweg fanden um 1888 statt, als der Kanton Bern die Zahl der Enklaven reduzierte.

Bern im 18. Jahrhundert: Das Territorium des Standes Bern von 1536 bis 1798 und Gliederung nach Synodalen und Kirchgemeinden als Organisationsgebiete der Volkszählung von 1764

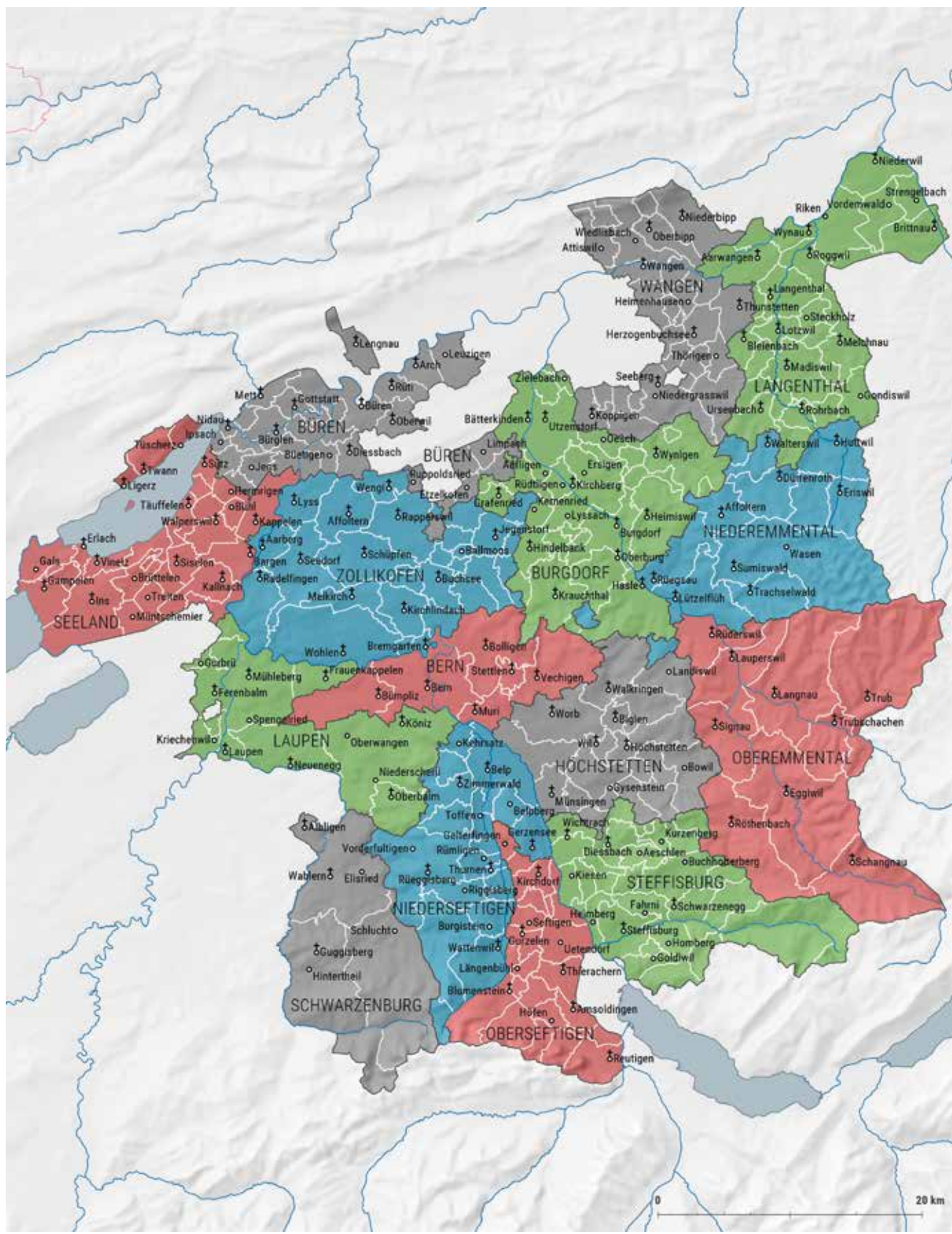
Berne au XVIII^e siècle: Le territoire de l'État de Berne de 1536 à 1798 et le découpage en synodales et paroisses en tant qu'unités d'organisation du recensement de 1764

BE 1

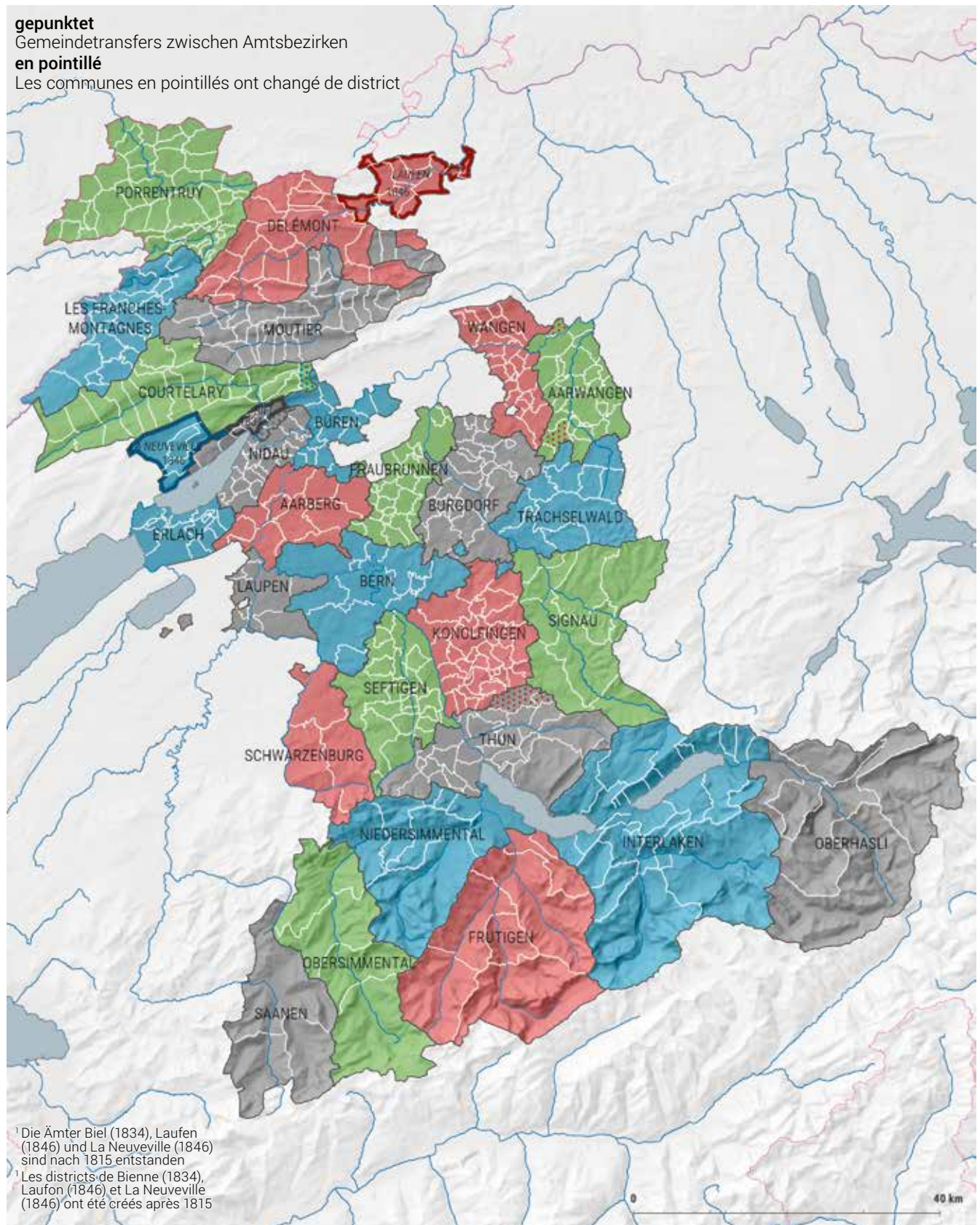


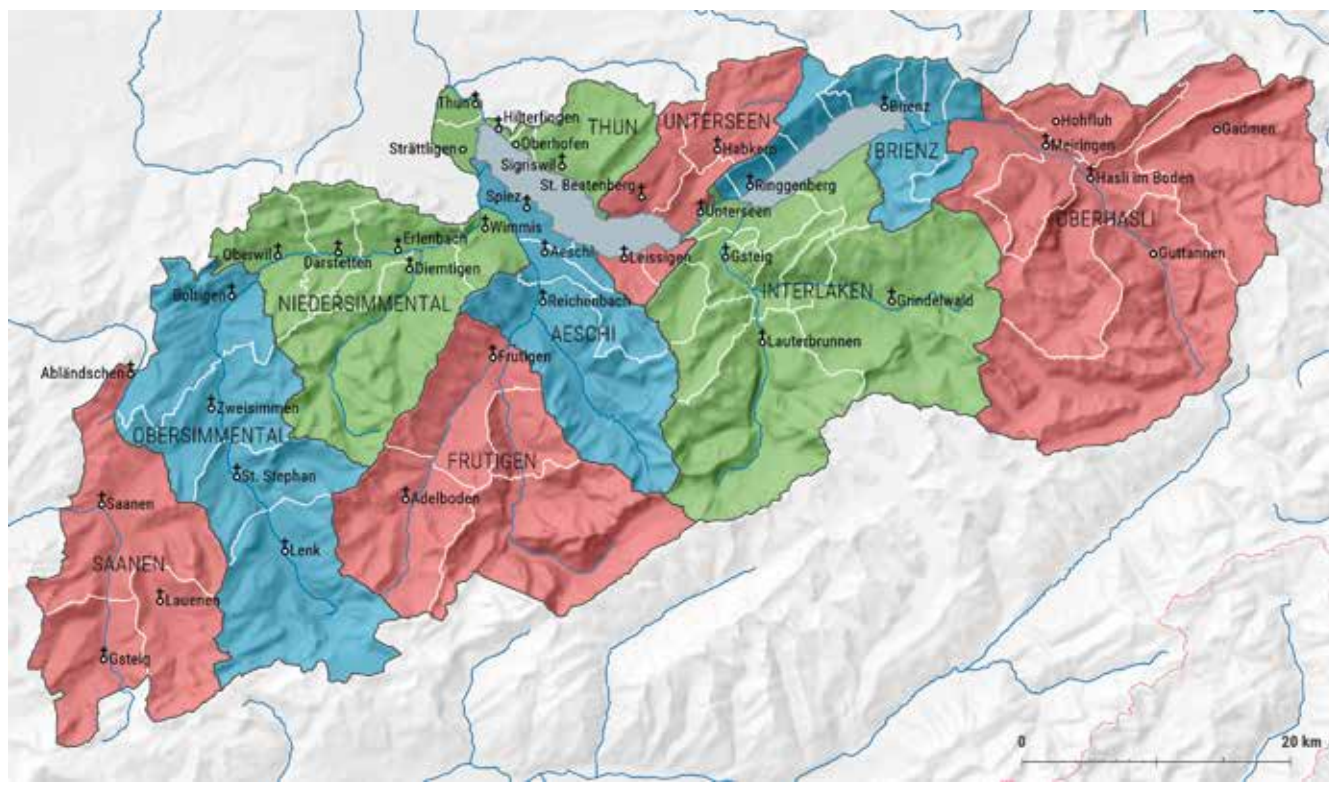
Kanton Bern der Helvetik, 1798-1801: 15 Distrikte, Kirchgemeinden und Agtschaften

BE 2



© MICROGIS, BFS 2023

Kanton Bern: Ämter (Amtsbezirke) 1815-1978/2010¹**Canton de Berne: Districts 1815-1978/2010¹****BE 3**



© MICROGIS, BFS 2023

Kirchgemeinden, Burgergemeinden, Einwohnergemeinden

Die Gemeinden waren bis um 1800 in erster Linie Personalverbände, erst im 19. Jahrhundert sind es (flächendeckende) territoriale Institutionen geworden.

Auf lokaler Ebene waren in der Volkszählung von 1764 die bernischen Kapitel (ohne AG, VD) in 190 Kirchspiele und 699 «Dorf-Gemeinden» gegliedert, eine deutlich höhere Zahl als die der späteren Einwohnergemeinden von 1831. Zu Beginn der Helvetik wurde im Frühjahr 1798 die dörfliche Autonomie beseitigt. Als Repräsentanten des Zentralstaates wurden nach französischem Vorbild im Kanton Bern 124 und im neuen Kanton Oberland 35 Agentschaften eingerichtet. Rund 60% der Agentschaften entsprachen den alten Kirchgemeinden, die übrigen bestanden aus Abteilungen von Kirchgemeinden oder aus alten, meist kleinen Dorfgemeinden. Angesichts des heftigen Widerstandes gegen die Bestrebungen, sämtliche Aktivbürger zu Mitgliedern der bisherigen Ortsbürgerkorporation zu erklären, schufen die helvetischen Räte im Februar 1799 zwei nebeneinander bestehende Gemeindeorganisationen. Die Generalversammlung der Anteilhaber am Gemeindegut wählte die Gemeindekammer mit maximal 15 Personen, und die Generalversammlung der ortsansässigen Aktivbürger bestimmte die Munizipalität mit maximal elf Personen. Da die Munizipalität weder Vermögen noch liegende Güter besass, musste sie eine neu erhobene Gemeindesteuer einführen. Die Mediationsverfassung setzte wieder die früheren Gemeindestrukturen ein. Mit der liberalen Verfassung von

1831 und dem Gemeindegesetz von 1833 trat mit der Bildung von Einwohner- und Burgergemeinden ein erneuter Umschwung ein, der die doppelte Gemeindestruktur der Helvetik übernahm (Fankhauser 2008).

Räumlich ergab sich ein vielfältiges Muster von grossflächigen Einwohnergemeinden, die den Kirchgemeinden entsprachen, und von Klein- und Kleinstgemeinden als Nachfolgerinnen der früheren Dorfgemeinden. Gemäss dem in Kapitel 1 dargestellten Schema zwischen Landschaftstyp, Landnutzung und Gemeindestruktur wäre zu erwarten, dass in den mittelländischen Ackerbaudörfern mit Gewinnfluren kleinflächige Einwohnergemeinden entstehen würden, in den Gebieten des höheren Mittellandes und der Nordalpen mit Blockfluren jedoch grossflächige Gemeinden, den Kirchgemeinden entsprechend.

Effektiv entspricht das Berner Gemeindemuster in den grossen Zügen diesem Modell, in dem in Einzelhofgebieten (westliches Oberland, Emmental, Schwarzenburg) und in gemischten Dorf-, Weiler- und Hofgedenden (Raum Bern, Aarberg) die Einwohnergemeinden sich an die Perimeter der Kirchgemeinden hielten, in den Räumen mit Dorfsiedlungen (Seeland, Fraubrunnen, tieferer Oberaargau, Gürbetal) jedoch an die Dorfgemeinden. Doch lassen sich bedeutende Abweichungen von diesem Modell beobachten: so bestehen etwa in den Ämtern Aarwangen, Wangen, Konolfingen oder Thun Kleingemeinden in Einzelhofgebieten, in Aarberg Grossgemeinden bei dörflicher Siedlungsweise.

Im Berner Oberland sind die ehemals als «Dorfschaften» bezeichneten Orte am Thuner- und Brienersee sowie im Lütchental zu Einwohnergemeinden geworden, nicht aber die grossflächigen «Bäuerten» (Wirtschaftsverbände insbesondere für die gemeinsame Alpnutzung), in den Einzelhofgebieten des Simmentals und des Kandertals oder in den «Bergschaften» in Grindelwald. Offenbar hat die grössere Dichte an Gemeinschaftsaufgaben in den Dörfern (Feuerwehr, Bachverbauungen, Gemeinalpen) gemeindebildend gewirkt, während in Streusiedlungsgebieten die sozialen Funktionen der Pfarrgemeinde (Armenvorsorge, Schulen) den Vorzug genossen.

Die helvetische Volkszählung von 1798 führte im Kanton Bern 128 Kirchgemeinden und 184 Agentschaften sowie 31 resp. 33 Einheiten im Kanton Oberland. Hingegen haben wir keine Liste der 1799 geschaffenen Munizipalen gefunden; jedenfalls hat Johannes Strickler (ab 1886, siehe Schweizerisches Bundesarchiv) keine solche verzeichnet. Es scheint, dass die Munizipalen den bestehenden Pfarrgemeinden entsprachen, mit Ausnahme der Pfarrgemeinde Abländschen (Saanen). Die Agentschaften der Helvetik waren somit im Kanton Bern keine Vorstufe zu den späteren Gemeinden, und es sind auch lange nicht alle nach 1831 zu Einwohnergemeinden geworden.

Im Jahr 1816 formulierte der nun erweiterte Kanton Bern die früheren Gesetze und Dekrete neu. Diese «Verfassung» erwähnt in Artikel 9, dass der Kanton in Amtsbezirke und diese in Kirchgemeinden eingeteilt sind. Im Jura wurde die französische Gemeindeorganisation abgeschafft und die Bürgergemeinde eingeführt, die zwischen Gemeindebürgern und Einwohnern unterschied. Die politischen «Gemeinden» werden nur indirekt erwähnt, indem ihnen ihre ehemaligen Rechte bestätigt werden (Art. 2) und indem die in einer Gemeinde Kantonsverbürgerten den Stadtbürgern gleichgestellt werden (Art. 6).

Die Verfassung der Regeneration von 1831 und das Gemeindegesetz von 1833 schufen die Einwohnergemeinden, belassen aber die Bürgergemeinden in ihren Rechten. Die Stadt Bern verlor ihre Vorrangstellung. Art. 93 erwähnt, dass die «gegenwärtige Einteilung der Amtsbezirke in Kirchspiele und Gemeinden beibehalten bleibt» und nur nach Gesetz abgeändert werden kann. Dieser Artikel, neu Art. 66, wurde in der Verfassung von 1846 unverändert übernommen. Im Jahre 1833 publizierte die Staatskanzlei der Republik Bern ein Verzeichnis aller Kirchgemeinden, Einwohnergemeinden und Bürgergemeinden, gegliedert nach den damaligen 25 Ämtern, das den Stand von 1831 widerspiegelte.

Anlässlich der Volkszählung 1850 zählte der Kanton Bern 524 Gemeinden, was im Zeitraum 1831–1979 dem historischen Höchststand entsprach. Zwischen 1831 und 1850 haben sich acht neue Gemeinden gebildet, und eine wurde aufgehoben: 1833 löste sich Reiben aus Pieterlen. 1834 dekretierte der Kanton die Auflösung der Gemeinde Oberhasli mit deren fünfzehn Bäuerten und die Schaffung der Gemeinden Meiringen, Hasliberg, Schattenhalb, Innertkirchen, Gadmen und Guttannen. 1838 folgte die Abspaltung von Aarmühle (Interlaken) aus Matten und 1850 die Separation von Kandergrund aus Frutigen. Demgegenüber steht die Verschmelzung von Hettiswil mit Krauchthal 1834.

Eine Reihe von Ortschaften erscheinen in der Volkszählung von 1850 als Gemeinden, nicht aber in denjenigen von 1837 und 1846. Sie sind nahezu alle in den folgenden beiden Jahrzehnten wieder verschwunden. So sind einzig in der Volkszählung 1850 verzeichnet: Goldswil (Ringgenberg), Juchten und Loch, Niedergrasswil, Obergrasswil, Riedtwil (alle Seeberg), Scheunenberg und Janzenhaus sowie Wattwil (Wengi), Tannenbühl (1859 Blumenstein) sowie Stämpflhäusern (aus dem Kanton Freiburg, in Gurbrü). Erstmals verzeichnet in der Volkszählung 1850, doch nach 1860 eingemeindet sind Thungschneit (1869 in Heimberg), Bremgarten Stadtgericht (1880 in Kirchlindach), Barschwand und Schönthal (1887 in Ausserbirrmoos), Schoren (1898 in Langenthal), Vingelz (1900 in Biel), Bickigen-Schwanden (1911 in Wynigen). Zwei weitere Gemeinden bestanden nur zwischen 1860 und 1880: Wil bei Koppigen (Alchenstorf) sowie Brechershäusern (1887 in Wynigen). Von den bereits vor 1850 bestehenden Gemeinden wurden eingemeindet: Hauben (1888 in Oberdiessbach), Reiben (1911 in Büren), Goldiwil und Strättligen (1913 resp. 1920 in Thun), Bözingen (1917 in Biel), Madretsch und Mett (1919 in Biel), Bümpliz (1919 in Bern), Oberscheunen (1912 in Scheunen), Ebligen (1914 in Oberried), Gäserz (1917 in Brüttelen), Gysenstein und Stalden (1933 zu Konolfingen vereinigt), Mullen (1946 in Tschugg), Ausserbirrmoos, Innerbirrmoos und Otterbach (1946 zu Linden vereinigt), Isenfluh (1973 in Lauterbrunnen).

Zwischen 1860 und 1979 fanden nur zwei – allerdings sehr gewichtige – Gemeindetrennungen statt: 1860 Rüscheegg aus Guggisberg und 1909 Kandersteg aus Kandergrund.

Im Jura verschwanden Laufen Vorstadt (nur 1850 verzeichnet), Montvoie (1882 zu Ocourt) sowie Tramelan Dessous und Tramelan Dessus (1952 zu Tramelan).

Bevölkerungserhebungen

In dieser Publikation haben wir alle Berner Erhebungen anhand der Originalquellen neu aufgenommen, und zwar auf der Ebene der Ortschaften, soweit für diese Bevölkerungswerte verzeichnet waren. Damit wurde es auch möglich, die zeitgenössischen Gebietsstände und deren Änderungen abzubilden, denn BERNHIST basiert auf dem Gemeindestand von 1979. Dies betrifft die Volkszählung von 1764 für Bern, die Waadt und den Berner Aargau, die helvetische Zählung von 1798 wie auch die Erhebung von 1818.

Die Berner Volkszählung von 1764 gilt als die erste moderne Erhebung in der damaligen Schweiz und nimmt auch im europäischen Vergleich eine Pionierrolle ein, zumal angesichts der Grösse des Untersuchungsgebietes. Christian Pfister (1990) fasst die Motive, die in der wissenschaftlichen Literatur als Erklärungsansätze für die Durchführung dieses Unternehmens herangezogen worden sind, zusammen und entwickelt als Deutungsmuster die Furcht der Obrigkeit, Bern und die Waadt würden sich entvölkern. Die Zählung wurde nicht allein in Bern, sondern auch im Aargau und in der Waadt durchgeführt, nicht aber in den gemeinsam mit Freiburg verwalteten Gemeinen Herrschaften im Waadtland, Murten oder Schwarzenburg, obwohl im Jahr 1764 Bern für deren Verwaltung zuständig war.

Im StABE finden sich unter den Dokumentnummern StABE B 13, 599 bis 604 sechs kleine, in Leder gebundene Bücher, nach den bernischen Kapiteln gegliedert sowie nach Kirchspielen (Band 605 enthält eine Synthese nach Kirchspielen). Pro Kirchspiel gibt es zwölf vorbedruckte Seiten mit handschriftlichen Einträgen (TA4). Auf Seite 1 und 2 finden sich die jährliche Anzahl Getaufter und Gestorbener, auf Seite 3 die «Mannsbilder» nach drei Altersklassen sowie die Witwer, differenziert nach Dorf-Gemeinden, Höfen oder Ortschaften, idem Seite 4 für die «Weibsbilder»; Seite 5, Verhältnis der Ehen zu der Zahl der Getauften und Gestorbenen von 1753 bis 1763; Seite 6, Zahl der Weggezogenen in den letzten zehn Jahren; Seite 7, Zahl der Zurückgekommenen in den letzten zehn Jahren; Seite 8, Neuangekommene Einwohner in den letzten zehn Jahren; Seite 9, Verhältnis der Bürger zu den übrigen Einwohnern, Zahl der Feuerstätten, Burger, Hintersässen, Heimatlose; Seiten 10 und 11, Zustand der Armuth (dürftige Eheleute, Kinder, Waysen, arme Unverheiratete, Greise); Seite 12, Summe der Armen (auf Handreichung und Almosen Angewiesene). Alle Tabellen der Seiten 3 bis 12 sind nach Dorf-Gemeinden differenziert, einzig die Tabellen 1 und 2 der Getauften und Gestorbenen nach Kirchspielen.

Für unsere Belange sind die Tabellen 3 und 4 zentral. Leider enthalten diese Tabellen einen gravierenden konzeptionellen Fehler. Für die Männer heissen die Kolonnenüberschriften: «unter 16 Jahren», «von 16 zu 60 Jahren», «über 60 Jahre» sowie «Witwer»; bei den Frauen entsprechend «unter 14 Jahren», «von 14 zu 50 Jahren», «über 50 Jahre» sowie «Witwen». Wegen des Fehlens einer Kolonne für die Summen wird nicht ersichtlich, ob die Verwitweten in den beiden höheren Altersklassen enthalten sind oder nicht. Einige Pfarrherren haben in ihren Bemerkungen auf die verwirrende Formulierung hingewiesen. Nun enthält allerdings der Syntheseband 605, der vielleicht später entstanden ist, eine Tabelle mit neun Kolonnen, davon eine für die Feuerstätten und je eine für das Total der Männer und der Frauen, nicht aber für die Gesamtbevölkerung. In dieser Tabelle entsprechen die beiden Totale der Summe der Altersklassen sowie der Verwitweten, was jedoch noch nicht als Beleg dafür gelten muss, dass die Pfarrer dies auch so interpretiert haben. Ein Vergleich zwischen den beiden Publikationen zeigt im Weiteren, dass vergessen gegangene Weiler im Syntheseband hinzugefügt und andere Korrekturen vorgenommen worden sind.

Anhand der Angaben zu den Geburten (Taufen), Todesfällen, Zu- und Wegzügen in der Volkszählung 1764 hat Christian Pfister für BERNHIST die hypothetischen Einwohnerzahlen für die beiden Zeitpunkte 1730 und 1700 bestimmt und nach Dorf-Gemeinden aufgeschlüsselt. Allerdings musste er in Kauf nehmen, dass die Todesfälle in den meisten Kirchgemeinden erst ab 1730 erfasst und die Wanderungen erst ab 1750 erfragt wurden. In unserer Dokumentation übernehmen wir die Daten von BERNHIST für das Jahr 1730, auch wenn diese nicht einer direkten Bevölkerungserhebung entspringen, sondern rückgerechnet sind.

Auch in der Hauptstadt Bern ist die Volkszählung 1764 sehr sorgfältig aufgenommen worden (Sommer 1944). Sie ergab ein Total von 13 681 Einwohnerinnen und Einwohnern, davon 11 191 Personen innerhalb der Stadtmauern (mit einem starken Frauenüberschuss) sowie 1519 im Westen der Stadt («oben aus») und 971 im Osten («unten aus»).

In den beiden Kantonen Bern und Oberland ist **die Helvetische Volkszählung** von 1798 mit grosser Sorgfalt durchgeführt worden. Dies ergibt sich aus der geografischen Tiefenschärfe und Detailtreue, der Sorgfalt der Tabellenausführung und vor allem der Kohärenz der Daten. Aus der Division von Einwohnerzahlen zu Wohngebäuden resultieren fast durchwegs plausible Ergebnisse, selbst auf der Ebene von Weilern oder Bäuerten. Arnold Bohren (1910) bezeichnet diese Erhebung nicht als eigentliche Zählung, sondern eine aus den Pfarr- und Gemeinderegistern beruhende indirekte Bevölkerungsaufnahme.

Für den Kanton Oberland stehen beide Quellen im Bundesarchiv zur Verfügung, das heisst sowohl die eingesandten Blätter der Dokumentenmappe 1090k als auch die nahezu identische Abschrift im Buch 1090l. In letzterem fehlt die Zeile für die Bäuert Stiegelschwand in Adelboden, doch haben sich Wilhelm Bickel (1947) und André Schluchter (1988) auf 1090k bezogen, das eine Einwohnerzahl von 44 444 Personen für den Kanton ausweist. Leider mussten wir diese einprägsame Zahl an Hand der Pfarrer-Enquête auf 44 688 korrigieren, denn in der Gemeinde Därstetten ist die Bevölkerungszahl von zwei Bäuerten offensichtlich falsch verzeichnet.

Von der Zählung im damaligen Kanton Bern sind die Originaltabellen in 1090k nicht mehr erhalten, sondern nur die Abschrift im Band 1090l. Diese sind sorgfältig geschrieben, sieht man vom groben Additionsfehler in der Synthesetabelle ab, wo im Distrikt Zollikofen 3000 Personen zu viel angegeben werden, was Wilhelm Bickel (1947) und André Schluchter (1988) jedoch berücksichtigt haben. Dagegen haben wir eine Korrektur von Schluchter rückgängig gemacht, der im Distrikt Büren 663 Personen aus fünf kleinen Dörfern abgezogen hatte, weil sie zur Solothurner Pfarrgemeinde Messen zählten. Diese Dörfer lagen (und liegen) jedoch auf bernischem Staatsgebiet.

Die Zählungen in den Kantonen Bern und Oberland weisen zusammen 1371 einzelne Ortschaften auf, zum Teil bezeichnet als Viertel, Dorfschaften oder Bäuerten. Der räumliche Detaillierungsgrad ist durchwegs fein, abgesehen von den Gemeinden Eriswil und Wyssachengraben im Distrikt Unter Emmental, für die nur je ein gerundetes und offensichtlich überschätztes Total vorliegt, stützt man sich auf die Entwicklung 1764–1798–1818 und auf das Verhältnis zwischen Einwohnerzahl und Wohngebäuden ab.

Auch **die Volkszählung 1818** ist nach einzelnen Ortschaften differenziert. Zählleinheiten sind die Amtsbezirke und Kirchgemeinden, doch werden die Einwohnerdaten für insgesamt 1900 Siedlungen (nun inklusive dem Jura) angegeben. Die Erhebung sollte die ortsanwesende Bevölkerung sowie zusätzlich und separat die Zahl der landesabwesenden «Gemeindsburger» erfassen, doch enthalten in verschiedenen Gemeinden die Gemeindebürger auch die Abwesenden.

Von der 1831 durchgeführten Volkszählung existiert unseres Wissens nur eine Synthesetabelle, die allerdings neben den Einwohnerwerten für das betreffende Jahr auch einen historischen Rückblick auf 1764 und 1818 (mit und ohne Landesabwesende) enthält.

Die von **der eidgenössischen Tagsatzung im November 1835 angeordnete Volkszählung** fand im Kanton Bern im April 1836 statt (Durheim 1838). Unzufrieden mit den Ergebnissen aus den meisten Kantonen, setzte die Tagsatzung im November

1836 einen neuen Termin für die Wiederholung oder erstmalige Durchführung der Erhebung auf das Frühjahr 1837 an, diesmal mit einem verbesserten Fragenkatalog. Da in der Berner Zählung von 1836 die Unterscheidung nach Männern und Frauen fehlte, musste Bern eine zweite Zählung organisieren, die schliesslich im Oktober 1837 erfolgte. Beide Berner Volkszählungen scheinen seriös durchgeführt worden zu sein, stellt man auf den Vergleich der Gemeindeergebnisse ab. Für den ganzen Kanton ergab sich in der Zeitspanne von 19 Monaten eine um 2% höhere Einwohnerzahl, was beinahe der mittleren jährlichen Wachstumsrate von 1831 bis 1846 entspricht (+1,1%).

In der Volkszählung von April 1836 findet sich wiederum ein historischer Vergleich, dieses Mal die Jahre 1818, 1831 und 1836 enthaltend. Beide Tabellen sind nur nach Kirchgemeinden ausgewertet, sehr wahrscheinlich weil diese den historischen Vergleich ermöglichten. Das Statistische Bureau des Kantons Bern veröffentlichte in seinen Mitteilungen von 1901 die Ergebnisse der Volkszählung 1900 wiederum in einem historischen Rückblick, für die Jahre 1764 und 1818 erstmals nach Einwohnergemeinden, was eine Auswertung der Originaldaten bedingte. So finden wir uns in der paradoxen Situation, bis 1818 über die Bevölkerungszahlen nach Einwohnergemeinden zu verfügen, die es noch gar nicht gegeben hatte, doch für die Zählung 1836 nicht mehr, obwohl sie inzwischen geschaffen worden waren. Der historische Vergleich von 1901 enthält einen groben Fehler für die Gemeinden des Juras, denn die Verantwortlichen übernahmen unbesehen die Liste von 1836, in der in einer Fussnote angegeben war, dass in Ermangelung von Angaben für 1764 die Daten von 1809 eingesetzt werden mussten.

1846 ist eine weitere kantonale Volkszählung durchgeführt worden, diesmal nach Einwohnergemeinden. Leider enthält sie wiederum einen kleinen Fallstrick in der Erfassung, denn sie unterscheidet drei Kategorien für das Geschlecht, doch das Total fehlt. Die früheren Rückblicke haben die Summen für Männer und Frauen addiert, dabei aber übersehen, dass die dritte Kategorie «ohne Angabe des Geschlechts» auch hätte berücksichtigt werden sollen.

Bevölkerungsentwicklung

Im Vergleich der Perioden mit den Eckdaten 1730, 1764, 1798, 1818 und 1837 hat die Bevölkerung des Kantons Bern mit zunehmend stärkeren jährlichen Wachstumsraten zugenommen: 0,1%, 0,6%, 1,0% und 1,2%. Auch zwischen 1837 und 1850 betrug der jährliche Zuwachs noch 0,8%. Damit lag das demografische Wachstum im Kanton Bern vor 1764 vergleichsweise tief und in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts hingegen an der Spitze aller Schweizer Kantone. Christian Pfister (1995) erwähnt die im Kanton Bern besonders starke Ruhrepidemie von 1750 mit ihren Auswirkungen als Grund für die schwache Bevölkerungszunahme bis zur Volkszählung von 1764 und sieht für die Dynamik der Zeit nach 1800 Aufholeffekte.

Bei insgesamt eher geringen regionalen Differenzen hatten im mittleren 18. Jahrhundert nur die Alpen und der Oberaargau merkliche Bevölkerungsgewinne, im letzten Drittel setzten sich die alpinen Gebiete und das Emmental etwas ab, in den starken Wachstumsphasen zwischen 1798 und 1837 das Mittelland, das Seeland und der Oberaargau und ab 1837 bis 1850 der Jura und die Alpen. Nach 1850 ging das Wachstum deutlich zurück, und der Kanton Bern blieb deutlich unter dem schweizerischen Durchschnitt, dies bei sich ausfächernden regionalen Unterschieden, mit aussergewöhnlich hohen Wachstumsraten im Jura, gefolgt von den Ämtern mit den Städten Biel und Bern. Die Alpen, das Emmental und das höhere Mittelland stagnierten jedoch oder verloren leicht an Bevölkerung.

Die gute Datenbasis hat es der Forschung erlaubt, die regionalen Differenzen der Komponenten des Bevölkerungswachstums herauszuschälen (Pfister 1995). Bei bis 1850 noch verhaltener Abwanderung speiste sich die Bevölkerungszunahme durch steigende Geburtenzahlen und eine sinkende Sterblichkeit, vor allem der Kinder, allerdings auf regional unterschiedlichen Niveaus. Dabei gelang es nachzuweisen, dass die tiefe Kindersterblichkeit in den Alpen (vor allem im Oberhasli) durch das lange Stillen erklärt werden könnte, und dass dieser Umstand zu einer geringeren Geburtenzahl beitrug.

Literatur

Atlas der Schweiz, Eidg. Landestopographie, Wabern-Bern, 1973, Blatt 38, Bäuerliche Siedlungs- und Flurformen.

Bickel Wilhelm, Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz, Gutenberg, Zürich, 1947.

Blickle Peter, Kommunalismus, Skizzen einer gesellschaftlichen Organisationsform, Band 2, Europa, Oldenbourg Verlag München, 2000.

Bohren Arnold, Die Geschichte der Volkszählungen im Gebiete des Kantons Bern, in: Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde, Bd. 6, Bern, 1910, S. 245–254.

Durheim Carl Jakob, Die Ortschaften des eidgenössischen Freistaates Bern: ein vorzüglich dem Geschäftsstande gewidmetes und auf Befehl des Tit. Regierungsrathes gedrucktes Verzeichniss der Städte, Flecken, Pfarr- und andern Dörfer, Weiler, einzelnen Höfe und Häuser des Kantons. Erster und zweiter Band. Bern: Druck und Verlag der Haller'schen Buchdruckerei, 1838, Online: https://www.e-rara.ch/bs_1/content/titleinfo/5713424, abgerufen am 16.01.2021

Dubler Anne-Marie und Flatt Karl H., Hochmittelalterliche Herrschaftsstrukturen, in: Kanton Bern, Historisches Lexikon der Schweiz, Kap. 2.1.

Egli Hans-Rudolf und Pfister Christian, Historisch-statistischer Atlas des Kantons Bern 1750–1995, Historischer Verein des Kantons Bern, 1998.

Grosjean Georges, Kanton Bern. Historische Planungsgrundlagen / Canton de Berne. Bases historiques de l'aménagement, Geographisches Institut der Universität Bern und Kantonales Planungsamt Bern, 1973.

Fankhauser Andreas, Helvetik (1798–1803), in: Berns goldene Zeit. Das 18. Jahrhundert neu entdeckt. Hrsg. von Holenstein, André. Bern, 2008, S. 531–540.

Holenstein André (Hrsg.), Berns goldene Zeit. Das 18. Jahrhundert neu entdeckt, Stämpfli, Bern, 2008.

Junker Beat, Geschichte des Kantons Bern seit 1798, Band I, Helvetik, Mediation, Restauration 1798–1830, Bern, 1982, sowie Band II, Die Entstehung des Demokratischen Volksstaates 1831–1880, Bern, 1990.

Junker Beat, Verfassung, Politik und Staatsverwaltung, in: Kanton Bern, Historisches Lexikon der Schweiz, Kap. 4.1.

Mitteilungen des Bernischen statistischen Bureaus, Ergebnisse der Eidgenössischen Volkszählung im Kanton Bern vom 1. Dezember 1900, Jahrgang 1901, Lieferung II, Bern 1901.

Pfister Christian, Entvölkerung: Genese, handlungsleitende Bedeutung und Realitätsgehalt eines politischen Erklärungsmodells am Beispiel des alten Bern in der Epoche der Spätaufklärung, in: Endres Rudolf (Hrsg.), Nürnberg und Bern. Zwei Reichsstädte und ihre Landgebiete, Erlanger Forschungen, Reihe A, Band 46, Erlangen 1990, S. 283–313.

Pfister Christian, Geschichte des Kantons Bern seit 1798, Band IV, Historischer Verein des Kantons Bern, Bern, 1995.

Pfister Christian (Hrsg.), Historisch-statistische Datenbank des Kantons Bern, Bern 1994–2006. Online: <http://www.bernhist.ch/>, abgerufen am 19.01.2021.

Pfister Christian, Bevölkerungs- und Siedlungsentwicklung, in: Kanton Bern, Historisches Lexikon der Schweiz, Kap. 3.1.

Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, BFS, Bern, 1988.

Sommer W., Die Volkszählung der Stadt Bern im Jahre 1764. Geschichtliches und Urmaterial, in: Zeitschrift für Schweizerische Statistik und Volkswirtschaft 80, 1944, S. 551–572, Online: <http://www.sjes.ch/papers/1944-IV-4.pdf>, abgerufen am 25.02.2020.

Zahnd Urs Martin, Kommunale Bewegung und Territorialbildung im Spätmittelalter, in: Kanton Bern, Historisches Lexikon der Schweiz, Kap. 2.2.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

B0#1000/1483#1090l*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799, Canton Bern, Bevölkerungstabellen 1799.

B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; BAR 1090k sowie 1090l, Canton Oberland, Bevölkerungstabellen 16. Januar 1799.

Strickler Johannes und Rufer Alfred, Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (ASHR), ab 1886.

Volkszählung 1837, Cote: E3321/11-01-13, Übersicht der Bevölkerung des Kantons Bern nach der Zählung am 30. Oktober bis 4. November 1837.

Staatsarchiv des Kantons Bern (StABE)

Volkszählung von 1764: Populationstabellen des deutschen Landesteils:

B XIII 598- B604, nach Landesteilen: B XIII 598 Populations-Tabellen Stadt Bern; B XIII 598b Register zu 598; B XIII 599 Kapitel Bern; B XIII 600 Kapitel Thun; B XIII 601 Kapitel Burgdorf; B XIII 602 Langenthal, B XIII 603 Nidau-Büren, B XIII 604 Aarau-Lenzburg (nach Kirchspielen und nach Gemeinden, Höfen und Ortschaften), Online: <http://www.query.sta.be.ch/detail.aspx?ID=238182>, abgerufen am 16.01.2021.

B XIII 605 Volkszählung von 1764: Etat der Bevölkerung in der Hauptstadt und den deutschen und welschen Landen der Republik Bern auf Ende 1764, Online: <http://www.query.sta.be.ch/detail.aspx?ID=238191>, abgerufen am 18.09.2020.

Volkszählung von 1818: BXIII 629 Aarberg etc., BXIII 630 Fraubrunnen etc., BXIII 631 Saanen etc., Bevölkerungstabellen 1818, sowie BXIII 632, Bevölkerungstabelle vom Jahr 1818 (vollständige Tabelle, allerdings nur nach Kirchgemeinden; mit Bleistift geschriebenen Hinweis auf dem Umschlag, dass die Totale nicht überall mit den Tabellen 629–631 übereinstimmen, weil Landesabwesende mitgezählt sind).

StABE, Bericht an den Grossen Rath der Stadt und Republik Bern über die Staatsverwaltung in den letzten sieben Jahren von 1814–1830, Bern, 1831; Annex zu Seite 540, Vergleichende Übersicht der Bevölkerung (nach Amtsbezirken und Kirchgemeinden, 1764, 1818 und 1831).

StABE, BB XIII b 203, Gemeindegewesen 1831/1925, Allgemeines und Verschiedenes, Bestand II, Verzeichnis der Kirchgemeinden, Einwohnergemeinden und Burgergemeinden der Republik Bern 1833.

StABE, BB XIIIa 205, Übersicht der Bevölkerung des Kts. Bern nach der Zählung Ende April 1836 mit Vergleichung der Zählungen von 1818 und 1831 (nach Amtsbezirken und Kirchgemeinden).

StABE, BB XIIIa 211, Bevölkerung des Kantons Bern 1846, Übersicht der Bevölkerungsverhältnisse im Canton Bern nach der Zählung vom Jahre 1846 dargestellt von Dr. C. Herzog, Bern 1849 (nach Kirchgemeinden und Einwohnergemeinden).

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
301 Aarberg						433	440	514	737	1 386	811	864	932	993
302 Barga						190	213	354	488		537	544	634	672
303 Grossaffoltern						695	785	962	1 191	1 373	1 466	1 436	1 620	1 722
304 Kallnach						473	455	552	660	887	951	959	755	832
305 Kappelen						261	239	332	393	511	510	517	603	639
306 Lyss						509	567	796	1 026	1 230	1 350	1 369	1 467	1 568
307 Meikirch						412	398	513	664	824	846	871	1 007	1 059
308 Niederried			304			152	146	147	188				261	212
309 Radelfingen						548	529	637	843	1 164	1 256	1 265	1 382	1 417
310 Rapperswil						403	727	1 145	1 358	1 622	1 667	1 719	1 917	1 987
311 Schüpfen						855	926	913	1 288	1 710	1 804	1 831	1 936	1 992
312 Seedorf						939	1 019	1 242	1 707	2 000	2 113	2 270	2 460	2 585
Amt Aarberg						5 870	6 444	8 107	10 543	12 707	13 311	13 645	14 974	15 678
321 Aarwangen						449	718	941	1 278	2 028	2 135	2 153	1 721	1 725
322 Auswil			338			368	399	554	559				769	726
323 Bannwil			321			208	333	402	485				661	686
324 Bleienbach						384	437	598	660	809	951	942	953	1 024
325 Buswil			333			261	249	314	296				403	435
326 Gondiswil			333			726	694	738	1 074				1 416	1 422
327 Gutenberg			331			31	34	56	41				56	67
328 Kleindietwil			338			214	232	305	335				437	400
329 Langenthal						1 332	1 327	1 581	1 997	2 797	2 920	3 130	2 633	2 728
330 Leimiswil			338			381	413	506	623				679	746
331 Lotzwil						456	500	672	829	2 325	2 307	2 430	1 091	1 127
332 Madiswil						1 049	1 155	1 476	1 770	2 111	2 066	2 126	2 289	2 391
333 Melchnau						657	628	687	1 022	3 112	3 335	3 399	1 356	1 478
334 Obersteckholz			331			348	381	422	447				627	640
335 Oeschenbach			338			253	289	403	486				655	663
336 Reisiswil			333			209	200	242	315				398	355
337 Roggwil						610	800	966	1 268	1 510	1 527	1 548	1 654	1 739
338 Rohrbach						658	714	995	1 327	4 438	4 755	4 831	1 668	1 704
339 Rohrbachgraben			338			332	360	524	569				741	684
340 Rütschelen			331			348	381	450	585				823	852
349 Schoren			329	1898	329		133	193	232				296	304
341 Schwarzhäusern						97	156	240	347				415	458
342 Thunstetten						455	904	977	1 379	1 650	1 697	1 742	1 737	1 774
343 Untersteckholz			329			202	221	266	326				409	437
344 Ursenbach						573	654	812	1 104	1 240	1 344	1 368	1 424	1 509
345 Wynau						428	403	450	653	767	827	853	959	937
Amt Aarwangen						11 029	12 715	15 770	20 007	22 787	23 864	24 522	26 270	27 011
351 Bern						15 113	13 681	12 267	17 552	19 849	22 761	22 422	25 158	27 558
352 Bolligen						1 432	1 771	2 387	2 662	3 037	3 100	3 126	3 368	3 277
353 Bremgarten						421	302	664'	670	1 701	1 787	1 882	662	721
369 Br. Stadtgericht				1880	354								230	220
368 Bümpliz		1834	351	1919	351	819	834	1 039	1 445	1 837	1 902	1 940	2 003	2 112
354 Kirchlindach						399	464	622'	695	751	751	805	828	782
355 Köniz						1 752	2 115	2 899	3 699	4 956	5 080	5 488	5 927	5 984

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
356 Muri						345	446	704	897	1 110	1 079	1 120	1 144	1 142
357 Oberbalm						686	607	867	974	1 096	1 155	1 171	1 241	1 304
358 Stettlen						519	415	415	566	581	645	658	654	651
359 Vechigen						1 469	1 569	1 881	2 180	2 430	2 502	2 597	2 680	2 692
360 Wohlen						1 240	1 060	1 093	1 818	2 374	2 317	2 577	2 907	3 172
361 Zollikofen			353			192	511	575'	712				1 011	1 045
362 Ittigen		1983	352											
363 Ostermundigen		1983	352											
Amt Bern						24 387	23 775	25 413	33 870	39 722	43 079	43 786	47 813	50 660
371 Biel/Bienne	EB/F								2 230	3 947	4 151	4 248	3 241	3 462
377 Bözigen	EB/F			1917	371				514				1 190	1 192
372 Evilard/Leubr.	EB/F								243				344	365
758 Madretsch			759	1919	371	102	100	148	210				369	352
759 Mett						160	157	216	300	895	845	947	439	476
376 Vingelz	EB/F			1900	371								134	127
Amt Biel/District de Bienne	EB/F					262	257	364	3 497	4 842	4 996	5 195	5 717	5 974
381 Arch						188	234	306	291	1 436	1 448	1 499	508	512
382 Büetigen			385			138	165	229	304				347	350
383 Büren						407	579	751	930	1 172	1 123	1 147	1 174	1 163
384 Busswil			385			88	106	121	139				157	192
385 Diessbach						264	317	420	648	1 320	1 365	1 380	749	776
386 Dotzigen			385			96	115	168	183				240	250
387 Lengnau						460	497	434	567	688	684	716	777	816
388 Leuzigen			381			416	518	627	801				1 072	1 107
389 Meienried			383			48	69	89	94				104	107
390 Meinisberg	EB/F		392						376				429	493
391 Oberwil						161	289	402	548	661	643	663	732	702
392 Pieterlen	EB/F								475	1 381	1 324	1 332	579	633
397 Reiben	EB/F	1833	392	1911	383				223				254	256
393 Rüti						308	349	367	488	576	582	584	681	641
398 Scheunenberg				>1856	394		83							214
399 Wattwil				>1856	394		62							128
394 Wengi						232	178	358	574	574	621	639	723	402
Amt Büren						2 806	3 561	4 272	6 641	7 808	7 790	7 960	8 526	8 742
401 Aefligen			412			182	191	243	303				439	483
402 Alchenstorf			413			215	246	303	352				542	648
403 Bäriswil			409			163	190		308				439	462
429 Bickigen-Schw.			412	1911	424		106		102				156	172
428 Brechershäusern		>1860	424	1887	424		62						128	
404 Burgdorf						1 523	1 225	1 295	1 794	1 940	2 390	2 417	3 364	3 636
405 Ersigen			412			390	409	519	714				1 025	1 149
406 Hasle						1 754	1 411	1 600	1 827	1 817	2 007	2 067	2 186	2 253
407 Heimiswil						1 076	1 187	1 450	1 863	2 074	2 130	2 240	2 321	2 357
408 Hellsau			413			78	89	96	113				196	216
426 Hettiswil			414	1834	414		285	434	464'				844	
409 Hindelbank						281	328	786	471	1 152	1 183	1 190	625	651
410 Höchstetten			413			38	43	115	167				241	253

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
411	Kernenried		412			178	187	252	309				295	331
412	Kirchberg					475	499	769	888	4 267	4 327	4 489	1 105	1 092
413	Koppigen					327	375	482	620	1 822	1 884	2 018	825	1 012
414	Krauchthal					1 007	592	735	808'	1 758	1 870	1 910	1 344	2 285
415	Lyssach		412			234	246	386	349				475	528
416	Mötschwil		409			96	112		185				172	198
417	Niederösch		412			186	195		249				341	362
418	Oberburg					923	799	1 014	1 472	1 723	1 769	1 907	2 093	2 200
419	Oberösch		412			64	67		121				152	162
420	Rüdtligen		412			177	186	300	389				447	476
421	Rumendingen		412			92	97	552	135				142	146
422	Rüti		412			101	103		109				141	132
427	Wil	>1860	402	1888	402		30						77	
423	Willadingen		413			67	77	95	105				157	141
424	Wynigen					1 703	1 382	1 555	1 920	2 181	2 247	2 451	2 747	2 725
Amt Burgdorf						11 330	10 719	12 981	16 137	18 734	19 807	20 689	23 019	24 070
431	Corgemont	EB/F							432	740	930	949	728	753
432	Cormoret	EB/F	434						319				482	478
433	Cortébert	EB/F	431						211				331	326
434	Courtelay	EB/F							509	1 043	1 141	1 224	868	868
435	La Ferrière	EB/F	441						576				852	796
436	La Heutte	EB/F	439						171				253	271
437	Mont-Tramelan	EB/F	446						161				171	169
438	Orvin	EB/F							556	618	608	613	623	659
439	Péry	EB/F							460	663	672	723	582	560
440	Plagne	EB/F	447						264				254	262
441	Renan	EB/F							1 381	2 028	2 319	2 355	1 765	1 820
442	Romont	EB/F	447						149				224	195
443	St-Imier	EB/F							1 173	3 660	2 473	2 585	2 482	2 632
444	Sonceboz-Somb.	EB/F							389	409	429	406	533	565
445	Sonvilier	EB/F	443						1 513		1 745	1 904	2 199	2 276
449	Tram.-Dessous	EB/F	446	1952	446				667				879	931
446	Tram.-Dessus	EB/F							996	2 147	2 182	2 317	1 540	1 620
447	Vaufelin	EB/F							140	398	390	420	235	255
448	Villeret	EB/F	446						496				1 014	970
District de Courtelay									10 563	11 706	12 889	13 496	16 015	16 406
491	Brüttelen		496			404	310'	231	482				504	546
492	Erlach					472	427	770	678	1 060	1 074	1 074	609	619
493	Finsterhennen		499			254	258	233	334				371	373
494	Gals					198	209	307	385				472	476
508	Gäserz		496	1917	491		28'		42				52	51
495	Gampelen					152	154	208	222	681	685	734	302	283
496	Ins					864	723	992	1 041	2 676	2 647	2 699	1 309	1 378
497	Lüscherz		502			196	227	295	280				406	403
498	Müntschemier		496			400	335	363	447				460	470
509	Mullen		492	1946	501		66	68	77				63	75

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
499 Siselen						264	269	400	487	892	874	879	639	648
500 Treiten			496			309	259	339	319				348	343
501 Tschugg			492			300	206	270	290				312	325
502 Vinelz						203	236	348	408	811	799	856	526	580
Amt Erlach						4 016	3 707	4 824	5 492	6 120	6 079	6 242	6 373	6 570
531 Ballmoos			540			27	27		42				44	45
532 Bangerten			2457			109	67	72	99				160	180
533 Bätterkinden						649	598	695	848	1 072	1 012	1 064	1 097	1 216
534 Büren zum Hof			542			183	203	218	329				421	457
535 Deisswil			546			66	64	129	102				100	115
536 Diemerswil			546			129	125	195	170				242	245
537 Etzelkofen			2457			236	138	204	237				316	353
538 Fraubrunnen			539			192	229	808	395				500	525
539 Grafenried						219	262		420	889	928	970	560	640
540 Jegenstorf						432	400	1 035	663	2 597	2 693	2 723	919	1 062
541 Iffwil			540			195	180		276'				382	374
542 Limpach						184	204	276	348	828	915	846	392	426
543 Mattstetten			540			127	120		209				229	244
544 Moosseedorf			546			263	255	320	481				567	584
545 Mülchi			2457			308	186	179	296				384	380
546 Münchenbuchsee						510	494	542	942	2 010	2 153	2 216	1 430	1 298
547 Münchringen			540			79	93		193				231	266
559 Oberscheunen			540	1912	550		19		24'				69	63
548 Ruppoldsried			2457			283	171	179	158				303	316
549 Schalunen			542			53	59	73	72				118	135
550 Messen-Scheuen			2457			40	24	29	64	971	1 129	1 141	48	55
551 Urtenen			540			323	301	721	457				676	714
552 Utzenstorf						962	852	1 203	1 403	1 972	2 061	2 129	1 640	1 651
553 Wiggiswil			546			60	58		79				101	117
554 Wiler			552			204	181	308	259				350	337
555 Zauggenried			540			178	167		318				339	377
556 Zielesbach						101	89		129				160	180
557 Zuzwil			540			144	135		232				276	282
Amt Fraubrunnen						6 256	5 701	7 186	9 245	10 339	10 891	11 089	12 054	12 637
561 Adelboden	BE/OL					1 004	993	1 202	1 174	1 360	1 376	1 265	1 468	1 513
562 Aeschi	BE/OL					786	804	959	1 004	1 681	1 756	1 755	1 829	1 251
563 Frutigen	BE/OL					1 568	1 935	2 190	2 874	4 156	4 189	4 233	4 491	3 480
564 Kandergrund	BE/OL		563			400	305	421'	766					1 069
565 Kandersteg	BE/OL	1909	564				189	279'						
566 Krattigen	BE/OL		562			282	289	333	368					598
567 Reichenbach	BE/OL					1 684	1 505	1 615	1 833	2 389	2 309	2 291	2 435	2 310
Amt Frutigen	BE/OL					5 724	6 020	6 999	8 019	9 586	9 630	9 544	10 223	10 221
571 Beatenberg	BE/OL					290	388	563	794	915	951	974	1 080	1 075
572 Bönigen	BE/OL		577			245	346	665	823				1 214	1 263
573 Brienz	BE/OL					766	799	1 022	1 249	3 000	3 135	3 102	1 723	1 789
574 Brienzwiler	BE/OL		573			281	293	374	520				637	610
575 Därligen	BE/OL		585			216	238	283	363				396	362

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
598	Ebligen	BE/OL		1914	589		61	80	108				121	115
599	Goldswil	BE/OL		1860	590			159	200'				263	246
576	Grindelwald	BE/OL				1 714	1 816	1 985	2 235	2 482	2 416	2 550	2 843	2 924
577	Gsteigwiler	BE/OL				91	129	240	282	5 194	5 498	5 522	432	425
578	Gündlichswand	BE/OL		577		87	123	174	216				376	335
579	Habkern	BE/OL				298	365	461	588	607	657	681	728	724
580	Hofstetten	BE/OL		573		182	190	240	239				299	300
581	Interlaken (Aarm.)	BE/OL	1838	587		282		468	529				1 052	1 054
582	Iseltwald	BE/OL		577		180	254	398	464				564	562
583	Isenfluh	BE/OL		577	1973	584	80	92	108				168	162
584	Lauterbrunnen	BE/OL				882	828	1 112	1 332	1 352	1 713	1 706	1 762	1 756
585	Leissigen	BE/OL				226	250	220	331	765	801	797	393	416
586	Lütschental	BE/OL		577		140	198	246	311				379	370
587	Matten	BE/OL				264	769	537	568				809	795
588	Niederried	BE/OL		590		58	107	141	185				193	194
589	Oberried	BE/OL		573		291	242	277	339				489	475
590	Ringgenberg	BE/OL				241	449	441	647'	1 137	1 120	1 134	752	759
591	Saxeten	BE/OL		577		40	56	96	105				121	120
592	Schwanden	BE/OL		573		133	139	214	188				251	240
593	Unterseen	BE/OL				425	549	713	937	1 122	1 115	1 110	1 259	1 361
594	Wilderswil	BE/OL		577		391	552	602	788				1 090	1 145
	Amt Interlaken	BE/OL				7 723	9 221	11 803	14 449	16 574	17 406	17 576	19 394	19 577
601	Aeschlen			619		189	204	261	299				403	455
602	Arni			603		662	793	934	1 038				1 330	1 331
637	Ausserbirrmoos			619	1946	614	261 ^P		494				468	483
635	Barschwand		1834	634	1887	634	90	102					63	71
603	Biglen					413	495	858	701	2 850	3 013	2 977	902	930
604	Bleiken			619		183	197	226	235				340	320
605	Bowil			608		489	951	1 135	1 234				1 551	1 588
606	Brenzikofen			619		134	144	187	251				339	347
607	Freimettigen			619		80	86	141	163				221	227
608	Grosshöchstetten					165	321	439	605	4 163	4 477	4 453	682	659
639	Hauben			619	1888	619	63	97					137	120
609	Häutligen			616		77	92'	168	170				275	264
610	Herbligen			619		178	192	284	283				355	355
611	Kiesen			621		175	186	213	328				419	437
612	Gysenstein (Kon.)					615	633	900	879				1 335	1 353
613	Landiswil			603		266	318	701	830				1 025	1 021
614	Linden (Innerb.)			619		753	292	627	426				553	600
615	Mirchel			608		129	250	274	356				434	421
616	Münsingen					467	554'	725	938	4 668	4 750	4 928	1 132	1 202
617	Niederhünigen			616		265	315	363	440				600	635
618	Niederwihtrach			621		339	361	444	537				735	706
619	Oberdiessbach					446	418	481	793	5 356	5 864	5 915	1 018	1 055
620	Oberthal			608		306	595	816	978				1 050	1 089
621	Oberwihtrach					204	217	336	409	1 845	1 950	2 052	549	562
622	Oppligen			621		206	219	268	325				487	504

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
638 Otterbach			619	1946	614		168	223	253				329	346
623 Rubigen			616			583	693	862	1 141				1 388	1 413
624 Schlosswil						186	195	270	726	853	858	888	992	954
636 Schönthal			619	1887	637								45	40
634 Stalden			619	1933	612		99	239	215				294	274
625 Tägertschi			619			127	151'	156	193				283	307
626 Walkringen						1 016	1 018	1 181	1 397	1 700	1 873	1 859	1 965	2 055
627 Worb						1 530	1 543	1 477	2 448	2 538	2 711	2 899	3 206	3 185
628 Zäziwil			608			220	428	946	746				1 030	1 042
629 Oberhünigen		1980	624				254	273						
630 Allmendingen														
631 Trimstein														
Amt Konolfingen						10 403	12 796	16 607	19 831	23 973	25 496	25 971	25 935	26 351
661 Clavaleyres	BE/FR		2275			30		61	52				95	99
662 Ferenbalm						473	488	592	773	883	871	919	964	983
663 Frauenkappelen						356	302	386	473	625	665	655	702	720
664 Golaten						113	139	191	257	1 002	1 004	1 003	370	370
665 Gurbrü			664			110	122	190	271				240	264
666 Kriechenwil			667			191	199	287	352				417	489
667 Laupen						220	230	311	398	787	897	898	598	651
668 Mühleberg						1 056	1 080	1 102	1 635	1 916	2 161	2 173	2 432	2 490
669 Münchenwiler	BE/FR		2275			165		283	285	423	471	482	394	400
670 Neuenegg						790	779	1 062	1 452	1 682	1 827	1 881	2 111	2 155
679 Stämpflishäusern	FR		1854	665			13						30	13
671 Wileroltigen						179	220	247	316				423	451
Amt Laupen						3 683	3 572	4 712	6 264	7 318	7 896	8 011	8 776	9 085
681 Belprahon	EB/F		700						70				120	126
682 Bévillard	EB/F								200	805	882	882	253	294
683 Champoz	EB/F		682						130				171	190
684 Châtelat	EB/F		710						165				149	153
687 Corcelles	EB/F		694						99				172	180
690 Court	EB/F								468	728	859	852	571	581
691 Crémines	EB/F		694						216				263	297
692 Eschert	EB/F		694						158				222	208
694 Grandval	EB/F								176	746	837	911	267	261
696 Loveresse	EB/F		713						201				203	227
697 Malleray	EB/F		682						269				389	471
699 Monible	EB/F		710						66				133	132
700 Moutier	EB/F								566	1 227	1 198	1 298	958	917
701 Perrefitte	EB/F		700						209				235	236
702 Pontenet	EB/F		682						113				121	121
703 Reconvilier	EB/F		713						311				307	361
704 Roches	EB/F		700						185				272	277
706 Saicourt	EB/F		713						311				443	456
707 Saules	EB/F		713						117				141	143
708 Schelten	EB/F								114	105'	100'	105'	100	82
709 Seehof	EB/F								134	182	177	196	215	202

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
710	Sornetan	EB/F							169	507	706	692	262	299
711	Sorvilier	EB/F	690						226				299	316
712	Souboz	EB/F	710						186				210	200
713	Tavannes	EB/F							437	1 392	1 661	1 666	586	672
715	Rebévelier	EB/F							136	110	120	120'	100	112
	District de Moutier	EB/F							5 432	5 802	6 540	6 722	7 162	7 514
721	Diesse	EB/F	721						312	1 087	1 131	1 184	373	408
722	Lamboing	EB/F							345				561	569
723	La Neuveville	EB/F							1 156	1 272	1 365	1 411	1 550	1 719
724	Nods	EB/F							594	781	800	800	767	811
725	Prêles	EB/F	721						252				331	330
	District de la Neuveville	EB/F							2 659	3 140	3 296	3 395	3 582	3 837
731	Aegerten (Bürglen)					158	164	163	257	1 754	1 818	1 926	314	346
732	Bellmund		743			225	195	205	240				297	334
733	Brügg		731			231	240	256	343				419	451
734	Bühl		753			99	122	136	201				261	256
735	Epsach		751			192	204	195	262				318	324
736	Hagneck		751			15	16	25	20				47	58
737	Hermrigen		751			82	87	106	175				280	329
738	Jens		731			166	173	167	238				410	444
739	Ipsach		743			118	102	110	115				168	197
740	Ligerz					245	306	314	373	364	427	453	474	458
741	Merzligen		731	1919	371	93	97	96	148				192	198
742	Mörigen		751			114	121	156	169				181	203
743	Nidau					404	350	343	420	1 157	1 208	1 228	634	614
744	Orpund		746			220	191	305	369	751	709	733	433	446
745	Port		743			112	97	102	192				239	226
746	Safnern					294	255	286	371				472	504
747	Scheuren		746			69	60	78	57				154	168
748	Schwadernau		731			140	145	122	146				231	248
749	Studen		731			82	85	119	151				222	210
750	Sutz-Lattrigen					91	154	212	216	492	634	557	329	363
751	Täuffelen					280	298	319	405	1 191	1 237	1 303	632	754
752	Tüscherz-Alfermée		750			182	165	195	176				293	262
753	Twann					512	464	499	570	726	837	856	811	865
754	Walperswil					193	237	354	437	697	738	759	528	556
755	Worben		731			145	151	199	274				390	454
	Amt Nidau					4 462	4 479	5 062	6 325	7 132	7 608	7 815	8 729	9 268
761	Därstetten	BE/OL				554	535	697	823	963	962	958	1 071	1 046
762	Diemtigen	BE/OL				1 021	1 138	1 368	1 629	2 053	1 843	1 855	2 131	2 150
763	Erlenbach	BE/OL				737	682	808	1 033	1 187	1 209	1 242	1 401	1 370
764	Niederstocken		767			157	126	193	286				312	240
765	Oberstocken		767			149	120	173	171				265	223
766	Oberwil	BE/OL				778	855	977	1 205	1 410	1 388	1 423	1 498	1 405
767	Reutigen					421	338	365	513	1 152	1 136	1 212	674	798
768	Spiez	BE/OL				877	1 059	1 388	1 592	1 730	1 794	1 810	2 101	2 115
769	Wimmis	BE/OL				533	573	633	947	1 062	1 138	1 169	1 346	1 353
	Amt Niedersimmental	BE/OL				5 227	5 426	6 602	8 199	9 557	9 470	9 669	10 799	10 700

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
781 Gadmen	BE/OL	1834	785			330	354	466	567	665	719	697	803	739
782 Guttannen	BE/OL	1834	785			269	288	371	463	470	502	492	535	506
783 Hasliberg	BE/OL	1834	785			571	693	1 032	1 103				1 326	1 309
784 Innertkirchen	BE/OL	1834	785			540	656	547	1 126		1 308	1 369	1 504	1 375
785 Meiringen	BE/OL					794	964	1 661	1 759	5 092	3 948	4 165	2 178	2 358
786 Schattenhalb	BE/OL	1834	785			245	298	494	600				787	767
Amt Oberhasli	BE/OL					2 749	3 253	4 571	5 618	6 227	6 477	6 723	7 133	7 054
791 Boltigen	BE/OL					1 244	1 220	1 300	1 538	1 812	1 818	1 941	2 121	2 149
792 Lenk	BE/OL					1 629	1 468	1 808	2 009	2 133	2 233	2 238	2 383	2 369
793 St. Stephan	BE/OL					735	840	1 078	1 186	1 316	1 420	1 413	1 470	1 454
794 Zweisimmen	BE/OL					1 156	1 207	1 468	1 547	1 783	1 746	1 970	2 163	2 128
Amt Ober-simmental	BE/OL					4 764	4 735	5 654	6 280	7 044	7 217	7 562	8 137	8 100
849 Abländschen	BE/OL	1704	843				110	116				132	154	
841 Gsteig	BE/OL					661	627	622	627	721	662	727	699	706
842 Lauenen	BE/OL					620	570	632	614	595	636	622	686	696
843 Saanen	BE/OL					2 869	2 829	3 260	3 370	3 216	3 242	3 109	3 415	3 629
Amt Saanen	BE/OL					4 150	4 136	4 630	4 611	4 532	4 540	4 590	4 954	5 031
851 Albligen	GU							407	520	572	562	591	701	694
852 Guggisberg	GU							4 233	2 178	6 051	5 036	5 203	3 256	3 203'
853 Rüschegg	GU	1860	852						2 096				2 522	2 490'
854 Wahlern	GU							3 636	5 081	4 572	4 445	4 975	5 507	5 414
Amt Schwarzenburg	GU							8 276	9 875	11 195	10 043	10 769	11 986	11 801
861 Belp						562	789	1 005	1 293	3 000	3 113	3 146	1 850	1 970
862 Belpberg			861			163	229	325	417				514	501
863 Burgistein			873			447	488	584	757				1 016	1 089
864 Englisberg			887			206	223	356	248				284	275
865 Gelterfingen			872			164	174	213	262				296	299
866 Gerzensee						387	434	447	662	768	797	808	800	762
867 Gurzelen						192	235	313	507	1 057	1 137	1 141	563	605
868 Jaberg			872			109	116	143	148				260	271
869 Kaufdorf			873			90	98	116	169				342	362
870 Kehrsatz			861			152	214	267	353				500	466
871 Kienersrüti			872			40	43		62				78	91
872 Kirchdorf						306	326	444	435	1 712	1 911	1 922	677	679
873 Kirchenthurnen						88	96	122	191	3 590	3 766	3 945	299	284
874 Lohnstorf			873			67	73	77	133				148	170
875 Mühledorf			872			124	132	138	204				272	277
876 Mühlethurnen			873			211	231	241	403				586	642
877 Niedermuhlern			887			321	347	411	602				818	831
878 Noflen			872			146	155	164	186				244	241
879 Riggisberg			873			475	725	906	961				1 411	1 474
880 Rüeggisberg						1 550	1 474	1 609	2 138	2 677	2 924	2 978	3 242	3 156
881 Rümliigen			873			219	239	277	385				470	480
882 Rüti			873			189	71	285	355				346	520
883 Seftigen			867			283	346	473	527				671	676
884 Toffen			861			237	333	473	479				683	691
885 Uttigen			872			163	173	216	182				313	321

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
886	Wattenwil					638	983	1 318	1 510	1 867	2 028	1 916	2 272	2 300
887	Zimmerwald					447	484	452	651	1 627	1 741	1 752	827	810
	Amt Seftigen					7 976	9 231	11 375	14 220	16 298	17 417	17 608	19 782	20 243
901	Eggwil					1 441	1 611	2 003	2 059	2 312	2 475	2 448	2 758	2 843
902	Langnau					2 844	2 894	3 497	3 967	5 423	5 102	5 081	5 197	5 385
903	Lauperswil					1 343	1 425	1 715	1 899	2 409	2 513	2 494	2 720	2 816
904	Röthenbach					650	909	1 139	1 173	1 451	1 433	1 494	1 658	1 701
905	Rüderswil					1 442	1 171	1 379	1 970	2 195	2 255	2 256	2 445	2 533
906	Schangnau					447	645	806	747	1 066	985	1 038	1 122	1 074
907	Signau					1 255	1 325	1 813	1 860	2 107	2 336	2 324	2 657	2 750
908	Trub					1 913	1 849	2 236	1 990	2 790	2 707	2 697	2 557	2 536
909	Trubschachen		1727	903		491	474	469	568				696	700
	Amt Signau					11 826	12 303	15 057	16 233	19 753	19 806	19 832	21 810	22 338
921	Amsoldingen					271	328	362	562	1 627	1 698	1 692	649	658
922	Blumenstein					274	267	635	786	753	884	862	1 043	692
923	Buchholterberg			619		843	908	1 144	1 321				1 665	1 740
924	Eriz			945		346	542	330	413				572	642
925	Fahrni			939		210	324	496	561				771	766
926	Forst			921		84	102	105	166				303	302
948	Goldiwil			942	1913	942	329	572	750				961	924
927	Heiligenschwendi			929		293	315	330	401				504	532
928	Heimberg			939		152	234	259	511				968	971
929	Hilterfingen	BE/OL				296	319	356	404	1 939	1 869	1 775	492	509
930	Höfen			921		152	184	311	349				491	456
931	Homburg			939		199	306	398	490				618	599
932	Horrenbach-B.			945		253		299	304				325	350
933	Längenbühl			921		103	124	143	194				267	264
934	Oberhofen	BE/OL		929		324	349	386	542				720	731
935	Oberlangenegg			945		349	315	397	455				673	646
936	Pohlern			941		125	191	222	277				299	316
937	Schwendibach			942		57		108	108				150	136
938	Sigriswil	BE/OL				1 709	1 806	2 137	2 382	2 690	2 639	2 864	3 097	3 056
939	Steffisburg					600	924	1 503	1 905	4 287	4 433	4 595	3 055	3 166
949	Strättligen	BE/OL		942	1920	942	509	688	891				1 536	1 716
963	Tannenbühl			922	1859	922	176							385
940	Teuffenthal			929		138	148	178	204				254	254
941	Thierachern					221	338	515	613	2 689	2 799	2 825	719	803
942	Thun	BE/OL				2 155	1 474	1 593	1 936	4 876	4 833	4 955	3 213	3 379
964	Thungschneit			939	1869	928							100	108
943	Uebeschi			941		179	274	456	611				685	652
944	Uetendorf			941		388	594	823	993				1 455	1 546
945	Unterlangenegg					554	501	628	931	2 564	3 952	2 546	1 264	1 220
946	Wachselhorn			619		144	155	227	224				343	347
947	Zwieselberg			921		108	130	170	243				267	257
	Amt Thun					10 527	12 166	15 771	19 527	21 425	23 107	22 114	27 459	28 123
951	Affoltern i. E.					959	718	814	981	932	1 073	1 052	1 135	1 140
952	Dürenroth					976	853	1 111	1 172	1 385	1 489	1 542	1 451	1 438
953	Eriswil					768	931	1 500	1 345	3 669	4 066	4 039	1 875	1 973

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
954	Huttwil					1 461	1 678	2 121	2 578	2 892	2 963	3 092	3 385	3 398
955	Lützelflüh					1 584	1 691	2 262	2 797	2 965	3 076	3 345	3 432	3 433
956	Rüegsau					618	959	1 405	1 711	1 854	1 981	2 028	2 260	2 294
957	Sumiswald					3 463	3 100	3 791	4 285	4 625	5 109	5 207	5 702	5 564
958	Trachselwald					1 099	970	939	1 235	1 509	1 645	1 628	1 655	1 717
959	Walterswil					642	467	653	646	640	705	685	785	850
960	Wyssachen		953			958	1 161	1 600	1 801				2 166	2 163
	Amt Trachselwald					12 528	12 528	16 196	18 551	20 471	22 107	22 618	23 846	23 970
971	Attiswil		983			498	482	518	729				949	965
972	Berken		979			70	64	60	84				75	77
973	Bettenhausen		979			156	143	150	259				386	433
974	Bollodigen		979			187	172	198	238				273	274
975	Farnern		983			128	124	161	190				261	268
976	Graben		979			240	221	183	265				313	325
977	Heimenhausen		979			209	192	216	289				362	388
978	Hermiswil		979			80	74	62	102				157	155
979	Herzogenbuchsee					523	481	690	1 016	5 649	5 897	6 008	1 476	1 525
980	Inkwil		979			167	154	164	252				374	420
966	Juchten und Loch		988	>1856	988		157	185					320	339
981	Niederbipp					836	1 041	1 498	1 718	2 472	2 522	2 629	2 262	2 337
967	Niedergrasswil		988	>1856	988		213	246					400	352
982	Niederönz		979			201	185	187	304				410	435
983	Oberbipp					462	447	492	536	3 006	3 113	3 279	807	801
968	Obergrasswil		988	>1856	988		204	134					476	517
984	Oberönz		979			276	254	233	304				400	385
985	Ochlenberg		979			724	666	600	862				1 047	1 093
969	Riedtwil		988	>1856	988		162	267					336	316
986	Röthenbach		979			150	138	185	210				291	314
987	Rumisberg		983			311	301	325	317				446	471
988	Seeberg					1 016	280	209	1 431	1 620	1 766	1 863	430	430
989	Thörigen		979			371	341	328	461				703	718
990	Walliswil bei N.		992			75	94	120	143				200	204
991	Walliswil bei W.		992			169	221	300	342				544	567
992	Wangen					284	365	490	603	1 437	1 644	1 705	951	968
993	Wangenried		992			102	132	211	275				409	415
994	Wanzwil		979			88	81	80	95				107	103
995	Wiedlisbach		983			494	478	600	624				938	924
996	Wolfisberg		983			137	132	175	177				257	285
	Amt Wangen					7 954	7 999	9 267	11 826	14 184	14 942	15 484	16 360	16 804

Kanton Bern

(ts-x-01-2223-BE)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Bern						1730	1764	1798	1818	1831	1836	1837	1846	1850
Alter Kanton Bern (ohne Schwarzenburg)						165 652	174 744							
BE, Alter Kanton (ohne Schwarzenburg), Referenz behist						165 652	175 076							
Kantone Bern und Oberland der Helvetik								221 499						
Kanton Bern (ohne Münchenwiler)								176 811						
BE, Referenz Schluchter								175 803						
Kanton Oberland								44 688						
OL, Referenz Schluchter								44 444						
Kanton Bern, heutiges Territorium (>1996)									293 914	338 976	355 704	362 627	396 828	407 765
Canton du Jura (1979)									34 649	37 029	39 347	40 225	43 915	44 833
Laufental (BL 1994)									4 358	4 919	4 880	5 080	5 580	5 615
Vellerat (JU 1996)									51	47	66	83	85	88
Kanton Bern 1815–1979 (mit dem Jura)									332 972	380 971	399 997	408 015	446 408	458 301
BE (1815–1979), Referenz stat. Bureau 1901							236 481		333 000	380 972	400 000		446 659	458 301
Kanton Bern 1979–1994 (ohne Kt. JU)									298 323	343 942	360 650	367 790	402 493	413 468
BE (1979–1994), Referenz behist						192 206	202 419		298 160			374 100	401 337	413 468

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung
 VE Versorgungs-Erhebungen

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

BE Bern
 EB Fürstbistum Basel
 F Frankreich
 FR Freiburg
 GU Grasburg
 OL Oberland

Korrekturen an Gemeindedaten:

^P hochgerechnet
^r aufgeteilt

Bemerkungen:

1730: Zahlen übernommen von Pfister (1994–2006) «BERNHIST». Es handelt sich um Rückberechnungen aus der Zählung 1764 (siehe Text)

1764: Auswertung der Berner Volkszählung (Altes Bern ohne die Herrschaft Grasburg, für die behist 6800 Personen schätzt)

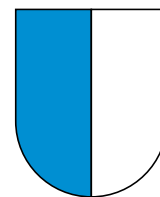
1798: Helvetische Zählung der Kantone Oberland und Bern (mit den Gemeinden Münchenwiler 283 Personen und Clavaleyres 61 Personen im Kt. FR)

1798: Oberland gegenüber Schluchter (1988) um 244 Personen erhöht (Därstetten); Bern um 663 (die bernischen Gemeinden in der KG Messen SO)

1818, 1831, 1836 und 1846: Kleine Additionsfehler in statistischen Bureau (1901)

Kanton Luzern

Lektorat durch Max Huber, Staatsarchiv Luzern



Einleitung

Luzern ist einer der mittelgrossen Kantone des Landes, unter den sechs Innerschweizer Kantonen nimmt er allerdings eine dominante Stellung ein, zählt er doch ebenso viele Einwohnerinnen und Einwohner wie die fünf anderen zusammen. Innerhalb des Kantons ist das demografische Gewicht der Stadt lange Zeit weit hinter dem der ausgedehnten Landschaft geblieben. Bis heute ist der Gegensatz zwischen Stadt und Land markant.

Das Bündnis von 1332 zwischen Luzern und den drei Waldstätten war der erste Schritt zum späteren Bündnissystem der Eidgenossenschaft und die erste Verbindung von Landorten mit einer Stadt. Nach der Glaubensspaltung Vorort der katholischen Schweiz, wurde Luzern 1586 Sitz der päpstlichen Nuntiatur in der Eidgenossenschaft. Die Stadt Luzern war 1798/99 kurzzeitig Hauptstadt der Helvetischen Republik, doch unterlag sie 1848 Bern im Wettbewerb um den Sitz der Bundesstadt.

Am Vierwaldstättersee und im Entlebuch zählt das Gebiet des Kantons Luzern zu den Voralpen und nördlich des von der Kleinen Emme und der Reuss gebildeten Quertals zum Mittelland. Hinter wenig ausgeprägten Schwellen öffnen sich gegen Norden in den Aargau die breiten Täler der Wigger, der Suhre (Sempachersee) und des Aabachs (Seetal mit Baldegger- und Hallwilersee). Damit ist auch in groben Zügen die historische und aktuelle politische Gliederung des Kantons vorgezeichnet: die früheren kirchlichen Dekanate und die grossen Vogteien sowie die von 1803 bis 2007 bestehenden Ämter Luzern, Entlebuch, Willisau, Sursee und Hochdorf. Nicht erwähnt in dieser Aufzählung sind die kleineren Täler der Rot und der Wyna, in denen die bedeutenden kirchlichen Zentren St. Urban und (Bero-)Münster liegen.

Drei Landnutzungsmuster prägen den Kanton seit dem Mittelalter: im weniger feuchten Norden Ackerbau, im höheren Mittelland Feldgraswirtschaft und im Napf- und Voralpengebiet Viehzucht und Alpwirtschaft. Die Siedlungsstruktur folgt in groben Zügen dieser Dreiteilung, indem sich im Korngebiet Dörfer gebildet haben, im Berggebiet – neben grossen Pfarrdörfern – der Einzelhof vorherrscht und in dem dazwischen liegenden Hügelgebiet Dörfer, Weiler und Einzelhöfe bestehen. Die kirchlichen und weltlichen Organisationsformen hatten in den drei Räumen ein unterschiedliches Gewicht: kleine Twing- oder Dorfgemeinden in den Ackerbaugebieten mit (früherer) Dreizelgenwirtschaft, Kirchspiele in den Einzelhofgebieten und vielfache Mischformen im Hügelgebiet dazwischen. Im Zuge wachsender staatlicher Aufgaben, vor allem der Armutsbekämpfung, entstanden ab dem 17. Jahrhundert sogenannte «Steuerbriefe», d.h. ein schliesslich fast flächendeckendes System von Bezirken, in denen Steuern

erhoben werden konnten und die sich territorial zum Teil an den Kirchspielen, zum Teil an den Twinggemeinden und manchmal an Nachbarschaften orientierten.

Die Grenzen der Pfarreien, Genossenschaften und Dorfgemeinden stimmten im Kanton Luzern – im Gegensatz zu vielen anderen Kantonen – nur selten überein. Die Akteure der Helvetik, die 1798 in aller Eile die Agentschaften (und 1799 die Munizipalgemeinden) zu bezeichnen hatten, hielten sich mehrheitlich an die Perimeter der Twinggemeinden (Huber 1999). In der Mediation fand der Rückgriff auf die früheren Steuerbezirke sowie in der kirchlichen Organisation eine weitgehende Neuabgrenzung der Pfarreien (1807) statt. In der Restauration erfolgte zwischen 1816 und 1820 die Vereinheitlichung des Gemeindewesens mit weiteren zahlreichen Abspaltungen.

Die fehlende räumliche Entsprechung zwischen Kirchgemeinden und politischen Gemeinden und die zahlreichen Gebietsanpassungen beider Einheiten in den Jahren zwischen 1803 und 1830 machen genaue Zeitvergleiche der Bevölkerungsentwicklung auf lokaler Ebene unmöglich. Hingegen ist die helvetische Volkszählung von 1798 räumlich genügend fein nach Weilern aufgeschlüsselt, dass sie eine Zuteilung zu den Kirchgemeinden und zu den späteren Gemeinden erlaubt. Vergleichbar komplexe Bedingungen für die Bevölkerungsstatistik finden sich sonst nur noch im Kanton Thurgau.

Es liegen zahlreiche Publikationen vor, in denen Luzerner Historikerinnen und Historiker die territoriale und demografische Entwicklung nachgezeichnet haben: für die territoriale Entwicklung Pfyffer 1873, Glauser/Siegrist 1977, Wicki 1979, Gössi/Bannwart 1992, Huber 1999 und Bossard-Borner 2008, für die Bevölkerungsgeschichte Gubler 1952, Wicki 1979, Kurmann, Bucher und Schüpbach 1986 sowie auf regionaler Ebene Bucher 1974 (Entlebuch), Kurmann 1974 (Triengen), Burri 1975 (Stadt Luzern) und Schüpbach 1983 (Stadt Luzern). Konrad Robert Gubler schloss seine Arbeit (1952) bei Wilhelm Bickel ab, dem Autor der frühesten Arbeit zur helvetischen Zählung (1947).

Die Quellen für die Bevölkerungsstatistik sind für das 18. Jahrhundert im Wesentlichen die Kommunikantenerhebungen der Konstanzer Bischöfe für die Jahre 1743, 1749, 1753/54 und 1768, eine fünfjährige Serie von Bevölkerungsverzeichnissen zwischen 1780 und 1784 sowie die helvetische Zählung 1798 und die Stapfer'sche Pfarrer-Erhebung von 1799. Die kantonale Volkszählung 1816 sowie die Zählung der Tagsatzung von 1837 haben die politischen Gemeinden als Grundlage, dazu kommen von Pfarrern unternommene Erhebungen aus den Jahren 1810 und 1829.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Der seit 1415 freien Reichsstadt Luzern gelang es, in nur wenig mehr als hundert Jahren durch Kauf und Eroberung ein ansehnliches Territorium zu gewinnen. Noch vor dem Jahr 1400 griff Luzern über den See (Weggis-Vitznau, 1380), ins Entlebuch (1386) und in das nähere Mittelland aus, gefolgt von Gebietsgewinnen im Wiggertal (Willisau 1406), im Suhrental (bis 1449) sowie im Seetal und Reusstal, wobei ein Teil dieser letzteren Erwerbungen später mit den anderen sechs Orten in der Gemeinen Herrschaft Freiamt geteilt werden musste (Hitzkirch, Meienberg). Luzern war zudem an allen Gemeinen Herrschaften der alten Orte in Baden, im Thurgau, in den ennetbirgischen Tälern, im Rheintal sowie im Sarganserland beteiligt.

Vogteien, Distrikte, Bezirke, Ämter

Zwischen 1500 und 1798 herrschte die Stadt über die Landstädte Sursee und Sempach, die beide über eine weitgehende Autonomie verfügten, sowie über fünf grosse und neun kleine Landvogteien: Willisau, Rothenburg, Entlebuch, Ruswil und das Michelsamt sowie Habsburg, Merenschwand, Büron und Triengen, Malter und Littau, Kriens und Horw, Ebikon, Weggis, Knutwil sowie Wikon (siehe Karte LU1). Kirchlich gehörte das gesamte Luzerner Gebiet zum Bistum Konstanz, gegliedert ins Sextariat Luzern und in die Dekanate Ruswil-Sursee (mit dem Entlebuch), Willisau (das auch die Solothurner Pfarreien südlich der Aare umfasste) sowie Hochdorf. Die fünf grossen Landvogteien und die Dekanate nahmen in den grossen Zügen die spätere Ämter-einteilung vorweg.

In der Helvetik wurden die neun ähnlich grossen Distrikte Alti-shofen, Hochdorf, Luzern, Münster, Ruswil, Schüpfheim, Sempach, Sursee und Willisau geschaffen (Karte LU2). Die Mediationsverfassung nahm zunächst einen bedeutenden Gebietsaustausch vor, in dem das Hitzkircheramt mit zwölf Dörfern aus dem früheren Kanton Baden gegen die ehemalige Luzerner Herrschaft Merenschwand abgetauscht wurde. Innerhalb der neuen Grenzen wurden die fünf Ämter Entlebuch, Hochdorf, Luzern, Sursee und Willisau geschaffen, eine Gliederung, die sich bis 2007 als stabil erweisen sollte (Karte LU3). Allerdings fanden mit den Verfassungen von 1814 und 1831 kleine Gebietsänderungen statt. So wurden 1814 die Gemeinden Buchrain und Dierikon von Hochdorf abgetrennt und Luzern zugeteilt, sowie Hildisrieden und Neudorf, die von Hochdorf zu Sursee kamen. Menznau und Wolhusen wechselten vom Entlebuch zu Sursee, Buchs, Dagmersellen und Uffikon von Sursee zu Willisau. 1831 folgte der Transfer von Werthenstein vom Entlebuch zu Sursee, doch wurde dieser 1889 anlässlich der Fusion von Schachen mit Werthenstein wieder rückgängig gemacht. Im Jahre 2007 wurden die Ämter aufgehoben und nur mehr als Wahlkreise weitergeführt, wobei die Stadt Luzern einen eigenen Wahlkreis bildet und Wolhusen neu dem Wahlkreis Entlebuch zugeteilt wurde.

Kirchgemeinden, Dorfgemeinden, Steuerbriefe – Ortsbürgergemeinden, Einwohnergemeinden

Die Zahl der Pfarreien nahm im 17. Jahrhundert um fünf zu, im 18. Jahrhundert um eine weitere (Flühli, 1782) und belief sich 1785 auf 67, wovon drei Kuratkaplaneien (Filialkirchen) waren (Kamber HLS, Huber 1999, Wicki 1990). In der helvetischen Zählung wurden 65 Kirchgemeinden ausgewiesen (ohne Flühli, jedoch mit Kleinwangen und St. Urban, die erst 1807 resp. 1848 diesen Status erreichten). Die Grenzen der Pfarreien stimmten gegenüber dem protestantischen Bern mit den Kantonsgrenzen überein, doch ergaben sich einige Überlappungen im Hitzkircheramt sowie zwischen Meierskappel LU und Risch ZG, die erst 1936 angepasst wurden.

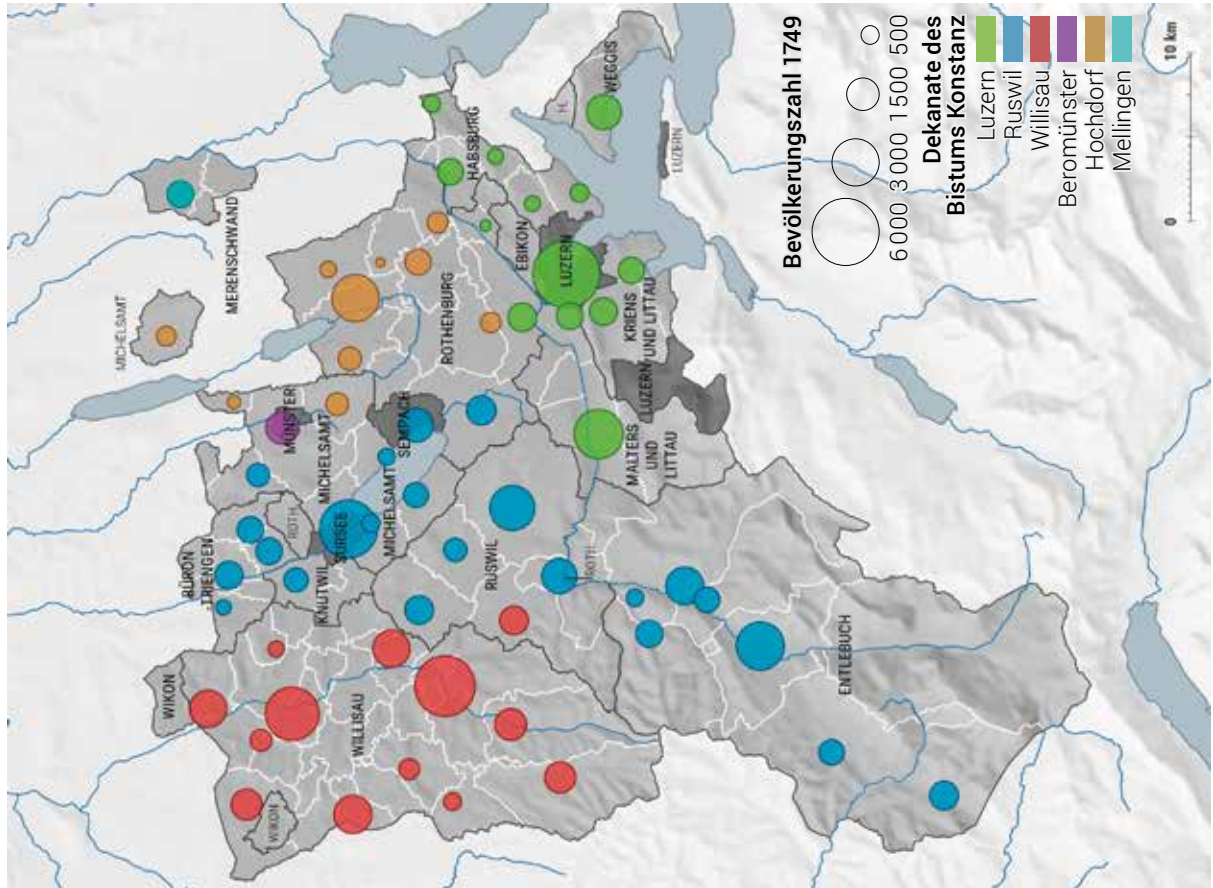
In der Einleitung ist die Entwicklung der vielfältigen Gemeindestruktur im Ancien Régime bereits beschrieben. Bei der ausführlichen Darstellung der Zeit nach 1798 halten wir uns stark an den Artikel von Max Huber (1999). In der Helvetik wurden für die lokale Ebene zunächst Agenten bestimmt, womit eine provisorische Bestimmung der Gemeinden vorgenommen war. Die Zugehörigkeit der 329 Ortschaften Luzerns zu den 95 Agentschaften ist in der helvetischen Volkszählung von 1798 vermerkt. Die ein Jahr später vorgenommene Regelung des Gemeindewesens brachte die Zweiteilung in Munizipalgemeinden (Einwohnergemeinden) und Genossenschaften von Anteilhabern am Gemeindegut, den Nachfolgern der Twinggemeinden. In dieser doppelten Gemeindestruktur verkörperte die Munizipalität politisch das Gleichheitspostulat, während die Gemeindekammer die traditionellen Eigentumsverhältnisse garantierte (Bernet 1993). Gegenüber den Agentschaften vergrösserte sich die Zahl der Munizipalgemeinden auf 99 bei zehn Gewinnen und sechs Verlusten. Bis zum Ende der Helvetik wurden noch die Munizipalen Rain durch die Eingliederung in den «Berghof» (Steuerbrief mit den Gemeinden Römerswil und Hildisrieden) und Ostergau (in Willisau-Land) aufgegeben, während Niederwil bei Ohmstal neu entstand, wodurch sich die Zahl der Einheiten auf 98 reduzierte.

Die Grenzänderungen Luzerns von 1803 brachten den Verlust von Merenschwand an den Kanton Aargau (mit den drei Agentschaften Merenschwand, Mühlau und Rütli/Benzenschwil) und den Gewinn des Hitzkircheramtes, indem der Kanton Baden zwölf Agentschaften ausgeschieden hatte. Allerdings anerkannte Luzern zunächst nur deren sechs als Gemeinden (Aesch, Hitzkirch, Mosen, Müswangen, Richensee und Sulz). Im übrigen Kantonsgebiet verloren sieben frühere Munizipalen ihre Selbständigkeit, so dass ihre Zahl auf 96 sank. Ein Wort noch zu Ermensee: Vor 1798 gehörte zwar der Dorfetter, d.h. der umzäunte Bereich der Siedlung, zu Luzern, nicht aber das übrige Gebiet.

In der Mediation wurde die Munizipalgemeinde abgeschafft. Die «Bürgergemeinde» oder «Gemeinde», nun wieder unter Ausschluss der Nichtbürger, übernahm die politische Verantwortung unter Integration der Genossenschaftsgemeinden. Die Einteilung in Bürgergemeinden war flächendeckend, doch ist eine exakte quantitative Auflistung schwierig, da die Archivbestände in dieser Periode lückenhaft sind. Für das Polizei- und das Sozialwesen gab es unterschiedlich viele Körperschaften, denn für das Armenwesen blieben teilweise die Bezirke der Steuerbriefe zuständig (Huber, 1999). Zieht man Bilanz der Bestände in den Jahren 1803 und 1814, so müssen während dieser Zeit neun Gemeinden aufgegeben und sechs geschaffen worden sein (1814: 93).

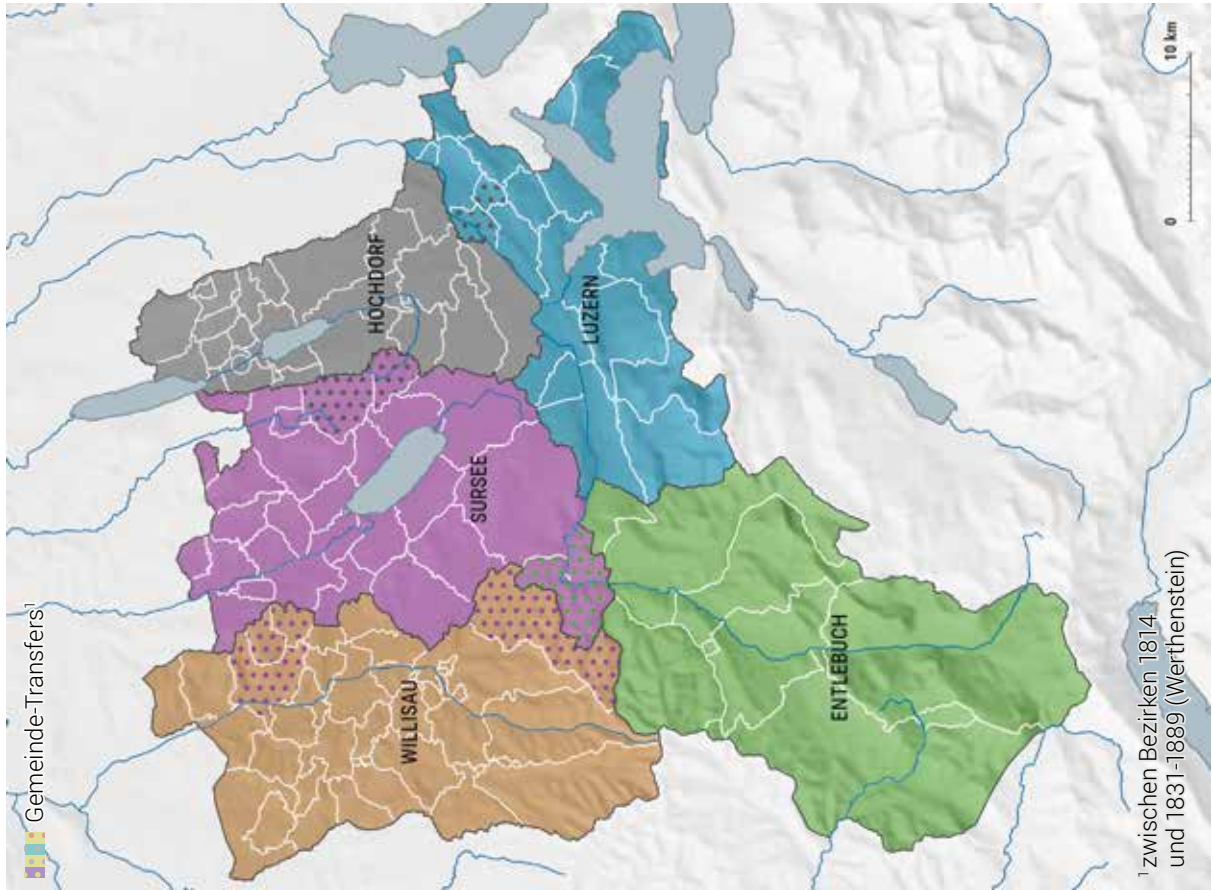
Stand Luzern: Vogteien im Ancien Régime 1500-1798, Stadt Luzern, 2 Landstädte, 5 grosse und 9 kleine Vogteien

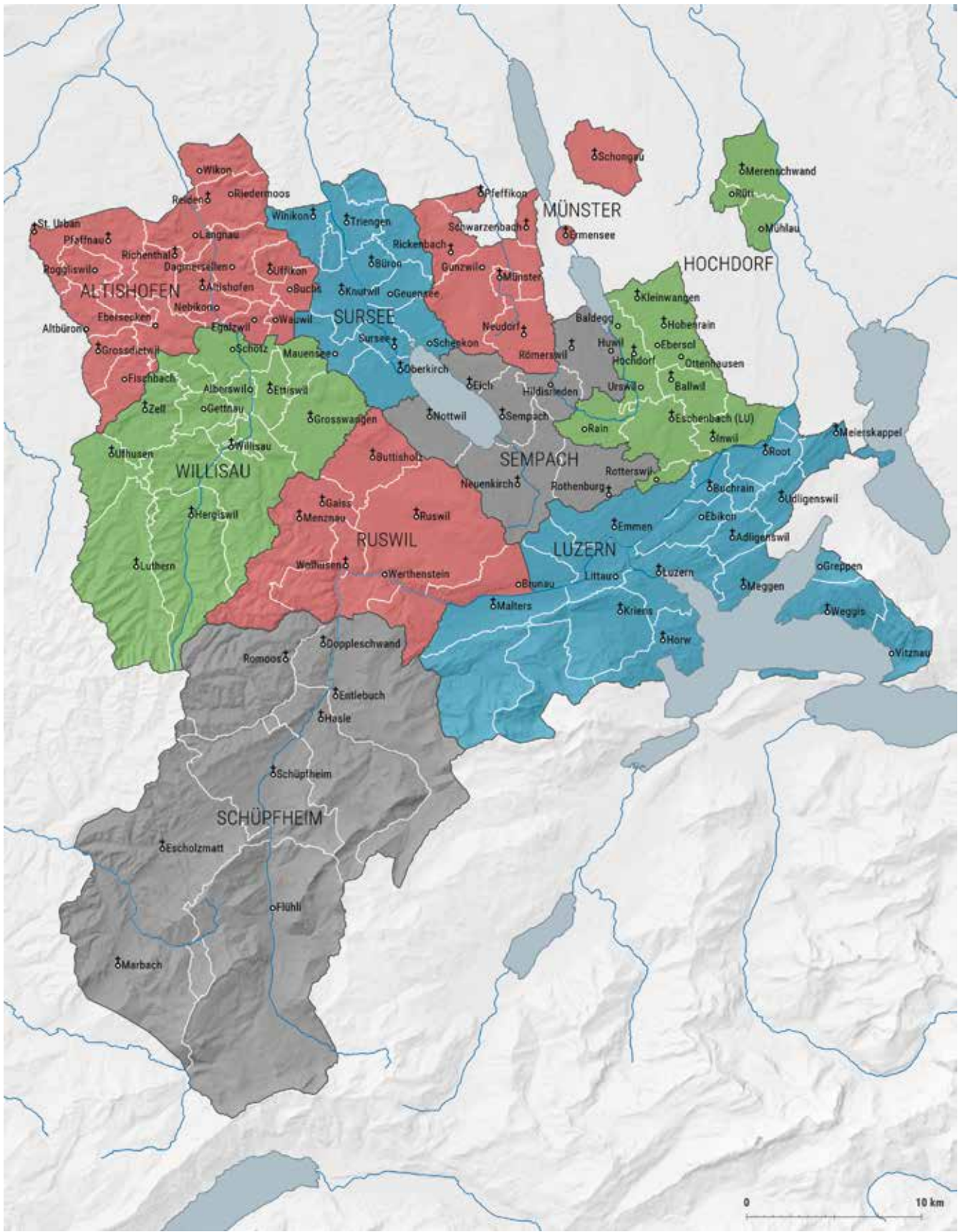
LU1



Kanton Luzern: Die 5 Ämter 1803-2007

LU3





© MICROGIS, BFS 2023

Unter der Restaurationsverfassung von 1814 erhielten Ortsbürger- und Korporationsgemeinden wieder getrennte Exekutiven. Die Korporationsgemeinden behielten danach im Kanton Luzern zwar noch längere Zeit ihren offiziellen Status als Gemeindeart, verloren aber stark an öffentlichen Aufgaben und ähnelten zunehmend privaten Genossenschaften. Die Exekutiven der Bürgergemeinden dagegen wurden durch einen von der Regierung eingesetzten Gemeindeammann ergänzt, der sich um das Polizeiwesen kümmerte, während das Armenwesen weiterhin durch einen gewählten Waisenvogt besorgt wurde. Doch waren die beiden Aufgabenbereiche räumlich immer noch nicht überall deckungsgleich. Die Regierung unternahm in den folgenden Jahren Anstrengungen, dieses Geflecht zu entwirren und zeigte sich in diesem Anpassungsprozess flexibel. Im Zeitraum 1816–1820 standen 17 neuen nur noch acht aufgegebenen Gemeinden gegenüber (1820: 102), danach folgten bis 1831 noch zwei weitere Gemeindegründungen (1831: 104).

- 1803–1814 neu: Briseck aus Zell, Gisikon aus Root, Olisrüti aus Willisau-Land, Hilferdingen aus Ufhusen, Richenthal aus Langnau und Wolhusen Markt aus Wolhusen;
- 1803–1814 aufgegeben: Baldegg zu Hochdorf, Brunau zu Malters, Eich zu Sempach, Langnau zu Richenthal, Mosen zu Aesch, Ottenhusen zu Hohenrain, Rotterswil zu Emmen, St. Urban zu Pfaffnau und Urswil zu Hochdorf.
- 1816–1820 neu: Altwis aus Hitzkirch, Gelfingen aus Sulz, Hämikon aus Müswangen, Herlisberg aus Richensee, Lieli aus Sulz, Rain aus Römerswil (Berg-hof), Retschwil aus Richensee, Eich aus Sempach, Mauensee aus Knutwil, Nottwil aus Oberkirch, Schenkon aus Oberkirch, Ebersecken aus Altishofen, Egolzwil aus Nebikon 1819, Gettnau aus Alberswil, Kottwil aus Ettiswil, Ohmstal aus Alberswil 1820 sowie Wauwil aus Nebikon 1819;
- 1816–1820 aufgegeben: Flühli zu Schüpfheim, Geiss zu Menznau, Kleinwangen zu Hohenrain, Eppenwil zu Grossdietwil, Niederwil b. O. zu Ohmstal, Hilferdingen zu Ufhusen, Briseck zu Zell sowie Olisrüti zu Zell 1819.
- 1820–1831 neu: Mosen aus Aesch 1829 und Honau aus Gisikon 1831.

Um die Nichtbürger wieder ins politische Geschehen einzubinden, nahm die liberale Verfassung von 1831 die Unterscheidung in Einwohnergemeinde und Bürgergemeinde vor. Zwischen 1831 und 1850 wurden sechs neue Einwohnergemeinden geschaffen: Flühli aus Schüpfheim 1836, Wilihof aus Triengen 1842, Kulmerau aus Triengen 1843, Schlierbach aus Büron 1844, Langnau aus Richenthal 1845 sowie Schwarzenberg aus Malters 1846, erweitert um die flächengrosse, doch einwohnerarme Stadt-Luzerner Exklave Eigenthal, wovon Hergiswald zu Kriens kam (Zahl der Einwohnergemeinden 1850: 110).

In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts ergaben sich drei Gemeindezusammenschlüsse: Wolhusen Markt 1853 und Schachen 1889 kamen zu Werthenstein, Richensee 1897 zu Hitzkirch (1897: 107).

In der bewegten Territorialgeschichte Luzerns von 1803 bis 1848 ist nur eine Gemeinde, die gleichzeitig auch Kirchgemeinde war, als politische Einheit verschwunden (Geiss). Die bis 1820 aufgegebenen Gemeinden waren mehrheitlich Weiler- und Einzelhofsidlungen im Übergangsbereich der Feldgraswirtschaft und wurden in bereits grosse Gemeinden aufgenommen (etwa in Ufhusen, Zell, Menznau, Malters, Emmen, Hochdorf oder Hohenrain). Hingegen befanden sich die nach 1820 neugeschaffenen Gemeinden fast durchwegs im Norden des Kantons und betrafen kleine, höher gelegene Dörfer. So hatte sich das Prinzip der ökonomisch und sozial definierten Dorfgemeinde durchsetzen können, während die «Gebiete der Steuerbriefe», die auf Nachbarschafts- und Korporationsformen beruhten, sich nicht zu halten vermochten.

Die Zahl von 107 Einwohnergemeinden blieb im ganzen 20. Jahrhundert unverändert. Das Projekt «Luzern '99» stiess die Idee von Gemeindefusionen an, die die neue Kantonsverfassung von 2007 übernahm und den Prozess durch erleichterte Bedingungen für Zusammenschlüsse unterstützte. Zwischen 2004 und 2021 sind 27 Einwohnergemeinden verschwunden (Huber 2017). Bislang erfolgten alle Fusionen innerhalb der Grenzen der fünf Ämter.

Die Institution der Ortsbürgergemeinde verlor nach der Schaffung der Einwohnergemeinde 1831 rasch an Bedeutung, da ihr danach nur das Sozialwesen verblieb. Doch ihre Eingliederung und Verschmelzung mit der Einwohnergemeinde erfolgte erst nach 1980.

Bevölkerungserhebungen

Die reichhaltige Literatur zur Entwicklung der Luzerner Bevölkerungsentwicklung stützt sich zwar auf verschiedene Erhebungen vor der Mitte des 18. Jahrhunderts, aber erst die Kommunikanten-Erhebungen der Konstanzer Bischöfe in den Pfarngemeinden vermitteln einen räumlich vollständigen Überblick über die Zahl der Personen. Die Dokumentation der bischöflichen Besuche datiert aus den Jahren 1743, 1749, 1753/54 und 1768 und enthält die Angaben für Kommunikanten sowie Nicht-Kommunikanten (die Kinder) sowie das Total für die Seelen. In speziellen Kapiteln sind die Geistlichen namentlich verzeichnet sowie die Insassen der Klöster aufgeführt. Fünf weitere Zählungen nach Kirchgemeinden stammen aus den Jahren 1780 bis 1784 (Wicki 1990). Sie sind differenziert nach drei Klassen für die Geistlichen sowie sechs Bevölkerungsklassen der weltlichen Personen und enthalten weitere Kolonnen für die ausserkantonale Abwesenden, die Todesfälle und Taufen. Aus dem Vergleich der fünf Tabellen wird ersichtlich, dass die Ortschaft Ermensee nur zweimal erfasst wurde und die Pfarngemeinde Flühli 1783 fehlte (TA7). Der starke Bevölkerungsrückgang zwischen 1780 und 1781 in der Stadt Luzern scheint plausibel.

Die nicht vollständigen Ergebnisse einer Kommunikantenerhebung von 1785 finden sich in Gössi/Bannwart (1992). Für fünf Pfarngemeinden fehlen die Angaben ganz, während die Nicht-Kommunikanten nur in etwa der Hälfte der Pfarngemeinden erfasst sind.

Die helvetische Volkszählung wurde im November 1798 erhoben und die Resultate bereits im Januar 1799 durch die Agenten für ihre Distrikte dem Ministerium des Innern eingereicht, das sich zu dieser Zeit in Luzern befand. Sie scheint in den meisten Distrikten von guter Qualität, denn sie ist in vielen Gebieten nach Ortschaften feingliedrig aufgelöst, und auch die Relation zwischen Einwohnerinnen und Einwohnern sowie Wohnhäusern ist plausibel. Wohl nur grob geschätzte Angaben enthalten die Resultate aus manchen Einzelhofgebieten, so im Napfgebiet, im Entlebuch und in Malters. Wegen der komplexen territorialen Strukturen liegt die Hauptschwierigkeit in der raum-zeitlichen Vergleichbarkeit. Bereits Wilhelm Bickel (1947) hat einen kleinen Additionsfehler korrigiert, und André Schluchter (1988) hat das Kantonstotal um 2007 Personen erhöht, da im Original die Einwohnerzahl der grossen Gemeinde Hergiswil nur mit 223 Personen angegeben wird. Schluchter geht von einer verloren gegangenen Null aus.

Die ausführlichste Auszählung stammt von Konrad Robert Gubler (1952), der die Originaldaten im Bundesarchiv nach Ortschaften auswertete und auf den Gemeindestand von 1950 umrechnete. Nur drei Ortschaften sind nicht korrekt zugeteilt, neben «Wangen», das Kleinwangen und nicht Grosswangen entspricht, auch die beiden Ortschaften Benzenschwil (231 Personen) und (Unter-) Rüti (85), die Gubler nicht in der später aargauischen Gemeinde Benzenschwil gezählt hat, sondern in den Luzerner Gemeinden Emmen und Ballwil. Damit ist das auf 1803 umgerechnete Kantonstotal um 316 Personen zu hoch, ein Fehler, der in allen späteren Publikationen übernommen worden ist. Die Umrechnung der Ortschaften der helvetischen Zählung nach Kirchgemeinden ergibt eine relativ plausible Einbettung in die früheren Kommunikantenzählungen. Dagegen stellt man eine generell schwache Übereinstimmung mit der Stapfer'schen Pfarrer-Erhebung von 1799 fest.

Für die Bevölkerungserhebungen der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts hat ebenfalls Konrad Robert Gubler (1952) die Ergebnisse der Zählungen 1816 und 1837 nach dem Gemeindestand von 1950 publiziert, was den Zeitvergleich in drei ähnlich langen Perioden ermöglicht. Im Staatsarchiv Luzern sind jedoch nur wenige Quellen aus dieser Zeit vorhanden, meist nur Tabellen von Zusammenfassungen nach Ämtern. Hans-Rudolf Burri (1975) bespricht in seiner Dissertation zur Bevölkerungsentwicklung der Stadt Luzern fünf Erhebungen, die im Kanton in diesen 50 Jahren durchgeführt wurden. Bereits er beklagt sich, dass die detaillierten Tabellen im Staatsarchiv fehlen.

Eine erste Zählung fand schon im Jahr 1803 statt, wohl nur in der Stadt Luzern selbst. Die von der Regierung veranlasste Volkszählung 1810 wurde von den Pfarrern nach Kirchgemeinden vorgenommen. Von dieser Erhebung bestehen in etwa der Hälfte der Gemeinden Namenslisten. Im März 1816 beschloss die luzernische Regierung, eine Volkszählung durchzuführen und beauftragte die Gemeindeammänner, diese direkt bei den Haushalten zu erheben (Gubler 1952). Von der Erhebung, die zahlreiche Merkmale enthielt, sind heute im StALU nur noch die Resultate nach Ämtern und von einigen wenigen Gemeinden greifbar. Auch von der Zählung 1829, die auf eine Initiative der kirchlichen Autoritäten zurückgeht, ist das Urmaterial nicht mehr vorhanden.

Die gesamtschweizerische Zählung der Tagsatzung von 1836 musste in Luzern, wie in vielen andern Kantonen, ein Jahr später, am 13. Februar 1837, wiederholt werden. Deren Ergebnisse nach Einwohnergemeinden sind räumlich mit den späteren eidgenössischen Volkszählungen vergleichbar. Allerdings ist nicht klar, inwieweit die abwesenden Personen inbegriffen sind.

Stadt Luzern

In unseren Unterlagen der territorial umfassenden Bevölkerungserhebungen sind die Visitationen der Konstanzer Bischöfe die ältesten Quellen für den Bevölkerungsstand der Stadt Luzern. Diese geben für die Jahre 1743, 1749, 1753/54 und 1768 unverändert je 5000 Kommunikantinnen sowie 1200 Nicht-Kommunikanten an, dazu rund zwei Dutzend Clerici (*Geistliche*). Hans-Rudolf Burri (1975), der sich auf das Jahr 1743 bezieht, weist diese Zahlen anhand verschiedener indirekter Berechnungen als «mit einiger Sicherheit als unhaltbar» zurück. Da, wie er darlegt, die Stadt Luzern aus militärischen Gründen ihre Bevölkerungszahl zu verheimlichen versuchte, sieht der Autor nur die vom päpstlichen Nuntius 1654 angegebene Einwohnerzahl von rund 4000 als zuverlässige Schätzung an. Die Einwohnerzahlen der Jahre 1780 bis 1784 belaufen sich auf 4524, 4016, 4088, 4156 und 4282, während in der helvetischen Volkszählung 4314 Personen gezählt wurden. Burri versucht die hohe Zahl von 5000 Kommunikanten damit zu erklären, dass die Erhebung auch Pilger an Ostern erfasst haben könnte. Auf jeden Fall zeigt die in vier Visitationen unveränderte Zahl der *Animae* die geringe Seriosität der Bevölkerungserfassung der bischöflichen Besuche in der Stadt an. Gemäss Burri betrug die Einwohnerzahl der Stadt Luzern allein im Jahre 1803: 4695 Personen, 1810: 5169, 1816: 5848 und 1837: 8339. Zuvor hatte die Einwohnerzahl der Stadt offenbar in der gesamten Zeit von 1600 bis 1800 stagniert.

Bevölkerungsentwicklung

Die Bevölkerung des Kantons Luzern nahm in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts auf dem Land zu. Nach 1798 ergab sich bis 1816 ein mittleres jährliches Wachstum von 1,04%, hernach bis 1837 ein solches von 0,64%, das sich bis 1850 weiter auf 0,50% verringerte. Bis 1816 partizipierten alle fünf Ämter gleichmässig am Wachstum. Danach gelang es dem Amt Luzern, seine Wachstumsrate auf 1% zu halten (die Stadt allein über 1,5%), während Hochdorf, Sursee und Willisau dem kantonalen Durchschnitt folgten, das Entlebuch aber stagnierte. In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts verloren alle vier Landämter an Bevölkerung, während die Stadt Luzern in dieser Zeitspanne ihre Einwohnerzahl um 20 000 erhöhte und damit allein für das Bevölkerungswachstum im Kanton verantwortlich war.

Literatur

- Bernet Paul, Der Kanton Luzern zur Zeit der Helvetik. Aspekte der Beamtenschaft und der Kirchenpolitik, Luzern, 1993, (Diss. Mattmüller, Basel).
- Bickel Wilhelm, Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz, Gutenberg, Zürich, 1947.
- Bossard-Borner Heidi, Im Spannungsfeld von Politik und Religion. Der Kanton Luzern 1831 bis 1875, Luzerner Historische Veröffentlichungen, Band 42, Schwabe, Basel, 2008.
- Bucher Silvio, Bevölkerung und Wirtschaft des Amtes Entlebuch im 18. Jahrhundert, Rex-Verlag, Luzern, 1974, (Diss. Mattmüller, Basel).
- Bucher Silvio, Bauern und Patrizier. Stadt und Land Luzern im Ancien Régime, Lehrmittelverlag Luzern, 1986.
- Burri Hans-Rudolf, Die Bevölkerung Luzerns im 18. und frühen 19. Jahrhundert. Demographie und Schichtung einer Schweizer Stadt im Ancien Régime, Rex-Verlag, Luzern, 1975, (Diss. Mattmüller, Basel).
- Glauser Fritz und Siegrist Jean Jacques, Die Luzerner Pfarreien und Landvogteien. Ausbildung der Landeshoheit, Verlauf der Landvogteigrenzen, Beschreibung der Pfarreien, Luzerner Historische Veröffentlichungen, Band 7, Rex Verlag Luzern/München, 1977.
- Gössli Anton, Bannwart Josef (Bearb.), Die Protokolle der bischöflichen Visitationen des 18. Jahrhunderts im Kanton Luzern, Luzerner Historische Veröffentlichungen Bd. 27, Rex-Verlag, Luzern/Stuttgart, 1992.
- Gubler Konrad Robert, Bevölkerungsentwicklung und wirtschaftliche Wandlungen im Kanton Luzern, Stans, 1952, (Diss. Bickel, Zürich).
- Huber Max, Das Gefüge der Gemeinden. Ein veraltungsgeschichtlicher Beitrag zum Gemeindewesen im Kanton Luzern, in: Jahrbuch der Historischen Gesellschaft 17, Luzern, 1999, S. 2–24.
- Huber Max, Entstehung und Ausformung des Luzerner Gemeindewesens, 1798–1831, in: Staatsarchiv.lu.ch (Hrsg.), 20 Jahre Gemeindereform im Kanton Luzern 1997–2017. Weniger ist mehr, Luzern, 2017, S. 29–43.
- Huber Max, HLS, Luzern, Kap. 4.2 Staatstätigkeit.
- Kamber Peter, HLS, Luzern, Kap. 3.4 Kirchliches Leben, Bildung und Kultur; 3.4.1 Pfarreien, Stifte und Klöster.
- Kurmann Fridolin, Quantitative Untersuchungen zur Bevölkerungsgeschichte der Pfarreien Büron, Knutwil, Triengen und Winiken im 17., 18. und frühen 19. Jahrhundert, Lizentiatsarbeit Uni Basel, 1974, (Mattmüller, Basel).
- Kurmann Fridolin, Die Bevölkerungsentwicklung des Kantons Luzern von 1500 bis 1700, in: Bauern und Patrizier. Stadt und Land im Ancien Régime, 600 Jahre Stadt und Land Luzern, Lehrmittelverlag Luzern, 1986.
- Pfyffer Kasimir, Historisch-geographisch-statistisches Gemälde der Schweiz. Der Kanton Luzern, Dritter Band, II. Theil, St. Gallen und Bern, Huber und Comp., 1859.
- Pfyffer Kasimir, Das Gemeindewesen des Kantons Luzern, in: Wirth Max (Hrsg.), Allgemeine Beschreibung und Statistik der Schweiz, Zweiter Band, VI. Buch, Verfassung und Gesetzgebung, 2. Heft, Verlag von Orell, Füssli & Comp., Zürich, 1873, S. 69–93.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, Bundesamt für Statistik, Bern, 1988.
- Schüpbach Werner, Die Bevölkerung der Stadt Luzern 1850–1914: Demographie, Wohnverhältnisse, Hygiene und medizinische Versorgung, Luzern, Stuttgart, Rex-Verlag, 1983.
- Schüpbach Werner, Die Luzerner Bevölkerung im 19. Jahrhundert, in: Bauern und Patrizier. Stadt und Land im Ancien Régime, 600 Jahre Stadt und Land Luzern, Lehrmittelverlag Luzern, 1986.
- Wicki Hans, Bevölkerung und Wirtschaft des Kantons Luzern im 18. Jahrhundert, Luzerner Historische Veröffentlichungen Band 9, Luzern, Rex-Verlag, 1979.
- Wicki Hans, Staat, Kirche, Religiosität. Der Kanton Luzern zwischen barocker Tradition und Aufklärung, Luzerner Historische Veröffentlichungen, Band 26, Rex-Verlag, Luzern/Stuttgart, 1990.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; BAR 1090k, Luzern, 25. Nov. 1798.

Pfarrer-Enquête, Kirchenwesen Luzern 1799–1801, Bd. 1390.

Staatsarchiv Luzern (StALU)

Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiarum et locorum diocesis constantiensis, Bände F.f 222 1744/45 (für 1743), F.f 223 1750 (für 1749), F.f 226 1755 (für 1753/54), F.f 221 1769 (für 1768) und F.f 224 (für 1794). (In der Bibliothek des StALU sind sechs Bücher mit vergrösserten Kopien der Originale aus den 1970er-Jahren aufbewahrt, doch sind die Originale auch auf Internet abrufbar, Online: <http://reader.digitale-sammlungen.de/de/fs1/object/display/bsb1002976600103.html>, abgerufen im August 2019).

AKT 22 Verfassung, Organe und Territorien, 1798–1848

AKT 22/23 A, B, C, Territorien, 1798–1848

AKT 24/63 A.1, 1799, Volkszählung in der Helvetik

AKT 24/63 A, B, C, 1810, Volkszählung 1810

AKT 24/64 A.1, 1816, Resultat der im Kanton Luzern während dem Jahr 1816 aufgenommenen Volks-Zählung, nach Ober-Amteyen (sowohl vereinzelt Gemeindedaten, darunter alle des Entlebachs).

AKT 24/64 A.2, 1829 nach Pfarreien

AKT 24/64 B.1, Bd. 1837

AKT 24/64 B.2, 1837

BB 17 Tabellen der Bevölkerungszählung vom November 1798

Zentral- und Hochschulbibliothek Luzern (ZHB Luzern)

Sammelhandschrift von Josef Anton Felix Balthasar, Verzeichnis der in Hochlöbl. Stand Luzern befindlichen Seelen, den ersten Jenners, 1780 bis 1784, Code Ms.95.fol. (TA7).

Kanton Luzern

(ts-x-01-2223-LU)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE	KE	KE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Luzern						1743	1754	1768	1784	1798	1810	1816	1837	1850
1001	Doppleschwand					449	551	416	553	536	738	534	681	668
1002	Entlebuch					1 956	2 252	1 975	1 580	1 830	2 208	2 314	2 741	3 085
1003	Escholzmatt					1 788	2 000	1 891 ^c	2 350	2 550	2 908	3 298	3 681	3 348
1004	Flühli	1836	1008	<1820	1008				800	1 222	1 393	1 215	1 507	1 691
1005	Hasle					1 009	971	896	1 034	1 239	1 609	1 467	1 626	1 567
1006	Marbach					1 142	1 161	1 137	1 261	1 524	1 849	1 872	2 004	1 850
1007	Romoos					772	1 351	1 002	1 073	1 395	1 356	1 451	1 610	1 629
1019	Schachen							1889	1009					897
1008	Schüpfheim					2 886	2 854	3 187	2 212	2 600	2 924	3 430	3 333	3 125
1009	Werthenstein									1 075	900	1 496	1 671	592
1011	Wolhusen Markt	<1814	1107	1853	1009					150				280
Amt Entlebuch						10 002	11 140	10 504^c	10 863	14 121	15 885	17 077	18 854	18 732
1021	Aesch (LU)	FA				451	285	383	450'	584	887	760	876	844
1022	Altwis	FA	1820	1030						330		400	417	372
1023	Ballwil					151	169	123	148	602	825	659	836	1 004
1024	Emmen					1 001	1 082	1 140	981	1 386	936	1 370	1 513	1 764
1025	Ermensee					450'	460'	470'	504	566		673	703	709
1026	Eschenbach (LU)					968	895	1 002	790	810	910	790	1 014	1 229
1027	Gelfingen	FA	1820	1042						307		384	376	497
1028	Hämikon	FA	1820	1036						407		577	550	588
1029	Herlisberg	FA	1820	1045						217		207	235	262
1030	Hitzkirch	FA				2 580'	2 651'	2 764'	2 800'	486	3 324	567'	565'	595
1031	Hochdorf					2 230	2 645	3 085	3 231	673	1 613	1 155	1 298	1 370
1032	Hohenrain					625	610	852	494	745	643	1 741	1 791	2 008
1033	Inwil					552	668	602	676	670	862	734	785	817
1034	Lieli (LU)	FA	1820	1042						211		274	260	244
1046	Kleinwangen							1820	1032	607	953			
1035	Mosen	FA	1829	1021	<1814	1021				165		228	235	217
1036	Müswangen									307		440	412	442
1048	Ottenhausen							<1814	1032	233				
1037	Rain		<1820	1039						620	971	781	820	872
1038	Retschwil	FA	1820	1045						160		208	202	229
1045	Richensee	FA	1820	1030	1897	1030				146		151'	136'	171
1039	Römerswil (Bergh.)					428	469	744	607	1 185	696	1 070	1 191	1 189
1040	Rothenburg					533	722	573	656	837	1 205	1 198	1 234	1 341
1048	Rotterswil							<1814	1024					
1041	Schongau					410	388	520	684	846	910	1 032	1 041	1 077
1042	Sulz (LU)	FA	1820							201		234	211	215
1047	Urswil							<1814	1031	404				
Amt Hochdorf						10 379	11 044	12 258	12 021'	13 705	14 735	15 633	16 701	18 056
1051	Adligenswil					331	342	348	344	433	427	485	497	608
1052	Buchrain					228	252	175	219	234	255	277	312	312
1070	Brunau							<1814	1062					
1053	Derikon									194		366	270	304
1054	Ebikon					429	480'	513'	485	532	617	725	770	854
1055	Gisikon		<1814	1065						111		113	122	153
1056	Greppen									240	242	318	261	287
1057	Honau							1831	1055	81		95	109	120

Kanton Luzern

(ts-x-01-2223-LU)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE	KE	KE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Luzern						1743	1754	1768	1784	1798	1810	1816	1837	1850
1058	Horw					680	658	952	726	836	1 066	1 061	1 278	1 254
1059	Kriens					1 358	1 389	1 051	1 700	1 956	1 894	2 056	2 663	2 693
1060	Littau					721	587 ^r	645 ^r	793	668	1 092	1 066	1 104	1 314
1061	Luzern					6 408	6 424	6 441	4 282	4 314	6 055	5 848	8 339	10 068
1062	Malters					2 690	3 052	3 303	3 191	2 788	3 695	2 667	3 282	3 524
1063	Meggen					532	510	489	591	585	664	702	803	874
1064	Meierskappel					551	437	409	267	379	301	428	549	535
1065	Root					972	1 003	957	1 010	646	1 318	737	872	1 044
1066	Schwarzenberg	1846	1062									687	1 173	1 375
1067	Udligenswil					291	355	338	403	400	458	452	502	522
1068	Vitznau									507	480	499	579	579
1069	Weggis					1 682	1 712	1 668	1 455	874	939	1 184	1 176	1 279
	Amt Luzern					16 873	17 201	17 289	15 466	15 778	19 503	19 766	24 661	27 699
1081	Beromünster					1 382	1 410	1 513	1 537	939	1 828	1 121	1 071	1 148
1082	Büron					840	804	960	1 054	692	1 400	968	1 106	1 157
1083	Buttisholz					651	721	736	792	1 187	1 434	1 117	1 708	1 860
1084	Eich	1820	1102	<1814	1102	700	361	399	458	379	590	415	527	551
1085	Geuensee									512		609	704	770
1086	Grosswangen					1 136	995	1 133	1 148	1 584	1 786	2 276	2 297	2 724
1087	Gunzwil									1 181		1 619	1 717	1 806
1088	Hildisrieden									560	711	701	666	666
1089	Knutwil					1 042	804	807	778	1 033	1 107	1 357	1 302	1 316
1090	Kulmerau	1843	1104							388		298	431	519
1091	Mauensee	1820	1089							466		412	589	632
1092	Neudorf					725	578	716	817	710	1 053	899	885	850
1093	Neuenkirch					1 143	1 021	1 199	1 149	1 420	1 517	2 021	2 264	2 413
1094	Nottwil	1820	1095			734	502	851	0	1 064	1 143	1 087	1 123	1 212
1095	Oberkirch					671	471	471	507	822		1 044	1 124	1 141
1096	Pfeffikon					435	467	442	326	370	466	434	430	496
1097	Rickenbach					720	706	733	702	771	1 076	1 087	1 027	1 060
1098	Ruswil					2 465	2 637	2 786	2 598	2 531	2 608	2 703	4 156	4 340
1099	Schenkon	1820	1095							441		594	583	671
1100	Schlierbach	1844	1082							436		558	610	653
1101	Schwarzenbach					0	98	246	111	137	159	178	169	189
1102	Sempach					1 962	1 601	1 605	1 533	1 113	1 378	891	1 007	1 086
1103	Sursee					3 831	4 972 ^c	4 624	4 957	1 030	3 612	1 419	1 546	1 627
1104	Triengen					883	934	1 081	1 333	1 011	1 713	1 409	1 774	1 917
1105	Wilihof	1842	1104							164		232	419	266
1106	Winikon					431	391	330	401	535	720	695	797	879
1107	Wolhusen					2 062	1 846	1 707	1 747	1 247	1 672	1 238	1 381	1 600
	Amt Sursee					21 813	21 319 ^c	22 339	21 948	22 723	25 973	27 382	31 413	33 549
1121	Alberswil									279		397	356	429
1122	Altbüron									823		1 035	1 178	1 184
1123	Altishofen					3 903	3 854	3 949	3 640	579	3 453	729	913	892
1124	Buchs									365		456	533	583
1125	Dagmersellen									1 281		1 456	1 828	2 005
1126	Ebersecken	1820	1123							541		512	605	583
1127	Egolzwil	1819	1137							340		448	533	576

Kanton Luzern

(ts-x-01-2223-LU)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE	KE	KE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Luzern						1743	1754	1768	1784	1798	1810	1816	1837	1850
1156 Eppenwil				1820	1131									
1128 Ettiswil						1 503	1 243	1 917	1 650	622	2 807	782	876	1 015
1129 Fischbach										500		693	868	801
1157 Gaiss				1820	1136	142	201	208	184	350	309			
1130 Gettnau		1820	1121							459		678	585	671
1131 Grossdietwil		1819				1 603	1 383	2 027	1 874	681	2 324	1 112	1 324	1 292
1132 Hergiswil bei W.						1 431	1 803	1 401	1 610	1 830 ^e	1 927	2 021	2 357	2 487
1133 Kottwil		1820	1128							271		356	402	472
1134 Langnau		1845	1141	<1814	1141					808		1 045	1 124'	1 168
1135 Luthern						1 175	1 240	1 322	1 255	1 624	1 909	1 957	1 954	2 002
1136 Menznau						1 004	1 022	1 145	1 194	1 544	1 877	1 848	2 402	2 337
1137 Nebikon										128		450	587	578
1138 Ohmstal		1820	1121							233		299	349	416
1158 Ostergau				<1803	1148									
1139 Pfaffnau						1 306	1 069	1 372	1 735	1 439	2 318	1 667	1 871	1 885
1140 Reiden						1 902	1 953	1 930	1 857	1 115	1 995	1 389	1 516	1 685
1141 Richenthal		<1814	1134			602	630	650	727	396	1 096	415	450'	513
1142 Roggliswil										620		639	738	879
1155 St. Urban				<1814	1139						203			
1143 Schötz										971		1 149	1 352	1 462
1144 Uffikon						278	381	363	394	486	1 314	635	657	703
1145 Ufhusen						522	720	731 ^e	473	977	1 039	968	1 026	1 003
1146 Wauwil		1819	1137							324		441	479	487
1147 Wikon										508		685	809	952
1148 Willisau Land		1803	1149							2 173		2 713	2 959	3 161
1149 Willisau Stadt						3 368	3 477	5 039	3 602	970	3 248	1 174	1 159	1 231
1150 Zell						442	547	592	584	844	1 339	971	1 102	1 355
Amt Willisau						19 181	19 523	22 646 ^e	20 779	24 081 ^e	27 158	29 120	32 892	34 807
Kanton Luzern >1803						78 248	80 227	85 036	81 077	90 408	103 254	108 978	124 521	132 843
LU, Referenzen						78 241				91 124	103 256	108 978	124 521	132 843
Kanton Luzern <1803						76 191	77 291	81 889	77 827	88 229				
LU, Referenzen						75 741			77 837	88 629				

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

FA Freie Ämter

Korrekturen an Gemeindedaten:

^c korrigiert
ⁱ imputiert
^r aufgeteilt

Bemerkungen:

LU->1803: 1743, 1754, 1768, 1784 und 1798: heutiges Territorium, d.h. inkl. Aesch und Hitzkirch (früher Freie Ämter/Baden), doch ohne Merenschwand
 LU-<1803: früheres Territorium, d.h. mit KG Merenschwand und Ermensee (KG Hitzkirch), doch ohne KG Aesch und ohne KG Hitzkirch (ausg. Ermensee)
 1743, 1784, 1810: Geistliche inbegriffen (gemäss Quellen), 1754, 1768 Geistliche in den Originalen ausgezählt

1743, 1754, 1768, 1784 und 1810: Pfarrgemeinden, allerdings mit starken Gebietsanpassungen zwischen 1784 und 1810
 1798, 1816, 1837 und 1850 räumlich mehr oder weniger vergleichbare Einwohnergemeinden, da 1798 räumlich angepasst

1743: Kantonstotal <1803 Referenzen: ohne Schätzung für Ermensee (450)

1754: Korrektur Sursee (-3000), im Original wohl Druckfehler

1768: Korrekturen Escholzmatt (+1000) und Ufhusen (+300), im Original wohl Druckfehler; Littau/Ebikon (-3000), da bereits in Luzern enthalten

1798, neues Gebiet, Referenzen: Korrektur Glauser (1952) für Benzenschwil und Mühlau (-316) (falsch zugeteilt); Modifikation an Schluchter (1988) (-400) für Schätzung des zu korrigierenden Hergiswil
 1798, altes Gebiet, Referenzen: Schluchter (1988) Modifikation Hergiswil hoch

Kanton Uri

Lektorat durch Hans Stadler, Historiker, Attinghausen



Einleitung

Uri ist eine der drei bzw. vier (mit LU) Waldstätte und seit 1291/1315 Ort der Alten Eidgenossenschaft (Wiget HLS). Im 7. Jahrhundert setzte die alemannische Besiedelung des Gebietes Uri im Reusstal und in seinen Seitentälern vom Vierwaldstättersee bis zur Schöllenen ein. Urseren, der oberste Talabschnitt der Reuss, war vor der Einwanderung der Walsen um 1200 romantisches Siedlungsgebiet. Die beiden Talschaften verbanden sich 1410 in einem Landrechtsvertrag, der allerdings das viel kleinere Urseren benachteiligte.

Die Leute von Uri haben schon früh über die Pässe Klausen, Surenen und Kinzig hinausgegriffen und Alpengebiete zulasten ihrer Nachbarn Glarus, Engelberg und Schwyz gewonnen. Die entscheidende territoriale Erweiterung erfolgte jedoch anfangs des 15. Jahrhunderts nach Süden über den Gotthard in die Leventina und später – zusammen mit den anderen eidgenössischen Orten – in die übrigen Tessiner Täler. Der Gotthardpass, um 1200 erschlossen, hat Uri zu einem Transitgebiet werden lassen und damit seine wichtige geostrategische Bedeutung begründet. Die zentrale Lage in den Alpen und der Umstand, dass an dieser Stelle nur ein Alpenkamm zu überwinden ist, hat die europäische und schweizerische Verkehrspolitik zum Bau von drei Alpentunnels unter dem Gotthard bewogen: Bahn 1882, Autobahn 1980, Basistunnel für die Bahn 2016 (Elsasser und Grass 2016, Ratti 2016).

Uri ist mit seinem beschränkten Siedlungsland ein bevölkerungsarmer, jedoch nie peripherer Kanton gewesen. Neben der Alpwirtschaft und dem Reislafen war das Transportgewerbe ein wichtiger Erwerbszweig. Uri gehörte zu den Landorten, blieb katholisch und am stärksten südorientiert.

Für demografische Studien präsentiert sich die Datenlage in Uri wenig einladend. Gleichwohl ist die Bevölkerungsentwicklung des Kantons Gegenstand mehrerer gewichtiger wissenschaftlicher Studien geworden (siehe auch Stadler P. 2015). Nach dem Arzt und Landamman Karl Franz Lusser im 19. Jahrhundert (1834, 1862) sind drei jüngere Arbeiten von Urnern zu erwähnen: Jürg Bielmann hat 1972 die erste der zahlreichen bei Markus Mattmüller an der Universität Basel abgeschlossenen Doktorarbeiten verfasst, Stefan Fryberg (1977) gleichenorts seine Lizentiatsarbeit und Anselm Zurfluh seine auf Französisch geschriebene Dissertation an der Universität Nizza (1988, siehe auch Perrenoud 1992). Diese Arbeiten greifen hauptsächlich auf die Pfarrbücher sowie die Tauf-, Ehe- und Sterberegister zurück.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Unter den weltlichen und geistlichen Herrschaften in Uri hob sich seit 853 das Zürcher Fraumünsterstift mit bedeutendem Grundbesitz hervor. Dessen Verwaltung oblag lokalen Geschlechtern, die ihren sozialen Aufstieg auch Handel und Transport verdankten und die in der Urner Geschichte des 14. Jahrhunderts eine wichtige Rolle spielten (Stadler H. HLS).

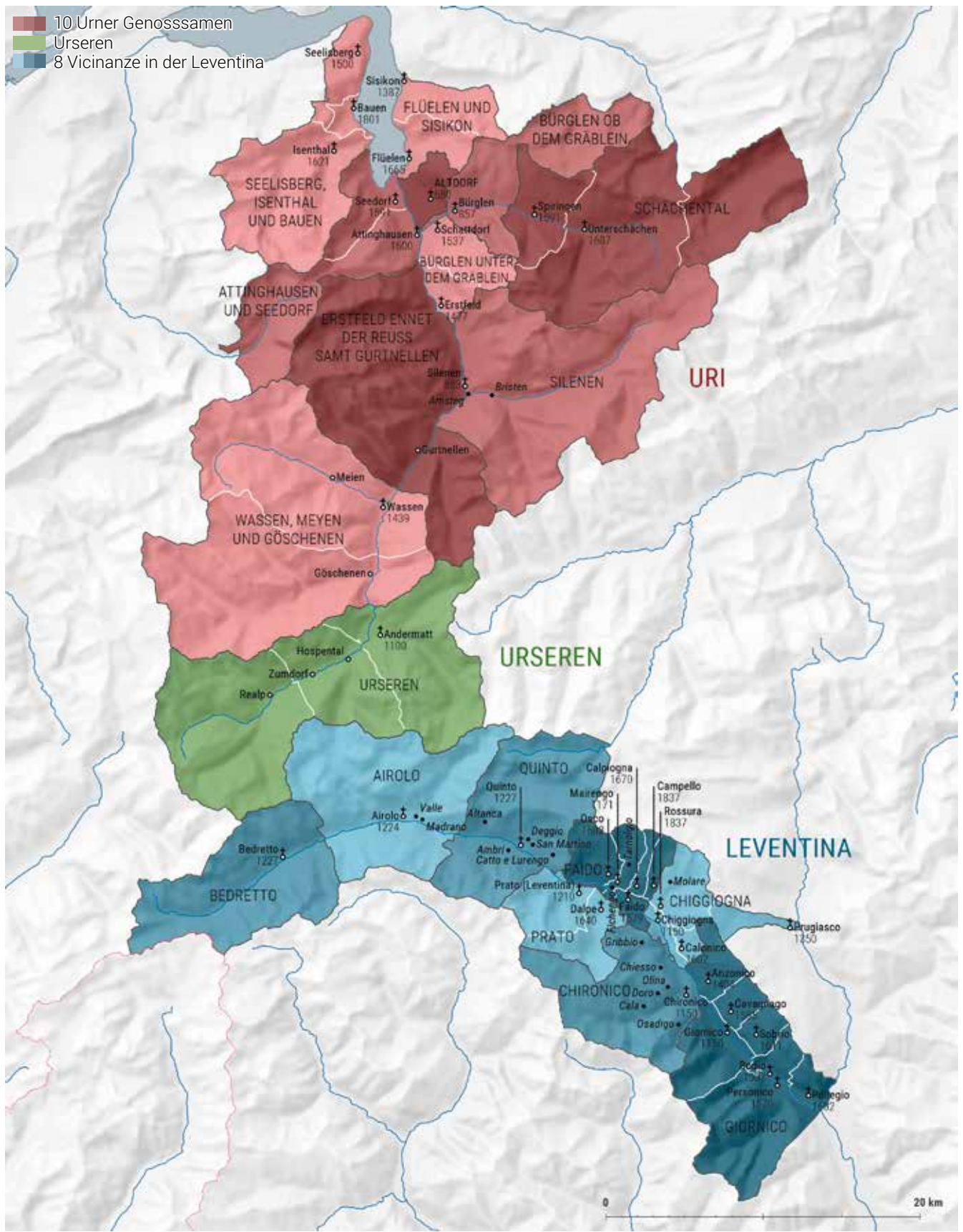
Im Bündnissystem der Eidgenossen war Uri eine treibende Kraft, die Südseite der Gotthardroute unter Kontrolle zu bringen. Nach einem ersten Vertrag mit der Leventina 1403 folgte die Beteiligung an der Eroberung des Eschentals (Val d'Ossola) 1410, doch gingen diese Gebiete wieder verloren. Uri gelang es 1439 und definitiv 1480, die Leventina zu sichern, was es zunächst im Verbund mit Schwyz und Unterwalden 1503 erlaubte, Blenio, Riviera und Bellinzona zu gewinnen und der zwölförtigen Eidgenossenschaft bis 1512/26 das ganze Tessin zu erobern. Zudem nahm Uri, etwas im Windschatten von Schwyz, an den meisten Eroberungen der Gemeinen Herrschaften im Mittelland teil.

Kirchlich gehörte Uri im Ancien Régime zum Bistum Konstanz, Urseren zum Bistum Chur und die Leventina zu Mailand. Ausgehend von den drei Pfarrgemeinden Altdorf, Bürglen und Silenen fanden vom 14. bis zum 17. Jahrhundert zahlreiche Pfarreitrennungen, sogenannte Abkurungen, statt. Zwischen 1687 und 1801 blieb jedoch in Uri die Anzahl Pfarrgemeinden mit 14 stabil, dazu kam jene von Andermatt in Urseren.

Ab dem 14. Jahrhundert scheint die zum Ende des Ancien Régime unveränderte Einteilung des Landes Uri in zehn Genossamen (Wahlkreise) ausgebildet zu sein (Stadler H. HLS). In den Siedlungen entwickelte sich das Gemeindewesen um kirchliche und dörfliche Einrichtungen sowie Korporationen für die gemeinschaftliche Nutzung der Alpen.

Die unabhängig voneinander entstandenen Territorien der Genossamen und der Kirchgemeinden scheinen mit Ausnahme von Erstfeld übereinstimmend, auch wenn sich in den Gebieten der Genossamen im Urner Unterland in der frühen Neuzeit nach Abkurungen jeweils mehrere Kirchgemeinden gebildet hatten. Karte UR1 zeigt Uri, Urseren und die Leventina vor 1798, Uri gegliedert nach den 10 Genossamen, die Leventina nach acht Vicinanze. Ausserdem sind die Pfarreien mit der Jahreszahl ihrer Gründung angegeben. Für die Leventina (siehe auch Karte T12) wurde das gleiche Darstellungsprinzip verwendet, nämlich die acht *Vincinanze*, die *Parocchie* mit Gründungsjahr sowie die rund 30 *Degagne* (Ortschaften).

Uri im Ancien Régime 1480-1798: Kirchgemeinden und Jahr ihrer Gründung, Dorfgemeinden und Vicinanze (patriziati) **UR1**



© MICROGIS, BFS 2023

Während der Helvetik, von 1798 bis 1801/03, bildete Uri zusammen mit Schwyz, Ob- und Nidwalden sowie Zug den Kanton Waldstätten (Karte WS2 im Kapitel Unterwalden), gegliedert in die beiden Distrikte Uri und Urseren (der auch Wassen einschloss). Dagegen wurde die Leventina im März 1798 von Uri abgetrennt und kam zum neuen Kanton Bellinzona, der 1803 im Kanton Tessin aufging.

Die Helvetik setzte die Gleichheit der Bürger durch, was die Kantone durch eine duale Gemeindestruktur in Bürger- und Einwohnergemeinden (Munizipalitäten) umsetzten. Zu Ersteren zählten nur die Landleute, denen allein das Nutzniessungsrecht an den Genossengütern zukam. Im Distrikt Uri wurde zur Bildung der Munizipalitäten nicht die Gliederung nach Genossamen, sondern diejenige nach Pfarrgemeinden übernommen. Mit Bauen wurde 1801 eine neue Einheit geschaffen, die auch zu einer eigenen Pfarrgemeinde erhoben wurde. Im Distrikt Urseren, dessen Bevölkerung im Gegensatz zu den Urnern dem neuen Regime gewogen war, erhielten die drei Dorfschaften Andermatt, Hospental und Realp mehr Befugnisse, blieben aber nach wie vor den Talbehörden untergeordnet. Die Behörden auf Gemeindeebene blieben auch im alten Land Uri in Wirklichkeit unklar, mindestens in den kleineren Dorfschaften.

Der in der Mediation 1803 wiederhergestellte Kanton Uri löste unter Spannungen die duale Gemeindestruktur wieder auf. Uri und Urseren bildeten innerhalb der früheren Grenzen zwei Gerichtsbezirke; die Kompetenzen der aufgehobenen Munizipalitäten gingen an die Dorfschaften zurück, in Urseren an die Talschaft. Nach 1815 verlangte die Tagsatzung von den Kantonen die Ausarbeitung von kantonalen Verfassungen. Der Kanton Uri formulierte 1820 eine Verfassungserklärung in sieben Grundsätzen. Der vierte dieser Grundsätze, der sich auf die Wahlen bezog, enthielt ein Element der inneren Gliederung des Landes: «Die Ratsherren werden von den elf Genossamen, wovon das alte Land zehn und der Bezirk Urseren die elfte ausmacht, gewählt».

Mit der Staatsverfassung von 1850 erfolgte die Einteilung des Kantons in zwei Bezirke und diese in politische Gemeinden (Art. 30). Artikel 31 zählt im Bezirk Uri 16 Gemeinden auf, darunter Wassen mit seinen Filialen Meien, Göschenen und Göscheneralp. Der Bezirk Urseren bildete «nur eine politische Gemeinde mit seinen in gewissen Lokal- und Dorfverwaltungssachen getrennten Ortschaften Andermatt, Hospental, Realp und Zumdorf.» Hospental und Realp wurden 1884 zu eigenen Pfarrgemeinden, nachdem sich das kleine Zumdorf 1881 Hospental angeschlossen hatte. Im Zuge des Gotthardbahnbaus trennte sich 1875 Göschenen von Wassen, und zwar sowohl politisch wie kirchlich.

Die Kantonsverfassung von 1888 löste die zwei Bezirke auf und sah nur noch die Einteilung in 20 politische Gemeinden vor, die sie in Art. 45 namentlich aufzählt. Damit wurden im Urserental erstmals seit 1803 die drei Dörfer Andermatt, Hospental und Realp vollständig anerkannte politische Einheiten. Den Ortschaften Amsteg und Bristen (unter Silenen), Meien (Wassen), Göscheneralp (Göschenen), der Urnerboden (Spiringen) und Zumdorf (Hospental) stand gemäss der Verfassung auf Gemeindeebene eine gewisse Autonomie zu. Kirchlich wurden Amsteg (1903), Bristen (1903) und Gurtellen (1903) selbständig, auch in Gurtellen-Wiler entstand eine eigene Pfarrei (1917).

Die neue Kantonsverfassung von 1984 übernahm in Art. 67 die Aufzählung der 20 Einwohnergemeinden, doch ist dieser Artikel 2013 gestrichen worden, um Gemeindefusionen zu erleichtern. Diese Verfassung anerkennt vier Gemeindearten: die Einwohnergemeinde, die alle in einer Gemeinde ansässigen Personen umfasst, die Kirchgemeinde der ansässigen Angehörigen einer Landeskirche, die Ortsbürgergemeinde der wohnhaften Ortsbürgerinnen und -bürger sowie die Korporationsbürgergemeinde der ansässigen Korporationsbürgerinnen und -bürger.

Bevölkerungserhebungen

Nach 1743 hat das Bistum Konstanz anlässlich von vier Visiten die Kommunikanten und Nicht-Kommunikanten erfasst, nämlich für die Jahre 1743, 1749, 1753/54 und 1768. Entsprechende Erhebungen reichen im Bistum Chur weiter zurück, sind aber für Urseren sehr lückenhaft, denn einzig von der Visite 1763 ist eine Einwohnerzahl überliefert, wohl mit einem deutlich überschätzten Wert (1800 Personen). In der Leventina haben die Mailänder Bischöfe bereits im Jahre 1590 zum ersten Mal und danach 1600, 1685, 1745, 1784 und 1801 die Seelen gezählt.

Die erste weltliche Volkszählung für Uri ist die helvetische Zählung 1799 im Kanton Waldstätten, die zweite die 1837 von der Tagsatzung angeordnete. Karl Franz Lusser führte in seinem «statistischen Gemälde» des Kantons Uri von 1834 die Einwohnerzahlen einer von den Pfarrherren vollzogenen Erhebung aus dem Jahre 1811 auf, die im Rahmen der Auflösung des Bistums Konstanz durchgeführt worden war. Entsprechende Dokumente finden sich im Staatsarchiv Uri, wo auch die Antworten der Pfarrer auf losen Zetteln erhalten sind, mit nach Filialen differenzierten Einwohnerzahlen.

Im Bundesarchiv finden sich die Ergebnisse der helvetischen Zählung vom 22. Juli 1799 in den Distrikten Altdorf und Andermatt sowie zwei Versionen der Pfarrer-Enquête von 1800 und 1801 (Meyer-Lustenberger 1978). Fast überall weichen die Ergebnisse nur wenig voneinander ab, doch massiv unterschiedliche Einwohnerzahlen sind für den Hauptort Altdorf ausgewiesen: 1900 Einwohnerinnen und Einwohner in der helvetischen Zählung, 2000 und «zwischen 2700 und 2800» in den beiden Erhebungen von den Pfarrern. Der Flecken Altdorf war 1799 einem Grossbrand zum Opfer gefallen; die helvetische Zählung verzeichnete nur gerade 77 bewohnte Wohnhäuser (nebst 255 «abgebrannten»). Anselm Zurfluh (1988) kommt in einer detaillierten Analyse zum Schluss, dass sowohl die über 3000 Einwohnerinnen und Einwohner von 1743 und 1768, wie auch die tiefen Werte von 1799 und 1811 realistisch sein können.

Geografische Einheiten der Bistumserhebungen, der Pfarrer-Enquête 1800 wie auch der Zählung von 1811 sind die Pfarrgemeinden. Die helvetische Zählung basierte auf den Munizipalitäten. Die Zählung von 1837 weist Daten für 22 geografische Einheiten aus, darunter neben den 16 Gemeinden im Bezirk Uri auch für die Filialen von Wassen und für alle vier Ortschaften in Urseren, doch sind Zeitvergleiche problemlos möglich. Freilich verlangen die unterschiedlichen Erhebungsmethoden und Qualitäten der Zählungen bei Vergleichen Vorsicht.

Bevölkerungsentwicklung

Die Bevölkerungszahl Uris in den heutigen Grenzen (mit geschätzten Zahlen für Urseren) stieg von der Mitte des 18. Jahrhunderts bis 1850 an: 1743: 10 900; 1769: ca. 11 500; 1799: 11 800; 1811: 11 700; 1837: 13 500 und 1850: 14 500. Dabei verliefen die Wachstumskurven der Tal- und der Berggemeinden ungleich. Während in den Seitentälern (Isenthal und Schächenthal 1743–1799) und im oberen Reusstal (ab 1768-1799) die Einwohnerzahl überdurchschnittlich zunahm, blieb das Wachstum im unteren Reusstal verhaltener. Viele Bewohnerinnen und Bewohner wählten in dieser Periode ihren Wohnsitz ganzjährig in grösseren Höhen; auf dem Urnerboden wurde die ganzjährige Besiedlung erst 1877 durch das Bundesgericht erlaubt (Stadler H. HLS 2013).

Literatur

- Bielmann Jürg, Die Lebensverhältnisse im Urnerland während des 18. und zu Beginn des 19. Jahrhunderts, Helbling und Lichtenhahn, Basel, 1972.
- Elsasser Kilian T. und Grass Alexander, Drei Weltrekorde am Gotthard, Hier und Jetzt, Baden, 2016.
- Fryberg Stefan, Historische Untersuchungen über die historische Demographie im Kanton Uri im 19. Jahrhundert, Lizentiatsarbeit Universität Basel, Basel, 1977.
- Lusser Karl Franz, Historisch-geographisch-statistisches Gemälde der Schweiz, Viertes Heft, Der Kanton Uri, Huber und Compagnie, St. Gallen und Bern, 1834.
- Lusser Karl Franz, Geschichte des Kantons Uri: von seinem Entstehen als Freistaat bis zur Verfassungsänderung vom 5. Mai 1850, Eberle, Schwyz, 1862.
- Meyer-Lustenberger Karl, Die Volkszählungen der Helvetik. Eine quantitative Auswertung der sog. Stapferschen Pfarrherren-Enquête und ein teilweiser Vergleich mit der sog. helvetischen Volkszählung, Basel, 1978.
- Perrenoud Alfred, Zurfluh Anselm. Une population alpine dans la Confédération. Uri aux XVII^e–XVIII^e–XIX^e siècles, 1988, in: Persée, Annales de Démographie historique, 1992, p. 397–399.
- Ratti Remigio, L'asse ferroviario del San Gottardo. Economia e geopolitica dei transiti alpini, Armando Dadò, Locarno, 2016.
- Stadler Hans, Historisches Lexikon der Schweiz, Kanton Uri, Kap. 2, Herrschaft, Politik und Verfassung vom Hochmittelalter bis zum Ende des 18. Jahrhunderts, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007384/2021-01-15/>, abgerufen am 13.04.2021, sowie alle Artikel zu den einzelnen Gemeinden.
- Stadler Hans, HLS, Urnerboden, Version vom 19.02.2013.
- Stadler Pascal, Bevölkerungsentwicklung, in: Stadler-Planzer Hans, Geschichte des Landes Uri, Teil 2b, Schattdorf 2015.
- Wiget Josef, HLS, Waldstätte, Version vom 27.12.2014 (eine Waldstatt, die Waldstätten, seit dem 16. Jhd. «Vierwaldstättersee», Kanton Waldstätten 1798–1801).
- Zurfluh Anselm, Une population alpine dans la Confédération. Uri aux XVII^e–XVIII^e–XIX^e siècles. Economica, Paris, 1988.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; Helvetische Zählung 1798, 1090k, Waldstätten.

Pfarrer-Enquête, Bd. B0 C.02.2.1 Dossier 1408 Waldstätten.

Staatsarchiv Luzern (StALU)

Kopien der Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände Ff 222 1744/45 (für 1743), Ff 223 1750 (für 1749), Ff 226 1755 (für 1753/54) und Ff 221 1769 (für 1768), ebenfalls online: <https://app.digitale-sammlungen.de/bookshelf/bsb10028769/view>, abgerufen am 13.04.2021.

Staatsarchiv Uri (StAUR)

R-362-29.12, Statistik der Bevölkerung Uris mit den Unterlagen der einzelnen Gemeinden, 1811.

R-362-29.15, Volkszählung in Uri. Originalzähllisten der einzelnen Gemeinden, 1837.

<https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/19840256/>, Verfassung des Kantons Uri 1984, abgerufen am 13.04.2021.

http://www.urikon.ch/ur_uri/UR_Verfassung_1820.aspx, Verfassung des Kantons Uri 1820, abgerufen am 13.04.2021

Kanton Uri

(ts-x-01-2223-UR)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE	KE	KE	HZ	KE		TVZ	EVZ
Kanton Uri						1743	1749	1754	1768	1799	1811		1837	1850
1201 Altdorf						3 031	2 742	2 927	3 147	1 900	1 623		1 903	2 112
1202 Andermatt	UL					1 100 ^a	1 100 ^a	1 100 ^a	1 120 ^a	605	654		663	677
1203 Attinghausen						354	373	331	360	478	429		507	516
1204 Bauen		1801	1214							134	104		162	175
1205 Bürglen						910	1 004	988	1 016	1 200	1 030		1 215	1 294
1206 Erstfeld						614	617	630	700	709	764		847	916
1207 Flüelen						372	365	380	424	514	518		599	600
1208 Göschenen		1875	1220							289				
1209 Gurtnellen			1216							340			615	675
1210 Hospental	UL 1850/88		1202							320	317		316	395
1211 Isenthal						186	221	191	270	358	351		472	502
1228 Meien				1879	1220					308				
1212 Realp	UL 1850/88		1202							183	184		185	203
1213 Schattdorf						602	653	633	633	603	628		764	822
1214 Seedorf						272	290	289	313	182	250		384	420
1215 Seelisberg						399	399	395	405	500	404		545	649
1216 Silenen						1 304	1 425	1 403	1 250	1 451	1 780		1 500	1 542
1217 Sisikon						105	111	101	136	150	178		207	245
1218 Spiringen						536	577	587	642	730	744		857	909
1219 Unterschächen						295	301	321	431	448	461		485	475
1220 Wassen						865	944	899	857	393	1 240		1 251	1 349
1227 Zumdorf	UL	1850	1202	1881	1210					48	51		42	29
Bezirk Uri (>1880)						10 945	11 122	11 175	11 704	11 843	11 710		13 519	14 505
Kanton Uri >1803						10 945	11 122	11 175	11 704	11 843	11 710		13 519	14 505
UR, Referenzen						10 928				11 843			13 519	14 505
Kanton Uri <1798						9 845	10 022	10 075	10 584					
UR <1798, Referenzen														

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

UL Urseren/Leventina (UR)

Korrekturen an Gemeindedaten:

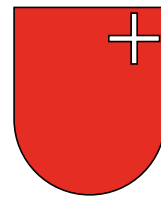
^a korrigiert
ⁱ imputiert

Bemerkungen:

Urseren (Andermatt, Hospental, Realp und Zumdorf) gehörte zum Bistum Chur; die einzige überlieferte Erhebung von 1763 ergab 1800 Personen
 Zurfluh (1988) schätzt für Urseren im 18. Jahrhundert 1100 Personen, was hier übernommen wird
 1743: minimale Differenzen zu Zurfluh (1988)
 1799: identisch Schluchter (1988); Fryberg (1977) und Zurfluh (1799) geben das Total von 11 750 gemäss der Pfarrer-Enquête an

Kanton Schwyz

Lektorat durch Urspeter Schelbert, Historiker, Walchwil



Einleitung

Der Landkanton Schwyz, zur Zeit der Alten Eidgenossenschaft bestehend aus dem heutigen Bezirk Schwyz und seinen «angehörigen Landschaften», war namensgebend für das ganze Land. Der Stand Schwyz spielte einen aktiven Part bei der Ausdehnung der Eidgenossenschaft ins schweizerische Mittelland, in die südlich vom Gotthard gelegenen Täler, in die Ostschweiz und ins Rheintal. Schwyz kontrollierte Abschnitte der Zugangsrouten zum Gotthard und zu den Bündner Pässen. Diese doppelte geostategische Orientierung mag mit ein Grund gewesen sein für die Antagonismen zwischen Innerschwyz und Ausserschwyz, wichtiger jedoch war die politische Dominanz des alten Landes Schwyz über seine «angehörigen Landschaften». Schwyz bewahrte den alten Glauben und widersetzte sich der Reformation.

Die Hälfte der Schwyzer Ortschaftskerne liegt an den Ufern des Vierwaldstätter-, Lauerzer-, Zuger- und Zürichsees oder an den Hangfüssen des Schwyzer Beckens und der Linthebene. Die andere Hälfte der Orte befindet sich in den meist über 800m Meereshöhe gelegenen Gebieten im Wägital, im Sihl- und Alptal, der Hochebene Rothenthurm und auf den südorientierten Terrassen in Innerschwyz. Der Historiker Urspeter Schelbert (1989) bezeichnet die beiden Räume als Hügellandzone und Berggebiet. Der voralpine Kanton mit dominanter Viehwirtschaft ist klassisches Einzelhofgebiet. Die meisten Dörfer haben sich um alte Kirchstellen herausgebildet, Einsiedeln um das Kloster. Einige Dauersiedlungen in grösseren Höhen (z. B. Muotathal, Illgau, Morschach, Iberg, Riemenstalden) sind schon um oder vor der Jahrtausendwende entstanden.

Für die an Bevölkerungsstatistik Interessierten bietet die Quellenlage in Schwyz einige Probleme. Zwar ist die Zahl der Kommunikanten je Pfarrei durch die Konstanzer Bischöfe wie anderswo ab Mitte des 18. Jahrhunderts erhoben worden, doch sind die Ergebnisse der späteren kirchlichen Erhebungen (1810, 1820) nicht überliefert. Die offenbar untererfasste kantonale Erhebung von 1833 und die eidgenössische Volkszählung von 1837 sind die einzigen verfügbaren Volkszählungen aus der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts (Ochsner 1912). So kommt den Ergebnissen der helvetischen Zählungen Scharnierfunktion zu. Diese sind jedoch zum Teil ungenügend, was Urspeter Schelbert (1989) zu Korrekturen veranlasste, die André Schluchter (1988) in Kenntnis des Manuskripts von Schelbert übernahm.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Die Talschaft Schwyz umfasste im 12. Jahrhundert den Talkessel Schwyz bis an den Vierwaldstättersee und Steinen, das Muotathal und die Hochebene entlang der Biber, wie auch das obere Sihl-, Alp- und Minstertal. Bereits für das 12. Jahrhundert lassen sich politische Strukturen nachweisen. Die «Landlute von Swiz» schlossen 1217 einen Vertrag mit dem Kloster Einsiedeln. 1240 erlangte Schwyz die Reichsunmittelbarkeit und schloss Bündnisse mit Uri und Unterwalden. Um 1100 dürften sich von der alten Pfarrei Schwyz bereits die Pfarreien in Steinen, Muotathal und Morschach verselbständigt haben. Im äusseren Kantonsteil gab es anfänglich die beiden Pfarreien Ufnau und Tuggen, von denen sich bis ins 15. Jahrhundert die Pfarreien Altendorf, Freienbach bzw. die Pfarreien Wangen, Galgenen, Wägital, Reichenburg und Schübelbach abkurten. Das historische «Alte Land Schwyz» war in sechs Viertel eingeteilt.

Schwyz nahm die Leute aus der March (1386) und aus Küssnacht (1424) ins Landrecht auf und erwarb 1394 die Landeshoheit über Einsiedeln. Die Höfe wurden im Alten Zürichkrieg 1440 gewonnen. Diese Gebiete, die «angehörigen Landschaften», verloren schrittweise ihre Rechte und mutierten in der absolutistischen Zeit zu eigentlichen Untertanengebieten. Gersau bewahrte seine Eigenständigkeit als Republik und bildete seit 1359 einen zugewandten Ort der Alten Eidgenossenschaft (Karte WS1 im Kapitel Unterwalden). Schwyz besass zudem Anteile an allen Gemeinen Herrschaften der Alten Eidgenossenschaft mit Ausnahme der bernisch-freiburgischen Gebiete, was dem höchsten Anteil aller 13 alten Orte entsprach (siehe Karte SZ1). Wichtig waren die Besitzungen im Gaster und Uznach, die Schwyz und Glarus 1437/69 erwerben konnten.

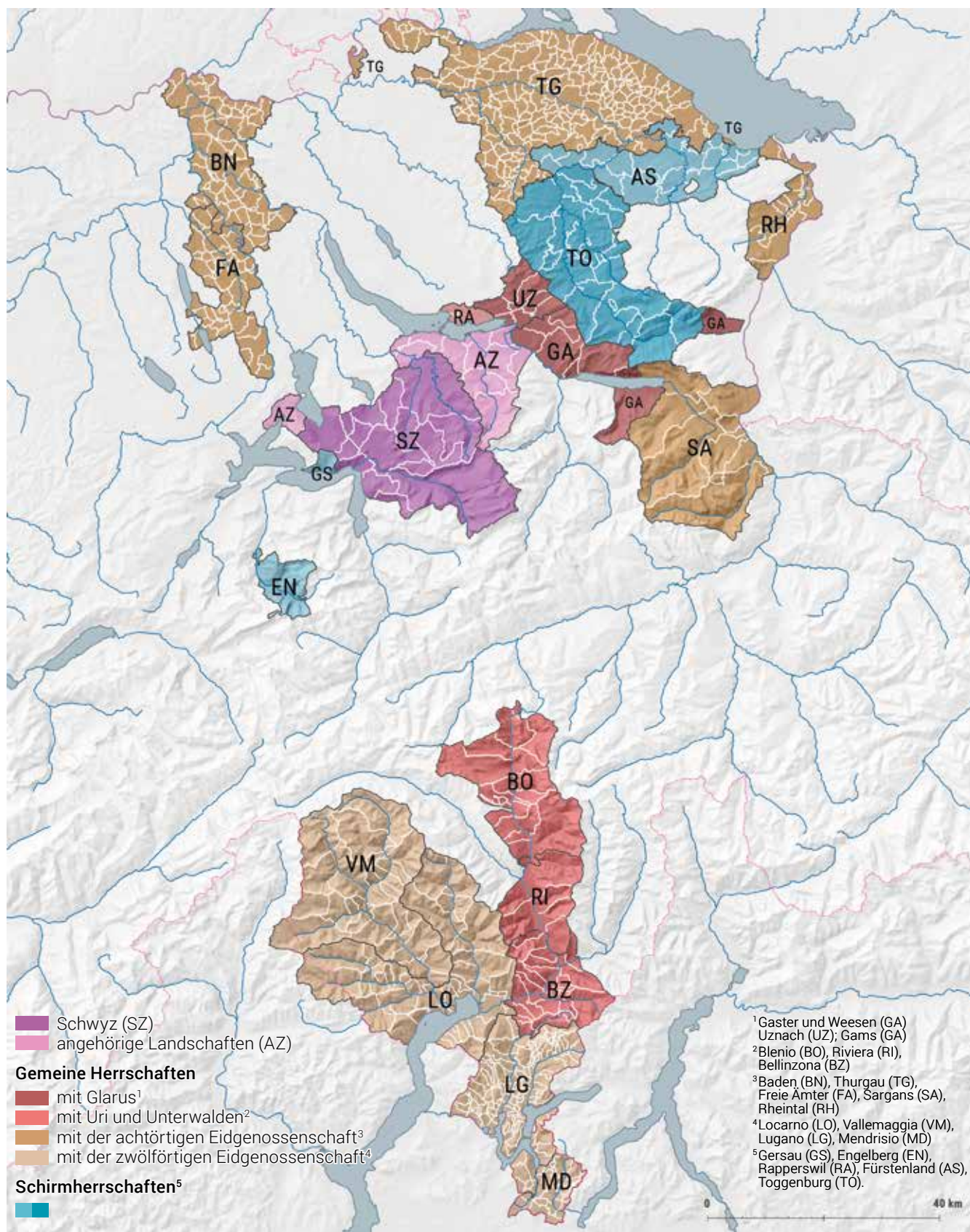
Im Mittelalter war das 934 gegründete Kloster Einsiedeln ein grosser territorialer Gegenspieler von Schwyz. Die Benediktinerabtei wurde zu einem der grossen geistlichen Zentren im hochalemannischen Raum. Heute ist es eine bedeutende Pilgerstätte der Schweiz.

In der Helvetischen Republik wurde der alte Stand Schwyz zweigeteilt zwischen den Kantonen Waldstätten (mit den Distrikten Arth, Einsiedeln und Schwyz) und Linth, indem die Schwyzer Gemeinden den Distrikten Rapperswil und Schänis zugeschlagen wurden (Karte LI1 im Kapitel Glarus). Alle Distriktgrenzen wurden nach funktionalen Kriterien neu gezogen. Gersau kam zum Bezirk Schwyz (Karte WS2). Hauptort des Kantons Waldstätten war 1798–99 Schwyz, danach bis 1801 Zug. Hauptort des Kantons Linth war zunächst Glarus, dann Rapperswil.

Der Stand Schwyz im Ancien Régime

und seine Anteile an den Gemeinen Herrschaften (Baden und Freie Ämter vor 1715) und Schirmherrschaften

SZ 1



Nach der Konstituierung des Kantons Schwyz 1803 wurden die früheren angehörigen Landschaften wieder hergestellt und als gleichberechtigte Bezirke integriert. Gersau bildete nun einen eigenen Bezirk, erklärte sich in den Wirren von 1814 jedoch unabhängig und wurde 1817 definitiv dem Kanton angeschlossen. 1814/31 kam Reichenburg, früher ein Gebiet der Abtei Einsiedeln, zum Kanton Schwyz.

An sich hätte die Mediation die politische Gleichberechtigung der Bezirke verankern sollen, aber der Bezirk Schwyz nahm rechtlich und in der Praxis wieder eine dominante Rolle ein und schloss zeitweise sogar die Bürger der ehemaligen angehörigen Landschaften aus dem Landrecht aus (Michel 2008). Die Spannungen kulminierten 1832 in der Abspaltung des Halbkantons «Schwyz äusseres Land», der am 22. April 1833 von der eidgenössischen Tagsatzung anerkannt wurde, allerdings unter der Bedingung, die Wiedervereinigung anzustreben. Diese wurde mit der Annahme einer gemeinsamen Verfassung im Herbst jenes Jahres vollzogen.

Die Verfassung von 1848 setzte die territoriale Gleichberechtigung aller Bezirke durch und führte das Bezirksbürgerrecht, nicht aber das Gemeindebürgerrecht ein. Sie stärkte die Gemeinden gegenüber den Bezirken. In der Folge dauerte es bis 1876, ehe neben dem Kantons- und dem Bezirks- auch das Gemeindebürgerrecht eingeführt wurde. Die Rechte an der gemeinsamen Bodennutzung hatten und haben im Zuge der Abgrenzung von Neuzuzügern (schweizweit verfassungsmässig garantierte Niederlassungsfreiheit) jedoch ausschliesslich die «wahren Genossen und Anteilhaber». Die Genossame und Korporationen sind deshalb heute als selbständige Körperschaften organisiert. Die «Genosssamen» der Oberallmeindkorporation Schwyz verfügen über 24 000 Hektaren Landbesitz.

1848 wurde mit der Vereinigung der Bezirke Wollerau und Pfäffikon zum Bezirk Höfe eine territoriale Korrektur vorgenommen, weil die Grenzen der drei Pfarreien bzw. Kirchgemeinden Freienbach, Wollerau und Feusisberg nicht den Bezirksgrenzen zwischen dem ehemaligen Vorderhof Pfäffikon und dem Hinterhof Wollerau folgten. In einer Volksabstimmung 2006 wurde die Abschaffung der Bezirke abgelehnt.

Gemeinden

Um 1500 bestanden im Stand Schwyz 21 Pfarreien (Gersau inbegriffen) und um die Mitte des 17. Jahrhunderts deren 26. Zwischen 1776 und 1805 wurden vier weitere verselbständigt, alle im Berggebiet: Rothenthurm 1776, Vorder Wäggethal 1785, Alpthal 1798 und Riemenstalden 1805. In der helvetischen Zählung sind 30 Kirchgemeinden verzeichnet (noch ohne Riemenstalden, dafür mit dem 1806 vom Bergsturz verschütteten Goldau). Die Zahl der ausgewiesenen Agentschaften betrug 39 (im Vergleich zu den Kirchgemeinden zusätzlich sieben «Viertel» in Einsiedeln, drei weitere «Zehnden» in Küssnacht, doch fehlte Feusisberg).

Territorial entsprachen die Gemeinden, auch «Kirchgemeinden» genannt, den katholischen Pfarreien. Die Kirchgemeinden nahmen politische Aufgaben wahr, wie Schulwesen und Armenpflege. Im Unterschied zu zahlreichen anderen Kantonen schuf der Kanton Schwyz keine Bürgergemeinde. Die Kirchgemeinde,

später auch Einheitsgemeinde oder nur Gemeinde genannt, war zuständig für das Politische, das Bürgerliche und das Kirchliche. Erst mit der Verfassung von 1898 wurde das Recht geschaffen, eigene, von der politischen Gemeinde getrennte kirchliche Gemeinden zu konstituieren.

Nach 1803 war die Stellung des kleinen Ortes Nuolen umstritten, der zwar bis heute eine Pfarrei ist, aber politisch nur in der helvetischen Zählung von 1798 sowie in der Volkszählung von 1850 als selbständige Einheit erschien, sonst unter Wangen gezählt wurde. 1884 spaltete sich Unteriberg politisch von (Ober-)Iberg ab, 1885 auch kirchlich. Damit bestehen im Kanton Schwyz seit 1884 unverändert 30 politische Gemeinden.

Im Zuge der Industrialisierung und des Bahnbaus im 19. Jahrhundert hatten sich kleinere Ortschaften zu eigentlichen Zentren entwickelt, so etwa Siebnen, Pfäffikon, Goldau, Ibach oder Brunnen. Die Zugewanderten hatten oft den reformierten Glauben. Politisch sind diese Orte nicht selbständig geworden, jedoch interessanterweise Sitze der reformierten Kirchgemeinden. Das abgelegene Einsiedeln ist nicht allein der räumliche Mittelpunkt des Kantons, sondern auch sein geistiges Zentrum. Zahlreiche weitere Klöster und kirchliche Institutionen, darunter mehrere, die von Frauen geführt werden, haben ihren Sitz im Kanton Schwyz.

Bevölkerungserhebungen

Urspeter Schelbert hat in seiner Basler Dissertation (1989) zur Bevölkerungsgeschichte der Pfarreien Freienbach und Wollerau auch alle Bevölkerungserhebungen im Kanton Schwyz untersucht, bewertet und deren Ergebnisse zum Teil korrigiert. Er ist übrigens einer der ersten, der seine umfangreiche Datensammlung in den 1980er-Jahren elektronisch verarbeitete – auf dem Firmen-Computer der Firma Ciba-Geigy, wie er in seinem Vorwort schreibt (Schelbert 1989).

In der vorliegenden Untersuchung sind die Schwyzer Quellen nochmals aufgenommen worden. Es handelt sich um drei Gruppen von Erhebungen: die Kommunikantenzählungen des Bistums Konstanz, die beiden helvetischen Erhebungen sowie zwei Volkszählungen aus den 1830er-Jahren.

Die publizierten Konstanzer Kommunikantenzählungen tragen die Jahreszahlen 1744/45, 1750, 1755 und 1769. Urspeter Schelbert weist nach, dass die Erfassungen aus den Jahren 1743, 1749, 1753/54 und 1768 stammen. Stellt man auf das Verhältnis zwischen Kommunikanten und Nicht-Kommunikanten ab, scheinen die meisten Ergebnisse plausibel. Schelbert hat die offensichtlich falschen Angaben für Einsiedeln 1743 und Wäggethal 1749 ersetzt.

Die Qualität der helvetischen Zählung von 1799 bis 1801 zeigt im Kanton Linth zahlreiche Schwächen. Die Bevölkerungszahl mehrerer Gemeinden ist nur grob geschätzt worden und die Ergebnisse der Gemeinden Feusisberg und Freienbach sind unvollständig. André Schluchter, der sich auf Urspeter Schelbert beruft, setzt für den späteren Bezirk Höfe 2983 statt 1608 Personen ein, doch korrigierte Schelbert diese Zahl nachträglich auf 2896. Schliesslich fehlen in der Stapfer'schen Pfarrer-Enquête von 1799 die beiden Pfarreien des Wäggethals sowie diejenige von Feusisberg.

Im Kanton Waldstätten differieren die Ergebnisse für Einsiedeln, für das die helvetische Zählung 3937 Personen ausweist, die Pfarrer-Enquête jedoch 4958. Urspeter Schelbert und André Schluchter verwenden die Zahl von Philipp Albert Stapfer, die von Hausbesuchen des Pfarrers Oechslin aus dem Jahr 1802 stammt. Eine weitere Diskrepanz besteht in der Gemeinde Schwyz, wo zwar die beiden Quellen übereinstimmend 6338 Personen in neun Ortsteilen verzeichnen, doch in einem im Staatsarchiv Schwyz befindlichen Dokument zur helvetischen Zählung nur deren 5000 angegeben werden (s.a. Schelbert 1989). Die Zahl von 6338 Einwohnerinnen und Einwohnern scheint überhöht, würde sie doch ein Verhältnis von 11,0 Personen pro Wohngebäude bedeuten, im Vergleich zu etwa 6,5 in den anderen Gemeinden. Sind die Einwohnerzahlen der Ortsteile bewusst erhöht worden, um das Gewicht des Hauptortes zu verstärken? Auch die Langzeitentwicklung spricht eher zugunsten der gerundeten Zahl von 5000, waren doch 1837 nur 5200 Personen in der Gemeinde ansässig.

Von den im Rahmen der Auflösung des Bistums Konstanz durchgeführten Bevölkerungserhebungen (1810, 1820) sind für den Kanton Schwyz nur die Angaben der Kommunikanten erhalten geblieben. Das Total der Kommunikanten für den Kanton Schwyz aus dem Jahre 1810 ist in einem Zusammenzug im Staatsarchiv Obwalden verzeichnet, während im Staatsarchiv Schwyz das Verzeichnis aus dem Jahr 1820 nach Pfarreien aufbewahrt wird. Die gemeindeweisen Ergebnisse der ersten kantonalen Volkszählung von Schwyz aus dem Jahr 1833 sind in einer Publikation von Gerold Ludwig Meyer von Knonau (1835) überliefert. Der Autor bemängelt jedoch, dass die Erhebung unter Zeitdruck realisiert werden musste und die Bevölkerungszahl untererfasst worden sei. 1837 folgte die Volkszählung der Tagsetzung.

Bevölkerungsentwicklung

Die Bevölkerungsentwicklung des Kantons Schwyz gemäss den Konstanzer Erhebungen zeigt einen mässigen Anstieg von 25 800 (1743) Personen auf 27 100 (1754) und 29 200 (1768). 1799 lebten 32 800 Personen auf dem Territorium von Schwyz, nimmt man für den Hauptort 5000 Personen an. Die Volkszählung von 1837 wies 40 700 Personen aus, jene von 1850 44 200. Die Bevölkerung ist demnach zwischen 1743 und 1799 um 0.43% jährlich gewachsen, im Zeitraum 1802–1837 um 0.57% pro Jahr. Räumlich ergaben sich jedoch signifikante Unterschiede zwischen dem Berggebiet (0,80/0,73) und der Hügellandzone (0,27/0,48) wie auch zwischen Ausserschwyz (0,54/0,71) und Innerschwyz (0,34/0,43). Diese langdauernden Wachstumsdifferenzen zugunsten von Ausserschwyz haben die politischen Spannungen zwischen den beiden Landesteilen zweifellos verstärkt.

Der Goldauer Bergsturz vom 2. September 1806 kostete 457 Personen in Goldau, Buosingen und Lauerz das Leben. Die Einwohnerzahl der Gemeinde Arth erreichte erst wieder 1850 den Stand von 1799.

Literatur

- Kaelin J. B., Das Gemeinwesen des Kantons Schwyz, in: Wirth Max (Hrsg.), Allgemeine Beschreibung und Statistik der Schweiz, Zweiter Band, VI. Buch, Verfassung und Gesetzgebung, S. 117–124, Zürich, 1873.
- Meyer von Knonau Gerold Ludwig, Historisch-geographisch-statistisches Gemälde der Schweiz, Kanton Schwyz, S. 88, St. Gallen, 1835.
- Michel Kaspar, Skizzen der Schwyzer Verfassungsgeschichte, Schwyz, 2008.
- Ochsner Martin, Volkszählungen in Kanton Schwyz, in: Zeitschrift für Schweizerische Statistik, 1912, vol. 2, S. 461–488.
- Schelbert Urspeter, Bevölkerungsgeschichte der Schwyzer Pfarreien Freienbach und Wollerau im 18. Jahrhundert, Chronos, Zürich, 1989.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, Bundesamt für Statistik, Bern, 1988.
- Schuler Martin, Siedlungs- und Bevölkerungsgeschichte seit dem 18. Jahrhundert, in: Historischer Verein des Kantons Schwyz (Hrsg.), Geschichte des Kantons Schwyz, Band 5, S. 33–73, Schwyz, 2012.
- Suter Meinrad, Die Staatsgeschichte 1798-2008 im Überblick, in: Historischer Verein des Kantons Schwyz (Hrsg.), Geschichte des Kantons Schwyz, Band 4, S. 67–117, Schwyz, 2012.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

- B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; Helvetische Zählung 1798, 1090k, Waldstätten.
- Pfarrer-Enquête, Bd. B0 C.02.2.1 Dossier 1408 Waldstätten, Linth.

Staatsarchiv des Kantons Luzern (StALU)

- Kopien der Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände Ff 222 1744/45 (für 1743), Ff 223 1750 (für 1749), Ff 226 1755 (für 1753/54) und Ff 221 1769 (für 1768).

Staatsarchiv Obwalden (StAOW)

- C.03/3.0209, Kommunikantenzählung 1810, die auch eine Zählung der Bevölkerung durch die Pfarrämter enthält. Summarisches Verzeichnis sämtlicher zur Diocesis Constanz gehörigen katholischen Communicanten, 25. Juni 1810.

Staatsarchiv Schwyz (StASZ)

- Akten 1, 83.001, Helvetische und eidgenössische Volkszählungen: Helvetik. 21.10.1798–12.2.1802. HA.IV.83, 83.001 Helvetik, Nr. 1–41, davon Blatt 6 Schwyz.
- HA.IV.83.002, 1811, Schreiben.
- S22, Mappe 350, Kommunikantenverzeichnis 1820.
- Akten 1, 83.001, Helvetische und eidgenössische Volkszählungen: eidg. Volkszählung 1836–1838. 5.6.1837–1.1.2.1838, Nr. 44-46.
- HA.IV.83.003, 1837, Schwyz nach 7 Bezirken.

Kanton Schwyz

(ts-x-01-2223-SZ)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE	KE	KE	HZ		KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Schwyz						1743	1749	1754	1768	1799		1833	1837	1850
1301	Einsiedeln	AZ				3 320 ^c	3 353	3 373	3 966	4 958 ^c		5 583	6 045	6 821
	Bezirk Einsiedeln	AZ				3 320 ^c	3 353	3 373	3 966	4 958 ^c		5 583	6 045	6 821
1311	Gersau	GS				955	956	983	1 047	1 300		1 348	1 361	1 585
	Bezirk Gersau	GS				955	956	983	1 047	1 300		1 348	1 361	1 585
1321	Feusisberg	AZ				649	660	679	767	821 ^c		960	970 ^c	991
1322	Freienbach	AZ				1 198	1 350	1 162	1 225	1 533 ^c		1 293	1 607 ^c	2 058
1323	Wollerau	AZ				474	501	493	547	629 ^c		1 100	1 150 ^c	1 168
	Bezirk Höfe	AZ				2 321	2 511	2 334	2 539	2 983 ^c		3 353	3 727	4 217
1331	Küssnacht	AZ				1 505	1 505	1 739	1 803	1 987		2 580	2 505	2 788
	Bezirk Küssnacht	AZ				1 505	1 505	1 739	1 803	1 987		2 580	2 505	2 788
1341	Altendorf	AZ				745	807	787	988	978		1 286	1 307	1 403
1342	Galgenen	AZ				698	630	727	933	979		1 193	1 290	1 343
1343	Innerthal	AZ				245	303 ^c	361	424	250		255	290	302
1344	Lachen	AZ				1 112	1 190	1 204	1 178	1 300		1 467	1 580	1 506
1351	Nuolen	AZ		>1850	1349	43	55	42	62	60				170
1345	Reichenburg	AZ				421	444	495	610	600		780	859	967
1346	Schübelbach	AZ				1 168	1 257	1 357	1 271	1 200		1 713	1 789	2 041
1347	Tuggen	AZ				525	568	555	584	700		851	957	1 161
1348	Vorderthal	AZ	1785	1343						330		584	641	636
1349	Wangen	AZ				469	527	455	601	700		1 041	1 114	1 175
	Bezirk March	AZ				5 426	5 781 ^c	5 983	6 651	7 097		9 170	9 827	10 704
1361	Alpthal		1798	1372						191		316	352	390
1362	Arth					2 136	2 308	2 137	2 125	2 215		2 129	2 150	2 196
1363	Illgau					86	89	96	125	162		211	207	246
1364	Ingenbohl					1 561	1 554	1 276	1 408	1 239		1 501	1 592	1 548
1365	Lauerz					404	313	445	494	361		446	504	474
1366	Morschach					376	413	395	478	414		446	451	462
1367	Muotathal					858	895	887	895	1 005		1 418	1 555	1 680
1368	Oberiberg					295	346	347	579	804 ^c		1 404	1 472	1 642
1369	Riemenstalden		1805	1366						75		81	135	113
1370	Rothenthurm		1776	1371						729		788	760	925
1371	Sattel					848	948	1 191	1 234	850		961	978	1 023
1372	Schwyz					4 641	4 815	4 622	4 493	6 338		4 878	5 225	5 432
1373	Steinen					828	841	1 009	1 086	1 223		1 356	1 411	1 570
1374	Steinerberg					268	306	291	261	301		382	394	352
1375	Unteriberg		1884	1368										
	Bezirk Schwyz					12 301	12 828	12 696	13 178	15 907 ^c		16 317	17 186	18 053
Kanton Schwyz						25 828	26 934	27 108	29 184	34 232		38 351	40 651	44 168
SZ, Referenzen						25 815	26 642	27 102	29 172	34 148		38 351	40 651	44 168

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

AZ Ausserschwyz (SZ)
 GS Gersau

Korrekturen an Gemeindedaten:

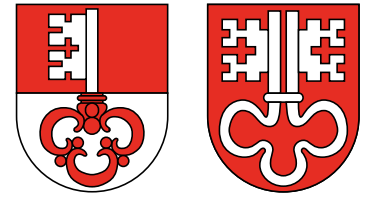
^c korrigiert
^r aufgeteilt

Bemerkungen:

Gersau immer im Kanton Schwyz gezählt
 1743, 1749, 1754 und 1768: Geringe Unterschiede zu Schelbert, mit Ausnahme von 1749 (Freienbach, Morschach, Sattel)
 Korrekturen Einsiedeln (1743, im Original 5190) und Innerthal (1749, im Original 55) von Schelbert (1989) übernommen.
 1799/1802: Die Korrekturen am Original sind mit Schluchter (1988) abgestimmt, Schelbert (1989) gibt leicht korrigierte Werte: Höfe (-87) und March (+3)

Kantone Obwalden und Nidwalden

Lektorate durch Alex Baumgartner, Staatsarchivar Obwalden und Emil Weber, Staatsarchivar Nidwalden



Einleitung

Unterwalden – inter silvas (zwischen den Wäldern) – ist eine seit dem Mittelalter fassbare Bezeichnung für die beiden Täler der Sarner und Engelberger Aa südlich des Vierwaldstättersees, ein rechtstopografischer Begriff für einen Teil der Reichsvogtei Waldstätten (Weber HLS). Nach dem Wegfallen der habsburgischen Landesherrschaft entwickelten sich die Waldstätten selbständig weiter, so dass in Obwalden und Nidwalden ab dem 14. Jahrhundert eigenständige Talgemeinden entstehen konnten. In den eidgenössischen Bünden kam jedoch Unterwalden wohl aus machtpolitischen Überlegungen nur eine Stimme zu, und bis 1999 hatten «Unterwalden ob dem Wald» und «Unterwalden nid dem Wald» den Status von Halbkantonen inne. Die neue Bundesverfassung vom 18. April 1999 führt in der Aufzählung der Kantone «Obwalden und Nidwalden» auf. Einzig das «und» weist noch auf den Spezialstatus der geteilten Vertretung im Ständerat und einer lediglich halben Standesstimme bei Verfassungsabstimmungen hin.

Die beiden Talschaften befinden sich in der Mitte der Schweiz, doch sind sie lange abgelegen und auch wirtschaftlich eher peripher gewesen. Umgeben von mächtigeren Ständen – Bern, Luzern, Schwyz und Uri – war es Ob- und Nidwalden ab Ende des 14. Jahrhunderts nicht mehr möglich, weitere Gebiete zu gewinnen. Die letzte territoriale Erweiterung geht auf das Jahr 1378 zurück, als sich die Urte Hergiswil Nidwalden anschloss. Ähnliche Versuche Obwaldens über den Brünig und ins Entlebuch blieben erfolglos. Im folgenden Jahrhundert beteiligte sich Unterwalden jedoch an allen Eroberungen von Gemeinen Herrschaften.

Der äussere Druck zwang die beiden einander mässig zugelegten Partner in Unterwalden zu dauernder Abstimmung, wobei Obwalden zeitweise ein Zweidrittelsvorrang zukam. Ob- und Nidwaldner betrachteten sich nicht als Einheit, doch bestand bis ins 16. Jahrhundert das Landrecht im jeweilig anderen Ort (Steiner 1986).

Die 1120 gegründete Benediktinerabtei Engelberg schuf ein kleines geistliches Territorium, das seit 1386 unter der Schirmherrschaft von Luzern, Uri, Schwyz und Unterwalden stand (Karte WS1).

Die drei Gebiete wurden 1798 in den helvetischen Kanton Waldstätten integriert, wobei Nidwalden und Engelberg den Distrikt Stans bildeten und Obwalden den Distrikt Sarnen (Karte WS2). Bei der Wiederherstellung der alten Ordnung in der Mediation verblieb Engelberg bei Nidwalden, kam aber 1815 als Exklave zum Kanton Obwalden.

Alle bekannten Bevölkerungserhebungen in den beiden Kantonen sind von aussenstehenden Autoritäten veranlasst worden: die Kommunikantenzählungen des Bistums Konstanz zwischen 1743 und 1768, die helvetische Zählung für den Kanton Waldstätten 1798, nochmals drei Erhebungen der Kommunikanten in den Jahren 1810, 1811 und 1820, die Zählungen der Tagsatzung von 1836/37 und hernach die eidgenössischen Volkszählungen ab 1850. Allerdings ist die Zählung von 1820 in Nidwalden viel detaillierter dokumentiert als in Obwalden.

Die Kantongeschichten beider Kantone, die «Obwaldner Geschichte» von Angelo Garovi (2000) und die kürzlich erschienene «Geschichte des Kantons Nidwalden» von Peter Steiner (Hrsg. 2014) enthalten Kapitel zur Demografie, in Obwalden vertieft in einem Artikel von Niklaus von Flüe (2002).

In dieser Publikation werden Obwalden und Nidwalden gemeinsam behandelt. Alle Unterkapitel enthalten Abschnitte für beide Kantone.

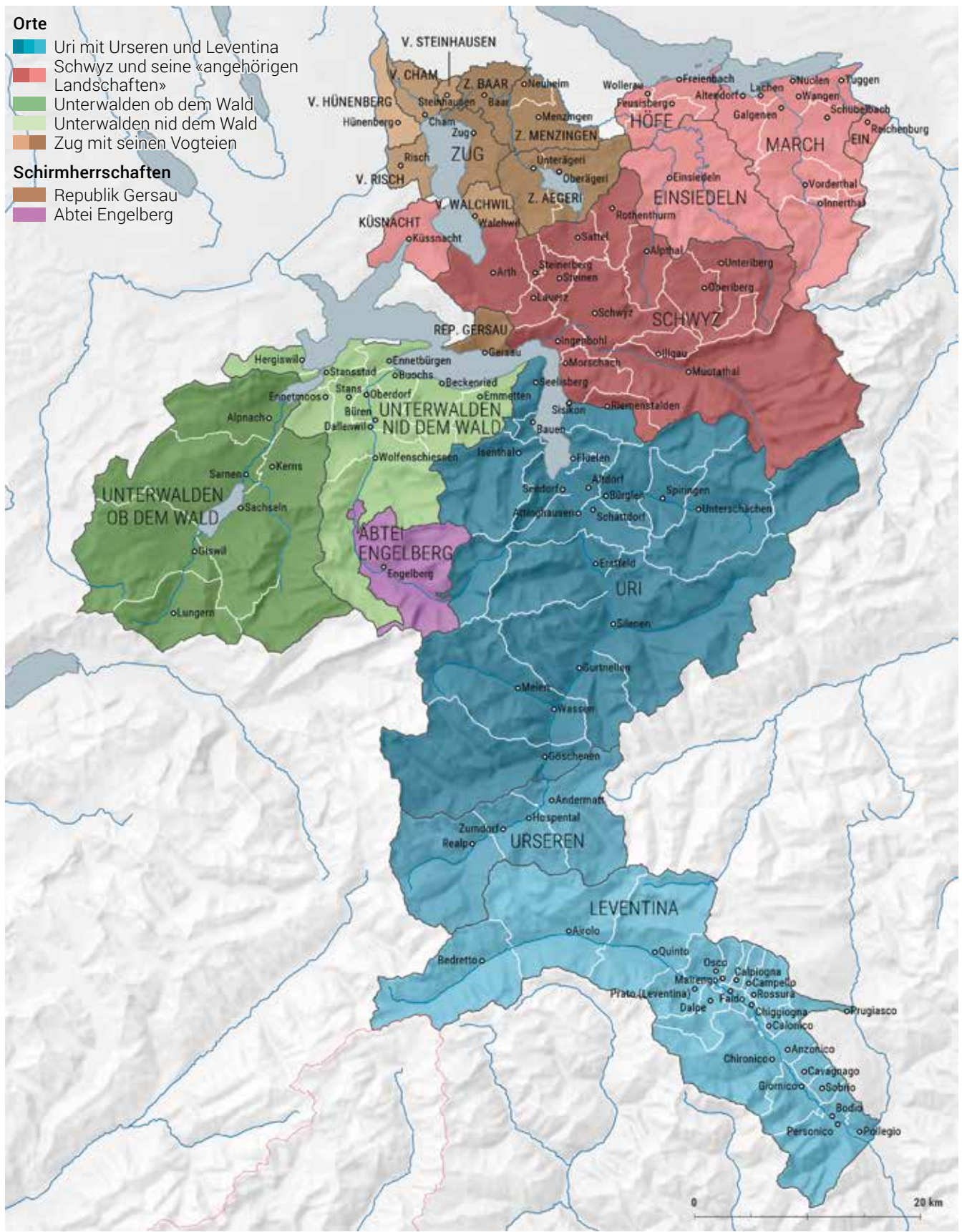
Geschichte und territoriale Entwicklung

Das historische Siedlungsmuster des Gebietes im Übergang zwischen Vor- und Hochalpen ist seit dem Mittelalter durch kleine Dörfchen, Weiler und freistehende Einzelhöfe gekennzeichnet. Unterwalden besitzt ausgedehnte Waldflächen, Riedgebiete und Alpen, die bereits früh gemeinschaftlich genutzt worden sind und dadurch die Ausbildung der politischen Strukturen geprägt haben.

Obwalden

Seit spätestens im 14. Jahrhundert bestehen im Sarneraatal die sechs Kirchgemeinden Sarnen, Kerns, Sachseln, Giswil, Lungern und Alpnach. Die «Kirchgenossengemeinde» oder «Kirchgänge» als politisch-wirtschaftliche Organisationsform hatte bis 1850 Bestand. Innerhalb mehrerer Kirchgemeinden ergaben sich um 1400 weitere Aufspaltungen in «Teilsamen», die als Nutzungsgenossenschaften organisiert waren: die Korporationen Freiteil, Schwendi, Ramersberg und Kägiswil in Sarnen, Dorf und Obsee in Lungern oder Gross- und Kleinteil in Giswil, während in Kerns und Alpnach die Untergliederung nur die Alpgenossenschaften betraf und in Sachseln die Korporation die ganze Kirchgemeinde umfasste (Garovi 2000).

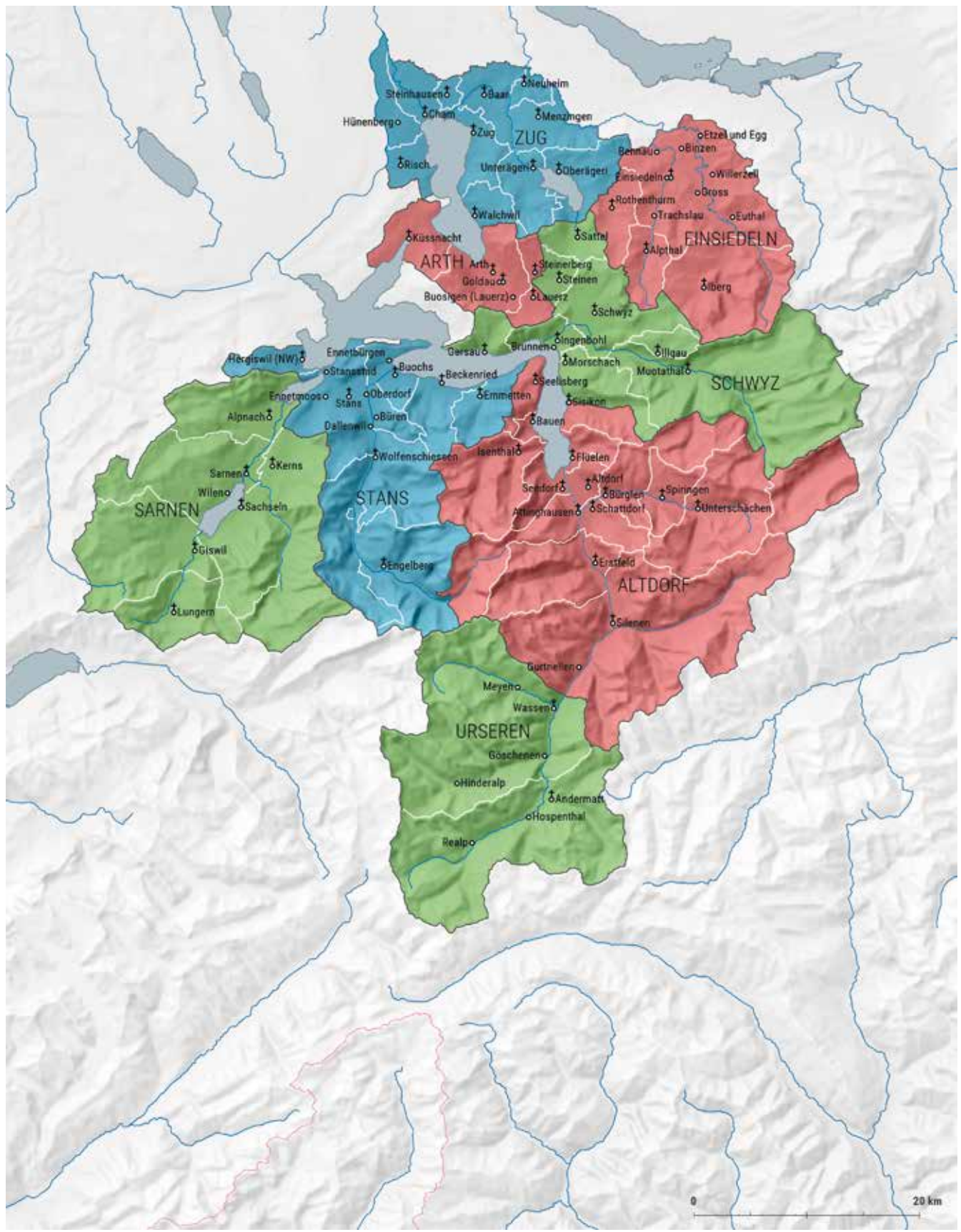
Die Landorte und Schirmherrschaften der Innerschweiz im Ancien Régime



© MICROGIS, BFS 2023

Kanton Waldstätten in der Helvetik 1798-1801: Distrikte, Pfarngemeinden und Agentschaften

WS 2



© MICROGIS, BFS 2023

In der helvetischen Republik wurde in jeder Kirchgemeinde eine einzige Agentschaft bestimmt, doch sind in der helvetischen Volkszählung 1798 für 19 Ortschaften Einwohnertotale angegeben. Die Mediation 1803 brachte die Rückkehr zur Situation im Ancien Régime, die Restauration 1815 den Zugewinn der Gemeinde Engelberg. Die Verfassung von 1850 schuf aus den Kirchgemeinden Einwohner- und Bürgergemeinden, während die Teilsamen sich als Korporationsgemeinden konstituierten (von Flüe 1980). Der territoriale Umfang der Gemeinden Obwaldens hat somit keine Änderungen erfahren, aber ein Teil der 1850 geschaffenen Bürgergemeinden ist in den letzten Jahren mit den Einwohnergemeinden vereint worden.

Nidwalden

Die Kirchgemeinde Stans umfasste ursprünglich das ganze Engelberger Tal (1261). Kirchen bestanden zwar seit dem Mittelalter schon anderswo, doch Abkurungen fanden erst ab dem 15. Jahrhundert statt: Buochs (1454), Wolfenschiessen (1469), Hergiswil (1621), Beckenried (1638) und Emmetten (1732). Erst viel später folgten Ennetbürgen (1881), Dallenwil (1923) Stansstad (1958) und Ennetmoos (1972), während Oberdorf und Büren bis heute bei Stans verblieben sind (Weber HLS). Die früheste räumlich-politische Differenzierung erfolgte nicht kirchlich, sondern durch die lokalen Nutzungsgenossenschaften, die Ürten, die sich zunehmend als Träger der politischen Macht profilierten. Die Grenzen der Ürten (der Begriff Ürte bedeutet «Teil», der obwaldischen Teilsame entsprechend) stimmten nicht vollständig mit denen der Kirchgemeinden überein (Deschwanden 1873, Steiner 1986).

In der helvetischen Volkszählung 1798 wurden im Distrikt Stans 18 Ortschaften (Ürten) aufgeführt, gegliedert in sieben Kirchgemeinden und 13 Agentschaften (wovon je eine auf Engelberg entfiel). Die Kirchgemeinde Stans umfasste die Agentschaften Dallenwil, Ennetmoos, Oberdorf, Stans und Stansstad sowie den Teil von Büren «unter dem Bach». Die Bläzetürte oder «Büren ob dem Bach» gehörte zur Kirchgemeinde und zur Agentschaft Wolfenschiessen, die wie auch Beckenried, Buochs, Emmetten, Ennetbürgen, Ennetmoos und Hergiswil beide Funktionen erfüllte. Diese zwölf Einheiten (ohne Engelberg) bildeten noch anlässlich der eidgenössischen Volkszählung von März 1850 das räumliche Muster Nidwaldens. Die Verfassung des Kantons Unterwalden nördlich dem Wald vom 1. April 1850 sah neben den sechs Kirchgemeinden neu elf Bezirke zur Verwaltung der Gemeindeangelegenheiten vor. In dieser Aufzählung erscheint Büren, das zu Oberdorf kam, nicht mehr. Bis heute bestehen diese elf Bezirksgemeinden (in der Kantonsverfassung von 1965 «Politische Gemeinden») unverändert.

Die lokale Entwicklung ist demnach in den beiden Teilen Unterwaldens unterschiedlich verlaufen: während in Obwalden die Kirchgemeinden früh politische Funktionen ausübten und den Teilsamen eher wirtschaftliche Aufgaben zukamen, wurden in Nidwalden die Ürten (oder wenigstens ein Teil von ihnen) bereits im Spätmittelalter zu politischen Trägern. Folgerichtig wählten die helvetischen Eliten 1798 im Distrikt Sarnen die Kirchgemeinden als Agentschaften und Munizipalen, während innerhalb der Kirchgemeinde Stans die Ürten die politische Verantwortung

übernahmen. Das helvetische Muster der Agentschaften finden sich in beiden Kantonen in den heutigen politischen Gemeinden wieder.

Bevölkerungserhebungen

Die Bischöfe von Konstanz haben die Zahl der Kommunikanten und Nicht-Kommunikanten der je sechs Pfarrgemeinden des *sex-tariatus stantiensis* und des *sex-tariatus samensis* in den Jahren 1743, 1749, 1753/54 und 1768 erhoben. Die Qualität der Angaben ist mindestens für Obwalden zweifelhaft, denn in Alpnach sind zu allen vier Zeitpunkten dieselben Werte angegeben, in den anderen Pfarrgemeinden zwei oder drei Mal. In Nidwalden scheint der Entwicklungsverlauf für die Pfarrei Stans unwahrscheinlich.

In der Abtei Engelberg, wo keine Visitationen des Konstanzer Bischofs erfolgten, zählte das Kloster die Bevölkerung des Tales während des 18. Jahrhunderts fünf Mal (Garovi 2000).

Die helvetische Zählung von 1798 fiel in die Zeit des Nidwaldner Aufstandes und des Franzoseneinfalls von September 1798, der über 400 Personen das Leben kostete und verschiedene Dörfer am See und einen Teil von Stans verwüstete. Die im Staatsarchiv Obwalden aufbewahrte Tabelle der Volkszählung im Distrikt Sarnen stammt von Dezember 1798, wie auch die im Bundesarchiv befindliche Fassung, während eine revidierte Tabelle von April 1799 die Zahl der Wohngebäude nach oben korrigierte. Zwei Dokumente mit Ergebnissen aus dem Distrikt Stans enthalten leicht abweichende Totale: eine Tabelle im Waldstätterarchiv Zug vom 4. August 1798 und die nicht datierte Tabelle im Bundesarchiv, bei der der Erhebungszeitpunkt nach den kriegerischen Ereignissen von September 1798 liegen müsste. So könnte die aussergewöhnlich tiefe Zahl von Wohnhäusern in Ennetmoos, Stansstad und Kehrsiten erklärt werden. Doch scheinen auch die Einwohnerzahlen nach Ürten innerhalb der Kirchgemeinde Stans von den Ereignissen beeinflusst (im Vergleich zu 1820 tiefe Zahlen in Ennetmoos, hohe in Stansstad). André Schluchter (1988) fragte sich, ob für den Distrikt Stans nicht die (höheren) Angaben aus der Pfarrer-Enquête übernommen werden sollten, verwarf aber wohl zu Recht diese Hypothese, denn in dieser ist Ennetbürgen doppelt gezählt und die Stanser Ergebnisse sind nur zum Teil nach Ürten differenziert. Wir verzichten deshalb ebenfalls auf eine Korrektur der Daten aus dem Distrikt Stans.

In den übrigen Gebieten der beiden Distrikte scheint die Struktur der Zahlen (gerundete Werte, Verhältnis zwischen Einwohnerinnen und Einwohnern sowie Wohngebäuden) eine gute Qualität der helvetischen Zählung anzuzeigen. Hingegen haben wir Zweifel an der Richtigkeit der Einwohnerzahl der Gemeinde Sarnen, die sich mit 2516 Personen nicht in den Trend einschreibt (3070 Seelen 1769 und wohl überschätzte 3800 im Jahr 1811). Die Pfarrer-Enquête von 1800 beziffert die Bevölkerung der Pfarrgemeinde auf 3000 (oder «mindestens 2800»). Die Analyse nach Ortschaften legt nahe, dass das Dorf Kirchhofen in der helvetischen Zählung fehlen könnte. Wir nehmen eine Korrektur von 484 Personen für Sarnen und den Kanton Waldstätte vor. Der Distrikt Stans zählte 1798 9953 Einwohnerinnen und Einwohner, der Distrikt Sarnen 9123, korrigiert 9607.

Die in den Jahren 1810, 1811 und 1820 im Rahmen der Auflösung des Bistums Konstanz erfolgten Erhebungen der Kommunikanten sind in den beiden Kantonen unterschiedlich erfasst und überliefert worden. In Obwalden existiert eine Liste der Kommunikanten für 1810, eine solche der Kommunikanten und der Seelen für 1811, während von der Erhebung 1820 nur das Ergebnis für den ganzen Kanton überliefert ist (Von Flüe 2002). Für Nidwalden fehlt die Zählung 1810, und für 1811 sind nur die Totale der Kommunikanten nach Pfarrgemeinden erhalten. Doch im Jahr 1820 hat die Regierung eine Haushaltszählung angeordnet, die den Hof- oder Hausnamen sowie die Anzahl Väter, Mütter, Söhne, Töchter, unmündiger Knaben und Mädchen sowie Hausgenossen enthält. Die vier von Georg Obersteg verfassten Hefte enthalten die Resultate von Stans; Oberdorf, Dallenwil und Büren; Stansstad und «Enenmoos» sowie Wolfenschiessen und Hergiswil. Daniel Kraemer (2014) hat diese Quelle nach Ortschaften, nach Berufen sowie nach den Herkunfts- und Zielgebieten der Abgewanderten ausgewertet. Unter den 6009 Personen befinden sich 250 auswärts, hauptsächlich im Ausland (4,2%). Die von Aloys Niederberger 1820 durchgeführte Erhebung in den Pfarreien Buochs (mit Ennetbürgen), Beckenried und Emmetten findet sich heute nicht im Staatsarchiv Nidwalden. Das «Wochenratsprotokoll» der Nidwaldner Regierung vom 14. August 1820 verzeichnet ein Kantonstotal von 7617 Kommunikanten und 9968 Seelen für den ganzen Kanton, was 3959 Personen für die drei Kirchgemeinden im Osten des Kantons ergibt.

Die von der Tagsatzung 1835 verlangte Volkszählung wurde in beiden Kantonen im März 1836 durchgeführt. Sie ergab für Nidwalden 10 203 und für Obwalden 12 204 Personen. Als im September 1836 die Tagsatzung die heterogenen Resultate der Kantone feststellen musste, definierte sie das Konzept und den Fragenkatalog klarer und verlangte von den meisten Kantonen eine neue Erhebung. Während die Nidwaldner Zählung von 1836 diesen Kriterien genügte, musste Obwalden neu zählen und kam im März 1837 auf ein Einwohnertotal von 12 369. Aloys Businger (1836) hat die Ergebnisse der Zählungen für beide Kantone nach Ortschaften publiziert.

Bevölkerungsentwicklung

Die Qualität der Kommunikantenerhebungen aus dem 18. Jahrhundert erlaubt kaum eine aussagekräftige Darstellung der Bevölkerungsentwicklung in Ob- und Nidwalden, es sei denn, man vertraue der ersten (und später vielfach kopierten) Erfassung von 1743. In einem Vergleich zwischen 1743 und 1798 zeigt sich in den meisten Gemeinden eine sehr verhaltene Bevölkerungsentwicklung. Leichte Gewinne ergaben sich in Seegemeinden, in der sich Heimarbeit verbreitet hatte, was schon Aloys Businger (1836) als Erklärung anführte (Beckenried, Hergiswil), sowie in den höher gelegenen Orten (Emmetten, Lungern) mit spezialisierter Alpwirtschaft.

Auch im ersten Drittel des 19. Jahrhunderts nahm die Einwohnerzahl mit 0,38% pro Jahr in beiden Kantonen nur mässig zu. Die Wachstumsrate erhöhte sich dann aber zwischen 1836 und 1850 auf 0,77% pro Jahr deutlich.

Demografisch am besten dokumentiert ist Engelberg (Egger 1911, Garovi 2000). Hier hat sich die Wohnbevölkerung – ohne das Kloster – während des 18. Jahrhunderts mehr als verdoppelt, von 678 (1709) über 726 (1728), 803 (1732), 919 (1746) und 1010 (1769) auf 1468 (1799) Personen. Nach Bonaventura Egger ist der Bevölkerungszuwachs nach 1726 der Rückkehr vieler Engelberger für den Wiederaufbau des 1729 abgebrannten Klosters zu verdanken. Das starke demografische Wachstum im letzten Drittel des Jahrhunderts wurde durch die Ansiedlung der Seidenindustrie durch den Abt gefördert.

Literatur

Obwalden

Egger Bonaventura, Die Bevölkerungsbewegung von Engelberg, in: Zeitschrift für Schweizerische Statistik, 47, 1911, S. 66–73.

Businger Aloys, Der Kanton Unterwalden, historisch, geographisch, statistisch geschildert. Gemälde der Schweiz Bd. 6, Huber und Compagnie, St. Gallen und Bern, 1836.

Flüe Niklaus von, Volkszählungen im 19. Jahrhundert, in: Obwaldner Brattig 2002, S. 61–63.

Flüe Niklaus von, Wandel in der staatlichen Organisation Obwaldens unter dem Einfluss der Ideen der Aufklärung und der französischen Revolution, in: Obwaldner Geschichtsblätter, Heft 15, 1980, S. 109–127.

Garovi Angelo, Obwaldner Geschichte, Hrsg. Staatsarchiv des Kantons Obwalden, Bd. 2, Sarnen, 2000.

Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, BFS, Bern, 1988.

Nidwalden

Businger Aloys, Der Kanton Unterwalden, historisch, geographisch, statistisch geschildert. Gemälde der Schweiz Bd. 6, Huber und Compagnie, St. Gallen und Bern, 1836.

Deschwanden [Melchior], Das Gemeinwesen des Kantons Unterwalden nid dem Wald, in: Wirth Max, Allgemeine Beschreibung und Statistik der Schweiz, VI. Buch, Verfassung und Gesetzgebung, 2. Heft, Gemeinde- und Kantonalverfassungen, Verlag von Orell, Füssli & Comp., Zürich, 1873, S. 131–167.

Hoppeler Rob., Die Einwohnerzahl Unterwaldens am Schluss des XVIII. Jahrhunderts, in: Historisch-biographisches Lexikon der Schweiz, Schmid, Francke & Co., Bern, 1934, S. 746.

Kraemer Daniel, Bevölkerung, Verkehr und Wanderung 1550–1850, in: Steiner Peter (Hrsg.), Geschichte des Kantons Nidwalden. Von der Urzeit bis 1850, Bd. 1., Hrsg. Kanton Nidwalden, Stans, 2014.

Steiner Peter, Gemeinden, Räte und Gerichte im Nidwalden des 18. Jahrhunderts, Verlag historischer Verein Nidwalden, Stans, 1986.

Steiner Peter (Hrsg.), Geschichte des Kantons Nidwalden. Von der Urzeit bis 1850, Bd. 1. Hrsg. Kanton Nidwalden, Stans, 2014.

Weber Emil, HLS, Kap. 1, Unterwalden. Entstehung im Spätmittelalter.

Weber Emil, HLS, Kap. 2, Herrschaft, Politik und Verfassung vom Hochmittelalter bis zum Ende des 18. Jahrhunderts.

Quellen

Obwalden

Staatsarchiv Obwalden (StAOW)

1798: StAOW, B.03 / 1.9, «Zählungen», Blatt 9, Verzeichnis der Gemeinden und Ortschaften im Distrikte Sarnen, Canton Waldstätte, aufgenommen 11 bis 20 Wintermonat 1798; Blatt 10: Verzeichnis der Gemeinden und Ortschaften im Distrikte Sarnen Canton Waldstätte aufgenommen den 9ten Christmonat 1798 und Wohnhäuser und übrige Gebäude revidiert den 22ten April 1799.

StAOW, «Volkszählung 1803–1850», C.03.1.98.1

1810: StAOW, C.03 / 3.0209, Kommunikantenzählung 1810, die auch eine Zählung der Bevölkerung durch die Pfarrämter enthält (März 1811) (Zahl der Einwohner pro Gemeinde), darunter:

Blatt 1: «Im März 1811 ist durch Tit. Herren Pfarrer folgende Bevölkerungs-Liste gemacht worden» (Seelen und Kommunikanten).

Blatt 5, Summarisches Verzeichnis der Communicanten des lobl Standes Unterwalden ob dem Wald aufgenommen im Monat May 1810 (nur Kommunikanten).

Umschlagsblatt: 1810, 25. Juni, Summarisches Verzeichnis sämtlicher zur Dioces Constanz gehörigen katholischen Communicant. Constanz Dioces Canton.

1837, C.03.1.98, Volkszählung 1837.

Nidwalden

Staatsarchiv Nidwalden (StANW)

1820: StANW, C 1551, Verzeichnis aller Bewohner Nittwaldens laut Befehl der Hohen Regierung mit Beihilf der Herren Ürthi Räthen von Haus zu Haus aufgenommen. Ist Theil durch Georg Oberstäg (Kommunikantenliste, 4 Hefte mit den Daten von 8 der 12 Ürthen – es fehlen Buochs, Ennetbürgen, Beckenried und Emmetten).

1820: StANW C 1551, Wochenratsprotokolle, Juni bis August 1820, Diözesanfond.

1836: StANW C 1112/7, Schweizerische Volkszählung, 1837.

1837: StANW C 1090 / 9:38

Ob- und Nidwalden

Bundesarchiv (BAR)

B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; Helvetische Zählung 1798, 1090k, Waldstätten.

BAR 1390, Pfarrer-Enquête, Kirchenwesen Waldstätten 1799–1801, Bd. 1390.

Staatsarchiv Luzern (StALU)

Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände Ff 222 1744/45 (für 1743), Ff 223 1750 (für 1749), Ff 226 1755 (für 1753/54) und Ff 221 1769 (für 1768).

Kanton Obwalden

(ts-x-01-2223-OW)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	KE	KE	KE	HZ	KE		TVZ	EVZ
Kanton Obwalden						1709	1743	1754	1768	1799	1811		1837	1850
1401 Alpnach							1 138	1 137	1 138	1 157	1 468		1 501	1 622
1402 Engelberg	EN/NW					708 ^p	944	975 ⁱ	1 036	1 457	1 460 ⁱ		1 481	1 737
1403 Giswil							1 042	1 133	1 022	1 037	1 183		1 406	1 610
1404 Kerns							1 825	1 875	1 926	1 999	2 236		2 292	2 509
1405 Lungern							871	960	1 017	1 164	1 360		1 323	1 413
1406 Sachseln							1 299	1 357	1 322	1 250	1 247		1 358	1 506
1407 Sarnen							2 791	3 098	3 135	3 000 ^p	3 800		3 007	3 402
Bezirk Obwalden							9 910	10 535 ⁱ	10 596	11 064 ^p	12 754 ⁱ		12 368	13 799
Kanton Obwalden >1815							10 196	10 535	10 596	11 064	12 754		12 368	13 799
OW >1815, Referenzen										10 580	12 754		12 368	13 799
Kanton Obwalden <1798							8 966	9 560	9 560					
OW, Referenzen										10 580	12 754		12 368	13 799

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung
 VE Versorgungs-Erhebungen

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

EN Engelberg
 NW Nidwalden

Korrekturen an Gemeindedaten:

^c korrigiert
ⁱ imputiert
^p hochgerechnet

Bemerkungen:

Engelberg 1709: 30 Geistliche geschätzt; 1754 interpoliert aus den Erhebungen 1746 und 1769, 1811 geschätzt
 1799: Modifikation gegenüber dem Original und Schluchter (1988) für Kirchhofen (+484 Personen)

Kanton Nidwalden

(ts-x-01-2223-NW)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE	KE	KE	HZ		KE	TVZ	EVZ
Kanton Nidwalden						1743	1749	1754	1768	1799		1820	1836	1850
1501 Beckenried						829	823	851	928	1 100		1 350'	1 314	1 342
1512 Büren		1798/1850	1509	1855	1508					238		293	276	313
1502 Buochs						1 484	1 423	1 480	1 442	1 000		1 150'	1 107	1 284
1503 Dallenwil		1798/1850	1509							602		683	695	731
1504 Emmetten						378	397	400	399	545		630'	607	659
1505 Ennetbürgen		1798/1850	1502							652		829'	798	880
1506 Ennetmoos		1798/1850	1509							391		604	665	712
1507 Hergiswil						417	397	336	461	559		630	661	804
1508 Oberdorf		1798/1850	1509							490		385	570	658
1509 Stans						3 833	4 080	3 771	3 461	1 300		1 749	1 702	1 877
1510 Stansstad		1798/1850	1509							733		625	690	778
1511 Wolfenschiessen						873	964	855	937	886		1 040	1 118	1 301
Bezirk Nidwalden						7 814	8 084	7 693	7 628	8 496		9 968	10 203	11 339
Kanton Nidwalden						7 814	8 084	7 693	7 628	8 496		9 968	10 203	11 339
NW, Referenzen						7 815	8 084	7 693	7 628	8 496		9 968	10 203	11 339

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Korrekturen an Gemeindedaten:

' aufgeteilt

Bemerkungen:

1743, 1749, 1754, 1768: Referenzen = Auszählung mit minimalen Differenzen zu Steiner (2014)
 1799: ohne Engelberg (siehe OW)

Kanton Glarus

Lektorate durch Beat Mahler, Landesarchiv Glarus und August Rohr, Historiker, Diesbach



Einleitung

Glarus ist das tief eingeschnittene, von Süd nach Nord verlaufende Tal der Linth zwischen dem Tödi und dem Walensee. Dreigeteilt in Hinter-, Mittel- und Unterland, war und ist Glarus die wohl grösste Talschaft der Schweiz ohne nennenswerten kommerziellen Passverkehr nach Süden, Osten und Westen, wenn auch hier der Klausen- und der Pragelpass die Verbindung zu Uri respektive Schwyz sicherstellen – die übrigens beide territorial über die Passhöhen ins Tal der Linth reichen. Gegen Norden hingegen öffnet sich das Tal in die Linthebene und an den Walensee und hat Teil an der Verkehrsachse von Zürich nach den Bündner Pässen.

Diese geografische Situation hat den beiden Tälern des Hinterlandes, dem Grosstal von Schwanden bis Linthal und dem Sernftal bis Elm, eine periphere Lage beschert, während das kirchliche und politische Zentrum sich seit jeher im Glarner Mittelland befindet, und nur das Unterland am Durchgangsverkehr beteiligt ist. Die Steilheit des Tales hat bewirkt, dass sich alle Dörfer im Talgrund an den wenigen sicheren Lagen entwickelt haben, während Einzelhöfe in den kurzen Seitentälern und auf den steilen Bergflanken errichtet worden sind.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Im Mittelalter stand Glarus in enger Verbindung zum Fridolinskloster Säkingen, dem wichtigsten Grundbesitzer im Tal. Das Land war Vogtei verschiedener Adelsgeschlechter, ab 1264 der Habsburger, die in den Landessatzungen von 1387 das Bestehen von 15 Tagwen (Verwaltungsbezirke) bezeugten (Trempl HLS). Daneben bestanden bereits früh kommunale Formen, die für Glarus erstmals 1196 dokumentiert sind. Deren Ausbildung wurde ab der 2. Hälfte des 13. Jahrhunderts verstärkt durch Abkürzungen von der Mutterkirche Glarus, zunächst in den entfernteren Dörfern (Matt, Mollis, Linthal, Betschwanden, Schwanden).

1352 schlossen Zürich und die Waldstätten, nach einem Eroberungszug im Vorjahr, einen ersten Bund mit Glarus, der dieses allerdings benachteiligte. Die Schlacht von Näfels 1388 gilt als der bedeutende Meilenstein für die Erringung der Unabhängigkeit von Habsburg, die nach neuerer Forschung aber erst mit der Reichsfreiheit 1415 durchgesetzt war. In dieser Zeit gelang Glarus auch die territoriale Abrundung mit dem Erwerb von Bilten, Urnen und Kerenzen. Kirchlich blieb dieses Gebiet beim Bistum Chur, während die übrige Talschaft weiterhin zum Bistum Konstanz gehörte.

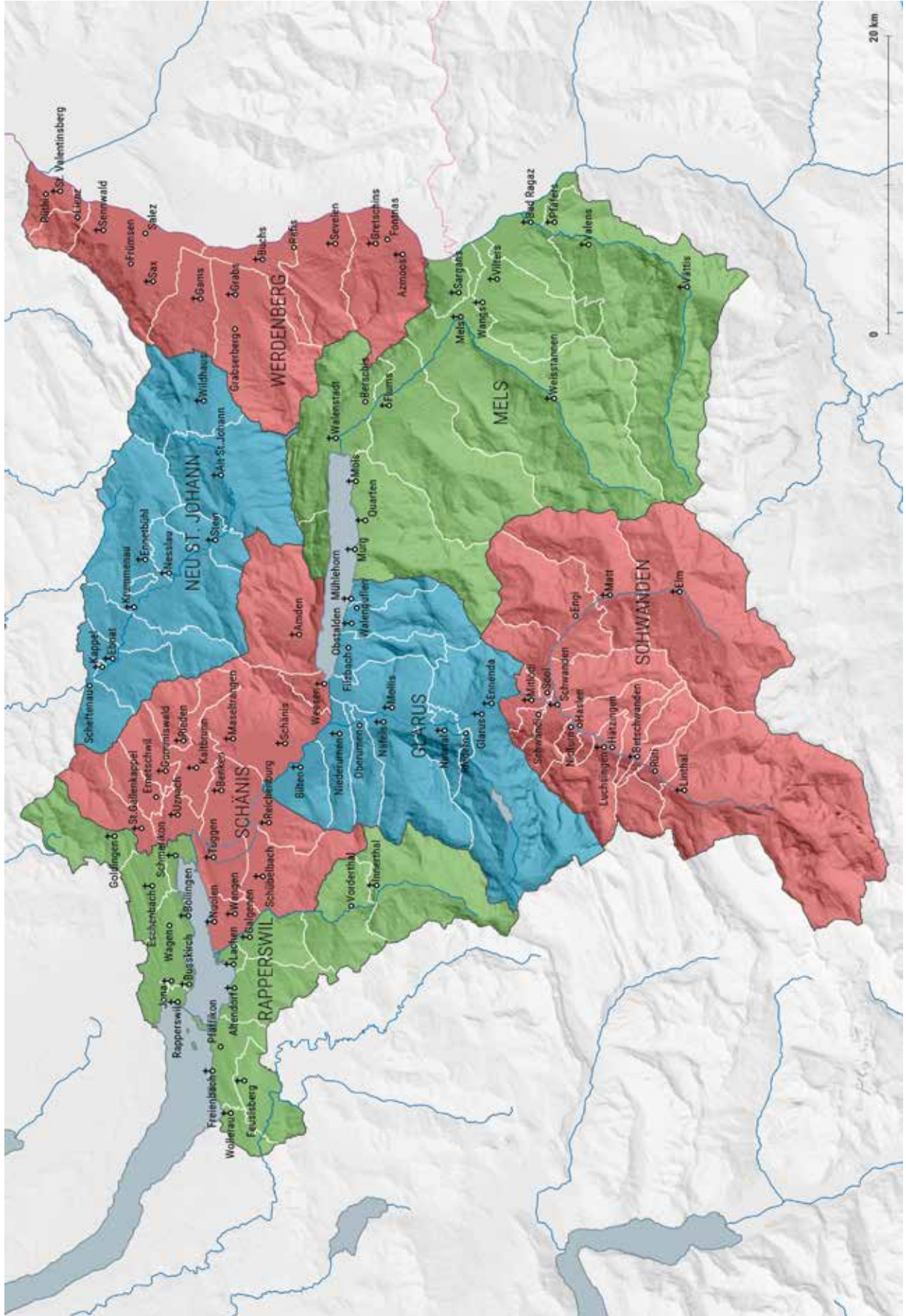
Glarus war am Erwerb von zahlreichen «Gemeinen Herrschaften» beteiligt, so zusammen mit Schwyz in seiner unmittelbaren Nachbarschaft (Uznach seit 1437, Windegg/Gaster 1438 sowie Gams 1497). Baden und die Freien Ämter ab (1415), Pfäfers (1460), Thurgau (1460), Sargans (1483), Rheintal (1490) sowie die ennetbirgischen Vogteien (1512) wurden von Glarus zusammen mit 6 oder 7 anderen Ständen verwaltet, wozu noch Schirmherrschaften über das Toggenburg (1436), die Fürstabtei St. Gallen (1451) und Rapperswil (1458) gezählt werden können. Glarus erwarb 1517 die Grafschaft Werdenberg (Buchs, Grabs, Sevelen) und verwaltete sie bis 1798 als Landvogtei.

Nach 1529 breitete sich die Zürcher Reformation von Zwingli, der selbst zehn Jahre in Glarus gewirkt hatte, rasch im ganzen Kanton aus. Eine einflussreiche Minderheit, gestützt von den eidgenössischen Orten der Innerschweiz, wollte beim hergebrachten Glauben bleiben. Schliesslich einigten sich die Alt- und Neugläubigen auf Garantien für die katholische Minderheit in vier Kirchgemeinden. Die Glaubensspaltung blieb die dominante innenpolitische Trennlinie über die gesamte Zeit des Ancien Régimes, ja sogar darüber hinaus bis 1836. Sie drückte sich in der Ausbildung zweier konfessionell getrennter Landsgemeinden aus, neben denen die gemeinsame Landsgemeinde nur mehr geringe Kompetenzen wahrnehmen konnte. Ende des 17. Jahrhunderts wurde sogar die Teilung des Landes ins Auge gefasst, aber dieses Ansinnen wurde von den anderen Ständen unterbunden.

Der Kanton Linth der Helvetischen Republik (1798–1803) zählte die sieben Distrikte Neu St. Johann (das obere Toggenburg), Werdenberg, Mels, Schwanden, Glarus, Schänis und Rapperswil. Zu den beiden letzteren gehörten auch die Gemeinden von Ausserschwyz (Glaus 2005). Glarus war Hauptort dieses heterogen zusammengesetzten und schlecht funktionierenden, aber im Rückblick territorial recht überzeugenden Gebildes. Die Helvetik war die einzige geschichtliche Periode, in der eine überlokale institutionelle Gliederung – die beiden Distrikte Glarus und Schwanden – bestand (Karte LI1).

Die politische Struktur auf lokaler Ebene war im Kanton Glarus besonders komplex, denn im 19. und 20. Jahrhundert bestanden sieben verschiedene Gemeindearten. Die Gemeindevielfalt, die vielen anderen Ostschweizer Kantonen eigen war, hat sich jedoch im Kanton Glarus extrem herausgebildet. Das Glarner Beispiel wird deshalb im Detail beschrieben und in der nachstehenden Tabelle dargestellt.

Auf lokaler Ebene erscheinen in den statistischen Erhebungen von 1763 und 1777 je 23 «Gemeinden». In der helvetischen Zählung sind 18 Ortschaften im Distrikt Schwanden und 22 Orte



Kanton Glarus, Territoriale Organisation im 19. Jahrhundert

(erweitert nach Rohr August, 2012, sowie seinen Ergänzungen von 1.11.2020)

T3.4

Reformierte Kirchgemeinden (Abkürzungen im 18. Jhdt.)	Katholische Kirchgemeinden	Armengemeinden 1878	Wahltagwen (Wahlgemeinden 1887)	Lokale Tagwen	Schulgemeinden 1876	Ortsgemeinden 1887
Elm		Elm	Elm	Elm	Elm	Elm
Matt-Engi		Matt	Matt-Engi	Matt	Matt Weissenberge	Matt
Matt-Engi		Engi	M.-E. (Engi >1887)	Engi	Engi	Engi
Linthal	Linthal	Linthal evang. <1934	Linthal	Linthal-Matt	Linthal	Linthal
	Linthal	Linthal kath. <1934	Linthal	Linthal-Dorf	Linthal	
Linthal	Linthal		Rüti (>1836 Linthal)	Linthal-Ennetlinth	Linthal	
Betschwanden		Rüti-Braunwald	Rüti (Braunwald >1939)	Rüti-Bergebiet	Rüti-Bergebiet (Bw. >1939)	Braunwald 1939
Betschwanden		Rüti-Braunwald	Rüti	Rüti	Rüti	Rüti
Betschwanden		Betschwanden	Diesbach	Betschwanden	Betschwanden	Betschwanden
Betschwanden		Diesbach	Diesbach	Diesbach-Dornhaus	Diesbach	Diesbach
Betschwanden		Hätzingen	Diesbach	Hätzingen	Hätzingen	Hätzingen
Schwanden		Haslen	D. (Haslen >1896)	Haslen	Haslen	Haslen
Betschwanden			Eschentagwen	Adlenbach <1881	Luchsingen	
Luchsingen 1752		Luchsingen	Eschentagwen	Luchsingen	Luchsingen	Luchsingen
Luchsingen		Leuggelbach	Eschentagwen	Leuggelbach >1868	Leuggelbach	Leuggelbach
Schwanden		Nidfurn	Eschentagwen	Nidfurn	Nidfurn	Nidfurn
Schwanden		Schwanden	Schwanden	Schwanden	Schwanden	Schwanden
Schwanden			Schwanden	Thon <1876	Schwanden	
Schwanden		Schwändi	Mitlödi	Schwändi	Schwändi	Schwändi
Schwanden		Sool	Mitlödi	Sool	Sool	Sool
Mitlödi 1725		Mitlödi evang. <1939	Mitlödi	Mitlödi	Mitlödi	Mitlödi
	Glarus	Mitlödi kath. <1939				
Ennenda 1774		Ennenda	Ennenda	Ennenda	Ennenda	Ennenda
Glarus	Glarus		Ennenda	Ennenda-Ennetbühls		
Glarus		Glarus-Riedern evang. <1972	Glarus	Glarus	Glarus-Riedern	Glarus
	Glarus	Glarus-Riedern kath. <1972				
Glarus	Glarus		Glarus	Riedern	Glarus-Riedern	Riedern
Netstal	Glarus	Netstal	Netstal	Netstal	Netstal	Netstal
Mollis		Mollis	Mollis	Mollis	Mollis	Mollis
				Rieterbezirk 1837-1855		
	Näfels 1534	Näfels	Näfels	Näfels	Näfels Näfelsberg	Näfels
		Oberurnen >1868	N.-O. (O. > 1836)	Oberurnen	Oberurnen	Oberurnen
Niederurnen	Oberurnen	Niederurnen	N.-O. (N. >1836)	Niederurnen	Niederurnen	Niederurnen
Bilten		Bilten	B.-K. (Bilten >1836)	Bilten	Bilten	Bilten
Kerenzen		Filzbach	B.-K. (K. >1836)	Filzbach (Gen.)	Filzbach	Filzbach
Kerenzen		Obstalden	B.-K. (K. >1836)	Obstalden (Gen.)	Obstalden	Obstalden
Mühlehorn 1760		Mühlehorn	B.-K. (K. >1836)	Mühlehorn (Gen.)	Mühlehorn	Mühlehorn

Legende: Die Farben geben die Zugehörigkeit zu den territorialen Einheiten an. Die Reihenfolge der Gemeinden ist geographisch.

(davon allein 10 in Kerenzen) im Distrikt Glarus verzeichnet, in der Pfarrer-Enquête 7 Pfarreien im Distrikt Schwanden und 10 in Glarus (davon zwei katholische).

Im Lande Glarus bestanden seit dem Spätmittelalter 15 Verwaltungseinheiten, die Wahltagwen. Sie dienten nicht nur als Wahlkreise für Mitglieder des kantonalen Rats, sondern hatten im Auftrag des Kantons weitere Aufgaben wahrzunehmen. Im 19. Jahrhundert waren dies beispielsweise die Schriftenkontrolle bei Zugezogenen, das Vormundschaftswesen oder das Zivilstandswesen (ab 1876). Durch zwei Aufteilungen am Nordrand des Kantons erhöhte sich die Zahl der Wahltagwen auf 17. Ab 1887 galt die neue Bezeichnung Wahlgemeinden. Aufgrund weiterer Ablösungen stieg deren Zahl auf 20 (Engi 1887, Haslen 1896 und Braunwald 1939).

Neben den Wahltagwen gab es, ebenfalls von alters her, die lokalen Tagwen, teilweise auch als Dorfschaften oder Genossamen bezeichnet. Diese organisierten sich eigenständig und beruhten in der Regel auf dem gemeinsamen Besitz der Ortsbürger von Land, Wald und Alpen. Über deren Nutzung entschieden diese allein, ohne Einbezug der Zugezogenen. Sie waren aber auch verantwortlich für den Bau und Unterhalt der Wege, den Schutz vor Wildbächen oder die Feuerwehr. Die Finanzierung dieser Aufgaben erfolgte mithilfe der Erträge aus dem Tagwenbesitz sowie dem sogenannten Sitzgeld der Zugezogenen. Immer wieder war auch Fronarbeit notwendig. Die lokalen Tagwen verloren schrittweise an Bedeutung, nachdem die Verfassung von 1887 mit den Ortsgemeinden eine neue lokale Körperschaft schuf, in der alle Einwohnerinnen und Einwohner mit Schweizer Bürgerrecht gleichberechtigt mitentscheiden konnten.

Die Verfassungen spezifizieren jeweils, dass die Wahltagwen oder Wahlgemeinden aus mehreren Ortschaften bestehen können, und führen diese in Klammern auf. Die Statistik stützt sich auf diese kleineren Einheiten. So unterschied die Volkszählung von 1837 nach 28 «Gemeinden oder Dorfschaften», darunter dem Rieterbezirk sowie Adlenbach, das zur Kirchgemeinde Betschwanden, aber zum «Eschentagwen» gehörte.

Die Volkszählung von 1850 stützte sich auf 26 statistische Einheiten ohne Bezeichnung, gegenüber den lokalen Tagwen ohne Adlenbach, Thon und Leuggelbach, von denen 1860 der Rieterbezirk verschwand und Leuggelbach statistisch erst 1870 wieder dazukommt. Ab 1887 erschienen die neuen Ortsgemeinden Filzbach, Obstalden und Mühlehorn als eigenständige statistische Einheiten anstelle des bisherigen Zusammzugs als «Kerenzen». 1939 erfolgte schliesslich die Bildung von Braunwald aus Rüti, womit die Anzahl Ortsgemeinden 29 betrug.

Im Jahre 1878 wurde die Verantwortung für das Armenwesen von den Kirchgemeinden auf 31 neue eigenständige, in Glarus, Mitlödi und Linthal konfessionell getrennte, Armengemeinden übertragen, die erst 1963 auch für Nicht-Ortsbürgerinnen und -bürger zuständig wurden. Schliesslich gab es im Kanton Glarus 30 Schulgemeinden. Im Vergleich zu den Ortsgemeinden waren Glarus und Riedern zusammengefasst, doch es bestanden die drei Bergschulen auf den Weissenbergen (Matt), im Rüti-Berggebiet (dem späteren Braunwald) und auf dem Näfelerberg.

Erst in den Jahren 2004 (Diesbach und Hätzingen zu Luchsingen) und 2006 (Leuggelbach und Nidfurn zu Haslen) sank die Zahl der Gemeinden wieder, bevor 2011 die drastische Reduktion

auf drei Grossgemeinden – den drei Landesteilen entsprechend – in Kraft trat. Im Landsgemeindebeschluss von 2006 wurden gleichzeitig auch alle bestehenden Spezialgemeinden aufgelöst, so die Schul-, Fürsorge- und Bürgergemeinden (Tagwen). Neben diesen Einheitsgemeinden existieren seither nur noch die ebenfalls öffentlich-rechtlich anerkannten Kirchgemeinden der reformierten und der katholischen Landeskirche.

Eine spezielle Erwähnung verdient der «Bezirk der Riether» im Dreieck Ziegelbrücke-Walensee-Näfels, denn er steht für ein in der Schweiz sehr seltenes Beispiel einer Kolonie auf früher unbewohnbarer Fläche, die den Status eines lokalen Tagwens (Heer 1846) und einer statistischen Einheit erhielt, obwohl sie sich nicht als Gemeinde konstituierte. Die Besiedlung dieser Gegend wurde erst möglich, nachdem im frühen 19. Jahrhundert die Linthkorrektur die Versumpfung gestoppt hatte. Die Zugezogenen kamen gemäss der Volkszählung 1837 aus dem Sernftal und vom Kerenzenberg. In den Volkszählungen von 1837 und 1850 wurden im Rieterbezirk 76 respektive 84 Bewohnerinnen und Bewohner gezählt. Das Gebiet wurde nach 1850 der Gemeinde Mollis zugeteilt.

Bevölkerungserhebungen und Bevölkerungsentwicklung

Seit dem 18. Jahrhundert hat sich im wirtschaftlich und kulturell fortschrittlichen Kanton Glarus eine reiche Tradition historischer Werke entwickelt, darunter auch das 36-bändige Genealogienwerk von Johann Jakob Kubly-Müller (1893–1923). Trotzdem verfügt das Landesarchiv Glarus, das auch einen Teil der Bestände aus der helvetischen Zeit beherbergt, nur über wenige statistische Dokumente aus der Zeit vor 1798, abgesehen vom Fundus der Tauf-, Ehe- und Sterberegister, die allerdings zum Teil in den Kirchgemeinden verblieben sind. Für die drei katholischen Pfarreien Näfels, Glarus und Linthal liegen die Erhebungen der Kommunikanten aus den Visitationsberichten der Bischöfe von Konstanz von 1743, 1749, 1753/54 und 1768 vor.

Zwei partielle Bevölkerungserhebungen aus dem 18. Jahrhundert sind im Kanton Glarus für die 23 Tagwen dokumentiert: eine Liste der männlichen Landleute über 16 Jahren und ihres Vermögens aus dem Jahr 1763 (Schuler 1836) sowie eine Erhebung für militärische Zwecke aller männlichen Kantonsbürger 1777 (Bartel und Jenny 1926). Normalerweise werden in unserer Arbeit keine Erhebungen von Teilbevölkerungen erfasst, doch ist die ausgesprochen schmale Datenbasis in Glarus ein Grund, von diesem Prinzip abzuweichen. Die beiden Autoren Otto Bartel und Adolf Jenny (1926) haben auf der Basis der Volkszählung 1837 die Niedergelassenen und Ausländer sowie hernach die Frauen geschätzt und sind auf ein Total von 17 517 Personen für das Jahr 1777 gekommen. Wir haben dieses Kantontotal übernommen und die Daten der einzelnen Gemeinden hochgerechnet.

Die helvetische Volkszählung von Innenminister Albrecht Rengger ab Oktober 1798 war die erste, die im Gebiet des Kantons durchgeführt wurde, gefolgt im Februar/März 1799 von der Pfarrer-Enquête des Bildungsministers Philipp Albert Stapfer. In der helvetischen Zählung ergab sich für den Distrikt Glarus ein Total von 13 989 Einwohnerinnen und Einwohnern, während die

Pfarrer-Enquête nur 12 679 Personen berechnete. André Schluchter (1988) kommt zum Schluss, dass die helvetische Zählung ein zu hohes Ergebnis ausweist, was er auf Mehrfachzählungen im Flecken Glarus zurückführt (4400 Personen gegenüber 3940 in der Pfarrer-Enquête). Er verwendet deshalb für den ganzen Distrikt letztere als Grundlage. Auch in dieser Arbeit wird auf dieses Total abgestellt, wobei für das Dorf Glarus nur 3400 Personen berechnet werden, denn 318 Personen werden in der Gemeinde Riedern gezählt, während die 222 Einwohnerinnen und Einwohner der Ortschaft Ennetbühl zur politischen Gemeinde Ennenda gehören, auch wenn sie kirchlich Glarus zugeteilt sind. Durch diese Berechnung erhöht sich das Total für Ennenda, während dasjenige für Glarus herabgesetzt wird, was Ergebnisse zeitigt, die sich in die langzeitliche Entwicklung einschreiben und ausserdem ein logisches Verhältnis zwischen der Anzahl Wohnhäuser und der Einwohnerzahl ergibt. Das Total von Glarus scheint in der helvetischen Zählung künstlich erhöht, wie es sich auch in einigen anderen Hauptorten beobachten lässt. Dagegen bleiben die Einwohnerzahlen der übrigen Gemeinden des Distrikts unverändert.

Für den Distrikt Schwanden weist die helvetische Zählung 10 130 Personen aus, die Pfarrer-Enquête 10 045 (wobei Luchsingen unvollständig und Matt überschätzt ist). Im Landesarchiv Glarus findet sich im Kopierbuch Bd IV/165 eine Liste der Gemeinden mit 9953 Personen (die Differenz betrifft vor allem die Gemeinde Schwändi). Wir halten uns wie André Schluchter an die helvetische Zählung, die in diesem Fall präziser ist und zudem nach «Gemeinden» differenziert.

Die dritte Bevölkerungserhebung, über die Glarus vor 1850 verfügt, ist die von der Tagsatzung im September 1836 verordnete und im Januar 1837 durchgeführte Volkszählung. Von dieser Erhebung finden sich detaillierte Dokumente im Landesarchiv sowie ein ausführlicher Bericht von alt Landammann Cosmus Heer (1839). Cosmus Heer war mit der Vorbereitung der Zählung beauftragt, und er hat diese in einem Detaillierungsgrad ausgewertet, wie er in den eidgenössischen Volkszählungen frühestens 1860 erreicht werden konnte. Die fünf Gemeindetabellen im Anhang des Berichtes enthalten die Bevölkerung nach Bürgerrecht und Geschlecht, resp. nach Konfessionen, nach zwei Altersklassen sowie nach den Abwesenden. Eine Kreuztabelle mit den Aufenthaltsorten aller Kantonsbürger nach den 26 Gemeinden vervollständigt diese aussergewöhnliche Analyse.

Die drei Stichjahre, für die Volkszählungsergebnisse vorliegen, ergeben 17 517 Einwohnerinnen und Einwohner im Jahr 1777, 22 809 für das Jahr 1798 und schliesslich 29 348 im Jahr 1837. Diese Zahlen unterstreichen die aussergewöhnliche demografische Dynamik des Industriekantons. Anne-Lise Head-König (1987) spricht von der stärksten Bevölkerungsentwicklung in dieser Zeit im ganzen Alpenraum.

Literatur

- Bartel Otto und Jenny Adolf, Glarner Geschichte in Daten, 3 Bde. und Register, Bartel Druck Glarus, 1926.
- Glaus Beat, Der Kanton Linth der Helvetik, Schwyz 2005.
- Head-König Anne-Lise, Evolution agraire et démographique en Suisse (XVII^e – XIX^e siècles), Liège: Ordina, 1987, p. 233 – 261.
- Heer Cosmus, Bericht an Landammann und Rath des Kantons Glarus über die in Vollziehung des Tagsatzungsbeschlusses vom 7. September 1836, im Januar 1837 vorgenommene Volkszählung im Kanton Glarus, Druck und Verlag von F. Schmid, Glarus, 1839.
- Heer Oswald und Blumer-Heer J. J., Der Kanton Glarus, historisch-geographisch-statistisch geschildert von den ältesten Zeiten bis auf die Gegenwart, Huber, St. Gallen und Bern, 1846.
- Historisches Lexikon der Schweiz, Head-König, Anne-Lise, Kanton Glarus, Kap. 3.1 Bevölkerung und Siedlung, Online: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D7374.php>.
- Historisches Lexikon der Schweiz, Rohr August, Kanton Glarus, Kap. 4, Der Staat im 19. und 20. Jahrhundert, Online: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D7374.php>.
- Historisches Lexikon der Schweiz, Tremp Ernst, Kanton Glarus, Kap. 2.1, Herrschaftliche und kirchliche Verfassung des Hochmittelalters.
- Kamm Rolf, Glarus zwischen Habsburg und Zürich. Die Entstehung des Landes im Spätmittelalter, Hier+Jetzt, Baden, 2010.
- Kubly-Müller Johann Jakob, Das Glarner Genealogien Werk, 36 Bände, Glarus, 1893 – 1923. Online: <https://www.gl.ch/verwaltung/bildung-und-kultur/kultur/landesarchiv/familienforschung-genealogienwerk.html/657>
- Rohr August, Historisch gewachsene Vielfalt in der Glarner Gemeindeorganisation, in: Galliker Hans-Rudolf, Kronenberg Romana und Rohr August, Wege zum neuen Glarnerland, Küng Druck, Glarus, 2012.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, BFS, Bern, 1988.
- Schuler Melchior, Geschichte des Landes Glarus, Druck und Verlag von F. Schulthess, 1836.
- Verfassungen Schweiz, Online: <http://www.verfassungen.ch/glarus/index.html>.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

Schweizerisches Bundesarchiv, B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; Tabellen der Kantone und ihrer Einteilung in Distrikte, 1799 – 1801, Canton Linth.

Pfarrer-Enquête für den Kanton Linth 1799: BAR, Helvetisches Zentralarchiv, Band 1374 (Linth).

Landesarchiv des Kantons Glarus (LAG)

Volkszählung 1801, Kopierbuch (Bd. IV / 165), P.444, 1. Aug 1801, Liste der Gemeinden des Distriktes Schwanden.

Volkszählung 1837, Neues Gemeines Archiv, 1803 – 1837 Class 68 B (NG 68 B).

Kubly-Müller Johann Jakob, Genealogienwerk, 1893 – 1923 (36 Bände zur älteren Glarner Genealogie)

Staatsarchiv Luzern (STALU)

Kopien der Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände Ff 222 1744/45 (für 1743), Ff 223 1750 (für 1749), Ff 226 1755 (für 1753/54) und Ff 221 1769 (für 1768).

Kanton Glarus

(ts-x-01-2223-GL)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit			ME	HZ			KVZ	EVZ
Kanton Glarus								1777	1801			1837	1850
1641	Adlenbach			>1800	1614				200				
1601	Betschwanden							228 ^p	203			299	254
1602	Bilten							371 ^p	642			689	681
1603	Braunwald		1939	1626									
1604	Diesbach							355 ^p	514			466	419
1605	Elm							670 ^p	1 000			1 013	1 051
1606	Engi							560 ^p	695			1 098	1 197
1607	Ennenda							1 180 ^p	1 272			2 129	2 313
1608	Filzbach		1887	1618									
1609	Glarus							2 242 ^p	3 400			4 094	4 082
1610	Haslen							288 ^p	346			659	787
1611	Hätzingen							384 ^p	404			504	500
1612	Leuggelbach		>1860	1614	>1850	1621		167 ^p	219			203	215
1613	Linthal							1 072 ^p	1 538			1 617	1 745
1614	Luchsingen							387 ^p	308			608	652
1615	Matt							549 ^p	561			736	659
1616	Mitlödi							391 ^p	633			623	649
1617	Mollis							1 636 ^p	1 654			2 064	1 957
1618	Mühlehorn							1 228 ^p	1 400			1 535	1 597
1619	Näfels							1 164 ^p	1 346			1 847	1 869
1620	Netstal							1 090 ^p	1 372			2 028	2 101
1621	Nidfurn							261 ^p	343			414	397
1622	Niederurnen							587 ^p	825			1 342	1 505
1623	Oberurnen							357 ^p	450			637	691
1624	Obstaliden		1887	1618									
1625	Riedern							216 ^p	318			359	341
1642	Rieterbezirk			<1860	1617							76	84
1626	Rüti							509 ^p	641			814	809
1627	Schwanden							1 121 ^p	1 519			2 310	2 296
1628	Schwändi							200 ^p	632			718	823
1629	Sool							304 ^p	374			466	539
	Bezirk Glarus							17 517 ^p	22 809			29 348	30 213
Kanton Glarus								17 517	22 809			29 348	30 213
GL, Referenzen								17 517	24 119			29 348	30 213

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 ME Militärische Erhebungen

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Korrekturen an Gemeindedaten:

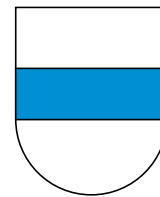
^p hochgerechnet

Bemerkungen:

1801: die Korrekturen von Schluchter (1988) am originalen Total sind übernommen worden

Kanton Zug

Lektorat durch Renato Morosoli, Staatsarchivar Zug



Einleitung

Der Kanton Zug ist der kleinste Ganzkanton der Schweiz; von seinen 239 km² Gesamtfläche sind zudem noch 24 km² für den Anteil am Zugersee und 7 km² für den Ägerisee abzuziehen. Das kompakte Territorium entspricht in etwa dem Einzugsgebiet der Lorze, einem Nebenfluss der Reuss, die die beiden Seen verbindet, wobei ihre Einmündung in den Zugersee bei Zug nur unweit von ihrem Ausfluss in Cham entfernt liegt.

Die nördlichen und westlichen Teile des Kantons zählen zum Mittelland, während das Gebiet östlich des Sees den Voralpen angehört und auf dem Wildspitz auf 1580m kulminiert. Im gesamten Siedlungsraum bildeten ursprünglich Weiler und Einzelhöfe die vorherrschende Siedlungsstruktur, Graswirtschaft ist die dominante Landnutzung.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Die Habsburger erwarben im 13. Jahrhundert die Stadt Zug und die Gebiete im Ägerital und Baar mit dem «Berg» (später Menzingen) und fassten sie verwaltungstechnisch als Amt zusammen. Aus den Steuerbezirken der Vogtei, die auch als Wahlverbände dienten und territorial den Kirchgemeinden entsprachen, entwickelten sich um 1400 die Stadt Zug und im «äusseren Amt» die Gemeinden Ägeri, Menzingen und Baar (Glauser HLS). Den Zugern gelang es im 14. und 15. Jahrhundert, die meisten auswärtigen Rechte an sich zu ziehen.

Der Beitritt von Zug zur Eidgenossenschaft 1352 folgte dem Bündnis zwischen den Waldstätten und Zürich im Jahr zuvor. Obwohl der Bund Zug zu gleichberechtigten Eidgenossen machte, war es in den folgenden Jahren faktisch ein Protektorat von Schwyz. Es vermochte sich aber bis 1400 aus dieser Lage zu befreien, wurde 1415 reichunmittelbar und erreichte damit die vollständige Ablösung von Habsburg.

Die Stadt Zug allein erwarb 1379 Walchwil und kaufte den Herren von Hüenberg die Ortschaften Cham (1406), Steinhausen (1435) und Risch (1486) ab, um sie fortan als Untertanengebiete zu verwalten. Im Gebiet westlich des Sees vermochte einzig Hüenberg einen Sonderstatus zu bewahren. Die Stadt besass bis 1798 im Weiteren Rechte in Meierskappel sowie in Oberrüti jenseits der Reuss, während umgekehrt Zürich Rechte in Steinhausen hielt und Buenas ein eigener Herrschaftsbezirk blieb. Nicht zu vergessen ist der Anteil Zugs an den Gemeinen Herrschaften Baden, Freiamt, Thurgau, Sargans und Rheintal sowie an den ennetbirgischen Tälern.

Der Stand «Stadt und Amt Zug», so die offizielle Bezeichnung im Ancien Régime, wurde als einziger in der Alten Eidgenossenschaft von einer städtischen und ländlichen Elite gemeinsam regiert. Diese teilten sich die politische Macht im Verhältnis von zwei Stimmen für die Stadt und je eine für die drei Gemeinden des äusseren Amtes (Hoppe HLS). Zug, das übrigens bis 1848 die Landsgemeinde beibehielt, wurde zu den Landkantonen gezählt (womit das Verhältnis von 6 Landkantonen zu 7 Stadtkantonen fast ausgeglichen war). In der Glaubensspaltung blieb Zug katholisch, was den Katholiken ein kleines zahlenmässiges Übergewicht sicherte (7 katholische Stände gegenüber 6 reformierten oder paritätischen). Zug wurde zum Mittlerkanton zwischen der Innerschweiz und Zürich. Der Kanton öffnete sich im 19. Jahrhundert nachhaltig der Industrialisierung.

Das Territorium von Zug blieb seit 1498 unverändert, und auch der Versuch Zugs 1814/15, das obere Freiamt zu erwerben, misslang (Karte WS1). Eine einzige – späte – Grenzkorrektur betraf die Pfarngemeinden Risch ZG und Meierskappel LU im Jahr 1936 mit der Anpassung an die Kantonsgrenze (die Weiler Ibikon, Knütwil und Stockeri kamen zu Risch und Böschenschroth zu Meierskappel).

Auch innerhalb des Gebiets von «Stadt und Amt Zug» blieben territoriale Änderungen selten, denn die Pfarngemeinden und Korporationen schrieben sich in dieselben Territorien ein. Aus den um 1500 bestehenden sechs Pfarngemeinden spalteten sich ab dem 17. Jahrhundert vier neue Kirchspiele ab, so Steinhausen (1611 aus Baar), Neuheim (1675 aus Menzingen), Unterägeri (1714 aus Ägeri) und Walchwil (1804 aus Zug); einzig Hüenberg blieb bis 1975 mit Cham verbunden.

In der Helvetik wurde Zug 1798 zu einem der sechs Distrikte des Kantons Waldstätten (Karte WS2 im Kapitel Unterwalden). Die Stadt Zug löste 1799 die Gemeinde Schwyz als Hauptort des Kantons ab, und so findet sich heute der Hauptteil des Waldstätterarchivs im Staatsarchiv Zug. Die territorialen Untertanenverhältnisse wurden aufgehoben, elf Agentschaften gebildet (davon zwei in Zug selbst, aber keine in Neuheim) und drei neue politische Gemeinden geschaffen (Unterägeri 1798, Hüenberg 1799 sowie Risch 1799 aus den früheren Vogteien Gangolfswil und Buenas). Seit der 1848 erfolgten Verselbständigung von Neuheim aus der Gemeinde Menzingen gab es im Kanton Zug keine Gebietsveränderung mehr, mit Ausnahme der Abtrennung der Enklave St. Wolfgang von der Stadt Zug im Jahre 1934 und ihrer Zuteilung zur Gemeinde Hüenberg (Glauser et al. 1998).

Idealtypische Erfassung der Bevölkerung nach Heimatrecht und Aufenthaltsstatus

nach: Lüönd Werner, Die Volkszählungen des 19. Jahrhunderts im Kanton Zug, Tugium, 6/1990.

T3.5

Heimatrecht	Aufenthaltsstatus							
	Bürger/ Niederge- lassene	Bürger/ Niederge- lassene	Aufenthalter	Aufenthalter	Durchreisende	Flüchtlinge	Heimatlose	Heimatlose
	Anwesende	Abwesende	Anwesende	Abwesende	Anwesende	Anwesende	Anwesende	Abwesende
Gemeindebürger	x	x			x			
Kantonsbürger	x	x	x	x	x			
Schweizerbürger	x	x	x	x	x			
Ausländer	x	x	x	x	x	x		
Heimatlose					x		x	x

Legende: X: Kategorie, die erfasst sein sollte

Applikation auf die Volkszählungen im Kanton Zug von 1817 bis 1860

T3.6

1817	B/NL Anw.	B/NL Abw.	AH Anw.	AH Abw.	DR Anw.	FL Anw.	HL Anw.	HL Abw.
GB	x	x			x			
KB	x	x	x	x	0			
SB	x	x	x	x	x			
AL	x	x	x	x	0	0		
HL					0		0	0

1830	B/NL Anw.	B/NL Abw.	AH Anw.	AH Abw.	DR Anw.	FL Anw.	HL Anw.	HL Abw.
GB	x	x			x			
KB	x	x	x	x	0			
SB	x	x	x	x	0			
AL	x	x	x	x	0	0		
HL					0		0	0

1836	B/NL Anw.	B/NL Abw.	AH Anw.	AH Abw.	DR Anw.	FL Anw.	HL Anw.	HL Abw.
GB	x	x			x			
KB	x	x	x	x	0			
SB	x	x	x	x	0			
AL	x	x	x	x	0	0		
HL					0		0	0

1847	B/NL Anw.	B/NL Abw.	AH Anw.	AH Abw.	DR Anw.	FL Anw.	HL Anw.	HL Abw.
GB	x	x			x			
KB	x	x	0	0	0			
SB	x	x	x	x	0			
AL	x	x	x	x	0	0		
HL					0		0	0

1850	B/NL Anw.	B/NL Abw.	AH Anw.	AH Abw.	DR Anw.	FL Anw.	HL Anw.	HL Abw.
GB	x	x			x			
KB	x	x	x	x	0			
SB	x	x	x	x	0			
AL	x	x	x	x	x	x		
HL					0		x	x

1860	B/NL Anw.	B/NL Abw.	AH Anw.	AH Abw.	DR Anw.	FL Anw.	HL Anw.	HL Abw.
GB	x	x			x			
KB	x	x	x	x	x			
SB	x	x	x	x	x			
AL	x	x	x	x	x	x		
HL					0		x	x

Legende: Anw: Anwesende / Abw: Abwesende / X erfasst / 0 fehlend

Bevölkerungserhebungen

Die Lage für die historische Bevölkerungsstatistik ist im Kanton Zug ausserordentlich gut, besonders was die erste Hälfte des 19. Jahrhunderts betrifft. Die Erhebungen sind zahlreich, die Dokumentation ist hervorragend und die räumliche Vergleichbarkeit problemlos. Die einzigartige Situation hat es Werner Lüönd erlaubt, die in jeder Zählung schwierige Frage der Grundgesamtheiten der zu erfassenden Personen im Detail zu analysieren und in dem von uns so genannten «Zuger Modell» darzustellen.

Im Staatsarchiv des Kantons Zug werden die Originallisten der kantonalen Volkszählungen von 1817, 1830, 1836 und 1847 wie auch der eidgenössischen Volkszählungen von 1850 bis 1870 aufbewahrt. Der Autor richtete ein besonderes Augenmerk auf die Erfassung des Heimatrechtes und des Aufenthaltsstatus jeder Person und unterschied zwischen Anwesenden und Abwesenden. Dank dieser Systematik konnte Werner Lüönd belegen, dass vor allem Personen mit fragilem Heimatrecht (Ausländerinnen und Ausländer, Heimatlose) und kurzfristigem Aufenthaltsstatus (Durchreisende, Flüchtlinge) in den Zählungen nicht oder ungleich erfasst sind – im Zeitvergleich 1817–1870 allerdings in abnehmendem Ausmass. Heikel ist die Bestimmung der abwesenden Einwohnerinnen und Einwohner, zumal die Natur und Dauer dieser Abwesenheit (z.B. auf dem Markt, auf einer Pilgerreise, in fremden Kriegsdiensten, in Amerika) meist nicht erhoben wurde. Der Autor zeigt die Stärken und Schwächen der einzelnen Erhebungen auf und weist darauf hin, dass ausgerechnet die konzeptionell beste Volkszählung der Serie, diejenige von 1847, derart kompliziert und unverständlich für die mit der Erhebung beauftragten Akteure war, dass ihre Ergebnisse kaum brauchbar sind. Trotz der nie vollständig einheitlichen Basis der Zählungen und dem recht unterschiedlichen Vorgehen zwischen den Gemeinden sind die Resultate laut Werner Lüönd im Zeitablauf dennoch grob vergleichbar (Lüönd 1990).

Für das 18. Jahrhundert liegen die Ergebnisse der kirchlichen Zählungen der Kommunikanten und Nicht-Kommunikanten im Bistum Konstanz für die Jahre 1743, 1749, 1754 und 1768 vor, zudem für die ehemaligen Untertanengebiete der Stadt Zug auch für 1771. Weitere Erfassungen der Kommunikanten (allerdings ohne die Nicht-Kommunikanten) stammen aus den Jahren 1811, 1812 und 1820, als der Diözesanfonds des aufgehobenen Bistums unter die katholischen Kantone verteilt wurde. Schliesslich soll noch erwähnt werden, dass die erste Volkszählung im Kanton im Jahr 1670 in der Pfarrgemeinde Ägeri durchgeführt worden ist (Morosoli et al. 2003).

Der Kontext der staatlichen Volkszählungen im 19. Jahrhundert war wechselnd. In der Hungerzeit 1817 handelte es sich um eine Lebensmittelaufnahme mit angeschlossener Bevölkerungszählung. Die Erhebung von 1830 wurde anlässlich der Organisation des neuen Bistums Basel in den katholischen Kirchgemeinden der Kantone Bern (Jura), Luzern, Solothurn und Zug durchgeführt, in letzterem zwischen November 1829 und Februar 1830 in einer eigentlichen Volkszählung. In dieser Erhebung wurde klar darauf hingewiesen, Abwesende auszuschliessen. Die Zählung der Tagsatzung schreibt sich in die gesamteidgenössische Erhebung zur «Revision der Geld- und Mannschaftsskala» ein. Die im April 1836 erhobenen Daten genügten in ihrem Detaillierungsgrad den verschärften Anforderungen der Tagsatzung, so dass Zug einer der wenigen Kantone war, der die Erhebung nicht wiederholen musste. Die in grösster Eile organisierte Volkszählung 1847 erfolgte nach dem liberalen Umsturz und diente zur Festlegung der Sitzverteilung für den neu geschaffenen Kantonsrat.

Bevölkerungsentwicklung

Wird das Ergebnis der Kommunikantenerhebung von 1743 weggelassen, da wohl von einem Erfassungsfehler in der Stadt Zug auszugehen ist, so resultieren drei unterschiedliche Perioden, in denen die Entwicklung von Stadt und Land sehr ungleich verliefen: Bevölkerungsabnahme in der Stadt in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts, jedoch Zunahme auf dem Land; städtisches Wachstum von 1800–1830, indessen Stabilität in den Landgemeinden; Stagnation in der Stadt zwischen 1830 und 1850 und hohe Gewinne in den übrigen Gemeinden (Morosoli 1991).

Literatur

Glauser Thomas, Hoppe Peter und Schelbert Urs peter, Der Kanton Zug zwischen 1798 und 1850, 2 Bände, 1998 (StAZG E 369/2).

Glauser Thomas, HLS, Kap. 2.1 Herrschaft, Politik und Verfassung vom Hochmittelalter bis zum Ende des 18. Jahrhunderts.

Glauser Thomas, HLS, Kap. 2.2 Kommunale Bewegung und Territorialbildung im Spätmittelalter.

Hoppe Peter, HLS, Kap. 2.3 Regieren und Verwalten in der frühen Neuzeit.

Hoppe Peter, HLS, Kap. 3 Gesellschaft, Wirtschaft und Kultur vom Hochmittelalter bis ins 18. Jahrhundert.

Lüönd Werner, Die Volkszählung des 19. Jahrhundert im Kanton Zug, in: Tugium, 6/1990, S. 70–96.

Morosoli Renato, Bevölkerungsentwicklung und Bevölkerungsstruktur, Zweierlei Erbe. Staat und Politik im Kanton Zug 1803–1831/47, Verlag Kündig Druck, Zug, 1991.

Morosoli Renato, Sablonnier Roger und Furrer Benno, Ägerital – seine Geschichte, Oberägeri, Unterägeri, 2003.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; Helvetische Zählung 1798, 1090k, Waldstätten.

Pfarrer-Enquête, Bd. B0 C.02.2.1 Dossier 1408 Waldstätten.

Bischöfliches Archiv der Diözese Basel in Solothurn (BiASo)

Visitationen 1647 bis 1796, Capitulum Tugiense, A 2254, 9 Bünde.

Staatsarchiv Zug (StAZG)

StA E 62/2 Volkszählung 1829/30.

StA E 62/13 Volkszählung 1836.

StA CB 19, Verzeichnis der von den Pfarrern im Kanton Zug eingegebenen Communicanten von den Jahren 1810 und 1811.

StA E 62.1, Etat der Einwohner, der vorfindlichen Lebensmittel, des Vieh- und Heubestandes im Kanton Zug.

StA B 143, Bevölkerungsstatistik. Liste der Bürger von Zug vom 18. bis 25. July 1798.

StA B 143, Verzeichnis der Gemeinden und Agentschaften im District Zug, Kanton Waldstätten, aufgenommen 5ten 9bris 1798.

ZG-VZ-Morosoli_bis_1850, Excel-Tabelle mit den Gemeinderesultaten aller Volkszählungen, private Tabelle.

Kanton Zug

(ts-x-01-2223-ZG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE	KE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Zug						1749	1754	1768	1798	1817	1830	1836	1847	1850
1701 Baar						1 767	2 141	2 330	1 757	2 147	2 097	2 209	2 350	2 346
1702 Cham	ZV					1 977	2 040	1 595	859	1 004	1 146	1 183	1 259	1 321
1703 Hünenberg	ZV	1799	1702						894	878	915	970	1 117	1 032
1704 Menzingen						1 345	1 287	1 434	2 290	2 240	2 479	2 683	2 334	2 112
1705 Neuheim		1848	1704			444	444	478					788	764
1706 Oberägeri						944	1 005	1 063	1 332	1 282	1 361	1 619	1 865	1 807
1707 Risch	ZV					548	603	729	736	793	820	923	1 004	1 005
1708 Steinhausen	ZV					361	360	438	493	478	471	486	546	490
1709 Unterägeri		1723	1706			672	653	715	906	1 194	1 226	1 487	2 068	2 243
1710 Walchwil	ZV					703	697	854	817	913	875	936	1 137	1 039
1711 Zug						2 880	2 990	2 658	2 403	2 809	3 054	3 159	3 124	3 302
Bezirk Zug						11 641	12 220	12 294	12 487	13 738	14 444	15 655	17 592	17 461
Kanton Zug						11 641	12 220	12 294	12 487	13 738	14 444	15 655	17 592	17 461
ZG, Referenzen						11 606	12 219	12 294	12 487	13 738	14 444	15 655	17 592	17 461

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

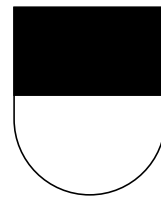
ZV Zuger Vogteien (ZG)

Bemerkungen:

1749, 1754, 1768: Referenzen, minime Differenzen zu Morosoli (1991)

Canton de Fribourg

Relecture par Nathalie Dupré (AEvF) et David Blanck (AEF)



Introduction

L'habitat du canton de Fribourg est caractérisé par une prédominance de petits villages en basse altitude, correspondant historiquement à de petites paroisses puis à des communes encore plus petites. Par contre, dans le district alémanique de la Singine et en se rapprochant des Préalpes, la présence des villages s'efface au profit de hameaux et de fermes isolées dans des grandes paroisses et des communes étendues. Ici, le découpage des communes a d'ailleurs presque entièrement été calqué sur celui des paroisses.

La fondation des villes de Fribourg (1157) sur la Sarine et de Berne (1191) sur l'Aar par les Zähringen (Guex, DHS) exprima la recherche de localisations centrales dans un espace en expansion vers les Alpes. La décision d'établir des villes à mi-distance entre le Jura et les Alpes a permis par la suite à ces deux villes de s'imposer dans de vastes territoires et de déplacer l'axe principal Ouest-Est de la future Suisse du Pied du Jura et de la Broye (Avenches) vers le sud. Des accords de coopération furent conclus très tôt entre les deux villes de Berne et de Fribourg, mais la relation entre ces voisins proches, bientôt séparés par un clivage confessionnel, fut aussi bien marquée par la rivalité que par la défense d'intérêts communs. Fribourg résista à la Réforme, accueillit le siège de l'Évêché de Lausanne en 1614 et fonda son université en 1889.

Le pouvoir spirituel et temporel du diocèse de Lausanne au Moyen-Âge couvrait un territoire allant de la Côte vaudoise jusqu'à l'Aar au-delà de Soleure et des crêtes du Jura jusqu'aux Préalpes. Au XVI^e siècle, la Réforme conquiert les territoires bernois, vaudois et neuchâtelois du diocèse. Sont restées catholiques les paroisses du canton de Fribourg (sans le bailliage commun de Morat) avec 101 paroisses en 1666, une partie du bailliage commun d'Echallens (4 paroisses), Le Landeron et Cressier (2) à Neuchâtel, la ville de Soleure et le district de Lebern (6), ainsi que Jougne et Les Hôpitaux Neufs en «Bourgogne» (4) (Dellion 1884, Braun 1988).

Deux institutions fribourgeoises abritent de riches sources sur la démographie fribourgeoise du XVII^e au XIX^e siècle: les Archives de l'État de Fribourg (AEF) et les Archives de l'Évêché de Lausanne, Genève et Fribourg (AEvF). Si ces dernières ont sauvé les volumes manuscrits concernant les visites pastorales des évêques qui contiennent parfois le nombre de communiants, les premières ont conservé les documents originaux des huit recensements organisés par l'État de Fribourg entre 1811 et 1845, puis des recensements fédéraux de 1850 à 1880. À la charnière des deux séries se trouvent le Recensement helvétique de 1799 et son précurseur cantonal non-complet datant de 1785.

En 1902, Ferdinand Buomberger a exploité les résultats du recensement cantonal de 1811. Les milliers de pages des autres recensements de 1811 à 1845 se trouvent sous forme de microfilms aux AEF puis, depuis 2015, en ligne sur le site «Family-search». À part un décompte par commune réalisé par les AEF dans les années 1960, il n'y a pas eu, à notre connaissance, de travaux scientifiques ayant eu recours à cette richesse d'information. De même, il n'existait pas jusqu'à ce jour de saisies du nombre de communiants émanant des sources épiscopales. Pour cette raison, nous les présentons plus en détails dans cet article sur Fribourg afin de mettre en évidence quelques caractéristiques qui s'appliquent également aux recueils organisés dans les autres diocèses, soit à Constance, Coire, Côme, Milan, Sion, Annecy ou Porrentruy aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.

Histoire et développement territorial

Dès sa fondation, la ville de Fribourg fut bilingue. L'acquisition des «Anciennes Terres» se fit également de part et d'autre de la frontière linguistique; cette dernière resta d'ailleurs quasiment inchangée durant des siècles. Après les Guerres de Bourgogne, Fribourg fit son entrée dans la Confédération suisse en 1481 et accepta que la langue du gouvernement devînt l'allemand. À ce moment-là, le nouveau canton obtint quelques bailliages en commun avec Berne (Morat, Grandson et Orbe-Echallens), avec lequel il avait déjà acquis Grasbourg en 1423. Suite à l'achat de quelques seigneuries à la fin du XV^e siècle, à la conquête du Pays de Vaud en 1536 et à l'acquisition en 1555 de la Gruyère, ancien et important comté depuis le XI^e siècle, le canton de Fribourg a vu doubler sa superficie (Castella 1919). L'expansion territoriale du XVI^e siècle au détriment des Savoyards se fit pourtant essentiellement en pays francophone. Lors de la Réforme, Fribourg resta fidèle à la foi catholique et devint ainsi une enclave confessionnelle dans le grand territoire de Berne qui incluait alors le Pays de Vaud. Ce n'est qu'avec l'avènement de la République helvétique que des populations protestantes rejoignirent le canton de Fribourg, en dehors du fait que celles de la plupart des bailliages communs avec Berne avaient déjà adhéré à la nouvelle foi. En 1803, le canton fut le premier à tenir le rôle de canton directeur durant la Médiation, et la ville de Fribourg devint ainsi la première capitale de la Suisse (Tornare 2003).

La République helvétique attribua à Fribourg un des anciens bailliages communs (Morat) ainsi que les districts d'Avenches et de Payerne, tous protestants. En 1801 déjà, Avenches et Payerne furent détachés au profit du Canton du Léman, puis, en 1807, les deux anciennes enclaves bernoises (Münchenwiler, Clavaleyres) revinrent à nouveau à Berne. La période helvétique mise à part, les frontières fribourgeoises restèrent donc inchangées depuis 1555.

Bailliages, districts

Durant l'Ancien Régime, la Ville de Fribourg contrôla, sous forme de dépendances immédiates, les «Anciennes Terres» acquises jusqu'au XV^e siècle et réparties en bannières rattachées aux quatre quartiers du Bourg (Praroman) et de l'Auge (Tavel) à l'est de la Sarine, de l'Hôpital (Belfaux) et de la Neuveville (Onnens) à l'ouest. Les 20 bailliages (sans Morat) étaient Attalens, Bellegarde/Jaun, Bulle (avec La Roche), Châtel-St-Denis, Cheyres, Corbières (avec Vuadens), Estavayer, Font, Gruyères, Illens, Montagny, Planfayon, Pont-Farvagny, Romont, Rue, St-Aubin, Surpierre, Vaulruz, Vuippens et Vuissens. Ces bailliages étaient de tailles très inégales, les anciennes terres englobant un quart de la population à elles seules (carte FR1). Les contours des décanats diocésains s'assimilèrent aux plus grands bailliages et aux bannières.

La logique du découpage de la République helvétique visa à équilibrer les unités administratives du canton élargi en fonction du nombre de leurs habitants et à former dans la Broye des unités spatialement cohérentes sans enclaves. On délimita les douze districts de Fribourg, Schmitten, La Roche, Gruyères, Bulle, Châtel-St-Denis, Rue, Romont, Estavayer, Morat, Avenches et Payerne (carte FR2), les deux derniers jusqu'en 1801 seulement. Les frontières de ces districts helvétiques semblent avoir été dessinées préalablement sur une carte, puisqu'elles ne respectaient pas toujours les limites des paroisses. La Constitution de 1803 réduisit drastiquement à cinq le nombre des districts (Fribourg, Morat, Bulle, Romont et Estavayer) tout en gardant treize arrondissements. Ce découpage s'inspira fortement des délimitations des anciens bailliages (sans les plus petits et sans les enclaves) mais en maintenant les centres helvétiques: la Ville de Fribourg ainsi que le très grand district de Fribourg-campagne, Morat, Corbières, Gruyères, Bulle, Châtel, Rue, Romont, Farvagny, Montagny, Surpierre et Estavayer. La Constitution conservatrice de 1814 ne changea rien à cette structure de treize préfectures. Quant à la Constitution libérale de 1831, elle maintint ce découpage mais sépara le district de Fribourg en une partie germanophone et une partie francophone et attribua la ville de Fribourg à cette dernière. Enfin, la Constitution radicale de 1848 ramena le nombre des districts de treize à sept et choisit la plupart de leurs appellations suivant le nom des rivières: La Broye, La Glâne, La Gruyère, La Sarine, La Singine, Le Lac et La Veveyse. Ce découpage est toujours en vigueur.

Paroisses, communes

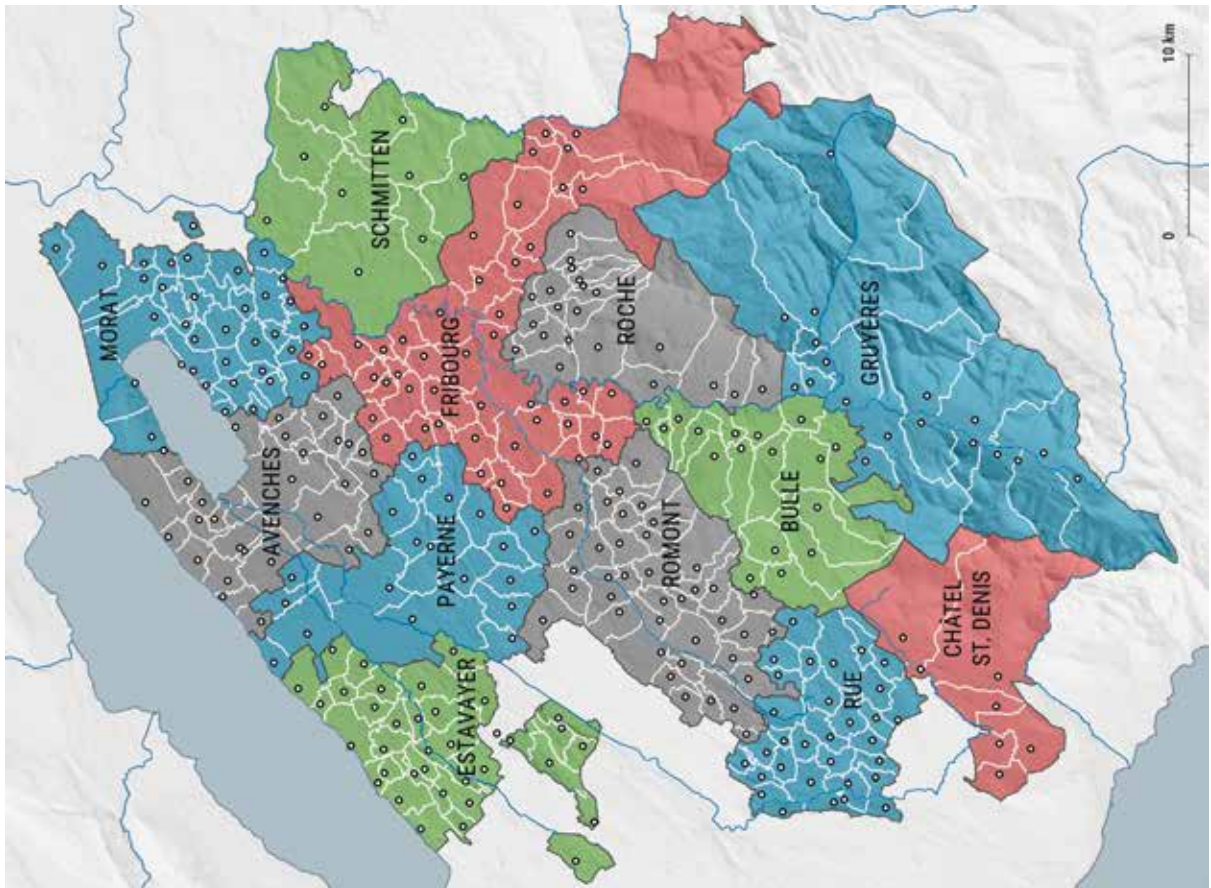
À l'exception du district alémanique de la Singine, le maillage des structures locales fribourgeoises était très fin et n'a presque pas été modifié jusque vers 1970. Ainsi, dans la partie catholique, on compta 102 paroisses en 1663 et 105 en 1816. Quatre paroisses protestantes autour de Morat et du Mont Vully complétèrent le tableau; la paroisse de Chiètres FR chevauche jusqu'à aujourd'hui la frontière cantonale avec Berne, tout comme celle de Ferenbalm BE.

Durant les premiers mois de la République helvétique, le gouvernement fribourgeois désigna des agents locaux. Dans la plupart des districts, le nombre des agences dépassa nettement celui des paroisses; dans d'autres, le tissu ecclésiastique forma la trame des agences (Schmitten, La Roche, Châtel). Lors de la désignation des municipalités en 1799, leur nombre augmenta encore. C'est cette structure locale que le canton gardera dès la Médiation en 1803. La Constitution de 1814 fut la première à mentionner les «communes», terme usuel sous l'Ancien Régime. En 1848, la distinction entre bourgeois et habitants fut supprimée, mais les communes bourgeoises ont subsisté.

Sans prendre en considération les villages des paroisses d'Ependes, de Marly et de Praroman, dont la date d'acquisition de l'autonomie communale n'est pas clairement arrêtée, on peut compter 280 communes en 1814. Leur nombre s'élevait à 285 en 1850 et, en 1968 – date du début de la politique d'encouragement aux fusions –, on en comptabilisait 284 (actuellement encore 133). Dans la Singine, les «Schrote», c'est-à-dire les anciennes sections juridiques des grandes paroisses de Tavel et de Rechthalten, furent désignées comme communes en 1831/32 (Alterswil, St. Antoni et St. Ursen de Tavel; Brünisried, Oberschrot et Zumholz de Rechthalten). Par la suite, l'effectif des communes reconnues ne diminua que de deux entre 1831 et 1968, suite à trois fusions au XIX^e siècle (Grandsivaz 1831, Grange-la-Battiaz 1863 et Arrufens 1867) et à la séparation de Schmitten d'avec Guin qui intervint en 1922. Une spécificité fribourgeoise fut d'admettre pendant longtemps une administration partagée pour deux communes, ce qui permit de maintenir des communes minuscules, parfois au détriment de la distinction statistique du nombre des habitants par commune (Formangueires, Greng, Illens, Kleinbösingens, Kleingurmels, Neuhaus). Les changements territoriaux entre communes furent également peu nombreux.

Canton de Fribourg durant la République helvétique (1798-1803):
12 districts, dont deux du Pays de Vaud, anciennement bernois

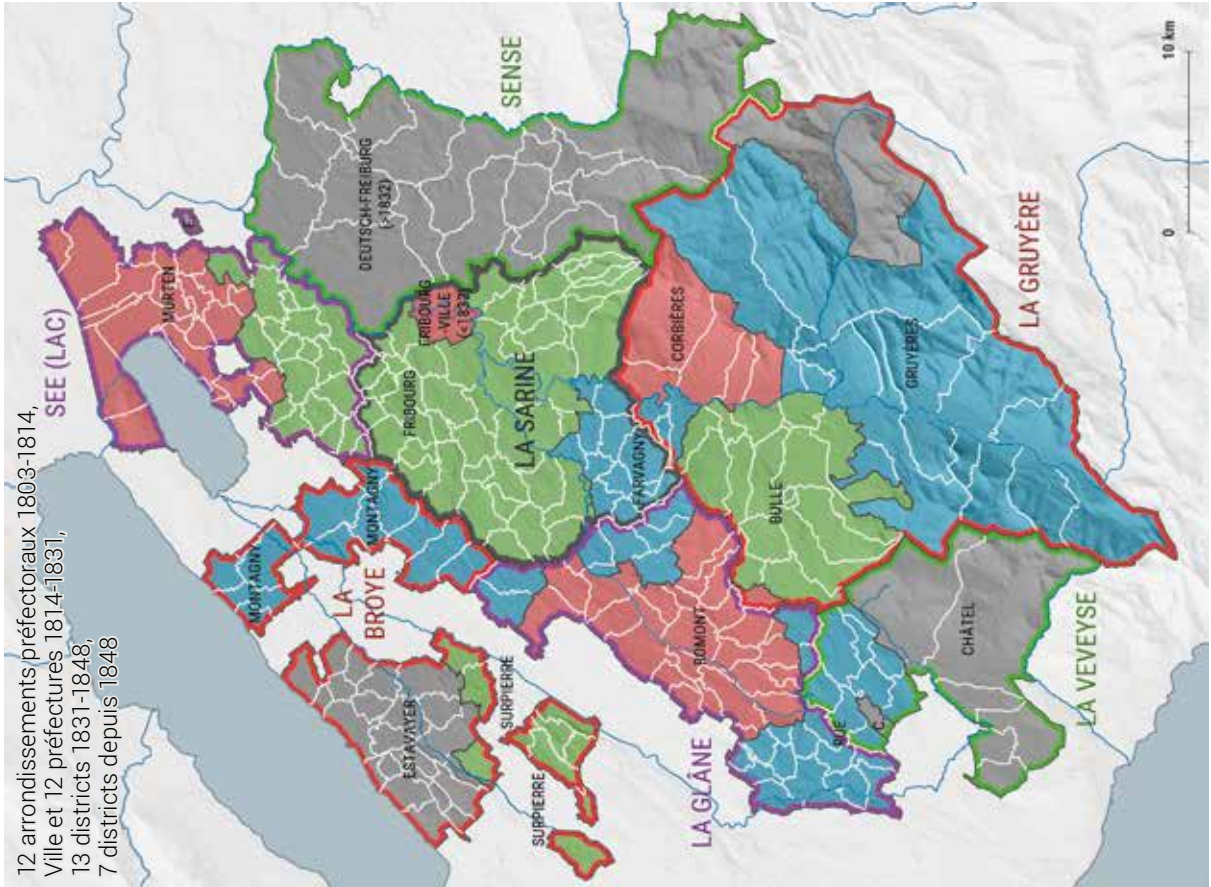
FR 2



© MICROGIS, OFS 2023

Canton de Fribourg depuis 1803

FR 3



12 arrondissements préfectoraux 1803-1814,
Ville et 12 préfectures 1814-1831,
13 districts 1831-1848,
7 districts depuis 1848

Recensements

Décompte des communiant dans les actes des visites pastorales des évêques de Lausanne

Les Archives de l'Évêché du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg (AEvF) disposent de 19 volumes des «Acta visitationis», les «Actes des visites pastorales» dès 1654. Ces livres contiennent les comptes-rendus des visites des paroisses du diocèse, visites que les évêques étaient tenus de faire à intervalles réguliers. Organisées déjà en 1416/17 et 1453 mais renforcées après le Concile de Trente (1545–1563), ces visites servaient à connaître l'état des biens (visitatio rerum, soit des bâtiments, du mobilier liturgique, des objets sacrés et des revenus de l'église), ainsi qu'à contrôler la conduite et la fidélité des clercs et des laïcs à leurs devoirs et aux lois de l'Église (visitatio personarum ou hominum). À part cela, les visites étaient également l'occasion d'administrer le sacrement de la confirmation. Idéalement, ces investigations auraient dû indiquer le nombre de communiant de chaque paroisse, comptés le plus souvent à la sortie de la messe de Pâques. Une estimation des non-communiant, c'est-à-dire des filles de moins de 14 ans et des garçons de moins de 16 ans, aurait pu compléter le recueil (Holder 1903).

Entre 1654 et 1811, les dix évêques en fonction ont effectué 18 séries de visites d'une partie ou de la totalité des paroisses du diocèse (Aebi 2015). Les volumes 1 à 11 contiennent les transcriptions des comptes-rendus des visites pour cette période de 157 ans, les volumes 12 à 19, quant à eux, couvrent les XIX^e et XX^e siècles. Un seul volume, le 5^e, se propose de systématiser les transcriptions selon un schéma standard et en regroupant les paroisses par décanat («decanatus», Pfaff, DHS). Il s'agit de l'enquête de 1666/68 de Mgr Jean-Baptiste de Strambino qui s'est avérée la plus fournie pour satisfaire notre intérêt. Elle a pu saisir la quasi-totalité du nombre des communiant, et c'est la seule enquête qui a également compté les non-communiant, ce qui permet de calculer le nombre des «animae», c'est-à-dire la population totale de chaque paroisse. Pour ce qui est des communiant, les visites entreprises en 1759/60 par Mgr Joseph-Nicolas de Montenach et en 1816 par Mgr Pierre-Tobie Yenni peuvent être considérées comme relativement complètes, tandis que celles de 1663 (déjà effectuées par Mgr de Strambino), de 1738–59 par Mgr Claude-Antoine Duding puis par Mgr Joseph-Hubert de Boccard et de 1783–85 par Mgr Bernard-Emmanuel de Lenzbourg ne livrent qu'une partie des informations démographiques. Dans les autres comptes-rendus des campagnes de visites, on ne trouve pas d'indications chiffrées sur les communiant. Pour notre recherche, nous disposons donc d'une seule enquête exhaustive, celle de 1666–68, et de deux enquêtes partielles.

Pour dissiper tout malentendu quant à la richesse de l'information contenue dans les comptes-rendus des visites pastorales, il convient de préciser que les plus riches en matière statistique sont souvent pauvres sur les questions pastorales et liturgiques. Selon les biographies des évêques en poste aux XVII^e et XVIII^e siècles, les évêques Jean-Baptiste de Strambino et Joseph-Nicolas de Montenach (les plus prolifiques sur le plan de la documentation démographique) se sont distingués par des épiscopats rigoristes et contestés. Jean-Baptiste de Strambino,

«tout juste toléré, finit par faire le tour des paroisses en compagnie d'un patricien de Fribourg chargé de le surveiller plus que de l'assister» (Rappo 2014). Quant à Joseph-Nicolas de Montenach, il «se montre très zélé pour la discipline ecclésiastique, (...) ce qui lui vaut le mécontentement de la population paysanne...» (Rappo 2014).

L'enquête de 1666–68 comprend la totalité des 101 paroisses de Fribourg et des 16 autres paroisses du diocèse regroupées par décanat, mais elle n'englobe pas les villes de Fribourg et de Soleure. Si l'ordre des décanats ne répond pas à une logique géographique, celui des paroisses laisse apparaître l'itinéraire des visites qui ont duré entre deux et sept jours. Une énumération linéaire des paroisses comporte le risque d'omissions d'unités – et de non-détection de leur absence. De fait, toutes les visites ultérieures présentent quelques lacunes. Ces lacunes peuvent provenir de séries de visites partielles, de l'impossibilité de visiter certains lieux ou d'une imprécision dans la transcription des notes de terrain.

Le dénombrement des paroissiens représente un système de décomptes démographiques parmi les plus simples. La seule variable retenue est le total des paroissiens communiant, enregistré lors d'une fréquentation de messe. Ce comptage peut se faire de manière précise, approximative ou estimée. Le procédé part de l'idée que l'ensemble des paroissiens sont présents lors de la messe en question, ce qui n'est pas forcément le cas, si l'on admet des absences dues à la maladie, à l'âge ou à d'autres raisons. Mais ce type de décompte a le mérite d'appliquer le principe de la population présente, y compris les non-bourgeois ou les étrangers. Sont exclus par définition les adeptes d'autres confessions, peu nombreux dans le contexte rural fribourgeois mais présents dans les communes paritaires du bailliage d'Echallens ou dans les villes.

Le décompte des paroissiens peut être complété par un nombre d'absents connus par le curé, ce qui permet ainsi d'obtenir des chiffres encore plus précis. Mais le décompte peut aussi être remplacé par une énumération des fidèles selon les connaissances des curés ou un registre tenu par ceux-ci. Souvent, et surtout dans les grandes paroisses, toutes les méthodes sont difficiles à appliquer, et les chiffres indiqués représentent une simple estimation.

Dans les sept séries de visites épiscopales avec décompte des communiant, 47% des totaux de communiant sont des chiffres arrondis à la centaine, 34% à la dizaine et 19% seulement à l'unité près. Cette approche peut paradoxalement aussi induire en erreur du fait que le chiffre de 60 ou de 300, par exemple, peut très bien signifier un résultat précis. Après examen des séries, il s'avère que les chiffres arrondis ou estimés sont inégalement répartis: des données à l'unité près représentent 46% dans l'enquête de Mgr de Strambino de 1666 mais autour de 20% dans les deux séries de 1738/59 (Mgr Duding/Boccard) et de 1811/16 (Mgr Guisolan/Yenni). Aucun chiffre à l'unité ne se trouve dans la série de Mgr de Montenach (1759/60). L'enquête de 1666 à 1668 semble donc être la plus précise jamais entreprise durant ces deux siècles, tandis que celle de 1759/60 suit une logique de saisie cohérente, tout en indiquant que la méthode ne peut être précise. Pour le reste, les évêques se sont contentés des totaux que les curés ont bien voulu leur fournir.

Le Recensement des grains de 1785

Suite à de mauvaises récoltes, le Gouvernement ordonna, le 12 mai 1785, une visite de ses représentants dans tous «les greniers de grains» du canton ainsi qu'un recensement sommaire de la population dressé sur des listes pré-imprimées par commune. Ces listes, répertoriées en 2007 aux AEF, sont préservées à près de 90% (à l'exception des communes des bailliages de Corbières, Font, Vaulruz et Vuippens). Dans les bailliages communs avec Berne, l'enquête n'a pas eu lieu (AEF 2007). Les résultats, organisés selon des villages et hameaux et consignés dans une logique diachronique, donnent l'impression d'une assez grande précision.

Le Recensement helvétique

Les documents du recensement helvétique du canton de Fribourg augmenté de deux districts vaudois, réalisé en 1799 par le Gouvernement helvétique, se trouvent à la fois aux Archives fédérales (AFS) et cantonales (AEF). Les AFS conservent les résultats de onze des douze districts sur des feuilles séparées dans le document 1090k. Le douzième district, celui de Fribourg, ne se trouve que dans sa version recopiée dans le grand volume 1090l. Les secrétaires du Ministère de l'intérieur ont d'ailleurs arrêté la transcription des tableaux dans ce beau volume après les six premiers cantons de l'ordre alphabétique et ce seul district fribourgeois. Le recensement de Fribourg énumère 679 villes, villages et hameaux avec l'indication des maisons habitées, d'autres bâtiments et des personnes, ainsi que l'attribution des villages aux paroisses et aux agences. La qualité des recueils est inégale selon les districts, et certains totaux semblent mal transcrits.

Le document conservé aux AEF, intitulé «Etat de la population actuelle», est une petite brochure de 38 pages ayant trait à ce même recensement réalisé en 1799 et imprimée en 1800. Les tableaux y sont organisés très précisément en fonction des districts (qui recoupent parfois les paroisses), des paroisses et de 496 «villages et hameaux». Il s'agit de la même source, mais elle est dépouillée de manière différente avec des résultats souvent légèrement divergents; la différence qui en découle est de 540 personnes sur 67 000.

Les deux sources paraissent complètes sur le plan des localités retenues, malgré la disparition de deux paroisses dans le petit livret de 1800, due à des problèmes d'impression. La qualité des données dans les deux sources est disparate selon les districts; dans ceux du sud du canton, la différenciation spatiale dans la source des AEF est nettement moins précise, et on a eu davantage recours à des estimations.

Bien que nous considérions le deuxième document de 1800 comme étant de meilleure qualité, nous avons utilisé les résultats transmis au Ministère de l'intérieur, nous alignant ainsi sur le procédé suivi dans tous les autres cantons. Nous avons néanmoins corrigé les totaux de cinq communes (Broc 340 au lieu de 840, Léchelles 173/73, St-Aubin 426/326, Portalban 162/63 et Ecuwillens 259/359), ce qui entraîne une diminution du total pour le canton de 301 personnes.

Par rapport à la publication d'André Schluchter (1988), nous corrigeons une interprétation erronée dans le district de Schmitten, où 1001 habitants vivant dans des «maisons égrénées» ne sont pas pris en compte dans le total. De notre point de vue, il s'agit de «*einzelstehende Wohngebäude*» et non pas de «*Häuser und Scheunen*». Wilhelm Bickel lui, dans son ouvrage de 1947, a tenu compte de ces 1001 personnes. Nous parvenons ainsi à un total de 67 059 personnes dans les limites du canton actuel.

Contrairement à la plupart des cantons helvétiques, Fribourg ne participa pas à l'enquête de Philippe Albert Stapfer (1799) auprès des curés et pasteurs, à moins que les documents y relatifs n'aient pas été préservés.

Les recensements cantonaux

Le canton de Fribourg ordonna, en 1811, un premier recensement cantonal complet, détaillé et précis, afin d'établir une répartition exacte des troupes à fournir. Près de cent ans plus tard, l'archiviste cantonal Ferdinand Buomberger (1902) a opéré le premier dépouillement communal de ce recensement selon une vingtaine de caractéristiques et d'après la «résidence ordinaire» (personnes présentes ou momentanément absentes), plus une colonne de «Fribourgeois absents du canton». Ce recensement cantonal fut renouvelé en 1818, 1831, 1834, 1836, 1839, 1842 et 1845. Toutes ces enquêtes englobent la quasi-totalité des communes, à l'exception de l'édition de 1842 qui n'a qu'une couverture de 80%.

Le recensement cantonal de 1836 correspondait à celui qui avait été demandé par la Diète le 7 septembre de cette année-là. Ses résultats, transmis en mars 1837, répondirent aux exigences des organisateurs, ce qui dispensa Fribourg de l'obligation de refaire l'opération.

Depuis longtemps, les AEF conservent l'intégralité des documents manuscrits originaux sur des microfilms. Les effectifs de population par commune ont été répertoriés en 1989/91 par Marie-Claire L'Homme (AEF) dans un document tapé à la machine. Pour le présent travail, nous avons d'abord eu recours à cette source en 2015, ce qui a permis d'opérer quelques corrections mineures d'erreurs évidentes et de compléter de très rares résultats manquants. En 2015, l'intégralité des recensements de 1811 à 1880 a été mise en ligne en un travail commun entre les AEF et familysearch.org, la banque de données démographiques mondiale des Mormons. De manière générale, ces sources très riches n'ont été utilisées, pour l'instant, que pour des recherches généalogiques. Nous les avons consultées pour contrôler nos listes.

Évolution de la population

L'enquête de 1666–68 est décrite comme le pivot d'une longue série, vu sa couverture spatiale complète, la durée relativement courte de sa réalisation, ainsi que l'exhaustivité et la précision de l'information sur le nombre des communiantes et même des non-communiantes. En ce qui concerne les communiantes, les opérations de 1759/60 et de 1816 sont également satisfaisantes, et elles permettent des comparaisons sur des périodes longues de 93 et de 56 ans. Moyennant quelques imputations pour des chiffres manquants et quelques rares corrections d'erreurs patentées, il est possible de dresser un bilan de l'évolution de la population (rurale) du diocèse catholique de Lausanne de la deuxième moitié du XVII^e siècle et du XVIII^e siècle. Entre 1666/69 et 1760, la population a augmenté de 0,12% par année; entre 1760 et 1816 de 0,31%. Ces taux de croissance sont faibles en comparaison suisse. L'essor de la production fromagère en Gruyère dans la première moitié du XVIII^e siècle ne trouve pas écho dans cette statistique.

La variabilité spatiale entre décanats est assez grande; la plupart des décanats à très faible croissance durant la première période se rattrapent durant la deuxième. La population des décanats des Préalpes a connu un accroissement inférieur à la moyenne fribourgeoise sur les deux périodes. Une croissance globale supérieure à la moyenne s'observe dans la Broye, à Rue et dans les environs directs de Fribourg. La partie alémanique (Tavel) se distingue par une évolution en deux phases bien distinctes: stagnation avant 1760 puis forte augmentation par la suite.

Durant les six décennies entre 1785 et 1845, la population fribourgeoise a augmenté de manière régulière entre 0,8 et 1,0% par année, si l'on se réfère à toutes les périodes intercensitaires (seule la période entre 1818 et 1831 se démarqua par une croissance légèrement inférieure de 0,7%). L'évolution s'est faite clairement en faveur de la Singine et en défaveur de la Gruyère. Cette longue phase de croissance place Fribourg au-dessus de la moyenne suisse, à l'instar des autres cantons du Plateau occidental, grâce aux améliorations obtenues dans la production agricole mais qui se sont accompagnées d'une paupérisation de sa population. La rupture démographique est intervenue après la maladie de la pomme de terre en 1845, suivie par une première vague d'émigration dans les années 1850. Étant donné la faible industrialisation du canton, la dynamique démographique fribourgeoise est restée relativement faible pendant plus de cent ans – jusqu'en 1960, quand les résultats du recensement de cette année-là secouèrent le monde politique qui prit alors conscience du retard accumulé par le canton.

Bibliographie

- Andrey Georges, DHS, chap. 2, Fribourg (canton), L'État, le gouvernement et l'administration sous l'Ancien Régime.
- Bickel Wilhelm, Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz, Gutenberg, Zurich, 1947.
- Braun Patrick (éd.), Le diocèse de Lausanne, Helvetia sacra, Volume 4, Bâle/Francfort-sur-le-Main, 1988.
- Buomberger Ferdinand, Population du canton de Fribourg en 1811 et son développement pendant le 19^e siècle, in: Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg, vol. 7, p. 145–245, plus 4 cartes, Fribourg, 1902.
- Castella Gaston, L'intervention de Fribourg lors de la conquête du Pays de Vaud (janvier – février 1536), in: Annales Fribourgeoises, 7^e année, n°3, Fribourg, Mai – Juin 1919. <https://www.e-periodica.ch/digbib/view?pid=afb-001:1919:7::99#100>, consulté le 27 janvier 2021.
- Dellion Appolinaire, Dictionnaire historique, statistique des paroisses catholiques du Canton de Fribourg, Imprimerie du chroniqueur suisse, Fribourg, 1884. <https://core.ac.uk/download/pdf/20645701.pdf>, consulté le 1^{er} décembre 2020.
- Dorand Jean-Pierre, DHS, chap. 4.1.3, Fribourg (canton), Restauration et Régénération (1814–1847).
- Gueux François, DHS, chap. 4.1, Fribourg (canton), Histoire politique du Moyen-Age à la fin du XVIII^e siècle.
- Groupe «Fribourg 1803–2003» Fribourg, 2003.
- Holder Karl, Les visites pastorales dans le diocèse de Lausanne depuis la fin du 16^e siècle jusque vers le milieu du 19^e siècle, Imprimerie Fragnière Frères, Fribourg, 1903.
- <http://www.verfassungen.ch/freiburg/index.htm>, consulté le 9 février 2021.
- https://diocese-igf.ch/wp-content/uploads/2019/10/archives_eveche_inventaire_manuscrits.pdf, consulté le 9 février 2021.
- Kuenlin Franz, Dictionnaire géographique, statistique et historique du Canton de Fribourg, Louis Eggenberger, Fribourg, 1832.
- L'Homme Marie-Claire, Répertoire des recensements / Verzeichnis der Volkszählungen 1811–1960 (Recensements manuscrits par commune 1811–1880), Volume I, Archives de l'État, Rv 14.7, Fribourg, 1989–1991.
- Pfaff Carl, DHS, Décanat, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/011739/2012-04-19/>, version du 19.04.2012, consulté le 27 janvier 2021.
- Rappo Lucas, Strambino. Un évêque sous surveillance. Société d'histoire du Canton de Fribourg, 2014.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, OFS, Berne, 1988.
- Tornare Alain-Jacques, 1803 – Quand Fribourg était capitale de la Suisse / Als Freiburg die Hauptstadt der Schweiz war, Groupe «Fribourg 1803–2003», Bibliothèque cantonale et universitaire, Fribourg, 2003.
- Utz Trempp Katrin, DHS, chap. 2.1.4, Fribourg (canton), Commune et formation territoriale.
- Wildermann Ansgar et al., La visite des églises du diocèse de Lausanne en 1453, Société d'histoire de la Suisse romande, Lausanne, 1993.

Sources

Archives fédérales suisses (AFS)

BAR, 1090I (district de Fribourg, 1799), 1090k (autres districts 1799).

Archives de l'Etat de Fribourg (AEF)

AEF, Etat de la population actuelle du canton de Fribourg. Extrait du Relevé qu'en a fait faire la Chambre administrative par les Curés et Agents du Canton, Beat-Louis Piller, Impr. du Cant., Fribourg en Suisse, 1800, Cote AEF, Imprimés 984 (38 p.).

AEF, Recensements cantonaux 1811–1880, cote CH AEF DI IIa.

<http://www.stapferenquete.ch/db/browse/orte/1799/Fribourg>, consulté le 27 janvier 2021

<https://www.fr.ch/culture-et-tourisme/patrimoine/documents-en-ligne>, AEF et Familysearch.org, Recensements de 1811 à 1880 numérisés, consulté le 27 janvier 2021.

Recensement et état des grains dans le Canton de Fribourg en 1785, Ri 79, 1785.05, AEF, 2007.

Archives de l'Évêché de Lausanne, Genève et Fribourg (AEvF)

https://diocese-igf.ch/wp-content/uploads/2019/10/archives_eveche_inventaire_manuscrits.pdf

Aebi David, Inventaire des manuscrits, avril 2015, chapitre Ms 5 Acta visitationis, p. 31–39.

AEvF, Acta visitationis, Ms 5.2 (1663), Ms 5.5 (1666–68), Ms 5.4 (1675–76), Ms 5.8 (1738–1756, 1759–1760), Ms 5.9 (1766, 1783-1785), Ms 5.11 (1816)

Canton de Fribourg

(ts-f-01-2223-FR)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	DC	RG	RH	RCP	RCP	RCP	RDF	RCP	RFP
Canton de Fribourg						1669	1785	1799	1811	1818	1831	1836	1845	1850
2001	Aumont						245	207	272	289	296	317	411	442
2002	Autavaux						107	87	87	93	106	87	102	120
2003	Bollion						71	78	76	112	131	108	128	148
2004	Bussy						155	169	200	188	210	221	219	237
2005	Châbles							210	271	284	276	311	319	359
2006	Chandon					182	69	116	113	110	158	166	191	185
2007	Chapelle (Broye)						56	51	90	105	129	116	119	120
2008	Châtillon							114	103	120	173	170	156	157
2009	Cheiry						138	203	242	230	246	310	317	298
2010	Cheyres					170	205	230	239	253	301	312	340	381
2011	Cugy					366	256	304	373	336	433	437	476	480
2012	Delley						124	156	254	255	247	254	326	315
2013	Domdidier					424	368	502	568	583	640	637	573	743
2014	Dompierre					280	207	283	292	360	389	424	459	431
2015	Estavayer-le-Lac					894 ^e	1 086	1 224	1 325	1 371	1 381	1 371	1 435	1 323
2016	Fétigny	1796	2032				165	178	220	234	278	257	313	310
2017	Font					270		219	237	213	231	266	224	233
2018	Forel						61	99	154	118	153	144	161	155
2019	Franex						66	87	84	68	113	116	107	131
2020	Frasses						54	79	94	89	107	98	112	123
2021	Les Friques						54	86	79	70	69	79	94	71
2022	Gletterens						119	127	164	175	211	213	222	251
2058	Grandsivaz			1831	2026			89		92				
2023	Granges-de-Vesin							109	130	164	174	169	179	204
2024	Léchelles						160	173 ^c	184	169	190	222	210	222
2025	Lully					154		53	50	52	66	65	62	58
2026	Mannens						220	147	250	183	237	246	338	319
2027	Ménières					300	127	163	157	179	215	231	228	245
2028	Montagny-la-V.					430	139	162	225	216	222	231	263	280
2029	Montagny-les-M.						244	324	299	405	492	511	556	615
2030	Montborget							90	100	81	142	119	136	124
2031	Montbrelloz					103	108	130	156	128	149	150	158	167
2032	Montet (Broye)	1675	2011				128	153	187	188	259	317	341	261
2033	Morens					261	77	95	109	111	89	108	112	109
2034	Murist					275	117	151	181	140	223	229	239	258
2035	Nuvilly					300	210	230	262	198	302	318	375	390
2036	Portalban						85	162 ^c	114	113	126	131	144	141
2037	Praratoud						68	66	63	72	81	83	87	88
2038	Prévondavaux						64	69	119	123	104	126	167	148
2039	Rueyres-les-Prés					107	103	105	121	131	142	154	140	169
2040	Russy						83	121	87	125	122	138	174	183
2041	St-Aubin					850	403	426 ^c	448	473	503	527	573	605
2042	Seiry						47	85	87	105	121	126	143	164
2043	Sévaz						51	54	53	57	68	71	79	64
2044	Surpierre					410	101	103	169	166	195	208	253	245
2045	Vallon					426	159	126	132	115	127	129	137	150
2046	Vesin						95	127	146	125	171	187	215	214

Canton de Fribourg

(ts-f-01-2223-FR)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	DC	RG	RH	RCP	RCP	RCP	RDF	RCP	RFP
Canton de Fribourg						1669	1785	1799	1811	1818	1831	1836	1845	1850
2047	Villeneuve						101	146	178	214	217	234	266	295
2048	La Vounaise							107	117	67	150	136	108	153
2049	Vuissens					142		155	189	200	219	212	264	284
	District de la Broye					6 344 ^e	8 100 ^o	8 730 ^e	9 850	10 048	11 384	11 792	12 751	13 168
2119	Arrufens			1867	2096		27	30	36	50	67	61	70	65
2061	Auboranges						98	89	120	133	124	130	129	137
2062	Berlens					61	71	106	96	119	131	137	132	131
2063	Billens					287	107	156	159	151	155	171	168	174
2064	Bionnens						66	64	79	74	91	95	87	95
2065	Blessens						49	88	98	81	118	129	134	137
2066	Chapelle (Glâne)						95	104	125	123	120	124	132	173
2067	Le Châtelard						262	254	284	313	376	393	410	427
2068	Châtonnaye						214	225	250	261	274	319	361	371
2069	Chavannes-les-F.						153	214	233	227	264	246	307	314
2070	Chavannes-s.-O.						116	156	151 ^r	150	149	172	203	211
2071	Les Ecasseys						71	73	75	72	84	91	103	86
2072	Ecublens						87	110	115	111	128	123	140	139
2073	Eschiens						30 ^r	37	50	58	75	63	74	82
2074	Esmonts						53	61	71	104	120	107	118	118
2075	Estévenens						183	155	200	181	166	183	220	188
2076	Fuyens						52	56	60	79	68	74	96	96
2077	Gillarens						74	84	131	124	140	150	180	152
2078	Les Glânes						22	46	42	55	57	73	72	76
2118	Gr.-la-Battiaz			1863	2070			19	40 ^r	36	27	27	37	42
2079	Grangettes					295	130	159	150	169	167	168	182	190
2080	Hennens						73	102	103	81	109	117	136	162
2081	La Joux						280	303	352	317	297	324	413	421
2082	Lieffrens						34	53	63	54	77	80	82	90
2083	Lussy						129	154	181	175	188	203	210	226
2084	Macconnens						36	36	61	78	72	100	100	92
2085	La Magne						79	53	65	86	99	88	96	78
2086	Massonnens					294	244	276	293	324	260	318	309	344
2087	Mézières					132	172	241	278	273	241	268	310	322
2088	Middes					400 ^e	135	183	172	229	264	243	249	262
2089	Montet (Glâne)						60	105	101	109	138	139	158	164
2090	Morlens					453	46	45	41	47	61	65	66	62
2091	Mossel						101	110	138	151	139	149	181	187
2092	La Neirigue						73	70	82	76	70	74	94	100
2093	Orsonnens					480	175	217	232	251	288	308	336	340
2094	Prez-vers-Siviriez						157	203	225	235	283	272	287	319
2095	Promasens					760	137	118	159	180	161	187	210	205
2096	Romont					919	763	966	897	1 109	1 310	1 253	1 353	1 386
2097	Rue					247	176	345	383	346	447	515	536	504
2098	Le Saulgy						59	50	57	61	71	77	59	69
2099	Siviriez					611	190	222	245	239	271	319	308	319
2100	Sommentier						153	167	180	168	194	192	201	212
2101	Torny-le-Grand					200	215	178	199	193	245	219	262	283

Canton de Fribourg

(ts-f-01-2223-FR)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	DC	RG	RH	RCP	RCP	RCP	RDF	RCP	RFP
Canton de Fribourg						1669	1785	1799	1811	1818	1831	1836	1845	1850
2102 Ursy							90	98	128	111	134	134	132	145
2103 Vauderens							121	135	174	172	165	159	191	205
2104 Villangeaux							28'	32	41	31	34	50	61	63
2105 Villaraboud						121	126	152	149°	210	197	213	243	247
2106 Villaranon							62	79	83	78	84	87	101	96
2107 Villargiroud							90	72	90	97	109	116	145	144
2108 Villariaz							134	105	141	118	147	177	203	201
2109 Villarimboud						180	137	133	163	216	198	215	270	278
2110 Villarsiviriaux							146	149	177	162	167	165	186	179
2111 Villaz-St-Pierre						375	151	207	205	230	241	250	302	318
2112 Vuarmarens							145	104	128	128	145	138	173	183
2113 Vuisternens-d.-R.						1 650	207	224	213	264	277	298	315	314
District de la Glâne						7 465	6 884	7 973	8 764	9 270	10 084	10 548	11 633	11 924
2121 Albeuve						537	445	506	533	483	467	485	523	515
2122 Avry-devant-Pont						490	159	147	208°	240	261	278	334	372
2123 Botterens								88	90	85	96	93	96	107
2124 Broc						800	378	340°	369	444	378	400	405	406
2125 Bulle						816	917	1 180	1 213	1 342	1 472	1 513	1 883	1 833
2126 Cerniat						150		280	419	450	407	456	485	498
2127 Charmey						550		547	629	623	680	706	830	852
2128 Châtel-sur-M.								85	80'	110	127	125	129	113
2129 Corbières						150		170	157	157	177	193	213	231
2130 Créruz						100		78	57'	74	86	80	107	111
2131 Echarlens						282		352	380	352	360	407	416	440
2132 Enney							182	219	222	238	229	233	250	224
2133 Estavannens						329	183	185	197	200	212	231	268	246
2134 Grandvillard						777	366	370	435	413	394	403	432	419
2135 Gruyères						1 450	760	800	951	952	940	903	1 006	972
2136 Gumefens								201	259	308	307	329	345	396
2137 Hauteville						290		354	388	434	387	419	489	500
2138 Jaun						240	375	377	409	385	424	469	536	547
2139 Lessoc						374	236	248	236	228	247	236	237	252
2140 Marsens								228	266	268	330	333	357	345
2141 Maules								131	165	123	214	222	202	182
2142 Montbovon						516	415	433	391	525	376	382	392	387
2143 Morlon						230		219	262	247	251	271	279	278
2144 Neirivue						350	182	206	229	252	226	217	214	220
2145 Le Pâquier							282	235	234	270	212	219	320	301
2146 Pont-en-Ogoz							101	138	163'	178	129	179	170	176
2147 Pont-la-Ville						385		296	277	299	352	338	368	381
2148 Riaz						444	416	470	581	535	536	542	606	593
2149 La Roche						703	986	758	777	817	913	1 042	1 096	1 061
2150 Romanens								176	195	200	220	217	235	227
2151 Rueyres-Treyf.							146	167	196	171	159	182	209	214
2152 Sâles (Gruyère)						903		320	377	324	388	414	401	383
2153 Sorens								352	423	432	429	502	562	605
2154 La Tour-de-Trême						420	421	450	550	541	549	520	604	593

Canton de Fribourg

(ts-f-01-2223-FR)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	DC	RG	RH	RCP	RCP	RCP	RDF	RCP	RFP
Canton de Fribourg						1669	1785	1799	1811	1818	1831	1836	1845	1850
2155	Vaulruz					354		425	463	423	456	455	500	496
2156	Villarbeney							42	52	59	80	78	77	75
2157	Villars-d'Avry						52	69	60'	69	92	75	86	88
2158	Villars-sous-Mont	1786	2135				107	101	98	105	107	114	106	112
2159	Villarvolard					200		190	241	269	248	244	257	256
2160	Vuadens					608	649	834	827	791	827	863	909	948
2161	Vuippens					890		174	194	197	202	197	200	207
	District de la Gruyère					13 338	13 200'	12 941 ^c	14 253	14 613	14 947	15 565	17 134	17 162
2171	Arconciel					153	213	243	263	295	278	315	332	285
2172	Autafond						58	61	75	73	60	74	74	101
2173	Autigny					450	230	248	316	316	383	401	418	458
2174	Avry						166	183	194	247	316	252	280	316
2175	Belfaux					776	242	257	267	254	352	347	382	369
2176	Bonnefontaine						142'	198	222	225	224	204	239	229
2177	Chénens						145	178	207	201	207	205	220	263
2178	Chésalles						85'	61	61'	80'	63'	59'	63'	60
2179	Chésopelloz						108 ^p	120	131'	113'	104'	109'	129'	118
2180	La Corbaz						67	107	101	118	135	140	144	147
2181	Corjolens						38	57	63	65	62	68	50	64
2182	Cormagens						40'	51	79	55	68	68	72	98
2183	Corminboeuf						185	171	220	232	235	270	279	335
2184	Corpataux						164	216	196	208	280	302	300	321
2185	Corserrey						94	138	162	153	148	160	120	172
2186	Cottens						139	137	165	224	216	229	280	268
2187	Cutterwil						44'	71	100	100	97	101	97	105
2188	Ecuvillens					380	243	259 ^c	302	303	347	365	402	443
2189	Ependes					330	127'	110	161	195'	132	180	239	277
2190	Essert							120	127	126	118	147	165	166
2191	Estavayer-le-G.					400	175	175	180	229	214	215	241	244
2192	Farvagny					540	152	197	230	265	294	307	307	343
2193	Farvagny-le-Pt						86	115	99	138	139	132	141	150
2194	Ferpicloz							74	77	88	102	110	99	118
2195	Formangueires						30'	46	44	42	45	48	46	56
2196	Fribourg					4 500'	5 028	5 351	5 195	6 449	8 484	9 146	9 806	9 065
2197	Givisiez					160	83	102	125	109	111	114	153	151
2198	Granges-Paccot						240	142	167	179	139	201	180	180
2199	Grenilles							80	117	124	129	131	130	122
2200	Grolley					113	189	213	206	234	232	255	323	345
2201	Illens	1845	2222				28	17	38	35'	29	30'	36'	29
2202	Lentigny					150	161	194	185	249	193	280	244	246
2203	Lossy						60'	77	86	90	74	60	113	121
2204	Lovens						100	111	129	130	131	163	174	156
2205	Magnedens						72	66	97	51	81	74	92	85
2206	Marly					364	159	160	195'	184	243	245	265	267
2207	Marly-le-Petit						45	48	67'	63	64	78	104	108
2208	Matran					305	138	182	186	200	240	269	305	314
2209	Montécu						44'	53	41	49	44	49	46	48

Canton de Fribourg

(ts-f-01-2223-FR)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	DC	RG	RH	RCP	RCP	RCP	RDF	RCP	RFP
Canton de Fribourg						1669	1785	1799	1811	1818	1831	1836	1845	1850
2210	Montévrax						108 ^r	181	258	148	215	202	223	204
2211	Neyruz						183	202	268	286	259	368	443	444
2212	Nierlet-les-Bois						44	46	47	54	93	91	98	75
2213	Noréaz						193	242	250	325	251	313	381	381
2214	Oberried						128 ^r	100	86	91	95	86	98	125
2215	Onnens					250	142	152	160	150	160	170	219	217
2216	Pierrafortscha							125	95 ^r	90	104	140	173	187
2217	Ponthaux						104	119	89	125	150	182	142	148
2218	Posat						71	70	72	82	108	103	99	86
2219	Posieux							115	166	208	205	176	184	199
2220	Praroman					671	313 ^r	294	310	288	333	321	300	306
2221	Prez					480	200	241	287	307	311	304	313	345
2222	Rossens						163	204	235	237 ^r	279	273 ^r	310 ^r	309
2223	Rueyres-St-L.						158	140	185	184	174	203	212	220
2224	Sâles (Sarine)						95 ^r	113	114	120 ^r	93	133	158	191
2225	Senèdes						50 ^r	58	53	65	61	70	58	61
2226	Treyvaux					707	554	575	682	675	730	772	836	868
2227	Villarlod						126	140	118	172	169	169	167	152
2228	Villars-sur-Glâne					212	243	252	251	304	324	315 ^r	312	335
2229	Villarsel-le-G.						86	93	112	105	127	108	144 ^r	156
2230	Villarsel-sur-M.						66	64	137 ^r	129	141	75	74	83
2231	Vuisternens-en-O.					260	219	313	358	400	400	479	602	537
2232	Zénauva						35 ^r	41	65	61	43	43	39	44
	District de la Sarine					11 201 ⁱ	13 000 ⁱ	14 269 ^e	15 274	17 097	19 638	20 999	22 675	22 416
2241	Agriswil	MU						141	181	204	170	167	186	194
2242	Altavilla	MU						98	72	146	137	164	177	180
2243	Barberêche					246	274	292	355	381	379	436	424	389
2244	Büchslen	MU						150	153	181	180	169	183	191
2245	Burg bei Murten	MU						135	150	167	134	187	193	216
2246	Chandossel						86	101	95	97	113	116	108	129
2247	Cordast						136	169	219	234	286	304	233	329
2248	Cormérod						98	114	121	129	142	152	159	173
2249	Corsalettes						54	62	55	77	79	70	77	86
2250	Courgevaux	MU						142	196	197	257	269	305	293
2251	Courlevon	MU						77	101	101	93	136	127	147
2252	Cournillens						148	186	239	216	248	240	243	251
2253	Courtaman						68	74	66	79	119	137	117	129
2254	Courtepin						71	104	140	160	162	190	217	187
2255	Courtion					400	100	148	124	146	184	185	212	209
2256	Coussiberlé	MU						33	59	43	51	51	60	63
2257	Cressier					188	218	252	211	279	359	314 ^e	311	326
2258	Fräschels	MU						226	258	310	313	301	291	291
2259	Galmiz	MU						240	274	273	308	337	370	422
2260	Gempenach	MU						134	149	192	185	185	191	191
2261	Greng	MU						68	48	53	49	74	70 ^r	81
2262	Grossgurmels					656	152	166	189	212	290 ^r	285	291	315
2263	Grossguschelm.						57	56	67	78	96	115	104	104

Canton de Fribourg

(ts-f-01-2223-FR)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	DC	RG	RH	RCP	RCP	RCP	RDF	RCP	RFP
Canton de Fribourg						1669	1785	1799	1811	1818	1831	1836	1845	1850
2264	Jeuss	MU						99	125	148	188	187	197	195
2265	Kerzers	MU						750	883	990	1 057	1 058	1 128	1 158
2266	Kleinbösingens						106	138	153	213	218	224	240	299
2267	Kleingurmels						39	40	36	65	110'	107	98	119
2268	Kleinguschelm.						50	55	53	74	77	68	77	82
2269	Liebistorf						171	218	302	259	276	310	299	310
2270	Lurtigen	MU						126	139	161	216	197	195	198
2271	Meyriez	MU						102	103	120	122	130	113'	120
2272	Misery						93	151	151	134	172	181	217	174
2273	Monterschu						69	66	58	74	105	113	94	105
2274	Muntelier	MU						340	381	472	400	368	420	408
2275	Murten	MU						1 172	1 047	1 410	1 586	1 853	1 861	1 741
2276	Ried	MU						460	418	566	512	515	555	576
2277	Salvenach	MU						208	245	222	273	323	342	357
2278	Ulmiz	MU						188	230	265	256	292	354	397
2279	Villarepos					265	220	226	244	236	255	300	301	303
2280	Vully-le-Bas	MU						1 051	1 233	1 230	1 101	1 037	1 115	1 123
2281	Vully-le-Haut	MU						635	681	769	743	669	679	706
2282	Wallenbuch						54	72	81	80	91	83	83	81
2283	Wallenried						108	141	151	173	164	213	211	229
	District du Lac/ Bezirk See					7 500 ⁱ	8 600 ⁱ	9 406	10 236	11 616	12 256	12 812 ^c	13 228	13 577
2291	Alterswil						689	654'	857	904	973	1 034	1 026	1 002
2292	Brünisried		1831	2301				440	460	521	509	292	285	277
2293	Düdingen					1 205	1 543	1 362	1 895	1 888	2 035	2 342	2 594	2 692
2294	Giffers					684		366'	486	493	519	438	484	470
2295	Bösingen					550	691	735	945	920	880	944	1 052	1 124
2296	Heitenried					250	297	397	470	416	522	601	628	705
2297	Neuhaus							35'	28	34	38	42	40	36
2298	Oberschrot		1831	2301				361	395	413	496	574	504	553
2299	Plaffeien					460	560	605	453	734	815	802	911	920
2300	Plasselb		1720	2299			186	271	247	262	224	261	269	291
2301	Rechthalten					846		468	561	539	654	676	809	808
2302	St. Antoni						966	730'	1 002	1 107	1 114	1 119	1 295	1 276
2303	St. Silvester						336	380	398	420	423	381	450	533
2304	St. Ursen						591	605	668	675	751	774	717	685
2305	Schmitten		1922	2293										
2306	Tafers					1 660	354	337'	411	421	543	509	518	589
2307	Tentlingen							228	181	211	223	235	255	256
2308	Ueberstorf					483	723	624'	804	851	1 000	1 035	1 119	1 163
2309	Wünnewil					202	347	482'	598	640	756	763	720	885
2310	Zumholz		1833	2292								207	242	247
	Bezirk Sense					6 340	9 000 ⁱ	9 080	10 859	11 449	12 475	13 029	13 918	14 512
2321	Attalens					961	430'	539	635	577	635	654	817	867
2322	Besencens						38	105	127	101	115	128	173	164
2323	Bossonnens						144'	181	188	169	201	177	269	251
2324	Bouloz						116	146	172	188	203	206	218	219
2325	Châtel-St-Denis					975	1 424	1 433	1 599	1 665	2 133	2 276	2 439	2 339

Canton de Fribourg

(ts-f-01-2223-FR)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	DC	RG	RH	RCP	RCP	RCP	RDF	RCP	RFP
Canton de Fribourg						1669	1785	1799	1811	1818	1831	1836	1845	1850
2326 Le Crêt						265	288	284	326	331	352	411	422	409
2327 Fiaugères							174	179	188	182	225	262	257	251
2328 Granges							172 ^r	216	201	191	260	271	276	282
2329 Grattavache							68	117	125	116	123	148	168	192
2330 Pont							92	94	107	122	112	114	113	126
2331 Porsel						360	203	231	229	203	228	245	305	323
2332 Progens							101	97	99	110	193	172	173	164
2333 Remaufens							147	225	274	333	282	316	337	356
2334 La Rougève							45 ^r	55	71	70	58	72	91	88
2335 St-Martin						600	280	214	275	299	334	315	401	435
2336 Semsales						322	448	544	565	599	501	612	690	666
District de la Veveyse						3 483	4 170	4 660	5 181	5 256	5 955	6 379	7 149	7 132
Canton de Fribourg						52 799^c	63 000ⁱ	67 059	74 417	79 349	86 739	91 124	98 488	99 891
Canton de Fribourg (1798–1803)								75 049						
FR, références								74 048	74 417	79 462	86 769	91 145	98 488	99 891

Abréviations des types de dénombrements et de recensements:

DC Décompte de communiant
RCP Relevé cantonal
RDF Recensement de la Diète
RFP Recensement fédéral
RG Recensement des grains
RH Recensement helvétique

Changements territoriaux:

terr ant Ancienne appartenance territoriale
sép an Année de séparation de commune
sép de Code de la commune cédante
fus an Année de fusion de commune
fus avec Code de la commune intégrante

Abréviations des territoires:

MU Morat

Corrections de données communales:

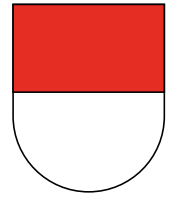
^c corrigé
ⁱ imputé
^p extrapolé
^r réparti

Remarques:

1666–69: paroisses catholiques uniquement, donc sans Morat
1785: pas d'estimations pour les nombreuses communes manquantes, mais un total estimé pour les districts et le canton
1799: correction par rapport à Schluchter (1988) pour le district de la Singine (1001 personnes)
1811: en comparaison avec Buomberger (1902)
1818, 1831: petites différences d'addition par rapport aux totaux par districts publiés par Kuenlin (1832)
1836: erreurs d'addition

Kanton Solothurn

Lektorate durch André Schluchter, Historiker, Olten und Andreas Fankhauser, Staatsarchivar Solothurn



Einleitung

Die Grenzen Solothurns sind weitaus die komplexesten aller Schweizer Kantone. Setzt man die Grenzlänge inkl. der drei Exklaven in Beziehung zum Umfang eines Kreises mit gleicher Fläche, so ergibt sich ein Wert von 3,80, im Vergleich zu Zug, dem kompaktesten Kanton (1,64) (Pointet 2020). Paradoxe Weise hält jedoch Solothurn auch den zeitlichen Rekord der Unveränderlichkeit seiner Grenzen, denn seine letzte territoriale Erwerbung geht auf das Jahr 1532 zurück. Der Kanton ist auch während der Helvetik unverändert geblieben, und seither sind nur kleinere Korrekturen erfolgt. Die Stabilität der Grenzen betrifft auch seine innere regionale und lokale Struktur. Die seit 1830 gültige doppelte Unterteilung in fünf Amteien, von denen jede in zwei Bezirke zerfällt, stammt, von kleinen Modifikationen abgesehen, ebenfalls spätestens aus dem 16. Jahrhundert. Die inneren Grenzen halten sich an die grossen naturräumlichen Gliederungen, die Juraketten sowie die Aare. Jura und Aare haben auch die Gebiete der grossen Diözesen ab dem 5. Jahrhundert im Raum der späteren Schweiz begrenzt. In Solothurn erstreckte sich die Diözese Lausanne nördlich der Aare und südlich der ersten Jurakette bis zur Siggern bei Flumenthal, während die übrigen Gebiete nördlich der Aare zur Diözese Basel und diejenigen südlich derselben zur Diözese Konstanz gehörten. Im Ancien Régime war die Differenzierung zwischen den inneren Vogteien (Raum Solothurn) und den äusseren Vogteien bestimmend. Heute ist jedoch die Dreiteilung in den «oberen Kantonsteil» um Solothurn, in den «unteren Kantonsteil» um Olten und in das Schwarzbubenland nördlich des Passwangs die gebräuchlichste.

Die südliche Hälfte des Kantons Solothurn gehört zum Mittelland, die nördliche Hälfte zum Jura. Dem Kettenjura, dessen Höhe von Westen nach Osten abnimmt, schliesst sich in Richtung Basel der Tafeljura an. Auf solothurnischem Gebiet ist die Klus von Balsthal der einzige Durchbruch durch die erste Jurakette ins Mittelland. Durch sie führt die historisch wichtige Verbindung über den Oberen Hauenstein. Der ebenso bedeutende Untere Hauenstein von Olten in die Basler Täler hat spätestens seit seiner Untertunnelung 1857 die im schweizerischen Massstab herausragende Verkehrslage dieser Stadt begründet.

Das prägende Siedlungsmuster im Mittelland und Tafeljura ist das geschlossene Dorf, im Bucheggberg und im Wasseramt südlich von Solothurn von meist sehr kleiner Dimension. Nur im Kettenjura (das Thal mit Mümliswil, Beinwil, Rohr) finden sich neben den Taldörfern Bergzonen mit Einzelhöfen (Grosjean 1973).

Das Gemeindemuster folgt dieser Zweiteilung, in dem beinahe jedes einzelne Dorf eine politische Gemeinde geworden ist. Einzig die Gemeinden im Kettenjura sind grossflächig (Flückiger 2019).

Nach den Burgunderkriegen ist Solothurn 1481 als zehnter Stand und als fünfter Stadtkanton in die Eidgenossenschaft aufgenommen worden, doch Solothurn war schon früher in verschiedene Bündnissysteme eingebunden gewesen. Wohl in Abgrenzung zum übermächtigen Bern katholisch geblieben und nahe der Sprachgrenze gelegen, ist Solothurn in der Eidgenossenschaft zum Vermittler geworden. Die barocke Stadt Solothurn war von 1530 bis 1792 Sitz der Ambassadoren, der ständigen Gesandten Frankreichs in der Eidgenossenschaft (Schluchter HLS). Erst im 19. Jahrhundert industrialisiert, fehlte dem Kanton eine überregionale Zentralität, und er geriet ab dem 20. Jahrhundert stärker in den Sog der drei grossen Zentren der Deutschschweiz.

Hinsichtlich seiner bevölkerungsstatistischen Abdeckung ist die Lage in Solothurn recht gut, doch sind manche Erhebungen nicht vollständig. Bei den bischöflichen Kommunikantenerhebungen erschwert die frühere Zugehörigkeit zu drei Diözesen die Vergleichbarkeit. Nach einer auf das Jahr 1692 dokumentierten ersten Erhebung zur Erfassung der Früchtevorräte folgte im Jahr 1739 eine staatliche Volkszählung, die aber nur in den äusseren Vogteien erhoben wurde. Kurz nach der Volks- und Früchtezählung von 1795 wurde die helvetische Volkszählung 1798 doppelt durchgeführt (im Mai und im November), die zweite 1800 teilweise wiederholt. Aus der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts sind drei zeitlich relativ gut gestaffelte Erhebungen bekannt: die erste 1808 von der Mediationsregierung organisiert, die zweite 1829 im Rahmen der Bistumsreorganisation, während die dritte der von der Tagsatzung gesamtschweizerisch veranlassten Erhebung von 1837 entsprach (Schluchter HLS). Die Ergebnisse der Erhebungen von 1692 und 1795 sind nur nach Vogteien erhalten, diejenigen von 1739 und 1829 in Form von Totalen nach Dörfern, während von den Volkszählungen 1808 und 1837 die Individualdaten im Staatsarchiv Solothurn aufbewahrt sind. Da die Erhebung von 1739 nur sechs der heutigen zehn Bezirke abdeckt, sind die helvetischen Zählungen die ersten mit Ergebnissen für alle Gemeinden des Kantons.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Ins Konzert der mittelalterlichen Territorien der Feudalgeschlechter, zum Teil als Lehen der Basler Bischöfe, drang ab Mitte des 14. Jahrhunderts die Stadt Solothurn, als sie 1344 die Herrschaft Buchegg erwarb. Im Zusammenspiel und im Wettbewerb mit der Stadt Bern folgten in kurzer Zeit zahlreiche weitere Gebietsgewinne, zum Teil durch Eroberung, meist jedoch durch Kauf. Die gemeinsamen Besitzungen mit Bern wurden später in verschiedenen Verträgen entwirrt, darunter etwa in demjenigen von 1463, als Solothurn auf das Bipperamt verzichtete. Nachdem um 1460 eine weitere territoriale Ausdehnung im Mittelland unmöglich geworden war, griff Solothurn über den Passwang hinaus, wo es zwischen 1485 und 1527 ein Dutzend Territorien erwarb (Eggenchwyl 1916, Braun HLS, Meyer HLS). Später erfolgten nur noch einige Bereinigungen mit Bern und Basel bei geteilter Gerichtsbarkeit. Im Bucheggberg behielt Bern die hohe Gerichtsbarkeit bis 1798, ein Status, der ihm ermöglichte, hier die Reformation durchzusetzen. Von protestantischen Gebieten umgeben, unterhielt Solothurn ein besonderes Verhältnis zum Fürstbistum Basel und war treibende Kraft für dessen Anerkennung als zugewandter Ort der sieben katholischen Orte 1579. Solothurn war ab 1512/26 auch an den vier Gemeinen Herrschaften der zwölf Orte im Tessin beteiligt.

Vor allem der mittelländische Kantonsteil war und ist fruchtbares Korngebiet, das im 17. Jahrhundert ein deutliches Bevölkerungswachstum erlebte. Wie die übrige Eidgenossenschaft im Dreissigjährigen Krieg unversehrt geblieben (im Gegensatz etwa zum Elsass und dem nördlichen Teil des Fürstbistums Basel), entluden sich die ökonomischen Spannungen im Bauernkrieg von 1653. Das Verlagswesen breitete sich von Basel und Bern im 18. Jahrhundert in den landwirtschaftlich ungünstigeren Gebieten im Jura und am Jurasüdfuss aus, doch führte dies noch nicht direkt zur Ansiedlung von Industrien.

Vogteien, Distrikte, Oberämter, Bezirke

Die Stadt Solothurn herrschte im späten Ancien Régime mit Landvögten über die vier «inneren Vogteien» (die Landvögte wohnten in der Stadt) Lebern, Flumenthal, Bucheggberg und Kriegstetten und über die sieben «äusseren Vogteien» Falkenstein (Thal), Bechburg (Gäu), Olten, Gösgen, Dorneck, Thierstein und Gilgenberg (Nunningen). Zwei territoriale Änderungen zwischen den Vogteien fanden im 17. Jahrhundert statt, nämlich 1623 der Transfer des Werderamtes (Schönenwerd) von Gösgen zu Olten und 1644 die Abtretung von Oberbeinwil von der Vogtei Falkenstein an Thierstein (Karte SO1). Auf der mittleren Verwaltungsstufe regierte die Stadt Solothurn über zwei Stadt- und 28 Landgerichte. Diese 30 Einheiten wurden später mit kleinen Modifikationen weitergeführt (1803: 31 Gerichtskreise).

In der Helvetischen Republik wurden die fünf Distrikte Solothurn, Biberist, Balsthal, Olten und Dornach gebildet (Karte SO2). Diese blieben später als Amteien für die Gerichtsverwaltung bestehen, doch erscheinen bereits in der Mediationsverfassung von 1803 neun Oberämter, davon acht als Aufteilungen der Distrikte: Solothurn und Lebern, Bucheggberg und Kriegstetten, Olten und

Gösgen sowie Dorneck und Thierstein. Einzig Balsthal blieb bis 1887 ungeteilt, als die Aufteilung in die Wahlbezirke Balsthal-Gäu und Balsthal-Thal festgelegt wurde, seit 1988 nur mehr Gäu und Thal genannt. Auch wurde der Bezirk Kriegstetten 1988 in Wasseramt umbenannt.

Wenn auch das Grundmuster in 5 und 10 übereinstimmende Einheiten denkbar einfach strukturiert war (und ist), so wechselten die Bezeichnungen in der Abfolge der häufigen Totalrevisionen der Verfassung im 19. Jahrhundert häufig: für die höhere Ebene, die Distrikte von 1798, galt ab 1803 der Begriff «Bezirk», 1840 «Oberamt», 1875 «Oberamtei» und ab 1887 bis heute «Amtei», während die untere Ebene 1803 «Oberamt» hiess, 1830 «Amtei», ab 1850 «Wahlkreis» und seit 1986 «Bezirk». Seit 2002 bilden die fünf Amteien die Wahlkreise.

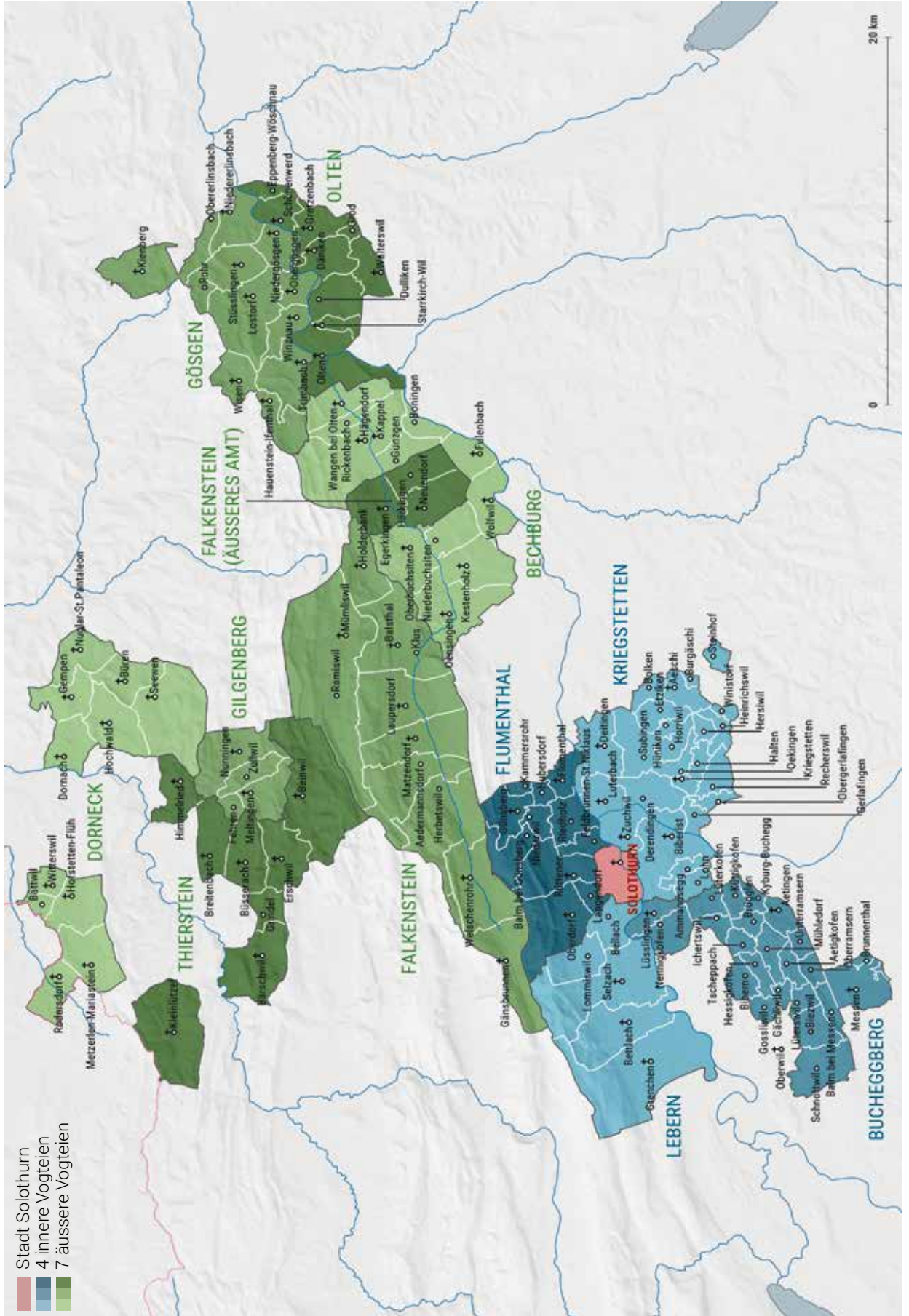
Territorial entsprechen die heutigen zehn Bezirke immer noch weitgehend den historischen Vogteien. Die Ausnahmen betrafen die 1798 erfolgten Zuteilungen von Flumenthal zu Lebern und des Gilgenbergs zu Thierstein. Die Vogtei Bechburg wurde getrennt, indem das obere Amt zu Balsthal kam und das niedere Amt (Hägendorf, Kappel, Wangen) zu Olten. Auch die Vogtei Falkenstein erfuhr eine territoriale Umgruppierung. Seit 1831 bildet der Hauptteil der früheren Vogtei die Amtei Thal, während das im Gäu gelegene äussere Amt Falkenstein (Egerkingen, Neuendorf, Härkingen) auch administrativ dieser Amtei zugeteilt wurde. Wie gezeigt wird, hat die Umteilung des niederen Amtes Bechburg die Statistiker des 19. Jahrhundert verwirrt.

Pfarrgemeinden, politische Gemeinden

Die Zahl der Gemeinden, 1739 Dörfer genannt, variierte bis ins 20. Jahrhundert nur unwesentlich und blieb zwischen 1829 und 1961 stabil mit 132 Einheiten. Der Umbruch der Helvetischen Republik drückte sich zwar in einer deutlich tieferen Zahl von Agentschaften aus (97), doch nach der Schaffung der Einwohner- und der Bürgergemeinden 1799 stieg die Zahl der Einwohnergemeindevverwaltungen wieder an (1800: 111 Munizipalitäten). In der Mediation wurde die doppelte Gemeindestruktur wieder abgeschafft und durch die (Orts-)Bürgergemeinde ersetzt, die bis 1875 als alleinige Gemeindeform Bestand hatte (Kaiser 1873, Fankhauser HLS). Allerdings gestattete die Verfassung von 1851 die Teilnahme der Nichtbürger an kantonalen Wahlen. Erst 1875 wurden die Einwohner-, Bürger- und Kirchgemeinden geschaffen. Viele Bürgergemeinden bestehen bis heute.

Nimmt man die kantonalen Volkszählungen als Masstab, so existierten 1739 in den äusseren Vogteien 70 Dörfer, für die eine Bevölkerungszahl angegeben wurde. Im Vergleich zu den späteren Gemeinden sind dies zwei Einheiten mehr, denn Klus (Balsthal) und Ramiswil (Mümliswil) wurden als selbständige Einheiten behandelt. In den vier helvetischen Volkszählungen sind Bevölkerungszahlen für alle späteren Gemeinden bezeichnet, dazu für einige Weiler und Hofgruppen. 1808 waren es 128 Gemeinden, denn es fehlten noch Gächliwil, Balm bei Günsberg (1822 selbständig), Kammersrohr (1840 nach einem Bundesgerichtsentscheid wieder eigenständig), Grod (das sich 1818 gegen einen Kleinratsentscheid erfolgreich gewehrt hatte) sowie Eppenbergr-Wöschnau. Das Dorf Ramiswil wird letztmals

Der Stand Solothurn im Ancien Régime: Stadt Solothurn; 4 innere Vogteien; 7 äussere Vogteien; Pfarrgemeinden, Dörfer



Der Kanton Solothurn seit der Helvetik: Amteien, Bezirke, Gerichtsbezirke

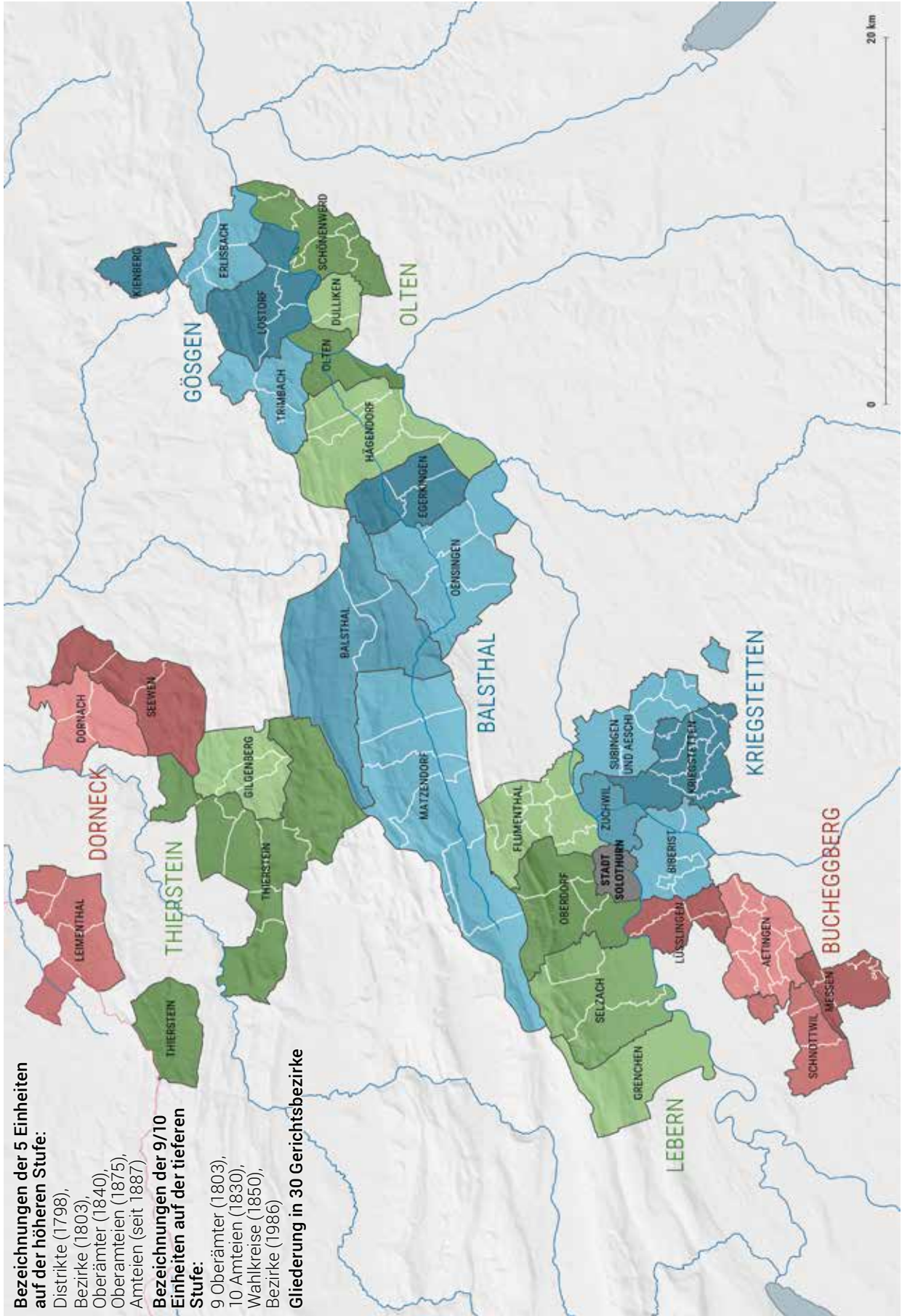
Bezeichnungen der 5 Einheiten auf der höheren Stufe:

- Distrikte (1798),
- Bezirke (1803),
- Oberämter (1840),
- Oberamteien (1875),
- Amteien (seit 1887)

Bezeichnungen der 9/10 Einheiten auf der tieferen Stufe:

- 9 Oberämter (1803),
- 10 Amteien (1830),
- Wahlkreise (1850),
- Bezirke (1986)

Gliederung in 30 Gerichtsbezirke



1808 als Gemeinde verzeichnet. In der Volkszählung von 1829 wird der spätere Gemeindestand erreicht, auch wenn rechtlich Burgäschli sich erst 1830 von Aeschi löste und die «Dreihofgemeinde» Heinrichswil-Hersiwil-Winistorf sich 1854 in ihre Bestandteile auflöste.

Trotz der vor allem in den Bezirken Bucheggberg und Kriegstetten sehr kleinräumigen Gemeindestruktur sind im Kanton Solothurn bisher eher wenige Fusionen erfolgt: nach Ichertswil 1961 und Grod 1973 verschwanden in den 1990er-Jahren vier Gemeinden und nach 2000 gegen zwanzig weitere, davon zehn anlässlich der grossen Gemeindefusion im Bezirk Bucheggberg 2014. Hingegen ist 2015 die Eingemeindung von vier grossen Vororten in die Stadt Solothurn nicht zustande gekommen.

Die Zahl der Pfarrgemeinden im Kanton Solothurn nahm im 17. Jahrhundert noch deutlich zu und betrug anlässlich der helvetischen Zählungen 61, davon vier reformierte im Bucheggberg (Fink HLS). Hier bestehen bis heute Überlappungen über die Kantonsgrenze, gehören doch fünf Solothurner Dörfer zur Kirchgemeinde Oberwil BE, während umgekehrt fünf Berner Orte im Limpachtal zur Kirchgemeinde Messen zählen. Bis 1802 gehörte Brislach im Fürstbistum Basel zur Pfarrgemeinde Rohr/Breitenbach. Die jüdische Gemeinde in Dornach-Brugg, die in der Zählung von 1692 erscheint, hatte von 1657 bis 1736 Bestand.

Bevölkerungserhebungen

Wissenschaftliche Artikel zu den Solothurner Volkszählungen sind zu verschiedenen Zeitpunkten verfasst worden. Diese Situation erlaubt einen interessanten Vergleich, weshalb in diesem Text auf die Thematik der Literatur etwas ausführlicher eingegangen wird.

Die früheste Publikation, gezeichnet von «L.» (Urs Joseph Lüthy), erschien im Solothurnischen Wochenblatt von 1810 und enthielt einen Rückblick auf die Zählung von 1795 nach Vogteien und eine Zusammenstellung der Zählung der Mediationsregierung von 1808 nach Oberämtern und Gerichten. Der helvetische Almanach von 1813 veröffentlichte eine Gemeindetabelle dieser zweiten Zählung, mit den Angaben der Einwohnerinnen und Einwohner, Wohnhäuser und anderen Häusern. Das Kantonstotal in dieser Publikation liegt um 1500 Personen höher als in der vorangegangenen von 1810, wobei die Differenzen praktisch alle Gerichte betreffen. Eine Auszählung von André Schluchter für Gösgen und meine eigene für Kriegstetten kommen zu nochmals anderen Ergebnissen, die aber näher an der Zählung von 1813 liegen.

Im umfangreichen «Gemälde der Schweiz» zum Kanton Solothurn von Urs Peter Strohmeier (1836) findet sich eine Tabelle mit den Resultaten für die damaligen neun Oberamteien und die Jahre 1692, 1796 (richtig 1795), 1808 und 1829. Gegenüber den Originalen hat Strohmeier die Ergebnisse auf die zeitgenössischen Oberamteien umgerechnet. Dabei hat er für 1692 die 419 räumlich nicht zugeordneten Geistlichen und 49 Juden in Dornach addiert. In der Kolonne für 1795 hat Strohmeier die Einwohnerzahl für die Stadt Solothurn von 8000 auf 3500 herabgesetzt, zudem fälschlicherweise auch diejenige von Balsthal um 3000, ohne Olten entsprechend zu erhöhen. In beiden Fällen hat er jedoch das ursprüngliche Kantonstotal beibehalten.

Im Anschluss an die Volkszählung von 1860 erschien erstmals ein Rückblick auf die helvetische Zählung von Mai 1798. Hingegen übernahm eine 1900 im Solothurner Tagblatt publizierte Zusammenstellung von Hans Kaufmann wieder die älteren Daten von Urs Peter Strohmeier, obwohl er die Fehler bemerkt hatte, aber nicht zu erklären vermochte.

Die 1931 von Casimir Jäggi publizierte und mit präzisen Quellenangaben versehene Übersicht der Volkszählungsdaten war erstmals nach Gemeinden gegliedert (1829–1930), wobei auch die Daten nach Wahlkreisen für 1692, 1795 und 1808 angefügt waren. Jäggi bezog sich auf Urs Peter Strohmeier und auf die Publikation von 1810. Er erkannte den Additionsfehler von 1795 als Ergebnis des Gebietstransfers des niederen Amtes Bechburg, hatte aber keine Kenntnisse des Originals von 1692. Die Tabelle enthält die Gemeindedaten der Solothurner Zählung von 1798 (unter dem Titel 1800), allerdings mit zahlreichen Kopierfehlern, wohl der Publikation von 1860 entnommen.

Ambros Kocher (1954) veröffentlichte die offenbar früher nicht bekannte Erhebung nach Dörfern von 1739 aus den äusseren Ämtern. In zwei Lizentiatsarbeiten haben Theo Ehrsam (1974) die Ergebnisse der helvetischen Volkszählung und Karl Meyer-Lustenberger (1978) die Stapfersche Pfarrer-Enquête von 1799 verglichen.

André Schluchter, der Autor der gesamtschweizerischen Publikation zur helvetischen Volkszählung (1988) und Mitarbeiter an der zweibändigen Bevölkerungsgeschichte der Schweiz 1500–1700 von Markus Mattmüller (1987), hat für seinen Kanton in verschiedenen Publikationen die Geschichte der Solothurner Demografie und ihre Rezeption dargestellt (1987, 1988, 1990, 2011). Er hat uns für das vorliegende Kapitel grosszügig seine Arbeitspapiere zur Verfügung gestellt.

Vollständige Zählungen der Kommunikanten sowie Nicht-Kommunikanten anlässlich von bischöflichen Visiten sind aus allen drei Diözesen erhalten: für die Jahre 1666 und 1738 in fünf resp. sieben Pfarreien im Bistum Lausanne – allerdings ohne die Stadt Solothurn –, für 1743, 1749, 1753/54 und 1768 in zehn Pfarrgemeinden im Dekanat Willisau im Bistum Konstanz sowie im Bistum Basel, wo im Buchsgau für die Jahre 1628, 1635 und 1776 Visiten in den 24 Pfarrgemeinden dokumentiert sind, doch nur 1776 auch die Zahl der Nicht-Kommunikantinnen und Nicht-Kommunikanten geschätzt wurden, und im Dekanat Leimental (Dorneck, Thierstein, Laufen) für 1641.

Die helvetische Zählung wurde im Kanton Solothurn mehrfach durchgeführt (Ehrsam 1974, Schluchter 1988). Die erste wurde Ende Mai 1798 von der Solothurner Verwaltungskammer als Volks- und Vorratzzählung in Auftrag gegeben, wohl aus Anlass der für die französischen Besatzungstruppen notwendigen Requisitionen. Diese Zählung übernahm mindestens zum Teil die Ergebnisse der Vorgängerin von 1795. Die zweite Volkszählung reiht sich in die offizielle Renggersche Zählung von Nov./Dez. 1798 ein. Schliesslich gab Albrecht Rengger im Frühjahr 1800 eine neuerliche Erhebung in den Distrikten Balsthal, Biberist und Solothurn in Auftrag, deren Ergebnisse von März und April 1800 datiert sind. Dazwischen erfolgte die Stapfersche Pfarrer-Enquête von 1799.

Im Bundesarchiv sind zwei Dokumente zur helvetischen Volkszählung aufbewahrt: auf einem einzigen, eng beschriebenen Blatt befinden sich die Ergebnisse der Zählung der Verwaltungskammer von Mai 1798 mit einem Kantonstotal von 49 084 Personen. Das andere Dokument kombiniert auf zehn Seiten die Erhebungen von Nov./Dez. 1798 (Dornach, Olten) und März/April 1800 (Balsthal, Biberist, Solothurn) und kommt auf ein Total von 45 244 Personen, um einen Additionsfehler korrigiert auf 45 284. Diese Tabellen wurden zunächst als das offizielle Ergebnis behandelt, und sie sind auch von Bickel (1947) übernommen worden. Die Solothurner Regierung befand jedoch das Total als zu niedrig und verlangte im Juli 1800 von Albrecht Rengger, dass die erste Zählung zu berücksichtigen sei, was dieser nach einem Briefwechsel akzeptierte. Dies trotz eines massiven und wohl gewollten Fehlers für die Stadt Solothurn (6855 statt 3403 Personen). André Schluchter (1988) hat diese erste Zählung verwendet, allerdings mit Korrekturen an den Ergebnissen für die Stadt Solothurn, für den heutigen Bezirk Thal sowie für einige weitere Gemeinden. Statt 49 084 Personen im Original kam er mit seinen Korrekturen auf ein Kantonstotal von 45 840.

Im Unterschied zu André Schluchter (1988) haben wir entschieden, in dieser Publikation die Kombination der beiden Renggerschen Zählungen zu verwenden mit dem erwähnten Total von 45 284 Personen. Mit diesem Vorgehen reiht sich der Kanton Solothurn in die Reihe der Erhebungen aller anderen Kantone ein mit Angaben der Einwohnerinnen und Einwohner, Wohngebäuden sowie der Zugehörigkeit zu den Pfarrgemeinden und Agentschaften. Diese Quelle verlangt keine Korrekturen an Gemeindeergebnissen, wie denn auch die Ratio zwischen Einwohnerinnen und Einwohnern sowie Wohngebäuden überall plausibel ist. Störend ist die grosse zeitliche Spanne der Erhebungszeitpunkte von 18 Monaten zwischen den Distrikten.

Die drei Volkszählungen in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts wurden bereits erwähnt. Von der detailreichen Zählung der Mediation von 1808 sind die Individualdaten erhalten. Die Quellen erwiesen sich als mühsam zur Bestimmung der Bevölkerungstotalen, doch interessant zu Rezeptionsgeschichte einer frühen Zählung (Schluchter 1990). Von der Zählung 1829 existiert noch eine Gemeindetabelle, gegliedert nach Geschlecht und Konfession. Die Volkszählung der Tagsatzung wurde im Kanton Solothurn anfangs 1837 durchgeführt, und zwar mit einem gegenüber den eidgenössischen Vorgaben erweiterten Fragenkatalog. Die Zählung scheint nach der Analyse von Theo Ehrsam (1974) von hoher Qualität.

Bevölkerungsentwicklung

Die Einwohnerzahl des Kantons Solothurn hat während der ganzen Beobachtungsperiode ab 1692 zugenommen, zunächst eher verhalten (0,34% pro Jahr bis 1739), dann mässig bis 1798 (0,55%/a) und hernach recht stark (0,89%/a bis 1829 und 0,79%/a bis 1850). Auch in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts hielt das kräftige Wachstum an (0,74%/a). Damit erfolgte die Solothurner Entwicklung parallel zur schweizerischen, allerdings auf einem leicht höheren Niveau.

Hinter diesen globalen Trends verbergen sich regional unterschiedliche Tendenzen: zwar war zwischen 1692 und 1739 der Wachstumsverlauf räumlich sehr einheitlich, doch verlief dieser in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts deutlich zugunsten von Olten/Gösigen und Solothurn/Lebern und zulasten des Bucheggbergs/Wasseramtes und der Gebiete im Norden des Kantons. Nach 1800 verstärkten sich die regionalen Unterschiede, doch wechselten die räumlichen Muster dreimal in kurzer Abfolge: 1799/1829 gewannen vor allem das Wasseramt und der Raum Olten, 1829/1850 war die demografische Blütezeit der jurassischen Gebiete und zwischen 1850 und 1900 konzentrierte sich das Wachstum auf die Räume Lebern/Solothurn/Wasseramt sowie Olten. Relative und zum Teil sogar absolute Verlierer nach 1850 waren die Gebiete im Jura sowie im Mittelland im Gäu und im Bucheggberg. Während die regionalen Wachstumsdifferenzen im 18. Jahrhundert die Entwicklung der Landwirtschaft und zum Teil der Implantation der Heimarbeit widerspiegeln, so sind sie im 19. Jahrhundert das Abbild des Industrialisierungsprozesses. Dabei war die interkantonale Wanderung lange Zeit gering, denn noch 1829 waren weniger als 1% der Bevölkerung nicht der katholischen Konfession angehörig.

Literatur

- Bickel Wilhelm, Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz, Gutenberg, Zürich, 1947.
- Braun Hans, Herrschaft, Politik und Verfassung vom Hochmittelalter bis zum Ende des 18. Jahrhunderts, HLS Solothurn (Kanton), Kap. 2.2.
- Eggenschwyler Ferdinand, Die territoriale Entwicklung des Kantons Solothurn, in: Mitteilungen des Historischen Vereins des Kantons Solothurn, Heft 8, Verlag der Buchdruckerei Gassmann, Solothurn, 1916 (mit Karte).
- Ehram Theo, Quantitative Untersuchungen zur Bevölkerungsgeschichte des solothurnischen Mittellandes im 18. und frühen 19. Jahrhundert. Lizentiatsarbeit Basel, 1974 (bei Mattmüller) (mit gemeindeweisen Ergebnissen der helvetischen Volkszählungen in den Jahren 1798 und 1800).
- Fankhauser Andreas, Der Kanton von 1798 bis zur Gegenwart. Politische Geschichte und Verfassungsgeschichte, HLS Solothurn (Kanton), Kap. 4.1.
- Fink Urban, Kirchliches Leben, Bildung und Kultur, HLS Solothurn (Kanton), Kap. 3.4.
- Flückiger-Seiler Roland et al., Die Bauernhäuser des Kantons Solothurn, Schweizerische Gesellschaft für Volkskunde, Basel, 2019.
- Grosjean Georges, Bäuerliche Siedlungs- und Flurformen, in: Atlas der Schweiz, Blatt 38, Wabern-Bern, 1973.
- Jäggi Casimir, Ergebnis der Volkszählungen im Kt. Solothurn in den Jahren 1692–1930, in: Solothurner Zeitung vom 20. Februar 1931.
- Kaiser Simon, Das Gemeindewesen des Kantons Solothurn, in: Wirth Max (Hrsg.), Allgemeine Beschreibung und Statistik in der Schweiz, VI. Buch, Verfassung und Gesetzgebung, Verlag von Orell, Füssli & Comp., Zürich, 1873, S. 234–256.
- Kaufmann Hans, Volkszählungen im Kanton Solothurn 1692–1900, in: Solothurner Tagblatt vom 19. Dezember 1900.
- Kocher Ambros, Eine Volkszählung vom Jahre 1739, betitelt als «Verzeichnuss der Häuser, Hausvätern und Hausmüttern, deroelben Geschwisterten, wie auch dero Kinder und Diensten, anno 1739». Oltner Geschichtsblätter 1954, Nr. 1, 8. Jg., 1954.
- Meyer Erich, Der Staat von der frühen Neuzeit bis zum Ende des Ancien Régime, HLS Solothurn (Kanton), Kap. 2.3.
- Meyer-Lustenberger Karl, Die Volkszählungen der Helvetik. Eine quantitative Auswertung der sog. Stapferschen Pfarrerherren-Enquête und ein teilweise Vergleich mit der sog. Helvetischen Zählung, Lizentiatsarbeit Uni Basel, 1978 (bei Mattmüller).
- Pointet Abram, Berechnungen zu Kompaktheit/Zersplitterung von Territorien, MICROGIS, St-Sulpice, 2020
- Schluchter André, Tendenzen der Bevölkerungsentwicklung in den solothurnischen Vogteien Falkenstein, Bechburg und Gösigen im 16. Jahrhundert, mit Ausblick auf das 17. und 18. Jahrhundert, in: Mattmüller Markus, Bevölkerungsgeschichte der Schweiz, Teil I, Wissenschaftlicher Anhang, Band 2, Helbling und Lichtenhahn, Basel und Frankfurt am Main, 1987, S. 587–603.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, Bundesamt für Statistik, Bern, 1988.
- Schluchter André, Landschaft und Bevölkerung, in: Schluchter et al. (Red.), Geschichte des Kantons Solothurn 1831–1914, Band 4.2, Lehrmittelverlag Kanton Solothurn, 2011.
- Schluchter André, Gesellschaft, Wirtschaft und Kultur vom Hochmittelalter bis zum Ende des 18. Jahrhunderts, HLS Solothurn (Kanton), Kap. 3.
- Schluchter André, Das Gösgeramt im Ancien Régime. Bevölkerung, Wirtschaft und Gesellschaft einer solothurnischen Landvogtei im 17. und 18. Jahrhundert, in: Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Band 160, Verlag Helbling und Lichtenhahn, Basel und Frankfurt am Main, 1990, S. 199–202.
- Strohmeier Urs Peter, Der Kanton Solothurn: historisch, geographisch, statistisch geschildert, St. Gallen und Bern, Huber und Comp., 1836.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; BAR 1090k, Solothurn, 4. Juni 1798.

Pfarrer-Enquête, Kirchenwesen Solothurn 1799–1801, Bd. 1390.

Bevölkerungs-Tabelle so im Brachmonat (Juni) 1798 auf Befehl der Verwaltungskammer ist aufgenommen worden im Kanton Solothurn.

Verzeichnis der Gemeinden und Agentschaften im Distrikt ... (Juni, 1798, April 1800).

Archives de l'Ancien Évêché de Bâle à Porrentruy (AAEB)

A 109a/16 Visitationes capituli Buchsgaudiae (1609–1776)

Archives de l'Évêché (AEvF) de Lausanne, Genève et Fribourg

AEvF, Ms 5.2 – 5.11, Acta visitationis (Actes des visites pastorales, 1654–1816), besonders Ms 5.5 (1666) und Ms 5.8 (1738).

Staatsarchiv Luzern (StALU)

Kopien der Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände FF 222 1744/45 (für 1743), FF 223 1750 (für 1749), FF 226 1755 (für 1753/54) und FF 221 1769 (für 1768).

Staatsarchiv Solothurn (StASO)

1692, A 1.196, Ratsmanual Anno 1692, N° CXCVI (Bevölkerungserhebung 1692 nach Vogteien, «alte», «junge»), sowie Curiosa 1600–1692, Band 48, S.575–585.

Jäggi Casimir, Ergebnis der Volkszählungen im Kt. Solothurn in den Jahren 1692–1930, in: Solothurner Zeitung 1931, Nr.43, 20. Februar.

[Kaufmann Hans], Volkszählungen im Kanton Solothurn 1692–1900, in: Separat-Abdruck aus dem Solothurner Tagblatt vom 19. Dezember 1900.

Verschiedene Dokumente im Schubert: Volkszählungen 1692–1960

1739, Volkszählung 1739 (nur äussere Vogteien), Verzeichnis der Häuser, Hausvätern, Hausmüttern, deroelben Geschwisterten, wie auch dero Kinder und Diensten, a° 1739, (nach Vogteien und Dörfern).

1796 (1795), Fruchtkammerprotokoll, Frucht und Volksliste von Solothurn a° 1795, BB 150,10 (Tabelle nach Vogteien).

1808, Helvetischer Almanach von 1813, Tab. I, Übersicht der Einwohner und Gebäude nach Dörfern.

1829, Bevölkerung des Kantons Solothurn von 1829 (Daten nach Gemeinden, differenziert nach Geschlecht sowie nach Katholiken und Nicht-Katholiken).

1837, BD 24.1 – BD 24.7, Volkszählung 1837 (Individualdaten), sowie: Vierter Rechenschaftsbericht des Kantons Solothurn, Rechnungsjahr 1836–37, Verlag Amiet-Lutiger, Solothurn, 1838, S. 24ff plus zwei Tabellen.

Solothurnisches Wochenblatt für 1810. Herausgegeben von Freunden der vaterländischen Geschichte, Solothurn, bey Johann Meyer, 1810. Nr. 15 vom 14. April 1810. S. 113–118.

<https://books.google.ch/books?id=0iUPAQAAIAAJ&pg=PA415&lpg=PA415&dq=solothurner+wochenblatt+1810&source=bl&ots=s43>, abgerufen am 30.05.2020.

Kanton Solothurn

(ts-x-01-2223-SO)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE/KE	KE	KVZ	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Solothurn						1692	1739/43	1768	1795	1798/ 1800	1808	1829	1837	1850
Äussere Ämter						1739								
Lebern						1666	1738							
Wasseramt						1743	1768							
2401	Egerkingen						441			668	686	894	949	1 011
2402	Härkingen						262			320	287	360	363	388
2403	Kestenholz						311			419	350	511	533	587
2404	Neuendorf						368			420	444	499	552	602
2405	Niederbuchsiten						241			261	332	342	355	405
2406	Oberbuchsiten						384			504	539	672	760	847
2407	Oensingen						606			803	858	909	995	1 032
2408	Wolfwil						317			553	595	732	873	1 033
Bezirk Gäu						2 500'	2 930		4 075'	3 948	4 091	4 919	5 380	5 905
2421	Aedermannsdorf						248			404	402	424	445	486
2422	Balsthal						426			700	662	941	979	1 077
2423	Gänsbrunnen						147			136	124	147	178	176
2424	Herbetswil						203			337	365	434	505	475
2425	Holderbank						167			365	289	448	554	602
2432	Klus						99							
2426	Laupersdorf						427			580	532	550	671	720
2427	Matzendorf						436			506	455	658	776	803
2428	Mümliswil						605			1 009	894	1 296	1 381	1 580
2431	Ramiswil			1808	2428		262			290	293			
2429	Welschenrohr						335			340	320	517	582	721
Bezirk Thal						3 000'	3 355		4 894'	4 667	4 336	5 415	6 071	6 640
2441	Aetigkofen									140	163'	203	187	189
2442	Aetingen									103	113	193	211	266
2443	Balm bei Messen									80	81	118	139	167
2444	Bibern									120	137	187	191	222
2445	Biezwil									336	321	483	466	579
2446	Brügglen									120	136	199	198	181
2447	Brunnenthal									120	131	205	224	266
2448	Gächliwil		1822	2449						40	50'	90'	100'	108
2449	Gosslwil									89	104	134'	145'	191
2450	Hessigkofen									84	116	175	198	183
2451	Ichertswil									83'	88	110'	120'	153
2452	Küttigkofen									127	125	155	198	196
2453	Kyburg-Buchegg									95	108	148	140	173
2454	Lüsslingen									141	168	190	219	254
2455	Lüterkofen									163'	205	242'	252'	285
2456	Lüterswil									167	167	250'	259'	267
2457	Messen									286	378	544	591	670
2458	Mühledorf									166	203	315	313	363
2459	Nennigkofen									272	261	345	346	406
2460	Oberramsern									74	54	85	109	127
2461	Schnottwil									390	574	625	602	660
2462	Tscheppach									190	139	153	173	212
2463	Unterramsern									123	111	157	159	221
Bezirk Bucheggberg						2 693			3 486	3 509	3 933	5 306	5 540	6 339

Kanton Solothurn

(ts-x-01-2223-SO)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE/KE	KE	KVZ	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ	
Kanton Solothurn						1692	1739/43	1768	1795	1798/ 1800	1808	1829	1837	1850	
Äussere Ämter						1739									
Lebern						1666	1738								
Wasseramt						1743					1768				
2471	Bättwil						119			109	127	133	138	135	
2472	Büren						270			335	365	473	524	611	
2473	Dornach						467			532	505	675	703	840	
2474	Gempfen						159			155	243	297	324	378	
2475	Hochwald						255			341	378	469	533	624	
2476	Hofstetten						495			567	632	735	804	858	
2477	Metzerlen						290			391	332	465	455	482	
2478	Nuglar-St. Pant.						373			373	434	460	545	658	
2479	Rodersdorf						393			504	365	412	396	448	
2480	Seewen						463			572	555	734	791	933	
2481	Witterswil						204			266	284	280	291	298	
Bezirk Dorneck						3 345	3 488		4 031	4 145	4 220	5 133	5 504	6 265	
2491	Hauenstein-Ifent.						216			316	347	405	427	446	
2492	Kienberg						280			413	451	493	528	632	
2493	Lostorf						516			715	755	964	1 044	1 096	
2494	Niedererlinsbach						401			504	570	748	760	766	
2495	Niedergösgen						265			385	615	573	629	628	
2496	Obererlinsbach						165			292	352	388	428	463	
2497	Obergösgen						133			180	341	331	356	366	
2498	Rohr						82			133	135	219	213	195	
2499	Stüsslingen						315			505	501	544	608	649	
2500	Trimbach						529			765	721	997	961	1 054	
2501	Winznau						173			271	280	327	313	350	
2502	Wisén						213			320	341	419	469	530	
Bezirk Gösgen						2 863	3 288		4 679	4 799	5 409	6 408	6 736	7 175	
2511	Aeschi						669	724		248	270	345	395	430	
2512	Ammannsegg									120	114	123	131	158	
2513	Biberist						666	703		700	839	926	1 000	1 071	
2514	Bolken									110	139	223	233	230	
2515	Burgäschi	1829	2511							52	68	64	56	76	
2516	Deitingen						661	621		365	379	484	492	551	
2517	Derendingen									300	369	524	554	627	
2518	Etziken									280	284	408	458	546	
2519	Gerlafingen									100	131	291	291	381	
2520	Halten									125	92	204	198	198	
2521	Heinrichswil									102	120	135	114	114	
2522	Hersiwil	1798	2521							63	77	104	119	137	
2523	Horriwil									99	127	205	234	207	
2524	Hüniken									23	32	60	67	79	
2525	Kriegstetten						1 201	1 167		66	85	132	155	186	
2526	Lohn									280	276	249	304	262	
2527	Luterbach						228	243		230	339	441	466	447	
2528	Obergerlafingen									77	57	128	116	136	
2529	Oekingén									100	149	261	269	273	

Kanton Solothurn

(ts-x-01-2223-S0)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE/KE	KE	KVZ	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Solothurn						1692	1739/43	1768	1795	1798/ 1800	1808	1829	1837	1850
Äussere Ämter							1739							
Lebern						1666	1738							
Wasseramt							1743	1768						
2530 Recherswil										238	206	365	376	404
2531 Steinhof										81	107	150'	130'	150
2532 Subingen										364	328	457	493	599
2533 Winistorf		1854	2521							46	64	80	67	115
2534 Zuchwil							271	217		325	378	349	399	435
Bezirk Wasseramt						3 095	3 696	3 675	4 676	4 494	5 030	6 708	7 117	7 812
2541 Balm bei Günsberg		1822	2552									72	69	110
2542 Bellach										520	484	597	643	686
2543 Bettlach						270'	400			367	393	517	527	596
2544 Feldbrunnen-St. N.		1720	2554			348	700			180'	202	230	233	232
2545 Flumenthal						347'	400			231	286	333	337	346
2546 Grenchen						540'	800			979	990	1 188	1 423	1 581
2547 Günsberg						310'	360			316	403	518	546	677
2548 Hubersdorf										130	181	199	212	201
2549 Kammersrohr														68
2550 Langendorf										318	288	349	339	354
2551 Lommiswil										258	235	333	391	417
2552 Niederwil										194	194	195	212	213
2553 Oberdorf						707	1 000			427	462	533	541	585
2554 Riedholz										323'	348	398	405	400
2555 Rüttenen										345	366	439	438	502
2556 Selzach										701	810	974	974	1 052
Bezirk Lebern						3 685			5 444	5 289	5 642	6 875	7 290	8 020
2571 Boningen							159			200	232	211	230	281
2572 Däniken							259			327	467	596	655	670
2573 Dulliken							321			415	387	651	673	671
2574 Eppenber-Wöschn.							85			134	130'	195	185	183
2575 Fülenbach							205			326	316	426	460	464
2576 Gretzenbach							170			397	431'	501	535	564
2577 Grod							36			56	50'	72	65	68
2578 Gunzgen							197			350	283	468	539	514
2579 Hägendorf							569			760	695	972	988	1 113
2580 Kappel							374			414	440	588	550	550
2581 Olten							888			1 223	1 248	1 443	1 466	1 634
2582 Rickenbach							148			250	209	269	289	267
2583 Schönenwerd							208			377	400'	548	551	556
2584 Starrkirch-Wil							98			237	281	316	365	361
2585 Walterswil							187			249	336'	373	412	448
2586 Wangen							404			595	625	803	825	908
Bezirk Olten						3 290'	4 308		5 363'	6 310	6 530	8 432	8 788	9 252
2601 Solothurn										3 403	3 839	4 254	4 647	5 370
Bezirk Solothurn						3 750			3 500'	3 403	3 839	4 254	4 647	5 370
2611 Bärschwil							438			469	462	579	562	656
2612 Beinwil							385			396	349	377	384	506

Kanton Solothurn

(ts-x-01-2223-SO)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE/KE	KE	KVZ	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Solothurn						1692	1739/43	1768	1795	1798/ 1800	1808	1829	1837	1850
Äussere Ämter							1739							
Lebern						1666	1738							
Wasseramt							1743	1768						
2613 Breitenbach							363			465	467	526	574	624
2614 Büsserach							375			465	368	554	691	670
2615 Erschwil							407			462	468	499	574	594
2616 Fehren							61			92	92	91	106	123
2617 Grindel							152			236	273	275	278	327
2618 Himmelried							181			323	300	368	403	434
2619 Kleinlützel							798			792	825	851	931	1 042
2620 Meltingen							252			216	235	278	312	411
2621 Nunningen							405			573	760	997	1 098	1 175
2622 Zullwil							127			231	259	277	300	334
Bezirk Thierstein						3 323	3 944		4 809	4 720	4 858	5 672	6 213	6 896
Kanton Solothurn						31 964			44 957^e	45 284	47 888	59 122	63 286	69 674
SO, Referenzen						31 964	36 470		49 457	45 840	47 888	59 122	63 286	69 674

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung
 VE Versorgungs-Erhebungen

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

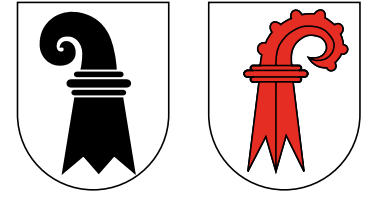
Korrekturen an Gemeindedaten:

^e korrigiert
^r aufgeteilt

Bemerkungen:

1692: nur Totale nach den Vogteien; 419 Geistliche sind nicht räumlich zugeteilt, die 49 Juden sind im Dorneck verzeichnet
 1739: Erhebung nur in den äusseren Vogteien; Schluchter (1990) schätzt 36470 für den ganzen Kanton
 1743 und 1768: Konstanzer Kommunikanten-Erhebung für Biberist (Wasseramt)
 1795: nur Totale nach den Vogteien, Korrektur für die Stadt Solothurn (3500 statt 8000) gemäss Schluchter (1990)
 1798/1800: Schluchter (1988) korrigiert das Total der ersten Erhebung von 49084 auf 45840; hier wird die zweite Tabelle verwendet 45284 (statt 45244).
 1808: gemäss Helv. Almanach (1813), Kaufmann (1900) und Jäggi (1931) geben ein Total an von 46327

Kanton Basel, Basel-Stadt, Basel-Landschaft



Lektorat durch Regula Nebiker, Staatsarchiv Basel-Landschaft, Liestal

Einleitung

In diesem Text werden die beiden Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft gemeinsam behandelt, bildeten sie doch bis zu ihrer Trennung 1833 den Kanton Basel. Dieser hatte 1815 mit der Zuteilung von neun Birsecker Gemeinden aus dem ehemaligen Fürstbistum Basel eine territoriale Erweiterung erfahren. Als späte Folge der Gründung des Kantons Jura gewann der Kanton Basel-Landschaft 1994 mit dem Übertritt des Laufentals vom Kanton Bern nochmals ein beträchtliches Gebiet dazu.

Am Südeinde der Oberrheinischen Tiefebene gelegen, war die Position am Rheinknie bereits im Altertum geostrategisch ausserordentlich vorteilhaft. Zwischen den Mittelgebirgen Jura, Schwarzwald und Vogesen ist der Raum Basel nicht nur nach Norden offen, sondern auch nach Westen ins Elsass und gegen die Burgunder Pforte sowie nach Osten in Richtung Bodensee. Nach Süden führen die Jurapässe ins Schweizer Mittelland und zu den Alpenpässen. Die römische Stadt Augusta Raurica auf dem Gemeindegebiet von Augst (BL) und Kaiseraugst (AG) war damals eine der grössten Städte im gesamten Rheingebiet (Furger HLS), und hier muss bereits im 4. Jahrhundert ein Bischof residiert haben.

Obwohl Basel topografisch zentral liegt, ist sein Raum kulturell und politisch seit Jahrhunderten Grenzraum: nahe der Sprachgrenze, konfessionell eine Insel bildend, spätestens seit dem 17. Jahrhundert vom römisch-deutschen Reich gelöst und in unmittelbarer Nähe zu Frankreich. Wenn auch ein Dutzend Verkehrsachsen von dort ausstrahlen, so gebot Basel während des Ancien Régime politisch trotzdem nur gerade über die beiden Verbindungen, die über die Hauenstein-Pässe in die übrige Eidgenossenschaft führen. Basel ist eine Grenzregion par excellence, doch ist selbst der schweizerische Teil der Region politisch vielfach zerschnitten.

Die Schenkung der Abtei Moutier-Grandval an den Basler Bischof im Jahre 999 begründete den späteren Bischofsstaat, der bereits 1025 Reichsbistum wurde und die Fürstenwürde erhielt. Die Stadt war seit dem 9. Jahrhundert ummauert. Im Jahr 1225 griff das linksrheinisch gelegene Basel mit dem Bau der Rheinbrücke auf Kleinbasel aus, das im Bistum Konstanz lag (Meyer HLS). Der von Zünften regierten Stadt gelang es ab dem 13. Jahrhundert, sich mit und neben dem Bischof als kräftige Akteurin zu etablieren und im Jahr 1400 die drei grossen Ämter Liestal, Homberg und Waldenburg aus dem bischöflichen Gebiet zu gewinnen. Das Amt Münchenstein folgte 1470, das Amt Farnsburg 1481, Riehen 1522, Pratteln 1525, Binningen und Augst 1534. Dieser Prozess kam schliesslich mit dem Erwerb von Kleinhünlingen 1640 zum Stillstand (Berner HLS).

Im Mittelalter wurde Basel zu einer Stadt von europäischer Ausstrahlung, beherbergte von 1431 bis 1449 das längste Konzil der Geschichte und wurde 1460 Sitz der ersten Universität der späteren Schweiz. Nach früheren Bündnissen mit Bern und Solothurn erfolgte 1501 der Beitritt zur Eidgenossenschaft. 1529 führte der Reformator Johannes Oekolampad in Basel den neuen Glauben ein. Am Friedenskongress nach dem Dreissigjährigen Krieg vertrat der Basler Bürgermeister Johann Rudolf Wettstein die Eidgenossenschaft und erreichte, dass 1648 die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft vom Deutschen Reich und ihre völkerrechtliche Souveränität anerkannt wurden. Basel, nicht zuletzt dank der Rheinschiffahrt wirtschaftliches Zentrum im südlichen Oberrheingebiet, war in der frühen Neuzeit führend in der Papierindustrie, im Buchdruckgewerbe sowie im Handel. Ab der Mitte des 16. Jahrhunderts wanderten aus Frankreich und Oberitalien protestantische Glaubensflüchtlinge ein, darunter namhafte Vertreter des Seidengewerbes. Die Seidenbandindustrie, ab etwa 1700 im Verlagssystem im oberen Baselbiet etabliert, begann sich nach 1830 zu mechanisieren und führte via die Textilfärberei zur chemischen Industrie. Basel wurde vor 1900 zur grössten Industriestadt der Schweiz und beherbergt heute Weltkonzerne der Pharmaindustrie (Berner, Röhlin HLS).

Die bevölkerungsstatistische Situation in Basel ist ausgezeichnet. Der effizient organisierte Stadtstaat hat in der Landschaft seit dem 16. Jahrhundert Bevölkerungserhebungen durchgeführt, ab dem 17. Jahrhundert sogenannte Fruchtzählungen in Zeiten von Nahrungsmittelknappheit. Franz Gschwind, ein Schüler von Markus Mattmüller, hat diese Unterlagen im Staatsarchiv Basel-Landschaft entdeckt und erstmals ausgewertet (1977), dazu auch die helvetische Zählung und die Basler Volkszählungen von 1811 und 1815, sowie jene von 1833 und 1837 nach der Kantonstrennung. Die lange Serie von Bevölkerungserhebungen in der Basler Landschaft ist, von Zürich und vom Tessin abgesehen, einzigartig in der Schweiz (siehe auch Etienne 1981). Hingegen wurde die Stadt Basel erst im Jahr 1779, als das demografische Interesse geweckt war, in eine kantonale Erhebung einbezogen. Gestützt auf verschiedene Quellen hat Franz Gschwind (1977) Schätzungen ihrer Bevölkerung seit dem 12. Jahrhundert vorgenommen. Birseck und Laufen kennen eine andere Geschichte (Utz 2015), und die Quellen ihrer Bevölkerungsstatistik sind in verschiedenen Archiven aufbewahrt: in Porrentruy, Colmar, Basel und Liestal sowie in Bern. Die Quellenlage wird im Kapitel zum Jura erläutert, doch hier in den Grundzügen wiederholt. In den Tabellen wird die Bevölkerungsentwicklung auch für die Perioden angegeben, in denen die betreffenden Gemeinden noch nicht zu Basel gehörten.

Die ausgezeichnete Dokumentation zur Basler Bevölkerungsgeschichte wird abgerundet durch die in allen Gemeinden seit den 1970er-Jahren verfassten Ortsgeschichten.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Vogteien, Distrikte, Bezirke

Nachdem die Stadt ihr Territorium bis ins erste Drittel des 16. Jahrhunderts mit dem Kauf von Dörfern in ihrer nächsten Umgebung abgerundet hatte, folgte 1640 mit Kleinhüningen die letzte Erwerbung. Bis zum Ende des Ancien Régime regierte die Stadt Basel über die sieben Ämter Riehen, Kleinhüningen, Münchenstein, Liestal, Farnsburg, Homberg und Waldenburg. Das kleine Amt Ramstein mit der Gemeinde Bretzwil wurde 1673 mit dem Amt Waldenburg vereinigt (Berner HLS) (Karte BA1).

In der Helvetischen Republik blieb das Basler Territorium unverändert. Die Gliederung in Distrikte wurde vereinfacht und deren Zahl auf vier reduziert: Stadt Basel mit Landgemeinden sowie Liestal, Gelterkinden und Waldenburg (Karte BA2). Die Basler Mediationsverfassung von 1803 erhob die Stadt Basel zu einem eigenen Verwaltungsbezirk, während die elf Landgemeinden im «Unteren Bezirk» zusammengefasst waren. Die übrigen Bezirke blieben unverändert, doch Sissach löste Gelterkinden als Bezirkshauptort ab.

Der Entscheid des Wiener Kongresses, das ehemalige Fürstbistum Basel der Eidgenossenschaft zu überlassen, brachte dem Kanton Basel den Gewinn der beiden früheren Vogteien Birseck und Pfeffingen. In der Vereinigungsurkunde vom 6. Dezember 1815 sind die Gemeinden Arlesheim, Aesch, Reinach, Pfeffingen, Ettingen, Therwil, Oberwil, Allschwil und Schönenbuch aufgeführt, und es wurde festgelegt, dass diese den sechsten Bezirk Birseck zu bilden hätten und dass die katholische Konfession zu schützen sei (Teuteberg 1986) (Karte BA3).

In den 1820er-Jahren verliefen die Auseinandersetzungen zwischen der konservativen und weiterhin politisch dominanten Stadt und den Landgebieten im Kanton Basel besonders erbittert und führten schliesslich zur Kantonstrennung in den Kanton «Basel-Stadttheil» und den Kanton «Basel-Landschaft», unter Vorbehalt einer späteren Wiedervereinigung (Manz HLS). Verschiedene Vorstösse für eine Wiedervereinigung erfolgten im 19. und 20. Jahrhundert, so unter anderem in den 1930er-Jahren. Eine weitere entsprechende Vorlage wurde 1969 (wie übrigens auch 2014) vom Kanton Basel-Landschaft abgelehnt, doch wurde dem Partnerschaftsartikel von 1974 zugestimmt, der eine verstärkte Zusammenarbeit brachte (Balscheit-Osmer 1985).

Der Kanton Basel-Stadt (Bezeichnung seit 1847) gliederte sein kleines Gebiet in Basel-Stadtbezirk und Basel-Landbezirk mit den drei Gemeinden Riehen, Bettingen und Kleinhüningen. In der Kantonsverfassung von 1875 wurde diese Zweiteilung nicht mehr erwähnt, doch blieb sie in den Volkszählungen noch bis 1920 bestehen. Der Status der Stadt Basel ist insofern besonders, als Regierung, Parlament und Verwaltung sowohl für den Kanton als auch für die Stadt zuständig sind. Riehen und Bettingen verfügen über eigenständige Gemeindestrukturen (Heusler 1873, Jenny 1981).

Der neue Kanton Basel-Landschaft vereinte den Bezirk Birseck mit den verbliebenen acht Gemeinden aus dem unteren Bezirk. Nach 1833 wurden verschiedene Gemeindeumteilungen zwischen den Bezirken vorgenommen, so Pratteln (von Arlesheim zu Liestal), Diegten und Eptingen (von Sissach zu Waldenburg), Tenniken (von Waldenburg zu Sissach), Ziefen (von Waldenburg zu Liestal) sowie Buus, Maisprach, Nusschhof und Wintersingen (von Liestal zu Sissach) (Flückiger 1838).

160 Jahre später erfuhr der Kanton Basel-Landschaft wieder eine namhafte Erweiterung, als sich das Laufental 1993 für den Kantonsübertritt von Bern entschied. Zum Bezirk Laufen, territorial identisch mit der alten Landvogtei Laufen-Zwingen, der Herrschaft Burg sowie Grellingen und Duggingen aus der Landvogtei Pfeffingen, gehört seit 1975 auch die Gemeinde Roggenburg (früher Delémont).

Der Basler Gemeindeaufbau ist seit dem 17. Jahrhundert ausserordentlich stabil geblieben. Anlässlich der helvetischen Volkszählung von 1798 zählte der Kanton Basel in den damaligen Grenzen 31 Kirchgemeinden und 69 Agentschaften, wenn man für die Stadt Basel nur je eine rechnet. Daneben wurden noch sieben Weiler einzeln ausgewiesen, darunter Olsberg, der Basler Teil des gleichnamigen Fricktaler Dorfes. Im Bestand dieser 70 beziehungsweise nach 1815 inklusive Birseck 79 Gemeinden haben sich bis zum Anschluss des Laufentals nur gerade fünf Änderungen ergeben: Im Kanton Basel-Stadt kam 1908 Kleinhüningen zu Basel. Im Kanton Basel-Landschaft wurde 1838 Bärenwil in Langenbruck eingemeindet (Jenni 1992) sowie 1882 Olsberg in Arisdorf. Im Jahre 1972 vereinigten sich Biel und Benken. Die einzige Gemeindegründung betraf Birsfelden, das sich 1874 von Muttenz trennte, jedoch seit 1860 in den Volkszählungen erschienen war. Der Kern des künftigen Industrie- und Hafenvorortes ging auf die Errichtung einer Zollstelle zwischen den seit 1833 geteilten Kantonen zurück. Birsfelden ist demnach eines der wenigen Dörfer der Schweiz, die um 1800 noch nicht existierten, doch später den Status einer politischen Gemeinde erlangt haben.

Im Kanton Basel wurden in der Helvetik Einwohnergemeinden geschaffen, aber die Bürgergemeinden beibehalten (Manz HLS). Diese doppelte Struktur hat sich bis heute vielerorts erhalten, doch ist inzwischen etwa ein Drittel der Bürgergemeinden (im Laufental Bürgergemeinden) aufgelöst worden.

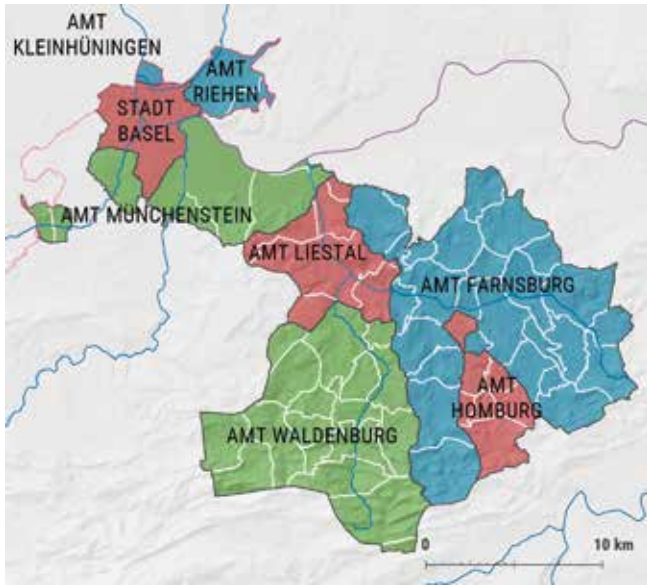
Bevölkerungserhebungen

Basler Landschaft

Die detaillierten Erhebungen gemäss Franz Gschwind (1977) in der Basler Landschaft setzten 1585 mit einer Erfassung der Mannschaftrödel in allen Dörfern ein und wurden mit drei Zählungen der Schanzgeld- und Jahrsteuerrödel aus den Jahren 1668, 1670 und 1687 fortgesetzt. Da diese räumlich nicht ganz vollständig sind, hat Gschwind Hochrechnungen zur Ermittlung der Bevölkerungszahlen vorgenommen. 1692 wurde eine Erhebung der Fruchtvorräte durchgeführt, danach jeweils im November der Jahre 1694, 1698, 1699, 1709, 1713, 1721, 1743, wobei allerdings die Verzeichnisse von vier Aufnahmen nicht mehr erhalten sind

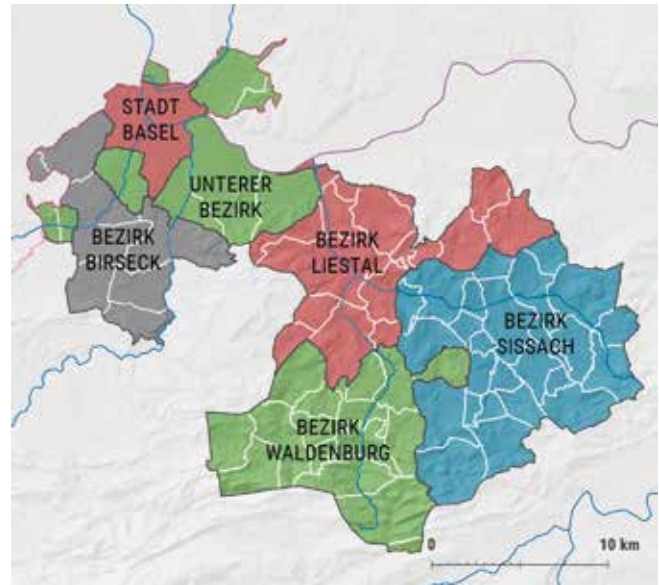
Stand Basel:

Die Stadt Basel und ihre 7 Ämter von 1640 bis 1798 **BA 1**



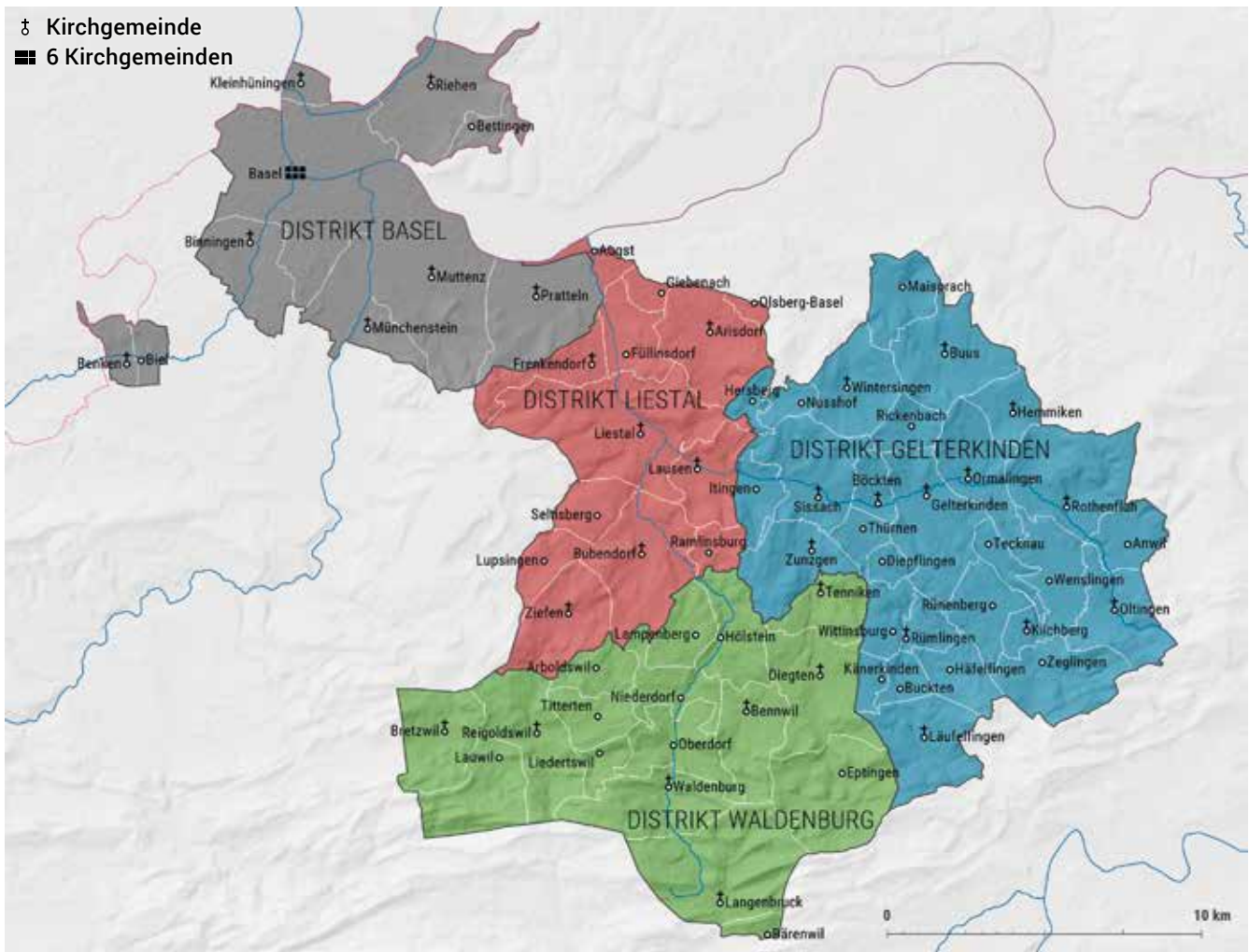
Der Kanton Basel bis zur Kantonstrennung (1815-1833): 6 Bezirke

BA 3



Der Kanton Basel in der helvetischen Republik (1798-1803): 4 Distrikte, Kirchgemeinden und Agentchaften

BA 2



© MICROGIS, BFS 2023

und diejenige von 1698 Doppelzählungen von Haushalten enthält. Die Fruchtaufnahmen der Jahre 1699, 1709 und 1743 sind von guter Qualität und vollständig. Die Erhebungen erfassten die Zahl der Haushaltungen und Personen, erwähnen den Namen des Vorstandes und den Fruchtvorrat (Korn, Haber, blasse Frucht). Nicht immer sind jedoch die Haushalte von weltlichen und geistlichen Vorgesetzten erfasst, das heisst der Basler Bürger, die ihren Wohnsitz auf dem Land hatten.

Eigentliche Volkszählungen folgten mit einem «eher missglückten Versuch» 1770 und in der umfassenden, doch nur in einer Übersichtstabelle nach Gemeinden überlieferten Zählung 1774. Diese Zählung erstreckte sich auch auf die Stadt Basel, wurde dort allerdings erst 1779 realisiert.

Die helvetische Zählung von 1798 ist von Albrecht Rengger unbeanstandet übernommen worden. Effektiv scheint sie recht vollständig, und alle Additionen stimmen. Betrachtet man das Verhältnis der Einwohnerzahl zu den Wohnhäusern, so stellt man jedoch beträchtliche Variationen zwischen den Gemeinden fest. Vermutlich sind bei der Bestimmung der Wohnhäuser teils die Gebäude (Firste) und teils Hausteile (Stuben) erfasst worden. André Schluchter (1988) und schon Franz Gschwind (1977) haben wegen fehlender Nebenhöfe einige Korrekturen an den Einwohnerzahlen angebracht. Gestützt auf den Vergleich mit der Pfarrer-Enquête wurden die Einwohnerzahlen der Gemeinden Riehen, Pratteln, Frenkendorf, Langenbruck, Maisprach und Ormalingen angepasst. Eine weitere Korrektur betrifft Binningen mit der Zuteilung der beiden Weiler Holee (51 Einw.) und Gundeldingen (60 Einw.), die anschliessend zu Basel transferiert wurden. Gundeldingen gehörte zur Stadt Basel, nicht aber der Weiler Holee in seiner damaligen Ausdehnung (Swisstopo).

1811 verlangte Napoleon im Vorfeld des «concile épiscopal impérial» eine Bevölkerungszählung mit Erfassung der Konfessionen, die in Frankreich und in Teilen der Schweiz durchgeführt wurde (Gschwind 1977). Es handelte sich aber um keine eigentliche Zählung, und sie ist laut Franz Gschwind von geringem Wert. Am 8. Februar 1815 fällte die Basler Regierung den Beschluss, eine neue Volkszählung durchzuführen, was zwischen Juli und September geschah. Die Erhebung lieferte keine Altersangaben der Bevölkerung, sondern konzentrierte sich auf die Heimatverhältnisse der «tatsächlichen Bevölkerung». Es scheint die beste Erhebung seit 1774 gewesen zu sein.

Von der ersten Volkszählung im neuen Kanton Basel-Landschaft aus dem Jahre 1833 sind Dokumente aus allen Gemeinden und zum Teil Einzelauszüge der Personen erhalten. Die an sich präzise Erhebung ist leider nach dem Bürger- und nicht nach dem Einwohnerprinzip konzipiert und deshalb für Bevölkerungsvergleiche ungeeignet. Die Volkszählung der Tagsatzung wurde am 21. März 1837 erhoben, nach vorgängigem Versand eines Formulars. Es ist kein Originalmaterial erhalten, doch wurden die Ergebnisse der Gemeinden in der Gesetzessammlung am 27.12.1837 veröffentlicht, nach Geschlecht und fünf Heimatklassen unterschieden.

Stadt Basel

Wie in den meisten Städten der Alten Eidgenossenschaft war auch die Stadt Basel in den früheren Bevölkerungserhebungen nicht eingeschlossen. Erstmals erschien sie in der Volkszählung von 1779, hernach 1795, in der helvetischen Volkszählung 1798, später 1811 und 1815 sowie in den kantonalen Erhebungen von 1835, 1837 und 1847 (Duthaler 2012).

Franz Gschwind (1977) hat in seiner Dissertation die Geschichte der historischen Bevölkerungsschätzungen aufgezeichnet und nachgewiesen, dass mit Schönbergs Auswertung der Steuerbücher vom 15. Jahrhundert (1879) eine erste überzeugende Methode zur indirekten Erfassung des Bevölkerungsstandes entwickelt worden war. Listen der Hausbesitzer (1590) und Adressverzeichnisse (1622), Steuerlisten (1634) sowie die Erfassung des Kornbedarfs nach Haushaltungen (1739) waren weitere Quellen, die in ihrer Summe belegten, dass die Bevölkerungszahl der Stadt im 16. Jahrhundert und ab Mitte des 17. Jahrhunderts stark zunahm und um 1800 stagnierte. Um 1600 dürfte sie 12 000 Personen gezählt haben. 1779 waren es 15 040. Damit war Basel nach Genf die grösste Stadt der späteren Schweiz.

Nachdem Isaak Iselin (1728–1782), Philosoph, Ratsschreiber und Präsident der Helvetischen Gesellschaft, bereits 1760 auf die Abhaltung einer Volkszählung gedrängt hatte, um die Frage nach der Aufnahme neuer Bürger abklären zu können, wurde er 1779 endlich erhört. Die am 9. Dezember 1779 vorgelegte Tabelle scheint von guter Qualität, doch ging das Originalmaterial verloren. Die vor den Stadttoren lebende Bevölkerung betrug 565 Personen.

Auslöser für die Zählung von 1795 war der Fruchtmangel, doch blieb das Interesse an der Kontrolle der Fremden ein zweites Argument. Die innerhalb von drei Tagen im Januar 1795 sorgfältig durchgeführte Erhebung betraf nur die Stadt Basel und umfasste alle anwesenden Personen.

Die helvetische Zählung von 1798 war in der Stadt keine eigentliche Volkszählung. Das Dokument im Bundesarchiv gibt ein Total von 14 706 Personen in 2236 Wohngebäuden an. Das im Basler Staatsarchiv befindliche Original unterscheidet dagegen nach sieben Stadtquartieren sowie den links- und rechtsrheinisch gelegenen Gebieten ausserhalb der Stadtmauern (Total 14 678). Die nach Kirchgemeinden gegliederte Pfarrer-Enquête von 1799 weist 15 321 Personen aus (+4,4%). Ein grober Vergleich zeigt, dass die Differenz in Kleinbasel 8,5% ausmacht, im Westen der Stadt 4,6% und in der Altstadt inkl. St. Alban 1,8%. Im Vergleich zu den Erhebungen von 1795 und 1799 scheint in der helvetischen Zählung vor allem die Kleinbasler Bevölkerung unterschätzt. André Schluchter (1988) hat das offizielle Total von 14 674 für die Stadt Basel um Spital- und Waisenhausinsassen sowie Militärpersonen ergänzt und zudem Gundeldingen und Holee dazugezählt (15 117 Personen).

Der Zählung von 1815, von der Individualdaten erhalten sind, wird eine gute Qualität attestiert. Hingegen war die Erhebung von 1835 ungenügend, und sie wurde von der Tagsatzung 1836 nicht angenommen. Wie Franz Gschwind (1977) darlegt, wurde hingegen die Volkszählung von 1837 gut organisiert und umfassend aufgenommen. Die vom Bürgermeister und Rath der Tagsatzung eingereichte Tabelle vom 29. März 1837 unterscheidet nach Männern und Frauen sowie nach Heimatklassen in den acht Quartieren, im grossen und kleinen Stadtbann, in den drei Landgemeinden sowie nach Personen in Krankenhäusern, Gefängnissen und in der Kaserne. Bei der letzten kantonalen Volkszählung vom 3. Februar 1847 wurde ähnlich vorgegangen.

Birseck und Laufen

Die weltliche Herrschaft des Fürstbistums Basel liess im 18. Jahrhundert in verschiedenen Vogteien Bevölkerungserhebungen durchführen, bevor die ausgezeichnete Volkszählung von 1770/71 das ganze Gebiet einschloss. Die drei verfügbaren Quellen aus den «Archives de l'Ancien Évêché de Bâle» in Porrentruy sind Bevölkerungs- und Früchte-Erfassungen. 1722 fand in Moutier, Delémont und Laufen sowie Zwingen die erste, sehr detaillierte Zählung statt, 1753 die zweite in den Herrschaften Pfeffingen und Birseck. In dieser ist allerdings nur die Zahl der Haushalte erfasst, sowie zusätzlich die der Kinder, Knechte und Mägde, was eine Schätzung der Einwohnerzahl bedingt. Bei der Volkszählung von 1770/71 fand die Erfassung der Bevölkerung 1771 statt, jene der Früchte ein Jahr später (siehe Kapitel Jura). Aus der französischen Zeit finden sich mehrere Volkszählungen in den «Archives Départementales du Haut-Rhin» (1797, 1801, 1806 und 1809). Die Resultate einer weiteren Zählung von 1807 sind in Renard (2009) publiziert. Nach 1815 wurde das Laufental in den Berner Volkszählungen von 1818, 1831 und 1846 erfasst, während die Birsecker Gemeinden noch nicht in der Basler Volkszählung von 1815 erschienen. Somit mussten die neun Gemeinden bis zur Volkszählung der Tagsatzung 1837 warten, ehe sie erstmals von einer Schweizer Statistik erfasst wurden.

Fazit

In unserer Tabelle sind für die Basler Landgemeinden die Ergebnisse der Aufnahmen aus den Jahren 1699, 1709, 1743 und 1774 aus Gschwind (1977) übernommen, dazu die Daten der helvetischen Zählung 1798, der Basler Zählung von 1815 sowie der eidgenössischen von 1837. Für die Stadt Basel können nur die Einwohnerzahlen von 1779, 1798, 1815, 1837 und 1847 beigezogen werden. In den Laufentaler Gemeinden sind die fürstbischöflichen Erhebungen von 1722 und 1771 berücksichtigt worden, die französische Zählung von 1804 sowie die Berner Volkszählung von 1818. Im Birseck decken die Quellen die Jahre 1771, 1797, 1809 und hernach 1837 ab. Aus dieser Übersicht geht hervor, dass die Zählung von 1837 die einzige ist, die allen Gemeinden der beiden heutigen Basel gemeinsam ist.

Bevölkerungsentwicklung

Im Gebiet der heutigen zwei Basler Kantone ist die Bevölkerung im 18. Jahrhundert um rund 10 000 Personen angestiegen, in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts um weitere 20 000 und in der zweiten Hälfte sogar um 80 000. Dabei blieben die Wachstumsraten bis zur Volkszählung von 1837 ziemlich konstant.

Alle heutigen Bezirke waren am Wachstum beteiligt, am schwächsten Laufen und das heutige Arlesheim, sowohl im früheren Basler wie im Birsecker Teil. Im Zeitraum 1798–1837 blieben die regionalen Unterschiede gering, bis 1815 bei schwachem Wachstum und danach bis 1837 auch bei deutlich grösserem Zuwachs. Erst ab 1837 öffnete sich die Wachstumsschere zugunsten der Stadt Basel und dem unteren Bezirk, doch alle anderen Gebiete gewannen gleichfalls an Bevölkerung. Erst in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts bildete sich eine klare räumliche Wachstumshierarchie aus, mit einem explosionsartigen Wachstum in Basel, einer starken Dynamik in den sich zu Vororten wandelnden Gemeinden im Bezirk Arlesheim, doch nur mässigem Wachstum in den Juratälern und Bevölkerungsrückgang in den Dörfern des Tafeljuras. Die überdurchschnittliche Bevölkerungszunahme Waldenburgs und weiterer Gebiete im Oberbaselbiet während des ganzen 18. Jahrhunderts ist der Ausbreitung des Verlagswesens in der Basler Seidenbandindustrie zuzuschreiben, das Wachstum in den Juratälern ab 1837 folgte der Ansiedlung von Fabriken.

Literatur

- Balscheit-Osmer Elisabeth, Auer Felix und Wiedmer Marcus (Red.), Baselland bleibt selbständig. Von der Wiedervereinigung zur Partnerschaft, Verlag Lüdin AG, Liestal, 1985.
- Bandelier André, DHS (Evêché de Bâle), chap. 3.1, De la République rauracienne à l'époque napoléonienne, chap. 3.3 La fin des arrondissements jurassiens du Haut-Rhin.
- Berner Hans und Röthlin Niklaus, HLS, Basel (Kanton), Kap. 3.1, Staatsbildung, Regierung und Verwaltung bis zum Ende des Ancien Régime, sowie Kap. 3.2, Bevölkerung und Siedlung.
- Bieder Daniel, Das Gemeindewesen des Kantons Basel-Land, in: Wirth Max, Allgemeine Beschreibung und Statistik der Schweiz, Zweiter Band, Verlag von Orell, Füssli & Comp., Zürich, 1873, S. 269–297.
- Duthaler Peter, Kirchenbücher, Volkszählungsverzeichnisse und Familienbücher im Staatsarchiv Basel-Stadt. Ein Beitrag zur Bestandesgeschichte, Zürich, 2012.
- Etienne François, Gschwind Franz. Bevölkerungsentwicklung und Wirtschaftsstruktur der Landschaft Basel im 18. Jahrhundert, in: Annales 1981, 36, 3, S. 512–515.
- Flückiger M., Gesetze, Verordnungen und Beschlüsse für den Kanton Basel-Landschaft, zweiter Band, Barya und Honegger, Liestal, 1838.
- Froidevaux Philippe, DHS (Evêché de Bâle), chap. 2.1, Histoire politique, chap. 2.2, L'État et ses institutions, chap. 2.3, Population.
- Furger Alex R., HLS (Augusta Raurica), Einleitung sowie Kap. 3, Siedlungsgeschichte und archäologischer Befund.
- Gschwind Franz, Bevölkerungsentwicklung und Wirtschaftsstruktur der Landschaft Basel im 18. Jahrhundert, Kantonale Drucksachen- und Materialzentrale, Liestal, 1977.
- Heusler August, Das Gemeindewesen des Kantons Basel-Stadt, in: Wirth Max, Allgemeine Beschreibung und Statistik der Schweiz, Zweiter Band, Verlag von Orell, Füssli & Comp., Zürich, 1873, S. 257–268.
- HLS, Basel (Kanton) 1501–1833, Online: <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007387/2016-01-13/>, abgerufen am 10. August 2020.
- Jenni Paul, Heimatkunde von Langenbruck, Verlag des Kantons Basel-Landschaft, Liestal 1992.
- Jenny Kurt (Hrsg.), Basler Stadtgeschichte 2. Vom Brückenschlag 1225 bis zur Gegenwart. Friedrich Reinhardt Verlag, Basel, 1981.
- Manz Matthias, HLS, Basel (Kanton), Kap. 3.6, Von der Helvetik bis zur Kantons-trennung (1798–1833).
- Meyer Werner, HLS, Basel (Kanton), Kap. 2.1, Herrschaftsbildung und Landesausbau vom 9. bis 13. Jahrhundert.
- Renard Jean-Pierre, Le clergé paroissial dans les arrondissements de Delémont et de Porrentruy avant et après la réorganisation concordataire de 1802–1804. Recensement de la population des communes de l'arrondissement de Delémont au 1^{er} juillet 1807, in: Edition Le Franc-Montagnard SA, Saignelégier, 2009, p. 779–780 de l'annexe.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, Bundesamt für Statistik, Bern, 1988.
- Siegrist Georg, Die Bevölkerungsentwicklung, in: Basellandschaftliche Kantonalbank (Hrsg.), Beiträge zur Entwicklungsgeschichte des Kantons Basel-Landschaft, Liestal, 1964, S. 37–62.
- Suratteau Jean-René, Le Département du Mont-Terrible sous le Régime du Directoire, Cahier d'études comtoises 7, 1965.
- Teuteberg René, Basler Geschichte, Verlag Christoph Merian, Basel, 1986.
- Utz Hans, Eine Fussnote der Geschichte. Französisches und baslerisches Birseck, 1792–1833, Verlag des Kantons Basel-Landschaft, Liestal 2015.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; BAR 1090k sowie 1090l, Canton Basel.

Staatsarchiv Basel-Landschaft (StABL)

1833: NA 2179 Statistik C.2 3 1833–1837, Verzeichnis der Seelenzahl des Kantons Basel-Landschaft, 1. Volkszählung im Kanton Basel-Landschaft, 1. September 1833.

1837: General Etat der durch die vom 21. auf den 22. Oktober 1837 gesamteten Volkszählung hervorgegangenen Einwohnerzahl dieses Bezirkes. Bezirk Liestal, (loses A3-Blatt).

1837: AD 10.0001, 1833–1838, Publikation der Ergebnisse der von dem E. Regierungsrate im Monate März 1837 angeordneten Zählung der Bewohner des Kantons Basel-Landschaft, Zweiter Band, S. 596–602, Liestal, Barya und Honegger, 1838.

Staatsarchiv Basel-Stadt (StABS)

AHA, Volkszählung (1590–1934): B2 (1811), C (1815), D (1835), E (1837), F (1847).

1815: C 6.1 Volkszählung 1815. Tabellarisches Verzeichnis sämtlicher Bürger und Einwohner, sowie auch ihrer Hausgenossen, Dienstboten und Arbeiter in allen Gemeinden. Aufgenommen auf Befehl der Regierung im Jahr 1815. Basel, gedruckt in der Schweighauserschen Buchdruckerei (Erfassung noch vor dem Anschluss des Birseck).

Archives de l'Ancien Evêché de Bâle, à Porrentruy (AAEB)

1722, B 245/29, Summarisches Verzeichnis Aller des Hoch Fürstlichen Baslischen Oberamts Münsterthal Einwohnenden und deren Nahrungs Unterhalt wie sich dises Jahr 1722 befunden bis Anno 1723 (Herrschaften Laufen und Zwingen, sowie Delémont und Moutier).

1753, B 228/51 Birseck, Pfeffingen, Verzeichnis deren Häuseren, Scheunen, Mühlen, Wirtshäuser und Haushaltungen (nach Dörfern) (Haushaltungen, Kinder, Knecht und Mägd, doch fehlt die Zahl der Erwachsenen oder Verheirateten).

1771–1772, B 198/20-1, B 198/20-2, Tableaux généraux de la population et du produit des biens-fonds (grains et dîmes), Einwohner- und Fruchtbarkeitsverzeichnisse, B 198/20-2.10 Amt Zwingen, 2.11 La Bourg (Herrschaft), 2.12 Amt Pfeffingen, 2.13 Amt Birseck.

Archives Départementales du Haut-Rhin, à Colmar (ADHR)

Arrondissement de Delémont, Canton de Laufon et Canton de Delémont (pour Roggenburg avec Ederswiler)

1801: État de la population, du nombre des maisons et des feux existant dans l'arrondissement de Delémont à l'époque du 30 thermidor an 9 de la République (sans militaires) (18 août 1801).

1804: État des communes du Département du Haut-Rhin, par arrondissement et Justices de paix avec leur population dans l'an XII (1^{er} Fructidor an 12, 19 août 1804) (Dans cet état sont compris tous les Conscrits désignés pour l'armée active et pour la réserve).

1806: État de la population de l'arrondissement de Delémont formés en exécution de la circulaire de M. le Préfet en date du 24 janvier 1806. Recensement général des habitants de l'Arrondissement de Porrentruy au 1^{er} Janvier 1806.

1809: 6M 2, Série M, Population, Recensement de 1809 à 1812, Département du Haut Rhin, Recensement général des habitants de l'Arrondissement de Porrentruy au 1^{er} Octobre 1809.

Kanton Basel-Stadt

(ts-x-01-2223-BS)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	KVZ	KVZ	HZ	KVZ	TVZ	KVZ	EVZ
Kanton Basel-Stadt						1699	1709	1743	1774/79	1798	1815	1837	1847	1850
2701 Basel								13 150	15 040	15 094	16 674	22 224	25 787	27 313
2702 Bettingen						163	175	206	193	260	233	272	268	279
2709 Kleinhüningen				1892	2701	136	253	338	405	407	392	466	522	531
2703 Riehen						894	965	966	1 088	1 150	1 066	1 359	1 490	1 575
Kanton Basel-Stadt								14 660	16 726	16 911	18 365	24 321	28 067	29 698
BS, Referenzen									16 726		18 365	24 316	28 067	29 698

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung
 VE Versorgungs-Erhebungen

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Bemerkungen:

1743 Stadt Basel: 13150 gemäss Mauerberg in Gschwind (1977)

Stadt Basel: Die Zählungen 1779, (1795), 1798, 1815, 1837 und 1847 sind nach (unveränderten) Stadtquartieren innerhalb der Stadtmauern gegliedert, zudem nach den links- und rechtsrheinischen Gebieten ausserhalb der Mauern; Personen im Militär, im Spital (ohne 1815), im Waisenhaus (ohne 1779), im Gefängnis (ab 1798) und der Mission (nur 1845) sind separat ausgewiesen.

1798: Die Stadt Basel mit 14678 Einw. gemäss Gschwind (HZ: 14706) plus 328 Personen im Spital, Waisenhaus und Militär; zusätzlich 60 Personen aus Binningen (für Gundeldingen), nicht aber die 51 Personen in der Hölle

1837: Personen in Armen- und Krankenhäusern, Gefängnissen und bei der Standestruppe der Stadt zugeteilt

1837: Das Dokument im StABS und das statistische Jahrbuch geben ein Total von 24316 Personen an, davon für Basel 22199 und für Riehen 1379.

Kanton Basel-Landschaft

(ts-x-01-2223-BL)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	VE	VE	HZ/NVZ	NVZ	KVZ/NVZ	TVZ	EVZ
Kanton Basel-Landschaft														
Landschaft Basel						1699	1709	1743	1774	1798		1815	1837	1850
Birseck und Laufen							L 1723	B 1753	1771	1797	1809	1815	1837	1850
2761	Aesch	EB/F						629	655	664	850	787	876	998
2762	Allschwil	EB/F						669	754	770	703	700 ^h	1 053	1 007
2763	Arlenheim	EB/F						431	733	618	643	616	792	910
2804	Benken			1972	2764	237	257	240 ⁱ	271	287		332	335	354
2764	Biel					174	169	167 ^j	189	203		198	212	246
2765	Binningen					227	360	364	325	422 ^k		627	898	1 229
2766	Birsfelden		1874	2770										
2767	Bottingen					201	229	255	210	271		297	371	438
2768	Ettingen	EB/F						368	404	419	515	500	549	654
2769	Münchenstein					276	341	316	298	262		408	869	955
2770	Muttenz					791	869	875	832	825		1 058	1 437	2 222
2771	Oberwil	EB/F						612	619	610	674	680 ^l	779	794
2772	Pfeffingen	EB/F						195	247	200	238	250	259	270
2773	Reinach	EB/F						427	447	495	568	558	691	816
2774	Schönenbuch	EB/F						133	153	144	139	140 ^m	189	218
2775	Therwil	EB/F						581	606	656	737	699	856	892
	Bezirk Arlesheim							6 262	6 743	6 846		7 850 ⁿ	10 166	12 003
	Teil Basel (BA)					1 906	2 225	2 217	2 125	2 270		2 920	4 122	5 444
	Teil Birseck (EB)							4 045	4 618	4 576	5 067	4 930 ^o	6 044	6 559
2781	Blauen	EB/F/BE					263		201	241	211	227	298	337
2782	Brislach	EB/F/BE					394		375	292	406	356	399	442
2783	Burg	EB/F/BE					190 ^p		187	251	189	231	264	248
2784	Dittingen	EB/F/BE					160		151	223	244	308	298	326
2785	Duggingen	EB/F/BE					200 ^q		201	180	230	247	290 ^r	341
2786	Grellingen	EB/F/BE					210 ^s		205	256	270	331	390 ^t	512
2787	Laufen (-Stadt)	EB/F/BE					1 018		667	904	889	970	1 067 ^u	751
2794	Laufen-Vorstadt	EB/F/BE		1852	2787				124					373
2788	Liesberg	EB/F/BE					444		368	455	450	433	483	543
2789	Nenzlingen	EB/F/BE					199		134	122	162	145	187	188
2790	Roggenburg	EB/F/BE					220 ^v		222	253	268 ^w	305	319 ^x	412
2791	Röschenz	EB/F/BE					285		297	343	310	280	455	445
2792	Wahlen	EB/F/BE					239		223	244	235	275	310 ^y	328
2793	Zwingen	EB/F/BE					190		212	237	290	250	320 ^z	369
	Bezirk Laufen							4 012 ^{aa}	3 567	4 001	4 154	4 358	5 080	5 615
2821	Arisdorf					515	556	517	523	608		645 ^{ab}	779	792
2822	Augst					142	180	191	162	130		231	367	369
2823	Bubendorf					560	511	571	747	786		872	1 193	1 485
2824	Frenkendorf					340	370	384	370	405		393	642	769
2825	Füllinsdorf					309	303	239	254	336		322	610	722
2826	Giebenach					127	124	143	138	148		148	192	214
2827	Hersberg					44	51	57	66	87		76	91	106
2828	Lausen					356	433	468	551	536		602	695	804
2829	Liestal					1 352	1 385	1 353	1 719	1 575		1 826	2 642	3 032
2830	Lupsingen					149	185	220	251	328		302	339	396

Kanton Basel-Landschaft

(ts-x-01-2223-BL)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	VE	VE	HZ/NVZ	NVZ	KVZ/NVZ	TVZ	EVZ
Kanton Basel-Landschaft														
Landschaft Basel						1699	1709	1743	1774	1798		1815	1837	1850
Birseck und Laufen						L 1723	B 1753	1771	1797	1809	1815	1837	1850	
2835	Olsberg			1882	2821	44	34	29	30	30	33'	38	45	
2831	Pratteln					607	642	712	732	795	888	1 124	1 371	
2832	Ramlinsburg					122	153	162	175	207	239	304	343	
2833	Seltisberg					180	180	183	232	292	297	323	434	
2834	Ziefen					391	502	573	625	642	681	830	910	
	Bezirk Liestal					5 238	5 609	5 802	6 575	6 905	7 555	10 169	11 792	
2841	Anwil					185	197	173	180	181	218	303	334	
2842	Böckten					137	137	173	201	236	208	308	316	
2843	Buckten					184	209	230	215	285	269	339	438	
2844	Buus					360	385	381	385	370	460	590	613	
2845	Diepflingen					82	76	125	163	188	178	222	218	
2846	Gelterkinden					552	590	572	684	790	897	1 164	1 406	
2847	Häfelfingen					123	116	136	132	172	210	267	309	
2848	Hemmiken					169	183	150	149	154	203	314	363	
2849	Itingen					154	175	211	237	275	275	423	500	
2850	Känerkinden					102	99	97	121	163	150	187	190	
2851	Kilchberg					62	67	66	72	80	85	96	100	
2852	Läufelfingen					299	361	346	357	344	428	522	704	
2853	Maisprach					270	306	294	279	280	363	508	543	
2854	Nusshof					58	68	88	93	126	139	187	197	
2855	Oltingen					288	294	261	305	409	445	486	563	
2856	Ormalingen					369	443	366	456	481	503	668	783	
2857	Rickenbach					149	142	146	176	230	245	283	289	
2858	Rothenfluh					385	397	414	474	521	630	726	844	
2859	Rümlingen					112	116	104	125	173	194	243	237	
2860	Rünenberg					185	211	227	254	319	334	460	516	
2861	Sissach					664	666	726	848	1 049	1 030	1 284	1 374	
2862	Tecknau					69	69	77	98	100	107	138	138	
2863	Tenniken					165	187	218	241	315	291	358	432	
2864	Thürnen					106	94	131	153	175	214	253	264	
2865	Wenslingen					233	262	246	310	377	430	527	615	
2866	Wintersingen					343	383	434	407	424	425	549	575	
2867	Wittinsburg					129	133	125	175	181	188	219	245	
2868	Zeglingen					274	306	225	249	305	349	486	592	
2869	Zunzgen					216	222	254	315	361	370	520	633	
	Bezirk Sissach					6 424	6 894	6 996	7 854	9 064	9 838	12 630	14 331	
2881	Arboldswil					191	224	246	277	302	300	334	474	
2896	Bärenwil			1838	2888	34	45	50'	55	85	80'			
2882	Bennwil					265	245	250	310	355	324	480	615	
2883	Bretzwil					263	254	296	379	506	478	609	683	
2884	Diegten					318	356	359	431	596	549	839	924	
2885	Eptingen					326	344	303	378	500	484	646	787	
2886	Hölstein					214	254	248	299	345	389	515	620	
2887	Lampenberg					176	216	186	231	275	269	315	401	

Kanton Basel-Landschaft

(ts-x-01-2223-BL)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	VE	VE	HZ/NVZ	NVZ	KVZ/NVZ	TVZ	EVZ
Kanton Basel-Landschaft														
Landschaft Basel						1699	1709	1743	1774	1798		1815	1837	1850
Birseck und Laufen						L 1723	B 1753	1771	1797	1809	1815	1837	1850	
2888 Langenbruck						276	315	386 ^c	514	550		572 ^c	838	927
2889 Lauwil						108	165	190	296	306		305	411	508
2890 Liedertswil						47	70	76	94	120		109	138	153
2891 Niederdorf						141	135	171	216	260		271	385	506
2892 Oberdorf						318	333	348	441	473		499	588	743
2893 Reigoldswil						471	459	550	740	862		876	1 108	1 270
2894 Titterten						135	159	161	180	200		225	293	392
2895 Waldenburg						327	354	426	487	384		484	629	756
Bezirk Waldenburg						3 610	3 928	4 246	5 328	6 119		6 214	8 128	9 759
Alte Landschaft Basel (Teil BL)						17 178	18 656	19 261	21 882	24 358		26 527	35 049	41 326
Alte Landschaft Basel (BS, BL)						18 371	20 049	20 771	23 568	26 175		28 218	37 146	43 711
BA, Referenz (ohne die Stadt)						18 371	20 049	20 771	23 568	26 235		28 416	37 165	43 711
Kanton Basel (<1815)								33 921	38 608	41 269		46 781		
BA, Referenz (mit der Stadt)										41 578				
Birseck und Laufen									8 185	8 577		9 288	11 124	12 174
Kanton Basel-Landschaft (1832–1993)												31 457	41 093	47 885
Kanton Basel-Landschaft (>1994)									30 067	32 935		35 815	46 173	53 500

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 NVZ Zählung im Ausland
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung
 VE Versorgungs-Erhebungen

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

BE Bern
 EB Fürstbistum Basel
 F Frankreich

Korrekturen an Gemeindedaten:

^c korrigiert
ⁱ imputiert
^r aufgeteilt

Bemerkungen:

1699, 1709, 1743 und 1774: Daten übernommen von Gschwind (1977) für das Gebiet des Kantons <1815

1723 (Laufen), 1753 (Birseck), 1771, 1797 und 1809 siehe Kapitel Jura

1798: Gschwind (1977) hat nach Konsultation der Eingaben von Gemeinden verschiedene Korrekturen am Original vorgenommen: Pratteln (im Original 875), Riehen (1050), Frenkendorf (386),

Maisprach (289) und Ormalingen (431), andere angezeigt, aber nicht übernommen (Füllinsdorf, Langenbruck); Schluchter (1988) übernahm alle Korrekturen von Gschwind, wir nur die vorgenommenen;

Binningen ohne die 60 Personen in Gundeldingen

1815 Basel: Originalquelle; Gschwind gibt für Liestal 2035 und für Reigoldswil 865 Personen an

1837 Basel-Landschaft: offizielles Total 41103

Kanton Schaffhausen

Lektorat durch Mark Wüst, Historiker, Zürich



Einleitung

Der heutige Kanton Schaffhausen besteht aus drei rechtsrheinischen Territorien: dem Hauptteil, dem oberen (Stein am Rhein) und dem unteren (Rüdlingen-Buchberg) Kantonsteil. Die Siedlungsstruktur ist gekennzeichnet durch das Vorherrschen von stattlichen Ortschaften im fruchtbaren Klettgau und kleinen Dörfern auf dem Plateau des Reiat und in den Randentälern. Das Gewicht der Stadt Schaffhausen war seit jeher gross. Neben ihr existieren im Kantonsgebiet noch die beiden historischen Städte Stein am Rhein und Neunkirch. Die Zahl der Einzelhöfe war früher klein, hat aber im Rahmen der Güterzusammenlegungen in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts stark zugenommen.

Schaffhausen ist seit 1501 vollwertiger Stand der Alten Eidgenossenschaft. Er hat erst spät, dank der Reformation, sein kleines Territorium etwas arrondieren können, soweit man angesichts seiner zersplitterten Grenzziehung von «Arrondieren» sprechen kann. Schaffhausen hat 1512 an der Eroberung des südlichen Tessin mitgewirkt und erhielt dadurch seinen einzigen Anteil an Gemeinen Herrschaften. Eine anekdotische Bemerkung bezieht sich auf die spezielle Beziehung Schaffhausens zum Tessin. Im Jahr 1854 offerierten die Schaffhauser Stimmbürger Bundesrat Stefano Franscini, dem «Vater der Schweizer Statistik» und Organisator der ersten eidgenössischen Volkszählung von 1850, den Nationalratssitz, den dieser zur Ausübung seiner Bundesratsfunktion benötigte, zuvor aber in der Tessiner Wahl verloren hatte.

Schaffhausen hat keine bevölkerungsstatistische Tradition, denn es hat aus eigenem Antrieb nur eine einzige Volkszählung durchgeführt, diejenige von 1771 (1766 in der Stadt). Dazu kommen die helvetische Volkszählung von 1798 und die von der Tagsatzung angeordnete von 1836. Mark Wüst (1997, 2002) hat als erster die Bevölkerungsentwicklung des Kantons wissenschaftlich umfassend untersucht.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Die 1049 gegründete Benediktinerabtei Allerheiligen übernahm noch vor Ende des 11. Jahrhunderts die Herrschaft über die Stadt Schaffhausen und gewann die «Mundat» (Gebiet der Immunität) am Randen, einen Wildbannbezirk, inkl. der Dörfer in den Randentälern (Merishausen und Hemmental) und am Südfuss des dem Schwarzwald vorgelagerten Berges (Beringen, Löhningen, Siblingen) resp. an dessen Nordfuss (die heute deutschen Ortschaften Epfenhofen, Fützen und Grimmshofen). Die Stadt Schaffhausen emanzipierte sich vom Kloster und war 1218–1330 reichsfrei und nach einer habsburgischen Zeit wieder ab 1415 (Landolt HLS).

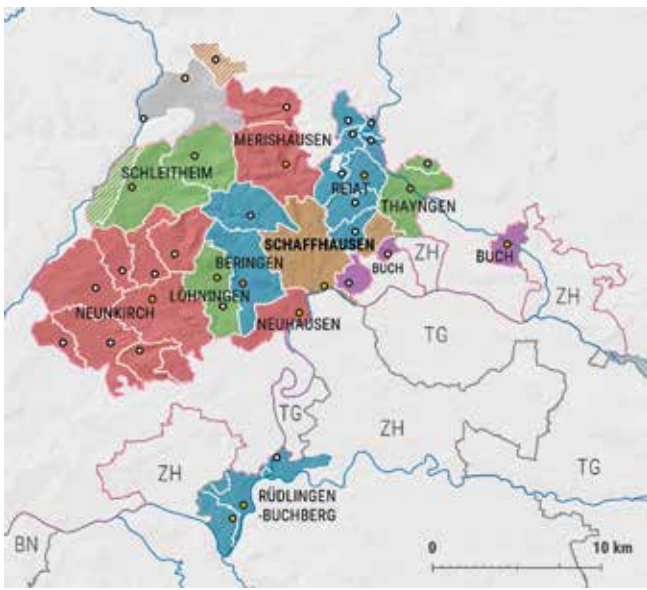
Lange in seinem territorialen Ausbau behindert, besass Schaffhausen bis ins 15. Jahrhundert einzig die Obergerichtsbarkeit über die Mundat am Randen. Inzwischen hatte Zürich sein Gebiet bis an den Rhein und 1434 mit Dörflingen sogar darüber hinaus ausgedehnt, während im Osten habsburgische Gebiete einer Expansion entgegenstanden. Die Stadt vermochte 1525 Neunkirch, Unter- und Oberhallau im Klettgau zu erwerben. Nach der Reformation konnte sich Schaffhausen Vogteien verschiedener Klöster in der Stadt und im Umland aneignen, so Wilchingen, Schleithem, Thayngen und den Reiat, Buch sowie Buchberg-Rüdlingen und Ellikon, wobei in den meisten Fällen die niedere Gerichtsbarkeit mit weiteren Herrschaften geteilt blieb.

In der helvetischen Republik kamen die zürcherischen Ortschaften Stein, Hemishofen und Ramsen zu Schaffhausen, gleich wie Dörflingen, das gegen das ehemals schaffhausische Ellikon am Rhein abgetauscht wurde. Zwischen 1798 und 1800 gehörte auch der früher thurgauische Distrikt Diessenhofen zu Schaffhausen. Der Kanton, ab 1529 reformiert, erhielt 1798 mit Ramsen und zwei paritätischen Gemeinden im Distrikt Diessenhofen katholische Pfarreien und (bis 1804) sogar zwei Klöster, St. Katharinental und Paradies.

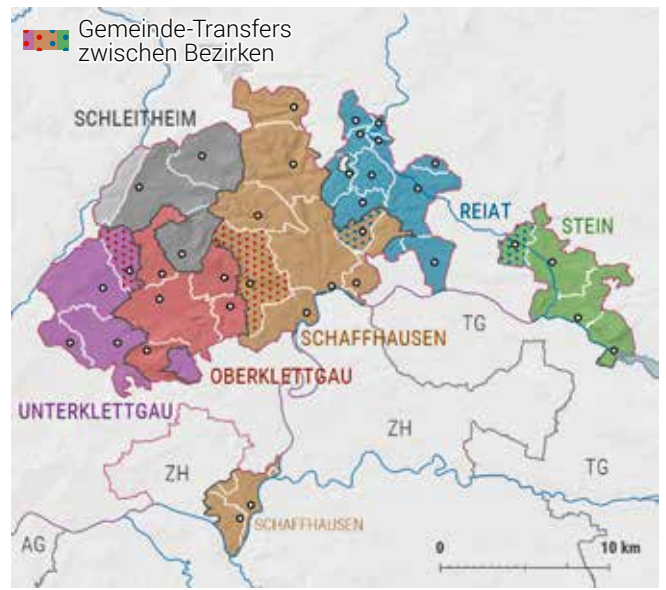
Die äusserst komplizierte Grenzziehung im Norden, Westen und Osten wurde ein erstes Mal 1839 durch Abkommen mit dem Grossherzogtum Baden vereinfacht, indem die Ortschaft Epfenhofen, über die die Stadt das Hochgericht besass, gegen die Gebiete Gatterholz und Westerholz (Schleithem) abgetauscht wurde. Die hohe Gerichtsbarkeit über Fützen und Grimmshofen war bereits 1722 verkauft worden. In den 1960er-Jahren erfolgten weitere Grenzkorrekturen mit Deutschland, so vor allem 1967 die Aufhebung der Enklave Verenhof bei Büthenhardt durch einen flächenneutralen Gebietsabgleich. Hingegen ist es Schaffhausen nie gelungen, die Enklave Büsingen zu gewinnen.

Schaffhausen war ein Stadtstaat, der seiner Landbevölkerung wenig politische Mitsprache zugestand (Joos, Ott 2002). Die innere Gliederung Schaffhausens kannte im 18. Jahrhundert neben der Stadt die zehn Obervogteien Reiat, Schleithem, Löhningen, Beringen, Merishausen, Neuhausen, Neunkirch, Buch, Thayngen und Rüdlingen-Buchberg (Karte SH1). In der Helvetik bestanden die Distrikte Schaffhausen, Reiat und Klettgau sowie in den neuen Gebieten die Distrikte Stein und Diessenhofen (Karte SH2). Diessenhofen wurde bereits 1800 dem Kanton Thurgau zugeteilt. Nach 1803 erfuhr die Bezirksstruktur, nun ohne Diessenhofen, leichte Änderungen, indem die Gemeinden des Randens vom Reiat zu Schaffhausen wechselten und der Klettgau in den Unter- und den Oberklettgau aufgeteilt wurde. Von letzterem spaltete sich 1831 noch der Bezirk Schleithem ab (Karte SH3). Dieser Aufbau blieb bis zur Auflösung der Gerichtsbezirke 1999

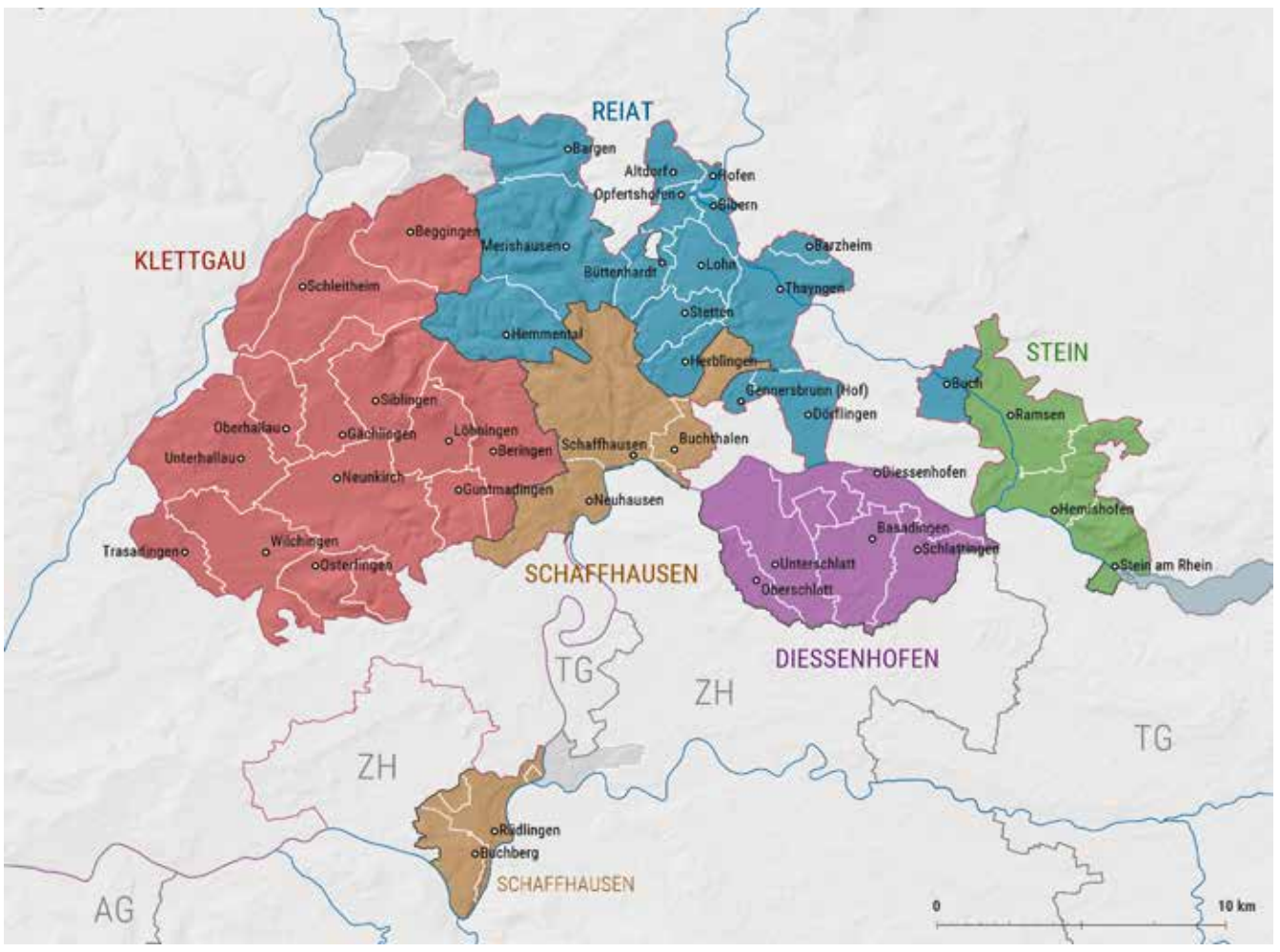
Stand Schaffhausen im Ancien Régime bis 1798:
Die Stadt Schaffhausen und ihre 10 Obervogteien **SH 1**



Der Kanton Schaffhausen (1803/31-1999):
5 resp. 6 Bezirke **SH 3**



Der Kanton Schaffhausen in der helvetischen Republik (1798-1800):
5 Distrikte, Kirchgemeinden und Agentschaften **SH 2**



© MICROGIS, BFS 2023

bestehen. Zweimal jedoch haben Gemeinden ihre Bezirkszugehörigkeit geändert, so im Jahre 1874, als Beringen und Oberhallau vom Bezirk Oberklettgau abgetrennt wurden und in die Bezirke Schaffhausen bzw. Unterklettgau wechselten. Ferner lösten sich 1930 Herblingen und Buch aus dem Bezirk Reiat und kamen in die Bezirke Schaffhausen bzw. Stein.

In der Bevölkerungserhebung von 1771 sind 31 Ortschaften sowie ein Einzelhof verzeichnet. Es fehlt die Ortschaft Hofen, die wohl vergessen ging. Die Zählung von 1798 kam auf 36 Agentchaften (zusätzlich die vier ehemals zürcherischen Orte, sowie Hofen) und 9 als solche bezeichnete Höfe. Nicht alle der 36 Einheiten waren nach 1814 als selbständige Gemeinden anerkannt, doch erlangten alle zwischen 1831 und 1860 wieder diesen Status (Büttenhardt 1831, Guntmadingen 1840, Barzheim 1851 und Hofen 1860). Dazu kam im unteren Kantonsteil 1839 die Teilung von Rüdlingen und Buchberg in zwei eigenständige politische Gemeinden. Die beiden Höfe Haslach und Gennersbrunn hatten bis 1849 einen eigenen Bann und wurden erst dann einer Gemeinde zugeschlagen (zu Wilchingen resp. Thayngen). Die Zahl der Gemeinden sank mit der Eingemeindung von Buchthalen (1947) und Herblingen (1964) in die Stadt Schaffhausen auf 34; seit dem Jahr 2004 sind bislang weitere acht Gemeinden verschwunden.

Die kirchliche Gliederung entsprach im Klettgau mit seinen grossen Ortschaften weitgehend der politischen, während im Reiat die Kirchgemeinde Lohn bis zur Verselbständigung von Opfertshofen 1867 sieben Gemeinden umfasste. Eine Sonderstellung hatte die reformierte Kirchgemeinde der badischen Enklave Büsingen inne, denn zu ihr gehörten bis 1866 die Schaffhauser Ortschaften Buchthalen und Gennersbrunn. In der Stadt Stein am Rhein existieren bis heute zwei reformierte Pfarrgemeinden, wobei diejenige von Burg, linksrheinisch gelegen und erst 1712 politisch der Stadt zugeteilt, seit jeher auch die Thurgauer Ortschaften Rheinklingen, Kaltenbach und die wenigen Protestanten von Eschenz einschliesst. Der Status der katholischen Kirche in Ramsen wurde in der Kantonsverfassung von 1803 garantiert.

Bevölkerungserhebungen

Die erste bekannte Bevölkerungserhebung für die Landgemeinden Schaffhausens stammt von **Oktober 1771**. Diese Zählung, aufbewahrt in zwei Quellen im Staatsarchiv und in der Stadtbibliothek Schaffhausen, ergibt ein Total von 12 331 Einwohnern, gegliedert nach den beiden Klassen «Mann, Frau und Kinder» sowie «Dienste» (7% der Bevölkerung). Offensichtlich fehlt das Total für die Gemeinde Hofen, das nicht in Bibern enthalten sein kann. Die 31 Ortschaften in der Erhebung von 1771 entsprechen dem damaligen Kantonsgebiet. Allerdings fehlen die Angaben für Ellikon wie auch für Epfenhofen, wo Schaffhausen nicht für lokale Belange zuständig war. Die beiden Quellen geben keinen weiteren Hinweis zum Kontext der Erhebung und der angewandten Methoden.

Daneben existiert eine detaillierte Zählung aus dem Jahre 1766 für die Stadt Schaffhausen. Diese unterscheidet die Bevölkerung nach 28 Merkmalen (Geschlecht, Altersgruppen und Status) und kommt auf ein Einwohnertotal von 6969 Personen, wiedergegeben erstmals in der Publikation des Grossen

Rates (1901). Gemäss unserer Analyse beträgt der richtige Wert wohl «nur» 6590. Die Erhebung, die zwischen der «Stadt» und den «drei Vorstädten und dem Stadtbann» unterscheidet, zählt die Gruppe der Beisassen einmal in den Vorstädten und ein zweites Mal im Stadtbann, mit einer minimalen Differenz. Die beiden Einheiten sind jedoch nahezu identisch, wohl mit Ausnahme des Griesbacherhofes, der zudem 1771 in der Landschaft erfasst worden ist.

In den erst 1798 zu Schaffhausen gestossenen Gemeinden hat die reformierte Kirche Zürichs zwischen 1634 und 1708 bis zu acht Mal die Pfarreiglieder registriert. Für die katholische Pfarrgemeinde Ramsen, zu der auch die deutschen Ortschaften Arlen und Rielasingen gehörten, liegen vier Kommunikantenzählungen des Bistums Konstanz aus den Jahren 1743 bis 1768 vor.

Die **helvetische Zählung 1798** ist im Kanton Schaffhausen als eigentliche Volkszählung durch Erfassung bei den Haushaltungen durchgeführt worden. Im Bundesarchiv sind zwei Versionen erhalten, die erste datiert auf Dezember 1798 und die zweite auf Januar 1799. Letztere enthält einige Ergänzungen, die unberücksichtigte Höfe betreffen. Im Staatsarchiv Schaffhausen befinden sich zahlreiche weitere Unterlagen, teils Bevölkerungslisten nach Gemeinden (Neuhausen, Buchberg, Rüdlingen, Buchthalen und Schlattingen), teils Zusammenzüge nach Distrikten, aber auch ein drittes Kantonsblatt in französischer Sprache, von J. H. Im Thurn wohl nach 1800 verfasst, denn der Distrikt Diessenhofen fehlt. Die Ergebnisse dieser Tabelle stimmen weitgehend mit den Totalen der zweiten Tabelle im Bundesarchiv überein, doch enthält es eine zusätzliche Kolonne mit der Angabe der Abwesenden (2,8% der Bevölkerung). Eine letzte Quelle ist die Stapfersche Pfarrer-Enquête von 1799.

Die Stadt Schaffhausen zählte gemäss der helvetischen Zählung 5482 Einwohnerinnen und Einwohner, was einen massiven Bevölkerungsrückgang von 17% seit 1766 anzeigt. Die Pfarrer-Enquête ergab 6000 Personen (die Zahl von 7000 ist durchgestrichen), dazu 766 in der Filialpfarre Steig. Aus der Kombination der verschiedenen Quellen ergibt sich jedoch, dass die Zahl von 5482 stimmen muss, und die Steig bereits im Total einer der beiden Kirchgemeinden inbegriffen sein muss.

Mark Wüst (1997, 2002) verwendet die Ergebnisse der ersten Tabelle, allerdings unter Einbezug zweier Höfe und der Erhöhung der Einwohnerzahl für die Stadt, während André Schluchter (1988) sich auf die zweite Tabelle aus dem Bundesarchiv bezieht. Wir verwenden ebenfalls dieses Ergebnis und verzichten etwas schweren Herzens auf die Übernahme der Ergebnisse von J. H. Im Thurn und den Abzug der Abwesenden, dies um die Vergleichbarkeit mit den anderen Kantonen sicherzustellen. Demnach ergibt sich für den Kanton Schaffhausen in der helvetischen Volkszählung eine Bevölkerungszahl von 25 751 Personen, davon 2433 im Distrikt Diessenhofen.

Gemäss einem Tagsatzungsbeschluss von September 1835 sollten die Kantone im Jahr danach ihre Bevölkerungszahl zur Bestimmung der Militärkontingente ermitteln. Der Kanton Schaffhausen erfüllte die Vorgabe «gegen Ende des Jahres 1836». Während die meisten Kantone 1837 ihre Zählungen anhand präziserer Kriterien wiederholen mussten, wurde das Resultat Schaffhausens von 1836 als genügend befunden (Kummer 1881). Allerdings ordnete die Tagsatzung an, dass die «flottante» Bevölkerung zur

Einwohnerzahl gerechnet werden müsse. Mark Wüst (2002) erhöhte das Kantontotal um 2000 Personen für «nicht erfasste Dienstleute», davon 700 für die Stadt und den Rest, nicht einzeln zugeteilt, für die Landgemeinden. Die Zählung von 1836 basiert auf 36 Gemeinden und nimmt somit die Gemeindetrennungen bis 1860 bereits vorweg. Gemäss dieser Erhebung zählte der Kanton ohne die Dienstleute 31 125 Einwohnerinnen und Einwohner.

Bevölkerungsentwicklung

Der Kanton Schaffhausen hat in allen drei durch die Volkszählungen definierten Perioden ein überdurchschnittliches jährliches Wachstum verzeichnet: 0,80% im letzten Drittel des 18. Jahrhunderts, 0,69% zwischen 1798 und 1836 und 0,94% während der 14 Jahre bis 1850. Hingegen verlief die weitere Entwicklung bis 1900 mit nur 0,32% deutlich unter dem Schweizer Mittel. Die lange Zeit scharfe Trennung zwischen Stadt und Land zeichnet einen deutlichen Kontrast nach den Zeitabschnitten: Bevölkerungsrückgang in der Stadt bis 1798 und mässiges Wachstum bis 1836; hernach starke Zunahme bis 1850 und weiter bis 1900, nur leicht abgeschwächt bis 1950. Das übrige Kantonsgebiet, Stein am Rhein und Thayngen umfassend, zeigte bis 1836 ein hohes, hernach bis 1850 ein etwas abgeschwächtes Wachstum. Der nachfolgende Bruch war ausgeprägt (–0,36% jährlich) und dauerte bis 1900, gefolgt von Stagnation bis 1960. Die Schaffhauser Landschaft, ein ausgeprägtes Acker- und Weinbaugebiet, profitierte vor 1850 von den verbesserten Produktionsbedingungen in der Landwirtschaft. Umso stärker fiel der Rückschlag aus (ab 1847 Kartoffelkrankheit, internationale Konkurrenz auf dem Getreidemarkt). Vor allem die Klettgauer Bezirke gehörten zu den Gebieten der Schweiz mit den höchsten Bevölkerungsverlusten.

Die Stadt Schaffhausen und ihr Vorort Neuhausen besaßen bis 1850 eine gewerbliche Ausrichtung, ehe mit dem Bahn- und Kraftwerkbau eine recht diversifizierte Industrialisierung, mit Schwerpunkt auf dem Metall- und Maschinenbau, einsetzte.

Literatur

Grosser Rat des Kantons Schaffhausen, Geschichte des Kantons Schaffhausen von den ältesten Zeiten bis zum Jahre 1848, Meier & Cie., Schaffhausen, 1901.

Im Thurn Eduard, Historisch-geographisch-statistisches Gemälde der Schweiz, 12. Heft, Der Kanton Schaffhausen, Huber und Co., St. Gallen und Bern, 1840.

Joos Eduard und Ott Bernhard, Vom Obrigkeitsstaat zum demokratischen Pluralismus, in: Schaffhauser Kantongeschichte im 19. und 20. Jahrhundert, Historischer Verein des Kantons Schaffhausen, Schaffhausen, 2002, Band 2, S. 612–698.

Landolt Oliver und Hofer Roland E., Historisches Lexikon der Schweiz, Kapitel 2, Herrschaft, Politik und Verfassung vom Hochmittelalter bis zum Ende des 18. Jahrhunderts, Subkapitel 2.1 bis 2.5.

Kummer Johann Jakob, Die Hauptergebnisse der eidg. Volkszählung vom 1. Dezember 1880, in: Zeitschrift für Schweizerische Statistik, XVII. Jahrgang, Bern, 1881, S. 1–8.

Landolt Oliver, Historisches Lexikon der Schweiz, Kap. 2, Herrschaft, Politik und Verfassung vom Hochmittelalter bis zum Ende des 18. Jahrhunderts sowie Kap. 3, Gesellschaft, Wirtschaft und Kultur vom Hochmittelalter bis ins 18. Jahrhundert.

Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, Bundesamt für Statistik, Bern, 1988.

Wanner Martin, Studien über die Staatsumwälzung des Kantons Schaffhausen im Jahre 1798, Schaffhausen, 1865, S. 7f.

Wüst Mark, Bevölkerungsgeschichte: Entwicklungen und Schicksale, in: Schaffhauser Kantongeschichte im 19. und 20. Jahrhundert, Historischer Verein des Kantons Schaffhausen, Schaffhausen, 2002, Band 1, S. 146–215.

Wüst Mark, Die Helvetische Volkszählung von 1798 im Kanton Schaffhausen, in: Schaffhauser Beiträge zur Geschichte, Schaffhausen. 1997, S. 27–44.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; BAR 1090k, Schaffhausen, Erste Tabelle, Dez. 1798, Zweite Tabelle, Jan. 1799.

Pfarrer-Enquête, Kirchenwesen Schaffhausen 1799–1801, Bd. 1390.

Staatsarchiv des Kantons Schaffhausen (StASH)

1766/1771

RRA 1/4279 Statistische Bemerkung über die Bevölkerung der Stadt Schaffhausen vom Jahr 1766.

Bürgerrecht J 2 (1766), Verzeichnis aller Einwohner in der Stadt Schaffhausen, Gross und Klein, Ao 1766.

Bürgerrecht J 3 (1771), Haushaltungstafel der Landschaft Schaffhausen, untersucht und fertiggestellt im October Ao 1771.

1798/1800

RRA1/4279, Verzeichnis der sämtlichen Bewohner, der ersten Section, der Gemeinde Schaffhausen, nebst den Vorstädten und Landgütern, vor dem Ober und Engelbrechts Thor und Neuenturm aufgenommen den 1sten Decembris 1798.

RRA1/4279, Tabelle über die Gemeinde Buchthalen und in demselben Bezirk, 28. November 1798.

Bürgerrecht J 10, Feb. 1799, Verzeichniss der Bevölkerung der Diocesen nach den Angaben der Prediger unsers Kantons vom Febr. 1799.

Bürgerrecht J 11, Feb. 1799.

Bürgerrecht J 12, Ao 1799, Tabelle über die Bevölkerung im Canton Schaffhausen von Ao 1799.

Helvetik H 62, ca. 1800, Tableau de la Population et des Maisons des Communes du Canton de Schaffhouse, sig. J. H. Im Thurn.

1836

Bürgerrecht J 18, Bevölkerungstabelle des Kantons Schaffhausen. Sämtliche Gemeinden, Ende des Jahres 1836.

Kirchgemeinden: Online: <https://mobile.cmistar.ch/webclients/shstaatsarchiv/#/content/5ca4b15d3d2543cdbcf6ca6940599637>, abgerufen am 21.01.2021.

Stadtbibliothek Schaffhausen (StadtBHS)

Ministerialbibliothek: Nachlass J. G. Müller, Fasc. 465/161, Volkszählung 1771.

Stadtarchiv Stein am Rhein (StadtA Stein)

Haushaltregister 1789–1807 der Kirchgemeinde Burg (Auswertung durch Roman Sigg, Stadtarchivar).

Staatsarchiv Luzern (StALU)

Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände F.f 222 1744/45 (für 1743), F.f 223 1750 (für 1749), F.f 226 1755 (für 1753/54), F.f 221 1769 (für 1768) und F.f 224 (für 1794), Rurale Capitulum Stein, Ramsen.

Staatsarchiv Obwalden (StAOW)

Summarisches Verzeichnis sämtlicher zur Diocesis Constanza gehörigen katholischen Communicanten vom 25. Juni 1810 (mit Vermerk, dass ao 1810 die Gemeinde Ramsen im Kanton Schaffhausen 206 communicantes gezählt habe).

Staatsarchiv Zürich (StAZH)

Register zu den Bevölkerungsverzeichnissen aus dem 17. und 18. Jahrhundert, 1634–1709: E II 700.100 Dörfingen, Burg (Stein) sowie Stein am Rhein mit Hemishofen und Ramsen (prot.), Bevölkerungsverzeichnisse 1634ff., Sonderkataloge, Kopien von 1972.

Kanton Schaffhausen

(ts-x-01-2223-SH)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	VE	HZ			TVZ	EVZ
Kanton Schaffhausen						1634	1671	1709	1771	1798			1836	1850
2901 Gächlingen									572	705			1 070	1 194
2902 Guntmadingen		1840	2903						105	134			178	232
2903 Löhningen									444	500			787	845
2904 Neunkirch									880	1 087			1 400	1 640
2905 Osterfingen									349	449			557	622
Bezirk Oberklettgau									2 350	2 875			3 992	4 533
2911 Altdorf									157	164			242	260
2912 Barzheim		1851	2920						118	162			205	212
2913 Bibern									93	126			201	229
2914 Büttenhardt		1831	2917						82	92			148	195
2915 Dörflingen	ZH						341	340	360'	369			527	560
2916 Hofen		1861	2913						50'	60			87	123
2917 Lohn									197	248			313	340
2918 Opfertshofen									86	103			158	186
2919 Stetten									112	140			249	270
2920 Thayngen									680	920			1 141	1 252
Bezirk Reiat									1 935'	2 384			3 271	3 627
2931 Barga									135	167			248	327
2932 Beringen									687	798			1 417	1 418
2933 Buchberg		1839	2938						194	319			605	656
2949 Buchthalen									212	294			319	364
2981 Ellikon am Rhein	SH							83						
2982 Epfenhofen	SH													
2934 Hemmental									241	305			375	409
2935 Herblingen									274	296			400	413
2936 Merishausen									480	654			961	932
2937 Neuhausen a. Rhf.									314	430			665	922
2938 Rüdlingen									300	410			652	704
2939 Schaffhausen									6 590	5 482			6 083	7 700
Bezirk Schaffhausen									9 427	9 155			11 725	13 845
2951 Beggingen									653	795			1 208	1 251
2952 Schleithem									1 166	1 468			2 289	2 476
2953 Siblingen									466	678			1 041	1 041
Bezirk Schleithem									2 285	2 941			4 538	4 768
2961 Buch									121	180			288	399
2962 Hemishofen	ZH					88	106	153	160'	194			278	327
2963 Ramsen	ZH					137	197	273	500'	494			862	1 022
2964 Stein am Rhein	ZH					1 267	1 322	1 662	1 200'	1 148			1 200	1 469
Bezirk Stein									1 981'	2 016			2 628	3 217
2971 Hallau									1 729	2 250			2 641	2 607
2972 Oberhallau									399	531			762	734
2973 Trasadingen									307	311			429	624
2974 Wilchingen									763	855			1 139	1 345
Bezirk Unterklettgau									3 198	3 947			4 971	5 310

Kanton Schaffhausen

(ts-x-01-2223-SH)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	VE	HZ			TVZ	EVZ
Kanton Schaffhausen						1634	1671	1709	1771	1798			1836	1850
Kanton Schaffhausen >1800									21 176	23 318			31 125	35 300
SH >1800, Referenzen									19 039	23 318			33 125	35 300
Kanton Schaffhausen <1798									18 956					
SH <1798, Referenzen									19 285					
Kanton Schaffhausen (1798 – 1800)										25 751				
SH (1798 – 1800), Referenzen										25 751				

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 SA Status animarum
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung
 VE Versorgungs-Erhebungen

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

SH Schaffhausen
 ZH Zürich

Korrekturen an Gemeindedaten:

¹ imputiert

Bemerkungen:

1771: Werte für die damals zürcherische Stadt Stein sowie Ramsen, Hemishofen und Dörflingen geschätzt

1771: Gegenüber Wüst (1997) Einsetzen von Hofen (50), Korrektur in Schaffhausen (–379)

1798: Der Thurgauer Distrikt Diessenhofen, der damals zu Schaffhausen gehörte, ist in beiden Kantonen gezählt worden (SH: 2433; TG: 2476).

1798: Bevölkerung gemäss Tabelle 2 von Januar 1799 (analog zu Schluchter); Wüst verwendet Tabelle 1 von Dezember 1798

1836: Die «flottante» Bevölkerung (2000 Personen) ist nicht den Gemeinden zugeteilt, bei Wüst (1997) nur die 700 Personen der Stadt Schaffhausen.

Kanton Appenzell, Appenzell Ausserrhoden, Appenzell Innerrhoden



Lektorate durch Renate Bieg, Staatsarchiv Appenzell Ausserrhoden und Sandro Frefel, Landesarchiv Appenzell Innerrhoden
In diesem Artikel werden Appenzell Ausserrhoden und Appenzell Innerrhoden gemeinsam behandelt.

Einleitung

Das Land Appenzell wurde 1513 als letzter gleichberechtigter Stand in die fortan und bis 1798 «Dreizehnörtige Eidgenossenschaft» aufgenommen. Infolge der konfessionellen Spaltung trennte sich Appenzell 1597 in zwei Halbstände, in das katholische Innerrhoden und das protestantische Ausserrhoden. Zur Zeit der Helvetik waren sie Teil des Kantons Säntis. Die beiden Halbkantone wurden 1803 in ihrem ehemaligen Umfang wiederhergestellt. Seit dem frühen 15. Jahrhundert sind die äusseren Grenzen Appenzells weitgehend unverändert geblieben, doch haben zwischen den beiden Halbkantonen 1851 und 1872 resp. 1875 Grenzkorrekturen stattgefunden. Der Begriff «Rhoden» bezeichnet in der Ostschweiz, in Österreich und Bayern Kehrordnungen, etwa bei Ämterbesetzungen (HLS 2000). Gemäss Koller (1982) hat der St. Galler Abt Ulrich von Sax die Bezeichnung «Rhoden» nach dem Vorbild der Rodarien im Bleniotal zur Bezeichnung der Verwaltungseinheiten seiner Abtei eingeführt.

Die geografische Situation des Landes Appenzell ist einzigartig in der Schweiz, denn es hat weder Anteil an einem bedeutenden Talzug oder an einer wichtigen Verkehrsverbindung, noch besitzt es ein eigenes Zentrum. Der Talkessel von Appenzell wurde im 9. Jahrhundert vom Kloster St. Gallen aus besiedelt, während die Landnahme im hügeligen und von Tobeln durchfurchten Gebiet der späteren äusseren Rhoden erst 150 Jahre später einsetzte, im östlichen Landesteil auf früherem Allmendland der Dorfbewohner im Rheintal. Höhenlage, Landschaftsform und Klima begünstigten in diesem voralpinen Molassegebiet die Streusiedlung. Die Bildung von Dörfern ist wesentlich jüngeren Datums und erfolgte erst ab dem 17. Jahrhundert, häufig im Zusammenhang mit dem Bau oder Neubau einer Kirche.

Die Bevölkerung unterschied sich demnach gegenüber ihrer Umgebung hinsichtlich ihrer Wohn- und Wirtschaftsform und auch der rechtlichen Stellung, gelang es ihr doch, in der Verwaltung der äbtischen Rhoden eine gewisse Selbständigkeit zu erlangen. Ab Mitte des 14. Jahrhunderts gestaltete sich das Zusammenwirken zwischen dem Kloster St. Gallen, der Stadt St. Gallen und den Appenzellern zunehmend konfliktuell und mündete in den Appenzeller Kriegen 1401–1429 und der stufenweisen Loslösung vom Kloster. Appenzell besetzte vorübergehend grosse Gebiete in der Ostschweiz und in Vorarlberg und nahm 1460 das Rheintal als Herrschaft, musste es aber nach 1489 abgeben und wurde erst 1500 wieder in den Kreis der regierenden Orte aufgenommen. Unterstützt vor allem von den Schwyzern, schlossen die Appenzeller 1411 ein erstes Bündnis mit den Eidgenossen (ohne Bern) und erreichten mit dem Bundesbrief von 1513 die volle Anerkennung.

Geschichte und territoriale Entwicklung

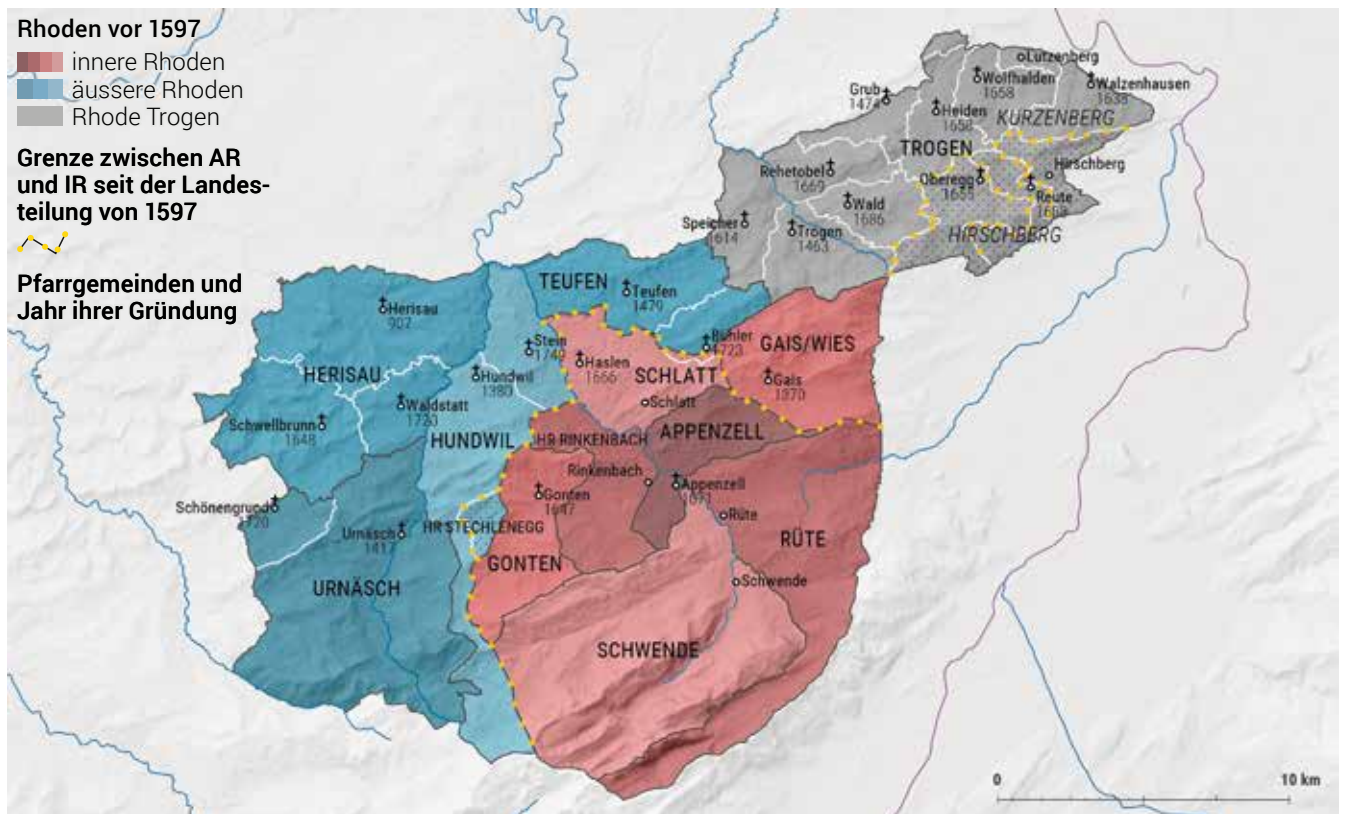
Das gemeinsame Land Appenzell vor der Landteilung zählte zwölf Rhoden: zu den «inneren Rhoden» gehörten Schwende, Rüte, Lehn, Schlatt, Gonten, Rinkenbach und Wies/Gais, zu den «äusseren Rhoden» Trogen, Teufen, Herisau, Urnäsch und Hundwil (letzteres geteilt in eine untere und eine obere Rhode). Die das ganze Vorderland umfassende Rhode Trogen teilte sich später in Untereinheiten auf (Kurzenberg, unterer und oberer Hirschberg, die aber weiterhin kirchlich zu Rheintaler Pfarreien gehörten), während andere Gebiete, die dem Appenzeller Landrecht unterstanden, sich bestehenden Rhoden anschlossen (etwa Grub, Speicher) (Karte AP1).

Die Landsgemeinde von 1525 beschloss, den Konfessionsentscheid den Kirchhören zu überlassen. Die Kirchgemeinden in den «äusseren» Rhoden entschieden sich für den neuen Glauben, während die in der Pfarrei Appenzell zusammengefassten «inneren» Rhoden katholisch blieben (ausser die Kirchhöre Gais). In zwei Gebieten mit konfessioneller Parität blieben beide Glaubensrichtungen zugelassen: Im Gebiet «Stechlenegg» in der oberen Rhode Hundwil schloss sich der überwiegend katholische östliche Teil der Kirchhöre Appenzell an und konstituierte sich nach 1597 als Halbrhode in Innerrhoden. Im Oberen Hirschberg, dem späteren Oberegg AI und Reute AR, bestand ein Fleckenteppich von Höfen, deren Bewohner der einen oder der anderen Konfession angehörten.

Die weitere Entwicklung der territorialen Strukturen verlief in den beiden Halbständen ungleich. In **Ausserrhoden** übernahmen die Kirchhören mehr und mehr die politischen Aufgaben. Bis 1749 hatte sich die Zahl der Kirchhören durch Abspaltungen auf 20 erhöht. Diese Einheiten erscheinen in der helvetischen Volkszählung sowohl als Kirchgemeinden (ohne Lutzenberg) wie als Agentschaften; sie werden in der Verfassung von 1834 noch als Kirchhören bezeichnet, in denen alle stimmfähigen Gemeindsgenossen die politischen Rechte ausüben können, in der Verfassung von 1858 jedoch als «Gemeinden». In keinem anderen Kanton der Schweiz sind die kommunalen Strukturen so lange Zeit unverändert geblieben. Im Ancien Régime wurden die beiden Bezirke «Hinter der Sitter» und «Vor der Sitter» unterschieden, in der Helvetik die drei Distrikte Herisau, Teufen und Wald. Nach 1803 entfiel eine innere Gliederung, doch folgte 1858 die Dreiteilung in die Bezirke Hinterland, Mittelland und Vorderland, die bis 1995 Bestand haben sollte.

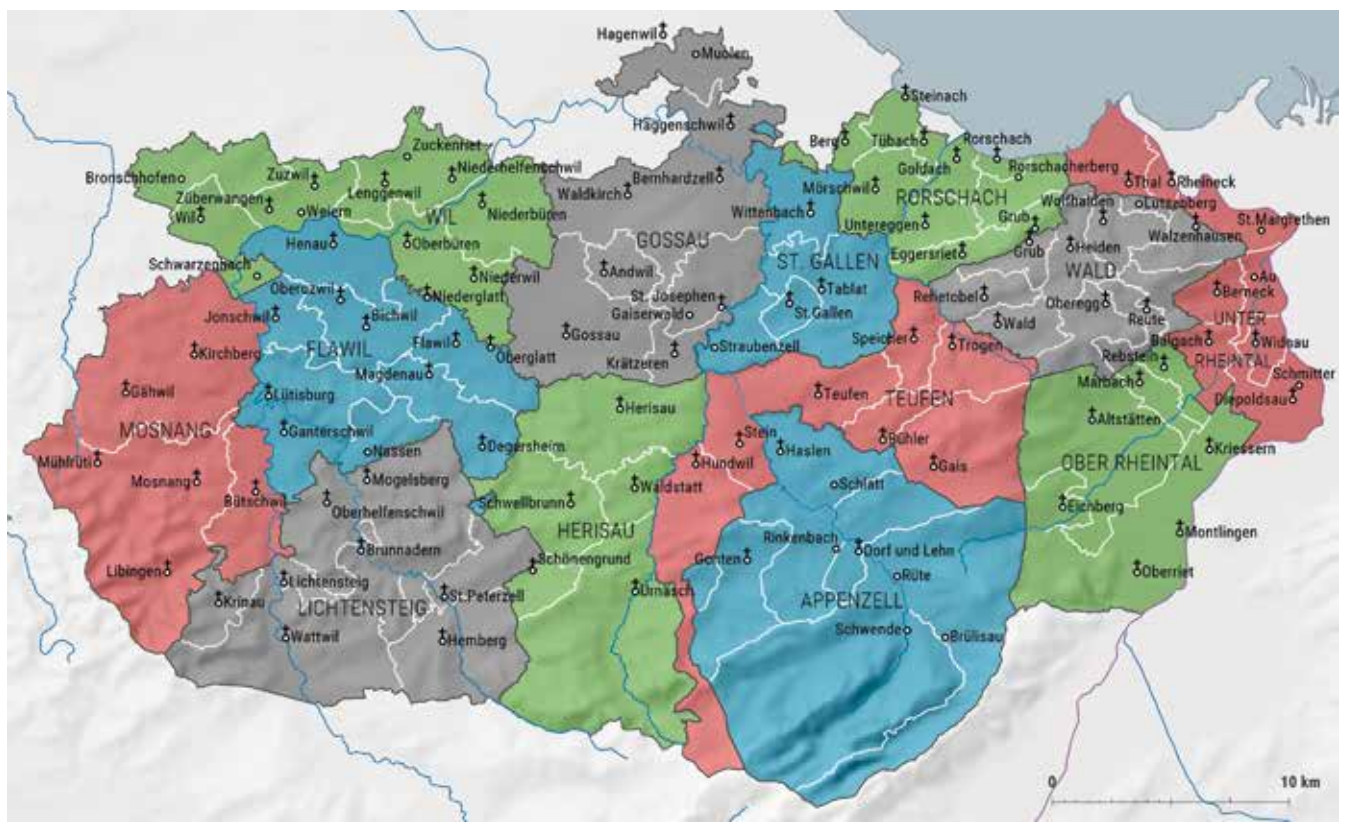
Appenzell von 1500 bis 1875

AP 1



Der Kanton Säntis in der Helvetik (1798-1803): 13 Distrikte, Kirchgemeinden und Agentschaften

SG 2



© MICROGIS, BFS 2023

Im **inneren Landesteil** blieb die Pfarrei Appenzell bis 1647 und 1666 ungeteilt, als sich die beiden abgelegenen Filialgemeinden Gonten und Haslen als selbständige Pfarreien konstituieren konnten; 1845 folgte noch Brülisau. Die Innerrhoder Pfarreien waren bis 1814 in geistlichen Dingen der Jurisdiktion des Bistums Konstanz untergeordnet, gehörten von 1819 bis 1866 zur Apostolischen Administratur des Bistums Chur und seither zu jener des Bischofs von St. Gallen. Träger der politischen Macht blieben jedoch die Rhoden, die einerseits Geschlechtergemeinschaften waren und andererseits bestimmte Gebiete umfassten. Dieser Doppelcharakter nach politischen und privatrechtlichen Körperschaften blieb bis zur Verfassung von 1872 bestehen, die die Trennung der beiden Funktionen vornahm. Gleichzeitig wurden die Halbrhoden abgeschafft, wobei Stechlenegg zu Gonten kam und Rinkenbach (vor 1597 Teil der Rhode Rinkenbach/Wies mit Gais) auf Appenzell, Gonten und Schlatt-Haslen aufgeteilt wurde.

Gewisse territoriale Verschiebungen ergaben sich durch drei Grenzkorrekturen zwischen den beiden konfessionell geschiedenen Halbständen. Zwei davon betrafen die nach der Glaubensspaltung paritätisch verbliebenen (Halb-)Rhoden Oberer Hirschberg und Stechlenegg, die dritte war eine Folge der von der helvetischen Republik eingeführten Niederlassungsfreiheit. Im Gebiet von Bühler AR hatten Protestanten auf dem Territorium der Rhode Schlatt AI auf der anderen Seite des Rotbachs mehrere Gebäude errichtet. In der Grenzkorrektur von 1872 wurde ein Teil des betreffenden Gebietes Ausserrhoden zugesprochen (Bischofberger 1990). Zuvor, 1851, konnte die Grenzziehung an der Stechlenegg gelöst werden. Am kompliziertesten gestaltete sich die Ausscheidung am oberen Hirschberg, wo 1875 an Stelle der hofweisen Kantonzugehörigkeit drei geschlossene Territorien gebildet wurden: die beiden innerrhodischen Exklaven Oberegg und Hirschberg, getrennt durch das ausserrhodische Reute. Nach 1872 war der Kanton Appenzell Innerrhoden in der eidgenössischen Statistik in die beiden Bezirke «Innerer Landesteil» und «Äusserer Landesteil» unterschieden; doch diese Differenzierung fiel 1997 dahin.

Eine letzte Besonderheit betrifft die Grenzen der Kirchgemeinden entlang der Kantongrenzen. In beiden Kantonen sind bis heute einige Gebiete sankt-gallischen Kirchgemeinden zugehörig, so die Gemeinde Lutzenberg (Thal), und die Oberegger Weiler Büriswilen und Sulzbach (Berneck) sowie Kapf und Spielberg (Altstätten).

Bevölkerungserhebungen

Die Mannschaftszählung im Landteilungsjahr 1597 war die erste Bevölkerungserhebung Appenzells – und die letzte gemeinsame bis 1799 (Zellweger 1840).

In **Ausserrhoden** bestehen zahlreiche und gut dokumentierte Bevölkerungserhebungen. J. C. Schäfer (1810) hat die Ergebnisse der Zählungen der Jahre 1667, 1734 und 1794 anhand zum Teil heute nicht mehr existierender Daten publiziert, die Kürsteiner (1908) in einem detaillierten Artikel ausgewertet hat. Die wirtschaftshistorische Dissertation von Hanspeter Ruesch (1979) ergänzt diese Quellen mit Registerdaten der Kirchenbücher. Die Quellen der Erhebung von 1667, durchgeführt zur Verteilung der

Schützen- und Armengelder, sind noch teilweise im Staatsarchiv Appenzell Ausserrhoden vorhanden. Weitere Daten befinden sich vermutlich in den Gemeindearchiven. Die Erhebung von 1734 diente wiederum als Schlüssel zur Zuteilung des Armengeldes, diejenige von 1794 der Versorgung mit Korn (Kürsteiner 1908). Auf das Jahr 1640 geht die namentliche Erfassung der Bevölkerung in der Kirchgemeinde Thal zurück, die damals noch das appenzell-ausserrhodische Gebiet des Kurzenbergs umfasste.

Nach den helvetischen Erhebungen folgte 1805 eine Bevölkerungs- und Mannschaftszählung, 1816 und 1826 für alle Gemeinden erhaltene Unterlagen aus der langen Serie der sogenannten «Hausbesuchungen» der Pfarrer, weitere Erhebungen 1830 und 1834. Die Daten der von der Tagsatzung 1835 und 1836 verlangten Volkszählung wurden von der Regierung am 28. März 1837 beglaubigt. Aus dem reichen Fundus im Staatsarchiv Appenzell Ausserrhoden ist eine weitere Bevölkerungserhebung für das Jahr 1842 erhalten. Von den Volkszählungen 1837, 1842 und 1850 sind noch die Originalbögen vorhanden.

In **Innerrhoden** wurde nach der Mannschaftszählung von 1597 bis 1801 keine eigentliche Bevölkerungserhebung durchgeführt, doch Markus Schürmann (1974) hat die Auswertung verschiedenster demografischer Quellen vorgenommen. Aus der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts datieren die Kommunikanten-Erhebungen im Bistum Konstanz (Kirchgemeinden Appenzell, Gonten, Haslen und Oberegg/Hirschberg). Das Landesarchiv Appenzell I. Rh. bewahrt Bevölkerungstabellen für die Jahre 1801, 1810, 1812 und 1836 auf, gegliedert nach Kirchgemeinden sowie innerhalb der Kirchgemeinde Appenzell nach den Anteilen der einzelnen Rhoden. Die Originalbögen der Volkszählungen 1837, 1850, 1860 und 1870 sind vollständig erhalten; die letzteren sogar mit den Angaben der Katasternummern nach Wohngebäuden.

In der **Helvetischen Zählung** von 1799 bildeten die beiden Appenzell vier der 13 Distrikte des Kantons Säntis: Appenzell, Herisau, Teufen und Wald, wobei Oberegg zu Wald gezählt wurde (Karte SG1). Zudem sind 228 Personen aus den beiden Ortschaften Mohren und Sturzenhard (Reute) im Bezirk Unter Rheintal verzeichnet. Die Qualität der Helvetischen Zählung ist für Appenzell ungenügend, denn die Einwohnerzahl des Distrikts Appenzell ist weit überschätzt (12 000 Einwohner, gemäss Pfarrer-Enquête waren es lediglich 7355 Einwohner). Auch im Bezirk Herisau scheinen verschiedene Gemeindetotale gerundet, wobei vor allem im Bezirk Herisau die Werte im Vergleich zu den Erhebungen von 1794 und 1805 tief ausfallen. Die Korrekturen André Schluchters (1988) der Ergebnisse von Appenzell, Herisau und Schöneckgrund sind in unseren Tabellen übernommen.

Für beide Appenzell sind die demografischen Quellen bis 1820 wissenschaftlich ausgezeichnet aufgearbeitet (Schürmann 1974 IR, Ruesch 1979 AR). Angesichts der reichen Dokumentation der Volkszählungen aus dem 19. Jahrhundert ist es erstaunlich, dass Studien für das 19. Jahrhundert fehlen.

Bevölkerungsentwicklung

Die Bevölkerungsentwicklung verlief in den beiden Kantonen ungleich. **Appenzell Ausserrhoden** erfuhr zwischen 1667 und 1734 ein ausserordentlich starkes Wachstum von 19 800 auf 34 600 Einwohnerinnen und Einwohner, das sich – etwas abgeschwächt – bis 1794 (39 400) fortsetzte. In den folgenden Jahrzehnten bis 1837 (39 400) stagnierte die Bevölkerungszahl, danach nahm sie bis 1910 deutlich schwächer zu als im schweizerischen Rhythmus (58 000). Bis heute ist dieser Wert nie mehr erreicht worden. Stützt man sich auf die Schätzungen von Schürmann ab, so mussten 1626 rund 5400 Personen in **Appenzell Innerrhoden** (ohne Oberegg) gelebt haben, dagegen 1664 rund 6700 Menschen. Die Werte erreichten 1713: 7700, 1801: 7400, 1813: 7800, 1837: 8000 und 1850: 9100, was einem sehr geringen Bevölkerungswachstum entspricht, besonders im Vergleich mit dem benachbarten Appenzell Ausserrhoden oder mit dem Toggenburg. Erst nach 1850 (ganzer Kanton AI 11 300) setzte wieder ein gewisses Wachstum ein, das ebenfalls 1910 mit 14 700 kulminieren sollte, ein Wert, der erstmals im Jahr 2000 wieder erreicht wurde. Die Industriegeschichte von Appenzell Ausserrhoden ist ab dem späten 16. Jahrhundert einzigartig und hat diesen Landkanton an die Spitze der Modernisierung geführt. Die Siedlungsdichte war mit 162 Einw./km² bereits 1794 ausserordentlich hoch, zumal in Betracht zu ziehen ist, dass zu seinem Territorium ein Teil des Alpsteins gehört.

Literatur

- Appenzeller Geschichte. Zur 450-Jahrfeier des Appenzellerbundes 1513–1963. Band I. Hrsg. von den Regierungen der beiden Halbkantone Appenzell, 1963.
- Appenzeller Geschichtsblätter, Sept. 1958, 20. Jg. «Das Territorium der Rhode Gonten (etc.)».
- Bischofberger Ivo, Grenzstreitigkeiten zwischen Appenzell Ausser- und Innerrhoden, Innerrhoder Schriften, 1990.
- Fischer Rainald, HLS, Appenzell (Kanton), Kap. 2, Herrschaft, Politik und Verfassung vom Hochmittelalter bis zur Landteilung (1597), Appenzeller Volksfreund, Appenzell, 1990.
- Grosser Herbert und Hangartner Norbert, Appenzell Innerrhoden, Band III, Ratskanzlei Appenzell, 1993.
- Hermann Isabell, Die Bauernhäuser beider Appenzell: Appenzell Ausserrhoden, Appenzell Innerrhoden / mit Textbeiträgen von Benno Furrer ... [et al.]; unter Mitarbeit von Hans Eugster ... [et al.]. 2. Auflage. (Die Bauernhäuser der Schweiz; Band 31, Ed 2, Herisau 2014).
- Koller Albert, Die Rhoden des innern Landesteiles von Appenzell, Genossenschafts-Buchdruckerei Appenzell, 1982.
- Kürsteiner Dr., Zu den Bevölkerungsverhältnissen von Ausserrhoden in älterer Zeit, in: Statistik von Appenzell Ausserrhoden, 1908, Bd. II, S. 345–356.
- Merz Christian, Die öffentlichrechtlichen Körperschaften im Kanton Appenzell A. Rh. Diss. Universität Zürich, 1976.
- Rüsch Gabriel, Der Kanton Appenzell, historisch, geographisch, statistisch geschildert, Huber und Compagnie, St. Gallen und Bern, 1835.
- Ruesch Hanspeter, Lebensverhältnisse in einem frühen schweizerischen Industriegebiet, Diss. Uni Basel, Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Band 130, Basel, 1979.
- Schäfer J. C., Volkszählungen im Kanton Appenzell der äusseren Rhoden, in Avis-Blatt für Herisau, Nro. IX, 1810, S. 65–84.
- Schefer Johannes und Schefer Hans, Volksbestand und -anwachs in Ausserrhoden seit der Landesteilung Anno 1597, Schweizerische Zeitung für Statistik und Volkswirtschaft 1909, S. 507–521.
- Schläpfer Walter, Appenzell Ausserrhoden, Band II, Hrsg. Regierungsrat des Kantons Appenzell A. Rh., 1972.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, BFS, Bern, 1988.
- Schürmann Markus, Bevölkerung, Wirtschaft und Gesellschaft in Appenzell Innerrhoden im 18. und frühen 19. Jahrhundert, Appenzell, 1974.
- Weishaupt Achilles, HLS, Appenzell (Kanton), Kap. 3, Gesellschaft, Wirtschaft und Kultur von Hochmittelalter bis zur Landesteilung (1597), Online: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D7389.php>.
- Tanner Albert, Spulen – Weben – Sticken: die Industrialisierung in Appenzell Ausserrhoden, Juris Druck, Zürich, 1982.
- Zellweger Johannes, Geschichte des Appenzellischen Volkes, Bd 3, Abt. 2, Trogen 1840, S. 233–237. Online: <http://dx.doi.org/10.3931/e-rara-80742>

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

Dossier B#1000/1483#1090k, Volkszählung 1798/1799, Kanton Säntis, Distrikte Appenzell, Herisau, Teufen und Wald.

Landesarchiv Appenzell Innerrhoden (LAA)

M.03.02/PfAA, B 5.105.01 Bevölkerungsverzeichnisse 1812 mit der Tabelle «Bevölkerung des Bezirks Appenzell im Monat Juni 1801».

Verzeichnis in der Pfarrei Appenzell im Jahr 1810 nach dem Nummern-Buch von Pfarrer Kommissar Manser (Joh. Anton).

J.II.a/71, Bevölkerungstabelle 1813 (wahrscheinlich 1812).

J.II.a/72, Volkszählung 1816.

J.II.a/73, Volkszählung 1836/37, 3 Bände, Landschreiber Jakob Anton Rhyner 1836.

Tabellarisches Seelenverzeichnis der löblichen Pfarrei Appenzell 1837, Hochwürden Fit. Herrn Mark Anton Mauriz Herrsche.

J.II.a/75, Eidgenössische Volkszählung am 10. Christmonat 1860.

J.II.a/76, Eidgenössische Volkszählung am 1. Christmonat 1870.

E.64.21.01 bis 06, Konkordanz-Liegenschaften (nach Bezirken) 1872–1878.

Staatsarchiv Appenzell Ausserrhoden (StAAR)

Aa.52, Bevölkerungsverzeichnisse und -statistik 1647–1819.

AppMs82q, Bevölkerung von Appenzell A Rhoden in den Jahren 1667 und 1794, für Cit. Herrn Dekan Frei (enthält ebenfalls die Jahre 1734 und 1798).

Ca.D05-2-01 bis Ca.D05-02-11, Kantonale Hausbesuchungen und Bevölkerungszahlen 1804-1837.

Ca.D05-2-12, Ergebnisse der Volkszählung vom 18./19. Juli 1842, auch Amtsblatt 1842.

Cb.D05-01 bis Cb.D05-20, Kantons- und Landeskanzlei: Bevölkerungsverzeichnisse nach Gemeinden 1837.

Cb.D05-01 bis Cb.D05-20, Kantons- und Landeskanzlei: Bevölkerungsverzeichnisse nach Gemeinden 1842.

Cb.D05-41 bis Cb.D05-44, Kantons- und Landeskanzlei. Volkszählungen.

Erhebungsbogen zur eidgenössischen Volkszählung für die Gemeinden vor der Sitter 1850.

Verfassung, Gesetze und Verordnungen des Kantons Appenzell Ausserrhoden, Schläpfer'sche Buchdruckerei, Herisau, 1854, Kapitel L, Hausbesuchung gemäss Landrathsbeschluss vom 3 Mai 1841, S. 251-252.

Staatsarchiv Luzern (StALU)

Kopien der Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände Ff 222 1744/45 (für 1743), Ff 223 1750 (für 1749), Ff 226 1755 (für 1753/54) und Ff 221 1769 (für 1768).

Staatsarchiv St. Gallen (StASG)

Helvetische Zählung, HA R. 105-01 Distrikt Appenzell, 105-08 Distrikt Herisau, 105-09 Distrikt Teufen, 105-10 Distrikt Wald.

Staatsarchiv Zürich (StAZH)

Band E II. 700.169, Thal und Rheineck, 1640.

Kanton Appenzell Ausserrhoden

(ts-x-01-2223-AR)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	VE	VE	VE	HZ	SA	SA	SA	TVZ	EVZ
Kanton Appenzell Ausserrhoden						1667	1734	1794	1798	1805	1816	1830	1837	1850
3001	Herisau					3 021	4 816	6 600	6 517 ^a	6 517	7 044	7 014	7 158	8 387
3002	Hundwil					1 845	3 360	1 910	1 735	1 649	1 604	1 476	1 425	1 500
3003	Schönengrund	1720	3006				400	656	618 ^a	630	629	589	624	609
3004	Schwellbrunn	1648	3001			1 012	1 800	2 436	2 250	2 240	2 314	2 085	2 184	2 254
3005	Stein	1749	3002					1 777	1 740	1 652	1 590	1 584	1 583	1 666
3006	Urnäsch					1 772	2 550	2 798	2 627	2 524	2 503	2 162	2 449	2 464
3007	Waldstatt	1720	3001				632	973	992	1 034	1 043	977	957	983
	Bezirk Hinterland					7 650	13 558	17 150	16 479	16 246	16 727	15 887	16 380	17 863
3021	Bühler	1723	3024				1 167	1 000	935	981	954	1 063	1 162	1 281
3022	Gais					1 870	2 409	2 570	2 475	2 587	2 632	2 510	2 609	2 480
3023	Speicher	1614	3203			908	1 634	2 163	2 150	2 200	2 388	2 423	2 500	2 685
3024	Teufen					2 070	3 363	3 854	3 778	3 752	3 954	3 713	3 867	4 119
3025	Trogen					2 262	2 250	2 252	2 260	2 204	2 153	2 299	2 395	2 611
	Bezirk Mittelland					7 110	10 823	11 839	11 598	11 724	12 081	12 008	12 533	13 176
3031	Grub					546	890	805	800	900	769	834	934	967
3032	Heiden					1 248	1 673	1 700	1 725	1 720	1 722	2 035	2 312	2 466
3033	Lutzenberg	1658	3032			518	847	811	774	700	750	906	867	908
3034	Rehetobel	1669	3025				1 643	1 831	1 734	1 802	1 865	1 915	1 958	1 984
3035	Reute	1688	3111			523	700	682	748 ^a	645	707	782	879	819
3036	Wald	1686	3025				1 436	1 417	1 418	1 386	1 456	1 458	1 489	1 432
3037	Walzenhausen	1638	3025			1 013	1 185	1 300	1 237	1 359	1 383	1 510	1 604	1 794
3038	Wolfhalden	1658	3032			1 215	1 816	1 879	1 912	1 869	1 962	2 046	2 124	2 212
	Bezirk Vorderland					5 063	10 190	10 425	10 348 ^a	10 381	10 614	11 486	12 167	12 582
Kanton Appenzell Ausserrhoden						19 823	34 571	39 414	38 425	38 351	39 422	39 381	41 080	43 621
AR, Referenzen						19 823	34 571	39 414	38 197	38 351		39 381	41 080	43 621

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 SA Status animarum
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung
 VE Versorgungs-Erhebungen

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Korrekturen an Gemeindedaten:

^a korrigiert

Bemerkungen:

1667: Urnäsch 1772 bei Schäfer (1810), doch nur 1753 bei Kürsteiner (1908)
 1798: Originale Summe 37652, Korrektur Schluchter (1988) für Herisau +517 und Schönengrund +28 übernommen
 1798: Zur Bevölkerung von Reute kommen noch die 228 Personen der Weiler Mohren und Sturzenhard aus dem Bezirk Oberhental.

Kanton Appenzell Innerrhoden

(ts-x-01-2223-AI)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit		KE	KE		HZ	KVZ		TVZ	EVZ
Kanton Appenzell Innerrhoden							1749	1768		1801	1813		1837	1850
3101	Appenzell (Dorf)						7 064	7 969		2 296 ^e	2 256		2 375	2 910
3102	Gonten		1647	3101			850	849		980	1 000		1 050	1 202
3107	Haslen													
3108	Rinkenbach			1872	3101,02,04					701	741		733	856
3103	Rüte									1 448	1 655		1 854	1 768
3104	Schlatt-Haslen		1666	3101			596	595		1 131	1 212		1 182	1 294
3105	Schwende									799	810		808	1 101
3109	Stechlenegg			1872	3102									
	Innerer Landesteil						8 510	9 413		7 355	7 674		8 002	9 131
3119	Hirschberg													
3111	Oberegg						1 235	1 234		1 414	1 837		1 794	2 141
	Äusserer Landesteil													
Kanton Appenzell Innerrhoden							9 745	10 647		8 769	9 511		9 796	11 272
AI, Referenzen										9 355	9 576		9 796	11 272

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Korrekturen an Gemeindedaten:

^e korrigiert

Bemerkungen:

1749, 1768: Konstanzer Kommunikanten-Erhebung, inklusive der Geistlichen

1801: Innerer Landesteil: Das Total der HZ von 12000 Personen wird ersetzt durch die Erhebung von 1801. Schluchter (1988) verwendet die Pfarrer-Enquête (7355), Schürmann (1974) die Zählung 1801 plus eine Schätzung der Hintersassen +280 (7360). Diese 280 Personen werden Appenzell zugeteilt.

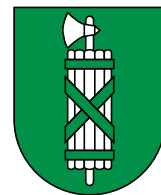
1801: Äusserer Landesteil: Schluchter übernimmt die 2000 Einwohner der HZ, wir die 1414 Personen der Zählung 1801.

1813: 50 Sennen in Appenzell mitgezählt

1837: 264 geduldete Personen, 89 Bürger anderer Kantone und 36 Bürger auswärtiger Staaten sind proportional verteilt.

Kanton St. Gallen

Lektorate von Rafael Wagner, Stiftsarchiv St. Gallen und Marcel Mayer, Stadtarchiv St. Gallen



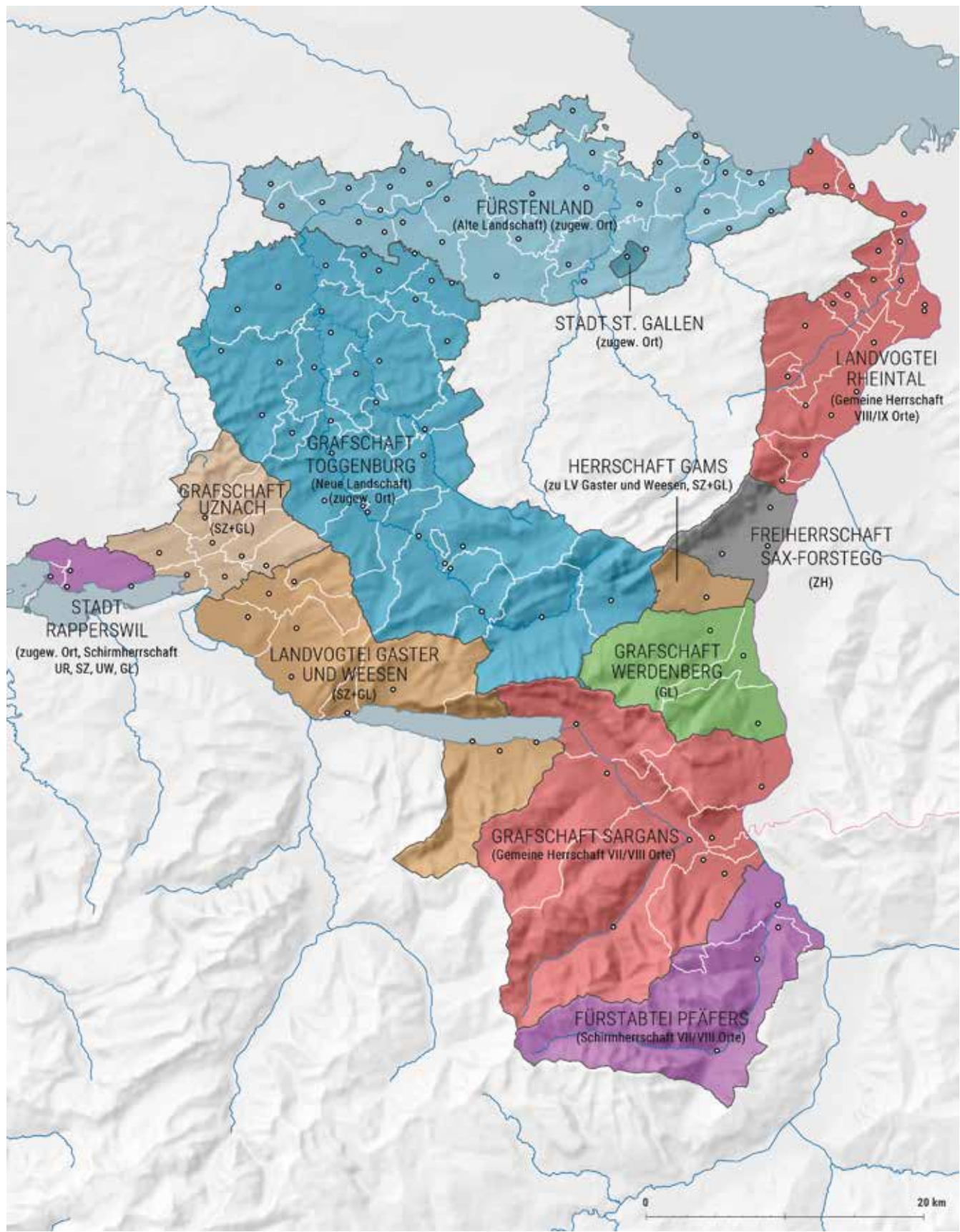
Einleitung

Die Ursprünge der Stadt St. Gallen gehen auf die Klostergründung im Jahr 719 zurück. Das Kloster gehörte im Frühmittelalter zu den kulturell europaweit leuchtenden Stätten im Bodenseeraum. Der Abtei gelang es bis um 1400, grosse Gebiete in der Ostschweiz und zahlreiche Besitzungen in Süddeutschland zu erwerben; der Abt war Reichsfürst des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation bis zu dessen Ende. Die zunehmenden Spannungen zwischen dem Kloster und der wirtschaftlich bedeutenden und von Zünften regierten Stadt St. Gallen führten zur Trennung der beiden Körperschaften; die Stadt wurde zu Beginn des 15. Jahrhunderts Reichsstadt. Im Gefolge der Appenzellerkriege verlor die Abtei Teile ihrer Grundherrschaft, konnte aber das Gebiet zwischen Bodensee und Toggenburg halten. Die Eidgenossenschaft nahm 1451 das Fürstbistum St. Gallen als ersten zugewandten Ort auf und schloss drei Jahre später auch mit der Stadt St. Gallen einen ewigen Bund. Das Gebiet der Stadt beschränkte sich auf einen engen Perimeter von knapp 4 km². Zunächst in der Helvetik und besonders in der Mediation wurde die Stadt Hauptort eines flächengrossen Kantons und erhielt somit eine ihrer wirtschaftlichen Stärke in der Ostschweiz gemässe politische Bedeutung.

Das Gebiet des späteren Kantons St. Gallen gehörte in der Helvetik den beiden Kantonen Säntis (zusammen mit Appenzell) und Linth (mit Glarus und Ausserschwyz) an. Doch hatte es zwischen dem 16. und 18. Jahrhundert nicht weniger als zwölf Territorien in diesem Raum gegeben (Karte SG1): fünf standen in Bündnissen mit den Eidgenossen, nämlich die Stadtstaaten St. Gallen und Rapperswil, das Fürstenland (die «Alte Landschaft» der Fürstabtei St. Gallen), das Toggenburg (die «Neue Landschaft») sowie die Fürstabtei Pfäfers. Sieben weitere waren Untertanengebiete von einem oder mehreren eidgenössischen Ständen: die Grafschaft Sargans gehörte gemeinsam sieben Orten, das Rheintal acht Orten (beide ab 1712 zudem mit Bern), während die Grafschaft Uznach, die Landvogtei Gaster und Weesen sowie die Herrschaft Gams Gemeine Herrschaften von Schwyz und Glarus waren, die Grafschaft Werdenberg Glarner Untertanengebiet und die Freiherrschaft Sax-Forstegg (heute Sennwald) eine Zürcher Landvogtei. Im Gegensatz zu fast allen anderen Gemeinen Herrschaften der Eidgenossen sind die «St. Galler» Untertanengebiete nicht durch Kriegszüge, sondern in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts durch Kauf von verarmten Adelsgeschlechtern erworben worden. Ausnahme ist das Rheintal, das 1460 von den Appenzellern erobert worden war und später von den Eidgenossen mitübernommen wurde.

Fünf grosse Landschaften gliedern den heutigen Kanton St. Gallen: das Ufer des Bodensees; das Süd-Nord verlaufende Alpenrheintal, das St. Gallen vom Fürstentum Liechtenstein und Vorarlberg teilt; das Linth-Seeztal zwischen Zürichsee, Linthebene und Walensee, das mit seinen Seitentälern bis zum Hauptkamm der Glarner Alpen reicht; das Toggenburg, das Tal der Thur zwischen Voralpen und Alpstein (Säntis); und schliesslich das dem Mittelland zuzurechnende Gebiet von Wil bis St. Gallen, in dem sich die auf 670 Metern Meereshöhe gelegene Hauptstadt St. Gallen befindet. Der südliche Teil des heutigen Kantons (Werdenberg, Sargans, Pfäfers, zum Teil auch Gaster) gehörte zum rätischen Kulturraum und wurde erst ab dem 11. Jahrhundert germanisiert; er gehörte zum Bistum Chur, während die übrigen Gegenden bis 1822 zum Bistum Konstanz zählten. Der 1803 geschaffene Kanton St. Gallen war konfessionell geteilt: die Stadt St. Gallen, Sennwald und Werdenberg sind reformiert, das Rheintal und das Toggenburg paritätisch, häufig mit zwei Kirchgemeinden in der gleichen Ortschaft. Das Fürstenland, Gams, Sargans, Pfäfers, Gaster, Uznach und Rapperswil blieben in der Reformationszeit katholisch, da sich vor allem Schwyz energisch für die Bewahrung des alten Glaubens eingesetzt hatte. In der Volkszählung von 1809 wurden 62% Personen katholischen Glaubens gezählt.

Die vorherrschenden Besiedlungsformen im Rhein- und Seeztal sowie in der Linthebene sind Dörfer an den Hangfüssen ausserhalb der Überschwemmungsgebiete, jedoch Einzelhöfe an den Berghängen dieser Täler sowie im Toggenburg. Dörfer, Weiler und Einzelhöfe dominieren im Fürstenland und Bodenseeraum.

Kanton St. Gallen: Die zwölf Territorien des 16.-18. Jahrhunderts auf dem Gebiet des späteren Kantons St. Gallen **SG 1**


© MICROGIS, BFS 2023

Geschichte und territoriale Entwicklung

Nachdem im Frühjahr 1798 mehrere der früheren Untertanengebiete ihre Unabhängigkeit erklärt und kurzlebige Republiken gebildet hatten, bestimmte die Verfassung der helvetischen Republik die Bildung der beiden Kantone Säntis (Karte SG2 im Kantonstext Appenzell) und Linth (Karte LI2 im Kantonstext Glarus). Diese waren zusammen in 20 Distrikte gegliedert, wovon sechs die früheren Appenzeller und Glarner Gebiete umfassten, während die ehemaligen Schwyzer Gemeinden der Höfe und der March den Distrikten Rapperswil und Schänis angeschlossen waren. Im Übrigen hielten sich Distriktgrenzen weitgehend, jedoch im Detail nicht präzise, an die früheren Territorien: Im Kanton Säntis wurde das kleine Territorium der Stadt St. Gallen mit seinen nahe gelegenen – doch konfessionell getrennten – Orten Tablat (mit Rotmonten) und Straubenzell sowie Wittenbach zu einem Distrikt zusammengefasst, während die Alte Landschaft der Fürstabtei in die Distrikte Rorschach, Gossau und Wil aufgeteilt wurde. Unter- und Ober Rheintal wurden getrennt, während das Toggenburg in die vier Distrikte Lichtensteig, Mosnang, Flawil und Neu St. Johann zerfiel, wobei dieser letztere zum Kanton Linth kam. Sax-Forstegg, Gams und Werdenberg wurden zum Distrikt Werdenberg vereinigt, Sargans und Pfäfers zum Distrikt Mels, während Gaster-Weesen im Distrikt Schänis aufging. Schliesslich bildeten Rapperswil und ein Teil von Uznach den neuen Distrikt Rapperswil. Vorgängig zu dieser recht differenzierten Umsetzung der früheren territorialen Strukturen in die neuen helvetischen Distrikte waren jedoch zwei Grundsatzentscheidungen gefällt worden: die Grenze der Kantone Säntis und Linth wurde durch eine West-Ost verlaufende Linie gezogen, die das Toggenburg (und die Kirchgemeinde Wattwil) wie auch das Rheintal (und die Kirchgemeinde Altstätten) zerschnitt. Im Weiteren sollten die Flüsse Sitter und Thur und der Aachbach in Abschnitten Distriktsgrenzen bilden, was zur Folge hatte, dass verschiedene Kirchgemeinden und spätere Gemeinden geteilt wurden: Die Weiler Nassen (Mogelsberg), Gonzenbach (Lütisburg), Schwarzenbach und Altbrugg (Jonschwil) sowie Kräzere (Straubenzell) wurden somit einer anderen Einheit zugeteilt als der Hauptteil ihrer jeweiligen Kirchgemeinde.

War die helvetische Gliederung der Distrikte stark durch die Vorgabe geprägt, eine Bevölkerungszahl von rund 10 000 Personen zu erreichen, stellte der neue, im Rahmen der Mediationsverfassung geschaffene Kanton St. Gallen 1803 mit den acht Bezirken Stadt St. Gallen, Rorschach, Gossau, Oberes Toggenburg, Unteres Toggenburg, Rheintal, Sargans und Uznach eine regional konzipierte Gliederung dar, von der lediglich mit der Stadt St. Gallen abgewichen wurde, die nun wieder einen eigenen, kleinen Bezirk bildete (Karte SG3). Lokale Anpassungen betrafen die Zuteilungen von Wartau zu Werdenberg, von Quarten zu Sargans, von Lütisburg zu Altoggenburg sowie die Wiederherstellung von Gaster, während die Gebiete von Uznach und Rapperswil vor 1798 im Bezirk See vereint wurden. Die liberale Verfassung von 1831 löste die Gebieteinteilung der Mediation auf und hielt sich mit einem kleinzentralen Modell von 15 Bezirken wieder nahezu an die helvetische Gliederung, wobei allerdings der Raum St. Gallen in den Stadtbezirk und in den Bezirk Tablat mit den Gemeinden Haggenschwil, Muolen, Wittenbach, Straubenzell und

Tablat geteilt blieb (zu diesem Bezirk gehörte auch die Enklave des Stiftsbezirks innerhalb der Gemarkung der Stadt). 1918 verschwand mit der Eingemeindung von Straubenzell und Tablat in die Stadt St. Gallen der Bezirk Tablat. Seit der Auflösung der Bezirksstruktur im Jahre 2002 bilden acht Wahlkreise die räumliche Gliederung des Kantons. Diese Einheiten zeigen ein regionales Muster und ähneln stark den ebenfalls acht Bezirken von 1803. Neu gibt es im Toggenburg nur noch eine Region, doch bilden nun Werdenberg und Sargans je eine eigene Region, während diejenige von St. Gallen deutlich grösser ist als alle ihre Vorgängerinnen.

Die merkwürdige Form des Kantons mit dem Einschluss von Appenzell als Enklave und die klare naturräumliche Gliederung erlauben unterschiedliche Körnungen der Verwaltungseinheiten des Kantons, aber sie lassen nicht viel Spielraum für alternative Grenzziehungen. Der Kanton St. Gallen ist übrigens auch der Einzige, der seit 1803 die Reihenfolge seiner Bezirke und Regionen nicht alphabetisch, sondern im Uhrzeigersinn geografisch auführt.

Gemeinden, Kirchgemeinden, Agentschaften

Die verfügbaren Bevölkerungszählungen des Ancien Régime wurden alle durch kirchliche Instanzen durchgeführt und verwendeten die Kirchgemeinden als Zählseinheiten. Dies gilt ebenfalls für die erste kantonale Volkszählung von 1809. Die helvetische Volkszählung verzeichnete im späteren sankt-gallischen Kantonsgebiet 131 Agentschaften und 147 Kirchgemeinden, davon (wie 1809) 103 katholische und 44 protestantische.

Die kantonale Verfassung von 1803 sah neben den 8 Bezirken auch 44 Kreise mit einer oder mehreren Gemeinden vor. Die auch als «Munizipalitäten» bezeichneten Einheiten hielten sich jedoch nicht an das Muster der Kirchgemeinden und Agentschaften, sondern waren vor allem in den Berggebieten deutlich grösser als diese, so etwa Pfäfers (mit Vättis und Valens), Mosnang (mit Libingen und Mühlrüti) oder Oberriet (mit Kriessern und Montlingen). Mit durchschnittlich 1500 Personen zählten 1803 die St. Galler Gemeinden zu den grössten des Landes. In der Verfassung der Restauration sind die politischen Gemeinden und die Ortsgemeinden (oder Ortsbürgergemeinden) erwähnt, doch erfolgte die klare Trennung der Funktionen erst 1831.

Die Struktur der politischen Gemeinden sollte sich als stabil erweisen. Allerdings wurden zwischen 1803 und 1832 im Bezirk Rorschach fünf Gemeinden neu- oder wiedergeschaffen (1803 Rorschacherberg, 1826 Mörschwil, 1827 Untereggen, 1832 Berg und ebenfalls 1832 Tübach), zudem 1802 Au im Bezirk Rheintal, 1816 Vilters im Bezirk Sargans und 1827 Rieden im Bezirk Uznach. Nach 1850 folgte noch die Verselbständigung von Widnau (1883) aus Diepoldsau. Die erwähnten Eingemeindungen (Straubenzell und Tablat) in die Stadt St. Gallen erfolgten 1918 und die Verschmelzung der beiden Zwillingsgemeinden Ebnat und Kappel im Jahr 1965. Erst nach 2000 sind Gemeindefusionen häufiger geworden, in einer ersten Phase vor allem im Toggenburg und im Seebezirk (darunter die Vereinigung der beiden Städte Rapperswil und Jona).

Sind die meisten St. Galler Gemeinden grossflächig, so trifft dies nicht auf die städtisch geprägten Orte zu: Nicht nur die Stadt St. Gallen, sondern auch Rorschach, Rheineck, Buchs, Sargans, Weesen, Rapperswil, Lichtensteig und Wil sind oder waren die jeweils kleinsten Gemeinden ihres Gebiets.

Territorien der Fürstabtei St. Gallen

Im 17. und 18. Jahrhundert besass die Fürstabtei St. Gallen noch drei kleine Territorien im süddeutschen Raum, die zum Gebiet der Alten Eidgenossenschaft gezählt werden können: Nahe der württembergischen Stadt Wangen lag die Herrschaft «Neuravensburg», früher das Verwaltungszentrum für die Besitzungen der Abtei nördlich des Bodensees und Fluchtburg der Äbte. 1803 wurde Neuravensburg gegen Tarasp im Unterengadin abgetauscht. Die 1810 aus den Kirchgemeinden Roggenzell und Schwarzenbach gebildete Gemeinde Neuravensburg wurde 1972 in die Stadt Wangen im Allgäu eingemeindet. Die Herrschaft Neu-Ravensburg zählte 1806 laut der «Rheinischen Bundesakte» 859 Einwohnerinnen und Einwohner.

<http://www.wangen.de/buerger/stadt-ortschaften/ortschaften/neuravensburg.html>
Südlich von Freiburg im Breisgau liegen die beiden Dörfer Ebringen und Norsingen (letzteres heute Teil der Gemeinde Ehrenkirchen). Ebringen soll bereits um 720 als Erbgut des Gründerabtes Otmar von St. Gallen verzeichnet sein; es wurde später zum Verwaltungsmittelpunkt der breisgauischen Güter. Der Kanton St. Gallen verkaufte die beiden Dörfer 1807 an den Markgrafen von Baden.

https://de.wikipedia.org/wiki/Ebringen#Ende_der_St._Galler_Herrschaft_und_C3.9Cbergang_an_Baden_1788.E2.80.931809

Quelle: 1574-1792 Ildefons von Arx, Geschichte der Herrschaft Ebringen, 1852–2013, Stat. Landesamt BW.

Die Benediktinerabtei St. Gallen wurde 1805 durch den Kanton St. Gallen aufgehoben. Nach der Auflösung des Bistums Konstanz 1821 wurde das Doppelbistum Chur-St. Gallen errichtet, dem 1847 das eigenständige Bistum St. Gallen folgte.

Bevölkerungserhebungen

Entsprechend der komplexen politischen und kirchlichen Geschichte ist die Datenlage für die historische Demografie äusserst vielfältig. Die Quellen befinden sich in sieben verschiedenen kantonalen oder bischöflichen Archiven. Für die Zeit des Ancien Régime fehlen staatlich verordnete Zählungen der Bevölkerung, doch es sind zahlreiche kirchliche Erhebungen vorhanden, freilich kaum je für übereinstimmende Zeitpunkte und vielfach nur die Kommunikanten umfassend und nicht die gesamte Bevölkerung. So ist die Helvetische Zählung von 1798/1800 in den beiden Kantonen Sätis und Linth die erste umfassende Bevölkerungsstatistik, doch ist ihre Qualität in diesen beiden Kantonen uneinheitlich. Erst die kantonale Volkszählung von 1809 genügt den Anforderungen einer modernen Erhebung. In diesem Kontext sind die Demografinnen und Demografen gezwungen, die disparaten Quellen zusammenzuführen und Schätzungen zur Bevölkerungsentwicklung zwischen 1600 und 1800 vorzunehmen. Ernest Menolfi und Max Baumann haben dies um 1990 unternommen.

Folgende kirchliche Erhebungen sind aus der Zeit vor 1800 bekannt:

Für die reformierte Bevölkerung im Rheintal und in Senwald verfügen wir über detaillierte Erfassungen der Zürcher Synode aus dem 17. und zum Teil auch 18. Jahrhundert, in den meisten Pfarreien nach Dörfern und Weilern gegliedert (Zürcher Staatsarchiv). Für das Toggenburg können wir auf zeitgenössische Quellen abstützen (Bösch 1941, Wickli 1948). Hingegen existiert keine eigentliche Bevölkerungserhebung für die Stadt St. Gallen vor 1809.

Die Quellen für die katholische Bevölkerung finden sich in vier verschiedenen Archiven. Das Bischöfliche Archiv Chur besitzt die relativ vollständigen Visitationsberichte aus den Jahren 1760 und 1772 für die Pfarrgemeinden im damaligen Dekanat «Unter der Landquart» (Fischer 2005). In den früheren Visitationen von 1663 und 1743 fehlen die Ergebnisse in etwa der Hälfte der besuchten Pfarrgemeinden.

Für die katholischen Gebiete der Abtei St. Gallen im Fürstentum, Toggenburg und Rheintal sind verschiedene demografische Angaben im Stiftsarchiv St. Gallen greifbar. Eine weitgehend vollständige Erfassung der Bevölkerung beider Konfessionen stammt aus dem Jahre 1669 und enthält die Zahl der Kommunikanten nach den beiden Rubriken «Cath» und «Acath» (siehe Umschlagbild und TA2). Eine Mannschaftszählung ist aus dem Jahre 1692 überliefert, danach eine fast vollständige Erhebung der katholischen Bevölkerung aus dem Jahre 1737. Da 1748 das Bistum Konstanz in einem Vertrag mit der Fürstabtei auf das Visitationsrecht in sankt-gallischen Stiftpfarreien verzichtete (Fürstabtei 2005), sind in den umfassenden Konstanzer Erhebungen von 1749, 1753/54 und 1768 (Staatsarchiv Luzern) nur die Dekanate (oder «ruralen Kapitel») St. Gallen (Thal und Widnau) und Rapperswil-Zürich (für das Linthgebiet) erfasst, während das grosse Dekanat «Wihl» fehlt. Die Abtei St. Gallen führte zwar nach 1759 eigene Visitationen durch, jedoch ohne die Zahl der Kommunikanten zu bestimmen.

Eine vierte Quelle stellt das Bischöfliche Archiv des Bistums St. Gallen dar, das eine vollständige Erhebung aus dem Jahr 1796 aufbewahrt, mit den Angaben der Zahl der Häuser, Haushaltungen, Seelen, Kommunikanten, Kinder, Fremden, Handwerker und Hausarmen für 74 Kirchgemeinden (nur Niederhelfenschwil fehlt), davon acht thurgauische und drei vorarlbergische (Fussach, Gaisau und Höchst). Diese Quelle erlaubt einen direkten Vergleich mit der Erhebung von 1737.

Die Grenzen der politischen Gemeinden stimmen im Kanton St. Gallen mit denjenigen der Pfarrgemeinden überein (wenn berücksichtigt wird, dass mehrere Untereinheiten bestehen können). Hingegen schneiden bis heute manche Pfarrgemeinden die Kantonsgrenzen. Abweichungen finden sich vor allem zwischen dem Fürstentum und dem Thurgau sowie zwischen dem Rheintal und den östlichen Teilen der beiden Appenzell. Politisch ist die Grenze zwischen der Fürstabtei und dem Thurgau seit 1701 festgelegt.

Für die Zeit vor 1798 hat Ernest Menolfi aus den Quellen der Bistumsarchive, insbesondere den Pfarrbüchern, demografische Daten erfasst und in seinem Artikel in der St. Galler Geschichte (2003) für jede Landschaft eine Schätzung der Bevölkerungszahl nach den beiden Konfessionen im Zeitraum 1600–1800 publiziert. Für die vorliegende Arbeit konnten wir uns auf seine Unterlagen abstützen, doch auch diese erlaubten es nicht, räumlich vollständige Serien auf Gemeindeebene zu bilden.

Die Helvetische Zählung von 1798 wurde in St. Gallen für den Kanton Sätis und in Glarus für den Kanton Linth organisiert. Im Bundesarchiv sind für den Kanton Linth sowohl die eingesandten Blätter (1090k) wie auch die Abschrift (1090l) vorhanden, während für den Kanton Sätis nur die Dokumente in der Mappe 1090k vorliegen. Allerdings besitzt das Staatsarchiv St. Gallen räumlich detailliertere Unterlagen für den Kanton Sätis als das Bundesarchiv, während für den Kanton Linth nur einige Blätter mit

Daten der Bevölkerungsbewegung aus dem Jahr 1801 überliefert sind, als Rapperswil den früheren Hauptort Glarus abgelöst hatte. Als weitere Quelle kann die Pfarrer-Enquête von Stapfer dienen.

Die Qualität der Erhebungen von 1798 ist nach Distrikten sehr uneinheitlich; die Ergebnisse des Kantons Säntis sind wegen lange ausstehender Distriktangaben erst im November 1800 der Zentralregierung zugestellt worden. Besonders in den Gebieten der früheren Kantone Appenzell und Schwyz sind viele Daten nur geschätzt. Doch auch die Einwohnerzahl der Stadt St. Gallen ist mit 8000 gerundet. Die Dokumente der helvetischen Zählung im Bundesarchiv weisen zwar weitgehend die gleichen Totale auf, doch sind diese Abschriften zum Teil räumlich weniger ausführlich. Besonders schwierig ist die Interpretation im Distrikt St. Gallen, wo in jeder Quelle mindestens eine Gemeinde fehlt.

Nirgends hat André Schluchter (1988) so viele Daten korrigiert wie in den beiden Kantonen Säntis und Linth. In unseren Tabellen sind seine Korrekturen weitgehend übernommen und dank der Bezugnahme auf die Tabellen im Staatsarchiv St. Gallen in einigen Fällen noch verfeinert worden (siehe auch die Texte in diesem Band für die Kantone Schwyz, Glarus und Appenzell).

Die St. Galler Volkszählung von 1809 diente der Erfassung der Konfessionen und war infolgedessen nach katholischen und evangelischen Pfarrgemeinden gegliedert. Sie unterscheidet nach der Anzahl Seelen sowie der männlichen und weiblichen Kommunikanten. Die kantonale Volkszählung von 1831 ist im Kontext der neuen Verfassung und ihrer Territorial- und Gemeindereform durchgeführt worden. Die Bevölkerung ist nach Geschlecht, Hauptkonfessionen und Heimatklassen gegliedert. Allerdings sind die Abwesenden in den Gemeindetotalen inbegriffen und nur auf der Ebene der Bezirke spezifiziert. Wir haben die Anteile der Abwesenden nach Bezirken auf die Gemeinden umgelegt, um zu zeitlich besser vergleichbaren Ergebnissen zu gelangen. Die von der Tagsatzung 1836 beschlossene Volkszählung im Kanton St. Gallen ist im Februar 1837 durchgeführt und im August 1838 als Grundlage der revidierten Skala der Mannschafts- und Geldbeiträge der Kantone verwendet worden.

Bevölkerungsentwicklung

Die Berechnungen von Ernest Menolfi zeigen für das 17. und das 18. Jahrhundert je nach Region sehr unterschiedliche demografische Entwicklungsverläufe. Während Werdenberg und Sargans in diesen 200 Jahren kaum an Bevölkerung gewannen und auch die Einwohnerzahl der Stadt St. Gallen nur schwach zunahm, verlief das Wachstum im Gasterland, im Rheintal und im Fürstenland anhaltend und erlaubte in dieser Zeitspanne eine Verdoppelung der Bevölkerung. Im Toggenburg dagegen stieg die Bevölkerungszahl von weniger als 10 000 um das Jahr 1600 auf knapp 40 000 im Jahr 1798, eine der stärksten Bevölkerungszunahmen schweizweit.

Nach 1800 bis 1850 kehrte der Trend zugunsten der Bezirke Sargans und Werdenberg sowie der Stadt St. Gallen. Doch auch die vier Toggenburger Bezirke gewannen zusammen nochmals 10 000 Einwohnerinnen und Einwohner, während das Wachstum im Rheintal, am Bodensee und im Raum Gossau verhalten blieb.

Literatur

- Baumann Max, Mensch und Alltag, in: Sankt-Galler Geschichte, Band 4: Frühe Neuzeit, Bevölkerung, Kultur, St. Gallen, 2003.
- Bösch Paul, Toggenburgische Kirchensachen des 17. Jahrhunderts, in: Zwingliana 1941, Nr. 1, Band VII / Heft 5, S. 273–287.
- Fischer Albert, Das Bistum Chur. Seine Geschichte von den Anfängen bis 1816, Band 1, Konstanz-München, 2017.
- Glauser Fritz, Das Bistum Konstanz und die Eidgenossenschaft, Zum Erscheinen des neuen Bistumsbandes der Helvetia Sacra, in: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte, Band 44 (1994), S. 54–59. Online: <http://doi.org/10.5169/seals-86229>, abgerufen am 10.03.2019.
- Menolfi Ernest, Ehe, Geburt und Tod: Zur Bevölkerungsentwicklung bis 1800, Sankt Galler Geschichte, Band 4: Frühe Neuzeit, Bevölkerung, Kultur, Kommissionsverlag, St. Gallen, 2003.
- Meyer-Lustenberger Karl, Die Volkszählungen der Helvetik. Eine quantitative Auswertung der sog. Stapferschen Pfarrherren-Enquête, Liz. Arbeit Uni Basel, Dezember 1978.
- Müller O., Die Bevölkerungsbewegung im Kanton St. Gallen unter besondere Berücksichtigung der Bürgerrechts- und konfessionellen Verhältnisse von 1837–1900, in: Statistik des Kantons St. Gallen, XVI. Heft, 1901, S. 1.
- Ortsgemeinde Straubenzell (Hrsg.), Straubenzell. Landschaft – Gemeinde – Stadtteil, St. Gallen, 2006.
- Regierung des Kantons St. Gallen (Hrsg.), Der Kanton St. Gallen 1803–1903, St. Gallen, 1903.
- Schluchter André, Zur Bevölkerungsentwicklung und Bevölkerungsbewegung des Kantons St. Gallen im 17. und 18. Jahrhundert, in: Mattmüller Markus, Bevölkerungsgeschichte der Schweiz. Teil I, Wissenschaftlicher Anhang, Band 2, Basel und Frankfurt, 1987, S. 684–702.
- Wickli Jakob, Einige Zahlen über die Toggenburger Bevölkerung im Laufe der Jahrhunderte, in: Toggenburger Heimatkalender, 1948, S. 113–117.

Quellen

Bundesarchiv Bern (BAR)

Dossier B#1000/1483#1090k, Volkszählung 1798/1799, Kantone Linth und Säntis.

Dossier B#1000/1483#1090l, Volkszählung 1798/1799, Kanton Linth.

Gesamtbevölkerung des Kantons St. Gallen, aufgenommen auf dem Bestand vom 13. Februar 1837.

Bischöfliches Archiv Chur (BAC)

Visitationsakten (1595–1799), 786 Dekanat Unter der Landquart.

Bischöfliches Archiv des Bistums St. Gallen (BiASG)

Stand der Pfarreien des Klosters St. Gallen 1797, resp. 1796, III.D.94, Bericht über den moralischen Zustand aller Pfarreien in Territorio St Galli de Anno 1797.

Staatsarchiv des Kantons St. Gallen (StASG)

Helvetisches Archiv, Rubrik 105, KA R.95, Volkszählungen, 1809–1920, Fasc. 1, Bevölkerungstabelle vom Kanton St Gallen, aufgenommen im August 1809.

KA R.95 B1, Ergebnisse der Volkszählung (nach Gemeinden und Pfarreien) (1831), aufgenommen im Jahr 1831.

KA R.95 B2, Bevölkerungsergebnisse (gemeindeweise) (1837), aufgenommen im Jahr 1837.

Stiftsarchiv St. Gallen (StiASG)

Bd. 317: Acta Principalis Monasterii S. Galli ab anno 1661 ad annum 1670. Tomus XXIV, p. 367–368. Catalogus Communicantium tam Veteris quam Novi Territorii S. Galli urtisque Religionis. Anno 1669.

Bd. 1574: Acta Toggenburgiensis ab anno 1692 ad annum 1694 (Abschrift 1775), Mannschaftszählung, S. 292.

Bd. 688: Visitatio Ecclesiarum 1742, Tomus VIII.

Bd. 692: Catalogus omnium Parochiarum in Territorio, 1737, S. 467 (aus Abschrift Ernest Menolfi).

Bd. 689: Protocolum visitationis Ecclesiasticaein Parochiis Territorii S. Galli ab anno 1759. Tomus IX.

Fürststabe St. Gallen, 1805–2005, Untergang und Erbe. Faksimile der Karte von Gabriel Walser, Verlag der Homännischen Erben in Nürnberg, 1768. Ed. 2005.

Staatsarchiv Luzern (StALU)

Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände F.f 222 1744/45 (für 1743), F.f 223 1750 (für 1749), F.f 226 1755 (für 1753/54), F.f 221 1769 (für 1768) und F.f 224 (für 1794), Online: http://reader.digitale-sammlungen.de/de/fs1/object/display/bsb10029766_00103.html).

Staatsarchiv Zürich (StAZH)

E II, 700.165 bis 700.169, Register nach Kirchengemeinden im Rheintal, in Sennwald und in Thal/Rheineck, 1634–1710 (z.T. bis 1752/55).

Kanton St. Gallen

(ts-x-01-2223-SG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	KE	KE	KE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton St. Gallen						1709p	1737/1743	1768k	1796k	1798	1809	1831	1837	1850
Rheintal, Werdenberg						1709								
Tablat, Rorschach, Wil, Gossau							1737k	1796k						
Sargans, Gaster							1743	1772						
See							1743	1768						
3201 Häggenschwil	AS/SA						745 ^p	799 ^p	918	1 049	1 047	980	935	
3202 Muolen	AS/SA						855 ^p	768 ^p	900	780	944	994	983	
3203 St. Gallen	SS/SA								8 000	8 118	9 301	9 430	11 234	
3449 Straubenzell	AS/SA			1918	3203		1 165 ^p	1 374 ^p	1 328	1 055	1 708	1 769	2 200	
3499 Tablat	AS/SA			1918	3203		2 110 ^p	2 188 ^p	2 682	3 327	3 961	4 160	4 424	
3204 Wittenbach	AS/SA						1 043 ^p	1 117 ^p	1 038	1 041	1 322	1 284	1 301	
Bezirk St. Gallen	AS/SA						5 918 ^p	6 246 ^p	14 866	15 370	18 283	18 617	21 077	
3211 Berg	AS/SA	1832	3217				828 ^p	649 ^p	482	609	601	891	528	
3212 Eggersriet	AS/SA						700 ^p	817 ^p	842	828	1 379	1 479	1 635	
3220 Grub	AS/SA			1803	3212		716 ^p	605 ^p	602 ^p	605				
3213 Goldach	AS/SA	1826	3214				965 ^p	824 ^p	700	903	771	747	785	
3214 Mörschwil	AS/SA						1 351 ^p	1 560 ^p	1 643	1 324	1 315	1 341	1 249	
3215 Rorschach	AS/SA						2 500 ^p	2 364 ^p	1 150	1 481 ^p	1 452	1 527	1 751	
3216 Rorschacherberg	AS/SA	1803	3215						1 060	1 140 ^p	1 079	1 125	1 075	
3217 Steinach	AS/SA						475 ^p	461 ^p	500	893	765	759	757	
3218 Tübach	AS/SA	1845	3211				288 ^p	282 ^p	272	340	405		359	
3219 Untereggen	AS/SA	1827	3212	1803	3212		500 ^p	531 ^p	730	616	778	718	754	
Bezirk Rorschach	AS/SA						8 323 ^p	8 093 ^p	7 981	8 739	8 545	8 587	8 893	
3231 Au	RH/SA	1805	3233						619	442	1 036	917	875	
3232 Balgach	RH/SA						527		947	1 105	1 332	1 395	1 435	
3233 Berneck	RH/SA						1 419		2 202	2 835	2 287	2 119	2 044	
3234 Diepoldsau	RH/SA								673	1 759	2 310	2 351	2 586	
3235 Rheineck	RH/SA								896	878	1 324	1 211	1 177	
3236 St. Margrethen	RH/SA						397		1 011	993	1 093	1 052	1 129	
3249 Schmitter	RH/SA				3234				472					
3237 Thal	RH/SA								2 635	2 289	2 622	2 665	2 748	
3238 Widnau	RH/SA	1883	3234						637					
Bezirk Unterrheintal	RH/SA								10 092	10 301	12 004	11 710	11 994	
3251 Altstätten	RH/SA						1 899		5 768 ^p	4 894	5 731	6 429	6 492	
3252 Eichberg	RH/SA						381		720	628	1 013	825	847	
3268 Kriessern	RH/SA				3254				256					
3266 Lienz	RH/LI				3251				321 ^p					
3253 Marbach	RH/SA						1 489		802 ^p	2 587	1 078	1 113	1 088	
3269 Montlingen	RH/SA				3254									
3254 Oberriet	RH/SA								2 336	2 820	3 002	3 890	3 909	
3255 Rebstein	RH/SA								1 249 ^p	996	1 805	1 641	1 582	
3256 Rüthi	RH/LI						857 ^p	1 000	1 096	1 429	2 767	1 438	1 500	
Bezirk Oberrheintal	RH/SA								12 548 ^p	13 354	15 396	15 336	15 418	
3279 Azmoos	SA/LI				3276									
3271 Buchs	GL/LI								1 343	1 412	1 753	1 851	2 015	
3272 Gams	GA/LI						1 000 ^p	1 200 ^p	966	1 043	1 498	1 630	1 783	

Kanton St. Gallen

(ts-x-01-2223-SG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	KE	KE	KE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton St. Gallen						1709p	1737/1743	1768k	1796k	1798	1809	1831	1837	1850
Rheintal, Werdenberg						1709								
Tablat, Rorschach, Wil, Gossau							1737k	1796k						
Sargans, Gaster							1743	1772						
See							1743	1768						
3273 Grabs	GL/LI									2 356	2 516	3 115	3 011	3 272
3274 Sennwald	ZH/LI					772				2 471	2 447	2 447	2 726	2 877
3277 Salez	ZH/LI				3274	506								
3278 Sax	ZH/LI				3274	992								
3275 Sevelen	GL/LI								915	1 065	1 545	1 546	1 585	
3276 Wartau	SA/LI								1 098	1 214	1 739	1 757	2 097	
Bezirk Werdenberg									9 149	9 697	12 097	12 521	13 629	
3291 Bad Ragaz	FP/LI						1 000	900	796	954	1 116	1 251	1 366	
3301 Berschis	SA/LI				3298		374	300	347					
3292 Flums	SA/LI						1 864	1 500	1 832	1 716	2 755	2 634	2 577	
3293 Mels	SA/LI						2 500	3 000	1 965'	2 144'	3 120	3 329	3 305	
3302 Mols	GA/LI				3295				430					
3303 Murg	GA/LI				3295		180	200	372					
3294 Pfäfers	FP/LI						340'	344	988	920	1 494	1 252	1 315	
3295 Quarten	GA/LI						380'	400	387	1 187	1 536	1 535	1 995	
3296 Sargans	SA/LI						500	640'	667	683	730	802	907	
3304 Valens	FP/LI				3294		180'	200						
3305 Vättis	FP/LI				3294		250'	300						
3297 Vilters	SA/LI	1803	3291				500	400	400	460	1 500	1 699	1 659	
3306 Wangs	SA/LI	1803	3291	1815	3297				500'	550'				
3298 Walenstadt	SA/LI						1 100	900	640	1 155	1 580	1 792	1 868	
3307 Weisstannen	SA/LI				3293		400	400	462	400				
Bezirk Sargans							9 568	9 484	9 786	10 169	13 831	14 294	14 992	
3311 Amden	GA/LI						1 050'	1 200	1 200	1 357	1 733	1 460	1 524	
3312 Benken	GA/LI						850'	800	884	992	1 115	1 114	1 242	
3313 Kaltbrunn	GA/LI						1 030	995	1 250	1 187	1 433	1 453	1 494	
3317 Maseltrangen	GA/LI				3315		640'	580'	686	208				
3314 Rieden	GA/LI	1825	3313				200'	250	350	352	514	469	428	
3315 Schänis	GA/LI						460'	420'	500	1 048	1 704	1 744	1 917	
3316 Weesen	GA/LI						410'	430'	387	448	527	598	642	
Bezirk Gaster							4 640	4 675	5 257	5 592	7 026	6 838	7 247	
3348 Bollingen	RA/LI				3335		50	64						
3349 Busskirch	RA/LI				3335		344	382						
3331 Ernetschwil	UZ/LI	1807	3334	1803	3334						533	618	713	
3332 Eschenbach	UZ/LI						1 116	1 213	1 366	1 516	1 710	1 990	1 961	
3333 Goldingen	UZ/LI						687	602	1 150	1 058	1 133	1 143	1 053	
3334 Gommiswald	UZ/LI						600'	600	867	926	1 143	1 031	1 092	
3335 Jona	RA/LI						331	380	983	1 213	1 924	2 111	2 271	
3336 Rapperswil	RA/LI						733	788	855	905	1 424	1 654	1 954	
3337 St. Gallenkappel	UZ/LI						969	1 034	1 420'	1 494	1 200	1 251	1 229	
3338 Schmerikon	UZ/LI						389	473	575	530	781	943	988	
3339 Uznach	UZ/LI						1 007	944	1 112	1 182	1 155	1 472	1 536	
Bezirk See							6 226'	6 480	8 328	8 824	11 003	12 213	12 797	

Kanton St. Gallen

(ts-x-01-2223-SG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	KE	KE	KE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton St. Gallen						1709p	1737/1743	1768k	1796k	1798	1809	1831	1837	1850
Rheintal, Werdenberg						1709								
Tablat, Rorschach, Wil, Gossau							1737k	1796k						
Sargans, Gaster							1743	1772						
See							1743	1768						
3351 Alt St. Johann	TO/LI									1 768	1 816	2 223	1 700	1 623
3352 Ebnet	TO/LI									1 648	1 767	1 817	2 007	2 242
3361 Ennetbühl	TO/LI				3354					736				
3353 Kappel (Togg.)	TO/LI			1965	3352					1 950	2 218	1 880	2 296	2 388
3354 Krummenau	TO/LI									663	1 459'	1 592	1 406	1 563
3355 Nesslau	TO/LI									2 216	2 436'	2 842	2 338	2 374
3362 Neu St. Johann	TO/LI				3354									
3363 Schönenberg (W.)	TO/LI				3377					990				
3356 Stein	TO/LI									603	681	821	581	605
3357 Wildhaus	TO/LI									1 081	1 096	1 325	1 112	1 163
Bezirk Obertoggenburg	TO/LI									11 655	11 473	12 500	11 440	11 958
3371 Brunnadern	TO/SA	1708	3375							742	781	885	930	931
3372 Hemberg	TO/SA									1 852	1 882	2 220	1 746	1 813
3373 Krinau	TO/SA	1775	3391							345	250	379	440	452
3374 Lichtensteig	TO/SA									453	652	804	744	875
3375 Oberhelfenschwil	TO/SA									1 114	1 196	1 486	1 664	1 872
3376 St. Peterzell	TO/SA									1 173	943	1 414	1 116	1 193
3377 Wattwil	TO/SA									3 012	4 226	4 522	4 541	5 006
Bezirk Neutoggenburg	TO/SA									8 691	9 930	11 710	11 181	12 142
3391 Bütschwil	TO/SA						1 191 ^p	1 900 ^p		1 649	1 784	1 699	1 776	1 961
3397 Gähwil	TO/SA				3392					893	868			
3392 Kirchberg	TO/SA									2 305	2 588	3 526	3 780	4 194
3398 Libingen	TO/SA				3394			665 ^p		596	667			
3393 Lütisburg	TO/SA									1 046	1 032	1 069	1 222	1 285
3394 Mosnang	TO/SA						1 800 ^p	1 879 ^p		1 802	1 924	3 803	3 027	3 005
3399 Mühlrüti	TO/SA				3394			606 ^p		668	604			
Bezirk Alltoggenburg	TO/SA									8 959	9 467	10 097	9 805	10 445
3416 Bichwil	TO/SA				3407					321				
3401 Degersheim	TO/SA									797	668	1 612	1 337	1 620
3402 Flawil	TO/SA									210	1 796	2 092	2 233	2 664
3403 Ganterschwil	TO/SA									681	670	730	805	919
3405 Jonschwil	TO/SA									951	876	984	1 024	1 307
3417 Magdenau	TO/SA				3401					377	327			
3406 Mogelsberg	TO/SA									1 745	2 084	2 666	2 695	2 841
3418 Niederglatt	TO/SA				3407					317				
3419 Oberglatt	TO/SA				3402					1 424				
3407 Oberuzwil	TO/SA									627	1 393	1 972	2 175	2 312
3404 Uzwil	TO/SA									1 684	1 730	1 614	1 953	2 264
Bezirk Untertoggenburg	TO/SA									9 134	9 544	11 670	12 222	13 927

Kanton St. Gallen

(ts-x-01-2223-SG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	KE	KE	KE	HZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton St. Gallen						1709p	1737/1743	1768k	1796k	1798	1809	1831	1837	1850
Rheintal, Werdenberg						1709								
Tablat, Rorschach, Wil, Gossau							1737k		1796k					
Sargans, Gaster							1743	1772						
See							1743	1768						
3421 Bronschhofen	AS/SA									885	1 050'	1 383	1 025	1 073
3435 Lenggenwil	AS/SA				3423		400 ^P		411 ^P	525	394			
3422 Niederbüren	AS/SA						1 064 ^P		1 000 ^P	947	964	1 313	1 090	1 181
3423 Niederhelfenschw.	AS/SA						700 ^P		663 ^S	396	663	1 313	1 275	1 279
3437 Niederwil	AS/SA				3424		406 ^P		460 ^P	427	407			
3424 Oberbüren	AS/SA						422 ^P		449 ^P	366	516	1 307	1 410	1 597
3425 Wil	AS/SA								2 052 ^P	909	1 076'	1 197	1 098	1 555
3438 Züberwangen	AS/SA				3426				348 ^P	334	386			
3439 Zuckenriet	AS/SA				3426					270				
3426 Zuzwil	AS/SA						624 ^P		521 ^P	657	546	1 013	1 059	1 127
Bezirk Wil	AS/SA								5 904 ^P	5 716	6 002	7 526	6 957	7 812
3441 Andwil	AS/SA						1 111 ^P		1 197 ^P	1 146	1 328	477	569	571
3446 Bernhardzell	AS/SA				3444		862 ^P		613 ^P	538	646			
3442 Gaiserwald	AS/SA						1 190 ^P		1 171 ^P	1 119	1 207	1 109	1 233	1 269
3443 Gossau	AS/SA						1 928 ^P		2 222 ^P	2 200	1 906	2 460	2 649	2 853
3444 Waldkirch	AS/SA						1 900 ^P		1 690 ^P	1 630	1 660	2 513	2 681	2 601
Bezirk Gossau	AS/SA						6 991 ^P		6 893 ^P	6 633	6 747	6 559	7 132	7 294
Kanton St. Gallen >1803										128 795	135 209	158 247	158 853	169 625
SG >1803, Referenzen										129 533	135 209	158 208	158 853	169 625

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit		KE	KE		NVZ		NVZ	NVZ	NVZ
Neuravensburg							1743	1768		1806		1834	1840	1852
7301 Roggenzell	AS			1810			761	793						
7302 Schwarzenbach	AS			1810			238	272						
Neuravensburg AS				1972	Wangen		999	1 065		859		949	969	1 066

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	?	KE	KE		?				NVZ
Ebringen und Norsingen							1722	1743	1768		1792			1852
7311 Ebringen	AS						730	867	863		1 000			1 085
7312 Norsingen	AS			1974	Ehrens.									550
Ebringen und Norsingen AS														1 635

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 NVZ Zählung im Ausland
 SA Status animarum
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

AS Fürstabtei St. Gallen
 FP Fürstabtei Pfäfers
 GA Gaster/Hohensax
 GL Glarus
 LI Linth
 RA Rapperswil
 RH Rheintal
 SA Sargans
 SS Stadt St. Gallen
 TO Toggenburg
 UZ Uznach
 ZH Zürich

Korrekturen an Gemeindedaten:

◊ korrigiert
 † imputiert
 P hochgerechnet
 † aufgeteilt

Bemerkungen:

1709: Reformierte im Rheintal und Werdenberg
 1737 und 1796: Abtei St. Gallen, nur Gemeinden mit grosser katholischer Mehrheit
 1743 und 1768: Bistum Konstanz für See (ohne Gommiswald), 1743 und 1772 Bistum Chur für Sargans und Gaster (ohne Kaltbrunn)
 1798: Es wurde das detaillierte Original aus dem Staatsarchiv St. Gallen verwendet, das sich nur für Grub von der Quelle im Bundesarchiv unterscheidet.
 1798: Der Abzug von 228 Personen der Weiler Mohren und Sturzenhard, die zu Reute AR gehören, betrifft die Gemeinde Balgach.
 1831: zum Teil sehr unwahrscheinliche Ergebnisse (etwa im Oberrheintal); Total unter Abzug der Abwesenden; kleine Additionsfehler

Kanton Graubünden

Lektorate durch Albert Fischer, Bischöfliches Archiv Chur, Florian Hitz, Staatsarchiv Graubünden und Marco Marcacci, Historiker San Vittore/Monticello



Einleitung

Die drei Bünde – Grauer Bund, Gotteshausbund und Zehngerichtenbund – entstanden ab dem 14. Jahrhundert aus Allianzen von souveränen Hochgerichten. Zunächst einzeln mit den Eidgenossen in Verbindung getreten, wurden sie 1497/98 gemeinsam unter der Bezeichnung «Drei Bünde» zu einem gleichberechtigten Partner der Eidgenossenschaft, doch wurden sie von dieser als «zugewandter Ort» behandelt (Bündi HLS).

Territorial entspricht das Gebiet des heutigen Kantons Graubünden weitgehend dem der drei Bünde, allerdings ohne die von den drei Republiken 1512 gemeinsam erworbenen und 1797 verlorenen Untertanengebiete Veltlin, Chiavenna und Bormio (siehe Kapitel Veltlin). Das grosse Territorium kann als Sattelstaat über die Alpen hinweg angesehen werden. Während im Norden der Zugang zu den inneren Alpen bis heute einzig durch den Durchbruch des Rheins zwischen Sargans und Chur möglich ist, liegen die Bündner Südtäler in den Einzugsgebieten des Langensees (Ticino), des Comersees (Adda) und der Etsch (Adige) im Vinschgau. Das Engadin wird vom Inn entwässert, der das grösste Längstal der Alpen durchfließt und nach 500 km die Donau erreicht. Graubünden als flächengrösster Kanton der Schweiz hat Anteile an den Zuflussgebieten von drei Meeren (Nordsee, Mittelmeer und Schwarzes Meer), deren europäische Wasserscheiden sich auf dem Lunghinpass treffen. Der geographisch fein gegliederte Kanton ist dreisprachig (deutsch, romanisch und italienisch) und historisch bikonfessionell.

Noch ausgedehnter als das Gebiet der drei Bünde war das Territorium des Bistums Chur, das auch Urseren im obersten Reusstal, Sargans, Werdenberg und das Walenseegebiet, Liechtenstein, das südliche Vorarlberg (Feldkirch, Walgau und Montafon) sowie den Vinschgau bis und mit Meran umfasste (Karte GR1). Von den bündnerischen Gebieten gehörte einzig das Puschlav bis 1870 nicht zum Bistum Chur, sondern zum Bistum Como.

Gemäss Georges Grosjean (1965) sind zwei Siedlungsformen in Graubünden dominant: zum einen geschlossene Dörfer oder Weiler, in tiefen Lagen verbunden mit Weinbau (in der Herrschaft und im Misox), in mittleren Höhen, wie etwa auf den Geländeterrassen im Vorder- und Hinterrheingebiet sowie im Albulatal, historisch mit Ackerbau kombiniert, sowie in grossen Höhen (Oberengadin, Rheinwald) mit ausschliesslicher Viehzucht; zum zweiten Dauersiedlungen in Streulage in den regenreichen Lagen Nordbündens (Prättigau, Davos, Schanfigg, Churwalden und Safiental).

Der föderale Aufbau der Drei Bünde war statistischen Erhebungen nicht förderlich. Die wenigen vorhandenen Erhebungen sind zum Teil unvollständig oder konzeptuell unklar definiert.

Zudem sind sie wissenschaftlich kaum behandelt, sieht man von den Quellen des Bistums ab (Fischer 2000). Die einzige bekannte Publikation der nicht-kirchlichen Erhebungen stammt aus dem Jahre 1902, als Constanz von Jecklin die Gemeindedaten von Erfassungen aus den Jahren 1780, 1803, 1808 und 1835 veröffentlichte. Die statistischen Darstellungen für Graubünden verlangen eine detaillierte Quellenkritik und damit einen etwas ausführlicheren Text.

Die historische territoriale Gliederung der drei Bünde in Hochgerichte und Gerichtsgemeinden wurde bis 1851 unverändert beibehalten. Die noch feinere räumliche Ebene, die Kirchgemeinden sowie die «Nachbarschaften» und späteren Gemeinden, bildeten in allen Erhebungen die statistischen Beobachtungseinheiten, doch variierte deren Zahl bis 1874 beträchtlich.

Geschichte und territoriale Entwicklung

Der Raum der spätrömischen Provinz Raetia Prima blieb bis ins 11. Jahrhundert ein geschlossenes rätoromanisches Sprachgebiet. Chur und das Rheintal wurden aus dem Bodenseeraum germanisiert, während die Einwanderung der Walser im 13. und 14. Jahrhundert die hochgelegenen Täler Nord- und Mittelbündens erreichte (Zinsli 1968, Meyer HLS). In dem feinen Puzzle von weltlichen und geistlichen Herrschaften, von denen das Bistum Chur die weitaus wichtigste war, entwickelte sich die lokale Selbstverwaltung sehr früh. Peter Blickle (2003) weist in seinem Werk zum «Kommunalismus» auf die starken Einflüsse aus dem oberitalienischen Raum hin. Die Zusammenschlüsse der Gerichtsgemeinden zu Bündnen geschahen zur Durchsetzung ihrer Interessen gegenüber dem Adel und dem Bischof.

Der Ursprung des **Grauen Bundes** reicht auf die Beschlüsse von 1395 und 1424 zurück. Er umfasste das Gebiet des Vorder- rheintales (Surselva) und des Hinterrheintales (Heinzenberg, Schams und Rheinwald) sowie seit 1496 auch Misox und Calanca. Der **Gotteshausbund** entstand ab 1367 durch den Zusammenschluss der Stadt Chur und der Tal- bzw. Gerichtsgemeinden Vier Dörfer (Churer Rheintal), Domleschg, Oberhalbstein, Bergün, Ober- und Unterengadin, Puschlav, Bergell, Obcalven (Münstertal) sowie Untercalven. Der **Zehngerichtenbund** datiert auf 1436 und erstreckte sich über die Talschaften Davos, Prättigau, Schanfigg, Churwalden sowie Belfort im Albulatal. Maienfeld und Malans (die «Bündner Herrschaft») befanden sich in einer Zwitterstellung als eigene Gerichtsgemeinden im Zehngerichtenbund und als Untertanengebiete aller drei Bünde. Nie einem Bund beigetreten ist die Gerichtsgemeinde Haldenstein, während die Habsburger

Landesherrn über die Herrschaft Rhäzüns blieben, das Gericht Rhäzüns jedoch Mitglied des Grauen Bundes war. Tarasp bildete eine tirolische Enklave im Unterengadin (Hitz HLS).

Im Gebiet des Gotteshausbundes gehörten das Unterengadin, das Münstertal und Untercalven zur Grafschaft Tirol. Die konfliktreiche Konstellation wurde 1618 beendet, indem Tirol auf das Unterengadin und Obcalven verzichten musste, dafür Untercalven – das Gebiet des oberen Vinschgau von der «Scala» ob Laas bis zum Reschenpass und darüber hinaus bis Nauders – sowie 1657 das Dorf Taufers (aus Obcalven) zugesprochen erhielt.

Die drei Bünde eroberten 1512 gemeinsam das mailändische Veltlin mit Bormio und Chiavenna und gewannen gleichzeitig die drei Plevan Dongo, Gravedona und Sorico am oberen Comersee, die sie allerdings bereits 1526 wieder abtreten mussten. Die Herrschaft über das Veltlin verlor Graubünden vorübergehend während des Dreissigjährigen Krieges (1620–1639) und schliesslich definitiv im Jahre 1797.

Die Reformation setzte sich, von Chur ausgehend, rasch in verschiedenen Gebieten durch, während andere den katholischen Glauben verteidigten. 1526 konnte eine demokratische Einigung erzielt werden, wie der schottische Religionshistoriker Diarmaid MacCulloch (2003, S. 225) in seinem universalen Werk «Die Reformation» herausstreicht:

«Nur im Ausnahmefall konnte eine Region den Luxus zweier offiziell anerkannter Konfessionen gleichzeitig erlauben, wie etwa die entlegenen Alpentäler des Kantons Graubünden, die eine solche Koexistenz schon 1526 einführten – allerdings genossen sie den ebenso beachtlichen Luxus, keine Fürsten zu haben. Nach einer Disputation in ihrer wichtigsten Stadt Ilanz erlaubten die Graubündner ihren Gemeinden, sich frei für eine katholische oder eine reformierte Kirche zu entscheiden, ohne die Zustimmung einer externen Autorität einholen zu müssen. Auch wenn es dabei häufig Zank und Streit gab, hat die Regelung doch mehr als hundert Jahre Gültigkeit besessen, während ein paar kluge Köpfe anderswo in Europa gerade erst anfangen, das Gute an dieser Idee zu erkennen.»

Territorial bestanden in den drei Bünden seit dem 15. Jahrhundert zunächst 51, Ende des 17. Jahrhunderts 53 und ab 1788 (Ortenstein zweigeteilt) und 1796 (Calanca zweigeteilt) 55 Gerichtsgemeinden; im 16. Jahrhundert wurden sie zu 27 (ab 1618: 26) Hochgerichten zusammengefasst (Karte GR2).

Nachdem die Franzosen im April 1799 Bünden besetzt hatten, erfolgte die Eingliederung in die Helvetische Republik unter der Bezeichnung «Kanton Rätien». Die 1801 verabschiedete revolutionäre Verfassung wurde nur teilweise umgesetzt, ehe mit der Mediation Napoleons von 1803 der Kanton Graubünden geschaffen wurde. Die Verfassung von 1801 sah die Bildung von Distrikten vor und erhob die Nachbarschaften zu Munizipalitäten (Hilfiker HLS, Cranach HLS). Die Distriktgliederung, die in den Zählungen von 1808 und 1829 Verwendung fand, sah eine funktionale Einteilung des Kantons vor, ausgerichtet auf die deutsch- und romanischsprachigen Zentren nördlich der Alpenkämme: Vorderrhein, Glenner, Heinzenberg, Hinterrhein (inkl. Misox), Bernina (Oberengadin und Puschlav), Inn (Unterengadin und Münstertal), Landquart, Calanda (mit Chur) und Albula (mit Davos).

Der neu konstituierte Kanton Graubünden beschloss, zur räumlichen Gliederung der drei Bünde, zu den 26 Hochgerichten und 55 Gerichtsgemeinden zurückzukehren (bei zwei Aufgaben wegen der Zusammenlegung der je beiden Einheiten in den Hochgerichten Oberengadin und Maienfeld und der Verselbständigung von Ruis und Stalla). In den Kanton wurden das kleine Gebiet des

bischöflichen Hofes Chur sowie die Freiherrschaften Haldenstein und Tarasp eingegliedert – letztere indirekt durch Tausch mit Neuravensburg, das der Fürstabt St. Gallen gehört hatte.

Erst die Verfassung von 1854 schaffte die historischen drei Einheiten als politische Akteure ab, behielt jedoch eine mehrstufige Gliederung mit 14 Bezirken, 39 Kreisen und 232 Gemeinden bei. Diese Neugliederung war bereits 1851 in Kraft getreten und für die Volkszählung 1850 verwendet worden. Die territoriale Neugliederung kann auf der obersten Ebene als radikal bezeichnet werden, da die früheren Grenzen der drei Bünde vielfach zerschnitten wurden. Hingegen geschah die Umwandlung der 55 Gerichtsgemeinden zu den 39 Kreisen durch eine einzige Trennung (Brusio aus Poschiavo) und 17 Verschmelzungen, davon 13 innerhalb des gleichen Hochgerichtes und vier über die Grenzen hinweg (Tenna, Laax, Obervaz und Stalla). Das merkwürdige Hochgericht Remüs-Stalla-Avers wurde in seine Bestandteile aufgelöst: Remüs wurde als eigener Kreis im Bezirk Inn konstituiert, ebenso Avers im Bezirk Hinterrhein, während Stalla (Bivio) mit Marmorera zum Kreis Oberhalbstein im Bezirk Albula kam.

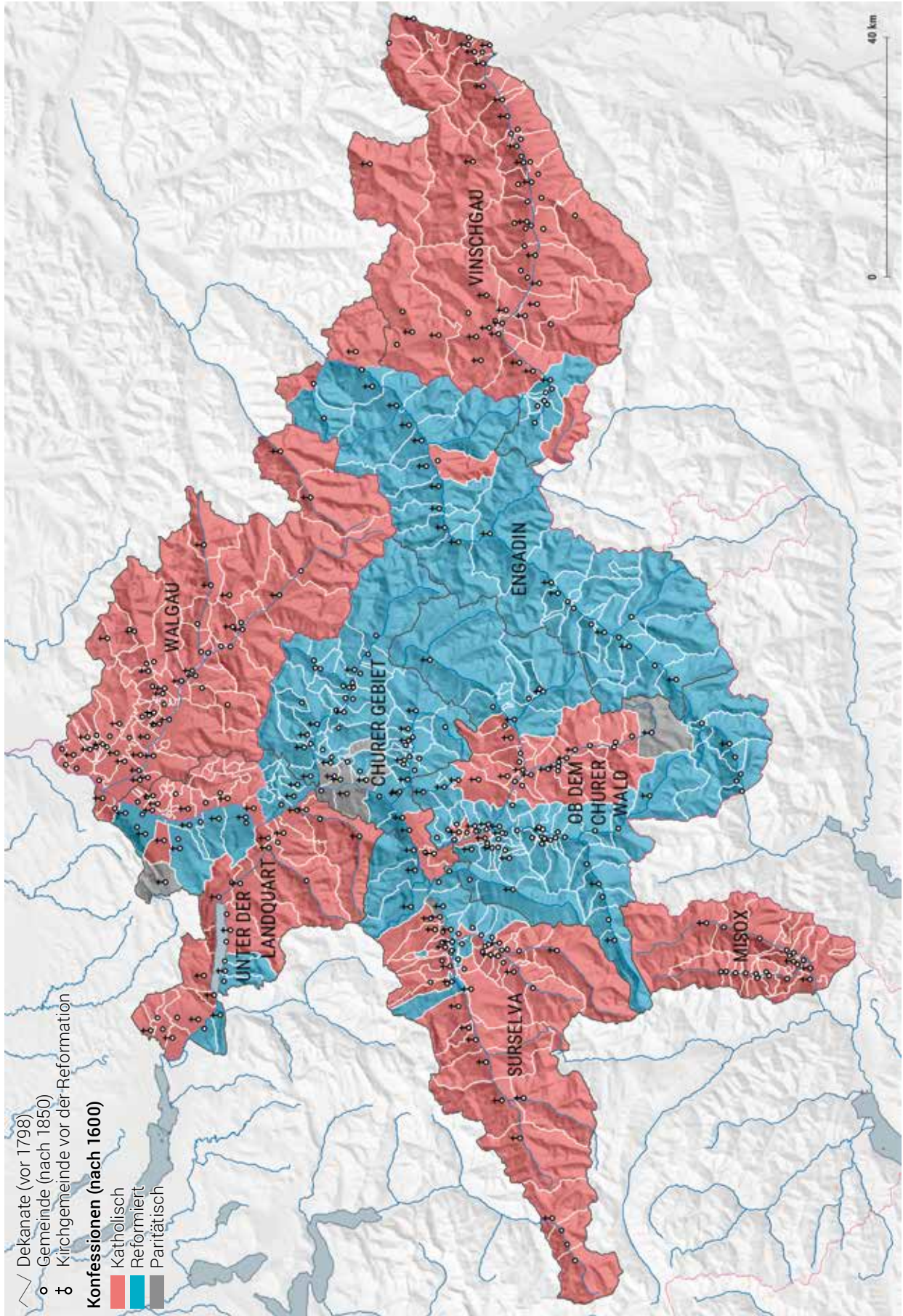
Im Weiteren erfuhren einige Gemeinden die Zuteilung zu einem Kreis, der nicht ihrer früheren Gerichtsgemeinde entsprach, nämlich Schlans von Rueun zu Disentis, Felsberg von Rhäzüns zu Trin, Wiesen von Belfort zu Bergün, Praden von Langwies zu Churwalden sowie als neue Gemeinden Ascharina und Rüti aus Saas im Hochgericht Klosters zu Luzein, Arosa von Davos zum Schanfigg und Hinter Valzeina aus Trimmis im Hochgericht Fünf Dörfer zu Seewis.

Die Einteilung in 14 Bezirke und 39 Kreise blieb von 1851 bis 2001 unverändert, bis – in Anlehnung an die in den 1980er-Jahren entstandenen Berggebietsregionen – die je zwei Bezirke Glenner und Vorderrhein (sowie der Kreis Safien), Heinzenberg und Hinterrhein sowie Inn und Val Müstair zusammengelegt wurden. Auf den 1.1.2016 wurden die 39 Kreise aufgehoben – doch als Wahlkreise beibehalten – und die Bezirke in Regionen umbenannt. Deren Namenswahl richtete sich, wie bereits im Vorschlag von 1801, nach naturräumlichen Elementen: Surselva, Viamala, Moësa, Maloja, Bernina, Engiadina Bassa/Val Müstair, Prättigau/Davos, Landquart, Plessur, Imboden und Albula.

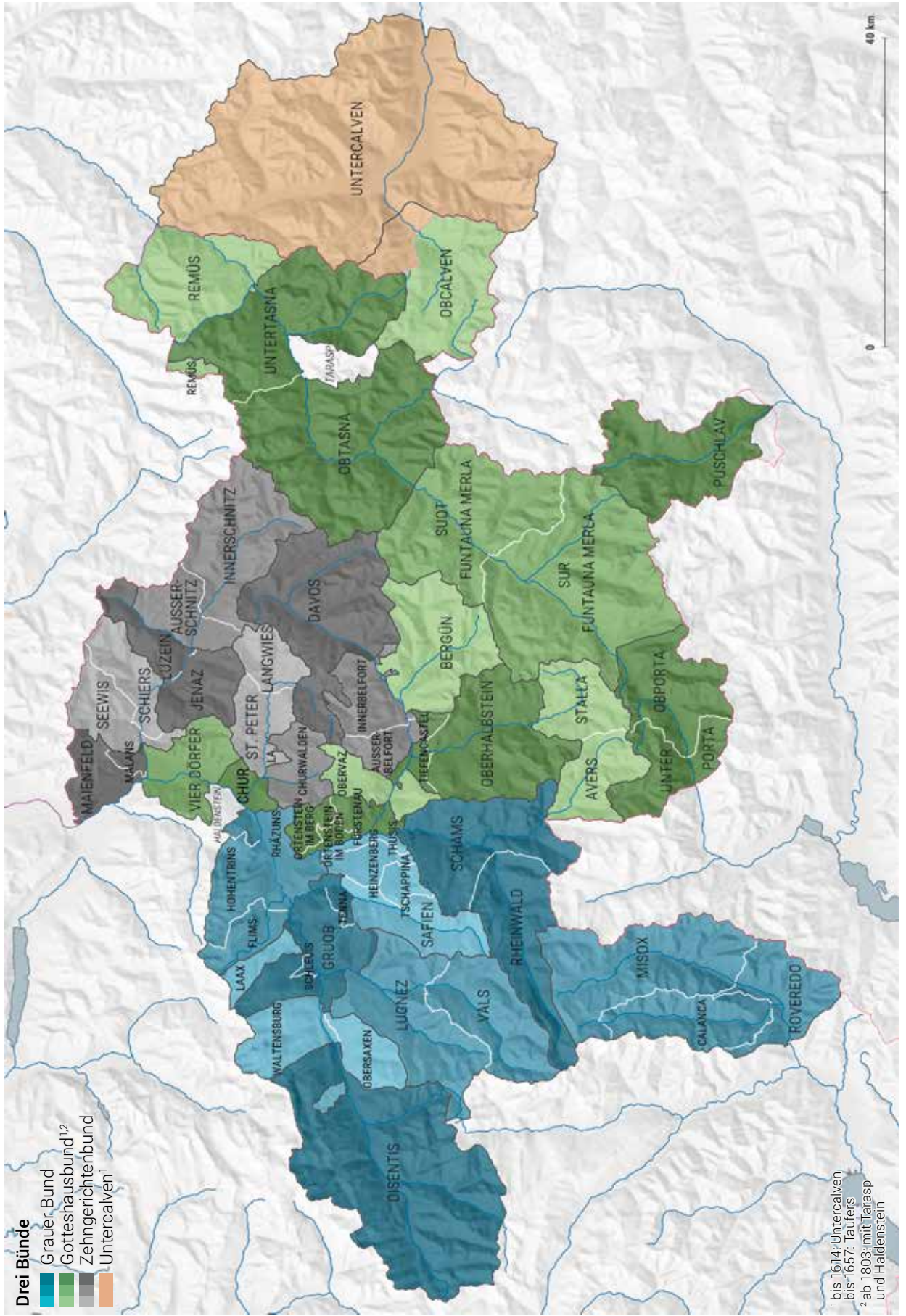
Eine genaue Bilanz der Bündner Gemeinden zu ziehen ist nicht einfach, denn allein die Definition der Gemeinde war lange Zeit unklar. Im Ancien Régime bildeten die Pfarrgemeinden die statistischen Referenzräume, die sich territorial jedoch weitgehend mit den ökonomischen und politischen Nachbarschaften deckten (Saulle Hippenmeyer 2011). Die Zählung von 1803 basierte wohl noch auf den Pfarrgemeinden, alle späteren auf den politischen Gemeinden, wobei alle neu geschaffenen aus Nachbarschaften hervorgingen und keine eigene Pfarrkirche besaßen.

In den beiden Verfassungen von 1803 und 1814 sind nur die Bünde, Hochgerichte und Gerichtsgemeinden erwähnt; wenn von Gemeinden gesprochen wird, sind Gerichtsgemeinden gemeint. Gleichwohl erscheinen in allen Bevölkerungserhebungen der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts die späteren «Gemeinden» als Zählseinheiten. Erst im «Eintheilungsgesetz» von 1851 wurden diese lokalen Einheiten als politische Gemeinden anerkannt, doch sollte es noch bis 1874 dauern, bis der Kanton eine abschliessende Gemeindefestlegung vermochte.

Diözese Chur vor 1798: 8 Dekanate, Pfarrgemeinden vor der Reformation



Kanton Graubünden bis 1851: Die drei Bünde und ihre Hochgerichte



Nimmt man die Bevölkerungserhebungen als Referenz, so bestanden im Jahr 1780 wohl 205 Kirchgemeinden, im Jahr 1803 noch 198 Einheiten, wobei deren rechtlicher Status aus den Publikationen nicht hervorgeht. 1808 waren es 206 Gemeinden. Anlässlich der Mannschaftszählung von 1829 wurden 215 Gemeinden ausgewiesen, während in den Volkszählungen von 1835 und 1838 zweimal die gleichen 228 Einheiten erfasst wurden und 232 Gemeinden in der eidgenössischen Volkszählung von 1850, zwei weniger als in der Liste des «Eintheilungsgesetzes» vom 1. April 1851 (St. Martin, Fardün und Hinter Valzeina fehlen in der VZ, Sculms ist dagegen als Hof aufgeführt). Besonders viele Gemeinden sind 1851 in den Kreisen Lumnezia, Schams, Val Calanca, Sursès und Val Müstair offiziell anerkannt worden. 1860 war das Maximum von 233 Gemeinden erreicht. Nach einer Reihe von Fusionen und Zuteilungen von Höfen verblieben noch 222 Gemeinden in der Volkszählung 1870. Ihre Zahl blieb bis 1970 weitgehend stabil (220).

Bei der folgenden Aufzählung werden zunächst zwei kleine Gruppen von statistischen Einheiten besprochen, die wir nicht in die Tabellen aufgenommen haben, da es sich um Unterteilungen handelt, so drei Pfarrefilialen in den Engadiner Gemeinden S-chanf (Cinuos-chel und Susauna) und Zernez (Brail) in der Erhebung von 1780. In verschiedenen Zählungen wurden die Einwohnerzahlen von Gemeindefraktionen als Untergruppe angegeben, so 1780 in Mesocco, 1803 in Davos, 1808 in Klosters, mehrmals in Safien, sowie 1835 in Luzein (Dalvazza) und Tschlin (Martina). In Davos und Safien bildeten die Fraktionen sogar eigene Kirchgemeinden.

Eine dritte Gruppe von meist sehr kleinen Orten umfasst die sogenannten «Höfe», deren Zugehörigkeit zu einer Gemeinde in den ersten eidgenössischen Volkszählungen unbestimmt war, so 1850 Sculms (1854 von Bonaduz zu Versam), 1860 Sigg (zu Schiers, später Valzeina), 1860 Cavadura (zu Grösch), 1860 Says (zu Trimmis, ab 1880 selbständig) sowie 1870 Übernolla (zu Thusis). Die Höfe wurden in den eidgenössischen Volkszählungen als eigenständige Orte behandelt.

Politisch kam um 1800 die Trennung von Versam aus Valendas zum Abschluss. 1837 erfolgte die Aufspaltung von Ferrera in Ausser- und Innerferrera, 1845 die Trennung von Pratval aus Almens und 1848 diejenige von Rothenbrunnen aus Tomils. In der «Gemeindeeintheilung» von 1851 wurden viele Gemeinden neu geschaffen, auch solche, die schon in früheren Erhebungen erwähnt waren. In dieser Liste finden sich Arosa (aus Davos), Camuns und Peiden (aus Cumbel), Duvin und Uors (aus Tersnaus), Reischen (aus Zillis), Fardün (aus Patzen), Buseno, Castaneda, Cauco und Sta. Maria (aus Calanca interiore), Arvigo, Augio, Braggio, Landarenca, Rossa, Sta. Domenica, Selma (aus Calanca esteriore), St. Antönien Ascharina und St. Antönien Rüti (aus Saas), sowie 1854 Fuldera und Lü (aus Tschieriv), Hinter Valzeina (aus Trimmis) sowie Mastrils (aus Zizers).

Ab Einsetzen der eidgenössischen Volkszählungen ab 1850 wird die Zahl der Gemeindeänderungen überblickbar, wird von den bereits erwähnten Höfen abgesehen: 1878 verselbständigte sich St. Martin von Tersnaus, 1880 Says von Trimmis. Zwei Gemeinden verloren ihre Unabhängigkeit temporär, nämlich Surava zu Brienz (1869–1883) und Strada in Ilanz (in den Zählungen 1880 und 1888). Hingegen verschwanden durch Fusion mit

der Stadt im Jahr 1852 der Hof Chur, 1865 Schuders (Schiers), 1865 Buchen, Pany und Putz (Luzein), 1865 Serneus (Klosters), 1865 Reischen (Zillis), 1879 Lüsai (Lü), 1879 Valpaschun (Valchava), 1891 Hinter Valzeina (Valzeina) – das jedoch nie in einer eidgenössischen Volkszählung verzeichnet war – und 1912 sowie 1920 die Gemeinden Latsch und Stugl (Bergün). 1923 vereinigten sich Casti und Wergenstein sowie 1963 Uors und Peiden. Zwischen 1970 und 2000 sind weitere acht Gemeinden verschwunden: 1971 Casaccia, 1976 Parsonz, 1978 Strada, 1979 St. Antönien Rüti, 1980 Landarenca, 1982 Augio und Sta. Domenica sowie 1999 Rona.

Nach 2000 hat eine ambitionierte Fusionspolitik zu Zusammenschlüssen ganzer Talschaften geführt (Val Müstair 2009, Bregaglia 2010, Safiental 2013, Lumnezia 2013, Arosa 2013, Ilanz/Glion 2014, Albula/Alvra 2015, Sursès 2016, Rheinwald 2019), die den Umfang der alten Gerichtsgemeinden erreichen. Die Zahl der Gemeinden hat sich in zwanzig Jahren halbiert.

Das Kantonsterritorium erfuhr zwischen 1863 und 1874 eine Reihe von Grenzkorrekturen:

Fünf Grenzregulierungen wurden in einer Übereinkunft mit Italien im August 1863 in Tirano ausgefertigt, von denen die wichtigste die Festlegung der Grenze bei Campocologno betraf. (StAGR QR Nr. 520). Zehn Jahre später wurde auch die Grenzziehung auf den beiden Talflanken im untersten Puschlav bestimmt. Sie schlug 1874 das Valle Sajento mit der Ortschaft Cavajone zur Schweiz (StAGR QR Nr. 660). Von den 103 Einwohnerinnen und Einwohnern waren 71 heimatlos und wurden mit Hilfe von Bund und Kanton in Brusio eingebürgert (Botschaft des Bundesrates, 1873).

Im Jahre 1868 schlossen die Schweiz und Österreich eine Grenzvereinbarung bei Finstermünz ab, die der Schweiz den ganzen Ost- und Nordabhang des Piz Mundin im Umfang von 18km² bis zum Inn und Schergenbach zusprach. In einem Addendum gab die Schweiz einen Gebietsstreifen am linken Innufer von Alt-Finstermünz bis zum Schaklhof an Österreich ab (StAGR QR Nr. 583 und 586). Das Gebiet des «Novellabergs» war von Österreich bestritten, weil es die Strasse aus dem Innal zum Reschenpass kontrollierte; vertraglich wurde festgehalten, dass die Schweiz hier keine militärischen Einrichtungen erstellen dürfe.

Bevölkerungserhebungen

Visitationsakten

Das Bischöfliche Archiv Chur bewahrt die Visitationsakten der Bischöfe ab dem Jahr 1595 auf. In den drei überwiegend katholisch gebliebenen Dekanaten «Surselva» (inkl. Urseren), «Ob dem Churer Wald» (Albulatal und Oberhalbstein) sowie «Misox-Calanca» sind denn auch zwischen 1595 und 1790 bis zu 18 Mal bischöfliche Visitationen dokumentiert. Ab dem 17. Jahrhundert finden sich Angaben zur Zahl der Kommunikanten, jedoch sind die Totale der gesamten Bevölkerung («animae») bei den bischöflichen Besuchen erst ab etwa 1735 systematisch erfasst worden, sieht man von der Visitation in der Surselva im Jahre 1658 ab, an der 70% der Pfarreien Schätzungen der Zahl der Seelen liefern konnten. In den Erhebungen des 18. Jahrhunderts finden sich Angaben aus über 80% der Pfarreien in der Surselva (1744 und 1759) und im Dekanat «Ob dem Churer Wald» (1735, 1763 sowie 1775). Am meisten Visitationen mit Angaben der Zahl der Seelen sind aus dem Dekanat Misox-Calanca überliefert (1733, 1746, 1757 und 1763). Albert Fischer (2000), der heutige Leiter des bischöflichen Archivs und Autor der Geschichte des Bistums Chur in zwei Bänden (2017, 2019), hat in seiner Dissertation (2000) das Inventar der Seelen- und Kommunikantenzählungen in den

Dekanaten des Bistums für das 17. Jahrhundert aufgenommen, das wir für das 18. Jahrhundert an Hand der Dokumente aus dem bischöflichen Archiv für die heute bündnerischen Gebiete ergänzten.

Volkszählungen

Im Jahre 1902 hat Constanz von Jecklin, Rektor der Kantonschule, den Artikel «Die ersten Volkszählungen in Graubünden» veröffentlicht. Der Autor hat seine Daten wohl hauptsächlich aus der von ihm zitierten Sekundärliteratur bezogen, denn er erwähnt nur wenige Originaldokumente, die sich heute im Staatsarchiv Graubünden befinden. Die meisten unserer GemeindefListen basieren deshalb auf neuen Berechnungen.

Die Erhebung von 1780 ist auf private Initiative des französischen Geschäftsträgers Ulysses von Salis-Marschlins und des Pfarrers Lucius Pool entstanden. In der Zusammenstellung von Constanz von Jecklin finden sich nur die Angaben aus Maienfeld, dem Prättigau, Schanfigg, Schams und dem Unterengadin. In einem 1933 erschienenen Artikel von Paul von Salis-Soglio wurden die Angaben von Jecklin auf Grund von Daten ergänzt, die der Autor im Salischen Familienarchiv entdeckt hatte. Mit dieser Erweiterung werden rund 60% aller Pfarreien abgedeckt, überwiegend der protestantischen. Die Zählung von 1780 ist nach Männern und Frauen sowie nach drei Altersklassen differenziert und enthält zwei weitere Kolonnen mit den Überschriften «Beysässe, dav. ausser Bünden» und «Beysässe, Ausland» (bei Jecklin fälschlicherweise unter dem Titel «davon im Ausland» wiedergegeben, was nahelegen würde, dass es sich um Abwesende handelt). Salis-Soglio kennzeichnet die Gemeinden, bei denen die «Beisässen ausser Bünden» bereits im Total enthalten sind, sowie andere Gemeinden, bei denen das Total diese ausschliesst. Dagegen sollen in den ausgewiesenen Summen die «Beisässen aus dem Ausland» enthalten sein. Dies scheint unglaubwürdig, wurden doch etwa in der Stadt Chur 949 Bündnerinnen und Bündner, 76 Beisässen von ausserhalb Bündens (also Eidgenossen) und 1118 Beisässen aus dem Ausland gezählt. Für Chur scheint ein Total von 2067 zutreffender als die Salis'sche Summe von 949 Personen, zumal 1803 die Einwohnerzahl 2494 betrug. Auch in anderen Gemeinden im Rheintal und im Engadin sind die Ausländeranteile hoch. Werden die rund 12% «Ausländer» in den 117 Pfarregemeinden hingegen dazugezählt, liegt die Einwohnerzahl in den vergleichbaren Gemeinden Graubündens leicht höher als 22 Jahre später, während die Zahlen von Salis-Marschlins und Jecklin von einer Zunahme ausgehen. Obwohl die Erhebung nicht überall durchgeführt werden konnte, setzte Salis-Marschlins die Bevölkerung Bündens auf 66 766 fest, eine Zahl, die Jecklin aber als zu tief betrachtete.

Es ist allerdings anzunehmen, dass in der Summe der Bündner Bürger die Landes-Abwesenden mitgezählt worden sind. Diese Hypothese würde die beobachtete starke Abnahme der Bevölkerung von 1780 bis 1803 in ländlichen Gebieten, vor allem im Engadin und in den Südtälern erklären, den Gebieten mit traditionell hoher saisonaler und definitiver Emigration. Nimmt man die Daten von 1835 als Grundlage, so waren damals 7% der Bündner Bevölkerung im Ausland abwesend, 3% aus Chur, doch 12% bis 14% aus dem Engadin aus den Südtälern. Unter Annahme,

dass 1780 die Auslandabwesenheit noch etwas geringer war (4%), aber die regionalen Muster identisch (zwischen 2% und 8%), so ergäbe sich ein schwaches Wachstum in den 23 Jahren. Die so berechneten und korrigierten Daten von Paul von Salis-Soglio werden von uns in den katholischen Pfarreien mit den Ergebnissen der Seelenzählungen aus den Jahren um 1760 und/oder 1770 ergänzt. Für rund 10% der Gemeinden mussten die Bevölkerungszahlen geschätzt werden (für die Dörfer im Bergell, am Heinzenberg und im Domleschg, dazu Bivio, Churwalden, Davos, Zizers, Müstair und Sta. Maria). Unsere Schätzung kommt auf eine Bevölkerungszahl von 72 900 für das Jahr 1780.

Da Rätien erst im Herbst 1798 der Helvetischen Republik beigetreten war, nahm es nicht an der Volkszählung 1798 teil. Im Staatsarchiv Graubünden existieren allerdings Dokumente einer helvetischen Erhebung von März 1802, inklusive GemeindefErgebnissen aus den Distrikten Inn, Münstertal und Albula. Diese Volkszählung scheint nie abgeschlossen worden zu sein.

Die zweite erhaltene Zählung wurde ebenfalls von privater Seite initiiert. Carl Ulysses von Salis-Marschlins, Sohn des Ulysses von Salis-Marschlins, liess diese Erhebung 1803 durch seinen Hauslehrer Johann Georg Rösch durchführen (StAGR, B431, auch in Jecklin, 1902, S. 235). Erhalten sind die Ergebnisse in zwei kleinen Heftchen aus dem Jahr 1803 sowie aus Publikationen im Helvetischen Almanach von 1806 (S. 39-44) und in der Zeitschrift «der Neue Sammler» (1806). Constanz von Jecklin schätzte die Erhebung von 1803 als zuverlässig ein, zumal es sich bei der Bevölkerung um «Einwohner» handelt, unter Ausschluss der Abwesenden. Einzig im Unterengadin sollen die Landesabwesenden mitgezählt worden sein, weshalb Carl Ulysses von Salis-Marschlins und Constanz von Jecklin – sowie auch André Schluchter (1988) – hier einen Abzug von 10% bei der Einwohnerzahl vornahmen. Die Erhebung von 1803 ist für unsere Arbeit von grosser Bedeutung, denn sie schreibt sich in die helvetische Zählung ein. Wir sind den Vorgängern gefolgt und haben die Werte von Jecklin übernommen, allerdings mit der Ergänzung der fehlenden Einwohnerzahlen für die beiden kleinen Gemeinden Molinis (70) und Pagig (85).

Die Bevölkerungserhebung von 1808 ist die erste amtliche, die der Kanton Graubünden unternahm. Die Zählung war zur Verteilung der Mannschaft für die französischen Truppen bestimmt. Die GemeindefTotale finden sich im Staatsarchiv in einer Originaltabelle nach den beiden Konfessionen sowie gedruckt im Protokoll des Grossen Rates von 1808 (S. 316–320). Constanz von Jecklin erachtete die Zählung als stark untererfasst, besonders in den franzosenfeindlichen Gebieten wie etwa der Surselva (bis zu 30% tiefere Werte als in der Erhebung von 1803). Die Volkszählung 1808 ist eine wertvolle Quelle für die Gliederung der damaligen Bezirke.

Abgesehen von einer Mannschaftszählung aus dem Jahr 1829 folgte die nächste kantonale Volkszählung erst 1835. Sie wurde mit dem Zweck durchgeführt, die Verteilung der Grossratsmandate anzupassen. Die gewählten Kategorien der Bürgerrechtsklassen waren unklar definiert und zudem in den Originalen auf verschiedenen Blättern verzeichnet, die Constanz von Jecklin (1902) wohl nicht alle zugänglich waren. So hat er in seiner Liste die Abwesenden nicht von der Wohnbevölkerung abgezählt, Georg Wilhelm Röder und Peter Conradin von Tschärner (1838)

hingegen haben alle Kategorien ausgewiesen, allerdings ohne ein Total zu berechnen. Bei den drei Kategorien von Bündner Bürgern mussten Doppelzählungen vorgekommen sein. Eine entsprechende Gemeinde-Tabelle muss Röder und Tschärner zur Verfügung gestanden haben, doch sie erwähnen nur das Total für den Kanton (811 Personen). Da die Tabelle nicht auffindbar ist, haben wir die Totale der Bürger anderer Gemeinden des Kantons proportional reduziert. Die so berechneten Ergebnisse liegen um rund 5% über denjenigen der nächst folgenden Volkszählung aus dem Jahr 1838, deren Gemeinderesultate Jecklin nicht kannte. Zur Durchführung dieser Zählung wurden die Kantone von der eidgenössischen Tagsatzung erstmals im November 1835 und dann im September 1836 mit einem detaillierteren Fragenkatalog aufgefordert. Die vom Kanton Graubünden eingereichten Ergebnisse seiner im Januar 1835 erfolgten Zählung wurden jedoch nicht anerkannt, da sie vor dem Stichdatum aufgenommen worden waren. Schliesslich fand die Bündner Zählung im Januar 1838 statt.

Heute finden sich im Staatsarchiv Graubünden die vollständigen Individualerfassungen der kantonalen Zählung von 1835 und der eidgenössischen von Januar 1838. Die Erhebung von 1835 scheint von besserer Qualität, da sie das Alter der Personen erfasste und nach Haushalten geordnet war, während in den Listen von 1838 die Reihenfolge der Personen zufällig erscheint, das Alter fehlt, dagegen eine Rubrik nach dem Geschlecht aufgeführt ist. In der von uns detailliert untersuchten Testgemeinde Surcuolm ergaben sich jedenfalls bedeutende Lücken in der Liste von 1838. Die Ergebnisse der Zählung von 1838 sind in einer Übersicht nach Gemeinden in zwölf Rubriken erhalten, zudem in einem gleichlautenden Abdruck im Churer Wochenblatt (1840). Die Bündner Regierung unterbreitete der eidgenössischen Tagsatzung am 2. und am 15. März zwei Dokumente, deren Kantons-totale um 4000 Personen differierten und die keinerlei räumliche Unterteilung enthielt. Die Eidgenossenschaft verwendete das richtig addierte tiefere Ergebnis. Auch von der kantonalen Volkszählung 1848 und der ersten eidgenössischen Volkszählung von 1850 sind die Individualdaten erhalten.

Trotz der unbefriedigenden Qualität der Erhebungen enthält die Gemeindetabelle Graubündens alle fünf Serien: die zusammengesetzte und ergänzte Erfassung von 1770/1780, die Ergebnisse der privaten Erhebung von 1803, die untererfasste Volkszählung von 1808, die kantonale Volkszählung von 1835 mit den um die Abwesenden korrigierten Totalen sowie die eidgenössische Volkszählung von 1838. Für die katholischen Pfarreien der drei Dekanate kommen noch die Seelenzählungen aus den Visitationen zwischen 1735 und 1775 hinzu.

Schliesslich sei noch ein Hinweis zur sprachlichen Situation gegeben. In den meisten administrativen Akten dominierte auch im romanischen Sprachgebiet die deutsche Schreibweise. Erst 1943 sind viele Gemeindenamen offiziell romanisiert worden, vereinzelte Namensänderungen folgten bis in die jüngste Vergangenheit. In unserer Tabelle kommt die heutige Schreibweise auch rückwirkend zum Zuge. Dagegen sind im Text und in den Karten die Namen der alten Hochgerichte und Gerichtsgemeinden durchwegs deutsch.

Bevölkerungsentwicklung

In den drei katholischen Dekanaten Surselva, Albulatal und Moësa ergeben die Vergleiche der Kommunikantenerhebungen zwischen 1735 und 1775 leichte bis mässige Bevölkerungsverluste, wohl gefolgt von einer stabilen Phase.

Für den ganzen Kanton schätzen wir im Jahr 1780 etwa 72 900 Einwohnerinnen und Einwohner, verglichen mit 73 052 Personen laut der Zählung von 1803. Das Total der in verschiedenen Regionen stark untererfassten Zählung von 1808 beläuft sich auf 68 450. Für 1835 beträgt das um die Abwesenden korrigierte Einwohnertotal 88 588 (ohne Abzug der Abwesenden sogar 95 945), doch die Volkszählung der Tagsatzung von Januar 1838 kam nur noch auf 84 506 Personen. In der ersten eidgenössischen Volkszählung von 1850 wurde eine Einwohnerzahl von 89 895 ausgewiesen.

Die widersprüchliche Datenlage erlaubt immerhin die Aussagen, dass die Bevölkerung des Kantons im letzten Viertel des 18. Jahrhunderts stagnierte, danach bis 1835 (oder 1838) deutlich anstieg, ab diesem Zeitpunkt jedoch nur noch schwach zunahm, eine Tendenz, die sich in den folgenden Jahrzehnten bis 1888 fortsetzte.

Die regionalen Unterschiede scheinen in der ersten Periode, der Stagnationsphase, eher schwach, was jedoch auch methodenbedingt ist. Neben Chur hebt sich Disentis durch ein mässiges Wachstum hervor. In der Wachstumsphase von 1803 bis 1835 fand eine klare Konzentration auf Chur und Talabschnitte der Rheinkorrekturen (Domleschg, Imboden, Fünf Dörfer) statt, aber auch alle anderen Gebiete gewannen an Bevölkerung dazu. Einzig im Engadin und im Münstertal blieb die Bevölkerungszahl unverändert, im Bergell ging sie sogar deutlich zurück. Zwischen 1835 und 1850 nahm wiederum in der Stadt Chur die Einwohnerzahl am meisten zu, sowie auch im Misox, während in den meisten anderen Hochgerichten die Einwohnerzahl abnahm. Dieses Entwicklungsmuster sollte bis 1880 anhalten, wobei das Oberengadin, Davos und das Prättigau bereits ab 1860 einen Bevölkerungszuwachs verzeichnen konnten. Ab 1880 öffnete sich die Wachstumsschere zwischen touristischen und landwirtschaftlichen Gebieten, verstärkt durch Verluste in vielen Passregionen, in denen das Transportwesen wegen der Öffnung des Gotthardtunnels einbrach.

Literatur

- Arbeitsgruppe Sprachenlandschaft Graubünden, Bericht der «Arbeitsgruppe Sprachenlandschaft Graubünden», 2. Teile, Chur, 23.6.1994.
- Bass Giuseppe, Quantitative Untersuchungen zur Bevölkerungsgeschichte der Lugnezer Pfarreien Camuns, Cumbels, Lumbrein, Pleif, Vigens und Vrin von 1650 bis 1850. Lizentiatsarbeit UniBS, 1977.
- Blickle Peter, Kommunalismus, Skizzen einer gesellschaftlichen Organisationsform, 2 Bde., Oldenbourg, München, 2000.
- Bundi Martin, HLS, Staatsbildung, Kap. 3.2, Regierung und Verwaltung. Verfestigung des Bündnissystems; Verfassung und Landesgesetze. Politisches System des Freistaates der Drei Bünde um 1700.
- Bundi Martin, HLS, Kap. 5.4, Der Verlust des Veltlins und der Untergang des alten Freistaates.
- Collenberg Adolf, HLS, Kap. 4.1, Politische Geschichte ab 1797. Von der Gemeindegewalt zum Kantonstaat.
- Der neue Sammler. Ein gemeinnütziges Archiv für Bünden, herausgegeben von ökonomische Gesellschaft daselbst, 2. Jhg., Erster Band, Chur, Otto'sche Druckerei, 1806, S. 107–110. (Herausgeber: Carl Ulysses von Salis-Marschlins) (Abschrift des Helvetischen Almanachs von 1806). Online: <https://books.google.ch/books?id=05g7AAAACAAJ>, abgerufen am 5.11.2019.
- Fischer Albert, Reformatio et Restitutio. Das Bistum Chur im Zeitalter der tridentinischen Glaubenserneuerung, Chronos, Zürich, 2000.
- Fischer Albert, Das Bistum Chur, Seine Geschichte von den Anfängen bis 1816, Band 1, UVK Universitätsverlag Konstanz, 2017.
- Fischer Albert, Das Bistum Chur, Seine Geschichte von 1816/19 bis zur Gegenwart, Band 2, UVK Universitätsverlag Konstanz, 2019.
- Furer Jean-Jacques, Die aktuelle Lage des Romanischen, BFS, Neuchâtel, 2005.
- Grosjean Georges, Bäuerliche Siedlungs- und Flurformen, in: Atlas der Schweiz, ETHZ, 1965, Blätter 38 und 38a.
- Helvetischer Almanach für das Jahr 1806, Kurze geographisch-statistische Darstellung des Cantons Graubünden. Zürich, bey Orell Füssli & Comp., Online: <https://books.google.ch/books?id=BaxOAAAACAAJ>, abgerufen am 12.11.2019.
- Hilfiker Max und Cranach Philipp von, HLS, Kap. 4.2, Verfassungsgeschichte. Von der Helvetik zum Bundesstaat 1797–1848, sowie von 1848 bis heute.
- Hitz Florian, Rathgeb Christian und Risi Marius (Hrsg.), Gemeinden und Verfassung. Bündner Politik und Gebietsstruktur gestern, heute, morgen. Südostschweiz Buchverlag, Chur/Glarus, 2011.
- Hitz Florian, Fürsten, Vögte und Gemeinden. Politische Kultur zwischen Habsburg und Graubünden im 15. bis 17. Jahrhundert, Hier+Jetzt Baden, 2012.
- Hitz Florian, HLS, Kap. 3.1, Territorialbildung und kommunale Bewegung im Spätmittelalter. Die Herrschaft des Bischofs von Chur.
- Jecklin Constanze von, Die ersten Volkszählungen in Graubünden, in: Zeitschrift für Statistik und Volkswirtschaft, 28. Jhg., 1902, S. 227–235.
- Kaiser Reinhold, HLS, Kap. 2.1, Herrschaft, Politik und Verfassung. Das frühe Mittelalter.
- MacCulloch Diarmaid, Die Reformation 1490–1700, Deutsche Verlags-Anstalt, München, 2003.
- Meyer Werner, HLS, Kap. 2.2, Gesellschaft, Wirtschaft und Kultur. Bevölkerung und Sprachen.
- Pfister Ulrich, HLS, Kap. 3.7.2, Reformation und Katholische Reform.
- Rathgeb Christian, Bündner Verfassungsentwicklung und Gemeindegewalt im 19. Jahrhundert, in: Hitz et al. (Hrsg.), Gemeinden und Verfassung. Bündner Politik und Gebietsstruktur gestern, heute, morgen. Südostschweiz Buchverlag, Chur/Glarus, 2011
- Röder Georg Wilhelm und Tschärner Peter-Conradin von, Der Kanton Graubünden, historisch, geographisch, statistisch geschildert. Historisch-geographisch-statistisches Gemälde der Schweiz, Band 15, Huber und Co., St. Gallen und Bern, 1838, S. 302–318.
- Salis-Soglio, Paul von, Beitrag zur Geschichte der Volkszählungen in Graubünden, in: Bündnerisches Monatsblatt: Zeitschrift für bündnerische Geschichte, Landes- und Volkskunde, 1933, Heft 1, S. 20–25, ETH-Bibliothek, Online: <http://doi.org/10.5169/seals-396720>, abgerufen am 5.11.2019.
- Saulle Hippenmeyer Immacolata, Von «Pfarreruntertanen» zu Kirchgenossen. Kommunale Organisationsformen des kirchlichen Alltags im Spätmittelalter, in: Hitz et al. (Hrsg.), Gemeinden und Verfassung, Südostschweiz Buchverlag Chur/Glarus, 2011, S. 51–62.
- Saulle Hippenmeyer Immacolata, Nachbarschaft, Pfarrei und Gemeinde in Graubünden 1400–1600, Staatsarchiv Graubünden, Chur, 1997. Band 7 und Band 8 (Quellen).
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz, Bundesamt für Statistik, Bern, 1988.
- Verein für Bündner Kulturforschung (Hrsg.), Handbuch der Bündner Geschichte, Verlag Bündner Monatsblatt, Chur, 2000.
- Zinsli Paul, Walser Volkstum, Huber, Frauenfeld, 1968, Online: https://de.wikipedia.org/wiki/Drei_B%C3%BCnde, abgerufen am 5.11.2019.

Quellen

Bischöfliches Archiv Chur (BAC)

BAC 78, Visitationsakten nach Dekanaten: 781 Churer Gebiet, 782 Surselva, 783 Ob dem Churer Wald, 784 Engadin, 785 Miso-Calanca, 786 Unter der Landquart, 787 Walgau, 788 Vinschgau.

Staatsarchiv Graubünden (StAGR)

StAGR, Tabellen vom 27. Juni 1797 bis 5ten August 1798 als Beilage zum acta Register A VII und VII.

StAGR, B2060/10, Vorschlag zu einer Distriktseinteilung des Kantons Rätien vom 27. April 1799 (mit Angaben über Votanten u. Bevölkerungszahl).

StAGR, B431, Bevölkerung und Flächeninhalt 1803 des Cantons Graubünden, im Herbst 1803 aufgenommen von Magister J. G. Rösch, publiziert in: Schweizerische Nationalzeitung 1803, N°22, 23, 24 (Quelle: Amsteinsche Sammlung).

StAGR, Statistik Volkszählung «1837», II. 12.b, Bevölkerungstabellen 1802.

StAGR, CB III. Sig.333, Protokoll des Grossen Rates 1806/07 (mit Ergänzungen 1808), Tabelle der Bevölkerung des Standes Graubünden, aufgenommen im Jahr 1808 (S. 316-320).

StAGR, Statistik Volkszählungen II 12b, 1802–1850, Bund 1, Volkszählung 1813, Verzeichnis der Anzahl protestantischen und katholischen Einwohner im Kanton Graubünden (entspricht der Zählung 1808).

StAGR, Statistik Volkszählung «1837», II. 12.b, Volkszählung (Repräsentanz) 1808 & 1809.

StAGR, Statistik Volkszählung «1837», II. 12.b, Verzeichnis der Anzahl protestantischer u. Katholischer Einwohner im Kanton Graubünden, Volkszählung 1813.

StAGR, Statistik Volkszählung «1837», II 12b, Zaehlung der Mannschaft zwischen 16 und 60 Jahren, 1829.

Volkszählung 1835, CB IV 13. (stichprobenweise Konsultation der individuellen Daten in den Originalrecords von 1835 auf Microfichen).

StAGR, Statistik Volkszählungen, 1. Bund «1837», II 12b, Tabelle ohne Titel und Jahresangabe. Hochgerichts- und Gemeindedaten nach vier Kolonnen (I, Gemeinde- und gleichzeitig Kantonsbürger; II, Gemeindebürger/-angehörige jedoch nicht Kantonsbürger; III, Bürger anderer Bündner Gemeinden, IV, Total) (darin fehlen also die Bürger anderer Kantone und Ausländer).

StAGR, Statistik Volkszählung «1837», II 12 b, 1. Bund, «Verzeichnis der auswärtig wohnenden Personen» (ohne Datum, entspricht 1835).

StAGR, Statistik Volkszählung «1837», II 12 b, 1. Bund, Recapitulation über die Staatsangehörigen des Cantons Graubünden (nach Hochgerichten, ohne Datum, entspricht 1835).

Roeder Georg Wilhelm und Tscherner Peter Conradin von, Der Kanton Graubünden: historisch, statistisch geschildert. Verlag Huber, St. Gallen, 1838, S. 301–321. Online: https://reader.digitale-sammlungen.de/de/fs1/object/display/bsb10483386_00323.html, abgerufen am 16.12.19 (hier inklusive der Kolonne V, Bürger anderer Kantone und Ausländer).

StAGR, Statistik Volkszählung «1837», II 12b, Übersicht der Bevölkerung des Cantons Graubünden auf den Januar 1838 aufgenommenen Zählung.

StAGR, Statistik Volkszählung «1837», II 12b, Verzeichnis derjenigen Gemeinden bei welchen der Unterschied in der Anzahl der Volkszählungs Tabellen von 1835 gegen 1838 mehr als 8% beträgt.

StAGR, Statistik Volkszählung 1848, CB IV/ 025-029 Kantonsbibliothek Graubünden, Churer Wochenblatt, Nr. 9 vom 29.01.1840 und Nr. 10 vom 07.03.1840, «Neueste offizielle Zählung» (entspricht derjenigen von Jan. 1838).

Amtliche Gesetzessammlung des Kantons Graubünden. Bd. 1. Chur, 1860, Gesetz über Eintheilung des Kantons Graubünden in Bezirke und Kreise, in Kraft getreten am 1. April 1851.

Grenzkorrekturen

Bundesblatt vom 7. Januar 1860, Gränzanstand bei Finstermünz, Online: <http://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do?id=10002956>, abgerufen am 10.12.2019, sowie

Novellaberg in Online: <https://de.wikipedia.org/wiki/Novellaberg> (zu wenig dokumentierter Text, besonders bezüglich einer 1766 erfolgten neuen Grenzziehung zugunsten Österreichs)

Staatsarchiv Graubünden (StAGR)

Grenzlinie beim Sasso del Gallo, 660, Nr. 1324, Tirano/Brusio. Grenzbeschreibung. Grenzprotokoll betr, die Grenze Tirano/Brusio beim Sasso del Gallo, vom 27. August 1874, Kopie.

Vr Cl, Nr. 520, Übereinkunft zwischen der Schweiz und Italien betr. Festlegung der Grenze zwischen dem Kanton Graubünden und Italien (Splügen, Castasegna, Stifser Joch, Val di Lei, Brusio), 27. August 1863 / 22. August 1864.

Kanton Graubünden

(ts-x-01-2223-GR)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit		KE	KE	PE	PE	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Graubünden							1735k	1763k	1780	1803	1808	1835	1838	1850
Albula							1735	1763						
Bernina							1730	1754						
Glennert, Vorderrhein							1744	1759						
Moësa							1746	1763						
3501 Alvaschein	GO						122	153	89	123	125'	179	130	156
3502 Mon	GO						110	110	98	114	115'	148	145	155
3503 Mutten	GO								126	98	79	126	128	132
3504 Stierva	GO						102	110	100'	112	112	163	144	179
3505 Tiefencastel	GO						156	160'	127	120	112'	84	120	135
3506 Vaz/Oberfaz	GO						554	573	600'	713	675	812	791	886
3511 Alvaneu	ZB						302	287	291 ^e	247	247	353	362	354
3512 Brienz/Brinzauls	ZB						100	100	120 ^e	117'	111	190	187	191
3513 Lantsch/Lenz	ZB						204	202	200 ^e	221	247	278	314	353
3514 Schmitten	ZB						112	109	100 ^e	102	102	192	187	205
3515 Surava	ZB	1883	3512	1869	3512		80	90'	100 ^e	93'	88	153	135	159
3521 Bergün/Bravuogn	GO								402	350	305	417	420	432
3522 Filisur	GO								259	117'	174	297	295	280
3528 Latsch	GO			1912	3521				127	145	112	140	141	141
3529 Stuls	GO			1920	3521				84	47'	44	64	61	64
3523 Wiesen	ZB								175	188	188	218	189	211
3531 Bivio	GO						46		150'	145'	182	210	227	211
3532 Cunter	GO						130	130	191	160	131	178	156	182
3533 Marmorera	GO						116	166'	130 ^e	112'	143	151	185	156
3534 Mulegns	GO						208'	113	115	85'	77'	78	95	120
3535 Parsonz	GO						108	90	91	89	107	107	103	123
3536 Riom	GO						289	270	233 ^e	252	265	273	263	294
3537 Rona	GO								124	83'	75'	105	92	131
3538 Salouf	GO						280'	280	270 ^e	272	234	348	328	413
3539 Savognin	GO						380	343	360	365	385	406	424	469
3540 Sur	GO							110	115	123'	112'	134	137	163
3541 Tinizong	GO						365	300	340	347	336	366	365	413
Bezirk Albula							3 764	3 696	5 117'	4 940	4 883	6 170	6 124	6 708
3551 Brusio	GO						580 ^P	505 ^P	500 ^e	620	500'	925	952	1 000
3561 Poschivao	GO						1 600 ^P	1 520 ^P	2 100 ^e	2 400	2 177'	2 675	2 630	2 888
Distretto di Bernina							2 180 ^P	2 025 ^P	2 600 ^e	3 020	2 677	3 600	3 582	3 888
3571 Castrisch	GB								359	275	303	410	435	469
3572 Falera	GB						160	170	401	350	347	387	378	415
3573 Flond	GB								192	182	182	211	219	192
3574 Ilanz	GB								466	426	337	546	492	613
3575 Laax	GB						380	290	230'	195	180	202	219	277
3576 Ladir	GB						123	89	110'	102	91	106	78	98
3577 Luven	GB								357	301	267	318	276	297
3578 Pitasch	GB								121	90	86	106	106	96
3579 Riein	GB								312	238	234	224	249	218
3580 Ruschein	GB						230	215	247'	225	212	251	231	245
3581 Sagogn	GB						553	496	400	399	407	551	489	535

Kanton Graubünden

(ts-x-01-2223-GR)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit		KE	KE	PE	PE	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Graubünden							1735k	1763k	1780	1803	1808	1835	1838	1850
Albula							1735	1763						
Bernina							1730	1754						
Glenner, Vorderrhein							1744	1759						
Moësa							1746	1763						
3582 Schluain	GB								230'	228	235	401	383	366
3583 Schnaus	GB								120'	100	110	130	122	126
3584 Sevgein	GB						180	160	150'	152	139	180	163	173
3585 Strada	GB	>1888	3574	<1880	3574							65	65	56
3586 Valendas	GB							889	463	463	596	536	555	
3587 Versam	GB	1800	3586						357	267	363	322	396	
3591 Camuns	GB	1851	3592				125	130'	200		118	80	77	
3592 Cumbel	GB						300	309		360	406	361	281	278
3593 Duvin	GB	1851	3601						165	117		130	132	105
3594 Degen	GB									24	224	281	251	255
3595 Lumbrein	GB						473	493		630	719	605	529	529
3596 Morissen	GB									223	287	240	250	
3597 Peiden	GB	1851	3592									96	88	91
3598 St. Martin	GB	1878	3601											
3599 Surcasti	GB						160	200'		240		147	133	162
3600 Surcuolm	GB						100	180		135	112	139	106	123
3601 Tersnaus	GB						200	210		250	400	256	231	228
3602 Uors	GB	1851	3601									157	129	156
3603 Vals	GB						523	500		1 000	707	741	736	761
3604 Vignogn	GB						139	140		160	242	188	193	199
3605 Vella	GB						650	684		709	200'	265	234	229
3606 Vrin	GB						340	320		460	365	489	414	466
3611 Andiast	GB						210	220		230	180	270	218	242
3612 Obersaxen	GB						600	650		690	680	820	738	831
3613 Pigniu	GB						65	50		60	72	80	67	70
3614 Rueun	GB						270'	270		334	279	316	329	365
3615 Siat	GB						200	180		203	181	227	262	239
3616 Waltensburg/V.	GB									400	342	431	402	443
Bezirk Glenner									9 500'	10 285	9 192	11 451	10 556	11 226
3631 Almens	GO									201	219	312	291	226
3632 Feldis/Veulden	GO								230	156	146	197	183	164
3633 Fürstenau	GO								170	107	134	187	175	304
3634 Paspels	GO									224	245	286	279	323
3635 Pratval	GO	1845	3631											82
3636 Rodels	GO								164	106	110	132	132	135
3637 Rothenbrunnen	GO	1848	3642							127	75	95	86	92
3638 Scharans	GO								219	336	341	425	422	416
3639 Scheid	GO									219	219	239	240	222
3640 Sils	GO								286	277	270	296	312	295
3641 Trans	GO									84	84	110	91	104
3642 Tumeagl/Tomils	GO									202	197	207	233	226
3651 Safien	GB								658	770	748	802	724	685

Kanton Graubünden

(ts-x-01-2223-GR)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit		KE	KE	PE	PE	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Graubünden							1735k	1763k	1780	1803	1808	1835	1838	1850
Albula							1735	1763						
Bernina							1730	1754						
Glennert, Vorderrhein							1744	1759						
Moësa							1746	1763						
3652 Tenna	GB								174	157	157	197	170	162
3661 Cazis	GB								440	420	353	637	663	755
3662 Flerden	GB									142	148	167	131	122
3663 Masein	GB									198	223	270	247	282
3664 Portein	GB									53'	48	50	62	65
3665 Präz	GB									286	261	378	327	303
3666 Sarn	GB									220'	203	241	244	259
3667 Tartar	GB									120'	108	171	151	170
3668 Thusis	GB								566	557	474	772	718	769
3669 Tschappina	GB									330	335	347	288	251
3679 Ueberröll	GB	<1870	3668	>1870	3668									
3670 Urmein	GB									158	162	163	135	133
Bezirk Heinzenberg									5 000 ^e	5 450	5 260	6 681	6 304	6 545
3681 Avers	GO								371	370	311	319	288	293
3691 Hinterrhein	GB								179	150	138	161	161	163
3692 Medels	GB								161	119	125	108	98	89
3693 Nufenen	GB								515	299	309	391	373	344
3694 Splügen	GB								341	279	280	418	449	494
3695 Sufers	GB								201	201	205	205	197	184
3701 Andeer	GB								530	402	408	521	594	591
3702 Ausserferrera	GB								169	140'	110	127	137	167
3703 Casti	GB									22'		25	24	27
3704 Clugen/Clugin	GB									46'		48	53	59
3705 Donat/Donath	GB								392	132'	338	158	148	188
3716 Farden/Fardün	GB	1851	3709	1875	3709					50'		63	62	
3706 Innerferrera	GB	1837	3702							80'	57	81	76	106
3707 Lon/Lohn	GB								131	110	80	94	90	97
3708 Maton/Mathon	GB								252	215'	123	127	102	111
3709 Pazen/Patzen	GB									34'		44	40	88
3710 Pignia	GB									129	121	139	155	177
3711 Rongellen	GB								77	70'	83	55	74	63
3718 Reschen/Reischen	GB	1851	3712	1865	3712					81	64	83	90	86
3717 Wergenstein	GB			1923	3703					42'	68	76	54	68
3712 Zillis/Ziran	GB								336	210'	204	278	295	306
Bezirk Hinterrhein									3 655	3 181	3 024	3 521	3 560	3 701
3721 Bonaduz	GB								299	322	295	629	626	514
3722 Domat/Ems	GB								658	600	663	981	1 029	1 247
3723 Rhäzüns	GB								241	220	256	478	410	508
3729 Sculms	GB	<1850	3721	1854	3587									67
3731 Felsberg	GB								456	400	368	499	538	482
3732 Flims	GB								752	762	762	909	819	906
3733 Tamins	GB								513	500	516	908	826	770
3734 Trin	GB								794	685	680	992	951	919
Bezirk Imboden									3 713	3 489	3 540	5 396	5 199	5 413

Kanton Graubünden

(ts-x-01-2223-GR)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit		KE	KE	PE	PE	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Graubünden							1735k	1763k	1780	1803	1808	1835	1838	1850
Albula							1735	1763						
Bernina							1730	1754						
Glener, Vorderrhein							1744	1759						
Moësa							1746	1763						
3741 Ardez	GO								575	460°	460	554	515	586
3742 Guarda	GO								264	279°	224	290	258	280
3743 Lavin	GO								409	275°	293	306	323	367
3744 Susch	GO								401	331°	293	343	332	401
3745 Tarasp	A/GO	1803	A							288°	315	355	315	357
3746 Zernez	GO								750	353°	458	556	562	603
3751 Ramosch	GO								601	495°	573	602	588	621
3752 Samnaun	GO								350'	303°	266	373	290	313
3753 Tschlin	GO								480'	450°	438	624	580	571
3761 Ftan	GO								733	452°	502	458	517	506
3762 Scuol	GO								846	810°	869	837	805	912
3763 Sent	GO								961	855°	905	926	869	941
Bezirk Inn									6 370	5 351°	5 596	6 224	5 954	6 458
3771 Bondo	GO									235	235	222	207	230
3772 Casaccia	GO									230	230	135	100	96
3773 Castasegna	GO									260	249	166	186	207
3774 Soglio	GO									575	505	476	441	388
3775 Stampa	GO									470	470	340	310	328
3776 Vicosoprano	GO									400	400	276	266	287
3781 Bever	GO									173	150	193	177	181
3782 Celerina/Schl.	GO								468	250	252	322	264	245
3783 Madulain	GO									83	85	65	80	63
3784 Pontresina	GO								320'	290	240	220	262	270
3785 La Punt-Ch.	GO								396	250	232	195	172	232
3786 Samedan	GO								488	440	417	453	394	412
3787 St. Moritz	GO									183	205	250	188	228
3788 S-chanf	GO								575	450	379	393	398	439
3789 Sils i. E./Segl	GO									224	263	192	208	219
3790 Silvaplana	GO								390	233	221	282	182	205
3791 Zuoz	GO								579	430	466	422	407	423
Bezirk Maloja									5 500'	5 176	4 999	4 602	4 242	4 453
3801 Arvigo	GB						297	260'		148'	145	150	154	110
3802 Augio	GB	1851	3801				170	156		164'		152	141	168
3803 Braggio	GB	1851	3801				179	200		153'	211	140	159	123
3804 Buseno	GB	1851	3810				424	300		344	203	295	231	248
3805 Castaneda	GB	1851	3810							200'	129	161	162	188
3806 Cauco	GB	1851	3810				257	205		149	146	106	116	120
3807 Landarenca	GB	1851	3801				138	117		100'	98	112	102	71
3808 Rossa	GB	1851	3801				316	331		268	243	199	178	186
3809 Sta. Domenica	GB	1851	3801				250	138		100'	280	144	85	102
3810 Santa Maria	GB						450	460		223'	207	208	178	206
3811 Selma	GB	1851	3801				60'	77		50'		81	65	73
3821 Lostallo	GB						257	240'		212	218	264	286	363
3822 Mesocco	GB						827	917		862	851	1 081	1 006	1 182

Kanton Graubünden

(ts-x-01-2223-GR)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit		KE	KE	PE	PE	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Graubünden							1735k	1763k	1780	1803	1808	1835	1838	1850
Albula							1735	1763						
Bernina							1730	1754						
Glennert, Vorderrhein							1744	1759						
Moësa							1746	1763						
3823	Soazza	GB					396	350		311	236	258	260	315
3831	Cama	GB					230	200 ⁱ		193	141	180	199	214
3832	Grono	GB					296	290		246 ⁱ	229	301	367	517
3833	Leggia	GB								60 ⁱ	54	76	86	103
3834	Roveredo	GB					630	700		759	578	720	928	1 084
3835	S.Vittore	GB					404	340		326	261	511	482	594
3836	Verdabbio	GB					233	220 ⁱ		145	112	105	159	198
Distretto di Moësa							5 814 ⁱ	5 501 ⁱ	5 300 ⁱ	5 013	4 342	5 244	5 344	6 165
3841	Fuldera	GO	1854	3845						92		122	132	123
3842	Lü	GO	1854	3845						80 ⁱ		61	71	59
3848	Lüsai	GO			1879	3842						21	22	36
3843	Müstair	GO								483	491	456	454	475
3844	Santa Maria V. M.	GO								472	402	411	378	437
3845	Tschierv	GO							398	148		155	141	145
3846	Valchava	GO								145 ⁱ	541	150	144	182
3849	Valpaschun	GO			1879	3846						39	19	26
Bezirk Val Müstair									1 500 ⁱ	1 420	1 434	1 415	1 361	1 483
3851	Davos	ZB							1 800 ⁱ	1 707	1 827	1 950	1 854	1 680
3861	Fideris	ZB							470	378	367	477	476	460
3862	Furna	ZB							226	176	172	230	218	216
3863	Jenaz	ZB							605	600	512	768	766	806
3871	Klosters	ZB							882	947	949	1 222	1 056	982
3879	Serneus	ZB			1865	3871			314	246	265	333	322	320
3881	Conters	ZB							185	160	163	205	206	195
3882	Küblis	ZB							337	370	310	396	384	455
3883	Saas	ZB							410	380	368	586 ⁱ	517 ⁱ	469
3897	Buchen	ZB			1865	3891				240 ⁱ	150	294	298	307
3891	Luzeln	ZB							838	245 ⁱ	225	296	302	297
3898	Pany	ZB			1865	3891				205 ⁱ	211	223	244	235
3899	Putz	ZB			1865	3891				70 ⁱ	71	90	84	115
3892	St. Ant. Ascharina	ZB	1851	3883						160 ⁱ	152 ⁱ	170 ⁱ	150 ⁱ	146
3893	St. Ant. Castels	ZB							448	170 ⁱ	161 ⁱ	237	160	165
3894	St. Ant. Rüti	ZB	1851	3883						70 ⁱ	67 ⁱ	80 ⁱ	60 ⁱ	59
Bezirk Oberland- quart									6 515 ⁱ	6 124	5 970	7 557	7 097	6 907
3901	Chur	GO							2 067	2 494	2 321	5 224	5 199	5 943
3909	Chur Hof	A/GO			1852	3901								240
3911	Churwalden	ZB							440 ⁱ	436	370	620	638	695
3912	Malix	ZB							312	310	301	424	402	426
3913	Parpan	ZB							137	114	59	95	106	92
3914	Praden	ZB							150 ⁱ	150	138	136	132	144
3915	Tschiertschen	ZB							123	130	111	143	123	124

Kanton Graubünden

(ts-x-01-2223-GR)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit		KE	KE	PE	PE	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Graubünden							1735k	1763k	1780	1803	1808	1835	1838	1850
Albula							1735	1763						
Bernina							1730	1754						
Glener, Vorderrhein							1744	1759						
Moësa							1746	1763						
3921 Arosa	ZB	1851	3851						91	98				56
3922 Calfreisen	ZB									68'	57	108	89	98
3923 Castiel	ZB							197	57'	54	82	74	72	
3924 Langwies	ZB							306	300	297	401	370	358	
3925 Lüen	ZB								75'	66	125	100	83	
3926 Maladers	ZB							130'	120	135	241	219	253	
3927 Molinis	ZB								70'	68	141	150	135	
3928 Pagig	ZB								85'	75	110	96	78	
3929 Peist	ZB							327	214	166	265	244	236	
3930 St. Peter	ZB							312	197	197	98	106	108	
Bezirk Plessur								4 592'	4 918	4 415	8 213	8 048	9 141	
3941 Haldenstein	HA/GO							317'	349	335	537	513	492	
3942 Igis	GO							485'	461	432	719	634	637	
3943 Mastrils	GO	1854	3947					330'	332	171	493	503	460	
3944 Says	GO	1880	3945											
3945 Trimmis	GO							344	735	532	1 081	1 010	888	
3946 Untervaz	GO							740'	729	652	1 143	1 145	1 097	
3947 Zizers	GO							790'	776	607	958	989	925	
3951 Fläsch	ZB							420	366	367	469	423	441	
3952 Jenins	ZB							416	453	391	478	497	458	
3953 Maienfeld	ZB							868	893	787	1 189	1 124	1 232	
3954 Malans	ZB							791	800	738	1 019	947	912	
3968 Cavadura	ZB	<1860	3961	1865	3961									
3961 Grösch	ZB							494	442	434	774	610	614	
3962 Schiers	ZB							1 130	1 084	1 090'	1 502	1 465	1 627	
3969 Schuders	ZB			1865	3962			106	121	120'	116	128	114	
3971 Fanas	ZB							352	330	340	409	367	373	
3978 Schmitten	ZB	<1780	3972	>1780	3972			150						
3972 Seewis	ZB							729	710	685	808	773	791	
3979 Sigg	ZB	<1860	3962	1880	3973									
3973 Valzeina	ZB							190	180	116	158	177	243	
3974 Hinter Valzeina	GO	1854	3945	1891	3973									
Bezirk Unterlandquart								8 652'	8 761	7 797	11 853	11 305	11 304	
3981 Breil/Brigels	GB						825	794		1 030	900	1 088	930	1 086
3982 Disentis/Mustér	GB						900	950		1 040	943	1 326	1 284	1 260
3983 Medel	GB						550	600		610	610	707	590	609
3984 Schlans	GB						116	120'		130	86	105	116	169
3985 Sumvitg	GB						879	872		1 420	1 050	1 312	1 194	1 353
3986 Tujetsch	GB						850	761		900	900	1 098	837	979
3987 Trun	GB						600	530		800	825	1 016	879	1 047
Bezirk Vorderrhein							4 720	4 627'	5 000'	5 930	5 314	6 652	5 830	6 503

Kanton Graubünden

(ts-x-01-2223-GR)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit		KE	KE	PE	PE	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Graubünden							1735k	1763k	1780	1803	1808	1835	1838	1850
Albula							1735	1763						
Bernina							1730	1754						
Glenner, Vorderrhein							1744	1759						
Moësa							1746	1763						
Kanton Graubünden									73 014	73 058	68 443	88 579	84 506	89 895
GR, Referenzen									72 903	68 450	95 247	84 506	89 895	

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 PE Erhebungen Privater
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

A Österreich
 GB Grauer Bund
 GO Gotteshausbund
 HA Haldenstein
 ZB Zehngerichtenbund

Korrekturen an Gemeindedaten:

^c korrigiert
ⁱ imputiert
^p hochgerechnet
^r aufgeteilt

Bemerkungen:

um 1730/46 und 1754/63: Churer und Comer Kommunikanten-Erhebungen (Brusio und Poschiavo ohne den reformierten Bevölkerungsteil)
 1780: Unvollständige Erhebung; eigene Schätzung der Bezirksergebnisse
 1803: gegenüber Jecklin (1902) und Schluchter (1988) zusätzlich 155 Personen in Molinis und Pagig
 1808: geringe Additionsfehler
 1835: Das Total von 88579 enthält die Abwesenden nicht; im Total von Jecklin (1902) sind diese jedoch inbegriffen (95247).
 1838: Das Referenztotal entspricht der originalen Auszählung.

Kanton Aargau

Lektorat durch Andreas Steigmeier, Historiker, Baden



Einleitung

Vier grosse Flüsse der schweizerischen Alpennordseite – Limmat, Reuss, Aare und Rhein – vereinen sich im Kanton Aargau. Diese geostrategische Lage scheint geradezu prädestiniert zur Herausbildung einer überregionalen Zentralität. In der Tat ist dies historisch mehrfach der Fall gewesen. So war Vindonissa (Windisch bei Brugg) zur Römerzeit eine der drei bedeutenden Siedlungen der Helvetier (neben Aventicum und Augusta Raurica), so wurde die etwas südlicher um 1020 errichtete Habsburg zum Stammsitz der später bedeutendsten monarchischen Dynastie des Römisch-Deutschen Reiches, und so entwickelten sich die Zuzacher Jahrmärkte im 16. Jahrhundert zu den wichtigsten Messen im oberdeutschen Raum.

Im 16. und 17. Jahrhundert wurde die Stadt Baden zum häufigsten Sitzungsort der Tagsatzungen der Alten Eidgenossenschaft, und 1798 kam der Stadt Aarau für einige Monate die Ehre der Hauptstadt der Helvetischen Republik zu. Bedeutende Akteure der Helvetischen Republik und der Mediationszeit hatten starken Bezug zum Aargau, so die Organisatoren der helvetischen Volkszählung beziehungsweise der Pfarrer-Enquête, der Innenminister Albrecht Rengger (1764-1835), der Kulturminister Philipp Albert Stapfer (1766-1840) sowie Johann Heinrich Zschokke (1771–1848).

Die politische Abhängigkeit von den Nachbarstädten Zürich, Bern und Luzern verhinderte jedoch, dass sich im Aargau eine wirtschaftlich dominante Stadt hätte herausbilden können. Der mittelgrosse und bevölkerungsstarke Kanton ist durch ein Netz von Kleinstädten gekennzeichnet, unter denen Aarau und Baden sich hervorheben, und ab 1900 durch einen Teppich von grösseren Ortschaften mit industriellem Charakter, von denen die Zürich und Basel zugewandten ab 1960 immer stärker in den Agglomerationssoz gerieten. Das Gebiet des «Zwischenkantons» entwickelte bereits im Ancien Régime seine spezifischen wirtschaftlichen Stärken, gebunden an Land- und Schiffverkehr, doch wirkten auch die zahlreichen Bäder als wichtige Reiseziele. Das landwirtschaftlich begünstigte Gebiet profitierte im 18. Jahrhundert von verbesserten Anbaumethoden und neuen Verdienstmöglichkeiten in der Heimindustrie, im Freiamt von der Strohflechterei (Sauerländer, HLS). Die Flüsse wurden sehr früh zur Energiegewinnung genutzt (das Kraftwerk Rheinfelden von 1898 war das älteste grosse Flusskraftwerk in Europa), so dass der Aargau im 20. Jahrhundert zu einem Zentrum der Schweizer Elektrizitätswirtschaft wurde.

Der Aargau wird nicht allein durch die grossen Flusstäler geformt, sondern durch zahlreiche Seitentäler der Aare: Rot, Wigger, Suhre, Wyna, Aabach, Bünz und Reuss im Süden, Limmat und Surb im Osten. Nicht nur der Jura ist topografisch fein gegliedert und stark bewaldet, sondern auch der mittelländische Teil des Kantons. Er gehört zu den fruchtbarsten Gegenden der Schweiz, mit dominantem Ackerbau, der nur im Süden dem Feldgrasbau weicht. Vorherrschendes Siedlungsmuster sind im Jura kleine Dörfer, meist in Tallage, mit vereinzelt Aussenhöfen, im Mittelland stattliche Dörfer in den Tälern, durchsetzt auf den Höhen und gegen Süden von Kleinsiedlungen.

Der Kanton Aargau, 1803 von Napoleon bewusst als starkes Gegengewicht zu Bern und Zürich gebildet, wurde aus den drei helvetischen Kantonen Aarau, Baden und Fricktal zusammengesetzt, entsprechend dem bis 1798 bernischen Unteraargau, den ehemaligen Gemeinen Herrschaften Baden und Freie Ämter sowie dem südlich des Rheins gelegenen Gebiet Vorderösterreichs. Der bernische Aargau ist historisch reformiert, das Fricktal, die Freien Ämter und Baden sind katholisch, in letzterem mit einzelnen reformierten Kirchgemeinden und seit dem 17. Jahrhundert mit einer jüdischen Gemeinschaft. In diesem Artikel werden die drei historischen Gebiete in mehreren Kapiteln getrennt behandelt.

Der 1803 geschaffene Kanton baute zielstrebig eine fähige Verwaltung auf, wobei er lange Zeit ein starkes Augenmerk auf die regionalen und konfessionellen Differenzen richten musste. Der Stand der Bevölkerungserhebungen vor 1798 präsentiert sich zwar uneinheitlich, doch erstaunlich reichhaltig. Eine vergleichende Darstellung ist unter Vorbehalten für 1764/1768 möglich. Die helvetische Zählung von 1799 scheint in den beiden Kantonen Aarau und Baden von guter Qualität, wie auch diejenige der späteren Erhebungen von 1803, 1831 und 1837.

Die von Andreas Steigmeier im Rahmen des «Forschungsprojekts Aargau 1798» geleisteten Arbeiten zur Bevölkerungsstatistik sind für unsere Bedürfnisse von grossem Wert. Wir hätten uns vollständig auf die Ergebnisse von Steigmeier stützen können, doch haben wir die Daten bis 1798/1800 anhand der Originale nochmals erfasst. Bei der Beschreibung des Umfelds der Erhebungen und der Quellenkritik nehmen wir stark Bezug auf die Publikation von Steigmeier und auf dessen Literaturhinweise. Steigmeier hat auch ein vollständiges Verzeichnis der territorialen Änderungen seit 1803 angelegt (Landolt Müller Steigmeier 1997).

Geschichte und territoriale Entwicklung

Der Aargau, ein Begriff, der im Hochmittelalter einen viel grösseren Raum bezeichnete, bildete zu keiner Zeit eine territoriale Einheit. Kirchlich gehörten die Gebiete rechts der Aare zur Diözese Konstanz, diejenigen links der Aare und südlich des Rheins zur Diözese Basel. Unter den im 12. und 13. Jahrhundert entstandenen zahlreichen adeligen und klösterlichen Kleinherrschaften setzten sich im Territorialisierungsprozess zunächst die Grafen von Kyburg und danach die Habsburger durch, gestützt durch den Bau von Burgen und die Gründung von Städten. Die Habsburger waren ab dem 14. Jahrhundert zunehmend dem Wachstumsdruck der eidgenössischen Städte Zürich, Bern und Luzern ausgesetzt. 1415 vom deutschen König aufgefordert, die habsburgischen Besitztümer zu übernehmen, besetzte Bern die westlichen Gebiete bis zur Reuss. Nach einigem Zögern eroberten die anderen eidgenössischen Orte gemeinsam die Freien Ämter und die Grafschaft Baden, die zu den ersten «Gemeinen Herrschaften» wurden. Deren Verwaltung sollte in Zukunft zu einer wichtigen Klammer der Eidgenossenschaft werden. Hingegen behielt das Haus Habsburg das Fricktal bis 1797 (Meyer HLS, Stadler 1932).

An den territorialen Verhältnissen, die sich mit den Eroberungszügen von 1415 ergeben hatten, änderte sich bis zum Ende des Ancien Régime nur wenig. Nur Bern gelangen später einige Arrondierungen durch den Gewinn der Juraübergänge aus dem Unteraargau ins Fricktal (1460 Schenkenberg mit dem Bözberg, 1535 Biberstein mit der Staffelegg).

1798 befreite sich der Unteraargau von Bern und schuf den Kanton Aargau oder «Aarau» (so genannt in der helvetischen Zählung wie auch in diesem Artikel), während Baden, die Freien Ämter und das vormals zürcherische Kelleramt südöstlich von Bremgarten den Kanton Baden bildeten (Meier 1997, Staehelin HLS). Diese beiden Kantone standen nicht nur alphabetisch an der Spitze der 19 helvetischen Kantone, sondern der Kanton Aarau übernahm als überzeugter Neuerer auch eine Führungsrolle. Anlässlich der napoleonischen Zusammenfassung der Kantone Aarau, Baden und Fricktal 1803 ergaben sich einige territoriale Änderungen. An der Grenze zu Luzern wurde das Hitzkircher Amt gegen das Amt Merenschwand abgetauscht, während die Limmattaler Gemeinden Schlieren, Dietikon, Unter Oetwil und Hüttikon zu Zürich kamen. Fünf bernische Gemeinden westlich der Wigger wurden dem Aargauer Bezirk Zofingen zugeteilt (Brittnau, Niederwil-Rothrist, Riken-Murgenthal, Strengelbach und Vorderwald).

Vogteien, Distrikte und Bezirke

Im 18. Jahrhundert bestanden im Berner Aargau die vier Munizipalstädte Aarau, Lenzburg, Brugg und Zofingen sowie die sechs Oberämter Lenzburg (das allein die Hälfte des Gebiets einnahm), Aarburg, Biberstein, Kasteln (Schinznach), Königsfelden (das Eigenamt) sowie Schenkenberg (im Jura).

Die Vogtei der Freien Ämter wurde bis 1712 von sieben Orten (ohne Bern) verwaltet und war in 13 Ämter eingeteilt. Nach dem Zweiten Villmergerkrieg 1712 teilten die siegreichen reformierten Stände Bern, Zürich und Glarus das Freiamt in die oberen Ämter,

in denen die katholischen Stände weiterhin mitbestimmen konnten, und in die unteren Ämter mit den Reussübergängen Bremgarten und Mellingen, in denen sie fortan allein regierten.

Die Grafschaft Baden war vor 1798 in die acht inneren Ämter Birmenstorf, Dietikon, Ehrendingen, Gebenstorf, Leuggern, Rohrdorf, Siggenamt und Wettingen gegliedert, sowie in die drei äusseren Ämter Klingnau, Zurzach und Kaiserstuhl. Zu letzterem gehörten auch die Kirchspiele Lienheim und Hohentengen, zu (protestantisch) Zurzach die Ortschaft Kadelburg, alle drei nördlich des Rheins gelegen.

Das Fricktal zählte zu den habsburgisch-österreichischen «Vorlanden», die seit 1752 als eigene Provinz «Vorderösterreich» mit Verwaltungssitz Freiburg im Breisgau konstituiert waren (Bircher 2001). Deren südlichste Teile waren die beidseits des Rheins gelegenen Kameralherrschaften Laufenburg und Rheinfelden (letzteres mit den drei Landschaften Fricktal, Möhlinbach und Rheintal) sowie die vier «Waldstädten am Hochrhein» Rheinfelden, Säkingen, Laufenburg und Waldshut. Die Dörfer Wegensteten und Oeschgen gehörten zur Herrschaft Schönau-Wehr. Das linksrheinische Gebiet, das Fricktal, wurde 1797 französisches Protektorat, 1802 ein eigener Kanton in der Helvetischen Republik und 1803 Teil des Kantons Aargau (Karte AG1).

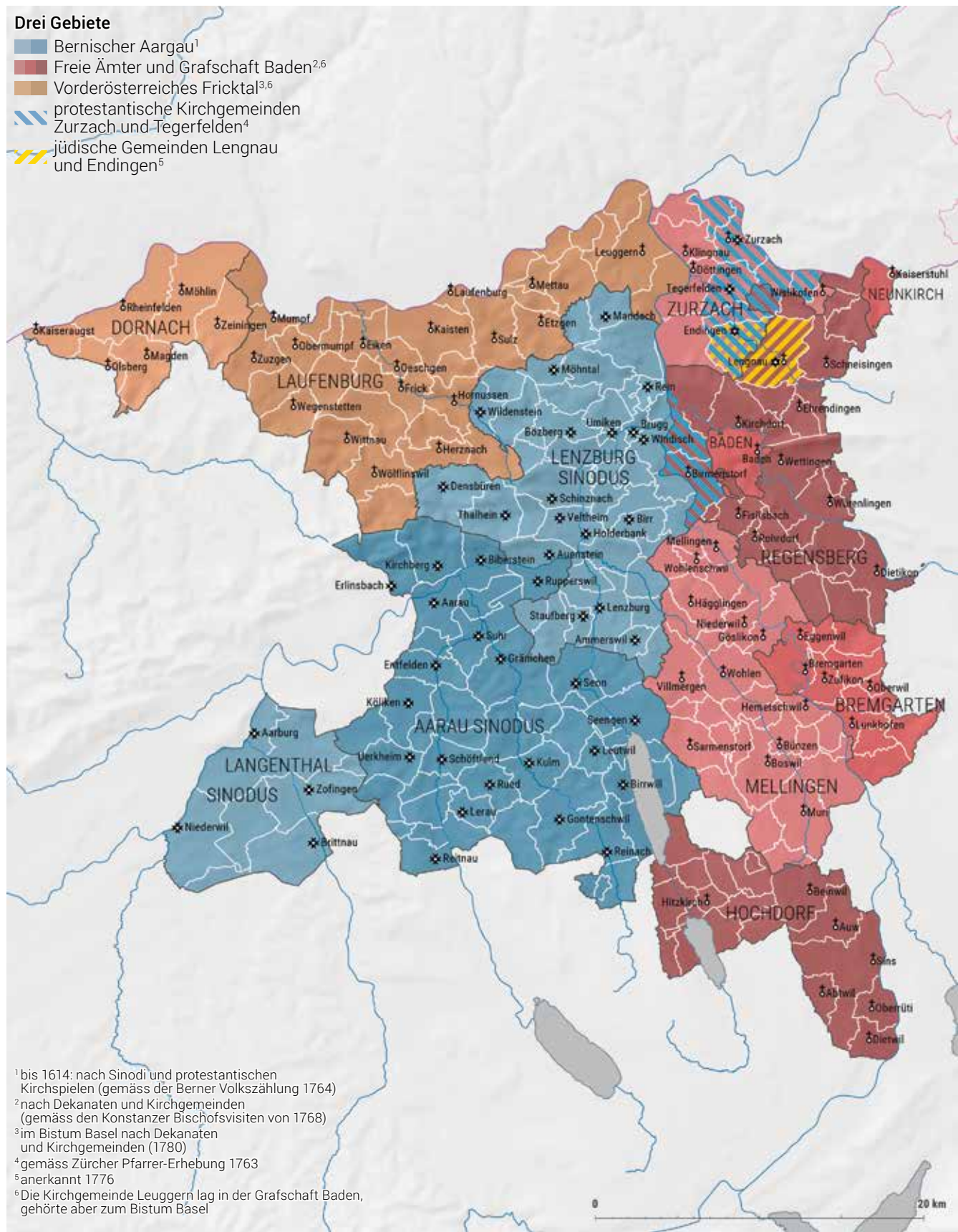
Der helvetische Kanton Aarau gliederte sein Territorium um die historischen Zentren in die ähnlich grossen Distrikte Aarau, Kulm, Zofingen, Lenzburg und Brugg, während der Kanton Baden die Distrikte Baden (nun ohne Urdorf, das zu Zürich kam), Zurzach, Bremgarten, Sarmenstorf und Muri schuf. Der Kanton Fricktal entschied sich 1802 zur Weiterführung der historischen Dreiteilung in die Distrikte Rheinfelden, Frick und Laufenburg (Karte AG2).

Alle sechs Verfassungen des Kantons Aargau (1803, 1814, 1831, 1852, 1885 und 1980) führen dieselben elf Bezirke auf: Aarau, Baden, Bremgarten, Brugg, Kulm, Laufenburg, Lenzburg, Muri, Rheinfelden, Zofingen und Zurzach. Gegenüber der Helvetik verschwanden 1803 die Distrikte Sarmenstorf und Frick. Eine grössere Zahl von Gemeinden wechselten den Bezirk: zunächst die zwölf Gemeinden im Hitzkircher Amt, die zum Kanton Luzern kamen sowie die vier Gemeinden im Limmattal, die zürcherisch wurden. Umgekehrt kamen fünf bernische Gemeinden westlich der Wigger zum Bezirk Zofingen sowie das luzernische Merenschwand zum Bezirk Muri. Innerhalb des Kantons Aargau bedeutete das Verschwinden des Distrikts Frick die Zuteilung von drei Gemeinden zu Rheinfelden und von zwölf zu Laufenburg. Aus Sarmenstorf gingen drei Gemeinden zum Bezirk Muri über und acht zu Bremgarten, das seinerseits sieben an Baden abgab. Baden wurde zudem durch den Gewinn von Würenlingen (aus Zurzach) für den Verlust der Limmattaler Gemeinden entschädigt. Innerhalb des früher bernischen Gebietes fällt die Umteilung von fünf Gemeinden aus dem Distrikt Aarau zum Bezirk Brugg ins Gewicht, andererseits kamen die Gemeinden Holziken aus Zofingen und Hirschthal aus Kulm zu Aarau (Karte AG3).

Seit 1803 blieb nicht nur die Anzahl der Bezirke, sondern auch deren Zusammensetzung unverändert bis ins Jahr 2000. Einzig die Gemeinde Brunegg wechselte 1840 von Brugg zu Lenzburg, und die Gemeinde Unterleibstadt trat 1866 im Zug der Vereinigung mit Oberleibstadt vom Bezirk Laufenburg zum Bezirk Zurzach über.

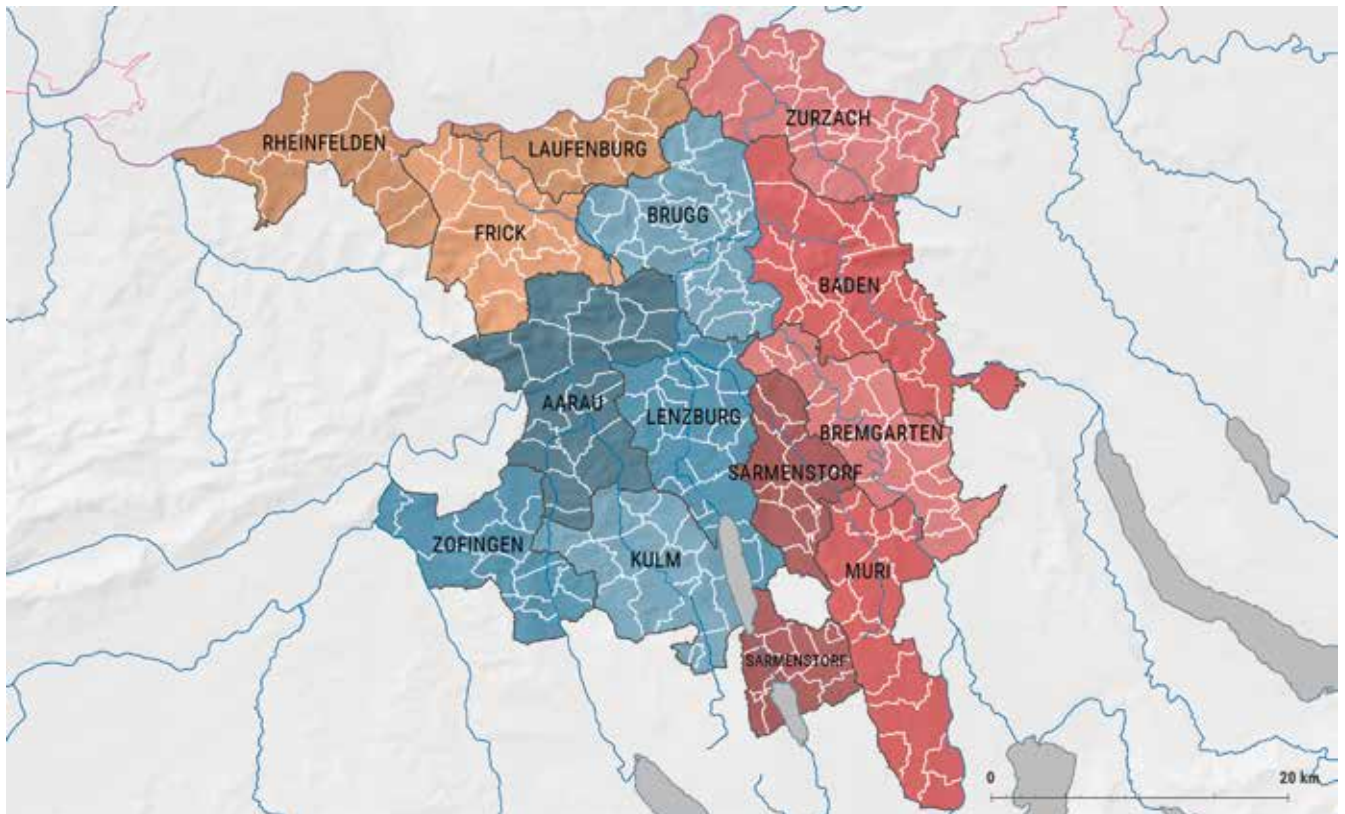
Die kirchliche und politische Gliederung des späteren Kantons Aargau um 1764/68

AG 1



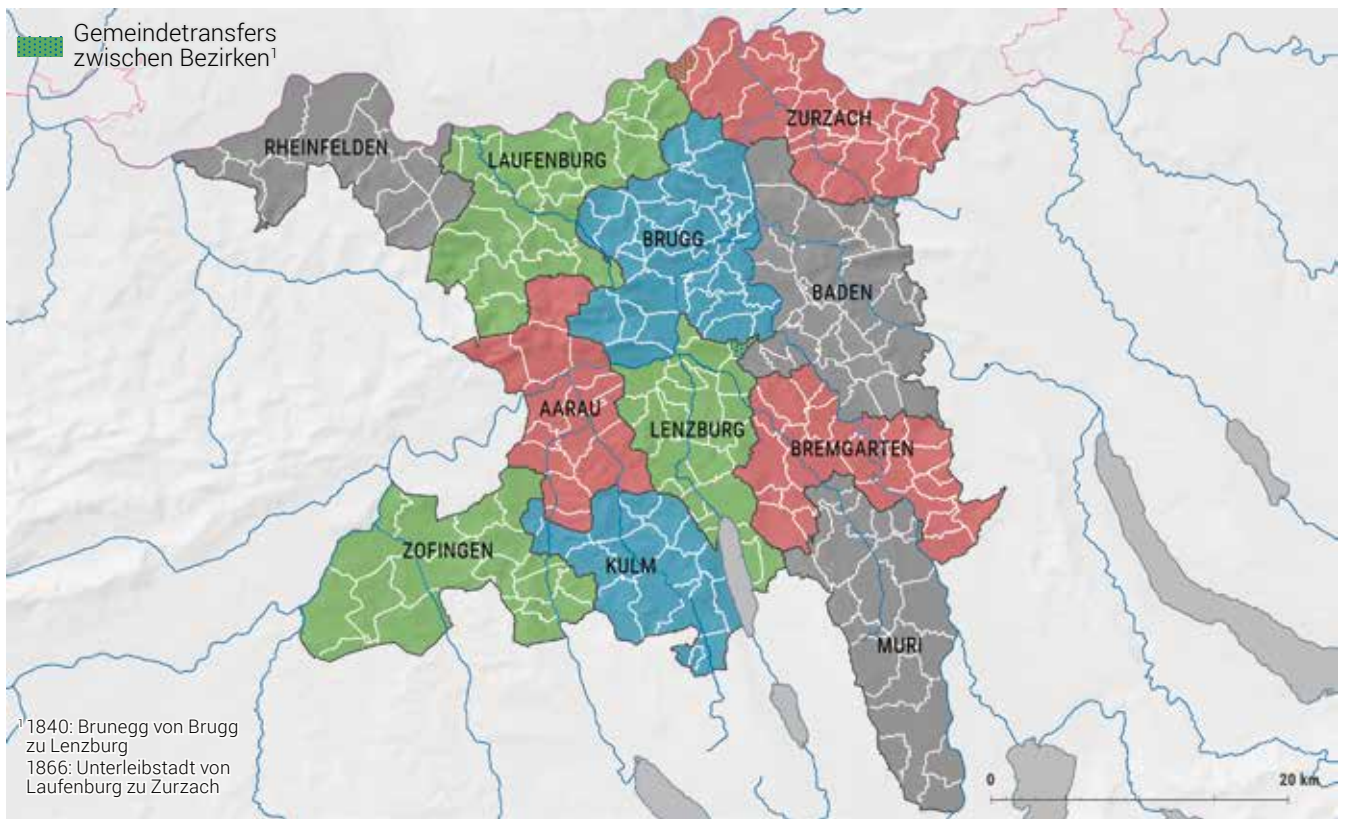
Die Kantone Aar(g)au und Baden (1798-1803) und Fricktal (1802-1803) in der Helvetik und ihre Distrikte

AG 2



Die elf Bezirke des Kantons Aargau 1803 bis heute

AG 3



Kirchgemeinden, politische Gemeinden

Anlässlich der Volkszählung von 1764 zählte der **bernische Aargau** in den drei Sinodi Aarau-Kulm, Lenzburg-Brugg und (Langenthal-)Zofingen 41 protestantische Kirchgemeinden und 107 Dorfgemeinden. Im helvetischen Kanton Aarau gab es 1798 zunächst nur 71 Agentschaften, doch schuf der neue Kanton Aargau 1803 wieder alle früheren Dorfgemeinden, oder sie wurden im Verlauf der folgenden Jahrzehnte wieder gebildet. Das vorrevolutionäre lokale Gemeindemuster hat sich demnach unverändert erhalten, wobei zu bemerken ist, dass Kirchgemeinden wie Bürgergemeinden im bernischen Aargau deutlich bevölkerungsreicher waren als im eidgenössischen Durchschnitt. Die 1764 noch separat aufgeführten Schlösser und Höfe sind 1803 in den Bürgergemeinden aufgegangen, recht viele haben allerdings später noch die Gemeinde gewechselt.

Im katholischen Fricktal erfolgten die Visiten des Bischofs von Basel zwischen 1708 und 1752 in 23 Kirchgemeinden. Anlässlich der Volkszählung von 1768 wurden 22 Kirchgemeinden sowie 38 zumeist eher kleine Gemeinden und fünf Weiler ausgewiesen. Der kurzlebige Kanton Fricktal kannte wohl nur 30 Gemeinden, wird auf die Volkszählung 1800 abgestellt. Im neuen Kanton Aargau wurden fünf frühere Gemeinden wieder anerkannt, bis 1833 drei weitere.

In den **Gemeinen Herrschaften Baden und der Freien Ämter** bestanden Ende des 18. Jahrhunderts 40 katholische Kirchgemeinden, zudem in den paritätischen Ortschaften Zurzach und Tegerfelden zwei protestantische. Seit dem 17. Jahrhundert waren Juden in der Grafschaft Baden toleriert, wurden aber 1776 gezwungen, in einer der beiden Gemeinden Lengnau oder Edingen Wohnsitz zu nehmen, wo 1750 beziehungsweise 1764 zwei Synagogen errichtet worden waren.

Der neugeschaffene Kanton Aargau zählte im Jahr 1803 236 Ortsbürgergemeinden, neben denen sich ab Mitte des 19. Jahrhunderts die Einwohnergemeinden entwickelten (Stahelin HLS). Bis ins Jahr 2000 reduzierte sich die Gemeindezahl bei 20 Zugängen und 24 Abgängen auf 232. Mit einer Ausnahme sind alle Gemeindetrennungen im 19. Jahrhundert erfolgt, während die Fusionen hauptsächlich auf die Zeitspanne 1897–1912 entfielen, nachdem der Kanton die Aufhebung verschuldeter Gemeinden verlangt hatte.

Aufteilungen: 1803 Balzenwil aus Riken, 1803 Dätwil aus Baden, 1803 Ueken aus Herznach, 1803 Wil aus Mettau, 1804 Gipf-Oberfrick aus Frick, 1809 Mühlau aus Merenschwand, 1811 Benzenschwil aus Merenschwand, 1816 Böttstein und Oberleibstadt aus Leuggern, 1816 Schmiedrued aus (Schloss-)Rued, 1819 Ennetbaden aus Baden, 1825 Unterehrendingen aus (Ober-)Ehrendingen, 1832 Full-Reuenthal aus Oberleibstadt, 1833 Etzgen und Oberhofen aus Mettau, 1854 Niederrohrdorf und Remetschwil aus (Ober-)Rohrdorf, 1872 Unterbözberg aus (Ober-)Bözberg, 1883 Turgi aus Gebenstorf (die Ortschaft Turgi existierte um 1800 noch nicht, sondern entstand erst nach dem Bau einer Baumwollspinnerei 1828) und schliesslich hundert Jahre später noch Islisberg aus Arni (1982).

Vereinigungen: 1804 die fünf Gemeinden Busslingen, Niederrohrdorf, Oberrohrdorf, Remetschwil und Staretschwil zu Rohrdorf, 1827 Wissenbach zu Boswil, 1866 das früher österreichische Unterleibstadt mit dem Zurzacher Oberleibstadt zu Leibstadt, 1897 Rein zu Rüfenach, 1898 Alliswil zu Boswil, 1898 Werd zu Rottenschwil, 1898 Mellstorf zu Wislikofen, 1898 Retterswil zu Seon, 1899 Tennwil zu Meisterschwanden, 1899 Kempfhof und Ötlikon zu Würenlos, 1900 Balzenwil zu Riken (Murgenthal), 1900 Wittwil zu Staffelbach, 1900 Altenburg zu Brugg, 1900 Nesselbach zu Niederwil, 1905 Büblikon zu Wohlenschwil, 1908 Lieli zu Oberwil(-Lieli), 1912 Anglikon zu Wohlen, 1939 Waldhäusern zu Bünzen (und Waltenschwil), 1962 Dätwil zu Baden und 1970 Lauffohr zu Brugg.

Seit 2000 haben in einem zunächst etwas zögerlichen Prozess wieder Gemeindefusionen stattgefunden, allerdings verläuft inzwischen die Tendenz zugunsten grossflächiger Zusammenschlüsse.

Bevölkerungserhebungen

Ihrer politischen Geschichte entsprechend unterscheiden sich die Bevölkerungserhebungen des 18. Jahrhunderts in den drei Gebieten des späteren Aargaus: im Berner Aargau ist die umfassende Volkszählung von 1764 als Prunkstück herauszuheben, in der Herrschaft Rheinfelden fanden ab 1758 in regelmässigen Abständen Seelenbeschreibungen statt, während in den Gemeinen Herrschaften Baden und Freie Ämter die vier Seelen- und Kommunikantenerhebungen des Bistums Konstanz (1743, 1749, 1753/54 und 1768) nach Kirchgemeinden zur Verfügung stehen, zudem eine «Generaltable der Bevölkerung der Grafschaft Baden» von 1780.

Die helvetische Volkszählung stammt in den beiden Kantonen Aarau und Baden von Februar 1799; deren Ergebnisse können an Hand der von Frankreich angeordneten «Fricktalischen Volkszählung» von 1800 komplettiert werden.

Im Mai 1803 organisierte der neue Kanton Aargau eine erste Volkszählung, der erst 1831 eine weitere kantonale Erhebung sowie 1837 die von der Tagsatzung verlangte Volkszählung folgten. Aus der langen Zwischenzeit finden sich gemeindeweise Bevölkerungsangaben in den Bezirksbereisungsrapporten von 1815/16, dazu statistische Tabellen aus den Bezirken Rheinfelden (1810, 1814) und Zurzach (1817).

Die Rezeption der historischen Bevölkerungsdaten ist im Aargau zu verschiedenen Zeitpunkten erfolgt. Franz Xaver Bronner greift in seiner 1844 verfassten Schilderung des Kantons Aargau auf die Daten der Volkszählung von 1803 zurück, während die Bezirksbeschreibungen aus den Jahren 1814 und 1815 in den 1940er-Jahren Gegenstand wissenschaftlicher Arbeiten wurden (Ammann 1945, Strebel 1946, Ammann 1947, Mittler und Lüthi 1947, Ammann und Senti 1948). Paul Stadler (1932), Hektor Ammann (1941) und Leopold Döbele (1972) haben Forschungen zur Bevölkerungsentwicklung im Fricktal durchgeführt. Die helvetische Zählung von 1798/99 ist auf der Ebene der Gemeinden erstmals durch Andreas Steigmeier (1997) untersucht worden.

Bernische Volkszählung 1764 (siehe auch die Kapitel Bern und Vaud): Das Berner Unterfangen war die umfassendste Volkszählung des 18. Jahrhunderts in der Schweiz. Sie begnügte sich nicht allein mit der Auszählung der Bevölkerung nach Geschlecht und drei Altersgruppen, sondern verlangte von den Pfarrern, die demografischen Variablen Taufen, Todesfälle, Zuzüge und Wegzüge jahresweise aus den Kirchenbüchern zu erfassen, was theoretisch eine Rückrechnung der Bevölkerung bis 1700 ermöglichte. Jean Borloz (1983) hat die Unterlagen für den Kanton Waadt erfasst und die Methodik beschrieben, Christian Pfister (1995) für den Kanton Bern. Die Ergebnisse von 1764 sind nach Kirchgemeinden, Dorfschaften und einzelnen Weilern ausgewiesen, so dass auch für spätere Gemeinden Vergleichszahlen vorliegen. Die Zählung erfasste gemäss den Vorgaben die dauernd oder vorübergehend wohnhafte Bevölkerung unter Einschluss der

«fremden» Dienstboten, womit die Abwesenden ausgeschlossen sein sollten. Hingegen ist gemäss Pfister wahrscheinlich, dass mobile Gruppen der Unterschicht fehlen. Leider erschwert ein methodisches Problem die Berechnung der Einwohner-totale. Die Tabellengestaltung lässt offen, ob die in einer separaten Kolonne gezählten Witwer und Witwen in den Kolonnen der Altersklassen bereits enthalten sind oder nicht, denn die Dokumente enthalten keine Totale.

Im **Fricktal** sind die Visitationen des Bischofs von Basel in den Archiven des Basler Fürstbistums in Porrentruy seit 1591 dokumentiert, bis anfangs des 18. Jahrhunderts allerdings ohne Angaben der Zahl der Kommunikanten. Zwischen 1708 und 1752 wurden anlässlich von sieben bischöflichen Besuchen die Kommunikanten in den 23 Kirchgemeinden des Dekanats «Sis- und Frickgau» verzeichnet. Leider wurde die Zahl der Nicht-Kommunikanten nie erfragt, was es verunmöglicht, ohne Schätzungen die Zahl aller «Seelen» wiederzugeben. Nach diesem Zeitpunkt wurde die Statistik der Gläubigen nicht fortgeführt, wohl weil die staatlichen Stellen inzwischen aktiv geworden waren. Effektiv hat die österreichische Verwaltung im letzten Drittel des 18. Jahrhunderts zahlreiche Dokumente zu Bodennutzung, Gebäudestruktur, Viehbestand und Bevölkerung in Auftrag gegeben. In der Herrschaft Rheinfelden wurden zwischen 1758 und 1798 im Rahmen von Personen- und Viehzählungen rund zwanzig Mal die Einwohnerzahlen der Kirch- und manchmal der Dorfgemeinden erfasst. Als eigentliche Volkszählung mit Angaben der Haushaltsvorstände kann gemäss Hektor Ammann (1941) die Erhebung von 1768 angesehen werden, die für die Salzzuteilung bestimmt war. Weitere detaillierte Zählungen, für Zwecke der Rekrutierung, stammen von 1788 und 1790. Alle überlieferten Unterlagen beschränken sich auf die Herrschaft Rheinfelden, Daten aus der Herrschaft Laufenburg fehlen.

Baden und Freie Ämter: Die Seelen- und Kommunikantenerhebungen der Jahre 1743, 1749, 1753/54 und 1768 aus dem Bistum Konstanz sind für weite Gebiete der katholischen Deutschschweiz die einzigen demografischen Quellen für die Zeit vor 1798 geblieben. Die Zählung der Kirchenbesucher am Osterfest, vervollständigt durch die Angaben der übrigen Seelen (vor allem der Kinder), scheinen in den Pfarreien der Landdekanate Bremgarten, Mellingen und Regensberg recht sorgfältig erfolgt zu sein, vertraut man dem (vielfach irreführenden) Indikator nicht gerundeter Zahlen. Freilich erfasst diese Quelle weder die protestantische noch die jüdische Bevölkerung und ist damit deutlich unvollständig im Gebiet Baden-Zurzach. Abhilfe kann die im Staatsarchiv Zürich befindliche, von Pfarrer Fridolin Stamm «akribisch erhobene» (Steigmeier 1997) Zählung aus der Grafschaft Baden schaffen, doch stammen die Angaben erst aus den Jahren 1775 bis 1780. In unserer Tabelle sind die Angaben für das Freiamt auf das Jahr 1768 datiert, für Baden-Zurzach auf 1780.

Die helvetische Volkszählung ist die Schlüsselerhebung in dieser Publikation. Die beiden neuen Kantone nahmen die Zählung sorgfältig vor. Der Kanton Aargau konnte die Zählung im Nov./Dez. 1798 abschliessen, der Kanton Baden im folgenden April (Schluchter 1988). Dank der geografisch klaren Zuteilung der Ortsteile und Weiler zu den Kirchgemeinden können die Ergebnisse der späteren Gemeinden, von Windisch abgesehen, aus den Tabellen abgeleitet werden. Andreas Steigmeier (1997) hat

zur Berechnung der Bezirkstotale spätere Teilungsgemeindungen berücksichtigt. Gegenüber André Schluchter (1988) hat er zwei Korrekturen vorgenommen: im Kanton Aarau wurde die Änderung für die Gemeinde Erlinsbach (+ 550 Personen) mit einleuchtenden Argumenten rückgängig gemacht, während im Kanton Baden die in der Zählung unberücksichtigten jüdischen Bewohnerinnen und Bewohner von Lengnau und Endingen (+848 Personen) auf Grund anderer Quellen hinzugezählt wurden (siehe den Exkurs zur jüdischen Bevölkerung im separaten Abschnitt). Die Fricktalische Volkszählung von 1800 wurde von Frankreich organisiert. Das Original befindet sich in Paris und wurde gemäss Steigmeier (1997) von Paul Stadler (1932) benutzt. Diese Zählung, in der die Ortschaft Unterleibstadt fehlt, komplettiert die helvetische Zählung.

Exkurs zur jüdischen Bevölkerung des Aargaus

Die jüdische Bevölkerung fehlt in vielen Bevölkerungserhebungen, so auch in der helvetischen Volkszählung. Zum ersten Mal statistisch erfasst wurden die Juden der beiden Dörfer Lengnau und Endingen durch Pfarrer Stamm 1778. Die Bevölkerung beider Konfessionen wurde anlässlich der Volkszählung 1831 zwar erhoben, doch nicht differenziert ausgewiesen, was jedoch 1837 geschah. Andreas Steigmeier (1997) hat aus verschiedenen Quellen, die die Zahl der Haushaltungen enthalten, die jüdische Bevölkerung für die Jahre 1798 und 1803 geschätzt. Er kommt für das Jahr 1798 auf 477 Personen in Endingen und 371 in Lengnau.

Die Quellen der drei Volkszählungen von 1803, 1831 und 1837 sind im Rahmen unserer Arbeit nicht konsultiert worden. Wir haben die Daten direkt aus der Datenbank von Steigmeier übernommen.

Von der vom Regierungsrat des neuen Kantons angeordneten Zählung von 1803 sind die Totale verschiedener Kategorien nach Gemeinden oder Kirchgemeinden erhalten. Andreas Steigmeier spricht von einer sorgfältigen Erhebung. Das Kantonstotal 1803 liegt um 4% über demjenigen von 1798/99; nach Bezirken sind die Unterschiede für Baden und Bremgarten sowie Rheinfelden und Laufenburg auffallend. Es scheint möglich, dass die helvetische Zählung im Kanton Baden und die französische Volkszählung im Fricktal Lücken aufgewiesen haben könnten.

Die Aargauische Volkszählung von 1831 hat gemäss Andreas Steigmeier keine anderen Spuren hinterlassen als ein handschriftliches Dokument mit der Zusammenfassung der Gemeindergebnisse nach Bezirken. Weder sind Protokolle erhalten, noch Instruktionen oder gedruckte Tabellen überliefert. Auf Grund der handschriftlichen Korrekturen auf dem Original schliesst Steigmeier auf eine seriös erfolgte Zählung.

Die 1835 von der eidgenössischen Tagsatzung beschlossene Durchführung einer Volkszählung zur Bestimmung der Truppenkontingente war im Kanton Aargau noch nicht realisiert, als im November 1836 eine klarer formulierte Aufforderung an die Kantone erging. Die Volkszählung erfolgte zwischen Mitte Januar und Ende Februar 1837 durch die Bezirksamtmänner, gemäss einer Definition des Wohnsitzes, die sich kaum von den ersten eidgenössischen Volkszählungen ab 1850 unterscheidet. Das Staatsarchiv Aargau bewahrt für jeden Bezirk einen umfangreichen Band mit den Originaldaten aus den Gemeinden auf sowie eine Zusammenfassung der Ergebnisse nach Bezirken, Gemeinden und Kreisen (TA13).

Schliesslich sind aus den 1810er-Jahren in verschiedenen Bezirken statistische Erhebungen überliefert, so die Bezirkszählungen von 1810 und 1814 in Rheinfelden oder die statistischen Tabellen für Zurzach aus den Jahren 1813, 1814 und 1815. Die bedeutendsten Dokumente sind jedoch die umfangreichen Bezirksbereisungsrapporte in neun der elf Bezirke. In den sechs Bezirken Aarau, Baden, Laufenburg, Lenzburg, Rheinfelden und Zurzach wurden im Rahmen dieser statistischen Erfassungen auch die Bevölkerungszahlen erfragt. Andreas Steigmeier hat – nach den oben erwähnten Autoren in den 1940er-Jahren – diese zu unterschiedlichen Zeitpunkten und nach unklaren Definitionen erhobenen Daten nochmals erfasst. Ihr besonderer Wert liegt im Umstand, dass sie aus einer Zeit stammen, aus der generell nur wenige Bevölkerungsdaten vorhanden sind.

Bevölkerungsentwicklung

Die ältesten Zeitreihen – und die methodisch am wenigsten überzeugenden – sind die Kommunikantenerhebungen der Bischöfe von Basel und Konstanz. Sie zeigen für die ländlichen katholischen Gebiete im Fricktal in der Periode 1708–1752 eine Stagnation der Bevölkerung an, und für Baden und die Freien Ämter 1743–1768 eine schwache Zunahme von 0,33% pro Jahr.

Für die Jahre 1764/68 ist es mit einigen Interpolationen möglich, ein frühestes Bevölkerungstotal im Gebiet des späteren Kantons Aargau zu bestimmen. Die Addition der Ergebnisse der Berner Volkszählung von 1764, der Kommunikantenerhebung in den Freien Ämtern von 1768 sowie die um die fehlenden Zahlen aus der Stadt Rheinfelden und der Herrschaft Laufenburg ergänzten Ergebnisse der Fricktaler Zählung von 1768, und schliesslich der geschätzten Werte aus Baden und Zurzach (Kombination der Daten der Zählungen von 1780 und die um die Nichtkatholiken erhöhten Daten der Konstanzer Erhebung von 1768) ergibt ein Total von rund 98 500 Personen. 1803 wurden 130 000, 1831 rund 170 000 und 1850 beinahe 200 000 Personen gezählt, was drei starken, im schweizerischen Mittel überdurchschnittlichen Wachstumsperioden entspricht (1764/68–1803: 0,83% pro Jahr, 1803–1831: 0,96%, und 1831–1850: 0,86%). Nimmt man die nur teilweise dokumentierte Erhebung von 1815/16 sowie diejenige von 1837 hinzu, so erweist sich die Zeit von 1815 bis 1837 als besonders dynamisch (je rund 1,20% pro Jahr), entsprechend deutlich tiefer 1803/15 (0,60%) und 1837/50 (0,69%).

Über die ganze Zeit gesehen heben sich trotz regional eher unbedeutenden Wachstumsdifferenzen Aarau und Baden hervor. Im letzten Drittel des 18. Jahrhunderts ist die Bevölkerung im Fricktal und im Berner Aargau (je 0,88%) deutlich gewachsen, doch nur schwach in den Freien Ämtern (0,41%) und im Gebiet Zurzach (0,50%). Zwischen 1803 und 1831 verschiebt sich das Schwergewicht des Wachstums in den südlichen Kantonsteil (neben Aarau besonders in die Bezirke Zofingen, Kulm und Bremgarten), wo sich die Baumwollweberei intensivierte. Danach, zwischen 1831 und 1850, holte der katholische Osten auf, neben Baden, wo die ersten Fabriken entstanden, auch Muri (Strohflechterei), Bremgarten und Zurzach, wie übrigens auch Zofingen.

Nach 1850 trat der Kanton infolge der Getreidekrise in eine lange Periode von Abwanderung und demografischer Stagnation. Der Kanton Aargau erlitt bis 1888 sogar als einziger einen Bevölkerungsverlust. Während dieser Zeit nahmen die regionalen Wachstumsunterschiede deutlich zu und verliefen zugunsten von Baden, Aarau und Zofingen auf der Hauptverkehrsachse, während die Bezirke am Rhein (Zurzach, Laufenburg) und im Süden (Muri, Kulm) an Einwohnerinnen und Einwohnern einbüssten.

Literatur

- Amman Hektor, Die Bevölkerung des Fricktals in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts, in: *Argovia*, 53. Band, 1941, S. 191–199.
- Bezirkschroniken 1945–1948: Ammann Hektor, Der Bezirk Aarau, Zürich, 1945. – Strebel Karl, Das Freiamt, Zürich, 1946. – Ammann Hektor u. a., Lenzburg, Kulm, Zürich, 1947. – Mittler Otto und Lütthi Alfred, Der Bezirk Baden, Zürich, 1947. – Ammann Hektor und Senti Anton, Die Bezirke Brugg, Rheinfelden, Laufenburg und Zurzach, Zürich, 1948. – (Die Bezirkschronik Zofingen ist nicht erschienen).
- Bircher Patrick, Der Kanton Fricktal. Bauern, Bürger und Revolutionäre an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert, Verlag Dorum Fricktal, Laufenburg, 2001.
- Borloz Jean, Le recensement des bailliages immédiats de LL.EE. de Berne dans le Pays de Vaud en 1764, *Mémoire d'histoire moderne suisse*, 20.05.1983, Université de Lausanne.
- Bronner Franz Xaver, Der Kanton Aargau, historisch, geographisch, statistisch geschildert. 2 Bde., St. Gallen, Bern, 1844. Online: <https://www.e-rara.ch/zut/wihibe/content/zoom/8624236>, abgerufen am 6. Oktober 2020. (Bevölkerungsdaten der Volkszählung 1803).
- Döbele Leopold, Bevölkerungsstand des Fricktals im Jahre 1800. Auszug aus der Pfarrchronik von Murg, in: *Vom Jura zum Schwarzwald*, Herausgegeben von der Fricktälisch-Badischen Vereinigung für Heimatkunde, Jahrgänge 1972–1974, Frick, S. 128–129.
- <https://www.e-periodica.ch/digbib/view?pid=vjs-001:1972:46::132#133>, abgerufen am 6. Oktober 2020.
- Herzig Christoph, HLS, Bad Zurzach, Vom Frühmittelalter bis zum 21. Jahrhundert, Version vom 6.02.2018.
- Landolt Pius, Müller Felix und Steigmeier Andreas, Aargauische Statistik um 1800. Kommentare zu den Erhebungen zu Bevölkerung, Wirtschaft, Schule und Kirche. Herausgegeben im Rahmen des «Forschungsprojekts Aargau 1798», Demo, Baden 1997.
- Meier, Bruno et al., Revolution im Aargau. Umsturz – Aufbruch – Widerstand, 1798–1803, Aarau 1997.
- Meyer Werner, HLS, Aargau, Kap. 2, Herrschaft, Politik und Verfassung vom Hochmittelalter bis zum Ende des 18. Jahrhunderts.
- Pfister Christian, Im Strom der Modernisierung. Bevölkerung, Wirtschaft und Umwelt im Kanton Bern 1700–1914. Bern, Stuttgart, Wien 1995.
- Pfister Christian (Hrsg.), Historisch-statistische Datenbank des Kantons Bern, Bern 1994–2006. Online: <http://www.bernhist.ch/>.
- Sauerländer Dominik, HLS, Aargau, Kap. 3, Gesellschaft, Wirtschaft und Kultur vom Hochmittelalter bis ins 18. Jahrhundert.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800. Eine Auswertung der Helvetischen Volkszählung von 1798. Bundesamt für Statistik, Bern 1988 (Amtliche Statistik der Schweiz, Nr. 170).
- StaeHELIN Heinrich, HLS, Kapitel 4.1.1 Der helvetische Kanton Aargau 1798–1803, sowie 4.2.1 Gebietsenteilung, Behörden, Verwaltung.
- Stadler Paul, Vorderösterreichisches Schicksal und Ende: Das Fricktal in den diplomatischen Verhandlungen von 1792 bis 1803, Rheinfelden 1932.
- Steigmeier Andreas, Bevölkerung, in: Landolt Pius, Müller Felix und Steigmeier Andreas, Aargauische Statistik um 1800. Kommentare zu den Erhebungen über Bevölkerung, Wirtschaft, Schule und Kirche, Herausgegeben im Rahmen des «Forschungsprojekts Aargau 1798», Baden 1997, S. 6–30.

Quellen

Bundesarchiv (BAR)

BAR, B Staatsverwaltung im Allgemeinen und Speciellen, Canton Aarau, Bevölkerungstabellen 1799, aufgenommen im November und Dezember 1798, publiziert in 1090k sowie 1090l (hier räumlich differenzierter).

BAR, B Staatsverwaltung im Allgemeinen und Speciellen, Canton Baden, Bevölkerungstabellen 22. April 1799, 1090k sowie 1090l.

Staatsarchiv Kanton Aargau (StAAG)

StAAG, AA 6286/19, Protocollum. Die in hiesiger Cameral-Herrschaft Rheinfelden einzurichtenden kommende Salz Büchlein betr. A*1768, Möhlinbach, Fricktal, Rheintal.

StAAG AA 6286, 2. Einteilung der Landschaft Breisgau (Kameralherrschaft Rheinfelden, Möhlinbach, Fricktal), 1786.

Aargauisches Kantonsblatt, Bd. 2, 1803, S. 28–37, Übersicht der Bevölkerung des Kantons Aargau, im Brachmonat 1803.

StAAG BA.09/0130, Jahresbericht 1810 [Beitrag zur Beschreibung des Bezirks Rheinfelden], 1810–1814.

StAAG R01.IA14/0003, Bezirksbereisungs-Rapporte von 1816.

StAAG DIA02/0846 Statistik Bezirk Zurzach, 1817.

StAAG DIA02/0847 Statistische Übersicht des Kantons Aargau, 1831.

StAAG DIA02/0859, Bevölkerungstabelle über die Bezirke, Gemeinden und Kreise des Kantons Aargau, 1837.

StAAG, Regierungsrat, Volkszählung 1837, pro Bezirk 1 Band.

Archives de l'Ancien Évêché de Bâle (AAEB)

AAEB, A 109 A 15, 1592–1780, Visitationes capituli Sis- et Frickgauriae.

Staatsarchiv Bern (StABE)

StABE, Volkszählung von 1764: Populationstabellen des deutschen Landesteils, 1764 (Serie), B XIII 602, Langenthal und B XIII 604, Aarau-Lenzburg (nach Kirchspielen und nach Gemeinden, Höfen und Ortschaften), sowie 605, Populations-Tabellen nach Kirchspielen und Dorf-Gemeinden. Online: <http://www.query.sta.be.ch/detail.aspx?ID=238182>.

Staatsarchiv Luzern (StALU)

StALU, Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände Ff 222 1744/45 (für 1743), Ff 223 1750 (für 1749), Ff 226 1755 (für 1753/54) und Ff 221 1769 (für 1768). (Bücher mit vergrösserten Kopien der Originale aus dem Jahr 1970, Online: http://reader.digitale-sammlungen.de/de/fs1/object/display/bsb10029766_00103).

Staatsarchiv Zürich (StAZH)

StAZH, 1780, B IX 6, General-Tabell der Stadt, Aemtern und Obervogteyen der Graffschaft Baden 1780.

1634–1763, Band E.II 700.169, Tegerfelden und Zurzach, Sonderkataloge, Kopien von 1972.

Kanton Aargau

(ts-x-01-2223-AG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE/VE	PE	HZ	KVZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Aargau						1743	1764; 68	75/80; 88	1798	1803	1815/16	1831	1837	1850
Bernischer Aargau							1764		1798		1816 zT			
Baden						1743	1768	1778	1798		1816, 17			
Freie Ämter						1743	1768		1798					
Fricktal							1768	1788	1800		1816			
4001	Aarau	BE/AA					1 868		2 458	2 271	3 000	4 200	4 057	4 657
4002	Biberstein	BE/AA					307		388	464	480	619	648	761
4003	Buchs	BE/AA					416		588'	566	700	905	937	935
4004	Densbüren	BE/AA					469		666	725	682	939	1 057	1 167
4005	Erlinsbach	BE/AA					433		544'	523	481	600	768	930
4006	Gränichen	BE/AA					1 226		1 782	1 897	2 100	2 836	2 877	3 038
4007	Hirschthal	BE/AA					219		370	403	400	467	528	581
4008	Küttigen	BE/AA					682		945	1 078	1 100	1 692	1 629	1 847
4009	Muhen	BE/AA					615		858	846	897	1 185	1 215	1 288
4010	Oberentfelden	BE/AA					600		877	943	900	1 453	1 250	1 379
4011	Rohr	BE/AA					129		267'	257	260	293	357	389
4012	Suhr	BE/AA					680		1 080'	1 039	1 300	1 256	1 423	1 422
4013	Unterefelden	BE/AA					262		421'	405	380	577	643	699
	Bezirk Aarau						7 906		11 244	11 417	12 680	17 022	17 389	19 093
4021	Baden	BD/BN				1 680	1 733	1 416	1 202	1 250'	1 300	1 805	1 844	2 745
4022	Bellikon	BD/BN						237	306	245	236	405	415	440
4023	Bergdietikon	BD/BN						361	361	354	351	250	404	491
4024	Birmenstorf	BD/BN				571	613	557	630	639	717	886	897	992
4057	Büblikon	FA/BN		1906	4046				157	203	230	293	321	356
4025	Dättwil	BD/BN	1803	4021				189	192	229	410	341	362	414
4026	Ennetbaden	BD/BN	1819	4021				237	237	267'	300	324	340	451
4027	Fislisbach	BD/BN				247	247	285	342	352	418	581	578	685
4028	Freienwil	BD/BN						231	280	326	333	495	446	506
4029	Gebenstorf	BD/BN						516	630	685	712	783	1 517	1 796
4058	Kempfhof	BD/BN		1900	4048			81	120	120	87	135	130	144
4030	Killwangen	BD/BN						90	119	125	278	156	193	182
4031	Künten	BD/BN						291	340	346	316	487	550	609
4032	Mägenwil	FA/BN							339	314	271	389	438	511
4033	Mellingen	FA/BN				378	405		471	586	580	674	685	746
4034	Neuenhof	BD/BN						179	195	200	239	274	359	394
4035	Niederrohrdorf	BD/BN	1854	4037	1804	4037			255	253	396	315	430	
4036	Oberehrendingen	BD/BN					448	396	224	267	526	310	426	518
4037	Oberrohrdorf	BD/BN					1 513	1 557	267	275	185	366	453	1 489
4038	Obersiggenthal	BD/BN					1 190	1 286	631	624	755	761	996	1 090
4059	Oetlikon	BD/BN			1900	4048			71	76	77	84	126	110
4039	Remetschwil	FA/BN	1854	4037	1804	4037			221	260	290	370	418	
4040	Spreitenbach	BD/BN						383	398	327	458	504	564	669
4041	Stetten	FA/BN						279	315	344	421	451	486	498
4042	Turgi	BD/BN	1883	4029				94						
4043	Unterehrendingen	BD/BN	1825	4036				193	224		280	440	387	440
4044	Untersiggenthal	BD/BN						508	519	559	559	708	814	989
4045	Wettingen	BD/BN					1 000'	900	770	817	847	704	952	1 212
4046	Wohlenschwil	FA/BN					423	465		216	248	244°	328	461

Kanton Aargau

(ts-x-01-2223-AG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE/VE	PE	HZ	KVZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Aargau						1743	1764; 68	75/80; 88	1798	1803	1815/16	1831	1837	1850
Bernischer Aargau							1764		1798		1816 zT			
Baden						1743	1768	1778	1798		1816, 17			
Freie Ämter						1743	1768		1798					
Fricktal							1768	1788	1800		1816			
4047 Würenlingen	BD/BN							607	754	754	797	960	1 003	1 130
4048 Würenlos	BD/BN					839	342	495	378	494	500	532	763	793
4056 Kloster Fahr	BD/BN					25	26	56	58	22		38		
Bezirk Baden						8 314'	9 000'		11 355	12 065	12 947	16 040	18 263	21 544
4089 Anglikon	FA/BN			1914	4082				169	265		396	475	479
4061 Arni	BD/BN								305	314		379	383	432
4062 Berikon	BD/BN								330	299		483	466	549
4063 Bremgarten	FA/BN					841	872		599	756		846	1 007	1 307
4064 Büttikon	FA/BN								188	151		236	241	273
4065 Dottikon	FA/BN								380	430		600	645	713
4066 Eggenwil	FA/BN					301	347		216	219'		282	286	281
4067 Fischbach-G.	FA/BN					285	279		341	325		448	508	569
4068 Hägglingen	FA/BN					1 035	1 063		828	939		1 386	1 490	1 535
4069 Hermetschwil-St.	FA/BN					169	238		210	207		308	328	346
4070 Hilfikon	FA/BN								119	146		162	173	159
4071 Jonen	BD/BN								473	510		667	662	788
4088 Lieli	FA/BN			1909	4074				110	105		174	153	190
4087 Nesselbach	FA/BN			1901	4072				185	178		276	281	289
4072 Niederwil	FA/BN					672	640		317	319		462	474	689
4073 Oberlunkhofen	BD/BN					1 660	1 554		365'	371		559	617	490
4074 Oberwil	BD/BN					619	610		359	368		438	485	544
4075 Rudolfstetten-F.	BD/BN								274	316		408	389	434
4076 Sarmenstorf	FA/BN					1 016	1 306		816	836		983	1 091	1 240
4077 Tägerig	FA/BN								499'	517		850	955	990
4078 Uezwil	FA/BN								168	138		242	279	331
4079 Unterlunkhofen	BD/BN								265	342		335	388	442
4080 Villmergen	FA/BN					1 222	1 335		888	989		1 225	1 372	1 594
4081 Widen	BD/BN								270	280'		346	387	342
4082 Wohlen	FA/BN					1 041	1 197		1 397	1 378		1 991	2 124	2 430
4083 Zufikon	BD/BN					315	309		334	350		478	516	589
4084 Islisberg	BD/BN	1982	4061											
Bezirk Bremgarten						9 176	9 750		10 405	11 048		14 960	16 175	18 025
4128 Altenburg	BE/AA			1901	4095		115		147	154		174	219	191
4091 Auenstein	BE/AA						309		429	447		800	709	752
4092 Birr	BE/AA						344		467'	416		651	549	498
4093 Birrhard	BE/AA						161		249'	221		325	336	365
4094 Bözen	BE/AA						361		399'	424		506	485	539
4095 Brugg	BE/AA						626		703	694		800	929	1 142
4096 Effingen	BE/AA						265		419'	445		420	476	504
4097 Elfingen	BE/AA						79		123'	129		172	173	265
4098 Gallenkirch	BE/AA						64		107'	109		115	116	109
4099 Habsburg	BE/AA						144		211'	224		213	228	176

Kanton Aargau

(ts-x-01-2223-AG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE/VE	PE	HZ	KVZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Aargau						1743	1764; 68	75/80; 88	1798	1803	1815/16	1831	1837	1850
Bernischer Aargau							1764		1798		1816 zT			
Baden						1743	1768	1778	1798		1816, 17			
Freie Ämter						1743	1768		1798					
Fricktal							1768	1788	1800		1816			
4100	Hausen	BE/AA					246		368'	386		635	588	576
4101	Hottwil	BE/AA					195		232'	322		286	317	324
4102	Lauffohr	BE/AA		1970	4095		102		165'	175		190	215	248
4103	Linn	BE/AA					130		136'	139		114	136	171
4104	Lupfig	BE/AA					363		587'	522		647	661	736
4105	Mandach	BE/AA					305		350'	487		538	528	504
4106	Mönthal	BE/AA					253		394	409		486	462	515
4107	Mülligen	BE/AA					151		305'	320		310	355	397
4108	Oberbözberg	BE/AA												
4109	Oberflachs	BE/AA					215		307'	344		317	466	512
4129	Rein	BE/AA		1898	4112		154		160'	170		184	205	158
4110	Remigen	BE/AA					318		319'	338		431	553	690
4111	Riniken	BE/AA					213		279'	314		424	346	338
4112	Rüfenach	BE/AA					124		135'	143		135	204	212
4113	Scherz	BE/AA					181		352'	313		303	354	346
4114	Schinznach-Bad	BE/AA					90		142'	126		155	224	210
4115	Schinznach-Dorf	BE/AA					838		976'	1 108		1 422	1 423	1 334
4116	Stilli	BE/AA					259		282'	299		358	372	392
4117	Thalheim	BE/AA					461		617	632		787	988	1 117
4118	Umiken	BE/AA					143		180'	203		218	251	216
4119	Unterbözberg	BE/AA	1872	4108			598		808'	827		1 215	1 063	1 060
4120	Veltheim	BE/AA					353		542	485		548	640	637
4121	Villigen	BE/AA					460		548'	581		688	688	733
4122	Villnachern	BE/AA					282		372'	419		502	492	504
4123	Windisch	BE/AA					352		617'	648		756	1 094	1 287
	Bezirk Brugg						9 254		12 427	12 973		15 825	16 845	17 758
4131	Beinwil am See	BE/AA					641		927	910		1 320	1 394	1 544
4132	Birrwil	BE/AA					557		729	715		905	949	972
4133	Burg	BE/AA					154		297'	298		402	401	463
4134	Dürrenäsch	BE/AA					443		695	723		924	1 025	1 112
4135	Gontenschwil	BE/AA					1 039		1 546	1 541		2 250	2 119	2 297
4136	Holziken	BE/AA					254		249	279		348	385	343
4137	Leimbach	BE/AA					91		139	170		211	220	224
4138	Leutwil	BE/AA					355		595	566		520	755	790
4139	Menziken	BE/AA					864		1 220'	1 222		1 685	1 733	1 921
4140	Oberkulm	BE/AA					813		1 164	1 200		1 628	1 706	1 784
4141	Reinach	BE/AA					1 261		1 730	1 672		2 605	2 675	2 846
4142	Schlossrued	BE/AA					549		764	878		985	1 047	1 000
4143	Schmiedrued	BE/AA	1816	4142			615		910	1 016		1 505	1 402	1 526
4144	Schöftland	BE/AA					600		836	870		1 011	1 049	1 243
4145	Teufenthal	BE/AA					377		489	457		611	648	666
4146	Unterkulm	BE/AA					811		1 148	1 142		1 657	1 741	1 730
4147	Zetzwil	BE/AA					573		779	840		1 057	1 149	1 226
	Bezirk Kulm						9 997		14 217	14 499		19 624	20 398	21 687

Kanton Aargau

(ts-x-01-2223-AG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE/VE	PE	HZ	KVZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Aargau						1743	1764; 68	75/80; 88	1798	1803	1815/16	1831	1837	1850
Bernischer Aargau							1764		1798		1816 zT			
Baden						1743	1768	1778	1798		1816, 17			
Freie Ämter						1743	1768		1798					
Fricktal							1768	1788	1800		1816			
4161 Eiken	A/FT						451	577	567'	605	591	712	772	837
4162 Etzgen	A/FT	1833	4171						210'	225'	225'	260	256	315
4163 Frick	A/FT						495	741	739'	773	864	1 017	1 093	1 112
4164 Gansingen	A/FT								691'	765	715'	951	1 016	1 053
4165 Gipf-Oberfrick	A/FT	1804	4163				588	761	749'	733	770	429	937	1 050
4166 Herznach	A/FT						426	570	551'	529	685	766	836	898
4167 Hornussen	A/FT						458	584	571'	550	454	702	736	766
4168 Ittenthal	A/FT								149'	171	183	254	242	265
4169 Kaisten	A/FT								701'	875	1 029	1 185	1 126	1 189
4170 Laufenburg	A/FT								965'	809	630	676	649	699
4171 Mettau	A/FT								306'	330'	332'	369	342	387
4172 Münchwilen	A/FT						105	144	149'	168	169	203	226	227
4173 Oberhof	A/FT						285	310	323'	395	452	521	542	626
4174 Oberhofen	A/FT	1833	4171						160'	171'	150'	197	222	297
4175 Oeschgen	A/FT							389	390'	399	473	477	603	604
4176 Schwaderloch	A/FT								172'	175	204	276	329	388
4177 Sisseln	A/FT								202'	233	258	280	287	367
4178 Sulz	A/FT								566'	670	731	978	926	1 125
4179 Ueken	A/FT	1803	4166				224	265	272'	261	351	301	332	319
4180 Wil	A/FT	1803	4171						300'	320'	355	612	636	739
4181 Wittnau	A/FT						522	653	636'	681	754	797	840	939
4182 Wölflinswil	A/FT						498	504	483'	591	551	676	712	739
4183 Zeihen	A/FT						204	266	266'	332	290	356	381	457
Bezirk Laufenburg							8 200'	10 300'	10 118'	10 761'	11 216	12 995	14 041	15 398
4217 Alliswil	BE/AA			1899	4192		75		195	184	201	139	130	153
4191 Ammerswil	BE/AA						182		208	228	221	260	251	295
4192 Boniswil	BE/AA						306		389	529	410	454	499	542
4193 Brunegg	BE/AA						127		180	142	160'	198	208	277
4194 Dintikon	BE/AA						234		363	408	464	544	623	673
4195 Egliswil	BE/AA						603		839	950	981	930	1 096	1 146
4196 Fahrwangen	BE/AA						389		529	534	670	705	706	782
4197 Hallwil	BE/AA						257		361	396	385	523	423	428
4198 Hendschiken	BE/AA						326		436	455	483	565	553	571
4199 Holderbank	BE/AA						155		250	252	270	278	323	281
4200 Hunzenschwil	BE/AA						301		570	538	590	773	810	747
4201 Lenzburg	BE/AA						1 143		1 400	1 093	1 336	2 000	1 755	1 957
4202 Meisterschwanden	BE/AA						308		440	434	549	544	621	737
4203 Möriken-Wildeggen	BE/AA						426		550	681	710	775	903	821
4204 Niederlenz	BE/AA						293		550	449	491	659	724	779
4205 Othmarsingen	BE/AA						531		665	772	844	964	1 033	1 134
4219 Retterswil	BE/AA			1899	4209		55'		60'	70'	75	93	89	97
4206 Ruppertswil	BE/AA						308		576	594	624	808	849	993
4207 Schafisheim	BE/AA						577		930	873	963	1 131	1 059	1 068
4208 Seengen	BE/AA						752		1 176	1 284	1 318	1 628	1 435	1 528

Kanton Aargau

(ts-x-01-2223-AG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE/VE	PE	HZ	KVZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ	
Kanton Aargau						1743	1764; 68	75/80; 88	1798	1803	1815/16	1831	1837	1850	
Bernischer Aargau							1764		1798		1816 zT				
Baden						1743	1768	1778	1798		1816, 17				
Freie Ämter						1743	1768		1798						
Fricktal							1768	1788	1800		1816				
4209	Seon	BE/AA					667 ^r		839 ^r	941 ^r	1 100	1 300	1 475	1 512	
4210	Staufen	BE/AA					276		520	448	482	473	748	758	
4218	Tennwil	BE/AA			1900	4202	163		218	206	263	330	263	283	
	Bezirk Lenzburg						8 454		12 244	12 461	13 590 ^r	16 074	16 576	17 562	
4221	Abtwil	FA/BN	1748	4239			274		318	295		371	392	393	
4222	Aristau	FA/BN							713	692		722	886	937	
4223	Auw	FA/BN					423	597	645	647		763	772	881	
4224	Beinwil (Freiamt)	FA/BN					601	561	649	705		625	808	871	
4225	Benzenschwil	LU	1811	4234					231	235 ^r		239	265	324	
4226	Besenbüren	FA/BN							270	290		340	375	417	
4227	Bettwil	FA/BN							281	308		336	342	421	
4228	Boswil	FA/BN					1 111	1 276	740	741		987	1 094	1 249	
4229	Bünzen	FA/BN					549	707	331	352		418	420	440	
4230	Buttwil	FA/BN							400	465		363	485	551	
4231	Dietwil	FA/BN					312	511	462	539		580	716	794	
4232	Geltwil	FA/BN							176	168		173	215	207	
4233	Kallern	FA/BN							205	106		185	309	329	
4234	Merenschwand	LU					971	1 003	703	715 ^r		1 205	1 232	1 212	
4235	Mühlau	LU	1809	4234					390	400 ^r		293	309	347	
4236	Muri	FA/BN					2 264	2 507	1 397	1 473		1 716	1 893	1 966	
4237	Oberrüti	FA/BN					227	245	320	273		408	456	539	
4238	Rottenschwil	FA/BN							254	257		334	361	378	
4239	Sins	FA/BN					1 603	1 498	1 184	1 136		1 384	1 673	1 788	
4247	Waldhäusern	FA/BN			1940	4229			196	131		152	123	134	
4240	Waltenschwil	FA/BN							384	492		563	600	684	
4248	Werd	FA/BN			1899	4238			84	118		113	137	140	
4249	Wissenbach	FA/BN			1827	4228			75	45					
	Bezirk Muri						8 061	9 179	10 408	10 583		12 270	13 863	15 002	
4251	Hellikon	A/FT						252	405	401	350	365	668	677	681
4252	Kaiseraugst	A/FT						237	281	280	328	326	279	323	405
4253	Magden	A/FT						689	800	799	953	1 027	1 038	1 075	
4254	Möhlin	A/FT						1 102	1 409	1 391	1 694	1 563	1 753	1 940	
4255	Mumpf	A/FT						319	336	341	340	364	350	410	448
4256	Obermumpf	A/FT						267	363	394	386	407	520	522	508
4257	Olsberg	A/FT						128	191	190	144	255	220	180	248
4258	Rheinfelden	A/FT						1 200 ⁱ	1 226	1 213	1 440	1 376	1 434	1 321	1 910
4259	Schupfart	A/FT						253	323	314	336	324	407	427	530
4260	Stein	A/FT						149	165	167	234	280	348	304	375
4261	Wallbach	A/FT						290	377	399	534	555	641	651	638
4262	Wegenstetten	A/FT						440 ⁱ	480	493	459	568	649	679	755
4263	Zeiningen	A/FT						650	683	680	769	886	884	987	983
4264	Zuzgen	A/FT						308	390	381	499	546	594	662	775
	Bezirk Rheinfelden						6 284 ⁱ	7 429	7 443	8 466	8 842	9 785	10 154	11 271	

Kanton Aargau

(ts-x-01-2223-AG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE/VE	PE	HZ	KVZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ	
Kanton Aargau						1743	1764; 68	75/80; 88	1798	1803	1815/16	1831	1837	1850	
Bernischer Aargau							1764		1798		1816 zT				
Baden						1743	1768	1778	1798		1816, 17				
Freie Ämter						1743	1768		1798						
Fricktal							1768	1788	1800		1816				
4271 Aarburg	BE/AA						785		1 029	1 011		1 450	1 653	1 700	
4272 Attelwil	BE/AA						137		179	183		175	238	282	
4298 Balzenwil	BE	1803	4279	1901	4279		79		138	150'		180	190	180	
4273 Bottenwil	BE/AA						362		556	586		694	862	960	
4274 Brittnau	BE						955		1 350	1 327		2 075	2 121	2 249	
4275 Kirchleerau	BE/AA						236		388	438		613	659	688	
4276 Kölliken	BE/AA						896		1 166	1 214		1 428	1 547	1 782	
4277 Moosleerau	BE/AA						298		494	450		509	626	646	
4278 Mühlethal	BE/AA						177		226	209		315	395	392	
4279 Murgenthal	BE						694		803	963'		1 162	1 278	1 337	
4280 Oftringen	BE/AA						884		1 291	1 346		2 170	2 337	2 584	
4281 Reitnau	BE/AA						461		570	577		721	910	1 082	
4282 Rothrist	BE						1 121		1 481	1 447		2 000	2 296	2 620	
4283 Safenwil	BE/AA						506		713	684		984	1 108	1 200	
4284 Staffelbach	BE/AA						364		540	479		750	813	827	
4285 Strengebach	BE						604		760	732		1 116	1 173	1 284	
4286 Uerkheim	BE/AA						531		811	745		1 000	1 238	1 310	
4287 Vordemwald	BE						565		720	789		915	1 171	1 143	
4288 Wiliberg	BE/AA						58		106	115		74	168	197	
4299 Wittwil	BE/AA			1901	4284		288		339	415		448	506	527	
4289 Zofingen	BE/AA						1 884		1 930	1 678		3 065	3 172	3 559	
Bezirk Zofingen							11 885		15 590	15 538		21 844	24 461	26 549	
4301 Baldingen	BD/BN							147	236	225	237	223	249	336	
4302 Böbikon	BD/BN							145	102	163	240	276	242	269	
4303 Böttstein	BD/BN	1816	4313					338	324	502	400	573	565	629	
4304 Döttingen	BD/BN							754	825	751	952	1 228	1 029	1 098	
4305 Endingen	BD/BN							1 014	1 099 ^c	1 154 ^e	1 352 ^c	1 586	1 764	1 941	
4306 Fisibach	BD/BN							229	157	260	204	186	375	404	
4307 Full-Reuenthal	BD/BN	1832	4311					162	234	234'	234	300'	342	442	
4308 Kaiserstuhl	BD/BN						1 797	1 645	333	355	355	296	330	395	448
4309 Klingnau	BD/BN							957	1 150	1 255	1 179	1 200	1 142	1 300	
4310 Koblenz	BD/BN							360	414	434	506	600	643	709	
4311 Oberleibstadt	BD/BN	1816	4313					76	203	203'	204	316'	370	399	
4312 Lengnau	BD/BN						1 062	922	950	1 164 ^e	1 245 ^e	1 642 ^e	1 323	1 781	1 761
4313 Leuggern	BD/BN							480	698	672'	635	948	1 030	1 193	
4314 Mellikon	BD/BN							100	131	148	154	125	197	199	
4329 Mellstorf	BD/BN			1899	4322			122	127	125	155	145	145	142	
4315 Rekingen	BD/BN							259	329	259	349	390	373	348	
4316 Rietheim	BD/BN							316	328	292	385	367	351	439	
4317 Rümikon	BD/BN							127	127	144	164	182	216	269	
4318 Schneisingen	BD/BN						797	758	366	442	399	406	504	563	623
4319 Siglistorf	BD/BN							195	238	229	222	316	346	394	
4320 Tegerfelden	BD/BN							538	702	700	694	779	777	757	

Kanton Aargau

(ts-x-01-2223-AG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE/VE	PE	HZ	KVZ	KVZ	KVZ	TVZ	EVZ	
Kanton Aargau						1743	1764; 68	75/80; 88	1798	1803	1815/16	1831	1837	1850	
Bernischer Aargau							1764		1798		1816 zT				
Baden						1743	1768	1778	1798		1816, 17				
Freie Ämter						1743	1768		1798						
Fricktal							1768	1788	1800		1816				
4321	Unterendingen	BD/BN							176	201	207	190	175	211	254
4189	Unterleibstadt	A/FT		1866	4311				267	272	335	448	460	512	
4322	Wislikofen	BD/BN					211	71	88	87	89	86	120	149	
4323	Zurzach	BD/BN				4 582	4 522	1 024	842	833	770	900	904	948	
	Bezirk Zurzach					8 238 ^g	8 600 ^g	9 239	10 783	11 148	11 994	13 506	14 590	15 963	
Kanton Aargau							98 500^h		126 234	130 959	71 269	169 945	182 755	199 852	
	AG, Referenzen								125 669	130 054	142 000	169 945	182 755	199 852	

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 PE Erhebungen Privater
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung
 VE Versorgungs-Erhebungen

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

A Österreich
 AA Aarau (Aargau)
 BD Baden (<1798)
 BE Bern
 BN Baden (1798-1803)
 FA Freie Ämter
 FT Fricktal
 LU Luzern

Korrekturen an Gemeindedaten:

^o korrigiert
ⁱ imputiert
^r aufgeteilt

Bemerkungen:

In den Gemeinden Endingen und Lengnau ist die jüdische Bevölkerung 1778 und 1837 speziell ausgewiesen, 1831 und 1850 im Total inbegriffen, jedoch 1798, 1803 und 1817 fehlend und geschätzt
 1743, 1768: Kommunikanten-Erhebung des Bistums Konstanz in den Freien Ämtern (Muri, Bremgarten) und Baden (Baden, Zurzach) inkl. der Geistlichen
 1764; 1768: Das Kantonstotal ist zusammengesetzt aus der Berner Zählung 1764, den KE in den Freien Ämtern 1768 und der Fricktaler Zählung 1768; die Bevölkerungszahl der fehlenden Gemeinden in Laufenburg und die fehlende reformierte und jüdische Bevölkerung in Zurzach und Baden sind im Bezirkstotal geschätzt.
 1798: Kanton Aargau umgerechnet auf das Gebiet von 1803: Schlucher gibt 125669 an (zu korrigieren – 550 Erlinsbach; +267 Unterleibstadt, +848 Juden)
 1803, 1831, 1837: Die Einwohnerzahlen sind von Steigmeier (1997) übernommen; für 1803 ergänzt um 905 Juden in Endingen und Lengnau.
 1815/16: Werden die Einwohnerzahlen für die fünf fehlenden Bezirke grob geschätzt, so ergibt sich ein Kantonstotal von rund 142000 Personen.

Kanton Thurgau

Lektorat durch Erich Trösch, Staatsarchiv Thurgau



Einleitung

Vier oder fünf Landschaften gliedern den Mittellandkanton Thurgau: die Ufergebiete von Boden- und Untersee, der Seerücken, das Thurtal, der Hinterthurgau im Quellgebiet des Flüsschens Murg sowie – ohne über eine eigentliche Bezeichnung zu verfügen – das Hügelland südlich der Thur, das in der Erhebung des «Nollen» kulminiert. Dörfer, Weiler und Einzelhöfe charakterisieren die Siedlungsstruktur, wobei die letzteren in höheren Lagen dominant sind. Im Thurgau findet sich keine grössere Stadt, denn das historische Zentrum Konstanz – Konzilstadt von 1414 bis 1418 – ist nie eidgenössisch geworden. Da die wenig ausgeprägte Topografie und die vielfältigen Siedlungsformen wenig Anhaltspunkte für institutionelle Grenzziehungen bieten, sind vielfach überlagerte lokale Gebietseinheiten entstanden. Dies ist eine von drei Schwierigkeiten im Umgang mit historischen demografischen Quellen. Die zweite resultiert aus der konfessionellen Zersplitterung des Kantons, während die dritte in der Quellenlage der Daten selbst begründet ist.

Geschichte und territoriale Entwicklung

1460 wurde die zuvor habsburgische «Landgrafschaft» Thurgau von Eidgenossen in einem kurzen Feldzug erobert und fortan als Gemeine Herrschaft zunächst von sieben der acht alten Orte und ab 1712 mit Bern verwaltet. Im Ancien Régime bestand der Thurgau aus einem feinen Puzzle von Territorien von kleinen und kleinsten Gebieten unter zahlreichen geistlichen und weltlichen Herren, mit und neben denen sich seit dem Spätmittelalter Gemeinden als Nutzungseinheiten herausgebildet hatten. Zusammen nahmen sie die lokale Gerichtsbarkeit wahr (Rosenkranz 1969).

Die Reformation, ausgehend von Zürich, Schaffhausen, Konstanz und St. Gallen, verbreitete sich rasch, doch nach dem 2. Kappeler Frieden von 1531 setzten die katholischen Orte die Privilegierung ihres Bekenntnisses durch, obwohl die Evangelischen sich in einer deutlichen Mehrheit befanden. Nach zahlreichen konfessionellen Krisen kam es 1712 zur Durchsetzung des Paritätsprinzips (Trösch HLS). Im 18. Jahrhundert gab es 128 Kirchgemeinden im Thurgau, davon waren 72 protestantisch und 56 katholisch. In 36 Orten bestand nur eine evangelische Pfarrgemeinde, in 20 nur eine katholische (hauptsächlich im Hinterthurgau, im Gebiet des Nollen sowie auf dem Seerücken), während in weiteren 36 Orten je eine Pfarrgemeinde beider Bekenntnisse nebeneinander bestanden und sich meist die Kirche

teilten (Meyer 1991) (Karte TG1 der Pfarrgemeinden gemäss Anzahl der Gläubigen). Die Grenzziehungen der Pfarrgemeinden wurden durch die Reformation nicht tangiert, aber die jeweilige Minderheit musste grössere Verbände schaffen. Viele reformierte Pfarreien im westlichen Thurgau griffen (und greifen) in den Kanton Zürich aus, und manche katholische Pfarrei erstreckt sich über die St. Galler Grenze.

Nach 1712 fanden die eidgenössischen Tagsatzungen über die Jahresrechnungen der Gemeinen Herrschaften in Frauenfeld statt, was dem Thurgau mehr Gewicht verlieh. Im Februar 1798 erreichte die Thurgauer Befreiungsbewegung die Freilassung durch die alten Orte, und im April desselben Jahres wurde die helvetische Verfassung angenommen (Salathé HLS). Der Kanton Thurgau wurde in weitgehend unveränderten äusseren Grenzen einer der 19 Kantone der Helvetik. Während die Zuteilung des Bezirks Diessenhofen zu Schaffhausen nur drei Jahre dauerte, gab der Thurgau den Weiler Blasenberg (Muolen) definitiv an St. Gallen ab. Die doppelten Herrschaftsrechte mit Zürich in Rheinau, Rudolfingen, Ellikon an der Thur und Stammheim/Nussbaumen wurden abgelöst, indem diese beim Kanton Zürich verblieben.

Distrikte, Bezirke

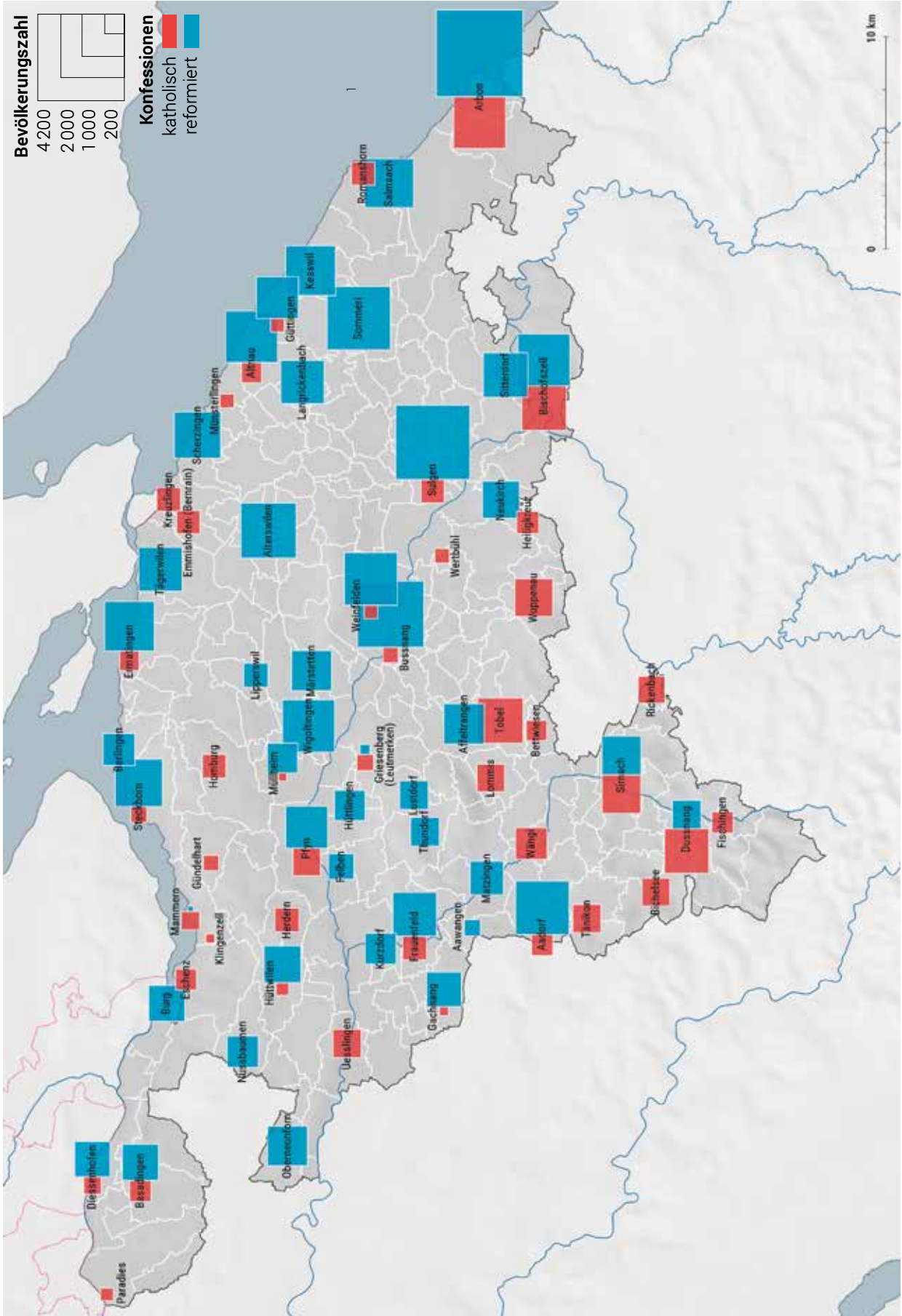
Die Helvetik brachte zum ersten Mal mit den acht Distrikten (ab 1803 Bezirken) Gottlieben (ab 1874 Kreuzlingen), Steckborn, Frauenfeld, Weinfelden, Tobel (ab 1871 Münchwilen), Bischofszell, Arbon und (ab 1800) Diessenhofen eine klare innere territoriale Gliederung. Die acht Bezirke sollten sich bis 2011 unverändert erhalten, abgesehen von einigen Umteilungen, so Neunforn und Uesslingen von Steckborn zu Frauenfeld und Berlingen, Salenstein und Raperswilen von Gottlieben zu Steckborn (1816) sowie zwei späteren kleinen Grenzkorrekturen.

Pfarrgemeinden, Dorfgemeinden; Munizipalgemeinden und Ortsgemeinden

Auf lokaler Ebene hingegen ist die Geschichte der kommunalen Strukturen komplex. Am Ende des Ancien Régimes bestanden zwischen 230 und 250 Gemeinden, von Paul Rosenkranz (1969) als «Dorfgemeinden» bezeichnet, sowie Höfe, Herrschaftshäuser und Klöster, die zu keiner Dorfgemeinde gehörten. Die Organisationsform und die geringe Grösse dieser Dorfgemeinden haben sich bis zum Ende des 20. Jahrhundert gehalten.

Gemeine Herrschaft Thurgau: Bevölkerung und Bevölkerungsentwicklung der Pfarrrgemeinden nach Konfessionen 1637-1710

TG1



© MICROGIS, BFS 2023

Die Verfassung der Helvetik sah keine lokale Autonomie vor, verlangte aber die Schaffung von Munizipalitäten der Aktivbürger. 1798 haben 119 Urversammlungen stattgefunden, und es sind in der Folge noch zehn weitere dazugekommen, davon fünf in dem an den Thurgau zurückgegebenen Bezirk Diessenhofen. In der Mediationsverfassung vom 19. Februar 1803 ist die Existenz der Munizipalität verankert worden. Zunächst sind die 129 Munizipalitäten beibehalten worden, doch bereits im Einteilungsgesetz von Juni 1803 wurde deren Zahl auf 62 reduziert (1807 nach der Schaffung von Hefenhofen 63). Diese lehnten sich in grossen Zügen an die Kirchgemeinden an.

Die Dorfgemeinden, bestehend aus den am Gemeinnutzen teilhabenden Bürgern, existierten weiter und wirkten in den Spielräumen, die die Gesetze in der Praxis offenliessen (Rosenkranz 1969). Es brauchte allerdings einige Zeit, bis der Kanton sich für die «einfachen Gemeinden» zu interessieren begann. Anstoss waren die Anforderungen an die Vergabe des Bürgerrechtes. Bis 1812 sind zahlreiche Gemeinden verschwunden oder geschaffen worden. Das Einteilungsdekret vom 28. Januar 1812 verlangte die Zuteilung bisher uneingeteilter Höfe, die Verschmelzung von 30 bisher selbständigen Dorfgemeinden und erlaubte auch die Bildung der 11 neuen Ortsgemeinden Herten, Horgenbach, Hauptwil, Willisdorf, Au, Dussnang, Tannegg, Horben, Anetswil, Neukirch und Schweizersholz. Im Laufe der mehrjährigen Umsetzung dieses Dekrets erfolgte 1816 noch die Schaffung der Ortsgemeinde Oberwil.

Die Errungenschaften der Helvetik sind im Thurgau trotz der schwierigen Lebensbedingungen dieser Zeit und trotz weitgehend fehlender Mittel zum Staatsaufbau von der Bevölkerung während der Mediation und Restauration anders als in vielen alten Kantonen verteidigt worden. Auf die Gemeindestruktur bezogen bedeutet dies das Beibehalten der Zweiteilung in Munizipalgemeinden und Ortsgemeinden auf räumlich getrennten Ebenen, wobei die untere in die obere integriert ist. Diese Zweiteilung sollte sich noch während beinahe 200 Jahren halten, bei allerdings zahlreichen territorialen Modifikationen in den ersten zwanzig Jahren.

Die politische Einteilung vom 10. Januar 1816 führte 71 Munizipalgemeinden und 208 sogenannte Ortsgemeinden auf. Mit den acht neuen Munizipalitäten Horn, Dozwil, Bürglen, Herdern, Salenstein, Hohentannen, Emmishofen und Basadingen wurde die letzte grosse Veränderungswelle abgeschlossen (Karte TG 2). Danach folgten nur noch Stettfurt 1817, Hemmerswil 1832, Hützwilen 1851 und Münchwilen 1950. Zwei Abgänge erfolgten durch Fusionen in grosse Industriegemeinden, so 1925 Hemmerswil in Amriswil und 1928 Emmishofen in Kreuzlingen. Am Vorabend der grossen Territorialreform von 1990 bestanden demnach 73 Munizipal- und Einheitsgemeinden (Munizipalgemeinden ohne Untergliederung in Ortsgemeinden).

Auch die Liste der Ortsgemeinden, die 1816 208 Einheiten umfasste, sollte sich als weitgehend stabil erweisen. Spätere Neubildungen waren Buch bei Märwil 1816, Kaltenbach und Rheinklingen 1838, Fahrhof 1843 (allerdings nur bis 1869 bestehend), Wilen bei Neunforn nach einem Staatsvertrag mit Zürich 1853, sowie Frasnacht 1857. Damit war mit 214 Einheiten das historische Maximum erreicht. 1870 wurde Holzmannshaus aufgelöst, 1919 fünf Ortsgemeinden in die Stadt Frauenfeld eingemeindet, 1925/32 zwei in Amriswil, 1927/28 zwei in Kreuzlingen

und 1950 zwei in Münchwilen. Zwischen 1964 und 1990 sind weitere 18 Ortsgemeinden verschwunden, bevor die neue Kantonsverfassung von 1990 deren völlige Aufhebung durchsetzte.

Bevölkerungserhebungen

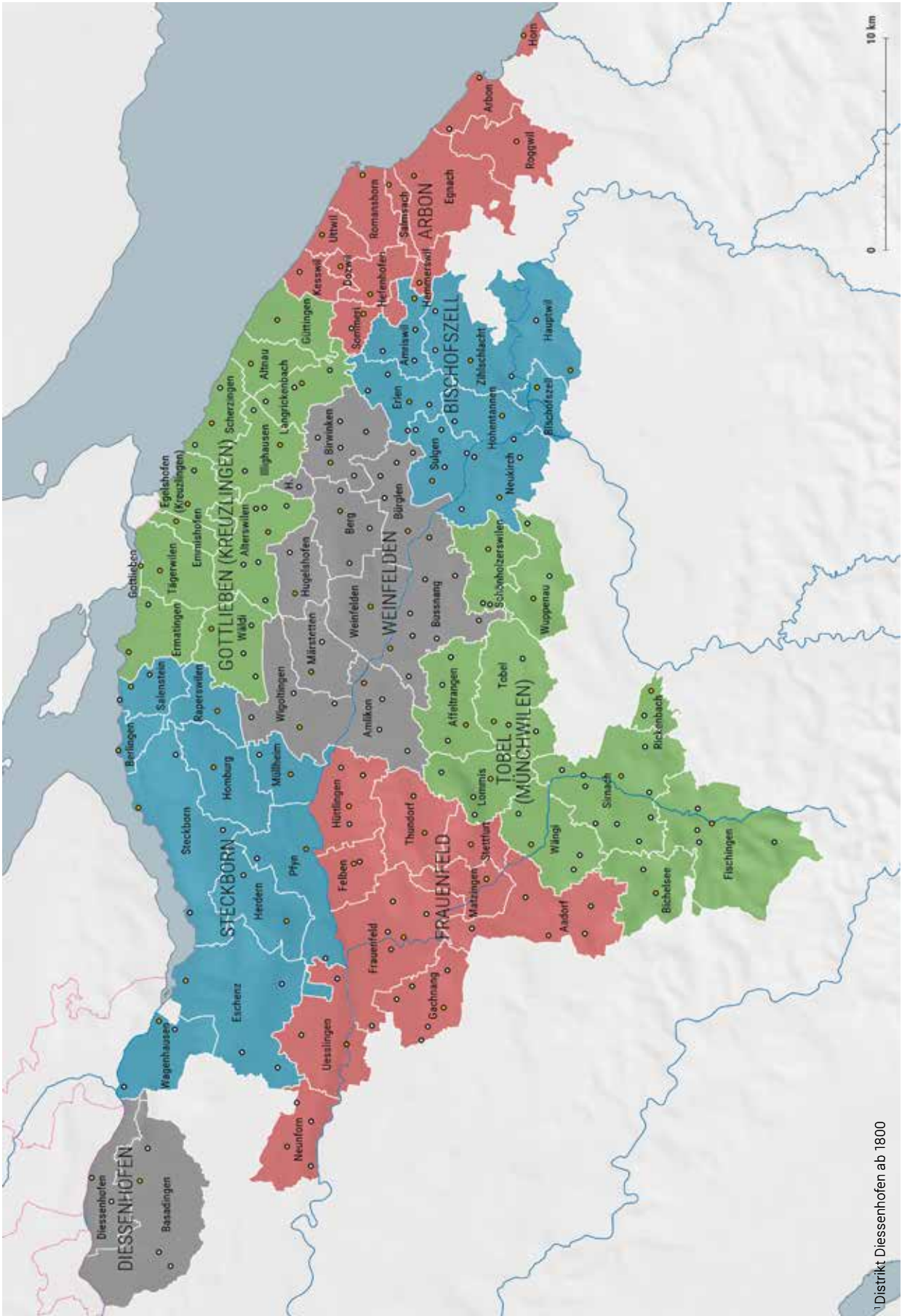
Die reformierte Kirche von Zürich erhob zwischen 1634 und 1709 in den 43 evangelischen Kirchgemeinden des Thurgaus mehr als zwanzigmal sogenannte «Status animarum», d.h. Verzeichnisse aller Gemeindeglieder. Zehnmal zwischen 1634 und 1695 sowie noch im Jahr 1709 wurden jeweils über drei Viertel aller Pfarreien erfasst. Später folgten nur noch vereinzelt Erhebungen. Die Dokumente sind im Staatsarchiv Zürich als Originale und als gebundene Kopien archiviert. Gemäss den von uns komplettierten Angaben betrug die Einwohnerzahl des reformierten Thurgau 1634, nach einem verheerenden Pestzug, 27 100; 1671: 45 100 und 1709: 48 400. Eine Schätzung für 1740 ergibt 49 600 Personen, bei allerdings sehr zahlreichen imputierten Daten.

Vier Visitationsberichte der Bischöfe von Konstanz erfassten die Kommunikanten und Nicht-Kommunikanten. Für die 35 Pfarreien des Landdekanats «Frauenfeld und Steckborn» sowie für einige Thurgauer Pfarreien des Dekanats St. Gallen stehen die publizierten Quellen für 1743, 1749, 1753/54 und 1768 zur Verfügung, während das Bischöfliche Archiv Basel in Solothurn die Visitationen von 1708 und 1781 aufbewahrt. In den Pfarreien des Dekanats Wil, darunter sieben im südöstlichen Thurgau, wurden die Konstanzer Bischofsbesuche nicht durchgeführt, doch geben hier zwei Erhebungen aus den Jahren 1737 und 1796 Auskunft zu den Zahlen der katholischen Bevölkerung.

Offenbar ist nach einem starken demografischen Wachstum im 17. Jahrhundert und einem deutlichen Einbruch 1695 die Bevölkerung beider Konfessionen im Thurgau bis 1800 nur noch schwach gewachsen. Hans Conrad Peyer (1978) und Paul Rosenkranz (1969) sprechen vom Thurgau als einem «Museum des Spätmittelalters», bezogen auf die örtliche Selbstverwaltung, aber auch auf die demografische Dynamik.

Die helvetische Zählung ist die früheste staatliche Bevölkerungserhebung überhaupt im Thurgau. Es liegen zwei Dokumente vor: im Bundesarchiv die detaillierte Tabelle 1090k der ersten Zählung vom Februar 1799 und im Staatsarchiv Thurgau die «zweite Erhebung», datiert auf den 17. Dezember 1799. Letztere ist räumlich weniger unterteilt, unvollständig und weist einige abweichende Ergebnisse aus, die meist nicht plausibel erscheinen. Wir halten uns deshalb durchwegs an die Resultate der ersten Zählung, die für den ganzen Kanton (inkl. Diessenhofen) 70 905 Personen auswies. Unsere Totale nach Bezirken entsprechen denjenigen von André Schluchter (1988). Für die einzelnen Ortschaften ist die Quelle 1090k zum Teil wegen Abnutzung schwer lesbar. Die Bezirke sind zudem unterschiedlich fein aufgeschlüsselt. So sind etwa für den Bezirk Gottlieben 91 Ortschaften aufgeführt, für den Bezirk Tobel jedoch in zwei Kolonnen nur die 19 Kirchspiele und davon abweichend ebenfalls 19 Agentschaften. Unsere detaillierten Auswertungen der Helvetischen Zählung zeigen, dass im Distrikt Weinfelden die späteren Ortsgemeinden Reuti, Strohwillen sowie Wittenwil mit zusammen etwa 500 Personen vergessen worden sind.

Kanton Thurgau seit 1798/03: Distrikte¹/Bezirke, Municipal- und Ortsgemeinden, Stand 1848



¹ Distrikt Diessenhofen ab 1800

© MICROGIS, BFS 2023

Von der Stapfer'schen Pfarrer-Enquête 1799 sind die Ergebnisse der meisten reformierten Kirchgemeinden vorhanden, mit Ausnahme des Hinterthurgaus. Das imputierte Bevölkerungstotal beträgt 53 500 Personen, geografisch vergleichbar mit dem Total von 48 400 im Jahre 1709.

Eine erste kantonale Volkszählung hat 1831 stattgefunden. Deren Ergebnisse sind nach Ortsgemeinden in der Wirtschaftsgeschichte von Albert Schoop (1971) aufgeführt, doch die Quelle dieser Erhebung ist nicht mehr auffindbar. Die von der eidgenössischen Tagsatzung 1835 angeordnete Zählung fand im Februar 1836 statt, der Thurgau musste jedoch auf Anordnung der Tagsatzung - wie verschiedene andere Kantone - die Erhebung wiederholen, was im April 1837 geschah. Von diesen beiden Zählungen finden sich die Totale nach Munizipalgemeinden im Staatsarchiv Thurgau. Demnach wurden 1831: 80 900, 1836: 82 400 und 1837: 84 100 Personen gezählt.

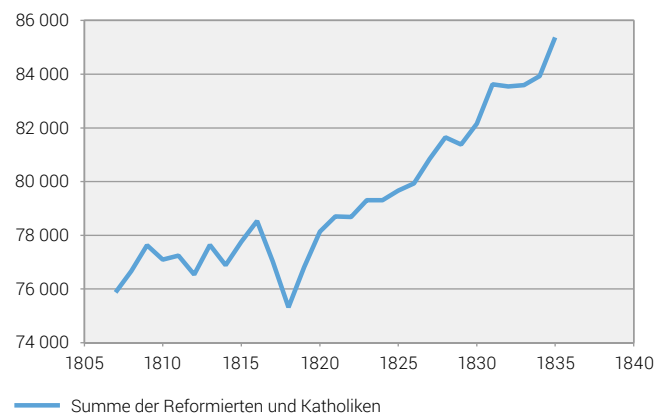
Laut Johann Adam Pupikofer (1837) hat der Sanitätsrat des neuen Kantons von 1805/07 bis 1835 jährlich bei den Pfarrämtern Bevölkerungslisten erfragt. Der Autor hat von diesen Erhebungen die kantonalen Totale nach den beiden Konfessionen übernommen. Von dieser langen Serie sind leider keine Quellen erhalten, und es ist auch nicht überliefert, ob die jährlichen Erhebungen über das Jahr 1835 hinaus fortgeführt worden sind. Der Kanton Thurgau ist neben Neuenburg der einzige, der für die erste Hälfte des 19. Jahrhunderts über eine längere Zeitreihe von jährlichen Bevölkerungserhebungen verfügt. Im Vergleich zu den Volkszählungen von 1831 und 1836 weisen die Bevölkerungslisten der Pfarrer um etwa 3000 Personen höhere Werte auf - in den meisten anderen Vergleichen dieser Art ist es umgekehrt, denn Pfarrlisten bauen auf Registern auf und enthalten deshalb keine Personen mit nur kurzem Aufenthaltsstatut, während Volkszählungen diese berücksichtigen (müssten). Es muss offen bleiben, ob die Pfarrlisten auch die Abwesenden enthielten oder ob die Differenz sich ergab, weil auch die ausserkantonalen Einwohnerinnen und Einwohner thurgauischer Pfarrgemeinden erfasst wurden.

Bevölkerungsentwicklung

Trotz der vielfältigen Quellenlage sind Aussagen zur langfristigen Entwicklungstendenz möglich. Die reformierten Pfarrgemeinden zeigten zwischen 1634 und 1671 nach einem verheerenden Pestzug eine starke Zunahme der Bevölkerung. Hernach blieb das Wachstum jedoch sehr bescheiden: 1671-1709: 0,2% pro Jahr und 1709-1740 noch 0,1% jährlich. Für die katholische Bevölkerung gilt dieser Befund ebenfalls: 1708-1750: 0,2% und 1750-1781: 0,0%. Die Stagnation muss sich bis zur helvetischen Volkszählung fortgesetzt haben. Während der gesamten ersten Jahrhunderthälfte blieb das Thurgauer Wachstum weit unter dem Schweizer Mittel, vergleichbar mit anderen Ostschweizer Kantonen (1799-1831: 0,4% und 1831-1850: 0,5% pro Jahr). Es lohnt sich, die jährlichen Angaben von Johann Adam Pupikofer (1837) im Detail zu untersuchen.

Die Entwicklung der Bevölkerung des Kantons Thurgau von 1807 bis 1835

G 3.1



Quelle: Pupikofer 1837

© BFS 2023

Die Thurgauer Bevölkerung hat zwischen 1807 und 1835 um 12,5% zugenommen. Nach einer Phase schwachen Wachstums folgte 1816/18 ein Bevölkerungseinbruch von 3200 Personen, der im Kontext der Missernte von 1816 zu sehen ist. Die Vulkanexplosion des Tambora in Indonesien im April 1815 führte vor allem in Westeuropa zum «Jahr ohne Sommer» und zur letzten Hungersnot. Bis 1821 war der frühere Bevölkerungsstand wieder erreicht. Nach fünf Jahren verhaltenen Wachstums stieg die Bevölkerung zwischen 1826 und 1831 deutlich, hernach leicht abgeschwächt, an.

Literatur

Bachmann Fritz, Wichtigste Abweichungen der Gemeindegeschichte in Tabelle 1 von den Darstellungen von Pupikofer (1837) und Rosenkranz (1969) (auf einem eingelegten Blatt im Exemplar des Buches von Paul Rosenkranz (1969) im Staatsarchiv Thurgau).

Bickel Wilhelm, Bevölkerungsentwicklung und Bevölkerungspolitik, Gutenberg, Zürich, 1947.

Helvetia Sacra, Das Bistum Konstanz, Abteilung I, Band 2, (Redigiert von Brigitte Degler-Spengler), Verlag Helbing und Lichtenhahn, Basel/Frankfurt am Main, 1993, ISBN 3-7190-1252-2.

Kurmann Fridolin, Auswertung der Bevölkerungsverzeichnisse im Thurgau aus dem 17. Jahrhundert, in: Mattmüller Markus, Bevölkerungsgeschichte der Schweiz, Teil I, Wissenschaftlicher Anhang, Band 2, Helbing & Lichtenhahn, Basel, 1987, S. 654–660.

Letsch Walter, Demographic Aspects of the Early Modern Times. The example of the Zurich Countryside in a European Perspective, Population, Family and Society Vol. 26, Peter Lang, Berne, 2017.

Menolfi Ernest, Bürglen: Geschichte eines thurgauischen Dorfes vom Mittelalter bis zur Gegenwart, Chronos, Zürich, 1996.

Meyer Bruno, Kirchgemeinden und Pfarrbücher im Thurgau, Bruno Meyer zum 80. Geburtstag 20. Februar 1991. Herausgegeben vom Historischen Verein des Kantons Thurgau, Frauenfeld 1991.

Peyer Hans Conrad, Verfassungsgeschichte der alten Schweiz, Schulthess, Zürich, 1978.

Pupikofer Johann Adam, Der Thurgau, historisch, geographisch, statistisch geschildert, St. Gallen/Bern Huber, 1837.

Rechtsquellen des Kantons Thurgau, Erster Teil Landeshoheit, Erster Band, 1. Hälfte Einleitung und Verzeichnisse, Bearbeitet von Stöckly Doris und Erich Trösch, Basel 2017 (Einleitung, S. 15–130).

Rosenkranz Paul, Die Gemeinden im Thurgau vom Ancien Régime bis zur Ausscheidung der Gemeindegüter 1872, in: Thurgauische Beiträge zur Vaterländischen Geschichte, Heft 107, 1969.

Salathé André, Historisches Lexikon der Schweiz. Kap. 4, Staat und Politik im 19. und 20. Jahrhundert.

Salathé André, Versuch, auf 333 Zeilen den thurgauischen Gemeindegewirr zu erläutern, in Zeitschrift für Zivilstandswesen Jg. 63, Nr. 2, 1995, S. 41–45.

Sammlung der während des Zeitraumes von 1814 bis 1830 erschienenen, noch in Kraft bestehenden, Gesetze und Verordnungen für den Kanton Thurgau, Frauenfeld, gedruckt bei Johann Kolb, 1835.

Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, Bundesamt für Statistik, Bern 1988.

Schoop Albert, Wirtschaftsgeschichte des Kantons Thurgau, Thurgauische Kantonalbank, Weinfelden, 1971 (für die Volkszählung 1831 und die Daten nach Ortsgemeinden 1850 und 1860).

Trösch Erich, Historisches Lexikon der Schweiz, Kap. 2, Spätmittelalter bis 18. Jahrhundert, sowie Kap. 3, Gesellschaft, Wirtschaft und Kultur vom Spätmittelalter bis ins 18. Jahrhundert.

Quellen

Bundesarchiv (BUR)

B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; BAR 1090k, Thurgau.

Staatsarchiv des Kantons Thurgau (StATG)

Staatsarchiv Thurgau, Zweite Helvetische Zählung 1799, Sig. 1'49'10, Bevölkerungstabellen und Ortschaftenverzeichnisse der Distrikte.

Commission des Innern, Bericht über das Ergebniss der im Kt. Thurgau angeordneten Volkszählung, D.D. 22. April 1836.

Fremde jüngere Archive, Johann Conrad Freymuth (1775–1843), Regierungsrat und Staatskassier, Staatsarchiv, Nr. 8'602'11, 1/76.1–1/76.2.

Volkszählung Hornung, 1836, Übersicht der Bevölkerung des Kantons Thurgau, Staatsarchiv, Nr. 8'602'11, 1/76.1.

Volkszählung 1837 (1835 (ca.)–1837), Nr. 8'602'11, 1/76.1, Beschreibung des Kantons Thurgau.

Staatsarchiv des Kantons Luzern (StALU)

Kopien der Kommunikantenzählungen im Bistum Konstanz, Rurale Capitulum Frauenfeld und Steckbohren, Rurale Capitulum Sanct Gallen. Bände Ff 222, 1744/45 (für 1743), Ff 223, 1750 (für 1749), Ff 226, 1755 (für 1753/54) und Band Ff 221, 1769 (für 1768).

Staatsarchiv des Kantons Zürich (StAZH)

StAZH, Bevölkerungsverzeichnisse 1634ff., Sonderkataloge E II 700, 700.142 Afdeltrangen bis 700.164 Wigoltingen, sowie 700.170 Burg (Stein), Kopien von 1972.

StAZH, E II 292, Beschreibung der evangelischen Gemeinden im Thurgau und Rheintal 1695–1697

Bischöfliches Archiv des Bistums Basel in Solothurn (BiASo)

Visitationsberichte des Bischofs von Konstanz, A 2335, Bund 2, Thurgau 1708; A 2336, Bund 4, Thurgau 1781.

Stiftsarchiv St. Gallen (StiASG)

Bd. 692: Catalogus omnium Parochiarum in Territorio, 1737, S. 467 (aus Abschrift Ernest Menolfi).

Kanton Thurgau

(ts-x-01-2223-TG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	KE	KE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Thurgau						1634p	1671p	1709p	1708k	1768k	1800	1831	1837	1850
evangelische Kirchgemeinden						1634	1671	1709						
katholische Kirchgemeinden									1708	1768				
4401 OG Arbon						295	500	584 ^p	800 ^r	1 368	873	795	1 130	927
4402 OG Frasnacht		1857	4411								591	522 ^r		500
4406 EG Dozwil		1816	4426								235	305	307	299
4411 EG Egnach						1 364	2 218	2 557			1 997	3 200 ^r	3 276	2 844
4416 EG Hefenhofen											556	730	750	795
4421 EG Horn		1816	4401			100	189	244			268	256	353	403
4426 EG Kesswil						705	1 315	1 392			392	558	513	522
4431 EG Roggwil						490	711	777			802	1 224	1 288	1 284
4436 EG Romanshorn						500	813	1 101	206	247	1 220	1 218	1 281	1 408
4441 EG Salmsach						152	210	242			310	378	379	419
4446 OG Niedersommeri									616	550	180 ^r	205	416	212
4447 OG Obersommeri											216 ^r	250		217
4451 EG Uttwil											554	540	569	606
Bezirk Arbon								8 519 ^p			8 194	10 181	10 262	10 436
4461 OG Amriswil						1 000	2 224	2 241			269 ^r	233	1 429	492
4462 OG Biessenhofen											198	185		220
4468 EG Hemmerswil		1832	4441	1925	4461						480	484	563	504
4469 OG Mühlebach				1932	4461						340 ^r	316		346
4463 OG Oberaach											260 ^r	223		266
4464 OG Rächlisberg									250 ^r	300 ^r	309	336		424
4471 EG Bischofszell						941	1 520	1 509	900 ^r	1 203	1 276	923	1 252	1 303
4476 OG Buchackern											289	183		143
4477 OG Engishofen											252	267		255
4478 OG Ennetaach											110	85		123
4479 OG Erlen											279	266	1 150	384
4480 OG Kümmertsh.											311	240		268
4486 OG Gottshaus											683	662		781
4487 OG Hauptwil		1812	4486								407	320	1 250	598
4491 OG Heldswil											147	291	641	290
4492 OG Hohentannen		1816	4498								381	273		382
4496 OG Buhwil											144	295		320
4497 OG Halden		1806	4499								99	103		142
4498 OG Neukirch						455	636	771			305	347	1 518	392
4499 OG Schönenberg											147	190		246
4500 OG Schweizersholz											221	396		511
4506 OG Bleiken											60 ^r	82		90
4507 OG Götighofen											134	159		189
4508 OG Kradolf											199	151		147
4509 OG Riedt											266	309		343
4510 OG Sulgen						514 ^p	1 316 ^p	1 193 ^p	330 ^r	377	257 ^r	320	1 104	416
4516 OG Schocherswil											178	238		200
4517 OG Sitterdorf						497	962	1 110	304	322	643	582		695
4518 OG Zihlschlacht											467	458	1 423	485
Bezirk Bischofszell								8 608 ^p			9 111	8 917	10 330	10 955

Kanton Thurgau

(ts-x-01-2223-TG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	KE	KE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Thurgau						1634p	1671p	1709p	1708k	1768k	1800	1831	1837	1850
evangelische Kirchgemeinden						1634	1671	1709						
katholische Kirchgemeinden									1708	1768				
4531 OG Basadingen	TG/SH					177	272	219	251	391	426	463	1 861	763
4532 OG Mett-Obersch.	TG/SH										203	311		287
4533 OG Schlattingen	TG/SH					236	241	214			317	370		488
4534 OG Unterschlatt	TG/SH					292	458	511	90	112	405	466		631
4541 OG Diessenhofen	TG/SH					565	700	700 ^e	167	208	1 015	1 208	1 517	1 436
4542 OG Willisdorf	TG/SH	1812	4541								110	59		180
Bezirk Diessenhofen	TG/SH							2 152			2 476	2 877	3 378	3 785
4551 OG Aadorf						143	350	325	250	261	438	446	1 973	736
4552 OG Aawangen						128	136	148			239	229		264
4553 OG Ettenhausen											180 ^r	275		321
4554 OG Guntershausen									442	406	392 ^r	513		473
4555 OG Wittenwil											270 ⁱ	358		411
4561 OG Felben						231	363	378			117 ^r	157	405	200
4562 OG Wellhausen											220 ^r	370		279
4565 OG Frauenfeld						620	1 080	1 208	312	265	1 106	1 108	2 858	1 784
4563 OG Herten		1812	4565	1919	4565						145	141		190
4564 OG Horgenbach		1812	4565	1919	4565						222	233		266
4567 OG Huben		1810	4565	1919	4565						200 ^r	271		324
4568 OG Kurzdorf				1919	4565	297	587	540			165 ^r	216		347
4569 OG Langdorf				1919	4565						322	442		533
4571 OG Gachnang						431	673	675	45	65	200	268	1 418	322
4572 OG Gerlikon											141	163		232
4573 OG Islikon											145 ^r	167		279
4574 OG Kefikon											80 ^r	98		164
4575 OG Niederwil											134	234		241
4576 OG Oberwil		1816	4565								218	191		218
4581 OG Eschlikofen											140 ^r	195		147
4582 OG Harenwilen											100 ^r	126		91
4583 OG Hüttlingen						270	491	518			130 ^r	183	687	206
4584 OG Mettendorf											239 ^r	308		280
4591 EG Matzingen						317	577	629			500	656	633	650
4599 OG Fahrhof		1843	4597	1869	4597									61
4596 OG Niederneunforn												542		414
4597 OG Oberneunforn						600	862	820			807	761	921	570
4598 OG Wilen		1853	4597											78
4606 EG Stettfurt		1817	4591								463	481	550	532
4611 OG Lustdorf						334	593	466			168 ^r	228		233
4612 OG Thundorf						331	354	466			502 ^r	670	933	320
4616 OG Buch b.F.											330 ^r	346		380
4617 OG Uesslingen									450	569	661	595	1 198	631
4618 OG Warth											217 ^r	225		238
Bezirk Frauenfeld								7 672			9 191	11 196	11 576	12 415

Kanton Thurgau

(ts-x-01-2223-TG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	KE	KE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Thurgau						1634p	1671p	1709p	1708k	1768k	1800	1831	1837	1850
evangelische Kirchgemeinden						1634	1671	1709						
katholische Kirchgemeinden									1708	1768				
4631 OG Alterswilen						783	1 591	1 478 ^c			80 ^f	94	1 154	129
4632 OG Altishausen											100 ^f	107		120
4633 OG Dippishausen											100 ^f	109		140
4634 OG Ellighausen											179 ^f	227		179
4635 OG Lippoldswilen											100 ^f	123		153
4636 OG Neuwilen											239	347		429
4637 OG Siegershausen											118 ^f	121		131
4641 EG Altnau						889	1 194	1 290	240 ^f	228	1 048	925	919	869
4644 OG Ermatingen						831	1 380	1 250	213	220	951	1 198	1 584	1 363
4647 OG Triboltingen											231	345		345
4651 EG Gottlieben											278	270	285	268
4656 EG Güttingen						439	776	976	100 ^f	137	742	805	757	780
4661 OG Illighausen						194	184	210			281	272	891	284
4662 OG Oberhofen											428	482		586
4663 OG Schönenbaum.											118	93		98
4674 MG Emmishofen	1816	4696	1928	4672					370 ^f	402	415	448	491	695
4672 EG Kreuzlingen									340 ^f	371	668	661	1 386	1 170
4673 OG Kurzrickenbach			1927	4672							351	384		502
4676 OG Dünnershaus											264	465		469
4677 OG Herrenhof											185	195		222
4678 OG Langrickenb.						472	713	1 030			237	213	1 157	177
4679 OG Zuben											203	204		212
4686 OG Bottighofen											298	421		483
4687 OG Landschlacht											436	355		492
4688 OG Scherzingen						856	1 065	1 200	100 ^f	154	178	229	1 095	285
4696 EG Tägerwilen						777	1 079	1 180			661	927	1 020	1 192
4701 OG Engwilen											135	132		161
4702 OG Lipperswil						281	280	333			208	256		307
4703 OG Sonterswil											377	246		233
4704 OG Wäldi											153	157	828	220
Bezirk Kreuzlingen								10 310			9 762	10 811	11 567	12 694
4711 OG Affeltrangen						293 ^f	583	520 ^c			418 ^f	472	1 486	437
4712 OG Buch b.M.	1816	4713									184 ^f	226		245
4713 OG Märwil						200 ^f	354	346			280 ^f	312		357
4714 OG Zezikon											374 ^f	392		466
4721 OG Balterswil											310 ^f	330	968	389
4722 OG Bichelsee									430	603	593 ^f	601		682
4726 OG Au	1812	4728								501	606 ^f	764		434
4727 OG Dussnang	1812	4728				260	462	671	1 100	680	704 ^f	300		342
4728 OG Fischingen									250	451	402 ^f	353	2 114	405
4729 OG Oberwangen											309 ^f	357		408
4730 OG Tannegg	1812	4728									370 ^f	469		536
4736 OG Bettwiesen									230	232	254 ^f	277		296
4737 OG Kalthäusern											75 ^f	98		102

Kanton Thurgau

(ts-x-01-2223-TG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	KE	KE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Thurgau						1634p	1671p	1709p	1708k	1768k	1800	1831	1837	1850
evangelische Kirchgemeinden						1634	1671	1709						
katholische Kirchgemeinden									1708	1768				
4738 OG Lommis									430	365	220'	273	1 021	356
4739 OG Weingarten											170'	211		215
4740 OG Wetzikon											132'	169		162
4751 OG Rickenbach									334	450	297'	339	648	464
4752 OG Wilen b.W.											200'	223		292
4756 OG Schönholzers.											772'	870	1 157	903
4757 OG Toos											314'	180		207
4758 OG Hintertoos		1806	4757	1812	4757									
4761 OG Busswil											263'	312		340
4762 OG Eschlikon											310'	336		422
4763 OG Horben		1812	4764								200'	211		208
4747 OG Holzmannsh.				1871	4762						180'	261		245
4746 OG Münchwilen											280'	327		400
4748 OG Oberhofen				1950	4746						270'	319		318
4749 OG St. Margrethen				1950	4746						129'	153		245
4764 OG Sirnach						430	828	854	827	959	420'	469	2 742	500
4765 OG Wallenwil											273'	291		151
4766 OG Wiezikon											160'	192		189
4771 OG Braunau											538	662		687
4772 OG Tägerschen											175'	234		226
4773 OG Tobel									1 152	1 037	209'	294	1 279	385
4781 OG Anetswil		1812	4784								360'	391		335
4782 OG Krillberg											150'	165		184
4783 OG Tuttwil											370'	400		411
4784 OG Wängi						732	1 084	1 272	560	601	490'	554	1 586	636
4791 OG Heiligkreuz									250'	240'	209'	126		218
4792 OG Hosenruck												142		236
4793 OG Wuppenau									858	768	698'	656	1 216	927
Bezirk Münchwilen								10 084			12 668	13 711	14 217	14 961
4801 EG Berlingen						377	552	569			780	800	744	746
4806 EG Eschenz									240	359	830	871	830	1 032
4811 OG Herdern									318	349	257'	366	630	336
4812 OG Lanzenneunf.											220'	327		399
4816 EG Homburg									315	309	556	701	675	742
4821 OG Hüttwilen						466	688	768	88	84	418	599	1 186	529
4822 OG Nussbaumen						217	287	265			423'	493		458
4823 OG Uerschhausen						95	165	139			130'	152		156
4831 OG Langenhart											110'	126		90
4832 OG Müllheim						379	427	498	37	49	786'	863	844	783
4836 OG Dettighofen											85'	99		186
4837 OG Pfyn						700	770	997	424	523	488'	533	1 005	603
4838 OG Weiningen											244	305		316
4846 EG Raperswilen											297	469	460	446
4851 OG Fruthwilen											218	240		245

Kanton Thurgau

(ts-x-01-2223-TG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	KE	KE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Thurgau						1634p	1671p	1709p	1708k	1768k	1800	1831	1837	1850
evangelische Kirchgemeinden						1634	1671	1709						
katholische Kirchgemeinden									1708	1768				
4852 OG Mannenbach											157	162		186
4853 OG Salenstein											364	464	888	459
4861 OG Gündelhart									128	102	262'	309		246
4862 OG Mammern						54	31	17	232	224	170'	199		322
4863 OG Salen-Reut.											210'	245		215
4864 OG Steckborn						935	1 224	1 255	142	151	1 480'	1 628	2 205	1 509
4871 OG Kaltenbach		1838	4873								448			550
4872 OG Rheinklingen		1838	4873											156
4873 OG Wagenhausen						442	728	685			541	1 328	1 283	602
Bezirk Steckborn								7 117			9 474	11 279	10 750	11 312
4881 OG Amlikon											224	214	1 143	278
4882 OG Bissegg											225	209		209
4883 OG Griesenberg						96	62	55	150	252	307	468		500
4884 OG Strohwillen											150'	211		194
4891 OG Andhausen											55	82		80
4892 OG Berg						320	774	784			368	385	1 181	440
4893 OG Graltshausen											104	151		153
4894 OG Mauren											309	364		385
4895 OG Weerswilen											247	281		316
4901 OG Andwil											321	405		386
4902 OG Birwinken											194	209	1 287	203
4903 OG Guntershausen											128	115		133
4904 OG Happerswil-B.											372	296		331
4905 OG Klarsreuti											86	108		95
4906 OG Mattwil											135	199		185
4911 OG Bürglen						500	1 200	1 100			405	386	1 076	442
4912 OG Donzhausen											160	219		223
4913 OG Hessenreuti											115	112		119
4914 OG Leimbach											131	124		169
4915 OG Opfershofen											177	235		238
4921 OG Bussnang						1 130	2 414	2 458	127	165	225	242	2 012	267
4922 OG Friltschen											190	198		230
4923 OG Istighofen											166	158		200
4924 OG Lanterwil											231	250		251
4925 OG Mettlen											288	336		366
4926 OG Oberbussnang											243	246		248
4927 OG Oppikon											136	131		128
4928 OG Reuti									120'	134	90'	100		134
4929 OG Rothenhausen											269	276		238
4936 OG Dotnacht											314	275		327
4937 OG Hugelshofen											353	416	892	442
4941 OG Märstetten						497	756	899			513	660	1 053	490
4942 OG Ottoberg											459	624		519
4946 EG Weinfelden						720	1 559	1 871	86	96	1 603	2 130	2 140	2 256

Kanton Thurgau

(ts-x-01-2223-TG)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	SA	SA	SA	KE	KE	HZ	KVZ	TVZ	EVZ
Kanton Thurgau						1634p	1671p	1709p	1708k	1768k	1800	1831	1837	1850
evangelische Kirchgemeinden						1634	1671	1709						
katholische Kirchgemeinden									1708	1768				
4951 OG Bonau											242	183		197
4952 OG Engwang											220	352		378
4953 OG Illhart											271	280		302
4954 OG Wigoltingen						1 139	1 540	1 504			353	335	1 260	359
Bezirk Weinfelden								9 154 ^p			10 379 ⁱ	11 965	12 044	12 411
Kanton Thurgau						27 489	45 101	45 771	15 604	17 840	71 255	80 937	84 124	88 969
TG, Referenzen											70 905	80 937	84 124	88 908

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

EVZ Eidgenössische Volkszählung
 HZ Helvetische Zählung
 KE Kommunikanten-Erhebungen
 KVZ Kantonale Volkszählungen
 SA Status animarum
 TVZ Volkszählung der Tagsatzung

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Abkürzungen der Territorien:

SH Schaffhausen
 TG Thurgau
 EG Einheitsgemeinde
 OG Ortsgemeinde
 MG Munizipalgemeinde

Korrekturen an Gemeindedaten:

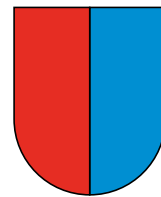
^o korrigiert
ⁱ imputiert
^r aufgeteilt

Bemerkungen:

1634, 1671 und 1709: nur die reformierte Bevölkerung
 1708, 1768: katholische Bevölkerung; für 1708/09 ist das Bevölkerungstotal nach Bezirken addiert und teils geschätzt.
 1800: 350 Personen in den vergessenen Ortschaften Reuti, Strohwillen und Wittenwil
 1831: Abschrift nach Schoop (1971)
 1850: Abschrift nach Schoop (1971) für die Ortsgemeinden, die nicht in der eidgenössischen Volkszählung erscheinen

Cantone Ticino

Rilettura di Marco Marcacci, storico, San Vittore/Monticello, Mauro Stanga, Ustat, Bellinzona e Stefano Anelli, ASTi, Bellinzona



Introduzione

Il Cantone Ticino, insieme ad alcune valli grigionesi, costituisce la Svizzera italiana. La Repubblica Elvetica, che aveva decretato l'uguaglianza delle lingue, riconobbe l'italiano parlato nei due Cantoni di Bellinzona e di Lugano come lingua nazionale. Praticamente monolingue, fatta eccezione per il Comune Walser di Bosco Gurin, il Ticino è omogeneo anche per confessione: se nel XVI secolo la Riforma venne adottata da una parte dell'élite urbana, i Cantoni cattolici e la Chiesa vi si opposero con successo e la Chiesa Cattolica a sua volta intraprese riforme profonde.

Il Ticino è diviso in due regioni – il Sopraceneri e il Sottoceneri – dal basso valico del Monte Ceneri, una distinzione geografica e sociale che non corrisponde tuttavia alle differenziazioni politiche e storiche: basti pensare all'appartenenza ecclesiastica a due diocesi (Como e Milano) del territorio, alla scissione nei due Cantoni di Bellinzona e Lugano (comprendente Locarno) durante la Repubblica Elvetica o alla concorrenza fra le tre città di Lugano, Bellinzona e Locarno. Inoltre, il nord e il sud del Cantone sono divisi a livello tettonico e geologico dalla «linea insubrica», che separa le Alpi Centrali dalle Prealpi meridionali. Il termine, che fa riferimento a un popolo celtico arrivato nel Milanese – gli «insubrici» –, è utilizzato per designare la regione lombarda e piemontese ai piedi delle Alpi comprendente anche il Ticino ed è stato di recente ripreso da una cooperazione transfrontaliera particolarmente importante, considerata la lunghezza del confine nazionale e gli scambi intensi che lo attraversano.

Situato quasi interamente al sud delle Alpi, il Ticino appartiene a tre bacini di affluenti del Po: il bacino del fiume Ticino – con il Lago Maggiore e il lago di Lugano attraverso la Tresa – e nel Mendrisiotto i bacini dell'Olna (il fiume che attraversa la città di Milano) e dell'Adda (attraverso la Breggia e il lago di Como). A nord, tre Comuni ticinesi si estendono oltre i valichi del Gottardo e del Lucomagno. Il Ticino è un Cantone montagnoso dalle valli profonde e oggi densamente boschive, principalmente rimboschite nel corso del XX secolo (Marcacci/Valsangiacomo, DSS). In precedenza, vaste aree erano caratterizzate da uno sfruttamento eccessivo dei boschi e da coltivazioni, spesso a terrazza.

L'habitat, composto da piccole città e villaggi nelle regioni delle colline del Mendrisiotto, del Luganese e del Piano di Magadino, nonché da numerosi villaggi e frazioni situati nelle valli alpine su terrazzamenti o sui fianchi delle montagne (Leventina, Blenio, Vallemaggia, Valle Onsernone, Centovalli, Valle Morobbia, Malcantone, Val Colla, Valle di Muggio), corrisponde a quello dei territori alpini di Lombardia e Piemonte.

Il Ticino offre condizioni estremamente favorevoli alla compilazione di una storia della sua popolazione e geografia amministrativa. La sua copertura statistica è infatti particolarmente densa per il periodo dal 1600 al 1800, grazie alle visite ben documentate dei vescovi di Como e di Milano. La qualità dei censimenti elvetici del 1798 e 1799 è buona, mentre i tre censimenti della prima metà del XIX secolo sono ben scaglionati (1808, 1824 e 1837). Numerosi ricercatori ticinesi hanno analizzato con cura le fonti disponibili, permettendoci di fare riferimento alle loro pubblicazioni (Ceschi et al. 1980, Baratti 1992, Anelli 2017, 2019). La difficoltà nel trattamento di questi dati risiede nella loro quantità consistente e nelle contraddizioni inerenti alla diversità delle fonti. Così, se una parrocchia o un Comune è stato oggetto di un conteggio, ciò non significa necessariamente che abbia mantenuto questo statuto al momento di un censimento.

Storia e sviluppo territoriale

A partire dal IX secolo, i vescovi di Milano e di Como iniziarono a organizzare i propri territori creando delle «pievi» o grandi parrocchie. Nelle valli che conducono ai valichi alpini entrarono in concorrenza ed è intorno all'anno 1000 che i confini diocesani all'interno del futuro Cantone Ticino trovarono contorni stabili (Ostinelli, Milano (arcidiocesi), DSS). Il territorio della diocesi di Como si estendeva sull'area più vasta del futuro Cantone Ticino, mentre la Leventina, la Valle di Blenio e la Riviera nonché la pieve di Capriasca (Tesserete) e il Comune di Brissago appartenevano a Milano. Questa divisione rimase in vigore fino al 1878, anno della creazione di una provincia ecclesiastica autonoma annessa alla diocesi di Basilea, diventata poi diocesi di Lugano nel 1971. Le diocesi di Milano e di Como si distinguevano per la pratica liturgica: il rito ambrosiano veniva infatti celebrato unicamente nell'arcidiocesi di Milano. Il potere spirituale e politico delle due città di Milano e Como si protrasse fino al XIV secolo, quando il potere politico fu ceduto ai signori della città di Milano.

L'espansione dei Cantoni primitivi e dei loro confederati a sud delle Alpi si concluse ad inizio XIV secolo con una serie di conquiste e di fallimenti. Al più tardi nel 1500, i tre Cantoni erano riusciti a soppiantare i Milanesi nelle tre valli (Leventina, Blenio e Riviera) e a mantenere Bellinzona. La Leventina e il villaggio di Prugiasco (Blenio) appartenevano esclusivamente ad Uri, il che comportava per questo Cantone un raddoppio della popolazione (cfr. carta UR1), situazione confrontabile a quella dei Grigioni e della Valtellina. La conquista da parte dei dodici Cantoni (escluso l'Appenzello) di Locarno, della Vallemaggia, di Lugano e di

Mendrisio ebbe luogo durante il periodo di maggiore espansione dei Confederati intorno al 1512 e fu accettata dalla Francia dopo la sconfitta di Marignano. I quattro baliaggi erano spesso definiti «baliaggi italiani» o «*ennetbirgische Vogteien*». Altri possedimenti (Valtravaglia e Valcuvia sulla costa orientale del Lago Maggiore) furono restituiti ai Milanesi, così come pure la Valle Ossola.

Baliaggi, distretti

Dal 1516 al 1798 i territori diocesani e i baliaggi politici coincisero, con tre eccezioni: la Capriasca ambrosiana si trovava nel baliaggio di Lugano, il territorio di Brissago (dotato di libertà ampliate) era attribuito al baliaggio di Locarno, mentre il comune di Gorduno apparteneva politicamente alla Riviera. Durante questo lungo periodo non si verificarono ulteriori modifiche territoriali (carte T11 e T12).

Il Cantone di Lugano della Repubblica Elvetica era formato da quattro distretti, corrispondenti agli antichi baliaggi comuni. Il Cantone di Bellinzona raggruppava i quattro distretti amministrati in precedenza da Uri ovvero dai tre Cantoni (Uri, Svitto e Nidvaldo) a seguito di trasferimenti minori: Prugiasco passò dalla Leventina a Blenio e i Comuni di Moleno, Preonzo, Gnosca e Gorduno furono trasferiti dalla Riviera a Bellinzona (carta T13).

Nel 1803, con l'Atto di mediazione si decise di raggruppare i due Cantoni per formare l'attuale Cantone Ticino. Gli otto distretti furono mantenuti e suddivisi in 38 circoli (carta T14). Si aggiunsero due ulteriori cambiamenti: quattro trasferimenti di Comuni nel Locarnese nel 1804, nonché il trasferimento del circolo di Riva San Vitale da Lugano a Mendrisio nel 1814.

La Costituzione ticinese del 1997 – che ha sostituito quella del 1830 più volte rivista – ha mantenuto la nomenclatura degli otto distretti. La geografia amministrativa del Ticino a livello regionale è pertanto una delle più stabili di tutti i Cantoni svizzeri. I distretti sono stati tuttavia privati di un buon numero di diritti: ciascuno di essi disponeva un tempo di un «commissario di governo» (prefetto), funzione soppressa nel 1922.

Riquadro 1

Dal 1516 i confini dell'attuale Cantone Ticino sono praticamente rimasti immutati. Nel XIX secolo si segnalano tre modifiche dei confini nazionali.

Nel 1806 un accordo tra il Regno d'Italia, il Cantone Ticino e la Confederazione concesse all'Italia la parte superiore e non abitata della Valle Onsernone a monte dei Bagni di Craveggia (Gamboni, DSS).

L'enclave italiana di Campione sulla sponda del lago di Lugano si estendeva anche sulla riva opposta su una stretta striscia di terra lunga 800 metri che comprendeva la località di San Martino. L'accesso stradale al ponte-diga di Melide, costruito nel 1847, si trovava pertanto su suolo italiano. In un accordo concluso nel 1861, il Regno d'Italia appena fondato cedette questo territorio alla Svizzera, compresa la metà del lago (Comune di Pazzallo).

Situata in fondo alla Val di Campo nell'Alta Vallemaggia, l'Alpe Cravariola apparteneva storicamente ai borghesi di Crodo nella Valle Ossola. Tuttavia, la Svizzera rivendicava la sovranità territoriale sull'intera Val di Campo. Nel 1873 una commissione italo-svizzera decise di portare la controversia davanti a un giudice unico e impegnò le parti ad accettare la sentenza in anticipo – procedura utilizzata per la prima volta in un arbitrato internazionale. L'anno seguente, il giudice americano George Perkins Marsh decise in favore dell'Italia (Scaciga, 1870, 2004). Nella prima edizione della Carta Dufour (1854), Cravariola era ancora considerata come appartenente alla Svizzera (<https://map.geo.admin.ch>).

Parrocchie, Comuni

Le strutture ecclesiastiche e politiche si stabilirono molto presto, parallelamente e spesso in interazione reciproca. Benché diverse negli otto baliaggi, le parrocchie e le comunità ricoprirono ovunque gli stessi territori. La Chiesa ha attraversato due periodi di densificazione: il primo intorno al 1200 e il secondo nel corso del XVII secolo, entrambi a seguito di una forte crescita demografica. Prendendo a esempio la Leventina, nella pieve di Biasca tra il 1150 e il 1250 furono edificate otto chiese che in seguito furono fatte corrispondere alle «vicinanze» (comunità di vicinato) di Bedretto, Airolo, Quinto, Prato, Mairengo/Faido, Chiggionna, Chironico e Giornico. Le vicinanze furono suddivise in una trentina di «degagne», e queste ultime in circa 70 «vicinati» (Fransioli e Locarnini, DSS, Guindani 1990). Tra il 1560 e il 1640 sorsero dieci nuove parrocchie, essenzialmente all'interno delle vicinanze della valle inferiore, dove la chiesa madre situata in fondo alla valle era difficilmente accessibile dai villaggi (degagne) sulle terrazze a causa della forte differenza d'altitudine.

Nella Valle di Blenio si contavano tre «fagie» e sei «rodarie», mentre Bellinzona poté mantenere a lungo la propria unità politica, nonostante le comunità rurali avessero ottenuto il diritto di creare parrocchie autonome. Locarno fu costituita da «vicinanze» e in seguito da «squadre» a livello di villaggio. La vicinanza di Cevio acquistò nel 1403 lo statuto di giurisdizione indipendente. A Lugano numerose parrocchie si distaccarono e le comunità rurali acquisirono una maggiore autonomia.

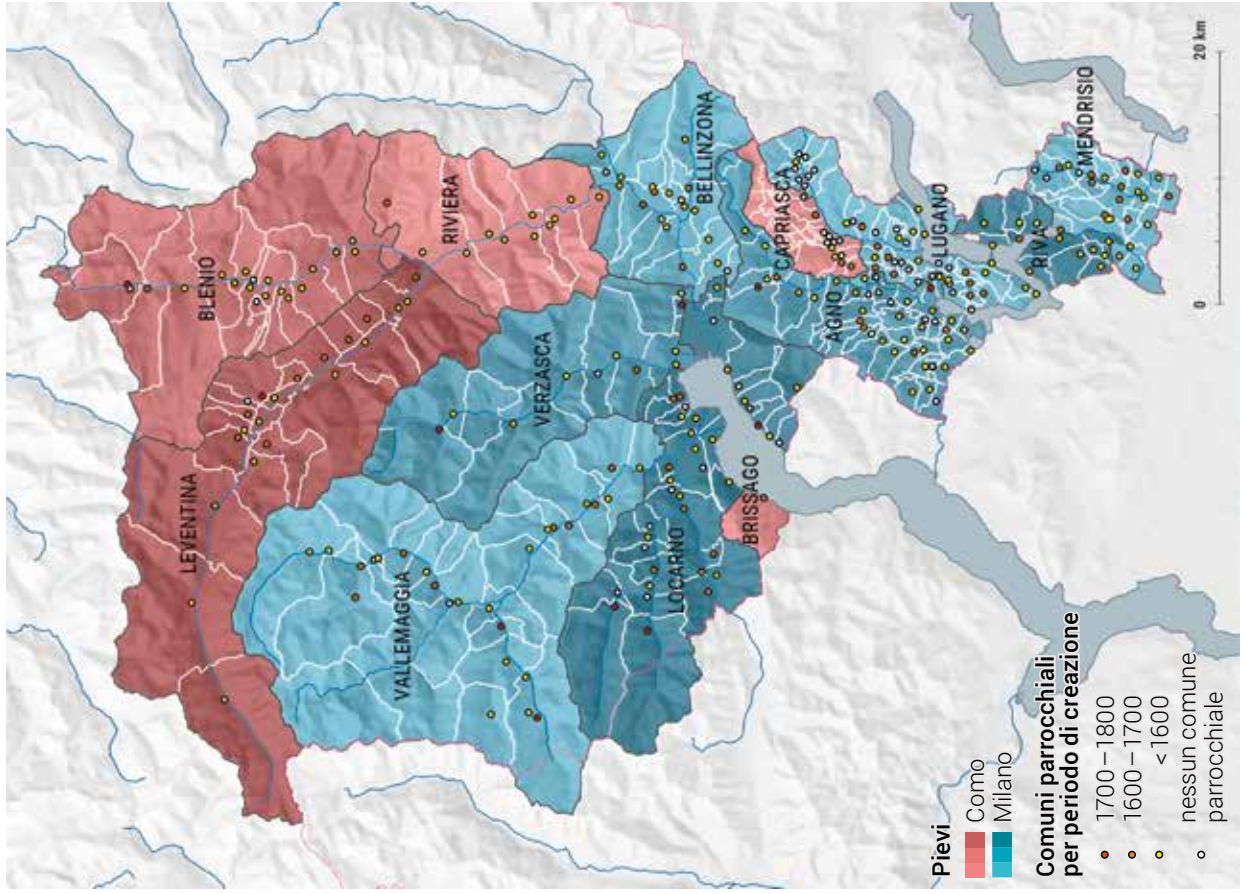
L'esigenza di uguaglianza nei diritti delle persone durante la Repubblica Elvetica si tradusse in una sorta di duplicazione del comune politico con la «Municipalità», che permetteva la partecipazione dell'intera popolazione (maschile) residente nel Comune, e il «Patriziato» (borghesia), riservato agli aventi diritto all'uso dei beni comunali. Queste due istituzioni sono state riprese dal Cantone Ticino e si sono mantenute fino ai giorni nostri. Il censimento elvetico permette di seguire queste modalità di distinzione, in quanto elenca gli abitanti per località specificando la loro appartenenza alle parrocchie e alle agenzie (future municipalità), i territori degli agenti cantonali dell'amministrazione centrale.

Nel confronto svizzero, le parrocchie dei due Cantoni di Bellinzona e Lugano erano le più piccole (circa 400 abitanti in media). Le autorità dei due Cantoni non hanno tuttavia proceduto nello stesso modo per designare le agenzie. Se nel Cantone di Bellinzona il numero di agenzie (69) corrispondeva all'incirca a quello delle parrocchie (64), nel Cantone di Lugano le agenzie (77) costituivano spesso dei raggruppamenti di più parrocchie (153). La differenziazione spaziale osservata in questo censimento elvetico in alcuni casi va ancora oltre, in particolare nel Cantone di Bellinzona dove le località corrispondevano ai vicinati (62 in Leventina), il livello spaziale dei futuri Comuni borghesi.

La documentazione dell'evoluzione delle parrocchie nei rapporti delle visite episcopali effettuate a partire dal 1590 è completa. Le descrizioni dei Comuni del «Dizionario storico della Svizzera» (DSS) indicano il più delle volte l'anno di fondazione di una nuova parrocchia e di un nuovo Comune. Per quanto riguarda i Comuni dopo il 1798, il loro numero è nettamente aumentato nel 1799 e 1801, passando da 77 agenzie a 180 Comuni nel Cantone di Lugano (più 66 nel Cantone di Bellinzona). Nel distretto di

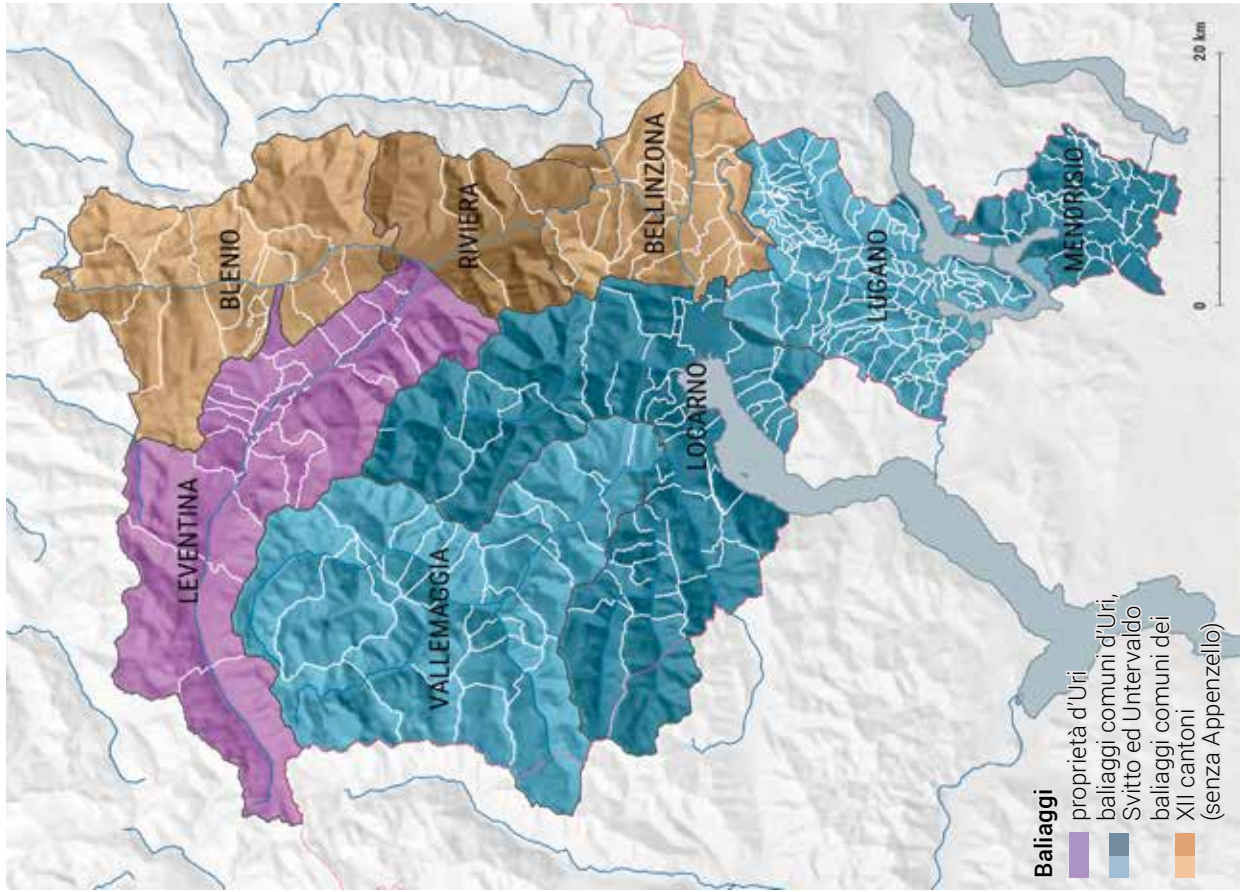
TI 2

Territori delle diocesi di Como e di Milano: Pievi e comuni parrocchiali



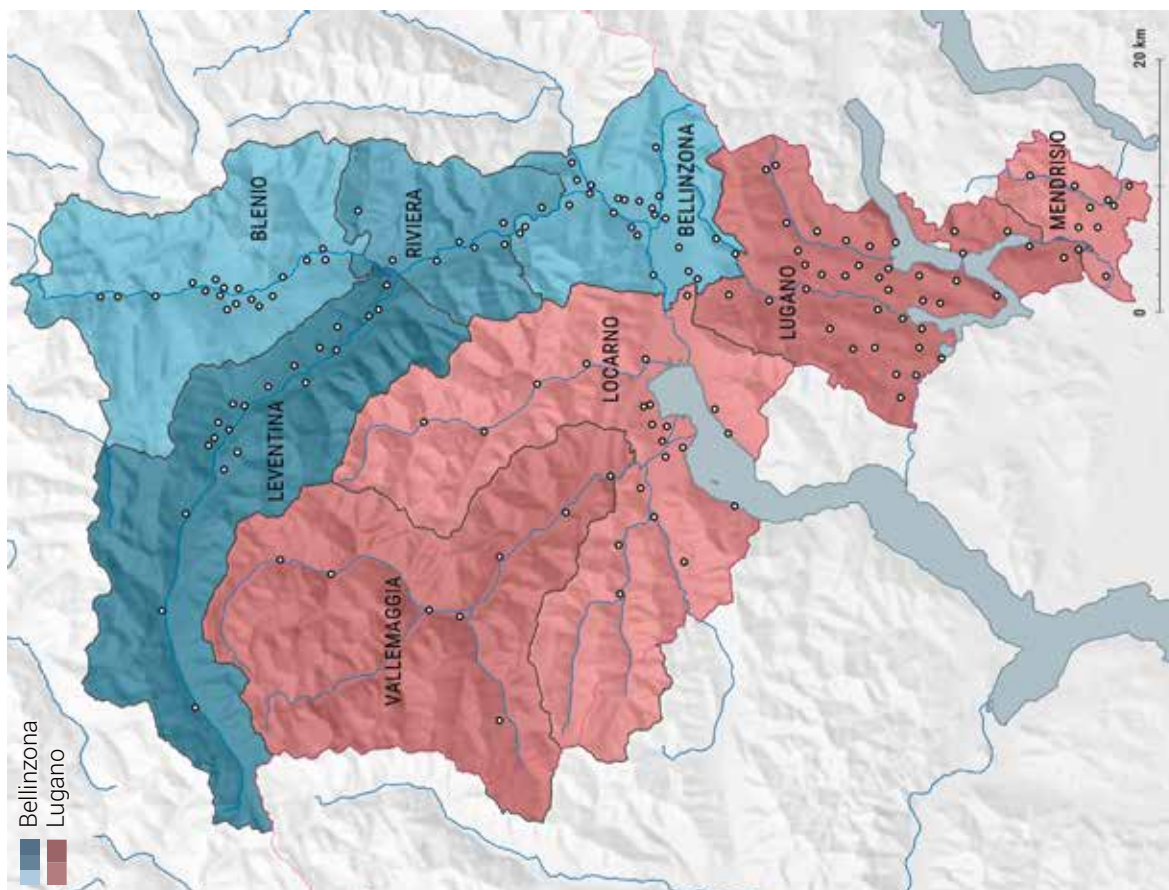
TI 1

Baliaggi italiani dei cantoni svizzeri dal 1519 al 1798



I cantoni di Bellinzona e di Lugano e i loro distretti durante la Repubblica Elvetica dal 1798 al 1803: Agenzie in occasione del censimento della popolazione del 1799

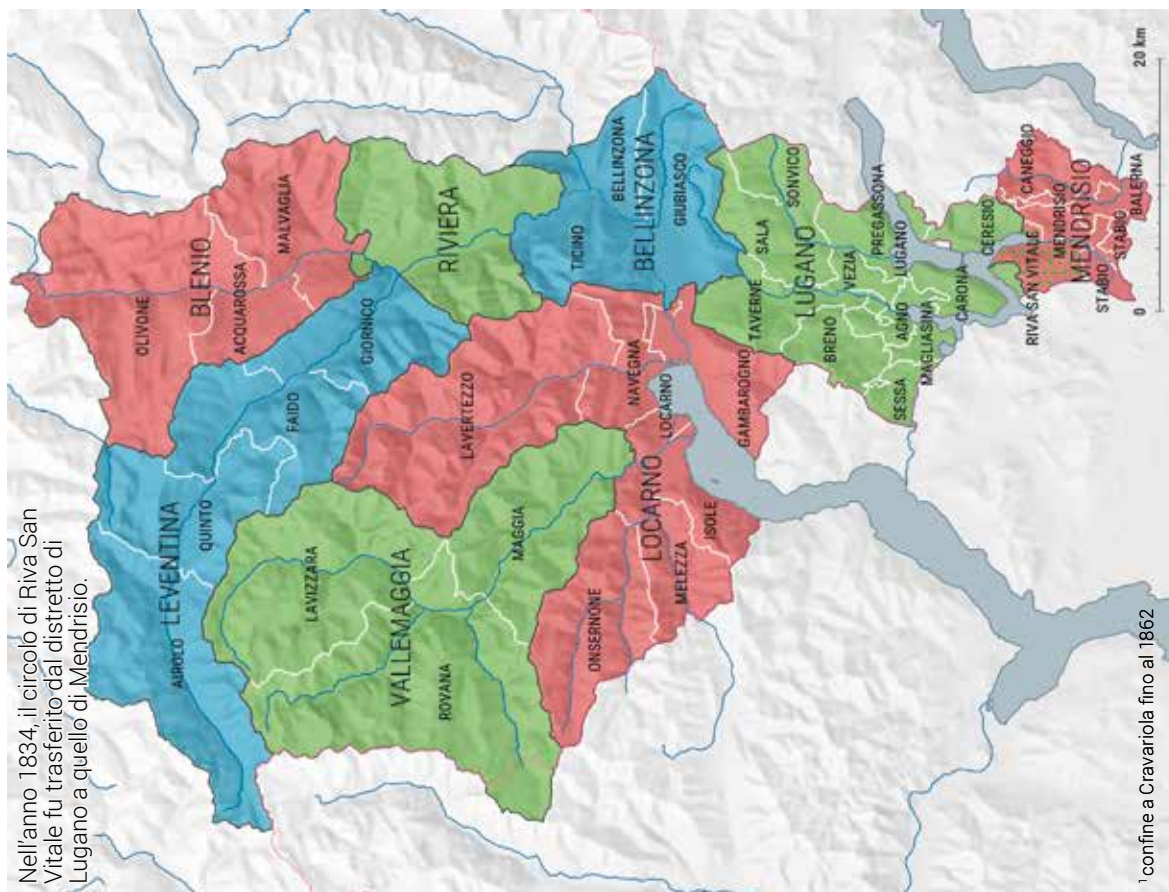
TI 3



© MICROGIS, JUST 2023

Distretti e circoli del Cantone Ticino dal 1803 ad oggi¹

TI 4



¹ confine a Cravariola fino al 1862

Lugano, le grandi comunità di Tesserete e di Colla si sono suddivise al livello delle loro piccole parrocchie. Nei censimenti del 1801 e 1808, sono menzionati 257 rispettivamente 267 Comuni. Anelli (2020) nel suo conteggio del numero di Comuni fa riferimento al decreto cantonale del 25 giugno 1803 che indica 268 unità. Tuttavia, ha modificato questo elenco per mantenere solo 254 «Comuni veri e propri». Un certo numero di frazioni senza statuto di Comune figura ancora nel censimento del 1808 e anche del 1824 (in particolare in fondo alle valli del Locarnese, della Vallemaggia e della Valle di Muggio). Partendo dall'elenco di Anelli di 254 Comuni, possiamo affermare che il numero di unità è complessivamente poco mutato nel corso del XIX secolo.

Riquadro 2

Tra il 1810 e il 1850 sono state censite due scomparse e sette creazioni di Comuni. Fusioni: 1820 Castione con Arbedo e 1846 Buttino con Aquila. Separazioni: 1816 Carabietta da Morcote, 1825 Grancia da Carabbia, 1831 Pianezzo e «Vallemorobbia in Piano» da Sant'Antonio, 1838 Palagnedra da Centovalli, 1843 Sonogno da Frasco, 1843 Magadino da Vira Gambarogno (259 Comuni nel 1850).

Tra il 1850 e il 1900 osserviamo due scomparse e otto creazioni di Comuni. Fusioni: 1864 Sornico con Prato e 1867 Valle Morobbia in Piano con Giubiasco. Separazioni: 1852 Gerra (Verzasca) da Brione (Verzasca), 1852 Campello da Calpiogna, 1853 Ghirone da Aquila, 1858 Linescio da Cevio, 1864 Rasa da Palagnedra, 1878 Cimadara da Sonvico, 1881 Orselina da Muralto e 1882 Gresso da Vergeletto (265 Comuni nel 1900).

Tra il 1900 e il 2000 non è più nato alcun Comune ma venti Comuni sono scomparsi in seguito ad aggregazioni. Noranco con Pambio nel 1904, Daro, Carasso e Ravecchia con Bellinzona nel 1907, Biogno suddiviso tra Bioggio e Breganzona nel 1925, Grumo con Torre nel 1928, Solduno con Locarno nel 1928, Casenzano e Vairano per formare San Nazzaro nel 1930, Colla, Insonne, Piandera, Scareglia e Signòra per formare Valcolla nel 1956, Rasa con Intragna nel 1972, Brè e Castagnola con Lugano nel 1972, Biogno-Beride con Croglio nel 1976, Campestro con Tesserete nel 1976, Pedrinate con Chiasso nel 1976, nonché Comolugno, Crana e Russo per formare Onsernone nel 1995.

Le fusioni del XX secolo erano conseguenza al contempo dell'espansione delle città (Bellinzona, Locarno, Lugano, Chiasso) e dello spopolamento dei villaggi nelle valli. L'esempio estremo di questo processo è l'attuale abbandono completo dell'habitat nella Val Pontirone (Biasca) che contava ancora 553 abitanti nel 1799.

La Costituzione ticinese del 1997 ha facilitato i cambiamenti territoriali a livello locale dando origine a una forte politica di fusioni tra Comuni avviatisi nel 2000. Da allora, oltre la metà degli antichi Comuni sono scomparsi. Nel 2020 nel Sopraceneri e nel Mendrisiotto la carta dei Comuni già aggregati e dei Comuni con progetti di raggruppamento in stadio avanzato ricorda molto la carta dei circoli del 1803 ancora in vigore.

Censimenti

Le visite pastorali dei vescovi di Como e di Milano tra il 1590 e il 1801

Sin dagli anni 1570 nel quadro delle visite episcopali furono svolte rilevazioni demografiche regolari particolarmente ricche, complete e geograficamente precise. Le visite furono avviate dal cardinale Carlo Borromeo (1538–1584), riformatore della Chiesa Cattolica in seguito al Concilio di Trento (1545–1563). Vescovo di Milano, divenne il «*Protector Helvetiae*» su richiesta dei Cantoni cattolici e si recò in Svizzera una ventina di volte (Delgado e Ries, 2010). Tra il 1590 e il 1800 contiamo, a seconda delle pievi, tra le dieci e le dodici visite pastorali nelle parrocchie della diocesi di Como, ma sorprendentemente solo sei visite nelle tre «valli ambrosiane» della diocesi di Milano. Per Brissago, sono note solo quattro visite. Queste fonti sono state registrate in modo esaustivo da Danilo Baratti (1992), la cui preziosa pubblicazione – comprendente l'annotazione di ogni cifra mancante o dubbia – ha costituito la base del presente lavoro.

La serie della diocesi di Como è, insieme alle raccolte parrocchiali zurighesi, la più ricca della Svizzera per il XVII e il XVIII secolo. Baratti ha raccolto i dati di ciascuna parrocchia per i 13 periodi massimi. Talvolta ha dovuto completare i dati mancanti facendo ricorso ad altre fonti, attraverso il numero di fuochi (1%, solo nel 1590) e nel 4% dei casi grazie alla consultazione di uno *status animarum* (registro anagrafico dei fedeli). Quando ciò non era possibile, ha inserito dati plausibili (restante 3%).

Nella nostra tabella per Comune, abbiamo ripreso i risultati degli anni 1600, 1643, 1671, 1720/45 e 1769 che sono tra i più completi e presentano uno scaglionamento regolare. Vista la qualità eccezionale della fonte, proponiamo di seguito una tabella sintetica per le 13 pievi che permette di seguire a grandi linee l'evoluzione demografica nell'arco di questi due secoli.

Numero di anime nelle pievi del futuro cantone Ticino (1590–1801)

T.3.7

Diocesi	Pieve	1590	1600	1620	1643	1671	1685	1700	1709	1720	1745	1761	1769	1784	1801
	Ticino Totale	79 400	79 124		81 500	87 000	89 200	87 300		87 800			86 400	87 200	88 371
Como	Pieve di Balerna	2 966	2 870	3 110	3 411	4 074	4 091	3 804		3 852			4 153	4 157	4 056
Como	Pieve di Riva														
Como	Pieve di Lugano	10 366	9 867	10 871	9 838	10 214	10 200	10 102	10 226	10 600			11 420	<i>11 800</i>	12 169
Como	Pieve di Agno	10 720	10 364	10 904	<i>11 300</i>	11 866	12 521	11 695	11 294	11 717			11 683	11 728	11 345
Como	Pieve di Bellinzona	6 705	6 901	<i>6 100</i>	<i>6 000</i>	5 859	5 736	5 743	5 895	6 026		5 786	5 761	6 048	6 037
Como	Pieve di Locarno	12 445	11 444		11 452	12 245	12 521	13 195	12 886	12 908		11 901	11 924	11 724	12 073
Como	P. di Locarno (Vallemaggia)	8 550	7 875		8 787	9 864	10 071	9 447	9 431	8 779		6 729	6 567	6 007	6 170
Como	P. di Locarno (Verzasca)	4 000	3 421	3 940	3 477	4 240	4 397	4 271	4 409	4 633		4 173	4 083	3 775	4 056
Milano	Pieve di Capriasca	2 767	2 632		2 342	<i>2 700</i>	3 217	<i>2 900</i>		<i>2 700</i>	2 413	2 445	2 723	<i>2 600</i>	2 450
Milano	Brissago	<i>2 000</i>	2 000		<i>1 800</i>	<i>1 800</i>	<i>1 700</i>	<i>1 700</i>		<i>1 600</i>			1 500	1 460	1 330
Milano	Totale Riviera	3 310	3 428		<i>3 500</i>	<i>3 500</i>	3 552	<i>3 500</i>		<i>3 500</i>	3 485		<i>3 500</i>	3 451	3 647
Milano	Totale Blenio	4 115	6 130		<i>6 400</i>	<i>6 500</i>	6 719	<i>6 500</i>		<i>6 300</i>	5 959		<i>6 200</i>	6 487	6 528
Milano	Totale Leventina	5 543	6 447		<i>6 700</i>	<i>6 800</i>	6 940	<i>7 100</i>		<i>7 300</i>	7 638		<i>8 100</i>	8 487	9 132

Fonti: Baratti (1992), cifre stimate da Martin Schuler

I censimenti elvetic

Il nuovo Cantone di Bellinzona ha organizzato un primo censimento nel 1798 per il quale solo i risultati delle tre valli (Leventina, Blenio e Riviera) sono noti (ASTi) e pubblicati in Raffaello Ceschi et al. (1980). I risultati differiscono minimamente da quelli del censimento dell'anno seguente. I documenti del censimento elvetico conservati nell'Archivio federale risalgono a gennaio 1799 (Lugano) e ad aprile 1799 (Bellinzona). Essi indicano il numero di case e altri edifici nonché il numero di abitanti per località, parrocchia e agenzia. Come già sottolineato, la qualità di questo censimento sembra elevata se si confrontano i suoi risultati con quelli delle rilevazioni precedenti e successive o analizzando il rapporto «numero di abitanti per casa». André Schluchter ha effettuato una sola correzione inserendo 130 abitanti per il Comune di Chiggionna nella Leventina, evidentemente dimenticato.

Un terzo sondaggio del periodo elvetico risalente al 1801 rientra in una serie di visite pastorali nelle parrocchie delle due diocesi.

I censimenti del Cantone Ticino

L'articolo di Raffaello Ceschi, Vasco Gamboni e Andrea Ghirighelli (1980) contiene al contempo le copie di tutti i risultati comunali dei censimenti del 1798, 1799, 1801, 1808, 1837 nonché una critica di questi sondaggi. Per il censimento del 1824 sono stati ripresi i dati dagli originali conservati nell'Archivio cantonale.

Lo svolgimento del primo censimento del nuovo Cantone Ticino nel 1808 fu giustificato dal governo per rimediare alle critiche volte al censimento del 1801 e ricordando che l'evoluzione della popolazione poteva «variare a seconda delle circostanze». Due volumi di 500 pagine ciascuno del censimento si sono conservati, mentre il terzo volume contenente i Comuni dell'Alta Leventina è andato perduto. Il censimento del 1808 comprende nominalmente tutti gli uomini con più categorie di variabili e la somma delle donne di ciascun Comune (Anelli, 2017). La realizzazione del censimento è stata affidata alle parrocchie con il supporto dei sindaci. Questo censimento può essere considerato come molto preciso (TA9).

Un nuovo censimento sembra avere avuto luogo nel 1817. Tuttavia, di esso non resta che un riferimento risalente al 1824 e qualche lettera che vi allude, come dimostrato da Anelli (2019).

Le serie complete di dati del censimento del 1824 sono conservate in 38 volumi, uno per circoscrizione. Il censimento è completo e questa volta la recensione delle donne è precisa tanto quanto quella degli uomini. L'antico conteggio degli elenchi di persone per Comune corrisponde esattamente alla somma che si ottiene addizionando i dati, oggi interamente digitalizzati. Il censimento del 1824 richiedeva inoltre ai Comuni di elaborare in seguito una statistica annuale degli effettivi di popolazione. Al momento della richiesta della Dieta nel 1836, il Cantone Ticino sperava di poter fornire risultati comunali grazie a questa statistica progressiva. Emerse però che la maggior parte dei Comuni non aveva realizzato la statistica richiesta per l'intero periodo. Come circa la metà degli altri Cantoni, il Ticino si è quindi trovato obbligato a procedere a un secondo censimento l'anno seguente, censimento che potrebbe essere realizzato solo nel distretto di Bellinzona (Anelli 2019).

Evoluzione della popolazione

Come in numerose valli del sud delle Alpi, la densità della popolazione ticinese era già elevata intorno al 1600, anno in cui il futuro Cantone contava 79 200 abitanti. Durante i 200 anni seguenti, la crescita demografica tra gli anni di conteggio dei comunicanti fu molto debole, nell'ordine dell'1‰ all'anno per il XVII secolo e dello 0,1‰ all'anno per il XVIII secolo (1799: 90 300 persone nei due Cantoni). Il periodo dal 1643/71 fu l'unico durante il quale il Ticino guadagnò sensibilmente in popolazione (+ 5500 persone). Le fluttuazioni demografiche causate dalle epidemie di peste ebbero incidenza sul Ticino per l'ultima volta nel 1629 (Mattmüller 1987).

Malgrado la debole crescita generale, i divari tra le pievi furono significativi: durante il primo dei due secoli, il Sottoceneri e il Locarnese (compresa la Vallemaggia) registrarono una crescita di popolazione, mentre Bellinzona e le tre valli persero abitanti. Tra il 1700 e il 1799 le differenze interne si accentuarono poiché solo Mendrisio e la Leventina videro crescere la loro popolazione. La diminuzione fu particolarmente forte nella Vallemaggia.

Il primo terzo del XIX secolo si distinse per un forte aumento della popolazione, oltretutto abbastanza omogeneo a seconda delle regioni. Angelo Rossi (2020) ha dimostrato che la crescita del Ticino nel primo terzo del XIX secolo fu sostenuta da una politica impegnante del giovane cantone, che attuò importanti investimenti nell'agricoltura e nella rete viaria (San Gottardo 1830). Il censimento del 1837 segnò la svolta della crescita demografica del Ticino, che proseguì fino al 1888 (fatta eccezione per il periodo della costruzione della galleria del San Gottardo). Questo fu anche il periodo del primo forte spopolamento delle regioni di montagna a vantaggio delle città (e verso l'estero).

La popolazione delle valli alpine meridionali è stata a lungo caratterizzata dalla migrazione stagionale, soprattutto per gli uomini, un modello di mobilità che vi garantiva un habitat denso. Il suo declino è iniziato con l'emigrazione definitiva, soprattutto oltreoceano, intorno al 1840. Il grande esodo della popolazione, che in alcuni Comuni ha raggiunto il 90%, è proseguito nel XX secolo, sempre più spesso verso destinazioni all'interno della Svizzera e del Cantone. Ciò si è verificato principalmente nelle valli in cui la sostituzione con il pendolarismo non era possibile. Nei censimenti, la migrazione stagionale creava grandi problemi di conteggio al momento della recensione della popolazione e nell'applicazione della definizione di domicilio.

Letteratura

- Agliati Carlo, Stato e vita politica nel XIX° XX secolo, DSS, Ticino, cap. 4.
- Anelli Stefano, Il censimento della popolazione del 1808, in: Bollettino della Società storica locarnese, 21, 2017, p. 111–136.
- Anelli Stefano, I Comuni del Cantone Ticino dal 1803 a oggi. Creazioni, fusioni, aggregazioni e separazioni. Ustat, Bellinzona, agosto 2017 (nella versione di luglio 2020).
- Anelli Stefano, La popolazione ticinese prima del 1850. Fonti, dati e osservazioni, in: Dati – Statistiche e società, Ustat, Bellinzona, giugno 2019.
- Baratti Danilo, La popolazione nella Svizzera italiana dell'antico regime, in: Archivio Storico Ticinese, Vol. 111, anno XXIX, Bellinzona 1992, p. 53–96.
- Ceschi Raffaello, Gamboni Vasco, Ghiringhelli Andrea, Contare gli Uomini, CDC Bellinzona, maggio 1980.
- Chiesi Giuseppe e Paolo Ostinelli, Società, economia e cultura nel Medioevo e in età moderna, DSS, Ticino, cap. 3.
- Delgado Mariano e Ries Markus (editori), Karl Borromäus und die katholische Reform, Academic Press, Fribourg, W. Kohlhammer Verlag, Stuttgart, 2010.
- Franscini Stefano, Nuova statistica della Svizzera, Tipografia della Svizzera italiana, Lugano, 1847.
- Fransoli Mario e Tiziano Locarnini, Leventina, DSS (versione del 14.03.2017).
- Gamboni Vasco, Onsernone, DSS.
- Guindani Silvio, Le dualisme communal dans le canton du Tessin, in: Annuaire suisse de science politique, vol. 20, 1980, p. 115–133.
- Lowenthal David, «Marsh at Cravariola: Boundary-Making in the Italo-Swiss Alps», 10 Environment and History (2004), p. 205–235.
- Marcacci Marco e Nelly Valsangiacomo, Economia, società e cultura nel XIX° XX° secolo, DSS, Ticino, cap. 5.
- Mattmüller Markus, Angaben von Pestbefall in schweizerischen Kantonen, 1500–1700, in: Mattmüller Markus, Bevölkerungsgeschichte der Schweiz, Verlag Helbling und Lichtenhahn, Basel und Frankfurt, 1987, p. 473–477.
- Motta Emilio, Dati per la storia della statistica della Svizzera italiana, in: Bollettino storico della Svizzera italiana, Bellinzona, Anno VII°, 1885, p. 128–132.
- Ostinelli Paolo, Milano (arcidiocesi), DSS.
- Pedrioli Jean-Pierre, Analisi demografiche di parrocchie ticinesi nel seicento, lavoro di licenza, Basilea (1987) (presso Mattmüller).
- Rossi Angelo, Metamorfosi. Tre saggi sulle trasformazioni che hanno accompagnato lo sviluppo socio-economico secolare del Ticino, fPC, Bellinzona, 2020.
- Rossi Gianluigi, La popolazione del Canton Ticino nella prima metà dell'Ottocento, attraverso i censimenti cantonali, in: Scrinium. Locarno, Dipartimento della pubblica Educazione, 1976, p. 255–266.
- Scaciga della Silva Francesco, Della territorialità e della proprietà dell'Alpe Cravariola, Tipografia di Antonio Porta, Domodossola, 1870, (ristampa Centro Studi Piero Ginocchi, Tipografia Saccardo Carlo e Figli, Ornavasso, 2004).
- Schluchter André, Zur Bevölkerungsentwicklung des Tessins in der frühen Neuzeit, in: Mattmüller Markus, Bevölkerungsgeschichte der Schweiz, Teil I, Wissenschaftlicher Anhang, Band 2, Helbling und Lichtenhahn, Basel und Frankfurt am Main, 1987, p. 661–683.
- Torricelli Gian Paolo, Atlante socioeconomico della Regione insubrica, IRE, Lugano, 1996.

Fonti

Archivio federale (AFS)

- B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, 1798/1799, Cantone di Bellinzona, 14.04.1799; B0#1000/1483#1090l.
- B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, 1798/1799, Cantone di Lugano, 31.01.1799.

Archivio di Stato del Cantone Ticino (ASTi)

- 1798: Fondo diversi, scat. 1393.
- 1824: Prospetto generale della Popolazione della Repubblica e Cantone del Ticino compreso il numero dei Coscritti spettanti ad ogni Comune del Cantone. Numeraz.e del 1824.

Cantone Ticino

(ts-x-01-2223-TI)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	DC	DC	DC	DC	RH	RCP	RCP	RDF	RFP
Cantone Ticino						1600	1683	1719	1769	1799	1808	1824	1836	1850
Diocesi di Como						1587/99	1683/85	1719/23	1769					
Arcidiocesi di Milano						1602	1682	1682/45	1745/85					
5001 Arbedo	BY/BZ					380	490	420	388	367	391'	561	627	801
5002 Bellinzona	BY/BZ					1 250	790	985	1 000	1 086	1 261	1 341	1 441	1 926
5003 Cadenazzo	BY/BZ		5017							159	144	169	207	216
5025 Carasso	BY/BZ	1634	5002	1907	5002	200	169	190	234	236	275	288	336	408
5026 Castione	BY/BZ	<1671	5010	1820	5001		137	89	56	40	40'			
5004 Camorino	BY/BZ					420	271	247	264	264	279	271	333	321
5027 Daro	BY/BZ			1907	5002	130	212	222	256	304	277	405	483	484
5005 Giubiasco	BY/BZ					1 000	944	972	996	855	369	617	613	623
5006 Gnosca	RI/BZ					240	280	187	220'	240	244	241	222	195
5007 Gorduno	RI/BZ					395	365	389	365	255	287	321	327	299
5008 Gudo	BY/BZ	1631	5019				174	197	150	135	131	135	160	296
5009 Isole	BY/BZ					466	603	587	596	647	633	665	779	789
5010 Lumino	BY/BZ					572	391	368	314	298	334	384	431	522
5011 Medeglia	BY/BZ					300'	457	474	436	397	391	373	451	469
5012 Moleno	RI/BZ					120	104	90	97'	101	101	141	154	145
5013 Monte Carasso	BY/BZ					669	453	491	506	473	471	597	664	619
5014 Pianezzo	BY/BZ	1831	5018	<1808	5018		196	162	197	210			274	328
5015 Preonzo	RI/BZ					300	270	274	285'	292	292	329	379	402
5028 Ravecchia	BY/BZ			1907	5002	474	196	235	172	235	306	320	356	391
5016 Robasacco	BY/BZ	1805	5011							189	185	203	192	227
5017 S. Antonino	BY/BZ					550	469	536	393	248	213	269	277	329
5018 S. Antonio	BY/BZ					572	319	323	300	333	1 154	1 285	601	688
5019 Sementina	BY/BZ					289	160	200	170	190	186	212	265	310
5029 V. Morobbia in P.	BY/BZ	1831	5014	1867	5005								699	794
Distretto di Bellinzona						8 327	7 450	7 638	7 395'	7 554	7 964	9 127	10 271	11 582
5031 Aquila	BO/BZ					600	750	839	816'	774	766	1 082	986	1 171
5058 Buttino	BO/BZ	1803/42	5031	1836/46	5031					89	10	4		
5032 Campo	BO/BZ	1608	5043				157	227	242'	200	202	225	222	160
5033 Castro	BO/BZ					150	200	122	169'	151	114	159	153	129
5034 Corzoneso	BO/BZ					500	250	228	286'	355	337	414	434	369
5035 Dongio	BO/BZ					440	532	382	382'	428	391	437	463	495
5036 Ghirone	BO/BZ	1836/53	5031	1803/42	5031	400	370	243	247'	182	181		162	
5059 Grumo	BO/BZ	1803	5047	1928	5047					37	45	55	55	41
5037 Largario	BO/BZ					56	47	50	54'	74	74	75	76	75
5038 Leontica	BO/BZ					315	605	467	535'	542	441	543	569	473
5039 Lottigna	BO/BZ					100	105	112	88'	90	101	123	129	136
5040 Ludiano	BO/BZ					180	130	225	237'	292	291	325	397	389
5041 Malvaglia	BO/BZ					1 164	1 050	1 149	1 267'	1 228	1 056	1 522	1 684	1 647
5042 Marolta	BO/BZ		5033							76	178	183	168	136
5043 Olivone	BO/BZ					1 000	1 018	734	676'	628	634	720	806	758
5044 Ponto Valentino	BO/BZ					300	470	444	521'	521	481	536	591	518
5045 Prugiasco	UL/BZ					125	159	203	208'	245	239	255	285	333
5046 Semione	BO/BZ					600	700	446	446'	668	562	714	773	755
5047 Torre	BO/BZ					200	176	88	109'	79	91	108	91	102
Distretto di Blenio	BO/BZ					6 130	6 719	5 959	6 283'	6 659	6 194	7 480	8 044	7 687

Cantone Ticino

(ts-x-01-2223-TI)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	DC	DC	DC	DC	RH	RCP	RCP	RDF	RFP
Cantone Ticino						1600	1683	1719	1769	1799	1808	1824	1836	1850
Diocesi di Como						1587/99	1683/85	1719/23	1769					
Arcidiocesi di Milano						1602	1682	1682/45	1745/85					
5061 Airolo	UL/BZ					950	1 000	1 099	1 184'	1 499	1 476	1 681	1 880	1 624
5062 Anzonico	UL/BZ	1602	5073			400	260	424	354'	327	326	361	382	328
5063 Bedretto	UL/BZ					100	235	293	291'	523	517	594	633	388
5064 Bodio	UL/BZ					210	230	323	314'	282	293	320	362	362
5065 Calonico	UL/BZ	1602	5069			120	150	93	101'	133	133	136	166	122
5066 Calpiogna	UL/BZ	1670	5074			80	153	211	245'	332	318	334	410	354
5067 Campello	UL/BZ	1853	5066											
5068 Cavagnago	UL/BZ	1585	5073			400	200	215	234'	266	267	295	370	342
5069 Chiggiogna	UL/BZ					100	60	98	104'	130'	140	140	172	188
5070 Chironico	UL/BZ					750	708	569	598'	634	657	729	887	829
5071 Dalpe	UL/BZ	1640	5078				200	254	300'	410	435	513	639	481
5072 Faido	UL/BZ					400	330	383	462'	568	544	586	597	704
5073 Giornico	UL/BZ					750	350	510	498'	585	592	681	743	707
5074 Mairengo	UL/BZ					300	265	163	201'	237	237	218	226	170
5075 Osco	UL/BZ	1602	5074			200	340	366	389'	466	452	525	551	452
5076 Personico	UL/BZ					200	180	269	269'	225	188	218	269	306
5077 Pollegio	UL/BZ	1602	5073			340	350	279	254'	261	284	338	408	468
5078 Prato	UL/BZ					447	300	308	358'	455	492	515	611	424
5079 Quinto	UL/BZ					500	1 000	1 099	1 319'	1 477	1 564	1 645	1 863	1 382
5080 Rossura	UL/BZ	1837	5069			200	329	351	333'	389	376	410	420	335
5081 Sobrio	UL/BZ	1611	5068				300	331	350'	353	373	380	385	365
Distretto di Leventina	UL/BZ					6 447	6 940	7 638	8 158'	9 552	9 664	10 619	11 974	10 331
5091 Ascona	LO/LG					995	616	560	618	729	735	773	940	902
5092 Auressio	LO/LG									293	273	259	298	198
5093 Berzona	LO/LG									308	286	244	252	235
5094 Borgnone	LO/LG	1630/1838	5122				687	313	200	265'	277		659	409
5095 Brione (Verzasca)	LO/LG					800	998	1 130	552	474'	468	530	1 036	870
5096 Brione sopra M.	LO/LG	1662	5113					533	540	621	598	673	680	639
5097 Brissago	LO/LG					2 000	1 700'	1 600'	1 500	1 321	1 434	1 463	1 493	1 266
5139 Casenzano	LO/LG			1930	5127					70		80	95	101
5098 Caviano	LO/LG									261	249	324	390	332
5099 Cavigliano	LO/LG										238	247	280	258
5100 Comologno	LO/LG	1715	5126					182'	209	245'	333	324	381	440
5101 Contone	LO/LG					70	71	74	80	81	89	101	100	139
5102 Corippo	LO/LG	1822	5135							246'	243	264	249	294
5103 Crana	LO/LG	1803	5100							130'	138	147	182	185
5104 Cugnasco	LO/LG					240	350	340'	313	226	252	273	294	349
5105 Frasco	LO/LG					550	556	714	296	334'	281	662	759	445
5106 Gerra (Gamb.)	LO/LG	1774	5128						399	474	447	511	596	651
5107 Gerra (Verzasca)	LO/LG	1742/1852	5095						379	300'	312	385		
5387 Golino	LO/LG				5111	600	166	159	160	160'	157			
5108 Gordola	LO/LG					400	510	379'	294	153	210	242	241	290
5109 Gresso	LO/LG	1882	5132											
5110 Indemini	LO/LG					200	376	376	308	310	307	297	337	409
5111 Intragna	LO/LG	1653	5387				850	985	968	950'	950	1 362	1 471	1 428

Cantone Ticino

(ts-x-01-2223-TI)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	DC	DC	DC	DC	RH	RCP	RCP	RDF	RFP
Cantone Ticino						1600	1683	1719	1769	1799	1808	1824	1836	1850
Diocesi di Como						1587/99	1683/85	1719/23	1769					
Arcidiocesi di Milano						1602	1682	1682/45	1745/85					
5112 Lavertezzo	LO/LG					387	680	750	750	728	605	708	808	464
5113 Locarno	LO/LG					3 029 ⁱ	3 200 ⁱ	3 515 ⁱ	1 751	1 140	1 167	1 463	1 572	2 676
5114 Loco	LO/LG					1 620	1 140	1 217	1 500	781	689	683	692	600
5115 Losone	LO/LG					715	460 ⁱ	662	648	631	582	674	734	642
5116 Magadino	LO/LG	1843	5134											586
5117 Mergoscia	LO/LG	1591	5120			316	345 ⁱ	400 ⁱ	397 ⁱ	506	229	525	595	588
5118 Minusio	LO/LG	1698	5113						470	580	608	741	750	894
5119 Mosogno	LO/LG	1685	5114				480	368	254	322	284	291	319	307
5120 Muralto	LO/LG	1881	5121											
5121 Orselina	LO/LG								268	628	555	677	755	782
5122 Palagnedra	LO/LG					1 200	462	337	189	175 ^e	198	616		337
5123 Piazzogna	LO/LG									178	157	198	206	221
5124 Rasa	LO/LG	1644/1864	5122				140	103	93	100 ^e	101			
5125 Ronco sopra A.	LO/LG					505	470	500	462	441	422	476	463	378
5126 Russo	LO/LG	1656	5114				580	546	350 ⁱ	330 ⁱ	239	261	282	302
5127 S.Nazzaro (V.)	LO/LG					350	346	270	317	270	393	369	425	376
5128 Sant'Abbondio	LO/LG					950	850	865	450	220	240	263	272	251
5140 Solduno	LO/LG		5113	1928	5113				318	301	242	266	259	268
5129 Sonogno	LO/LG	1734/1843	5105						314	298 ^e	281			334
5130 Tegna	LO/LG	1692	5133					216	190	197	203	220	247	240
5131 Tenero-Contra	LO/LG					228 ⁱ	267 ⁱ	200	110	125	123	166	160	198
5388 Verdasio	LO/LG	1624	5122				280	210	65 ^e	59 ^e	41			
5132 Vergeletto	LO/LG	1757	5126						225	280 ^e	251	288	422	456
5133 Verscio	LO/LG					610 ⁱ	784 ⁱ	452	412	480	279	314	367	347
5134 Vira (Gamb.)	LO/LG					600 ⁱ	563	465	480	461	439	623	815	617
5135 Vogorno	LO/LG					500	691	720	678	550 ⁱ	456	520	605	658
Distretto di Locarno	LO/LG					16 865	18 618 ⁱ	19 141 ⁱ	17 507	17 732 ^e	17 061	19 503	21 481	22 362
5141 Agno	LY/LG					955 ⁱ	1 042	541	578	616 ^e	548	595	726	911
5142 Agra	LY/LG	1591	5209				145	150	167	228	227	220	248	164
5143 Aranno	LY/LG						165	155	226	205 ^e	242	217	279	268
5144 Arogno	LY/LG					380	540	553	536	547	572	650	736	756
5145 Arosio	LY/LG					150	274	287	230	238	198	242	266	232
5146 Astano	LY/LG					269	387	372	393	289 ⁱ	291	404	405	395
5147 Barbengo	LY/LG	1591	5209			205	250	262	270	407	444	515	566	552
5148 Bedano	LY/LG					350	580	502	492	200	137	240	259	266
5149 Bedigliora	LY/LG					470	677	525	600	476 ^e	413	467	515	499
5150 Bidogno	LY/LG	1615	5226				505	505	606	369	399	454	538	489
5151 Bioggio	LY/LG	1773						310	328	320	343	378	416	442
5238 Beride	LY/LG			>1804	5152					81				
5152 Biogno-Beride	LY/LG									98	168	197	227	215
5237 Biogno	LY/LG			1925	5158					166	170	203	199	185
5153 Bironico	LY/LG					1 140	658	603	128	200	202	202	189	177
5154 Bissone	LY/LG					300	298	202	240	272	197	286	314	302
5155 Bogno	LY/LG	1811	5240							208	226	250	294	261
5156 Bosco Luganese	LY/LG	1783	5161							121	114	147	186	198

Cantone Ticino

(ts-x-01-2223-TI)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	DC	DC	DC	DC	RH	RCP	RCP	RDF	RFP
Cantone Ticino						1600	1683	1719	1769	1799	1808	1824	1836	1850
Diocesi di Como						1587/99	1683/85	1719/23	1769					
Arcidiocesi di Milano						1602	1682	1682/45	1745/85					
5157 Brè	LY/LG					250	257	225	182	246	257	333	373	378
5158 Breganzona	LY/LG	1773	5192							206	197	255	301	232
5159 Breno	LY/LG					400	521	554	528	360	344	412	446	395
5160 Brusino Arsizio	LY/LG					150'	172	160	177	208	214	266	301	291
5161 Cademario	LY/LG					500'	386	361	376	203	188	211	244	279
5162 Cadempino	LY/LG		5189							110	121	149	167	157
5163 Cadro	LY/LG	1599	5224				386	344	560'	274	285	329	336	419
5164 Cagiallo	LY/LG									357	320	318	347	288
5165 Camignolo	LY/LG	1670	5153				260	244	158	168	185	223	246	258
5166 Campestro	LY/LG									116	158	155	181	161
5167 Canobbio	LY/LG	1643	5176				164	178	142	166	177	210	206	284
5168 Carabbia	LY/LG	1608	5209				141	123	127	220	227	236	148	143
5169 Carabietta	LY/LG	1816	5203	1803	5203					58	56	64	77	74
5170 Carona	LY/LG					700	590	575	600	412	406	437	514	421
5171 Caslano	LY/LG					338	394	377	310	498	505	539	602	690
5172 Castagnola	LY/LG					160	207	200	200	271	264	288	310	419
5173 Certara	LY/LG									123	102	159	187	142
5174 Cimadara	LY/LG	1878	5224											
5175 Cimo	LY/LG									54	44	56	53	61
5240 Colla	LY/LG					600	790	761	800	334	358	401	518	496
5176 Comano	LY/LG					1 152	335	307	333	279	246	254	309	334
5177 Corticiasca	LY/LG									110	128	155	173	241
5178 Croglio-Castelr.	LY/LG					500	556	521	582	472	539	593	686	744
5179 Cureggia	LY/LG									62	6	34	37	53
5180 Cureglia	LY/LG	1594	5176			197	195	235	218	187	215	242	232	277
5181 Curio	LY/LG					280'	310	264	300	288	290	350	399	421
5182 Davesco-Soragno	LY/LG									207	213	231	268	299
5183 Fescoggia	LY/LG									141	146	133	153	177
5184 Gandria	LY/LG					295	182	169	155	167	157	187	210	235
5185 Gentilino	LY/LG					480	639	597	707	217	206	246	299	333
5186 Grancia	LY/LG	1671/1825	5168				110	112	112				124	104
5187 Gravesano	LY/LG									116	111	135	174	149
5392 Insonne	LY/LG									83	82	101	139	175
5188 Iseo	LY/LG					432	375	300	328	124	100	119	119	104
5189 Lamone	LY/LG					400	317	290	336	234	251	267	321	347
5190 Lopagno	LY/LG									266	313	296	364	410
5191 Lugaggia	LY/LG									325	326	349	396	388
5192 Lugano	LY/LG					3 200'	3 402	3 660	4 351	4 121	3 344	3 965	3 827	5 142
5193 Magliaso	LY/LG	1668						178	223	218	271	291	369	435
5194 Manno	LY/LG									151	169	193	196	275
5195 Maroggia	LY/LG	1644	5263				126	123	166	172	156	162	159	211
5196 Massagno	LY/LG									202	248	206	320	329
5197 Melano	LY/LG					100	211	206	205	253	283	312	342	368
5198 Melide	LY/LG					170	177	148	142	157	109	189	297	273
5199 Mezzovico	LY/LG					700	540	667	346	387	367	421	447	465

Cantone Ticino

(ts-x-01-2223-TI)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	DC	DC	DC	DC	RH	RCP	RCP	RDF	RFP
Cantone Ticino						1600	1683	1719	1769	1799	1808	1824	1836	1850
Diocesi di Como						1587/99	1683/85	1719/23	1769					
Arcidiocesi di Milano						1602	1682	1682/45	1745/85					
5200 Migliaglia	LY/LG					228	207	138	154	198	202	274	337	314
5201 Montagnola	LY/LG									440	417	469	519	551
5202 Monteggio	LY/LG									398	330	458	531	619
5203 Morcote	LY/LG					500	472	482	500	390	347	444	522	481
5204 Mugena	LY/LG	1636	5159			180	203	174	192	225	190	198	225	175
5205 Muzzano	LY/LG	1735	5141						122	204	229	222	237	287
5206 Neggio	LY/LG	1611	5141				157	143	123	126	107	120	158	203
5239 Noranco	LY/LG			1904	5209					42	34	38	56	68
5207 Novaggio	LY/LG					336	342	277	372	350	390	382	457	441
5208 Origlio	LY/LG	1570					370	370	209	234	220	208	265	229
5209 Pambio	LY/LG					300	278	378	428	85	81	99	91	102
5210 Paradiso (Calp.)	LY/LG									168	173	212	218	254
5211 Pazzallo	LY/LG									108	96	105	114	131
5393 Piandera	LY/LG									97	80	90	109	141
5212 Ponte Capriasca	LY/LG	1615	5226				300	300	175	158	193	222	298	252
5213 Ponte Tresa	LY/LG					150	335	267	306	270	275	346	410	405
5214 Porza	LY/LG	1647	5176				169	178	199	258	268	251	284	235
5215 Pregassona	LY/LG					316	505	519	470	280	301	375	450	464
5216 Pura	LY/LG					250	447	450	494	450	415	491	556	591
5217 Rivera	LY/LG	1754	5153						320	324	331	366	346	400
5391 Rovello	LY/LG			1804	5221					72	52			
5218 Roveredo	LY/LG									82	71	96	88	73
5219 Rovio	LY/LG					360	488	401	394	388	398	412	371	384
5220 Sala Capriasca	LY/LG						642	642	469	522	472	508	566	549
5221 Savosa	LY/LG									64	125	137	162	196
5394 Scareglia	LY/LG									95	105	136	183	190
5222 Sessa	LY/LG					900	1 041	938	1 000	372	396	507	593	621
5223 Sigirino	LY/LG					340	326	310	225	210	218	229	260	229
5395 Signõra	LY/LG									115	125	155	207	165
5224 Sonvico	LY/LG					1 287	803	820	820	647	946	848	1 002	1 004
5225 Sorengo	LY/LG									169	155	152	183	179
5226 Tesserete	LY/LG					2 632	1 400	1 400	1 264	42	43	59	98	96
5227 Torricella-Tav.	LY/LG					250	404	372	345	394	374	403	458	512
5228 Vaglio	LY/LG									175	209	223	249	236
5230 Vernate	LY/LG									104	124	155	167	191
5231 Vezia	LY/LG	1653	5176				172	208	186	206	230	258	283	302
5232 Vezio	LY/LG	1684	5204				235	229	165	160	167	199	230	273
5233 Vico Morcote	LY/LG					135	115	122	122	120	114	136	164	179
5234 Viganello	LY/LG									258	244	263	313	319
5235 Villa Luganese	LY/LG									383		264	281	264
Distretto di Lugano	LY/LG					23 387	26 675	25 964	26 512	27 747	26 822	30 649	34 321	36 494
5241 Arzo	MD/LG					230	445	484	610	480	491	511	642	634
5242 Balerna	MD/LG					1 168	330	422	497	545	583	640	762	889
5243 Besazio	MD/LG					100	130	126	159	177	145	153	220	259

Cantone Ticino

(ts-x-01-2223-TI)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	DC	DC	DC	DC	RH	RCP	RCP	RDF	RFP
Cantone Ticino						1600	1683	1719	1769	1799	1808	1824	1836	1850
Diocesi di Como						1587/99	1683/85	1719/23	1769					
Arcidiocesi di Milano						1602	1682	1682/45	1745/85					
5244 Bruzella	MD/LG	1649	5246				145	131 ¹	162	183	158	165	189	200
5245 Cabbio	MD/LG					700	263	302 ¹	400	396	425	420	403	346
5246 Caneggio	MD/LG					365	237	213	223	260	245	308	379	406
5247 Capolago	MD/LG	1601	5242			100	155	150	139	168	176	195	209	296
5248 Casima	MD/LG	1788	5245							92	97	123	141	149
5249 Castel San Pietro	MD/LG	1626	5242				563	541	623	640	641	724	827	874
5250 Chiasso	MD/LG					160	315	380 ¹	455	598	618	802	954	1 265
5251 Coldrerio	MD/LG	1593	5242			350 ¹	384	440	473	558	570	640	678	677
5252 Genestrerio	MD/LG					150	184	280	260	272	268	314	323	414
5253 Ligornetto	MD/LG					200	445	465	482	580	558	715	733	795
5254 Mendrisio	MD/LG					700	1 045	952	1 181 ¹	1 232	1 302	1 507	1 716	1 972
5255 Meride	MD/LG					440	475 ¹	394 ¹	325	347	337	364	426	415
5256 Monte	MD/LG	1609	5244				183	148	148	166	152	172	249	169
5257 Morbio Inferiore	MD/LG		5242			500	341	374	434	484	479	553	627	700
5258 Morbio Superiore	MD/LG	1591	5242				220	180	196	241	221	253	297	306
5259 Muggio	MD/LG	1673	5245				380	399	456	500	469	582	650	591
5260 Novazzano	MD/LG					400	566	603	692 ¹	724	699	824	1 008	1 038
5261 Pedriniate	MD/LG	<1671	5242				160	186	180	188	215	238	258	276
5262 Rancate	MD/LG					200	390	418	507	412	504	584	615	634
5263 Riva San Vitale	MD/LG					500 ¹	660	600	636	693	604	798	862	851
5278 Roncapiano	MD/LG				5259									
5264 Sagno	MD/LG	<1643	5258				172	157	175	170	155	163	176	154
5265 Salorino	MD/LG	1601	5242				309	312	271	287	299	347	400	439
5279 Scudellate	MD/LG				5259									
5266 Stabio	MD/LG					500	716	827	953	1 045	1 130	1 337	1 651	1 780
5277 Torre	MD/LG				5254	212	94	111	54					
5267 Tremona	MD/LG					110	156 ¹	185	198 ¹	174	168	201	230	293
5268 Vacallo	MD/LG					240	294	271 ¹	314	318	295	404	481	550
Distretto di Mendrisio	MD/LG					7 325	9 757	10 051	11 203	11 930	12 004	14 037	16 106	17 372
5281 Biasca	RI/BZ					532	482	741	710 ¹	647	695	1 641	1 912	2 035
5282 Claro	RI/BZ					857	1 000	784	801 ¹	808	858	901	1 057	962
5283 Cresciano	RI/BZ					250	223	188	154 ¹	157	151	206	227	282
5284 Iragna	RI/BZ					369	260	208	191 ¹	210	203	334	333	374
5285 Lodrino	RI/BZ					500	380	362	329 ¹	374	314	295	463	534
5286 Osogna	RI/BZ					200	200	144	144 ¹	173	167	241	266	262
5288 Pontirone	RI/BZ	1606	5281		5281		300	440	454 ¹	517	567			
5289 Prosito	RI/BZ				5285	60	53	67	62 ¹	70	81	83		
Distretto di Riviera	RI/BZ					2 768	2 898	2 934	2 845 ¹	2 956	3 036	3 701	4 258	4 449
5301 Aurigeno	VM/LG					625	340	423	322	318	230	262	286	297
5302 Avegno	VM/LG					650	503	488	387	391	402	395	408	399
5303 Bignasco	VM/LG					900	1 079	960	582	234	256	251	271	202
5304 Bosco/Gurin	VM/LG					300	300	175	182	244	248	284	334	382
5305 Broglio	VM/LG	1616	5329			140	280	248	89	96	90	109	105	109
5306 Brontallo	VM/LG	1655	5310			260	203	143	114	110 ¹	119	144	166	173

Cantone Ticino

(ts-x-01-2223-TI)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	DC	DC	DC	DC	RH	RCP	RCP	RDF	RFP
Cantone Ticino						1600	1683	1719	1769	1799	1808	1824	1836	1850
Diocesi di Como						1587/99	1683/85	1719/23	1769					
Arcidiocesi di Milano						1602	1682	1682/45	1745/85					
5307 Campo	VM/LG					670'	1 067	756	276	291'	291	518	535	506
5308 Cavigno	VM/LG	1786	5303							457	419	342	509	455
5309 Cerentino	VM/LG					600	555	468	465	393	370	338	378	371
5310 Cevio	VM/LG					700	781	740	566	523'	516	796	945	927
5336 Cimalmotto	VM/LG	1767	5307		5307				147	157'	164			
5311 Coglio	VM/LG	1698	5317				124	122	75	99	92	107	141	195
5312 Fusio	VM/LG					400	440	414	324	257	236	218	243	236
5313 Giumaglio	VM/LG					290	340	227	137	185	177	274	338	413
5314 Gordevio	VM/LG	1645	5302				384	476	255	277	241	309	297	373
5315 Linescio	VM/LG	1858	5310						247	246'	227			
5316 Lodano	VM/LG	<1640	5301				100	68	61	77	73	82	90	140
5317 Maggia	VM/LG					445	505	514	390	417	381	518	594	641
5318 Menzonio	VM/LG					260	288	224	149	164'	175	182	188	177
5319 Moghegno	VM/LG	1643	5301				400	390	300	311	316	370	397	392
5337 Mogno	VM/LG		5320		5312				80	38'				
5338 Nivo in Campo	VM/LG	1767	5307		5307				98	102'	94			
5320 Peccia	VM/LG	1613	5321			450	448	322	250	156'	271	290	294	300
5321 Prato	VM/LG					710'	759	600'	368	186	148	115	98	106
5322 Someo	VM/LG					475	734	621	330	372	358	496	510	633
5329 Sornico	VM/LG			1864	5321					61	58	51	53	55
5339 Val di Peccia	VM/LG	1669	5320		5320		441	400	373	157'				
Distretto di Vallemaggia	VM/LG					7 875	10 071	8 779	6 567	6 319	5 952	6 451	7 180	7 482
Cantone del Ticino						79 124	89 128	88 104	86 470	90 449	88 697	101 567	113 635	117 759
TI, références						79 124	89 068		86 382	90 449	88 697	101 567	113 635	117 759

Abbreviazioni dei tipi di indagini e censimenti:

DC Conteggio dei comunicandi
RCP Inchiesta cantonale
RDF Censimento della Dieta
RFP Censimento federale
RH Censimento elvetico

Modifiche territoriali:

terr ant Precedente appartenenza territoriale
sep an Anno di separazione di un Comune
sep da Codice del Comune cedente
fus an Anno di fusione di un Comune
fus con Codice del Comune incorporante

Abbreviazioni dei territori:

BO Blenio
BY Bellinzona (<1798)
BZ Bellinzona (1798–1803)
LG Lugano (1798–1803)
LO Locarno
LY Lugano (<1798)
MD Mendrisio
RI Riviera
UL Urseren/Leventina (UR)
VM Vallemaggia

Correzioni dei dati comunali:

° corretto
i imputato
r ripartito

Osservazioni:

1600, 1685, 1720, 1769: secondo Danilo Baratti (1992); Le correzioni di Baratti sono indicate solamente se ha dovuto effettuare la stima di dati mancanti; in caso di ricorso agli *status animarum* delle parrocchie, non ci sono osservazioni.

1600 (1597–1602): somma identica a quella di Baratti

1683 (1682–1685): Pieve di Lugano manca; media tra le indagini del 1670 e del 1692 (Baratti si riferisce al 1692)

1719 (1719–1723): Pieve di Lugano manca; 1/6 tra il 1709 e il 1769 (Baratti 1709); Tre Valli e Capriasca mancano.

1719: Arcidiocesi di Milano: risultati interpolati tra le indagini del 1685 e del 1745; Baratti non fornisce risultati.

1769: per le Tre Valli e Capriasca, i valori sono interpolati a partire dalle indagini del 1745 e del 1784; Baratti riprende quelli del 1785.

1799: Cantoni di Bellinzona e Lugano: totali identici a quelli di Schluchter (1988) e Ceschi et al. (1980), con 130 persone mancanti per Chiggiogna

1808 e 1836: secondo Ceschi et al. (1980)

1824: secondo l'originale

Canton de Vaud

Relecture par Jean Borloz, historien, Lausanne



Introduction

Le Canton de Vaud est l'un des plus grands cantons et l'un des plus peuplés de Suisse. Situé au cœur de la Suisse romande, francophone et historiquement protestant, le «Pays de Vaud» s'étend du Jura aux Préalpes à travers tout le Plateau occidental, ainsi que du Lac de Neuchâtel au Léman, le plus grand lac de l'Europe centrale selon son volume. La diversité de ses contrées se dessine dans les structures de son habitat traditionnel: des villages-rues et des fermes isolées dans la Vallée de Joux, des petits villages agraires ou viticoles dans le «Gros-de-Vaud», sur les adrets du Léman (La Côte et Lavaux) et dans le Chablais. L'habitat dispersé domine dans les collines boisées du Jorat et du Haut-Lavaux ainsi que dans les Préalpes (Grosjean, 1973).

La richesse naturelle de cet espace, ainsi qu'un réseau très ancien de villes et de petits bourgs, ont permis à sa population d'effectuer très tôt sa première transition démographique, soutenue par son système de formation. Beaucoup de Vaudoises et de Vaudois ont joué un rôle important dans l'éducation des enfants des nobles de différents empires dès le XVIII^e siècle. Dans les cercles savants, la démographie a suscité un intérêt particulier. Ainsi, le médecin Samuel Auguste Tissot (1728–1797) a développé l'hypothèse d'une dépopulation du Pays de Vaud, et quelques pasteurs se sont penchés sur les sources démographiques disponibles dans les paroisses; le plus illustre d'entre eux, le pasteur Jean-Louis Muret (1715–1796), deviendra une célébrité européenne (Muret 1766; Behar 1996). Les impulsions vaudoises ont conduit au recensement bernois de 1764 qui s'inscrit dans cet intérêt scientifique nouveau pour les phénomènes démographiques, même si des questions de ravitaillement étaient à l'origine du projet.

La recherche démographique historique du Canton de Vaud bénéficie de conditions favorables, grâce à l'existence de recensements de bonne qualité, bien qu'en nombre limité, et ceci pour un territoire qui n'a subi que peu de changements dans sa structure régionale et locale. Les difficultés rencontrées dans la collecte des données résident principalement dans le grand nombre d'unités statistiques à traiter, c'est-à-dire les 400 communes. Dans les années 1980, deux chercheurs ont analysé les résultats des recensements-clés de 1764 et de 1798, à savoir Jean Borloz (1983) pour le premier et Anne-Marie Amoos (1981) pour le second. Dans notre enquête, nous avons saisi ces deux sources ainsi que celles des recensements cantonaux de 1803 à 1849. Durant cette période, le Canton de Vaud a organisé cinq recensements (1803, 1831, 1837, 1841 et 1849) dont il existe de grands tableaux synoptiques avec les totaux par commune.

Malheureusement, aucun tableau par structure de la population n'a été conservé, ni les originaux ni la correspondance sur l'organisation des enquêtes. Le Canton de Vaud est d'ailleurs le seul canton romand qui ne dispose pas de recensement pour les années 1810 et 1820, période de forte expansion démographique dans les campagnes.

Histoire et développement territorial

Le «Pagus valdensis», le Pays de Vaud – dont l'étymologie renvoie à l'origine germanique «Wald» – est idéalement situé sur l'axe Est-Ouest et s'inscrit également sur la grande traversée historique de la France vers l'Italie en passant par le Jura (Col de Jougne) et les Alpes (Grand-St-Bernard).

Ainsi, les deux colonies romaines Aventicum (Avenches) et Colonia Iulia Equestris (Nyon) furent fondées sur les terres de l'actuel canton. Au fil des siècles, ce territoire occupa à plusieurs reprises une place géostratégique majeure. Au VI^e siècle, Lausanne fut choisie comme siège épiscopal dont le territoire s'étendit de l'Aubonne jusqu'à l'Aar à Soleure. Au X^e siècle, Vaud occupa une position centrale dans le Royaume de Bourgogne, puis à nouveau sous l'ère de la maison de Savoie à partir du XIII^e siècle. Au XV^e siècle, le centre d'intérêt des Savoie se déplaça vers le Piémont, et le vide relatif fut rempli par les Bernois (Coutaz, DHS). Lors des Guerres de Bourgogne, les Suisses conquièrent, en 1476, le Pays de Vaud savoyard lié à la Bourgogne puis en restituèrent rapidement la plus grande partie. Berne conserva Château-d'Oex et Aigle avec un accès au Léman, tandis que les huit cantons plus Fribourg gardèrent les seigneuries appartenant auparavant au comte de Chalon. Suite au retrait des autres Confédérés en 1484, Grandson et Orbe-Echallens devinrent des bailliages communs de Berne et Fribourg (Andenmatten, DHS).

En 1536, Berne, appelée par Genève et avec l'appui de Fribourg, conquiert à nouveau au passage le Pays de Vaud. La frontière à l'aspect très aléatoire dans la Broye entre Vaud et Fribourg résulta de cette campagne militaire de quelques jours seulement. Berne élargit sa conquête au-delà du Léman en incorporant les bailliages de Gex, de Ternier-Gaillard et de Thonon jusqu'à la Dranse, où l'avancée des Valaisans dans le Chablais compléta le pourtour du Léman par les Confédérés. Ces trois bailliages furent restitués à la Savoie en 1564. Dans le même temps, Berne introduisit la Réforme dans le Pays de Vaud, soutenue par les Neuchâtelois et les Genevois.

Le Canton du Léman fut créé en 1798 sous la République helvétique, toutefois sans les deux districts d'Avenches et de Payerne qui furent attribués au canton de Fribourg. Depuis 1803, le Canton de Vaud – agrandi grâce à la restitution des deux districts mentionnés – ne connut plus de changements de frontières extérieures. La seule exception fut la cession, en 1862, de la Vallée des Dappes, revendiquée par la France afin d'obtenir le contrôle de la route du Col de la Faucille en échange d'un territoire sur les pentes du Noirmont.

Bailliages et districts

Lors de la conquête du Pays de Vaud en 1536, les Bernois réorganisèrent le découpage des bailliages «romands» en créant d'abord neuf unités de tailles très inégales, à savoir les deux grands bailliages ecclésiastiques de Lausanne et de Romainmôtier, ainsi que ceux de Nyon, Morges, Vevey, Moudon, Payerne, Avenches et Yverdon. Leur nombre augmenta avec la création des bailliages d'Oron en 1557, d'Aubonne en 1701 et de Bonmont en 1711 (Tosato-Rigo, DHS). À ceux-ci s'ajoutèrent les deux bailliages «allemands», à savoir le «Gouvernement d'Aigle» et le Gessenay (Pays-d'Enhaut), conquis plus tôt, ainsi que les bailliages en commun avec Fribourg (Grandson et Orbe-Echallens avec 41 communes). Dans ces derniers, quelques paroisses restèrent catholiques ou paritaires. Ces territoires comptèrent une douzaine d'enclaves (carte VD1).

En 1798, le Canton du Léman détermina 17 districts. Par rapport aux bailliages antérieurs, les chefs-lieux – c'est-à-dire les châteaux – restèrent les mêmes, à l'exception de la disparition de Bonmont et du remplacement de Romainmôtier par Orbe. Ce tableau fut complété par la création des quatre districts de Cossonay, Lavaux, Rolle et La Vallée. En revanche, des modifications conséquentes eurent lieu dans la composition des districts, puisque 91 communes (23%) changèrent d'appartenance. Cinq ans plus tard, le nouveau Canton de Vaud conserva les 17 districts et ajouta Avenches et Payerne, repris à Fribourg. Cette fois-ci, les changements de composition ne touchèrent plus que 36 communes et l'on veilla à garder si possible le même nombre de communes par district. La seule exception fut le transfert de 9 communes du district de Moudon à celui de Payerne. Le district de Lausanne fut enrichi de Cheseaux, Crissier et Paudex. Le remaniement le plus conséquent eut lieu entre les districts d'Aubonne, de Morges et de Rolle (carte VD2).

Les 19 districts restèrent inchangés jusqu'en 2008, date à laquelle leur nombre fut réduit à dix. Pour corroborer cette image de stabilité bi-séculaire, mentionnons que la seule modification intervenue concernait la commune de Bercher qui se sépara du district de Moudon pour rejoindre celui d'Echallens en 1960. En 2008 disparurent les 60 cercles, entités administratives intermédiaires entre les districts et les communes, créés par l'Acte de Médiation en 1803.

Communes

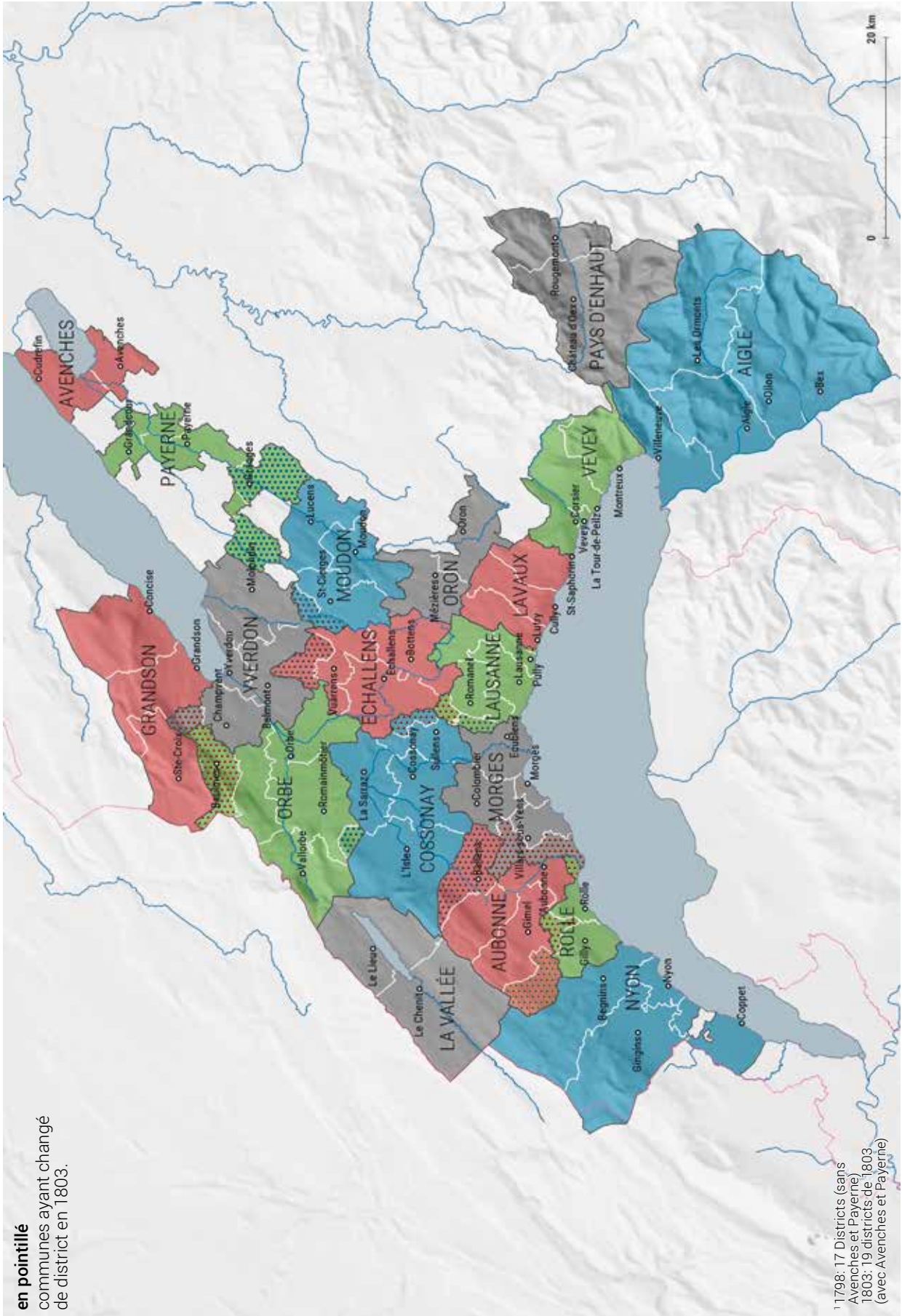
En 1798, le Canton du Léman désigna les communautés et non les paroisses en tant qu'agences qui devinrent des communes politiques à partir de 1803. Le Canton de Vaud n'a pas connu de communes spéciales ni de bourgeoises.

Le tissu communal vaudois se caractérise par un maillage très fin mais néanmoins stable dans le temps. La structure communale varie selon les régions et leur habitat : petits villages et petites communes dans le Moyen Pays, sur le versant sud du Jura et dans la Vallée du Rhône, d'une part, hameaux et habitat dispersé dans les grandes communes du Jura (Vallée de Joux), sur les Hauts de Lavaux (Savigny, Forel, Puidoux) et les Préalpes (Pays-d'Enhaut, Les Ormonts, Ollon et Bex), d'autre part. Certaines de ces grandes communes ont été divisées en fractions (Ollon jusqu'en 1874, les trois communes de la Vallée de Joux jusqu'à aujourd'hui).

Lors du recensement de 1798, le Canton du Léman totalisait 193 paroisses, 377 agences et 464 localités en incluant les territoires fribourgeois d'Avenches et de Payerne. Le total de 377 agences correspondait assez bien au nombre de communes recensées en 1803 (375). Quatorze nouvelles communes furent créées au cours de la première moitié du XIX^e siècle, dont neuf en Lavaux où les «communes générales» de 1799, qui correspondaient aux anciennes paroisses, furent séparées par villages ou confréries (Bastian et al., 2014) : en 1810, la division de St-Saphorin en les quatre communes de Chexbres, Puidoux, Rivaz et St-Saphorin ; en 1823, la séparation de Savigny de Lutry et, en 1824, la scission de Villette en les six communes de Cully, Epesses, Forel, Grandvaux, Riex et Villette. À cela s'ajoutèrent la séparation de Montmagny de Constantine (1811), puis celle de Ferreyres de La Sarraz (1811), de Ferlens de Servion (1816) et de Rennaz de Noville (1834). Juste après le premier recensement fédéral intervint la scission de La Mothe en Vugelles-La Mothe et Orges (1851). Lors du recensement de 1850 apparut la commune de «Cressonnières-suisse» dans la Vallée des Dappes avec 106 habitants, un territoire destiné à un échange avec la France deux ans plus tard. Dans la partie cédée à la France, on dénombra 137 personnes – toutes de nationalité française – au moment du recensement spécial de 1858. Un autre recensement, datant de 1863, comptabilisa 67 personnes dans la partie revenue à la Suisse (Tinjod 1997). Dans les recensements cantonaux jusqu'en 1849, les habitants de la Vallée des Dappes n'ont pas été recensés.

À partir de 1851, le Canton de Vaud ne connut plus aucune création de nouvelles communes. L'incorporation de la petite commune de Morcles à Lavey en 1852 constitua la seule disparition de commune pendant plus de cent ans (si l'on excepte celle des Cressonnières-suisse en 1862/64). En 1961 fut formée la commune de Bussy-Chardonney, en 1962 celle de Montreux (Le Châtelard-Montreux et Les Planches) et, en 1970, on opta pour la fusion de Romainmôtier et d'Envy. La création, en 1999, de Lussery-Villars fut le point de départ d'une politique de fusions de communes explicitement soutenue par la nouvelle Constitution cantonale de 2003. Non seulement les fusions et séparations furent rares dans le Canton de Vaud, mais on y compte aussi un seul cas important de transfert de territoires entre deux communes : le détachement, en 1892, de six localités de Corsier et leur rattachement à Vevey.

Canton du Léman (1798-1803) et Canton de Vaud: 19/17 districts¹ (jusqu'en 2007) et cercles (depuis 1803)



en pointillé
communes ayant changé
de district en 1803.

¹ 1798: 17 Districts (sans Avenches et Payerne) 1803: 19 districts de 1803 (avec Avenches et Payerne)

En comparant les «communautés» spécifiées lors du recensement de 1764, on s'aperçoit que la stabilité des structures locales observée au XIX^e siècle était bien antérieure à 1798. Une seule localité, désignée en 1798 à la fois comme paroisse et comme agence, n'est pas devenue une commune politique vaudoise en 1803 (L'Etivaz attribuée à Château-d'Oex).

Recensements

Nous disposons de neuf recensements dans le canton de Vaud: le recensement bernois de 1764, le double relevé helvétique de mai et de décembre 1798, l'enquête des paroisses de Stapfer de 1800, ainsi que les recensements cantonaux de 1803, 1831, 1837, 1841 et 1849. Avant la grande enquête de 1764, un premier comptage de la population fut organisé en 1709 dans la ville et le bailliage de Lausanne.

1764: La grande enquête de 1764 est à la fois un dénombrement de la population et un recueil des statistiques vitales et des migrations historiques; il s'agit d'une véritable enquête démographique. Afin de pouvoir répondre à l'accusation de Samuel Auguste Tissot (mentionnée dans l'introduction) à propos d'une dépopulation du Pays de Vaud, les autorités bernoises ne se sont pas uniquement intéressées au chiffre de la population du moment mais aussi à son évolution dans un passé remontant jusqu'à 1700. Les pasteurs étaient chargés de relever le nombre d'habitants selon huit classes et de compter, dans leurs livres paroissiaux, le nombre de baptêmes, de décès et de mariages durant les 63 années précédant l'enquête. Il s'agissait, en outre, de saisir les répertoires des permis d'émigration et les listes des personnes revenues, de même que celles des immigrés. Louis Vulliemin (1847) a vraisemblablement été le premier à saisir les résultats de l'enquête et à publier le total des habitants du canton. Dans son mémoire de 1983, Jean Borloz a analysé les résultats de l'enquête, la correspondance entre les préfets et les pasteurs et a même comparé les indications de la statistique vitale (baptêmes et décès) avec les origines des personnes dans les livres paroissiaux. Il a pu constater de grandes lacunes dans les séries historiques, une certaine hétérogénéité de la qualité entre les paroisses et de nombreuses erreurs de comptage. Les problèmes majeurs résident dans le hiatus entre baptêmes et naissances et dans l'enregistrement largement défaillant des décès avant 1730 (carte BE1).

Quant à la qualité du décompte des habitants, certains pasteurs mentionnaient à l'époque déjà le peu de clarté dans les consignes concernant les personnes absentes et les travailleurs temporaires ou saisonniers. Sur le plan géographique, le recensement est précis. Ce travail pionnier par son ampleur couvre les 14 bailliages des terres romandes, sans les bailliages communs avec Fribourg. L'organisation du recensement se fit selon les quatre chapitres ecclésiastiques de Lausanne, Morges, Yverdon et Payerne et d'après les paroisses et «communautés», les localités correspondant aux futures communes.

Dans les archives cantonales (ACV), on trouve, sous forme de microfiches, les copies de quatre petits volumes comprenant douze pages pré-imprimées par paroisse avec des résultats écrits à la main. Elles inventorient le nombre de baptêmes et de décès (p. 1–2), le nombre d'hommes et de femmes selon trois classes d'âge ainsi que les veufs et les veuves (p. 3–4), la relation entre le nombre de mariages et le nombre de baptisés (p. 5), le nombre d'émigrés (p. 6), de retournés (p. 7) et de nouveaux arrivés (p. 8) pour les dix années de 1754 à 1763, ainsi que le nombre de feux, de bourgeois, de tolérés et d'apatrides (p. 9). Les trois dernières pages (p. 10–12) décrivent l'état des pauvres, ainsi que leur nombre total (personnes dépendant d'aumônes). Les tableaux 3 à 12 sont différenciés selon les localités, seul le tableau des pages 1 et 2 des baptêmes et des décès se limite aux paroisses.

Pour nos besoins, les tableaux des pages 3 et 4 sont de grande importance. La colonne des hommes distingue les garçons de moins de 16 ans, les hommes de 16 à 60 ans, les hommes de plus de 60 ans et les veufs. Pour les femmes, les classes d'âges sont différentes: «moins de 14 ans», «de 14 à 50 ans», «plus de 50 ans» ainsi que les veuves. Ces tableaux souffrent d'une lacune conceptuelle. Étant donné qu'ils ne contiennent pas de totaux, il n'est pas évident de savoir si les veufs et les veuves sont compris ou non dans les deux classes d'âges supérieures. Heureusement – et contrairement à la partie alémanique –, les préfets des bailliages ont indiqué si c'était le cas ou non dans leurs paroisses. Jean Borloz (1983) a analysé les résultats par paroisse en indiquant dans quels bailliages les pasteurs ont procédé à l'inclusion des veufs et veuves dans le total.

1798: Au mois de mai 1798, le Canton du Léman fut le premier canton de la République helvétique à entreprendre un recensement de sa population. En décembre de la même année, il participa à l'opération menée dans le cadre de l'enquête nationale. Si le recensement de mai 1798 fut encore organisé selon les anciens bailliages, celui de décembre s'appuya déjà sur le découpage par district.

Le document conservé aux Archives fédérales correspond aux résultats du recensement de décembre 1798, mis à part l'ajout des effectifs pour quelques hameaux. Dans l'enquête de mai manquent les districts d'Avenches et de Payerne appartenant alors au canton de Fribourg; dans celle de décembre manquent de surcroît la commune de Sassel et le hameau de Brit (Granges), attribués également à Fribourg.

Anne-Marie Amoos (1981) s'est penchée sur ces sources. Elle a analysé en profondeur la première enquête du mois de mai, pour laquelle on dispose de quelques listes individuelles, et elle a corrigé les nombreuses fautes d'addition dues certainement aux délais extrêmement serrés imposés aux agents lors de la collecte. Ainsi, les totaux de la moitié des communes sont modifiés et le total cantonal est augmenté de 2000 personnes. Amoos a complété son tableau par les résultats du deuxième recensement vaudois de décembre, ce qui permet de constater que les résultats de mai ont été repris intégralement, mais avec quelques fautes de transcription, dans les districts de Grandson, Nyon, Orbe, Oron, Vevey et Yverdon. Ailleurs, on a mené une nouvelle enquête ou on a eu recours à des estimations.

Notre tableau reprend la source des Archives fédérales. Ces résultats correspondent à ceux répertoriés par André Schluchter (1988), à l'exception de Brit (21 personnes) et d'une correction de 45 habitants dans le district de Nyon. Anne-Marie Amoos et André Schluchter ont tous deux énuméré une série de communes dont les totaux semblent incorrects, sans toutefois les corriger. Amoos avait comme référence l'enquête du mois de mai, tandis que Schluchter s'appuyait sur les effectifs de l'enquête de Stapfer (1800). Étant donné que nous disposons – en plus – des résultats de 1764, 1803 et 1831, nous avons osé remplacer le nombre d'habitants comptés en décembre 1798 par celui de 1800 dans les communes, où une erreur de saisie ou de transmission semble fort probable. Il s'agit des dix communes d'Aigle (1428 au lieu de 1055), Bassins (386/560), Bursins (285/215), Gland (324/224), Gressy (166/226), Lavigny (308/170), St-Cierges (320/240, où le hameau de Corrençon fut oublié), Vallorbe (1122/1400), Le Vaud (167/98) et Villars-Tiercelin (171/82), ce qui entraîne une augmentation de la population vaudoise de 407 personnes. En outre, l'inversion des totaux de Cuarny et de Pomy a été corrigée. Par contre, nous n'avons pas modifié les résultats de Vevey et d'Yverne, également douteux mais ne déviant pas des résultats de l'enquête de Stapfer ni de celle de 1803.

1803–1849: Les résultats imprimés des recensements de 1803, 1831, 1837, 1841 et 1849 pour près de 400 communes se trouvent, organisés par district et cercle, sur de grandes feuilles en format A2. Fait rare dans notre enquête, des tableaux spéciaux montrent l'évolution des habitants pour les périodes intercensitaires entre 1831 et 1849. Quelques données originales du recensement de 1831 sont corrigées dans le tableau rétrospectif de 1831–1837. Ceci peut être considéré comme une preuve de la grande qualité de ces tableaux, tout comme le nombre très faible de fautes d'addition. Ces beaux tableaux synthétiques ont peut-être incité les acteurs contemporains à considérer qu'il était inutile de garder les originaux ou d'autres documents témoignant du contexte et des conditions des enquêtes. Pour les analyses, il est donc difficile de juger de la qualité des résultats et surtout du statut des personnes comptées. Cette situation insatisfaisante semble avoir empêché les chercheurs de s'intéresser aux recensements du canton de Vaud.

Évolution de la population

L'évolution de la population vaudoise fut très régulière sur les trois grandes périodes observées, avec des valeurs de croissance annuelle oscillant entre 0,47% (1764/98), 0,63% (1798/1831) et 0,55% par la suite (1831/49). La variation de la population dans les campagnes (sans les six villes les plus grandes) fut encore plus équilibrée, tandis que les villes restèrent en retrait entre 1764 et 1798, puis à nouveau de 1831 à 1849. Durant le premier tiers du XIX^e siècle, la croissance fut très forte en ville de Lausanne, ceci au détriment des autres villes du canton.

En regardant de plus près l'évolution par district, on peut en percevoir les grandes lignes, mais les exceptions restent nombreuses. D'abord, les districts alpins (Aigle, Pays d'Enhaut), la Vallée de Joux et le district de Nyon restent durablement en-dessous de la croissance cantonale. La faible croissance dans les régions de montagne vaudoises contraste avec une évolution nettement plus positive dans la plupart des autres régions alpines et jurassiennes suisses. Dans les districts de plaine, des phases de croissance soutenue alternent avec d'autres phases moins dynamiques. Ainsi, la croissance moyenne sur les 85 années se rapproche presque partout de la moyenne vaudoise. En schématisant quelque peu, durant le dernier tiers du XVIII^e siècle, les régions à vignobles, les villes et les régions en voie d'industrialisation progressent plus rapidement que les districts à dominance agricole (et surtout que les régions des Alpes). Durant le premier tiers du XIX^e siècle, Lausanne l'emporte, les régions agricoles se situent proches de la moyenne cantonale, tandis que les régions viticoles (et de montagne) restent en retrait. Entre 1831 et 1849, tous les districts agricoles accusent une croissance soutenue, les régions viticoles, alpines et Lausanne se font distancer.

Dans les deux districts ultérieurs de Lausanne et de Lavaux, pour lesquels on dispose d'une comparaison entre 1709 et 1764, la population de la ville n'a guère varié (0,07% annuellement), alors que celle de la campagne, elle, a nettement progressé (0,74%), surtout dans les communes en Lavaux.

Bibliographie

- Amoos Anne-Marie, Le recensement vaudois de mai 1798, in: *Revue historique vaudoise*, Année 1981, p. 57–97.
- Andenmatten Bernard, Histoire politique du Moyen Age à 1798, in: DHS 2.
- Bastian Jean-Pierre et al., La mémoire de Lavaux. Territoire, population, éducation, société. Editions Cabédita, Bière, 2014.
- Behar Cem, Le pasteur Jean-Louis Muret (1715–1796): de la controverse sur la dépopulation à l'analyse démographique, in: *Population*, Année 1996, 51–3, p. 609–644., Online: https://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1996_num_51_3_6074, consulté le 24 août 2020.
- Blanc Olivier, Le canton de Vaud au XIX^e siècle. Démographie et développement, Office de statistique de l'État de Vaud, mai 1974.
- Borloz Jean, Le recensement des bailliages immédiats de LL.EE. de Berne dans le Pays de Vaud en 1764 et l'enquête sur la pauvreté adressée aux pasteurs, Mémoire d'histoire moderne suisse, 20.05.1983, Université de Lausanne (Prof. Alain Dubois).
- Coutaz Albert, Vaud, Haut Moyen-Âge, DHS, 1.3.
- Grosjean Georges, Atlas de la Suisse, Habitat rural et structure agraire. Service topographique fédéral, Wabern-Berne, 1973, tabl. 38 et 38a.
- Hottinger, Das Gemeindewesen des Kantons Waadt, in: Wirth Max (éd.), *Allgemeine Beschreibung und Statistik der Schweiz*, Zweiter Band, Orell, Füssli & Comp., Zurich, 1873, p. 442–450.
- Mottaz Eugène, Dictionnaire historique, géographique et statistique du Canton de Vaud, Slatkine Genève, 1982, 3 vol., réimpression de l'édition de Lausanne de 1914.
- Muret Jean-Louis, Mémoire sur l'État de la population dans le Pays de Vaud, Yverdon, F.-B. de Felice, 1766.
- Schoch Maria, Zur Bevölkerungsgeschichte des Pays d'Enhaut im Ancien Régime, Lizentiatsarbeit Universität Basel (M. Mattmüller), 1978.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, Office fédéral de la statistique, Berne, 1988.
- Tinjod Nathalie, Remaniements de frontières et option de nationalité: étude comparative des cas de la Savoie (1860) et de la vallée des Dappes (1862), in: *Le Globe*, *Revue genevoise de géographie*, tome 137, 1997, p. 61–94.
- Tosato-Rigo Danièle, Aspects politiques du XIX^e au début du XXI^e siècle, DHS 4.
- Tosato-Rigo Danièle, Mise en place et consolidation du régime bernois, DHS 2.2.
- Vulliemin Louis, Historisch-statistisch-geographisches Gemälde der Schweiz, Der Canton Waat, Huber und Compagnie, St. Gallen und Bern, 1847.

Sources

Archives fédérales suisses (AFS)

B0#1000/1483#1090k, Canton du Léman. Tableau général par Districts et par Communes de la population, des habitants, des Bâtiments publics et non habités, des Paroisses et des Agences du Canton du Léman avec un Résumé Général à l'époque du 1^{er} Décembre 1798.

Archives cantonales vaudoises (ACV)

B XIII 605 Ea 1, Tableaux et mémoires relatifs à la population du Pays de Vaud, 1764.

B XIII 605 Ea 2/1 à 2/4: Cahier de la population pour les paroisses du Pays de Vaud, Tome I: Classe de Lausanne, Tome II: Classe de Morges, Tome III: Classe de Payerne, Tome IV: Classe d'Yverdon.

B XIII, Rôles et recensements, statistiques de la population, quelques ordonnances d'état civil, 1540 – 1975.

K VII b 19/26, 1858, Rétrocession de la Vallée des Dappes.

P Président Pasche C 1 d: Tableau de la population (Vaud) (1831).

Recensement 1764: Ea1 RM 285.005, RMS 286.006.

Recensement 1798: Ea14 1 – 4 (=RM 286.2, RM 286.3, RM 286.4).

Recensement 1803: Ea18ter, Tableau des communes du Canton de Vaud. Rangées par ordre alphabétique, avec indication des Cercles et des Districts auxquels elles appartiennent et celle de leur population, pour autant qu'elle soit connue (une feuille A2 imprimée).

Recensement 1831: Ea19bis, Tableau des soixante cercles du Canton de Vaud, avec indication de chaque Commune et de chaque cercle, d'après le recensement officiel du mois de Mars 1831, Lith. Spengler et Cie, (A2).

Recensement 1837: Ea83, Tableau comparatif de la population du Canton de Vaud d'après les recensements officiels dressés en Mars 1831 et Février 1837.

Recensement 1841: Ea19bis, Tableau comparatif de la population du Canton de Vaud, d'après les recensements officiels dressés en Mars 1831 et Janvier 1841 (A2).

Recensement 1841: Ea19bis, Tableau des 388 Communes du Canton de Vaud, rangées par ordre alphabétique avec indication des Cercles et des Districts auxquels elles appartiennent. Et celle de leur population, d'après le recensement officiel de 1841. Imprimerie d'Hignou aîné (A2).

Recensement 1849: Annuaire officiel du Canton de Vaud, Lausanne, Imprim. Pache-Simmen, 1851, Tableau des communes du Canton avec la population d'après le recensement de 1849, p. 166 – 179.

Recensement 1850: Tableau comparatif de la population du Canton de Vaud d'après les recensements officiels dressés en Janvier 1840 et Mars 1850, Lith. Veuve Zwahlen à Lausanne (A2).

SB 171/200, Vallée des Dappes au district de Nyon, (1862.01.01-1864.01.31).

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud						1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
5401	Aigle	BE/LE					1 431	1 428 ^e	1 653	1 871	2 202	2 281	2 328	2 296
5402	Bex	BE/LE					2 063	2 493	2 298	2 821	2 854	2 924	3 034	3 091
5403	Chessel	BE/LE					99	110	118	134	123	124	118	132
5404	Corbeyrier	BE/LE					225	271	252	254	238	266	290	269
5405	Gryon	BE/LE					349	339	256	392	436	425	396	403
5406	Lavey	BE/LE					138	210	185	194	239	257	261	251
5407	Leysin	BE/LE					405	338	404	447	415	484	453	415
5418	Morcles	BE/LE		1852	5406		66	80	84	67	56	61	58	68
5408	Noville	BE/LE					218	207	255	302	365	364	374	376
5409	Ollon	BE/LE					732	1 210	1 309	2 552	2 692	2 669	2 900	2 875
5419	Ollon-Montagne	BE/LE		>1803	5409		1 090	872	839					
5410	Ormont-Dessous	BE/LE					1 437	1 700	1 941	1 527	1 430	1 542	1 618	1 574
5411	Ormont-Dessus	BE/LE					1 214	1 300	1 253	974	886	930	998	935
5412	Rennaz	BE/LE	1834	5408			131	129	120	147	164	162	162	161
5413	Roche	BE/LE					248	247	226	275	339	384	360	351
5414	Villeneuve	BE/LE					625	796	862	1 105	1 096	1 221	1 152	1 161
5415	Yverne	BE/LE					517	544	556	685	692	707	654	744
	District d'Aigle	BE/LE					10 988	12 274 ^e	12 611	13 747	14 227	14 801	15 156	15 102
5421	Apples	BE/LE					379	368	397	525	490	509	521	591
5422	Aubonne	BE/LE					1 101	1 470	1 549	1 538	1 534	1 602	1 707	1 730
5423	Ballens	BE/LE					255	303	290	378	377	387	412	422
5424	Berolle	BE/LE					184	202	202	251	245	251	247	244
5425	Bière	BE/LE					632	650	800	894	992	1 049	1 127	1 181
5426	Bougy	BE/LE					151	230	225	319	281	280	309	304
5427	Féchy	BE/LE					183	310	263	306	244	259	286	319
5428	Gimel	BE/LE					421	560	626	740	766	834	789	820
5429	Longirod	BE/LE					185	261	253	344	335	335	338	335
5430	Marchissy	BE/LE					224	204	219	237	232	250	263	278
5431	Mollens	BE/LE					351	329	404	461	459	439	502	530
5432	Montherod	BE/LE					168	230	200	282	300	299	302	324
5433	Pizy	BE/LE					68	100	128	149	165	160	154	139
5434	St-George	BE/LE					263	320	256	325	334	355	370	379
5435	St-Livres	BE/LE					508	580	472	531	573	608	612	615
5436	St-Oyens	BE/LE					158	160	142	191	202	206	231	239
5437	Saubraz	BE/LE					154	170	212	237	245	237	281	290
	District d'Aubonne	BE/LE					5 385	6 447	6 638	7 708	7 774	8 060	8 451	8 740
5451	Avenches	BE/FR					825	1 002	985	1 230	1 458	1 604	1 597	1 637
5452	Bellerive	BE/FR					284	279	303	343	359	359	394	402
5453	Chabrey	BE/FR					193	203	202	266	246	249	273	283
5454	Champmartin	BE/FR					83	60	69	59	59	58	64	57
5455	Constantine	BE/FR					328	317	312	206	235	208	178	193
5456	Cudrefin	BE/FR					513	539	625	611	636	663	660	683
5457	Donatyre	BE/FR					125	144	132	172	173	180	204	198
5458	Faug	BE/FR					203	253	230	367	362	403	390	426
5459	Montmagny	BE/FR	1811	5455						197	212	206	213	223
5460	Mur	BE/FR					100	82	122	118	111	101	111	115
5461	Oleyres	BE/FR					194	219	240	296	313	327	354	338

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud						1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
5462	Vallamand	BE/FR					218	160	192	245	264	277	275	285
5463	Villars-le-Grand	BE/FR					333	333	354	340	355	351	359	359
	District d'Avenches	BE/FR					3 399	3 591	3 766	4 450	4 783	4 986	5 072	5 199
5471	Bettens	BE/LE					152	141	158	244	219	236	233	240
5472	Bournens	BE/LE					204	181	169	220	239	258	257	246
5473	Boussens	BE/LE					184	115	100	143	150	144	161	158
5474	La Chaux	BE/LE					235	359	235	368	434	470	503	484
5475	Chavannes-le-V.	BE/LE					74	91	83	130	142	158	138	136
5476	Chevilly	BE/LE					158	263	242	265	273	288	292	295
5507	La Coudre	BE/LE		<1803	5486		136	143						
5477	Cossonay	BE/LE					507	710	690	774	859	916	933	938
5478	Cottens	BE/LE					98	167	127	180	177	179	193	190
5479	Cuarnens	BE/LE					374	356	393	395	407	398	412	414
5480	Dailens	BE/LE					347	322	344	446	450	451	406	405
5481	Dizy	BE/LE					93	108	105	143	171	183	172	166
5482	Eclépens	BE/LE					242	328	348	392	428	457	478	495
5483	Ferreyres	BE/LE	1818	5498			115	119		150	168	169	151	164
5484	Gollion	BE/LE					279	310	344	485	463	482	470	438
5485	Grancy	BE/LE					298	302	265	318	308	311	352	363
5486	L'Isle	BE/LE					370	405	686	762	830	877	887	862
5487	Lussery	BE/LE					49	135	154	269	195	217	230	241
5488	Mauraz	BE/LE					45	53	43	69	79	75	97	97
5489	Mex	OR/LE					110	140	150	218	214	202	217	233
5490	Moiry	BE/LE					196	178	181	222	227	254	259	270
5491	Mont-la-Ville	BE/LE					254	309	308	403	408	402	428	417
5492	Montricher	BE/LE					382	364	395	619	629	646	721	695
5493	Orny	BE/LE					180	214	194	272	307	317	303	301
5494	Pampigny	BE/LE					393	367	381	474	482	519	623	627
5495	Penthalaz	BE/LE					242	272	245	333	328	320	293	296
5496	Penthaz	BE/LE					223	248	248	306	276	267	288	288
5497	Pompaples	BE/LE					164	152	197	206	237	261	299	309
5498	La Sarraz	BE/LE					355	395	502	500	693	692	795	790
5499	Senarclens	BE/LE					157	131	120	161	170	180	187	184
5500	Sévery	BE/LE					160	125	121	160	167	180	196	198
5501	Sullens	BE/LE					118	284	282	320	353	354	368	373
5509	Villars-Bozon	BE/LE		<1803	5486		118	151						
5502	Villars-Lussery	BE/LE					159	54	62	56	75	80	94	83
5503	Vufflens-la-Ville	BE/LE				213	288	325	293	311	331	319	309	315
	District de Cossonay						7 459	8 317	8 165	10 314	10 889	11 262	11 745	11 711
5511	Assens	OR/LE					220	275	277	337	324	341	353	356
5512	Bercher	BE/LE					218	225	241	298	332	356	326	329
5513	Bioley-Orjulaz	OR/LE					170	197	196	241	237	230	243	245
5514	Bottens	OR/LE					200	233	293	390	405	428	440	464
5515	Bretigny	BE/LE					125	176	115	200	196	187	202	200
5516	Cugy	BE/LE					141	190	151	183	217	222	225	230
5517	Dommartin	BE/LE				679	164	142	150	249	253	243	247	245

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud						1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
5518 Echallens	OR/LE						470 ⁱ	567	572	713	744	770	894	957
5519 Eclagnens	OR/LE						100 ⁱ	126	116	136	119	121	143	147
5547 Epauthères	BE/LE				5520		81							
5520 Essertines	BE/LE						305	431	499	441	619	617	669	648
5521 Etagnières	OR/LE						220 ⁱ	269	140	283	283	294	296	298
5522 Fey	BE/LE						259	319	361	417	461	477	521	513
5523 Froideville	BE/LE						295	412	470	427	465	464	466	454
5524 Goumoens-la-Ville	OR/LE						250 ⁱ	302	336	380	383	417	440	443
5525 Goumoens-le-Jux	OR/LE						30 ⁱ	40	39	43	39	35	36	36
5526 Malapalud	OR/LE						50 ⁱ	57	49	75	73	80	57	58
5527 Morrens	BE/LE					218	226	228	203	262	286	283	314	326
5528 Naz	BE/LE						75	95	64	103	103	112	96	98
5529 Oulens	OR/LE						310 ⁱ	359	330	388	389	413	422	436
5530 Pailly	BE/LE						247	276	273	363	379	361	397	401
5531 Penthéraz	OR/LE						240 ⁱ	275	165	318	327	325	377	369
5532 Poliez-le-Grand	OR/LE						300 ⁱ	340	382	423	482	450	472	470
5533 Poliez-Pittet	OR/LE						310 ⁱ	365	332	396	391	404	387	395
5549 La Robellaz	BE/LE				5520		49	68						
5534 Rueyres	BE/LE						155	169	179	212	236	228	230	220
5535 St-Barthélemy	OR/LE						170 ⁱ	188	197	212	236	261	287	262
5536 Sugnens	BE/LE						97	136	117	167	201	213	200	201
5537 Villars-le-Terroir	OR/LE						350 ⁱ	451	339	460	497	501	559	543
5538 Villars-Tiercelin	BE/LE						151	171 ^e	183	230	260	278	269	271
5539 Vuarrens	BE/LE						397	440	426	520	517	522	535	549
District d'Echallens							6 375 ⁱ	7 522 ^e	7 195	8 867	9 454	9 633	10 103	10 164
5551 Bonvillars	GN/LE						380 ⁱ	424	376	440	434	454	474	470
5552 Bullet	BE/LE						583	701	778	693	705	722	724	719
5553 Champagne	GN/LE						320 ⁱ	351	230	394	384	389	396	410
5554 Concise	GN/LE						500 ⁱ	560	567	746	704	675	716	746
5555 Corcelles	GN/LE						150 ⁱ	152	172	225	220	223	224	229
5556 Fiez	GN/LE						220 ⁱ	248	211	284	287	297	327	337
5557 Fontaines	GN/LE						150 ⁱ	183	127	152	171	180	204	217
5558 Fontanezier	GN/LE						70 ⁱ	87	71	162	145	135	152	159
5559 Giez	GN/LE						190 ⁱ	212	214	250	272	290	302	294
5560 Grandevent	GN/LE						80 ⁱ	96	99	138	136	124	158	152
5561 Grandson	GN/LE						700 ⁱ	792	822	1 050	1 062	1 064	1 182	1 248
5562 Mauborget	GN/LE						100 ⁱ	116	94	146	140	137	123	126
5563 Mutruz	GN/LE						100 ⁱ	115	91	188	171	189	232	226
5564 Novalles	GN/LE						100 ⁱ	112	94	116	128	99	125	117
5565 Onnens	GN/LE						220 ⁱ	248	258	325	302	314	333	328
5566 Provence	GN/LE						650 ⁱ	798	811	1 029	978	991	958	956
5567 Romairon	GN/LE						50 ⁱ	68	62	80	88	83	83	77
5568 Ste-Croix	BE/LE						1 834	2 833	2 455	2 851	2 974	3 154	3 502	3 541
5569 Vaugondry	GN/LE						40 ⁱ	45	36	59	67	75	80	76
5570 Villars-Burquin	GN/LE						160 ⁱ	183	160	243	251	254	261	267
District de Grandson							6 597 ⁱ	8 324	7 728	9 571	9 619	9 849	10 556	10 695

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud						1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
5581	Belmont	BE/LE				130	181	299	315	448	437	434	462	455
5582	Cheseaux	BE/LE				212	229	227	269	420	405	432	439	421
5583	Crissier	BE/LE				210	261	367	354	448	475	462	522	511
5584	Epalinges	BE/LE				219	361	506	562	721	742	765	761	759
5585	Jouxtiens-Mézery	BE/LE				32	121	122	201	160	139	127	164	176
5586	Lausanne	BE/LE				7 432	7 191	8 818	9 965	15 146	15 007	15 822	15 711	17 108
5598	Montheron	BE/LE			5586		100	112						
5587	Le Mont	BE/LE					514	658	655	818	881	916	1 001	1 000
5588	Paudex	BE/LE	1721	5590			76	152	107	132	126	129	111	120
5589	Prilly	BE/LE				94	114	208	162	280	304	270	309	309
5590	Pully	BE/LE				596	626	818	910	1 087	1 141	1 188	1 126	1 113
5599	Les Râpes	BE/LE			5586		438	671						
5591	Renens	BE/LE				168	226	282	250	331	347	372	344	362
5592	Romanel	BE/LE				133	234	247	218	284	292	304	294	302
	District de Lausanne	BE/LE					10 672	13 487	13 968	20 275	20 296	21 221	21 244	22 636
5601	Chexbres	BE/LE	1810	5610			521	673	630	701	727	798	767	770
5618	Cremières	BE/LE			5607		43	126	139					
5602	Cully	BE/LE					483	790	3 013	944	896	925	952	880
5603	Epresses	BE/LE	1824	5602			243	256		343	337	362	374	382
5604	Forel	BE/LE	1824	5602			518	675		1 006	983	985	1 055	1 029
5605	Grandvaux	BE/LE	1824	5602			273	479		551	563	613	614	623
5606	Lutry	BE/LE				1 487	1 780	1 465	2 603	1 683	1 783	1 894	2 003	2 011
5619	Publoz	BE/LE			5607		107	293	322					
5607	Puidoux	BE/LE	1810	5610			440	408	441	1 062	1 118	1 192	1 161	1 186
5608	Riex	BE/LE	1824	5602			294	366		399	352	355	360	368
5609	Rivaz	BE/LE	1810	5610			359	308	284	338	299	305	312	314
5610	St-Saphorin	BE/LE				1 281	211	499	378	380	366	357	365	357
5611	Savigny	BE/LE	1823	5606				1 009		1 041	1 042	1 102	1 062	1 042
5612	Villette	BE/LE	1824	5602		1 223	447	235		319	320	315	297	288
	District de Lavaux	BE/LE				3 991	5 719	7 582	7 810	8 767	8 786	9 203	9 322	9 250
5621	Aclens	BE/LE					233	212	240	301	311	352	365	368
5622	Bremblens	BE/LE					107	112	116	131	141	171	188	187
5623	Buchillon	BE/LE					105	140	122	143	145	165	174	176
5624	Bussigny	BE/LE				217	303	371	346	486	486	471	504	501
5625	Bussy	BE/LE					209	85	247	193	204	219	187	178
5626	Chardonney	BE/LE	1819	5625	1799	5625		40		49	42	38	49	46
5627	Chavannes	BE/LE				90	63	106	90	153	165	157	155	157
5628	Chigny	BE/LE					40	85	91	102	88	87	109	119
5629	Clarmont	BE/LE					64	112	115	115	133	121	137	145
5630	Colombier	BE/LE					241	309	291	350	336	334	353	363
5631	Denens	BE/LE					122	199	175	239	239	259	273	269
5632	Denges	BE/LE					127	189	189	212	204	209	210	204
5633	Echandens	BE/LE					210	258	243	270	283	283	341	354
5634	Echichens	BE/LE					140	184	173	240	247	281	287	300
5635	Ecublens	BE/LE				305	268	413	413	559	593	590	606	613
5636	Etoy	BE/LE					318	330	322	393	467	451	490	474
5637	Lavigny	BE/LE					193	308 ^c	308	321	301	315	351	328

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud						1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
5638 Lonay	BE/LE						276	269	269	350	345	372	397	439
5639 Lully	BE/LE						130	131	89	130	159	154	179	181
5640 Lussy	BE/LE						144	160	140	177	183	177	194	188
5641 Monnaz	BE/LE						106	114	114	136	143	150	152	159
5642 Morges	BE/LE						2 385	2 157	2 059	2 756	2 881	3 143	3 130	3 241
5643 Préverenges	BE/LE						121	161	141	239	245	244	228	229
5644 Reverolle	BE/LE						145	174	185	176	190	177	206	204
5645 Romanel	BE/LE						108	108	118	144	135	135	146	148
5646 St-Prex	BE/LE						295	393	360	410	434	467	509	528
5647 St-Saphorin	BE/LE						132	171	166	196	203	204	195	216
5648 St-Sulpice	BE/LE						126	157	158	215	223	230	247	255
5649 Tolochenaz	BE/LE						99	141	78	135	132	155	160	179
5650 Vaux-le Grand	BE/LE						57	88	88	83	90	103	101	97
5659 Vaux-le-Petit	BE/LE			1837	5650		34							
5651 Villars-Ste-Croix	BE/LE					83	112	114	123	166	148	161	161	160
5652 Villars-sous-Yens	BE/LE						216	284	265	259	296	299	341	341
5653 Vufflens-le-Ch.	BE/LE						145	181	181	230	227	257	256	247
5654 Vullierens	BE/LE						332	325	351	450	434	459	523	512
5655 Yens	BE/LE						409	560	492	609	551	637	696	709
District de Morges	BE/LE						8 115	9 141 ^c	8 858	11 118	11 404	12 027	12 600	12 815
5661 Boulens	BE/LE						141	155	155	217	223	225	247	247
5662 Brenles	BE/LE						96	120	133	214	227	232	241	232
5663 Bussy	BE/LE						140	146	138	236	249	247	242	245
5664 Chapelle	BE/LE						268	230	230	327	355	362	368	368
5665 Chavannes	BE/LE						169	244	186	329	340	328	333	342
5666 Chesalles	BE/LE						81	84	80	119	111	122	117	133
5667 Correvon	BE/LE						89	110	117	135	145	147	162	156
5668 Cremin	BE/LE						80	95	80	108	89	102	408	101
5669 Curtilles	BE/LE						149	221	210	377	394	408	101	428
5670 Denezzy	BE/LE						116	151	151	197	237	246	251	253
5671 Dompierre	BE/LE						146	170	140	258	260	270	352	371
5672 Forel	BE/LE						188	183	149	202	218	229	225	233
5673 Hermenches	BE/LE						170	214	200	306	316	335	342	323
5674 Lovatens	BE/LE						155	206	189	277	265	272	280	281
5675 Lucens	BE/LE						310	437	418	713	741	844	890	892
5676 Martherenges	BE/LE						69	70	70	95	79	80	100	94
5677 Montaubion-Ch.	BE/LE						96	186		133	147	150	132	126
5678 Moudon	BE/LE						1 475	1 600	1 400	2 224	2 357	2 411	2 401	2 443
5679 Neyruz	BE/LE						143	176	170	232	252	243	248	251
5680 Ogens	BE/LE						170	207	240	332	340	338	375	372
5681 Oulens	BE/LE						55	67	55	118	100	114	103	100
5682 Peyres-Possens	BE/LE						115	145	145	156	155	158	153	164
5683 Prévonnoloup	BE/LE						88	111	90	117	140	139	157	157
5684 Rossenges	BE/LE						105	126	120	141	141	133	128	146
5685 St-Cierges	BE/LE						241	320 ^e	240	401	444	460	529	526
5686 Sarzens	BE/LE						57	69	96	123	133	151	161	162
5687 Sottens	BE/LE						155	160	119	221	226	197	220	211
5688 Syens	BE/LE						120	165	133	176	190	217	231	235

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud						1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
5689	Thierrens	BE/LE					300	358	420	532	559	579	704	720
5690	Villars-le-Comte	BE/LE					148	161	151	247	245	239	273	268
5691	Villars-Mendraz	BE/LE					94	107	107	157	170	178	194	200
5692	Vucherens	BE/LE					245	259	230	405	451	469	475	458
	District de Moudon	BE/LE					5 974	7 053 ^c	6 362	9 825	10 299	10 625	11 143	11 238
5701	Arnex	BE/LE					46	43	61	91	81	102	101	100
5702	Arzier	BE/LE					317	212	338	368	395	435	440	443
5703	Bassins	BE/LE					310	386 ^c	386	379	388	359	386	394
5704	Begnins	BE/LE					454	565	567	563	645	707	714	734
5705	Bogis-Bossey	BE/LE					89	89	85	95	97	104	120	131
5706	Borex	BE/LE					107	127	100	89	105	104	123	121
5707	Chav.-de-Bogis	BE/LE					96	127	104	86	62	108	99	97
5708	Chav.-des-Bois	BE/LE					65	72	65	63	51	54	50	58
5709	Chésereux	BE/LE					237	175	151	184	202	202	207	218
5710	Coinsins	BE/LE					131	148	72	135	144	157	172	157
5711	Commugny	BE/LE					249	282	245	268	241	267	239	249
5712	Coppet	BE/LE					450	449	539	442	467	479	449	471
5713	Crans	BE/LE					192	240	230	277	281	294	280	286
5714	Crassier	BE/LE					168	151	165	140	129	147	148	162
5715	Duillier	BE/LE					341	209	204	249	268	242	267	281
5716	Eysins	BE/LE					136	173	159	210	205	210	222	234
5717	Founex	BE/LE					223	186	214	234	239	216	226	246
5718	Genolier	BE/LE					247	264	264	291	289	284	287	315
5719	Gingins	BE/LE					152	282	320	364	373	354	357	397
5720	Givrins	BE/LE					256	253	326	293	333	323	325	317
5721	Gland	BE/LE					324	324 ^c	288	374	406	393	421	425
5722	Grens	BE/LE					119	100	99	118	119	136	122	130
5723	Mies	BE/LE					129	126	143	158	160	154	170	162
5724	Nyon	BE/LE					1 634	1 934	2 116	2 304	2 464	2 460	2 436	2 471
5725	Prangins	BE/LE					204	362	372	385	387	405	453	440
5726	La Rippe	BE/LE					332	412	335	352	363	359	351	356
5727	St-Cergue	BE/LE					171	244	247	191	219	212	253	256
5728	Signy-Avenex	BE/LE					47	72	77	79	71	69	97	99
5729	Tannay	BE/LE					113	122	119	116	147	156	153	160
5730	Trélex	BE/LE					199	243	251	271	293	316	326	320
5731	Le Vaud	BE/LE					152	167 ^c	115	153	156	198	193	200
5732	Vich	BE/LE					149	175	134	190	186	186	223	228
5739	Cressonnières	BE/LE		1863	F									106
	District de Nyon	BE/LE					7 839	8 714 ^c	8 891	9 512	9 966	10 192	10 410	10 764
5741	L'Abergement	BE/LE					182	188	213	242	262	301	336	318
5742	Agiez	BE/LE					207	278	275	291	314	317	338	344
5743	Arnex	BE/LE					284	364	440	482	498	550	616	621
5744	Ballaigues	BE/LE					253	360	350	454	502	506	520	530
5745	Baulmes	BE/LE					443	573	628	734	832	860	865	862
5746	Bavois	BE/LE					317	297	305	405	414	448	494	492
5747	Bofflens	BE/LE					202	182	178	266	280	297	343	332
5748	Brettonnières	BE/LE					161	168	153	214	223	206	216	231
5749	Chavornay	BE/LE					639	582	649	688	717	730	768	805

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud						1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
5750	Les Clées	BE/LE					149	158	183	228	239	214	230	222
5751	Corcelles	BE/LE					207	232	201	272	264	293	324	336
5752	Croy	BE/LE					154	192	148	232	215	241	262	268
5753	Envy	BE/LE					58	61	68	86	103	95	91	90
5754	Juriens	BE/LE					241	286	258	285	283	276	275	280
5755	Lignerolle	BE/LE					218	240	277	250	258	266	292	306
5756	Montcherand	BE/LE					135	182	178	216	223	235	258	289
5757	Orbe	OR/LE					1 500 ⁱ	1 662	1 300	1 950	1 872	1 905	1 932	1 923
5758	La Praz	BE/LE					104	148	143	218	247	230	253	247
5759	Premier	BE/LE					205	241	232	258	288	284	297	292
5760	Rances	BE/LE					363	418	385	447	490	483	499	518
5761	Romainmôtier	BE/LE					243	259	267	318	307	333	364	344
5762	Sergey	BE/LE					45	54	65	93	94	95	107	119
5763	Valeyres	BE/LE					301	376	300	434	445	480	518	496
5764	Vallorbe	BE/LE					972	1 122 ^c	1 148	1 412	1 435	1 439	1 502	1 491
5765	Vaulion	BE/LE					775	1 296	1 145	951	975	973	995	994
5766	Vuiteboeuf	BE/LE					247	300	331	437	437	481	465	453
	District d'Orbe						8 605 ⁱ	10 219	9 820	11 863	12 217	12 538	13 160	13 203
5781	Bussigny	BE/LE					26	26	22	43	45	58	63	58
5782	Carrouge	BE/LE					291	271	276	399	431	476	516	524
5783	Châtillens	BE/LE					87	97	98	175	202	191	220	248
5784	Chesalles	BE/LE					105	123	124	202	204	199	197	198
5785	Corcelles	BE/LE					369	315	345	472	517	553	561	572
5786	Les Cullayes	BE/LE					161	218	220	238	264	279	266	264
5787	Ecoteaux	BE/LE					160	196	180	244	293	287	264	269
5788	Essertes	BE/LE					185	167	157	184	192	190	191	197
5789	Ferlens	BE/LE	1816	5799					208	218	251	246	218	229
5790	Maracon	BE/LE					197	234	229	280	283	297	351	350
5791	Mézières	BE/LE					233	318	290	424	457	449	468	476
5792	Montpreveyres	BE/LE					187	257	189	264	242	239	254	256
5793	Oron-la-Ville	BE/LE					163	201	210	241	245	236	308	325
5794	Oron-le-Châtel	BE/LE					64	73	86	135	144	159	148	162
5795	Palézieux	BE/LE					251	232	240	374	366	391	425	426
5796	Peney	BE/LE					185	257	244	361	382	381	400	395
5797	La Rogivue	BE/LE					41	50	49	61	76	81	74	81
5798	Ropraz	BE/LE					260	295	258	325	369	346	366	346
5799	Servion	BE/LE					306	431	281	375	385	392	345	351
5800	Les Tavernes	BE/LE	1814	5802			83	93		134	151	152	144	140
5801	Les Thioleyres	BE/LE					103	135	95	153	186	191	173	166
5802	Vuibroye	BE/LE					130	102	190	117	124	125	145	144
5803	Vulliens	BE/LE					326	347	294	451	461	475	489	458
	District d'Oron	BE/LE					3 913	4 438	4 285	5 870	6 270	6 393	6 586	6 635
5811	Cerniaz	BE/LE					80	74	99	148	141	144	136	142
5812	Champtauroz	BE/LE					124	139	139	208	208	210	215	216
5813	Chevroux	BE/FR					229	209	216	305	354	360	378	365
5814	Combremont-le-Gd	BE/LE					194	277	349	400	438	464	473	444
5815	Combremont-le-P.	BE/LE					247	341	341	385	428	448	438	445
5816	Corcelles	BE/FR					503	562	555	759	749	774	841	880

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud						1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
5817	Grandcour	BE/FR					431	517	524	627	643	667	715	716
5818	Granges	BE/LE					372	386	420	676	747	780	825	830
5838	Brit	BE/FR						21						
5819	Henniez	BE/LE					96	128	140	258	282	276	294	298
5820	Marnand	BE/LE					87	105	93	164	185	217	211	204
5821	Missy	BE/FR					220	224	234	270	276	254	272	282
5822	Payerne	BE/FR					1 685	1 667	1 810	2 717	2 723	2 820	3 032	3 078
5839	Payerne hameaux	BE/FR						178	192					
5823	Rossens	BE/LE					28	31	25	47	68	72	64	67
5824	Sassel	BE/FR					165	145	155	241	261	273	285	303
5825	Sédeilles	BE/LE					107	132	126	182	200	198	202	195
5826	Seigneux	BE/LE					190	127	174	295	275	276	320	324
5827	Trey	BE/FR					176	231	236	319	375	418	472	460
5828	Treytorrens	BE/LE					80	111	111	176	174	182	187	195
5829	Villars-Bramard	BE/LE					75	127	132	153	157	165	190	192
5830	Villarzel	BE/LE					167	232	179	285	317	343	364	358
	District de Payerne						5 256	5 964	6 250	8 615	9 001	9 341	9 914	9 994
5841	Château-d'Oex	BE/LE					1 751	1 961	2 301	2 016	2 010	2 033	2 076	2 054
5849	L'Etivaz	BE/LE	1713	5841	<1803	5841	180	215						
5842	Rossinière	BE/LE					646	618	666	607	597	621	621	636
5843	Rougemont	BE/LE					1 287	1 300	1 280	1 181	1 096	1 129	1 120	1 190
	District du Pays d'Enhaut	BE/LE					3 864	4 094	4 247	3 804	3 703	3 783	3 817	3 880
5851	Allaman	BE/LE					119	272	204	317	289	319	280	292
5852	Bursinel	BE/LE					87	136	130	160	148	142	177	187
5853	Bursins	BE/LE					262	285 ^c	291	362	340	313	351	340
5854	Burtigny	BE/LE					243	298	181	328	341	333	368	362
5855	Dully	BE/LE					119	168	89	160	130	123	174	180
5856	Essertines	BE/LE					337	480	390	518	513	546	617	564
5857	Gilly	BE/LE					402	524	506	623	571	607	608	622
5858	Luins	BE/LE					154	165	169	164	160	162	176	180
5859	Mont	BE/LE					414	657	483	636	586	606	651	673
5860	Perroy	BE/LE					229	327	319	424	383	391	402	452
5861	Rolle	BE/LE					1 061	1 362	1 323	1 222	1 304	1 483	1 389	1 398
5862	Tartegnin	BE/LE					112	155	162	154	157	172	200	197
5863	Vinzel	BE/LE					66	86	62	100	116	107	131	138
	District de Rolle	BE/LE					3 605	4 915 ^c	4 309	5 168	5 038	5 304	5 524	5 585
5871	L'Abbaye	BE/LE					917	970	945	971	946	949	995	1 018
5872	Le Chenit	BE/LE					1 733	2 073	2 027	2 555	2 715	2 658	2 804	2 766
5873	Le Lieu	BE/LE					980	1 110	986	1 041	1 059	1 018	987	999
	District de la Vallée	BE/LE					3 630	4 153	3 958	4 567	4 720	4 625	4 786	4 783
5881	Blonay	BE/LE					687	800	821	832	801	796	833	832
5882	Chardonne	BE/LE					561	600	750	928	936	992	1 010	998
5883	Corseaux	BE/LE					254	420	330	281	304	291	302	311
5884	Corsier	BE/LE					1 250	689	621	949	1 064	1 088	1 098	1 096
5885	Jongny	BE/LE					111	147	182	249	258	267	296	279
5886	Mont.-Châtelard	BE/LE					406	1 860	1 914	2 055	2 066	2 185	2 244	2 278

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

		terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud							1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
5887	Mont.-Planches	BE/LE						1 521	489	442	572	664	658	753	728
5888	St-Légier	BE/LE						557	636	670	764	771	763	914	912
5889	La Tour-de-Peilz	BE/LE						668	778	816	944	968	1 048	1 037	1 035
5890	Vevey	BE/LE						3 350	3 300	3 786	4 240	4 722	4 877	5 116	5 201
5891	Veytaux	BE/LE						176	178	164	206	211	183	214	175
	District de Vevey	BE/LE						8 980	9 829	10 824	12 135	12 789	13 135	13 817	13 845
5901	Arrioules	BE/LE						52	61	54	75	64	64	80	76
5902	Belmont	BE/LE						249	234	245	355	358	381	390	387
5903	Bioley-Magnoux	BE/LE						153	152	152	224	212	237	272	268
5904	Chamblon	GN/LE						140 ⁱ	159	159	182	180	175	181	172
5905	Champvent	BE/LE						239	230	290	361	398	422	419	421
5906	Chanéaz	BE/LE						80	117	118	121	135	140	134	149
5907	Chav.-le-Chêne	BE/LE						192	233	234	288	322	326	326	331
5908	Chêne-Pâquier	BE/LE						90	141	138	208	219	221	219	224
5909	Cheseaux-Noréaz	BE/LE						79	108	82	137	147	143	151	156
5910	Cronay	BE/LE						263	282	201	453	453	485	540	561
5911	Cuarny	BE/LE						182	201 ^e	166	222	255	233	283	292
5912	Démoret	BE/LE						193	184	167	256	225	251	268	259
5913	Donneloye	BE/LE						165	188	178	235	263	247	267	282
5914	Ependes	BE/LE						252	265	265	267	294	334	308	320
5915	Essert-Pittet	BE/LE						91	108	108	112	132	133	131	124
5916	Essert-sous-Ch.	GN/LE						40 ⁱ	59	180	99	101	91	104	109
5917	Gossens	BE/LE						56	62	62	121	126	131	153	152
5918	Gressy	BE/LE						146	166 ^e	166	219	230	209	220	222
5919	Method	BE/LE						229	317	350	367	385	374	423	382
5920	Mézery	BE/LE						87	68	63	98	100	100	102	97
5921	Molondin	BE/LE						195	229	200	278	284	282	309	327
5922	Montagny	GN/LE						190 ⁱ	231	250	266	232	274	258	256
5923	Oppens	BE/LE						105	141	148	214	244	225	269	268
5924	Orges	BE/LE	1849	5937				137							
5925	Orzens	BE/LE						180	191	221	270	283	311	319	323
5926	Pomy	BE/LE						263	256 ^e	233	332	351	386	400	391
5927	Prahins	BE/LE						89	111	112	139	143	142	145	146
5928	Rovray	BE/LE						102	104	99	149	133	154	182	183
5929	Suchy	BE/LE						251	291	282	371	409	410	379	390
5930	Suscévoz	BE/LE						118	105	121	160	148	168	169	180
5931	Treycovagnes	BE/LE						72	80	86	135	135	148	147	160
5932	Ursins	BE/LE						168	147	147	183	225	234	240	252
5933	Valeyres-sous-M.	GN/LE						180 ⁱ	201	204	236	216	200	238	215
5934	Valeyres-sous-U.	BE/LE						209	158	175	216	207	214	230	227
5935	Villars-Epeney	BE/LE						51	40	37	48	58	60	59	62
5936	Villars-sous-Ch.	GN/LE						40 ⁱ	48	50	43	52	51	52	56
5937	Vugelles-La Mothe	BE/LE						164	355	278	441	444	478	452	436
5938	Yverdon	BE/LE						2 353	2 484	2 501	3 248	3 461	3 490	3 546	3 619
5939	Yvonand	GN/LE						400 ⁱ	441	450	633	723	773	824	861
	District d'Yverdon							8 245 ⁱ	8 948 ^e	8 972	11 762	12 347	12 697	13 189	13 336

Canton de Vaud

(ts-x-01-2223-VD)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RH	RCP	RCP	RDF	RCP	RCP	RFP
Canton de Vaud						1709	1764	1798	1803	1831	1837	1841	1849	1850
Canton de Vaud						124 620	145 012	144 657	177 938	183 582	189 675	196 595	199 575	
VD, références						114 450		144 657	177 938	183 582	189 675	196 595	199 575	
Canton du Léman (1798–1803)								137 667						
Léman, références								137 305						

Abréviations des types de dénombrements et de recensements:

RCP Relevé cantonal
 RDF Recensement de la Diète
 RFP Recensement fédéral
 RG Recensement des grains
 RH Recensement helvétique

Changements territoriaux:

terr ant Ancienne appartenance territoriale
 sép an Année de séparation de commune
 sép de Code de la commune cédante
 fus an Année de fusion de commune
 fus avec Code de la commune intégrante

Abréviations des territoires:

BE Berne
 FR Fribourg
 LE Léman
 OR Orbe/Echallens
 GN Grandson

Corrections de données communales:

^c corrigé
ⁱ imputé

Remarques:

1764: données estimées pour les communes des bailliages communs de Grandson et d'Orbe-Echallens (total 10170 personnes)

1798: selon l'original, le Canton du Léman comptait 137260 personnes; si l'on corrige les totaux de 12 communes (cf l'énumération dans le texte), on arrive à 137667 personnes (+407). En plus, 7345 personnes sont comptées dans le canton de Fribourg (Avenches 3591, Estavayer 166, Payerne 3588) avec un total de 145012 personnes pour le futur canton de Vaud. Schluchter donne un total de 137305 (district d'Aigle +100; district d'Orbe -100; correction dans le district de Nyon +45). En plus, il mentionne certaines incohérences dans d'autres données communales, sans pour autant les corriger.

1803–1849: les données originales de ces recensements n'existent plus que dans des tableaux récapitulatifs

Canton du Valais

Relecture par Denis Reynard, Archives de l'État du Valais



Introduction

Le Valais constitue l'une des grandes vallées longitudinales des Alpes. Il présente – avec le Val d'Aoste – les dénivellations les plus fortes de tout le massif avec, comme conséquence, une différenciation climatique et végétale prononcée selon l'altitude. Le Rhône trouve son origine dans le glacier du même nom, et il forme le bassin fluvial le plus étendu du bassin méditerranéen européen (devant l'Ebre et le Pô). Les cols du Grand-St-Bernard et du Simplon permettent des passages directs Nord-Sud à travers les Alpes. Le premier a joué un rôle primordial dès l'Antiquité, tandis que le second a obtenu un nouveau statut durant la période de Stockalper au XVII^e siècle, puis à nouveau au début du XIX^e grâce à la construction de l'une des premières routes de montagne – une route qui a surtout facilité les connexions dans la vallée du Rhône même, longtemps menacée par des inondations. Si quelques bourgs et petites villes se trouvaient dans la vallée, la majorité de la population vivait encore dans des villages de montagne en 1800, sur les replats et les pentes de la vallée principale et des grandes vallées latérales. Ce n'est que dans le Chablais, et notamment dans le Val d'Illeiez, que l'habitat dispersé dominait historiquement.

A quelques petites exceptions près, le territoire du Valais correspond au bassin du Rhône: le sud du Simplon jusqu'à Gondo est situé dans le bassin versant du Pô (la Doveria se jette dans le Toce à Domodossola, et celui-ci rejoint le Tessin via le Lac Majeur). Les communes de Loèche-les-Bains et de Savièse s'étendent au-delà des cols de la Gemmi et du Sanetsch (Senin) du côté bernois; en revanche, Vallorcine près de Chamonix, située sur le versant oriental du col des Montets, a toujours appartenu à la Savoie, puis à la France.

Histoire et développement territorial

La vallée du Rhône alpin représente une unité géographique indéniable mais, depuis l'immigration d'une population germanophone venue de l'Oberland bernois au IX^e siècle, elle est scindée en deux sur le plan linguistique. Ces Haut-Valaisans germanophones furent eux-mêmes à l'origine du plus grand mouvement migratoire du Moyen-Age, quand les «Walser» colonisèrent les vallées en haute altitude au sud des Alpes, dans les Grisons et jusque dans le Vorarlberg.

Fondé à la fin du IV^e siècle, le siège du diocèse fut d'abord établi à Octodure (Martigny), puis à Sion. L'évêque de Sion est fait comte du Valais en 999 et devient prince-évêque au bénéfice

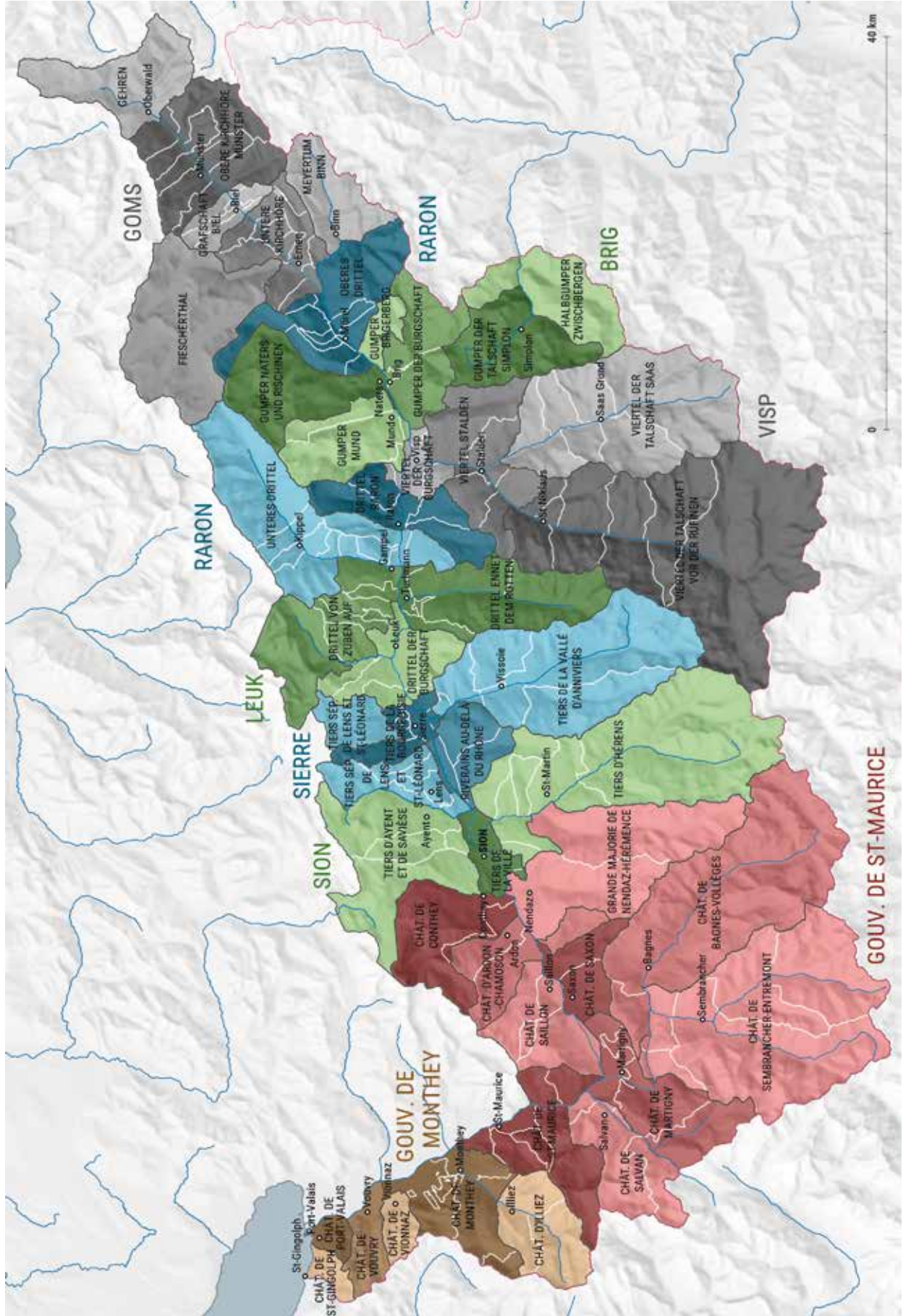
de «l'immédiateté impériale» (un privilège féodal et un statut politique sans intermédiaire, accordé par l'empereur à certains territoires dans le Saint-Empire romain germanique). Il dut lutter contre les menaces de l'extérieur, en l'occurrence la Maison de Savoie, puis contre l'émancipation de nobles féodaux, puis des dizains. Les Savoyards purent s'emparer du Bas-Valais, acte entériné par une paix en 1392 fixant la frontière à la Morge de Conthey. Une des conséquences de cette limitation territoriale fut l'ouverture vers les voisins de l'Est qui se traduit par un accord de combourgeoisie avec Lucerne, Uri et Unterwald (1403) et fit du Valais un pays allié de la Confédération (1416) (Zenhäusern, DHS).

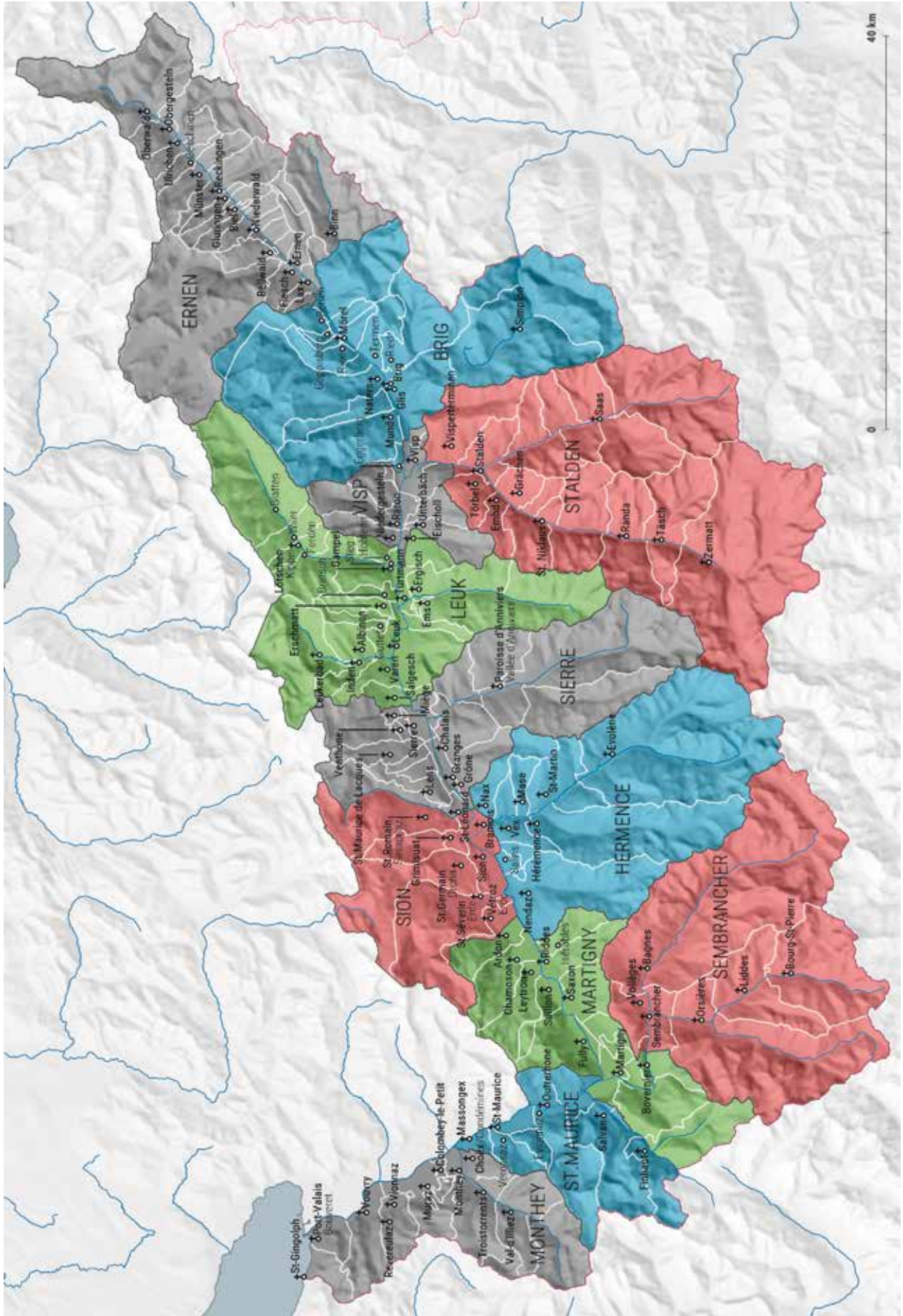
Dans le contexte des guerres de Bourgogne et l'invasion du pays de Vaud par les Bernois, les Valaisans occupèrent le Bas-Valais jusqu'à St-Maurice et défendirent cette extension lors de la bataille de la Planta en 1475. En 1536 – à nouveau parallèlement à l'avancée de Berne –, le Valais put élargir son territoire jusqu'à la Dranse de Thonon mais fut contraint de céder le Chablais à l'ouest de la Morge de St-Gingolph en 1569 (Michelet, 1982). Depuis, les frontières du Valais n'ont plus connu de changement. Les reconquêtes du Bas-Valais – à savoir les trois dizains perdus au XIII^e siècle – n'ont pas conduit à la reconnaissance du statut d'antan mais à la domination des Sept-Dizains du Centre et du Haut-Valais sur des assujettis du Bas.

A partir du XV^e siècle, le pouvoir politique des dizains se renforça au détriment de celui de l'évêque. Les sept dizains et les communes autonomes constituèrent le Pays du Valais, désigné comme république démocratique pour la première fois en 1619 (Schöpfer Pfaffen, DHS). La Réforme connut un certain succès auprès des familles dirigeantes mais, à partir de 1604, la Réforme catholique conduisit à l'extinction du protestantisme.

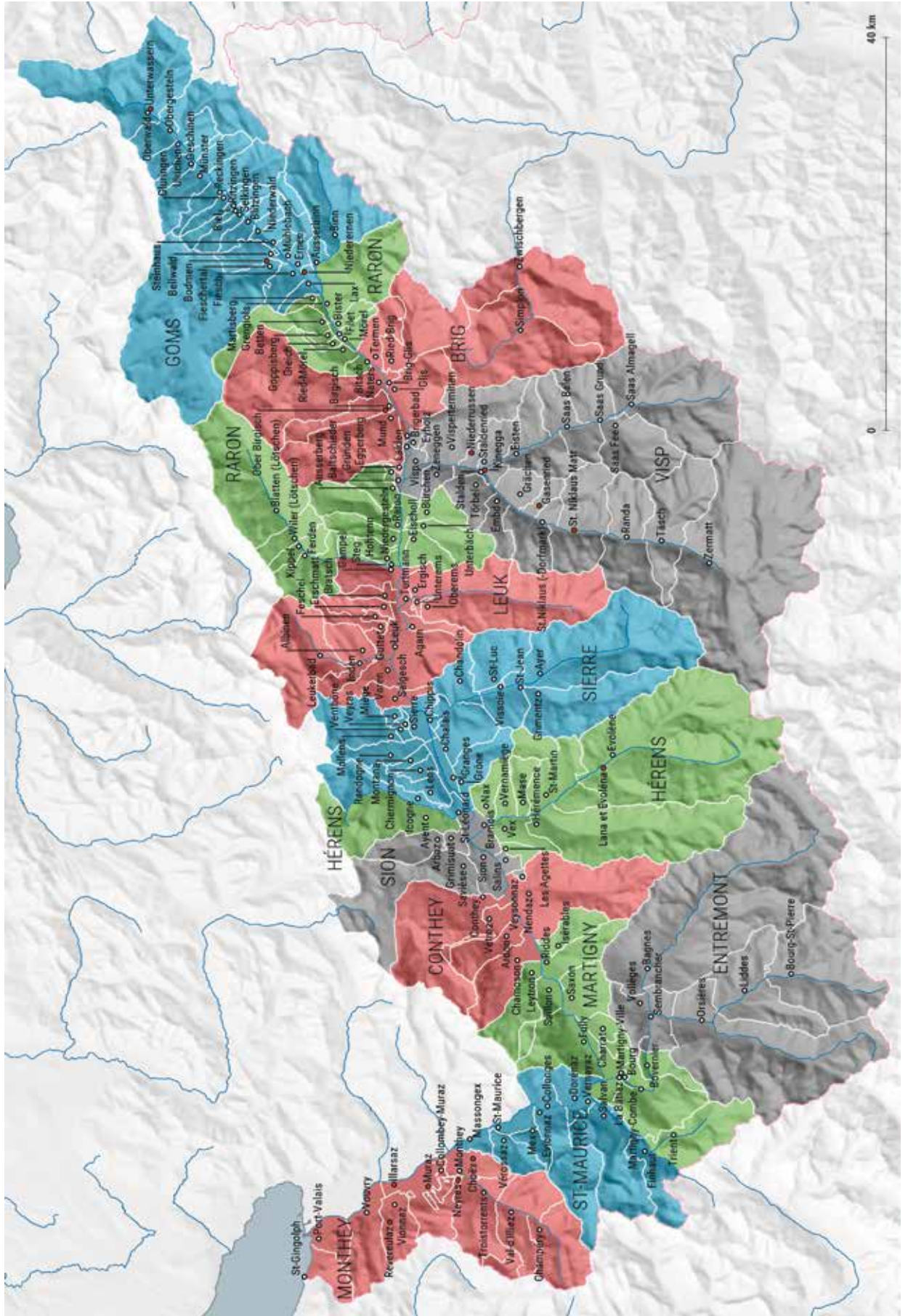
Après l'arrivée des troupes françaises, le Bas-Valais proclama son indépendance, mais le Valais se rallia à la République helvétique en 1798. En 1802, Napoléon l'érigea en République indépendante, avant de l'annexer à l'empire français en 1810 sous le nom de Département du Simplon. Suite à la période de Transition (fin 1813 – août 1815), les grandes puissances mirent la pression pour que le Valais devienne un canton suisse.

Le Canton du Valais englobe les territoires de l'évêché de Sion et ceux de l'abbaye de St-Maurice – fondée en 515 – qui dépend directement du Saint-Siège et comprend le monastère, la paroisse de la ville ainsi que les paroisses de Vernayaz, Salvan et Finhaut. Quelques exceptions à la concordance territoriale entre le Canton et l'Évêché sont à mentionner: d'une part, l'évêché comprend également le Chablais vaudois, réformé depuis 1528; d'autre part, la paroisse du village transfrontalier de St-Gingolph appartient à l'évêché d'Annecy. Enfin, à l'extrémité est du canton, la paroisse de Zwischbergen fit partie du diocèse de Novara jusqu'en 1828.





Le Valais et ses 13 Districts de 1815 à 1887 avec toutes les communes ayant existé durant cette période



Dizains (ou districts)

Le territoire dominant des Sept-Dizains d'avant 1798 était composé des dizains majoritairement francophones de Sion et de Sierre ainsi que des cinq dizains supérieurs germanophones de Conches, Brigue, Viège, Loèche et Rarogne. Ce dernier fut divisé en trois parties: le tiers de Mörel, le tiers de Rarogne et le tiers inférieur, comprenant Niedergesteln et le Lötschental, qui était un bailliage commun des cinq dizains supérieurs. Ce tiers inférieur parvint à s'en détacher jusqu'en 1790, ce qui – d'après nos connaissances – représente le seul cas d'une libération réussie durant l'Ancien Régime des XVII^e et XVIII^e siècles. Les quatre bailliages du Bas-Valais étaient composés du Gouvernement de St-Maurice, de loin le plus important, du Gouvernement de Monthey, de la Châtellenie de Port-Valais et Vionnaz ainsi que de la Grande Majorie de Nendaz-Hérémente (carte VS1).

L'intégration du Valais dans la République helvétique en 1798 signifia la mise à égalité entre les anciens dominants et leurs anciens sujets. Pourtant, la recherche d'un équilibre intracantonnel occupera le Valais encore durant cinquante ans. Le point d'achoppement principal de ces tensions politiques fut la désignation des dizains, étant donné que la Diète, le gouvernement cantonal, était composée d'un nombre fixe de délégués par dizain, indépendamment de leur poids démographique. La liste des dizains de chaque époque refléta ainsi la prépondérance politique des régions. En fait, la composition de cette liste ne varia apparemment guère: dans le Haut-Valais, il s'agissait du rôle controversé du district de Rarogne-Mörel (deux demi-districts ou deux districts entiers), dans le Valais central, de la scission ou non du grand district de Sion (Sion, Hérens, Conthey).

En 1798, le Valais de la République helvétique compta douze districts: dans le Haut-Valais, Rarogne fut supprimé au profit de Stalden; le Valais central vit la création du district d'Hérémente et le Bas-Valais celle des quatre districts de Martigny, Sembrancher, St-Maurice et Monthey. La République du Valais de 1802 apporta une modification mineure à cette structure en réintroduisant Rarogne aux dépens de Stalden. Quant au Département du Simplon (1810), il revint sur un découpage en treize unités, les «cantons» (avec Mörel), mais atténua cet avantage apparent pour le Haut-Valais par la création d'une suprastructure de trois arrondissements (Brigue, Sion et St-Maurice). Ainsi, la très ancienne division territoriale en deux parties fut abolie au profit d'une division géographique, tout en s'appuyant quand même sur la barrière linguistique (carte VS2).

Durant l'année 1814, trois commissions élaborèrent des propositions pour une nouvelle délimitation: celle des représentants du Haut-Valais opta pour une solution à treize dizains (six dans le Haut, c'est-à-dire plus Mörel), tandis que l'épiscopat proposa dix dizains (cinq dans le Haut, deux au Centre et trois pour le Bas). Les Bas-Valaisans s'engagèrent pour la reprise des douze districts de la République de 1802. Finalement, la réunion des ministres de Grande-Bretagne, d'Autriche et de Russie en 1814 à Zurich imposa un compromis de treize dizains. On compta alors les deux parties de Rarogne comme demi-districts et on créa le nouveau district de Conthey, conférant ainsi au Valais francophone une meilleure représentation que dans le passé mais qui resta toujours en deçà de son importance démographique

(Biollay 1965). Ce nouveau district était composé des communes de Conthey et Nendaz (anciennement Sion), Chamoson et Ardon (Martigny). Depuis 1816, les limites des districts n'ont connu que deux modifications: en 1839 lorsque les communes d'Arbaz et de Savièse rejoignirent le district de Sion, ainsi qu'en 1922 lorsque l'incorporation de Gründén dans la commune d'Ausserberg impliqua son transfert du district de Viège à celui de Rarogne occidental. Enfin, en 1987, les deux demi-districts de Rarogne acquirent des statuts de district entier avec chacun un préfet (carte VS3).

Communes

L'avènement des premières communautés en Valais est attesté dès le XIII^e siècle, et elles jouèrent un grand rôle à côté des dizains (Zenhäusern, DHS). 24 des fonds communaux répertoriés dans les archives valaisannes remontent entre 1178 (Vérossaz) et 1300, mais nous n'avons pas trouvé d'inventaire du nombre de communes qui existaient sous l'Ancien Régime, étant donné qu'un grand nombre d'inventaires de fonds de communes ne sont accessibles sur place que sous forme de papier (Reynard 2008). Le recensement helvétique de 1798 dénombra 104 paroisses et 119 agences. Lors du recensement de 1802, l'unité de décompte fut la «commune», et on en recensa 153. Sous le régime français du Département du Simplon, un découpage alternatif fut introduit au niveau local, calqué sur les paroisses (96). Le nouveau canton de 1815 réintroduisit un tissu communal plus fin (150 unités), passablement différent de celui de 1802 avec moins de communes dans le Bas-Valais mais un plus grand nombre dans le Haut-Valais. Entre 1816 et 1850, le nombre de communes passa à 170. A partir de 1838, le bilan est plus facile à établir, puisqu'un changement de statut nécessita dorénavant l'approbation du Grand Conseil (Recueil des Lois, 1889). Auparavant, les sources étaient lacunaires: dans notre énumération, l'existence d'une commune est parfois uniquement définie par son apparition dans un recensement. Ce n'est que lors des constitutions cantonales de 1848 et 1874 que fut introduite la différenciation entre la commune bourgeoise et la commune municipale.

L'établissement d'un bilan des communes valaisannes est passablement compliqué vu les nombreuses apparitions et disparitions d'un recensement à l'autre. Une unique paroisse, Reveulaz, est enregistrée une seule fois en 1798 et n'apparaît plus après. L'énumération suivante distingue les périodes 1802–1816 et 1816–1850.

La comparaison entre 1802 et 1816 – phase qui fut interrompue par le régime français des 96 communes – révèle douze apparitions et quinze disparitions: Neyres, Muraz et Illarsaz (Collombey-Muraz) ainsi que Choëx (Monthey) furent enregistrées uniquement lors du recensement de 1802; Kinegga s'unit à Stalden en 1805, mais cette commune n'a jamais figuré dans un recensement. Les autres onze disparitions concernent des localités qui existeront à nouveau plus tard dans les listes: Agarn, Bratsch, Ergisch, Feschel, Guttet, Oberems, Randogne, Chandolin, Grimontz, Evionnaz et Vérossaz. En 1816 apparaissent douze communes qui n'avaient pas été saisies en 1802: Blitzingen, Bodmen, Steinhaus, Goppisberg, Brigerbad, Unter Birgisch, Zwischbergen, Eggerberg, Eisten, Niederrussen, Icoigne et Montana.

Le bilan communal de la période de 1816 à 1850 s'élève à 32 créations et douze disparitions dont neuf sont réapparues plus tard. Seules les fusions de trois communes se sont avérées définitives: Bodmen (attribuée à Bellwald en 1816), Niederrussen (Stalden, 1817) et Unterwassern (Oberwald, 1838). Inexistantes en 1816, les communes d'Ober Birgisch, Gründen, Bratsch, Ergisch, Feschel, Guttet, Randogne, Chandolin, Grimentz et St-Jean apparaissent à partir de 1821. De même que la commune de Vissoie (cette dernière va appartenir à Ayer de 1829 à 1905). Evionnaz et Vérossaz furent établies en 1822 mais figurent déjà dans le recensement de 1821. Ober Birgisch n'est pas recensée avant 1821, mais nous pensons que cette commune fut oubliée en 1816; Unter- et Ober Birgisch s'unirent après 1837. Agarn est comptée séparément de Loèche en 1829, mais plus à partir de 1846. Les deux communes de Blitzingen et de Steinhaus dans la Vallée de Conches sont absentes de la statistique pour l'année 1829.

Le démantèlement de la grande commune de Martigny est bien documenté: Charrat devint autonome en 1836, Martigny-Ville en 1837, Martigny-Bourg en 1841, puis, séparée de Martigny-Combe, La Bâtiaz en 1845. En 1839 intervint la scission de Champéry d'avec Val d'Illiez. Avant 1846, mais sans que nous ayons trouvé les documents attestant l'acte de séparation, St. Niklaus Matt et Gasenried apparurent dans le recensement de 1846 (pour être réintégrées à St-Nicolas en 1866 et 1870), ainsi qu'Oberems. Comptées comme indépendantes en 1816, puis en 1846 et 1850 et dès 1905, les communes de Chermignon, d'Icogne et de Montana firent partie de Lens avant 1816 et durant la période intermédiaire. La commune éphémère de «Lana et Evolena» ne fut séparée de la commune mère d'Evolène qu'entre 1839 et 1844.

Les fluctuations dans l'effectif des communes valaisannes furent nettement moins marquées après 1850. Si l'on excepte les changements déjà mentionnés sur le Plateau de Montana et dans le Val d'Anniviers, seules quatre fusions intervinrent jusqu'en 1950: St. Niklaus Matt (1866), Gasenried (1870), Niederernen (1872) et Gründen (1922). Entre 1956 et 1972, les villes valaisannes absorbèrent sept communes voisines – une pratique qui n'a plus guère eu cours ailleurs en Suisse entre 1930 et 1990. À partir de l'an 2000, une volonté affichée de fusions conduisit jusqu'à aujourd'hui à la disparition d'un quart des communes.

Sept séparations de communes eurent lieu en Valais après 1850: Vétroz de Conthey en 1861; Trient de Martigny-Combe en 1900; Chermignon, Icogne et Montana de Lens en 1905; Vissoie d'Ayer en 1905, ainsi que Vernayaz de Salvan en 1912 (pour une analyse de toutes ces séparations cf. Borgeat-Pignat et Fournier, 2012). Afin de compléter ce tableau, ajoutons que les deux communes de Filet et de Bister furent réunies entre 1875 et 1877.

Recensements

Dénombrements de la population avant 1798

Pour les XVII^e et XVIII^e siècles, la documentation sur l'évolution démographique en Valais n'est que très éparse si on la compare à celle d'autres régions catholiques à la même époque. Ce sont notamment les relevés des communiantes lors de visites épiscopales qui font largement défaut, d'une part en raison d'une politique qui porta moins d'intérêt à leur saisie qu'ailleurs (par ex. à Fribourg, Coire, Constance ou Côme) et, d'autre part, suite à l'incendie de 1788 qui détruisit une grande partie de la ville de Sion et qui ravagea les archives épiscopales. L'évêque Hildebrand Jost fut le premier à organiser, entre 1623 et 1626, des visites dans l'ensemble des paroisses. Malheureusement, ces visites ne contiennent de mention ni sur le clergé ni sur ses ouailles (Fibicher et Ammann 2015). Jost introduisit les registres de baptêmes, mariages et décès (Papilloud 1973). Par contre, il n'existe guère de «status animarum» couvrant des paroisses entières, à l'exception pour ainsi dire des travaux entrepris par le curé Johann Inderkummen dans les paroisses de Savièse et de Loèche (Ammann et Brunner 2007). La «Seelenbeschreibung der Grossparrei Leuk von 1703–1704» couvre la plupart des communes actuelles du district de Loèche avec un total de 2069 personnes – un total sensiblement identique à celui qui résultera cent ans plus tard (2072 en 1798) pour ces mêmes communes. Quelques indications sur le nombre d'habitants sont connues pour Conthey et Vétroz en 1754 (Papilloud 1973).

Un décompte important des habitants a été effectué tout à la fin du XVIII^e siècle. Il s'agit des «Quartierbücher» pour les quatre quartiers de la ville de Sion d'après les protocoles des visites des maisons. Une liste complète a été établie pour les années 1787 à 1797 par Janine Fayard Duchene (1994). Cette série tire sa grande valeur du fait qu'elle couvre les années qui ont suivi l'évènement de l'incendie de 1788. L'auteure arrive à démontrer le comportement migratoire de l'ensemble de la population et à prouver que la presque totalité des personnes habitant la ville avant la catastrophe y est retournée jusqu'en 1793.

Les recensements à partir de 1798

Si la documentation sur la démographie de l'Ancien Régime est extrêmement lacunaire, cette situation évoluera radicalement à partir de 1798. La tenue d'un recensement fut ordonnée et rapidement exécutée à chaque changement politique (en 1798, 1802, 1811 et 1816). Par la suite, la «République et Canton du Valais» continua à recourir à cet outil de gestion à une cadence presque décennale jusqu'à ce que les recensements fédéraux aient pris la relève en 1850: en 1821, pour «rectifier les contingents d'hommes que chaque commune fournit aux milices nationales»; en 1829, afin d'établir un registre des bourgeois; en 1837, sur demande de la Diète pour la révision des contingents fédéraux, ainsi qu'en 1846, afin de pouvoir fixer la représentation des députés des dizains et des communes.

Richesse exceptionnelle – et peu exploitée – pour un canton de cette taille, les archives valaisannes conservent les registres nominaux des recensements de 1829, 1837 et 1846, ainsi que ceux de 1850, 1870 et 1880 (les deux derniers ne sont pas tout à fait complets). La plupart de ces registres existent sous forme digitalisée. Des tableaux synthétiques par commune y sont préservés pour l'ensemble des recensements depuis 1802. Une copie de ces données communales fut publiée en 1902 dans un article de l'archiviste cantonal de l'époque, Leo Meyer. Ces tableaux, munis de toutes les annotations nécessaires, sont différenciés selon des catégories démographiques (en 1811) puis selon l'origine et le statut des habitants. Les originaux ont tous été réalisés avec soin, puisqu'ils sont complets et qu'on n'y trouve que de rares erreurs d'addition (souvent corrigées au crayon ultérieurement).

Rallié à la République helvétique en avril 1798, le Valais participe au recensement organisé cette année-là – le premier dénombrement démographique complet entrepris en Valais. Les résultats de ce recensement, différenciés en 725 localités réparties selon 103 paroisses et 119 agences, sont gardés aux archives fédérales dans un cahier soigneusement rédigé. Ce recensement semble précis, à l'exception d'une erreur dans le district d'Ernen pour lequel les effectifs de population représentent probablement le nombre d'hommes adultes. Leo Meyer (1902) a corrigé le résultat pour l'actuel district de Conches (4000 habitants au lieu de 890); André Schluchter (1988) a affiné cette correction pour la commune de Martisberg (75 au lieu de 16) et le hameau de Hockmatten (Grengiols) (112 au lieu de 25), situés en 1802 dans le district de Brigue. Nous avons repris ces corrections.

En septembre 1802, tout au début de la période de la République indépendante, un recensement fut ordonné pour fixer le nombre de députés de chaque dizain pour la Diète. Ce recensement ne fournit toutefois que le total du nombre d'âmes. Un nouveau recensement fut entrepris en 1811 dans le cadre du département français du Simplon qui indiqua la «population présente», ce qui, selon les directives de l'époque, signifie les personnes domiciliées. L'administration française ne s'intéressant pas aux catégories d'origine, elle procéda à une classification selon le sexe et l'état civil.

Le premier recensement du nouveau canton suisse, celui de 1816, n'est malheureusement guère utilisable. Il distingue quatre catégories, à savoir les «Indigènes ou censés tels», les «Suisse», les «Etrangers natifs ou domiciliés» ainsi que les «Etrangers temporaires». Si ces quatre catégories sont répertoriées dans six districts – plutôt de montagne –, l'information se limite au groupe des «Indigènes» dans les sept autres districts. Pour les six districts dans lesquels l'information est complète, la part des indigènes atteint souvent 100% dans les communes de montagne, mais elle ne dépasse pas les 70% dans certains bourgs et communes de plaine (Brigue ou Rarogne). La sous-estimation de la population valaisanne est de l'ordre de 5%.

La population des quatre recensements de 1821, 1829, 1837 et 1846 est différenciée selon quatre à neuf classes d'origine. Les sources très riches de la démographie valaisanne de la première moitié du XIX^e siècle permettent d'affiner la comparaison intercensitaire en analysant les catégories de population selon l'origine et le statut en s'inspirant du «modèle de Zoug», présenté en introduction de la publication. Une telle approche montre que

seul le recensement de 1829 contient toutes les catégories de personnes présentes : domiciliées, permanentes, tolérées et temporaires, en distinguant les bourgeois, les patriotes (c'est-à-dire les autres Valaisans), les Suisses et les étrangers; ce recensement a précisément été organisé afin de clarifier cette question. Pour une vision diachronique, il faut être conscient qu'environ 700 personnes manquent dans le recensement de 1821 (les Suisses tolérés et les temporaires) et 400 temporaires dans celui de 1837. Les données du recensement de 1846 sont à peine comparables, puisque toutes les catégories d'étrangers font défaut.

Leo Meyer (1902) allègue que tous les recensements se basent sur la conception de la «population présente». Pourtant, les quatre recensements de 1821 à 1846 comprennent chacun une catégorie de bourgeois absents, sous des désignations différentes : 1821 «bourgeois hors la commune» (1,3% de la population), 1829 «communiers forains» (0,2%), ainsi que «Valaisans absents du pays» en 1837 (1,3%) et en 1846 (1,5%). Dans tous ces recensements, le groupe des personnes absentes est compris dans les totaux des habitants, à la fois dans les originaux et dans les transcriptions de Meyer; dans son tableau synoptique établi par commune selon l'état de 1902, Meyer ne corrige pas les erreurs contenues dans les originaux, ce qui est surprenant. Cette transcription fidèle des originaux peut induire en erreur un utilisateur peu avisé, notamment pour 1798 et dans les cas de l'enquête de 1816 déjà mentionnés.

Dans notre liste des habitants des communes valaisannes, nous avons sélectionné les années 1798, 1802, 1811, 1821, 1829 et 1837. Les totaux par commune apparaissent selon les résultats originaux, corrigés en cas de fautes d'addition; les Valaisans absents du pays en sont toutefois déduits. Les recensements de 1816 et de 1846 sont laissés de côté vu l'incohérence de leurs résultats.

Évolution de la population

Prise par périodes de 50 ans, la croissance de la population suisse fut très régulière : 1798/1850 +0,7% par année; 1850/1900 +0,7%; 1900/1950 +0,7%; 1950/2000 +0,8%. Étonnamment, le Valais est le canton qui se rapproche le plus de cette courbe : +0,6%; +0,7%; +0,7%; +0,9%. Toutefois, les composantes de cette croissance constante furent inégalement réparties. Croissance naturelle plus forte en Valais qu'en Suisse – une tendance qui va en augmentant; émigration vers l'Outre-Mer (Etats-Unis, puis Algérie et Amérique du Sud) certes notable mais plus faible qu'ailleurs; solde migratoire interne à la Suisse négatif sur la durée. En outre, cette évolution apparemment régulière cache des disparités internes marquantes en défaveur de la montagne, dont le poids relatif diminue constamment. Les vallées valaisannes ne connaissent cependant pas de phénomène de dépeuplement massif tel que celui qui caractérise les régions du sud des Alpes ou des Grisons.

Les très rares enquêtes entreprises avant 1798 semblent indiquer une stabilité de la population au XVIII^e siècle. A partir de 1798, la croissance démographique fut d'abord modérée, avant de s'intensifier durant les années 1820 et jusqu'en 1850. En comparaison avec la moyenne suisse, l'évolution démographique

(+0,6% par an) est restée légèrement en retrait mais néanmoins nettement plus forte que dans la plupart des autres régions alpines (Grisons, Suisse orientale, Suisse centrale, Sopraceneri, Alpes vaudoises), à l'exception de l'Oberland bernois. La première moitié du XIX^e siècle se caractérise par un mouvement migratoire prononcé des villages de montagne vers la plaine. Durant ces 50 années, le Bas-Valais a connu une augmentation de sa population nettement plus marquée (+48%) que le Valais central (+32%) et le Haut-Valais (+22%). A partir de 1850, cette tendance en faveur de la plaine s'est encore renforcée, soutenue par les travaux de la première correction du Rhône (1863–1894) et le gain de terres cultivables. Ce n'est que vers 1900, avec l'arrivée du chemin de fer dans la vallée principale, le percement des tunnels du Simplon et du Lötschberg et l'essor de l'électricité hydraulique, que l'industrie s'est développée sous forme de grandes entreprises de la métallurgie et de la chimie, accentuant de ce fait les mouvements vers la vallée du Rhône, d'abord sous forme de migration définitive, puis de mobilité pendulaire.

Bibliographie

- Ammann Hans-Robert et Brunner Lydia, Die Seelenbeschreibung der Grosspfarrei Leuk von 1703–1704, in: Vallesia. – Sion. T. 62(2007), p. 1–178: Ill.
- Arnold Renato, Das Oberwallis in der Helvetischen Volkszählung von 1798, in: Vallesia LXII 2007, p. 103–134.
- Biollay Emile, Des treize cantons du département (1813) aux treize dizains du canton (1815), Sion, 1965.
- Borgeat-Pignat Véronique et Fournier Yves, Vernayaz. Regards sur une centenaire. Commune de Vernayaz. 2012.
- Bridel Philippe-Sirice, Essai statistique sur le canton de Vallais, Orell Füssli, Zurich, 1820: <http://doc.rero.ch/record/17086>.
- Cosinschi Micheline, Le Valais. Cartoscopie d'un espace régional, Editions Payot, Lausanne, 1994.
- DHS, Schöpfer Pfaffen Marie-Claude, 2.3, Histoire politique sous l'Ancien Régime.
- DHS, Truffer Bernard, 2.4, Gouvernement et administration de 1613 à la fin de l'Ancien Régime.
- DHS, Truffer Bernard, 4, Le canton du XIX^e au début du XX^e siècle.
- DHS, Zenhäusern Gregor, 2.2, Mouvement communal et formation territoriale.
- DHS, Zenhäusern Gregor, 3, Démographie et peuplement.
- Dubuis Pierre, Le jeu de la vie et de la mort: la population du Valais (XIV^e–XVI^e s.), Lausanne, 1994.
- Fayard Duchene Janine, Les origines de la population de Sion à la fin du XVIII^e siècle: Bourgeois, habitants perpétuels et tolérés, in: Vallesia, Archives de l'État, Sion, 1994.
- Fibicher Arthur et Ammann Hans-Robert, Die Reformbestrebungen des Bischofs Hildebrand Jost: die Visitation der Diözese Sitten, 1623–1626, in: Vallesia, Archives de l'État, Sion, 2015.
- Meyer Leo, Les recensements de la population du canton du Valais de 1798 à 1900, in: Journal de statistique et revue économique suisse, 1902, p. 289–353.
- Michelet Henri, Le Valais au temps de son extension territoriale 1475–1569, Editions Rhodaniques, St-Maurice, 1982.
- Papilloud Jean-Henry, Histoire démographique de Conthey (Valais) (1680–1830), Université de Fribourg, 1973.
- Papilloud Jean-Henry, La population valaisanne à l'époque contemporaine. Développement et mutations du Valais, Sion, 1976.
- Reichenbach Pierre, La population d'une commune de montagne dans les Alpes aux XVIII^e et XIX^e siècles: Hérémente (Valais, Suisse), in: Vallesia. – Sion. – T. 58 (2003), p. 317–346: ill. <https://doc.rero.ch/record/22077>, consulté le 19.10.2020.
- Reynard Denis, Esquisse de l'histoire des relations entre les Archives et l'État du Valais et les communes valaisannes, in: Vallesia LXIII 2008.
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, OFS, Berne, 1988.
- Truffer Bernard, Les recensements de la population. Sources intéressantes pour le généalogiste. Archives de l'État du Valais. <http://www.aveg.ch/articles/LES%20RECENSEMENTS%20DE%20LA%20POPULATION.pdf>, consulté le 19.08.2019.
- Zufferey Erasme, Le passé du Val d'Anniviers. L'époque moderne 1482–1798. Manoir, Sierre, 1927.

Sources

Archives fédérales suisses

AFS, Recensement helvétique de 1798, 1090k. B0#1000/1483#1090k*, Az. C.01.3, Volkszählung 1798/1799 [ausser Bern und Graubünden]; 1090k, Valais, Recensement du 26.08.1799.

Archives de l'État du Valais

AEVS 3090-42 a, Recensement, tableaux (42 a2 à 42 a8: recensements de 1802 à 1846).

AEVS 3090, 42.2, Population du Valais 1802.

AEVS 3090, 42.3, Recensement de la population en Valais (Département du Simplon) en 1811.

AEVS 3090, 42.4, Population de la République du Valais d'après le recensement fait en 1816.

AEVS 3090, 42.5, Recensement de la population du Canton du Valais, dressé en 1821.

AEVS 3090, 42.6, Extrait des Etats du Recensement de Population fait en 1829 tels que les communes les ont envoyés au Gouvernement depuis septembre 1829.

AEVS 3090, 42.7, Etat général de la population du canton du Valais, d'après le recensement de 1837.

AEVS 3090, 42.8, Etat de la population du Canton du Valais d'après le recensement opéré en février 1846.

Recueil des Lois, Décrets et Arrêtés de la République et Canton du Valais, Sion, Imprimerie F. Aymon, 2^e éd. 1889.

Canton du Valais

(ts-f-01-2223-VS)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	EP		RH	RCP	RPV	RCP	RCP	RDF	RFP
Canton du Valais						1704		1798	1802	1811	1821	1829	1837	1850
6001	Birgisch (Ober-)	SD						100	90		74	100	82	191
6002	Brig	SD						468	412	1 709	648	1 116	800	721
6003	Brigerbad	SD						45'	44'		59	73	86	52
6004	Eggerberg	SD						150	140'		144	155	180	217
6005	Glis	SD						370	369		482	574	621	633
6006	Mund	SD						306'	300'	294	300	421	393	442
6007	Naters	SD						700	614	698	596	672	787	763
6008	Ried-Brig	SD						178	334		389	470	502	506
6009	Simplon	SD						250	327'	291	252	322	319	364
6010	Termen	SD						279	251		257	292	294	304
6013	Unter Birgisch	SD	<1816	6001	1840	6001						48	60	68
6011	Zwischbergen	SD						59	60'		58	51	52	43
	Bezirk Brig	SD						2 905	2 941	2 992	3 307	4 306	4 184	4 236
6021	Ardon	BV						466	389	485	561	714	811	816
6022	Chamoson	BV						825	807	720	890	1 022	1 093	1 140
6023	Conthey	BV						1 557	1 775	1 903	1 743	2 070	2 266	2 488
6024	Nendaz	BV						987	1 013	1 326	1 248	1 414	1 460	1 599
6025	Vétroz	BV	1861	6023				251						
	District de Conthey	BV						4 086	3 984	4 434	4 442	5 220	5 630	6 043
6031	Bagnes	BV						2 831	3 201	3 287	3 230	3 700	3 961	4 278
6032	Bourg-St-Pierre	BV						358	344	351	337	339	348	305
6033	Liddes	BV						1 186	1 243	1 047	1 253	1 282	1 411	1 347
6034	Orsières	BV						1 784	1 788	1 996	1 775	2 232	2 141	2 305
6035	Sembrancher	BV						523	567	577	628	613	681	739
6036	Vollèges	BV						711	657	767	767	752	763	869
	District d'Entremont	BV						7 393	7 800	8 025	7 990	8 918	9 305	9 843
6051	Ausserbinn	SD						43°	46		29	31	42	55
6052	Bellwald	SD						361°	374	257	243	272	271	266
6053	Biel	SD						115°	120	439	116	101	114	124
6054	Binn	SD						175°	180	192	202	228	205	195
6055	Blitzingen	SD						185°	200'			222	211	152
6075	Bodmen	SD	<1816	6052	1816	6052								
6056	Ernen	SD						349°	266	721	254	287	342	340
6057	Fiesch	SD						224°	232	405	198	201	243	245
6058	Fieschertal	SD						153°	159		119	170	156	138
6059	Geschinen	SD						183°	191		140	135	139	130
6060	Gluringen	SD						122°	126		110	111	149	126
6061	Lax	SD						160°	166		168	175	203	167
6062	Mühlebach	SD						59°	60'		101	105	113	109
6063	Münster	SD						366°	381	799	406	399	431	411
6079	Niederernen	SD			1872	6056			95		99	86	109	74
6064	Niederwald	SD						236°	245'	353	378	181	152	123
6065	Obergesteln	SD						134°	139	204	202	230	237	249
6066	Oberwald	SD						270°	107	214	83	75	233	280
6067	Reckingen	SD						334°	350	291	300	309	392	342
6068	Ritzingen	SD						126°	132		84	105	118	113

Canton du Valais

(ts-f-01-2223-VS)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	EP		RH	RCP	RPV	RCP	RCP	RDF	RFP
Canton du Valais							1704	1798	1802	1811	1821	1829	1837	1850
6069	Selkingen	SD						125 ^c	130		93	74	96	119
6070	Steinhaus	SD						49 ^c	50 ^c			70	95	97
6071	Ulrichen	SD						231 ^c	240		226	277	260	247
6076	Unterwassern	SD		1838	6066				173		105	141		
	Bezirk Goms	SD						4 000 ^c	4 162	3 875	3 656	3 985	4 311	4 102
6081	Les Agettes	SD						143	163		170	187	186	210
6082	Ayent	SD						911	708	1 270	949	1 062	1 002	1 099
6083	Evolène	SD						815	837	807	816	932	930	1 040
6084	Hérémece	BV						917	934	857	933	990	1 090	1 137
6092	Lana et Evolena	SD	1839	6083	1844	6083								
6085	Mase	SD						219	205	250	208	259	300	300
6086	Nax	SD						287	251	418	299	349	349	361
6087	St-Martin	SD						682	703	653	620	647	685	732
6088	Vernamiège	SD						136	131		123	116	140	185
6089	Vex	SD						475	424	714	495	718	698	798
	District d'Hérens	SD						4 585	4 356	4 969	4 613	5 260	5 380	5 862
6101	Agarn	SD	1829	6110		100		94	91			126		186
6102	Albinen	SD				207		226	231	247	235	267	311	370
6103	Bratsch	SD				160		210	129		92	103	105	128
6104	Ergisch	SD						202	210		149	133	163	274
6105	Erschmatt	SD				157		168	177	295	183	202	209	194
6106	Feschel	SD				36		89	80		73	25	95	101
6107	Gampel	SD						168	198	288	215	348	313	330
6108	Guttet	SD				96		108	110		101	138	118	149
6109	Inden	SD				74		61	106	113	55	56	64	77
6110	Leuk	SD				788		740	514	974	675	769	1 049	1 042
6111	Leukerbad	SD						289	319	346	359	421	474	557
6112	Oberems	SD	<1846	6115		129		166 ^c	153			88		166
6113	Salgesch	SD						269	250	312	233	273	398	406
6114	Turtmann	SD						253	288	511	349	402	399	433
6115	Unterems	SD				87		72 ^c	62	246	213	69	252	114
6116	Varen	SD				235		282	239	256	286	348	367	413
	Bezirk Leuk	SD						3 397	3 157	3 588	3 218	3 768	4 317	4 940
6149	La Bâtiaz	BV	1845	6137				113						403
6131	Bovernier	BV						293	275	258	275	354	333	300
6132	Charrat	BV	1836	6136				242					325	341
6133	Fully	BV						654	446	802	901	1 030	1 052	1 038
6134	Isérables	BV						483	285	575	579	680	714	799
6135	Leytron	BV						421	397	486	532	566	579	615
6136	Martigny-Bourg	BV						682	2 409	3 032	3 275	3 730	2 470	1 076
6137	Martigny-Combe	BV	1841	6136				687						1 332
6138	Martigny-Ville	BV	1837	6136				449					957	1 066
6139	Riddes	BV						271	195	297	341	408	422	487
6140	Saillon	BV						136	136	158	182	204	202	208
6141	Saxon	BV						474	463	486	524	540	676	952
6142	Trient	BV	1900	6137				254						
	District de Martigny	BV						5 159	4 606	6 094	6 609	7 512	7 730	8 617

Canton du Valais

(ts-f-01-2223-VS)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	EP		RH	RCP	RPV	RCP	RCP	RDF	RFP
Canton du Valais						1704		1798	1802	1811	1821	1829	1837	1850
6151	Champéry	BV	1839	6157										619
6161	Choëx	BV			1802	6153		126	130					
6152	Collombey-Muraz	BV						336	290	669	662	885	847	935
6162	Illarsaz	BV			1802	6152			41					
6153	Monthey	BV						990	1 204	1 585	1 540	1 792	1 735	1 841
6163	Muraz	BV			1802	6152		255	200					
6164	Neyres	BV			1802	6152			53					
6154	Port-Valais	BV						231	249	240	275	283	385	490
6165	Revreulaz	BV			>1798	6158		187						
6155	St-Gingolph	BV						375	321	429	432	545	622	627
6156	Troistorrents	BV						1 001	1 023	1 004	999	1 093	1 140	1 191
6157	Val-d'Illeiez	BV						1 117	1 102	1 182	1 191	1 235	1 345	835
6158	Vionnaz	BV						327	508	557	580	654	723	776
6159	Vouvry	BV						644	661	761	887	962	967	953
	District de Monthey	BV						5 589	5 782	6 427	6 566	7 449	7 764	8 267
6171	Betten	SD						299	291		303	309	315	294
6172	Bister	SD	1877	6174	1875	6174						80	82	76
6173	Bitsch	SD							152		163	157	194	158
6174	Filet	SD							142		69	42	82	100
6175	Goppisberg	SD						160	78		90	102	94	85
6176	Greich	SD							93		94	98	82	80
6177	Grengiols	SD						400 ^c	370	470	359	359	361	435
6178	Martisberg	SD						72 ^c	100		75	88	100	90
6179	Mörel	SD						268	175	1 215	189	162	164	210
6180	Ried	SD						344	281		225	220	238	302
6191	Ausserberg	SD						290	245		208	269	284	358
6192	Blatten	LT						256	224		248	266	249	234
6193	Bürchen	SD						302	302		263	310	333	332
6194	Eischoll	LT						260	271	313	320	333	338	341
6195	Ferden	LT						192	189	719	175	184	202	178
6307	Gründens	SD	<1821	6281	1922	6191		50	40 ^r		34	40	36	47
6196	Hohtenn	LT						113	111		97	110	122	107
6197	Kippel	LT						163	115		88	148	129	168
6198	Niedergesteln	LT						130	120	328	161	154	188	176
6199	Raron	SD						360	351	574	346	413	399	411
6200	Steg	LT						122	108		115	127	145	153
6201	Unterbäch	SD						238	139	494	238	259	230	228
6202	Wiler	LT						172	150		143	161	181	181
	Bezirk Raron	SD						4 191 ^c	4 047	4 113	4 083	4 393	4 542	4 786
6211	Collonges	BV						281	248	483	308	363	375	408
6212	Dorénaz	BV						180	189		200	252	263	306
6213	Evionnaz	BV	1822	6217				335	300			541	617	655
6214	Finhaut	BV						347	384	414	383	408	435	470
6215	Massongex	BV						214	272	319	378	472	466	503
6216	Mex	BV	1816	6217				95	85		98	104	106	124
6217	St-Maurice	BV						830	1 241	2 086	2 228	1 339	1 261	1 224
6218	Salvan	BV						1 115	1 102	1 238	1 292	1 444	1 462	1 520

Canton du Valais

(ts-f-01-2223-VS)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	EP		RH	RCP	RPV	RCP	RCP	RDF	RFP
Canton du Valais							1704	1798	1802	1811	1821	1829	1837	1850
6219	Vernayaz	BV	1912	6218										
6220	Vérossaz	BV	1822	6217				387	364			615	604	607
	District de St-Maurice	BV						3 784	4 185	4 540	4 887	5 538	5 589	5 817
6231	Ayer	SD						443	535		581	679	693	700
6232	Chalais	SD						492	485	406	421	496	525	555
6233	Chandolin	SD	<1821					148			136	173	160	139
6234	Chermignon	SD	1846/1905	6240	>1850	6240		432	384					
6235	Chippis	SD						67			122	138	128	166
6236	Granges	SD						154	150	134	195	210	240	275
6237	Grimentz	SD	<1821					175	523		113	255	241	230
6238	Grône	SD						246	210	221	252	239	280	348
6239	Icogne	SD	1846/1905	6240	>1850	6240		197	179					
6240	Lens	SD						540	442	1 233	1 342	1 625	1 640	1 784
6241	Miège	SD						280	270	284	251	241	252	283
6242	Mollens	SD						185	165		168	175	199	217
6243	Montana	SD	1846/1905	6240	>1850	6240		240	209					
6244	Randogne	SD						207	203	319	209	215	241	253
6245	St-Jean	SD						273			291	316	308	297
6246	St-Léonard	SD						149	140	226	228	275	302	366
6247	St-Luc	SD						441	715	568	416	455	442	385
6248	Sierre	SD						646	724	742	688	865	876	875
6249	Venthône	SD						421	365	311	336	372	414	397
6250	Veyras	SD						40	51		61	70	75	65
6251	Vissoie	SD	<1821/1905	6231	1829	6231		165		1 114	56			
	District de Sierre	SD						5 941	5 750	5 558	5 866	6 799	7 016	7 335
6261	Arbaz	SD						353	315		337	501	410	381
6262	Bramois	SD						319	387	323	228	289	322	381
6263	Grimisuat	SD						389	430	366	409	445	430	437
6264	Salins	SD						227	232		193	213	210	258
6265	Savièse	SD						1 131	1 098	1 144	1 362	1 477	1 561	1 703
6266	Sion	SD						2 201	2 247	2 803	2 084	2 882	2 750	2 926
6267	Veysonnaz	SD						150	101		160	184	183	201
	District de Sion	SD						4 770	4 810	4 636	4 773	5 991	5 866	6 287
6281	Baltschieder	SD						130	110'		88	106	95	112
6282	Eisten	SD	<1816					107	112'		109	109	151	177
6283	Embd	SD						149	154	177	168	129	180	204
6284	Eyholz	SD						130	120		107	130	142	173
6309	Gasenried	SD	<1846	6292	1870	6292		100						86
6285	Grächen	SD						290	262	259	266	319	299	338
6302	Kinegga	SD			1805	6293								
6286	Lalden	SD						100	90		67	60	87	139
6303	Niederrussen	SD	<1816		1817	6293								
6287	Randa	SD						140	140	101	121	140	161	161
6288	Saas Almagell	SD						142	140'		159	165	133	147
6289	Saas Balen	SD						176	172'		163	170	161	162
6290	Saas Fee	SD						158	160'		176	199	198	233
6291	Saas Grund	SD						216	216'	696	232	242	248	247

Canton du Valais

(ts-f-01-2223-VS)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	EP		RH	RCP	RPV	RCP	RCP	RDF	RFP
Canton du Valais							1704	1798	1802	1811	1821	1829	1837	1850
6292	St. Niklaus Dorf.	SD						179	448	430	447	494	479	261
6308	St. Niklaus Matt	SD	<1846	6292	1866	6292		171						204
6293	Stalden	SD						232	110'	522	230	240	264	291
6294	Staldenried	SD						186	490'		137	172	182	201
6295	Täsch	SD						140	124	136	127	148	172	177
6296	Törbel	SD						350	320	311	165	439	468	508
6297	Visp	SD						412	359	783	442	493	570	529
6298	Visperterminen	SD						450	348	395	336	367	465	511
6299	Zeneggen	SD						170	160	137	154	156	163	194
6300	Zermatt	SD						600	436	335	409	399	409	369
	Bezirk Visp	SD						4 728	4 471	4 282	4 103	4 677	5 027	5 424
Canton du Valais							60 528	60 051	63 533	64 113	73 816	76 661	81 559	
Valais, références							57 275	60 051	63 533	64 966	79 037	77 648	81 559	

Abréviations des types de dénombrements et de recensements:

EP Enquêtes de privés
RCP Relevé cantonal
RDF Recensement de la Diète
RFP Recensement fédéral
RH Recensement helvétique
RPV Recensement d'un État tiers

Changements territoriaux:

terr ant Ancienne appartenance territoriale
sép an Année de séparation de commune
sép de Code de la commune cédante
fus an Année de fusion de commune
fus avec Code de la commune intégrante

Abréviations des territoires:

BV Bas-Valais
LT Löttschental
SD Sept Dizains du Valais

Corrections de données communales:

^c corrigé
^r réparti

Remarques:

1798: corrections pour le district d'Ermen (Conches) selon Schluchter (1988); Meyer (1902) a procédé à une correction dans sa synthèse par district (60344)
1811: population présente plus 632 militaires aux armées
1821, 1829 et 1837: les résultats de Meyer (1902) sont corrigés à l'aide des documents originaux et les personnes absentes déduites du total
1821: en déduction de 852 bourgeois hors la commune; petites corrections de fautes d'addition (14 personnes)
1829: en déduction de 5121 comuniers forains ainsi qu'une correction pour la commune d'Isérables; Meyer donne un total de 73699 personnes dans sa synthèse par districts
1837: Meyer (1902) donne les résultats par commune sans déduction des 984 absents du pays, mais il corrige ses totaux dans sa synthèse par districts; les résultats par commune sont également corrigés ici (1002 absents du pays); autres petites corrections, dont 10 personnes à Steg

Canton de Neuchâtel

Relecture par Yves Froidevaux, historien, Neuchâtel



Introduction

Les premiers liens de Neuchâtel avec les villes suisses remontent au XIII^e siècle sous forme de traités de combourgeoisie, d'abord avec Fribourg et Berne, puis avec Soleure et Lucerne (Morero, Scheurer, DHS). En 1814, Neuchâtel rejoignit la Confédération en tant que nouveau canton tout en maintenant, jusqu'en 1848, son statut de principauté prussienne acquis en 1707. Ce n'est qu'au milieu du XIX^e siècle que s'acheva la longue période de souveraineté de la noblesse française puis du royaume prussien que les Neuchâtelois avaient eux-mêmes choisie à cause de la religion protestante et de l'éloignement de l'Empereur à Berlin. Neuchâtel passa la parenthèse napoléonienne (régime de Berthier 1806 – 1814) sans occupation militaire durable et sans modification ni de sa structure politique ni de sa géographie administrative.

Le territoire de la République et Canton de Neuchâtel, nom officiel depuis 1848, s'étend des Lacs de Neuchâtel et de Bière jusqu'au Doubs et comprend une partie centrale du Jura suisse. Si les deux lacs appartiennent au bassin fluvial du Rhin (via la Thielle et l'Aar), les eaux du Doubs se déversent dans la Saône, puis le Rhône. Dans cette optique, il ne faut pas oublier les vallées des montagnes neuchâteloises sans écoulement des eaux en surface. L'habitat est clairement différencié selon les paysages du Littoral avec la capitale Neuchâtel, des deux grandes vallées longitudinales du Val-de-Travers et du Val-de-Ruz, ainsi que des Hauts-Plateaux de La-Chaux-de-Fonds – Le Locle et des vallées de la Sagne et de la Brévine: villages en basse et moyenne altitudes, fermes isolées (ainsi que villes et sites industriels) sur les pentes et en montagne. Le peuplement du Jura neuchâtelois débuta avec une charte de franchise accordée aux premiers «habergeants» en 1372; il se développa jusqu'au début du XVII^e siècle puis, après une phase de quasi-stagnation, entama une forte progression dès le milieu du XVIII^e et au XIX^e siècle.

Nous nous permettons d'introduire un bref encart dans cette introduction en mentionnant deux sciences éminemment historiques, pourtant éloignées de nos intérêts principaux: la géologie et l'archéologie. Ces disciplines soulignent l'importance de Neuchâtel dans les sciences du XIX^e siècle, puisque des localités neuchâteloises ont été choisies pour désigner des périodes-clés dans les classifications internationales. Ainsi, les deux étages du «valanginien» et du «hauterivien» sont deux stratotypes appartenant à la période du crétacé (il y a environ 130 millions d'années). D'ailleurs, les carrières de Hauterive ont fourni les roches de teinte jaune caractéristiques des bâtiments anciens de la ville de Neuchâtel. «La Tène» est devenu le terme qui désigne la culture du second âge du Fer en Europe occidentale (environ

480 à 30 av. J.-C.), suivant celle de Hallstatt. Au XIX^e siècle, la création de l'Académie de Neuchâtel (en 1838) fut l'expression d'une effervescence intellectuelle, et les éditeurs neuchâtelois jouèrent un rôle majeur dans la diffusion du savoir géographique et historique de la Suisse. Le transfert de l'Office fédéral de la statistique de Berne à Neuchâtel en 1998 a renoué, en quelque sorte, avec cette tradition.

La statistique démographique neuchâteloise offre une excellente couverture dès 1750, avec des dénombrements annuels de la population pour les 22 juridictions de la Principauté prussienne et pour les communes de l'époque. La liste de ces communes est toutefois incomplète jusque dans les années 1781, probablement faute de conservation. Ces comptages qui furent poursuivis jusqu'en 1870, différenciés selon le sexe et les catégories d'origine, s'inscrivent dans la tradition prussienne des recueils du nombre d'habitants ordonnés depuis 1723. Cette source de comparaison annuelle sur la durée est unique en Suisse, et elle s'avère d'autant plus précieuse qu'elle couvre une région à forte industrialisation et à immigration fluctuante selon la conjoncture économique.

Histoire et développement territorial

Dès le XII^e siècle, la seigneurie de Neuchâtel s'étendit le long de l'Aar jusqu'aux portes de Soleure. Le territoire de Neuchâtel, pourtant encore divisé entre le comté de Neuchâtel et la seigneurie de Valangin, fut délimité lors d'un partage entre différentes branches familiales. À l'extinction de la dynastie locale à la fin du XIV^e siècle, Neuchâtel passa à des familles allemandes et françaises puis, en 1707, à la famille des Hohenzollern par décision d'un tribunal composé exclusivement de Neuchâtelois. La compétence de trancher parmi les prétendants à la succession avait permis en 1694 de faire reconnaître l'inaliénabilité du territoire (Henry 2002).

Vers la fin du XVI^e siècle, avec l'acquisition de Colombier et surtout l'unification de la seigneurie de Valangin et du comté de Neuchâtel en 1592, le territoire atteignit son extension actuelle, si l'on fait abstraction du transfert de la localité du Cerneux-Péquignot de la France, décidé en 1814 et entré en vigueur en 1818, ainsi que de la cession des droits de franc-alleu de Lignièrès par l'Ancien Évêché de Bâle en 1815. Enfin, des modifications mineures de frontières avec Berne intervinrent lors de la correction de la Thielle en 1894.

La ville de Neuchâtel adopta la Réforme prêchée par Guillaume Farel en 1530 et devint ainsi la première ville réformée francophone (Robert 2017). Avec l'appui de Berne, la Réforme parvint à s'imposer dans l'ensemble du comté de Neuchâtel et de la seigneurie de Valangin; seules les paroisses du Landeron et de Cressier, soutenues par Soleure, restèrent catholiques. S'y ajouta en 1820 la paroisse du Cerneux-Péquignot, créée après son attribution à la Suisse.

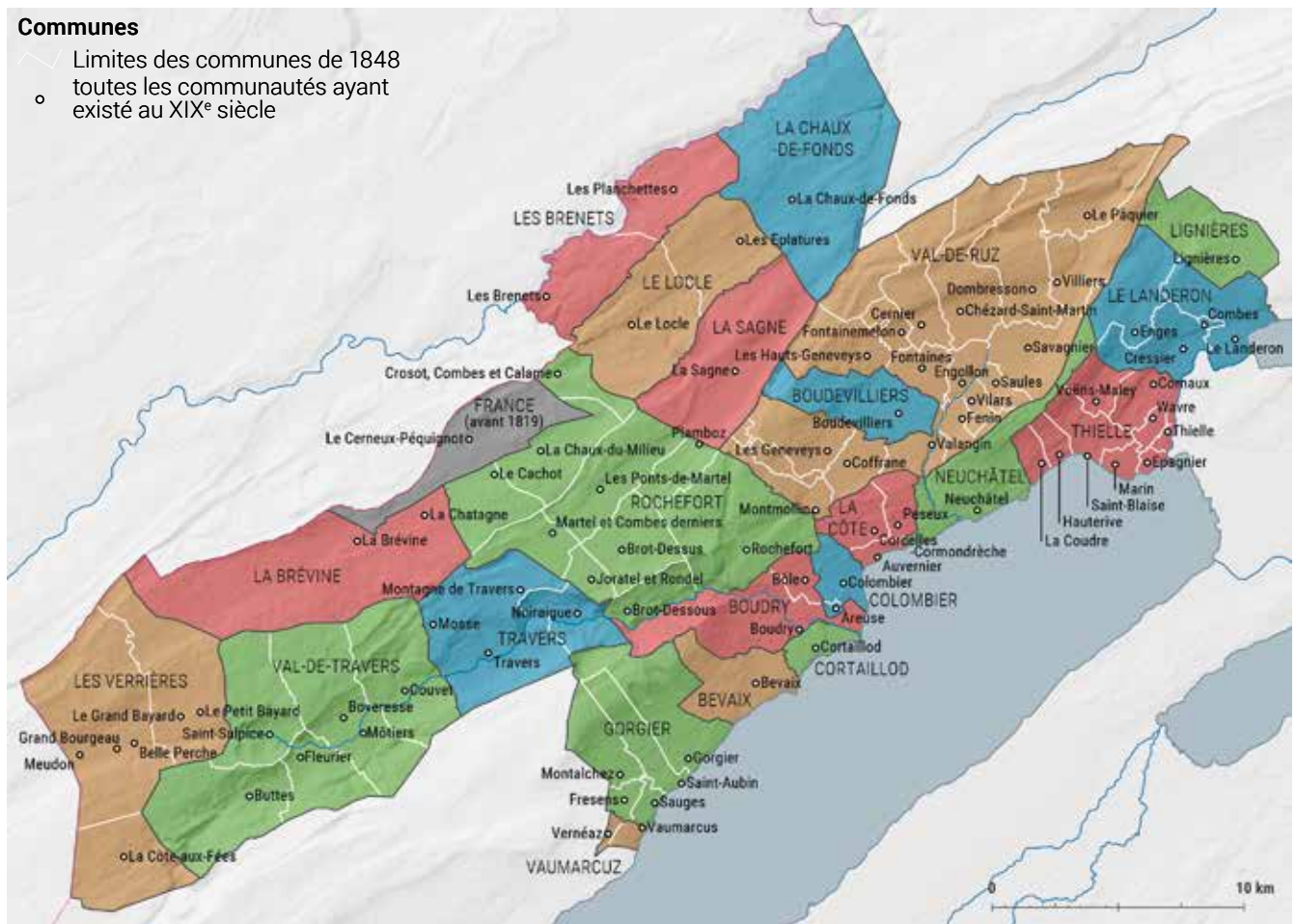
Le système des juridictions fut maintenu jusqu'en 1848. La ville de Neuchâtel non comptée, leur nombre resta stable à 22 unités pendant toute la première période prussienne (carte NE1). En 1816, la juridiction de Boudevilliers fut abolie puis, en 1832, celles de Colombier, Cortaillod, Bevaix, Vaumarcus et Rochefort, tandis que la juridiction des Ponts fut créée cette même année-là. L'article 4 de la Constitution cantonale du 30 avril 1848 scella l'organisation du territoire cantonal en six districts administratifs et juridiques: Boudry, Neuchâtel, Val-de-Ruz, Val-de-Travers, La Chaux-de-Fonds et Le Locle, restés en vigueur jusqu'à leur transformation en quatre régions en 2018. La seule modification qui intervint durant ces 170 années fut le transfert de la commune de Montmollin du district de Boudry à celui du Val-de-Ruz en 1883.

Le découpage des juridictions refléta la structure des mairies (15), châtelainies (4), baronnies (2) et seigneuries (2): onze sur la côte et douze dans les vallées et les montagnes. Notamment la «Mairie de Rochefort», la «Châtelainie de Vaux-Travers» et la «Seigneurie de Travers» furent constituées en larges bandes allant du fond de la vallée jusqu'à la frontière française. Lors du passage des juridictions aux districts, les communes des Montagnes neuchâteloises (La Chaux-du-Milieu, La Brévine, Les Ponts-de-Martel et Brot), mais aussi Travers et Rochefort, furent recomposées différemment (carte NE1). Une comparaison approximative des communes d'après 1848 avec celles qui les ont précédées est néanmoins possible grâce à l'existence des données par hameau jusqu'en 1831.

Si les dénombremments de 1750 à 1847 sont presque complets à l'échelle des juridictions, il existe également des listes par communauté ou par «communier» (au sein de la communauté villageoise, il fallait être communier, c'est-à-dire bourgeois, pour avoir le droit de participer à l'assemblée générale de communauté et pour pouvoir bénéficier des avantages matériels tirés des biens de la communauté et du droit d'assistance; les autres personnes résidentes, les non-communiers, sont désignées par le terme d'habitants). Sur le littoral et dans les vallées, il s'agissait de villages (et futures

Neuchâtel avant 1848 – les Juridictions et communes avec toutes les communes ayant existé durant cette période

NE 1



communes) et de quelques châteaux comptés séparément. Dans les montagnes, par contre, ce sont souvent des villages ainsi que des hameaux et des groupes de fermes qui furent recensés séparément entre 1813 et 1831 et qui seront situés plus tard sur les territoires des communes de Travers, des Pont-de-Martel et de la Chaux-du-Milieu. Lors de certains recensements, des données démographiques furent publiées pour les quartiers des villes de Neuchâtel, du Locle et de la Chaux-de-Fonds.

Après une période de grande stabilité de l'effectif des communes jusqu'en 1800, le XIX^e siècle apporta davantage de changements. En 1812, les Planchettes acquirent leur indépendance et, en 1820, l'ancien hameau français du Cerneux-Péquignot se sépara de la Chaux-du-Milieu à laquelle il avait été attribué provisoirement. En 1827, la commune générale de Coffrane se scinda en ses trois parties Coffrane, Les Geneveys-sur-Coffrane et Montmollin. Quant à Fenin, Vilars et Saules, elles apparurent en tant que communes distinctes en 1837. Brot-Dessous et Brot-Dessus furent séparées lors de la division en districts en 1848.

Dans le long processus de réorganisation des juridictions de la «Mairie de Rochefort», de la «Châtellenie de Vaux-Travers» et de la «Seigneurie de Travers», sept communes ou unités statistiques sont apparues dans les recensements annuels: Crozot et Calames (1809–1815), Le Cachot (1813–1822), Montagnes de Travers (1815–1831), Martel et Combes (1815–1831), Joratel et Rondel (1815–1831), La Mossa (1820–1834) et Le Châtagne (1813–1839). Ces sept hameaux ont été intégrés dans les communes du Locle, de la Chaux-du-Milieu, des Ponts-de-Martel, de Travers et de la Brévine. À la place des six «bourgeois» de la juridiction des Verrières, la statistique releva, dès 1848, les trois communes des Verrières, des Bayards et de la Côte-aux-Fées. Meudon, Grand Bourgeau et Belle-Perche ne furent toutefois réunies formellement en la commune des Verrières qu'en 1878 seulement, et la fusion du Grand Bayard et du Petit Bayard date de 1860 pour la municipalité et de 1888 pour la commune.

Après la révolution neuchâteloise de 1848, les communes bourgeoises de communiens se doublèrent de communes municipales d'habitants, mais en 1888 déjà, la loi sur les communes aboutit à une fusion de ces municipalités et des anciennes communes. Le Canton compta 73 communes en 1848. En 1851, la commune des Eplatures fut séparée de celle du Locle. Après l'absorption d'Areuse par Boudry en 1870, le Canton imposa à deux reprises la suppression de petites communes, ainsi six en 1875 (Combes, Voëns et Maley, Vernéaz, Plamboz, Vilars et Saules) puis trois en 1888 (Epagnier, Wavre et Sauges). En 1900, Les Eplatures rejoignirent la ville de La Chaux-de-Fonds et, en 1930, La Coudre fut rattachée à Neuchâtel. Par la suite, le nombre de communes resta stable, avec 62 unités entre 1930 et 2009, date de l'initiation d'une politique de fusions communales très soutenue.

Recensements

Il n'existe pas de dénombrements de la population dans les communes neuchâteloises avant l'année 1750, à l'exception de quelques recueils des âmes établis lors des visites épiscopales lausannoises de 1666, 1676, 1747 et 1760 dans les deux paroisses catholiques du Landeron et de Cressier. Par la suite, la statistique neuchâteloise connut un changement profond.

Le premier recensement, organisé en 1750 à la demande du roi de Prusse, reçut un accueil mitigé. Celui-ci, désigné comme le «Dénombrement des peuples, des pauvres et autres» (Froidevaux 1990), est à situer dans le contexte d'un effort de rationalisation de l'exploitation économique de la Principauté. 1752 fut l'année de départ de la série statistique la plus complète existant sur le

territoire de la Suisse actuelle – un dénombrement annuel de la population. L'administration de la Principauté fut certainement inspirée par le modèle prussien de la statistique qui, dès 1723, sollicita ses territoires à produire des «historische Tabellen» comprenant la population selon le sexe, puis selon les groupes d'âge (Harnisch, 1979) ainsi qu'une liste des professions. Au moment de l'adhésion à la Confédération en 1815, le catalogue des catégories fut élargi par des rubriques sur les origines des habitants. Le Canton de Neuchâtel continua d'ailleurs à organiser des recensements annuels dans les communes après 1848 et, dans certaines d'entre elles, jusqu'au milieu du XX^e siècle.

Les Archives de l'État de Neuchâtel renferment de nombreux volumes avec les résultats synthétiques de ces recensements, établis par la Chancellerie d'État par juridiction et par les greffes juridictionnels par commune, les premiers étant presque complets, les seconds plutôt lacunaires pour le XVIII^e siècle mais comprenant parfois les données originales de l'enquête. Sont indiqués dans les tableaux par juridiction le nombre de hameaux et de maisons et les effectifs des sujets et des étrangers selon six classes chaque fois (hommes et femmes mariés, grands et petits garçons, grandes et petites filles). Ces tableaux ne contiennent cependant pas de totaux jusqu'en 1805, ce qui nécessite de fastidieuses saisies. La qualité des résultats est élevée, même si l'on peut constater parfois, dans certaines communes, des sauts surprenants d'une année à l'autre qui pourraient signifier un changement de méthode de décompte. Cette série est d'une richesse remarquable; elle permet de suivre les fluctuations annuelles liées à des événements de pénurie et de grands incendies (La Chaux-de-Fonds 1794, Le Locle 1833), ou elle peut indiquer des effets politiques ou des variations conjoncturelles dans cet espace en plein essor industriel. La croissance démographique du Haut a été exceptionnelle dans le contexte suisse entre 1760 et 1800 et à nouveau à partir de 1830.

La population recensée fut définie par les domiciliés. Étaient exclus les absents, mais aussi la population flottante des séjours courts. Lors des recensements fédéraux de 1860 et 1870, les autorités neuchâteloises adaptèrent leurs exigences quant à la définition du domicile en comptant aussi les personnes momentanément présentes, ce qui conduisit à des rectifications de l'ordre de 3%. Quant au recensement demandé par la Diète en 1836, le gouvernement neuchâtelois livra, le 27 mars 1837, les résultats correspondant aux données du recensement cantonal de fin 1836. Mise à part la saisie annuelle de la population, la statistique neuchâteloise compta également, depuis 1752, le nombre des baptêmes, mariages et sépultures et ceci jusqu'à l'introduction de l'état civil de la Confédération.

En 1876, Louis Guillaume, qui deviendra directeur du Bureau fédéral de statistique, publia un article sur le mouvement de la population dans le canton de Neuchâtel, dans lequel il cite une dizaine d'auteurs qui avaient travaillé dans le passé sur la statistique neuchâteloise. Cette source abondante a donc retenu très tôt l'attention des chercheurs en démographie, malgré de nombreuses erreurs et incohérences dans ce système statistique complexe. L'ouvrage encyclopédique d'Édouard Quartier-la-Tente (1893–1925) contient les données communales de quatre des six districts. De nouvelles synthèses ont été proposées autour de l'an 2000, dont celle de Philippe Henry (2002), qui a également rédigé les articles parus dans le Dictionnaire historique de la Suisse, ou celle d'Yves Froidevaux (1999) qui met l'accent sur les migrations.

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts de 1848, 6 périodes de 1750 à 1870

T 3.8

Districts	1750/71	1771/1800	1800/15	1815/37	1837/50	1850/70
Canton de Neuchâtel	0,37	0,96	0,89	0,49	1,35	1,51
Boudry	0,56	0,13	1,21	-0,35	0,45	0,84
Neuchâtel	0,00	0,83	1,15	0,47	1,01	1,94
Val-de-Ruz	0,61	0,94	0,69	0,36	0,84	1,12
La Chaux-de-Fonds	0,61	1,70	1,27	1,32	2,61	2,28
Le Locle	0,38	1,77	0,22	1,06	1,23	0,96
Val-de-Travers	0,25	0,70	0,81	0,04	1,53	1,35

Évolution de la population

Le schéma NE2 montre l'évolution annuelle de la population cantonale de 1752 à 1873. Le recensement différencie selon le total et selon les deux groupes de Neuchâtelois (communiens et habitants) ainsi que les étrangers, c'est-à-dire les non-Neuchâtelois. À partir de 1816, les Suisses y sont distingués des ressortissants d'autres pays, notamment de France, d'Allemagne et de l'Alsace prise en tant que telle. Étant donné que les naturalisations étaient très peu nombreuses, la part des non-Neuchâtelois a augmenté de 13% à 53% durant ces 121 ans, tandis que la population globale a plus que triplé, passant de 32 300 à 100 700 habitants. Sur l'augmentation des 40 000 non-Neuchâtelois, seuls 10 000 étaient issus directement de l'immigration, les autres relevaient du gain naturel de cette population jeune. L'origine de la large majorité des immigrants était bernoise.

Le suivi annuel de l'évolution démographique montre les grandes périodes d'immigration, à savoir les périodes entre 1775 et 1788, 1796–1799, 1835–1840 et 1850–1866. Les fluctuations annuelles sont néanmoins importantes, y compris durant les phases des plus fortes croissances. Si cette évolution est essentiellement à considérer en lien avec la conjoncture industrielle, il y a quelques intervalles de pertes démographiques liées aux événements politiques : l'émigration d'horlogers à Besançon dans les années 1790 (Guillaume 1876) ou les départs dus à la révolution antimonarchique de 1848 (Henry 2002). D'autres variations relèvent – comme déjà dit – d'adaptations statistiques. Mais la forte croissance généralisée est avant tout l'expression de la hausse de la natalité, favorisée par l'industrialisation qui a permis des mariages toujours plus précoces.

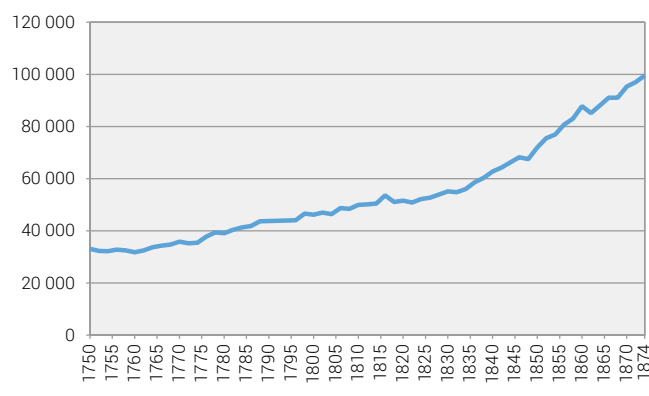
Durant ces 120 années d'observation démographique, toutes les régions du canton ont participé à la croissance sur la durée, bien que les régions de développement industriel se soient particulièrement démarquées : la dentellerie dans les Montagnes et le Val-de-Travers entre 1750 et 1820, la fabrique d'indiennes (toiles de coton imprimées) sur le Littoral (Boudry et Cortailod) à partir de 1727, ainsi que l'horlogerie de plus en plus prédominante dans les Montagnes et les vallées latérales. L'industrialisation du Val-de-Travers s'est diversifiée à partir de 1840 environ. La ville de Neuchâtel a organisé ces industries sous la forme du «Verlagssystem» (système de production décentralisée fondé sur le travail à domicile) et est devenue un centre de négoce important.

Ainsi, après une période de faible augmentation (taux de croissance annuel moyen de 0,37%) et d'écart régionaux insignifiants entre 1750 et 1770, les années 1770 à 1800 ont connu un essor

démographique important (0,96%), très clairement en faveur des villes, surtout celles de La Chaux-de-Fonds et du Locle. Entre 1800 et 1815 (0,89%), le Littoral a su profiter de la poursuite de cette croissance, toujours en compagnie de La Chaux-de-Fonds. 1815 à 1837 fut une période de faible croissance (0,49%) durant laquelle seules les deux villes des Montagnes ont poursuivi leur dynamique. Les deux phases suivantes, à savoir 1837/50 (1,35%) et 1850/70 (1,51%), sont caractérisées par une expansion exceptionnelle, notamment à nouveau à La Chaux-de-Fonds avec plus de 2% de croissance annuelle. Pour la première fois, le Val-de-Travers a participé à ce fort accroissement de la population, de même que la région de Neuchâtel.

Évolution de la population du Canton de Neuchâtel de 1750 à 1874

G 3.2



Source: Quartier-la Tente, 1893–1925

© OFS 2023

Bibliographie

Froidevaux Yves, Mobilité spatiale, immigration et croissance démographique: le Pays de Neuchâtel, 1750–1914, in: *Revue suisse d'histoire*, Vol. 49, 1999, p. 64–86, Online: <http://www.e-periodica.ch>.

Guillaume Louis, Recherches sur le mouvement de la population dans le canton de Neuchâtel de 1760 et 1875, in: *Journal de Statistique suisse*, Berne, 1876, 4^e cahier, p. 205–214.

Harnisch Harmut, Quellen zur Bevölkerungsgeschichte in der Periode des Übergangs vom Feudalismus zum Kapitalismus, vornehmlich am Beispiel Preussens, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1979, 1, p. 243–49.

Henry Philippe, Histoire du canton de Neuchâtel. Le temps de la monarchie: politique, religion et société de la Réforme à la révolution de 1848, Tome 2, Editions Alphil-Presses universitaires suisses, Neuchâtel, 2011.

Henry Philippe, L'évolution démographique, in: *Histoire du Pays de Neuchâtel*, Tome 2, Attinger, Hauterive, 2002, p. 140–149. Online: <https://www.statistik-bw.de/Service/Veroeff/Monatshefte/20140207>, consulté le 18 novembre 2020.

Morerod Jean-Daniel et Scheurer Rémy, Neuchâtel (canton), DHS, chap. 2, Pouvoir, politique et institutions du Moyen Age à 1848.

Quartier-la-Tente Édouard, éd., Le Canton de Neuchâtel, 6 Volumes, 1893–1925 (comprenant les données communales pour les Districts du Val-de-Ruz, de Neuchâtel, de Boudry et du Val-de-Travers).

Robert Michèle, Histoire de la Réforme dans le Pays de Neuchâtel, Editions Alphil, Neuchâtel, 2017.

Sorgesa Miéville Béatrice, De la société traditionnelle à l'ère industrielle: les comportements familiaux face au changement économique. Mutations démographiques d'un village horloger du Jura neuchâtelois: Fleurier 1727–1914, Ed. Société d'histoire et d'archéologie, Neuchâtel, 1992.

Sources

Archives de l'État de Neuchâtel (AEN)

AEN, dénombrement de 1750, RS-1/1 à RS-1/3.

AEN, recensement d'ancien Régime, (1750–1849), RS-1/1 à RS-47/2.

AEN, recensements annuels: tableaux récapitulatifs de la population de l'État, env. 1752–1849, RS-3 à RS-9.

AEN, Recensements annuels provenant des archives des greffes juridictionnels, (1752–1849), RS-21 à RS-43.

AEN, Recensement de mars 1837 ordonné par la Diète fédérale, 1837, RS-140 à RS-145.

AEN, Limites, 52 CB.

Canton de Neuchâtel

(ts-x-01-2223-NE)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RDF	RFP
Canton de Neuchâtel						1750	1770	1783	1798	1810	1820	1830	1836	1850
Juridictions														
6551 Lignièrès						319	366	357	476	514	564	575	602	686
6552 Landeron						1 128	1 101	1 114	1 308	3 982	1 727	1 872	1 827	2 078
6553 Thielle		1813	6552	1807	6552	1 577	1 877	1 927	2 078		2 263	2 281	2 346	2 355
6554 Neuchâtel						3 666	3 499	3 664	4 043	4 600	5 369	5 926	6 348	7 727
6555 La Côte						1 501	1 679	1 698	1 864	2 079	2 093	2 049	2 921	3 007
6556 Colombier				1831	6557	539	743	811	867	894	936	947		
6557 Boudry						786	987	1 356	1 566	1 614	1 686	1 489	4 400	4 524
6558 Cortaillod				1831	6557	521	732	862	1 000	1 148	1 249	1 193		
6559 Bevaix				1831	6557	471	591	539	577	537	796	742		
6560 St-Aubin						1 189	1 240	1 027	1 263	1 584	1 820	2 041	2 125	2 407
6561 Vaumarcus				1831	6560	173	144	157	194	220	215	218		
6562 Rochefort				1831	6573	1 965	1 883	1 997	2 557	2 580	2 624	2 136		
6563 Travers						1 885	2 323	2 596	2 469	2 615	2 668	2 014	1 334	1 712
6564 Val-de-Travers						3 097	3 379	3 960	4 557	7 833	4 818	5 109	5 293	6 605
6565 Verrières		1811	6564	1808	6564	2 529	2 235	2 354	2 761		2 751	2 877	2 890	3 441
6566 Brévine						978	1 051	1 068	1 040	1 042	1 247	2 319	2 388	2 445
6567 Locle						2 471	2 961	4 312	4 981	4 566	4 627	5 886	6 810	8 944
6568 Brenets						846	916	1 089	1 156	1 128	1 097	1 405	1 024	1 172
6569 Sagne						1 195	1 284	1 394	1 660	1 643	1 528	1 703	1 799	1 800
6570 Chaux de Fonds						2 363	2 792	3 738	4 820	5 867	5 828	6 550	8 481	12 638
6571 Valangin						3 514	3 722	4 076	4 915	5 467	5 686	5 828	6 251	7 197
6572 Boudevilliers				1806	6571	352	358	455	463					
6573 Les Ponts		1831	6562										1 788	2 015
Canton de Neuchâtel						33 065	35 863	40 551	46 615	49 913	51 592	55 160	58 627	70 753
NE, références						33 065	35 863	40 550	46 615	49 913	51 592	55 160	58 627	70 753

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RDF	RFP
Canton de Neuchâtel						1750	1770	1783	1798	1810	1820	1830	1836	1850
6417 Areuse				1870	6404	13	60'	77	70'	62	77	57	78	101
6401 Auvernier						517'	579'	568	588	677	656	661	647	677
6402 Bevaix						471	591	539	577	537	796	742	716	740
6403 Bôle						141'	210	238	340	310	331	303	250	291
6404 Boudry						645'	777	1 118	1 226	1 304	1 355	1 186	1 289	1 378
6405 Brot-Dessous						58	55'	57'	90'	100'	194'	192'	243	251
6416 Champ-du-Moulin					6405	66	83'	81	77'	80'				
6406 Colombier						460	600'	653	720'	752'	859	890	889	896
6407 Corcelles-C.						558'	600'	619	716	807	875	811	809	823
6408 Cortaillod						521	732	862	1 000	1 148	1 249	1 193	1 215	1 110
6409 Fresens						170	180'	93'		146	166'	193	198	193
6410 Gorgier						410	420'	407'	1 263	585	718'	835	782	866
6411 Montalchez						180	190'	155'		217	254'	316	321	338
6412 Peseux						426'	500'	511	560	595	562	577	576	611
6413 Rochefort						442	438	435	490	547'	657	567	609	653
6414 St-Aubin						260	280'	277'		444	456'	482	427	530
6418 Sauges				1888	6414	169	170'	95'		192	226'	215	192	248

Canton de Neuchâtel

(ts-x-01-2223-NE)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RDF	RFP
Canton de Neuchâtel						1750	1770	1783	1798	1810	1820	1830	1836	1850
6415	Vaumarcus					129	114'	117'	150'	169	163	160	150	182
6419	Vernéaz			1875	6415	44	30'	40'	44'	51	52	58	55	50
	District de Boudry					5 680	6 609	6 942	7 911	8 723	9 646	9 438	9 446	9 938
6421	La Chaux-de-Fonds					2 363	2 792	3 738	4 820	5 867	5 828	6 550	8 028	12 638
6429	Les Eplatures	1851	6436	1900	6421									
6422	Les Planchettes	1812	6436							209	411	453	430	
6423	La Sagne					1 195	1 284	1 394	1 660	1 643	1 528	1 703	1 799	1 800
	District de la Chaux-de-Fonds					3 558	4 076	5 132	6 480	7 510	7 565	8 664	10 280	14 868
6431	Les Brenets					846	916	1 089	1 156	1 128	888'	994	1 024	1 172
6432	La Brévine					978	1 051	1 068	1 040	1 042	963'	996	1 002	1 339
6433	Brot-Dessus	1875	6405			198	190	195	320'	310'	230'	230'	190'	209
6441	Le Cachot	1813	6510	1840	6435						356			
6434	Le Cerneux-Péq.	F	1819	F							284'	298	306	301
6442	La Chatagne	1813	6510	1840	6432	350	325	360	410	404	234	244	263	
6435	La Chaux-du-M.	1716	6436			631	686	694	765°	766	338'	781	817	805
6447	Crozot et Calames	1809	6413	1816	6436	300	290	312	350	343'	328'			
6448	Jorat et Rondel	1815	6510	1832	6433	103	110	130	130	130	105	84		
6436	Le Locle					2 471	2 961	4 312	4 981	4 566	4 627'	5 886	6 810	8 514
6449	Martel et Combes	1815	6510	1832	6437	158	160	199	200	240	342	275		
6439	Plamboz	1786	6413	1875	6433	117	110	120'	145'	167'	154	144	142'	119
6437	Ponts-de-Martel					500	475	518'	752'	709'	723'	806	1247'	1 687
	District du Locle					6 652	7 274	8 997	10 249°	9 805	9 572	10 738	11 801	14 146
6451	Cornaux					308	300	293	346	415	417	408	413	459
6452	Cressier					437	375'	378	436	581	590	662	631	607
6465	Combes	1798	6455	1875	6455				61	69	66	60	71	56
6467	La Coudre			1930	6458	78	134	122	123'	152'	140	143	148	174
6453	Enges					101	92'	93	135	219	212	261	251	230
6466	Epagnier			1888	6457	55	44	55	49	44	45	53	51	52
6454	Hauterive					262	251	252	308'	324'	312	295	343	345
6455	Le Landeron					590	634'	643	676	839	859	889	874	956
6456	Lignièrès					319	366	357	476	514	564	575	602	686
6457	Marin					156	215°	195	214	141	157	163	171	279
6458	Neuchâtel					3 666	3 499	3 664	4 043	4 600	5 369	5 926	6 348	7 727
6459	St-Blaise					597	745	826	841'	947'	939	950	970	1 014
6460	Thielle					33	85°	82	113	122	138	153	138	149
6468	Voëns et Maley			1875	6459	45	48	51	35'	66'	56	47	64	42
6469	Wavre			1888	6460	43	55	51	49'	63'	59	69	48	70
	District de Neuchâtel					6 690	6 843°	7 062	7 905	9 096	9 923	10 654	11 123	12 846
6471	Boudevilliers					352	358	455	463	518	492	467	543	578
6472	Cernier					303	280'	244	317	365	410'	462	551	633
6473	Chézard-St-Martin					425	460'	504'	627	642	658'	684	709	777
6474	Coffrane					493	510'	550	592	637	666	348	330	351
6475	Dombresson					507	497'	526	664	640	639	612	635	860
6476	Engollon					90	100'	115	129	114	124	123	134	135
6477	Fenin					245	310'	390	442	431	399	408	147	150
6478	Fontainemelon					67	80'	97	165	189	240	277	363	490

Canton de Neuchâtel

(ts-x-01-2223-NE)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RCP	RDF	RFP
Canton de Neuchâtel						1750	1770	1783	1798	1810	1820	1830	1836	1850
6479 Fontaines						240	240'	251	288	289	286	299	292	435
6480 Geneveys-sur-C.		1827	6474										265	202
6481 Les Hauts-Gen.						182	185'	198	249	267	294	358	344	402
6482 Montmollin		1827	6474										197	182
6483 Le Pâquier						140	175'	211	218	300	306	302	322	333
6484 Savagnier						472	455'	474	487	475	554	581	606	624
6498 Saules			6477	1875	6477								126	123
6485 Valangin						202	255'	305	362	305	334	396	408	418
6499 Vilars			6477	1875	6477								108	153
6486 Villiers						148	175'	211	375	295	284	246	249	288
District du Val-de-Ruz						3 866	4 080	4 531	5 378	5 467	5 686	6 025	6 251	7 197
6501 Les Bayards						769'	415	486		391	397'	428	464	827
6526 Le Petit Bayard				1860	6501		227	296		236	237'	241	193	
6502 Boveresse						273	327	346	362	532	434	420	387	441
6503 Buttes						676	764	823	904	922	1 044	1 096	1 032	1 182
6504 La Côte-aux-Fées						860'	828	732		723	791	843	833	979
6505 Couvet						928	1 036	1 192	1 436	1 592	1 402	1 455	1 589	1 704
6506 Fleurier						476	462	675	841	905	828	894	1 001	1 770
6528 Mont. de Travers		1815	6510	1832	6510		182'	200'	204'	289	324	291		
6529 La Mosse		1820	6510	1835	6510						41	42		
6507 Môtiers						415	493	521	555	707	647	785	825	947
6508 Noiraigue						207	233	245	270'	251	257	248	224	241
6509 St-Sulpice						329	297	403	459	468	463	459	459	561
6510 Travers						786	952	1 128'	900'	939	1 009	1 074	1 319'	1 471
6511 Les Verrières						900'	288	307	2 761	515	523	513	493	1 635
6525 Belle-Perche				1878	6511		237	245		503	454	489	531	
6527 Meudon				1878	6511		240	288		339	349	363	376	
District du Val-de-Travers						6 619	6 981	7 887	8 692	9 312	9 200	9 641	9 726	11 758
Canton de Neuchâtel						33 065	35 863	40 551	46 615	49 913'	51 592'	55 160'	58 627'	70 753'
NE, références						33 065	35 863	40 550	46 615	49 913	51 592	55 160	58 627	70 753

Abréviations des types de dénombrements et de recensements:

RCP Relevé cantonal
RDF Recensement de la Diète
RFP Recensement fédéral

Changements territoriaux:

terr ant Ancienne appartenance territoriale
sép an Année de séparation de commune
sép de Code de la commune cédante
fus an Année de fusion de commune
fus avec Code de la commune intégrante

Abréviations des territoires:

F France

Corrections de données communales:

° corrigé
' réparti

Remarques:

Pour les communautés, les données sont disponibles pour 1750, mais seulement partiellement autour de 1770 et de 1779/86, puis plus régulièrement dès 1790/95

Pour les années 1770, 1783 et 1798, les données communales disponibles, dont le total ne correspond pas au total de la juridiction, sont ajustées à ce dernier

Pour ces mêmes années, les données communales non disponibles sont réparties d'après les juridictions en tenant compte des valeurs d'années avoisinantes

La transcription des données à partir des anciennes juridictions vers les districts d'après 1848 a exigé des estimations, notamment pour les communes de Brot-Dessous, de Brot-Plamboz, de Travers, des Ponts-de-Martel et de la Chaux-du-Milieu

Canton de Genève

Relecture par Alfred Perrenoud, démographe, et Alain Dubois, archiviste AEG



Introduction

Dans la plupart des cantons suisses, les sources démographiques d'avant 1800 sont plutôt lacunaires pour les villes et plus riches pour les campagnes. À l'opposé, la Ville de Genève, République souveraine depuis 1534, a chiffré ses habitants à plusieurs reprises, sans inclure cependant les (peu nombreux) villages des «franchises» et «mandements» dans ses dénombrements. Ce n'est que trois ans avant la fin de sa souveraineté, en 1794, qu'une telle opération a été effectuée.

Plusieurs recensements furent organisés durant la période française de 1797 à 1813, dont trois sont détaillés à l'échelle des communes (1797, 1801, 1803/04). Le nouveau canton suisse, élargi de six communes françaises en 1815 et de douze communes sardes en 1816 (communes limitrophes faisant jusque-là partie du Royaume de Piémont-Sardaigne gouverné par la maison de Savoie), prit résolument en main le comptage de ses habitants. Il organisa des recensements à des intervalles réguliers (1814/16, 1822, 1828, 1834, 1837 et 1843) qui, tous, sont préservés nominalement pour l'ensemble du canton.

La démographie, domaine à fort ancrage académique à l'université de Genève (Institut de démographie et de socioéconomie), a ainsi trouvé un champ fertile pour son développement initial. C'est notamment Alfred Perrenoud (1979) qui a analysé en profondeur les données des dénombrements et recensements du XVIII^e siècle de la ville de Genève et de ses banlieues selon tous les critères démographiques et économiques ainsi que selon les origines. Les résultats globaux de ses recherches sont repris dans nos tableaux. Il en va de même pour la longue série des résultats communaux des recensements à partir de 1822, publiée par l'Office cantonal de statistique (OCSTAT) depuis sa création en 1894 et traitée dans la thèse de Reto Schumacher (2010).

Ces deux enquêtes d'Alfred Perrenoud et Reto Schumacher n'ont néanmoins pas couvert la période française. Pour le premier recensement cantonal de 1814/16, les résultats disponibles sont contradictoires. Lors de nos investigations, nous avons constaté que les chiffres officiels publiés par l'OCSTAT sont erronés pour l'année 1815 – à la fois en ce qui concerne l'année de la saisie et les totaux indiqués pour certaines communes. Dans cet article, nous avons donc mis un accent particulier sur la période française et sur la documentation des résultats des «communes réunies» c'est-à-dire impliquées dans le transfert de la France et de la Sardaigne à Genève.

Histoire et développement territorial

Durant son histoire, la ville de Genève a connu des périodes de centre administratif appartenant à de vastes royaumes et à compétences politiques limitées et d'autres périodes d'État-Ville autonome à rayonnement européen et mondial mais confiné dans un territoire exigü. Les dates clés des ruptures sont les années 1536, 1797 et 1814/16.

Sa position stratégique entre le Rhône, fleuve émissaire du lac Léman, et l'Arve a été occupée dès le Néolithique. Vicus romain, Genève fut un siège épiscopal depuis le IV^e siècle, puis pendant quelques siècles l'une des capitales des rois burgondes. Jusqu'à la Réforme de Calvin en 1536, Genève fut le siège de l'évêché et du diocèse du même nom qui comprenait huit décanats ainsi que la ville épiscopale elle-même avec sept paroisses. Le périmètre de ce grand évêché s'étendit de l'Aubonne au nord jusqu'à Chambéry au sud et de Bellegarde à l'ouest jusqu'au Mont-Blanc à l'est. L'évêché posséda, à partir de 1469, les trois mandements de Jussy, de Peney et de Thiez (ce dernier, géographiquement éloigné, jusqu'en 1539 seulement) (Piguet DHS). À la suite de la Réforme, l'évêque dut quitter la ville et s'installa à Annecy en 1569.

Dès le XIV^e siècle, la ville de Genève s'émancipa de plus en plus de l'évêque et conclut des traités de combourgeoisie, dont celui avec Berne et Fribourg en 1526 (puis avec Zurich en 1586). L'adoption de la Réforme signifia à la fois une émancipation religieuse et politique. Dorénavant État-Ville, le territoire genevois était composé de la ville même, des villages des «franchises» attenantes (Eaux-Vives, Plainpalais, Cologny, Chêne-Bougeries et Le Petit Saconnex) ainsi que des «mandements» de Jussy et de Peney (avec Satigny et Dardagny, auxquels furent attribuées les autres exclaves de Genthod et Céligny) – les anciennes terres de l'évêque. S'y ajoutèrent les droits partiels de Genève sur les terres de «Saint-Victor et Chapitre», les possessions de l'ancien couvent, partagées avec la maison de Savoie et la France.

En 1536, la conquête bernoise (et fribourgeoise) des terres savoyardes du Pays de Vaud se prolongea dans le Pays de Gex et même au-delà du Léman, dans les bailliages de Ternier (St-Julien) et de Gaillard, ainsi que dans le Chablais jusqu'à la Dranse de Morzine. Les Bernois y ordonnèrent la Réforme par décret (selon Farel). Jusqu'à la reddition des trois bailliages à la Savoie en 1564, Berne fut un puissant voisin de Genève. Par la suite, la Savoie réintroduisit la foi catholique sur la rive gauche du Rhône, tandis que la France n'imposa cette politique dans le Pays de Gex qu'après 1601 et définitivement après la révocation de l'Edit de Nantes en 1685.

Lors de deux traités du milieu du XVIII^e siècle, l'enchevêtrement territorial très complexe de Genève avec ses voisins fut démantelé au profit de frontières modernes. Le Traité de Paris de 1749 attribua les localités de Chancy, Avusy et Russin entièrement à Genève; ce rattachement fut suivi, avec le Traité de Turin en 1754, par celles de Cartigny, Vandœuvres et Gy. En contrepartie, Genève céda des droits dans de nombreux villages du Pays de Gex (Guichonnet 1989, Santschi 1990).

En 1798, Genève fut annexée par la nouvelle République française. À cette occasion, la partie septentrionale du Département du Mont-Blanc fut détachée sous le nom de Département du Léman. Celui-ci comprit les trois anciens districts de Thonon, Carouge et Cluses, ainsi que le district de Gex de l'Ain et l'ex-République de Genève. Ainsi se réalisa «le vieux projet de la Maison de Savoie d'unir la ville avec son arrière-pays naturel» (Guichonnet, DHS). La Ville devint chef-lieu du Département du Léman qui compta trois districts et 23 cantons. Après quelques remaniements, les 277 communes du département furent réparties, en 1810, dans les arrondissements de Carouge (10 cantons), Thonon (4) et Bonneville (9) (carte GE1). En 1800 furent créées les municipalités; celles-ci formeront aussi les futures communes genevoises dès 1815/16.

L'incorporation de Genève à la Confédération helvétique fut décidée au Congrès de Vienne en 1814. Dans le Traité de Paris de 1815, les six communes françaises de Vernier, Meyrin, Le Grand Saconnex, Collex-Bossy, Pregny et Versoix ainsi que la partie orientale de la commune de Sauvigny furent attribuées à Genève, ce qui permit de relier le canton à la Suisse et le mandement de Peney à la ville. Le deuxième Traité de Turin, un an plus tard, céda au canton douze communes sardes sur la rive gauche et relia ainsi les mandements de Jussy et les anciennes terres de Chancy. Ce transfert ne suivit pas les frontières communales mais une ligne stratégique tirée au pied du Salève, maintenant ainsi l'axe routier entre Bellegarde et Thonon dans le Royaume de Piémont-Sardaigne. Huit communes furent intégralement attribuées à Genève: Aire-la-Ville, Bernex-Onex-Confignon, Lancy, Carouge, Choulex et Collonge-Bellerive; les territoires de Meinier et Corsier furent même agrandis par des surfaces inhabitées. Quatre autres communes transférées perdirent une partie de leur population au profit de communes restées sardes (Hermance, Chêne-Thônex, Veyrier et Compésières). Enfin, des territoires partiels furent détachés des communes sardes de Ville-la-Grand (Presinge), Ambilly (Bel-Air), Bossey (Troinex), Collonges (Evordes), St-Julien (Perly-Certoux) et Thairy (Laconnex et Soral). La plupart de ces territoires acquirent par la suite le statut de commune genevoise (cf. la carte GE2 et le tableau). Pour compléter cette énumération, il faut mentionner que la commune de St-Julien appartient au canton de Genève durant quelques mois, entre novembre 1815 et mars 1816. La carte GE3, extraite du site réalisé par HEPIA (Haute École du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève), représente l'annexe au deuxième Traité de Turin de 1816. Y sont superposées les frontières communales françaises d'avant 1813 et les limites communales genevoises et françaises actuelles.

Depuis 1816, les frontières extérieures du canton n'ont plus changé, excepté quelques échanges de terrains dont le plus important, s'étendant sur 42 hectares, concernait le périmètre de l'aéroport de Cointrin (1956/63).

Le nouveau Canton de Genève de 1816 compta donc 34 communes, dont 16 avaient appartenu à Genève avant 1797; six sur la Rive droite venaient d'être transférées de la France et douze sur la Rive gauche cédées par la Savoie. À partir de 1816, le nombre de communes augmenta de 14 durant les cinq premières décennies pour atteindre le chiffre de 48 en 1869. Quatre créations de communes se réalisèrent immédiatement après le transfert: il s'agissait de localités situées dans des communes coupées par la nouvelle frontière (Veyrier 1816, Presinge 1816, Troinex 1817 et Perly-Certoux 1821). Dix autres scissions communales intervinrent entre 1847 et 1869, dont huit concernaient des anciennes communes sardes, à savoir Soral 1847, Laconnex 1850, Puplinge 1850, Onex 1850, Confignon 1851, Plan-les-Ouates 1851, Anières 1855 et Thônex 1869. Une division s'opéra dans l'ancienne commune française de Collex-Bossy, dont Bellevue fut séparée en 1855. Gy, détachée de Jussy en 1850, appartient depuis 1754 à Genève.

Les deux hameaux de Peney dépendaient de la commune de Russin jusqu'en 1817 quand ils ont été annexés à Satigny. Un transfert de territoires notable entre deux communes intervint en 1850 lorsque les quartiers de Montbrillant et des Grottes passèrent du Petit-Saconnex à la Ville de Genève.

La seule fusion jamais enregistrée jusqu'ici dans le canton fut l'une des plus importantes de Suisse, à savoir l'absorption des communes des Eaux-Vives, du Petit-Saconnex et de Plainpalais par la ville de Genève en 1931. Elle fit augmenter la part de la population de la ville dans le total cantonal de 33% à 74%.

Le canton de Genève connut pendant près de cent ans des divisions supra-communales. Si la Constitution de 1814 n'évoqua pas encore de mode de division administrative du canton, celle qui fut acceptée le 7 juin 1842 détermina dix «collèges d'arrondissement», c'est-à-dire des cercles électoraux, dont quatre dans la Ville et six dans le reste du canton. L'article 31 de la Constitution du 21 avril 1847 désigna trois collèges d'arrondissement, à savoir la Ville de Genève, la Rive droite et la Rive gauche. Les recensements cantonaux et fédéraux de 1850 à 1920 assimilèrent ce découpage aux districts. Depuis 1930, cette distinction est supprimée.

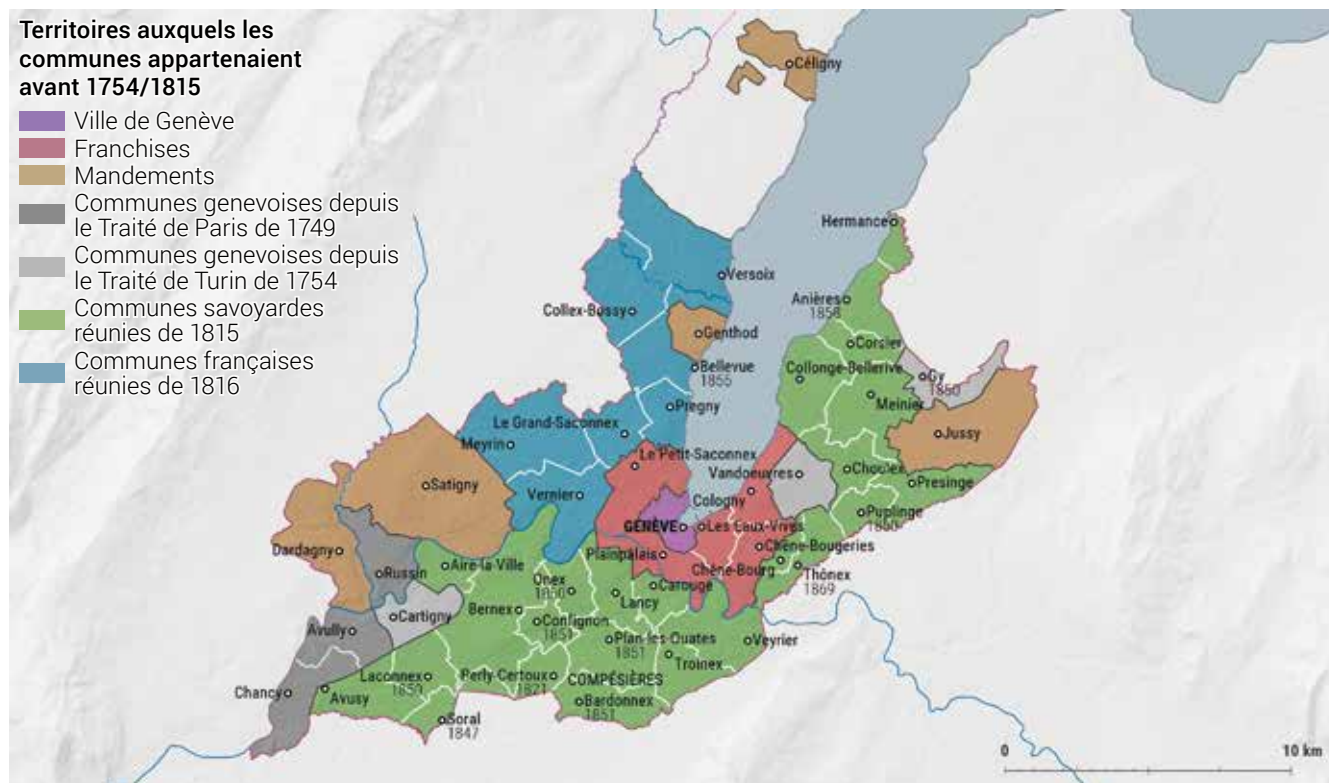
L'histoire des zones franches et de leurs périmètres ne fait pas l'objet de nos recherches.

Recensements

Pour la ville de Genève, Alfred Perrenoud (1979) a analysé les résultats de huit dénombrements effectués durant le XVIII^e siècle (1711, 1721, 1755, 1781, 1785, 1786, 1787 et 1789), dont l'auteur en atteste la bonne fiabilité, à quelques centaines de personnes près. D'autres recensements, tous différenciés selon les 26 dizaines (secteurs de la vieille ville), sont également assez complets (1725, 1739). Si la raison politique de l'organisation des premières de ces enquêtes résida dans le repérage du nombre d'étrangers et de catholiques, les enquêtes suivantes (à partir de 1785) furent guidées par un réel intérêt démographique.

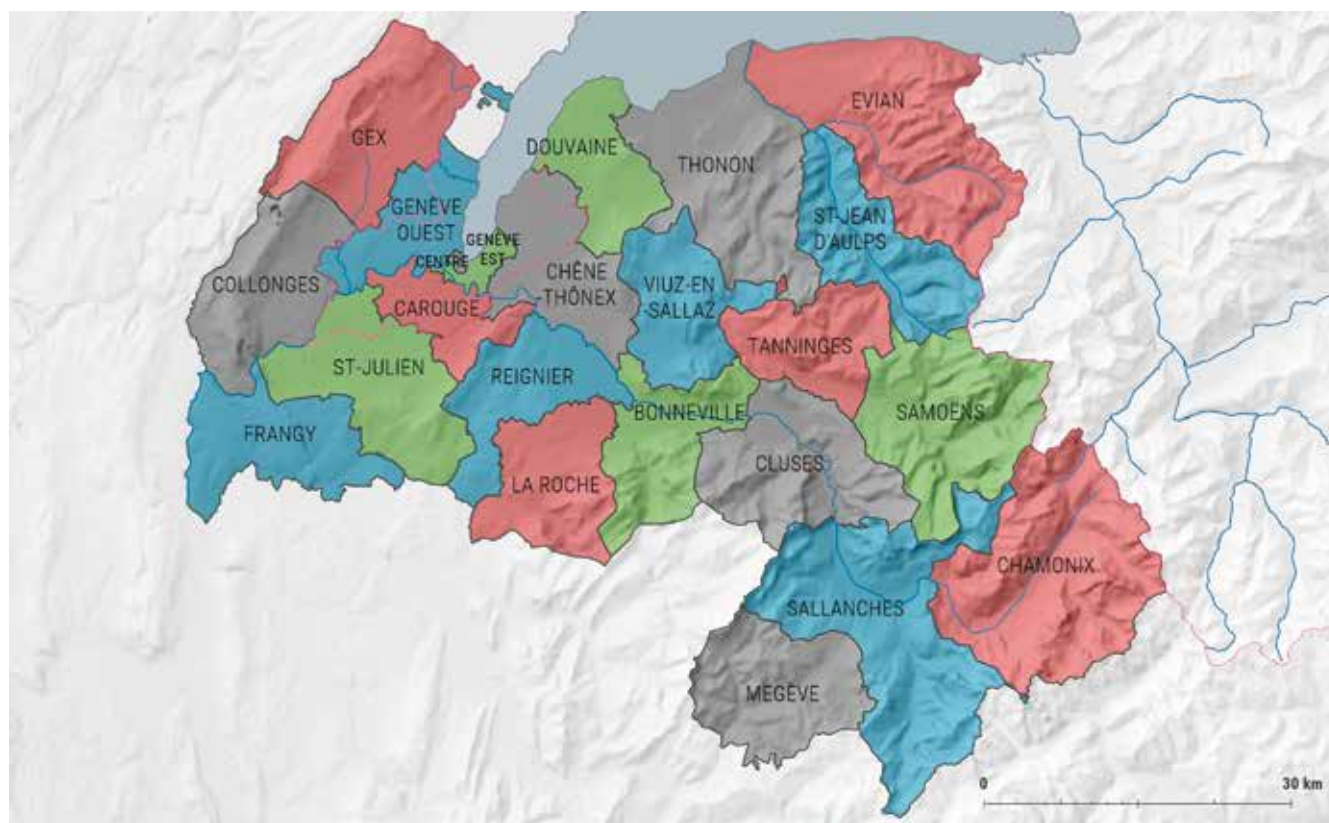
Le canton de Genève actuel et l'attribution des communes genevoises actuelles aux territoires de leur appartenance avant 1754/1815

GE 1



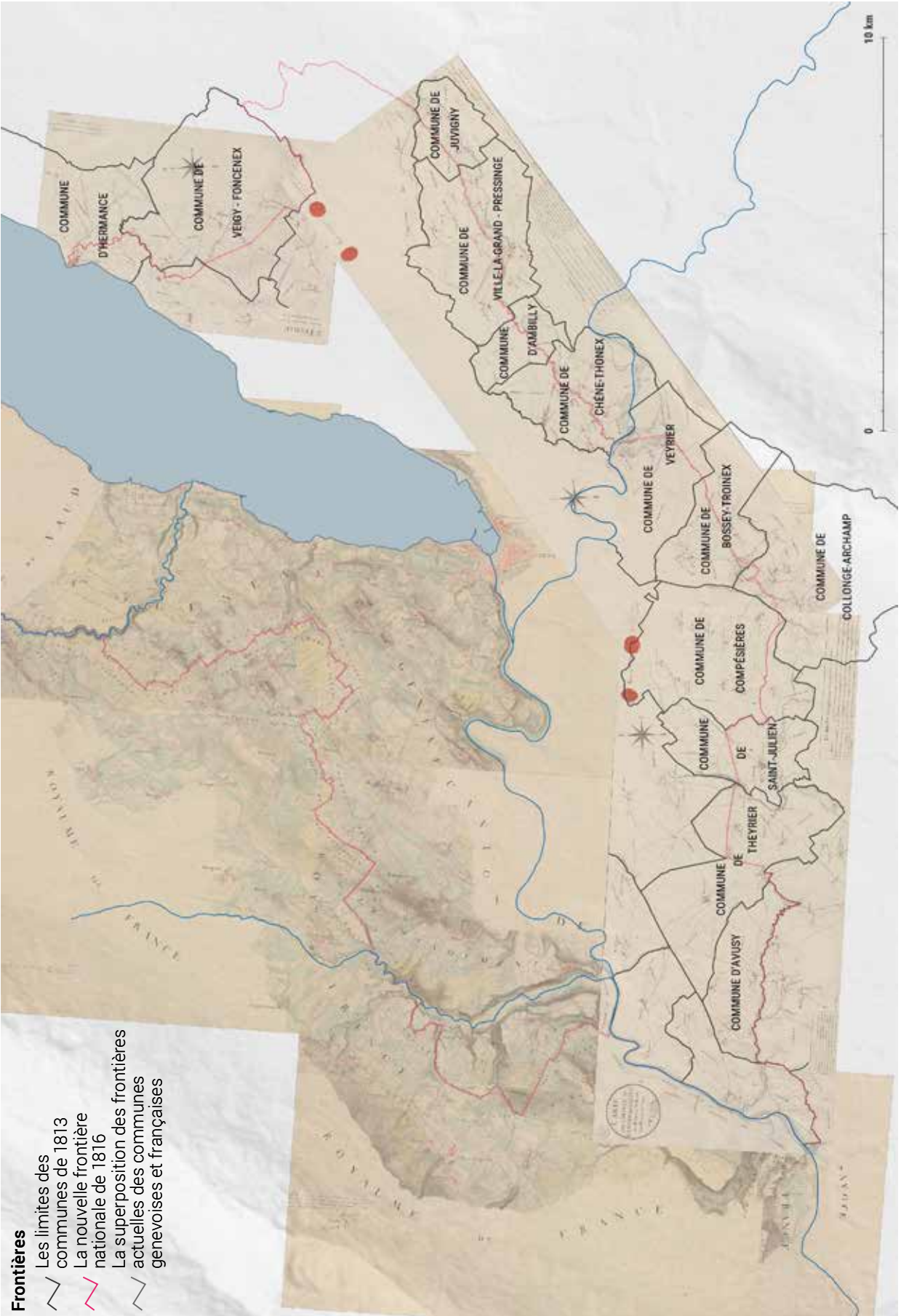
Le Département français du Mont-Blanc et son découpage en cantons de 1810

GE 2



Canton de Genève: La délimitation de la frontière franco-suisse de 1816/17 et le découpage des anciennes communes françaises de 1813

GE3



Source: Carte annexée au deuxième Traité de Turin de 1816, elle est extraite du site réalisé par Hepia – MIP « Découvrez Genève et sa région à travers l'histoire de la cartographie ».

La grande difficulté lors de ces dénombrements urbains réside dans la délimitation de la ville. S'agit-il de la ville intra-muros, de celle qui comprend aussi les faubourgs (Plainpalais, Eaux-Vives et Pâquis) ou encore de celle qui intègre les franchises obtenues en 1536 (Le Petit-Saconnex, Chêne, Cologny et Châtelaine)? Pour répondre à cette question, Alfred Perrenoud a procédé à des interpolations poussées à l'aide de données sur les mouvements démographiques. Il parvient à documenter le nombre d'habitants de Plainpalais pour toute la période du XVIII^e siècle, pour l'année 1739 aux Eaux-Vives et seulement à partir de 1786 pour les autres unités. Quelques rares chiffres démographiques du XVIII^e siècle sont connus pour des localités touchées par les traités de 1749 et 1754 (Zumkeller 1992).

Dans sa thèse parue en 1960, Raymond Rousseau a publié l'intégralité des totaux de la population des communes des deux Savoie, dont notamment les totaux des années 1776, 1783 et 1801 dans les cantons de St-Julien et d'Annemasse. Malheureusement, l'auteur a laissé de côté les communes devenues genevoises après 1816. Nos recherches n'ont pas pu vérifier si la mention de ces communes se trouve encore dans l'une ou l'autre des archives d'Annecy, Chambéry ou Genève.

Théoriquement, les visites épiscopales pourraient fournir des indications sur le nombre de communiant. De telles visites sont attestées pour 1365, 1412, 1443, 1482 et 1518 (Faure et Avezou, 1926 et 1929), mais les documents ne contiennent pas d'informations à ce sujet (Archives départementales de la Savoie, Chambéry). Avec le départ de l'évêque de Genève en 1536 et son installation à Annecy en 1569, les visites furent interrompues et reprirent dans les paroisses redevenues catholiques à partir de 1623. Dans les communes du Pays de Gex, y compris les futures communes réunies, les visites se succédèrent à un rythme de quatre ans entre 1663 et 1707 pour se raréfier par la suite. Après des passages dans quelques paroisses en 1723, une dernière série de visites eut lieu dans les années 1765/68. Mais aucune de ces visites pastorales ne permet de constituer une série complète des effectifs puisque les non-communiant n'y apparaissent pas (Archives départementales de Haute-Savoie à Annecy).

Les Archives d'État de Genève (AEG) ont conservé les tableaux originaux du premier recensement que la Ville et République de Genève a entrepris dans ses communes rurales (1794). Les données communales de deux recensements organisés durant la période française et qui couvrent tout le Département du Léman sont documentées dans les AEG (1801, 1803/04), tout comme les recensements opérés dans la ville de Genève de 1798, 1802, 1807 et 1812 (Perrenoud 1979). Durant l'année 1814, le canton en devenir réalisa un recensement dans les anciennes terres et, en 1816, dans les communes réunies. Les résultats individuels sont accessibles aux AEG sous forme de microfilms. Ces documents ne contiennent cependant pas de totaux mais des listes individuelles numérotées, parfois avec des omissions et/ou des doublures dans le décompte. Robert Steimer a établi des totaux par commune pour les tableaux de sa publication de 1958. Notre dépouillement arrive à des résultats souvent concordants, à quelques exceptions près.

Un article publié dans le Journal de statistique suisse de 1894 par Emmanuel Kuhne, collaborateur du tout nouveau Bureau de statistique genevois, présente les résultats communaux des recensements de 1815 à 1888. Pour l'année 1815, le chercheur n'a visiblement pas eu accès à la source du recensement de 1814/16. Il s'est probablement basé sur les données du recensement français de 1803/04, en utilisant soit la publication de Jean-Louis Grillet (1807) soit celle parue dans l'Annuaire de 1814: toutes les deux ont repris les données de 1803/04 sans indiquer la date de l'enquête – et en introduisant encore quelques fautes de copie. Kuhne (1894) ne s'est manifestement pas rendu compte que ces données étaient issues d'un recensement plus ancien et qu'elles correspondaient à un découpage communal d'avant les transferts de 1815/16. Confronté à des résultats qui pouvaient parfois lui paraître incohérents, il a modifié quelques chiffres pour qu'ils correspondent mieux à ses attentes (ainsi il donne pour Avusy 394 habitants au lieu de 1394).

Ce type de manipulation n'est certainement pas un cas isolé, mais il est surprenant de constater qu'une série de données erronées, publiées en 1894, aient pu être reprises dans les documents officiels pendant 120 ans. Pourquoi Robert Steimer (1958), directeur de l'OCSTAT dans les années 1960 et auteur d'un article très détaillé sur le recensement de 1814/16, n'a-t-il pas corrigé ce tableau incorrect dans les publications de son office?

Dans notre tableau des effectifs des communes (3–22a), nous nous basons sur les résultats du recensement 1814/16 pour les communes de la campagne dans leurs nouvelles frontières. Pour rendre les données du recensement français de 1803/04 compatibles avec le découpage du canton d'après 1815, nous avons estimé le nombre d'habitants dans les villages et hameaux touchés par le tracé d'une frontière nationale coupant les paroisses et communes (tableau 3–22b). Ces chiffres sont utilisés dans notre travail pour établir un total hypothétique du nombre d'habitants de la Confédération vers 1800 dans les frontières actuelles. Selon ce tableau, 516 habitants étaient domiciliés dans des localités détachées de futures communes genevoises et 1420 personnes habitaient dans des localités qui deviendront suisses après avoir été séparées de communes sardes ou françaises. Le total hypothétique de la population genevoise calculé par André Schluchter (1988) doit donc être augmenté de 904 personnes.

Les recensements cantonaux de 1822, 1828, 1834 et 1843 furent complétés en 1837 par le dénombrement extraordinaire demandé par la Diète fédérale. Ils contiennent tous des listes nominatives, organisées par ménage, comprenant l'âge, le lien familial, le lieu de naissance et la profession de chaque membre du ménage. Dans les années 1930, les originaux ont été copiés à la main dans des immenses volumes accessibles au public. Pour le présent travail, les chiffres totaux rétrospectifs par commune ont été repris des annuaires statistiques de Genève.

Coupures de communes et impact démographique (estimation)

T 3.9

Commune (future) GE	Commune sarde	Cession GE	Cession sarde	Localité transférée
Hermance	Chens		-27	Collongette
Jussy	Saint-Cergues		-10	Les Arales
Presinge	Ville-la-Grand			480 Presinge
Presinge	Ambilly			20 Bel-Air
Chêne-Thônex	Ambilly	-419		Gaillard
Veyrier	Etrembières	-18		Pas d'Echelle
Troinex	Bossey			176 Troinex
Troinex	Collonges			10 Evordes
Compésières	Collonges			10 Evordes
Compésières	St-Julien	-42		Lathoy
Compésières	St-Julien			180 Perly-Certoux
Avusy-Laconnex-Soral	Thairy			484 Laconnex-Soral
Bilan Genève/Sardaigne			-516	1 360 Solde pour GE: 844
Commune (future) GE	Commune française		Cession française	Localité transférée
Versoix	Sauverny			60 Sauverny-Genève
Bilan global pour Genève			-516	1 420 Bilan pour GE: 904

Évolution de la population

L'évolution de la plus grande ville «suisse» a été constante et forte durant le XVIII^e siècle (1698: 16 400 habitants; 1786: 25 300 habitants). Après l'annexion à la France, la ville «intra-muros» ne comptait plus que 21 300 habitants en 1798. Ce n'est qu'à partir de 1814 (21 800) que l'on assista à un nouvel essor démographique.

Pour les communes rurales, l'évolution démographique n'est connue que depuis 1794. Bien que positive, la croissance de leur population est restée en retrait par rapport à la dynamique de la ville et de ses banlieues proches.

Bibliographie

Bairoch Paul et Bovée Jean-Paul (avec la coll. de Jean Baton), Annuaire statistique rétrospectif de Genève, Université de Genève, 1986.

Barbero Dominique, Paroisses et communes de France. Dictionnaire d'histoire administrative et démographique. Savoie. Éditions du CNRS, Paris, 1979.

Barbier Claude et Schwarz Pierre-François, Communes réunies, communes démembrées, La Salévienne, 2017.

Dami Aldo, Les frontières européennes de 1900 à 1975. Histoire territoriale de l'Europe, Atlas, Édition Médecine et Hygiène, Genève, 1975.

Dessaix Joseph, La Savoie historique. Pittoresque, statistique et biographique, Joseph Perrin Libraire-Éditeur, Chambéry 1854 et 1858, réédition chez Champion-Slatkine, Paris et Genève, 1994. Online: https://books.google.ch/books?id=m-2si1jH5a8gC&pg=PP5&hl=fr&source=gbs_selected_pages&cad=2#v=onepage&q&f=false, consulté le 9 septembre 2020.

Dictionnaire universel de la France (5 tomes), L. Prudhomme, père, Imprimerie de Baudoin, Paris, An XIII (1804), version digitalisée par Google, Universiteitsbibliotheek Gent.

Faure Claude et Avezou Robert, Répertoire numérique de la série G (clergé séculier), Imprimerie Hérisson frères, Annecy, 1926 et 1929.

Grillet J.-L., Dictionnaire historique, littéraire et statistique des Départements du Mt-Blanc et du Léman, vol. 2, p. 332-334, Chambéry, 1807.

Guichonnet Paul et Waeber Paul, Genève et les communes réunies. La création du Canton de Genève, Genève, 1991.

Guichonnet Paul, La formation territoriale du canton de Genève, in: La formation territoriale de cantons romands, Société d'histoire de la Suisse romande, série III, tome 17, p. 53-71, 1989.

Guichonnet Paul, Léman (Département), DHS, version du 18.03.2009.

Hussy Charles (dir.), Atlas du Bassin Genevois et de la Région Lémanique. Un espace transfrontalier au cœur de l'Europe, Encyclopédie de Genève, 1991.

Kuhne Emmanuel, Quelques renseignements sur la population du canton de Genève depuis la Restauration de la République, in: Journal de statistique suisse, p. 291-303, Berne, 1894.

Mercier Louis, Genève et les communes réunies 1814-1816, Genève, Imprimerie Moret & Schneider, 1916, (Archives d'État de Genève, 3484/4/5, SL).

Perrenoud Alfred, Genève française: quelle fut l'influence sur les comportements démographiques?, in: Liliane Mottu-Weber et Droux Joëlle (éd.), Genève française 1798-1813, Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Genève, 2004.

Perrenoud Alfred, La population de Genève du 16^e au début du 19^e siècle, Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Genève, 1979.

Picot J., Essai statistique sur le canton de Genève, Zurich, 1817.

Piguet Martine, Thiez, DHS, version du 19.02.2014.

Piuz Anne-Marie et Mottu-Weber Liliane, L'économie genevoise à la fin de l'Ancien Régime: XVI^e-XVIII^e siècles, Société d'histoire et d'Archéologie de Genève, 1990.

Prudhomme Louis-Marie, Dictionnaire universel, géographique, statistique, historique et politique de la France, Imprimerie de Baudouin à Paris. An XIII (1804); «Avertissement» signé par L. Prudhomme, père.

Raffestin Claude, Guichonnet Paul et Hussy Jocelyne, Frontières et Sociétés. Le cas franco-genevois. L'Âge d'homme, 1975.

Rathgeb Michèle, Quelques aspects de la population genevoise à partir du recensement de 1798, Thèse FSES, Genève, 1972.

Rebord C.-M., Visites pastorales du Diocèse de Genève-Annecy 1411–1900. Analyses détaillées des Visites de Saint François de Sales 1604–1618. Imprimerie J. Abry, Editeur, Annecy, 1921.

Rousseau Raymond, La population de la Savoie jusqu'en 1861, S.E.V.P.E.N., 1960.

Santschi Catherine, Le Traité de Turin de 1754. Des droits seigneuriaux aux frontières modernes, AGEDRI, Hermance, 1990.

Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, OFS, Berne, 1988.

Schumacher Reto, Structures et comportements en transition. La reproduction démographique à Genève au 19^e siècle, Peter Lang, Berne, 2010.

Sismondi (de) Jean, Statistique du Département du Léman (1804), publié d'après le manuscrit original par Pappé H. O., Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Tome XLIV, Alex Jullien, Libraire, Genève, 1971.

Steimer Robert, L'évolution démographique genevoise, Globe XCVII, 1958.

Traité entre sa Majesté le Roi de Sardaigne, la Confédération suisse et le Canton de Genève, Imprimerie des successeurs Bonnant, Genève, 1816.

Vaucher Gustave, Le dénombrement de 1754 dans les terres de St. Victor et du Chapitre acquises par Genève, Mélanges à Anthony Babel, p. 57–74, Genève, 1963.

Waeber Paul, La formation du Canton de Genève 1814–1816, chez l'auteur, Genève, 1974, cité dans Suratteau Jean-René, Annales historiques de la Révolution française, p. 489–490, année 1977.

Zumkeller Dominique, Le paysan et la terre. Agriculture et structure agraire à Genève du XVIII^e siècle, Passé Présent, Genève, 1992.

Sources

Archives d'État de Genève (AEG)

Almanach de Genève pour l'année MDCCCXVI, contenant le tableau général du Gouvernement à Genève, chez les successeurs Bouvet, juillet 1816.

Annuaire du Département du Léman pour l'année 1811, (AEG, B.A.20).

Annuaire du Département du Léman pour l'année 1814, (AEG, B.A.20).

Annuaire de la République et canton de Genève pour l'année 1816, (Vol. 1 1816–1820; Vol. 2 1821–1824; etc.).

Mi A 771n, A 42.1 et 42.2, Répertoire du Recensement A 18 à A 60 (Ville et Territoires) de 1794.

Mi A 771n, A 42.3, Répertoire du Recensement A 18 à A 60, Ville de 1794.

Mi A 569n, 570, 571, 572, Recensement de la campagne 1814/1818, CT 3/5/1.

Office cantonal de statistique Genève (OCSTAT) / Bureau cantonal de statistique Genève

Annuaire de Statistique (première édition en 1962).

OCSTAT (auteurs: Etemad Bouda, Jean-François Marquis, Claude Lützeltschwab), Études et documents No 22, Matériau pour une histoire de la statistique publique genevoise 1896–1996, août 1996.

OCSTAT, Population des communes du canton de Genève depuis sa formation en 1815 jusqu'à 1888, Tableau T 01.02.1.4.3.10.

Archives départementales de Haute-Savoie, Annecy

Département du Mont-Blanc, Série L (période 1792–1815), notamment L463, liste par commune, Online: <http://archives.hautesavoie.fr/ark:/67033/a011400141734A7R7Bx>.

Archives départementales de la Savoie, Chambéry

Département du Mont-Blanc, Mouvement et dénombrement de la population, an II–1815, Série L 463–467.

Canton de Genève

(ts-x-01-2223-GE)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RCP	RPV	RCP	RCP	RCP	RCP	RDF	RCP	RFP
Canton de Genève						1797/98	1803/04	1814/16	1822	1828	1834	1837	1843	1850
6601	Aire-la-Ville	SV					152	175	175	184	182	180	189	243
6602	Anières	SV	1858	6619										
6603	Avully					383	386	376	330	342	377	379	336	305
6604	Avusy	SV					878	1 201	1 038	1 059	1 134	1 147	1 236	510
6605	Bardonnex	SV					1 536	1 629	1 263	1 344	1 343	1 356	1 390	1 559
6606	Bellevue	F	1855	6615										
6607	Bernex	SV					1 263	1 460	1 383	1 427	1 510	1 481	1 490	1 622
6608	Carouge	SV					3 119	3 546	3 571	3 776	4 053	4 367	4 467	4 403
6609	Cartigny					515	470	482	492	488	460	478	516	497
6610	Céligny					297	295	323	277	275	275	244	252	312
6611	Chancy					390	336	333	407	375	380	350	314	346
6612	Chêne-Bougeries					786	728	729	749	816	820	851	915	1 041
6613	Chêne-Bourg	SV					1 600	1 452	1 309	1 395	1 404	1 417	1 383	1 375
6614	Choulex	SV	1816	6629				516	430	444	503	505	519	468
6615	Collex-Bossy	F					624	697	656	695	711	740	749	740
6616	Collonge-B.	SV					444	571	587	622	644	662	720	803
6617	Cologny					379	519	454	477	501	533	519	513	541
6618	Confignon	SV	1851	6631										
6619	Corsier	SV					563	628	572	619	694	680	626	607
6620	Dardagny					454	497	478	473	467	472	462	444	462
6657	Les Eaux-Vives			1931	6621	983	860	920	962	1 048	1 345	1 462	1 761	2 028
6621	Genève						22 332	21 812	24 879	26 121	27 177	28 003	29 189	31 238
6622	Genthod					241	206	228	228	214	204	227	207	228
6623	Le Gd-Saconnex	F					515	507	473	530	508	528	517	538
6624	Gy		1850	6626		183								
6625	Hermance	SV					350	459	459	450	468	472	469	498
6626	Jussy					828	980	964	912	889	903	918	985	1 020
6627	Laconnex	SV	1850	6639										
6628	Lancy	SV					508	532	560	595	661	696	732	778
6629	Meinier	SV					877	503	478	476	503	512	526	582
6630	Meyrin	F					609	632	688	597	570	576	582	597
6631	Onex	SV	1850	6607										
6632	Perly-Certoux	SV	1821	6633			180		196	179	221	212	211	225
6658	Le Pt-Saconnex			1931	6621	1 067	940	1 002	1 081	1 204	1 681	1 976	2 612	1 106
6659	Plainpalais			1931	6621	1 094	1 189	1 279	1 306	1 532	1 975	2 273	3 030	3 352
6633	Plan-les-Ouates	SV	1851	6605										
6634	Pregny	F					389	429	391	383	384	438	421	463
6635	Presinge	SV					500	498	547	510	531	500	554	592
6636	Puplinge	SV	1850	6635										
6637	Russin					288	441	454	277	243	249	254	245	283
6638	Satigny					853	734	718	887	987	990	922	934	1 044
6639	Soral	SV	1847	6604										696
6640	Thônex	SV	1869	6613										
6641	Troinex	SV	1817	6645					176	211	238	253	246	247

Canton de Genève

(ts-x-01-2223-GE)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RCP	RPV	RCP	RCP	RCP	RCP	RDF	RCP	RFP
Canton de Genève						1797/98	1803/04	1814/16	1822	1828	1834	1837	1843	1850
6642 Vandoeuvres						523	548	481	522	472	506	540	506	526
6643 Vernier	F						566	721	704	706	772	791	729	767
6644 Versoix	F						700	826	781	748	751	765	817	937
6645 Veyrier	SV						340	656	417	483	535	532	539	567
Canton de Genève						47 174	48 671'	51 113	53 407	56 667	58 668	61 871	64 146	
GE, références								48 671	51 113	53 407	56 665	58 666	61 871	64 146

Abréviations des types de dénombrements et de recensements:

RCP Relevé cantonal
 RDF Recensement de la Diète
 RFP Recensement fédéral
 RPV Recensement d'un État tiers

Changements territoriaux:

terr ant Ancienne appartenance territoriale
 sép an Année de séparation de commune
 sép de Code de la commune cédante
 fus an Année de fusion de commune
 fus avec Code de la commune intégrante

Abréviations des territoires:

F France
 SV Sardaigne-Savoie

Corrections de données communales:

' réparti

Remarques:

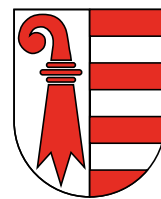
Pour la ville de Genève, Perrenoud (1979) donne une population de 18500 (1711), 20781 (1721), 21816 (1755), 24734 (1781) et 26140 (1787). Pour l'année 1786, Perrenoud (1979) donne des effectifs de population pour Plainpalais 982, Les Eaux-Vives 773, Les Pâquis 390, Le Petit-Saconnex 494, Chêne 862, Cologny 340 et Châtelaine 177.

1797/98: recensement organisé dans les anciennes communes genevoises

1803/04: recensement français, dont les résultats des communes limitrophes sont corrigés en fonction des frontières de 1815/16

1814/16: le relevé des données individuelles sur microfiches donne le même total qu'indiqué par l'OCSTAT 1822, 1828, 1834, 1837, 1843: recensements cantonaux; données reprises de l'OCSTAT

Canton du Jura, Jura bernois; Évêché de Bâle



Relecture par Damien Bregnard et Jean-Claude Rebetez, archivistes, AAEB

Introduction

Dans les autres analyses des données démographiques historiques de cette publication, nous nous basons sur les découpages cantonaux actuels. Pour ce qui est du Jura, nous traitons les territoires du canton du Jura et du Jura bernois dans le même article, vu qu'ils correspondent plus ou moins à l'ancien Évêché de Bâle d'avant 1792 et au Département du Mont-Terrible français entre 1797 et 1800 (avec Bienne) ainsi qu'à une partie distincte du canton de Berne entre 1815 et 1979 (sans Bienne). Toutes les sources historiques se réfèrent à cet espace. Quant aux données historiques des communes bernoises et bâloises, elles apparaissent à la fois dans le présent chapitre sur le Jura et dans ceux de leurs cantons respectifs.

L'Évêché de Bâle fut constitué, depuis le XI^e siècle, de l'entité des terres placées sous l'autorité temporelle de l'Eglise cathédrale de Bâle, tandis que la circonscription ecclésiastique – le diocèse de Bâle – fut définie par la juridiction spirituelle de l'évêque (Noirjean, DHS). Les limites du diocèse ne varièrent guère jusqu'à la fin du XVIII^e siècle et comprenaient le massif du Jura entre le Rhin et l'Aar jusqu'à Balsthal et les Franches-Montagnes ainsi que tout le sud de l'Alsace jusqu'au-delà de Colmar. Le prince-évêque de Bâle, prince du Saint-Empire, posséda les territoires qui s'étendaient de Bâle jusqu'aux cols du Jura et au Lac de Bienne et incluaient l'Ajoie mais, durant les XV^e et XVI^e siècles, il dut accepter la perte de nombreux bailliages au profit des cantons de Bâle et de Soleure. Ce territoire forma l'ancien Évêché de Bâle, devenu allié des cantons catholiques suisses en 1579. À la Révolution française, l'ancien Évêché devint en deux étapes (1793 et 1797) le Département français du Mont-Terrible, sans que ses contours soient fondamentalement modifiés (si ce n'est l'adjonction de la région montbéliardaise). En 1800, il fut intégré au Département du Haut-Rhin. Devenu bernois (et bâlois) en 1815 (Rebetez, Bregnard 2018), le Jura des sept districts (dès 1846) chercha vainement à obtenir un statut spécial au sein du canton de Berne. Les districts du Nord se séparèrent des quatre autres et obtinrent l'indépendance suite aux votes des années 1974 à 1976. La création de la République et Canton du Jura comme 23^e canton de la Confédération se concrétisa le 1^{er} janvier 1979. Le district de Laufen rejoignit le canton de Bâle-Campagne en 1994.

L'espace du Jura est caractérisé par son appartenance au massif fortement boisé du Jura allant des portes de Bâle et de Montbéliard jusqu'à Bienne et à La Chaux-de-Fonds. Les centralités urbaines se trouvent en dehors de la région qui, elle, forme un réseau de petites villes et de régions fortement industrialisées

depuis le XIX^e siècle. L'orientation orographique est tri-directionnelle: le Sud-Est est ouvert via la Suze vers le Plateau suisse, le Nord-Ouest via le Doubs sur la Franche-Comté et le Nord-Est via la Birse vers Bâle et l'Alsace. Superposés à cette différenciation géographique, les clivages linguistiques façonnent également la région: la limite entre le français et l'allemand passe du Nord au Sud et, à l'intérieur de l'espace francophone, il existe aussi une distinction historique entre la langue d'oïl au nord et le domaine franco-provençal au sud. L'influence de Berne (et de Neuchâtel) est à l'origine de la Réforme au Sud ainsi que de la limite repoussée vers le Nord de l'autorité au Saint-Empire (cf. Bregnard, Koller 2009, Crevoisier 2012). Cette description montre à quel point le Jura était et est une région frontière et transfrontalière.

Les multiples changements territoriaux ont plutôt été favorables à la production statistique, mais la dispersion géographique des documents en a rendu la conservation très complexe. Dans cet article, nous nous attarderons un instant sur la richesse du travail des archives, qui est exceptionnelle pour le contexte suisse.

Histoire et développement territorial

Originellement confinée à la ville de Bâle, la Principauté épiscopale de Bâle s'agrandit de vastes territoires dans le Jura allant d'Olten à l'Erguël dont, en l'an 999, du couvent de Moutier-Grandval. Au cours des siècles qui suivirent, non seulement la ville de Bâle s'émancipa du pouvoir épiscopal mais, jusqu'en 1500, ce dernier perdit également ses territoires orientaux au profit de Bâle et de Soleure ainsi que ses possessions en Alsace et au Brisgau au profit des Habsbourg. Par la suite, le territoire de l'Évêché ne connut plus de modifications jusqu'à la dissolution de la Principauté en 1792, si ce n'est des échanges territoriaux mineurs de part et d'autre du Doubs en 1780: Goumois et Gourgouton (seigneurie de Franquemont) furent cédés à la France, Malnuit à l'Évêché; la seigneurie de Chauvilliers revint à la France contre la cession de droits à Boncourt. Sur ce territoire déjà bilingue, la Réforme ajouta un autre clivage culturel qui conduisit, en 1528, au transfert du siège épiscopal de Bâle à Porrentruy. Sous l'influence principale de Berne, la Réforme toucha la partie méridionale de l'Évêché (Bienne, La Neuveville, Erguël et Moutier-Grandval au sud de la Roche-Saint-Jean), dont certaines seigneuries étaient liées à Berne par des accords de combourgeoisie. Le Nord – Delémont, Porrentruy, Franches-Montagnes, St-Ursanne, Laufen et Birseck – resta catholique. Chassée par Berne, une troisième communauté religieuse, celle des anabaptistes, s'installa dans les montagnes du Jura méridional dès le XVI^e siècle (Bregnard 2010, Moeschler 2010).

Depuis 1579, l'Évêché était allié aux cantons catholiques et soutenu particulièrement par Soleure. Le Nord appartenait au Saint-Empire, tandis que le Sud était considéré comme allié des Confédérés. Moutier-Grandval dépendait du Saint-Empire mais était combourgeois de Berne. L'étendue territoriale de l'Évêché ne coïncidait que partiellement avec celle du diocèse; ainsi Porrentruy et l'Ajoie ne dépendaient pas, sur le plan spirituel, de l'autorité de l'évêque de Bâle mais de celle de l'archevêque de Besançon. Évoqué dès 1579, l'échange de l'Ajoie contre 29 paroisses autour de Montreux (Belfort) ne se réalisa qu'en 1779/1782 (Chèvre A. 1947). Aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'Évêché était subdivisé en une quinzaine d'entités géo-administratives de dénominations diverses (châtellenies, seigneuries, bailliages, villes, mairies) (carte JU 1).

En 1792, la France révolutionnaire occupa le nord de l'Évêché et força le prince-évêque à l'exil. Ainsi se constitua une éphémère République rauracienne. Celle-ci fut supplantée au printemps 1793 par le Département du Mont-Terrible auquel furent rattachés, en mars 1797, les trois cantons luthériens d'Audincourt, de Désendans et de Montbéliard qui dépendaient des ducs de Wurtemberg depuis 1407. En décembre 1797, ce fut au tour du sud de l'Évêché d'être occupé par la France qui l'incorpora au Département du Mont-Terrible. En 1800, tout le Département fut intégré à celui du Haut-Rhin avec pour chef-lieu Colmar (Suratteau 1965) (carte JU 2).

Le territoire de 1792 fut amputé des deux enclaves du bailliage de Schliengen sur la rive droite du Rhin (Schliengen et Istein) au profit de l'électorat de Bade (1803), tandis que le village de Binzen avait déjà été cédé en 1769.

Le Département du Mont-Terrible comptait à l'origine deux districts (Porrentruy et Delémont), une subdivision abandonnée en 1795; ne subsistaient alors que les municipalités des cantons (21 après l'annexion du sud de la Principauté). Puis, dès 1800, le Département du Haut-Rhin comprit deux arrondissements, Delémont et Porrentruy, eux-mêmes découpés chacun en cinq cantons (Laufon, Bienne, Moutier, Courtelary et Delémont; Porrentruy, Saignelégier, St-Ursanne, Audincourt et Montbéliard).

Lors du Congrès de Vienne, les grandes puissances européennes décidèrent d'attribuer la Principauté à la Confédération (Déclaration sur les affaires de la Suisse, 20 mars 1815). La majeure partie des territoires de l'ancien Évêché devint bernoise en 1815, tandis que neuf communes du Birseck et du bailliage de Pfeffingen furent transférées à Bâle. Pour les deux cantons, il s'agissait d'accueillir pour la première fois des paroisses catholiques. Bâle regroupa les neuf communes dans un district distinct, le Birseck; après la création du canton de Bâle-Campagne en 1832, ces communes firent partie du district d'Arlesheim (carte BA 3). Quant à Berne, l'Acte de réunion prévoyait la création de cinq bailliages (Courtelary, correspondant à l'ancien Erguël, Delémont avec Laufon, Franches-Montagnes, Moutier et Porrentruy) devenus districts en 1831. En 1846, La Neuveville se détacha du district de Cerlier/Erlach (auquel elle était attribuée depuis 1815) et Laufon de celui de Delémont pour former des districts propres; la scission intervint le long de la frontière linguistique. En 1815, la ville de Bienne et les trois communes de Boujean, Evillard et Vigneules furent attribuées au district de Nidau avant de former, dès 1832, un district indépendant. Finalement, quatre communes du bailliage de l'Erguël situées au sud

du massif (Montmenil/Meinisberg, Perles/Pieterlen, Reiben et Romont) furent allouées en 1815 au district de Büren; Romont, francophone, s'en sépara à nouveau en 1841 (carte BE 3).

Communes

Tout au long de la période considérée, la structure locale ne subit que des modifications mineures. Ainsi, les communautés ou *Oerter*, selon le recensement de 1770, se retrouvèrent le plus souvent communes sous le régime français. En effet, la France révolutionnaire décida, en 1790, que la totalité des communautés, paroisses ou filiales seraient érigées en communes (Kintz 1994). En Ajoie, dans la vallée de Delémont et dans le Laufonnais, les communes étaient de petites tailles (moins de 400 habitants en moyenne); dans le bailliage de Moutier-Grandval majoritairement protestant, ces unités étaient encore nettement moins peuplées (200 habitants). En Erguël, les paroisses ou mairies regroupaient chacune plusieurs communautés. Les membres des communautés anabaptistes ne furent parfois pas pris en compte ou alors regroupés sur le territoire de plusieurs paroisses protestantes (surtout dans le Haut-Erguël entre St-Imier et La Ferrière); ils furent attribués aux communes politiques dès 1797.

Durant l'époque du Mont-Terrible, quelques unités locales eurent le statut de communes en 1793 mais plus en 1800 (Séprais, Berlincourt, Courcelon, Envelier, Courtemautruy). Sous le Haut-Rhin, trois communes fusionnèrent (Löwenburg 1800, Les deux Sceuts 1806, Montavon 1814) puis encore trois autres dans les premières années du régime bernois (Malnuit 1816, Vautenaivre 1816, Cerniéwillers 1817). Toute la période de 1818 à 2000 connut une grande stabilité institutionnelle, avec seulement trois fusions dans le Jura (Laufen-Vorstadt avec Laufon 1852, Montvoie avec Ocourt 1882, ainsi que Tramelan-Dessous et Tramelan-Dessus pour former la commune de Tramelan 1952) et quatre incorporations de communes dans la ville de Bienne (Vigneules 1900, Boujean/Bözingen 1917, Mett/Mâche et Madretsch 1919). S'y ajoutèrent quelques rares transferts de territoires entre communes (Les Riedes 1856, Pré de Macolin 1880).

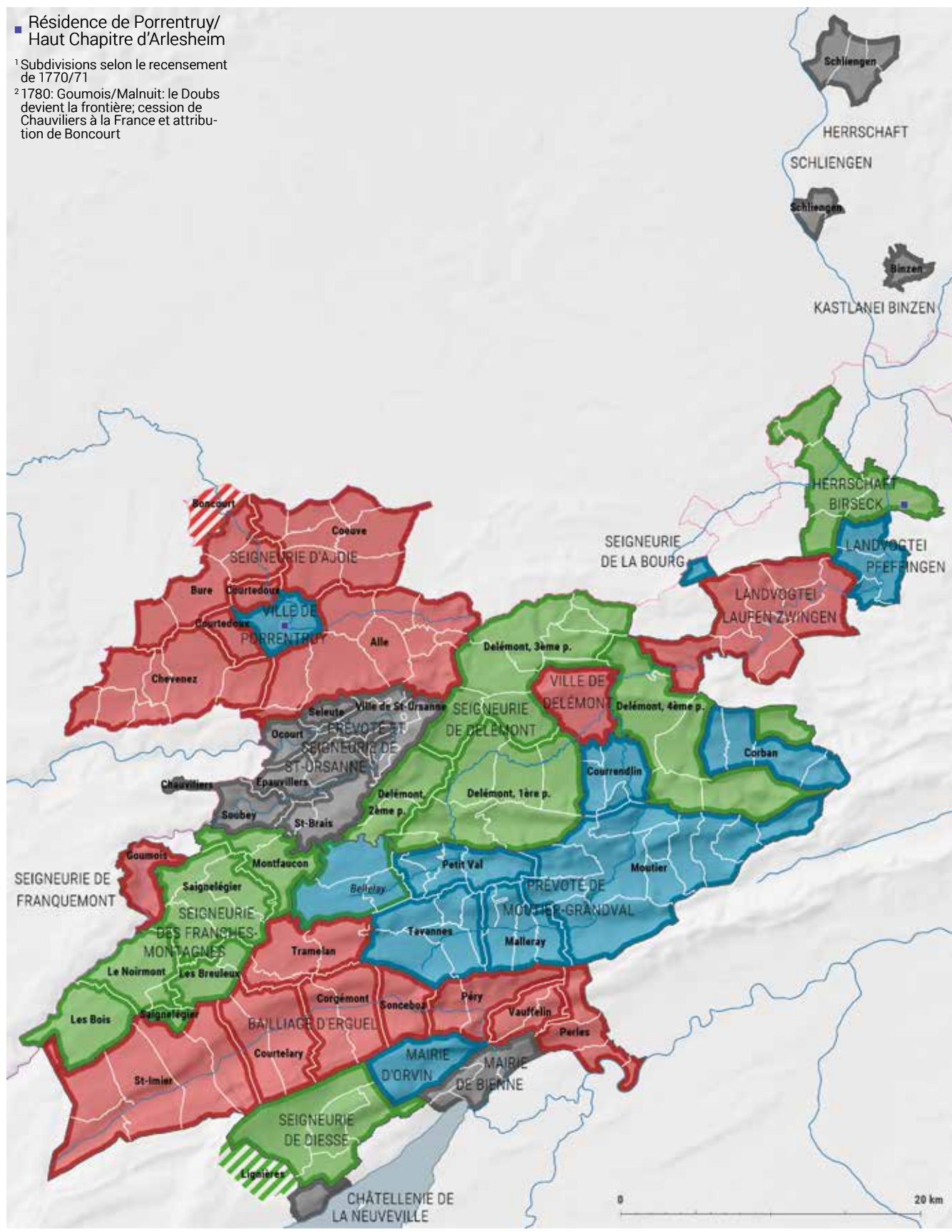
Cette stabilité bicentenaire contraste avec les bouleversements intervenus lors de la création du Canton du Jura. Au niveau local, on assista par la suite à des initiatives soutenues de fusions dans le Jura dès 2009 et à un processus plus lent dans le Jura bernois.

Recensements

Les documents statistiques pour le Jura et le Jura bernois sont aujourd'hui conservés dans plusieurs archives: aux Archives de l'ancien Évêché de Bâle à Porrentruy (AAEB) pour la période d'avant 1800, aux Archives départementales du Haut-Rhin à Colmar (ADHR) et aux Archives nationales à Paris pour les recensements de la période française, ainsi qu'aux Archives cantonales jurassiennes (ArCJ, situées également à Porrentruy) et aux Archives de l'Etat de Berne (AEB) pour la période d'après 1815.

Évêché de Bâle avant 1780²/1798 et sa subdivision en villes, seigneuries et bailliages¹

JU1



© MICROGIS, OFS 2023

Philippe Froidevaux pour les documents des AAEB (1999), Damien Bregnard pour les anabaptistes (2010), Jean-Pierre Kintz pour la période 1800–1810 (1994), Pierre Chèvre pour la première moitié du XIX^e siècle (1985) et François Noirjean pour toute la durée (1973) ont établi des inventaires des sources démographiques jurassiennes. Le site de la «Chronologie jurassienne» présente le total des habitants pour chaque commune et chaque relevé.

Les fonds d'archives des évêques ont connu de nombreux déménagements au cours de leur histoire. Après un premier emménagement en 1752 en ville de Porrentruy même, une grande partie des archives, lourdes de 12 tonnes, fut emportée par le prince-évêque en fuite. Marco Jorio (1983) décrit les étapes d'un sauvetage héroïque par des archivistes chanceux à plusieurs reprises: St. Urban 1792, Thiengen 1797, Ulm 1798, Passau 1799, Krems 1801, Vienne 1810, sans détailler les itinéraires de tous les fonds. La restitution des archives à Berne intervint en 1817, suivie d'un premier transfert à Porrentruy en 1842 et d'un nouveau retour à Berne en 1898. Un déménagement fut entrepris en 1940 lors de la construction du nouveau bâtiment des Archives cantonales à Berne. En 1963, les fonds jurassiens furent déplacés à l'Hôtel de Gléresse à Porrentruy, siège actuel des AAEB, dont la fondation, créée en 1985, est portée par les cantons du Jura, de Berne et des deux Bâle. En dépit de cette histoire mouvementée, le «Répertoire des visites pastorales de la France» (CNRS, 1985) a pu constater que «les archives de l'ancien Évêché de Bâle constituent l'un des fonds documentaires les mieux préservés pour la période antérieure à la Révolution française». L'éparpillement spatial des sources, combiné à la difficulté linguistique et à une inventurisation relativement tardive, explique une certaine carence de travaux scientifiques sur la démographie historique de cette région.

Dans la partie suisse du diocèse, les visites épiscopales sont documentées à partir du XVI^e siècle jusqu'en 1788 dans cinq décanats ruraux: Elsgau (St-Ursanne-Ferrette), Leimental (Birseck, Laufen, Dorneck-Thierstein), Salisgau (Delémont, Franches-Montagnes), Sis- et Frickgau (Fricktal) et Buchsgau (Balsthal-Olten). Ces sources intéressent donc également les cantons de Soleure et d'Argovie. Mais, contrairement à d'autres évêchés, les visites ne relèvent que les «communiants» et pas les «non-communiants», c'est-à-dire les enfants. En 1621, le décompte spécial des communiants en Ajoie s'inscrit dans l'échange de territoires discuté avec l'archevêché de Besançon (Chèvre A. 1947).

L'administration temporelle de la Principauté s'est montrée très active en matière de statistique démographique. À part les deux importants recensements de 1722/23 et de 1770/71, une série d'enquêtes d'une liste non-exhaustive n'ont touché que des régions particulières: en 1629, un relevé des ménages, personnes et fruits à Delémont et Moutier; en 1753, un «*Verzeichnis deren Häuseren, Scheunen, Mühlen, Wirtshäuser und Haushaltungen*» dans le Birseck et, en 1759, un dénombrement général des personnes et du bétail dans l'Erguël.

Le recensement organisé par l'Évêché de Bâle dans les années 1722/23 est différencié jusqu'au niveau du ménage et de l'individu. Il distingue la population selon cinq catégories de statuts (nobles, bourgeois, résidents, habitants et étrangers), croisées selon le genre, le statut marital, le statut de servant(e)s et

d'immigré(e)s de l'étranger. Des rubriques spéciales concernent les personnes nées hors mariage, celles nées à l'étranger, les anabaptistes et les juifs. Le recensement s'intéresse également aux professions. Les résultats sont sauvegardés dans des tableaux synoptiques différenciés par paroisse pour les bailliages de l'Erguël, des Franches-Montagnes et de Laufen, tandis que ne subsistent que les totaux pour Moutier et Delémont. Les raisons de l'absence de documents pour les autres bailliages comprenant environ 40% de la population ne sont pas élucidées. Dans son analyse complète de l'enquête, André Schluchter (1987) livre des totaux en déduisant les catégories des «absents définitifs», une approche que nous avons aussi adoptée dans nos tableaux.

Un recensement quasi complet et de grande qualité fut réalisé, dans une période de disette, par le conseiller François Decker en 1770/71. Administrateur ingénieux et démographe curieux, il avait insisté auprès de son évêque pour pouvoir organiser une telle enquête, mettant en avant les besoins de ravitaillement de la population mais aussi les recensements entrepris par Neuchâtel (dès 1752) et par Berne (en 1764). Il prétendit que Berne «non seulement l'a fait dans son Canton, mais elle a osé venir jusque dans le Münsterthal» (Mémoire, AAEB 198/19-1), une affirmation dont les archives de Berne ne gardent pas de trace et qui est peu probable, étant donné que Berne n'avait même pas étendu son recensement à ses bailliages communs. Le recensement de François Decker fut conçu en deux étapes: la population fut recensée en 1770 et les réserves en grains l'année suivante. La prolongation de l'enquête fournit l'occasion de contrôler les données et d'ajouter quelques petits compléments aux totaux des habitants. Elle fut donc bénéfique pour les vérifications et pour l'édition des résultats.

Les deux jeux de données sont présentés dans des tableaux selon douze catégories démographiques et sociales, avec des totaux et sans fautes de calcul. En tout, les résultats sont disponibles pour 219 villages ou hameaux, correspondant à 169 communes en 1800. Pendant longtemps, seul le magnifique tableau synthétique qui ornait le rectorat de l'école cantonale était connu par la recherche. Il indique 55 235 habitants pour les 19 unités administratives; seule la Montagne de Diesse fait défaut, probablement en raison de son statut de co-seigneurie avec Berne (Rais 1970). Moyennant une estimation pour la Montagne de Diesse – mais sans Goumois, Chauvillers, Bienne, Perles, le Birseck et Schliengen –, on atteindrait les 47 100 personnes dans les limites des sept futurs districts. Notre enquête est probablement la première à publier les totaux du recensement de 1770/71 par commune.

La période française entre 1793/97 et 1814 fut particulièrement prolifique en matière de production statistique. Trois recensements furent organisés par le Département du Mont-Terrible et cinq par les autorités du Département du Haut-Rhin, tous avec une documentation à l'échelle de la commune. Dans les AAEB sont préservés les résultats des recensements de 1789 (sous la forme d'une comparaison rétrospective de 1801), 1793 et 1795 pour la partie septentrionale, ainsi que le recensement de 1797, réalisé entre novembre 1797 et février 1798, pour le Département du Mont-Terrible agrandi. Les consignes pour ce dernier consistaient à inclure les personnes absentes. En procédant à de nombreuses corrections, André Schluchter (1988) s'est référé à cette

source-là dans son analyse du recensement helvétique de 1798. Dans la présente comparaison, nous avons préféré reprendre les résultats du Recensement de 1801, plus précis et excluant les personnes absentes.

Les Archives Départementales du Haut-Rhin à Colmar ont conservé les tableaux synthétiques originaux des recensements de 1801, 1802 (identique à 1801), 1804, 1806, 1809 et 1810 (identique à 1809). De surcroît, Jean-Pierre Renard (2009) a publié, dans les annexes de son travail minutieux sur l'enquête de 1804, les résultats d'un recensement par confession dans l'arrondissement de Delémont pour l'année 1807, dont les résultats semblent logiques même si la source est inconnue. S'y ajoutent les chiffres communaux compris dans les cinq tomes du Dictionnaire universel de France, publié en 1804, mais sans indication des sources. Les résultats se rapprochent de ceux du recensement de l'année 1804. Jean-Pierre Kintz (1994) propose une analyse du contexte de ces recensements; Pierre Chèvre (1985) estime que seul le recensement de 1801 est de bonne qualité. La série des cinq recensements du Département du Haut-Rhin, organisés à un rythme bisannuel, est peut-être imparfaite, mais son analyse révèle une évolution démographique surprenante: dans le contexte d'un accroissement général assez régulier, les communes du Haut-Vallon de St-Imier (St-Imier, Sonvilier, Renan, La Ferrière) se démarquent par une très forte augmentation de la population à partir de 1806. Ce moment correspond au blocus continental décrété par Napoléon contre la Grande-Bretagne (1806–1813) et aux mesures protectionnistes prises à l'égard des satellites, dont la Principauté prussienne de Neuchâtel occupée (Dumas et Tissot 2004, Fankhauser DHS). Les données de 1809 s'avèrent ainsi cruciales pour l'interprétation de l'évolution démographique du Jura.

À partir de 1815, le canton de Berne organisa des recensements en 1818, 1831, 1836, 1837, 1846 et 1856 (Pfister 1995). Le recensement bernois de 1818 est spatialement différencié et sauvegardé à l'échelle des communes dans les AAEB et les ArCJ, tandis que ceux de 1831 (partiel) et de 1837 ne sont publiés qu'au niveau des paroisses. Les ArCJ détiennent des documents supplémentaires, et souvent plus précis, de relevés par commune des trois districts de Delémont, Franches-Montagne et Porrentruy pour les années 1816 (selon cinq classes de confessions), 1829 (nombre de catholiques) et 1831. En 1818, les sept districts comptaient 57 700 habitants, puis 69 300 en 1837 et 78 300 en 1850.

Deux sources bernoises anciennes contiennent des comparaisons historiques des totaux de la population. Une publication de l'État de Berne de 1831 fournit une comparaison des résultats de 1764, 1818 et 1831, ce qui revient à un dépouillement très précoce de la grande enquête de 1764. Faute de données, la publication utilise les chiffres du recensement de 1809 pour les districts du Jura tout en signalant ce fait dans une note de bas de page. À la suite des recensements de 1900 et de 1910, les «Mitteilungen des statistischen Bureaus» (1901, 1911) publièrent un tableau avec les données communales pour les années 1764, 1818, 1831, 1836 et 1846 (puis dès 1850). Les colonnes de 1764 à 1831 furent visiblement reprises de la source de 1831, mais la note de bas de page pour l'année 1764 a malheureusement disparu. Cet oubli est à l'origine d'une des plus persistantes erreurs

statistiques de population en Suisse, vu que les chiffres erronés pour les communes jurassiennes se trouvent encore et toujours dans différentes publications, dont la Chronologie jurassienne elle-même.

La banque de données BERNHIST, éditée par Christian Pfister entre 1994 et 2006 (cf. le texte sur le canton de Berne), ne couvre que la partie jurassienne restée bernoise après 1979. Elle fournit des totaux par paroisse et par commune (état 1994). Cet inventaire, dont l'aspect démographique ne constitue qu'une petite partie, est la collection de données la plus riche établie dans un canton suisse – avec l'Argovie. Il livre des chiffres pour 1700, 1730 (ces deux premières périodes sont des rétro-calculs), 1764, 1798, 1818, 1837 et 1846. Nous les avons néanmoins tous ressaisi, en nous basant sur les données originales des recensements dans le Jura afin d'obtenir des résultats comparables sur tout le territoire. Pfister, qui n'avait pas encore accès aux résultats de l'enquête de François Decker pour 1771, a dû opérer des interpolations à partir de 1722 pour accorder les communes jurassiennes à 1764 (Pfister 1995).

Évolution de la population

Selon l'analyse faite par André Schluchter (1987) à partir des documents partiels de 1722, la population de l'Évêché a légèrement diminué jusqu'en 1771, avec une perte nette dans les villes et une faible croissance dans les bailliages. Les quelques relevés disponibles datant du milieu du siècle indiquent qu'une diminution de la population est suivie d'une hausse dans les années 1750 et 1760.

La croissance démographique entre 1771 et 1801 est équitablement répartie selon les régions, mais faible dans l'ensemble (0,24% par année), à l'exception de la ville de Bienne et des communes du Haut-Vallon de St-Imier en phase de proto-industrialisation à proximité de La Chaux-de-Fonds. Le recensement de 1793 dans le nord du Jura marque un pic démographique suivi d'une nette chute jusqu'en 1801 durant toute la période d'existence du Département du Mont-Terrible. Entre 1801 et 1804, la population a augmenté (1,1%/a), avant de faire un bond spectaculaire entre 1804 et 1809 (2,3%/a), surtout dans les districts de Bienne (2,5%/a), de Moutier (4,3%/a) et de Courtelary (6,3%/a) – une croissance rarement observée. Après 1809, le gain démographique s'est abaissé d'un tiers, mais les conditions d'un fort développement industriel ultérieur, surtout dans les années 1830, 1850 et 1860, étaient données. Jusqu'en 1900, la croissance démographique de la partie méridionale du Jura a clairement dépassé celle de la partie septentrionale. Au XX^e siècle, les deux régions ont connu une évolution très modérée (autour de 0,15%/a) avec des pertes dans les districts de Courtelary, de Porrentruy et des Franches-Montagnes et des gains pour Delémont et Moutier, surtout dans les deux villes.

La croissance différenciée dans le Sud et le Nord durant le XIX^e siècle et l'immigration inégale qui l'a stimulée ont été utilisées comme arguments dans le combat pour l'indépendance du Jura.

Bibliographie

- Bandelier André, Dictionnaire historique de la Suisse. Jura (région), chap. 3, Époque moderne et contemporaine.
- Bregnard Damien et Koller Christophe (éd.), L'organisation politico-administrative du Jura à l'épreuve de l'histoire, in: Société jurassienne d'émulation, n°42, décembre 2009.
- Bregnard Damien, Les anabaptistes aux Archives de l'ancien Évêché de Bâle: quelques sources, in: L'anabaptisme en questions. Institut Jurassien des Sciences, des Lettres et des Arts, Nouveaux cahiers 4/2010.
- Chèvre André, A propos d'un échange de territoire entre les évêchés de Bâle et de Besançon, in: Revue d'histoire ecclésiastique suisse, 41, 1947, p. 1–18.
- Chèvre Pierre, Les sources statistiques jurassiennes de la première moitié du XIX^e siècle (1798–1850), Mémoire Uni Genève, mai 1985 (ArCJ JQ 182 A).
- Chronologie jurassienne des temps romains à nos jours, Online: <https://www.chronologie-jurassienne.ch/>, consulté le 22.03.2021.
- Crevoisier Clément (dir.), Atlas historique du Jura, Société jurassienne d'émulation, Porrentruy, 2012.
- Daumas Jean-Claude et Tissot Laurent (dir.), L'Arc jurassien. Histoire d'un espace transfrontalier, CTJ, Cabédita, Bière, 2004.
- Dictionnaire universel, géographique, statistique, historique et politique de la France, Baudouin, Laporte, Paris, 1804.
- Donzé Pierre-Yves, Histoire de l'industrie horlogère suisse, Alphil/PPUR, Neuchâtel, 2002.
- Fankhauser Andreas, Blocus continental, DHS, version du 30.10.2008.
- Froidevaux Philippe, Les sources statistiques de l'époque française aux archives de l'ancien Évêché de Bâle, AAEB, Rapports annuels, 1999, p. 15–39.
- Gautherot Gustave, La Révolution française dans l'ancien Évêché de Bâle, tome II, p. 283–291, Paris, 1908.
- <http://www.aaeb.ch/fr/La-Fondation/Publications/Articles-des-Rapports-annuels/Articles-des-Rapports-annuels.html>, consulté le 22.03.2021.
- <https://www.e-periodica.ch/digbib/view?pid=bgz-002%3A1983%3A83>, consulté le 21.12.2020.
- Jorio Marco, Das Schicksal des fürstbischöflich-baslerischen Archivs seit 1789. Ein bewegtes Stück schweizerischer Archivgeschichte, in: Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde, 1983, p. 85–125.
- Kintz Jean-Pierre, Paroisses et communes de France. Dictionnaire d'histoire administrative et démographique. Haut-Rhin, Territoire de Belfort, (sous la dir. de Jean-Pierre Bardet et Claude Motte), CNRS Editions, Paris, 1994.
- Koller Christophe, Démographie bernoise et industrialisation jurassienne, 1850–2010, in: Clément Crevoisier (dir.), Atlas historique du Jura, Société jurassienne d'émulation, Porrentruy, 2012.
- Moeschler Pierre-Yves, Les anabaptistes et la Montagne jurassienne, histoire d'une complémentarité, in: L'anabaptisme en questions. Institut Jurassien des Sciences, des Lettres et des Arts, Nouveaux cahiers 4/2010.
- Noirjean François et al., Bâle (évêché), DHS, version du 12.08.2019.
- Noirjean François, Les sources de l'étude démographique du Jura, in: Les intérêts du Jura, 44^e année, 1973.
- Pfister Christian, Geschichte des Kantons Bern seit 1798, Band IV, Historischer Verein des Kantons Bern, Berne, 1995.
- Pfister Christian, Historisch-statistische Datenbank des Kantons Bern BERNHIST, Online: <http://bernhist.ch/>, consulté le 22.03.2021.
- Rais André, Il y a 200 ans, premier recensement dans le Jura, in: Le Pays, 19 et 30 décembre 1970.
- Rebetez Jean-Claude et Bregnard Damien (dir.), De la crosse à la croix. L'ancien Évêché devient suisse (Congrès de Vienne – 1815). Éditions Alphil, Neuchâtel, 2018.
- Renard Jean-Pierre, Les réponses à l'Enquête de l'an XII (1804) dans les cantons d'Audincourt, Delémont, Laufen, Montbéliard, Moutier, Porrentruy, Saingelégier et St-Ursanne, Saingelégier, 2009, ainsi que le CD-Rom encarté, intitulé «Le clergé paroissial dans les arrondissements de Delémont et Porrentruy».
- Schluchter André, Die Bevölkerung der Schweiz um 1800, OFS, Berne, 1988.
- Schluchter André, Zur Bevölkerungsentwicklung und Bevölkerungsstruktur des Fürstbistums Basel, spätes 16.–18. Jahrhundert, in: Mattmüller Markus, Bevölkerungsgeschichte der Schweiz, I, 2: Wissenschaftlicher Anhang, p. 621–653, Bâle, 1987.
- Suratteau Jean-René, Le Département du Mont-Terrible sous le Régime du Directoire, in: Cahiers d'études comtoises 7, Paris, 1965.
- Wicht Etienne, Étude socio-économique principalement d'après le dénombrement de 1770, in: Actes de la Société jurassienne d'émulation, p. 29–51, 1982. Online: <https://www.e-periodica.ch/digbib/view?pid=asj-006%3A1982%3A85#99>, consulté le 07.09.2018.

Sources

Archives de l'ancien Évêché de Bâle (AAEB)

<http://www.aaeb.ch/fr/Chronologies-et-cartes/Historique-des-archives>, consulté le 30.01.2021.

Visites pastorales

Centre National de la Recherche Scientifique Greco N°2, Répertoire des visites pastorales de la France, Première Série: Anciens Diocèses (Jusqu'en 1790), Tome Quatrième: La Rochelle-Ypres, Bâle, Paris, 1985.

Visitationes in episcopatu (1490–1788), A 109a/12–17; Visitationes capituli 12 Elsgaudiae, 13 Vallis Lutosae, 14 Salisgauridae (1), 15 Salisgauridae (2), 16 Sis- et Frickgauridae, 17 Buchsgauridae.

Recensement 1629

B 173/6, Verzeichnis gefundener Früchte im Delsberger Tal, n°CLXXIII, Delsberg: die Herrschaft.

Recensement 1722/1723

B 173/60 Bailliage de Delémont, Summarisches Verzeichnis Aller des Hoch-Fürstlichen Baslischen Ober-amts Delsperg Einwohnenden und deren Nahrungs Unterhalt wie sich dises Jahr 1722 befunden bis Anno 1723.

B 173/60 N°3, Summarisches Verzeichnis Aller des HochFürstlichen Baslischen Ober-amts Erguel Einwohnenden und deren Nahrungs Unterhalt wie sich dises Jahr 1722 befunden bis Anno 1723.

B 173/60 N°3, Summarisches Verzeichnis Aller des HochFürstlichen Baslischen Ober-amts Münstertal Einwohnenden und deren Nahrungs Unterhalt wie sich dises Jahr 1722 befunden bis Anno 1723.

B 234/10, Verzeichnis aller Einwohner der Gemeinden der Herrschaft Laufen und Zwingen, 1722/23.

B 245/29-15, Summarisches Verzeichnis Aller des HochFürstlichen Baslischen Ober-amts Münstertal Einwohnenden und deren Nahrungs Unterhalt wie sich dises Jahr 1722 befunden bis Anno 1723 (nur Amt).

Recensements 1753 et 1759

1753: B 228/51-2, Birseck, Verzeichnis deren Häuseren, Scheunen, Mühlen, Wirtshäuser und Haushaltungen.

1759: B 187/61-25, Dénombrement général de la Seigneurie d'Erguël dans le courant d'Avril 1759.

Recensement 1770–1771

1770: B 198/19-1, p. 7–12, Mémoire du Conseiller François Decker.

1770/71: B 198/19-1, Acta der Bevölkerung und Ernteerhebung 23 juillet 1770.

B 198/19-2.3 Bailliage d'Ajoie, B 198/19-2.4 La Bourg (manque), B 198/19-2.5 Moutier-Grandval, B 198/19-2.7 Birseck, B 198/19-2.7b Haut Chapitre (Arlesheim), B 198/19-2.8 La Neuveville (manque), B 198/19-2.9 Vallée de Delémont, B 198/19-2.10 Seigneurie d'Erguël et Mairie d'Orvin, B 198/2.11 Franches Montagnes, B 198/19-2.13 Amt Pffeffingen, B 198/19-2.14 St-Ursanne, B 198/19-2.15 Seigneurie de Schliengen.

1771: B 198/19-4 GF, Tableau général du Dénombrement des Peuples de la Principauté de Bâle en Conséquence de L'ordonnance de Son Altesse du 12 Aoust 1770 et des Rescripts envoyés dans tous les Bailliages du 2^e Septembre de la même année.

1771–1772: B 198/20-3, Tableaux généraux de population et du produit des biens-fonds (grains et dîmes).

Recensements de la période française

1789, AP 27/1, Arrondissement de Porrentruy, Statistique générale, Tableaux de comparaison entre 1789 et l'an IX (Thermidor), (1801).

1793, AAEB, Registre 17.2, 29 Brumaire de l'An II (19.11.1793, Franches-Montagnes et St-Ursanne et 28.11.1793, Delémont) de la République une et indivisible.

1797, AAEB, MT 361, Recensement de la population de l'an 6, ancien district de Delémont (1797–1798), Tableau de la population réelle de ladite Commune, dressé en exécution de l'arrêté de l'Administration centrale.

1797, AAEB, MT 362, Recensement de la population de l'an 6, ancien district de Delémont, cantons réunies (1797–1798).

Dictionnaire universel, géographique, statistique, historique et politique de France, Tomes I à V, Imprimerie Baudouin, Paris, An XIII (1804).

Archives Départementales du Haut-Rhin (ADHR)

CM1, An X (IX) 1801/(02), Population des communes du Département de haut Rhin de l'an 10 (1802) (au crayon: «en réalité an IX, 1801, nouveaux cantons) (les données sont identiques à celles du recensement du 18.08.1801, mais les villes manquent).

CM1, Etat de la population, du nombre des maisons et des feux existant dans l'arrondissement de Delémont à l'époque du 30 thermidor an 9 de la République (18.8.1801).

CM1, Etat des communes du Département du Haut-Rhin, par arrondissement et Justices de paix avec leur population dans l'an XII, 1er Fructidor an 12 (19.8.1804).

CM2, Recensement général des habitants de l'Arrondissement de Porrentruy au 1er Janvier 1806.

CM2, Etat de la population de l'arrondissement de Delémont formés en exécution de la circulaire de M. le Préfet en date du 24 janvier 1806.

CM 2, Série M, Population, Recensements de 1809 à 1812, Recensement général des habitants de l'Arrondissement de Porrentruy au 1er Octobre 1809.

CM3, Recensement général de la population du Département du Haut-Rhin au 1^{er} janvier de l'an 1810 (les données sont identiques à celles du 1.10.1809).

Archives cantonales jurassiennes (ArCJ)

1816, ARCJ 140 DT, 70 Population et recensement, 8.03.1816. Canton de Berne, Recensement de la population des Communes du Grand Bailliage de ...

1818, ARCJ 140 DT, 70 Population et recensement. Bevölkerungs-Tabelle vom Jahr 1818, nach Oberämtern.

1829, ARCJ 140 DT, Etat numératif de tous les individus catholiques, habitant dans le Bailliage de ..., 23 Avril 1829.

1831, ARCJ 140 DT, Recensement de la population du Bailliage de ..., 8 mars 1831.

Archives de l'État de Berne (AEB)

1814–1830, Bern, 1831 (p. 181–188, Vergleiche Übersicht der Bevölkerung, Fussnote zu 1764: «Bei den leberbergischen Ortschaften ist in dieser Rubrik die Bevölkerung von 1809 ausgesetzt.»).

1818, B XIII 629-632, Volkszählung von 1818, Bevölkerungstabellen 1818.

1831, Bericht an den Grossen Rath und Republik Bern über die Staats-Verwaltung in den letzten siebzehn Jahren von 1814–1830.

1837, Übersicht der in den schweizerischen Kantonen in Folge Tagsatzungsbeschlusses vom 9ten Herbstmonat 1836 in den Jahren 1836, 1837, 1838 aufgenommenen Volkszählungen (BE 30. Okt. bis 4. Nov. 1837).

1901, Recensement fédéral de la population du canton de Berne au 1^{er} décembre 1900. Tab. p. 220–237, Population 1764–1900. (Cette publication indique des chiffres erronés pour l'année 1764: il s'agit d'une reprise malheureuse du tableau de 1831 dans lequel les données manquantes pour 1764 avaient été remplacées sans avertissement par les résultats de 1809).

Canton du Jura

(ts-x-01-2223-JU)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RG	RPV	RPV	RPV	RCP	RDF	RFP
Canton du Jura						1629	1722	1771	1797	1801	1809	1818	1837	1850
6701	Bassecourt					603		514	659	602	720	699	806	759
6702	Boécourt					262		315	462	471	480	486	576	655
6703	Bourrignon					236		331	299	268	282	226	358	359
6704	Châtillon					176		134	172	146	156	144	155'	193
6705	Corban					399		270	307	303	322	314	332	392
6706	Courchapoix					212		145	197	181	184	234	249	271
6707	Courfaivre					327		385	398	446	515	554	616	668
6708	Courrendlin					358		374	435	442	575	567	596'	731
6709	Courroux					681		582	647	793	875	733	829	1 173
6710	Courtételle					445		423	485	444	469	486	609	698
6711	Delémont						1 052	921	1 062	1 020	1 322	1 278	1 422	1 650
6712	Develier					273		348	381	342	369	384	524	590
6713	Ederswiler					80		140	150'	150'	150'	156	167'	219
6714	Glovelier					306		352	411	313	434	481	526	537
6731	Loewenburg			1800	6719	30		86						
6715	Mervelier					280		300	363	380	392	377	569	490
6716	Mettembert					54		88	99	90	110	95	102'	113
6732	Montavon			1814	6702	66		56						
6717	Montsevelier					187		246	273	321	325	325	404	414
6718	Movelier					160		226	330	238	284	303	372'	386
6719	Pleigne					148		277	378	378	317	368	464	443
6720	Rebeuvelier					77		207	247	251	244	278	309	332
6721	Rossemaison					55		115	143	145	140	138	155'	185
6722	Saulcy					180		152	217	180	190	237	258	299
6733	Les Sceuts			1806	6714	57		81	85	85				
6723	Soulce					273		245	328	348	306	367	399	441
6724	Soyhières					145		159	201	214	246	190	256	279
6725	Undervelier					188		351	423	420	432	516	581'	646
6726	Vermes					264		437	486	500	470	486	570	605
6727	Vicques					416		345	355	386	323	327	441	530
6728	Vellerat					20		52	51	47	66	83	85'	88
	District de Delémont						9 909	8 657	10 044	9 904	10 698	10 832	12 730	14 146
6766	Belfond			<1815	6749		52	32						
6741	Le Bémont						397	563	623	578	613	582	590'	612
6742	Les Bois						1 011	872	1 013	969	913	1 060	1 137	1 339
6743	Les Breuleux						522	436	485	465	484	516	560'	736
6744	La Chau-des-Br.						165	179	176	162	174	210	180'	166
6761	Chauvillers	EB		1780	F			73						
6762	Cerniéviliers			1817	6745			52	52	53	55			
6745	Les Enfers						107	146	148	141	140	290	180'	203
6746	Epauvillers							249	242	267	254	245	317'	293
6747	Epiquevez							230	260	245	255	264	248'	249
6748	Les Genevez					337		377	409	441	470	458	473	665
6749	Goumois	EB		1780	F		176	164	90	75	91	174	177'	262
6763	Gourgolon	EB		1780	F		55	57						
6750	Lajoux					307		414	409	390	434	477	488	571
6764	Malnuit	F		1816	6756				48	39	42			

Canton du Jura

(ts-x-01-2223-JU)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RG	RPV	RPV	RPV	RCP	RDF	RFP
Canton du Jura						1629	1722	1771	1797	1801	1809	1818	1837	1850
6751 Montfaucon							350	344	451	433	460	480	440'	497
6752 Montfaverger								110	169	160	171	138	150'	174
6753 Muriaux							465	550	652	604	646	745	740'	801
6754 Le Noirmont							844	890	622	916	918	878	1 011'	1 544
6755 Le Peuchapatte							75	73	74	67	76	84	110'	133
6756 Les Pommerats							185	199	205	201	209	287	300'	357
6757 Saignelégier							479	537	527	500	554	536	573'	754
6758 St-Brais								403	460	389	439	307	429'	463
6759 Soubey								310	311	271	293	354	351	391
6765 Vautenaivre				1817	6749		102	114	90	104	89			
Distr. des Franches-Montagnes								7 374	7 516	7 470	7 780	8 085	8 454	10 210
6771 Alle								597	597	579	696	691	799	918
6772 Asuel								278	346	313	325	361	420'	444
6773 Beurnevésin								199	224	212	225	270	323	347
6774 Boncourt								321	379	358	371	454	602	647
6775 Bonfol								604	713	787	805	920	1 207	1 263
6776 Bressaucourt								238	257	269	276	300	384	410
6777 Buix								207	248	168	288	296	397	453
6778 Bure								429	585	545	642	676	826	798
6779 Charmoille								379	467	508	501	518	550'	599
6780 Chevèze								649	626	619	632	723	829	952
6781 Coeuve								383	379	153	384	444	578	630
6782 Cornol								484	533	574	613	674	739	786
6783 Courchavon								134	179	215	739	239	277	306
6784 Courgenay								680	763	666	225	823	1 024	1 098
6785 Courtedoux								323	304	287	314	341	457	499
6786 Courtemaîche								239	294	263	282	326	420	426
6787 Dampheux								214	207	207	220	246	300'	344
6788 Damvant								160	201	180	171	275	280'	357
6789 Fahy								410	369	363	390	536	452	549
6790 Fontenais								350	399	418	423	472	577	680
6791 Fregécourt								220	236	225	245	237	290'	350
6792 Grandfontaine								320	346	289	330	395	500'	471
6793 Lugnez								172	182	183	214	235	275'	292
6794 Miécourt								440	442	407	431	534	549	524
6795 Montenol								50'	64	59	61	64	70'	80
6796 Montignez								155	206	215	240	245	314	357
6797 Montmelon								229	200	233	251	244	260'	246
6815 Montvoie				1882	6798			62'	42	41	47	40'	40'	34
6798 Ocourt								191	231	225	286	294'	385'	347
6799 Pleujouse								151	187	183	168	205	202'	239
6800 Porrentruy								2 408	2 032	2 068	2 355	1 896	2 522	2 880
6801 Réclère								242	193	236	234	274	337'	321
6802 Roche-d'Or								77	75	90	85	91	94'	128
6803 Rocourt								198	191	203	183	214	220'	272
6804 St-Ursanne								519	666	642	620	606	811'	726

Canton du Jura

(ts-x-01-2223-JU)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RG	RPV	RPV	RPV	RCP	RDF	RFP	
Canton du Jura						1629	1722	1771	1797	1801	1809	1818	1837	1850	
6805 Seleute								103'	118	124	106	130	140'	148	
6806 Vendlincourt								360	398	411	475	494	674	644	
District de Porrentruy								13 175	13 879	13 518	14 853	15 783	19 124	20 565	
Canton du Jura >1996								29 206	31 439	30 892	33 331	34 700	40 308	44 921'	
431 Corgémont								368	340	339	371	444	432	648'	753
432 Cormoret								280	265	273	230	400	319	444'	478
433 Cortébert								217	208	229	226	259	211	301'	326
434 Courtelary								346	468	546	545	805	509	780'	868
435 La Ferrière								985	375	726	654	1 160	576	755'	796
436 La Heutte								123	138	128	173	194	171	212'	271
437 Mont-Tramelan								200	160	139	146	165	161	170'	169
438 Orvin								440'	465	490	446	532	556	613	659
439 Péry								347	278	340	273	369	460	511'	560
440 Plagne								136	168	220	183	187	264	166'	262
441 Renan								446	575	1 014	1 009	1 550	1 381	1 600'	1 820
442 Romont								145	132	161	147	132	149	200'	195
443 St-Imier								444	660	835	878	1 166	1 173	1 811'	2 632
444 Sonceboz-Somb.								351	304	331	320	536	389	406	565
445 Sonvilier								718	993	1 221	1 118	1 430	1 513	1 904	2 276
449 Tram.-Dessous				1952	446			517	492	494	565	899'	667	747'	931
446 Tram.-Dessus								574	682	895	838	1 079'	996	1 400'	1 620
447 Vauffelin								140	143	132	94	149	140	254'	255
448 Villeret								365	358	567	503	629	496	774'	970
District de Courtelary								7 142'	7 204	9 080	8 719	12 085	10 563	13 696	16 406
681 Belprahon									65	56	52	65	70	95	126
682 Bévilard						150		152	180	135	169	200	241	294	
683 Champoz						186		127	141	112	138	130	161	190	
684 Châtelat						139		142	158	129	170	165	156	153	
687 Corcelles						115		98	106	105	136	99	160	180	
690 Court						314		489	526	507	522	468	564	581	
691 Crémines						252		199	185	209	294	216	273	297	
692 Eschert						114		152	180	148	238	158	220	208	
694 Grandval						132		142	135	149	235	176	258	261	
696 Loveresse						164		163	158	154	202	201	213	227	
697 Malleray						328		267	313	285	289	269	356	471	
699 Monible						76		61	91	77	95	66	108	132	
700 Moutier						402		388	460	440	540	566	762	917	
701 Perrefitte						81		186	185	184	243	209	215	236	
702 Pontenet						74		114	129	95	147	113	124	121	
703 Reconvilier						267		218	243	237	362	311	338	361	
704 Roches						102		199	198	192	238	185	226	277	
706 Saicourt						179		298	299	349	402	311	415	456	
707 Saules						105		97	105	78	124	117	139	143	
708 Schelten								78	80	92	88	114	105	82	
709 Seehof						131		148	144	157	163	134	196	202	

Canton du Jura

(ts-x-01-2223-JU)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RG	RPV	RPV	RPV	RCP	RDF	RFP
Canton du Jura						1629	1722	1771	1797	1801	1809	1818	1837	1850
710	Sornetan					111		177	234	175	234	169	227	299
711	Sorvilier					255		163	176	125	180	226	288	316
712	Souboz					168		185	189	167	187	186	202	200
713	Tavannes					325		312	383	393	499	437	560	672
476	Rebévelier							117	117	99	118'	136	120'	112
	District de Moutier					4 170		4 737	5 171	4 845	6 078	5 432	6 722	7 514
721	Diesse							255'	273'	277	337	312	368	408
722	Lamboing							281'	243'	237	346	345	500	569
723	La Neuveville							736	1 275	1 178	1 253	1 156	1 411	1 719
724	Nods							437'	434'	433	545	594	800	811
725	Prêles							206'	192'	188	244	252	316	330
	District de la Neuveville							1 915'	2 417'	2 313	2 725	2 659	3 395	3 837
	Jura bernois (>1996)							13 856	16 668	15 877	20 888	18 654	23 813	27 757

Bienne et Montmenil (1815 à «Deutschbern»)						1722	1771	1797	1801	1809	1818	1837	1850	
371	Biel/Bienne						1 713	2 021	2 172	2 333	2 230	3 146	3 462	
377	Bözingen/Bouj.			1917	371		410	429	347	533	514	980	1 192	
372	Evilard/Leubr.						150	176	176	251	243	328	365	
376	Vingelz/Vign.			1900	371		70	77	78	82			127	
	Amt Biel/District de Bienne						2 343	2 703	2 773	3 199	2 987	4 454	5 146	
390	Meinisberg						245	231	274	270	300	376	493	
392	Pieterlen/Perles						306	318	320	310	348	475	1 324	
397	Reiben			1911	383		105	84	103	111	130	223	256	
	Meinisberg						656	633	697	691	778	1 074	1 382	
	District de Bienne						2 976	3 400	3 464	3 977	4 061	5 778	6 528	

Birseck (1815 à Bâle)						1771	1797	1801	1809	1815	1837	1850		
2801	Aesch						655	664	598	850	787	876	998	
2802	Allschwil						754	770	621	703	700'	1 053	1 007	
2803	Arlesheim						733	618	654	643	616	792	910	
2809	Ettingen						404	419	411	515	500	549	654	
2812	Oberwil						619	610	564	674	680'	779	794	
2813	Pfeffingen						247	200	178	238	250	259	270	
2814	Reinach						447	495	497	568	558	691	816	
2815	Schönenbuch						153	144	106	139	140'	189	218	
2816	Therwil						606	656	530	737	699	856	892	
	Amt Birseck/Pfeffingen						4 618	4 576	4 159	5 067	4 930'	6 044	6 559	

Canton du Jura

(ts-x-01-2223-JU)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RG	RG	RG	RPV	RPV	RPV	RCP	RDF	RFP
Laufonnais (1815 à Berne, 1996 à Bâle-Campagne)						1629	1723	1771	1797	1801	1809	1818	1837	1850
641	Blauen						263	201	241	197	211	227	298	337
642	Brislach						394	375	292	282	406	356	399	442
643	Burg						190'	187	251	218	189	231	264	248
644	Dittingen						160	151	223	245	244	308	298	326
645	Duggingen						210'	201	180	192	230	247	290'	341
646	Grellingen						210'	205	256	240	270	331	390'	512
647	Laufen (-Stadt)						1 018	667	904	775	889	970	1 067'	751
659	Laufen-Vorstadt			1852	2787				124					373
648	Liesberg						444	368	455	432	450	433	483	543
649	Nenzlingen						199	134	122	134	162	145	187	188
477	Roggenburg						230'	222	253	282'	268'	305	319'	412
650	Röschenz						285	297	343	296	310	280	455	445
651	Wahlen						239	223	244	230	235	275	310'	328
652	Zwingen						190	212	237	236	290	250	320'	369
	Bezirk Laufen						4 032'	3 567	4 001	3 759	4 154	4 358	5 080	5 615
Ancien Évêché de Bâle (sans Schliengen)							54 223	60 695	58 151	67 417	66 703	81 023	91 380	
EB, références							54 223	59 706	58 151	67 417				91 380

Schliengen (1797/1803 Électorat de Bade)						1743	1754	1771		1806		1872		
7411	Schliengen	EB				1 551	1 648	803		808		1 243		
7412	Mauchen	EB		1973	7411			391		368		473		
7413	Steinstadt	EB		1973	7411			418		452		712		
7414	Istein	EB		1975		500	484	370		422		471		
7415	Hüttingen	EB		1974				209		218		289		
7416	Binzen	EB		1974										
Oberamt Schliengen						2 051	2 132	2 191		2 268		3 188		
Ancien Évêché de Bâle (avec Schliengen)								56 414						
EB, références								56 414						
Dépt. du Mont-Terrible (avec Birseck) (1797)								54 223	60 695	58 151	67 417	66 703	81 023	91 380
MT, références								60 418	58 151	67 417				
Bienne et Montmenil (à «Deutschbern», >1815)								2 976	3 400	3 464	3 977	4 061	5 778	6 528
Birseck (à Bâle, >1815)								4 618	4 576	4 159	5 067	4 930	6 044	6 559
Jura bernois (Leberberg), les 7 districts (1815 – 1978)								46 629	52 108	50 528	58 373	57 712	69 201	78 293
JB, références												57 740	69 201	78 293
Canton du Jura (>1979, 1996)								29 206	31 439	30 892	33 331	34 700	40 308	44 921
Jura bernois (<1979, 1996)								13 856	16 668	15 877	20 888	18 654	23 813	27 757
Laufonnais (BL >1994)								3 567	4 001	3 759	4 154	4 358	5 080	5 615

Abréviations des types de dénombrements et de recensements:

RCP Relevé cantonal
RDF Recensement de la Diète
RFP Recensement fédéral
RG Recensement des grains
RPV Recensement d'un État tiers

Changements territoriaux:

terr ant Ancienne appartenance territoriale
sép an Année de séparation de commune
sép de Code de la commune cédante
fus an Année de fusion de commune
fus avec Code de la commune intégrante

Abréviations des territoires:

EB Évêché de Bâle
F France

Corrections de données communales:

l imputé
r réparti

Remarques:

Tous les relevés d'avant 1770 sont partiels; il n'y a pas d'estimations pour le total de l'Évêché de Bâle
1771: 1179 personnes ajoutées pour la Montagne de Diesse; le tableau synthétique de 1771 sert de référence
1797, 1801 et 1809: recensements français, sans Schliengen
1797: les communes de la Montagne de Diesse sont estimées; erreurs d'addition entre les sommes des chiffres partiels et le total
1797: Schluchter (1987) donne un total de 61589, corrigé à 60295; notre total de 60695 résulte de corrections d'addition
1818: Recensement bernois; le total de la population est composé d'hommes, de femmes et de personnes sans indication du sexe

Ville de Mulhouse

Relecture par Eliane Michelin, directrice des Archives de Mulhouse



Histoire et développement territorial

Fondée relativement tard, la ville de Mulhouse est stratégiquement bien placée en bordure de la plaine alsacienne et à l'entrée de la Trouée de Belfort. Au début du XIII^e siècle, la localité – située à l'emplacement d'un moulin à eau sur l'Ill, d'où son nom – devint une citadelle fortifiée. Ville d'Empire dès 1308, elle opta en 1445 pour un régime corporatif selon le modèle bâlois. En 1466, la République de Mulhouse conclut une alliance défensive avec Berne et Soleure. Et à la suite d'un même traité avec Bâle, devenue entretemps confédérée, la ville de Mulhouse fut reconvenue par tous les cantons suisses comme pays allié en 1515. En 1528, la République adhéra à la Réforme protestante, ce qui entraîna le retrait des cantons catholiques de l'alliance au cours du XVII^e siècle et jusqu'en 1770. Peu avant la fin de la Révolution française, Mulhouse demanda son incorporation à la France. Cette «Réunion» de 1798 à la jeune république française signifia la fin de la coalition avec la Confédération et son intégration dans le Département du Haut-Rhin. Mulhouse garda cependant des liens étroits avec la Suisse, d'où arrivèrent par la suite de nombreux entrepreneurs et travailleurs dans l'industrie mulhousienne.

Lors du Traité de Westphalie en 1648, le sud de l'Alsace – le «Sundgau» – fut incorporé à la France. La Cité-État de Mulhouse devint ainsi une enclave politique et confessionnelle dans le Royaume de France. La croissance démographique du XIX^e siècle conduisit rapidement à une forte majorité catholique, bien que l'élite politique et industrielle fut protestante jusqu'en 1870. Sur le plan linguistique, le français ne devint langue scolaire qu'en 1850. La Cession – terme du Traité de paix de Francfort de 1871 – de l'Alsace à l'Empire allemand fit repasser la langue allemande au premier plan. Après le retour à la France en 1918, le français et le dialecte alsacien ont longtemps cohabités, et ce n'est qu'à partir des années 1960 que le français s'est clairement imposé.

En 1437, la République de Mulhouse acquit le village d'Illzach avec Modenheim, situé en aval de l'Ill. Jusqu'en 1798, son territoire d'une superficie de 22 km² fut l'un des plus petits parmi les cantons et alliés de la Confédération, une exclave distante de 30 km environ de Bâle (carte ML1). Devenue ville française, son périmètre resta inchangé jusqu'au XX^e siècle, bien qu'une forte industrialisation se déploya au-delà des limites communales. Ce n'est qu'en 1914 que Mulhouse absorba la commune voisine de Dornach. Sur la commune d'Illzach, le quartier du site industriel aéronautique de Bourzwiller obtint son indépendance en 1928, mais cette commune ouvrière perdit son indépendance avec son intégration dans la ville de Mulhouse en 1947. Par ailleurs, le rattachement de cinq communes à la ville de Mulhouse fut ordonné au

cours de la période de l'incorporation de l'Alsace dans le *Troisième Reich* entre 1940 et 1945, à savoir Illzach et Bourzwiller ainsi que Brunstatt, Pfastatt et Riedisheim. Aucune nouvelle fusion n'a eu lieu jusqu'à aujourd'hui, mais l'agglomération mulhousienne est devenue la deuxième plus grande agglomération d'Alsace.

Recensements

La série des recensements français compte huit relevés par commune entre 1800 et 1851. Pour la période précédente de la République, les archives de la Ville de Mulhouse ont conservé deux enquêtes datant des années 1699 et 1782 (sans Illzach) ainsi que le recensement français de 1798. Le recensement nominal par ménage de 1699 fut organisé selon les corporations: la «*Schneiderzunft*» (corporation des tailleurs) compta 808 habitants, celle des «*Rebleuten*» (corporation des vigneron) 156, (dans une deuxième feuille 451), la «*Metzgerzunft*» (corporation des bouchers) 725, la «*Beckenzunft*» (corporation des boulangers) 273, la «*Schmidezunft*» (corporation des forgerons) 538 et la «*Zunft der Ackerleute*» (corporation des agriculteurs) 351, soit en tout 3302 habitants. Quant au recensement de 1782, une publication imprimée fournit un tableau synthétique pour les différents sous-groupes démographiques et par quartier: «*Platz und vor den Thoren*» 1021, «*Baselthor*» 1474, «*Spiegelthor*» 1709, «*Oberthor*» 2068 et «*Jungenthor*» 1324, au total 7596 personnes. Dans le total indiqué pour Mulhouse se trouvent encore 81 bourgeois de la ville habitant à Illzach et Modenheim, ce qui explique que la somme officielle s'élève à 7677 personnes.

Le grand volume titré «État de population de la Commune de Mulhausen, sixième année de la République, 1797–1798», conservé aux archives de Mulhouse, contient la liste des 6003 personnes recensées avec indication du numéro de la maison. Il n'y pas de total officiel mais seulement la somme des personnes enregistrées sur chacune des 80 doubles pages. André Studer a dépouillé ces sources dans un article paru en 2010. Il y mentionne, en outre, une enquête de 1750 selon laquelle la ville aurait compté 4025 habitants cette année-là.

Pour la commune d'Illzach, il n'existe probablement pas de recensement datant d'avant 1800. Les archives de Mulhouse disposent de registres pour les baptêmes, mariages et décès depuis 1575 mais pas de registre de la population. En 1800, la commune d'Illzach comptait 948 habitants, un sixième de la ville de Mulhouse.

Bibliographie

<http://www.crdp-strasbourg.fr/data/patrimoine-industriel/mulhouse-19/croissance.php?parent=25>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_Mulhouse

Oberlé Raymond et Livet Georges (dir.), Histoire de Mulhouse des origines à nos jours, Ed. Dernières Nouvelles d'Alsace-Istra. Strasbourg, 1977.

Penot Achilles, Discours sur quelques éléments de statistique comparée faite sur la ville de Mulhouse, Archives de Mulhouse, 1828.

Schreck Nicolas, Mulhouse, DHS, chap. 2, Ville alliée des Suisses, chap. 3, Ville française, version du 30.04.2020.

Studer André, La croissance démographique de Mulhouse, in: Base numérique du Patrimoine d'Alsace, publié le 1^{er} octobre 2010.

Sources

Archives de Mulhouse

FIAa1, Le grand recensement nominatif de 1798.

http://cassini.ehess.fr/cassini/fr/html/fiche.php?select_resultat=24395.

https://www.mulhouse.fr/bouger-sortir/culture/archives/plan_de_Mulhouse_et_environs_1911.

R XIV, Paroisse d'Illzach.

XB10, 17. und 18. Jahrh., Volkszählungen und Statistik, Verzeichnis aller der hiesigen Personen samt Weib, Kindt, Knecht und Mägte, 1699.

XB12, 1782, Tabellen über die Bevölkerung von Mühlhausen, Bevölkerung der Stadt Mühlhausen im Jahr 1782.

XB14, 1798 – 1800, Zählungen der Bevölkerung, Etat de population de la Commune de Mulhausen, Sixième année de la République, 1797 – 1798.

Mulhouse

(ts-x-01-2223-ML)

	terr ant	sép an	sép de	fus an	fus avec	RA	?	RA	RPV	RPV	RPV	RPV	RPV	RPV
Mulhouse						1699	1750	1782	1797	1800	1806	1821	1836	1851
7601 Mulhouse						3 302	4 025	7 956	6 003	6 018	8 053	9 603	16 932	29 574
7602 Illzach										948	888	1 178	1 541	1 401
7603 Bourtzwiller		1929	7602	1947	7601									
Ville de Mulhouse						3 302	4 025	7 956	6 003	6 966	8 941	10 781	18 473	30 975
ML, références						3 302	4 025	7 956	6 018	6 966	8 941	10 781	18 473	30 975

Abréviations des types de dénombrements et de recensements:

RA Relevé adm.-démogr.
 RPV Recensement d'un État tiers

Changements territoriaux:

terr ant Ancienne appartenance territoriale
 sép an Année de séparation de commune
 sép de Code de la commune cédante
 fus an Année de fusion de commune
 fus avec Code de la commune intégrante

Remarques:

1699, 1750, 1782 et 1797: références selon Studer (2010), erreur pour l'année 1782; minimales différences de décompte pour 1797
 1750: pas d'original trouvé

Rottweil

Lektorat durch Dr. Winfried Hecht, ehemaliger Stadtarchivar von Rottweil



Geschichte und territoriale Entwicklung

Die Stadt Rottweil liegt am oberen Neckar auf rund 600m Meereshöhe, nahe dem Übergang zum Donaauraum und somit auf der Schwelle zwischen Schwarzwald und Schwäbischer Alb. Rottweil ist die älteste Stadt Baden-Württembergs, denn die Errichtung des römischen Munizipiums «*Area Flaviae*» reicht auf das Jahr 73 zurück. Neben einem Königshof aus dem 8. Jahrhundert entwickelte sich vor dem 12. Jahrhundert eine Siedlung zum Markt, die seit dem 14. Jahrhundert schrittweise den Status einer Reichsstadt erlangte. Rottweil war Sitz des Kaiserlichen Hofgerichts als oberstes Zivilgericht mit einem Einzugsbereich von den Alpen zum Niederrhein. Ab 1375, während des ganzen 15. Jahrhunderts und nochmals kurz vor 1600 gelang es der Stadt, rund zwei Dutzend Ortschaften in ihrer Umgebung zu erwerben, so dass Rottweil ein beträchtliches Gewicht innerhalb der regionalen Reichsstädte zukam. Es schloss 1346 ein erstes Bündnis mit Schaffhausen und wurde später Mitglied im Schwäbischen Bund. Innerhalb dieser im Kampf gegen die Fürstentümer isoliert, wandte sich Rottweil an die Eidgenossen und erreichte an der Tagsatzung von 1463 den Abschluss eines befristeten Bundes mit den acht Alten Orten. In der Folge beteiligten sich die Rottweiler an den eidgenössischen Feldzügen, und 1519 unterschrieben die Dreizehn Orte und Rottweil einen Ewigen Bund, womit dieses die Anerkennung als «zugewandter Ort» erhielt. 60 km nördlich von Schaffhausen gelegen, war Rottweil das am weitesten entfernte Gebiet im Bündnissystem der Eidgenossen. Rottweil und alle zugehörigen Dörfer, die über vergleichsweise grosse Kompetenzen in lokalen Belangen verfügten, blieben in der Reformation dem alten Glauben treu. Die Kontakte mit den reformierten eidgenössischen Orten, obwohl geografisch näher gelegen, gingen zurück. Das Bündnis von 1519 wurde zwar nie widerrufen, verlor aber im 18. Jahrhundert an Wirksamkeit und wurde 1798 nach dem Untergang der Alten Eidgenossenschaft nicht fortgeführt.

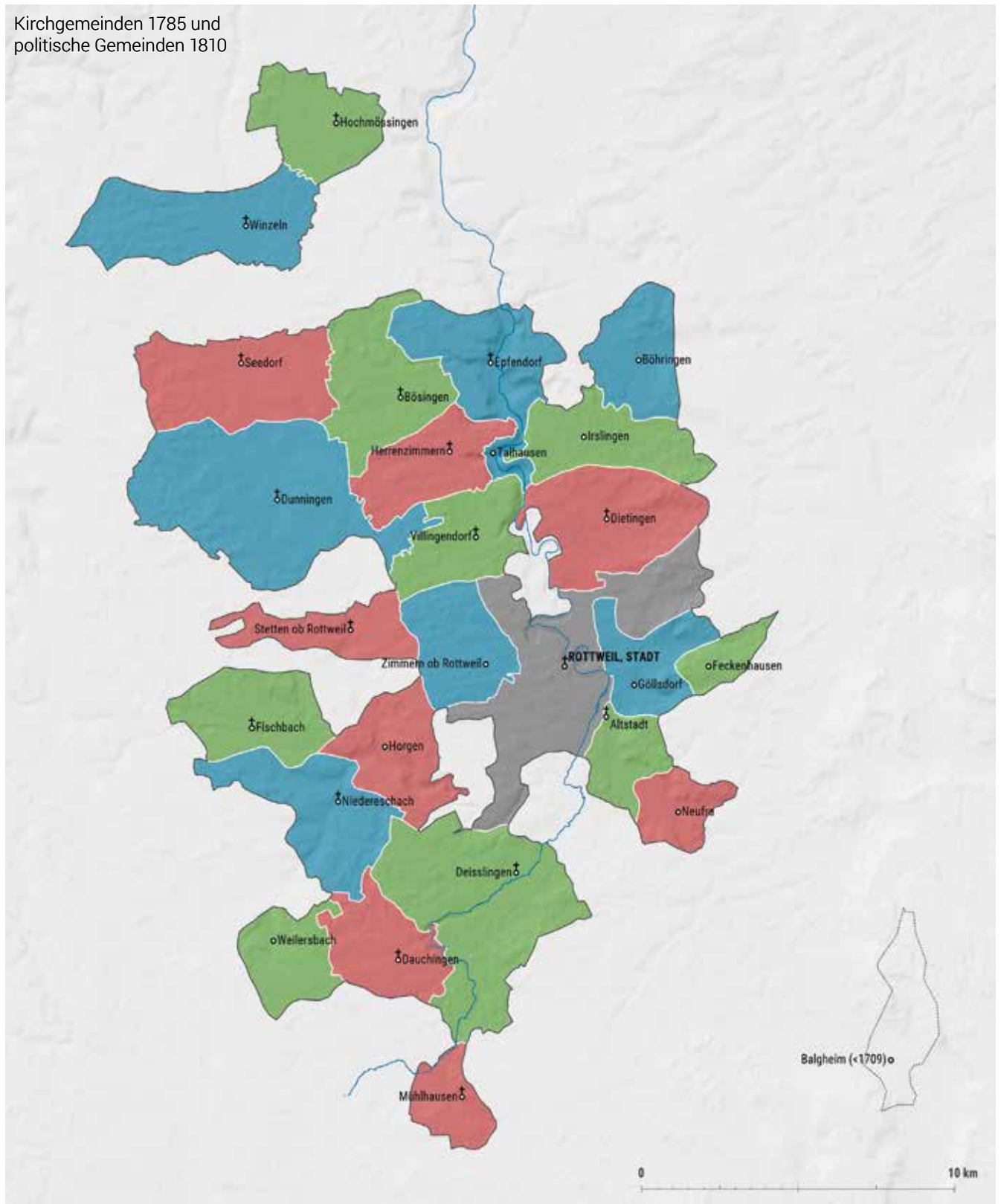
1802 kam Rottweil zum Herzogtum Württemberg, das 1803 Kurfürstentum wurde, 1806 souveränes Königreich, 1834 als solches Mitglied des Deutschen Zollvereins und 1871 Gliedstaat des Deutschen Reiches. 1918 wurde der Volksstaat Württemberg ausgerufen und 1933–1945 lag Rottweil im «Gau Württemberg-Hohenzollern». Nach 1945 wurde es Teil des Landes Württemberg-Hohenzollern und seit der Volksabstimmung von 1952 gehört es zum Bundesland Baden-Württemberg. Seit 1803 ist die Stadt ununterbrochen Sitz einer regionalen Behörde, bis 1934 Oberamt genannt und seither Landkreis. Von 1818 bis 1924 lag das Oberamt Rottweil im württembergischen Schwarzwaldkreis,

und die Stadt war Verwaltungszentrum für dessen südlichen Teil. Zu Beginn des 19. Jahrhunderts, in den 1930er Jahren und nach 1970 haben Umgruppierungen von Gemeinden stattgefunden.

Das Gebiet der Reichsstadt Rottweil, das rund 220 km² mass, war vor 1802 nicht zusammenhängend, sondern besass die Exklave Winzeln-Hochmössingen (eine zweite Exklave, Balgheim, war 1709 abgetreten worden). Ganz- und Halb-Enklaven von Vorderösterreich und Württemberg sowie von ritterschaftlichen und kirchlichen Territorien zerschnitten das Territorium, darunter dasjenige der Reichsabtei Rottenmünster in der unmittelbaren Nachbarschaft der Stadt. So erstaunt nicht, dass das ehemalige Reichsstadtgebiet 1812 vier verschiedenen Oberämtern zugeteilt wurde: 16 Orte kamen zum Oberamt Rottweil (Rottweil, Altstadt und Eckhof, Böhringen, Bösing, Deisslingen, Dietingen, Dunningen, Feckenhausen, Gölldorf, Herrenzimmern, Horgen, Irslingen mit Wildeck, Neufra, Stetten, Villingendorf, Zimmern ob Rottweil), fünf zum Oberamt Oberndorf (Epfendorf, Talhausen, Hochmössingen, Seedorf, Winzeln), einer zum Oberamt Tuttlingen (Mühlhausen) sowie vier – in einem Staatsvertrag von 1810 – zum Amt Villigen im Grossherzogtum Baden (Niedereschach, Fischbach mit Sinkingen, Dauchingen, Weilersbach).

Nach der Modernisierungsphase im Jahrzehnt 1802–1812 verfestigten sich die institutionellen Strukturen auf lokaler Ebene rasch. Von den im historischen Lexikon der Deutschen Länder aufgeführten Ortschaften im Gebiet der früheren Reichsstadt Rottweil waren 1770 fünfzehn (katholische) Pfarrgemeinden, drei lösten sich bis 1800 von ihrer Mutterkirche und sieben weitere bis 1810 im Zuge der Säkularisierung der Klöster und der Anstellung der früheren Mönche als Dorfpfarrer. Einzig Talhausen behielt den Status einer Filialkirche. Diese 26 Ortschaften wurden in Württemberg auch als politische Gemeinden anerkannt, denn obwohl die Entwicklung der politischen Körperschaften im Rottweiler Raum und die Pfarrorganisation im Bistum Konstanz ungleich verlaufen waren, waren die lokalen Einheiten räumlich weitgehend deckungsgleich geworden.

Bereits 1813 wurde die Gemeinde «Altstadt» mit der Stadt Rottweil verschmolzen, Talhausen kam nach 1834 zu Epfendorf sowie Bühligen 1939 zu Rottweil. Im Zuge der baden-württembergischen Gemeindereform zwischen 1972 und 1975 verschwanden zwölf Gemeinden, so dass seither noch elf Gemeinden ihr Zentrum innerhalb des alten Territoriums besitzen. Zu diesen elf Gemeinden gehören heute mehr als ein Dutzend Ortschaften, die vor 1802 nicht zur früheren Reichsstadt gezählt hatten.



Der Historiker und Stadtarchivar Winfried Hecht hat zahlreiche Publikationen zur Geschichte der Stadt Rottweil verfasst, darunter auch mehrere zum Verhältnis zwischen Rottweil und der Eidgenossenschaft.

Bevölkerungserhebungen und Bevölkerungsentwicklung

Die komplexe statistische Situation ist jedem deutschen Regionalforschenden geläufig. Sie bedeutet im vorliegenden Fall, dass der etwas gewagte Versuch, eine Zeitreihe des Bevölkerungsstandes für das Reichsstadtgebiet Rottweil zu generieren, manche Interpolation verlangt. Die Quellen sind recht ergiebig, doch uneinheitlich: Kommunikantenzählungen des Bischofs von Konstanz in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts, wenig dokumentierte Unterlagen für die Zeit um 1800 und hernach ab spätestens 1834 die im Deutschen Zollverein koordinierten Volkszählungen zunächst in dreijährigen, später in fünfjährigen Abständen. Die Bevölkerungsdaten aus Württemberg sind besser erfasst, erhalten und ausgewertet worden als jene aus Baden. So bestehen Zählungen der Ortsanwesenden in Württemberg aus den Jahren 1813, 1834 bis 1867 sowie 1871 bis 1925 (ohne 1915), während die Daten für die badischen Gemeinden erst ab 1852 vorliegen.

Die Kommunikantenzählungen der bischöflichen Visitationen 1743, 1749, 1753/54 und 1768 betreffen vierzehn Pfarrgemeinden des «Rurale capitulum Rottweil», eine im Landdekanat Wurmlingen (Mühlhausen) sowie die Stadt Rottweil in der Rubrik der «*Ecclesiae collegiatae*», d.h. der Städte. Für das Jahr 1769 beträgt die Summe der Bevölkerung aller fünfzehn Kirchgemeinden 13 740. Unter Abzug von 1040 Personen in fünf Orten, die Rottweiler Kirchgemeinden (Rottweil, Altstadt und Ependorf) zugehörig waren, aber nicht zum Reichsstadtgebiet zählten, und 800 Personen in Böhringen und Winzeln in der umgekehrten Situation, ergibt sich eine Summe von 13 500. Die Stadt Rottweil zählte – wohl geschätzt – 5000 Einwohnerinnen und Einwohner, was nach allen Abkurungen bis 1812 einer Einwohnerzahl von 3742 entsprochen hätte (1813 wurden 3900 Personen gezählt).

Im «Geographisch-Historisch-Statistischen Zeitungs-Lexikon» von Wolfgang Jaeger (1805) findet sich ein Bevölkerungstotal von 13 600 Personen für das alte Gebiet sowie Angaben für einige grössere Ortschaften. Im Gebiet der Reichsabtei Rottenmünster werden 3000 Personen verzeichnet. Jaeger gibt im Vorwort an, dass die Quellen nur selten aktuellen Werten entsprechen würden. Im Vergleich mit den vorhandenen Daten von 1769 resultieren 1805 sehr ähnliche Ergebnisse, so dass angenommen werden kann, dass es sich um dieselbe Quelle handelt.

Für das Jahr 1813 liegen die Daten für alle 25 Gemeinden vor, unter Berücksichtigung der im gleichen Jahr erfolgten Eingemeindung von Altstadt (und mit Schätzwerten für die vier badischen Gemeinden). Das Bevölkerungstotal erreicht nun 15 700 Personen, allerdings unter Einbezug der (noch wenigen) evangelischen Personen. Die weitere Bevölkerungsentwicklung verlief wie folgt: 1834: 19 400, 1871: 22 100 und 1933: 31 000.

In seinem letzten Jahr als zugewandter Ort der Eidgenossenschaft (1798) zählte Rottweil, unter Berücksichtigung der Einwohnerzahlen von 1769 und 1813, ungefähr 15 000 Einwohnerinnen und Einwohner.

Detailergebnisse zeigen, dass zwischen 1813 und 1846 die Einwohnerzahl aller Landgemeinden stark zugenommen hatte, gefolgt von einem markanten Rückgang bis 1855. Bei der Volkszählung 1871 war das Defizit noch nicht ausgeglichen. Danach verliefen die Wachstumskurven der einzelnen Dörfer uneinheitlich, in ihrer Summe jedoch nur mehr leicht ansteigend. In der Stadt Rottweil blieb die Bevölkerungsentwicklung bis 1871 durchwegs verhaltener als in den Landgemeinden. Erst nach 1871 setzte ein massives Wachstum ein.

Literatur

- Atlas zur Raumentwicklung, Band 0, Verwaltungsgrenzen, Bundesforschungsanstalt für Landeskunde und Raumordnung, Bonn, 1982.
- Grees Hermann, Bevölkerungsdichte der Gemeinden 1834 und 1970. Online: https://www.leo-bw.de/media/kgL_atlas/current/delivered/pdf/HABW_12_2_4.pdf.
- Hauger Johann, 1200 Jahre Geschichte des Dorfes Weilersbach, 764-1264, Weilersbach, 1964. Online: https://www.villingen-schwenningen.de/fileadmin/03KulBildWiss/Stadtarchiv/Digitale_Veroeffentlichungen/120116_Buch_Nr_598a.
- Hecht Winfried, Historisches Lexikon der Schweiz, Artikel zu Rottweil.
- Hecht Winfried, Eine Freundschaft durch die Jahrhunderte: die Schweizer Eidgenossenschaft und Rottweil, Rottweil, 2013.
- Hecht Winfried, Adel und Stadt am oberen Neckar: der Fall Rottweil, Rottweil, 2012.
- Jaeger Wolfgang, Geographisch-Historisch-Statistisches Zeitungs-Lexikon, Nürnberg, 1805.
- Köbler Gerhard, Historisches Lexikon der Deutschen Länder, Beck Historische Bibliothek, Neuauflage, 2017.
- Beiträge zur Statistik der inneren Verwaltung des Großherzogtums Baden, Chr. Fr. Müller'sche Hofbuchhandlung, Karlsruhe, 1856. – digitalisiert / hrsg. vom Statistischen Landesamt. Karlsruhe: Müller, 1855–1921.

Quellen

Statistisches Landesamt Baden-Württemberg

- Königreich Württemberg. Volkszählungen 1834–1925, D 9002 08001, Stuttgart, 2008.
- https://de.wikipedia.org/wiki/Oberamt_Rottweil
- https://de.wikipedia.org/wiki/Oberamt_Oberndorf
- https://de.wikipedia.org/wiki/Oberamt_Sulz
- https://reader.digitale-sammlungen.de/de/fs1/object/display/bsb11304427_00212.html
- https://de.wikisource.org/wiki/Beschreibung_des_Oberamts_Rottweil
- <http://genwiki.genealogy.net/Dunningen>
- https://de.wikipedia.org/wiki/Liste_der_Volkszählungen_in_Deutschland

Staatsarchiv Luzern (StALU)

Kommunikantenzählungen: Catalogus personarum ecclesiasticarum et locorum diocesis constantiensis, Bände Ff 222 1744/45 (für 1743), Ff 223 1750 (für 1749), Ff 226 1755 (für 1753/54) und Ff 221 1769 (für 1768).

Reichsstadt Rottweil

(ts-x-01-2223-RW)

	fr Zug	Tr J	Tr von	Fus J	Fus mit	KE	KE	KE	KE	?	NVZ	NVZ	NVZ	NVZ
Reichsstadt Rottweil						1743	1749	1754	1768	1803	1813	1834	1846	1855
7201 Altstadt				1813	7219	1 381	1 390	1 077	1 597	1 600				
7202 Böhringen		1810								330 ⁱ	457	619	668	577
7203 Bössingen						356	365	364	394	450 ⁱ	548	780	927	842
7204 Dauchingen						741	764	798	765	606	620 ⁱ	680 ⁱ	720 ⁱ	700 ⁱ
7205 Deisslingen						801	856	962	884	900	1 253	1 583	1 767	1 574
7206 Dietingen						482	437	450	540	350 ⁱ	574	635	753	676
7207 Dunningen						851	792	820	1 087	1 080	1 043	1 403	1 657	1 424
7208 Epfendorf						1 002	1 026	983	1 062	498	624	773	1 048	933
7209 Feckenhausen		1803	7201							100 ⁱ	125	167	251	221
7210 Fischbach						314	329	310	341	250 ⁱ	360 ⁱ	400 ⁱ	440 ⁱ	450 ⁱ
7211 Gölldorf		1808	7201							350 ⁱ	424	665	689	647
7212 Herrenzimmern						270	283	268	249	260 ⁱ	401	493	550	550
7213 Hochmössingen						314	291	350	355	330 ⁱ	468	611	649	614
7214 Horgen		1808	7219							260 ⁱ	384	407	506	524
7215 Irslingen		1785	7208							300 ⁱ	529	611	736	667
7216 Mühlhausen						168	174	165	165	150 ⁱ	189	268	271	268
7217 Neufra		1803	7201							240 ⁱ	331	443	465	429
7218 Niedereschbach						470	424	424	378	502	540 ⁱ	600 ⁱ	660 ⁱ	720 ⁱ
7219 Rottweil						4 659	5 660	4 901	5 132	3 128	3 905	4 498	5 196	4 531
7220 Seedorf						444	394	444	416	450 ⁱ	600	782	960	896
7221 Stetten						227	202	199	183	200 ⁱ	307	359	389	393
7222 Talhausen		1809	7212	1834	7208						145	205		
7223 Villingendorf						200	260	265	340	350 ⁱ	480	563	676	637
7224 Weilersbach		1776	7204							180 ⁱ	220 ⁱ	300 ⁱ	350 ⁱ	420 ⁱ
7225 Winzeln		1809								480 ⁱ	807	1 090	1 207	981
7226 Zimmern		1803	7219							320 ⁱ	410	506	644	603
Reichsstadt Rottweil						12 680	13 647	12 780	13 888	13 664	15 744	19 441	22 179	20 277
RW, Referenzen														

Abkürzungen der Typen von Erhebungen und Volkszählungen:

KE Kommunikanten-Erhebungen
 NVZ Zählung im Ausland

Territoriale Veränderungen:

fr Zug Frühere territoriale Zugehörigkeit
 Tr J Jahr der Trennung einer Gemeinde
 Tr von Code der abgebenden Gemeinde
 Fus J Jahr der Fusion einer Gemeinde
 Fus mit Code der aufnehmenden Gemeinde

Korrekturen an Gemeindedaten:

ⁱ imputiert
^r aufgeteilt

Bemerkungen:

Es gibt keine Referenzen für das Gebiet der Reichsstadt
 1743–1768: Berechnungen für das Gebiet der Kirchgemeinden innerhalb des damaligen Rottweiler Gebietes
 1813–1855: die Einwohnerzahlen der zum Grossherzogtum Baden transferierten Gemeinden sind geschätzt

Territorio della Valtellina

Rilettura di Marco Marcacci, storico, San Vittore/Monticello



Introduzione

La Valtellina, insieme alla Valchiavenna, costituisce l'attuale Provincia italiana di Sondrio nella valle dell'Adda. Dalla sua occupazione nel 1512 da parte delle Tre Leghe (o Leghe Retiche) e fino alla conquista cisalpina di Bonaparte nel 1797, questa regione costituiva un paese soggetto (a eccezione del periodo dal 1620 al 1639 durante la guerra dei trent'anni). Tale assoggettamento storico in qualità di alleata dei Confederati è la ragione per la quale la Valtellina è stata integrata nella raccolta dei dati demografici del presente lavoro. Data l'esistenza di numerosi censimenti durante il periodo bonapartista (1797–1814), la documentazione è completata da fonti statistiche ottenute dopo la perdita della valle.

Con la conquista del 1512 a scapito del Duca di Milano, i Grigioni non occuparono solo la Valtellina, Bormio e Chiavenna, bensì anche le tre «pievi» di Dongo, Gravedona e Sorico (Peron 2017). Quest'ultima piccola regione, strategicamente importante, permetteva il controllo della foce dell'Adda e della Mera nel lago di Como e fu recuperata qualche anno dopo dai Milanesi. Dal 1526 e fino al 1797 i confini della Valtellina non subirono modifiche. Lo stesso territorio, denominato «Dipartimento dell'Adda», figurava all'interno del Regno d'Italia tra il 1805 e il 1814 e in seguito nel Regno Lombardo-Veneto sotto la dominazione austriaca dal 1815 al 1859. La Provincia di Sondrio ricopre lo stesso territorio senza mutazioni nell'Italia unificata. Le uniche eccezioni a questa stabilità territoriale intervennero durante la Repubblica Cisalpina nel periodo che va dal 1797 al 1802 (Dipartimento d'Adda e Oglio, con l'Alta Val Camonica) e durante la Repubblica Italiana tra il 1802 e il 1805, quando la Valtellina fu integrata nel Dipartimento del Lario. Successivamente, una piccola modifica territoriale riguardò il trasferimento di Cavajone da Villa di Tirano al Comune di Brusio nei Grigioni nel 1865.

Questa estesa valle longitudinale è delimitata a nord dalle Alpi Retiche e a sud dalle Alpi Orobie. La maggior parte degli abitati, essenzialmente villaggi e piccole frazioni, si trova sul versante orientato a sud; sono situati ai piedi della montagna per evitare le inondazioni, o in altitudine su terrazze. Il versante opposto è nettamente meno abitato. La Valtellina possiede alcune ampie valli laterali a nord, come la Val Poschiavo grigionese, la Valmalenco e la Val Masino, e numerose piccole valli a sud, delle quali solo la Val Tartano e la Valle del Bitto ospitano dei villaggi. Diversi valichi importanti collegano la valle all'esterno, come lo Stelvio con l'Alto Adige, il Passo dell'Aprica con la Val Camonica, il Passo dello Spluga, il Passo del Maloja e il Passo del Bernina verso i Grigioni e il nord. L'apertura principale verso il resto della Lombardia scorre sulla riva sinistra del Lario, ovvero il lago di Como. Se le grigionesi

Val Poschiavo e Val Bregaglia si trovano a sud dello spartiacque, la provincia possiede due territori nei bacini dell'Inn (Livigno) e del Reno (Val di Lei del Comune di Piuro).

Durante il periodo dell'occupazione delle Tre Leghe, la composizione interna del baliaggio distingueva Bormio dalla Valtellina propriamente detta, suddivisa in «Terziere superiore» (Tirano), «Comunità di Teglio», «Terziere di Mezzo» (Sondrio) e «Terziere inferiore» (Morbegno). Si aggiungeva il Contado di Chiavenna con le sue tre giurisdizioni di Chiavenna, Piuro e Val San Giacomo. Sul piano ecclesiastico tutta la regione faceva parte della diocesi di Como che inglobava tra l'altro anche la Val Poschiavo. Sotto l'impulso dei protestanti grigionesi, la Riforma conquistò una parte della popolazione, ma l'insurrezione contro gli occupanti e il massacro del 1620 ne bloccarono l'espansione. Il trattato di restituzione della Valtellina ai Grigioni del 1639 prevedeva come condizione che dovesse regnarvi esclusivamente la confessione cattolica.

Storia e sviluppo territoriale

L'origine dei comuni di abitanti risale al Medioevo, quando accanto alle strutture feudali si svilupparono delle comunità, attestata dal XII secolo. Le entità visitate dai cinque vescovi nel XVIII secolo non furono definite «parrocchie» bensì «comuni» e «frazioni». Queste ultime erano numerose soprattutto nelle parti superiori della Valle dell'Adda, in particolare a Bormio, nel Terziere superiore e a Teglio. Altrove, questi comuni corrispondevano spesso ai comuni attuali.

L'organizzazione del Regno d'Italia dell'8 giugno 1805 designò 66 comuni nel Dipartimento dell'Adda. Due anni più tardi l'elenco dei comuni del dipartimento contava 68 unità (più Menarola e Verceja). Nel 1809, tuttavia, un nuovo decreto ridusse drasticamente il loro numero a 29, decisione confermata provvisoriamente nel 1815 (30 unità, più Piuro) dal nuovo governo Lombardo-Veneto. Ma le autorità subirono forti pressioni affinché ricreassero una rete di comuni più fitta. Ciò portò nel 1816 a un primo elenco di 103 comuni e in seguito a un secondo elenco di 85. Nel 1824/25, avvennero quattro fusioni a Teglio e una a Berbenno e a Villa di Tirano. Nel 1858 ebbe poi luogo la separazione di Castello d'Acqua da Chiuro. Dalla creazione dell'Italia moderna nel 1861 e dalla documentazione statistica dei censimenti, questo totale di 80 comuni della Provincia di Sondrio non ha praticamente più subito modifiche: nel 1867, Acqua è stato fuso con Treviso e Boffetto con Piateda, nel 1938 Campovico con Morbegno e nel 2015 Menarola con Gordona. Tenendo conto anche della separazione di Aprica da Teglio nel 1923, il totale ammonta attualmente a 77 unità.

Censimenti

Tra tutte le regioni dell'antico regime consultate, la documentazione demografica della Valtellina risulta essere una delle più ricche. Tra il 1624 e il 1780 i vescovi di Como effettuarono otto visite delle parrocchie e delle loro filiere nella Valle dell'Adda registrando il numero di famiglie e di persone per località. Due dei tre baliaggi delle Tre Leghe sono ben coperti da questi sondaggi, ovvero la Valtellina propriamente detta e Bormio, mentre non esistono praticamente risultati per le parrocchie di Chiavenna nella Valle della Mera.

I documenti originali delle visite episcopali si trovano a Como presso gli archivi vescovili. I risultati delle visite degli anni 1696, 1706, 1717, 1730, 1737, 1754, 1765 e 1780 sono stati utilizzati da Romano Bocca che nel 1964 ha sostenuto la sua tesi di fronte al Professor Cesare Saibene all'Università Cattolica del Sacro Cuore a Milano. In questo lavoro, il cui unico esemplare è conservato nella Biblioteca Rajna di Sondrio, l'autore ha aggiunto 60 pagine di allegati contenenti i risultati delle sue ricerche per parrocchia e per località, organizzati secondo una logica geografica (seguendo il corso dell'Adda). Questi allegati non contengono alcun totale. La tesi non propone infatti una vera analisi demografica quanto piuttosto una descrizione del contesto nel quale si sono svolti i sondaggi. Nel corso del nostro lavoro, i dati di Bocca sono stati trascritti a livello di località. È risultato che la copertura geografica per la Valtellina e Bormio non è completa ma comprende, a seconda delle visite, tra il 33% e il 97% degli abitanti stimati; i migliori risultati sono stati ottenuti nel 1696 (97%), 1717 (87%), 1765 (87%) e 1780 (93%). Mediante un'interpolazione temporale e spaziale abbiamo stimato gli effettivi per le località nelle quali mancavano risultati per un anno di raccolta.

In un articolo molto più recente, Guglielmo Scaramellini riprende, tra l'altro, gli effettivi di popolazione del lavoro di Bocca. Scaramellini pubblica dei totali di popolazione per sei unità territoriali, ovvero Bormio, i quattro «Terzieri» della Valtellina nonché una volta per Chiavenna. I totali demografici per unità corrispondono alle somme degli abitanti secondo delle cifre per località contenute negli allegati di Bocca. Sorprendentemente, Scaramellini non sembra tenere conto del fatto che le raccolte non sono complete e che addirittura alcune città (come Tirano) possono mancare a più riprese. Il confronto diacronico evidenzia forti variazioni che riflettono semplicemente i rischi della qualità delle fonti.

Almeno quattro censimenti furono organizzati durante il periodo francese, ovvero negli anni 1797, 1805, 1807 e 1815: l'organizzazione territoriale era infatti una delle preoccupazioni sostanziali dell'epoca bonapartista. Il sito SIUSA (Sistema Informativo Unificato per le Soprintendenze Archivistiche) permette di raccogliere queste informazioni per i comuni dell'epoca e addirittura per numerose frazioni dei comuni (1807). Durante il periodo austriaco, ha avuto luogo un censimento della popolazione nel 1825. La serie di censimenti italiani decennali iniziò nel 1861 dopo il Risorgimento, ovvero l'unificazione italiana.

Evoluzione della popolazione

Per la Valtellina e Bormio (quindi senza Chiavenna), gli effettivi di popolazione nel 1624 erano 72 600; dopo una terribile epidemia di peste questo numero è crollato a 45 000 nel 1634. I totali del 1696 (69 200) e del 1706 (70 800) testimoniano una rapida ripresa, e il massimo storico di 73 700 abitanti è stato raggiunto nel 1717. In seguito, quasi tutti i conteggi indicano una lieve diminuzione (1730: 72 700; 1754: 70 900; 1765: 71 600; 1780: 69 200). La tendenza prosegue fino al censimento della Repubblica Cisalpina del 1807 (65 700). Quanto alla Valchiavenna, il numero dei suoi abitanti è di 10 700 nel 1696 e di 11 800 nel 1807.

Il numero di abitanti del XVII e XVIII secolo indica un'alta densità per una regione alpina. Infatti, la popolazione di 77 500 abitanti della Valtellina con Chiavenna nel 1807 superava il totale degli abitanti del Cantone dei Grigioni nel 1803 (73 500 persone). Il peso demografico della Valtellina cattolica è senza dubbio una delle ragioni del risultato negativo della consultazione presso le giurisdizioni grigionesi nel 1797 che aveva come oggetto l'accettazione della decisione di Bonaparte di conferire alla Valtellina lo statuto di quarta Lega (tra l'altro contro la volontà dei suoi abitanti). In seguito a questo voto, Bonaparte ha annesso la Valtellina e le contee alla Repubblica Cisalpina (Guido Scaramellini).

Il XIX secolo portò un aumento demografico significativo nella Provincia di Sondrio (+48% tra il 1807 e il 1911), ma inferiore a quello del Ticino (+70% tra il 1808 e il 1910). Nel XX secolo le evoluzioni demografiche continueranno a divergere, con un raddoppio della popolazione in Ticino (+121%) a fronte di una crescita di solo il 35% nella Provincia di Sondrio.

Letteratura

Bocca Romano, *Popolazione e sedi umane nella Valtellina del XVIII secolo*, Università cattolica del sacro cuore, Milano, 1965.

Peron Ettore Maria, *Storia di Como dalle origini ai giorni nostri*, Edizioni Biblioteca dell'Immagine, Pordenone, 2017.

Scaramellini Guglielmo, *Popolazione e dinamiche demografiche in età prestatistica*, in: Bergaglio Maristella, *Popolazione che cambia*, Studi di geografia della popolazione. Scienze geografiche, FrancoAngeli, 2007.

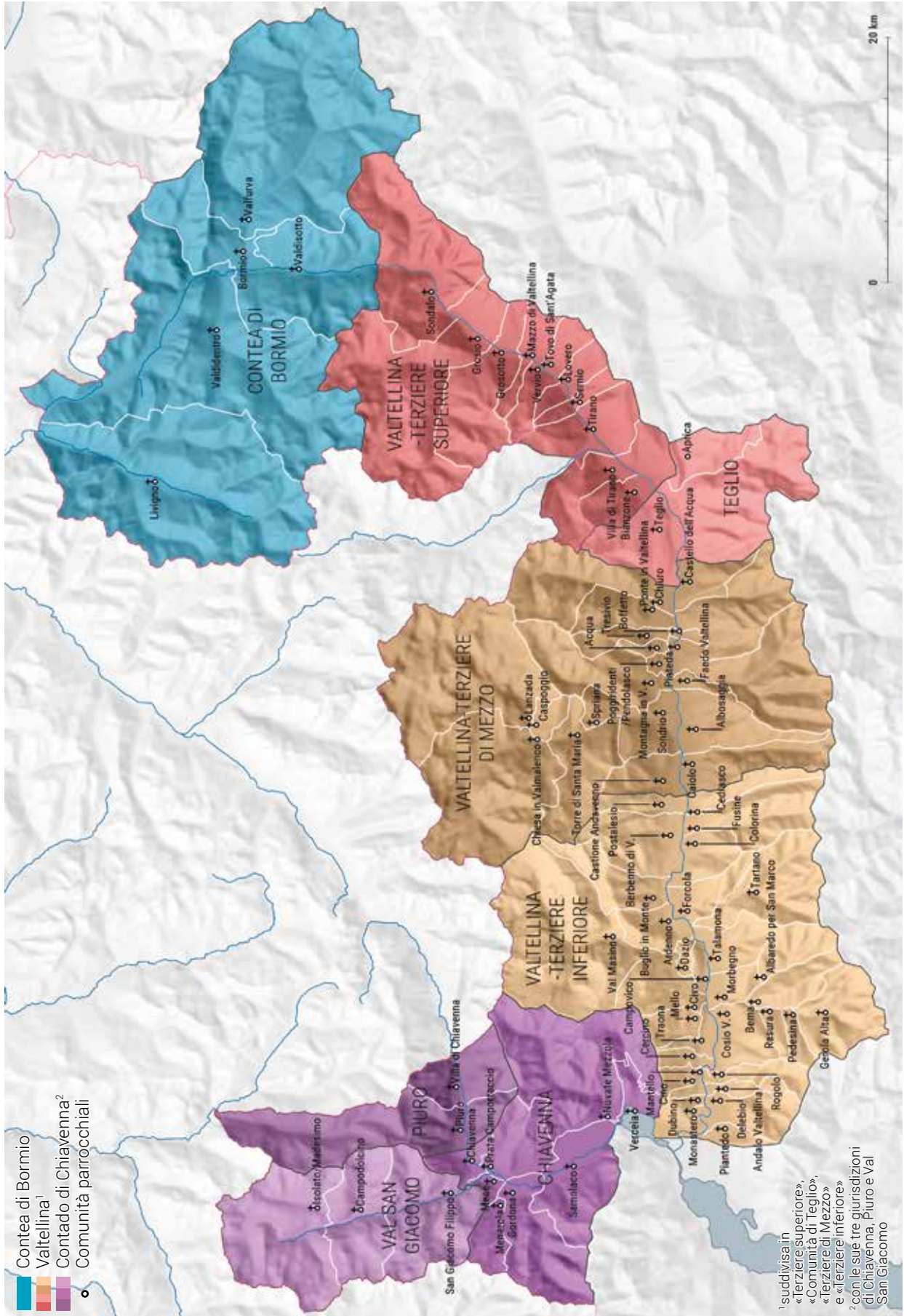
Scaramellini Guido, *DSS, La Valtellina*, cap. 2. Il dominio grigionese.

Scaramellini Guido, *DSS, La Valtellina*, cap. 3. Dal XIX secolo ai giorni nostri.

Fonti

Regione Lombardia, Direzione generale cultura, Servizio biblioteche e sistemi culturali integrati, Provincia di Sondrio, *Le istituzioni storiche del territorio lombardo, XIV-XIX secolo*, Milano, aprile 1999. <http://www.lombardiabeniculturali.it/docs/istituzioni/Sondrio-s.pdf>, consultato il 21.03.2020.

siusa.archivi.beniculturali.it/cgi-bin/pagina.pl?TipoPag...



Valtellina

(ts-x-01-2223-VT)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	SA	SA	SA	SA	SA	RPV	RPV	RPV	RPV
Valtellina						1624	1696	1717	1765	1780	1797	1805	1807	1861
7837 Livigno						847	861	850	744	727				792
7871 Valdidentro						1 597	1 491	1 470	1 156	1 140				1 448
7809 Bormio						800	1 283	1 400	1 044	1 063	5 250 ⁰	5 302	5 177	1 714
7873 Valfurva						1 300	1 072	1 080	1 001	1 030				1 470
7872 Valdisotto						1 173	919	1 345	1 265	1 230				1 992
Contea di Bormio						5 717	5 626	6 145	5 210	5 190	5 250 ⁰	5 302	5 177	7 416
7860 Sondalo						1 768	1 924	1 918	1 812	1 734	1 911	1 900	1 952	2 941
7833 Grosio						2 500	1 914	1 959	2 039	2 140	2 131	1 687	1 547	2 628
7834 Grosotto						1 863	1 450	1 300	1 230	943	1 321	1 300	1 059	2 061
7876 Vervio						700	608	600	626	561	570	545	555	808
7840 Mazzo di Valt.						1 290 ^e	1 150	1 150	934	784	860	900	873	1 285
7868 Tovo di Sant'Agata						504	350	418	300	253	300	317	345	456
7838 Lovero						1 039	800	800	726	800	673	677	690	1 095
7859 Sernio						540	512	400 ⁰	600	600	606	600	585	866
7866 Tirano						3 491	3 101	3 184 ¹	3 683	3 851	3 983	3 667	3 597	5 227
7878 Villa di Tirano						2 652	2 652	2 708	3 005	3 000	3 601	2 799	3 069	3 528
7808 Bianzone						1 011	933	900	800	700	1 093	1 033	1 160	1 450
Valtellina-Terziere superiore						17 358	15 394	15 337	15 755	15 366	17 049	15 425	15 432	22 345
7865 Teglio						6 204	4 949	5 144	4 460	4 525	5 200 ^e	5 540	5 100	6 128
7804 Aprica		1923	7865											
Comune di Teglio						6 204	4 949	5 144	4 460	4 525	5 200	5 540	5 100	6 128
7814 Castello dell'Acqua		1858	7820				1 114	1 198	842	900				1 031
7820 Chiuro						1 000	663	700	700	700	2 198	2 367	2 048	1 527
7892 Boffetto				1867	7849	350	764	946	758	717	290 ⁰	314	340	415
7849 Piateda						898	961	1 125	808	848	750	679	727	920
7852 Ponte in Valt.						2 200	2 201	2 200	2 782 ²	2 879	2 625	2 625	2 370	3 048
7870 Tresivio						850	919	1 350	1 000	987	1 060	354	412	558
7891 Acqua				1867	7870							708	612	730
7851 Pendolasco		1816	7844				514	500 ¹	700	600				606
7844 Montagna in Valt.						2 300	1 523	1 600	1 800 ⁰	1 900	2 525 ¹	2 500	2 402	1 841
7862 Spriana		1816	7844				410	426	472	440				720
7867 Torre di Sta Maria						800	890	830	761	697				1 277
7819 Chiesa						1 083	726	770	734	798	3 040	3 250	3 080	1 276
7813 Caspoggio						388	500	556	483	481				529
7836 Lanzada						500	540	566	630	641				858
7861 Sondrio						4 000	3 581	3 630	3 580	3 580	3 515	3 515	3 515	6 284
7815 Castione And.						1 314	1 465	1 500 ⁰	1 195	1 239	1 300	1 100	1 091	1 339
7828 Faedo		1629	7870			280 ^e	229	225	200	185	240	217	219	373
7802 Albosaggia						2 180	2 400	2 480	2 261	2 282	3 000	1 800	1 570	1 888
7811 Caiolo						1 250	1 188	1 100	850 ⁰	902	1 150	843	692	887
Valtellina-Terziere di Mezzo						19 393	20 588	21 702	20 556	20 776	21 693	20 272	19 078	26 107

Valtellina

(ts-x-01-2223-VT)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	SA	SA	SA	SA	SA	RPV	RPV	RPV	RPV
Valtellina						1624	1696	1717	1765	1780	1797	1805	1807	1861
7816 Cedrasco						480	765	454	335	273	245	277	241	268
7830 Fusine						760	806	680	642	650	783	641	571	645
7823 Colorina						510	315	449	629	510	800	396	578	822
7853 Postalesio						610	570 ⁱ	544	422	430	473	269	307	642
7807 Berbenno						2 050 ^e	1 777 ⁱ	1 999	3 170	3 475	2 712	2 015	2 063	2 668
7829 Forcola						300 ^e	250 ⁱ	250 ⁱ	300 ⁱ	400 ⁱ	502	372	474	744
7810 Buglio in Monte						1 000	585	672	696	696	900	442	551	893
7805 Ardenno						1 000	1 217	1 340	1 531	1 700	1 133	1 500	1 232	2 018
7874 Val Masino		1785	7841				213	220	281	305	359	309	329	690
7825 Dazio						502	320	337	305	300	322	263	276	487
7822 Civo						1 600	2 409	2 510 ⁱ	2 227	1 852	1 500	2 011	1 412	1 926
7841 Mello						947	900	1 100	986	1 000	930	890	824	1 200
7869 Traona						1 000	930	1 500	1 100	985	1 035	1 012	925	1 164
7817 Cercino						485	648	670	780	625	636	636	290	614
7821 Cino						509	475	533	483	553	459	435	410	532
7839 Mantello						323	243	260	252 ^e	340	311	270	280	309
7827 Dubino						460	526	482	400	410	233	260	292	526
7895 Monastero			7827	1816	7827				122	113	100 ⁱ	116	93	
7863 Talamona						2 244	1 900	2 020	1 372	1 361	3 000	2 657	2 546	2 504
7864 Tartano						435	512	800	1 006	1 023				1 277
7845 Morbegno						2 360	2 821	3 795	3 295	3 331	2 500	2 317	2 293	3 575
7893 Campovico				1938	7845	350	350 ⁱ	394	306	260	300	270	412	492
7801 Albaredo						267	350 ⁱ	362	372	315	333	332	314	389
7806 Bema						350	246	300 ⁱ	248	225	238	248	245	253
7855 Rasura						342	360	290	276	264	200	290	311	298
7847 Pedesina						226	162	157	140	219	134	119	122	203
7831 Gerola Alta						655	661	700	760	758	850	905	865	1 074
7824 Cosio						1 200 ^e	888	1 380 ⁱ	1 542	750	1 763	1 192	1 202	1 692
7803 Andalo		1767	7856						280	300 ⁱ	380	371	372	364
7856 Rogolo		1616	7826			422	538	630	302	313	400	355	352	404
7826 Delebio						752	673	500	837	820	890	905	902	1 510
7848 Piantedo						195	193	130	190	185	360	266	182	519
Valtellina-Terziere inferiore						22 334	22 603 ⁱ	25 458 ⁱ	25 587 ⁱ	24 741 ⁱ	24 781 ⁱ	22 341	21 266	30 702
Valtellina e Bormio						71 006	69 160	73 786	71 568	70 598	73 973	68 880	66 053	92 698

Valtellina

(ts-x-01-2223-VT)

	terr ant	sep an	sep da	fus an	fus con	SA	SA	SA	SA	SA	RPV	RPV	RPV	RPV
Valtellina						1624	1696	1717	1765	1780	1797	1805	1807	1861
7875 Verceia		1807	7846										450	744
7846 Novate Mezzola												1 211	952	1 132
7857 Samolaco												1 321	822	1 305
7832 Gordona												991	950	1 182
7894 Menarola		1756	7832	2015	7832								275	342
7843 Mese												360	346	422
7854 Prata												1 220	811	1 091
7818 Chiavenna							5 164					2 800	2 334	4 049
7850 Piuro							1 950					1 118	1 768	1 796
7877 Villa di Chiavenna												650		1 032
7858 San Giacomo Filippo							3 630					3 067	3 067	1 649
7812 Campodolcino		1817	7858											1 616
7835 Isolato/Madesimo		1817	7858											970
Contado di Chiavenna							10 744					12 738	11 775	17 330
Valtellina, Bormio e Chiavenna							79 904					81 618	77 828	110 028
VT, références							77 545					81 618	77 678	110 028

Abbreviazioni dei tipi di indagini e censimenti:

RPV Censimento di uno stato terzo
SA Status animarum

Modifiche territoriali:

terr ant Precedente appartenenza territoriale
sep an Anno di separazione di un Comune
sep da Codice del Comune cedente
fus an Anno di fusione di un Comune
fus con Codice del Comune incorporante

Correzioni dei dati comunali:

* corretto
† imputato

Osservazioni:

1624, 1696, 1717, 1765 e 1780: dati secondo Romano Bocca (1965); Bocca non ha calcolato i totali per la regione e le «terziere»
I dati sono relativamente completi per Bormio e la Valtellina, ma sono in gran parte mancanti per Chiavenna (tranne che per il 1696)
1797, 1805, 1807: dati comunali secondo il sito del SIUSA; riferimento secondo Scaramellini (2007)
1797: Toglio corretto da 8000 a 5200
1861: riferimento ISTAT

4 Évolution de la population

Hans Conrad Escher von der Linth, vue de la ville de Genève depuis les Délices, 1784



© ESCHER VON DER LINTH, reprint 1974

Dans les tableaux des cantons, les séries de données démographiques par commune couvrent au maximum huit périodes. Huit cartes doubles – l'une selon les communes (de l'époque) et l'autre selon les districts (d'aujourd'hui) pour chacune des périodes – illustrent l'évolution de la population. Les brefs textes d'accompagnement décrivent les changements en suivant le même schéma: indication des sources, contexte politique, social, culturel et économique général (agriculture, industrie), évolution démographique et disparités régionales.

La comparaison entre deux états de la population est représentée par le taux de croissance annuel moyen. Celui-ci se lit aussi bien en comparaison géographique que dans le temps, raison pour laquelle les classes des taux de croissance sont maintenues à l'identique sur l'ensemble des huit périodes. L'évolution

démographique est composée à la fois des naissances, des décès, des immigrations et des émigrations, facteurs sur lesquels les documents que nous avons rassemblés pour la présente publication ne permettent pas de se prononcer. Les descriptions des grandes tendances des différentes composantes reposent, par conséquent, sur la littérature.

Le **taux de natalité** est resté élevé durant les deux siècles sous revue; dans les campagnes, ce taux n'a commencé à diminuer qu'à partir de 1850. Les différences régionales furent cependant assez considérables, bien que non constantes dans le temps. Les disparités spatiales ne s'expliquent ni par des niveaux différents de fécondité ni par un quelconque contrôle des naissances. Elles résultaient de l'âge moyen des femmes au mariage qui variait d'une région à l'autre et obéissait à des contraintes sociales

et économiques. Dans les villes, on observe un recul du nombre d'enfants par femme à partir de 1700 environ (en particulier dans les familles des couches supérieures), de même que dans certaines régions rurales protestantes (VD).

Le **taux de mortalité** a présenté de grandes fluctuations dans le temps, surtout en périodes d'épidémies. Une légère baisse de la mortalité eut lieu au cours du XVIII^e siècle, mais ce n'est réellement qu'après 1850 que l'on constate une nette amélioration en ce sens. Les écarts régionaux étaient importants, principalement en raison de la mortalité infantile inégale. En la matière, la situation était tendanciellement plus favorable dans les Alpes. La population des régions pauvres enregistra une plus forte mortalité dans toutes les catégories d'âge. L'espérance de vie augmenta nettement après 1700, surtout dans les villes.

Mouvements migratoires: La population des XVII^e et XVIII^e siècles était mobile, mais le nombre de personnes étrangères à la localité resta faible dans les villages. Cette apparente contradiction s'explique par la fréquence des migrations saisonnières et des migrations de travail temporaires, parmi lesquelles il faut citer le mercenariat comme forme la plus répandue. Il convient, en outre, de souligner que les femmes de l'extérieur entrant par alliance dans une famille du lieu bénéficiaient du droit de cité du mari. Les mouvements de peuplement s'orientèrent presque exclusivement vers des pays étrangers. Avant 1800, les migrations internes (non saisonnières) furent relativement rares. Après 1800, celles-ci eurent lieu avant tout à l'intérieur d'un même canton et, à partir de 1850, de plus en plus aussi entre cantons, principalement sous forme d'exode rural. De son côté, la population des villes connaissait un grand brassage de population depuis fort longtemps.

Les mouvements d'émigration furent nombreux. Le service mercenaire absorba une grande partie de l'excédent des naissances, car un grand nombre d'hommes jeunes y laissèrent la vie ou restèrent au loin. Des expatriations de plus grande ampleur et l'établissement de colonies à l'étranger eurent lieu après la guerre de Trente Ans et jusque vers 1740, d'abord dans le Palatinat et l'Alsace, plus tard en Prusse et surtout au départ du Tessin et des Grisons vers l'Italie. Les premières émigrations outre-mer débutèrent autour de 1640 mais eurent toutefois lieu à grande échelle seulement après 1850. Le mouvement principal d'immigration de l'étranger fut d'abord celui des réfugiés protestants qui s'établirent dans les cantons réformés, notamment à Genève mais aussi à Bâle, Berne et Zurich (au XVI^e siècle ainsi qu'après 1685). Des réfugiés politiques provinrent de tous les pays voisins, de France après la Révolution, d'Allemagne et d'Italie en 1848.

Agriculture: En fonction de la variabilité des espaces géographiques et culturels, on observe de grandes différences entre régions en matière d'occupation du territoire, de changement des méthodes de production, d'introduction de nouvelles plantations (importées d'Amérique). Après 1600, ces processus favorisèrent les régions du Plateau où, jusqu'en 1850, les conditions climatiques étaient plus propices que dans les Alpes et où les paysans de plaine firent de plus en plus concurrence aux paysans de montagne dans le domaine de la production laitière.

Industrie: Une phase de protoindustrialisation se développa dans certaines régions (Jura, Zurich, Suisse orientale, Argovie, Haute-Argovie) et y eut un impact positif sur l'évolution

démographique, grâce à une baisse de la mortalité, à des mariages plus précoces et, partant, à une hausse de la fécondité ainsi qu'à un ralentissement de l'émigration. En revanche, l'immigration dans les régions (pré-)industrielles où se pratiquait le travail à domicile resta faible. Initialement, les disparités de croissance entre communes furent minimes, à l'exception des communes qui disposaient d'ateliers de production (manufactures), notamment dans les villes ou sur les bords du Lac de Neuchâtel. La phase de mécanisation de l'industrie après 1800 entraîna une concentration des travailleurs sur les sites de fabrication, situés tout d'abord près des cours d'eau. Il en résulta pour la première fois de grands écarts de croissance entre les communes d'une région.

Pour autant qu'il ne s'agisse pas de lacunes statistiques, on peut en déduire que les déséquilibres démographiques entre communes voisines avant 1799 sont de nature locale et peuvent découler d'événements naturels, d'incendies ou de foyers locaux de maladie.

Dans les descriptions ci-après du dynamisme démographique aux niveaux local et régional, les changements intervenus dans l'agriculture n'ont pesé que peu par rapport à l'influence de la (proto-)industrialisation et sa plus forte propension à la concentration régionale. Les grandes tendances démographiques se dégagent davantage au cours du temps qu'en comparaison spatiale. Les disparités de croissance entre les régions apparaissent cependant nettement, en particulier entre les régions au nord et au sud des Alpes jusqu'en 1770 et, plus tard, entre le Plateau et les Préalpes/Alpes. Des regains de croissance dans une région donnée dénotent souvent une compensation par rapport à un dynamisme précédemment plus faible.

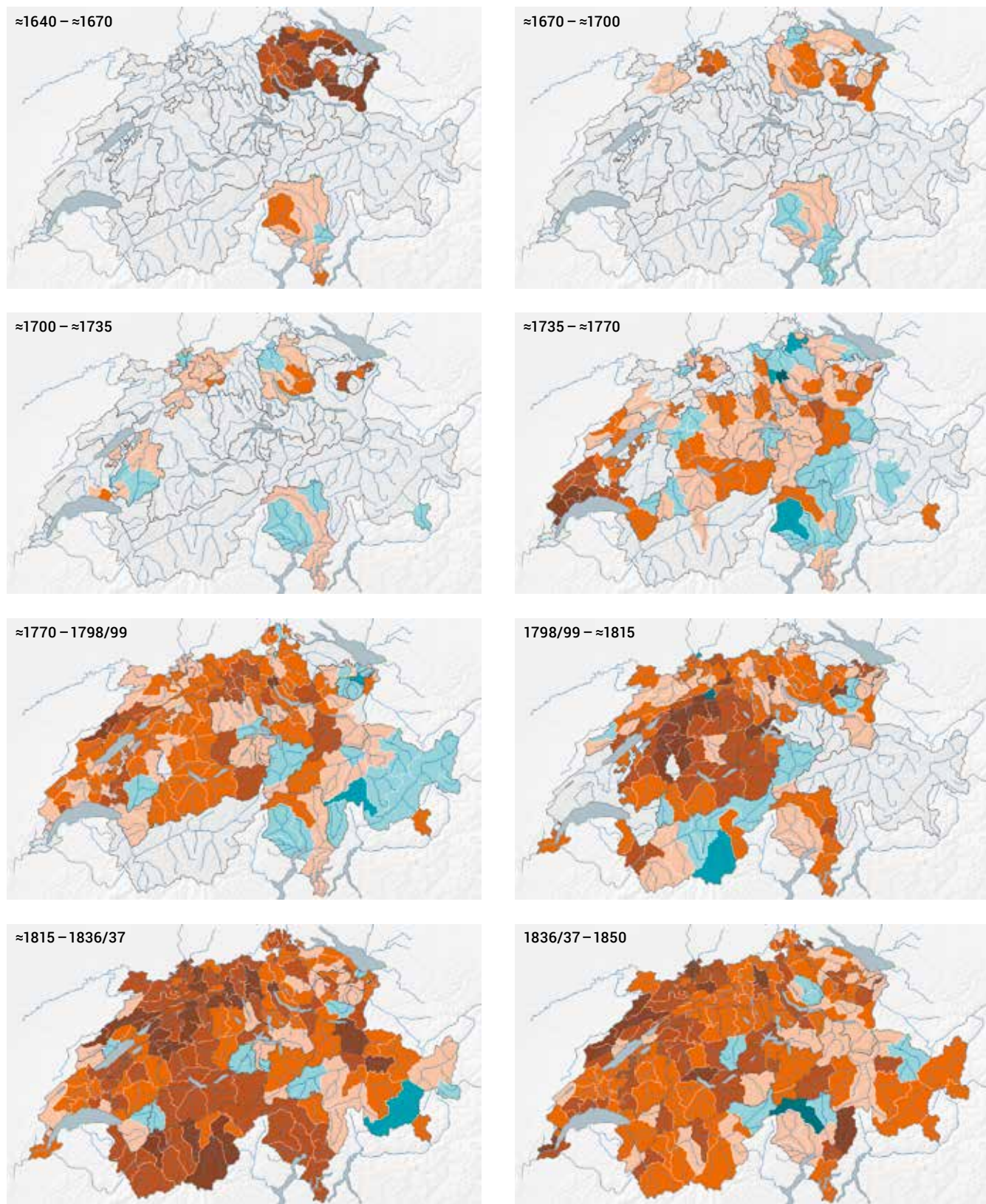
Jusque loin dans le XVIII^e siècle, les villes connurent des excédents de mortalité. Leur essor démographique était avant tout défini par l'intensité de l'immigration, mais cette progression resta très en-deçà de l'accroissement naturel dans les campagnes durant le XVIII^e siècle. Le droit de cité dans les villes était encore simple à obtenir au XVI^e siècle, mais son acquisition fut progressivement limitée. Les arrivées dans les villes ne suffisaient souvent plus à compenser les pertes du mouvement naturel de la population.

Bibliographie du chapitre 4

- Seuls quelques travaux généraux sont mentionnés ci-dessous. Les ouvrages se rapportant spécifiquement à un canton se trouvent dans la bibliographie du canton concerné.
- Bergier Jean-François, Naissance et croissance de la Suisse industrielle, Monographie d'histoire suisse, Francke, Berne, 1974.
- Braun Rudolf, Das ausgehende Ancien Régime in der Schweiz, Vanderhoeck & Ruprecht, Göttingen et Zurich, 1984.
- Donzé Pierre-Yves, Histoire de l'industrie horlogère suisse, Alphil, Neuchâtel, 2002.
- Holenstein André, Kury Patrik, Schulz Kristina, Schweizer Migrationsgeschichte. Von den Anfängen bis zur Gegenwart, hier + jetzt, Baden, 2018.
- Höpflinger François, Bevölkerungswandel Schweiz. Soziodemographische und familiendemographische Entwicklung im Langzeitvergleich, Käser Druck, Stallikon, octobre 2020.
- Jenni Hans, Kunstführer der Schweiz, Lindner, Küsnacht, Düsseldorf, Rom, 1934.
- Lang Josef, Meier Pirmin, Kulturkampf. Die Schweiz des 19. Jahrhunderts im Spiegel von heute, hier + jetzt, Baden, 2016.
- Mattmüller Markus, Bevölkerungsgeschichte der Schweiz, Partie I, Vol. 2, Wissenschaftlicher Anhang, Helbing & Lichtenhahn, Bâle, 1987.
- Schelbert Leo, Einführung in die schweizerische Auswanderungsgeschichte der Neuzeit, Leemann, Zurich, 1976.
- Weiss Hans, Häuser und Landschaften der Schweiz, Eugen Rentsch Verlag, Erlenbach, 1959.

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels

cartes 4.1a – 4.8a



Évolution démographique annuelle moyenne, en %
 < -1,2 -1,2 - -0,7 -0,8 - -0,5 -0,4 - -0,1 0,0 - 0,3 0,4 - 0,7 0,8 - 1,2 > 1,2 Pas de données 0 25 km

© MICROGIS, OFS 2023

De 1640 env. à 1670 env.: Croissance de la population après des épidémies de peste et tensions sociales

Sources: Cantons de Zurich et de Thurgovie, Rheintal st-gallois (population protestante), chacun jusqu'à neuf dénombrements exhaustifs entre 1634 et 1670, Toggenbourg (SG, Menolfi 2003), Tessin. La qualité des relevés, le degré de couverture spatiale et la comparabilité dans le temps des données sont très bons.

Contexte général: Dans les années 1609/11, 1629 et 1634/36, des vagues de peste eurent des effets dévastateurs dans toute la Suisse puis, à nouveau, en 1667/68. Les dénombrements effectués vers 1634/37/43 reposent, par conséquent, sur une population séculaire minimale, phase qui fut suivie d'un net rétablissement puis d'une nouvelle régression peu avant 1670. Les points de repère définis par les recueils de données existant à Zurich, en Suisse orientale et au sud des Alpes feraient état d'une période de croissance démographique extraordinaire (0,97% par année), la plus forte des huit périodes d'observation. Mais si l'on se fonde sur les résultats de travaux approfondis sur le plan local, la croissance apparaît bien plus faible sur l'ensemble du XVI^e siècle (0,4% par année), avec néanmoins des écarts importants dans l'espace et dans le temps: 0,6% pour la Suisse orientale, 0,4% pour la Suisse centrale, 0,5% pour la Suisse du Nord-Ouest et 0,1% pour le Pays de Vaud (Mattmüller 1987).

La Confédération dans son ensemble resta certes épargnée durant la deuxième phase de la guerre de Trente Ans (1618–1648) mais pas les Grisons, la Valtelline, le Fricktal et la partie nord de la Principauté épiscopale de Bâle. Les cultivateurs suisses de céréales purent profiter des exportations de produits agricoles vers les régions sud de l'Allemagne durement touchées par la guerre. La profonde dépression après 1648 entraîna de fortes tensions sociales qui aboutirent, en 1653, à la guerre des Paysans dans les cantons-villes aristocratiques du Plateau (BE, LU, SO, Bâle). Les tendances à la récession furent encore amplifiées autour de 1650 par la suppression des privilèges douaniers de la part de la France. La conjoncture fut, par contre, à nouveau très favorable à partir de 1660. La première guerre de Villmergen (1656), remportée par les cantons catholiques, consolida la prédominance de ces derniers dans les bailliages communs paritaires. Vers 1639, la vague d'émigration d'anabaptistes en Moravie, au Palatinat et en Alsace atteignit son point culminant, d'autres mouvements de plus faible intensité suivirent au XVIII^e siècle.

Cette période marquée par les débuts de l'art baroque, qui fut tout d'abord rejeté dans les cantons réformés puritains (Jenny 1971), vit la création notamment de la Hofkirche à Lucerne (1633/39) ou de l'Église Santa Domenica dans le Val Calanca (1667/72). À Näfels fut édifié le Freulerpalast (1642/47), à Brigue le Château de Stockalper (1658/66), de même que le nouveau château à Oberdiessbach (1666/68), de style Renaissance tardive. Au XVII^e siècle, le baroque façonna aussi les maisons villageoises et paysannes ainsi que l'art populaire (Weiss 1959). En Engadine, les villages dévastés par la guerre furent reconstruits. Un certain nombre de villes rénovèrent leurs fortifications (Maissen 2010), et Hans Conrad Gyger établit une carte du canton de Zurich (1644/60).

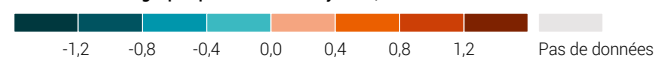
Évolution de la population: La carte reflète de grandes disparités régionales de croissance: des taux de croissance annuels extrêmement élevés dans le canton de Zurich (1,1%), en Thurgovie (1,3%) et dans le Rheintal (1,4%), alors que, durant la même période, la population tessinoise dans l'Évêché de Côme s'est accrue bien moins rapidement (Vallemaggia 0,5%, Mendrisio 0,4%, Lugano 0,2%). La population stagne en Valteline. Cela dit, le milieu du XVII^e siècle devait néanmoins rester la plus forte période de croissance pour le versant sud des Alpes jusqu'en 1800, car il n'y eut plus de progrès de type économique ici.

Le dynamisme démographique dans la partie sud du canton de Zurich (Zürichsee 1,2%, Oberland 1,3%) et dans la Suisse orientale réformée ne fait pas seulement écho aux pertes subies durant les épidémies de peste mais provient aussi de l'instauration d'un processus de protoindustrialisation. À partir de 1650 environ, la production textile, fondée sur le travail à domicile (Verlagssystem), augmenta rapidement et s'implanta dans de larges régions préalpines autour des villes commerçantes de St-Gall (toilerie), Zurich (travail du lin et du coton, plus tard de la soie) ou même Langenthal. Les régions agricoles restées en-dehors de ce processus au nord du canton de Zurich enregistrèrent cependant aussi un accroissement notable de leurs populations (0,9%).

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1640 à ≈1670 carte 4.1a



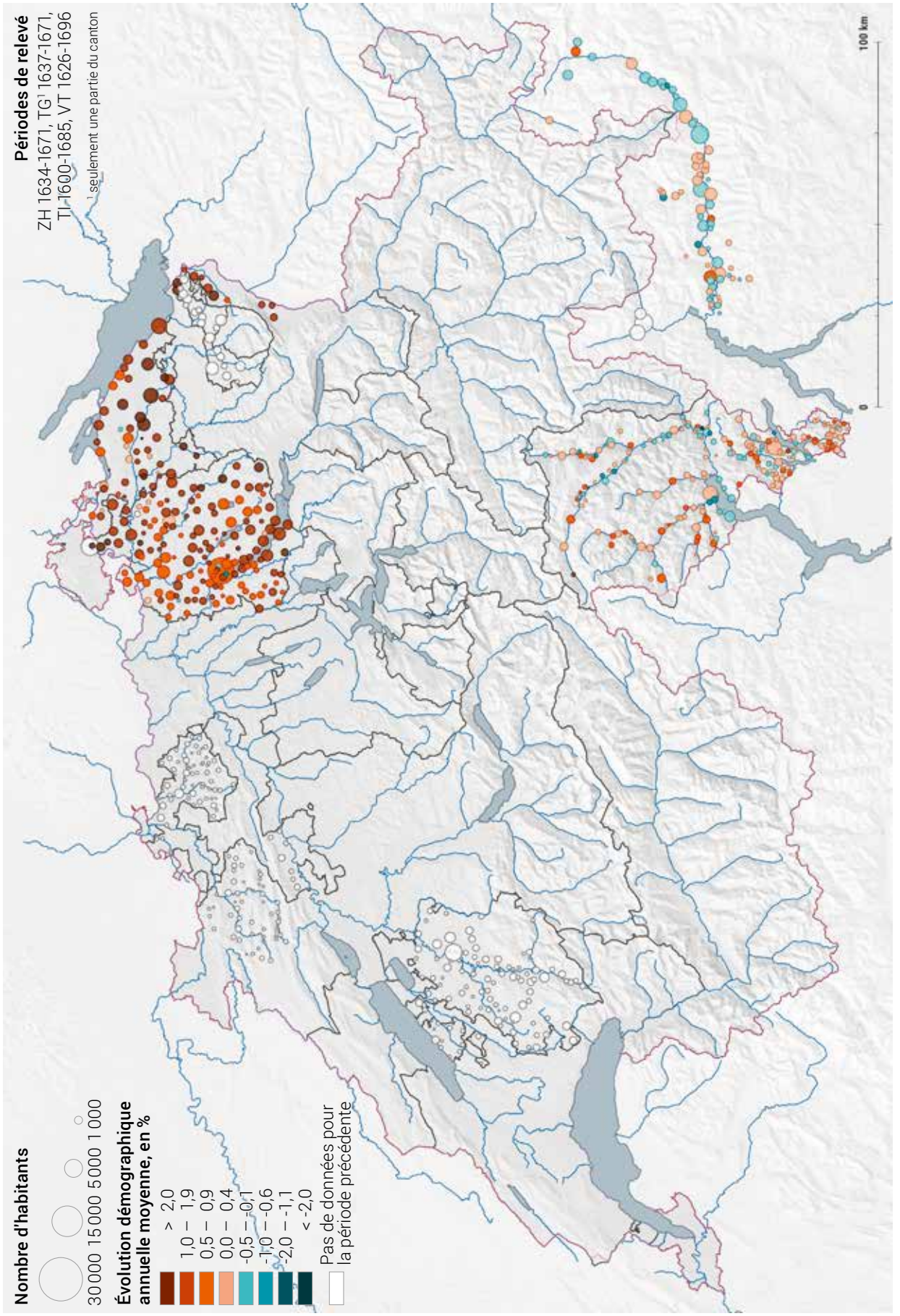
Évolution démographique annuelle moyenne, en %



© MICROGIS, OFS 2023

carte 4.1b

État de la population et évolution démographique des communes, ≈1640 à ≈1670



De 1670 env. à 1700 env.: Mauvaises récoltes, réfugiés religieux et nouvelles branches artisanales

Sources: Les excellentes statistiques sont disponibles pour les mêmes territoires que durant la période précédente, augmentées de séries de données provenant de Bâle et de certaines parties de l'Évêché de Bâle. La qualité de tous les dénombrements et la couverture des paroisses (et villages bâlois) sont bonnes. Les méthodes de saisie et les entités locales étant restées les mêmes, la comparabilité des données dans le temps est assurée.

Contexte général: Dans les années 1667/68, la Suisse fut touchée par la dernière grande vague de peste. Selon Mattmüller (1987), celle-ci ne fut plus suivie d'une rapide phase de rattrapage démographique – comme après les épidémies précédentes –, ce que l'auteur a interprété comme étant l'expression d'un équilibre atteint à ce moment-là dans les régions agricoles entre effectif de la population et besoins alimentaires. Plus tard, une accumulation de mauvaises récoltes au milieu des années 1690 entraîna des crises alimentaires et un accroissement de la mortalité.

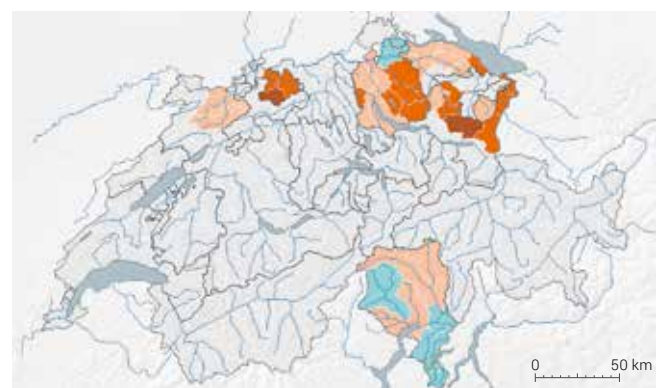
Cent ans après l'immigration de réfugiés pour raisons confessionnelles au XVI^e siècle, la Révocation de l'édit de Nantes en 1685 provoqua l'arrivée d'un flot de huguenots à Genève et dans les cantons-villes protestants. Quelques années après, la plupart d'entre eux durent cependant poursuivre leur route en direction de différents États allemands (en particulier vers la Prusse). L'immigration de gens de métiers spécialisés donna néanmoins un élan déterminant à différentes branches économiques: à Genève et à Neuchâtel au développement de l'industrie horlogère en combinaison avec l'orfèvrerie existante, à Bâle à l'expansion de la passementerie (confection de rubans de soie) et de la broderie de soie, exécutées à domicile dans l'Oberbaselbiet et dans les zones limitrophes. La production de toiles de lin, diffusée dans l'ensemble de l'espace du Lac de Constance à partir de St-Gall, se développa dès 1670, ce qui peut se voir sur la carte en Appenzell Rhodes-Extérieures. L'établissement de colonies dans différents États allemands s'interrompt, de même que, pour la première fois, les mouvements de peuplement vers l'Amérique (Holenstein 2018).

Le (haut) baroque généra notamment l'Église jésuite de Lucerne (1666/77), le Dôme d'Arlesheim (1679/81), le Sanctuaire de Sachseln (1672/84), l'église à Vrin (1689/94) ou l'église du Couvent de Muri (1694/97). Le Temple de Chêne-Pâquier (1667) est un exemple qui atteste que le style baroque fut également adopté dans des cantons réformés. La même orientation stylistique s'appliqua à des édifices profanes, tels que le bâtiment des Archives de Schaffhouse (1669), l'actuel musée Cuort Ligia Grischa à Trun (1674/79) ou le Palais du Markgräflerhof à Bâle (1698/1705). Le Rathaus de Zurich (1694/98) allia à la fois le style Renaissance et le style baroque, à Lausanne fut édifié l'Hôtel de Ville (1673/75) (Jenny 1971).

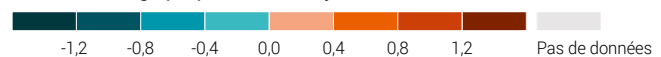
Évolution de la population: Dans un contexte général de baisse de la croissance annuelle à 0,25% en moyenne des désormais 48 districts, les disparités perdurèrent entre les régions du Plateau et la Suisse méridionale alpine. Mais, à l'instar de la période précédente, les statistiques disponibles ne sont pas représentatives du développement à l'échelle nationale, car les régions protestantes de travailleurs à domicile et le sud de la Suisse restent surreprésentés.

Dans la mesure où nos sources permettent de l'affirmer, le net ralentissement de la croissance démographique par rapport à la période précédente continua à favoriser les régions d'élevage des Préalpes, associées à l'activité artisanale à domicile dans le secteur du textile, comme l'Oberland zurichois, le Knonaueramt, l'espace de Winterthur, le Toggenbourg et l'Oberbaselbiet. Ici, l'évolution pouvait varier considérablement d'un village à l'autre, ce qui peut aussi être dû à des raisons statistiques, vu que la période d'observation ne s'étend que sur dix ans (1699–1709). Par contre, les régions agricoles au nord du canton de Zurich, en Thurgovie et dans l'Unterbaselbiet stagnèrent, voire virent leur population décroître, mais à partir d'une densité initiale très élevée.

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1670 à ≈1700 carte 4.2a



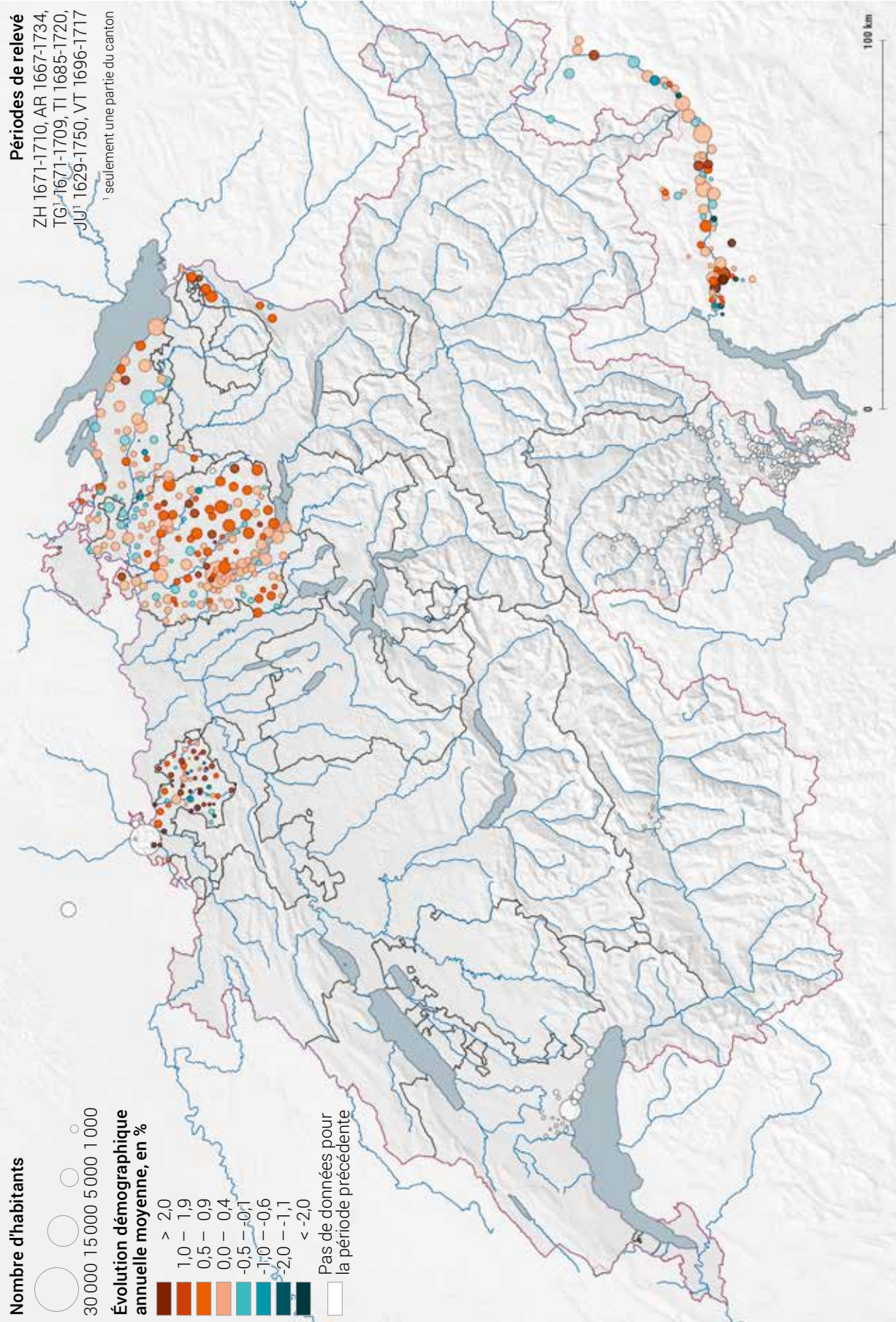
Évolution démographique annuelle moyenne, en %



© MICROGIS, OFS 2023

carte 4.2b

État de la population et évolution démographique des communes, ≈1670 à ≈1700



De 1700 env. à 1730 env.: Dynamisme économique et démographique dans les régions réformées

Sources: Elles proviennent des cantons de Zurich, Fribourg, Soleure, Bâle, Appenzell Rhodes-Extérieures et Tessin. La qualité des données et les comparaisons diachroniques sont moins satisfaisantes que pour les deux périodes précédentes du XVII^e siècle. Différentes séries chronologiques sont lacunaires (ZH) ou s'étalent sur une plus longue période que celle reproduite ici (FR, SO, AR). L'intérêt que les deux Églises, catholique et protestante, portaient au contrôle des fidèles et, partant, à leur dénombrement statistique s'amenuisa parallèlement à la lente dissolution de l'unité de l'Église et de l'État (ZH, Letsch 2017).

Contexte général: Les tensions confessionnelles en Suisse diminuèrent après la deuxième guerre de Villmergen de 1712. Les cantons catholiques restèrent économiquement défavorisés, car l'essor préindustriel sous forme d'établissage (*Verlagssystem*) s'est principalement produit dans les campagnes réformées. Dans le sillage de la «révolution anticipée», de grands ateliers furent créés à Genève et, à partir de 1715, à Neuchâtel (Colombier, Boudry), dans lesquels on imprimait à la main des toiles de cotonnades blanches importées (indiennes).

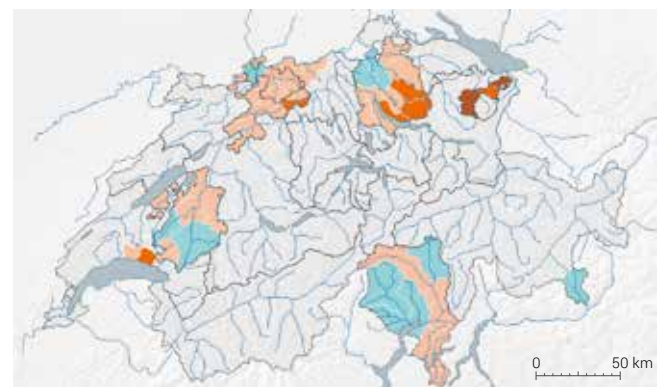
Des exemples d'édifices religieux datant de l'ère du baroque tardif sont l'Église abbatiale de Bellelay (1708/14) ou le Monastère Saint-Urbain à Pfaffnau (1711/15) ainsi que celui d'Einsiedeln (1719/35). Au début du XVIII^e siècle furent également édifiés le Palais Besenval à Soleure (1703/06), la Maison Béatrice de Watteville à Berne (1705/06) ou encore le Grosse Kornhaus (Grenier à blé) dans cette même ville (1711/18). Des châteaux, comme celui de Prangins (1723), déployèrent leur splendeur baroque. Sur le plan de la recherche, on peut notamment citer le naturaliste Johann Jakob Scheuchzer (1672–1733).

Évolution de la population: Les tendances démographiques s'affermirent au tournant du XVII^e siècle, surtout en l'absence de grandes épidémies. Le ralentissement de la croissance résulta d'une légère baisse de la fécondité et de l'émigration. Le premier tiers du XVIII^e siècle enregistra une faible croissance de 0,21% par année, mais ces calculs reposent sur les résultats de six cantons. Les disparités spatiales de croissance étaient faibles, à une importante exception près: Appenzell Rhodes-Extérieures (période saisie 1667–1734) connut un accroissement exceptionnel de sa population. La transformation à domicile des fibres de lin en tissu permit d'atteindre un taux annuel de 0,9%, ceci sans immigration notable.

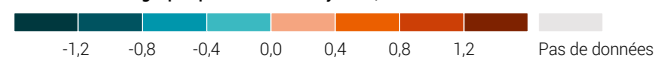
Les données pour le canton de Fribourg – répercutées toutefois ici sur la longue période entre 1668 et 1759 – n'indiquent qu'une faible croissance dans tous les districts et même une décroissance dans la Gruyère préalpine. Outre Appenzell, les autres territoires recensés où se pratiquait le travail à domicile (Oberland zurichois) présentent également des gains de population supérieurs à la moyenne, sans toutefois égaler, et de loin s'en faut, le niveau d'Appenzell.

Au sud des Alpes, la régression démographique se poursuit dans les vallées et contraste avec la progression dans le Mendrisiotto et dans les villes. Les comparaisons dans le temps sont cependant difficiles, en raison du grand nombre d'hommes absents dans la population à chaque comptage et du flou régnant sur la manière dont la durée des absences (migrations saisonnières ou définitives) fut prise en considération dans les relevés statistiques (TI, Baratti 1992).

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1700 à ≈1735 carte 4.3a



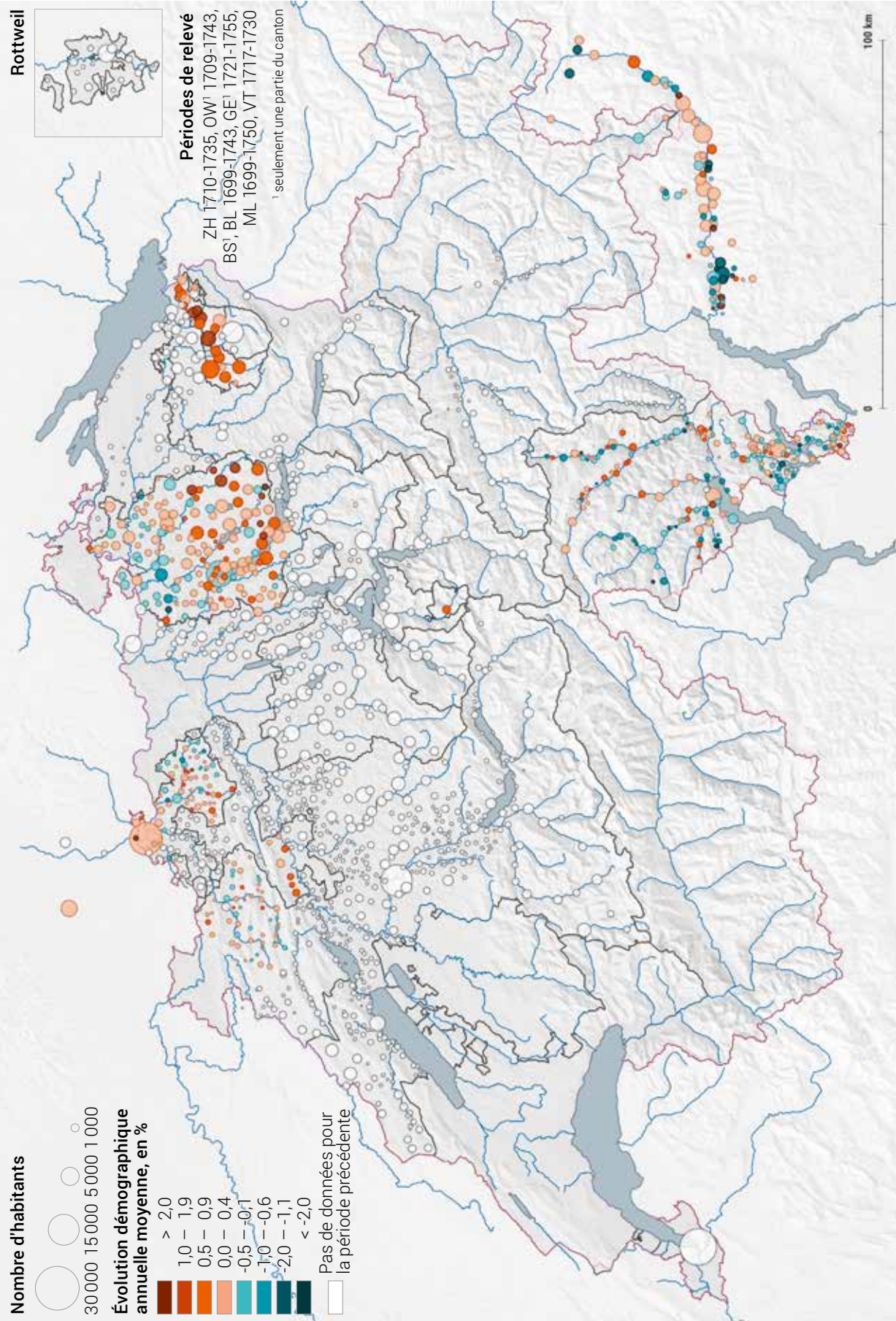
Évolution démographique annuelle moyenne, en %



© MICROGIS, OFS 2023

carte 4.3b

État de la population et évolution démographique des communes, ≈1700 à ≈1735



De 1730 env. à 1770 env.: Faible croissance de la population sous une conjoncture favorable

Sources: Il s'agit d'une période d'observation présentant un bon degré de couverture du territoire suisse, grâce à la mise en place de décomptes réguliers des communicants par les évêques de Constance et de Coire. Pour les régions protestantes de Suisse, les conditions des relevés sont hétérogènes: modes différents de recueils des données et exhaustivité peu satisfaisante (ZH), période de dénombrement seulement à partir de 1750 (NE), nombre d'habitants calculé par Pfister (1994–2006) à partir du recensement bernois de 1764 et rétroporté jusqu'en 1730 (BE; repris seulement au niveau des districts pour VD).

Contexte général: Les conditions conjoncturelles furent favorables durant tout le milieu du XVIII^e siècle, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie et le commerce international. De nets progrès dans le monde agricole furent obtenus par l'abandon de l'assolement triennal et la culture de plantes foliacées, de graminées fourragères et de lin sur les anciennes terres en jachère. L'amélioration des rendements était également due à l'utilisation de fumures naturelles provenant d'un cheptel en augmentation. Les investissements dans l'agriculture n'eurent toutefois un impact démographique que lors de la période suivante.

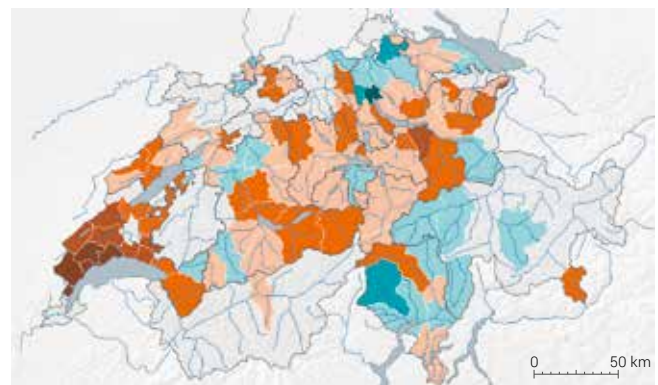
La gamme des produits de l'industrie textile fut élargie, et ce secteur d'activité s'implanta également dans les campagnes catholiques. Parallèlement à la baisse de production des tissus de coton, des filatures furent créées dans le Toggenbourg, en Argovie, en Thurgovie et dans le Fürstenland st-gallois. Partant de Zurich, la production de soieries se répandit en Suisse centrale, en premier lieu à Lucerne, Schwytz et Gersau. La manufacture de toiles imprimées (indiennes) se renforça dans le delta de l'Areuse sur les rives du Lac de Neuchâtel, où la production fut concentrée dans des fabriques. Grâce à des relations internationales, les entreprises de négoce des grandes villes prospérèrent.

Au cours de cette période, la vie intellectuelle fut d'une rare intensité, en particulier dans les villes: le courant de pensée émanant des Lumières et l'esprit scientifique commencèrent à supplanter les conceptions confessionnelles orthodoxes (Im Hof DHS), le mouvement littéraire lyrique mit l'accent sur l'importance des sentiments. C'est ainsi que le célèbre poème «*Die Alpen*» d'Albrecht von Haller (1729) fut une œuvre de sensibilisation à la beauté de la nature et des Alpes. En 1762 parut l'essai de philosophie politique de Jean-Jacques Rousseau, «*Du contrat social*». Leonhard Euler (1707–1783) fit de nombreuses découvertes dans le domaine des mathématiques, les esprits éclairés se rassemblèrent dans la Société helvétique (1761). L'histoire de la musique fut marquée par la composition d'œuvres préclassiques. Outre des édifices religieux (par ex. la cathédrale de Saint-Gall 1756/60), on peut aussi mentionner la ville baroque princière de Porrentruy (1750/70) ou les décorations intérieures de nombreuses églises et demeures seigneuriales dans le style rococo (Fischbach-Göslikon 1757/60, Kreuzlingen 1760/79, chartreuse d'Ittingen 1763).

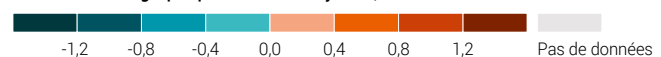
Évolution de la population: Malgré les bonnes conditions conjoncturelles, la croissance démographique fut très modérée. Elle tomba à un niveau annuel moyen de tout juste 0,19%, l'augmentation la plus faible jamais enregistrée. La situation d'approvisionnement devint très tendue au cours des années 1769/70 et fut le déclencheur des recensements de la population et des grains dans certains cantons.

L'évolution spatiale de la population durant cette période livre une image hétérogène: des chiffres de la population encore en baisse dans les vallées du sud (extrêmement prononcée dans le Vallemaggia) et les vallées grisonnes, mais aussi dans les régions agricoles du Plateau. Dans la plupart des villes, pour lesquelles il existe des bases statistiques, le nombre d'habitants recula également. A contrario, la majeure partie des «anciennes» et «nouvelles» régions préindustrielles de travailleurs à domicile connurent un développement positif, ainsi Neuchâtel, l'Oberbaselbiet, l'Oberland zurichois et les districts du Lac de Zurich, ainsi que Schwytz et le nord du canton de Lucerne.

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1735 à ≈1770 carte 4.4a



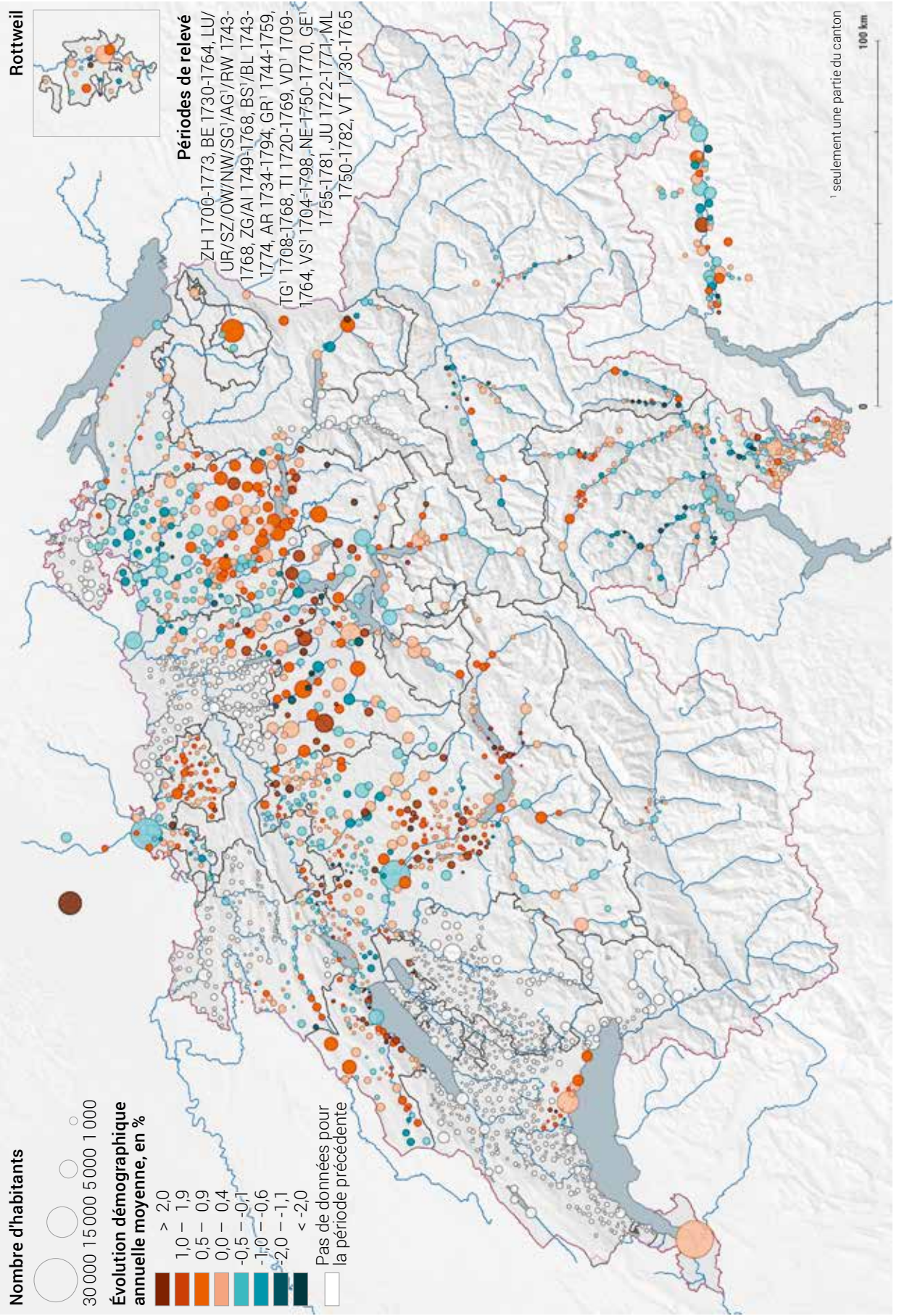
Évolution démographique annuelle moyenne, en %



© MICROGIS, OFS 2023

État de la population et évolution démographique des communes, ≈1735 à ≈1770

carte 4.4b



De 1770 env. à 1798/99: Tendances à la modernisation, crises économiques et croissance démographique

Sources: Le Recensement helvétique de 1798/99 est au terme de cette période. Le début est marqué par les recensements des grains dans différents cantons protestants (ZH, BE, GL, SH, GR, AG, VD, NE et JU) entre 1764 et 1780, de bonne qualité et organisés le plus souvent par l'État, ainsi que par les décomptes des communiants dans les cantons catholiques (LU, UR, SZ, UW, ZG, AI et RW) et dans certaines parties de GR, SG, AG, TG, mais qui sont difficilement comparables entre eux.

Contexte général: De mauvaises récoltes furent à l'origine des années de crise de 1770/71. Connue depuis 1730 environ, la culture de la pomme de terre se répandit finalement à large échelle pour faire face à cette difficile situation d'approvisionnement, tout comme la culture du maïs dans le Rheintal st-gallois, dans certaines parties des Grisons et dans la Léventine. Dans les années 1788/95, la production agricole chuta à nouveau en raison des mauvaises conditions météorologiques et ne put être compensée par des importations.

La vie politique et culturelle était dominée par des tendances contraires de modernisation. D'une part, dans l'ambiance fébrile de ce temps pré-révolutionnaire, les tensions s'exacerbèrent entre les élites des anciens cantons et les habitants insatisfaits des villes rurales et des campagnes, sans que cela ait été suivi de réformes. D'autre part, cette phase fut marquée par la généralisation de l'enseignement scolaire, et la Suisse et ses montagnes devinrent l'objet de voyages d'études pour la jeunesse aristocratique européenne.

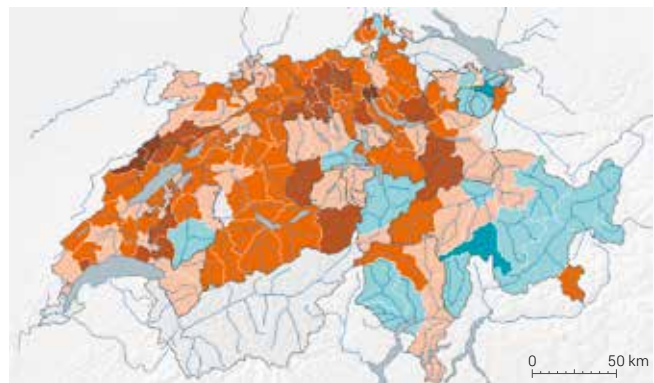
De nouveaux courants stylistiques se diffusèrent dans la littérature (Lumières, mouvement *Sturm und Drang*, classicisme), dans la musique et dans l'art (classicisme). En 1788 parut l'autobiographie du piétiste éclairé Ulrich Bräker (*Der arme Mann im Tockenburg*, traduit sous le titre «Le pauvre homme du Toggenbourg»). L'artiste-peintre Angelika Kauffmann, née à Coire, devint membre de la Royal Academy à Londres. À la recherche de clarté et de sobriété, le classicisme – comme dernier style paneuropéen – s'imposa dans le domaine de l'architecture, en réaction aux formes d'expression exubérantes du baroque (Gympel 2014). En témoignent notamment la Cathédrale St. Ursen à Soleure (1762/73), le «Plan Garella» – le plan d'urbanisme pour la nouvelle ville de Carouge (1772) – ou encore le Château Ebenrain à Sissach (1776).

Évolution de la population: La première phase de transition démographique se mit en place dans différentes régions de Suisse. Des taux de mortalité en baisse, en particulier pour ce qui est des nourrissons, et des taux de natalité toujours élevés entraînèrent un accroissement sensible de la population (0,60% en moyenne annuelle), comparé aux deux premières périodes du siècle. Sur le plan économique, par contre, la catastrophe imminente se profila dès 1770 (Bergier 1974). Après une dernière période de haute conjoncture vers 1782, le système de production décentralisée fondé sur le travail à domicile subit de lourds revers avec un recul de 12 à 15% de la population active du pays. Le protectionnisme européen et l'interdiction d'importer des indiennes décrétée par la France en 1783/85 signifiaient l'effondrement de l'activité de l'indiennage à Genève et Neuchâtel.

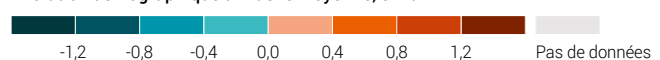
La carte, avec sa large couverture géographique, laisse apparaître la qualité parfois insuffisante des dénombrements (comme dans les Grisons) ainsi que des distorsions spatiales en raison d'unités territoriales disparates (Lucerne). Ce qui frappe avant tout, ce sont les pertes parfois importantes des villes (Mulhouse, Lucerne, Schaffhouse, Berne, Zurich, Zoug) et des chefs-lieux des cantons campagnards. Dans une série d'autres villes, la population n'augmenta que légèrement (Genève, Bâle, Neuchâtel, Fribourg, Lugano, Winterthour, Thoune). La perte démographique fut particulièrement forte à Porrentruy, après la fuite de l'administration épiscopale. Les communes campagnardes parvinrent à accroître significativement leur population, plus particulièrement les villages industriels du Haut-Jura qui se muèrent en villes moyennes. Certaines régions d'activités industrielles à domicile connurent une nouvelle embellie, comme Glaris, l'Oberland zurichois ou le Wynental et le Seetal argoviens. Mais cet essor économique fut éphémère et ne se maintint que durant la première moitié de la période, à savoir jusqu'en 1785 environ.

De larges parties de l'espace intra-alpin et du versant méridional des Alpes furent confrontées à des pertes de population: hormis les vallées protestantes des Grisons, ce fut aussi le cas des vallées de la Maggia, de la Verzasca et de la Mesolcina, ainsi que d'Uri – contrairement à l'Oberland bernois ou à l'Entlebuch.

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1770 à 1798/99 carte 4.5a



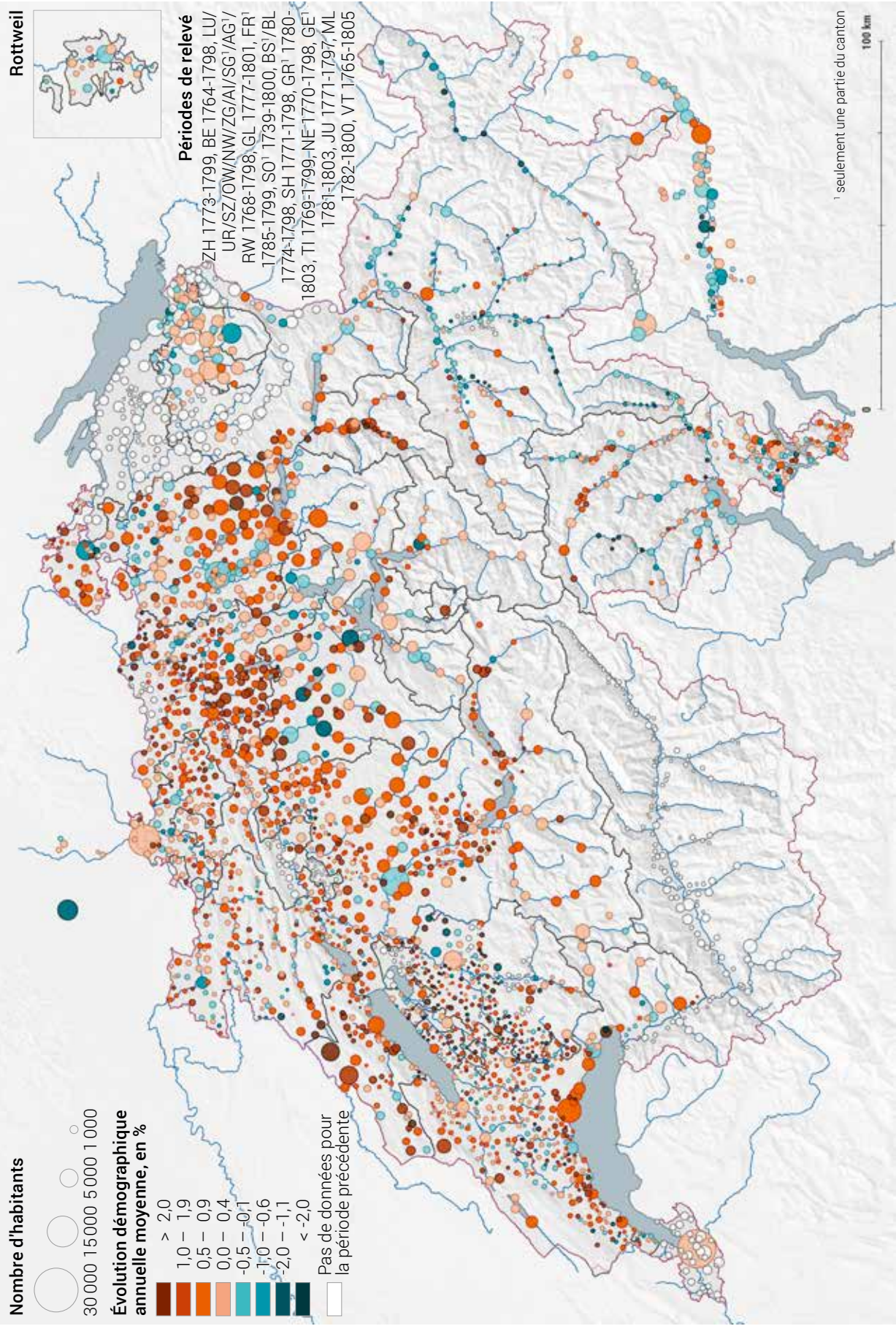
Évolution démographique annuelle moyenne, en %



© MICROGIS, OFS 2023

carte 4.5b

État de la population et évolution démographique des communes, ≈1770 à 1798/99



De 1798/99 à 1815 env.: Début de l'industrialisation et croissance modérée de la population

Sources: Le point de départ de la période est le Recensement helvétique de 1798/99 ainsi que les dénombrements effectués autour de 1800 dans les territoires non-helvétiques de l'époque. La période prise en compte englobe la République helvétique et la Médiation; le deuxième recensement qui eut lieu dans certains cantons (BE, FR, TI, NE, VS) ne date cependant que des années 1818 à 1824. Le territoire couvert par des sources statistiques vers 1815 comprend 17 cantons (sans ZH, SZ, GL, SH, GR, en partie aussi sans AG, TG et VD). Les données du relevé de 1812 dans le canton de Zurich sont trop disparates pour pouvoir être cartographiées. Il existe, de surcroît, des problèmes de comparaison entre agences (1799) et paroisses (vers 1815), notamment à St-Gall et Lucerne.

Contexte général: Après que le système de production fondé sur le travail à domicile se soit largement effondré, la révolution industrielle prit le relais en 1801 avec la construction des premières filatures mécaniques (Suisse orientale, Zurich). L'industrie cotonnière fut la première branche à être mécanisée, le filage – qui se faisait à la main jusque-là – fut le premier processus de travail à être concerné, le tissage suivit 30 ans plus tard. La production textile fut consolidée par le blocus continental décrété par la France afin de mettre un frein à la concurrence anglaise. Ces quelques 15 années suffirent à la Suisse pour renouer avec sa tradition industrielle. La rapide transition de l'activité industrielle à domicile (le plus souvent rémunérée au produit ou à la journée) au système salarié en fabrique annonça une mutation technique, économique et sociale, accompagnée dans un premier temps par une réduction massive du nombre d'emplois dans le secteur productif.

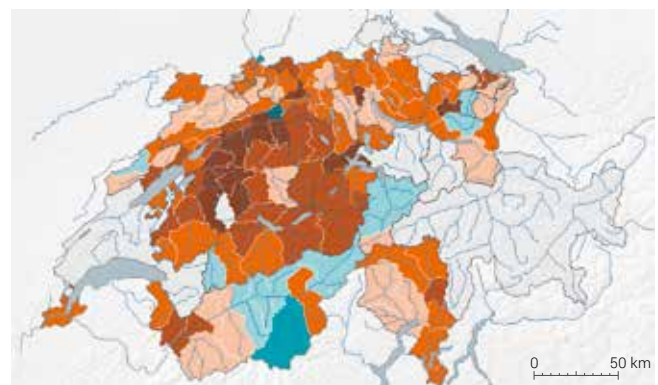
Entre 1798 et 1803, la Suisse fut conquise par la France et administrée de manière centralisée sous le nom de République helvétique. Par la suite, sa structure fédéraliste fut rétablie sous la Médiation. À la vie culturelle vint s'ajouter le romantisme comme dimension supplémentaire aux styles évoqués pour la période précédente. Le Groupe de Coppet (château familial sur les hauts du Lac Léman), réuni autour de Germaine de Staël, joua un rôle important dans la stimulation des idées nouvelles. Des exemples de l'histoire de la construction de cette période peuvent être illustrés notamment par la filature Hard utilisant les eaux de la Töss à Wülflingen (1802), la route du Col du Simplon (1801/05), l'église de Speicher en Appenzell Rh.-Ext. (1808/10) ou encore la correction de la Linth (1807/11). La catastrophe naturelle de l'éboulement rocheux de Goldau (1806) entraîna la destruction mais aussi une solidarité confédérale.

Évolution de la population: La croissance atteignit 0,60% en moyenne annuelle et demeura ainsi au même niveau que durant la période précédente. L'accroissement naturel de la population fut la règle au cours de ces années, sauf durant les crises alimentaires des années 1811/12 et 1815/16 qui affectèrent surtout la Suisse orientale (réserves céréalières insuffisantes, difficultés d'importation). Le libre établissement admis sous la République helvétique demeura épisodique. Les migrations internes et internationales semblent avoir été limitées à cette époque (fin du mercenariat).

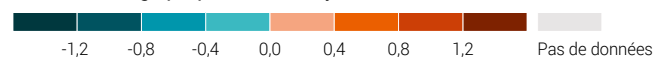
L'illustration cartographique de l'évolution spatiale de la population est incomplète, car il manque huit cantons. Les régions du Plateau des cantons de Berne, Lucerne et Fribourg firent état de taux de croissance élevés, c'est-à-dire principalement les régions agricoles non industrialisées et leurs zones de transition vers les Préalpes. Par contre, les régions où prédominait antérieurement le travail à domicile furent durement touchées par le déclin des activités, et elles subirent des pertes de population, en partie aussi en chiffres absolus.

La carte des communes montre une contiguïté déconcertante de communes en croissance et en déclin. Des aléas statistiques dus à un court laps de temps entre deux relevés démographiques (par exemple à St-Gall) ainsi que des problèmes de délimitation territoriale peuvent y jouer un rôle, de même que des phénomènes démographiques locaux et les fluctuations du travail à domicile et dans l'industrie, comme ce fut le cas dans le Baselbiet entre les villages sur les plateaux et dans les vallées.

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, 1798/99 à ≈1815 carte 4.6a



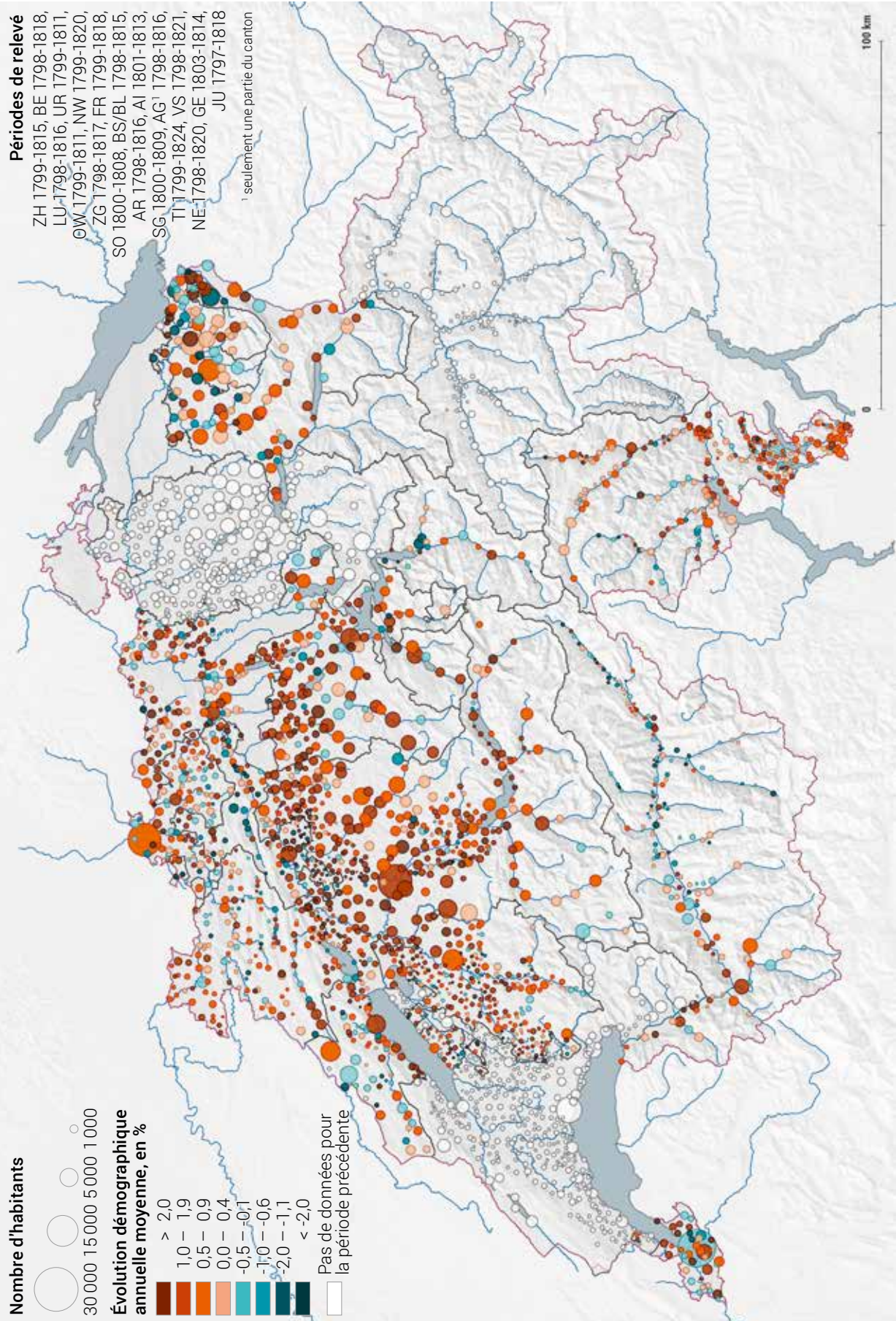
Évolution démographique annuelle moyenne, en %



© MICROGIS, OFS 2023

carte 4.6b

État de la population et évolution démographique des communes, 1798/99 à ≈1815



De 1815 env. à 1836/37: Migrations internes, progrès et restauration politique

Sources: L'aboutissement de cette période est marqué par le recensement de la Diète fédérale de 1836/37, alors que le point de départ manque dans de nombreux cantons ou est l'objet de dénombremments de qualité inégale (en partie de décomptes ecclésiastiques par paroisse). Pour la carte des districts, les totaux de huit cantons (ZH, SZ, GL, SH, GR, partiellement AG, TG et VD) ont dû être estimés; la carte des communes dans ces cantons illustre l'ensemble des deux périodes entre 1799 et 1837.

Contexte général: Après 1815 et la levée du blocus continental, l'économie suisse se trouva dans une situation critique. La courte phase d'industrialisation depuis 1800 s'avéra néanmoins viable, grâce au progrès technique et grâce aussi au segment dominant de la fabrication de produits de luxe (Bergier 1974). Le processus de mécanisation de l'industrie s'imposa sur un large front, dès 1830 également dans la production de machines pour l'industrie textile. Ce développement ne se déroula pas sans heurts et sans provoquer de grandes tensions sociales (saccage et incendie d'une filature d'Uster en 1832 par une foule en colère).

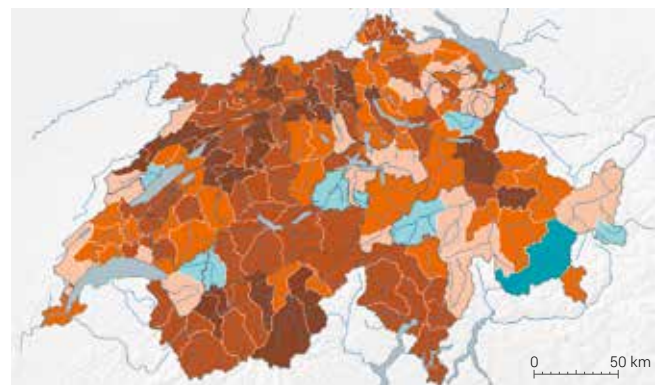
La modernisation de l'économie fut accompagnée d'efforts en matière d'éducation et de formation, d'un développement de l'urbanisation et des infrastructures et d'une augmentation de la mobilité. Des routes et des ponts furent construits, tels que, par exemple, le spectaculaire Grand Pont suspendu à Fribourg en 1834. Lors de l'extension urbaine dès 1835 de la ville de La Chaux-de-Fonds, en plein essor économique, le plan strict d'aménagement en damier fut maintenu. Les premières constructions hôtelières répondirent aux attentes du tourisme naissant, pratiqué initialement par les classes supérieures avec leurs nouvelles activités de loisirs (Hôtel des Bergues à Genève 1830, Hôtel Limmathof à Baden 1834). Sur le Lac Léman, on assista, à partir de 1823, à la navigation du premier bateau à vapeur en Suisse. Au niveau politique, un nouveau Pacte fédéral fut négocié sous la Restauration qui accorda une souveraineté administrative presque totale à tous les cantons, comme avant l'occupation française. À l'exception de la Diète fédérale, le pays n'avait pas d'organe central.

Évolution de la population: L'agriculture parvint à augmenter considérablement sa production, mais la population rurale s'accrut également de façon plus que proportionnelle. Avec un taux annuel de 0,81%, la croissance démographique de la Suisse au cours de ces 20 années environ se situa à un niveau inégal depuis longtemps. Les valeurs les plus élevées furent enregistrées dans trois régions différentes du pays: d'une part, sur le Plateau bernois majoritairement agricole où l'expansion des fromageries de plaine insuffla un vent de changement en matière d'affectation des terres; d'autre part, dans les régions industrielles jurassiennes des cantons de Neuchâtel, Berne, Soleure et Bâle; enfin, dans les cantons alpins du Valais et du Tessin. Les Alpes perdirent leur avantage relatif dans l'économie laitière.

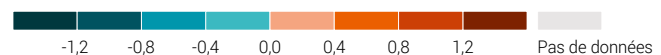
Les migrations internes contribuèrent pour la première fois à plus grande échelle à une autre forme de développement régional. À l'exception du Jura, ces mouvements de population étaient encore le plus souvent de nature intra-cantonale et présentèrent des modèles différents selon les régions:

- Une croissance urbaine manifeste, en premier lieu en faveur des nouveaux chefs-lieux des cantons de grande superficie.
- Les effets de la mécanisation de l'industrie textile et de la construction d'usines le long des cours d'eau se firent au détriment du travail à domicile dans le domaine de la transformation du coton en Suisse orientale.
- Le travail à domicile et le travail manuel purent se maintenir en partie, notamment dans les régions de production de soieries. Le tressage de la paille connut un essor florissant dans le Freiamt et dans le Valle Onsernone.
- Dans la foulée du développement des voies de communication dans les grandes vallées alpines (vallée du Rhône, vallée du Rhin grisonne), on assista à un transfert de population aux dépens des villages situés dans les vallées latérales, sur les terrasses et dans les vallées où la construction de routes fut tardive.
- La diminution de la population dans le «pays des bergers» (Saanen, Pays-d'Enhaut, vallée de l'Intyamont, Les Ormonts) contraste avec la nette augmentation à l'est de l'Oberland bernois.
- L'établissement à l'année dans d'anciens hameaux alpestres fut une réaction à la pression démographique grandissante. Ce mouvement s'observe le mieux à Schwytz où les communes de l'autre côté du col d'Ibergeregge enregistrèrent un fort accroissement de leur population.

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1815 à 1836/37 carte 4.7a



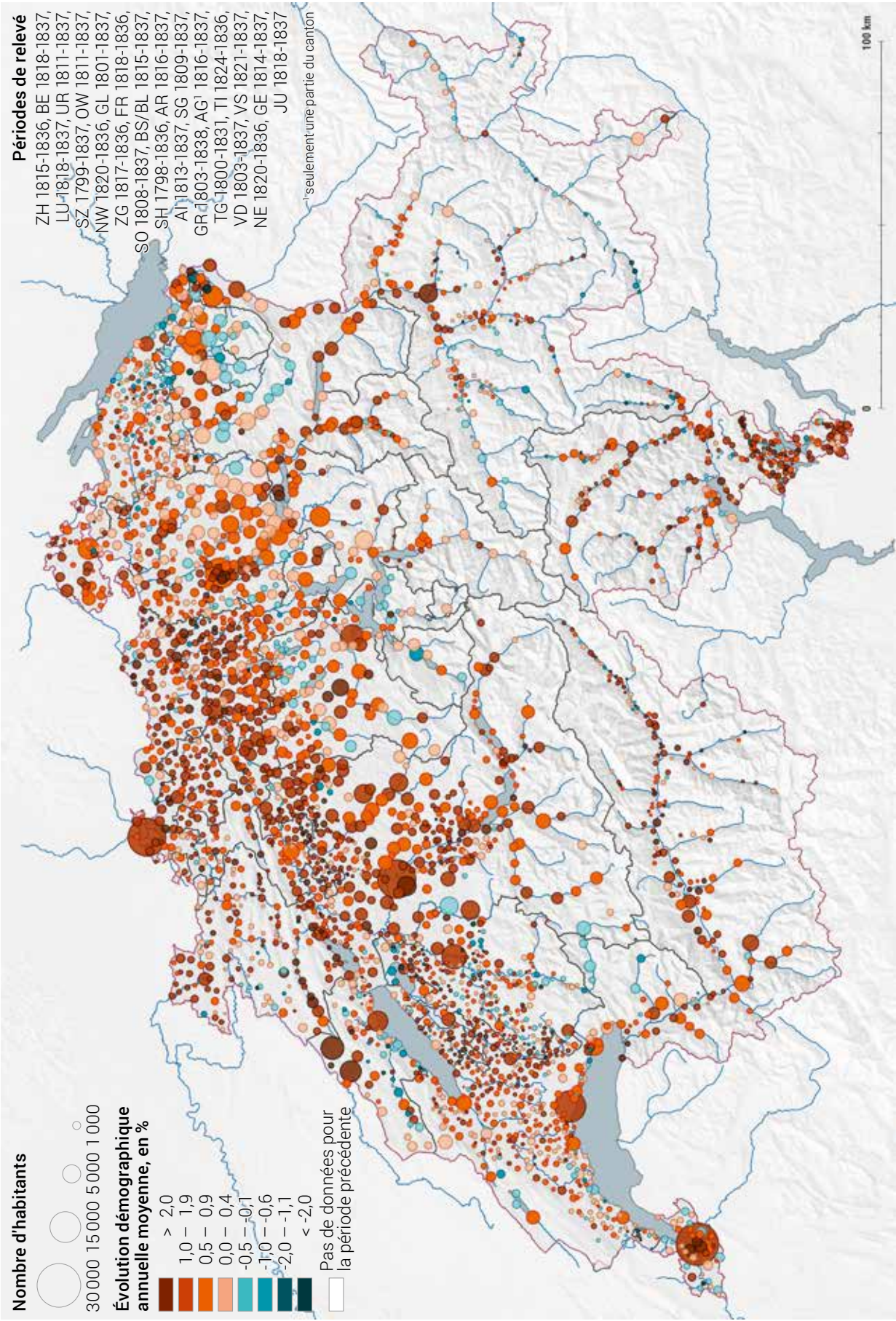
Évolution démographique annuelle moyenne, en %



© MICROGIS, OFS 2023

carte 4.7b

État de la population et évolution démographique des communes, ≈1815 à 1836/37



De 1836/37 à 1850: Période de mutation avec un maximum historique de population dans l'espace rural

Sources: Cette dernière période d'observation s'appuie sur le recensement de la Diète fédérale de 1836/37 et le premier Recensement fédéral de la population de 1850; elle constitue, de ce fait, la seule période qui soit exhaustive au niveau territorial et homogène au niveau temporel. Sur le plan méthodologique, les deux recensements sont largement comparables, à l'exception de l'absence des apatrides et des réfugiés dans le décompte de 1837. La qualité du recensement de la Diète diffère selon les cantons.

Contexte général: Vers 1837, les principes libéraux s'imposèrent dans près d'une douzaine de cantons. La confrontation confessionnelle des années 1840 prit fin avec la guerre du Sonderbund de 1847, gagnée de manière avisée par le général Guillaume Henri Dufour, et avec la création de l'État fédéral de 1848.

La structure politique de la Confédération était dépassée et bridait les innovations. En outre, la fondation de l'unité douanière allemande en 1834 avait quelque peu affaibli l'industrie d'exportation. La maladie de la pomme de terre de 1846/47 conduisit à une série d'années de crise dans toute l'Europe. Ce moment marqua le tournant de l'accroissement de la population dans les régions rurales depuis un siècle, en particulier dans les régions agricoles. Les mouvements d'exode vers les villes se mirent en place dès 1850, de même que la première grande vague d'émigration vers l'outre-mer. Les valeurs maximales historiques atteintes à cette époque ne purent souvent être retrouvées qu'avec la périurbanisation des années 1970 et 1980, voire même pas encore jusqu'à aujourd'hui dans certains districts.

Le démantèlement des fortifications des villes à partir des années 1830 conduisit à l'ouverture des villes et à un gain considérable d'espace pour des bâtiments publics et des parcs. Ces espaces libérés devinrent des zones privilégiées pour la construction des gares ferroviaires (Bâle 1844, Baden et Zurich 1847; toutes les autres seulement à partir des années 1850). En 1833 fut fondée l'Université de Zurich, en 1838 l'Académie de Neuchâtel. De grands moyens continuèrent à être alloués à la construction de routes (pont-digue de Melide 1847). La carte Dufour, parue entre 1832 et 1864, représenta la première œuvre cartographique officielle de la Suisse.

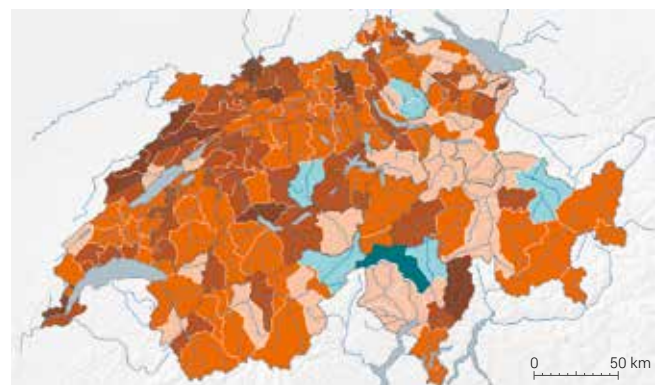
La modernisation à large échelle s'accompagna de conflits autour du rapport entre tradition et progrès, foi et raison, religion et société civile, confessions et nation (Lang 2016). Avec la montée du libéralisme, le «Kulturkampf avant la lettre» atteignit un premier point culminant dans les années 1830 et 1840.

Évolution de la population: La progression démographique annuelle au cours de la période 1837–1850 se situa à 0,68% et ne fut que très légèrement inférieure à la période précédente. Les disparités de croissance entre grandes régions s'atténuèrent quelque peu, et de nouveaux modèles de répartition apparurent.

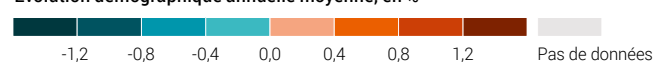
Sur le Plateau central et occidental, la croissance s'uniformisa à un niveau plus bas et fut faible dans sa partie orientale. C'est le Jura qui afficha le plus fort accroissement de sa population. Les districts urbains commencèrent à se détacher nettement, l'espace alpin chuta au-dessous de la moyenne suisse. Les fortes augmentations dans les villes et dans certaines banlieues proches apparaissent bien sur la carte (autour de Genève, Bözingen près de Bienne, Birsfelden près de Bâle ou Töss près de Winterthur). De nombreuses communes dans les régions industrielles du Jura enregistrèrent des gains maximums. Cela vaut également pour certaines localités non industrialisées jusqu'alors, mais dans lesquelles furent construites de grandes fabriques. Cela est bien visible, par exemple à Murg/Quarten sur les bords du lac de Walenstadt et à Unterägeri où des filatures s'installèrent vers 1835. Dans une moindre mesure, la croissance démographique se poursuivit également dans des régions agricoles du Plateau, en particulier dans le canton de Berne, dans la Broye et sur les rives du Lac Léman.

Les régions et les communes où le nombre d'habitants a régressé sont visibles sur la carte: la Léventine, Blenio, Conches, Entlebuch, Davos et Prättigau dans les Alpes, en partie en réaction aux changements intervenus dans le trafic transitant par les cols; dans l'Oberland zurichois, cette régression résulta du déclin persistant du travail à domicile dans la vallée de la Töss et de la délocalisation de la production industrielle dans des usines installées le long des cours d'eau, parmi lesquelles les premières fabriques de machines.

Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, 1836/37 à 1850 carte 4.8a



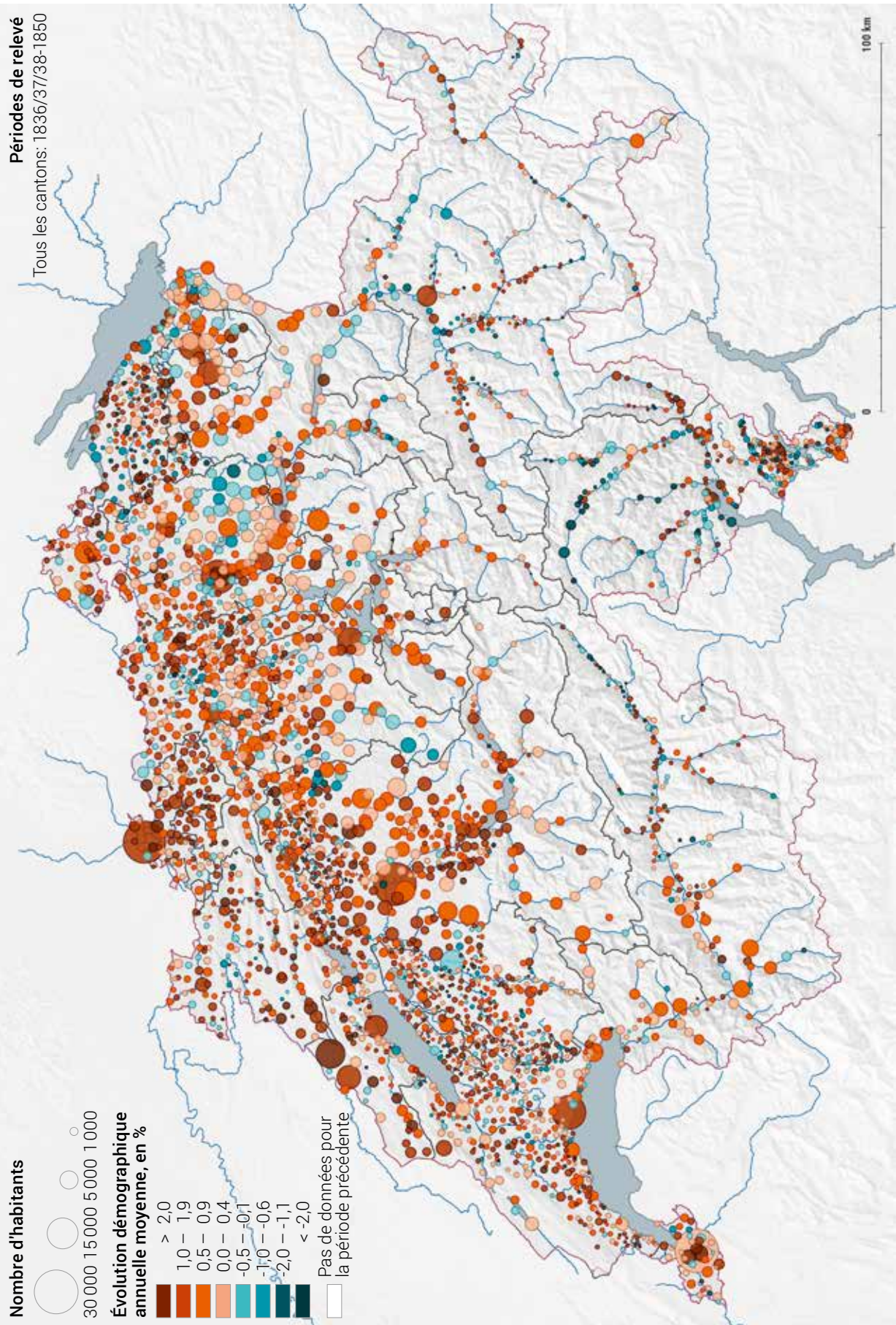
Évolution démographique annuelle moyenne, en %



© MICROGIS, OFS 2023

carte 4.8b

État de la population et évolution démographique des communes, 1836/37 à 1850



Glossaire explicatif

Le présent glossaire francophone a été élaboré de manière autonome par la sociologue Marie-Claude Brulhardt. De nombreuses définitions sont extraites d'articles du Dictionnaire Historique de la Suisse (DHS) dans des versions très abrégées. D'autres définitions et explications émanent entièrement ou à titre complémentaire de différentes autres sources encyclopédiques qui ont été recomposées. Nous remercions vivement l'autrice pour sa contribution.

Absolutisme (période historique)

L'absolutisme est, par définition, un régime gouvernemental autocratique et bureaucratique. Historiquement, il est lié aux périodes de centralisation politique et militaire caractérisées par la consolidation de la souveraineté territoriale des États, d'importants changements d'ordre militaire, l'affaiblissement du droit → coutumier, la montée du → mercantilisme. À partir du XV^e siècle, l'absolutisme réduit graduellement la fragmentation de la souveraineté politique caractérisant le Moyen-Âge; il atteint son apogée à la suite de la guerre de Trente Ans (milieu du XVII^e siècle). Le terme est entré dans l'usage courant pour désigner tantôt une forme particulière de la monarchie, tantôt une époque de l'histoire européenne. Les monarchies française et prussienne correspondent le mieux aux modèles absolutiste et absolutisme éclairé, alors que le développement du parlementarisme en Angleterre fit de ce pays un contre-exemple.

Les situations politiques et sociales particulières en Suisse «empêchèrent la création des principaux attributs de l'État moderne – armée de métier permanente et administration professionnelle – et contraignirent à conserver le système de milice, hérité du Moyen-Âge, dans l'armée comme dans la fonction publique» (Hans Conrad Peyer). Le concept traditionnel d'absolutisme ne s'applique en Suisse que dans certains cas ou à titre de comparaison (Évêché de Bâle, Principauté abbatiale de St-Gall, cantons à tendance oligarchique). L'historiographie suisse utilise le terme dans une acception plus générale et plus vague pour décrire les mesures prises par les autorités entre le XVI^e et le XVIII^e siècle afin de généraliser, centraliser et unifier la législation, la procédure et l'administration (Holenstein, DHS, version 2016).

Agence

Le terme s'applique à la forme d'organisation des unités locales sous la → République helvétique. Une agence correspond au sous-territoire administré par un agent désigné par le canton ou le district.

Anabaptiste

Le mot vient du grec ecclésiastique et signifie «baptiser à nouveau». Les principaux groupes anabaptistes sont les amish, les brethren, les huttérites et les mennonites. Les croyants étaient baptisés après leur profession de foi alors que certains avaient déjà été baptisés par d'autres Églises, d'où le nom d'«anabaptistes» ou «rebaptiseurs», puisqu'ils ne reconnaissaient pas la valeur du baptême administré aux enfants.

Le premier baptême d'adultes déjà baptisés, pratiqué en 1525 à Zurich, constitue un événement fondateur pour le courant helvétique de l'anabaptisme (les «*Wiedertäufer*» regroupés autour de Thomas Müntzer, Felix Manz et d'autres; ce terme de l'époque, équivalant en français à rebaptiseurs, ne s'applique cependant qu'à la première génération). L'assemblée tenue en 1527 à Schleithem et les articles adoptés à cette occasion revêtent une grande importance. Chassés de Zurich par l'Église protestante officielle de Zwingli et également des autres cantons protestants, notamment Berne, les «Frères suisses», partisans d'une réforme plus radicale, trouvèrent refuge d'abord à l'étranger et, par la suite, également dans l'Évêché de Bâle et le Jura neuchâtelois (Jecker, DHS, version 2012).

Ancien Régime

L'expression «Ancien Régime» est empruntée à la France au XIX^e siècle pour désigner le mode de gouvernement avant 1789/1798. Dans l'acception française, la notion se réfère à la période historique des régimes de la monarchie, qui débute au XVI^e siècle et prend fin en 1789 avec la Révolution française. Elle se caractérise par une inégalité sociale fondée sur des privilèges de naissance pour la noblesse et le rôle important joué par le clergé. En Suisse, l'époque dite de l'Ancien Régime commence vraisemblablement avec la défaite de Marignan (1515) et la Réforme protestante (1523) et coïnciderait ainsi avec la → Confédération des XIII cantons.

Ancienne Confédération

Fédération d'États formée d'un réseau d'alliances, l'ancienne Confédération comprenait huit cantons de pleins droits dès 1353, puis treize de 1513 jusqu'en 1798, complétée d'une douzaine de «pays» alliés aux droits diversement limités (villes, principautés, républiques à structures confédérales des Grisons et du Valais), des → bailliages communs administrés par deux ou plusieurs cantons et de quelques protectorats.

Anciennes Terres

Les Anciennes Terres (all. *Alte Landschaft*) sont les plus anciennes possessions de la ville de Fribourg au nord-est de l'actuel canton, son arrière-pays naturel de part et d'autre de la Sarine et de la frontière linguistique, sur lesquelles la communauté urbaine étendit peu à peu sa domination du XIII^e au XV^e siècle (→ bailliage «intérieur»). On les appelle ainsi pour la première fois en 1549 pour les différencier des bailliages acquis dans l'intervalle. Elles furent rattachées avant 1404 aux trois, puis aux quatre quartiers de la ville et réparties en quatre bannières. Outre les droits → coutumier et féodal, on y appliquait aussi le droit de la ville. Sous → l'Ancien Régime, le patriciat fit construire dans les Anciennes Terres de nombreuses maisons de campagne (Trempp, DHS, version 2001).

Assolement triennal

L'assolement triennal est une technique agricole qui consiste, pour un agriculteur, à diviser ses terres en trois soles. Associée à une rotation des cultures, cette technique permet d'obtenir de meilleurs rendements car les sols ne sont pas appauvris. Ce type de culture peut être pratiqué sur une exploitation individuelle. Mais dès le Moyen-Âge classique, des villages entiers furent organisés selon ce système. La terre cultivée, regroupant des champs appartenant à plusieurs paysans, était divisée en trois parties. Sur la première étaient semées des céréales d'hiver (épeautre, blé), sur la deuxième des céréales d'été (avoine, seigle), tandis que la troisième restait en jachère. Historiquement, la pratique de cet assolement en alternance est contemporaine de l'introduction de la charrue en Europe vers le IX^e siècle.

Bailliage (commun)

Le bailliage désigne, au bas Moyen-Âge, un territoire relativement étendu, acquis suite à une politique d'expansion visant à la formation de seigneuries territoriales. Il était soumis à une forme spécifique d'administration, appliquée notamment aux pays sujets d'un canton souverain ou d'un allié de la Confédération. Il était dirigé par un bailli, appelé dans certains cas gouverneur, commissaire ou châtelain. Dans → l'ancienne Confédération avant 1798, les bailliages communs désignaient les territoires gérés conjointement par deux ou plusieurs cantons.

Bäuert

Dans une partie de l'espace alpin suisse (Oberland bernois, Grisons), la *Bäuert* désigne une communauté paysanne possédant et exploitant des terres. À partir du XIV^e siècle, les membres réglaient à la majorité l'exploitation de leurs communaux, de leurs forêts, de leurs alpages (nombre de têtes, dates de l'estivage), l'aménagement des chemins et l'endiguement des ruisseaux. Étaient membres tous ceux qui «tenaient feu» sur le territoire de la communauté. Les nouveaux arrivants devaient acheter leur affiliation et ceux qui s'en allaient la perdaient. Les grandes paroisses comprenaient souvent plusieurs *Bäuerten* (Dubler, DHS, version 2002).

Bourgeau

Le terme s'applique ici plus particulièrement au canton de Neuchâtel, où il désignait autrefois chaque commune faisant partie d'une commune générale. Par exemple, Le Grand et Le Petit Bayard formaient, depuis le XV^e siècle, deux «bourgeaux» (communes bourgeoises) de la «Générale communauté» des Verrières, dont ils se détachèrent en 1878. L'ancien bourgeau de Meudon est aujourd'hui un quartier des Verrières, qui comprend un autre quartier dit Grand-Bourgeau. Il existe encore, de nos jours, une localité appelée «Le Bourgeau» sur le territoire de la commune homonyme du côté français, les Verrières-de-Joux.

Canton-ville

Entre 1513 et 1798, → l'ancienne Confédération des treize cantons comptait 7 cantons-villes (ZH, BE, LU, FR, SO, BA, SH) par opposition aux 6 cantons campagnards (UR, SZ, UW, GL, ZG, AP).

Cens foncier

On entend par cens toute redevance due par un → tenancier (ou fermier censitaire) au propriétaire d'une terre. Qu'il fût payable en nature ou en argent, le cens foncier faisait partie, avec les corvées, du système complexe de rentes affectées à la seigneurie foncière. Avec le développement du commerce et des marchés à partir du XII^e siècle, les cens en espèces tendirent à l'emporter sur les redevances en nature. À la différence des → dîmes, les cens étaient fixes. Parce qu'ils n'étaient plus en rapport direct avec la production, ils suscitérent moins de conflits que les dîmes. Comme pour toutes les charges féodales, une forte disparité se manifesta entre régions de montagne et de plaine (Plateau, Tessin du sud), car il pesait en premier lieu sur la production des céréales. Dans les territoires de montagne, une tendance à racheter les cens ou à les convertir en versement en monnaie se confirma à l'époque moderne; sur le Plateau en particulier, le cens foncier subsista jusqu'à l'abolition des redevances féodales au XIX^e siècle (DHS, version 2007).

Champ à parcelles trapues (champs blocs)

Cette forme la plus ancienne de structure agraire se caractérise par des blocs parcellaires réguliers (rectangulaires) ou irréguliers, souvent adaptés au relief du terrain. Dans la mesure où la culture de céréales était possible, les champs blocs étaient également cultivés selon le système de → l'assolement triennal, aussi bien dans des zones de villages, de hameaux ou de fermes isolées. Selon les régions, les exploitations à grandes parcelles trapues étaient transmises sous le régime de → l'héritage fermé ou le régime du → partage réel, ce qui – dans ce dernier cas – finit par aboutir à des parcelles minuscules.

Champ d'un seul tenant, en «arêtes de poisson»

La littérature suisse mentionne différentes organisations agraires de ce type, par exemple dans la région du Napf. Il s'agit d'exploitations de parcelles en forme de bandes, installées sur des terres de moindre rendement et qui n'ont été peuplées que tardivement. Dans la typologie de Grosjean (voir chapitre 1.6), cette structure agraire est cantonnée aux villages linéaires du Jura neuchâtelois et vaudois, planifiés systématiquement ainsi. Les fermes sont alignées le long de la vallée et possèdent des finages allongés et parallèles en «arêtes de poisson», avec des pâturages et de la forêt (Kreisel 1974).

Champ ouvert laniéré (quartiers)

Dès le XI^e siècle, les terres cultivables d'un village furent divisées en trois «soles» sur lesquelles on pratiquait une alternance de cultures céréalières d'été et d'hiver, interrompues par un an de jachère destiné à la régénération du sol (→ assolement triennal). Les soles étaient réparties entre les → communiers en longues lanières («quartiers») afin de minimiser les virages lors du labourage à la charrue. Au moment du partage successoral (invariablement à parts égales), les parcelles étaient à nouveau divisées dans le sens de la longueur. Grâce à la production de plantes fourragères riches en azote, l'assolement triennal fut abandonné à partir du XVII^e siècle. Mais jusqu'aux remaniements parcellaires du XX^e siècle, cela ne signifia pas, dans la plupart des endroits, la fin de la répartition en soles.

Combourgeoisie

Alliance ou traité (all. *Burgrecht*) par lequel une ville étend à une autre ville, à un couvent, à un particulier (en général un noble détenant des droits seigneuriaux et fonciers) ou à un groupe (une → corporation par exemple) son droit de cité. Cette concession peut être «perpétuelle» ou temporaire. S'ajoutant à la conquête, à la → prise en gage et à l'achat, l'instrument juridique de la combourgeoisie devint en Suisse, entre le milieu du XIII^e et celui du XVI^e siècle, un moyen spécifique d'édifier des seigneuries territoriales. Les cantons à → *Landsgemeinde* développèrent aussi des combourgeoisies (dites alors *Landrecht* en all.) (Würgler, DHS, version 2005).

Communier

Terme qui précéda celui de bourgeois. Les assemblées de communiers naquirent au Moyen-Âge, en même temps que se formaient les communes. Le statut de communier impliquait un droit d'usage des biens communaux, lié à la possession d'une maison et d'un domaine, et un droit d'assistance. Seuls les communiers avaient le droit de vote et d'éligibilité au niveau de l'assemblée générale de communauté. Les communiers ou bourgeois → «forains» possédaient le droit de cité d'une ville sans y résider (all. *Ausbürger*).

Confédération des VIII cantons

Confédération suisse entre 1353 et 1481 qui englobe les huit cantons d'Uri, Schwytz, Unterwald, Lucerne, Zurich, Glaris, Zoug et Berne.

Confédération des XIII cantons

Confédération suisse de 1513 à 1798 qui succède à la → Confédération des VIII cantons, à laquelle sont venus s'ajouter – entre 1481 et 1513 – les cinq cantons de Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffhouse et Appenzell.

Consortage

Le consortage est une forme de → corporation dans laquelle des copropriétaires ou des usagers se regroupent pour exploiter en commun un bien communal, typiquement un alpage ou une forêt, mais aussi divers équipements communautaires (bisses, fontaines, moulins à broyer le grain, fours à pain, etc.). Le consortage fait partie des diverses communautés économiques (communauté d'intérêts ou communauté de biens – souvent à l'origine des bourgeoisies) largement présentes sur tout le territoire et dont les termes diffèrent d'une région à l'autre. Le mot consortage s'applique plus particulièrement à l'économie alpestre et se retrouve notamment dans les documents anciens des cantons de Vaud et du Valais. Dans ce dernier, ce type de corporation est encore très présent aujourd'hui.

Corporation (de métiers)

Le terme renvoie à des associations d'artisans organisées par métier ou groupe de métiers qui sont apparues dans les villes d'Europe occidentale et centrale à partir du XII^e siècle. L'émergence de ces communautés corporatives est liée à celle de la bourgeoisie urbaine. Dans les villes souveraines du nord-est de la Suisse (Bâle, Zurich, Schaffhouse, St-Gall), les corporations furent longtemps à même de former le gouvernement de la ville. De telles villes corporatives (all. *Zunftstädte*) contrastaient avec les régimes patriciens (dominés par les propriétaires fonciers) de Lucerne, Berne, Soleure et Fribourg. Les règlements corporatifs fixaient les critères d'admission dans les corporations, les prix, les conditions de travail et les normes de qualité. Ils prévoyaient l'obligation de faire partie d'une corporation pour exercer un métier et se protégeaient contre la concurrence extérieure et «déloyale». Ces restrictions imposées par une certaine aristocratie corporative provoquèrent indirectement le transfert et la sous-traitance de la production artisanale dans les campagnes sous forme de travail à domicile (→ établissement) (Simon-Muscheid, DHS, version 2015). L'histoire des corporations se déroula différemment dans les villes romandes et au Tessin, où le regroupement des artisans se fit plus tard et ne joua qu'un rôle économique mais pas de rôle politique.

Coutumier (droit)

Par droit coutumier, les historiens entendent un droit contraignant de tradition orale, formé par l'usage prolongé au sein d'une collectivité et que les sources appellent us et coutumes. Conservé dans des coutumiers et diverses sources locales, il est l'expression des cultures juridiques anciennes et s'oppose au droit écrit. Mais même une fois fixées par écrit, les coutumes furent vite dépassées par l'usage qui continuait de se modifier (Dubler, DHS, version 2006).

Dîme

La dîme est à l'origine une redevance correspondant au dixième du rendement ou du revenu. Héritée du Moyen-Âge, elle s'est maintenue durant tout → l'Ancien Régime, en accroissant même son rôle économique: comme elle se levait proportionnellement au volume des récoltes, elle suivit l'augmentation de la production de grains, alors qu'on ne pouvait guère adapter les cens, traditionnellement réputés fixes. Pour les paysans du Plateau, la dîme était l'impôt le plus lourd. Elle jouait aussi un grand rôle pour ses bénéficiaires. Dans les cantons protestants, les dîmes, sécularisées à la Réforme, constituaient une part considérable des revenus publics: plus de 20% à Zurich à la fin du XVIII^e siècle. À la même époque, dans un canton catholique comme Lucerne, l'État ne possédait que 5% des dîmes, ce qui limita la croissance de ses activités, et les institutions ecclésiastiques 90%. Dès la fin du XVIII^e siècle, le revenu des grandes dîmes en grains stagna, voire recula; mais il peut continuer à être considéré comme un indicateur de la production céréalière, tout en ne reflétant plus le développement de l'agriculture de l'époque (diffusion de la pomme de terre, meilleure rentabilité de l'élevage) (DHS, version 2015).

Dizain

Nom des anciennes subdivisions territoriales du comté, puis de la république du Valais. Le terme serait lié au prélèvement de la → dîme par l'évêque. C'est avec la Constitution de 1848 que le terme de «district» remplace définitivement celui de «dizain».

Établissage

Système de production décentralisée, fondé sur le travail à domicile (all. → *Verlagssystem*). Ce type d'organisation, bien qu'il ne constitue pas à proprement parler une division du travail, mais plutôt une répartition des fonctions entre les travailleurs à domicile (urbains ou ruraux) et l'entrepreneur (qui reste citadin et coordonne l'ensemble du processus de production jusqu'à l'écoulement des produits finis), a gagné, depuis le XVI^e siècle, presque toutes les branches de la production protoindustrielle en Suisse, en premier lieu les branches textiles (l'apparition de l'établissage dans l'horlogerie jurassienne ne date que de la fin du XVIII^e siècle). Cette notion est illustrée par le *Domestic system* dans les milieux ruraux, propre à de nombreuses régions européennes du XVI^e siècle jusqu'au début de la révolution industrielle, et impliquait de nombreuses familles paysannes qui trouvaient dans l'activité artisanale à domicile d'indispensables

ressources complémentaires. L'extension de l'établissage allait de pair avec des mutations sociales: elle exigeait que l'on puisse vaincre l'opposition des → corporations, politiquement puissantes, et favoriser ainsi la dépendance directe du producteur envers l'entrepreneur.

Féodalisme

La société féodale reposait sur une forte dépendance réciproque entre un suzerain et ses vassaux tout comme entre un seigneur foncier et ses serfs. Le suzerain concédait à ses vassaux une partie de ses terres avec leurs habitants sous forme de fiefs (du latin *feodum*), en échange d'un service, généralement une aide militaire. La structure pyramidale de la société féodale était fondée sur trois ordres: les hommes d'Église (*oratores*, ceux qui prient), les seigneurs (*bellatores*, ceux qui font la guerre) et les paysans, artisans et commerçants (*laboratores*, ceux qui travaillent). Le troisième de ces ordres est aussi qualifié de Tiers-État, parmi lequel les paysans constituaient la grande majorité de la population.

Forain

Mot issu du latin «*foris*» (extérieur), le terme «forain» désigne, en vieux français, quelqu'un d'extérieur, d'étranger au village. Originellement, un forain est donc un «non résident». Ainsi, les personnes qui avaient des propriétés, des terres dans une paroisse ou une commune ou un droit de cité dans une ville sans résider dans celles-ci étaient qualifiées de «forains» (bourgeoisie foraine, artisan, commerçant ou marchand forain, zone foraine de Lausanne, etc.). Le mot a donné l'adjectif anglais *foreign*, qui a conservé ce sens premier d'externalité (*Foreign Affairs*). Aujourd'hui, dans son usage le plus commun, un forain désigne une personne qui organise des distractions dans les foires et fêtes foraines.

Franc-alieu

Terre libre dont le possesseur ne doit pas d'hommage ou de reconnaissance à un seigneur. Au Moyen-Âge, le terme alieu était employé pour désigner une parcelle de terre, quel qu'en soit le propriétaire. Franc-alieu signifie que cette parcelle de terre ne répondait à aucune obligation de payer un droit féodal pour l'exploiter.

Franchises

Droits municipaux, distincts des droits territoriaux, régissant les villes au Moyen-Âge mais fondés tous deux sur des privilèges. Dans presque toutes les villes, le seigneur octroyait aux bourgeois un droit de marché ou un ensemble plus étendu de privilèges. Les droits municipaux médiévaux comportaient quatre éléments: maintien de la paix, liberté des personnes, droits spécifiques, institutions. Les bourgeois faisaient serment de les respecter. Limitée d'abord à l'intérieur des remparts de la ville, leur application s'étendit ensuite à tout le domaine de son ressort. Le plus souvent, les droits municipaux se présentaient sous la forme d'un parchemin muni de sceaux, appelé charte de franchises (Dubler, DHS, version 2017).

Freie Ämter

Les Freie Ämter («bailliages libres») furent acquis en 1415 lors de la conquête de l'Argovie. Ils constituèrent les premiers → bailliages communs de → l'ancienne Confédération. Uri, qui ne prit pas part à cette conquête, n'intégra leur administration qu'en 1532. Avant cette date, la région correspondant aux *Freie Ämter* était un ensemble de bailliages relevant de l'Autriche antérieure (et donc des Habsbourg) ou de la Confédération des VIII cantons. Ils étaient indépendants les uns des autres (basses et moyennes justices relevant de l'Autriche ou des Confédérés); chacun, sauf le Niederamt, disposait d'un coutumier distinct et était donc, au sens médiéval du terme, «libre». Après la deuxième bataille de Villmergen de 1712, ils furent divisés en deux: la partie nord devint bailliage des cantons protestants de Berne, Glaris et Zurich, la partie sud resta bailliage des huit cantons. Après 1803, le nom demeura en usage, mais en général au singulier (*Freiamt*), pour désigner l'ensemble de la région, qui correspond à peu près aux districts argoviens de Bremgarten et de Muri (Wohler, DHS, version 2006).

Habitant (toléré)

Le terme d'habitants désignait des gens qui venaient s'établir dans une ville, dans un «pays», ou dans une commune rurale et qui, contrairement aux bourgeois et → communiers d'ancienne date, ne jouissaient que de droits restreints. Il fallait satisfaire diverses conditions pour recevoir le statut d'habitant: avoir séjourné un certain temps dans la commune, prouver une naissance libre et légitime, disposer de certains moyens, exercer un métier ou un commerce utile et appartenir à la confession dominante. En outre, il fallait payer une taxe d'admission unique (droit d'entrage) et une redevance annuelle (deniers de résidence, habitation). En dépit de variantes locales, les habitants «tolérés» étaient partout exclus des principaux droits et privilèges des bourgeois et communiers, mais souvent soumis aux mêmes devoirs (service du feu, service militaire, impôts, corvées). Dans l'aire alémanique, plusieurs termes s'appliquaient à ce statut d'habitants de second rang: celui d'*Ansassen* est plutôt en usage de la fin de la → République helvétique à 1828; avant 1798, on trouve en général *Hintersassen* ou *Beisassen*. Mais ni dans les villes ni dans les communes rurales, ils ne formaient un groupe homogène, même s'ils comptaient dans leurs rangs proportionnellement plus de pauvres que les communiers. En matière communale, il fallut attendre la Constitution de 1874 pour réaliser l'égalité entre tous les citoyens suisses, qu'ils soient originaires ou non de la commune (Holenstein, DHS, version 2014). Le terme de tolérés s'appliquait d'autant plus lorsqu'il s'agissait de catégories marginales (apatrides, → itinérants, hétérodoxes, etc.).

Habitant perpétuel

On trouvait en ville de Berne, dès 1643, dans les villes de l'Argovie bernoise et dans quelques villes du Pays de Vaud, à la suite de la limitation d'accès au droit de bourgeoisie, de petits groupes de bourgeois dits habitants perpétuels (all. *Ewige Einwohner*; à Berne aussi *Habitanten*, à distinguer des «habitants» ou *Hintersassen*), qui ne jouissaient pas de tous les droits et privilèges, puisqu'ils

étaient exclus du gouvernement et des charges publiques. De tels bourgeois aux droits restreints existaient aussi dans d'autres villes aux XVII^e et XVIII^e siècles (Holenstein, DHS, version 2014).

Helvétique / République helvétique

Nom officiel de la structure étatique de la Confédération entre 1798 et 1803 (voir chapitre 1.4.1). L'anticipation d'une intervention militaire de la France révolutionnaire entraîna, de janvier à avril 1798, la proclamation d'indépendance de tous les pays sujets et le renversement des gouvernements dans les vieux cantons-villes (Révolution helvétique). La loi fondamentale du 12 avril 1798, adaptée à la Constitution française de 1795 qui avait institué le régime du Directoire, transforma la Confédération en un État national unitaire reposant sur les principes de l'égalité des droits, de la souveraineté populaire et de la séparation des pouvoirs et fonctionnant selon les principes de la démocratie représentative. Le Directoire exécutif était assisté de six ministres, responsables des divers domaines de l'administration centrale, et contrôlait les cantons, les districts et les communes par le biais de préfets et d'agents (Fankhauser, DHS, version 2011).

Héritage fermé (régime successoral)

Disposition du droit successoral paysan avec transmission préférentielle d'une exploitation agricole à un héritier unique, afin d'assurer la viabilité économique du domaine (succession indivise). Cette pratique successorale était plus particulièrement en vigueur dans les régions de hameaux et d'habitat dispersé des zones plus élevées du Plateau et des versants nord des Alpes.

Huguenot

La scission confessionnelle de l'Europe au XVI^e siècle amena dans les cantons réformés des réfugiés protestants (surtout réformés, mais aussi luthériens et anglicans) provenant de divers pays (France, Italie, Allemagne, Angleterre, Hongrie, Espagne) où leur culte, voire tout accès aux charges civiles et politiques, leur était interdit. Le mot «huguenot» s'applique aux protestants (principalement calvinistes) de France. Parmi les diverses interprétations étymologiques, un consensus semble régner sur une altération du terme alémanique *Eidgenossen* qu'on leur conférait (par référence à Jean Calvin; par ailleurs, le mot francisé «eidguenots» désignait le parti pro-suisse à Genève au début du XVI^e siècle). Le flux migratoire connut deux temps forts: l'un consécutif à la Réforme et à la Saint-Barthélemy en 1572 et l'autre déclenché par la Révocation de l'édit de Nantes en 1685 par Louis XIV, événements qui conduisirent environ 150 000 huguenots à fuir la France. On estime généralement à 60 000 ceux qui passèrent par la Suisse et à 20 000 ceux qui purent s'y établir durablement. Aux motifs religieux officiellement invoqués s'ajoutait un calcul économique pour leur permis d'établissement: l'encouragement d'entreprises manufacturières huguenotes qui s'inscrivaient dans le développement du → mercantilisme et la lutte des autorités contre la pauvreté.

Immédiateté impériale

Privilège féodal et statut politique sans intermédiaire, accordés par l'empereur dans le Saint-Empire romain germanique à certaines villes, abbayes, principautés ou membres de la noblesse du Saint-Empire.

Itinérant

Par travailleurs itinérants, on entend des gens qui se déplacent pour exercer une activité professionnelle indépendante des saisons (différente donc du travail saisonnier). Ces métiers relevaient autrefois pour la plupart de l'artisanat, quelques-uns du commerce et, à partir du XIX^e siècle, de l'industrie manufacturière. Dans l'artisanat, on trouve, dès le Moyen-Âge, surtout les travailleurs ambulants du bâtiment, comme le maître d'œuvre qui concevait et dirigeait la construction de couvents, d'églises et de châteaux, ou le maçon, le tailleur de pierre, le charpentier et le briquetier. Des professionnels itinérants s'organisèrent, dès le bas Moyen-Âge, en sociétés suprarégionales de type corporatif. D'autre part, obligés depuis le Moyen-Âge d'être présents dans les foires internationales tenues à des dates déterminées, les commerçants, les marchands d'épices, de drap, de cuir et de peaux étaient astreints à voyager, de même que les vendeurs ambulants qui approvisionnaient les marchés campagnards et citadins (Dubler, DHS, version 2013). Bien qu'itinérants, les artisans → «forains» ne doivent pas être confondus avec les gens du voyage. Les premiers sont une catégorie professionnelle, les seconds une catégorie juridique.

Landsgemeinde

La *Landsgemeinde*, apparue au bas Moyen-Âge, est une assemblée solennelle lors de laquelle les citoyens jouissant du droit de vote (tout homme apte au service militaire et jouissant des droits civiques, qu'il ait hérité ou acheté la bourgeoisie) élisent les autorités et débattent des affaires du pays. Il existait des *Landsgemeinden* dans tous les cantons campagnards, mais aussi dans des pays alliés et dans des vallées des → bailliages communs. Aujourd'hui, cette forme de démocratie directe, pratiquant le vote à main levée, ne subsiste à l'échelon cantonal qu'en Appenzell Rhodes-Intérieures et à Glaris mais aussi, à un niveau politique inférieur, dans certains districts (Schwytz) ou cercles (Grisons) (Stadler, DHS, version 2021).

Lumières (siècle des)

Le siècle des Lumières est un mouvement philosophique, littéraire et culturel bourgeois que connaît l'Europe du XVIII^e siècle et qui se propose de promouvoir le rationalisme, l'individualisme et le libéralisme, contre l'obscurantisme et la superstition de l'Église catholique et contre l'arbitraire de la royauté et de la noblesse. Pour l'historiographie française, il commence conventionnellement en 1715, à la mort du roi Louis XIV, et se termine avec la Révolution française. Certains historiens privilégient une chronologie plus ou moins large (1670–1820).

Le mouvement des Lumières, venu principalement d'Angleterre, des Pays-Bas, de France et de Prusse, se répandit relativement tard en Suisse. Jusqu'alors, le pays était fortement marqué par les différences confessionnelles. Les Lumières se répandirent grâce à l'élite intellectuelle des villes réformées, notamment grâce aux pasteurs. Le tournant se fit d'abord à Genève avec le théologien Jean-Alphonse Turretini qui dispensa, dès 1697, un enseignement imprégné d'idées éclairées. À Neuchâtel et Bâle, le changement fut presque contemporain et se produisit sous l'égide de Jean-Frédéric Ostervald et de Samuel Werenfels. Ces trois théologiens, connus sous le nom de «triumvirat helvétique», ramenèrent leurs Églises vers un christianisme humaniste. L'attitude éclairée se répandit dès 1730 à Zurich et dans les parties protestantes de la Suisse orientale. On a désigné par le terme d'«helvétisme» les aspects spécifiquement suisses du mouvement des Lumières (Im Hof, DHS, version 2012).

Mandement

À Genève et dans le Pays de Vaud, au Moyen-Âge et à l'époque moderne, le terme de mandement s'appliquait non seulement à une instruction pastorale, mais se référait aussi à une seigneurie. À Genève, jusqu'à la Réforme, les mandements désignaient, depuis le XIII^e siècle, les territoires que l'évêque possédait en toute propriété, formés à partir de donations, d'acquisitions et de saisies au détriment des couvents de la région. Ils étaient au nombre de trois : Jussy, Thiez et Peney, auquel s'ajoutaient les villages de Céligny et Genthod. Après 1536, la République de Genève se substitua à l'évêque; les habitants des deux mandements restés genevois (Thiez est définitivement savoyard en 1539) conservèrent le statut de sujets jusqu'en 1793 (Piguet, DHS, version 2008).

Mercantilisme

Politique économique menée par les États, surtout monarchiques et absolutistes, entre 1600 et 1750 environ. Les tenants du mercantilisme prônent le développement économique par le biais du commerce extérieur en vue de dégager un excédent de la balance commerciale. Le mercantilisme était empreint de réflexes protectionnistes. Il fallait surtout encourager les exportations de produits finis mais restreindre le plus possible les importations et les limiter aux matières premières indispensables, par le moyen d'interdictions et de taxes douanières. L'émergence d'idées mercantilistes coïncide avec la montée en puissance d'États-Nations face, d'un côté, à l'universalisme du pouvoir de l'Église et, de l'autre, au localisme des structures du pouvoir féodal. À partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, ce courant de pensée se retrouva de plus en plus confronté aux idées physiocratiques visant à laisser libre cours aux forces du marché (→ physiocratie).

Parité confessionnelle

Le concept s'applique aux districts et communes, dans lesquels sont représentées historiquement les deux confessions catholique et protestante, que cette parité résulte d'une votation (cantons de Glaris et des Grisons) ou – dans les → bailliages communs – d'une contrainte imposée par les cantons souverains qui les administraient, par exemple en Thurgovie, dans le Toggenbourg ou à Echallens (Pfister, DHS, version 2005). La «parité» ne s'applique toutefois pas aux cantons mixtes, constitués (après 1798/1815) de deux ou plusieurs territoires appartenant chacun de façon homogène à l'une ou l'autre des communautés confessionnelles (Argovie, St-Gall, Genève, également Fribourg, Soleure, Bâle-Campagne et Berne – ce dernier jusqu'à la sécession du canton du Jura).

Partage réel (régime successoral)

Disposition du droit successoral paysan prévoyant une répartition à parts égales entre tous les héritiers (en partie masculins seulement). Cette pratique de partage avait lieu lors de chaque succession, de sorte qu'avec l'accroissement des ayants droit, la surface des parcelles se réduisit de plus en plus et entraîna un éclatement progressif des domaines ruraux. C'était plus particulièrement le cas dans les villages compacts des régions agricoles du Plateau, ainsi que dans les zones intra-alpines et les versants sud des Alpes.

Physiocratie

Terme qui signifie étymologiquement «gouvernement de la nature». Théorie économique et politique, née dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la physiocratie entendait réagir contre le → mercantilisme et réduire au minimum les interventions de l'État. Estimant que seule la nature, et donc les paysans, produisent de la richesse, les physiocrates étaient d'ardents défenseurs d'une agriculture forte et fondamentalement modernisée. La physiocratie trouva rapidement des partisans en Suisse. La Société économique de Berne, fondée en 1759, joua un rôle pionnier (Brändle, DHS, version 2010).

Prise en gage

Au Moyen-Âge, les droits seigneuriaux et d'usage sur un territoire pouvaient être mis en gage, soit par l'empereur (gage impérial), soit par un seigneur territorial. Un tel engagement instituait le bénéficiaire du gage en usufruitier, avec le droit d'en jouir sans en abuser. À la différence du fief, les rapports juridiques entre les parties contractantes ne reposaient généralement pas sur un serment personnel de fidélité. Le preneur de gage se voyait déléguer l'ensemble des revenus et au moins une partie des droits seigneuriaux sur un territoire qui restait sous la souveraineté nominale du donneur. Pour limiter les ambitions seigneuriales des preneurs de gage, les souverains tentèrent divers moyens (gage assimilé à une fonction publique, droits réservés, obligation de disponibilité, clauses de souveraineté), qu'ils n'eurent pas toujours la force de faire respecter. Dès le XIV^e siècle, les villes utilisèrent l'engagement pour acquérir des territoires (Hälg-Steffen, DHS, version 2010).

Réformes tridentines

Réformes introduites aux XVI^e et XVII^e siècles dans l'Église catholique romaine à la suite du Concile de Trente (1545–1563), parallèlement ou en réaction à la Réforme protestante (Fellay, Réforme catholique, DHS, version 2014). Sur le plan disciplinaire interne, le Concile exigea, dans ses décrets, la résidence des évêques et des curés dans leurs circonscriptions ecclésiastiques ainsi que des visites annuelles de toutes les églises de leur diocèse, il condamna le cumul des charges, demanda le respect du célibat et la création de séminaires. Sur le plan doctrinal, il confirma, entre autres, la doctrine du péché originel (d'où le baptême des nourrissons), l'autorité de la Bible spécifique au catholicisme romain, les sept sacrements, le culte des saints et des reliques. Trente est l'un des conciles les plus importants de l'histoire du catholicisme. La réforme catholique rénova la piété populaire, éleva le niveau intellectuel et culturel et augmenta la pratique sacramentelle. Elle contribua à créer un nouveau clergé, mieux formé et plus discipliné. En revanche, elle établit des cloisons étanches à l'égard du protestantisme. Selon l'historienne Nicole Lemaître, «le Concile de Trente a été la réponse catholique pour se protéger de la réforme protestante alors perçue comme une agression. Cette crispation a provoqué des décisions dont nous subissons toujours les conséquences, notamment dans le gouvernement de l'Église: → absolutisme pontifical, centralisation, culte du secret» (interview donnée au quotidien La Croix, 8 août 2011).

Régime domanial

On appelle régime domanial le système d'exploitation bipartite (avec réserve seigneuriale et manses ou → tenures) appliqué dans le cadre de la seigneurie foncière médiévale. Celle-ci avait pour centre économique une cour domaniale (all. *Fronhof*), dont dépendait le groupe des tenanciers (→ tenancier/tenure). Les biens-fonds, relevant directement de la cour, constituaient la réserve seigneuriale et étaient exploités en propre par le seigneur laïc ou ecclésiastique. Elle consistait surtout en terres arables, mais aussi en prés, forêts, vignobles, vergers et en équipements spéciaux (moulins, viviers). Le reste de la seigneurie était divisé en manses ou tenures confiés aux paysans dépendants, qui versaient en contrepartie une redevance (cens) et devaient cultiver la réserve (corvées). Le régime domanial disparut peu à peu aux XIII^e et XIV^e siècles, à cause des mutations structurelles de l'agriculture et de la seigneurie foncière, dues à l'extension de l'économie monétaire et de la production pour le marché. Les terres des réserves furent louées en bloc ou par morceaux aux représentants locaux (mayors) ou à des paysans, les corvées furent converties en redevances payables en argent. Dans les petites seigneuries, des réserves cultivées par des corvéables subsistèrent jusqu'aux XIV^e et XV^e siècles (Grüninger, DHS, version 2005).

République cisalpine

La République cisalpine est une «république sœur» créée en 1797 par Napoléon Bonaparte dans l'Italie du Nord. Elle comprenait la Lombardie actuelle, une partie de l'Emilie-Romagne et le nord-ouest de la Toscane. La même année, la France força le rattachement des pays sujets des III Lignes grisonnes à la République cisalpine (territoires de la Valteline et des comtés de Chiavenna et Bormio). En 1802, elle prit le nom de République italienne et, en 1805, elle fut transformée en royaume d'Italie.

République indépendante du Valais

La République indépendante du Valais est également appelée «République rhodanienne» et n'est pas à confondre avec le projet français de 1798, jamais réalisé, de «République rhodanique» qui aurait découpé les parties occidentale et méridionale de → l'ancienne Confédération en cinq cantons et aurait eu pour capitale Lausanne (Hofmann, DHS, version 2016).

La République rhodanienne est une des républiques sœurs fondée le 5 septembre 1802 par Napoléon Bonaparte par la séparation du canton du Valais de la → République helvétique afin de pouvoir plus facilement contrôler les passages du Simplon et du Grand-Saint-Bernard vers l'Italie. Le Valais retrouva ainsi une indépendance théorique mais était en fait un protectorat français, et Napoléon n'avait opté pour son indépendance que devant la volonté des communes de rester suisses. Elle disparut le 13 décembre 1810, lorsque le Valais fut finalement intégré au Premier Empire français sous le nom de Département du Simplon (Wikipédia, Histoire du Valais).

Tauner

Les *Tauner* étaient, dans la société rurale médiévale, de petits paysans qui ne possédaient qu'un lopin de terre (moins de 1 ha); généralement, ils disposaient de quelques chèvres, mais, contrairement aux paysans laboureurs, n'avaient souvent pas d'animaux de trait. Le terme tire son origine de *tagwan* (gain journalier) ou de *tagwen* (surface qu'un corvéable peut travailler en un jour). Les *Tauner* apparurent en tant que groupe social au cours du processus de différenciation que connut la société rurale au bas Moyen-Âge, surtout dans les villages soumis à l'assolement et pratiquant le partage successoral réel (conduisant à un progressif morcellement des terres). Ils dépendaient d'un revenu accessoire, qu'ils se procuraient dans les métiers les moins bien considérés de l'artisanat rural, dans les travaux domestiques et surtout comme ouvriers agricoles. Dès la fin du XVIII^e siècle, nombre d'entre eux pratiquèrent le travail à domicile dans le cadre de la protoindustrie (industrie textile, tressage de la paille) (Landolt, DHS, version 2013).

Tenancier/tenure

La tenure fut, du haut Moyen-Âge au XVIII^e siècle, une institution juridique très importante sur le plan économique et social. Le terme désigne soit une terre concédée par un seigneur à un tenancier, pour une durée déterminée, en échange d'un cens, soit ce mode de concession lui-même. Le tenancier jouissait

seulement d'un droit d'usage, le seigneur gardait la propriété. Les concessions à brève et moyenne échéance prédominaient. Lors de la crise agraire du bas Moyen-Âge, et face à la volonté des paysans d'échapper au servage, les seigneurs réagirent en instituant, dès la fin du XIII^e siècle, la tenure héréditaire qui permettait au tenancier, quel que fût son statut (libre ou serf), de léguer le domaine concédé à ses descendants. Cette forme se généralisa au XVI^e siècle, mais sans éliminer complètement les concessions de courte durée. L'hérédité des tenures incita les paysans à travailler avec plus de soin des terres passées sous leur pleine responsabilité. La tenure héréditaire se rapprochait ainsi, au XVIII^e siècle, de la libre propriété foncière (Dubler, DHS, version 2012).

«Sa tenure devient un patrimoine: il ne peut encore avoir la pleine et entière propriété de la terre qu'il cultive, mais il exerce déjà sur elle un droit de jouissance perpétuelle» (Henri Sée, *Les classes rurales et le → régime domanial en France au Moyen-Âge*, 1901, réimpression Slatkine, Genève, 1980). En abolissant les redevances féodales en 1798 et en déclenchant le processus du rachat des cens (achevé en 1867), la → République helvétique transforma officiellement les tenanciers en propriétaires.

Ûrten

Dans le canton de Nidwald, on appelle *Ûrten* les → corporations de la vallée, par opposition aux → consortages alpestres. Les *Ûrten* se sont développées à partir d'associations locales d'entraide et de voisinage, servant de cadre à l'organisation d'activités agricoles communes, à petite échelle. Dès le XIV^e siècle, elles apparaissent comme institutions locales autonomes (Weber, DHS, version 2014).

Verlagssystem

Système de production décentralisée, fondé sur le travail à domicile (→ établissement).

Village-rue

Le terme de village-rue (all. *Strassendorf*) désigne un type d'habitat rural groupé. Il s'agit d'une agglomération dont les constructions se succèdent de part et d'autre d'une rue unique. Elle se distingue du village-tas ou village compact (all. *Haufendorf*) – formant historiquement un noyau villageois ou un bourg souvent groupé autour d'un monument culturel –, du village en arc (all. *Hufendorf*) – constitué autour d'une forêt ou d'un étang marécageux –, et du village linéaire (all. *Kettendorf*).

Vorort

Terme qui – dans → l'ancienne Confédération, durant la Médiation ainsi qu'aux époques de la Restauration et de la Régénération – désignait le canton qui détenait les rênes de la présidence dans les affaires confédérales. Le terme allemand est également très courant dans la langue française et correspond au concept de canton directeur (de tous les Confédérés). Jusqu'en 1798, il s'agissait du canton qui convoquait la Diète fédérale et en

assumait la présidence (le plus souvent ZH ou LU). L'Acte de Médiation de 1803 institua les six cantons-villes de Fribourg, Berne, Soleure, Bâle, Zurich et Lucerne dans cette fonction. En leur qualité de canton directeur, ceux-ci présidaient à tour de rôle la Diète pendant une année. Le bourgmestre du canton en exercice représentait la Confédération à l'extérieur avec le titre de *Landamman* de la Suisse. Le Pacte fédéral de 1815 réduisit le nombre des cantons directeurs à trois. Dès lors et jusqu'en 1847, Zurich, Berne et Lucerne remplirent tour à tour le rôle de *Vorort* par périodes de deux ans (Körner, DHS, version 2013). Par extension, le nom de *Vorort* a également été donné par la suite (dès 1882) à l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI) regroupant toutes les associations patronales suisses.

Répertoires

Répertoire des tableaux

Chapitres 1–2

T 1.1	Combourgeoisies, conquêtes, achats et prises en gage des cantons confédérés et de leurs alliés	18–19
T 1.2	Nombre et taille moyenne des paroisses, agences et communes sous la République helvétique	34
T 1.3	Habitat rural et structure agraire	35
T 1.4	Nombre de communes par canton 1770–2020	38
T 2.1	Liste des recensements dans les cantons	44
T 2.2	Types de recensements	47
T 2.3	Les rubriques d'un recensement idéal	48
T 2.4	La population de la Suisse autour de 1800 selon les cantons et les territoires de l'époque	56
T 2.5	Nombre d'habitants (en milliers) des cantons dans les premières publications (Fäsi, Durand, «Conservateur», Almanach, Bernoulli, Franscini)	66

Chapitre 3

T 3.1	Abréviations des territoires	91
T 3.2	Abréviations des types de dénombremments et de recensements	91
T 3.3	Jährliche mittlere Bevölkerungsentwicklung nach Zürcher Regionen, neun Perioden von 1634 bis 1888 Quelle: Martin Schuler	99
	Kanton Zürich (ts-x-01-2223-ZH)	102–106
	Kanton Bern (ts-x-01-2223-BE)	117–127
	Kanton Luzern (ts-x-01-2223-LU)	135–137
	Kanton Uri (ts-x-01-2223-UR)	142
	Kanton Schwyz (ts-x-01-2223-SZ)	147
	Kanton Obwalden (ts-x-01-2223-OW)	154
	Kanton Nidwalden (ts-x-01-2223-NW)	155
T 3.4	Kanton Glarus, Territoriale Organisation im 19. Jahrhundert	158
	Kanton Glarus (ts-x-01-2223-GL)	161
T 3.5	Idealtypische Erfassung der Bevölkerung nach Heimatrecht und Aufenthaltsstatus	163
T 3.6	Applikation auf die Volkszählungen im Kanton Zug von 1817 bis 1860	163
	Kanton Zug (ts-x-01-2223-ZG)	166
	Canton de Fribourg (ts-f-01-2223-FR)	174–180
	Kanton Solothurn (ts-x-01-2223-SO)	188–191
	Kanton Basel-Stadt (ts-x-01-2223-BS)	198
	Kanton Basel-Landschaft (ts-x-01-2223-BL)	199–201
	Kanton Schaffhausen (ts-x-01-2223-SH)	206–207
	Kanton Appenzell Ausserrhoden (ts-x-01-2223-AR)	213

	Kanton Appenzell Innerrhoden (ts-x-01-2223-AI)	214
	Kanton St. Gallen (ts-x-01-2223-SG)	222–225
	Kanton Graubünden (ts-x-01-2223-GR)	235–241
	Kanton Aargau (ts-x-01-2223-AG)	250–256
	Kanton Thurgau (ts-x-01-2223-TG)	263–268
T 3.7	Numero di anime nelle pievi del futuro cantone Ticino (1590–1801) Fonti: Baratti (1992), cifre stimate da Martin Schuler	273
	Cantone Ticino (ts-x-01-2223-TI)	276–282
	Canton de Vaud (ts-x-01-2223-VD)	290–299
	Canton du Valais (ts-f-01-2223-VS)	309–313
T 3.8	Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts de 1848, 6 périodes de 1750 à 1870	317
	Canton de Neuchâtel (ts-x-01-2223-NE)	319–321
T 3.9	Coupures de communes et impact démographique (estimation)	327
	Canton de Genève (ts-x-01-2223-GE)	329–330
	Canton du Jura (ts-x-01-2223-JU)	339–343
	Mulhouse (ts-x-01-2223-ML)	347
	Reichsstadt Rottweil (ts-x-01-2223-RW)	351
	Valtellina (ts-x-01-2223-VT)	355–357

Répertoire des cartes

Chapitres 1–2

C 1.1	Les diocèses du XVI ^e au XVIII ^e siècle	16
C 1.2	Les cantons de la République helvétique, de 1798 à 1803	23
C 1.3	Les districts de la République helvétique, de 1798 à 1803	24
C 1.4	Les cantons de la Confédération, 1803/15/32	25
C 1.5	Les districts depuis 1848	26
C 2.1	La qualité du recensement helvétique par commune	57

Chapitre 3

C ZH1	Kanton Zürich: Die Bevölkerungsverzeichnisse der Synode Zürich nach Kirchgemeinden ¹ 1634–1763	94
K ZH2	Kanton Zürich: 15 Distrikte der Helvetik 1798–1803	96
K ZH3	Kanton Zürich: 5 Bezirke 1803–1814, 11 Oberämter/ Bezirke ab 1814	96
C BE1	Berne au XVIII ^e siècle: Le territoire de l'État de Berne de 1536 à 1798 et le découpage en synodales et paroisses en tant qu'unités d'organisation du recensement de 1764	109

C BE2	Kanton Bern der Helvetik, 1798–1801: 15 Distrikte, Kirchgemeinden und Agentschaften	110	C GR1	Diözese Chur vor 1798: 8 Dekanate, Pfarrgemeinden vor der Reformation	228
C BE3	Canton de Berne: Districts 1815–1978/2010 ¹	111	C GR2	Kanton Graubünden bis 1851: Die drei Bünde und ihre Hochgerichte	229
C OL1	Kanton Oberland der Helvetik, 1798-1801: 10 Distrikte, Kirchgemeinden und Agentschaften	120	C AG1	Die kirchliche und politische Gliederung des späteren Kantons Aargau um 1764/68	244
C LU1	Stand Luzern: Vogteien im Ancien Régime 1500–1798, Stadt Luzern, 2 Landstädte, 5 grosse und 9 kleine Vogteien	130	C AG2	Die Kantone Aar(g)au und Baden (1798–1803) und Fricktal (1802–1803) in der Helvetik und ihre Distrikte	245
C LU3	Kanton Luzern: Die 5 Ämter 1803–2007	130	C AG3	Die elf Bezirke des Kantons Aargau 1803 bis heute	245
C LU2	Kanton Luzern: Die 9 Distrikte der Helvetik 1798–1803, Kirchgemeinden und Agentschaften	131	C TG1	Gemeine Herrschaft Thurgau: Bevölkerung und Bevölkerungsentwicklung der Pfarrgemeinden nach Konfessionen 1637–1710	258
C UR1	Uri im Ancien Régime 1480–1798: Kirchgemeinden und Jahr ihrer Gründung, Dorfgemeinden und Vicinati (patriziati)	139	C TG2	Kanton Thurgau seit 1798/03: Distrikte ¹ /Bezirke, Munizipal- und Ortsgemeinden, Stand 1848	260
C SZ1	Der Stand Schwyz im Ancien Régime und seine Anteile an den Gemeinen Herrschaften (Baden und Freie Ämter vor 1715) und Schirmherrschaften	144	C TI1	Baliaggi italiani dei cantoni svizzeri dal 1519 al 1798	271
C WS1	Die Landorte und Schirmherrschaften der Innerschweiz im Ancien Régime	149	C TI2	Territori delle diocesi di Como e di Milano: Pievi e comuni parrocchiali	271
C WS2	Kanton Waldstätten in der Helvetik 1798–1801: Distrikte, Pfarrgemeinden und Agentschaften	150	C TI3	I cantoni di Bellinzona e di Lugano e i loro distretti durante la Repubblica Elvetica dal 1798 al 1803: Agenzie in occasione del censimento della popolazione del 1799	272
C LI1	Der Kanton Linth in der Helvetik 1798–1803: 7 Distrikte, Kirchgemeinden und Agentschaften	157	C TI4	Distretti e circoli del Cantone Ticino dal 1803 ad oggi ¹	272
C FR1	Canton de Fribourg avant 1798: Ville de Fribourg, Anciennes Terres et bannières, bailliages	169	C VD1	Canton de Vaud de 1536 à 1798	285
C FR2	Canton de Fribourg durant la République helvétique (1798–1803): 12 districts, dont deux du Pays de Vaud, anciennement bernois	170	C VD2	Canton du Léman (1798–1803) et Canton de Vaud: 19/17 districts ¹ (jusqu'en 2007) et cercles (depuis 1803)	286
C FR3	Canton de Fribourg depuis 1803	170	C VS1	Le Valais de 1569 à 1798: Dizains et Gouvernements avec leurs subdivisions en tiers ou Châtellenies	301
C SO1	Der Stand Solothurn im Ancien Régime: Stadt Solothurn; 4 innere Vogteien; 7 äussere Vogteien; Pfarrgemeinden, Dörfer	183	C VS2	Le Valais de la République helvétique de 1798 à 1802: 12 districts, paroisses et agences	302
C SO2	Der Kanton Solothurn seit der Helvetik: Amteien, Bezirke, Gerichtsbezirke	184	C VS3	Le Valais et ses 13 Districts de 1815 à 1987 avec toutes les communes ayant existé durant cette période	303
C BA1	Stand Basel: Die Stadt Basel und ihre 7 Ämter von 1640 bis 1798	194	C NE1	Neuchâtel avant 1848 – les Jurisdictions et communes avec toutes les communes ayant existé durant cette période	315
C BA3	Der Kanton Basel bis zur Kantonstrennung (1815–1833): 6 Bezirke	194	C GE1	Le canton de Genève actuel et l'attribution des communes genevoises actuelles aux territoires de leur appartenance avant 1754/1815	324
C BA2	Der Kanton Basel in der helvetischen Republik (1798–1803): 4 Distrikte, Kirchgemeinden und Agentschaften	194	C GE2	Le Département français du Mont-Blanc et son découpage en cantons de 1810	324
C SH1	Stand Schaffhausen im Ancien Régime bis 1798: Die Stadt Schaffhausen und ihre 10 Obervogteien	203	C GE3	Canton de Genève: La délimitation de la frontière franco-suisse de 1816/17 et le découpage des anciennes communes françaises de 1813	325
C SH3	Der Kanton Schaffhausen (1803/31-1999): 5 resp. 6 Bezirke	203	C JU1	Évêché de Bâle avant 1780 ² /1798 et sa subdivision en villes, seigneuries et bailliages ¹	333
C SH2	Der Kanton Schaffhausen in der helvetischen Republik (1798–1800): 5 Distrikte, Kirchgemeinden und Agentschaften	203	C JU2	Département français du Mont-Terrible entre 1797 et 1800 et sa division en deux districts, 21 cantons et en communes	334
C AP1	Appenzell von 1500 bis 1875	209	C ML1	Mulhouse 1515–1797, alliée de la Confédération Plan des Banlieues de Mulhouse et d'Illzach dressé en 1761, par Louis Schoenhaupt (dessinateur) Source: Bulletin du Musée historique de Mulhouse 1878	345
C SG2	Der Kanton Säntis in der Helvetik (1798–1803): 13 Distrikte, Kirchgemeinden und Agentschaften	209			
C SG1	Kanton St. Gallen: Die zwölf Territorien des 16.–18. Jahrhunderts auf dem Gebiet des späteren Kantons St. Gallen	216			
C SG3	Kanton St. Gallen: Die 8 Bezirke 1803–1831 und die 15 Bezirke 1831–1918 ¹ , Politische Gemeinden 1832–1965 ²	218			

C RW1	Freie Reichsstadt Rottweil: Zugewandter Ort der Eidgenossenschaft von 1513 bis 1797	349	III. c 5	J. H. Weiss, Atlas Suisse, feuille 15, 1803, Partie des Grisons et de la Valteline HTTPS://WWW.E-RARA.CH/BES_1/CONTENT/ZOOM/12553502	54
C VT1	Territorio della Valtellina, paese soggetto delle Tre Leghe dal 1525 al 1797	354	III. c 6	J. F. Ostervald, Carte de la Principauté de Neuchâtel, 1846 HTTPS://SITN.NE.CH	59
Chapitre 4					
C 4.1a–	Évolution annuelle moyenne de la population		III. c 7	Matthäus Merian d. Ae., Basler Stadtansicht, 1642 © DICKMANN AG, OFFSETDRUCK, BASEL 1960, collection Buscher	62
4.8a	selon les districts actuels	361	III. c 8	Carte Dufour 1 : 50 000, extrait de Bienne-Seeland, 1845 HTTPS://MAP.GEO.ADMIN.CH	67
C 4.1a	Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1640 à ≈1670	362	Illustrations des tableaux		
C 4.1b	État de la population et évolution démographique des communes, ≈1640 à ≈1670	363	III. tab. 1	Zurich, Status animarum 1640, Schwerzenbach © STAATSARCHIV ZÜRICH (STAZH)	72
C 4.2a	Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1670 à ≈1700	364	III. tab. 2	Abbaye de St-Gall, Décompte des communians 1669, «Alte und Neue Landschaft» © STIFTSARCHIV ST.GALLEN (STIASG)	73
C 4.2b	État de la population et évolution démographique des communes, ≈1670 à ≈1700	365	III. tab. 3	Évêché de Constance, Décompte des communians 1749, Schwytz, Sarnen, Stans HTTP://READER.DIGITALE-SAMM LUNGEN.DE/DE/FS1/OBJECT/DISPLAY/BSB10028766_00103.HTML , S.184 UND 185	74
C 4.3a	Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1700 à ≈1735	366	III. tab. 4.1	Recensement bernois 1764, Cerlier © STAATSARCHIV BERN (STABE)	75
C 4.3b	État de la population et évolution démographique des communes, ≈1700 à ≈1735	367	III. tab. 4.2	Recensement de la population de 1764, Nyon © ARCHIVES CANTONALES VAUDOISES (ACV)	76
C 4.4a	Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1735 à ≈1770	368	III. tab. 5	Évêché de Bâle, Recensement 1770/71, total pour l'Évêché, St-Ursanne © ARCHIVES DE L'ANCIEN ÉVÊCHÉ DE BÂLE (AAEB)	77
C 4.4b	État de la population et évolution démographique des communes, ≈1735 à ≈1770	369	III. tab. 6	Principauté de Neuchâtel, Recensement annuel (1783), jurisd. de Thielle, St-Blaise © ARCHIVES DE L'ÉTAT DE NEUCHÂTEL (AEN)	78
C 4.5a	Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1770 à 1798/99	370	III. tab. 7	Lucerne, Décompte des Âmes 1784, par paroisse © ZENTRAL- UND HOCHSCHULBIBLIOTHEK LUZERN (ZHB LUZERN)	79
C 4.5b	État de la population et évolution démographique des communes, ≈1770 à 1798/99	371	III. tab. 8.1	Recensement helvétique 1798/99, Oberland, district d'Unterseen © BUNDESARCHIV (BAR)	80
C 4.6a	Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, 1798/99 à ≈1815	372	III. tab. 8.2	Recensement helvétique 1798/99, Thurgovie, district d'Arbon © BUNDESARCHIV (BAR)	81
C 4.6b	État de la population et évolution démographique des communes, 1798/99 à ≈1815	373	III. tab. 8.3	Recensement helvétique 1798/99, Valais, district de Monthey © BUNDESARCHIV (BAR)	82
C 4.7a	Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, ≈1815 à 1836/37	374	III. tab. 9	Cantone del Ticino, Tabella della popolazione 1808, Lottigna © ARCHIVIO DI STATO DEL CANTONE TICINO (ASTI)	83
C 4.7b	État de la population et évolution démographique des communes, ≈1815 à 1836/37	375	III. tab. 10	Statistique de la Suisse, Estimation de la population en vue de déterminer les contingents militaires cantonaux de 1817 © MUSÉE NATIONAL SUISSE, ZURICH	84
C 4.8a	Évolution annuelle moyenne de la population selon les districts actuels, 1836/37 à 1850	376			
C 4.8b	État de la population et évolution démographique des communes, 1836/37 à 1850	377			
Répertoires des illustrations					
Illustrations des cartes					
III. c 1	Tobias Mayer, La Suisse, divisée en ses treize cantons, ses Alliez et ses Sujets, 1751 © COLLECTION SCHULER	21			
III. c 2	Wilhelm Haas, Die Helvetische Republik in Cantone und Districte eingetheilt, 1798 HTTPS://WWW.OLDMAPSONLINE.ORG/MAP/ZB/990039150310205508	27			
III. c 3	Pierre Lapie, Suisse ou Helvétie, 1824 © COLLECTION SCHULER	28			
III. c 4	H. C. Gyger, Carte du canton de Zurich, 1667 (extrait de Winterthour) HTTPS://MAPS.ZH.CH/LUBIS?GYGER	52			

III. tab. 11	Canton de Fribourg, Recensement de 1818, arrondissement de Rue © STAATSARCHIV FREIBURG (STAF)	85
III. tab. 12	Canton d'Appenzell Rh.-Ext., Visites des ménages 1830, par commune © STAATSARCHIV APPENZELL AUSSERRHODEN (STAAR)	86
III. tab. 13	Recensement de la Diète fédérale de 1837, canton d'Argovie, Werd © STAATSARCHIV AARGAU (STAAG)	87

Autres illustrations

Image ch. 1	Matthäus Merian, Topographia Helvetiae, Schwyz: «Svitia/Schweÿtz» © MATTHÄUS MERIAN, 1642, Reprint Bärenreiter 1960	13
III. 1.1–1.3	Trois périodes de différenciation culturelle des cantons	14
III. 1.4	La conquête des bailliages en commun des XIII cantons	20
III. 1.5	Les pays alliés des XIII cantons et leur confession	20
Image ch. 2	Matthäus Merian, Topographia Helvetiae, Stein am Rhein © MATTHÄUS MERIAN, 1642, Reprint Bärenreiter 1960	43
Image ch. 3	Hans Conrad Escher von der Linth, vue sur le Kerenzerberg au bord du Walensee, 1797 © ESCHER VON DER LINTH, Reprint 1974	89
G 3.1	Die Entwicklung der Bevölkerung des Kantons Thurgau von 1807 bis 1835 Quelle: Pupikofer 1837	261
G 3.2	Évolution de la population du Canton de Neuchâtel de 1750 à 1874 Source: Quartier-la Tente, 1893–1925	317
Image ch. 4	Hans Conrad Escher von der Linth, vue de la ville de Genève depuis les Délices, 1784 © ESCHER VON DER LINTH, Reprint 1974	359

La présente publication contient une vue d'ensemble de tous les dénombrements de la population qui ont été réalisés en Suisse avant le premier Recensement fédéral de la population de 1850. Elle comprend non seulement les résultats du Recensement helvétique de 1798/99 à l'échelon des communes mais propose aussi des élargissements substantiels en incluant par ailleurs tous les relevés exhaustifs sur le plan spatial qui ont été effectués sous l'Ancien Régime et au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Les travaux de recherche ont été menés par Martin Schuler, auteur de cet ouvrage, dans toutes les archives cantonales et épiscopales de Suisse et de certains territoires voisins, tout en prenant en compte la vaste littérature existante.

Outre une introduction historique sur le développement territorial du pays, la publication fournit une définition des différents types de décomptes de la population ainsi qu'une description de leurs qualités et des contextes politiques respectifs. Le Recensement helvétique de 1798/99 et le Recensement de la Diète fédérale de 1837/38 sont décrits et analysés pour l'ensemble du territoire national. Les relevés cantonaux, quant à eux, présentent un large éventail, allant de dénombrements annuels à Neuchâtel jusqu'à l'absence complète de décomptes non-ecclésiastiques dans d'autres cantons.

La clé de voûte de cette publication est composée de tableaux par commune, de cartes illustrant les structurations politiques de trois périodes historiques (avant 1798, durant la République helvétique, après 1803/15) ainsi que d'une description détaillée de la situation dans chaque canton. Le calcul des effectifs de la population des communes est complété par la présentation de toutes les modifications territoriales ayant eu lieu au niveau des cantons, des districts et des communes depuis 1803/15.

En ligne

www.statistique.ch

Imprimés

www.statistique.ch

Office fédéral de la statistique

CH-2010 Neuchâtel

order@bfs.admin.ch

tél. +41 58 463 60 60

Numéro OFS

2224-2300

ISBN

978-3-303-01303-8



La statistique www.la-statistique-compte.ch
compte pour vous.